

Une monnaie alternative peut-elle être une alternative à la monnaie ?

Raphael Porcherot

▶ **To cite this version:**

Raphael Porcherot. Une monnaie alternative peut-elle être une alternative à la monnaie ?. Economies et finances. Université Paris-Saclay, 2023. Français. NNT : 2023UPASI003 . tel-04160476

HAL Id: tel-04160476
https://theses.hal.science/tel-04160476

Submitted on 12 Jul 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

université PARIS-SACLAY

Une monnaie alternative peut-elle être une alternative à la monnaie ?

Could an alternative currency be an alternative to money ?

Thèse de doctorat de l'Université Paris-Saclay

École doctorale n° 630, Droit, Économie et Management (DEM)
Spécialité de doctorat : Sciences économiques
Graduate School : Économie - Management
Référent : ENS Paris-Saclay

Thèse préparée à l'IDHE.S (ENS Paris-Saclay CNRS), sous la co-direction de **Hugo HARARI-KERMADEC**, Professeur des Universités, et de **Maud SIMONET**, Directrice de Recherches CNRS

Thèse soutenue à Paris-Saclay, le 26 mai 2023, par

Raphaël PORCHEROT

Composition du jury

Membres du jury avec voix délibérative

Richard SOBEL Professeur des Universités, CLERSÉ, Université de Lille	Président
Jeanne LAZARUS Directrice de Recherches, CNRS, Institut d'Études Politiques de Paris	Rapporteuse & Examinatrice
Jérôme BLANC Professeur des Universités, TRIANGLE, Institut d'Études Politiques de Lyon	Rapporteur & Examinateur
Ariane TICHIT Maîtresse de Conférences, CERDI, Université de Clermont-Ferrand	Examinatrice

THESE DE DOCTORAT
NNT : 2023UPASI003

Une monnaie alternative peut-elle être une alternative à la monnaie ?

Raphaël Porcherot

Sous la direction de Hugo Harari-Kermadec, Professeur des Universités, et Maud Simonet, Directrice de Recherches

Le 8 mars 2023

Résumé

La Grande Récession, initiée par la crise financière mondiale de 2008, voit la résurgence d'expériences monétaires alternatives. Les formes de ces dernières varient grandement : entre les crypto-monnaies, qu'on peut rapprocher de la volonté hayékienne de « dénationaliser » et organiser une concurrence entre les instruments monétaires, et les monnaies sociales, qui se réfèrent à Proudhon, Gesell ou encore Keynes, il y a en effet un monde. Leur point commun principal est un diagnostic partagé : la configuration usuelle des systèmes marchands de compte et de paiement est à l'origine des cycles économiques. Si leurs perspectives politiques sont nettement divergentes, il s'agit dans les deux cas de retirer le pouvoir de création monétaire des mains des banques centrales et de second rang.

Cette thèse analyse un cas de convergence entre crypto-monnaies, d'une part, et monnaies sociales, d'autre part. La MonedaPAR naît en Argentine en 2016 comme projet de crédit inter-entreprises récupérées : après s'être passées des patrons, ces entreprises en autogestion souhaitent se débarrasser des banquiers pour concevoir un système de financement sous contrôle populaire de ces formes d'économies où s'expérimentent des rapports de production alternatifs.

Rapidement devenue plutôt un crypto-club de troc, la MonedaPAR esquisse une synthèse entre trois phénomènes réapparus avec force au cours de la crise de la convertibilité à partir de 2001, dernière grande crise qu'a connu l'économie argentine : les entreprises récupérées et l'économie politique des travailleurs qu'elles ébauchent ; les clubs de troc, qui expriment la volonté d'un contrôle populaire sur les conditions de la circulation ; les quasi-monnaies provinciales, résultat de la remise en cause de l'unicité monétaire de l'espace de valeur argentin, qui se révèle périodiquement non viable notamment en raison de la nature périphérique et dépendante de l'économie argentine.

A travers l'étude de ses origines, de sa configuration actuelle – tant du point de vue de l'infrastructure technique que de celui de sa structure institutionnelle – et des pratiques monétaires qu'elle engendre, il s'agit d'évaluer le caractère alternatif de cette expérience d'économie sociale et solidaire à l'aune d'une théorie rarement mobilisée pour évoquer les alternatives monétaires. Le marxisme est choisi parmi les autres écoles de pensée pour son concept unique d'argent, qui ne se réduit pas à un simple instrument des échanges, comme le veut le courant dominant, et qui est spécifique au mode de production capitaliste, à rebours des thèses hétérodoxes débouchant sur la proclamation de la quasi-universalité du fait monétaire.

Les catégories marxistes ont un caractère empirique et non simplement heuristique. Le degré d'exploitation se mesure au-delà du salariat. Exploitation capitaliste et exploitation domestique peuvent alors être rapprochées. Parce qu'il repose sur un concept positif de l'institution non marchande du compte et de paiement, le marxisme permet de penser les contours de ce qui pourrait être non plus simplement une alternative monétaire, mais une alternative à la monnaie.

Cette approche permet ainsi de prendre la mesure des potentialités et des limites du projet de transformation sociale que l'on retrouve tant dans la MonedaPAR que dans la plupart des expériences de monnaies sociales. Peut-on en effet opposer le Marché au Capital ? Un marché solidaire est-il possible ? L'alternative peut-elle se cantonner à la seule sphère de la circulation des valeurs d'usage ? La lecture comptable de la loi de la valeur proposée dans cette thèse suggère comment, à partir des expériences d'alternatives monétaires, une modification conjointe des conditions de la circulation et de la production pourrait s'articuler de façon à dépasser l'argent, institution marchande du compte et du paiement.

The Great Recession, initiated by the global financial crisis of 2008, saw the resurgence of alternative monetary experiments. The forms these experiments take vary greatly, as there is indeed a world of difference between crypto-currencies on the one hand, which can be linked to the Hayekian desire to « denationalise » and organise competition between monetary instruments, and social currencies on the other, which are inspired by Proudhon, Gesell and Keynes. Their main common point is a shared diagnosis : the usual configuration of market systems of accounts and payments is at the origin of economic cycles. While their policy perspectives are clearly divergent, both perspectives seek to remove the power of money creation from the hands of central and second-tier banks.

This thesis analyses a case of convergence between crypto-currencies on the one hand and social currencies on the other. MonedaPAR was born in Argentina in 2016 as a project of recovered inter-company credit : after having dispensed with their bosses, the next step for these self-managed companies is to get rid of bankers, in order to conceive a system of financing under popular control for these forms of economies, where alternative production relations are being experimented with.

MonedaPAR quickly became more of a crypto-barter club, sketching out a synthesis between three phenomena that reappeared with force during the convertibility crisis from 2001 onwards, the last major crisis experienced by the Argentinian economy. First, recovered enterprises and the political economy of the workers which they outline. Second, barter clubs, which express the will for popular control over the conditions of circulation. And third, provincial quasi-currencies, which result from calling into question the monetary unicity of the Argentinian value space which periodically proves to be unsustainable, particularly due to the peripheral and dependent nature of the Argentinian economy.

Through the study of its origins, of its current configuration – both from the point of view of its technical infrastructure and of its institutional structure – and of the monetary practices that it generates, this thesis' aim is to evaluate the alternative character of such an experiment in social and solidarity economy, in the light of a theory that is rarely used to discuss monetary alternatives. Indeed Marxism is chosen among other schools of economic thought for its unique concept of money, which is not reduced to a simple instrument of exchange as the dominant school of thought would have it, but which is considered specific to the capitalist mode of production, in contrast to heterodox theses that lead to the proclamation of money as a quasi-universal fact .

Marxist categories are empirical and not merely heuristic. The degree of exploitation of workers is measurable, wether they are wage-earners in the formal economy or not. In this way capitalist exploitation and domestic exploitation can then be brought together. The Marxist concept of money allows us to grasp the contours of what could be not just a monetary alternative, but an alternative to money.

Because it contains a positive concept of the non-market institution of accounts and payments, this approach makes it possible to appreciate the potentialities and limits of the social transformation project that is contained within MonedaPAR, as well as in most experiments of social currencies. Can thus Market be opposed to Capital? Are solidarity markets possible? Can this alternative be confined to the sphere of circulation of use values? This thesis adopts an accounting perspective on the law of value, to suggest how, on the basis of experiments of monetary alternatives, a joint modification of the conditions of circulation and production could be articulated in such a way as to go beyond money defined as the mercantile institution of accounts and payments.

Remerciements

Je voudrais commencer par remercier ma directrice et mon directeur de thèse, Maud Simonet et Hugo Harari-Kermadec, pour leur patience et leur encadrement tout au long de ces cinq longues années, et les membres de mon comité de suivi de thèse, Jonathan Marie et Frédéric Lebaron, dont les retours m'ont grandement aidé à affiner le travail. Toutes les erreurs subsistantes, de forme comme de fond, sont évidemment de mon fait. J'adresse également mes remerciements à Jérôme Blanc, Jeanne Lazarus, Richard Sobel et Ariane Tichit, pour avoir accepté de faire partie du jury de ma thèse. Je me réjouis d'avance des échanges auxquels donnera lieu la soutenance.

Ma gratitude va ensuite à mon laboratoire, l'IDHE.S, et l'ensemble de ses membres, au contact desquel·les j'ai beaucoup appris et qui m'ont accompagné tout au long de ce travail. J'ai une pensée toute particulière pour la responsable administrative de l'IDHE.S Paris-Saclay, Gladys Germée, la responsable administrative du département d'enseignement et de recherche de Sciences Sociales de l'ENS, Carole Boichard, et Fabienne Le Pendeven et Delphine Mondout, responsables administratives de l'IDHE.S-Nanterre, qui ont été d'une grande aide à divers moments de ce parcours. Je tiens aussi à remercier Noémie Moutty et Maryse Chomette, en charge du bon fonctionnement de l'école doctorale Droit, Économie et Management de l'Université Paris-Saclay, toujours à l'écoute et disponibles. Sans l'octroi par l'ENS Pars-Saclay d'un des (trop rares) contrats de thèse, je n'aurais pu mener cette thèse à bien. La Maison des Sciences de l'Homme Paris-Saclay et la bourse de mobilité doctorale de la région Île-de-France m'ont permis de financer les nécessaires séjours en Argentine.

Sans l'aide de Nicolas Himounet et de Philipp Roderweiss, je doute que cette première année d'ATER en charge d'un cours magistral aurait été aussi favorable à la finalisation de la thèse. Merci à l'UFR d'économie-gestion de l'Université Paris 13, au département d'enseignement et de recherche de l'ENS Paris-Saclay ainsi qu'à l'UFR d'économie-gestion de l'Université Paris Nanterre de m'avoir fait confiance pour me confier des charges d'enseignement : ces expériences ont été décisives dans mon parcours et dans mon envie de poursuivre une carrière d'enseignant-chercheur.

Un certain nombre de personnes ont répondu présentes à mes sollicitations et ont su m'aiguiller à divers moments décisifs de cette formation à la recherche et l'enseignement. Je pense en particulier à Mariano Feliz, Tran Hai Hac, Michel Husson, Andrew Kliman, Pierre Le Masne, Maxime Quijoux, Alejandro Ramos, Hadrien Saiag, Bruno Théret et Ariane Tichit et plus généralement à toutes celles et ceux qui ont accepté de discuter avec moi, de me donner des conseils de lecture, de me lire et de discuter mes communications en séminaires. Qu'ils et elles en soient remercié·es. C'est lorsqu'elle n'est pas solitaire que la recherche est la plus enthousiasmante : je voudrais dire ma gratitude à tous·tes celles et ceux aux côtés desquel·les j'ai pu participer à des projets collectifs, en pensant plus particulièrement à Razmig Keucheyan, Cédric Durand, Cecilia Rikap et Hannah Bensussan pour l'organisation de notre séminaire « Planifier les

communs », à l'occasion duquel j'ai découvert des auteur·ices qui se sont avéré·es récurent·es dans le produit final ; à Marine Snape, la « co-autrice » cachée du chapitre sur le travestissement solidaire du lien marchand ; à Nicolas Piluso, pour nos échanges et nos écrits sur Keynes, Cartelier et Marx.

Je suis très reconnaissant à l'ensemble des membres de la MonedaPAR, pour leur temps, leur intérêt, leur patience à répondre à mes interrogations exprimées dans un argentin hésitant. J'espère que ce travail pourra être utile. Je remercie aussi mes co-auteur·ices, Federico Carmargo, Ricardo Orzi, Paola Raffaeli et Sebastián Valdecantos : j'ai beaucoup appris en travaillant avec vous.

Merci aux doctorant·es de l'IDHE.S Saclay, de l'IDHE.S Paris-Nanterre et, sur la fin de la thèse, du CEPN de l'Université Paris 13. Sans vous, cette thèse ne serait pas ce qu'elle est... et moi non plus ! Merci donc en particulier à Marine, Louise, Laura A., Colin, Coline, Pierre F., Mélanie S., Hugues, Pierre G., Baptiste, Sofia, Simona, Alexandre, Louis-Gabriel, Vincent, Lucas et Edwin.

Il me faut évidemment remercier l'ensemble de l'équipe de relecteur·ices, qui m'ont réservé un temps précieux et décisif et sans lesquel·les j'aurais été dépassé par l'ampleur de la tâche : Nadina, Eva P et Germán, qui se sont assuré·es que je ne sois pas trop imprécis sur leur pays, Mariya, Alexandra, Nicolas H., Laura A., Nicolas P., Marine, Claire D. et Pablo. Il l'a dit, il l'a fait : François a effectivement lu le quatrième de couverture et a traduit les résumés dans sa deuxième langue, qui est chez moi bien plus hésitante.

Ces années de thèse ont fini de me convaincre à la fois de la nécessité et de l'opportunité de l'organisation collective. Merci à celles et ceux qui les défendent, et notamment Cristina, Audrey, Riley, Anaïs, Antonin, Eva D., Arthur, Laura A., Joseph, Chantal, Emmanuelle, Nilo, Axelle, Pierre D., Luc, Laura D., Léa, Nicolas, Bastien, Fanny, Laurent, Mélanie L., Clément, Mathieu D. et Bruno. Sans Sophie et Sylvie, je doute d'avoir fini cette thèse entier.

Joël ne le sait pas, mais je n'aurais jamais lu Marx sans sa suggestion. Pablo s'en doute probablement un peu plus, c'est grâce à lui que je me suis autant intéressé au croisement surprenant entre auto-gestion et péronisme. Florence, mais elle le sait déjà. Camila *y su cariño*. Les Pixérécourtois·es, pour leur accueil chaleureux et leur soutien constant, en particulier Stéphanie, Thomas, Kloé et Cyrille. Les chanteur·ses de Tindalos, qui m'ont ouvert un échappatoire salutaire au bon moment. Les ami·es de France qui ont été toujours présent·es : outre François et Mariya, déjà cités, Alexis, Claire G., Matthieu B., Léon, Stela, Rosa et Étienne. Les ami·es d'Argentine, qu'il me tarde de revoir, et notamment Lucas, pour nos passions communes, Luz, pour ces merveilleux mois, Santiago, Nuria, Martín, Eva P., Violeta, Ezequiel, Mariana, Lucia, Ilenia et les doctorant·es du CEPLAD. Une pensée particulière pour Marco, Karen et leur petite Amélie. Ma famille, évidemment, les Porcherot comme les Buclet, les Versmée comme les Mathieu, les Colin et les Miquet, et, bien sûr, Stéphane. Merci notamment à Mélanie pour ses suggestions avisées.

J'ai enfin une pensée très spéciale pour quelques personnes très spéciales, qui se reconnaîtront.

Aux absent·es, Annick, Éric et Sandrine, qui sont toujours là, *kenavo*.

Sommaire

Résumé iii

Remerciements vii

Dédicaces ix

Sommaire xii

Introduction générale 1

1 Le terrain et le concept : préliminaires méthodologiques 43

2 De Perón à Macri : le contexte d'émergence de la MonedaPAR 77

3 Construire un marché alternatif au pays du péronisme 101

4 Une gouvernance alternative, entre crypto et social ? 161

5 Un vrai sac de nœuds 229

6 Une monnaie qui n'aimait pas l'argent 277

7 Vers une théorie marxiste de la sécession monétaire 329

Conclusion générale 415

A Les débats méthodologiques des institutionnalismes monétaires 429

B Liste des entretiens réalisés 435

C Réseaux sociaux et sites internet 439

D Revue de presse autour de la MonedaPAR **445**

E Chartes du trueque et de la MonedaPAR **449**

Bibliographie **455**

Liste des symboles **483**

Liste des graphiques **487**

Liste des tableaux **489**

Liste des encadrés **491**

Introduction générale

How should a world which had enthroned money as its God aspire to understand it?

Franz Mehring
Marx : the Story of his Life.

Contestations. La monnaie comme enjeu de lutte sociale.

La crise financière de 2008 ouvre une séquence historique qui voit la généralisation des politiques et pratiques monétaires non conventionnelles dans un effort de secourir l'économie mondiale « quoi qu'il en coûte ». Les taux d'intérêt, ces leviers habituels de la politique monétaire, avoisinant le zéro, les banques centrales s'engagent dans des interventions sur les marchés afin de soutenir la valeur des titres des dettes publiques de leurs États, tandis qu'elles assurent l'approvisionnement en liquidités des banques de second rang *via* le rachat massif d'actifs sans valeur. Cette période est également celle d'une résurgence des contestations et des innovations monétaires les plus diverses. Les crypto-monnaies [1] s'inscrivent durablement dans le paysage, alors que les expériences de monnaies dites sociales, communautaires ou complémentaires [2] se multiplient. La zone euro est alors le théâtre de controverses passionnées portant sur la meilleure façon de résoudre son caractère dysfonctionnel [3], d'où émerge la proposition, avancée par des économistes institutionnalistes français comme Bruno Théret, d'introduire aux côtés de l'euro des euros-francs, euro-pesos, euro-lires, etc, comme autant de monnaies fiscales complémentaires.

En parallèle, des théories monétaires relevant de l'hétérodoxie économique entrent dans le débat public, comme la *Modern Monetary Theory*, aux États-Unis [4], ou la *Positive Money* au Royaume-Uni [5]. Le premier courant, d'inspiration néo-chartaliste, introduit dans la controverse une conception de la monnaie comme créature de l'État : un État souverain ne peut jamais être à court d'argent, puisqu'il est lui-même, en dernière instance, l'origine de toute la liquidité dans l'économie. Cela prend le contre-pied de la *doxa* néolibérale sur le caractère soit-disant insoutenable des dettes publiques contemporaines. Le second courant propose une réforme du système bancaire et financier. *Via* l'instauration d'une règle de 100 % de couverture des émissions de monnaie de crédit par les banques de second rang, l'idée est de replacer la création monétaire sous le contrôle du peuple (ou, tout du moins, de ses représentants élus).

Lors de sa confrontation avec la Troïka [6], au plus fort de la crise grecque, Yanis Varoufakis, ministre du gouvernement Tsipras, envisage brièvement la possibilité d'introduire un euro-drachme comme monnaie fiscale complémentaire. L'objectif est alors de renforcer la position de la Grèce dans les négociations avec les bailleurs (Varoufakis, 2017) [7] : d'une part, une telle mesure permettrait en effet de reprendre un contrôle partiel sur la collecte des ressources fiscales de l'État et sur leur utilisation, alors que le Trésor grec est sous tutelle des représentants de la Troïka; d'autre part, il n'est alors plus aussi simple pour cette dernière de faire du chantage au gouvernement grec en mettant en balance la signature des *memoranda* d'austérité et la survie du système bancaire grec. On se souvient que, juste avant le référendum portant sur l'opportunité de signer un nouveau traité d'austérité avec la Troïka, la BCE restreint fortement l'accès des banques grecques à son système de refinancement, les menaçant d'une crise de liquidité.

De façon similaire, le projet des *mini-bot* (*buoni ordinari del Tesoro*) impulsé par le gouvernement italien de Matteo Salvini, occasion d'une

[1] Le Bitcoin est emblématique de ce phénomène mais est très loin de le résumer : il y a plus de 2 000 crypto-monnaies enregistrées sur `https://coinmarketcap.com/all/views/all/` (consultée le 19 janvier 2021).

[2] Ould-Ahmed et Ponsot (2015) rappellent que l'on « recense plus de 4 000 dispositifs en 2013 dans plus de 50 pays du monde, avec une nette accélération de leur développement depuis 2008 ».

[3] Au sens où l'instauration de la monnaie unique déjoue toutes les prédictions de la théorie économique dominante : plutôt qu'une convergence harmonieuse des fondamentaux des différentes économies nationales, non seulement l'euro ne permet pas de revenir sur les divergences structurelles antérieures, mais il contribue à leur faire franchir un nouveau seuil qualitatif, à mesure que les excédents commerciaux de l'Europe du Nord partent alimenter des dynamiques spéculatives et de désindustrialisation dans les pays du Sud. La crise des dettes souveraines après 2008 est l'occasion du rétablissement brutal des connexions internes. On peut se référer, entre autres, et parmi une vaste littérature hétérodoxe, à Felipe et Kumar (2011), Stockhammer et Sotiropoulos (2014) et Storm et C. W. M. Naastepad (2016, 2015). L'un des résultats principaux de cette littérature est que l'incomplétude originelle de l'unification monétaire européenne découle de l'absence de politiques communes du point de vue de la fiscalité et des législations des marchés du travail.

[4] `https://mmtwiki.org/wiki/MMT_Overview` (consultée le 19 janvier 2021).

[5] `https://positivemoney.org` (consultée le 19 janvier 2021).

[6] Soit la conjonction du Fonds Monétaire International, de la Banque Centrale européenne et de l'Union Européenne.

[7] S'il se montre très critique vis-à-vis des orientations suivies par Varoufakis,et plus encore par Tsipras, Toussaint (2020, p. 144, 176, 197), économiste membre du Comité pour l'Abolition des Dettes Illégitimes, rejoint le premier sur le diagnostic de la nécessité qu'il y avait à introduire un système de paiement complémentaire lors de la crise grecque : selon lui, Varoufakis s'est montré trop pusillanime dans la mise en œuvre de ce principe dont il se disait pourtant un farouche défenseur face à la ligne incarnée par Tsipras et ses allié·es.

convergence curieuse entre des formations nationalistes et des groupes situés théoriquement plus à gauche de l'échiquier politique (Bossone et al., 2015 ; Nenovsky et Sahling, 2020), représente en 2019 une autre instance de ces tentatives de contourner les traités européens sans que cela se traduise par une sortie sèche de l'euro. En France, Théret défend de longue date la proposition d'un fédéralisme monétaire européen fondé sur l'introduction de monnaies fiscales nationales. L'euro-drachme, l'euro-franc ou encore l'euro-marc seraient ainsi une voie médiane entre les partisan·es[8]. d'une sortie de l'euro comme condition préalable au déploiement de toute politique économique alternative et celles et ceux qui s'y opposent[9].

Si certain·es économistes considèrent ces propositions comme un « projet farfelu » (Sterdyniak, 2018)[10], d'autres, tout en restant réservé·es sur la solution avancée, reconnaissent la validité de la question posée (Harribey, 2015). Théret, avec Thomas Coutrot l'un des principaux animateur·ices de cette idée en France (Théret, 2013, 2015), fonde ses propositions sur l'étude minutieuse d'autres fédéralismes monétaires actuels ou passés, en particulier celui des monnaies fiscales des provinces fédérées argentines connaissant des résurgences périodiques dans les moments de crises de l'histoire récente de l'Argentine (Théret, 2018a,b, 2020b ; Théret et Zanabria, 2007).

Se dessine en effet un lien entre cette réintroduction par les banques centrales de pratiques monétaires non conventionnelles, visant à sauver l'économie « ***whatever it takes*** »[11], et la diversification des formes de contestation de ces mêmes pratiques. Ces dernières peuvent passer par la volonté de soustraire l'institution monétaire au contrôle de ces autorités, *via* la généralisation des crypto-monnaies, par le souhait de favoriser le développement de communautés monétaires s'inscrivant dans les valeurs de l'économie sociale et solidaire ou, encore, par des réflexions sur les leviers dont disposent des États membres d'une communauté monétaire considérée comme dysfonctionnelle pour récupérer une partie de leur souveraineté. Ce lien peut sans doute être retracé au fait que « les politiques monétaires non conventionnelles [...] ne font qu'exacerber les inégalités de revenus et de patrimoine en stimulant les marchés financiers tout en pénalisant les épargnants et les retraités. » (Guttmann, 2016, p. 110). Les autorités monétaires se portent en effet au secours des acteur·ices financier·es, banques et autres investisseurs institutionnels[12], *via* les dispositifs monétaires non conventionnels[13], sans garantie ou engagement contraignant de la part de ces dernier·es.

Le prix à payer est la validation *de facto* des paris malheureux à travers lesquels ces acteur·ices ont conduit les économies nationales au bord du précipice. C'est, de fait, en réaction à l'introduction de ces politiques de *quantitative easing* que des mouvements académico-politiques comme *Positive Money* réclament un *quantitative easing for the people* (Kaletsky, 2012 ; Muellbauer, 2014) : plutôt que de soutenir par création de monnaie de banque centrale les acteur·ices qui sont à l'origine des difficultés actuelles et qui, par ailleurs, ne réinjectent que de façon limitée dans le reste de l'économie les liquidités que leur offrent ainsi les autorités monétaires, pourquoi ne pas relancer directement la demande agrégée en attribuant à chaque citoyen·ne, par exemple, un compte à la banque centrale crédité d'un montant forfaitaire ? Ce slogan n'est pas limité à quelques cercles restreints : le futur dirigeant du *Labour* britannique, Jeremy Corbyn, en fait précisément l'un de ses mots d'ordres à l'occasion des élections internes du parti en 2015.

[8] Les conventions utilisées pour traiter de l'inclusivité dans l'écriture sont les suivantes : lorsque le genre des acteur·ices importe pour la discussion, nous employons l'accord de majorité ; dans tous les autres cas, nous nous en tenons à l'utilisation du point médian. Ainsi, lorsqu'il est important de souligner que la majorité des membres de la MonedaPAR sont des femmes, nous écrivons participantes plutôt que participant·es. De façon similaire, il est question des fondateurs de la MonedaPAR plutôt que des fondateur·ices quand la composition de genre du groupe originel influe sur le propos développé. Nous optons enfin pour ne pas modifier ni les citations des acteur·ices ni celles des auteur·ices utilisées dans ce travail : lorsqu'apparaissent des marques d'écriture inclusive entre guillemets, cela reflète alors le choix des auteur·ices cité·es.

[9] Un numéro spécial de la *Revue Française de Socio-Économie* lui est consacré. Voir par exemple Coutrot et Théret (2019), Grosdidier (2019) et Mathieu (2019).

[10] Voir `https//blogs.mediapart.fr/henri-sterdyniak/blog/230718/un-projet-farfelu-la-monnaie-fiscale-complementaire` (consulté le 13 juin 2022).

[11] Selon le mot fameux du banquier central Draghi le 26 juillet 2012. Voir `https://www.youtube.com/watch?v=tB2CM2ngpQg` (consulté le 26 juillet 2022).

[12] On regroupe sous cette catégorie, par ordre d'apparition chronologique, les *pensions funds*, les *mutual funds*, les *money market funds*, les *hedge funds* et, finalement, les *exchange-traded funds*, les *private equity funds* ainsi que les *sovereign wealth funds*, auxquels viennent se rajouter les compagnies d'assurance (Guttmann, 2016, p. 88).

[13] Un exemple en est le *quantitative easing*. Cela renvoie à plusieurs dispositifs, dont l'idée générale peut être résumée de la façon suivante : usuellement, l'un des leviers-clés de la politique monétaire est le taux d'intérêt directeur, taux auquel les banques de second rang se refinancent auprès des banques centrales ; ce dernier perd nettement de son efficacité lorsqu'il approche de zéro ; pour y pallier, lors de la crise financière, la Fed mais aussi les banques centrales européennes, britannique ou japonaise, mettent en place des programmes d'achats d'actifs, en particulier ceux dont la qualité est plus que douteuse, de façon à injecter directement des liquidités dans les bilans des banques de second rang et réduire ainsi les risques de faillite en chaîne.

C'est que la monnaie ne se résume jamais à un simple instrument neutre, à ce « voile » posé sur les échanges qu'évoque Mill ([1848] 1909) ou à cette « grande roue de la circulation » (Smith, [1776] 1991) dont fait état Adam Smith. Il faut bien plutôt y voir un analogue du « fait social total »[14] – de la variété qui « [mette] en branle [...] la totalité de la société et de ses institutions » (Mauss, [1950] 2013b, p. 274). La monnaie comprise comme fait social total ne relève pas de la seule sphère économique, d'autant qu'elle participe de son institution (Alary et Blanc, 2013). Il n'est ainsi pas d'économique, conçu comme sphère autonome d'activité sociale, pouvant prétendre à régir d'ailleurs les autres sphères d'activité sociale, sans système monétaire[15].

Sa configuration particulière à un moment précis traduit un compromis politique entre différents groupes d'intérêt portant sur la façon de faire société. Ce compromis sur les valeurs sociales s'exprime *a minima* à travers la spécification des modalités d'accès aux moyens de paiement (mécanisme de monnayage), la procédure de règlement des soldes monétaires (la façon dont s'affirme la contrainte monétaire) et la définition de l'unité de compte nominale. Les crises monétaires sont autant de remises en question de ce compromis (Théret, 2007a) : la notion de contestation monétaire pour l'institutionnalisme monétaire francophone peut donc être ramenée en dernière instance à une tentative de transformation, voire de refondation de l'institution monétaire, donc de la structure sociale correspondante (Alary, Blanc et al., 2016). Les crises monétaires trouvent alors leur résolution lorsqu'un groupe parvient à prendre le dessus et voit ainsi son intérêt privé se draper des atours de l'intérêt général à travers l'instauration d'une nouvelle configuration de l'institution du compte et du paiement[16].

Schématiquement, on pourrait insérer les différentes contestations monétaires sur un continuum entre deux pôles, selon que l'on vise une simple « évolution des configurations monétaires existantes » ou, plus radicalement, l'« élimination ou [le] contournement des structures monétaires » (Ould-Ahmed et Ponsot, 2015). Elles diffèrent ensuite par la forme qu'elles adoptent, la nature de la remise en cause qu'elles expriment et par les groupes sociaux qui les portent. On peut ainsi distinguer celles qui se présentent d'abord comme une « remise en cause de la règle monétaire dominante » (ibid.), lorsque celle-ci ne semble plus bénéficier qu'à une élite sociale réduite, et celles qui se présentent comme « une remise en cause de la souveraineté monétaire à travers la création de nouvelles monnaies [...] sur un territoire donné » (ibid.). La contestation peut relever d'une logique « délibérée ou offensive », lorsqu'un groupe social tente d'imposer un nouveau support monétaire le favorisant au détriment d'autres secteurs de la population, ou d'une logique plus « défensive », portée par des groupes sociaux tentant, au moins dans un premier temps, de limiter la dégradation de leurs conditions d'existence.

Les contestations monétaires dont il sera sujet ici se définissent comme des remises en cause de la souveraineté monétaire et relèvent de logiques défensives, puisqu'on s'intéresse aux monnaies alternatives en général à travers l'étude d'une de ces expériences en particulier, la MonedaPAR. Fondée en Argentine, il s'agit d'une crypto-monnaie sociale, au sens où elle réalise la convergence de deux types initialement distincts de phénomènes de contestations se proposant de réaliser des alternatives monétaires : d'une part, les monnaies dites sociales, s'inscrivant souvent dans des démarches proches de l'économie sociale et solidaire (Blanc et Fare, 2012) ; les crypto-monnaies, d'autre part, fondées sur une version ou l'autre de la technologie

[14] Le don que Mauss analyse selon cette catégorie en est justiciable au sens où la dimension religieuse lui est essentiel. L'extension de cette catégorie à la monnaie peut donc apparaître discutable. Comme on le verra, les l'institutionnalisme monétaire francophone effectue cette extension car les auteur•ices qui se reconnaissent dans ce courant tendent à isoler une origine religieuse de l'institution monétaire. Plutôt que de l'échange entre individus marchands, ce serait de la dette primordiale, que les individus d'une société contractent à la naissance envers leurs « Dieux », c'est-à-dire la totalité sociale dans laquelle ils évoluent, que les monnaies modernes trouveraient leur origine. Parler donc d'analogue de fait social total implique donc une certaine réserve vis-à-vis de cette thèse institutionnaliste.

[15] On pourrait en conclure qu'il est donc incohérent de rechercher une alternative à l'argent, à moins de se proposer la tâche impossible de revenir sur la différentiation des sphères d'activité sociale caractéristique de la modernité et de réencastrer l'économique. Effectivement, si on identifie la monnaie à toute institution du compte et du paiement, il n'est pas d'économique autonome non monétaire. Si, néanmoins, l'on spécifie l'argent comme l'une des espèces possibles du genre de l'institution du compte et du paiement, alors une telle notion devient pensable. L'établissement de cette distinction est l'un des enjeux de cette introduction.

[16] La genèse théorique du concept d'argent et la genèse historique des instruments monétaires renvoient à deux démarches liées, mais essentiellement distinctes. Lordon et Orléan (2008) proposent un modèle spinoziste du second processus, par lequel tel ou tel support acquiert le statut d'expression légitime de la valeur. Sa dynamique est agonistique : il s'agit d'imposer, à travers l'institution monétaire, un mode d'organisation sociale (Ould-Ahmed, 2008). L'ouvrage collectif *La monnaie dévoilée par ses crises* (Théret, 2007b,c) propose des analyses de ces épisodes de crises monétaires dans des contextes variés, qui voient s'affronter les groupes sociaux les plus divers.

blockchain. L'articulation entre ces deux formes de contestations monétaires ne va pas de soi. En effet, la philosophie libertarienne qui sous-tend bon nombre d'initiatives *crypto* (Lakomski-Laguerre et Desmedt, 2015) est plutôt éloignée des objectifs affichés de l'économie sociale et solidaire (Hély et Moulévrier, 2013).

La terminologie proposée par Michel Foucault ([1979] 2004) dans *La Naissance de la Biopolitique* permet une première caractérisation de ces deux projets d'alternatives : dans le premier cas, on envisage le marché comme un lieu de véridiction, dans la mesure où l'on souhaite libérer les mécanismes marchands du carcan des normes étatiques et des manœuvres frauduleuses des grands groupes monopolistiques, de façon à pouvoir rétablir leur pouvoir de véridiction ; dans le second, l'objectif est, à l'inverse, d'introduire de nouvelles régulations permettant de corriger les effets les plus inégalitaires des marchés, donc un objectif de (re)faire du marché un lieu de juridiction. Ici, on veut donner les moyens au marché de dire le Vrai ; là, on souhaite avant tout en faire un instrument au service d'une certaine conception du Juste.

De quelles alternatives parle-t-on ?

Les auteur·ices de l'introduction collective de la *Monnaie Souveraine* rappellent opportunément qu' « il ne faut pas prendre pour argent comptant la façon dont notre société se représente elle-même » (Aglietta et Orléan, 1998, p. 20). La tripartition entre les secteurs public, privé et « social » ou citoyen relèvent, dans la tradition marxiste, de l'aboutissement de l'autonomie nouvellement acquise des formes fétichisées de l'économique qui en viennent à réguler de façon apparemment mécanique les autres rapports sociaux. Le marxisme incite à repérer la *connivence* essentielle de ces trois secteurs au-delà de leur opposition de surface. Le désencastrement au sens polanyien du terme désigne ainsi la stabilisation de cette tripartition, qu'on peut alors analyser à l'aune de la catégorie marxiste d'« apparence réelle » (Tran, 2003a), c'est-à-dire d'une fiction efficace qui distord la réalité sous-jacente. Dans ce cadre, cette distorsion est nécessaire à la reproduction du rapport social dont elle dérive : le rapport marchand-capitaliste a besoin de cette fiction pour se soutenir. Son travestissement lui est essentiel.

Ainsi, sans considérer comme immédiatement valide une tripartition qu'il faut au contraire interroger comme résultat d'un processus historique plutôt que comme invariant structurel de toute société, mais en l'utilisant à des fins d'exposition introductive, si l'on rapporte les crypto-monnaies à une contestation d'ordre privée-marchande, les monnaies sociales ou communautaires à une contestation venant de la « société civile » ou encore du « tiers secteur » et les projets de monnaies fiscales nationales à une contestation issue des pouvoirs publics, alors tout se passe comme si le séisme qu'a représenté la crise de 2008 a précipité la cristallisation de réflexions sur les alternatives possibles dans l'ensemble du corps social.

Il est d'usage d'énumérer les multiples dénominations de ces alternatives monétaires pour en souligner la diversité : crypto-monnaies, monnaies locales, quasi-monnaies provinciales, monnaies sociales, monnaies virtuelles décentralisées, monnaies fiscales nationales, monnaies communautaires, monnaies complémentaires, monnaies citoyennes, etc. Comme le souligne Jérôme Blanc (2018a, p. 6), ces différentes dénominations ont cependant pour défaut d'être restrictives. Suivant en cela d'autres auteurs, Blanc introduit dans la littérature francophone le terme de « monnaies alternatives » :

> Le terme n'est pas nouveau : pour North (2007) et North et al. (2019), les LETS renvoient à des « *alternative currency movements* », liés à une micropolitique de l'émancipation et de la lutte contre la mondialisation; Maurer (2005) traite d'« *alternative currencies* »; Leyshon et al. (2003) se concentrent sur les tentatives de créer des « *alternative economic spaces* » contre l'économie formelle (Blanc, 2018a, p. 6).

Ce travail reprend ainsi la définition générique de « monnaies alternatives » au sens où il s'agit de « dispositifs monétaires au service d'une transformation socio-économique » (ibid., p. 4), sans préjuger du contenu précis des transformations souhaitées. En effet, l'idéal anarcho-capitaliste ou crypto-libertarien qui sous-tend le Bitcoin est, sinon en contradiction complète, au moins largement divergent des valeurs portées par nombre de projets de monnaies dites « sociales ». Néanmoins, ces deux systèmes de valeurs se cristallisent tout deux dans la formulation d'une alternative monétaire. De plus, un même dispositif monétaire peut constituer

le réceptacle et le vecteur de projets distincts, les intentions initiales des créateur·ices étant rarement reprises telles quelles par les usager·es effectifs.

On préfère donc le terme de monnaies *alternatives* à celui de monnaies *parallèles*, suivant en cela Jérôme Blanc lui-même, qui, de sa thèse de doctorat à son ouvrage de 2018 précédemment cité, délaisse le second vocable au profit du premier. D'une part, cela permet de les distinguer plus nettement des instruments monétaires « couvrant une partie des pratiques de compte ou de paiement sans disposer toutefois du statut juridique » (Lazarus et De Blic, 2021, p. 34) sur le territoire d'un État souverain et coexistant ainsi avec la monnaie de cours légal. Ces instruments monétaires relèvent tout autant « [des] monnaies étrangères utilisées concurremment à la monnaie nationale [que des] bons d'achats émis par des enseignes commerciales » (ibid., p. 34). La différence essentielle avec ce que nous considérons comme monnaies alternatives réside dans le fait que ces instruments monétaires parallèles ne sont pas explicitement porteurs d'alternatives socioéconomiques.

D'autre part, on peut sans doute arguer d'un changement d'époque qui facilite cette distinction. La multiplication des expériences, leur diversification selon des axes multiples, peut-être une radicalisation des discours des initiateur·ses et participant·es de ces projets justifient ce choix. Il ne s'agit en effet plus seulement de réfléchir aux « raisons qui peuvent expliquer [...] l'emploi de monnaies parallèles en plus des instruments monétaires habituels issus des systèmes monétaires nationaux » (Blanc, 1998, p. 1) ou qui permettent de comprendre pourquoi cette coexistence ne se limite donc pas aux périodes de troubles économiques mais s'étend également aux périodes de normalité relative.

La littérature sur ce sujet s'est grandement étoffée au cours des vingt dernières années, en parallèle de la stabilisation d'un champ scientifique distinct, aujourd'hui structuré notamment autour de l'*International Journal of Community Currency Research* (IJCCR), fondé en 1997, et d'une d'association internationale de recherche, la *Research Association on Monetary Innovation and Community and complementary currency Systems* (RAMICS), créée en 2015. Ces dispositifs monétaires originaux se stabilisent ainsi comme des objets de recherche légitimes, donnant lieu à de nombreuses monographies, que diverses propositions de typologies tentent de systématiser[17].

Mais plus fondamentalement, parler de monnaies *alternatives* permet de déplacer la focale et de formuler de nouvelles questions. Suivant en cela Blanc (ibid.), il s'agit de réfléchir aux « usages alternatifs — au sens où leurs usager·es y trouveraient des possibilités d'arbitrage avec la monnaie ordinaire », mais aussi à interroger les visions « d'alternatives socioéconomiques » (ibid., p. 5) qui les sous-tendent. Finalement, plutôt que de se demander seulement ce qui permet et implique la coexistence de dispositifs monétaires pluriels au sein d'un espace donné de régulation étatique, problématique qui achoppe sur la stabilisation de monnaies proprement transnationales, les crypto-monnaies, l'enjeu est de comprendre à quoi et en quoi ces dispositifs se veulent des alternatives[18].

Ces expérimentations monétaires originales apparaissent ainsi plus spécifiquement dans leur dimension de critique sociale et la question d'une alternative à la monnaie, issue de réflexions relativement anciennes, peut être posée à nouveaux frais. Il y aurait donc non pas deux, comme le suggère Blanc, mais trois niveaux possibles du caractère alternatif de ces dispositifs

[17] On peut mentionner ici Blanc (2011), Kennedy et B. A. Lietaer ([2004] 2009), Landivar et al. (2016), Martignoni (2012), Schroeder et al. (2011) et Seyfang et Longhurst (2013), ainsi que les différentes modalités de classification avancées récemment dans Blanc (2018a).

[18] Du reste, l'une des premières approximations que propose Blanc des monnaies parallèles dans sa thèse de 1998 inclut une référence à leur caractère alternatif : « on observe néanmoins parfois l'existence de monnaies parallèles, c'est-à-dire de moyens de paiement et d'unité de compte qui constituent une alternative à l'emploi de la monnaie nationale » (Blanc, 1998, p. 2). Il reste cependant qu'il est plus fait référence aux usages alternatifs de dispositifs monétaires parallèles qu'aux alternatives socio-économiques qu'ils peuvent (ou non) promouvoir, ce qui constitue le premier niveau — et le plus superficiel d'après Blanc, vingt ans après — du caractère potentiellement alternatif de ces dispositifs.

socio-techniques : ils peuvent permettre des usages alternatifs (premier niveau) ; ils peuvent porter une alternative socio-économique monétaire (deuxième niveau), et/ou ils peuvent constituer une alternative à la monnaie elle-même (troisième niveau). C'est à l'exploration de cette hypothèse heuristique, prolongement des réflexions de Blanc sur le caractère alternatif de ces propositions monétaires, que ce travail veut contribuer.

Faire l'hypothèse que les monnaies alternatives portent en creux des remises en question de la monnaie elle-même, voire qu'elles en représentent déjà des formes de dépassements partiels, limités, mais en acte, peut paraitre paradoxal. Si l'on peut classer les différentes contestations monétaires sur un continuum allant d'une perspective de simple évolution de la règle monétaire en vigueur au projet plus radical visant à la contourner voire à l'éliminer (Ould-Ahmed et Ponsot, 2015), cela revient à s'interroger sur les conditions de convergence vers ce dernier pôle. Cela ne va pas de soi pour notre objet d'étude spécifique, la MonedaPAR. Les acteur·ices qui portent cette expérience développent une rhétorique critique du système bancaire, aux accents parfois anticapitalistes. Mais le projet n'en demeure pas moins celui d'une monnaie sociale, dont l'ambivalence est apparente dans l'hésitation terminologique au moment de le qualifier. On peut en effet présenter la MonedaPAR comme une monnaie locale ou complémentaire, voire citoyenne ou communautaire[19].

Ambivalence des monnaies alternatives, donc, puisque nombre de ces expériences s'inscrivent dans une logique de complémentarité avec les monnaies officielles, sinon dans les discours, du moins dans leurs applications concrètes. Tout d'abord, elles ne semblent être que marginalement des vecteurs de transformation sociale, économique et écologique (Michel et Hudon, 2015). Tout au plus peut-on parler d'« impacts micro-économiques [...] significatifs pour une petite mais substantielle part des populations qui est le plus dans le besoin (relocalisation et soutien aux petites activités, hausse de l'employabilité, lutte contre la pauvreté, reconnaissance du travail informel, hausse du capital social) » (Tichit, 2021, p. 46). Le seul cas où l'on peut mesurer un impact macro-économique d'une alternative monétaire est constitué par le WIR, qui possède un léger effet stabilisateur sur l'économie suisse, car contra-cyclique. Il s'agit d'une monnaie inter-entreprise créée en 1930, visant, au moins au début, à appliquer les théories du théoricien monétaire hétérodoxe Silvio Gesell, parfois décrit comme un *monetary crank* en raison de son extériorité vis-à-vis des lieux du savoir monétaire accepté (Vallet, 2015).

Ensuite, Ould-Ahmed et Ponsot (2015) notent qu'elles « peuvent même consolider les schémas monétaires existant en fournissant un débouché circonscrit à des formes de contestation », suivant la capacité du capitalisme à internaliser sa propre critique. L'expansion rapide des clubs de *trueque* argentins[20] au plus fort de la crise de 2001 y diminue le poids relatif des membres portant un projet de contestation monétaire. L'hétérogénéité grandissante de la composition sociale de leurs membres trouve sa contrepartie dans celle des motivations qui amènent au *trueque*. Cela va d'ailleurs de pair avec des scissions au sein des instances de coordination des clubs de *trueque*, débouchant sur la constitution de plusieurs réseaux concurrents. Pour utiliser les termes de Tönnies, on observe un retour de la société (*Gesellschaft*) au sein de la communauté (*Gemeinschaft*), remettant en question cette homogénéité de vues qui constitue à l'origine le liant des clubs de *trueque* (Beitone, 2019). Cette irruption de nouveaux·lles acteur·ices et de leurs motivations spécifiques, qui ne portent pas nécessairement sur la

[19] Il semble par ailleurs qu'il y ait une variation des termes privilégiés selon les aires linguistiques. Si l'on parle volontiers de *community currencies*, le terme apparaît plus rarement en français, où domine l'appellation de monnaies locales et/ou complémentaires. Dans le monde hispanophone, enfin, on fait souvent référence aux *monedas sociales* (Blanc, 2006b, p. 13-14).

[20] Le terme peut prêter à confusion. Il ne s'agit pas principalement, comme une traduction littérale le laisse entendre, de sphères d'échange en nature, produits contre produits, c'est-à-dire de troc. En réalité, « il désigne ici une multitude d'émissions locales de moyens de paiement sous forme papier libellées dans une unité de compte propre généralement appelée *crédito* ("crédit") » (Saiag, 2016, p. 12). À la suite de Saiag, nous mettons en italique le terme de *trueque*, non seulement parce qu'il s'agit d'un mot étranger, mais aussi « pour souligner qu'il s'agit du nom que lui donnent les utilisateurs de ces monnaies, largement ancré dans leurs usages langagiers » (ibid., p. 12).

constitution d'une alternative monétaire, permet alors aux gouvernements provinciaux et fédéraux, ainsi qu'à des intermédiaires politiques locaux d'internaliser cette contestation et d'utiliser l'expérience comme un dispositif pour faire face à la crise en attendant le retournement du cycle, à modèle productif inchangé (G. M. Gómez et Wit, 2015).

Au fond, l'ambivalence des monnaies alternatives peut sans doute être ramenée à l'ambiguïté de l'économie sociale et solidaire (ESS) dans laquelle elles s'inscrivent majoritairement, ce « tiers secteur » qui accompagne, voire favorise la généralisation des rapports marchands. En effet, « construite à partir d'un syncrétisme doctrinal, puisant à la fois ses influences dans le mutuellisme d'un Proudhon tout en étant intégrée aux encycliques catholiques, l'"ESS" dispose d'une faculté d'adaptation perpétuelle qui lui permet de présenter des visages différents, selon la conjoncture, bien que toujours en accord avec sa tradition humaniste : soit comme alternative au capitalisme par sa fonction critique (dénonciation des inégalités sociales, de la crise environnementale, de l'exploitation salariale, de la consommation hédoniste, etc.), soit comme fondement de l'ordre économique par les pratiques qu'elle invente et que le capitalisme se réapproprie (patronage, paternalisme, responsabilité sociale) » (Hély et Moulévrier, 2013, p. 12). C'est aussi ce que relève Blanc (2015) lorsqu'il forge la catégorie de « cité par projets solidaires » pour rendre compte des expériences de monnaies alternatives, condensant ainsi la contradiction inhérente à cette critique par projets du capitalisme néolibéral, qui relève également de la « cité par projets »[21].

On pourrait parler de dilemme entre radicalité de la contestation monétaire et nécessaire adaptation, « articulation logique » (Ould-Ahmed et Ponsot, 2015) des monnaies alternatives aux monnaies officielles et aux valeurs que ces dernières portent, ce qui conduit certain·es commentateur·ices à douter du potentiel transformateur de ces expériences (Beitone, 2019 ; Danglade et Beitone, 2017 ; Larue, 2017), et des partisan·es des alternatives monétaires leur répondre (Lalik, 2017).

Mais la MonedaPAR possède certaines spécificités qui permettent de lever l'apparent paradoxe que nous repérions plus haut. D'une part, elle est ce que les clubs de *trueque* ont été à leurs débuts, avant que les intermédiaires politiques locaux ne les investissent pour en internaliser la critique : un groupe réduit de personnes qui viennent à ce projet par militantisme et qui portent effectivement des projets (potentiellement contradictoires entre eux) de contestation monétaire. Les acteur·ices qui utilisent la MonedaPAR dans un but plus pratique de maintien de leur niveau de vie pèsent peu ou, plutôt, si cette motivation reste présente, y compris parmi les plus « contestataires », elle reste subordonnée à d'autres motifs, qu'on pourrait qualifier rapidement d'« idéologiques ».

D'autre part, elle fait face à un État très différent de l'État français : il n'y a pas d'équivalent argentin de la loi du 31 juillet 2014. Celle-ci donne un statut légal aux monnaies locales complémentaires françaises (MLC)[22]. Leur pouvoir de création monétaire est encadré du fait, d'une part, de la contrainte, d'une parité avec l'euro, et, d'autre part, de l'impératif de garder en réserve l'équivalent en euros des sommes injectées dans la circulation. A l'inverse, la parité théorique entre la MonedaPAR et le *peso* argentin est toujours susceptible d'être révisée par les membres de la communauté, tandis que leur pouvoir de création monétaire n'est pas restreint par la nécessité de

[21] Les cités sont des registres de justifications, associés à des univers de valeurs autonomes. Originellement, Boltanski et Thévenot (1991) en distinguent six. Dans un travail postérieur, Boltanski et Chiapello ([1999] 2011) produisent la catégorie d'une septième cité : la cité par projet « évoque une entreprise dont la structure est faite d'une multitude de projets associant des personnes variées dont certaines participent à plusieurs projet » (ibid., p. 171).

[22] Voir `https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/article_jo/JORFARTI000029313554?r=2zZ4av6gmz` (consultée le 19 janvier 2021).

garder en réserve des fonds en monnaie de cours légal. Le rapport avec cette dernière semble dès lors relativement ténu.

Dans cet état de pré-régulation et pré-institutionnalisation de la MonedaPAR, elle s'apparente aux systèmes d'échanges locaux (SEL) [23], dont l'objectif, au-delà de leur grande diversité, est souvent de construire des « économies sans argent » (Servet, 1999) : dans le continuum des contestations monétaires réparties entre un pôle modéré et un pôle radical, la MonedaPAR est proche de ce dernier. Plutôt qu'une simple évolution de la règle monétaire dominante, c'est le *peso* tel qu'il existe que l'on souhaite contourner. Cela se manifeste au niveau des discours et des pratiques, ce qui constitue un terrain idéal où évaluer, en remontant des usages monétaires alternatifs aux alternatives socio-économiques sous-jacentes, comment une telle contestation monétaire peut déboucher sur une alternative à la monnaie.

Ce qui appelle immédiatement deux remarques. Tout d'abord, le terme de monnaies alternatives est employé dans un sens plus large que l'usage qu'en fait Blanc, puisque nous y incluons également des dispositifs impulsés par des pouvoirs publics de différents niveaux. De la même façon que la critique sociale peut prendre des directions radicalement différentes, selon les groupes d'intérêts qui la promeuvent, il n'y a pas de raisons de réserver la faculté de présenter des alternatives aux seul·es acteur·ices sociaux·les non étatiques. Inversement, il est envisageable que, de la société dite « civile » ou du tiers secteur, entre le « public » et le « privé », émergent des projets monétaires tout à fait conservateurs, au sens où ils contribuent à la défense de l'ordre existant. Ensuite, plutôt que d'indexer le caractère alternatif à la nature des acteur·ices, il apparaît nécessaire de se doter d'un critère à l'aune duquel il devient possible d'évaluer l'*alternative* dans ces dispositifs monétaires. Il faut pouvoir faire la part entre les projets apparemment « alternatifs », mais dont l'opposition à « l'état actuel » n'est que rhétorique, et ceux qui constituent réellement une tentative de bifurcation. Parmi ces derniers, enfin, un tel critère permettrait de jauger des progrès de la réalisation des alternatives socio-économiques qui les animent.

Alain Beitone, dans sa recension du livre de Blanc, se demande, « les monnaies alternatives, mais alternatives à quoi ? » (Beitone, 2019) En effet, il ne suffit pas de réfléchir aux finalités de ces projets. Faute de préciser positivement ce qu'on entend par alternative, on court le risque de prendre au mot les acteur·ices impulsant ces dispositifs monétaires originaux, tandis qu'il devient complexe de mettre à distance leurs conceptions de la transformation sociale. De fait, les conceptions de ce que doit être une alternative varient grandement en fonction des concepts indigènes ou émiques d'argent dont disposent les initiateur·ices de ces expériences. Par là-même, ces conceptions ne sont pas nécessairement congruentes, selon que l'accent est plutôt mis sur telle ou telle dimension de l'argent et selon que l'on en souhaite soit la correction, soit la disparition.

Ainsi, nous soutenons, en nous inscrivant dans la tradition marxiste de la critique de l'économie politique que la seule alternative réelle réside dans l'abolition de l'argent [24], comprise comme le dépassement de l'institution marchande du compte et du paiement. Si l'on s'en tient là, on en dit trop et trop peu : il faut tenter de préciser ce qui est dépassé, et en et par quoi on le dépasse.

[23] Le tout premier SEL (en réalité dans sa version anglophone, LETS pour *Local Exchange Trading Schemes*) est fondé sur l'île de Vancouver au Canada par Michael Linton au début de l'année 1983. Les SEL se multiplient ensuite dans le monde anglophone ainsi que dans le monde francophone. Blanc (2018a, p. 16) rapporte qu'il y en aurait entre 2 500 et 3 000 au milieu des années 2010. Les principales transformations visées consistent en « une émancipation des personnes et [le] déploiement d'un lien social de proximité par la réciprocité et un échange marchand personnalisé » (ibid., p. 16). À l'origine, ils se structurent comme des groupes de crédit mutuel, dont l'unité de compte peut varier, faisant ou non référence à la monnaie de cours légal englobant les expériences.

[24] Les travaux de l'économiste marxiste spécialiste des questions monétaires De Brunhoff (1973a, 1976, 1979, 1981) ont été décisifs dans la progressive formulation de cette étude. Il faut également mentionner ceux d'une autre économiste, Nelson (2001, 2016, 2019, 2022), qui a engagé une critique constructive des expériences monétaires alternatives du point de vue d'un marxisme hétérodoxe. La perspective d'une abolition de l'argent a une longue histoire dans les perspectives d'une société alternative des différents courants qui ont structurés le mouvement ouvrier. Nous nous inscrivons plus spécifiquement dans des courants faisant à un titre ou un autre référence aux perspectives ouvertes par Marx et Engels, dont le livre coordonné par Rubel et Crump (1987) propose une utile recension.

La MonedaPAR, monnaie alternative argentine

La MonedaPAR est un système monétaire alternatif fondé à Buenos Aires dans les premiers mois de 2016, soit un an après une alternance politique qui a vu arriver à la tête de l'État argentin un exécutif néolibéral emmené par le président-entrepreneur Mauricio Macri. Le centre de gravité de l'échiquier politique bascule alors du centre-gauche vers la droite, mettant fin à plus de dix ans de pouvoir kirchnériste. Les politiques économiques néolibérales du nouveau gouvernement aggravent rapidement la situation de l'économie argentine, déjà fragilisée par les quatre années de stagflation du dernier mandat de Cristina Fernández de Kirchner. Un groupe de politicien·nes d'opposition, de syndicalistes, d'intellectuel·les et d'indépendant·es commencent alors à tenir des réunions hebdomadaires pour chercher une solution à l'incertitude économique grandissante dans laquelle sont plongées les petites et moyennes entreprises (PME)[25], les coopératives, parmi lesquelles les entreprises récupérées, héritage au grand poids symbolique de la crise de 2001, et les secteurs populaires de la société argentine en général.

[25] En castillan, *PyMES* pour *pequeñas y medianas empresas*.

Ils reprennent à leur compte l'idée, présente chez Keynes mais absolument centrale chez Gesell, selon laquelle les troubles économiques trouvent leur origine dans le dévoiement de l'institution monétaire. Ainsi, pour les membres du groupe fondateur de la MonedaPAR, les règles actuelles du jeu monétaire, notamment les modalités d'accès aux – donc d'émission des – moyens de paiement, induisent la capture de cette dernière par un groupe restreint, qui asservit ainsi, grâce la dette, le reste de la population, empêchant la monnaie de jouer son rôle de coordination des échanges marchands. Introduire une nouvelle monnaie permettrait de combattre l'hégémonie financière sur l'institution monétaire, ou, encore, la déformation capitaliste de l'économie de marché.

Les participant·es s'attellent ainsi à la construction d'un *Local Exchange Trading System* (LETS) à échelle nationale[26]. La MonedaPAR naît ainsi comme projet d'un système de crédit inter-entreprises analogue au WIR suisse : l'objectif initiale est de relâcher la contrainte monétaire pesant sur les PME et autres coopératives de production, projet inscrit au centre-gauche de l'échiquier politique et identifié à des figures-clés de l'opposition péroniste-kirchnériste au gouvernement Macri. Certain·es la présentent ainsi comme un « Bitcoin péroniste »[27].

[26] Quand les LETS anglo-saxons ou leurs équivalents français, les SEL, atteignent rarement plus de quelques centaines de membres (Blanc, 2018a).

[27] On y reviendra plus en détail plus loin, mais rappelons simplement pour les lecteur·ices non familier·es de l'espace politique argentin que le kirchnérisme naît comme un courant de gauche au sein du péronisme. Le profil idéologique de ce dernier mouvement est difficile à fixer. D'une part, il apparaît pluriel au cours de certaines séquences historiques, lorsqu'y cohabitent des orientations d'extrême-droite, comme le Mouvement nationaliste Tacuara, ainsi que des expressions d'extrême-gauche, comme l'organisation armée Montoneros. D'autre part, son centre de gravité connaît des oscillations entre gauche réformiste et droite libérale voire néolibérale. Le kirchnérisme est le secteur actuellement hégémonique au sein du mouvement péroniste, qui a constitué la principale opposition au gouvernement néolibéral de Mauricio Macri. Une nouvelle alternance intervient en 2019, permettant le retour au pouvoir de l'ancienne présidente Cristina Fernández de Kirchner comme vice-présidente. Elle accompagne le président Alberto Fernández, ancien allié politique des Kirchner avec lesquelles il entretient jusqu'alors des relations tendues. Voir le chapitre 2 en page 77 introduisant la structure spécifique de l'espace politique argentin.

De sa création en janvier 2017 à l'arrêt de la collecte des données en décembre 2021, on compte un produit total de presque 25 millions de *pares* (nominaux), échangés au travers de quelques 40 000 transactions. Dans le même temps, plus de 5 500 comptes ont été créés. 3 000 d'entre eux ont réalisé au cours de ces quatre ans d'existence de la MonedaPAR au moins une fois une transaction, tandis que le nombre d'usager·es actif·ves dans le mois en cours, oscillant entre 200 et 400 en 2021, a connu une forte croissance surtout à partir de la fin 2018-début 2019. Ils se répartissent fin 2021 dans 22 nœuds, c'est-à-dire groupes locaux, auxquels se rajoute le cas particulier d'Escobar[28]. On est évidemment bien loin du WIR suisse, qui rassemble un tiers des PME du pays. Reste que les réalisations quantitatives ne sont pas tout à fait négligeables. Cependant, le choix de la MonedaPAR comme point de départ de cette étude peut être motivé de diverses façons d'un point de vue plus qualitatif.

[28] La MonedaPAR y obéit à une autre logique que dans les 22 autres nœuds : voir la sous-section 3.2.1 en page 118.

En premier lieu, l'Argentine est un pays où les innovations monétaires et les idées monétaires hétérodoxes ont une longue histoire et sont d'une grande variété. Elle connaît deux réalisations concrètes à grande échelle, qui marquent durablement les imaginaires collectifs. Il s'agit, d'une part, des clubs de *trueque*, ces réseaux d'échanges informels déjà mentionnés, qui atteignent 2,5 millions de personnes au plus fort de la crise de 2001, à une époque où la population argentine totale est de trente millions de personnes (Luzzi, 2005) ; et, d'autre part, des monnaies fiscales introduites par les provinces fédérées argentines pour faire face à leurs contraintes budgétaires, notamment, mais pas seulement, en 2001. Les exécutifs provinciaux les utilisent alors pour payer tout ou partie du salaire des travailleur·ses du secteur public et les acceptent en règlement des impôts locaux. Si ces monnaies provinciales préexistent à la crise de 2001, celle-ci entraîne leur extension à plus de la moitié des provinces argentines (Théret, 2018b, 2020b).

Parce qu'elle est une expérience très récente, la littérature académique sur la MonedaPAR est quasiment inexistante (Orzi, Porcherot et al., 2021), bien qu'elle a commencé à inspirer un certain nombre de recherches de la part d'étudiant·es de master ou de chercheur·ses non-titulaires et titulaires. Il existe néanmoins tout un corpus médiatique présentant l'initiative et documentant les différentes étapes de son expansion[29].

En second lieu, il est intéressant d'étudier les effets de la digitalisation des monnaies sociales sur leurs dynamiques spécifiques. La forme des instruments monétaires a des conséquences symboliques et sociales : on sait que le maniement des espèces est privilégié par les populations les plus marginalisées, dans la mesure où la matérialité des instruments monétaires facilite la constitution et la gestion du budget (Hernandez et al., 2017). Le marquage social de l'argent est ainsi fonction de la forme des instruments monétaires (Zelizer, 1994). Or, *a priori*, la MonedaPAR se veut un projet d'inclusion des exclus, d'affiliation des désaffilié·es, comme nombre de monnaies sociales (Seyfang, 2002). On peut s'interroger si son caractère digital, qu'on utilise *via* une application pour téléphone[30] ne rentre pas dans une certaine mesure en contradiction avec les besoins d'instruments monétaires spécifiques des populations qui constituent son cœur de cible, d'autant plus que l'Argentine est un pays où la préférence pour les espèces reste très fort, plus qu'en France ; où l'économie informelle regroupe presque 50 % des actif·ves ; et où un pourcentage équivalent de la population n'est pas bancarisée.

En troisième lieu, elle est un type spécifique de monnaie digitale, puisqu'il s'agit d'une crypto-monnaie. Les monnaies électroniques ou numériques sont une version dématérialisée des monnaies traditionnelles (Tichit et al., 2017) ou encore des instruments permettant le transfert de sommes détenues de façon digitale. Elles sont émises en contrepartie d'une remise de fonds (Laurent et Monvoisin, 2015). À l'inverse, les crypto-monnaies ou, encore, monnaies virtuelles décentralisées, échappent originellement à la régulation par les autorités monétaires et représentent une création monétaire en dehors du schéma traditionnel de la monnaie de crédit[31]. Elles mobilisent une version de la technologie *blockchain*[32], puissant levier de désintermédiation dans la mesure où devient superflue la centralisation de la vérification des transactions et de leur inscription au registre qui structurent les monnaies de cours légal dans leur version numérique. Ce rôle de centralisation échouant aux banques de second rang et à la banque

[29] On peut se référer en annexe à une revue de presse dans le tableau D.1 en page 447.

[30] Voir l'image 0.1 en page 14. Voir également `https://www.youtube.com/watch?v=mlbcIATtPmQ` pour une vidéo de présentation donnant à voir la réalisation d'une transaction (consulté le 9 août 2022).

[31] Il ne s'agit néanmoins en rien d'un cas exceptionnel. Le développement actuel du *shadow banking* induit des formes autonomes et parallèles de création monétaire, qui échappent tout autant aux entités régulatrices. Voir en particulier Mehrling (2013) ou Pozsar (2014).

[32] La *blockchain* permet de constituer un système de paiement se passant de banques de second rang et de banque centrale. Ce type de système de paiement repose sur un réseau décentralisé d'utilisateur·ices en concurrence pour valider les transactions courantes au moyen d'un mécanisme de consensus. Ce dernier varie selon les types de *blockchain*, mais le principe reste le même : le ou la premier·e à valider un bloc de transactions peut l'ajouter (le « chaîner ») aux autres blocs de transactions vérifiés auparavant et reçoit une rémunération pour la complétion de cette tâche, généralement une certaine somme fixée de la crypto-monnaie associée à la *blockchain* en question. Suivant en cela Lakomski-Laguerre et Desmedt (2015), on utilise la majuscule pour désigner l'infrastructure informatique d'une *blockchain* en tant qu'elle fonde un système de paiement spécifique et la minuscule pour renvoyer à l'instrument monétaire, soit à la crypto-monnaie qui lui est associée. Ainsi, la *blockchain* Bitcoin permet de « miner » des *bitcoins*. De façon similaire, lorsqu'on parle de PAR, on fait référence à l'infrastructure informatique de la MonedaPAR, qui s'appuie, comme nous le verrons, sur la *blockchain* Bitshares. On renvoie à l'inverse aux unités monétaires de la MonedaPAR quand on écrira *par* (ou *pares* pour le pluriel). Il est enfin possible d'opter pour les abréviations : de la même façon qu'on peut écrire USD, EUR ou ARS pour, respectivement, le dollar, l'euro ou le *peso* argentin, BTC, BTS ou MPAR renvoient au *bitcoin*, au *bitshares* et au *par*.

centrale, on comprend que le développement des crypto-monnaies suscite l'hostilité tant des autorités monétaires que du secteur bancaire. Ainsi, la Banque de France se refuse à les considérer comme de vraies monnaies et préfère les envisager comme des « crypto-actifs » intrinsèquement volatils et risqués.

En quatrième lieu, à la différence de nombre de crypto-monnaies dont l'objectif est souvent la capture d'un pouvoir d'achat, la MonedaPAR est un projet d'inspiration sociale : il s'agit de soutenir les petites et moyennes entreprises et de venir en aide aux secteurs les plus défavorisés de la société argentine. Elle vérifie les trois critères que distingue Blanc (2006b, p. 14) : volonté de relocalisation des transactions et donc la production, au sein de l'espace délimité par le réseau; dynamisation de la circulation marchande au bénéfice des populations et opposition à l'accumulation privée de capital; projet de transformation des pratiques et des représentations des acteur·ices.

Blanc souligne que la différence entre monnaies locales et monnaies sociales se fait surtout sur ce dernier point, ce qui amène à voir dans les premières le genre, et, dans les secondes, l'espèce. En effet, les monnaies locales ne prétendent pas nécessairement transformer « le statut des échangistes (en revalorisant les capacités productives des personnes qui ne sont pas valorisées dans le cadre du salariat ou des professions indépendantes), [...] la relation établie entre les échangistes (en promouvant par la confiance, le développement de relations interpersonnelles, depuis la convivialité jusqu'à l'amitié) et [...] les règles marchandes (en établissant, par exemple, des règles de fixation des prix qui éloignent ces transactions du marché) » (ibid., p. 14).

Or, si le projet initial d'un crédit inter-entreprises implique déjà une dimension sociale de la MonedaPAR, notamment en raison de la nature particulière des entreprises initialement concernées, des coopératives de production, son abandon correspond également à l'affirmation plus nette du caractère social de la MonedaPAR, qui se calque finalement , dans une certaine mesure, sur le modèle de développement des clubs de *trueque*[33].

[33] Voir les sections 3.1 en page 103 et 3.2 en page 118.

La conjonction du caractère *crypto* et de la dimension sociale de la MonedaPAR en fait un objet paradoxal. Si l'adoption de la *blockchain* permet de résoudre un certain nombre de problèmes des monnaies sociales, *via* une réduction des coûts de transactions, une possibilité de transparence accrue ou, encore, une quasi-annulation des risques de contrefaçons, reste qu'une décentralisation totale du système de paiement, incarnée par l'idéal d'un système *trust-free*, où le code se substitue parfaitement à l'absence de liens sociaux de confiance entre les différent·e acteur·ices, entre au bout d'un certain moment en conflit avec la construction de réseaux d'échanges solidaires qui est au cœur des projets de monnaies sociales. La décentralisation totale représente ainsi la dissolution d'une alternative spécifique dans une autre, du projet d'une monnaie juste, ou juridictionnelle, dans celui d'une monnaie vraie, ou véridictionnelle (Orzi, Porcherot et al., 2021). Se pose donc la question de l'articulation entre deux contestations monétaires d'origine et d'orientation différente (Tichit et al., 2017).

Déjà évoquée, l'ambivalence des monnaies alternatives en ce qu'elles constituent autant de contestations par projets d'un système fondé sur un fonctionnement par projet (Blanc, 2015) apparaît comme condensée dans les crypto-monnaies sociales : peut-on utiliser une technologie visant à

s'assurer du caractère véridique des échanges pour constituer un système de transactions justes ? Autrement dit, peut-on utiliser une technologie relevant plutôt de l'économie politique, entendue comme théorie du prix (sans qualificatif), pour fonder une économie morale, comprise comme théorie du *juste* prix (Thompson, 1971) ? En dernier lieu, la MonedaPAR se présente comme une monnaie morale et défensive. Elle vise à réinscrire l'institution monétaire dans la communauté, donc à *moraliser* l'argent comme moyen de l'émancipation de la communauté. Elle se fonde précisément dans un moment de remise en question du consensus social sur les valeurs dominantes qu'incarne l'arrivée d'un président néolibéral à la tête du gouvernement. Dans cette perspective, elle s'offre entre autres comme l'affirmation défensive des valeurs de la coalition politico-économique écartée du pouvoir (Amable, 2003, p. 46). En d'autres termes, elle est basée sur une opposition bien connue entre l'argent qui corrompt et la monnaie retrouvée, opposition qui justifie la désignation des Systèmes d'Echanges Locaux comme des « économies sans argent » (Servet, 1999), voire des « utopies anticapitalistes en action » (Laacher, 2003).

À l'heure de l'hégémonie de la haute finance, Maurer (2006, p. 19) remarque que ce n'est sans doute pas une coïncidence si les monnaies alternatives suscitent autant d'intérêt, à la fois militant et universitaire. On remarque à ce sujet une convergence remarquable du discours militant et du discours universitaire, les monnaies alternatives pouvant être présentées comme des contrepoids réels à la mondialisation du capital (North et al., 2019 ; Pacione, 1999), comme des outils cruciaux de développement local (North, 2007 ; Seyfang et Longhurst, 2013) ou encore comme des points d'appuis essentiels pour la construction communautaire (Glover, 1999). Mais, souligne Maurer, on pose rarement la question de savoir pourquoi la perspective de réencastrement de l'institution monétaire serait une bonne chose par essence et, surtout, la question corollaire de savoir ce que cela nous indique sur les prénotions tant du sens commun que du discours scientifique.

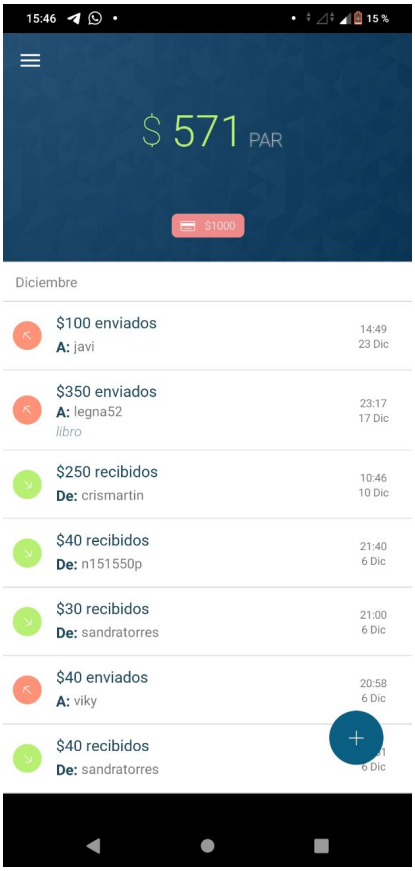


Fig. 0.1 - *Capture d'écran de l'application MonedaPAR.*

Source : Carnet de terrain.

Nous intéresser au développement d'un objet qui condense les contradictions de la contestation monétaire que représentent les monnaies alternatives de type social, dans un pays à l'inscription périphérique dans la division internationale du travail, imposant un développement capitaliste dépendant (Katz, 2018), pays qui a par ailleurs une longue histoire d'expériences monétaires alternatives, nous semble un point d'entrée adapté pour poser la question du statut de l'*alternative* réelle que représentent les monnaies alternatives, qui ne va pas de soi, à moins d'identifier le tiers secteur à une troisième voie (Williams et al., 2001). En filigrane, il s'agit de ne pas céder à ces deux tendances du discours occidental sur l'argent, identifiées par Lazarus et De Blic (2021) : d'une part, une tendance à développer une condamnation morale de l'argent ; d'autre part, sa neutralisation utilitaire réduisant l'institution à un simple instrument, conception essentielle au discours de l'économie dominante.

La MonedaPAR est structurée aujourd'hui en « nœuds » (*nodos*), c'est-à-dire des groupes locaux de personnes impliquées dans le projet. La plupart de ces groupes se réunissent à intervalles réguliers lors de *ferias*, des foires qui sont autant d'occasions de réaliser des échanges avec l'application de la MonedaPAR et qui sont généralement suivis d'une assemblée visant à prendre des décisions concernant la gestion locale de la monnaie. Chaque nœud dispose en effet d'un compte-guichet, la *billetera*, à partir duquel il est possible d'envoyer des *pares* de bienvenue ou encore des autorisations de découvert aux nouveaux membres, dans une logique d'auto-gestion bancaire. Les modalités de la création monétaire font ainsi – du moins en théorie – l'objet de décisions collectives.

Pour mener à bien une discussion de ce que peut être une véritable alternative à l'argent et en quoi on peut en repérer des esquisses dans l'expérience de la MonedaPAR, il apparaît donc nécessaire d'élaborer un concept de l'argent distinct des conceptions qu'en ont les acteur·ice sociaux·les, en particulier celles et ceux impliqué·es dans le développement des alternatives monétaires. En effet, ces dernier·es, tout à leur projet de réinvention de l'argent, n'envisagent pas réellement l'abolition de cette forme sociale historique spécifique des produits du travail, mais plutôt sa libération du joug du capital et de l'accumulation.

Cependant, dès lors que l'on se tourne vers les théories hétérodoxes de l'argent, on se retrouve confrontée à un paradoxe : le monétaire, conçu comme « fait social total », est systématiquement identifié au financier et défini de façon générique comme la conjonction du compte et du paiement. Tout argent est une dette, donc un pur signe, peut-on lire dans cette littérature. Or, les dettes existant dans des sociétés non dominées par le mode de production capitaliste, l'argent ainsi conçu n'est pas une spécificité de la modernité capitaliste. Ainsi s'esquisse une rétroaction harmonieuse entre les pratiques des acteur·ices, qui cherchent à réinventer l'argent, et les théories des chercheur·ses, qui justifient par avance cette entreprise. Si l'argent est un quasi-invariant, la lutte des groupes sociaux, contestation monétaire après contestation monétaire, contribue à en modifier la configuration à un instant donné. Or, précisément, ce sont, dans le cadre de la théorie institutionnaliste, les évolutions de l'institution monétaire qui participent aux évolutions de la société en ce qu'elle est proprement instituante de la circulation des « richesses » entre les individus qui la composent.

Notre projet ne se limite néanmoins pas à analyser des alternatives monétaires, mais consiste à se poser la question d'une alternative à l'argent en tant que forme fétichiste des produits du travail humain. Il est donc impossible de repartir directement de l'institutionnalisme monétaire francophone pour construire le cadre théorique de cette étude, puisqu'on ne peut y poser la question de l'abolition de ce qu'on a posé comme quasi-universel. Le détour par la critique marxiste de l'économie politique s'impose donc.

Quel concept de monnaie ?

Après avoir discuté des différentes acceptions disciplinaires des notions polysémiques d'argent et de monnaie (première sous-section), cela nous permettra de redéfinir le concept institutionnaliste d'argent comme le concept générique, non spécifique aux sociétés marchandes, du compte et du paiement (seconde sous-section). On détaillera enfin la conception marxiste de l'argent comme rapport de production spécifique de toute économie de marché, donc, *a fortiori*, de toute économie capitaliste qui n'en est que la forme développée (troisième sous-section).

L'intérêt du détour par le marxisme est double : d'une part, on se dote d'un concept d'argent qui est historiquement spécifique, on peut donc en penser l'abolition ; d'autre part, on distingue sans les séparer à la fois marché et capital, d'un côté, et, de l'autre, capital et production capitaliste (Duménil, 1978). Cela permet à la fois de ne pas s'engager dans l'établissement d'une fausse opposition entre un marché pur, idéal, et sa version dévoyée par l'exploitation capitaliste, sans pour autant identifier tout à fait marché et production capitaliste. On pense ainsi être mieux à même de saisir en quoi une monnaie alternative, qui repose précisément sur cette fausse opposition entre marché solidaire et marché capitaliste, peut néanmoins représenter la possibilité d'une bifurcation.

L'argent et les monnaies dans une perspective institutionnaliste

Nous nous inscrivons dans la filiation d'un programme de recherche développant depuis plusieurs décennies – en France mais pas uniquement – une pensée monétaire hétérodoxe. L'institutionnalisme monétaire (Alary, Blanc et al., 2016) peut être de façon schématique divisé en deux grands courants : d'un côté, l'approche monétaire, qui remonte aux travaux séminaux de Aglietta et Orléan ([1982] 1984, 1998) ; de l'autre, l'analyse monétaire, dont les principaux initiateurs sont Cartelier et Benetti (1980). Une différence essentielle entre ces deux courants renvoie à la façon de concevoir l'articulation entre l'économie et les différentes sciences sociales (Porcherot, 2019). Les tenant·es de l'approche monétaire se réfèrent à un projet uni-disciplinaire au sens fort. L'économie est alors l'une des régions d'une science sociale unifiée (Orléan, 2005 ; Orléan et Diaz-Bone, 2013). À l'inverse, les partisan·es de l'analyse monétaire s'en tiennent à une plus classique plurif-disciplinarité, soulignant la spécificité de la « théorie économique », qui a pour objet le « caractère "quantitatif" de certaines relations existantes entre les personnes », tout en affirmant la pertinence des concepts « qualitatifs » mis en œuvre par les chercheur·ses des autres sciences sociales (Cartelier, 2017, p. 18)[34].

Mais approche monétaire et analyse monétaire s'accordent pour refuser une réduction du concept de monnaie à un simple instrument favorisant les échanges. Plus encore qu'instrument, en effet, elle est système : « il y a monnaie (comme système monétaire) dès lors que les deux fonctions de compte et de paiement sont assurées ; il y a monnaie (comme instrument monétaire) dès lors que cet instrument s'inscrit dans une logique de compte et de paiement des dettes » (Blanc, 1998, p. 281)[35]. De façon similaire, Cartelier

[34] Ce point est plus amplement développé dans la section 1.1 du chapitre 1, en page 47, qui vise à préciser le type d'articulation entre sociologie et économie qui prévaut dans ce travail.

[35] Blanc distingue par ailleurs système de paiement et système de résolution des dettes, selon que l'on considère la monnaie d'un point de vue purement « comptable » ou plus largement du point de vue de « la dynamique des échanges et des pratiques » : dans le premier cas, on insiste sur l'extinction d'une dette donnée, dans l'autre sur la poursuite possible de la relation entre débiteur et créancier au-delà du règlement de la créance (Blanc, 1998, p. 297).

(2013, p. 167-170) envisage la monnaie comme un « système de paiement » résultant de la conjonction d'une unité de compte nominale, d'un mécanisme de monnayage, qui spécifie les modalités d'accès aux moyens de paiement, et d'une procédure de résolution des soldes monétaires. Si les deux premiers éléments correspondent aux fonctions usuellement reconnues d'étalon des prix et d'intermédiaire des échanges, le troisième renvoie aux modalités de mise en œuvre de la contrainte monétaire, stipulant qu'un individu ne peut obtenir plus que ce qu'il n'a vendu (Cartelier, 1995, p. 77).

En cela, la monnaie est un système qui inclut un type spécifique de souveraineté, prérogative des autorités monétaires en assurant la régulation, et, selon l'auteur, non immédiatement assimilable à la souveraineté d'un État. On retrouve chez Théret cette importance du compte et du paiement, cette fois conçus comme les « deux propriétés génériques de la monnaie » (Théret, 2008, p. 820), ainsi que la centralité d'une règle de monnayage. Mais si cette dernière règle dénote de la dimension institutionnelle de la monnaie et rend opérationnels le compte et le paiement, c'est que la monnaie renvoie à un « lien social universel ayant sa propre logique de reproduction » (ibid., p. 819). En effet, elle est « ce qui permet à une société d'assigner et de reconnaître socialement une valeur quantifiée à des personnes, à des choses, à des symboles, à des actes, à des droits et obligations » (ibid., p. 833). C'est à ce dernier niveau que la monnaie se présente, d'après les institutionnalistes, comme un « fait social total ».

Les auteurs institutionnalistes ont donc en commun la volonté de définir la monnaie non à partir de ce qu'elle fait, de ses fonctions, mais à partir de ce qu'elle est. Cette rupture avec l'approche instrumentale de la monnaie est le point de jonction avec les autres sciences sociales. Par exemple, Jeanne Lazarus et Damien de Blic séparent la monnaie, « support matériel (ou immatériel dans le cas de la monnaie scripturale) de l'échange », de l'argent « institution politique, sociale et morale de ce support » (Lazarus et De Blic, 2021, p. 6). On retrouve la distinction des économistes institutionnalistes entre la monnaie comme instrument et la monnaie comme système. Comme l'écrit encore Blanc, la monnaie est un « principe institutionnalisé de socialisation des acteurs » (Blanc, 1998, p. 480). Simmel ([1900] 2007) et Simiand (2006), deux figures importantes pour la sociologie économique, sont également des références intellectuelles majeures de l'institutionnalisme monétaire, notamment parce qu'ils soulignent que la monnaie est affaire de confiance, donc de croyances sociales, ce qui, simultanément, en fait un facteur de polarisation des attentes des groupes sociaux (Orléan, 2016, p. 228).

Les différence d'approches entre économistes institutionnalistes, d'une part, et sociologues, anthropologues, voire historien·nes, d'autre part, sont discutées plus en détail par Ould-Ahmed (2008). Elle envisage deux types d'usages lexicaux. D'une part, si l'on souhaite distinguer argent et monnaie, alors on assimile la monnaie aux « espèces utilisées pour le compte et le paiement des dettes et des créances symboliques et marchandes » tandis que l'argent fait « référence aux espèces que l'on accumule » (ibid., p. 12). La monnaie comme conjonction du compte et du paiement s'opposerait ainsi à l'argent comme trésor, réserve de valeur. Ou encore : la monnaie renverrait d'abord à un flux tandis que l'argent relèverait du stock. Une différence disciplinaire se fait jour de ce que les économistes considèrent que la monnaie-flux implique l'argent-stock tandis que c'est plutôt l'inverse qui vaut pour les autres sciences sociales (ibid., p. 12). Cela renvoie à la distinction

de J. Robbins et Akin (1989) entre « money », désignant essentiellement les devises officielles contemporaines, et « currency », soit les instruments monétaires non marchands circulant dans les sociétés mélanésiennes.

D'autre part, on peut choisir d'utiliser indistinctement les deux termes. De fait, les anthropologues et sociologues parlent plus volontiers d'« argent », tandis que les économistes recourent au terme de « monnaie ». Grosgeorge (2015) propose un point de vue similaire, suggérant que les économistes tendent à s'intéresser à la monnaie pour ce qu'elle *permet* tandis que les sociologues, et, avec elles et eux, les anthropologues, s'attachent à décrire les effets sociaux de l'argent, soit ce qu'il *produit*.

Curieusement, néanmoins, Grosgeorge soutient que la rupture avec l'approche instrumentale ne suffit pas à positionner les économistes institutionnalistes du même côté que les sociologues. En rapportant la monnaie aux trois types de confiance (méthodique, hiérarchique et éthique) qui la fondent, Aglietta et Orléan continueraient ainsi à considérer la monnaie à partir de ce qu'elle permet, à savoir l'établissement d'un lien social qui la dépasse. De la même façon, les économistes institutionnalistes travaillant sur les expériences de monnaies alternatives resteraient pris·es dans une « étude de leurs usages [et] de leurs finalités » (ibid., p. 4). Il n'est pas certain que l'on puisse soutenir que les économistes institutionnalistes s'en tiennent à une approche en termes de finalités, précisément parce qu'il s'agit pour elles et eux d'inférer ce que fait la monnaie de ce qu'elle est et non l'inverse. Ils et elles partagent avec les autres chercheur·ses en sciences sociales un « même référent théorique à réfuter » (Ould-Ahmed, 2008, p. 13), la théorie économique dominante.

D'une science sociale à l'autre, néanmoins, la problématique n'est pas tout à fait identique. Sociologues et anthropologues insistent sur les dimensions extra-économiques de la monnaie. On parle par exemple son encastrement ou encore son inscription dans des sphères transactionnelles distinctes, plutôt que son autonomie (Bloch et Parry, 1989, p. 24) ; de son cloisonnement, plutôt que sa fongibilité (Sallnow, 1989) ; ou encore de son marquage social, qui oriente ses usages possibles, plutôt que son indifférenciation (Zelizer, 1994). Bref, il s'agit d'abord de déconstruire la réduction de la monnaie à un simple instrument économique, en en soulignant les dimensions extra-économiques.

À l'inverse, s'ils et elles partagent ce rejet de la définition de la monnaie comme pur pouvoir d'achat, les économistes institutionnalistes s'attachent plutôt à montrer en quoi l'institution monétaire est loin d'être neutre. L'économie dominante ne fait pas de différence essentielle entre une économie monétaire et une économie de troc sans monnaie. À rebours de cette vision, les différents instruments monétaires sont perçus comme autant de prétendants à l'incarnation de la valeur économique[36], chaque groupe social tentant d'imposer le sien de façon à conforter sa position en spécifiant des modalités d'accès aux moyens de paiement qui lui soient favorables. Ainsi, l'institution monétaire n'est pas neutre parce qu'elle est profondément politique.

Plutôt que d'opposer économistes institutionnalistes et sociologues, comme le fait Grosgeorge, une distinction entre approches instrumentales ou neutralistes de la monnaie et approches institutionnalistes de l'argent semble plus adaptée (Lazarus et De Blic, 2021, p. 27). Nous avons dit que la monnaie est à la fois un ensemble d'instruments monétaires et un système ou, encore, un principe institutionalisé de socialisation des individus, structuré

[36] Présenter la monnaie comme « l'expression de la richesse absolue » (Aglietta et Orléan, 2002) nous semble dénoter d'une confusion entre la dimension matérielle ou technique de l'économie, renvoyant aux valeurs d'usage, et sa dimension monétaire, renvoyant au concept de valeur. Or, précisément, la distinction entre richesse et valeur est cruciale pour l'entreprise marxiste de critique de l'économie politique (Harribey, 2013a). L'instrument monétaire légitime ou officiel à un moment donné sur un territoire particulier incarne la liquidité absolue, qui est, dans son concept, négation de la richesse (Marx, [1867] 1993, p. 49).

autour du complexe du compte et du paiement. Suivant en cela Lazarus et De Blic (ibid., p. 6), on parle dans ce travail indistinctement de « monnaie(s) » ou d'instruments monétaires, tandis qu'on réserve le terme d'« argent » à la désignation de l'institution monétaire dans sa dimension systémique[37]. Nous voulons par là souligner que, s'il y a bien des différences d'approches entre hétérodoxie économique et anthropologie ou sociologie, il ne s'agit pas d'une « véritable différence d'objets » (Ould-Ahmed, 2008, p. 13).

Si nous écrivons (principalement) en économiste, nous ne nous priverons pas d'interroger les apports de l'anthropologie, qui rappelle opportunément les origines historiquement non marchandes[38] du compte et du paiement ; de la sociologie, pour comprendre comment une monnaie donnée parvient à se poser comme l'incarnation de l'argent, soit l'incarnation légitime de la valeur économique, en se fondant sur les représentations collectives, valeurs et croyances des groupes sociaux ; de l'histoire, notamment pour contextualiser l'émergence de la MonedaPAR dans les péripéties monétaires récentes et moins récentes de l'Argentine ; de la science politique, enfin, pour questionner le rapport de la MonedaPAR et souveraineté monétaire (Lazarus et De Blic, 2021, p. 23).

Précisons pour finir que nous faisons une distinction entre économie institutionnelle et économie institutionnaliste. La première perspective peut amener à séparer le « cœur » de l'économie des institutions-cadres qui en définissent les contours, ce qui revient à opposer un domaine économique « pur » et a-institutionnel et un domaine extra-économique et institutionnel. Les institutions resteraient ainsi exogènes, « contraintes contingentes de l'économie réelle », auxquelles on recourt pour expliquer l'inadéquation de la réalité au modèle pur. C'est par exemple la conceptualisation de l'institution comme une règle permettant de réduire les coûts de transactions, qui prévaut dans la Nouvelle Économie Institutionnelle, extension empiriste du modèle fondamental de la théorie économique *mainstream*.

La seconde perspective implique au contraire l'immanence des institutions à l'économie, qui n'est plus perçue comme un fait naturel, mais bien dans sa dimension essentielle de construit social historiquement situé. Par symétrie avec le terme d'institutions-cadres exogènes, on aurait pu parler de l'endogénéité des institutions dans une approche d'économie institutionnaliste. Mais ce terme ne met pas assez en évidence l'ambivalence des institutions, à la fois structurées et structurantes, conditions et résultats, intérieures et extérieures au champ économique[39]. L'institution a en effet un caractère duel, elle correspond à la fois à un « comportement économique individuel "institué" [et à] une action ou représentation collective instituant une norme sociale de l'activité économique » (Gislain, 2003, p. 20). S'en tenir simplement au caractère d'institution instituante peut conduire à réintroduire dans la théorie cette notion d'institution-cadre, opportunément (mais seulement) historicisée.

Ce travail fait sienne la définition par John R. Commons de l'institution comme « l'action collective en contrôle de l'action individuelle » (Commons, 1934, p. 1), que nous ne réduisons l'institution ni à son aspect institué, ni à sa dimension instituante. Autrement dit, le concept d'institution auquel nous nous référons ne correspond pas seulement à celui d'un résultat de l'évolution historique [40] , mais encore à une construction sociale quotidiennement reconduite par les individus[41].

[37] Marx fait une distinction similaire entre *Geld*, qui renvoie à son concept d'argent comme équivalent général, comme système ou institution, donc, et *Münze*, qui renvoie aux « signes de valeur », qui sont autant de représentations du principe monétaire (Marx, [1867] 1993, p. 107-164).

[38] À la frontière entre anthropologie et économie, Servet (1984) corrobore l'hypothèse polanyienne d'une diversité des origines de l'institution du compte et du paiement. Définissant le paiement comme « l'extinction d'une obligation par le fait de transmettre des objets quantifiables qui fonctionnent alors comme monnaie » (Polanyi, 1968, p. 181), il rappelle que ces obligations peuvent être de nature très diverses selon les types de sociétés. Ainsi, conclut Maucourant, « différentes formes d'endettement permettent de comprendre diverses origines de la monnaie qui, avant d'être liées aux exigences de la production marchande ou de l'économie, dépendent des exigences de la parenté, des impératifs religieux et de la contrainte politique » (Maucourant, 2005, p. 36).

[39] Dans un autre registre, De Brunhoff (1976, p. 54) montre l'immanence de l'argent au mode de production capitaliste, en ce qu'il est entièrement pris dans la logique de reproduction du capital tout en étant essentiellement d'une nature distincte, puisque le marchand n'est pas nécessairement le capitaliste. Mollo (1999, p. 20-22) reprend ces arguments pour souligner le pouvoir explicatif distinct de la conception marxiste de l'argent par rapport à la conception post-keynésienne classiquement horizontaliste (Moore, 1988) et à la conception minskienne (Minsky, 1957).

[40] Ce qui correspondrait à une conception de l'économie instituée, dans le cadre de laquelle les institutions, historicisées, tendent toujours à n'être que régulatrices.

[41] Ce qui correspond à l'institution comme processus d'institutionnalisation de la vie économique par des acteur·ices qui y sont pris·es mais qui ne s'y résument pas.

L'argent comme conjonction du compte et du paiement, un concept (trop) générique

Il est d'usage de relever un paradoxe quant aux rapports des économistes à l'argent : il est d'autant plus pratiquement omniprésent qu'il est théoriquement évanescent. La théorie économique dominante évoquée par Marie Grosgeorge, en difficulté lorsqu'il s'agit de définir l'essence de l'argent, l'aborde par le prisme réducteur de ses fonctions. Il se retrouve ainsi ramené sans médiations au rôle qu'il semble jouer dans les pratiques économiques : on s'en sert comme d'une unité de compte, comme d'un moyen de circulation (des marchandises) et de paiements (des dettes) et, finalement, comme d'une réserve de valeur.

Ces trois fonctions principales[42] forment les contours d'une approche instrumentale de l'argent, dont Blanc note à juste titre qu'elle n'est pas neutre, puisqu'elle la réduit à un simple « auxiliaire de l'économie ; auxiliaire utile, mais dont on peut se passer » (Blanc, 1998, p. 254). Cette conception tronquée de la monnaie se fonde usuellement sur la « fable du troc ». L'émergence de l'argent est réduite à la résolution du problème de la double coïncidence des besoins, problème qui limite l'extension des échanges d'équivalents lorsqu'ils sont non-monétaires, lorsqu'ils relèvent du troc (direct)[43].

À rebours de cette démarche, l'institutionnalisme monétaire, en économie, et les sciences sociales avec lesquelles il dialogue ont en commun d'appréhender l'argent comme un ensemble de rapports sociaux. Reste à définir de quels rapports sociaux il s'agit. Au moins deux façons de procéder sont possibles. On peut compiler les données disponibles sur tous les instruments qui ont donné lieu à des pratiques considérées comme « monétaires », c'est-à-dire les objets dont les travaux en sciences sociales font état qu'ils fonctionnent ou ont fonctionné comme « monnaie » à un moment donné. Cette démarche pousse à associer l'extension maximale des éléments qu'on va subsumer sous le terme de « monnaies » à la recherche de leurs éléments minimaux communs. C'est ce que font les institutionnalistes lorsqu'ils et elles considèrent que l'essence de l'argent est donnée dans ses deux propriétés génériques, c'est-à-dire par la conjonction du compte et du paiement. En retour, tout ce qui permet de compter ou de payer est donc de l'argent en puissance.

L'autre démarche revient à inverser le mouvement et à en modifier le sens : plutôt que de partir d'« objets » concrets, on se reporte sur la position de rapports sociaux généraux, qu'on articule progressivement les uns aux autres, enrichissant ainsi la théorie d'une suite continue de déterminations permettant, *in fine*, de reconstituer ces objets concrets en un « concret-de-pensée ». C'est de cette façon que procède Karl Marx, ce dont il s'explique par une discussion méthodologique dans l'*Introduction à la Critique de l'Économie Politique* (Marx, [1857] 2008b).

Il y oppose la façon de procéder des « économistes du xviie siècle » à celle de leurs successeurs de l'ère des « systèmes économiques ». Marx indique opter pour la seconde option, qui constitue d'après lui « manifestement la méthode scientifique correcte », dans la mesure où elle permet de restituer le concret comme une « riche totalité de déterminations et de rapports nombreux » plutôt que comme « représentation chaotique d'un tout » (ibid., p. 66). Dans un cas, on part d'une représentation mentale du réel pour le réduire jusqu'à en extraire les « principes généraux invariants » (Blanc, 1998,

[42] Bien que sur ce point mineur, les divergences entre auteur·ices d'ouvrages à teneur monétaire sont nombreuses. Les un·es multiplient les fonctions, en distinguant, par exemple, la fonction de moyen de paiement de celle de moyen de circulation. Les autres, au contraire, en réduisent le nombre, considérant, par exemple, que la fonction de réserve de valeur n'est pas, *stricto sensu*, monétaire, puisqu'elle peut être assurée par de nombreux autres objets.

[43] C'est pour éviter la confusion entre une situation de troc, produit contre produit, et le système des *créditos* des clubs de *trueque* argentins que l'on garde le terme espagnol pour désigner ces derniers.

p. 250) ; dans l'autre, il s'agit d'aboutir à – plutôt que de partir de – cette représentation en reproduisant dans l'ordre de la pensée la synthèse réelle des différentes déterminations constitutives de la totalité.

En apparence, il apparaît légitime de rapprocher la définition de l'argent par ses fonctions, qui est celle du courant dominant, de la posture méthodologique que Marx considère comme « la méthode scientifique exacte »[44] : les économistes du courant dominant semblent bien partir de la position d'une situation d'échange de divers biens entre de multiples individus, soit du rapport social d'échange d'équivalents, pour en inférer la nécessité de l'introduction de l'argent.

De fait, leurs contradicteurs hétérodoxes adoptent la posture inverse, celle qui consiste à « enrichir [l'analyse] en considérant beaucoup de "choses" comme disposant de qualités monétaires [permettant] par la suite de procéder à une analyse rigoureuse de l'ensemble du phénomène monétaire, duquel on ne peut plus exclure *a priori* des phénomènes comme les monnaies parallèles » (Blanc, 1998, p. 251). Là où Charles Rist refuse de définir l'argent, en raison du caractère par trop disparate du phénomène monétaire, l'institutionnalisme monétaire propose d'inférer l'argent non plus de l'échange d'équivalents, mais plutôt du postulat de l'argent, dans toute son épaisseur de « fait social total »[45], la possibilité d'une économie de marché.

Le point commun des différents courants de l'institutionnalisme monétaire est d'assumer la nécessité de ce postulat, qui délimite par là-même les contours de l'économie politique. Il reviendrait aux autres sciences sociales de fournir une socio-histoire de l'institution monétaire : les économistes, de leur côté, auraient à se résoudre à une inévitable circularité dans la définition de l'argent[46] et d'en faire le postulat pour produire des analyses fécondes des économies monétaires de production[47]. Du reste, on peut verser au crédit de la position hétérodoxe le fait que cette circularité semble déjà être présente dans l'approche instrumentale de l'argent : définir des fonctions monétaires implique en effet d'avoir une idée au moins implicite de ce qu'est l'essence de l'argent.

La supériorité de l'approche institutionnelle de la monnaie par rapport à l'approche orthodoxe tiendrait alors au fait que ce qui reste inconscient dans le courant dominant est ici posé de façon explicite, d'une part, et, d'autre part, que la doctrine qui est alors postulée est plus féconde, car plus complexe : si l'on ne dépasse pas la circularité inhérente à toute entreprise de définition de l'argent, on l'assume et on y implique un nombre plus grand de concepts. Par exemple, Blanc souligne que la tautologie qu'il propose mobilise une « chaîne logique plus longue », puisqu'il substitue au couple monnaie/fonction, qui définit la structure de l'approche instrumentale, une articulation entre monnaie, fonction, instrument et pratiques[48].

Finalement, les hétérodoxes reprochent à leurs pairs orthodoxes de ne pas voir que l'argent n'est pas seulement un instrument mais aussi un système, qu'il ne s'incarne dans des instruments donnés que dans la mesure où elle est un système de paiement et de compte structurant la circulations des « richesses » au sein d'un groupe humain. Nous rejoignons sans réserve le rejet hétérodoxe de l'approche instrumentale, la distinction entre usages, instruments et fonctions monétaires et la nécessité de rompre avec la fable du troc (Jevons, 1876 ; Menger, 1892).

44 En fait, il n'en est rien. L'économiste marxiste Nikolaï Boukharine note également cette similitude formelle qui s'articule à une différence fondamentale de contenu. L'école « autrichienne » (Menger, Böhm-Bawerk, Wieser) s'oppose, au sein de l'économie bourgeoise, à la tendance représentée par l'école « historique » (Roscher, Hildebrandt, Knies, Schmoller, etc.). La divergence porte notamment sur le refus de l'abstraction que défend l'école historique, qui préfère à toute théorisation de vastes monographies minutieuses de la vie économique dans un esprit empiriste. Boukharine remarque que l'école marginaliste autrichienne rejoint formellement le marxisme sur l'acceptation de l'abstraction, d'où « l'âpreté du conflit » (N. Boukharine, [1914] 2010, p. 47). Mais le désaccord est total quant au contenu, donc quant au rôle et à la nature précise de l'abstraction dans les deux théories concurrentes : subjectivisme, c'est-à-dire « le fait de faire abstraction des phénomènes sociaux tout en en faisant l'objet [des] recherches » (ibid., p. 60) contre objectivisme, validité a-historique des catégories économiques contre reconnaissance du caractère transitoire à la fois de l'objet de l'économie politique et de l'économie politique elle-même comme science, point de vue de la consommation contre point de vue de la production (ibid., p. 70). On peut noter que l'école « historique », en retour, fait parfois figure de précurseur pour tout un pan de l'économie politique hétérodoxe non marxiste.

45 Il s'agit sans doute plutôt d'une élaboration qui va au-delà des thèses de Mauss tout en lui reprenant certaines catégories. En effet, si ce dernier oppose le don, fait social total, à l'échange marchand, c'est pour insister sur le fait que le premier crée, amplifie, reconduit les liens sociaux tandis que le second a cette singularité de les rompre. C'est à partir de cette dichotomie que Mauss propose alors de penser la spécificité des économies capitalistes. L'institutionnalisme monétaire, faisant de la dette primordiale l'origine de l'institution monétaire moderne, la voient à l'inverse comme un fait social total commun à toute société. En rappelant la différence entre la conceptualisation institutionnaliste de l'argent — le complexe du compte et du paiement — et la conceptualisation marxiste — comme rapport de production marchand —, il s'agit dans cette thèse d'éviter le coût théorique de cette utilisation hétérodoxe des catégories maussiennes. C'est pourquoi nous ne reprenons pas à notre compte cette identification de l'argent à un fait social total, me contentant de rappeler les thèses des économistes institutionnalistes sur ce point et m'en tenant à évoquer, comme ci-dessus, une analogie avec le concept de Mauss.

Cependant, en procédant à l'inclusion d'un nombre croissant d'objets concrets dans le concept d'argent pour en inférer le contenu invariant, il nous semble que l'on finit par perdre de vue la spécificité de l'institution monétaire dans les économies contemporaines. Paradoxalement, on arrive au même résultat tant par la voie orthodoxe que par le détour hétérodoxe : l'institution monétaire perd son historicité ou, plus précisément, cette historicité n'est plus l'affaire de l'analyse économique proprement dite. Si le courant dominant tend, à travers la fable du troc, à projeter sur le passé des catégories propres au mode de production capitaliste, l'institutionnalisme monétaire finit par fixer une essence invariante de l'argent par réduction de la diversité des objets considérés à leur plus petit dénominateur commun.

En d'autres termes, on peut dire que le concept institutionnaliste d'argent comme conjonction du compte et du paiement associé à des modalités d'accès aux moyens de paiement ou, encore, plus fondamentalement, comme ce lien social universel à travers lequel une société s'ordonne en assignant une valeur aux choses et aux personnes, est un concept « formel » au sens de Maurice Godelier :

> Un élément formel commun est un « invariant », ce qui subsiste à travers toutes les variétés et variations possibles du système envisagé. [...] La démarche formaliste ne constitue pas à proprement parler la connaissance d'*aucun* système réel mais plutôt l'explicitation d'une partie des *conditions de possibilité* de cette connaissance à travers la mise au jour de *structures formelles* de tous les systèmes économiques possibles (Godelier, 1965, p. 44).

Un tel concept générique, car formel, n'est pas adapté à notre projet. Si la quasi-totalité des sociétés humaines a connu cette articulation des fonctions de comptes et de paiement définissant ce concept préliminaire d'« argent », alors on doit logiquement en inférer la « (quasi)universalité du fait monétaire [...] fondée dans sa nature d'opérateur de l'appartenance sociale, de médiation dans les échanges sociaux les plus divers au sein desquels [il] opère comme un représentant de la totalité sociale et cela aussi bien dans les sociétés modernes que dans les sociétés "primitives" et "pré-industrielles" » (Théret, 2008).

On comprend qu'il est impossible de poser la problématique d'une alternative à l'argent, d'une transformation qualitative de l'institution du compte et du paiement dans ce cadre. Comment pourrait-on dépasser un fait universel, soit ce qui est précisément indépassable ?

L'argent comme rapport de production marchand

Il peut y avoir quelque chose de paradoxal à qualifier de formel un concept développé par l'institutionnalisme monétaire. En effet, le projet de ce courant l'apparente à l'approche substantive de l'anthropologie économique, qui s'oppose à l'approche formaliste. Soulignant que « le terme d'économique recouvre deux acceptions qui ont des racines indépendantes » (Polanyi, 1957, p. 248), Polanyi distingue ainsi l'acception « substantive » de l'acception « formelle ».

La première acception renvoie à une tradition qui va de Platon aux économistes politiques classiques – Adam Smith, David Ricardo, Marx – définissant l'économie comme la science de la « richesse matérielle des sociétés » (Godelier, 1965, p. 35), donc de l'économique comme « un processus institué d'interaction entre l'homme et son environnement qui

[46] Blanc (1998, p. 257) souligne ainsi que toute définition de la monnaie a « un caractère non scientifique mais idéologique ». La seule option serait d'admettre et d'expliciter ce moment doctrinal, faute de quoi on retombe inévitablement dans une circularité définitionnelle sans issue. Définir la monnaie comme « une marchandise, un instrument de l'État ou une institution sociale ou un fait social total » mène au même cercle herméneutique que la « la tentative keynésienne de définir la monnaie par son caractère de liquidité [puisque] la liquidité ne peut être définie autrement que comme capacité à être échangée contre la monnaie ». Le seul cas que n'envisage pas Blanc est la définition marxiste de la monnaie comme rapport de production marchand : nulle circularité ici, puisque la monnaie n'intervient alors plus dans la définition de ce qui la définit, ici le concept de rapport de production. Il s'agit, à notre sens, de la seule définition de la monnaie qui ne suppose pas de disposer d'une idée préalable de ce qu'est la monnaie.

[47] Cette position est partagée par les tenant·es de l'approche monétaire comme de Cartelier et Benetti (1980), partisans de l'analyse monétaire. Ces derniers s'attachent plus particulièrement à montrer en quoi l'examen des formes de la valeur, qui constitue la genèse à la fois historique et théorique de l'argent selon Marx, sont au final un échec. Pour une critique de ce point de vue, voir Piluso (2014) ou encore Tran (2015).

[48] Il définit les pratiques monétaires comme des « actes quotidiens qui impliquent la dimension monétaire » (Blanc, 1998, p. 258), qui constitue son point d'entrée, pour en souligner le caractère circulaire dans la mesure où le *monétaire*, ce qui est à définir, est présent dans la définition de ce à partir de quoi on se propose de le définir, c'est-à-dire les pratiques monétaires. L'instrument monétaire se distingue ensuite de la fonction générale en ce qu'il est « l'application concrète du principe monétaire que représente la fonction » (ibid., p. 259). La fonction monétaire est enfin conçue comme le « principe de fonctionnement de l'instrument » (ibid., p. 259). Blanc s'inscrit ainsi en faux vis-à-vis d'une tendance à la confusion entre instruments et fonctions, conséquence de l'approche instrumentale. Plutôt que de parler des trois fonctions canoniques (unité de compte, moyen de circulation/paiement, réserve de valeur), il préfère évoquer les fonctions de compte, de paiement et de réserve (ibid., p. 262). L'avantage de ce glissement, selon lui, est d'éviter d'assigner l'émergence d'instruments monétaires données, comme les pièces de monnaie, à la genèse (historique) de l'argent comme « complexe » (ibid., p. 7) ou « principe fonctionnel » (ibid., p. 259).

aboutit à fournir de façon continue les moyens matériels de satisfaire les besoins » (Polanyi, 1957, p. 248). La seconde renvoie à l'application des conceptions théoriques issues de la révolution marginaliste aux économies non capitalistes. Prime alors une acceptation de l'économie comme « la science qui étudie le comportement humain comme une relation entre des fins et des moyens rares qui ont des usages alternatifs » (L. Robbins, [1932] 1935, p. 6), donc de l'économique comme toute activité mobilisant rationnellement des ressources en quantités limitées pour atteindre un objectif donné. La problématique de la reproduction matérielle des sociétés se dissout dans celle du choix optimal en situation de rareté.

Les substantivistes [49] reprochent aux formalistes [50] ce que les institutionnalistes monétaires reprochent aux économistes néoclassiques : à savoir, projeter sur le passé certaines catégories très spécifiques de la théorie économique du présent. Dans le domaine des études monétaires, cela conduit notamment à ne pas repérer la nature « monétaire » des systèmes de compte et de paiements non occidentaux, par exemple dans les sociétés de la Corne de l'Afrique, car ces instruments ne correspondent pas aux canons de la théorie monétaire dominante qui informent la perception du monde des colonisateurs (Servet et al., 2016).

[49] Les deux ouvrages de références sont Arensberg et Polanyi (1957) et Polanyi (1968) et Dalton (1965). L'*Essai sur le don* préfigure l'orientation de l'école substantive (Mauss, [1950] 2013a).

[50] Du côté des économistes, les travaux fondateurs sont ceux de L. Robbins ([1932] 1935), Samuelson (1958) et von Mises (1949), ainsi que Knight (1941). Quant aux anthropologues, il faut renvoyer aux ouvrages de Burling (1962), Firth (1939), Herskovits (1952) et LeClair (1962).

En sens inverse, repartant de l'opposition polanyienne entre *special-purpose monies* et *general-purpose monies*, les institutionnalistes considèrent que, pour éclairer le présent, c'est-à-dire le fonctionnement de l'institution marchande du compte et du paiement, il est nécessaire d'étudier ce que cette dernière a en partage avec d'autres formes – non marchandes – de ce genre d'institution. Mais, là où la discontinuité prime chez Karl Polanyi, c'est la continuité qui s'impose chez les institutionnalistes, qui, dans une perspective essentialiste, définissent la monnaie en soi, dont découle la conclusion d'une quasi-universalité du fait monétaire.

Comment sortir de ce jeu de bascule ? À notre sens, après avoir distingué entre l'« argent », soit le niveau proprement systémique de l'institution du compte et du paiement, et la « monnaie », qui renvoie aux divers instruments monétaires faisant concrètement l'objet de pratiques monétaires, une piste peut être de dédoubler le premier terme en un concept spécifique et un concept générique.

Lorsqu'il est question d'argent dans la suite de ce travail, il s'agit de l'institution du compte et du paiement spécifique aux sociétés marchandes, donc en particulier aux sociétés marchandes développées, dont la reproduction est gouvernée par les exigences de la valorisation du capital. Ainsi, dans ce cadre, si l'argent est voué à se dématérialiser par le biais de sa circulation, sa spécificité comme forme sociale historiquement spécifique du compte et du paiement, consiste en ce que, même vidé de toute substance matérielle, il tend à se comporter ou à être prise comme du métal-argent. C'est-à-dire : l'argent dans ce sens spécifique représente de la valeur déjà réalisée, alors même que ce n'est pas le cas, soit que l'argent soit complètement virtuel, soit que le flux monétaire considéré relève en réalité de la monnaie de crédit, c'est-à-dire d'un volume monétaire représentant une anticipation d'une valeur non encore réalisée. C'est précisément au titre de cette illusion nécessaire qu'on est amené à considérer l'argent comme un droit de tirage sur le surplus social.

À l'inverse, le concept d'argent ou monnaie utilisé dans la tradition de l'institutionnalisme monétaire renverra pour nous au niveau générique, au

complexe du compte et du paiement, tel qu'on peut le retracer dans la plupart des sociétés humaines, passées ou présentes, quel que soit le mode de production spécifique auquel elles correspondent, donc en particulier quels que soient leurs procédés de validation sociale des travaux privés ou de mise en équivalence d'activités qualitativement diverses.

Notre position rejoint celle de Maucourant (2005), qui critique « l'illusion hétérodoxe » de l'universalité du fait monétaire. De façon similaire, F. Weber et Dufy (2010, p. 49) rappellent les observations critiques de Testart, qui souligne que certaines sociétés, notamment de chasseur·ses-cueilleur·ses, sont notoirement exemptes du compte et du paiement lorsque la thésaurisation est absente (Testart, 2001, p. 43). Ce rôle de la thésaurisation dans l'origine des monnaies [51] peut d'ailleurs être mis en parallèle du rôle de la fonction de réserve de valeur dans la (re)constitution de l'équivalent général dans la théorie marxiste de l'argent (De Brunhoff, 1976, p. 48). C'est précisément cette fonction qui est pourtant considérée comme non spécifiquement « monétaire » dans la tradition institutionnaliste et, par là-même, exclue du concept institutionnaliste de « monnaie », qui se limite au complexe générique du compte et du paiement.

La voie médiane consiste à partir de rapports sociaux spécifiques au capitalisme et le rôle qu'y jouent le compte et le paiement [52]. La divergence avec l'approche instrumentale est qu'on ne postule pas un rapport social générique, commun à toute forme de société, et fondé sur une anthropologie naïve décrétant une tendance naturelle des humains à l'échange de marchandises, donc à la production pour la vente (Althusser, [1965] 2014b, p. 368). C'est toute la différence entre l'économie politique, qui considère l'histoire des sociétés humaines à l'aune de la forme contemporaine, et la critique de l'économie politique, dont l'objet est précisément ce « grain de sel » avec lequel il faut envisager la validité des « catégories de l'économie bourgeoise [...] pour toutes les autres formes de société » (Marx, [1857] 2008b, p. 80). A ce niveau, les concepts de la critique de l'économie politique incluent leur limitation historique.

Parler de spécificité de l'institution du compte et du paiement dans une économie capitaliste ne signifie pas qu'on oublie qu'il y ait eu – et qu'il y a toujours – des systèmes de comptes et de paiements non capitalistes, voire non marchands. Au contraire, c'est à partir de cette spécificité de l'institution monétaire comme rapport social de production qu'on peut envisager « la structure et [les] rapports de production de toutes les formes de société disparues avec les débris et les éléments desquels [la société bourgeoise] s'est édifiée, dont certains vestiges, partiellement non encore dépassés, continuent de subsister en elle et dont certains simples signes, en se développant, ont pris toute leur signification » (ibid., p. 80). Sans partir de l'idée de l'institution monétaire comme la forme capitaliste de l'institution plus générique du compte et du paiement, on ne peut plus adéquatement rendre compte des discontinuités qui continuent de traverser les formations sociales actuelles dominées par le mode de production capitaliste.

Nous concevrons donc l'argent ou encore l'institution monétaire comme un rapport social de production marchand, propre aux sociétés dotées d'une circulation marchande de plus ou moins grande extension. Dans la perspective marxiste, le capitalisme peut s'envisager de façon préliminaire comme la généralisation du marché. Des rapports marchands ont pu ainsi exister, de façon subordonnée, dans des formations sociales non capitalistes.

51 Darmangeat (2018a,b) raffine le modèle de Testart, en avançant que, plutôt que l'existence de stocks, c'est la présence de ce qu'il appelle des « biens W », soit des biens incarnant la richesse (*wealth*) parce que nécessitant un investissement individualisé important de temps de travail (*work*), qui est réellement décisif pour le passage aux paiements et l'apparition de la monnaie. Cela lui permet d'expliquer l'existence de sociétés avec stocks mais sans paiement, ainsi que celle de sociétés fortement hiérarchisées mais dépourvues de stocks. Il est intéressant de noter ici le lien apparemment intrinsèque entre forme matérielle de la richesse sociale et dépense de travail. Cela évoque fortement les passages du *Capital* où Marx souligne que l'équivalent général a dû d'abord être produit du travail humain, c'est-à-dire remplir les conditions nécessaires pour *avoir* une valeur avant de pouvoir devenir l'incarnation sensible de la valeur, soit *être* la valeur. Ce qui appelle deux remarques : la monnaie ne semble donc pas pouvoir être pur signe sans valeur intrinsèque, c'est-à-dire ne prenant pas la forme d'un bien reproductible, que dans son devenir, non dans ses origines ; la monnaie ou, plutôt, le passage aux paiements, apparaissant concomitante de la naissance des hiérarchies sociales, une version de la thèse institutionnaliste de la quasi-universalité du compte et du paiement restreinte aux seules sociétés hiérarchisées conserverait une certaine validité.

52 Plutôt que des rapports sociaux génériques et trans-historiques dont part l'économie dominante lorsqu'elle définit son concept d'argent à partir de l'analyse d'une situation théorique de troc, qui ne renvoie pas à une totalité sociale historiquement spécifique, voir ci-dessus le début de la sous-section précédente : la ressemblance superficielle des démarches orthodoxe et marxiste n'est qu'accidentelle, puisque les rapports sociaux à partir desquels les deux approches établissent un concept d'argent sont de nature radicalement différente.

À cet égard, une discussion classique est de savoir si la loi de la valeur s'applique dès l'introduction de rapports marchands ou s'il faut encore introduire les rapports de production capitalistes de vente et achat de la force de travail pour la voir s'instaurer. À rebours de l'interprétation dominante, DiQuattro (2007) et Weeks (2014) sont partisan·es de la seconde option, considérant qu'il ne suffit pas de présupposer les rapports marchands pour voir émerger réellement la catégorie de travail abstrait. En d'autres termes, les rapports capitalistes se présentent comme l'approfondissement des rapports marchands et ce par quoi ils sont promus à l'autonomie[53].

[53] Pour une recension des débats marxistes sur le statut de la circulation marchande simple, dont Marx fait l'étude dans la première section du Livre 1 du Capital, on peut se référer à Orléan (2018) .

Quoiqu'il en soit, dans la mesure où les rapports capitalistes de production adoptent nécessairement une forme marchande et où la marchandise présuppose la monnaie, l'institution monétaire devient un rapport de production d'autant plus essentiel que les rapports marchands sont généralisés [54] . Cette précision néanmoins a son importance : l'argent relève de l'analyse de la circulation marchande et non de la circulation du capital à proprement parler. La forme marchande de l'institution du compte et du paiement n'est donc jamais réellement contemporaine du capitalisme (De Brunhoff, 1976, p. 98), même si elle est adaptable à ses besoins. Cette adaptation, qu'on a mis en parallèle avec la pensée alchimiste, prenant la forme du développement de la monnaie de crédit (Wennerlind, 2014). Dans la mesure où une société capitaliste n'est qu'un cas de figure parmi d'autres de ce genre de sociétés, l'argent n'est pas un rapport de production spécifiquement capitaliste, comme peut l'être au contraire la monnaie de crédit (De Brunhoff, 1976, p. 20).

[54] Pour faire écho aux développements de Blanc (1998, p. 257), une question est notamment d'évaluer s'il subsiste une circularité dans cette définition, qui justifierait de concéder qu'il s'insère nécessairement toujours un peu de doctrine au cœur même de la définition scientifique de l'argent.

Marx remarque que la catégorie de travail abstrait, et, avec elle, l'ensemble des catégories les plus fondamentales de la société bourgeoise, possèdent une validité – certes relative, limitée, à spécifier – pour les époques précédentes précisément en vertu de leur nature abstraite. Mais ces même catégories sont, « sous la forme déterminée de cette abstraction même, le produit de conditions historiques et ne restent pleinement valables pour ces conditions et dans le cadre de celles-ci » (Marx, [1857] 2008b, p. 78). Conformément à son épistémologie matérialiste, il soutient que les formes de subjectivité résultent de la nature et du degré de développement des rapports sociaux de production dominants (Postone, 2009) :

> L'indifférence à l'égard de tel travail déterminé correspond à une forme de société dans laquelle les individus passent avec facilité d'un travail à l'autre et dans laquelle le genre précis de travail est pour eux fortuit, donc indifférent. Là, le travail est devenu, non seulement sur le plan des catégories, mais dans la réalité même, un moyen de créer la richesse en général, et a cessé, en tant que détermination, de ne faire qu'un avec les individus, sous quelque aspect particulier (Marx, [1857] 2008b, p. 78).

Si par « rapport sociaux de production », on entend simplement, dans une première approximation, la façon dont les humains « gagnent leur vie » (Marx, [1867] 1993, p. 93, note 33) ou, encore, ce qui induit que « les acteurs individuels qui participent à la production [ont] différents types de droits et de pouvoirs sur l'usages des ressources et sur les produits de ces usages » (Burawoy et Olin Wright, 2021, p. 38), alors on dira que la forme marchande de la production sociale introduit de nouvelles vérités pratiques expérimentées quotidiennement [55] , qui peuvent ainsi donner lieu à la formulation de nouvelles catégories théoriques. Celles-ci trouvent leur domaine d'application adéquat dans le cadre de la société qui les a rendues possibles, mais n'ont qu'une certaine validité limitée pour les sociétés

[55] Les « catégories expriment [...] des formes d'existence » (Marx, [1857] 2008b, p. 82).

antérieures, validité d'autant plus grande que le caractère abstrait de ces nouvelles catégories sera élevé. Ainsi du travail abstrait, donc de la valeur, qui a mené, en tant que catégorie, et non comme vérité pratique, une « existence antidéluvienne »[56].

On peut ainsi suggérer que s'il est aujourd'hui possible de concevoir quelque chose comme des principes monétaires génériques et poser ainsi une essence invariante du *monétaire*, bref, que si l'institutionnalisme monétaire a été possible, c'est précisément en vertu de la généralisation de la production pour le marché. Lorsque les institutionnalistes monétaires rejettent, s'appuyant sur un corpus pluri-disciplinaire – mobilisant, par exemple, la sociologie (Zelizer, 1994), l'histoire (Baubeau, 2015, 2020), l'anthropologie (Parry et Bloch, 1989) – le postulat de la fongibilité de la monnaie (Servet et al., 2016) comme reflétant « davantage [...] une norme politique qu'[une] réalité culturelle » (Ould-Ahmed, 2008, p. 17), n'est-ce pas précisément parce que, dans le sens commun, la monnaie apparaît bien comme un pouvoir d'achat indifférencié ?

Il est vrai qu'à rebours d'une lecture rapide de la citation précédente de Marx qui amènerait l'idée selon laquelle, dans une société capitaliste, le travail abstrait acquiert une existence réelle car « le genre précis du travail est [...] fortuit, donc indifférent » (Marx, [1857] 2008b, p. 78), tout un pan de la sociologie – du travail, des professions, des groupes professionnels – montre combien il n'est au contraire pas si simple de passer d'une occupation professionnelle à une autre, voire dans quelle mesure le travail de certains individus peut ne faire qu'un avec ces derniers[57]. De façon similaire, à rebours de l'idée que la monnaie serait parfaitement fongible, on oppose l'existence d'une grande variété de cloisonnements économiques, sociaux, géographiques, genrées, etc, des usages monétaires.

Mais doit-on pour autant écarter tout à fait cette idée d'une indifférenciation du travail, parallèle de celle de la fongibilité de la monnaie ? Il nous semble possible de leur conserver un moment de vérité en leur assignant le statut de norme tendancielle réglant les pratiques concrètes. Ce caractère tendanciellement normatif peut être saisi à travers cette notion de « vérité pratique » du caractère indifférent du travail ou à l'argent comme pouvoir d'achat indifférencié. On peut ici emprunter la spécification à Servet et al. (2016) : il s'agit de *vérités* pratiques non pas au sens où cela renvoie à des réalités sociales, culturelles, historiques, non pas au sens où il n'y a pas des limites, des points d'achoppements, des contre-tendances à la réalisation complète de ces principes, mais plutôt au sens où il s'agit de principes normatifs, reflétant une tendance de fond de la dynamique d'une société capitaliste, soit renvoyant à un impératif structurel de ces sociétés.

Le travail n'est jamais abstrait une fois pour toute ou la monnaie tout à fait indifférenciée, représentant un pur pouvoir d'achat. La dynamique d'auto-valorisation du capital correspond bien plutôt à un mouvement constant d'abstraction du travail, d'indifférenciation des instruments monétaires, tendances sans cesse contrecarrées, limitées, par des mouvements inverses de segmentation des marchés de l'emploi ou de l'usage des instruments monétaires. On pourrait dire qu'il s'agit de vérités pratiques au sens où il s'agit de normes politiques, mais il faudrait immédiatement préciser que leur caractère politique ne peut se comprendre sous le prisme volontariste (Tran, 2015) qui est parfois celui de l'institutionnalisme monétaire[58].

56 « Par exemple, la catégorie économique la plus simple, mettons la valeur d'échange, suppose la population, une population produisant dans des conditions déterminées ; elle suppose aussi un certain genre de famille, de commune ou d'État, etc. Elle ne peut jamais exister autrement que sous forme de relation unilatérale et abstraite d'un tout concret, vivant, déjà donné. Comme catégorie, par contre, la valeur d'échange mène une existence antédiluvienne. » (Marx, [1857] 2008b, p. 68)

57 C'est précisément un argument de ce genre que développe Friot (2012b) à travers sa proposition de « statut politique du producteur », qu'il infère de l'existence de la Sécurité Sociale en général, et du statut des fonctionnaires en particulier.

58 Comme l'écrit Blanc, la question de l'indifférenciation de la monnaie « semble tomber sous le sens » (Blanc, 2008, p. 35). La tradition constructiviste du marxisme, dans laquelle nous nous inscrivons (Sobel, 2016), nous conduit à voir dans cette *semblance*, non une pure illusion (qu'on traduirait en allemand par *Schein*), mais une apparence réelle (qui renvoie alors au terme allemand *Erscheinung*), qui ne disparait pas parce qu'on est parvenu à en percer le caractère d'apparence (Bellofiore, 2018b ; Holloway, 2015). Si son pouvoir d'impression sur le sens commun perdure alors que les sciences sociales en montrent les limites, c'est qu'elle est le reflet de conditions d'existences spécifiques, lorsque la production sociale s'offre comme production marchande développée, et ne peut ainsi disparaitre qu'à condition que la production sociale change de forme.

Au fond, là où les travaux institutionnalistes contemporains repartent plus volontiers de Polanyi et de son anthropologie substantive [59] ou du nominalisme monétaire, qui est également celui de Keynes [60], notre proposition théorique consiste à revenir aux origines marxiennes de l'institutionnalisme monétaire (Porcherot, 2019), pour questionner à nouveaux frais l'articulation entre théorie de la valeur-travail et approche ou analyse monétaire de l'économie, dont la compatibilité a été contestée.

[59] Voir par exemple les développements néo-polanyiens de Saiag (2014), la tentative de Blanc (2013, 2018b) de dériver une typologie des monnaies alternatives à partir des formes d'intégration polanyiennes ou, encore, des propositions d'extensions du cadre conceptuel polanyien par Servet (1993, 2013) et Hillenkamp (2013).

[60] En plus des références déjà mentionnées, voir par exemple les développements que consacre Orléan (2016) à Simmel ou Simiand. Ce nominalisme monétaire rapproche les deux courants de l'institutionnalisme monétaire (Berthoud, 2013) de courants importants de la sociologie de l'argent, dont Ingham est un représentant éminent (Ingham, 1999, 2000, 2004).

Le devenir marchand du compte et du paiement…

Ainsi, on a pu attribuer à Marx une version particulière de la fable du troc, au sens où il proposerait une sorte de genèse historique de l'argent à partir d'une situation mythique d'échange primitif (Benetti, 1985 ; Cartelier, 1985). Cela conduit à faire de la théorie marxiste un avatar des conceptions néoclassiques. Les deux corpus relèveraient de ces théories de la valeur (Orléan, 2011), qu'il faut rejeter en raison de leur (supposé) « soubassement dichotomique » (Blanc, 1998, p. 262). Le dichotomisme en économie renvoie à la dualité entre des valeurs « immanente[s], qui existe[nt] avant l'échange, et, plus encore, avant que la monnaie soit employée ou même existe » (ibid., p. 262), et les prix nominaux, observables et exprimés en monnaie, ces derniers ne se comprenant qu'à partir de ces dernières.

Si la critique de cette approche, qui conduit à distinguer deux niveaux de l'économique – le réel et le nominal – semble tout à fait valide quant à la théorie néoclassique, il s'agit à notre avis d'un contre-sens sur la démarche de Marx[61]. D'ailleurs, d'une certaine façon, ce dernier anticipe certain·es de ses contradicteur·ices contemporain·es en soulignant que « l'argent apparai[t] très tôt et joue un rôle multiple » (Marx, [1857] 2008b, p. 73), bien avant les banques, le travail salarié et le capital. S'il dérive dans les premiers chapitres du *Capital* son concept d'argent de l'analyse de l'échange d'équivalents, il précise bien que ce procédé, comme tout processus de synthèse théorique, produit certes une représentation mentale du concret à l'étude, à savoir la monnaie et les marchandises ; mais qu'il serait tout à fait erroné, au sens où cela reviendrait à permettre la résurgence d'une ontologie idéaliste, de poser que la genèse théorique du concept corresponde « au procès de la genèse du concret lui-même » (ibid., p. 68).

Il distingue en effet entre l'existence réelle d'une catégorie et son existence théorique. À propos de la valeur d'échange, il soutient à la fois qu'il ne s'agit pas d'une catégorie nouvelle, inédite et inconnue des penseurs du passé, et en même temps qu'elle ne « passe à l'existence concrète » que par son articulation avec d'autres rapports sociaux historiquement spécifiques.

Ainsi, s'il construit bien son concept d'argent à travers l'étude des formes de la valeur, soit en postulant une situation d'échange entre deux marchandises[62], on n'en déduit pas qu'il pose une essence exclusivement marchande de l'institution du compte et du paiement (Tran, 2015). On peut plutôt y voir la volonté de développer un concept d'institution du compte et du paiement spécifique aux sociétés fondées sur la production marchande, en même temps que la mise en évidence des rapports sociaux, les rapports marchands, dont la généralisation est la condition nécessaire à la construction de ce concept.

L'argent au sens marxiste, c'est-à-dire la forme marchande de l'institution du compte et du paiement, ne devient théorisable que dans la mesure où le développement historique a généré l'apparition de nouveaux rapports sociaux (le travail salarié, la banque, le capital), s'emparant des rapports sociaux antérieurs en les déterminant ou, encore, en les spécifiant d'une façon nouvelle – et différente des époques antérieures. On pourrait dire que Marx ne s'efforce pas tant de « prouver » l'origine marchande de l'institution du compte et du paiement en général, mais plutôt qu'il souligne la nécessité de se doter d'un concept marchand du compte et du paiement pour analyser une

61 Voir par exemple Salama (1975, p. 217), Tran (2003a, p. 59) ou, encore, De Brunhoff (1979).

62 Et non de deux produits, comme le fait la théorie néoclassique et sa fable du troc, opérant ainsi la confusion entre le concept générique de produit du travail et l'une de ses formes sociales possibles, la marchandise.

société capitaliste. En d'autres termes, on ne peut rendre compte de ce qu'il se joue dans l'échange de produits comme marchandises sans un concept de compte et de paiement appartenant au champ conceptuel de la valeur, donc de la marchandise (Duménil, 1978).

La théorie monétaire marxiste est ainsi moins une description en termes d'origine qu'une conceptualisation du devenir marchand de l'institution du compte et du paiement. Plutôt de se demander si l'argent est marchandise ou crédit, la question est de savoir comment la marchandise (et le crédit) deviennent argent : à rebours de « ceux pris dans la "folie babylonienne" générée par un intérêt obsessionnel pour les origines de l'argent, Marx étudie son histoire principalement pour se doter d'un point de comparaison permettant de saisir la spécificité historique des formes et des fonctions de l'argent et des relations de crédit dans le mode de production capitaliste. » (Jessop, 2013, p. 251). Il propose une théorie de la version marchande de cette institution. On peut dès lors raisonnablement supposer qu'abolir l'argent ne renvoie pas pour lui à la disparition pure et simple du compte et du paiement, mais à leur transformation qualitative. Il faut donc comprendre ce qui fait la spécificité de cette version marchande pour envisager saisir ce que pourrait signifier l'affirmation d'une institution non marchande du compte et du paiement. De la même façon, la perspective marxiste du dépérissement du droit sous le socialisme ne renvoie pas à la disparition du système juridique, mais à la constitution d'un droit qualitativement nouveau (Douet, 2018).

À rebours de la thèse institutionnaliste de la (quasi)universalité de l'institution monétaire, Testart (2001) montre que le compte et le paiement ne caractérisent pas l'ensemble des sociétés humaines. Lorsque néanmoins des formes du compte et du paiement existent, elles sont souvent limitées aux échanges cérémoniels et aux droits sur les personnes. Comme le notent F. Weber et Dufy (2010), ce n'est pas lié à une quelconque restriction délibérée d'usage qui serait propre à ce qui est usuellement saisi par les travaux d'inspiration polanyienne comme des « monnaies primitives ». Cela résulte simplement du fait que ces sociétés sont caractérisées par une division du travail peu développée : la reproduction sociale reposant en grande partie sur l'autoproduction, l'argent comme équivalent général n'a que peu d'utilité. Dès lors, le projet de réintroduire des restrictions d'usages, qui sous-tend les initiatives d'alternatives monétaires, est fondé sur une lecture erronée de l'évolution des formes du compte et du paiement.

Cela amène à reconsidérer la distinction polanyienne entre monnaies anciennes, spécialisées, et monnaies modernes, généralistes, qui a contribué malgré elle à reconduire cette vision très occidentale de l'Argent comme agent purement négatif de transformation sociale. Si l'on considère que les monnaies alternatives sont bonnes en soi, en ce qu'elles réinscrivent la monnaie dans l'épaisseur du social, ne faut-il pas y voir une conséquence de l'acceptation non critique de la modernité comme celle du grand désencastrement de l'économique, vision notoirement remise en cause par la mise en évidence des dimensions calculatoires et rationnelles des monnaies anciennes dans les sociétés du don (Appadurai, 2009), et, corrélativement, de la dimension morale ou encastrée des monnaies modernes dans les sociétés marchandes (Zelizer, 1994) ?

Prenant le contre-pied de cette distinction[63], des travaux anthropologiques plus récents soulignent que ce qui distingue une monnaie d'une autre (ou, plus généralement, une institution du compte et du paiement d'une autre) consiste

[63] Celle-ci a joué un rôle stratégique dans la tentative de Polanyi d'affranchir l'anthropologie économique de la tutelle de l'analyse économique dominante de son temps (Sciardet, 2003, p. 196).

bien plutôt dans la façon dont chacune articule des ordres transactionnels à temporalité différente. On peut voir dans cette dernière conception la manifestation, au sein des études monétaires, des effets de la fin du « grand partage » (Latour, 1983).

Au sein d'un système du compte et du paiement donné, le gain individuel à travers les transactions quotidiennes reste moralement acceptable tant qu'il ne remet pas en cause l'« ordre social et cosmique persistant » (Bloch et Parry, 1989, p. 28) dans lequel il s'inscrit. Corrélativement, une certaine configuration de l'institution du compte et du paiement devient immorale dans la mesure où elle ne permet plus la reconduction de l'ordre moral sous-jacent, qui apparaît corrodé par les rivalités entre les différent·es acteur·ices.

La caractérisation de la MonedaPAR comme une monnaie morale ne va alors plus de soi ou, plutôt, est un énoncé problématique à analyser. Cela revient à se demander si l'alternative réelle à la monnaie *vraie* de l'économie politique est véritablement à chercher dans les marchés solidaires et la monnaie *juste* de l'économie morale. Il s'agit ainsi de repérer les usages de l'opposition entre l'Argent qui corrompt et la monnaie retrouvée, tels qu'ils sont informés par les représentations des acteur·ices de la MonedaPAR, pour en évaluer les effets sociaux. Par exemple, les membres de la MonedaPAR opposent « leur » crédit mutuel au crédit bancaire usuel, dans toute une série d'oppositions variant en fonction du contexte qu'il faudra restituer.

Dans cette perspective, il est utile de rappeler la rupture de Marx avec la notion d'une essence humaine générique, reprise par Polanyi pour thématiser son idée de la Grande Transformation : il y a en effet des contre-mouvements en raison de la menace vitale que fait peser la généralisation de l'économie de marché sur cette essence humaine générique[64]. Depuis les *Thèses sur Feuerbach*, il n'y a pas plus pour Marx de nature générique de l'humain qu'il n'y a de « vérité » ou de « justice éternelle ». Le juste se définit toujours par rapport à un ensemble de rapports sociaux historiquement déterminés. Cela ne signifie pas que le projet communiste du Marx de la maturité ne s'inscrit pas dans des considérations éthiques, mais simplement qu'on ne peut pas faire référence au *juste en soi* pour fonder un projet de transformation sociale (K. Lindner et U. Lindner, 2021).

Repartir directement de la théorie marxiste plutôt que de sa réception polanyienne peut être ainsi pertinent pour qualifier la tentative de reconstitution d'une économie morale fondée sur le *juste* prix de nombre d'expériences monétaires alternatives similaires à la MonedaPAR, dans la mesure où celles-ci se réfèrent plus volontiers à des figures et des courants socialistes non-marxistes comme Pierre-Joseph Proudhon ou Silvio Gesell, dont les conceptions incorporent précisément l'idée d'une nature humaine générique dont découle une certaine idée abstraite de la justice. De plus, si la nature humaine est toujours un résultat historique socialement situé de l'évolution des rapports sociaux de production (Sève, [1980] 1983, p. 153-157), au point qu'on a pu présenter ces derniers comme les seuls véritables « sujets » de l'histoire (Althusser, [1965] 2005), alors il devient possible de finalement formuler la problématique suivant : à travers l'étude de la MonedaPAR, dans quelle mesure peut-on parler d'une transformation des rapports sociaux de production, soit de la formation d'une véritable alternative ?

Ce pas de côté par rapport à la filiation polanyienne nous amène ainsi à reconsidérer l'apport du marxisme à l'analyse des alternatives monétaires.

[64] Maucourant (2000) rappelle l'influence de Marx sur Polanyi, notamment à travers l'idée que la modernité libérale entre en contradiction avec la nature humaine. Dans un essai écrit à l'époque de la réception au Royaume-Uni des textes de jeunesses de Marx à partir de 1932, Polanyi, à l'instar d'autres intellectuels de la gauche chrétienne, se propose d'assimiler les apports du « jeune Marx » à la pensée chrétienne de gauche. Ce qui permet ce rapprochement, selon lui, réside précisément dans le fait que Marx part d'un concept anthropologique de la nature humaine, qui implique que son concept de socialisme correspond à la communauté retrouvée : « dans une société socialiste, les éléments naturels [de la relation de l'homme à la nature tels que le travail, les matières premières, les moyens de production, les besoins humains] seraient toujours présents, mais ils seraient dépouillés de leur forme capitaliste [de travail salarié, capital, demande, pouvoir d'achat] et apparaîtraient dans leur véritable caractère [...]. L'homme se débarrasserait ainsi des pseudo-réalités qui lient la vie actuelle et entrerait dans un état de liberté dans lequel sa relation avec ses semblables ne serait plus falsifiée par des éléments illusoires » (Polanyi, 1990, p. 122).

Dans la perspective institutionnaliste qui est la nôtre, ce recours ne va pas de soi. Tout d'abord, parce que la compatibilité d'un élément central des conceptions marxistes, la théorie de la valeur-travail, avec la possibilité d'une pensée de l'institution monétaire a été généralement écartée. Cartelier et Benetti, tenant·es de l'analyse monétaire, lui substituent une théorie de la valeur plus proche des conceptions keynésiennes telles qu'elles ont pu être raffinées, par exemple, par Bernard Schmitt et Alvaro Cencinci : réduisant la théorie de la valeur-travail à une mesure de la valeur par le travail et de ce dernier par sa durée – ce qui est en soi réducteur (Tran, 2003a, p. 144-151) – ils aboutissent à des contradictions logiques qui les amènent à préférer une mesure de la valeur par les salaires distribués (Schmitt et Cencini, 1976, p. 99). Une autre ligne de critique est représentée par la thèse d'Orléan selon laquelle la théorie marxiste repose sur une conception substantialiste de la valeur, qui nierait tout rôle fondamental au moment de l'échange et se propose de dissocier théorie marxiste du fétichisme et théorie de la valeur-travail.

Ces objections peuvent être à notre sens être levées, dès lors qu'on réalise une lecture monétaire de la théorie marxiste qui fait la part belle au concept de forme, telle qu'en proposent la Nouvelle Interprétation (Duménil, 1980 ; D. K. Foley, 1982), l'approche temporaliste (Husson, [1980] 2018 ; Kliman, 2007) ou encore l'approche macro-monétaire de Moseley (2016). Il est alors possible de montrer que la valeur-travail ne correspond pas à une conception substantialiste (Dardot, 2014). La mesure de la valeur par des grandeurs monétaires ne s'oppose pas à la conception marxiste de la valeur, mais en constitue au contraire l'essence-même. L'une des simplifications est qu'il n'est plus nécessaire de rejeter le concept marxiste de monnaie comme anti-marchandise pour fonder une authentique pensée de l'institution monétaire (Tran, 2003a,b).

Mais, surtout, cette mise en rapport du marxisme et de l'institutionnalisme est problématique : l'existence d'une conception marxiste de l'institution instituante ne fait pas consensus. Ainsi, pour Gislain (2003), si Marx est l'un des premiers économistes à historiciser les catégories économiques contre toute conception naturalisante des institutions, une certaine lecture de sa distinction entre superstructure et infrastructure reconduirait l'exogénéité des institutions. Au « vrai monde matériel des rapports de productions et des forces productives constitutifs du mode de production historique » (ibid., p. 27) s'opposerait les institutions-cadres ou simples reflets de la réalité économique sous-jacente. À l'économisme de l'approche orthodoxe libérale s'opposerait un autre économisme, marxiste cette fois. Sa particularité ne serait pas tant de voir dans les institutions la source des imperfections ou des perturbations de la réalité économique mais plutôt comme un levier essentiel de la régulation d'un mode de production intrinsèquement instable (Aglietta, 1982). Si l'économie n'est plus vue comme naturelle, elle n'en serait pas pour autant instituée.

Gislain en conclut que l'institution au sens marxiste jouerait un rôle secondaire par rapport au véritable objet de l'analyse économique : la réalité sous-jacente de l'infrastructure. Le schéma infrastructure/superstructure reconduirait la distinction entre économie pure et appliquée. Gislain y voit l'explication des « difficultés [...] à concilier l'économie politique marxienne et l'institutionnalisme quant à la question des institutions économiques ; ces dernières, comme concept et comme réalité, ne sont pas les mêmes dans les

deux approches et ne renvoient pas à la même compréhension du monde économique. » (Gislain, 2003, p. 28).

... et sa transformation du point de vue du marxisme constructiviste

Reste que cette lecture du marxisme n'est pas la seule possible[65]. Plutôt que de voir dans le marxisme un dualisme d'objets, il est possible d'adopter une lecture qui envisage la réalité sociale comme traversée par une dualité de rapports, intrinsèquement liés, mais non réductibles l'un à l'autre. Substituer à cette dualité de rapports coextensifs l'idée d'un dualisme d'objets disjoints conduit effectivement à identifier un divorce entre l'infrastructure, entendue comme le champ d'application de la théorie économique pure, qui étudie les mécanismes fondamentaux, et la superstructure, conçue comme celui de l'économie appliquée, qui s'intéresse aux formes institutionnelles.

Il est vrai que Marx fait état de façon récurrente, dès sa polémique avec les socialistes ricardien·nes et autres proudhonien·nes dans les *Grundrisse*, de son opposition à un certain volontarisme politique découlant d'une lecture trop unilatérale de l'institution comme essentiellement instituante. Pour Proudhon, par exemple, il « suffirait » d'une réforme monétaire élevant toutes les marchandises au statut d'équivalent général dans le cadre de son projet de Banque de Peuple, pour en finir avec l'iniquité et les maux du capitalisme. Énumérant les « diverses formes civilisées de la monnaie – monnaie métallique, monnaie de papier, monnaie de crédit, monnaie-travail (cette dernière en tant que forme socialiste) » (Marx, [1980] 2018, p. 79), Marx concède que l'une ou l'autre forme peut se révéler mieux adaptée à des niveaux de développement des forces productives dans le cadre du mode de production capitaliste. Mais c'est pour immédiatement souligner qu'aucune d'entre elle ne peut réellement dépasser les contradictions inhérentes à l'argent comme rapport de production.

Dans la mesure où, précisément, elles ne sont que des modalités alternatives de matérialisation de ce rapport de production, elles ne peuvent dépasser l'unité contradictoire de la valeur et de la valeur d'usage découlant de la forme-marchandise des produits humains : les bons de travail des socialistes utopistes n'en représentent pas moins la valeur que la monnaie de crédit des grandes banques ou que le papier-monnaie des gouvernements bourgeois. Ils ne constituent donc en rien un dépassement du mode de production capitaliste, mais simplement sa continuation sous de nouvelles formes. Autrement dit, la créativité institutionnelle est toujours contrainte par la structure du mode de production dans laquelle elle se meut.

C'est d'ailleurs ce pourquoi l'abolition de l'argent dans son sens marxiste n'est pas identique à la fin du *cash*, qu'on envisage cette dernière favorablement (M. King, 1999; Rogoff, 2015), ou à l'inverse de façon critique (Aglietta et Scialom, 2002; Scialom, 2003). Lorsqu'il est fait référence, dans la littérature sur les monnaies alternatives, à la fin de l'argent, c'est pourtant à cette disparition des espèces qu'on renvoie, soit que l'on considère que les crypto-monnaies contribuent à populariser cette idée (Hütten et Thiemann, 2017), ou alors que les monnaies alternatives constituent la fin de l'argent en ce qu'elles modernisent les systèmes de paiement en contribuant à rendre centrales les pratiques de *credit clearing* (Greco, 2009).

D'une part, comme le remarque Monvoisin (2013), que les espèces disparaissent ne signifie évidemment pas la fin de l'institution marchande

[65] Elle semble par ailleurs rejetée explicitement par ses fondateurs comme le rappelle Engels dans une lettre de 1890 à J.Bloch : « D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx, ni moi n'avons jamais affirmé davantage. Si, ensuite, quelqu'un torture cette proposition pour lui faire dire que le facteur économique est le seul déterminant, il la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde. La situation économique est la base, mais les divers éléments de la superstructure — les formes politiques de la lutte de classes et ses résultats, les Constitutions établies une fois la bataille gagnée par la classe victorieuse, etc., les formes juridiques et même les reflets de toutes ces luttes réelles dans le cerveau des participant·es, théories politiques, juridiques, philosophiques, conceptions religieuses et leur développement ultérieur en systèmes dogmatiques, exercent également leur action sur le cours des luttes historiques et, dans beaucoup de cas, en déterminent de façon prépondérante la forme ».

du compte et du paiement, soit l'argent, puisque la forme scripturale de l'argent « nécessite toujours une unité de compte abstraite permettant de libeller les dettes » (Monvoisin, 2013, p. 203-204). D'autre part, plus fondamentalement, Marx critique précisément cette idée que le système de crédit pourrait s'émanciper de sa base monétaire, en laissant inchangée la structure marchande de la production.

Pour que la substitution de formes scripturales aux espèces correspondent réellement à la fin de l'argent, il faudrait modifier la forme de la production de façon à ce qu'il ne soit plus nécessaire au crédit de se faire monnaie, ce qui correspond à une modalité de socialisation des activités de production qui ne passerait plus par la contrainte monétaire. En retour, Marx tend à identifier le passage au socialisme à la possibilité enfin réelle d'émanciper le système de crédit de sa base monétaire (De Brunhoff, 1976), ce qui pourrait correspondre à une création monétaire libérée de la dette, car prenant la forme non d'un crédit, mais d'une subvention (Friot et Lordon, 2021, p. 44-52).

On peut y lire, comme Gislain, la preuve que Marx est essentiellement le dernier des économistes classiques et qu'il reconduit le divorce entre réalité économique fondamentale et formes institutionnelles contingentes (Gislain, 1990). De fait, cette lecture économiciste de Marx est sans doute rendue possible par les ambiguïtés de l'auteur lui-même, qui peine parfois à expliciter en quoi son concept d'institution a une « efficience propre à même les rapports sociaux de production » (Dardot, 2014, p. 144). Il s'inspire d'ailleurs du modèle newtonien de la loi de la gravité pour conceptualiser la loi de la valeur : ni absolue, comme le pense l'économie politique classique, ni purement relatif, comme le soutient l'économie « vulgaire » – on dirait aujourd'hui standard – la valeur d'une marchandise correspond en réalité à une possibilité latente de la marchandise, qui n'est actualisée, c'est-à-dire n'existe qu'à travers sa mise en relation avec une autre marchandise, de la même façon que la gravité n'est qu'une virtualité tant qu'il n'existe qu'un seul corps pesant[66].

Mais, d'un autre côté, Marx lui-même n'a de cesse de distinguer les lois naturelles, comme la loi de la gravité, et les lois sociales qui se présentent comme des lois naturelles, mais qui ne sont que le reflet d'une certaine façon d'organiser la reproduction sociale, soit, à la lettre, d'une certaine institutionnalisation spécifique de l'économique. Autrement dit, plutôt que de décréter que marxisme et institutionnalisme sont par essence incompatibles, nous voulons plutôt explorer la possibilité de s'appuyer sur Marx pour tenter une ré-élaboration du concept d'institution comme « celui de règles ou de normes dont la mise en place ne procède pas de "conventions"[67] et dont la logique est de produire des sujets qui se rapportent à eux-mêmes comme des valeurs à valoriser toujours plus » (ibid., p. 144).

L'institution instituante, dans sa version spécifiquement marchande et capitaliste, du point de vue marxiste, est donc à chercher dans les modalités de mise en forme d'une certaine subjectivité, l'individu marchand, et d'une certaine objectivité, la marchandise. Alternativement, une institution instituante non marchande renvoie à la constitution de formes de subjectivité et d'objectivité non marchandes. C'est donc à même le concept de rapport de production, puisque c'est à partir de ce dernier que Marx dérive la forme-sujet et la forme-objet généralement marchandes, puis spécifiquement capitalistes, qu'il faut envisager le capitalisme comme système de normes sociales.

66 La charge en substantialisme qui a été dirigée contre la théorie marxiste de la valeur apparaît ainsi, dans cette lecture, sans objet : la valeur n'est pas une chose, mais une relation potentielle des produits du travail humain ; actualisée dans le contexte d'une situation d'échange d'équivalents, elle s'incarne certes dans une quantité délimitée d'une chose, à savoir la monnaie, mais elle ne se réduit pas à cette quantité. S'il n'y a pas de valeur sans forme-valeur, soit sans prix, il reste qu'il n'est pas légitime d'identifier valeur et prix.

67 Dardot ne semble pas exactement faire référence à ce que les économistes conventionnalistes entendent par conventions, qui ne résultent précisément pas nécessairement d'accords explicites entre acteur·ices. Il s'agirait ainsi de la notion commune de sens commun plutôt que du concept précis de l'École des Conventions.

Ainsi, il y a dans les catégories marxistes les éléments d'un programme de recherche véritablement institutionnaliste[68]. Il doit partir du contraste avec une certaine conception réductrice du changement institutionnel, celle des socialistes utopiques résultant de l'« insuffisance intellectuelle [consistant] à croire qu'il suffit de promulguer politiquement de nouvelles institutions économiques pour que la réalité économique se plie adéquatement à cette volonté de réforme ou de révolution économique » (Gislain, 2003, p. 35).

Marx ne dit pas des réformes monétaires qu'elles sont en soi inutiles. Bien plutôt, il essaye de penser des conditions précises qui leur permettraient d'acquérir une efficacité réelle. Selon lui, il est ainsi « impossible de supprimer l'argent lui-même, tant que la valeur d'échange demeure la forme sociale des produits, [il] est nécessaire de bien comprendre cela, pour ne pas se fixer de tâches impossibles, pour connaître les limites à l'intérieur desquelles des réformes monétaires et des transformations de la circulation peuvent donner une configuration nouvelle aux rapports de production et aux rapports sociaux dont ils sont la base » (Marx, [1980] 2018, p. 102). L'histoire monétaire met en évidence la succession des instruments monétaires au cours de l'époque moderne ainsi que leurs conséquences économiques et sociales[69], le développement récent des crypto-monnaies n'étant que le dernier épisode de ce processus. Pour Marx, cependant, au-delà de cette grande diversité, ce qui est commun à l'ensemble de ces instruments monétaires est d'être des moyens d'expressions du caractère social des produits, vérification de la socialité des travaux qui les ont produits selon des modalités spécifiques. Autrement dit, pour Marx, ce qui permet de véritablement s'extraire des contradictions de la forme-argent, soit de l'institution marchande du compte et du paiement, doit consister à substituer aux procédés marchands de socialisation des travaux privés d'autres mécanismes. C'est la condition pour qu'une transformation qualitative du compte et du paiement ait lieu.

Cela suppose de recouvrer une série de distinctions qui préviennent la réduction du marxisme à un économisme, réduction seulement légitime si le concept de base ou d'infrastructure est directement identifiable aux forces productives en tant que celles-ci ont un rôle fondamental dans le développement historique. Cela consiste en une représentation des forces productives comme « la substance vivante de la société » et les rapports de production comme « des formes passives, inertes par elles-mêmes, recevant du dehors leur loi de développement comme leur arrêt de mort » (Sève, [1980] 1983, p. 182). Mais on sait que ce que Marx entend par infrastructure correspond en réalité en la conjonction de deux séries de rapports, forces productives d'une part, rapports de production de l'autre, dont l'unité contradictoire telle qu'elle se manifeste dans la division technique du travail est proprement instituante.

À moins de réduire donc l'infrastructure à une série de déterminations purement techniques et matérielles, il n'est pas possible de présenter Marx comme un penseur du caractère secondaire et dérivé des institutions. Les deux séries de rapports ne sont pas extérieures l'une à l'autre[70], comme Marx l'écrit dans *Misère de la philosophie*, « l'atelier, qui repose sur l'application des machines, est un rapport social de production » (Marx, [1847] 1948, p. 141). De la même façon que tant les forces productives que les rapports de production, soit la série de rapport humanité-nature et humanité-humanité, jouent un rôle moteur dans le développement historique, tant l'infrastructure que la superstructure, dans laquelle Gislain cantonne les institutions, sont centrales.

[68] Auquel, en ce qui concerne plus spécifiquement la question de l'institution monétaire, il est utile de revenir aux contributions de De Brunhoff et de Nelson. La comptabilité entre une certaine interprétation constructiviste du marxisme et économie des conventions a par ailleurs été très tôt soulignée (Poulain, 1992), même si cela n'est pas allé pas sans débats (Lapidus, 1993 ; Segura, 1995). Les perspectives du marxisme sociologique d'Olin Wright et Burawoy indiquent également qu"institutionnalisme et marxisme sont articulables l'un à l'autre. Les trois thèses fondamentales du marxisme sociologique sont les suivantes : la thèse de la reproduction sociale des rapports de classe, ce qui renvoie à la façon dont les actions institutionnellement contraintes des individus reconduisent ces contraintes en les reconstituant ; la thèse des contradictions du capitalisme, dont découle une tendance systématique à l'érosion et à la perte d'efficacité des solutions institutionnelles aux problèmes de la reproduction sociale ; la thèse de la crise et du renouvellement institutionnel, conjonction des deux thèses précédentes, qui fonde la possibilité d'alternatives émancipatrices et assigne aux chercheur·ses, parmi d'autres tâches, celle de repérer dans le réel les mécanismes générateurs qui constituent des germes de ces « utopies réelles ». Ce qui suppose donc d'aborder l'analyse par le prisme de la reproduction contradictoire des rapports de classe (Burawoy et Olin Wright, 2021, p. 49-51) plutôt que par l'idée d'une éternité supposée des formes sociales dominantes, à l'exemple de l'argent comme forme fétichisée du temps de travail.

[69] Un exemple d'innovation monétaire controversée est l'introduction des billets de petites dénominations que la Banque de France, réticente, s'est vue contrainte d'initier au cours du XIXe siècle (Baubeau, 2020).

[70] L'hypothèse inverse fonde la fameuse « loi de la correspondance nécessaire » entre niveau de développement des forces productives et caractère des rapports de production à l'origine de l'interprétation très mécaniste et économiciste du marxisme qui a prévalu dans le bloc de l'Est.

Lucien Sève distingue ainsi le rôle fondamental des forces productives et de l'infrastructure vis-à-vis respectivement des rapports de production et de la superstructure et le rôle décisif de ces derniers vis-à-vis des premiers. *Fondamental* : l'infrastructure, et, en dernière analyse, les forces productives déterminent rapports de production et institutions formellement possibles à un moment donné. *Décisif* : « l'histoire des rapports de production, et, à travers elle, la classe possédante, ***choisit*** en permanence, à travers une infinité de luttes économiques, politiques et idéologiques, de contradictions secondaires et de hasards, les développements ***possibles*** des forces productives qui lui ***conviennent*** » (Sève, [1980] 1983, p. 194).

C'est finalement rejoindre la tradition constructiviste du marxisme (Sobel, 2016) et admettre que les formes institutionnelles (superstructure) sont inséparables du – et internes au – contenu (infrastructure) qu'elles expriment. En tant qu'elles jouent un rôle décisif dans la réduction des possibles formels aux possibles réels, les formes institutionnelles sont proprement instituantes. Elles ne réduisent pas à l'infrastructure et ont d'ailleurs leur mouvement propre, distinct. La distinction marxiste entre infrastructure et superstructure ne délimite pas le champ de l'économie pure de celui de l'économie appliquée, mais, au contraire, de deux aspects des formations sociales en tant qu'ils sont indissociables.

Ce faisant, on ne cède pas à la « confusion conceptuelle qui ferait par exemple d'un rapport de production au sens de Marx une "forme institutionnelle" » (Gislain, 2003, p. 28), puisqu'on ne confond pas infrastructure et superstructure, mais qu'on les saisit dans leur unité dialectique, soit dans l'unité de leur différence et de leur identité. Lorsque Marx écrit par exemple que « les formes juridiques dans lesquelles ces transactions économiques se présentent comme des actes délibérés de la part des intéressés, comme manifestation de leur volonté commune et comme des contrats dont on peut légalement imposer l'exécution à l'autre contractant, ne peuvent pas, en tant que simples formes, déterminer le contenu lui-même » (Marx, [1894] 1976, p. 320), il ne s'agit pas d'identifier les formes institutionnelles à des contingences, à du superflu, vis-à-vis du contenu, correspondant à l'essence profonde de la réalité économique.

Ce n'est pas dire que le droit est une excroissance sans importance de l'économique, mais, à l'inverse, comprendre qu'« il n'y a pas de rapports de production pré-légaux » (Banaji, 2010, p. 42). Les concepts légaux sont partie intégrante – instituante – de l'infrastructure, qui n'a pas autrement d'existence concrète. Par exemple, des rapports de production capitalistes présupposent la disposition de travailleur·ses « libres ». Les rapports de production marchands, quant à eux, impliquent les concepts de propriété privée et de contrats. De la même façon que la valeur n'a pas d'existence prémonétaire, de sorte qu'elle n'existe que dans, en raison de et à travers la forme-valeur, soit l'institution marchande du compte et du paiement, il n'est pas possible de considérer qu'il existe des intérêts économiques prélégaux. Ceux-ci n'existent que dans, en raison de et à travers un régime juridique donné (Kelman, 1987). En d'autres termes, les rapports de production ne sont pas directement des institutions. On peut dire que les institutions dans un sens marxiste sont la mise en pratique concrète des rapports de production, les modalités par lesquelles ces derniers existent réellement et acquièrent une efficacité sociale. L'institution entendue comme règle du jeu apparaît

alors comme la forme de la mise en mouvement des rapports de production fondamentaux.

En retour, on peut avancer que ces derniers sont l'envers matériel des institutions, suivant en cela la distinction de Sève entre le fondamental et le décisif. Il ne faut pas comprendre autrement le fameux primat de la production, tant et si souvent décrié, qui correspond pourtant à l'exigence d'une fondation de l'analyse institutionnelle au plus près de la façon dont les individus gagnent leur vie. C'est d'ailleurs en ce sens que Bernard Friot parle d'« institutions » ou de « conventions de la valeur » (Friot, 2010, 2012a) : qu'elles soient de type capitaliste ou communiste, elles ne renvoient pas d'abord à la question de la répartition d'une valeur ajoutée qui serait donnée une fois pour toute, mais engagent au contraire la définition même de ce qui est considérée à un moment donné comme valeur, soit quelles activités ont valence de travail productif.

C'est dire que cette notion de convention ne renvoie pas à un arrangement interindividuel, mais directement au niveau macroéconomique de la répartition primaire. Nul économisme donc, puisqu'on ne déduit pas le non-économique d'un « économique » plus fondamental. Au contraire, à rebours d'un certain idéalisme qui prend dans les sciences sociales la forme d'un constructivisme radical, on essaie de discerner comment tant l'économique que le non-économique sont fondés matériellement – et, par là-même, limités dans leur variabilité.

La MonedaPAR se présente à la fois comme une forme possible – parmi d'autres – de l'institution marchande du compte et du paiement, caractérisée par une unité de compte nominale spécifique (la *MPAR*), d'une modalité d'accès aux moyens de paiement (par le biais d'*avales*) ainsi que d'un système de règlement des soldes (il n'y a pas de mécanisme de retour automatique à l'équilibre, mais des mécanismes sociaux de contrôle de l'excès d'accumulation ou de déficit). Elle partage avec l'euro, comme avec le *peso* argentin, la condition de rapport de production marchand. Ainsi, elle appartient à la reproduction sociale spécifiquement marchande, fondée sur le fait essentiel que l'on ne produit pas directement pour des besoins sociaux, mais d'abord pour vendre le produit de son travail de façon à pouvoir acquérir celui des autres : les processus de travail privé ne sont validés socialement qu'*ex post* (Harribey, 2008). D'autres mécanismes de validation des travaux individuels, qui ne passent pas par l'égalisation des produits de ces travaux avec l'équivalent général, sont néanmoins concevables, qui renvoient alors à des institutions non marchandes-capitalistes du compte et du paiement.

Par ailleurs, la MonedaPAR se veut fondée exclusivement sur des rapports de production de type marchand et exclut, au moins rhétoriquement, toute référence aux rapports de production capitalistes en refusant, sauf dans certaines limites étroites, les formes de salariat ou les pratiques capitalistes classiques de crédit. L'étudier permet de saisir sur le vif les effets sociaux des conclusions programmatiques de certains institutionnalistes monétaires, consistant à substituer à l'abolition de la propriété privée des moyens de production l'idéal d'une égalité devant l'émission des moyens de paiement[71]. Peut-on ainsi opposer Marché et Capital et quelles en sont les implications ? Symétriquement, dans quelle mesure peut-on parler d'une subversion des institutions capitalistes de la valeur à travers les actions des membres de la MonedaPAR ?

[71] On pense principalement à Cartelier (1995, 2017, 2018), qui est explicite là-dessus. On peut consulter par exemple la discussion de la coexistence problématique entre l'inspiration marxienne et l'influence wittgensteinienne dans les travaux des fondateurs de l'analyse monétaire par Berthoud (2013). Plus généralement, ce thème de la propriété privée des moyens de paiement substitué à celui de la propriété privée des moyens de production est partie intégrante de l'institutionnalisme monétaire, qui insiste précisément sur l'ambivalence de l'argent, comme bien commun capturé par des intérêts privés. D'autres auteurs s'intéressant aux monnaies alternatives envisagent de façon positive la possibilité ouverte par les monnaies alternatives de sortir du capitalisme en s'orientant vers la production marchande simple (*petty commodity production*) (Kavčič, 2016).

La problématique se précise : on est parti avec l'idée de donner un contenu positif à ce que pourrait être une alternative à l'argent. Cela peut se comprendre comme le passage d'une institution marchande du compte et du paiement à une institution non marchande du compte et du paiement. Or, ce qui caractérise la forme marchande du compte et du paiement est le fétichisme qu'elle génère, c'est-à-dire le fait que les créations des humain·es en viennent à régir les existences de ces dernier·es sous la forme de lois apparemment impersonnelles et naturelles. Une version non marchande du compte et du paiement doit donc permettre de lever ce fétichisme et de faciliter un contrôle direct tant sur la production sociale que sur les nécessités sociales, ainsi que sur les procédés d'ajustements de l'une aux autres. En d'autres termes, une institution non marchande du compte et du paiement est nécessairement non fétichiste et implique des mécanismes régulateurs non marchands, alternatifs à la loi de la valeur.

Il est à cet égard frappant de constater l'absence de réponses consensuelles sur ce qui devrait, pour les différents courants marxistes, remplacer les médiations marchandes. Les divergences sont grandes entre les modèles de socialisme. Coutrot (2020) en identifie trois : les modèles de « socialismes de marché », les modèles de « socialismes participatifs électroniques » et les modèles de « socialisme autogestionnaire ».

Les premiers reviennent à considérer les médiations marchandes comme indépassables et proposent de les réguler de façon à converger vers l'idéal walrasien de marchés purs et parfaits[72]. Les seconds rejettent les médiations marchandes, jugées incapables d'évaluer correctement à la fois les coûts de production réels et les besoins sociaux, soit la désirabilité des différentes activités de production, tout en induisant une logique de concurrence incompatible avec le projet socialiste. Ils leur substituent divers mécanismes non marchands de coordination, censés être d'autant plus crédibles que les nouvelles technologies de l'information ont connu des progrès rapides sur les dernières décennies[73].

Les derniers prônent une socialisation des mécanismes marchands : il ne s'agit plus tant simplement de les réguler, mais de les transformer, en retenant par exemple les marchés des biens et services tout en pensant des modalités non marchandes d'allocation du travail et du capital (Andréani et Féray, 1993 ; Devine, 1988 ; Elson, 1993 ; Schweickart, [2002] 2011). Ces travaux font souvent référence à l'autogestion yougoslave (Samary, 1988).

Coutrot omet néanmoins de mentionner les conceptions de courants plus marginaux, au sein de la tradition socialiste (Nelson et Timmermann, 2012 ; Rubel et Crump, 1987), dont il serait pourtant intéressant d'évaluer les apports à ces perspectives de socialisation des marchés dans le cadre d'un socialisme autogestionnaire défendu par les théoricien·nes de ce troisième courant. L'un de ces courants, le conseillisme (Barrot et Authier, 1976 ; Bourrinet, 2016 ; Bourseiller, 2003 ; Dubigeon, 2017), a proposé une contribution originale aux théories des bons de travail (GIK, 1930). Il est ainsi légitime de le considérer comme un courant précurseur des expériences récentes de monnaies alternatives au même titre que des théoriciens comme Gesell ou Proudhon, auquel il est plus spontanément fait référence dans la littérature portant sur ces expériences (Blanc, 2002 ; Yuki, 2021b,c).

Ce travail se veut donc aussi une contribution au débat sur les différents modèles de socialisme. En particulier, il s'agit de montrer en quoi les perspectives de socialisation du marché ne peuvent pas être rapprochées

72 Ces travaux admettent la pertinence des arguments autrichiens à l'encontre de la possibilité d'un calcul économique rationnel dans un modèle de socialisme de marché, c'est-à-dire acceptent la victoire de von Mises ([1935] 1975) et von Hayek (1948) sur leurs contradicteurs socialistes, notamment Neurath ([1925] 2004) et Lange et F. M. Taylor (1956). On peut citer Roemer (1994, 1996) et, avec lui, une partie importante du marxisme analytique. Le marxisme sociologique d'Olin Wright et Burawoy, qui défendent la nécessité de développer des « utopies réelles », s'y rattache (Burawoy et Olin Wright, 2021 ; Olin Wright, 2010). C'est également Nove (1991), dont les conceptions ont joué un certain rôle dans les propositions de réformes de l'ère Gorbatchev ou encore Bowles et Gintis (1998).

73 Cela renvoie aux conceptions de Mandel (1986), d'Albert et Hahnel (1999) ou encore de Cockshott et Cottrell ([1993] 2000). Selon des modalités diverses, ces auteurs préconisent des procédés de capture des coûts de production et des besoins sociaux par voie technologique et/ou démocratique. Leurs propositions se caractérisent par un haut degré de centralisation, ce qui les positionnent dans la filiation des travaux d'Oskar Lange ou, encore, dans une moindre mesure, d'Otto Neurath.

des modèles de socialisme de marché[74] en les rapprochant des modèles de socialismes décentralisés non marchands (Rubel et Crump, 1987) ; d'autre part, aux discussions sur le statut et les possibilités ouvertes par les expériences de monnaies alternatives, en les mettant en perspective d'un épisode resté relativement dans l'ombre du développement de la théorie des bons de travail, les communistes des conseils étant beaucoup moins visibles dans la littérature scientifique et militante que des précurseurs comme Owen, Warren, Pare, Proudhon, Bray, Gray ou encore Gesell. Il s'agit étudier la MonedaPAR à la recherche de tels principes régulateurs non marchands potentiellement en gestation. Ces derniers renvoient à des modalités non marchandes d'allocation des ressources aux différentes branches d'activités, ce qui se manifeste sous le capitalisme dans la validation sociale des travaux privés et des principes de mise en équivalence des produits du travail distincts du processus d'abstraction des travaux concrets par le biais de la médiation monétaire (Tran, 2003a, p. 51-52). La possibilité d'une bifurcation des alternatives monétaires vers une alternative à l'argent en dépend.

[74] Les thèses d'un des partisan·es du socialisme autogestionnaire, Andréani (2001), vont à l'inverse vers un rapprochement des deux modèles.

Plan de la thèse

En définitive, l'objectif général de cette thèse est de préciser un contenu positif possible au concept marxiste d'abolition-dépassement de la monnaie, afin de ne plus le confondre avec la disparition pure et simple de tout compte et paiement. Au fond, on formule l'hypothèse de la pertinence des concepts marxistes dans l'analyse des expériences de monnaies alternatives contemporaines, dans l'exploration de leurs limites mais aussi des pistes qu'elles ouvrent. Autrement dit, expliciter ce que pourrait signifier l'abolition-dépassement de l'argent en revenant aux concepts marxistes ne signifie pas avancer une théorie normative de ce qui *devrait* être fait de l'institution monétaire dans sa forme actuelle. La description conceptuelle qui est visée n'est pas une prescription. Il s'agit simplement de faire jouer le cadre théorique marxiste au contact de matériaux ethnographiques et statistiques portant sur une expérience concrète de monnaie alternative : à partir de ce que les membres de la MonedaPAR tentent de faire, on peut proposer une théorie de ce qui *pourrait* être fait.

Ce travail s'inscrit donc dans une démarches d'économie institutionnaliste : « l'économie est étudiée comme un ensemble de processus évolutifs des institutions économiques [amenant les institutionnalistes] à défendre un idéal normatif concernant les institutions économiques [...] sans aucunement faire référence à ce qui serait une nature économique universelle » (Gislain, 2003, p. 20). Si l'économie est définie par les institutions qui la sous-tendent en tant qu'elles sont historiquement et géographiquement spécifiques, alors il est légitime de mener des analyses économiques dans la perspective de leur réforme[75].

Dans cette perspective, l'analyse proposée n'est pas plus normative que ne le serait une démarche qui consiste à analyser les expériences de monnaies alternatives en partant du postulat qu'il est possible d'opposer le marché au capital, bref, en supposant implicitement que la production marchande est le dernier mot de l'histoire. Au fond, il s'agit d'évaluer ce qui, dans l'expérience de la MonedaPAR, permet d'avancer des éléments de réponses aux deux interrogations suivante : s'il est jugé nécessaire de dépasser l'argent (jugement de valeur), quel contenu précis peut-on associer à ce dépassement (jugement de fait) ? En quoi peut-on repérer dans les expériences de monnaies alternatives des esquisses d'alternatives à la monnaie, au marché, donc au capital ?

Le premier chapitre est consacré à un exercice habituel en sociologie mais moins courant en économie : il s'agit du chapitre réflexif, où nous présentons les conditions pratiques de la recherche « en train de se faire ». Dans un premier temps, il s'agit de revenir sur les rapports entre économie et sociologie, pour préciser le positionnement épistémologique de ce travail ; d'exposer les implications de la méthodologie rétroductive qui en découle ; enfin, de détailler comment sa mise en pratique peut dessiner les contours de ce qui pourrait être une pratique économiste de l'ethnographie. Dans un second temps, nous exposons ce qui a été la politique du terrain, c'est-à-dire à la fois les modes de production des données pour lesquels nous avons opté et la façon selon laquelle nous avons connu la MonedaPAR et négocié inscription et maintien sur le terrain.

[75] Au sujet de la question épineuse du rapport de l'entreprise scientifique aux valeurs„ on peut rappeler quelques éléments. Kalinowski, traductrice de Weber, écrit, au sujet de la réception de la « conférence sur la science » de Max Weber, publiée en français en 1959 : « la traduction de *Le Savant et le Politique*, préfacée par Raymond Aron et résumée dans un petit nombre de notions comme celle de "neutralité axiologique", [est] utilisée dès les années 1960 dans les écoles de la haute administration française et dans les universités comme une arme de prédilection pour disqualifier tout engagement politique trop extrémiste » (Kalinowski, 2005). À l'encontre d'une conception militante de la neutralité axiologique conduisant à une quête d'objectivité factice, Bourdieu défend la légitimité d'une science engagée. Néanmoins, la possibilité d'une science engagée légitime reste indexée sur la défense de l'autonomie du champ scientifique vis-à-vis des autres champs de l'activité sociale, comme condition de possibilité d'une véritable objectivité scientifique militante. Ainsi, tant la position d'Aron que la critique de Bourdieu reposent sur l'hypothèse implicite qu'il n'y a rien à interroger dans cette notion d'objectivité scientifique fondée sur l'autonomie du champ scientifique. Le féminisme matérialiste interroge précisément ce présupposé. Ainsi, Colette Guillaumin, s'oppose à cet implicite en soulignant que « le fait que certaines analyses peuvent passer pour neutres et purement objectives est un effet de la domination » (Guillaumin, 1981). Plutôt qu'une recherche d'objectivité, on veut maintenir un effort constant d'objectivation du rapport aux valeurs.

Le second chapitre propose quelques éléments de contextualisation historique : pour comprendre le contexte d'émergence de la MonedaPAR, parfois caractérisée de « Bitcoin péroniste », il faut donner quelques éléments sur la trajectoire socio-économique de l'Argentine, en présentant la dernière grande crise qu'a connu l'économie Argentine, la crise de la Convertibilité en 2001, mais également en mentionnant l'irruption du péronisme au milieu du xxe siècle. Cette identité et mouvement politique atypique est à l'origine de la bi-dimensionalité spécifique de l'espace politique argentin.

Le troisième chapitre part de ces différents éléments pour resituer les trois stratégies de développement successivement explorées de la MonedaPAR par rapport aux trois innovations institutionnelles qui émergent de la dernière grande crise économique qu'a traversé ce pays à partir de 2001. Clarifier le rapport de la MonedaPAR vis-à-vis des entreprises récupérées, des clubs de *trueque* et des quasi-monnaies fiscales provinciales permet de proposer une première approximation de la nature de l'expérience et donc des possibilités qu'elle ouvre.

Le quatrième chapitre s'attache à retracer plus précisément les modalités de son élaboration, à la croisée de deux groupes aux caractéristiques sociales fortement divergentes. Crypto-monnaie sociale, elle réunit des crypto-enthousiastes aux convictions politiques plutôt libertariennes et des sympathisant·es de différentes idéologies qu'on peut dire, pour aller vite, « de gauche » autour d'une commune remise en question du rôle de l'intervention étatique et des modalités de construction d'une nouvelle communauté. La coexistence de ces deux groupes induit une juxtaposition de deux formes de gouvernance. L'une, qu'on appelle « technique », passe par la définition des règles du jeu à l'origine de l'infrastructure technologique de l'expérience. L'autre, envisagée « sociale », s'attache à construire après plusieurs itérations une forme d'auto-gouvernement étendant l'idéal d'auto-gestion structurant la pratique des entreprises récupérées de la sphère de la production à la sphère de la circulation et à l'institution monétaire.

Le cinquième chapitre mobilise les données de la *blockchain* sur laquelle est construite la MonedaPAR pour dresser une présentation synthétique de sa structuration. Marginale du point de vue du nombre d'utilisateur·ices régulier·es, la MonedaPAR se maintient néanmoins dans le temps. L'Analyse en Composantes Principales (ACP) permet de construire de l'espace inter-temporel de l'expérience dans lequel les « individus » sont les nœuds, ces groupes locaux de la MonedaPAR, aux divers mois de leur existence. Plutôt qu'une typologie stabilisée des nœuds, on peut en tirer une typologie de leurs états, selon deux axes : entre centralisation et décentralisation et entre activité forte et activité faible. Si la MonedaPAR persiste, les indicateurs tirés de la *blockchain* suggèrent une fluidité et un manque de stabilisation de l'expérience qui n'en finit plus de commencer. Néanmoins, il est également possible que des indicateurs d'une autre nature permettraient de conclure autrement : on propose de compléter les données de la *blockchain* par les données ethnographiques, tant qualitatives (observations, entretiens) que quantitatives (relevés des prix dans différents nœuds).

Le sixième chapitre s'attache ainsi à caractériser plus finement le projet des fondateur·ices et la façon dont il s'incarne et dont il est réinvesti par les acteur·ices qui la rejoignent. La MonedaPAR est ainsi envisagée comme une tentative de recréer des marchés solidaires. Ce dernier concept renvoie à la proposition d'une norme idéale du marché contre la conception

idéelle des marchés découlant des théorisations économiques dominantes, tant néoclassiques qu'autrichiennes. Au marché comme lieu de véridiction de ces dernières, les membres de la MonedaPAR opposent un marché comme lieu de juridiction : il s'agit de constituer des prix « justes », qui reflètent adéquatement la valeur des choses, et non des prix simplement « vrais ». Les contradictions de ce qu'on envisage comme un projet de travestissement solidaire du lien marchand sont présentées et discutées. Ce travestissement se décline en trois temps : euphémisation, dévoiement, parodie. Décrire comment les acteur·ices tentent de jouer le marché pour le déjouer mais ne font que le rejouer permet de commencer à préciser les potentialités mais aussi les limites de la MonedaPAR.

Le septième chapitre revient au postulat, qu'on explicite dans le chapitre méthodologique, de la théorie marxiste comme cadre de production et d'interprétation des données. Il s'agit dans un premier temps de montrer comment, par le biais d'une lecture comptable de la loi de la valeur, il est possible d'opérationnaliser les concepts marxistes : le taux d'exploitation n'est pas un simple concept heuristique, il se quantifie et permet de prendre la mesure des formes d'extraction du surtravail qui peuvent avoir lieu dans la MonedaPAR derrière des apparents échanges de quantités monétaires égales. Dans un second temps, on montre comment certains des principaux arguments souvent mobilisés en faveur de la MonedaPAR, en particulier, et des monnaies alternatives, en général, peuvent être compris à partir du cadre marxiste : il s'agit de poser de premiers jalons en direction d'une théorie marxiste des alternatives monétaires. Enfin, les potentialités et limites de la MonedaPAR sont relues à l'aune de la proposition de système non marchand de compte et de paiement des auteurs conseillistes. Ce n'est pas seulement que les alternatives monétaires contemporaines peuvent être envisagées à partir de la théorie marxiste, c'est encore qu'elles ont des précurseur·ses marxistes. Les élaborations de ces dernier·es permettent d'aller au-delà de la seule question des alternatives monétaires pour poser celle de l'alternative à l'argent, conçu comme la forme marchande de l'institution du compte et du paiement, et de ses conditions de possibilité.

Cela permettra de conclure ce travail en remettant en perspective à la fois les possibilités ouvertes par la MonedaPAR et les limites intrinsèques à tout projet de transformation sociale du capitalisme dont l'horizon reste marchand. À la croisée de la lecture comptable de la loi de la valeur et de la proposition conseilliste d'une institution non marchande du compte et du paiement, on précise un contenu au concept d'abolition-dépassement de l'argent. Finalement, plutôt que l'argent, il semble bien que ce soient les normes et les pratiques comptables, en tant qu'elles réfléchissent les rapports de production et la mentalité calculatoire associée, qui sont l'enjeu décisif de luttes sociales.

chapitre 1

Le terrain et le concept : préliminaires méthodologiques

Ce chapitre peut être lu comme l'envers méthodologique de l'effort de clarification théorique de l'introduction. La nature inter-disciplinaire de ce travail rend particulièrement nécessaire d'inscrire ces développements dans le contexte de leur genèse, soit d'expliciter les conditions pratiques de la recherche.

Les choix méthodologiques ont au moins deux niveaux : d'une part, la méthode d'exposition, qui permet d'obtenir des conclusions théoriques ; d'autre part, la méthode de recherche, c'est-à-dire le mode de production des données. Classiquement, on distingue l'induction empiriste de la démarche hypothético-déductive. Ce travail mobilise néanmoins une approche rétroductive. Son point de départ, comme cela a été avancé dans l'introduction, doit être celui du rapport social à la fois le plus simple et le plus fondamental d'une société capitaliste. Le rapport marchand satisfait à ces deux critères. Ainsi, mon cadre théorique initial implique que l'argent est la forme marchande de l'institution du compte et du paiement ; que la monnaie est à distinguer essentiellement du crédit et qu'il faut donc préférer une théorie monétaire du crédit (*monetary theory of credit*) à une théorie de l'argent comme crédit (*credit theory of money*).

À partir du postulat de la conception marxiste de l'argent comme forme marchande de l'institution du compte et du paiement, on se dote d'un concept du monétaire distinct de celui du financier. À l'inverse, tant les approches usuelles en économie hétérodoxe qu'en sociologie ou anthropologie de l'argent tendent, à partir du constat de l'omniprésence contemporaine de la monnaie de crédit, à saisir le monétaire à partir du financier[1]. L'apport du marxisme est de fournir un point de départ différent. Tout comme de la marchandise, la question adéquate est celle du devenir monétaire du crédit : la monétisation de la dette commence par la circulation des traites commerciales inter-individuelles comme monnaie et culmine dans l'édification des systèmes bancaires à deux niveaux, au sommet desquels les banques centrales pseudo-valident la création de monnaie de crédit par les banques de second rang. Elle est ainsi inséparable de l'expansion du mode de production capitaliste. En d'autres termes, la question est moins de savoir si l'argent est essentiellement marchandise ou crédit, pour classer les théories monétaires entre métallisme et chartalisme, comme le fait Schumpeter ([1955] 1994), mais de se demander comment, pourquoi et par quels mécanismes une marchandise ou un titre de crédit deviennent argent (Friedenthal, 2013, p. 11).

Par ailleurs, il peut être intéressant d'explorer le caractère heuristique d'un tel postulat, puisqu'il permet de capter des divergences qui passeraient sinon inaperçues. Si l'on rabat le monétaire sur le financier, les conceptions (émiques) des acteur·ices sont mises sur le même plan que les élaborations scientifiques. Ces dernières, que les anthropologues appellent parfois « étiques », désignent à la fois la collecte systématique de données non discursives, qui ne renvoient pas aux représentations que s'en font les acteur·ices (premier sens), ainsi que leur interprétation à l'aune des constructions théoriques savantes du fait monétaire (deuxième sens d'étique, qui recoupe une distinction classique en sociologie entre sens commun et sens savant) (Olivier de Sardan, 2008, p. 123).

En effet, si la façon dont apparaît l'argent ne correspond pas aux conceptions des acteur·ices, s'ils et elles ne font pas, par exemple, de différences entre le monétaire et le financier, la théorie marxiste du fétichisme associé au monde marchand est particulièrement adaptée

[1] Tant Simmel que Simiand, par exemple, conçoivent l'argent comme un pouvoir d'achat, comme une *créance* sur le surplus social que son ou sa propriétaire peut exercer dans certaines limites. L'argent est considéré comme un IOU : un titre qui permet de commander le travail d'autrui. Le concept marxiste d'argent n'exclut pas cette dernière détermination, mais lui attribue une place secondaire. De fait, Nelson ([1999] 2012) montre bien que celui-ci ne rentre pas dans l'opposition classique entre les théories de l'argent comme marchandise, c'est-à-dire travail incorporé, ni comme crédit, c'est-à-dire comme travail commandé : l'argent est l'anti-marchandise, proposition qui peut constituer un point de départ pour une synthèse de ces deux perspectives. Cette synthèse n'est pas leur juxtaposition, comme le fait à l'inverse Graeber (2014), qui, revenant à cette opposition, en conclut que l'argent est « un peu des deux » (voir son chapitre 4), soit un peu un IOU, un peu une marchandise.

pour saisir en quoi ce mode d'apparition faussé n'est pas contingent. Le fétichisme désigne précisément ce processus caractéristique des sociétés marchandes par lequel les rapports sociaux apparaissent (*erscheinen*) sous des formes inversées, qui semblent les contredire : le rapport salarial s'offre comme une situation d'égalité entre les deux parties contractantes, apparence qui dissimule sa nature de rapport d'exploitation, par lequel une partie s'approprie le temps de travail de l'autre. C'est précisément cette apparence faussée qui permet au rapport salarial d'exister comme rapport d'exploitation : l'apparition est inversion et découle du concept-même. Le caractère intrinsèque des apparences est une marque du marxisme constructiviste. La tradition concurrente est celle d'un marxisme économiciste, dont j'ai rapporté la critique par Gislain (2003) ou encore Orléan (2011) au chapitre introductif : selon cette compréhension du marxisme, les apparences (*Erscheinungen*) sont ramenées à de simples faux-semblants (*Schein*), sans que soit perçue la connexion interne entre la réalité sociale et la façon dont elle s'offre.

Encadré 1.1 : Le « je » méthodologique

L'utilisation de ce travail inter-disciplinaire en partie dans une démarche ethnographique de production de données m'a conduit à opter pour une alternance du « je » et du « nous ». L'utilisation de ce dernier pronom ne me semble en effet pas adaptée dans les passages de cette thèse les plus proches de la dimension ethnographique ou réflexive. Le risque est celui d'une position excessivement surplombante vis-à-vis des pratiques et des représentations des acteur·ices, qu'il s'agit pourtant de saisir dans toute leur épaisseur. Si l'on veut éviter de verser dans une attitude positiviste naïve face à des faits supposés bruts, préexistants à toute entreprise de collection des données, impossible dans ce cadre de ne rien dire sur les conditions pratiques de la recherche. Prendre le contrepied de ce travers positiviste peut ainsi passer par l'adoption de la première personne du singulier en tant qu'elle permet de faire le « récit des conditions d'enquête » (Bizeul, 1998). Ainsi, de par sa nature réflexive et sa dimension ethnographique, ce chapitre fait usage de la première personne.

On peut nuancer : Olivier de Sardan (2008) rappelle opportunément que les « choix stylistiques sont en fait souvent "neutres" du point de vue de la qualité scientifique » (Olivier de Sardan, 2000, p. 421). L'intérêt de l'alternance du « je » et du « nous » tient surtout à la mise en évidence, au sein de l'écriture, des frontières et ruptures disciplinaires et méthodologiques. Des quatre justifications de l'usage du « je » ethnographique que propose Olivier de Sardan – narrative, épistémologique, morale, méthodologique – je retiens donc, à sa suite, uniquement la dernière. À la fois le choix de l'objet, les questions que je lui pose, ainsi que mon comportement concret au cours de l'enquête – et les réactions des membres du réseau – engage ma subjectivité.

L'usage du pronom « je » est de nature à favoriser un rapport plus réflexif à la démarche ethnographique, en mettant en évidence les distorsions imposées à l'objet d'étude, donc aux données, par la subjectivité du ou de la chercheur·se au cœur de l'analyse. On conçoit alors ces dernières non plus comme des scories à éliminer, mais au contraire comme une forme de production de connaissance. Il s'agit néanmoins d'un usage raisonné, visant une « juste mesure » (ibid., p. 419) entre excès et défaut de réflexivité, à utiliser avec parcimonie, par exemple lorsqu'il devient nécessaire pour saisir le processus de production de résultats que je n'ai pu atteindre que *via* des formes d'imprégnation, d'engagement affectif ou simplement d'empathie vis-à-vis des personnes engagées dans la construction de la MonedaPAR.

S'inscrire dans ce courant constructiviste du marxisme permet ainsi de ne pas s'en tenir à une simple sociologie du dévoilement. En particulier, il ne suffit pas de s'en tenir au constat que les conceptions communes de l'argent sont théoriquement erronées, puisqu'il faut ausi envisager en quoi elles sont pratiquement fonctionnelles, adéquates à la reproduction des rapports de production dominants par le biais de la production d'une fausse conscience. Par exemple, Marx soutient que c'est parce que le capitaliste pense, à tort, que le profit surgit presque naturellement de la mise en valeur de son capital qu'il se comporte comme un capitaliste, conformément aux exigences du processus de reproduction sociale. En d'autres termes, l'intérêt de la théorie marxiste du fétichisme réside dans le fait que le caractère trompeur des apparences est précisément ce qui les rend effectives (Bihr, 2001b). On se propose donc dans ce travail d'envisager le travail d'interprétation sur les données de terrain à l'aune du fétichisme marxien et de la distinction entre le monétaire et le financier qui en découle.

De fait, le processus de collecte et de formulation des données est informé par cette interprétation exploratoire, qui renvoie à ces interprétations *dans* l'émique, dont on a pu constater à la fois la productivité empirique, soit sa capacité à « produire des données nouvelles » (Olivier de Sardan, 2008, p. 128), ainsi que sa malléabilité, soit sa capacité à « se modifier, s'amender et se recomposer » (ibid., p. 128). À plus forte raison, les interprétations analytiques *sur* l'émique se structurent autour de ce postulat de la théorie marxiste de la valeur, de l'argent et du fétichisme propre au monde marchand.

Le passage par le terrain devient ainsi une façon d'interroger les postulats implicites qui informent une partie conséquente de la recherche sur les monnaies alternatives. L'identification de l'argent au crédit en général a en effet un coût : les expériences analysées par ces travaux de recherche sont perçues uniquement par le prisme marchand, qui, d'ailleurs, correspond opportunément aux représentations de leurs membres. Certes, ces derniers conçoivent souvent leurs actions comme autant de façons de construire des marchés plus justes, coopératifs ou solidaires. Mais doit-on pour autant importer cette vision dans la démarche scientifique sans l'interroger ?

Avant d'en venir à la présentation de l'entrée sur le terrain et de la façon dont les aléas intrinsèques à l'enquête ethnographique ont orienté la problématique ainsi que la production des données (section 1.2), il faut préciser quelques élément de méthode (section 1.1).

1.1 Inter-disciplinarité, rétroduction et ethnographie

Il s'agira en premier lieu de préciser l'inscription disciplinaire de ce travail (sous-section 1.1.1) pour, en second lieu, justifier le choix d'une approche rétroductive plutôt qu'inductive ou déductive : c'est lui qui implique de partir du postulat, qu'on n'a donc pas à démontrer, de la définition marxiste de l'argent comme rapport de production marchand plutôt que de la conception institutionnaliste qui confond argent et crédit dans le même concept (sous-section 1.1.2). Enfin, on donnera quelques éléments sur la façon dont l'enquête ethnographique a été menée, dans le cadre de ce que pourrait être une pratique économiste de l'ethnographie, qui ne se confond pas tout à fait avec la démarche compréhensive qui est généralement celle de l'anthropologie économique et de la sociologie économique (sous-section 1.1.3).

1.1.1 Un projet inter-disciplinaire

Au sein de l'institutionnalisme monétaire francophone peuvent être distinguées « deux positions extrêmes » (Steiner, 1985, p. 619) d'envisager le rapport entre économie et sociologie, qui renvoie aux deux ouvrages fondateurs d'Aglietta et Orléan ([1982] 1984), d'une part, et Cartelier et Benetti (1980), d'autre part. Il s'agit ici de spécifier l'inscription disciplinaire de ce projet, soit la façon dont les deux disciplines se rapportent l'une à l'autre. À la fois dispositifs de production de données et sources de cadres d'interprétation, ces deux disciplines ne sont pas réductibles l'une à l'autre, à rebours de ce que semblent impliquer certaines formulations relevant de l'approche uni-disciplinaire propre à l'économie des conventions. Néanmoins, les disjoindre entièrement dans le cadre d'une approche simplement pluri-disciplinaire, caractéristique de l'analyse monétaire, n'est pas non plus adéquat dans le cadre de ce travail.

De la même façon que les données ne sont jamais purement qualitatives ou quantitatives – puisque ce sont bien les usages méthodologiques qu'on en fait qui peuvent être qualifiés ainsi, il n'y a pas de données « purement » sociologiques ou économiques. Sans doute devrait-on parler plutôt d'*usages* sociologiques et économiques liés, mais distincts, qui s'indexent à des démarches de théorisation pareillement liées, mais distinctes. Un projet véritablement inter-disciplinaire serait celui qui parvient à tenir cette position intermédiaire instable et est soucieux d'alimenter ce double effort théorique, sans faire basculer l'économie dans la sociologie, ni, à l'inverse, rabattre le raisonnement sociologique sur le discours économique.

Entre uni-disciplinarité et pluri-disciplinarité[2], une position médiane d'inter-disciplinarité peut être formulée. Il s'agit moins de chercher les fondements communs de la sociologie et de l'économie ou de penser leurs frontières précises, que de les combiner dans une approche intégrée du problème qui fait l'objet de ce travail[3] : dans quelle mesure les monnaies alternatives peuvent-elles représenter une subversion de l'institution spécifiquement marchande du compte et du paiement ?

On pourrait dire, de façon schématique, que l'économie politique hétérodoxe permet de poser la question de la viabilité d'un système, c'est-à-dire le *pourquoi*, que ce soit dans la version marxiste orthodoxe du

[2] On peut se référer à l'annexe A en page 429 pour plus de détails sur ces deux perspectives méthodologiques concurrentes qui structurent les institutionnalismes monétaires contemporains.

[3] Ce n'est donc pas tout à fait la même perspective que Saiag, qui, sur un terrain proche du nôtre, parle d'une inter-disciplinarité qui « rejoint l'uni-disciplinarité défendue par Orléan (2005) » (Saiag, 2011, p. 12).

« pourquoi ça entre en crise » ou la version régulationniste de « pourquoi ça tient » (Friot et Lordon, 2021, p. 167-168), la sociologie (économique), le *comment*, soit la question des modalités de la reproduction sociale. Combiner les deux disciplines permet ainsi d'explorer la possibilité d'un « réel alternatif » (ibid., p. 167). On renoue ainsi avec une pratique critique des sciences sociales en tentant de repérer, dans ce qui reproduit la viabilité d'un système, les bifurcations potentielles qui s'y dessinent.

Je ne me fais pas entièrement sociologue, puisque je retiens de l'analyse monétaire de Cartelier et Benetti l'idée d'une spécificité du discours économique compatible avec son statut de science sociale. Il y a ainsi une explication proprement économique de la question de l'origine de la forme-prix. Les historien·nes peuvent faire une histoire sociale des modes de fixation des prix, des moyens de paiement ou des systèmes d'échanges et de leurs crises. Les anthropologues peuvent souligner que tout échange ne se réduit pas à sa seule version marchande, soulignant par exemple, à la suite de Polanyi, qu'un « commerce sans marché » a existé et continue d'exister. Les sociologues peuvent retracer la construction sociale des marchés, en analysant ensuite les dispositifs leur permettant de se maintenir, soit la problématique de l'encastrement des marchés (Granovetter, 1985). Mais ni l'histoire des prix, ni l'anthropologie des échanges, ni la sociologie économique n'épuisent une démarche proprement économiste.

Si Cartelier et Benetti rejettent toute théorie de la valeur, ils conservent de sa version marxiste sa dimension qualitative qu'ils tentent de reformuler dans un cadre quantitatif renouvelé. Pourquoi y a-t-il des prix ? C'est, répond Marx, que le travail prend la forme de valeur dans une configuration du processus de reproduction sociale spécifique : c'est parce que celui-ci se présente sous la forme d'une myriade de processus de travail individuels, c'est-à-dire parce que la forme privée du travail en est la forme sociale dominante (Tran, 2003a), que le travail se représente en valeur. Si la mesure intrinsèque de la valeur est donc le temps de travail, on ne peut l'approcher de façon approximative que par le biais de l'utilisation de sa mesure extrinsèque, l'argent. De la réflexion sur la dimension qualitative de la valeur, la théorie marxiste tire donc l'idée d'une divergence quantitative toujours possible entre ces deux mesures, soit entre valeurs et prix.

Cela constitue le fondement proprement économique de l'explication de la forme-prix. La dissociation inévitable entre valeurs des marchandises, définies par rapport à leurs quantités de travail incorporées, et prix, résulte de la nécessité de la sanction marchande. Elle peut être présentée comme suit : le coût de production de la marchandise de la branche i s'écrit de façon générale comme $c_i + v_i$ avec c_i la somme de la perte de valeur du capital fixe et des consommations intermédiaires et v_i la somme des salaires des travailleur·ses productif·ves. Il faut lui adjoindre la survaleur $sv_i = s.v_i$, avec s le taux d'exploitation résultant du partage de la journée de travail entre travail nécessaire et surtravail, pour obtenir la valeur de cette marchandise, c'est-à-dire $l_i = c_i + v_i + sv_i = c_i + (1 + s)v_i$. Mais les marchandises, lorsqu'elles sont produites par des capitaux individuels, sous hypothèse d'une égalité de l'offre et de la demande, s'échangent à leur prix de production et non à leurs valeurs. La raison en est que le capitalisme n'est pas une production marchande simple : les marchandises s'échangent comme produits du capital et doivent rapporter le même taux de profit moyen. La formule du prix de production s'écrit donc $p_i = (c_i + v_i)(1 + R)$, avec R le taux de profit moyen.

Sauf dans le cas où le rapport $\frac{c_i}{v_i}$ de cette branche i correspond à la valeur agrégée de ce même ratio sur l'ensemble de l'économie, la valeur l_i et le prix de production p_i de la marchandise de la branche i divergent nécessairement. Une fois que l'on relâche l'hypothèse de satisfaction des besoins sociaux, exprimée par l'égalité de l'offre et de la demande, apparaît alors un troisième terme, le prix de marché pm_i, qui rajoute une source de divergence entre prix effectifs, tel que l'analyste peut les constater, et les valeurs sous-jacentes des marchandises.

D'une certaine façon, on peut dire que Ricardo s'en tient, avec sa notion de travail incorporé, aux seules valeurs-travail l_i, là où Smith, avec sa notion de travail commandé, oscille, sans parvenir à une synthèse, entre les valeurs-travail l_i et les prix de marché pm_i, ces derniers déterminant le travail commandé. Marx, enfin, propose cette théorie des médiations entre valeurs-travail sous-jacentes et prix effectifs, avançant ainsi une synthèse de ces deux points de vue apparemment opposés ramenant la valeur alternativement au travail incorporé ou au travail commandé.

La structure de la théorie de Marx est donc différente de celle de Ricardo, dans laquelle les prix sont déterminés passivement par les valeurs-travail incorporées et dans laquelle l'argent ne joue finalement aucun autre rôle que celui de numéraire. C'est d'une acceptation non-critique de la théorie ricardienne de la valeur que provient, selon Marx, l'erreur des socialistes ricardiens et de l'école de Proudhon. Si ces derniers soutiennent qu'il serait possible de maintenir la séparation marchande entre les unités de production tout en abolissant l'argent et en échangeant directement des bons de travail, c'est qu'ils considèrent au fond que le travail peut réellement mesurer la valeur. En réalité, le schéma est plutôt le suivant : le travail prend la forme de valeur ou, encore, la valeur est la forme sociale du travail lorsque la forme privée de ce dernier est dominante, valeur qui se mesure en unités monétaires (Yuki, 2021b, p. 45) :

> Si l'on biffait l'argent, on retomberait à un niveau inférieur de production (correspondant au troc) ou bien on avancerait à un stade supérieur, où la valeur d'échange n'est pas la fonction première des marchandises [...]. La valeur ne s'exprime point en travail abstrait et ne se mesure point en temps de travail. C'est au contraire le travail abstrait qui s'exprime sous forme de valeur et la mesure du temps de travail sous forme de grandeur de valeur. La valeur, elle, *s'exprime en monnaie et la grandeur de valeur se mesure en quantité d'équivalent général* (Tran, 2003a, 161, je souligne).

Cela implique une indépassable obscurité des conditions de la production dans le cadre de la production marchande-capitaliste. En effet, à travers les prix de marché, ce sont les coefficients de production de chaque entreprise qui se reflètent de façon déformée (De Brunhoff, 1973b). La mesure intrinsèque des ratios d'échange, le temps de travail, n'existe qu'à travers sa représentation dans sa mesure extrinsèque, l'argent, qui, en même temps qu'elle l'exprime, la travestit. Ce mouvement d'apparition-déformation constitue le cœur de la théorie marxiste du fétichisme et la source de la fausse conscience. L'idéologie qui permet à la classe dominante de reconduire sa domination de classe n'attend pas la formation des « appareils idéologiques d'état » (Althusser, 1976) pour s'affirmer : elle est nichée au cœur des rapports de production (Tombazos, 1994). Les prix de marché expriment les valeurs-travail, mais en les biaisant. D'où la spécificité de la forme marchande de

l'institution du compte et du paiement : d'une certaine façon, le compte n'y est jamais tout à fait[4].

Ce caractère spécifique du concept marxiste d'argent permet d'avancer que la possibilité d'autres rapports de production mentionnée en introduction correspond au dépassement de cette dualité des mesures de la valeur, qui constituent, selon Marx, l'une des deux conditions formelles des crises (Koshimura, 1986, p. 37). C'est sur ce point que je m'éloigne de l'analyse monétaire de Cartelier et Benetti : il paraît essentiel de conserver l'unité de la théorie marxiste de la valeur, puisqu'il ne semble pas nécessaire de la rejeter pour développer une véritable analyse monétaire (Tran, 2015).

Là où le postulat keynésien de la monnaie implique d'en rechercher les causes ailleurs, elle localise à un niveau beaucoup plus fondamental que ne le font d'autres approches hétérodoxes la source des crises : au niveau non pas d'une configuration déficiente de l'institution monétaire, mais à celui de l'existence de la séparation marchande des unités de production, qui se pensent formellement indépendantes, en dépit de leur interdépendance réelle, qui leur échappe (Piluso, 2014). Rien ne permet de garantir que la masse monétaire correspond toujours à la valeur comptable des marchandises portées sur le marché. La raison en est que la thésaurisation ne connaît pas de limites internes. À rebours du postulat institutionnaliste d'une supposée propension humaine à accumuler toujours plus de valeur, par là-même naturalisée, la position marxiste consiste en ce que les comportements d'accumulation découlent à l'inverse du concept-même de forme-valeur, c'est-à-dire sont fonctionnels à son autonomisation vis-à-vis de la valeur d'usage.

Ainsi, c'est « la nature monétaire de l'économie [qui] fonde la possibilité de mévente, c'est-à-dire la possibilité de crises de surproduction » (ibid.)[5]. À l'inverse, et conformément à l'approche nominaliste qui est la leur et qui leur interdit de dire quoi que ce soit sur les règles du jeu, soit sur la nature potentiellement bonne ou mauvaise de l'institution marchande du compte et du paiement, Cartelier et Benetti sont conduits à considérer implicitement que « toute volonté humaine est bonne en soi, toute faute est purement technique, la rationalité est toujours instrumentale, toute action n'est que la transition d'un état donné des choses à un autre, l'économie ne connaît aucun mal » (Berthoud, 2013, p. 38).

C'est parce que ces règles du jeu (monétaire), qui déterminent la forme spécifique d'une institution donnée du compte et du paiement, doivent pouvoir être analysées comme des constructions sociales, dans lesquelles peuvent intervenir les conceptions du juste que se font les acteur·ices, que je ne me fais pas entièrement économiste. Il ne s'agit pas de développer cette théorie économique pure, fusse-t-elle critique, dont Benetti et Cartelier (2013, p. 19) forment le projet. Ce qui m'intéresse sont également les *représentations* de la valeur des choses que développent les acteur·ices. Comme le remarque Berthoud, « le sens commun n'est pas de [leur] côté [...] Les individus marchands expérimentent immédiatement leurs opérations comme des opérations de justice » (Berthoud, 2013, p. 40).

Ces représentations de valeur sont inscrites, d'une part, dans des structures présupposant l'existence de la valeur, donc la production marchande, mais encore dans un certain état de ces structures, ce que Boltanski et Esquerre (2017) ont appelé « l'économie de l'enrichissement » (ibid.). Elle s'oppose à une économie « centrée sur la production des choses »

[4] « Dans l'analyse de la forme de la valeur, la mesure de la valeur devient indépendante de la commensurabilité qu'elle présuppose seulement : elle ne dépend que de l'équivalent général dont elle constitue la fonction [...]. Si, au lieu de l'or, le blé ou le cuivre était équivalent général, les marchandises exprimeraient leur valeur en blé ou en cuivre sous la forme de prix-blé ou prix-cuivre [...]. La mesure de la valeur est ainsi déterminée par la forme de la valeur » (Tran, 2003a, p. 157). On est à mi-chemin entre le marxisme économiciste (on pourrait dire « ricardien ») minorant l'importance des prix et de la monnaie pour se centrer sur le travail comme mesure de la valeur, et de l'approche monétaire, qui incline à la position inverse, minorant les conditions de la production pour faire de la monnaie l'origine à la fois de la forme de la valeur (ce qu'elle est) mais encore de la grandeur de la valeur (ce qu'elle n'est pas).

[5] Piluso distingue la question de l'*origine* du compte et du paiement, qui n'est effectivement pas une question économique en tant qu'il est nécessaire de postuler leur institution pour faire de l'économie, de celle de leur *statut*. Dans une société marchande, l'argent n'est pas une simple unité de compte abstraite, comme le veulent Benetti et Cartelier : elle est l'anti-marchandise, car le travail qui la produit est immédiatement social. Il faut adjoindre au postulat keynésien, qui est politique, un autre postulat, marxiste, qui renvoie aux interactions entre individus marchands. L'institution marchande du compte et du paiement résulte de ce double postulat, vertical et horizontal (Tran, 2015).

en tant qu'elle est fondée sur des « processus d'*enrichissement* des choses », à la fois parce que les marchandises seraient de plus en plus produites à destination des plus fortuné·es, mais aussi parce que ces processus de production tendent à reposer de plus en plus systématiquement sur des opérations de mise en valeur visant à en augmenter les prix.

Il apparaît en effet, au cours de l'enquête de terrain, que l'une des motivations centrales de l'engagement dans le projet de construction d'une monnaie alternative, est la possibilité que cela ouvre de (re)discuter de la « valeur » des choses, conçue comme un terme distinct de leurs prix marchands. Cela correspond bien à l'idée que c'est « très généralement en faisant référence à un être de la chose qui serait sa "valeur" propre que l'on rend réflexive la relation entre cette chose et son prix, qu'il s'agisse de critiquer ce prix ou de le justifier » (ibid.).

Ainsi, dans une perspective plus sociologique, je mobilise un concept de « valeur » qui en fait un « dispositif de justification ou de critique du prix des choses » (ibid.). Loin de « tenir la valeur pour une propriété à la fois substantielle et mystérieuse des choses » (ibid.), façon de voir dont Bolstanski et Esquerre remarquent qu'elle « a imprégné l'économie classique » (ibid.), la valeur au sens économique, qui s'exprime dans les prix de marché, résulte des pratiques et des représentations des acteur·ices, qui organisent et contrôlent les processus de travail dans le cadre de la contrainte structurelle de valorisation du capital.

On veut ainsi proposer une articulation des deux disciplines qui ne soit ni une fusion, ni une juxtaposition, ni moins encore une subordination de l'une à l'autre. Si, en effet, il peut exister une certaine idée, parmi la communauté des économistes, tout particulièrement orthodoxes, d'une supériorité de l'économie vis-à-vis des autres sciences sociales, nombre de sociologues ou d'anthropologues sont parfois conduit·es, « (comme s'il y avait une autonomie des relations d'échanges symboliques par rapport aux relations d'échanges de biens), tantôt à se saisir hâtivement de modèles venus de l'économie pour les appliquer aux objets qui sont les leurs et, du même coup, à justifier les décisions de politique économique qui concernent ces objets ; tantôt à développer au contraire une attitude critique face à l'économie en général, comme si la sociologie et l'anthropologie avaient seules accès à une vérité des relations entre les êtres humains qui échapperait à une science économique taxée, en quelque sorte, d'inhumanité. » (ibid.). Conformément à l'objectif de la critique de l'économie politique, en cause n'est pas l'économie en tant que telle (notion à la limite vide, car sous-déterminée, non spécifique), mais sa variété marchande et capitaliste.

Suivant en cela la proposition d'un « structuralisme pragmatique » (ibid.), l'objectif est de contourner à la fois les « tendances positivistes », récurrentes en économie, et les approches plus « constructionnistes », qu'on retrouve parfois en sociologie. À rebours d'une forme de positivisme, les observations que peuvent faire les chercheur·ses ne constituent pas des « faits » bruts, dépourvus de toute subjectivité[6]. Dans l'autre sens, les représentations ne « tiennent » que par leurs imbrications dans des dispositifs inter-individuels qui les réactivent continuellement, que ce soit parfaitement à l'identique ou avec de plus ou moins grandes variations. Ces dispositifs sont de tailles variables, mais tous ont en commun d'assurer une coordination des actions individuelles.

[6] S'il est fait parfois référence à des « lois », comme la « loi de l'offre et de la demande » ou encore la « loi de la baisse tendancielle du taux de profit », il ne s'agit pas de phénomènes analogues à des lois naturelles. Ce sont bien plutôt les phénomènes d'émergence que je souhaite saisir, phénomènes qui naissent de la composition des pratiques des acteur·ices, donc aussi de leur degré et de la nature de leur réflexivité. Ces phénomènes émergents sont justiciables en retour d'une analyse conceptuelle, dans le cadre de laquelle on entend par « loi » l'exploration des connexions internes nécessaires des concepts à l'étude (Duménil, 1978). L'établissement d'un taux général de profit à partir des pratiques des comptables capitalistes visant à la meilleure mise en valeur du capital avancé en est un exemple, en tant qu'elles induisent des formes de contrôles spécifiques du processus de valorisation et révèlent ainsi le contenu empirique des catégories marxistes que Marx construit au plus près de la pratique des acteur·ices. Ainsi, la notion comptable d'objectifs de coûts est l'exact équivalent de ce que Marx dénomme le « temps de travail socialement nécessaire » et, parce qu'elle fait continuellement l'objet de quantifications comptables dans la vie économique, également tout à fait susceptible de quantification par le ou la chercheur·se (Bryer, 2017).

Précisément, c'est en mobilisant des représentations du « juste prix » des choses et en organisant des pratiques collectives visant à matérialiser ces représentations que les acteur·ices de la MonedaPAR élaborent une position réflexive et critique des prix marchands. Ceci est formellement analogue à la distinction – qui implique des divergences quantitatives réelles – entre les valeurs-travail et les prix de marché figurant au cœur de la théorie marxiste.

D'où un point de convergence entre économie politique critique, qui incarnerait le moment structuraliste de l'entreprise, et sociologie compréhensive, qui en dessinerait la dimension pragmatique. La valeur-travail au sens de Marx, en ce sens, est simplement l'expression structurelle du juste prix du point de vue de la logique marchande : une chose doit valoir ce qu'elle a coûté à produire (dans un cadre marchand-capitaliste, où les marchandises ne sont pas de simples marchandises mais des marchandises produits du capital). L'adéquation de la description et de la prescription implique une conception immanente du juste, qui ne se comprend qu'en référence à des rapports de production spécifiques. Ces quelques remarques soulignent à la fois ce qui rassemble les deux conceptions – économique et sociologique – de la valeur que je mobilise, à savoir que l'une et l'autre résultent de pratiques et de représentations d'acteur·ices sociaux·les, mais aussi ce qui les différencie, la première est considérée comme « normale » du point de vue du processus structurel de mise en valeur du capital, tandis que la seconde se positionne comme candidate à une alternative – ou à une alternance – de ces normes de valorisation des choses contraintes structurellement.

Autrement dit, en réalisant la jonction entre ce qu'Burawoy et Olin Wright (2021) dénomment le marxisme sociologique, consistant en la théorie de la reproduction contradictoire de la société de classes, et le marxisme émancipateur, qui renvoie à l'élaboration d'alternatives institutionnelles aux rapports de production dominants, il s'agit de réfléchir à ce en quoi la MonedaPAR peut constituer une forme embryonnaire d'« utopie réelle », c'est-à-dire une alternative à l'échelle locale remettant à la fois en cause la souveraineté étatique ainsi que la tyrannie du marché (Olin Wright, 2010).

L'un des enjeux de ce travail sera de cerner plus précisément le potentiel subversif ou, au contraire, la complémentarité, de cette critique. Cela implique de se confronter à la question de savoir dans quelle mesure cette critique du prix des choses se fondant sur des représentations divergentes de la valeur peut, ou non, remettre en question ces structures qui contraignent et « cadrent » les pratiques comptables, soit en quoi la MonedaPAR fait une différence.

1.1.2 La rétroduction, entre induction et déduction

Quant aux modalités des inférences permettant de construire un compte-rendu théorique (*explanans*) de phénomènes à expliquer (*explananda*), l'approche rétroductive propre, entre autres, aux approches d'ethnographie économique (F. Weber et Dufy, 2010), m'est apparue comme plus adaptée que les approches simplement hypothético-déductives, qui visent à établir des énoncés certains, ou les approches inductives, dont l'objectif est l'établissement d'énoncés probables. Les premières prêtent le flanc à un risque de circularité, lorsque les chercheur·ses trouvent dans les données de quoi « confirmer » leurs hypothèses initiales, tandis que les secondes

aboutissent à des énoncés dont la validité reste toujours contingente à la non-émergence d'une singularité qui viendrait briser les régularités observées. Entre ces deux types d'inférences, la démarche rétroductive consiste à aboutir à des énoncés plausibles. Les données ne sont plus conçues comme venant simplement infirmer ou valider la théorie ; la théorie n'est plus envisagée comme incluse dans les données : il s'agit au contraire de mener à bien une entreprise de connaissance par concepts empiriquement fondée.

Les approches hypothético-déductives sont dominantes en économie, à plus forte raison dans sa version standard : dans ce cadre, les données, quelles qu'elles soient, sont cantonnées à un rôle de confirmation ou d'infirmation d'hypothèses préalablement formulées. L'objectif est de parvenir à formuler des énoncés certains. Les explications « méthodologiques » du ou de la chercheu·se se résument alors bien souvent à préciser les conventions utilisées pour réaliser le traitement des données ou à détailler les stratégies d'estimation permettant de contourner les contraintes économétriques pour obtenir des résultats à peu près interprétables.

Dans le cadre des théories de l'argent, cela reviendrait à formuler un concept de monnaie conforme à un cadre théorique préexistant, pour ensuite aller en éprouver la vérité ou la « réalité » au contact de données d'expérience. Dans le cadre néoclassique, il faut pouvoir démontrer qu'à l'équilibre, la demande de monnaie n'est pas nulle de façon à ce que son prix soit bien strictement supérieur à zéro. Le travail scientifique consiste de ce point de vue à adapter la structure du modèle tout en n'en modifiant pas l'essence, à savoir qu'il s'agit de modèles d'équilibre général, pour que la « réalité » puisse s'y frayer une voie. Les données empiriques jouent un rôle tout à fait secondaire : il s'agit bien plutôt d'analyser quelles adaptations sont nécessaires au sein d'une théorie économique qui, dans son principe, n'intègre pas l'argent et ce que ces adaptations « disent » de l'argent d'un point de vue conceptuel. Mais c'est la cohérence d'un cadre théorique qu'on éprouve, plutôt qu'un véritable détour par l'expérience.

Les démarches inductives résultent de la perspective inverse : plutôt que de vérifier une théorie préalablement formulée à l'aide d'un jeu de données, il s'agit d'interroger ces données pour en extraire des conceptions nouvelles. Les explications méthodologiques vont alors porter notamment sur le processus de production des données, afin de restituer la structuration progressive, presque par raffinement, de la théorie à partir des éléments d'expérience. Dans le cadre des théories de l'argent, cela consisterait à partir d'une collection d'expériences « monétaires » pour en déduire un concept d'argent comme le plus petit dénominateur commun de tous ces phénomènes « monétaires » ainsi repérés. Une limite est bien sûr qu'il faut bien disposer d'un concept au moins implicite et préliminaire du « monétaire » pour caractériser ainsi un phénomène, d'où un risque difficilement neutralisable de circularité[7].

[7] Face auquel la position la plus cohérente est sans doute de l'assumer, comme le fait d'ailleurs Blanc (1998).

Entre induction et déduction gît la possibilité d'une démarche rétroductive. Cela passe par la reconnaissance qu'existe justement toujours un cadre théorique préalable, qu'il s'agit d'expliciter plutôt que de réprimer. Le propre de la démarche rétroductive découle, selon une présentation courante, en ce qu'elle consiste en un constant va-et-vient entre le terrain et les concepts, ces derniers passant par toute une série de reformulations par ajustements successifs. Si une telle présentation est pratique, il n'est néanmoins pas

certain qu'elle capture la spécificité de l'inférence rétroductive vis-à-vis de la démarche inductive. En effet, toutes deux, à ce stade, semblent partager le souci de suggérer la théorie à partir des données, à rebours des approches déductives. La différence entre induction et rétroduction serait tout au plus une question de degré.

En fait, si l'on s'en tient à une conception empiriste classique de la connaissance, il est difficile de saisir la différence entre les deux types d'inférence. Cette conception correspond à une vision de l'activité scientifique théoriquement structurée autour d'une distinction factice du réel et du théorique : le théorique serait le résultat du processus d'extraction de la vérité ou de la réalité du cœur des données de terrain, qui, seules, comme le rapporte Saiag, « ne peuvent être amendées, contrairement à la théorie » (Saiag, 2011, p. 36). Cependant, cette distinction est toujours partiellement factice, car elle implique que c'est le réel qu'on prétend directement connaître, dont le théorique ne serait que le produit dérivé, comme une sublimation de l'essence du réel.

À rebours de tout empirisme, la perspective marxiste consiste à défendre la possibilité d'une connaissance rationnelle matérialiste. Duménil parle ainsi de la méthode d'exposition du *Capital* comme relevant d'une « connaissance par concepts » (Duménil, 1978), presque une « axiomatique », qui consiste en l'exploration de champs conceptuels sans cesse plus complexes : Marx part du rapport le plus simple, le rapport marchand, pour ensuite intégrer progressivement les autres rapports sociaux du mode de production capitaliste et obtenir ainsi une représentation mentale des mécanismes sous-jacents au réel.

C'est que la voie de la déduction lui est fermée, puisqu'il s'agit de rompre avec une certaine conception hégélienne des concepts s'engendrant les uns les autres, marque de fabrique de l'idéalisme objectif (Sève, [1980] 1983). L'induction n'est pas plus praticable, dans la mesure où, précisément, les mécanismes fondamentaux apparaissent systématiquement au niveau phénoménal sous des atours travestis ou biaisés. C'est finalement sa conscience du fétichisme spécifique associé au monde marchand, caractérisé par l'apparition-inversion des rapports sociaux fondamentaux, qui amène Marx à employer ce type d'approche rétroductive : un « type d'inférence de l'*explananda* à l'*explanans* qui, en dépit de son manque de nécessité logique, [est] clairement régi par des critères clairs et rigoureux d'adéquation [aux données] » (Sayer, 1983, p. 135).

D'un côté, la rétroduction partage avec l'induction l'idée que le point de départ doit être les phénomènes empiriques, qui contrôlent l'entreprise de théorisation. De l'autre, elle partage avec la déduction l'idée qu'une loi causale ne peut résulter de la simple observation de régularités empiriques. En bref, il s'agit d'une connaissance par concept. Elle doit être empiriquement fondée, mais non empiriste : la perspective est celle d'une connaissance rationnelle matérialiste (K. Lindner et U. Lindner, 2021).

La rétroduction, malgré l'absence de lien de nécessité logique entre ce qui est expliqué et ce qui explique, obéit néanmoins à des critères stricts permettant de juger de la plausibilité de tel ou tel *explanans*. Au-delà de l'évidente nécessité d'une cohérence interne, Hanson (1958, p. 86-88) en mentionne au moins deux : d'une part, le caractère exhaustif de l'explication fournie; d'autre part, son indépendance vis-à-vis de l'*explananda*, soit du phénomène à expliquer[8].

[8] Comme Tran (2003a, p. 53) le montre, toute tentative de démonstration purement logique de la théorie de la valeur-travail est vouée à l'échec. Lorsque Marx pose que les prix effectifs sont une forme sociale historiquement spécifique que prend l'activité de travail, par là-même abstraite à travers sa mise en forme monétaire, dans le contexte de la production marchande, il ne s'agit pas d'une déduction, mais bien plutôt d'une inférence rétroductive empiriquement fondée sur l'analyse conceptuelle d'une situation d'échange de deux marchandises. L'explication est à la fois cohérente d'un point de vue interne, exhaustive et indépendante du phénomène à expliquer.

Ainsi, dans ce cadre, on ne peut recourir à une définition de l'argent comme créance pour expliquer ce qui se joue dans les expériences de monnaies alternatives (Saiag, 2014), dans la mesure où les conceptions que les acteur·ices ont de l'argent, à savoir comme essentiellement une relation de dette, ce qui résulte précisément d'une identification spontanée du monétaire au financier, constituent une partie du phénomène à expliquer. De ce point de vue, tous les points de départ ne se valent pas. En particulier, un point de départ qui conduit à des concepts transhistoriques et non spécifiques peut, certes, conduire à une explication plausible d'un phénomène à expliquer, mais il n'est pas sûr que celui-ci soit le même à la fin qu'au début de la recherche, précisément parce qu'on perd le caractère historiquement spécifique. Partir du rapport entre débiteur et créditeur pour comprendre les expériences monétaires alternatives revient à courir le risque de se doter d'un concept du monétaire générique, renvoyant au lien social en général – n'est-il pas vrai que toute société tient par les obligations réciproques de ses membres? Mais on prête alors le flanc à la critique de dissolution du concept par manque de spécificité. Si, d'un point de vue théorique, tout est en droit dette ou obligation, qu'est ce qui le reste en fait?

Si, dans le cadre de cette étude, l'on retient donc de l'ethnographie économique son éclectisme méthodologique (F. Weber et Dufy, 2010, p. 4), on laisse de côté son éclectisme théorique. L'empirisme irréductible des ethnographes (Schwartz, 1993) peut en effet se révéler un obstacle, dans la mesure où l'existence d'un fétichisme associé à l'argent implique que tous les concepts d'argent disponibles dans la littérature scientifique ne se valent pas (Nelson, 2005). Du reste, affirmer que les quantités monétaires sont un mode d'apparition fétichiste de quantités de travail d'un certain type n'est pas une proposition qui est spécifique à cette thèse. C'est typiquement à partir de ce présupposé que se déploient des travaux marxistes ou néo-marxistes en anthropologie. On peut mentionner la tradition française, Terray (1984), Godelier (1969) ou encore Meillassoux (1964), parmi d'autres, mais également dans la littérature anglophone Gregory ([1982] 2014) et son anthropologie informée par les débats économiques entre néoclassiques, marxistes et sraffiens, les travaux de Damon (2002) reliant valeur des objets impliqués dans les échanges du *kula* et quantités de travail incorporés ou, encore, les élaborations néo-marxistes de Darmangeat (2018a), rapportant, à partir des thèses de Testart (2001), la naissance des inégalités sociales à l'apparition de biens ou services intensifs en travail et pouvant être réalisés par un groupe limité de personnes (c'est-à-dire ne nécessitant pas, pour leur complétion, l'investissement de l'ensemble de la société). C'est encore l'étude de Lemonnier (1992) sur le porc, symbole de la richesse dans les sociétés néo-guinéennes qu'il étudie, comme substitut de vie, c'est-à-dire, en termes marxistes, de travail vivant.

Sur la base de cette identification du travail comme source et substance de la valeur, la question se transforme et devient celle de savoir à quelles conditions et de quelles façons tel ou tel instrument en vient à représenter la valeur dans le monde sensible, soit dans le domaine de l'empirique. Autrement dit, on se pose la question du mécanisme générateur qui conduit à la formation de supports monétaires différents, processus dans lequel peut parfaitement rentrer en ligne de compte la confiance et ses trois niveaux, méthodique, hiérarchique et éthique, propres aux perspectives institutionnalistes. La valeur est du travail, mais c'est la confiance qui permet de « condenser », de « fixer » celle-ci dans tel instrument en particulier[9]. Ou,

[9] On peut voir cette dernière proposition comme une façon d'éviter un écueil découlant de la conception empiriste de la connaissance, qui consiste à aborder les « "faits", les "données" de l'ethnographie sans prendre la précaution théorique de construire le concept des objets [de connaissance]. » (Althusser, [1965] 2014b, p. 391). Il ne s'agit pas un apriorisme spéculatif, dans la mesure où cette production de concept est envisagée comme un « système historiquement constitué d'un *appareil de pensée*, fondé et articulée dans la réalité naturelle et sociale » (Althusser, [1965] 2014a, p. 41).

inversement, la valeur devient potentielle dès l'initiation du processus de production résultant de l'achat des moyens de production et des forces de travail; elle ne devient effective que s'il y a vente du produit final, ce qui suppose qu'il y a au moins un instrument monétaire jouissant d'une confiance suffisante pour permettre la réalisation de cette valeur potentielle et de la survaleur qui va avec dès le départ (N. Boukharine, [1914] 2010, p. 124).

Ainsi, plutôt que de formuler un concept d'argent *a priori* pour en tester la conformité avec le « réel » (approche déductive) ou de partir d'une collection d'expériences « monétaires » pour en déduire un concept d'argent (approche inductive), une démarche rétroductive est donc possible, qui n'engage plus, d'un côté les données, soit le « réel », et, d'un autre côté, les élaborations du ou de la chercheur·se, soit la « théorie » : les données doivent être conçues comme des phénomènes entièrement « théoriques » ou, plutôt, ne s'inscrivant pas dans le réel, mais relevant du domaine du rationnel, compris comme celui de l'activité sociale de la recherche. La question du point de départ devient cruciale. Au lieu de partir de l'assimilation plausible de l'argent au crédit, qu'on rapporterait alors à une notion générique et transhistorique de lien social universel, on choisit la position du rapport marchand. On mobilise donc le concept marxiste d'argent comme antimarchandise, soit une distinction nette entre le monétaire et le financier. Le terrain n'a pas pour fonction de valider ou d'infirmer ce point de départ, qui est précisément ce qui permet de tenir un discours scientifique à partir des données. Celles-ci peuvent – doivent – amener à étoffer cette structure, à la préciser, à la nuancer. Mais le terrain ne peut jamais tout remettre en cause : seules les hypothèses secondaires sont susceptibles d'être informées par la pratique de l'ethnographie, puisque le noyau théorique est la condition même de l'entreprise de connaissance, condition de la production des données, ces matières premières du rationnel, pour reprendre les termes d'Althusser. Les données ne guident pas simplement les élaborations théoriques; à l'inverse, interprétations et réinterprétations sont « guidées par un cadre théorique toujours en chantier » (Burawoy, 2003, p. 155).

1.1.3 Une pratique économiste de l'ethnographie

Que l'on considère l'ethnographie comme une simple méthode ou comme une pratique à part entière, reste qu'elle devient une démarche qui n'est alors plus identifiée à l'anthropologie. Fassin considère ainsi que peuvent s'en réclamer aussi bien les anthropologues que les sociologues (Fassin, 2008). Olivier de Sardan (2008) parle ainsi de « socio-anthropologie » pour souligner que « la sociologie [qualitative] et l'anthropologie ont très largement en commun leurs objets, leurs postures et leurs problématiques » (ibid., p. 37), à tel point qu'il n'y a pas de différence essentielle dans leurs modes de production des données. De façon similaire, Dufy et Weber insistent sur le « caractère transdisciplinaire de l'analyse ethnographique, point commun incontesté entre l'anthropologie, la sociologie dite qualitative, qu'elle porte ou non sur le monde contemporain, et les courants historiographiques connus en France sous le nom de microhistoire » (F. Weber et Dufy, 2010, p. 4).

Il est *a priori* moins évident de faire du terrain en économiste. Cependant, les économistes institutionnalistes les plus soucieux·ses de convergence avec les autres sciences sociales se caractérisent également par un éclectisme méthodologique, bien au-delà des modalités traditionnellement économistes de production et de traitement de données. Ce travail s'inscrit dans la voie

ouverte par ces dernier·es : on ne trouvera dans ce travail aucun de ces modèles économétriques qui renvoient à la classique démarche hypothético-déductive continuant de caractériser la science économique dominante, mais une variété de matériaux ethnographiques et statistiques divers.

Il importe néanmoins de préciser ce que l'on entend par pratique économiste de l'ethnographie, comme terme à la fois proche et distinct tant de l'ethnographie économique [10], et de la sociologie économique. Il ne s'agit pas tant (même si cela pourra être un objectif partiel) de spécifier l'encastrement social des actions des membres de la MonedaPAR, ni uniquement de restituer le sens que ces dernier·es assignent à leurs pratiques, mais plutôt d'isoler les « mécanismes générateurs » (Bhaskar, [1975] 2008, p. 3) réels des phénomènes actuels dont les effets empiriques ont été enregistrés à travers la pratique du terrain.

[10] Qu'on peut concevoir comme une méthode « qui ne tient jamais pour acquises les catégories de pensée des savants et des experts mais les confronte aux catégories de la pratique » (F. Weber et Dufy, 2010, p. 4).

Ce terme de mécanismes générateurs renvoie aux thèses de Roy Bhaskar, économiste devenu philosophe des sciences, qui s'est fait le partisan d'une conception réaliste transcendantale de la connaissance, en tant qu'elle s'oppose à la conception empiriste de la connaissance. On peut articuler ses perspectives à la critique althussérienne de cette même conception empiriste de la connaissance et à la proposition de Duménil d'une caractérisation de l'entreprise marxiste comme une « connaissance par concept », c'est-à-dire comme connaissance matérialiste rationnelle, empirique mais non empiriste.

La conception empiriste de la connaissance se manifeste, selon Bhaskar, dans deux conceptions en apparence opposées du travail scientifique. D'une part, l'empirisme classique, hérité de Hume, qui considère que les objets de la connaissance sont directement les phénomènes isolés : une régularité observée doit conduire le ou la chercheur·se à en inférer une cause, dans une démarche typiquement inductive. D'autre part, l'idéalisme transcendantal, dont une formulation classique et statique se trouve dans les conceptions kantiennes, pour lequel les objets de la connaissance sont des constructions artificielles, comme des modèles, dont l'origine peut être retracée à l'activité sociale des chercheur·ses : une régularité observée n'est plus une condition suffisante pour parler de « nécessité naturelle » (ibid., p. 15), soit de loi ou causalité, mais reste une condition nécessaire.

[11] Dans les deux cas, ce que Marx appelle concret de pensée et concret réel sont fusionnés : la réalité est la pensée, la pensée la réalité.. La divergence, secondaire, entre l'idéaliste et l'empiriste porte uniquement sur la direction de cette confusion. Là où l'idéaliste voit dans l'empirique le réel à l'œuvre, confondu pour l'occasion avec l'idée ou l'esprit, puisque le réel n'est ici que construction de l'esprit humain, l'empiriste considère que de l'empirique naît le réel, entendu comme mise en évidence de régularités d'événements. Dans les deux cas, on ne peut atteindre des vérités qu'à travers un processus patient et précautionneux d'abstraction par extraction de ce qui constitue l'essence des phénomènes. Ces deux positions engagent donc toute deux une distinction spécifique entre les vérités cachées des choses et leurs apparences accidentelles. C'est cette distinction fallacieuse entre apparence et essence, entre l'inessentiel et l'essentiel, qui fonde la conception empiriste de la connaissance.

Dans la première perspective, « la science devient un épiphénomène de la nature » (ibid., p. 15), tandis que dans la seconde, c'est « le monde naturel [qui] devient une construction de l'esprit humain ou, dans ses versions modernes, de la communauté scientifique » (ibid., p. 15), Bhaskar renvoie, par cette dernière expression, aux conceptions de Kuhn, Lakatos ou encore Feyerabend, qui insistent tous sur le caractère social de l'activité scientifique, donc sur les discontinuités qui interviennent dans son développement. Il défend un « réalisme transcendantal », fondé sur une conception explicite de l'ontologie du monde réel, dont l'activité scientifique consiste à explorer les lois. Dans ce cadre, « les objets [de la connaissance] ne sont ni des phénomènes (empiricisme), ni des constructions humaines imposées sur les phénomènes (idéalisme), mais des structures réelles qui persistent et opèrent indépendamment de notre connaissance, de nos expériences et des conditions qui nous permettent d'y accéder » (ibid., p. 15)[11].

La proposition ontologique de Bhaskar consiste à soutenir que la réalité, naturelle ou sociale, est stratifiée : il faut y distinguer le domaine du réel, qui renvoie aux mécanismes causaux [12], l'actuel, soit l'ensemble des

[12] Ces mécanismes générateurs sont conçus par Bhaskar comme des tendances résultant de la structure interne des objets de la connaissances, qui peuvent se manifester complètement ou simplement partiellement, voire pas du tout, se manifester et n'être perçues que partiellement voire pas du tout, mais qui n'en demeurent pas moins les causes matérielles de l'ensemble des phénomènes observables et des faits observés, et subsistent donc relativement indépendamment de l'activité scientifique. C'est cette dernière caractéristique des mécanismes générateurs qui l'autorise à parler des lois causales comme des tendances transfactuelles de structures.

phénomènes observables, et enfin l'empirique, entendu comme les faits effectivement observés. Les mécanismes causaux ne sont plus nichés au cœur des données d'expérience, mais « celles-ci sont reconceptualisées comme des effets phénoménaux des structures causales profondes et nouménales qui peuvent elles-mêmes échapper à l'observation » (Vandenberghe, 2007, p. 492). Autrement dit, d'une part le réel, le véritable objet de la connaisance, n'est ni l'actuel ni l'empirique. D'autre part, pour expliquer les effets dans lesquels le réel se manifeste, « le scientifique doit postuler l'existence de mécanismes générateurs dont il cherche à comprendre la structure et le fonctionnement. » (ibid., p. 492).

Dans un second ouvrage, Bhaskar avance une application de ses thèses aux sciences sociales qui permet de reprendre à nouveaux frais la question de la (dis)continuité entre sciences naturelles et sciences sociales (Bhaskar, [1979] 1998). Il défend ainsi un naturalisme qui n'est ni un réductionnisme, ni un scientisme : entre les deux types de sciences, il y a une *unité* de méthode, unité qui n'est pas identité de méthodes (scientisme) et qui n'implique pas non plus une identification de leurs objets de connaissance respectifs (réductionnisme). Les sciences sociales sont scientifiques « exactement dans le même sens, mais pas tout à fait de la même façon » (ibid., p. 174) que leurs contreparties naturelles.

L'opposition de surface que Bhaskar identifie entre empirisme et idéalisme se présente, dans les sciences sociales, comme un conflit entre le positivisme, qui insiste sur la continuité essentielle entre sciences sociales et sciences naturelles, et l'herméneutisme anti-positiviste, qui soutient au contraire leur radicale différence, à la suite, par exemple, d'un Dilthey. Le premier menace toujours de verser dans une réification de la société, en centrant l'analyse sur les structures sociales et les contraintes qu'elles font peser sur les individus, tandis que le second peut basculer vers une forme d'individualisme ontologique, qui nie l'existence de tout phénomène émergent, réduisant le social à une simple agrégation d'individus.

Vandenberghe (2007) a proposé de recourir aux conceptions bhaskariennes afin de dépasser « l'ontologie de compromis » (Archer, 1995) dont il estime empreinte la sociologie. Le risque est celui d'une contradiction performative, en ce que ce qu'elle ne permet pas de clairement définir les limites de la sociologie. Elle consiste à partir des individus, considérés comme réels (individualisme ontologique) et à néanmoins reconnaître qu'il existe des effets émergents dont il faut tenir compte dans l'explication (collectivisme méthodologique). « Wébériens par convictions, durkheimiens par convention, les théoriciens acceptent une version sceptique de la sociologie durkheimienne » (Vandenberghe, 2007, p. 502), tandis que les sociologues de terrain tendent à une forme de réalisme spontané : « qu'ils travaillent sur la stratification ou les organisations, les banlieues ou la religion, la discrimination à l'école ou la compétition dans le monde sportif, la plupart du temps, il suivent spontanément le sens commun et estiment que les entités sur lesquelles ils font une recherche empirique existent dans la réalité *out there*, [même s']il est vrai que les sociologues sont censés rompre avec les prénotions du sens commun et se construire leurs concepts scientifiques en passant par la théorie » (ibid., p. 502).

Pour dépasser ce double écueil, Vandenberghe avance la possibilité d'un collectivisme ontologique, fondée sur la conception bhaskarienne d'un monde (social) stratifié entre réel, actuel et empirique : le social n'est ni les structures

ni la somme des individus, mais l'ensemble des rapports sociaux et des relations entre ces rapports. Cette conception relationnelle du social s'inspire de la démarche marxiste et évite les deux écueils de la réification et de la réduction du social.

Dans cette perspective, la spécificité du social tient, pour Bhaskar, à trois propositions : les structures n'existent qu'à travers les actions des individus mais elles ne peuvent y être réduites, elles en sont à la fois le résultat et les causes matérielles ; les structures n'existent pas indépendamment des concepts et conceptions émiques des acteur·ices, qui déterminent leurs actions ; de cette double dépendance des structures aux actions, et des actions aux concepts, il faut conclure qu'aucune science sociale ne peut prétendre être véritablement prédictive, mais que, de par leur nature explicative des structures sociales et parce que ces dernières sont transformables, les sciences sociales ont « nécessairement des implications émancipatrices » (Bhaskar, [1979] 1998, p. 61).

La société est « un effet non intentionnel des actions intentionnelles des acteurs » (Vandenberghe, 2007, p. 493), conçues à la fois comme causes efficaces de la reproduction des rapports sociaux et de leur transformation. La mise au jour, ***via*** une abstraction conceptuelle non extractive, des mécanismes générateurs du social, permet de le faire évoluer. Faire de l'ethnographie en économiste consiste précisément à mettre au jour les mécanismes générateurs spécifiquement économiques des faits sociaux[13].

Réduire le concept de monnaie à sa manifestation empirique sous forme d'un instrument dont la valeur semble être le fruit du jeu d'évaluations inter-subjectives, c'est-à-dire définir la monnaie par la confiance, pourrait être la forme que prend l'empirisme classique dans le domaine des études monétaires. C'est du reste sur une telle réduction que se fonde le rejet institutionnaliste de la théorie de la valeur-travail. Exclure cette réflexion proprement économique sur les phénomènes monétaires conduit, en retour, à favoriser une forme d'uni-disciplinarité plutôt que d'inter-disciplinarité.

La perspective inter-disciplinaire se concrétise dans une approche rétroductive, qui spécifie comme point de départ que l'argent n'est pas d'abord une créance, mais bien plutôt l'opposé de la marchandise. Cette idée est l'arrière-plan à partir duquel on pourra saisir les pratiques monétaires et financières des acteur·ices, ce qui ne revient évidemment pas à dire que ces dernier·es auraient « tort » de ne pas « voir » que le compte et le paiement, en contexte marchand, se définissent par rapport au concept de marchandise antithétique. Au contraire, c'est cette idée qui permet de capter les décalages entre les conceptions populaires et scientifiques de la monnaie. Notons qu'il ne s'agit pas de prendre le contrepied du « populisme méthodologique » (Olivier de Sardan, 2008), il s'agit au contraire d'en avoir un usage empirique non empiriste.

Il s'agit donc de montrer, à partir d'une pratique économiste de l'ethnographie, que marxisme et institutionnalisme (monétaire) sont moins incompatibles que susceptibles d'articulation, en tant que théories qui permettent de rendre compte de mécanismes générateurs distincts. Les conceptions monétaires des acteur·ices sociaux·les sont bien une cause efficace de l'évolution des structures sociales, mais il faut adjoindre à une sociologie qu'on pourrait définir comme compréhensive ou pragmatique une recherche sur la structure conceptuelle impliquée par les rapports

[13] Cartelier (2018) est proche de cette démarche : critiquant les modèles post-keynésiens *stock-flux coherent* (SFC) initiés par Godley et Lavoie ([2006] 2012), en raison de leur incapacité à prendre en compte, dans la théorie, les processus d'ajustements hors de l'équilibre des agrégats comptables, il soutient la nécessité d'une distinction entre paiements volontaires et paiement contraints. Les acteur•ices sociaux•les effectuent les premiers afin de satisfaire à leurs différents objectifs (accumulation d'une épargne, d'un capital, dépenses d'investissement, de consommation, etc.), tandis que les seconds découlent de l'application, *ex post*, de la sanction marchande, réalisant la convergence entre les auto-évaluations des différent•es acteur•ices et la validation sociale de leurs états. Un•e acteur•ice déficitaire doit donc trouver une source de financements additionnels, sauf s'il ou elle décide de faire faillite. S'il est impossible de distinguer les uns des autres, dans l'empirique (les faits observés), ces deux types de paiements, leur distinction analytique, dans le réel (mécanismes générateurs), reste nécessaire, puisque cela renvoie à des lois différentes : auto-évaluations fondées sur des anticipations individuelles, mise en cohérence du système dans le cadre des règles du jeu préétablies par la configuration spécifique de l'institution monétaire et (in)validation sociale des actions individuelles dans le second. Comme Cartelier l'écrit, « il n'y a pas de symétrie entre les problèmes empiriques et théoriques. Des notions théoriques incertaines et ambigües conduisent non seulement à une théorisation incertaine et vague, mais elles ne permettent pas de mener des études empiriques significatives ; des données incertaines et ambiguës ne sont pas un obstacle à l'élaboration d'une connaissance théorique qui, à son tour, peut éclairer les données empiriques et permettre de les interpréter avec plus de précision » (Cartelier, 2018, p. 172).

marchands, au sein desquels l'argent n'apparaît pas d'abord comme une créance, mais bien plutôt comme l'opposé de la marchandise.

1.2 Politiques du terrain

On reviendra sur les modalités d'accès (sous-section 1.2.1) et de maintien dans le terrain (sous-section 1.2.2), ainsi que sur la nature des données recueillies (sous-section 1.2.3). La MonedaPAR se structure en nœuds, qui sont autant de groupes locaux jouissant théoriquement d'une certaine autonomie dans l'établissement de leurs règles de fonctionnement internes, tant sur les modalités d'intégration des nouveaux membres ou sur ce qui y est échangé, que sur ce qui pourrait être la « politique monétaire » locale. Afin de partir des pratiques concrètes des acteur·ices et pour ne pas en rester au niveau des discours d'ensemble qui peuvent être tenus sur la MonedaPAR, j'ai fait le choix d'étudier plus spécifiquement deux de ces nœuds, dont les caractéristiques sociales sont à la fois suffisamment proches et divergentes pour permettre un travail comparatif (sous-section 1.2.4).

1.2.1 Premiers contacts

Je découvre la MonedaPAR au printemps 2018 *via* un ami doctorant franco-argentin travaillant sur les entreprises récupérées. Je suis alors en Argentine depuis septembre 2017 dans le cadre d'un échange avec le *Centro para la Planificacion del Desarrollo* (CEPLAD), laboratoire d'économistes hétérodoxes et marxistes de la faculté d'économie de l'université de Buenos Aires. J'y travaille sur un mémoire de fin d'études consacré à une comparaison de leurs conceptions monétaires, inscrites dans une perspective marxiste constructiviste, et de celles, développées en France, des différents courants de l'institutionnalisme monétaire.

La MonedaPAR est encore à ses débuts. Mon ami me la présente comme une tentative de construire un système monétaire coopératif, qui doit permettre aux entreprises récupérées, une forme argentine originale d'autogestion au cœur de la production, de faire face aux conséquences les plus délétères des politiques économiques néolibérales du gouvernement de Mauricio Macri [14] . Il tient ces informations des dernières réunions préparatoires de la MonedaPAR, qui ont lieu à *Gráficas*, siège de la fédération graphique du principal syndicat argentin, la *Confederacion General de los Trabajadores* (CGT), dans le *Microcentro* de Buenos Aires [15] . Lui-même a pris connaissance de l'expérience au cours de son travail de thèse, dont la problématique, assez similaire à la mienne, consiste à se demander en quoi cette forme originale d'autogestion peut – ou non – générer de véritables alternatives au marché et non pas simplement conduire à la formation de marchés idéaux.

Quelques semaines avant cette discussion, j'assiste par coïncidence à un séminaire de recherche, où Juan[16], l'un des promoteur·ices de la MonedaPAR, titulaire d'un doctorat en sciences économiques d'une université française, présente l'initiative. Je suis alors enthousiasmé par cette idée d'étendre cette forme de démocratie économique qu'est l'autogestion en direction d'une démocratisation de l'institution du compte et du paiement. Les expériences de monnaies alternatives me semblent généralement assez impuissantes, compte tenu de leur faible extension et du fait que la forme que peut prendre la circulation des produits du travail est structurellement contrainte par la forme de la production. De façon symétrique, les expériences d'autogestion de la production courent toujours le risque de demeurer des îlots alternatifs

[14] Celui-ci arrive au pouvoir en 2015, mettant fin à plus de dix ans de dominantion kirchénriste, du nom des époux Kirchner, qui sont les chefs de file de cette coalition globalement inscrite au centre-gauche de l'échiquier politique. Précisions qu'en 2019, une nouvelle alternance a lieu, Macri devant céder son fauteuil à Alberto Fernández, comme président et à Cristina Fernández de Kirchner comme vice-présidente, qui efface ainsi les marques de sa défaite de 2015. Notons au sujet de cette dernière qu'il est usuel, en Argentine, de rajouter au patronyme d'une femme mariée celui de son époux, précédé d'une particule — cela ne dénote pas d'une origine aristocratique. La coïncidence des patronymes du nouveau président et de sa vice-présidente est par ailleurs fortuite, Fernández étant un nom de famille relativement commun en Argentine. Cristina Kirchner était mariée à Néstor Kirchner, décédé en 2010 des suites d'une crise cardiaque. Son épouse lui a succédé à la présidence de la Nation au cours des élections de 2007.

[15] Voir la photo 1.2 en page 64.

[16] Voir l'encadré 1.2 en page 75 pour plus de détails sur les procédés d'anonymisation choisis.

dans un océan capitaliste. La MonedaPAR me paraît emprunter le chemin inverse : plutôt que de faire le pari d'une transformation des conditions de la production à travers celle des conditions de la circulation, elle part d'une production en cours de modification, dans laquelle des principes coopératifs s'instaurent, et se propose de renforcer ce processus en se dotant d'outils de financement adéquats. J'y vois la promesse d'une jonction intéressante entre deux processus de socialisation, de la production par l'autogestion des moyens de production, du financement par l'autogestion des moyens de paiement (Borrits, 2018).

Au second semestre 2016, Mario Cafiero, péroniste de de centre-gauche et opposant au gouvernement de Macri[17], ses allié·es politiques et syndicaux·les ainsi que des représentants du MNER, le *Movimiento Nacional de Empresas Recuperadas* [18], fondent l'Observatoire de la Richesse *Padre Arrupe*. L'identité politique péroniste, de laquelle se revendiquent aussi les Kirchner, est ainsi déterminante dans la genèse de la MonedaPAR.

Je suis invité à participer à titre d'observateur à ces réunions. Mon statut à l'époque n'est pas celui d'un doctorant venant faire du terrain, mais plutôt celui d'un jeune *compañero*[19] français intéressé par l'expérience. L'entrée sur le terrain en est facilitée, si bien que ma présence devient assez vite naturelle à l'occasion de ces réunions hebdomadaires, puis bi-hebdomadaires. Avant même de commencer ma thèse en septembre 2018, je réalise ainsi quelques entretiens et observations préliminaires.

Dans ces réunions au huitième étage de *Gráficas*, le siège de la *Federación Gráfica Bonaerense* [20] s'échangent principalement des informations sur le développement du réseau. En général, de la quinzaine de participant·es potentiel·les sont présents une petite dizaine. Les retraité·es sont majoritaires, tandis que le plus jeune membre a autour de trente-cinq ans. Les « jeunes » sont affiliés à l'une des structures constitutives de la MonedaPAR, l'*Espacio Bitcoin*, structure réunissant des ONG engagées dans l'écosystème *crypto* argentin ; le MNER, première organisation politique du secteur des entreprises récupérées ; l'*Observatorio de la Riqueza Padre Arrupe*.

Sans doute l'une des raisons de la facilité d'accès au terrain tient au fait qu'il ne se joue plus grand-chose dans ces réunions : il est déjà clair que la première stratégie d'expansion de la MonedaPAR, *via* les entreprises récupérées, est un échec. Une réorientation se prépare, en direction de la constitution de groupes locaux de promotion, les *nodos* (nœuds). Le centre de gravité de la MonedaPAR bascule ainsi du MNER et du syndicalisme péroniste vers une autre modalité de construction.

Cette bascule est déjà perceptible dans le fait que les réunions ne se tiennent plus à l'IMPA, entreprise récupérée « historique » et siège du MNER, mais à *Gráficas*. Lorsque je les interroge sur ce sujet, certain·es participant·es mettent en avant la plus grande proximité du nouveau lieu de réunion par rapport au boulevard périphérique, garantissant une meilleure accessibilité des réunions à ceux et celles qui n'habitent pas en centre-ville, voire viennent d'autres villes de la Province de Buenos Aires, comme La Plata, la capitale de la dite province. D'autres évoquent – sans les développer – de potentielles tensions avec les instances dirigeantes du MNER et son dirigeant, Eduardo « Vasco » Murúa[21].

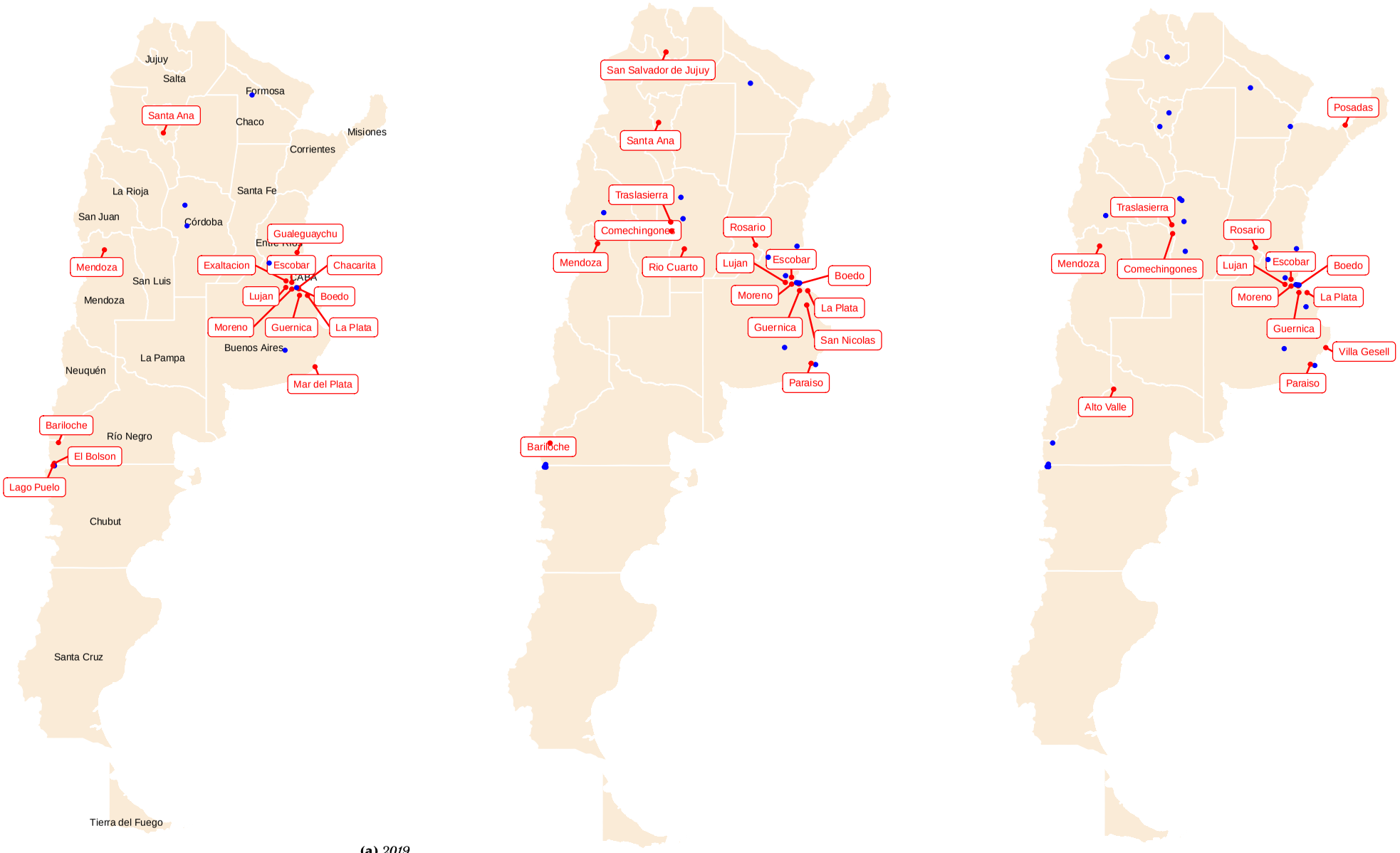
17 Deux fois député national, Mario Cafiero est le fils d'Antonio Cafiero, figure importante du péronisme, courant dont le kirchnérisme se présente comme l'actualisation (voir la section 2.4 en page 91 pour de plus amples détails sur l'espace politique atypique de l'Argentine). Antonio Cafiero est par deux fois ministre de l'Économie de Perón. Mario Cafiero est également l'oncle de Santiago Cafiero, *Jefe de Gabinete de Ministros* de l'actuel président argentin, Alberto Fernández, élu en 2019. Cette dernière fonction est plus proche du rôle d'un Premier Ministre que d'un directeur de cabinet : le chef de cabinet, en Argentine, s'assure de la coordination entre les différents ministères, fait le lien entre pouvoir exécutif et pouvoir législatif, ce dernier pouvant le démettre par une motion de censure, et, de façon générale, assiste le ou la Président·e dans ses fonctions.

18 Le MNER est une organisation rassemblant des entreprises récupérées. Coopératives de production, dont la reprise en autogestion par leurs travailleur·es est déclenchée par des faillites souvent frauduleuses déclarées par leurs directions patronales, leur nombre s'est accru pendant la crise de 2001 et a continué de croître sous les gouvernements Kirchner puis sous la présidence Macri, jusqu'à atteindre près de 400 entreprises rassemblant environ 16 000 travailleur·es, ayant statuts de coopérateur·ses ou de salarié·es, en octobre 2018 (Colectivo Facultad Abierta, 2018). À l'origine la seule organisation structurant ce secteur, des débats tactiques et stratégiques, notamment autour de l'attitude à adopter vis-à-vis du pouvoir kirchnériste, avant l'alternance de 2015, conduisent à des scissions et à la formation d'organisations concurrentes. S'il ne rassemble plus la majorité relative des entreprises récupérées, il conserve un poids symbolique fort.

19 Dans ce contexte, cela signifie « camarade ». Le terme est très lié à l'identité politique péroniste. La traduction plus littérale de camarade en *camarada* est à l'inverse plutôt utilisé par les militant·es des gauches non péronistes, c'est-à-dire socialiste, communiste ou encore trotskiste.

20 Il s'agit d'un syndicat fondé en 1907, proche des secteurs les plus combatifs du péronisme. Elle a soutenu, à rebours de nombreuses autres fédérations syndicales, les reprises d'entreprises par leurs travailleur·ses au cours de la crise de 2001 (Quijoux, 2011). Ce lien entre les *recuperadas* et ce syndicat de travailleur·ses graphiques explique pourquoi les réunions de la MonedaPAR, après s'être tenues au siège du MNER, se tiennent alors au siège du syndicat (Ghigliani, 1998, 2018). Voir `https://fgb.org.ar/historia/`.

21 « El Vasco », traduction espagnole de *le basque*, est son surnom : il est courant de l'insérer entre guillemets, comme on l'a fait précédemment, entre le prénom et le nom de famille.



(a) *2019.* **(b)** *2020.* **(c)** *2021.*

Fig. 1.1 - *Localisation des nœuds de la MonedaPAR selon l'année.*

En rouge, les nœuds actifs, en bleu les nœuds inactifs.
Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur `https://bts.ai`.

1.2.2 L'insertion sur le terrain

À l'époque, ces enjeux m'échappent. Je n'en prends réellement conscience qu'au cours du travail d'enquête proprement dit. Celui-ci commence en 2019 et s'étale sur trois séjours. Le premier dure moins d'un mois au début de l'année 2019, le second court d'avril à mi-mai 2019, tandis que le dernier séjour, plus long, a lieu entre octobre et décembre 2019, pour un total de cinq mois sur place. La dégradation de la situation sanitaire dans les deux pays m'empêche de réaliser un quatrième séjour, prévu pour le second semestre de 2020, et sans cesse repoussé depuis. Je ne peux ainsi bénéficier d'un retour sur le terrain après un premier travail des données obtenues.

Ni les membres de la MonedaPAR, ni moi-même ne me comptons réellement comme l'un des leurs. L'ethnographie que je pratique ne relève donc pas de ce qu'on a pu appeler l'« endo-ethnologie », d'autant plus impensable que mon étrangeté est redoublée : non content d'être issu d'un milieu social parfois supérieur à celui de certain·es des membres du réseau, ma nationalité française, que mon accent, impossible à dissimuler, met, malgré moi, toujours en avant et le pouvoir d'achat associé à l'euro induit une distance. On me la fait souvent sentir dans les entretiens, même avec les membres de la MonedaPAR dont les autres caractéristiques sociales sont proches des miennes.



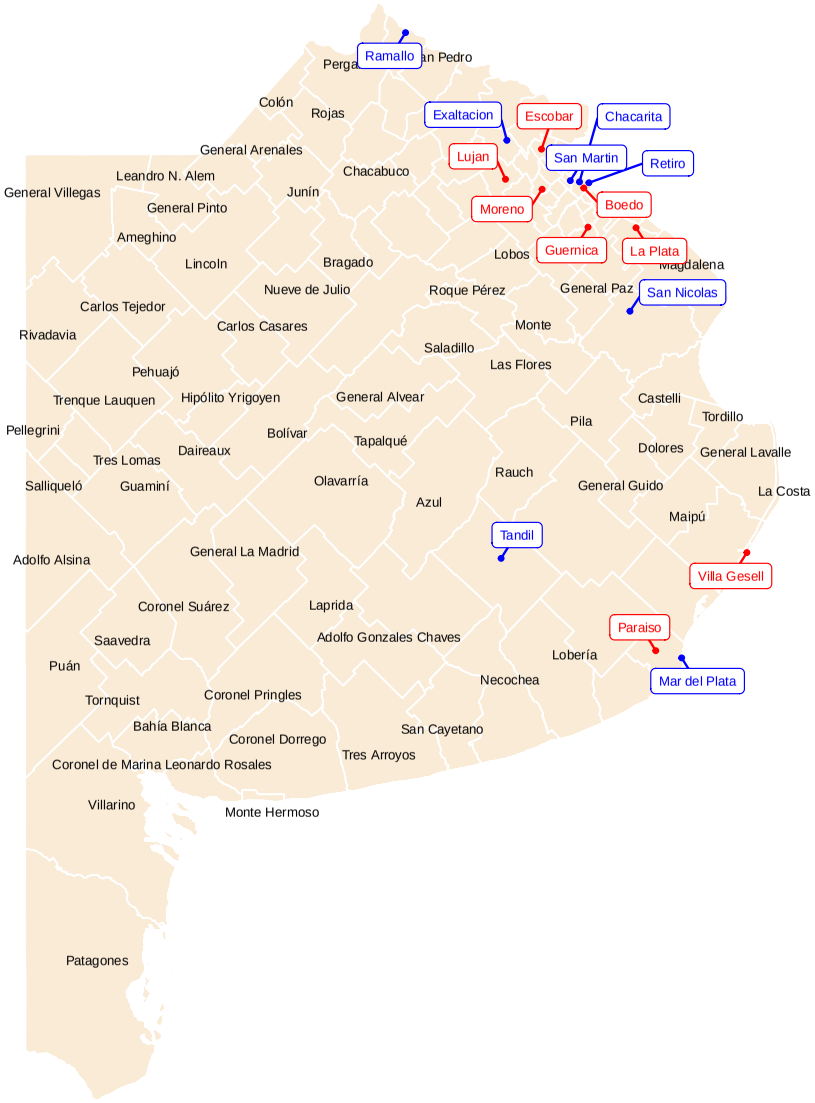
Fig. 1.2 - Gráficas, *le siège de la fédération graphique de la CGT de Buenos Aires.*
Source : Carnet de terrain.

Ma stratégie consiste à jouer un rôle spécifique dans le groupe, pour stabiliser et justifier ma présence. J'insiste sur mon intérêt scientifique et politique pour la MonedaPAR, arguant souvent je m'y intéresse en tant qu'économiste précisément parce que les économistes s'intéressent peu – voire pas du tout – à ce genre d'expérimentations. Le prolongement naturel de ce rôle négocié m'amène à m'investir de façon hebdomadaire dans la *Coordinación Econónomica* de la MonedaPAR, ce qui me permet de maintenir un lien avec le terrain du début de la crise sanitaire à la mi-2021.

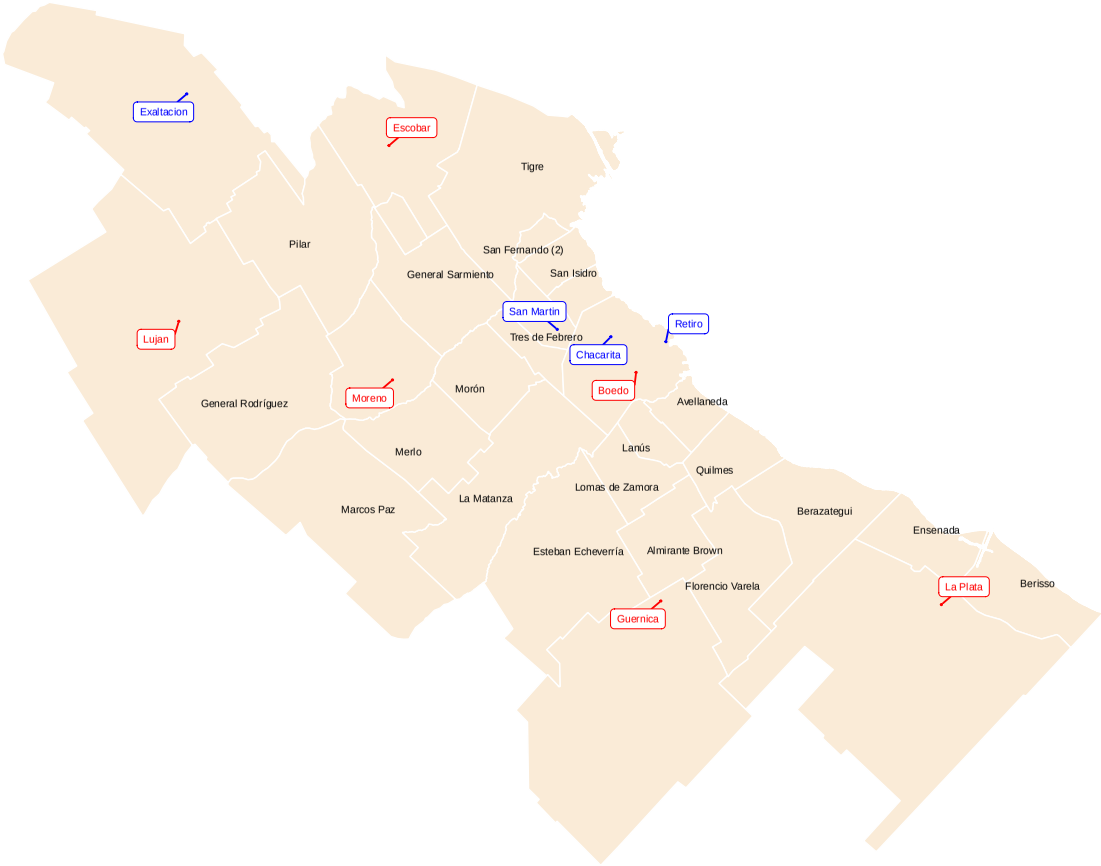
Je suis alors ce *compañero* de France, qui réalise des statistiques pour la communauté et propose des enquêtes par questionnaires dont les résultats sont ensuite présentés afin de servir au développement de la MonedaPAR. La consécration consiste mi-2021 à recevoir par deux fois 1 500 *pares* (soit une trentaine d'euros au total à la mi-2021) comme rémunération mensuelle pour mon activité au service de la communauté pour les mois de juillet et d'août 2021.

C'est en réalité le prolongement d'une logique qui préside très tôt à mon inscription dans le terrain. Rapidement, on me confie des tâches internes. Ainsi, en 2019-2020, je prépare, avec Sebastián Valdecantos et Ricardo Orzi, économistes spécialistes des monnaies sociales proches de la MonedaPAR, une communication pour présenter l'expérience à l'occasion du congrès international de RAMICS ; en 2020, j'épaule le premier dans la production de statistiques sur les échanges destinées à faciliter la gestion d'Escobar, où la MonedaPAR relève d'une logique différente[22] des autres nœuds du réseau. Je poursuis ce travail statistique, cette fois-ci au niveau de l'ensemble des groupes locaux, dans le cadre de la *Coordinación Económica*, jusqu'à la fermeture du terrain mi-2021.

[22] Voir la sous-section 3.1.1 du chapitre 3 en page 103.



(a) *Province et ville.*



(b) *Ville et alentours.*

Fig. 1.3 - *Localisation des nœuds buenos-airiens de la MonedaPAR en 2021.*

En rouge, les nœuds actifs, en bleu les nœuds inactifs.
Source : élaboration propre.

Tout en m'ouvrant un accès précieux aux données de transaction, ces activités me permettent d'affiner ma connaissance de l'infrastructure technologique, qui me resterait, sans cela, relativement obscure. Il m'est parfois demandé de vérifier dans la *blockchain* le statut de transactions sources de litiges entre deux participant·es, l'un·e affirmant qu'elles n'ont pas eu lieu, l'autre soutenant le contraire. Cet échange – accès au terrain contre aide – me facilite grandement l'insertion. Elle soulève les classiques problèmes de distanciation propres à une telle posture de « recherche militante ». Néanmoins, compte tenu de ce qui précède, ma posture ne reflète pas une implication forte dans le quotidien de la MonedaPAR, mais résulte d'un investissement mesuré et relativement distant (par la force des choses!) : on pourrait dire que je compense, grâce à ma fonction au sein de la *Coordinación Económica*, un risque d'extériorité excessive, qui m'interdirait toute forme d'imprégnation ou de connaissance intuitive.

Si, dans les premiers temps, un certain faible niveau initial d'enjeux, puisque la MPAR en est encore à ses débuts, accélère mon insertion sur le terrain[23], la situation se modifie progressivement par la suite. À ces réunions informelles, dans lesquelles le mandat des participant·es est flou, se substitue vers la fin 2018-début 2019 la *Federación de Nodos*, dans laquelle doit figurer un·e représentant·e mandaté·e de chaque nœud en activité. À la suite de l'assemblée annuelle ordinaire du 31 mars 2021, cette structure s'étoffe, avec la distinction entre la *Coordinación de Nodos* ou *Coordinación Nacional*, et l'*Assemblea de los Prosumidores*[24].

Il devient alors possible d'assister à nouveau aux réunions de la Coordination des Nœuds sans mandat spécifique, en tant que simple membre de la communauté : ce n'est pas un retour en arrière, dans la mesure où la structuration « institutionnelle » de la MonedaPAR a progressé au fil des assemblées ordinaires et extraordinaires, qui définissent non seulement des objectifs pour la communauté mais encore une organisation interne plus formalisée. En parallèle, l'*Equipo Operativo* remplit les charges « techniques » de suivi du logiciel, des demandes de financements, de production de statistiques et du travail de diffusion de l'initiative. Cette équipe, dont je suis *de facto* l'un des membres en tant que participant de la *Coordinación Económica*, se positionne donc vis-à-vis de la Coordination Nationale et l'Assemblée des Prosommateur·ices[25], comme une instance en apparence purement « technique », sans pouvoir décisionnaire.

La Fédération puis la Coordinations des nœuds correspondent, à une échelle nettement réduite, à ce que a été la Commission inter-zonale du *Red General de Trueque* (RGT) [26], le réseau originaire des clubs de *trueque* : « elle incarne la confiance hiérarchique en tant qu'institution qui, sans participer directement aux transactions, est chargée de faire respecter les règles monétaires, à travers le contrôle de l'émission des moyens de paiement et de la procédure à suivre afin d'accepter une nouvelle zone dans le réseau » (Saiag, 2016, p. 67).

Je suis en fait pris dans un processus d'encliquage : cantonné à la dimension technique, je n'ai rapidement plus accès ni aux délibérations de la Fédération des Nœuds (avant sa transformation en Coordination Nationale), ni aux discussions qui ont cours sur le groupe WhatsApp afférent. En 2019, lorsque je demande à assister à des réunions de la Fédération des Nœuds, on m'indique expressément qu'il ne se « discute rien d'important pour l'instant ». Une fois la transformation de cette fédération en Coordination Nationale,

23 L'annonce, sur le groupe WhatsApp *PAR*, qui rassemble les participant•es aux réunions de Gráficas, de ma volonté de commencer une thèse sur la MonedaPAR et de me joindre au groupe promoteur de la MonedaPAR, ne suscite absolument aucune réaction notable, si ce n'est un chaleureux « *bienvenido* » d'une personne avec laquelle j'ai réalisé auparavant un entretien exploratoire. Celle-ci m'a justement suggéré de préciser mon projet, dont elle a déjà connaissance, aux autres membres du groupe.

24 Cette dernière est normalement la seule source de légitimité de la première. Voir la section 3.3 du chapitre 3 en page 139.

25 En castillan, *prosumidor•a*. Contraction de *productor•a* et *consumidor•a*, cette notion est tirée des travaux du « futuriste » Toffler (1980). Les fondateur•ices des clubs de troc, dont Rubén Ravela qui m'a accordé un entretien, utilisent déjà ce terme en amont de la crise de 2001 pour désigner les participant•es du *trueque* (Luzzi, 2005, p. 47, note 13). On reviendra sur l'origine, la signification et les effets sociaux de cette notion. On l'utilise pour l'instant simplement comme le pendant « émique » des notions « étiques » de participant•e ou membre, de la MonedaPAR.

26 Cependant, comme on le verra dans la section 3.2 du chapitre 3 en page 118, la MonedaPAR semble être bien plutôt l'héritière du fédéralisme monétaire promu par une scission du RGT, le *Red de Trueque Solidario* (RTS), là où le RGT se caractérisait par une centralisation de ce qui pourrait être considéré comme la politique monétaire du *trueque*. Dans la MonedaPAR, ce sont les nœuds qui sont souverains sur la définition des règles du jeu dans le cadre des limites — très souples — fixées collectivement au sein de la Coordination des Nœuds, ce qui induit une certaine variété des situations locales.

actée en mars 2021 par l'assemblée des prosommateur·ices, la situation n'évolue pas réellement, en raison de mon éloignement prolongé du terrain dans un contexte de pandémie[27].

[27] Voir la sous-section 4.3.2 en page 217.

Sans doute peut-on y lire une volonté de sortir du flou artistique des débuts, en formalisant les procédures d'accès à l'instance décisionnaire. Une sorte de direction informelle rassemblant quelques personnes se constitue en effet, condition de survie du projet, et, en même temps, source de contradictions, lorsque l'idéal d'une autogestion d'un système monétaire bénéficiant de la transparence et de la sécurité apportée par la *blockchain* se confronte à la réalité de la possession par cette direction informelle de l'intégralité des clés privées des membres.

En effet, cela équivaut à un accès *de facto* à l'ensemble des avoirs en *pares* de ces dernier·es. La justification en est qu'en l'absence de l'accès au registre des clés privés, impossible de les renvoyer aux participant·es de la MonedaPAR, qui les oublieraient et perdraient ainsi l'accès à leurs avoirs. De fait, cette situation semble assez courante, de sorte qu'il y a un arbitrage entre l'idéal d'un système de paiement effectivement décentralisé et la réalité, qui impose des contraintes allant à rebours de cet idéal. Dans ce contexte de structuration progressive de quasi-autorités monétaires se constituent ainsi des espaces dont l'accès m'est restreint, ce qui contraste fortement avec la facilité avec laquelle je passe des premiers contacts à la participation aux activités du réseau.

1.2.3 Données

Les données recueillies sont hétérogènes, puisqu'elles relèvent tout à la fois de comptes-rendus de séances d'observation participante, d'entretiens semi-directifs, de questionnaires et d'analyse des données de transactions. De façon plus accessoire, je mobilise aussi les échanges sur les réseaux sociaux entre des membres de la MonedaPAR et une revue de presse autour de l'expérience.

En ce qui concerne l'observation participante, il s'agit tout d'abord des réunions visant à promouvoir l'initiative auprès de publics variés (étudiant·es, élu·es, syndicalistes, militant·es politiques, etc.) ; d'assemblées extraordinaires ou ordinaires de l'ensemble des participant·es en 2020 et en 2021[28] ; des réunions des groupes locaux qui constituent cette communauté, enfin, qui sont des lieux d'échanges dans un double sens, échanges discursifs au sein d'assemblées, échanges commerciaux dans le cadre de *ferias*[29].

[28] Si elle m'empêche de réaliser un dernier séjour de terrain, la crise sanitaire rend beaucoup plus facile d'assister aux réunion locales et nationales de la MonedaPAR, puisque ces dernières passent toutes par Zoom ou Jitsi, ou d'autres plateformes de visioconférences analogues.

[29] De façon beaucoup plus occasionnelle, j'assiste également à certaines des rencontres virtuelles auxquelles participent — ou qu'organisent — des membres de la MonedaPAR, sur des thématiques non directement liées à l'initiative, mais largement connexe, comme la série de séminaires de l'institut Silvio Gesell.

Juan joue un rôle-clé, en m'introduisant dans les deux nœuds principaux de l'enquête, celui de Boedo et celui de Moreno. Il me propose ainsi de participer respectivement à la seconde rencontre du premier nœud et à la toute première *feria* du second. Il me permet par ailleurs de l'accompagner début 2019 dans une tournée de différentes tentatives de fondation de groupes locaux dans la ville et la région de Buenos Aires. C'est grâce à celle-ci que je prends contact avec le référent du nœud d'Escobar. C'est encore grâce à lui que je peux échanger avec les promoteurs du nœud de Mendoza. Enfin, accompagné de Carlos, l'un des membres de l'*Espacio Bitcoin*, je participe fin 2019 à une seconde tournée de présentation de l'initiative dans le centre et le nord-ouest argentin, de Villa de las Rosas près de Córdoba à Salta en passant par Capilla del Monte.

Je réalise parallèlement près de trente entretiens semi-directifs, soit avec des membres du réseau, soit avec des personnes proches mais qui n'en font pas tout à fait partie[30], afin de capturer leurs représentations, ou, encore, ce que Boltanski et Esquerre appellent leurs « cartes cognitives ». Je fais le choix de me concentrer sur les nœuds de Boedo et Moreno, comme je m'en explique ci-dessous, mais les entretiens ne se limitent pas aux membres de ces deux groupes. Je rencontre également les « techniciens » de l'*Espacio Bitcoin*, en charge de l'infrastructure logiciel de la MonedaPAR ; des référent·es d'autres nœuds également (Escobar, Mendoza, La Plata), pour avoir quelques éléments sur les différentes trajectoires de l'initiative dans des lieux et des contextes distincts ; ainsi qu'un référent du *Red Global de Trueque*, Rubén Ravera. Ce dernier a été l'un des initiateur·ices et animateur·ices du *trueque* à la fois en amont et pendant la crise de convertibilité de 2001.

30 Voir en annexe le tableau B.1 en page 437 la présentation synthétique de ces entretiens.

Une autre crise, sanitaire cette fois-ci, interdisant toute poursuite du terrain en présentiel, afin de maintenir un contact avec le terrain et de poursuivre la production de données, j'opte comme *second best* pour la passation de deux questionnaires, d'une cinquantaine, puis d'une centaine de répondant·es. Cela implique néanmoins que je n'ai pas accès – ou alors très indirectement *via* les discussions lors des réunions hebdomadaires en visio de la *Coordinación Económica* – à l'évolution de la MonedaPAR et de ses groupes locaux pendant la pandémie. Celle-ci est en effet l'occasion de l'introduction de dispositifs nouveaux, comme des *ferias* ou des assemblées virtuelles, ainsi que de systèmes de livraison. Elle représente également une période de structuration interne de la MonedaPAR, avec la constitution, aux côtés de la *Coordinación Económica*, d'un atelier de formation des futur·es prosommateur·ices sur le modèle des dispositifs de certification des clubs de troc ou l'ouverture de nouveaux groupes locaux. Enfin, cette période est un moment d'« essaimage » de la MonedaPAR, qui exporte son modèle à l'étranger avec la création de « monnaies-sœurs »[31].

31 *« Monedas-hermanas »*, dans les termes des acteur•ices, regroupant le *Muyu*, en Equateur, la *Luna* en Colombie, le *Sol* en Uruguay, mais aussi le *Pétalo* au Chili, ainsi que le *Coop* à Rio Cuarto, dans la province argentine de Córdoba. Voir l'image 4.6 en page 193.

Ces deux questionnaires ne prétendent à aucune représentativité particulière. D'une part, cet objectif est de toute façon hors de portée, compte tenu des contraintes spécifiques liées à la crise sanitaire, et de la nature de l'objet, dont l'informalité ne facilite pas la mise en nombre. D'autre part, il peut être vu comme plus fondamentalement hors de propos, puisque l'analyse qualitative ne prétend pas à la représentativité. Sa spécificité consiste à l'inverse à évacuer les quantifications explicites ou implicites de son effort de théorisation (Lejeune, 2015), pour mettre au jour des catégories dont il s'agit d'explorer les articulations conceptuelles d'un point de vue essentiellement qualitatif.

À ce titre, un phénomène marginal peut être tout à fait central en raison de sa nature inédite. Le statut de ces deux questionnaires découle de cette exigence de l'analyse qualitative : loin de tout objectif de représentativité, ils me permettent surtout de renforcer ou de nuancer les conclusions provisoires quant aux caractéristiques sociales, aux orientations politiques et aux comportements marchands des acteur·ices que j'ai formulées grâce aux entretiens et à l'observation participante. Ces questionnaires ont également mis en évidence des dimensions de la MonedaPAR insuffisamment prises en compte initialement, comme la relation des membres du réseau au secteur bancaire traditionnel, ainsi que la nature de leurs pratiques financières[32].

32 Ce qui m'a permis de constater, par exemple, que la MonedaPAR est pour une partie des acteur•ices un moyen d'accumulation d'une épargne sous forme de valeurs d'usage, sous forme d'objets utiles. Ce fait convoque les analyses de l'épargne en termes de séparation et de mise à distance par le biais de la matérialité des objets d'épargne de Roig (2015) et Roig et Gago (2019), que Saiag a appliqué à l'étude des clubs de *trueque* argentins (Saiag, 2016, p. 150).

Ces deux ensembles de données sont complétés par l'analyse des discussions ayant cours sur les (nombreux) groupes ou pages sur les réseaux

sociaux, principalement sur les plateformes WhatsApp, Facebook, Twitter et Telegram, créés à l'initiative des membres de la MonedaPAR[33]. Je ne réalise pas de façon systématique des analyses de contenu ou de discours. De façon moins ambitieuse, je procède à un codage thématique des discussions qui apparaissent les plus chargées de sens. Cela permet de croiser les données issues de l'observation et des entretiens et celles du corpus tiré des réseaux sociaux de la MonedaPAR.

[33] Voir le tableau C.1 en page 443 en annexe pour une recension de la présence de la MonedaPAR sur les réseaux sociaux.

Une dernière source annexe est constituée par une revue de presse autour de la MonedaPAR, qui documente à la fois le développement du réseau, puisque, souvent, l'annonce de la fondation d'un nouveau nœud est relayée par les médias, tant dans la presse écrite que dans les radios locales, avec parfois des relais dans des journaux nationaux, et de saisir la façon dont on parle médiatiquement de la MonedaPAR, notamment du point de vue de sa relation à l'expérience du *trueque*[34].

[34] Voir le tableau D.1 en page 447 en annexe.

Pour compléter ces éléments qualitatifs, je mobilise également les données des transactions en *par*. Disponibles en ligne *via* un explorateur de bloc Bitshares, elles me sont livrées pré-formatées par les « techniciens » du réseau au titre de ma participation à la *Coordinación Económica*, m'évitant d'avoir à coder un logiciel pour me permettre d'isoler et d'extraire automatiquement les données de transactions de la MonedaPAR parmi l'ensemble des transactions qui ont lieu dans la *blockchain* Bitshares.

Cette analyse des données de transactions s'inscrit dans une démarche explicitement quantitative, puisqu'il s'agit alors de produire des indicateurs permettant de saisir l'évolution du réseau, à travers par exemple le nombre moyen de transactions par usager actif dans le mois ou, encore, l'équivalent du produit total brut en *par*, mais, également, d'indicateurs plus complexes, *via* par exemple l'application de l'indice de Gini sur la répartition des avoirs des usager·es ou la vitesse de circulation et le taux de féminisation. Plus spécifiquement, cela m'a permis de produire des représentations graphiques du réseau PAR et de contrôler l'évolution d'indicateurs relevant de l'analyse de réseau.

1.2.4 Le choix des nœuds

À bien des égards, Juan constitue la personne-ressource indispensable à mon insertion sur le terrain, ce qui ne va pas sans ambiguïtés. En effet, dans la mesure où il est l'un des membres fondateurs les plus actifs à l'époque de mes séjours sur le terrain, identifié comme l'« économiste de la MonedaPAR », mon insertion est rapide et j'accède à une variété de situations locales différentes. D'un autre côté, et bien qu'il n'y ait pas d'inégalités rigides de statut, comme ce pourrait être le cas dans une entreprise ou une association formelle, il me faut néanmoins me dissocier de la figure de Juan pour pouvoir être perçu comme un prosommateur (presque) comme les autres. Ainsi, au-delà des mises en contact facilitées principalement par Juan, il faut négocier la possibilité d'observations régulières dans les groupes locaux.

De par la grande autonomie qui est laissée aux groupes locaux, constituant théoriquement l'origine de la souveraineté dans une logique *bottom-up* plutôt que *top-down*, confédérale plutôt que centralisée, ces groupes locaux sont autant de groupes monétaires participant à la communauté de paiement plus large définie par l'utilisation du *peso* comme unité de

compte. La MonedaPAR s'inscrit, comme communauté monétaire, dans cette communauté de paiement, dans la mesure où elle se structure autour de la parité nominale du MPAR et de l'ARS (*peso* argentin).

L'entrée par les groupes locaux s'impose alors pour contre-balancer le risque d'une analyse surplombante, celui de se cantonner à une présentation de la MonedaPAR telle qu'elle se donne à voir depuis l'infrastructure (le registre public des transaction et l'architecture technique permettant le fonctionnement du système de paiement) et à travers les conceptions et projections du petit groupe des fondateurs.

Au cours des trois années de thèse, la MonedaPAR voit sa composition considérablement évoluer. Des quinze nœuds actifs en 2019, seuls sept sont encore actifs en 2021, tandis que sept nouveaux apparaissent la même année et trois émergent puis disparaissent entre-temps[35]. Au total, à la mi-2021, depuis 2017, soit en presque quatre ans d'existence, il y a quarante-quatre tentatives d'ouverture de nœud, dont onze n'ont aucune suite[36]. Fin 2021, il y a donc vingt-deux nœuds actifs, dont six sont encore au début du processus de fondation et six ont été fondés dans l'année, ce qui donne un sous-total de dix nœuds réellement stabilisés. Parmi ces dix nœuds stabilisés, seuls six ont plus de deux ans d'existence : les nœuds de La Plata, Moreno, Boedo, Guernica, Mendoza et Luján. De ceux-ci, seuls les trois premiers existent lors du premier séjour de terrain en décembre 2018-janvier 2019.

Suivant en cela l'approche comparative, telle que la propose la démarche dite de la théorisation ancrée de Glaser et Strauss, qui consiste en un double « travail rigoureux de constitution de ressemblances [...] et un travail sur les différences » (Ayache et Dumez, 2011, p. 37), je décide alors d'étudier plus spécifiquement deux de ces quatre nœuds, Boedo et de Moreno[37], dont les caractéristiques, à la fois proches (proximité géographique, composition de genre) et éloignés (composition de classe), facilitent une approche comparative.

Comme on peut le constater sur la carte en page 71, les deux nœuds sont situés dans le *Gran Buenos Aires*, qui regroupe la ville et les vingt-quatre *partidos*, ou communautés de communes, de sa banlieue proche, ce qu'on appelle le *conurbano*[38]. Le nœud de Boedo se trouve dans l'un des quarante-huit quartiers de la Ville Autonome de Buenos Aires (CABA) tandis que Moreno constitue une des vingt-quatre communautés de communes qui bordent la ville de Buenos Aires. En mettant en rapport la carte 1.1c en page 63, la carte 1.3a, ainsi que la carte 1.3b en page 65, il est apparent que les créations de nœuds se concentrent soit dans la ville de Buenos Aires elle-même, soit dans la province de Buenos Aires[39]. Cela reflète la très inégale répartition de la population argentine sur un territoire grand comme treize fois la France. Ainsi, environ un quart des argentins vivent soit dans la ville, soit dans les faubourgs de Buenos Aires. Ils sont ainsi concentrés sur moins de 1 % du territoire total de la République Argentine. Sélectionner pour cette étude des pratiques monétaires des acteur·ices deux nœuds buenos-airiens ne se justifie donc pas simplement par des raisons prosaïques de la possibilité d'un accès simultané aisé aux deux terrains, mais découle de la prise en compte de la dynamique d'implantation territoriale de la MonedaPAR, qui reflète elle-même la distribution géographique de la population argentine.

Les deux nœuds ainsi sélectionnés ont également l'avantage d'entretenir des relations, commerciales et non commerciales, créant ainsi un milieu

35 Voir les cartes 1.1a pour l'année 2019, 1.1b, pour l'année 2020, et 1.1c, pour l'année 2021 en page 63, donnant l'évolution de la répartition géographique des nœuds de 2019 à 2021. On ne reproduit pas les cartes équivalentes pour les années précédentes en raison du faible nombre de nœuds concernés (deux en 2017 et six en 2018, dont deux sans activités réelles). On peut trouver dans le tableau 1.1 en page 74 des détails supplémentaires.

36 Il s'agit de Capilla del Monte, Corrientes, El Bolsón, El Hoyo, Exaltacíon, Miraflores, Quintana, Ramallo, San Martín, San Juan et Tandíl. En moyenne, tout au plus dix transactions internes y ont lieu, contre 912 en moyenne sur les nœuds réellement actifs, soit qu'ils l'ont été, soit qu'ils le sont encore, et 635 pour les nœuds désormais inactifs mais ayant connu une activité réelle.

37 À l'origine, je pense m'intéresser également au nœud de Chacarita, qui occupe une place intermédiaire entre Boedo et Moreno, en ce qu'il s'agit un nœud de la ville de Buenos Aires, à la différence de Moreno, et d'un nœud où les membres des classes populaires sont bien plus présent·es qu'à Boedo. Par ailleurs, Chacarita a été un haut lieu du *trueque*. Mais la création d'un nœud de la MonedaPAR y fait long feu, ce qui me conduit à interroger plus spécifiquement les relations des membres de la MonedaPAR vis-à-vis de l'héritage du *trueque*. On peut se référer, pour ce qui est de Chacarita, à l'encadré 3.1 en page 135.

38 On distingue usuellement au moins deux *cordónes*, ou ceintures. Le premier *cordón* inclut les communautés de communes les plus proches de la ville de Buenos Aires. Le second, qui se consolide plus tardivement au cours du XXe siècle, est constitué des *partidos* plus éloignés. Voir `http://www.atlasconurbano.info/pagina.php?id=170` pour des détails supplémentaires (consulté le 19 janvier 2022).

39 Il s'agit d'une entité administrativement distincte de la *Capital Federal* depuis la fédéralisation de la ville en 1880. CABA, pour *Cuidad Autónoma de Buenos Aires*, et PBA, pour *Provincia de Buenos Aires*, sont deux des vingt-quatre entités fédérées de la République argentine. Toutes disposent d'un pouvoir législatif, exécutif et judiciaire propre. La province de Buenos Aires, dont la capitale est la ville de La Plata, se divise à son tour entre les vingt-quatre communautés de communes situées à proximité de la capitale fédérale, avec laquelle elles forment le *Gran Buenos Aires* (GBA), et ce qu'on appelle *el interior* — l'intérieur — c'est-à-dire tout le reste, nettement moins dense. Il peut paraître contre-intuitif de désigner ce qui se situe à l'extérieur d'une ville comme *l'intérieur*. En réalité, celui-ci se définit ainsi en opposition à la frontière maritime de l'Argentine, à laquelle est adossée le port de Buenos Aires, qui fonctionne comme son interface principale avec le reste du monde.

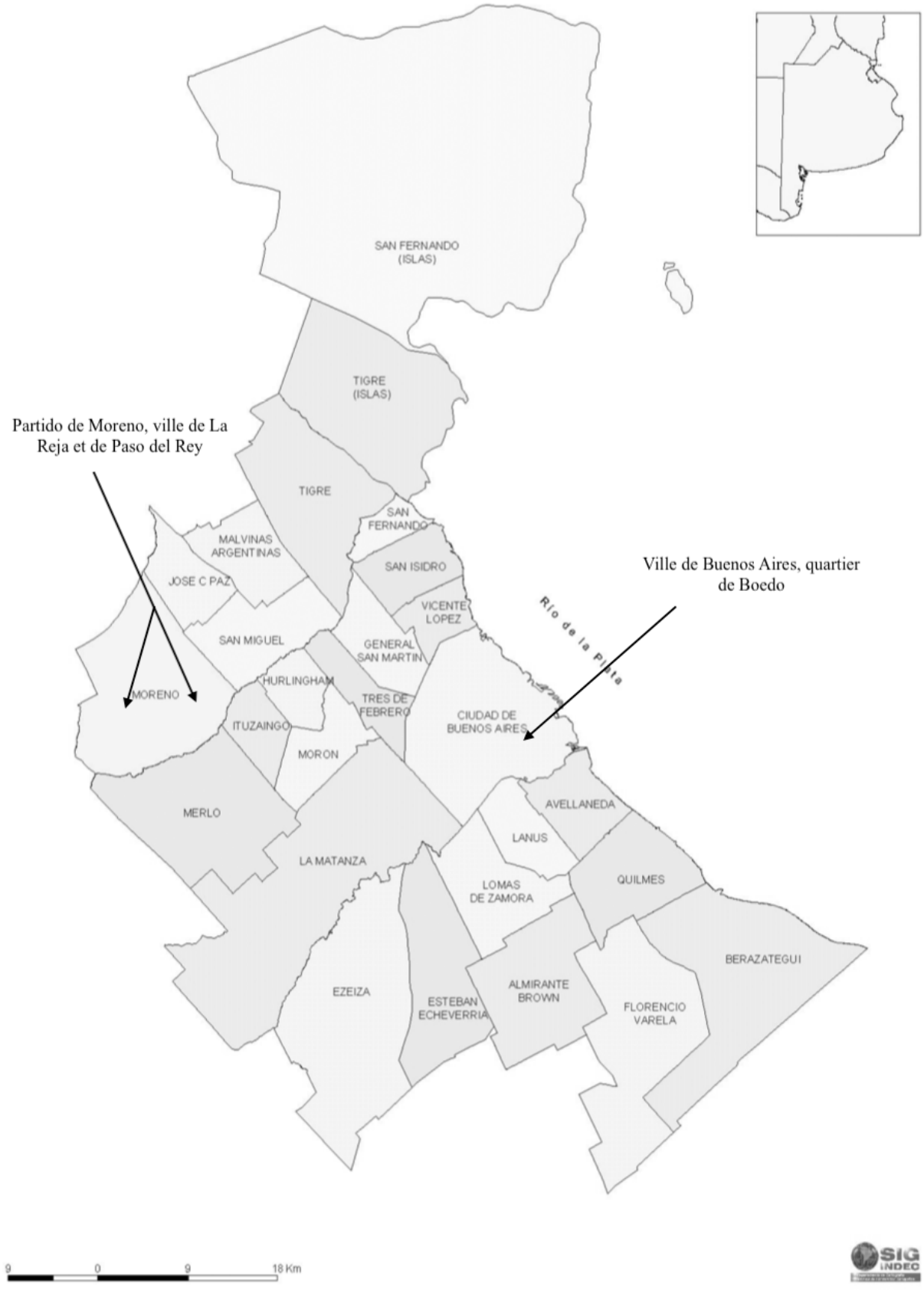


Fig. 1.4 - *Localisation des nœuds de Moreno et Boedo dans l'ensemble du Gran Buenos Aires (Ville Autonome de Buenos Aires + 24 partidos du conurbano).*

Source : INDEC, 2003.

d'inter-connaissance. Les participant·es passent de l'un à l'autre ou s'inscrivent dans les deux en fonction des périodes.

Relativement éloigné de Buenos Aires, puisqu'il intègre le second *cordón* du *conurbano* et presque aussi grand en superficie[40], le *partido* de Moreno, qui lui donne son nom, regroupe des populations globalement plus pauvres que Boedo, vivant dans des conditions parfois difficiles. D'après un rapport du centre d'études politiques locales[41], l'institut municipal de développement urbain, écologique et régional [42] , la ville de Moreno comptabilise près de 175 000 des 525 000 habitants de la communauté de commune du même nom[43]. trois habitant·es de Moreno sur dix vivent dans des bâtisses construites sur des terrains dont la situation légale n'est pas régularisée. Par ailleurs, 34 % seulement des 153 000 foyers ont accès au réseau de gaz, 23 % disposent d'un accès à l'égout et 26 % de l'eau potable courante.

À l'inverse, le quartier de Boedo est un quartier « moyen », situé, à la fois géographiquement et en termes de revenus, à mi-chemin entre le nord plutôt aisé (Belgrano, Palermo, Recoleta, Villa Urquiza dans une moindre mesure) et le sud plus modeste (Flores, Barracas, Parque Avellaneda, ...). C'est d'ailleurs ainsi que des participant·es du nœud lui-même me le présentent : nœud « de classe moyenne », Boedo « n'a pas [réellement] besoin de la MonedaPAR », il n'y a pas l'« urgence » qu'il peut y avoir à Moreno. Situé dans la *Comuna 5*[44] , dont la population est de 186 740 habitant·es en 2016, sur les un peu plus de trois millions que compte alors Buenos Aires[45]. C'est l'une des deux *comunas* les plus denses[46]. Le revenu moyen par habitant est de 22 502 *pesos* argentins (ARS) par mois en 2018, ce qui est proche de la valeur moyenne sur la ville entière (22 459 ARS)[47].

La collecte de données sur ces deux nœuds se fait de trois façons. En premier lieu, la participation aux réunions physiques de ces deux groupes lors des séjours sur le terrain permet de réunir des informations sur les modes de règlement, sur les produits échangés, ainsi que sur l'organisation concrète de ces *ferias*, le tout consigné dans une série de carnets de terrain. La périodicité de ces réunions oscille tout au long de l'enquête de terrain, de plusieurs fois par semaine à une fois toutes les deux semaines, voire tous les mois. Des entretiens semi-directifs avec des membres de différents statuts, soit uniquement référent·e, soit référent·e et prosommateur·ice, soit uniquement prosommateur·ice, permettent de fixer le processus de constitution des deux nœuds et, notamment, de renseigner sur le lien avec les autorités publiques ou les organisations préexistantes. Ils mettent également en évidence des informations additionnelles sur les régulations internes, que ce soit sur la quantité initiale de *pares* attribuée aux nouveaux et nouvelles membres, sur les modalités d'intégration de ces dernier·es ou, encore, sur les interdits plus ou moins implicites qui cadrent ce qui peut être vendu et ce qui ne peut pas l'être, ainsi que comment l'on doit vendre les produits. Enfin, l'insertion sur les différents groupes sur les réseaux sociaux de ces deux nœuds me permet d'être témoin d'échanges parfois significatifs portant sur tous les points précédents.

40 186 kilomètres carrés contre 203 pour CABA. Voir la carte 5.24 en page 268.

41 *Centro de Estudios Politicos Locales.*

42 L'IDUAR, *Instituto Municipal de Desarrollo Urbano Ambiental y Regional.*

43 Le recensement national de 2010 décompte environ 452 000 habitant·es, à rapporter aux treize millions que compte alors le *Gran Buenos Aires*, pour une population totale sur l'ensemble de l'Argentine de plus de quarante millions de personnes. Notons au passage que les habitant·es sont plus nombreux·ses que celles et ceux des provinces de San Luis (431 588 en 2010), Catamarca (367 828), La Rioja (180 995), La Pampa (316 940) (INDEC, 2012).

44 Les quarante-huit *barrios* sont les subdivisions historiques de Buenos Aires tandis que les quinze *comunas*, issues de la loi 1.777 de 2005, regroupent plusieurs *barrios* formant les unités administratives de la ville.

45 Voir la carte interactive permettant de visualiser les données statistiques de l'administration de la Ville Autonome de Buenos Aires (CABA) : `http://www.mapa.cesba.gob.ar/empleo/ingreso-medio` (consulté le 17 août 2019).

46 Voir `http://www.mapa.cesba.gob.ar/demografia/densidad-poblacional/gcba-2016-densidad-poblacional-por-comunas` (consulté le 17 août 2019).

47 Il s'agit de la moyenne de l'*ingreso per cápita familiar* (IPCF) : le ratio entre la masse des revenus (du travail ou non) générés par les différents membres d'un ménage et le nombre de membres de ce ménage (« *cociente entre la masa de ingresos generados por los diferentes preceptores de un hogar (laborales y no laborales) y la cantidad de miembros del mismo* »). Les ménages qui ne déclarent pas de revenus ne sont pas pris en compte par cet indicateur. Voir `https://www.estadisticaciudad.gob.ar/eyc/?p=82456` (consulté le 17 août 2019).

Année	nœuds	Province	Date de création	Date de fermeture	Longévité
avant 2019	*10 nœuds*				
1	La Plata	PBA	avril. 2017	-	Plus de trois ans
2	Tandíl	PBA	- (juil. 2017)	- (déc. 2017)	Pas d'activité réelle
3	Mar del Plata	PBA	avril 2018	mai 2019	Entre un et deux ans
4	Gualeguaychú	Entre Ríos	oct. 2018	oct. 2019	Entre un et deux ans
5	Boedo	CABA	nov. 2018	-	Plus de trois ans
6	Exaltacíon de la Cruz	PBA	- (nov. 2018)	- (nov. 2019)	Pas d'activité réelle
7	Quintana	Córdoba	- (nov. 2018)	- (nov. 2018)	Pas d'activité réelle
8	Mendoza	Mendoza	nov. 2018	-	plus de trois ans
9	Moreno	PBA	nov. 2018	-	Plus de trois ans
10	Chacarita	CABA	déc. 2018	juil. 2019	Moins d'un an
2019	*11 nœuds*				
11	Bariloche	Río Negro	janv. 2019	août. 2021	Entre deux et trois ans
12	El Bolsón	Río Negro	- (janv. 2019)	- (fév. 2019)	Pas d'activité réelle
13	Lago Puelo	Chubut	janv. 2019	déc. 2019	Moins d'un an
14	El Hoyo	Chubut	- (fév. 2019)	- (fév. 2019)	Pas d'activité réelle
15	Guernica	PBA	juil. 2019	-	Entre deux et trois ans
16	Miraflores	Chaco	- (juil. 2019)	- (juil. 2019)	Pas d'activité réelle
17	Ramallo	PBA	- (juil. 2019)	- (août. 2019)	Pas d'activité réelle
18	Luján	PBA	août 2019	-	Entre deux et trois ans
19	Santa Ana	Tucumán	sept. 2019	nov. 2020	Entre un et deux ans
20	Capilla del Monte	Córdoba	- (sept. 2019)	- (sept. 2019)	Pas d'activité réelle
21	San Martín	PBA	- (sept. 2019)	- (sept. 2019)	Pas d'activité réelle
2020	*9 nœuds*				
22	Río Cuarto	Córdoba	janv. 2020	août 2020	Moins d'un an
23	Retiro	CABA	fév. 2020	mars 2020	Moins d'un an
24	Rosario	Rosario	mai 2020	-	Entre un et deux ans
25	Traslasierra	Córdoba	mai 2020	-	Entre un et deux ans
26	San Nicolas	PBA	juin 2020	oct. 2020	Moins d'un an
27	San Salvador de Jujuy	Jujuy	août 2020	déc. 2020	Moins d'un an
28	San Juan	San Juan	- (juin 2020)	- (oct. 2020)	Pas d'activité réelle
29	Comechingón	San Luis	oct. 2020	-	Entre un et deux ans
30	Paraíso	PBA	nov. 2020	-	Entre un et deux ans
2021	*13 nœuds*				

Année	nœuds	Province	Date de création	Date de fermeture	Longévité
31	Red Federal MyES	National	fév. 2021	-	Moins d'un an
32	Alto Valle	Neuquén	fév. 2021	-	Moins d'un an
33	Villa Gesell	PBA	avr. 2021	-	Moins d'un an
34	Posadas	Misiones	avr. 2021	-	Moins d'un an
35	Corrientes	Corrientes	- (avr. 2021)	- (mai 2021)	Pas d'activité réelle
36	San Miguel de Tucumán	Tucumán	fév. 2021	-	Moins d'un an
37	San Marcos Sierras	Córdoba	août. 2021	-	Moins d'un an
38	BTA Rosario	Rosario	oct. 2021	-	en formation
39	Club Arrazabal	PBA	oct. 2021	-	en formation
40	Universidad Nacional de Lomas de Zamora	PBA	oct. 2021	-	en formation
41	José C. Paz	PBA	nov. 2021	-	en formation
42	La Corvaleta	PBA	nov. 2021	-	en formation
43	Villa Elisa	Entre Ríos	nov. 2021	-	en formation
Total Crédit Mutuel	43 nœuds				
Hors crédit mutuel	Escobar	PBA	juil. 2018	-	Plus de trois ans
TOTAL	*44 nœuds*				

Tab. 1.1 - *Nœuds de la MonedaPAR par date de création.*

La création d'un nœud est datée à la première transaction interne, c'est-à-dire entre deux membres du nœud en question. On a choisi cette référence plutôt que la première transaction du compte-guichet du nœud. En effet, un nœud, en raison de son histoire spécifique, peut ne pas disposer de compte-guichet autonome, comme à Mendoza, ou avoir été fondé bien avant la création du compte-guichet afférent, comme à La Plata.
La date de fermeture d'un nœud correspond à la dernière transaction interne connue. Cela permet d'écarter les « renaissances » fictives de nœuds, lorsque d'ex-participant·es se réinvestissent dans un autre nœud et initient de nouveaux échanges avec les membres de ce dernier.
Les parenthèses autour de la date d'ouverture et de fermeture de certains nœuds sont là pour indiquer que le nœud en est resté aux stades préliminaires, sans déboucher sur une quelconque activité réelle, même limitée dans le temps, soit qu'il n'y a presque pas eu de transactions du tout, qu'elles soient internes ou externes, soit que ces transactions ne correspondent pas à des transactions reflétant des échanges *réels* de biens ou services.
On a enfin mis à part Escobar, puisque ce nœud est pris dans une logique qui n'est pas exactement celle du crédit mutuel. La MonedaPAR, on le verra, joue essentiellement un rôle de crédit à la consommation à taux (quasi)-zéro.
PBA correspond à la Province de Buenos Aires et CABA à la Ville Autonome de Buenos Aires, la capitale des provinces fédérées argentines.

L'accès aux réseaux sociaux de Boedo et Moreno s'avère par ailleurs très utile pour comprendre les différences entre les deux nœuds. Boedo dispose d'un groupe WhatsApp principal, *Nodo Boedo*, exclusivement dédié (en théorie) à la publication d'offres de produits ou d'expression de nécessités, auquel s'adosse un groupe annexe, *Nodo Boedo colaterales*, où peuvent avoir lieu des discussions plus larges sans rapport nécessairement direct avec les échanges en *pares*. À ces deux groupes s'est tardivement adjoint un troisième, *Feria Boedo*, spécifiquement dédié aux échanges matériels, notamment dans le cadre de la pandémie qui a donné lieu à l'organisation de *ferias* en visioconférence.

Encadré 1.2 : Questions d'anonymat

La question de l'anonymat dans les travaux de sciences sociales n'est pas neutre. Les patronymes sont des marqueurs sociaux, ils charrient un ensemble de connotations qu'il s'agit de maîtriser lorsqu'on souhaite préserver l'anonymat des personnes dont il est question : « c'est parce que les prénoms sont expressifs et ont été abordés par la sociologie comme des indicateurs, c'est parce que l'acte de nomination produit une "anonymisation située" et c'est parce que cet usage se diffuse rapidement et concerne maintenant un tiers de la production d'articles en sociologie, qu'*a minima* l'étude des usages que les sociologues font des prénoms se justifie » (Coulmont, 2017).

Les critères retenus pour anonymiser sont les suivants :

D'un point de vue externe, à de rares exceptions près, l'intégralité des enquêté·es sont anonymisé·es. On peut se référer au tableau B.1 en page 437 pour la liste des noms repris dans le corps de ce travail. Les exceptions portent sur les personnalités publiques, telles que Mario Cafiero. Compte tenu de sa carrière d'homme politique, l'anonymiser reviendrait à gommer les effets sociaux dont son association au projet MonedaPAR est porteuse. Ex-député national péroniste et petit-fils du ministre de l'économie de Perón, il est considéré comme étant proche de l'Église et *a priori* opposé à la légalisation de l'avortement. Ces prises de positions suscitent une certaine méfiance vis-à-vis de la MonedaPAR chez certaines personnes qui sont pourtant intéressées par l'expérience.

De plus, son identification au péronisme induit également un *quiproquo* potentiel avec un projet qui se veut sans coloration politique spécifique de façon à ne pas repousser par avance des potentiel·les participant·es. Enfin, son propre positionnement parfois qualifié d'« anarcho-péroniste » au sein du péronisme permet de mieux saisir le projet initial. À rebours des solutions traditionnelles du péronisme, qui tend à concevoir l'intervention politique comme une intervention essentiellement étatique, la MonedaPAR s'inscrit dans une logique *bottom-up* et décentralisatrice. C'est d'ailleurs le point de jonction entre l'anarcho-péronisme de Cafiero et les perspectives d'autres membres de la MonedaPAR, parfois idéologiquement opposé·es à ce que représente le mouvement péroniste. Pour toutes ces raisons, l'anonymisation de Mario Cafiero serait à la fois discutable et pratiquement impossible.

Les cas de Rubén Ravera et de Eduardo Murúa sont similaires. Faire référence à un dirigeant du RGT serait une bien faible anonymisation pour le premier, tandis que la participation du MNER, dont Murúa est l'un des dirigeants, à la fondation de la MonedaPAR rend inutile l'utilisation de périphrases du type « un dirigeant d'une organisation d'entreprises récupérées ». De façon similaire, Heloisa Primavera, qui partage une histoire commune et relativement conflictuelle avec Rubén Ravera en tant que partisane de la scission du RTS par rapport au RGT à l'époque des clubs de *trueque*, conserve son patronyme.

D'un point de vue interne à la communauté PAR, il est possible que les noms d'emprunt retenus ne fassent pas longtemps illusion pour ces membres qui remplissent des fonctions de référent·es de l'un ou l'autre nœud. Néanmoins, le fait que les référent·es de chaque nœud sont généralement plusieurs permet sans doute de réduire ces possibilités d'identification interne. Consulté·es, les membres du réseau ont opté pour une anonymisation sans que soit absolument nécessaire une confidentialité complète vis-à-vis des autres membres (Laurens et Neyrat, 2010).

Ces critères d'anonymisation ne sont pas entièrement satisfaisants. Coulmont (2017) souligne au moins deux écueils. D'une part, « les connotations recherchées (ethnie, classe, genre…) [sont] éphémères : l'usage des prénoms vise à densifier la description du monde social, mais c'est au prix de l'obscolescence programmée des références » (ibid.), dans la mesure où les connotations des prénoms évoluent dans le temps. L'auteur note ainsi l'origine étrangère du prénom Nadine, qui n'est plus vraiment transparente aujourd'hui. D'autre part, quand l'anonymisation est, de fait, « tendanciellement réservé[e] aux enquêtés de classes populaires, leur usage connote le petit peuple » (ibid.).

Si le risque d'une évolution des connotations pour un·e lecteur·ice francophone est sans doute moins prégnant en raison de la nature non hexagonale du terrain de cette enquête, il reste bien que la procédure d'anonymisation retenue me conduit à ne choisir de prénoms de remplacement que pour les enquêté·es qui ne sont pas des figures publiques.

Le risque est que la grande masse des enquêté·es en vienne à figurer comme une foule anonyme de laquelle se détachent quelques figures de premier plan. Je m'efforce, pour pallier cet écueil, de les singulariser par d'autres biais dans le processus d'écriture.

Cette distinction entre un (ou plusieurs) groupe « économique » et un groupe « politique » ne se retrouve pas à Moreno. Les prosommatrices de la Plaza Fransiscanos, l'un des lieux de *ferias* du nœud de Moreno où sont réalisées les observations, ont leur propre groupe *PAR EN FRANCISCANOS*. Il se distingue du groupe *FRANCISCANOS*, qui est celui de toutes les participantes de la *feria* générale qui a lieu sur la place, dont les prix sont libellés en *pesos*.

Sous-groupe de ce dernier, *PAR EN FRANCISCANOS* est également l'un des sous-groupes de la MonedaPAR à Moreno, dont le point de référence reste le groupe *PAR Moreno*. Ce dernier regroupe les référent·es des différents lieux de *ferias* dans la commune[48].

L'objectif de cette étude comparative est de saisir les régularités des pratiques monétaires en tant qu'elles procèdent de l'existence de certains dispositifs, comme autant de substrats ou supports matériels des représentations – monétaires ou autre – des différents acteur·ices. Ce sont ces dispositifs qui orientent les différentes trajectoires locales de développement de la MonedaPAR, c'est donc à travers eux qu'il est possible de thématiser le caractère éventuellement alternatif de la MonedaPAR saisi « par en bas ».

Autrement dit, passer par les pratiques monétaires en tant qu'elles sont organisées par des dispositifs matériels distincts des acteur·ices implique une rupture avec la conception « auto-référentielle » de l'argent, dont Harribey (2017a) tente une critique constructive (ibid.), qui confère à la sanction monétaire un pouvoir mystérieux de « création » de valeur. Saisir la valeur à son juste niveau, « ni en surplomb, ni hors-sol », selon le titre d'un autre article du même auteur (Harribey, 2011), c'est ce que semble autoriser cette entrée.

Une limitation de l'enquête tient à l'impact de la crise sanitaire. En particulier, l'accès à l'intimité de leurs foyers dont dispose Saiag (2016) dans le cas des participant·es des clubs de troc me reste fermé et, avec lui, des informations plus précises sur l'insertion de la MonedaPAR dans l'économie et la comptabilité domestique. Ceci est d'autant plus dommageable que cette dimension se fait progressivement jour au cours de l'enquête. De façon corollaire, les vingt-huit entretiens dont je dispose devaient idéalement être complétés par une seconde vague d'entretiens qui auraient permis de rectifier de façon plus systématique la grille d'entretien indicative utilisée. Nombre des défauts de ces premiers entretiens ne peuvent pas être redressés. La profondeur des données ethnographiques utilisées dans ce travail ne peut que s'en ressentir. Ce travail assume donc son caractère hybride, mêlant données et méthodes à la fois qualitatives et quantitatives.

[48] Comme on l'a expliqué, l'enquête de terrain ne se limite pas à la collection de données sur Boedo et Moreno. Simplement, c'est seulement dans ces deux cas qu'il y a conjonction de ces trois jeux de données — observation, entretien et insertion sur les groupes sur les réseaux sociaux. Des observations sont réalisées à Chacarita et Mendoza, mais pas d'entretiens, ni d'accès aux groupes sur les réseaux sociaux du nœud de Chacarita, qui, du reste, n'aura eu qu'une brève existence. Des entretiens sont menés à bien avec une référente-prosommatrice du nœud de Luján, complétant l'insertion sur les deux groupes WhatsApp, principal et latéral, de ce nœud, mais aucune observation, tout comme pour le nœud La Plata.

chapitre 2

De Perón à Macri : le contexte d'émergence de la MonedaPAR

Les spécificités du système politique argentin sont importantes pour présenter à la fois le contexte d'émergence de la MonedaPAR et les caractéristiques qu'elle acquiert progressivement. Il s'agit ici de donner quelques éléments sur les dynamiques politiques du pays.

Dans un premier temps, on reviendra sur l'émergence du péronisme (section 2.1), pour préciser l'émergence de la convertibilité fixant le *peso* à la parité avec le dollar états-unien sous le gouvernement du péroniste de droite Carlos Saúl Menem (1930-†2021) (section 2.2) ainsi que sa crise finale, qui conduit le pays dans un cycle hyperinflationniste. En proposer une lecture marxiste permettra de rapporter la fragmentation de l'espace monétaire argentin – mise en circulation des quasi-monnaies provinciales, circuits fiscaux permettant aux provinces fédérées de pallier les effets les plus destructeurs de la crise et consolidation des clubs de *trueque*, représentant une émission monétaire privée, hors circuits bancaires et fiscaux usuels – aux dynamiques économiques induites par le caractère contradictoire de l'accumulation de type capitaliste (section 2.3). Enfin, on détaillera les caractéristiques spécifiques de l'espace politique argentin, structuré selon deux axes orthogonaux, gauche-droite et haut-bas (section 2.4)

2.1 La singularité du péronisme

Juan Domingo Perón (1895-†1974), qui donne son nom au péronisme, identité politique profondément structurante de la politique argentine, est un militaire admiratif des solutions corporatistes à la question sociale. Il séjourne d'abord dans l'Espagne franquiste puis dans l'Italie fasciste dans le cadre des relations diplomatiques entre l'Argentine et ces deux pays. Il professe d'ailleurs un temps une certaine admiration le corporatisme du régime mussolinien. Les polémiques, après la seconde guerre mondiale, autour de l'accueil qu'il réserve à divers·es représentant·es du régime nazi défait, perdurent encore jusqu'à ce jour.

Sur la base d'une lecture historique, sélective, on a parfois fait du péronisme un proto-fascisme pour fonder une légende noire de cette identité politique. Néanmoins, Perón n'est pas fasciste : si ses idées politiques sont imprégnées de nationalisme et sa vision économique dénote un goût pour le corporatisme, les velléités belliqueuses tout comme la volonté de détruire l'ennemi intérieur dans le but de régénérer la nation (Palheta, 2018) sont absentes du péronisme. Par ailleurs, tant son corporatisme que sa base sociale diffèrent des caractéristiques des mouvements d'extrême-droite européens. L'aspect redistributif est essentiel dans la doctrine de Perón. Il la nomme « justicialiste », figurant la troisième voie enfin trouvée entre l'affrontement du bloc libéral et du bloc socialiste dans le contexte de guerre froide : plutôt que de consacrer la prééminence de l'individu au détriment du collectif (le libéralisme) ou, à l'inverse, de subordonner l'individu au groupe (le socialisme), les militant·es péronistes défendent ainsi une certaine idée de la justice sociale dans un cadre capitaliste-marchand. Ainsi, tous les représentant·es de la classe capitaliste ne se valent pas : le capital concentré, les grandes entreprises multinationales sont autant de figures de l'adversaire, là où la bourgeoisie « nationale » industrialiste, les petit· es patron·nes sont essentiel·les à l'indépendance économique du pays. Le péronisme a, dès le début dans l'immédiat après-guerre, une base sociale populaire dont les fascismes européens sont dépourvus : à rebours d'une certaine prénotion, en effet, les bases sociales de ces derniers restent concentrées dans les classes moyennes. Enfin, en dépit du fait que Perón conquiert ses premières positions politiques au sein d'un gouvernement proto-fasciste, celui de la dictature de 1943 à 1945, son choix de s'allier aux courants syndicaux et socialistes-révolutionnaires correspond également à sa volonté de se démarquer de la conception traditionnelle du rôle de l'Église et de l'armée au sein du nationalisme argentin (Finchelstein, 2012).

S'il ne fonde ainsi pas un gouvernement fasciste lors de sa prise de pouvoir *via* le suffrage universel en 1946, comme le dénoncent alors ses opposant·es, Perón n'est pas non plus un homme de gauche. C'est la première figure de l'histoire politique argentine à parvenir à cette fonction par le suffrage universel. Il est alors soutenu par le *Partido Laborista* (fondé pour l'occasion, il rassemble ses membres autour d'un socle ouvertement syndical et ouvrier), l'*Unión Cívica Radical Junta Renovadora* (scission pro-péroniste et de centre-gauche de l'*Unión Cívica Radical*[1] et le *Partido Independiente* (coalition de personnalités conservatrices), qui fusionnent bientôt dans le *Parti Justicialiste* (PJ) sous l'impulsion de Perón, soucieux de contrôler l'auto-organisation des militant·es ouvrier·es et syndicalistes du *Partido Laborista*, qui ne doit pas le dépasser sur sa gauche. Ce dernier regroupe

[1] L'UCR est le premier parti de masse de la République Argentine. Ce terme ne désigne pas la radicalité politique que peuvent porter les partis d'extrême-gauche en Argentine ou, dans un genre tout à fait différent, les groupuscules d'extrême-droite qui s'agrègent autour de l'économiste néolibéral Javier Milei (1970-) à partir de la dernière élection présidentielle de 2019. Il renvoie aux membres de l'Union Civique Radicale, avec le Parti Justicialiste le deuxième parti le plus durable de l'histoire argentine. On peut rapprocher les conditions d'émergence de l'UCR argentine au début du XIXe siècle au parti radical français, central sous la IIIe République : l'action du président radical Hipólito Yrigoyen (1852-†1933) permet notamment des avancées démocratiques en faveur des masses jusqu'alors durablement exclues des droits civiques, dynamique qui prend abruptement fin suite au coup d'État de 1930 qui initie la Décennie Infâme.

donc des positionnements politiques allant de la gauche à la droite, initiant ce « double espace politique » si caractéristique de la politique argentine.

Les trois « étendards »[2] du péronisme sont justice sociale, souveraineté politique et indépendance économique. Le nouveau pouvoir met ainsi en place un vaste État-providence, notamment dans le secteur de la santé et de l'éducation, des programmes de redistribution au profit des classes populaires, reconnaît les droits politiques des femmes[3]), engage des politiques économiques de substitution aux importations accompagnées de nationalisations de secteurs stratégiques, comme le secteur ferroviaire, pour favoriser l'industrialisation du pays, considérée comme cruciale pour son indépendance politique et économique. En politique extérieure, Perón défend une position de non-alignement, en cohérence avec son idée d'une troisième voie entre capitalisme libéral états-unien et socialisme soviétique. Les relais locaux des deux blocs, que ce soit, d'un côté, la bourgeoisie du « port » de Buenos Aires ou, de l'autre, les militant·es du Parti Communiste Argentin, en concevront un antipéronisme certain. Enfin, il met en place la nouvelle Constitution de 1949, la première constitution réellement démocratique de l'Argentine.

Sa réélection avec 62 % des suffrages en 1952 permet à Perón de gouverner jusqu'au coup d'État de 1955, la Révolution Libératrice, qui voit s'installer bientôt au pouvoir le représentant des fractions les plus dures des forces armées, le général Pedro Eugenio Aramburu (1903-†1970). La Constitution de 1949 est remplacée à la suite de ce coup d'État, qui persécute, élimine et interdit cette identité politique et ses symboles. Perón doit s'exiler dans l'Espagne de Franco, tandis que les organisations politiques péronistes sont interdites. Un nouveau coup d'État en 1966, la Révolution Argentine, débouche sur l'interdiction de l'intégralité des partis avec l'instauration de la dictature du général Juan Carlos Onganía (1914-†1995). Les militant·es s'organisent dans la clandestinité. Les *Fuerzas Armadas Peronistas* (FAP), les *Fuerzas Armadas Revolucionarias* (FAR) et les *Fuerzas Armadas de Liberación* (FAL) ou, plutôt, ce qu'il en reste après le cycle de répression très dur qu'entraînent leurs premières actions, vont converger au sein des *Montoneros*, organisation péroniste révolutionnaire d'extrême-gauche qui va mener des actions de lutte armée.

Son principal avatar au sein de l'extrême-gauche non péroniste est constitué par l'organisation trotsko-guévariste *Partido Revolucionario de los Trabajadores* (PRT) et son bras armé, l'*Ejército Revolucionario del Pueblo* (ERT). Mai 68 en Argentine a lieu en 1969 : le *Cordobazo* voit la ville industrielle de Córdoba, située au centre du pays, se soulever contre le pouvoir des militaires. Perón soutient les guérillas et les mobilisations de masse. Le péronisme se précise alors, au moins dans les discours du chef, comme projet – perçu comme contradictoire ou original selon les positions politiques des commentateur·ices – de socialisme national : un slogan fameux des militant·es de la tendance de gauche est alors « Perón, Evita, la patrie socialiste ».

En 1972, le général Alejandro Agustín Lanusse (1918-†1996), un militaire qui a participé au coup d'État de 1966, succède à Onganía, qui a également suivi le général Aramburu lors de la Révolution Libératrice. Il tente de mettre en œuvre le Grand Accord National, qui doit permettre de réduire la fracture entre péronistes et antipéronistes, d'assurer une transition maîtrisée à la démocratie et, plus prosaïquement, de lui garantir le poste de président en

[2] En castillan, *banderas*.

[3] Sa seconde épouse, Eva « Evita » Duarte de Perón (1910-†1952), chanteuse et comédienne d'extraction populaire, fonde en 1949 le *Partido Peronista Feminino*, composé exclusivement de femmes qui obtient la préemption de droit d'au moins un tiers des postes électoraux obtenus par le mouvement péroniste.

contraignant péronistes du PJ et radicaux de l'UCR à le soutenir. De fait, il précipite une rupture au sein de l'UCR, divisée entre Arturo Frondizi (1908-†1995), qui se rapproche de Perón, et Ricardo Balbín (1904-†1981), représentant de son aile la plus antipéroniste. Il défie Perón de revenir en Argentine se présenter aux élections, défi que ce dernier relève en atterrissant à l'aéroport d'Ezeiza, dans la banlieue de Buenos Aires, le 17 novembre de la même année. La dictature parvient à empêcher Perón de se présenter grâce à des arguments procéduriers.

Qu'à cela ne tienne : Héctor José Cámpora (1909-†1980), fidèle de Perón et considéré comme proche de la *Tendencia*, la gauche péroniste, se présente en lieu et place du *conductor* et parvient au pouvoir en 1973. Le retour d'exil de Perón est alors définitif. Son arrivée est cependant entachée par une tragique fusillade, qui voit la droite péroniste prendre pour cible des militant·es du péronisme révolutionnaire. C'est le signe avant-coureur du virage à droite du péronisme tardif, accéléré après le décès de Perón en 1974. Isabel Martínez de Perón (1931-), sa vice-présidente et nouvelle épouse du Colonel – Eva Duarte de Perón est décédée en 1952 – lui succède. José López Rega (1916-†1989), péroniste conservateur, est son conseiller occulte. Il finance en sous-main, depuis son poste au gouvernement, la Triple A, Alliance Anticommuniste Argentine, responsable des assassinats d'au moins 683 personnes, issues pour la plupart des rangs de la gauche péroniste révolutionnaire.

Le dernier coup d'État en date de l'histoire argentine, qui prend initialement de court les États-Unis dont les autorités se ressaisissent rapidement pour le soutenir, a lieu en 1976[4]. Jorge Rafael Videla (1925-†2013) prend la tête du Processus de Réorganisation Nationale, qui dure jusqu'au retour de la démocratie en 1983 avec l'élection du radical Raúl Ricardo Alfonsín (1927-†2009). Les quatre juntes farouchement antipéronistes qui se succèdent alors sont responsables de l'assassinat et de la disparition de près de 30 000 personnes, de l'exil de millions d'Argentin·es et de la désastreuse guerre des Malouines qui oppose le pays au Royaume-Uni. Les juntes font le pari un développement fondé sur les exportations du secteur agro-industriel. Le résultat en est l'augmentation des inégalités, une nouvelle envolée de l'endettement extérieur et une dynamique de désindustrialisation du pays dans le cadre d'une restructuration néolibérale, impulsée par le ministre de l'Économie José Alfredo Martínez de Hoz (1925-†2013).

[4] Les coups d'États réactionnaires – Révolution Libératrice, Révolution Argentine, Processus de Réorganisation Nationale – se succèdent ainsi avec régularité, environ tous les dix ans de 1955 à 1976. Entre chaque dictature militaire ont lieu de courtes tentatives de gouvernements démocratiques : le péronisme est néanmoins systématiquement empêché de se présenter en tant que tel aux élections.

Historiquement, le péronisme est un mouvement sans idéologie ni doctrine clairement délimitée. Ainsi, il est populaire, voire populiste en 1945, développementaliste en 1952, proto-néolibéral de 1974 à 1975, préparant le terrain pour l'arrivée au pouvoir des généraux génocidaires. Au retour de la démocratie, il se révèle ouvertement néolibéral sous la direction de Menem de 1989 à 1999, avant d'accomplir une nouvelle mue à partir de 2003 et du passage de relai du menénisme au kirchnérisme (Féliz et Díaz Lozano, 2018, p. 244).

On va envisager ces différentes étapes tour à tour (sections 2.2 et 2.3) avant de proposer une caractérisation positive du péronisme à partir de la structure de l'espace politique argentin (section 2.4).

Dénomination	Depuis
Moneda Nacional	5 novembre 1881
Peso Ley 18.188	1 janvier 1970
Peso Argentino	1 juin 1983
Austral	15 juin 1985
Peso	1 janvier 1992

Tab. 2.1 - *Entrée en vigueur des monnaies argentines.*

Source : site de la banque centrale argentine, *Banco Central de la República Argentina* (http://bcra.gob.ar, consulté le 22 avril 2022).

2.2 La « monnaie éternelle » de la Convertibilité

Le retour de la démocratie est en demi-teinte : le gouvernement radical d'Alfonsín survit certes à plusieurs tentatives d'insurrection de militaires d'extrême-droite, les *Carapintadas*, mais c'est au prix de concessions considérables sur la question des violations aux droits humains au cours de la dictature civico-mulitaire. Les lois du Point final (*Punto Final*) et de l'Obéissance Due (*Obedencia Debida*) protègent la grande masse des agent·es de la dictature, de sorte que seules quelques figures passent en procès et sont condamnées. La pauvreté recule, mais l'inflation est au plus haut, suscitant le remplacement du *peso argentino* par l'*austral* à un taux de 1000 *pesos* pour 1 *austral* : l'Argentine prend sa part de la « décennie perdue », qui voit la grande majorité des pays latinoaméricains connaître des difficultés macroéconomiques considérables. Le Plan Austral est un plan hétérodoxe visant à contrôler l'inflation sans recourir à des théories et des méthodes monétaristes : plutôt que d'augmenter brutalement le taux d'intérêt ou de tenter de réduire le déficit public en coupant dans les dépenses de l'État, les prix sont gelés, le taux de change dévalué et figé également, les taux d'intérêt régulés sont réduits et le déficit fiscal minimisé *via* notamment l'augmentation des retenues fiscales sur les bénéfices du secteur agro-exportateur (*retenciones*), mais aussi l'augmentation des *tarifas*, désignant les prix des tarifs publics, des transports, du gaz et de l'électricité.

Le Plan Austral échoue, ce qui permet au parti péroniste de revenir au pouvoir, emmené par le candidat justicialiste Menem[5] défaisant Eduardo Angeloz (1931-†2017), le successeur désigné d'Alfonsín. Les électeur·ses sanctionnent ce dernier, qui propose toujours plus d'ouverture et de libéralisation de l'économie argentine assorties de mesures d'austérité pour sortir de l'épisode stagflationiste qui pénalise le pays. Il est vrai que les promesses électorales de Menem sont dithyrambiques : « justice sociale, nationalisme, évocation avec emphase de l'âge d'or de l'Argentine et promesse de retour à cette prospérité, [...] fortes augmentations de salaires ainsi qu'une "révolution productive" [qu'il ne définit pas] » (Marie, 2009, p. 49)[6].

L'idée d'une loi de convertibilité et de la transformation de la banque centrale argentine en *Currency Board* n'apparaît cependant pas immédiatement. Un second épisode hyperinflationniste marque d'abord l'échec du plan du ministre de l'économie Néstor Mario Rapanelli (1929-†2021), combinant forte dévaluation nominale de l'*austral*, augmentations des *tarifas* et interventions de la banque centrale sur le marché des changes pour contrôler le rythme de la dévaluation. Le tournant vers la convertibilité, qui est travaillé par un cercle regroupé autour de Domingo Felipe Mingo Cavallo (1946-)[7] depuis 1989, n'intervient que le 1er avril 1991. C'est qu'il faut remplir les réserves de change de la banque centrale, laissées exsangues par

[5] Né en 1930, ce militant de longue date du parti justicialiste est chef de la *Juventud*, le mouvement de jeunesse du parti dans les années 1970 dans la province de La Rioja, dans le nord-est argentin. Élu gouverneur de la province en 1973, la junte de Videla le démet de ses fonctions et l'emprisonne en 1976. S'il acquiert par là-même une forte légitimité comme figure d'opposition à la dictature, renforçant sa stature d'homme de gauche (péroniste), il s'est auparavant distingué par sa qualification des militant·es guévaro-trotskistes du PRT-ERT comme « terroristes », refusant de les défendre face à la répression organisée par l'extrême-droite péroniste, notamment par le biais de la Triple A (Carnovale, 2011). Sorti de prison en 1981, il s'inscrit dans l'opposition au gouvernement du radical Alfonsín et retrouve bientôt son poste de gouverneur.

[6] Menem se distingue notamment par une déclaration restée fameuse : « je ne vous trahirai pas » (*no les voy a defraudar*). On peut la visionner sur YouTube `https://www.youtube.com/watch?v=84h7LD5fyhE` (consulté le 1er juin 2022).

[7] Économiste précoce, il obtient un premier doctorat à 21 ans et un second, d'Harvard cette fois-ci, à l'âge de 28 ans. D'obédience libérale, il est nommé en 1982, alors qu'il a 33 ans, président de la BCRA, la banque centrale argentine, par la junte militaire alors au pouvoir. Au retour de la démocratie, il parvient néanmoins à obtenir un poste de député de Córdoba en 1987, sans s'affilier à un parti en particulier. Menem le sollicite pour composer un groupe de conseillers en 1989, son « ambition politique [...] est manifeste et il semble quil perçoive ce rôle de conseiller comme le tremplin pour devenir par la suite Ministre de l'économie » (Marie, 2009, p. 49). Il est intéressant de noter, à la suite de Roig, 2008, que les arguments en faveur de cette création d'une « monnaie éternelle » ne correspondent pas aux motifs aujourd'hui mobilisés dans la littérature, où l'accent porte désormais sur les bénéfices, pour un pays « émergent », de stabiliser sa monnaie dans un monde de changes flottants. Il s'agit à l'époque bien plutôt de rompre enfin avec l'instabilité monétaire, endémique en Argentine, considérée, dans le récit dominant, comme la conséquence inévitable de l'interférence du politique dans l'économique.

les interventions de cette dernière sur le marché des changes[8], dans un contexte de récession de l'économie argentine (-6,2 % en 1989, puis à nouveau -2 % en 1990, d'après les statistiques de l'institut national de statistique, l'INDEC). Une façon de remplir les réserves a notamment consisté à brader les entreprises publiques *via* un vaste programme de privatisation voté en août 1989.

[8] Cela passe notamment par la mise en place du plan « Bonex » fin décembre 1989, qui transforme tous les dépôts des épargnant·es argentin·es supérieurs à 10 000 *australes* en bons du Trésor libellés en dollars et constitue une façon de préparer le pays à la convertibilité en renforçant la dollarisation de l'économie.

10 000 *australes* s'échangent contre 1 *peso*, qui vaut donc 1 dollar. À l'image d'Alfonsín, Menem a sa monnaie[9]. À partir du 1er avril 1991 le BCRA se transforme en *Currency Board*. Cette configuration spécifique qui contraint fortement la politique monétaire, à tel point qu'elle a pu être caractérisée de « négation de la banque centrale » (Ponsot, 2002), comporte trois éléments fondamentaux. D'abord, fixation du taux de change par rapport à un étalon : le *peso* est fixé au pair avec le dollar états-unien. Ensuite, couverture totale de l'émission de monnaie de banque centrale par les réserves de change : de 100 % au début, la couverture des émissions par la banque centrale évolue suite au défaut du Mexique en 1995, qui conduit, pour tenter de pallier la réduction des liquidités en circulation, à autoriser la banque centrale de conserver des bons du Trésor argentin libellés et payables en dollars ou or, le taux de couverture de la base monétaire se réduisant à 66,6 % (Schuler, 2004, p. 2). Enfin, absence de restriction sur les demandes de conversion de la monnaie nationale : cette règle de convertibilité intégrale a consacré l'assimilation du *peso* au dollar, entraînant l'impression d'une prospérité factice (Roig, 2016) – sa remise en cause par l'introduction d'une restriction sur les retraits bancaires en 2001, le *corralito*, c'est-à-dire, littéralement, « enclos à bêtes ». représente logiquement l'abandon *de facto* de la convertibilité. Son abandon officiel n'intervient qu'en 2002, à travers le *corralón*, qui *pesifie* les avoirs des épargnant·es.

[9] Pour une analyse détaillée de la convertibilité, voir Roig (2016).

Jusqu'à la crise mexicaine de 1995, la croissance est soutenue (+34,7 % de croissance accumulée de 1991 à 1994), tandis que l'inflation baisse brutalement, passant de 84 % annuel en 1991 à un peu moins de 4 % en 1994 (Marie, 2009, p. 68). Si le *Currency Board* est soutenable malgré des importations supérieures aux exportations, découlant d'une demande agrégée stimulée par l'amélioration du pouvoir d'achat dont jouissent les Argentin·es grâce à la parité avec le dollar, c'est que ce déficit commercial est compensé par les entrées de capitaux (Frenkel et Gonzalez Rozada, 2000). L'investissement connaît, à l'image de la consommation, un fort regain, bénéficiant d'une offre domestique de crédit abondante.

Mais ce « miracle argentin » (Cavallo et Mondino, 1995) est plus fragile qu'il n'y semble. Le défaut mexicain en 1995 conjugué à la remontée des taux d'intérêt directeurs états-uniens renchérit le coût du crédit en Argentine et réduit le volume de liquidités de l'économie. Les entrées de capitaux ralentissent, voire s'inversent. Une partie se réoriente en effet vers l'économie états-unienne, subitement plus rémunératrice. Le PIB argentin recule de 2,8 % en 1995, à l'instar de l'investissement (-16 %), de la consommation (-5,8 %) et des importations (22,3 %). Seules les exportations augmentent (+22,3 %) (Heymann, 2000).

Si le choc était plus intense et/ou prolongé, la convertibilité risque alors de devenir rapidement insoutenable. C'est sans doute en raison de cette perception d'une forte rigidité du régime monétaire que peuvent se comprendre les analyses hétérodoxes de la convertibilité. Quant les économistes néoclassiques soutiennent que l'échec final

de la convertibilité est « le produit des errements des politiques étatiques ("l'excès d'intervention") et/ou de la malchance du pays subissant [des chocs externes trop intenses] » (Féliz, 2011, p. 16), les lectures hétérodoxes – postkeynésiennes, institutionnalistes, néo-développementalistes – insistent plutôt sur les défauts institutionnels de la convertibilité. Sa crise apparaît dans cette optique comme « un résultat non nécessaire dans le cadre du capitalisme, qui aurait pu être corrigé avec une dose adéquate d'intervention étatique » (ibid., p. 16)[10]. Dans cette dernière analyse, les facteurs externes à l'origine des *sudden stops* de la lecture orthodoxe[11] sont remplacées par des causes internes impliquant les anticipations des acteur·ices.

Toujours est-il que Menem, désormais fermement inscrit à la droite du spectre politique[12], fait de la défense de la convertibilité un axe central de sa seconde campagne présidentielle en vue de sa réélection, qu'il obtient dès le premier tour en 1995 avec presque 50 % des suffrages exprimés. L'économie argentine retrouve le sentier de la croissance en 1996, grâce à la combinaison d'un assouplissement de la convertibilité, puisque le taux de couverture de la base monétaire en espèces étrangères passe de 100 % à 66,6 % et à l'intervention du FMI, prêtant plus de deux milliards et demi de dollars à l'Argentine, « qui, par ricochet, entraîne le déblocage d'aides de la part de la Banque Mondiale » (Marie, 2009, p. 78). Les liquidités redeviennent abondantes et le PIB va croître de 18,4 % de 1996 à 1998. Les caractéristiques de cette période sont similaires à la précédente séquence de croissance, à la différence importante que l'investissement se révèle très volatil d'une année à l'autre (ibid., p. 79).

10 Parmi les mesures envisagées par Damill et al. (2003) : dévalorisation du taux de change réel et introduction d'une dose de flexibilité, restrictions aux libres mouvements des capitaux couplées au renforcement de la régulation financière pour éviter les effets déstabilisateurs de flux de capitaux trop importants pour le niveau de développement des marchés locaux de capital-argent, etc. Ces auteurs soulignent que la soutenabilité de la convertibilité dépend d'un taux d'accroissement des importations inférieur aux afflux de dollars, exposant l'économie aux changements abrupts de direction des flux de capitaux, pouvant être amplifiés par les anticipations performatives des acteur·ices.

11 On peut se référer pour des exemples de la lecture orthodoxe de la crise à Calvo et Talvi (2005) ou encore Calvo, Izquierdo et al. (2006). Leur explication est fondée sur les désalignements de taux de change (*exchange rate misalignements*), par rapport à un très théorique niveau d'équilibre de long terme du taux de change réel. Censé équilibrer la balance des paiements, son existence est largement remise en cause dans la littérature hétérodoxe.

12 Il réalise la jonction, au cours de sa gestion, entre droite péroniste et droite non-péroniste. Voir la section suivante en page 85 pour plus de détails sur les spécificités de l'espace politique argentin.

2.3 Une lecture marxiste de la crise de la Convertibilité

Les signes avant-coureurs des troubles à venir se manifestent à partir de 1998, lorsqu'un ensemble de dévaluations nominales dans les économies périphériques accompagne une dégradation globale des termes de l'échange, l'année précédente ayant vu le déclenchement de la « crise asiatique ». Dans le même temps, le solde des flux de capitaux se montre de plus en plus instable et les importations progressent. La crise russe en 1998 s'offre comme la cause immédiate de la récession de 1999, contribuant à l'ébranlement de l'optimisme des marchés et à un renchérissement du crédit international. Marquant l'échec de l'intervention des institutions internationales, elle conduit à la réévaluation des actifs détenus par ces derniers, qui comprennent des titres argentins (ibid., p. 85). L'estocade finale est portée par l'augmentation des taux d'intérêt de la Fed en 1999 et par les effets de la crise brésilienne, qui entraîne une appréciation le taux de change réel du *peso* argentin par rapport au *real* brésilien et déséquilibre encore plus la balance commerciale. Le PIB argentin diminue cette année de 4,6 %.

Les élections présidentielles débouchent sur une alternance : Fernando de la Ruá (1937-†2019) remplace Menem. Dépourvu de majorité au Parlement, le candidat de la *Alianza*, coalition réunissant le front anti-Menemiste de centre-gauche *Frente País Solidario*, le *Frepaso*, et le parti radical, l'UCR, qui va du centre-gauche au centre-droit, sollicite le FMI pour restructurer la dette externe argentine, que Menem a laissée dans un état insoutenable. Les inévitables mesures d'ajustement structurel exigées par le FMI aggravent la situation au milieu de tensions déflationnistes importantes (Galiani et al., 2003). L'introduction fin 2001 du *corralito* – visant à freiner les sorties de capitaux – par l'infatigable Cavallo, devenu entre-temps ministre de l'Économie de De la Ruá, conduit à la remise en cause de son troisième pilier. C'est l'abandon *de facto* de la convertibilité.

Si le PIB a crû de presque 50 % de 1991 à 1998, fin 2002 la croissance cumulée n'est plus que de 22 % (Féliz, 2011, p. 286). La dévaluation de 2002 correspond initialement à une diminution de la valeur du *peso* de -40 %, qui passe rapidement à -200 %. Début 2002, les prix internes augmentent de 6 %, tandis que les salaires réels connaissent une chute d'une ampleur similaire : six mois plus tard, les deux variations représentent déjà 20 % en valeur absolue. L'ajustement du compte courant est tout aussi brutal : d'un déficit de 3,7 milliards de dollars en 2001, la baisse de moitié des importations conduit à un surplus de presque 9 milliards fin 2002 (ibid., p. 284). La valeur en dollars des marchandises argentines diminue de 62 %. La conséquence de ces évolutions est un rétablissement drastique du taux de profit des plus grandes entreprises, qui augmente de 150 % de 2001 à 2002, interrompant sa longue chute initiée en 1998 : il s'établit désormais à 14,2 % en moyenne entre 2002 et 2009 (contre 9 % en moyenne entre 1993 et 2001) (ibid., p. 296).

Que s'est-il passé ? Ce rétablissement de la profitabilité des secteurs les plus concentrés du capital local, couplé aux mouvements erratiques de l'investissement à partir de 1995, sont conformes à la conception marxiste de la crise fondée sur la baisse tendancielle du taux de profit. La spécificité du marxisme[13] parmi les autres hétérodoxies tient à ce qu'il conceptualise la

[13] Parmi les explications marxistes de la crise argentine, on peut se référer à Astarita (2009), Carrera (2002), Duménil et Lévy (2006) et Katz (2002) ou encore Féliz (2011).

crise comme la modalité normale du développement capitaliste[14], crises dont une meilleure régulation institutionnelle peut tout au plus limiter les effets négatifs sans parvenir à les annuler complètement.

Très brièvement, l'idée centrale de la conception marxiste de la crise est la suivante : dans leur course à la rentabilité, les capitalistes introduisent sans cesse de nouvelles techniques de production; la progression de la productivité du travail conduit à l'augmentation du taux d'exploitation, donc à l'augmentation des profits individuels des capitalistes innovant·es; toutefois, lorsque la nouvelle technique se généralise à l'économie, l'ensemble des marchandises s'en voient tendanciellement dévalorisées. Tant que l'augmentation du taux d'exploitation compense celle des sommes croissantes de capital-argent qui doivent être avancées pour renouveler la production en suivant les évolutions technologiques, le taux de profit peut se maintenir, voire progresser[15]. Dès lors, en revanche, que les mécanismes d'extraction de surtravail s'épuisent, la crise de réalisation menace. S'ouvre ainsi, pour toutes les marchandises « un écart global entre la valeur idéale de la production selon ses anciens prix de marché et la valeur réelle telle qu'elle s'exprime dans les nouveaux prix de production : cet écart se manifeste comme un excès généralisé d'offre de marchandises (surproduction) ou encore comme une demande effective déficiente » (ibid., p. 100). « Trop » de marchandises sont désormais produites au regard de l'objectif antérieur de valorisation des capitaux, qui a structuré les anticipations – donc les actions – des capitalistes : le taux de profit chute et les invendus s'accumulent, alors que les besoins sociaux non satisfaits sont en constante augmentation.

On oppose souvent explications sous-consommationistes – la crise serait due à un niveau insuffisant de la demande effective, que l'on pourrait pallier en imposant des hausses de salaires dans le secteur privé et/ou en augmentant les dépenses et investissements publics – à la conception marxiste, qui mobilise la catégorie de surproduction. En réalité, toute crise de surproduction de marchandises est de façon évidente une crise de sous-consommation, à moins de supposer que l'offre et la demande sont des variables indépendantes. S'en tenir là serait néanmoins en dire à la fois trop et trop peu. La surproduction de marchandises elles-mêmes « sous-consommées » n'est en effet que la forme phénoménale d'un mécanisme régulateur plus essentiel : une « surproduction de capital, non de marchandises singulières – quoique la surproduction de capital implique toujours surproduction de marchandises – signifie donc simplement suraccumulation de capital » (Marx, [1894] 1976, p. 245)[16].

Notons en passant que cela n'a pas directement à voir avec la baisse tendancielle du taux de profit. Cette dernière exprime simplement, à l'instar de l'accélération de l'accumulation du point de vue de la masse des capitaux, l'augmentation de la productivité sociale du travail. Ainsi, « la "cause" de la crise n'est pas la baisse tendancielle de la crise, la baisse "favorise" la crise » (Duménil, 1978, p. 202). Une augmentation de la composition organique du capital, c'est-à-dire du nombre de périodes de production nécessaires pour liquider sous forme de capital-argent le capital immobilisé sous forme de capital constant productif, n'est pas en soi une menace existentielle pour la classe capitaliste. Même si elle n'est pas compensée par une augmentation au moins équivalente du taux d'exploitation, de sorte que le taux de profit tendrait à baisser, la situation ne devient pas pour autant périlleuse.

[14] Voir Shaikh (2016).

[15] Ce qui correspond à l'augmentation de la composition organique, soit la valeur du stock de capital par rapport à la valeur ajoutée de la production annuelle, soit par rapport au PIB. On revient sur ces concepts aux chapitres 6 en page 277 et 7 en page 329.

[16] Marx reconnaît que la sous-consommation ou, plutôt,« la pauvreté et la limitation de la consommation des masses » (Marx, [1894] 1976, p. 446) est la « raison ultime de toute véritable crise » (ibid., p. 446). Mais décrire ce qui constitue la base matérielle de la crise ne revient pas à en faire la théorie. Le concept de suraccumulation de capital a précisément pour fonction de fournir les lois de ce non-sens, qui ne manque pas de frapper l'esprit des contemporain·es d'une crise économique, confronté·es à la coexistence de marchandises invendues et de nécessités sociales insatisfaites. On en retrouve d'ailleurs des traces dans les discours des acteurs·ices de la MonedaPAR. Il s'agit bien d'une vérité, certes, mais d'une vérité *inefficace*, tout comme l'idée que le salaire serait déterminé par la quantité minimale de valeurs d'usage socialement nécessaires à la reproduction physique de la force de travail, cette loi « naturelle » du salaire n'est pas une loi économique. Les préconisations keynésiennes de relance de la demande effective peuvent se voir comme une révolte contre ce non-sens dont la théorie reste insaisissable. À l'absurdité perçue de la situation peut correspondre d'ailleurs celle de certaines préconisations : on se souvient de l'idée de Keynes qu'enterrer des bouteilles remplies de dollars en louant le droit de les déterrer permettrait tout autant de rétablir le plein-emploi (Keynes, [1936] 2013, p. 129). Dans sa fable des abeilles, Mandeville souligne déjà de façon satyrique l'irrationalité d'une situation dans laquelle la prospérité collective dépend du niveau de vie extravagant des plus fortunées, qui résolvent — temporairement — ce problème de suraccumulation du capital en gaspillant le surplus du travail sous forme de consommations improductives, inutiles et souvent écologiquement insoutenables : « c'est la honte éternelle de Keynes qu'il a cherché, ayant compris le message, à soutenir [le système capitaliste] en faisant de la réalité une parodie de cette satire. » (Brickell, 1984, p. 473). Pour une lecture à contre-courant de cette idée selon laquelle la *Théorie Générale* tente de sauver le capitalisme de son déclin, on peut se reporter au récent livre de Crotty (2019).

En effet, à taux d'exploitation constant, la croissance du nombre de personnes employées peut permettre une croissance absolue de la *masse* de profit réalisée. De plus, la baisse tendancielle du taux de profit a deux implications avantageuses pour la classe dominante. D'une part, elle correspond à l'augmentation des fonds qui permettraient, s'ils étaient placés, de générer un revenu individuel suffisant pour ne pas avoir à se soumettre à l'emploi : il est « de plus en plus difficile pour un travailleur d'échapper au marché du travail en économisant le prix d'un titre sur le surplus du travail social (c'est-à-dire le revenu non gagné) » (Brickell, 1984, p. 16). Le prix de la libération se renchérit. D'autre part, la baisse du taux de profit favorise la concentration et la centralisation du capital en contraignant les propriétaires des unités de production les moins rentables à vendre leurs moyens de production et à se transformer en travailleur·ses, alimentant d'autant l'armée de réserve permettant à la croissance de l'emploi de suivre l'accumulation de capital.

La crise devient d'actualité lorsqu'en plus de la baisse du taux de profit par unité de marchandise, la masse de profit elle-même ne peut plus augmenter, car la population employée ne progresse plus au même rythme que l'accumulation de capital : se manifeste « la suraccumulation du capital, une accumulation qui se développe au-delà des possibilités de la revalorisation » (Duménil, 1978, p. 198). Une « mise en sommeil », voire une destruction du stock de capital constant, s'ensuit. Conjointement à une baisse brutale de la valeur du capital variable, attaque contre les conditions de vie de la classe laborieuse favorisée par la situation de crise elle-même et le chômage qui l'accompagne, elle rend possible une restauration progressive des conditions de la rentabilité. Les proportions entre accumulation et valorisation du capital sont rétablies : un nouveau cycle d'accumulation peut commencer (Tombazos, 2019).

C'est tout ce qu'on peut dire d'un point de vue conceptuel sur l'origine de la crise dans le cadre de la théorie du capital, c'est-à-dire du théorisable. On décrit ici la loi, soit la « connexion interne nécessaire » qui unit le concept de capital à la crise générale. Rendre compte d'une crise spécifique nécessite d'introduire des « facteurs extérieurs au concept de valorisation, extérieurs au concept d'accumulation, extérieurs au concept de cycle et de rotation – bref, extérieurs à la théorie du capital » (Duménil, 1978, p. 201) : on rentre dans le domaine de l'analysable non-théorisable, dans l'analyse concrète de la situation qui articule soigneusement une multitude de causes dont la « contingence essentielle de la conjonction des effets ne saurait être levée théoriquement » (ibid., p. 201). Ce respect des limites du théorisable, cette distinction entre les causes internes au système de la valeur et la multitude des causes diverses, est caractéristique de la théorie marxiste, marquant à la fois sa retenue et son ouverture : « la crise générale se conçoit comme processus de suraccumulation, à l'intérieur même de la structure du capital, mais le concept de sa cause s'applique au faisceau de causes externes et contingentes dont l'action se reflète, en définitive, à l'intérieur de la structure du capital dans ce processus de suraccumulation » (ibid., p. 201). En d'autres termes, on sait que la crise est causée par une chute brutale du taux de profit correspondant à un arrêt de la progression de la masse des profits réalisés. C'est déjà un gain théorique important, puisqu'il s'agit d'une clarification par rapport aux autres conceptions de la crise qui prévalent dans d'autres écoles de pensée économique. Au-delà de ce point commun essentiel, les crises se

différencient les unes des autres par les mécanismes concrets qui débouchent sur cet arrêt de la progression de la masse de profits[17].

C'est précisément ce qu'on observe dans le cas de la crise argentine de 2001. Le succès de la convertibilité conduit à une pression constante sur les conditions de vie des travailleur·ses : le degré de leur exploitation, soit le rapport entre leur temps de travail total et les salaires qu'ils et elles reçoivent, augmente de 24 % de 1991 à 1998, date à partir de laquelle il commence à se réduire (Féliz, 2011, p. 288)[18]. Dans le même temps, la croissance de l'économie argentine (+50 % en 1998 par rapport à 1991) correspond à l'augmentation du ratio entre la valeur du stock de capital et le volume d'heures travaillées (ou, ce qui revient au même, entre la valeur du stock de capital et le PIB, traduction empirique du concept marxiste de composition organique du capital) de 28 % en 2002 par rapport à 1991 (ibid., p. 305). L'évolution de plus en plus erratique de l'investissement à partir de 1995 peut se lire à l'aune de cette tendance du taux d'exploitation, toujours à la hausse de 1996 à 1998, mais à un rythme nettement plus faible que dans la période antérieure, comme si un « plafond » avait été atteint.

Plutôt que simplement renvoyer ce comportement remarquable de l'investissement à la « relation entre les variations de l'offre de monnaie et les variations des taux d'intérêt » (Marie, 2009, p. 80), cela peut indiquer que les modalités du rapport antagonique entre capital et travail sont parvenues à une forme de maturation et nécessitent, de par leur efficacité antérieure même, un profond renouvellement pour rendre possible un nouveau cycle d'accumulation. Le capital se crée à lui-même ses propres obstacles et, dans le même mouvement, les outils qui lui permettent de les surmonter – en théorie, car l'issue du conflit reste indéterminée ou, plutôt, déterminée par le degré d'organisation des forces en présence et des stratégies développées, bref, de la lutte politique.

Après sa période de hausse de 1993 à 1997, le taux d'exploitation baisse de 1998 à 2001, moment où il ne représente plus que 1,12 fois son niveau de 1991 (tandis que l'économie est presque 1,2 fois plus grande). La crise apparaît car la masse absolue de profits réalisés décroît, résultant à la fois d'une diminution du taux d'exploitation et d'une insuffisante progression de la population employée par rapport aux nécessités de valorisation du capital accumulé sous forme de capital productif constant. À l'encontre des explications sous-consommationistes de la crise, qui ne font pas suffisamment le lien entre l'insuffisance de la demande effective et la surproduction de capital, il semble bien que c'est une augmentation, même relativement légère, des salaires réels qui précipite la crise. Les proportions entre accumulation et valorisation du capital sont rompues. La sortie de crise est connue : elle ne peut résulter que de la dévalorisation tant du capital constant employé que de la valeur des salaires de la classe laborieuse.

Ainsi, dès 2002, le rapport capital-travail s'est manifestement reconfiguré suite à la diminution brutale du salaire réel liée à la dépréciation de la monnaie nationale : le taux d'exploitation repart à la hausse pour atteindre +45 % en 2004 par rapport à son niveau de 1991. L'autre effet de l'abandon de la convertibilité réside dans la dévalorisation brutale des marchandises (en monnaie internationale), qui entraîne une forte baisse de la composition organique du capital en dévalorisant le stock de capital : alors qu'elle s'établit en 2002 à 1,28 fois son niveau de 1991, elle se réduit en 2004 à simplement 1,07 fois ce même niveau. Ces deux facteurs conjugués permettent ainsi le

17 Bellofiore (2017) a proposé de voir dans le concept marxiste de crise une « méta-théorie de la crise », qui appellerait nécessairement d'autres théories, situées à un niveau inférieur d'abstraction — des *middle range theories*, d'une certaine façon — pour expliciter les mécanismes concrets de cette baisse brutale du taux de profit. Cette conception est remarquablement convergente avec la distinction de Duménil entre le théorisable et l'analysable, à la seule différence que ces *middle-range theories* ne mériteraient pas, pour ce dernier auteur, l'appellation de théories au sens strict du terme. On pourrait plutôt considérer que le concept de capital, dans ses deux dimensions d'accumulation et de valorisation, implique une théorie de la nécessité de la crise — plutôt que de parler d'une méta-théorie — qui, elle-même, appelle des analyses — plutôt que des théories moyennes — pour compléter l'intelligence de tel phénomène particulier de crise.

18 On peut approximer l'évolution du taux d'exploitation par celle de la part salariale dans le PIB, qui passe de fait de 39,4 % en 1993 à 32,6 % en 1997, avant de plonger à 29 % en 2002 (en se référant aux données de l'INDEC) dans un contexte de dévalorisation de la monnaie nationale et de chute du salaire réel. De même que pour la composition organique, on revient sur ce concept de taux d'exploitation aux chapitres 6 en page 277 et 7 en page 329.

rétablissement de la profitabilité de l'économie argentine et l'initiation d'un nouveau cycle économique à partir d'un niveau de productivité du travail nettement supérieur à celui de 1991.

L'explication marxiste de la crise de la convertibilité écarte, tout comme les autres interprétations hétérodoxes, la référence à des causes externes qui perturberaient un hypothétique équilibre économique : la cause de la crise est interne. À la différence néanmoins des autres lectures hétérodoxes, ces causes internes ne renvoient plus à un échec institutionnel de la convertibilité, mais découlent de son succès dans la reconduction de la domination d'une classe sur une autre. La dépréciation devient objectivement nécessaire par la logique même de la forme capitaliste du développement économique dans une économie périphérique, où l'impérative dévalorisation du capital comme voie de sortie de crise peut prendre la forme d'une dévalorisation des marchandises en monnaie internationale, ce qui suppose que les coûts unitaires dans le pays diminuent plus rapidement relativement au pays dominant car producteur de la monnaie internationale (Féliz, 2011, p. 291).

L'abandon *de facto* de la convertibilité résultant de l'introduction du *corralito* conduit à la démission de De la Ruá le 20 décembre 2001, face aux manifestant·es et leurs *carelazos* convoqués par les assemblées de quartier, rejointes par des membres de la classe moyenne furieux·ses de se voir déposséder aussi arbitrairement. Devant les colonnes qui convergent en masse vers le siège de l'exécutif, De la Ruá, qui a déclaré l'état de siège la veille, doit fuir la *Casa Rosada* en hélicoptère pour leur échapper[19]. S'ensuit une instabilité politique considérable, puisque pas moins de quatre autres présidents se succèdent en un an. Federico Ramón Puerta (21 – 23 décembre 2001) succède à De la Ruá, puis le péroniste Adolfo Rodríguez Saá (23 décembre 2001 – 1er janvier 2002), qui déclare la cessation de paiement sur les 132 milliards de dollars de dette publique argentine, presque entièrement fixée dans cette devise étrangère[20]. Il est suivi d'Eduardo Oscar Camaño (1er – 2 janvier 2002) et enfin par Eduardo Alberto Duhalde (2 janvier 2002 – 25 mai 2003), président intérimaire, péroniste, comme Menem, mais nettement moins à droite que ce dernier. Duhalde décide du *corralón*, c'est-à-dire de la conversion en *pesos* des avoirs bancaires gelés par le *corralito*. La parité 1:1 avec le dollar états-unien, qui a conduit le pays dans cette impasse, est abandonnée, mais l'ajustement se révèle brutal, à la fois pour les épargnant·es, qui voient leurs avoirs dévalorisés en raison directe de la variation à la baisse du nouveau taux de change, et pour le pays dans son intégralité, dont la dette externe triple.

Nous sommes alors en 2003, à la veille d'une élection présidentielle très particulière, puisqu'elle voit s'affronter trois candidats péronistes et deux ex-membres du parti radical. Cette élection débouche sur l'improbable victoire de Néstor Kirchner (1950-†2010), candidat à la fois péroniste et situé le plus à gauche de l'ensemble des personnes en lice. Dès le premier tour, il remporte 22% des suffrages et se qualifie pour le second tour contre Menem, qui reçoit, quant à lui, 25 % des votes exprimés. Improbable victoire, car Kirchner est loin d'être le favori, de par son inscription à gauche du spectre politique, mais aussi victoire exceptionnelle, puisque Menem la lui concède en renonçant au second tour, pensant ainsi fragiliser son opposant de gauche. Ce dernier se retrouve en effet le président *de facto* sans bénéficier de l'appui majoritaire des électeur·ices. Cet isolement – réel ou perçu – expliquerait pour certain·es pourquoi Kirchner adopte une posture de confrontation très dure envers ses opposant·es politiques et économiques[21]. L'un des enquêté·es, Federico,

[19] On peut se référer aux vidéos d'archives de l'*Argentinazo* en général et de cet épisode en particulier en suivant le lien suivant : `https://www.youtube.com/watch?v=-18-CH87qf4` (consulté le 2 juin 2022).

[20] La cessation de paiement dure jusqu'en 2005, « la plus longue et la plus importante de l'histoire financière moderne » (Ostiguy, 2005, p. 309).

[21] Ainsi, accompagné de son ministre de l'Économie Roberto Lavagna (1942-) – qui l'a également été de Duhalde, ils réussissent une restructuration de la dette envers les créditeurs nationaux et extérieurs d'une ampleur inédite : tant sur les montants à rembourser, les taux d'intérêts à suivre ou les échéances des titres,elle constitue « le plus grand mais aussi le plus désavantageux échange de dettes pour les créanciers privés » (Ostiguy, 2005, p. 309).

militant kirchnériste souligne que « Néstor parvient au pouvoir avec moins de votes que de chômage [...], il avait 22 % des voix et 25 % de chômage »[22]. En tout cas, ce calcul se révèle erroné, dans la mesure où la gauche kirchnériste reste au pouvoir de 2003 à 2015 au cours de trois gouvernements successifs : Néstor Kirchner de 2003 à 2007, puis son épouse Cristina Fernández de Kirchner de 2007 à 2011[23] et de 2011 à 2015[24].

Au total, dans une perspective marxiste, la crise de la convertibilité est « le produit de son succès comme entreprise de restructuration économique plutôt que comme son échec : elle représente le point d'orgue du projet socio-politique des classes dominantes d'abord formulés dans les années 1970 » (Féliz, 2011, p. 17). Ce projet néolibéral voit le jour à l'occasion de la dictature civico-militaire du *Proceso* (1976-1983), est poursuivi à l'occasion de l'ajustement « hétérodoxe » du Plan Austral dans les années 80 et se conclut par l'instauration de la convertibilité : il s'agit de « consolider un modèle de pays capitaliste périphérique et dépendant, sous l'égide des secteurs les plus concentrés du capital local internationalisé » (ibid., p. 17).

De fait, des fractures existent dans la classe dominante, qui correspondent, selon certain·es auteur·ices, à autant d'options opposées de sortie de la convertibilité. Dans cette perspective, les secteurs les plus liés au capital étranger (entreprises étrangères et banques transnationales) donnent à l'époque leur préférence à la dollarisation complète de l'économie argentine, afin de maintenir la valeur en dollars de leurs actifs en monnaie nationale et de leurs passifs déjà dollarisés. La décision de Duhalde de dévaloriser le *peso* représente alors des pertes économiques considérables pour ces secteurs. Son choix final est alors celui d'une oligarchie locale diversifiée, à laquelle se rattachent quelques conglomérats étrangers possédant des masses considérables d'actifs dollarisés en dehors de l'Argentine et bénéficiant d'une insertion dans des secteurs productifs liés à l'exportation des ressources naturelles. La dévalorisation de la monnaie nationale leur permet en effet de renchérir d'autant leurs possessions tout en stimulant leurs exportations (Basualdo, 2006, p. 163-166).

La question de savoir si ces deux options – dollarisation complète ou pesification – sont à l'époque également praticables reste sujette à débat (Féliz, 2011, p. 282-283). Néanmoins, que seule la pesification plutôt que la dollarisation soit ou non la seule véritable option du point de vue de l'accumulation des contradictions bloquant l'accumulation de capital ne change rien au fait que la nouvelle orientation néo-développementaliste impulsée avec force par la gauche kirchnériste à partir de 2003 constitue moins une rupture avec les politiques économiques antérieures que la « matérialisation de la politique des secteurs dominants en Argentine, qui naît dans les entrailles du néolibéralisme » (ibid., p. 18). Cette nouvelle orientation continue en effet de favoriser ces mêmes secteurs[25].

[22] Entretien réalisé le 28 novembre 2019 avec Federico, 41 ans, enseignant dans le secondaire, dans le local de l'organisation proche du kirchnérisme *Comune*s, près du local du nœud de Boedo.

[23] Néstor Kirchner décède d'une attaque cardiaque en 2010 alors qu'il est vice-président de son épouse. Cristina Kirchner est réélue dans les années qui suivent, mais s'en retrouve affaiblie face à ses opposant·es et à leurs nombreux relais médiatiques.

[24] L'élection de Mauricio Macri (1959-), qui fait alors face au péroniste Daniel Osvaldo Scioli (1957-) avec Cristina Fernández de Kirchner comme candidate à la vice-présidence, met ainsi fin à plus d'une décennie de kirchnérisme. S'il parvient non sans mal à terminer son mandat en 2019, il est défait par la formule Alberto Ángel Fernández (1959-) comme président et Cristina Fernández de Kirchner en tant que vice-présidente. Il s'agit du gouvernement actuellement au pouvoir.

[25] C'est seulement en 2009 que le gouvernement kirchnériste mené par l'épouse de Néstor, Cristina Fernández de Kirchner se confronte au secteur agro-exportateur, à l'occasion du conflit du *campo*. Le point de départ est la décision des kirchnéristes d'introduire une taxe mobile sur les exportations, afin de renflouer les réserves de changes du pays dans un contexte de forte croissance des prix des matières premières.

2.4 Un espace politique bidimensionnel

Ce bref rappel historique permet de situer l'opposition entre péronisme et non-péronisme : « Loin d'être une "vague mouvance amorphe", le péronisme est un mouvement démarqué, mais qui s'étend toutefois, paradoxalement et clairement, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite de l'éventail politique, en passant par le centre et toutes les tendances de centre-gauche et de centre-droit [...]. Le non-péronisme correspond à l'éventail politique [...] s'étendant [...] de la gauche marxiste révolutionnaire à la droite (néo)libérale, en passant par le centre radical[26] et toutes les teintes de centre-gauche progressiste et de centre-droite modérée. » (Ostiguy, 2005, p. 300).

[26] Comme on l'a rappelé à la note 2.1 en page 79, ce terme ne désigne pas les extrêmes de l'espace politique, mais renvoie plutôt au parti radical, l'UCR, qu'on peut rapprocher d'un parti centriste débordant tant sur sa droite que sur sa gauche.

Si le système politique argentin peut être considéré comme bipartisan, opposant le parti péroniste (PJ) au parti radical (UCR), l'élection de 2003, qui voit Néstor Kirchner accéder à la présidence suite à la défection de son adversaire, semble rompre avec ce schéma historique. En effet, pas moins de cinq candidats s'affrontent au premier tour : deux issus des rangs du radicalisme, mais ayant rompu avec ce dernier sur la droite, Ricardo Hipólito López Murphy (1951-), et sur la gauche, Elisa María Avelina Carrió (1956-) ; et trois péronistes, sur la gauche, Kirchner, un peu plus vers le centre, Rodríguez Saá, celui qui a succédé au radical De la Ruá et déclaré la cessation de paiement de la fédération argentine en 2001, et, enfin, l'ex-président Menem, inscrit à droite de l'échiquier politique notamment en raison de son alliance avec des secteurs de droite des plus antipéronistes au cours de son second mandat de 1995 à 1999.

Néanmoins, malgré cet éclatement apparent du cadre bipartisan usuel, « l'espace politique bidimensionnel argentin reste profondément inchangé » (ibid., p. 302). Ce dernier est composé des forces et tendances suivantes : « péronisme de gauche, centre et de droite ; socialismes (marxiste, républicain, social-démocrate) ; parti radical et ses rejetons historiques au centre, centre-gauche et centre-droit ; droite libérale » (ibid., p. 302). Les positions que représentent chacune de ces forces dans l'espace politique bidimensionnel sont « beaucoup plus stables que les acteurs institutionnels partisans, qui, quant à eux, vont et viennent » (ibid., p. 320)[27].

[27] Ostiguy précise qu'il parle d'un espace « réellement bidmensionnel » « car plusieurs espaces soi-disant bi-dimensionnels en science politique, tel celui créé à partir de la pertinente dimension post-matérialiste/matérialiste, ne le sont pas, puisqu'un pôle est nettement orienté vers la gauche et l'autre vers la droite (angle oblique et non perpendiculaire). Il en est de même avec l'axe libertaire-autoritaire, de Kitschelt, pour l'Europe de l'ouest » (Ostiguy, 2005, p. 320).

Le premier axe gauche-droite a deux composantes. Sur le plan *socioéconomique*, la gauche est partisane d'une distribution plus égalitaire de la valeur ajoutée, les divisions internes se faisant essentiellement sur les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. Sur le plan *politique*, la gauche s'inscrit dans une attitude critique « envers l'ordre social (incluant les normes héritées) et l'autorité établie » (ibid., p. 304). Si Kirchner peut être considéré « de gauche », bien qu'il soit péroniste, c'est ainsi en raison de ses positions vis-à-vis de l'héritage de la dernière dictature des généraux : les acteur·ices du *Proceso*, le processus de réorganisation nationale, jusqu'alors relativement protégée·es par les Lois du Point Final et de l'Obéissance Due introduites par le gouvernement démocratique d'Alfonsín, vont se retrouver en nombre devant les tribunaux[28].

[28] Après le retrait des lois du Point Final et de l'Obéissance Due en 2003, l'un d'entre eux, Miguel Etchecolatz (1929-†2022), ex-haut gradé de la police de la province de Buenos Aires, qui gère alors une vingtaine de centres de détention clandestins concentrant la majorité des personnes « disparues », est emprisonné. Accusé notamment de la séquestration et du meurtre de lycéen·nes de Bahía Blanca dans la province de Buenos Aires et de participation aux vols de bébés des personnes « disparues », que la junte confiait à des familles fidèles au régime, il est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité par le tribunal fédéral n°1 de La Plata. Pour la première fois de l'histoire argentine, un responsable de l'ancienne dictature militaire est jugé responsable de « crimes contre l'humanité commis dans le cadre d'un génocide ». On peut visionner la lecture de son verdict — et les réactions de l'assistance — sur ce lien : `https://www.youtube.com/watch?v=wG4RWOUG_jQ` (consulté le 13 juillet 2022).

Kirchner est proche des Mères de la Place de Mai, organisation qui regroupe les parents des disparu·es[29], très à gauche depuis qu'Hebe de Bonafini (1929-) l'anime. Les trois grands mouvements sociaux qui émergent après 2001 – assemblées de quartiers, organisations de *piqueteros* et entreprises récupérées, dont il est question plus bas – suscitent des

[29] En castillan, *desaparecido·as*.

réactions similaires du gouvernement kirchnériste : « alliances, négociation, financement et même intégration envers la faction modérée ; isolement, marginalisation, prévention policière et accent mis sur l'aspect illégal envers la faction militante autonomiste » (Ostiguy, 2005, p. 310-11). Cette dualité de l'attitude kirchnériste vis-à-vis des mouvements sociaux marque son inscription plus à gauche par rapport au ménenisme, par rapport au radical conservateur De la Ruá ou par rapport au péroniste plus « centriste » Duhalde, qui optent bien plus volontiers pour la simple répression policière unilatérale.

Le deuxième axe renvoie aux catégories *politiques* (et non sociales) « haut » et « bas ». À nouveau deux composantes : « la première est une *forme d'interpellation socioculturelle* en politique qui implique les manières, la façon de parler, de s'exprimer, de se comporter et même certains goûts affichés publiquement. La deuxième composante se rapporte au mode de prise de décision et à la façon de gouverner, soit à des questions de type "politico-culturel" » (ibid., 321, nous soulignons). Au niveau des discours, sur le haut, des politicien·nes à la rhétorique plus châtiée et abstraite, apparaissant comme « bien élevés », auxquel·les s'opposent des politicien·nes sur le bas qui recourent à un « langage populaire, plus cru et avec moins de retenue en public ». Au niveau du mode de gouvernement, « un style politique affirmant ou disant représenter, un type d'autorité procédurier, impersonnel, formel et légaliste, préférant une division réelle des pouvoirs [s'opposent] à un style mettant en relief un type d'autorité personnalisée et une forme de leadership fort et souvent masculin » (ibid., p. 321). Au total, le « haut » est plus abstrait et se veut plus universel que le bas, plus localiste dans ses références et plus terre-à-terre ou « physique ». La sociologie du vote montre ainsi une tendance à la polarisation : l'électorat disposant de capitaux économiques et culturels plus élevés se porte sur les candidat·es du haut, en se départageant dans un second temps selon l'axe gauche-droite, et inversement pour celles et ceux dont les capitaux sont moins grands et/ou moins légitimes.

Le graphique 2.1 représente les élections présidentielles de 2003 sur ces deux axes gauche-droite et haut-bas. Selon l'axe gauche-droite, deux candidat·es de gauche, Carrió et Kirchner, s'affrontent à deux candidats de droite, Menem et López Murphy, avec une formule centriste autour de Rodríguez Saá, le président de quelques jours. Selon l'axe haut-bas, cette fois-ci, deux candidat·es susceptibles de recevoir les faveurs des classes moyennes et supérieures urbaines, Carrió et López Murphy, sont confronté·es à Rodríguez Saá et Menem, deux candidats au style nettement plus « bas », avec Kirchner dans une position intermédiaire.

Plusieurs alliances sont donc possibles : *a minima*, une « alliance de droite (néolibérale) entre López Murphy et Menem, contre Kirchner, Carrió et implicitement Saá » (ibid., p. 324), « une alliance du bas entre Rodríguez Saá et Menem, contre les non péronistes » (ibid., p. 324), une « alliance sur le haut entre Carrió et López Murphy, ce qui répèterait en fait l'expérience politique de l'*Alianza*, entre "Chacho" Alvarez et De la Rúa de 1997 à 2000 » (ibid., p. 324), enfin, une possibilité d'alliance sur la gauche, se manifestant par « divers appuis de gauche modérée, autour de Kirchner » (ibid., p. 324).

On l'a dit, Kirchner accède au pouvoir grâce à la défection de son adversaire péroniste de droite, Menem, qui pense ainsi fragiliser son opposant auquel se sont ralliées implicitement à la fois la haute gauche représentée par Carrió et la basse centre-droite et droite, représentée

par Rodríguez Saá. L'alliance entre les gauches basses et hautes, difficile à stabiliser en période électorale, rend possibles plus de dix ans de gouvernement de gauche péroniste, de la même façon que Menem a fait appel à la droite antipéroniste au cours de sa décennie au pouvoir pour faciliter sa gestion.

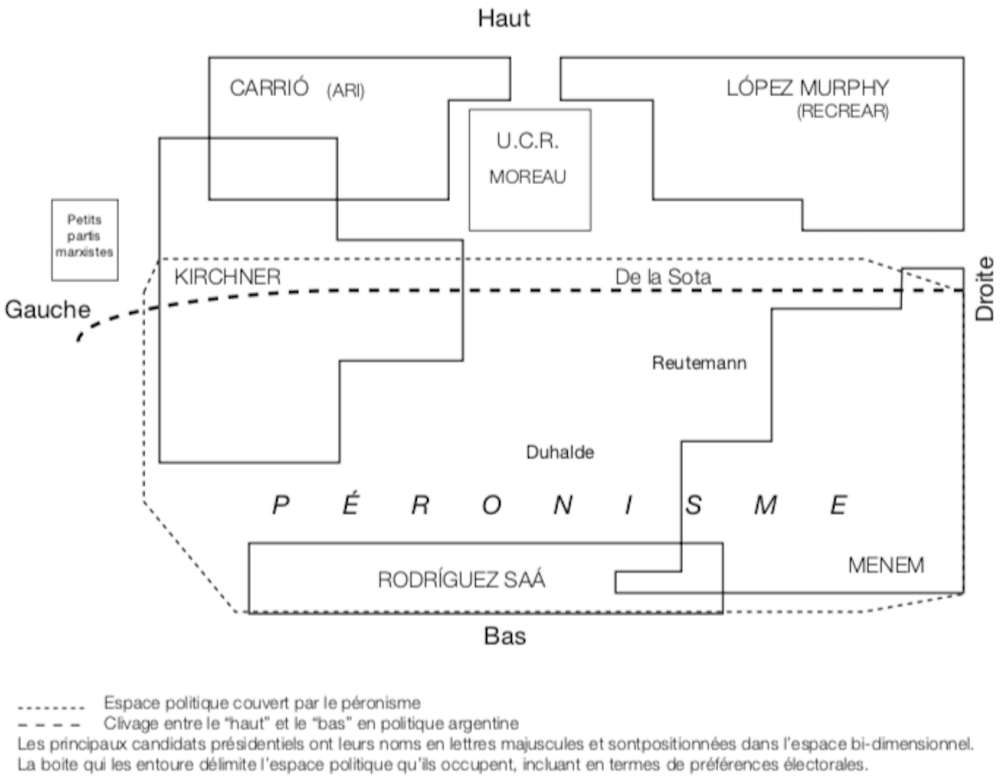


Fig. 2.1 - *Les élections de 2003 dans l'espace politique bidimensionnel de l'Argentine.*

Source : Ostiguy, 2005.

Après le retour aux manettes en 2019 d'une coalition basse-gauche, centrée autour de l'ancienne présidente Cristina Fernández de Kirchner, plus de quinze ans après l'article d'Ostiguy, le pronostic de ce dernier d'une permanence du péronisme, « force politique trop importante, à identité "partisane" trop forte et ancrée socialement comme mouvement dans les secteurs populaires argentins, pour se scinder définitivement en deux » (ibid., p. 327), semble largement vérifié. La crise finale du péronisme, destiné à se scinder en deux sous le poids de ses contradictions internes, théorisée par le sociologue – socialiste et non-péroniste – Torcuato di Tella, ne s'est pas produite.

Ainsi, aux élections présidentielles de 2007, Cristina Fernández de Kirchner est élue dès le premier tour avec plus de 45 % des votes face à Carrió, candidate de la *Coalición Cívica*, front électoral qui rassemble trois partis différents et qui est structuré autour le haut-centre (27 % des voix) [30], tandis que ses opposants internes dans le mouvement péroniste, Lavagna et Rodríguez Saá réunissent à eux deux moins de 20 % des suffrages exprimés. En 2011, la coalition kirchnériste, échaudée par le conflit du *campo* qui voit les secteurs agroexportateurs opposer une résistance farouche au gouvernement, remporte pour la troisième fois les élections, à nouveau dès le premier tour avec plus de 54 % des voix. Les deux candidats péronistes de centre et de droite totalisent quant à eux moins de 14 % des suffrages tandis que l'opposition non-péroniste est divisée entre les socialistes (17 %

[30] C'est une étape importante du recentrage de Carrió, qui a pourtant rompu sur la gauche avec le parti radical auparavant. Ce recentrage la conduira toujours plus à droite et, notamment, à s'allier avec le futur président néo-libéral Mauricio Macri. Voir ci-dessous.

des voix) et les radicaux (11 % des voix). Carrió, dont c'est la troisième campagne, termine la course loin derrière, avec à peine 1,8 %, soit moins que 2,3 % de la gauche révolutionnaire non péroniste regroupée dans le *Frente de Izquierda y de los Trabajadores* (FIT), alliance de trois partis trotskistes, le *Parti Obrero* (PO), altamiriste [31], le *Partido de los Trabajadores Socialistes* (PTS) et *Izquierda Socialista* (IS), deux groupes morénistes issus de l'explosion de l'organisation moréniste historique, le *Movimiento al Socialismo* (MAS) [32]. L'étape « post-kirchnériste » régulièrement pronostiquée n'est toujours pas à l'ordre du jour.

Il faut pour cela attendre 2015 et la confrontation du péroniste centriste Scioli [33] au libéral Mauricio Macri. La coalition de ce dernier, *Cambiemos* [34], est la première force de droite libérale soustraite à l'hégémonie péroniste à parvenir au pouvoir en Argentine de façon démocratique [35]. Les premiers signes avant-coureurs de cette alternance renvoient à la première défaite électorale du kirchnérisme, en 2009, dans le cadre d'élections partielles, dans un contexte économique international très défavorable, puisque la Grande Récession vient tout juste de débuter.

Face à cette auto-proclamée « révolution de la joie » [36], qui amène au pouvoir la « démocratie des PDG » (Canelo et Castellani, 2016) [37], moment spécifiquement argentin s'inscrivant dans un basculement plus général en Amérique Latine vers le centre-droit, les fondateurs de la MonedaPAR – Observatoire de la Richesse Padre Arrupe, Mouvement National des Entreprises Récupérées et *Espacio Bitcoin* – présentent cette alternance comme la motivation première de leur volonté de travailler ensemble pour réfléchir à l'instauration d'un réseau monétaire alternatif à échelle nationale.

Comment comprendre cette crainte? Quels sont les éléments de rupture ou de continuité entre néo-développementalisme kirchnériste et néolibéralisme macriste? Féliz (2011) soutient l'idée d'une complémentarité essentielle entre ces deux projets. Le néo-développementalisme diffère du développementalisme historique, en ce que la force sociale censément motrice de la croissance est moins constituée par la « bourgeoisie nationale » que par le grand capital transnational. Dans le cadre du projet néo-développemtaliste, la croissance doit être impulsée par l'extractivisme minier et l'industrie des hydrocarbures (Colectivo Voces de Alerta, 2011), l'extractivisme lié à l'agriculture, en particulier à l'industrie du soja (Svampa et Sola Alvarez, 2010), l'« extractivisme urbain » (Svampa et Viale, 2014) et l'industrialisation dépendante (Féliz, 2015b).

Quatre traits sont selon lui spécifiques au projet néo-développementaliste : l'accumulation de capital se déporte vers le marché mondial sous la forme d'exportations de marchandises issues du pillage des ressources naturelles, façon de déplacer les contradictions de l'accumulation vers le commerce extérieur et de relativiser ainsi le poids de la contrainte externe, historiquement à l'origine des cycles de type *stop-and-go* qui ont marqué la trajectoire de l'Argentine; la précarité des travailleur·ses devient un élément structurel du nouveau mode de régulation, qu'on peut saisir à travers la notion dépendantiste de surexploitation [38] ; le maintien du taux de change réel [39] à un niveau élevé, articulé à une productivité du travail forte et des salaires réels bas [40], visant à soutenir la rentabilité de l'ensemble des secteurs du capital, ce qui est complété par une politique de redistribution directe depuis l'État vers les fractions les plus fragiles des capitalistes locaux, c'est-

31 Il s'agit d'un courant trotskiste propre à l'Argentine, qui se construit en opposition à ce que ses fondateur·ices perçoivent comme l'« opportunisme débridée » du morénisme et sa tendance « liquidationniste ». Le courant altamiriste entretient logiquement des relations très polémiques avec les différentes organisations issues du morénisme, même s'il partage un front électoral avec deux d'entre elles (Coggiola, 2006).

32 Cette alliance voit le jour suite à l'introduction en 2009 des PASO, les primaires ouvertes, simultanées et obligatoires, qui établit de nouveaux prérequis pour valider la participation des formations politiques aux élections présidentielles : celles-ci doivent désormais réunir un minimum de 1,5 % des votes exprimés lors de ces primaires, qui font alors office de tour « zéro », avant le premier tour des présidentielles.

33 Cristina Ferández de Kirchner ne peut plus se présenter à nouveau comme candidate à la présidence, puisqu'elle a déjà réalisé deux mandats. Elle accompagne néanmoins Scioli comme candidate à la vice-présidence.

34 La force motrice est le parti macriste *Propuesta Republicana*, auxquels se sont ralliées différentes fractions du radicalisme historique, y compris Carrió, qui s'est ainsi nettement recentrée, voire droitisée par rapport aux premiers temps de l'ARI, lorsqu'elle rompit avec le radicalisme sur sa gauche.

35 Ceci, même si si un second tour est nécessaire, qui reste relativement serré dans la mesure où Macri l'emporte avec tout au plus 51,3 % des voix.

36 La « *revolución de la alegría* » est le slogan de campagne de *Cambiemos*. Un épisode fameux : `https://www.youtube.com/watch?v=KANA1pM8mwM` (consulté le 4 juin 2022).

37 Voir également Canelo, Castellani et Gentile (2018) pour une cartographie de l'articulation entre élites politiques et élites économiques dans le cabinet de Macri de 2015 à 2018.

à-dire les unités de profduction qui sont relativement éloignées du grand capital agro-minier exportateur; enfin, un ensemble de politiques visant à compenser l'incapacité structurelle de l'économie argentine à assurer des conditions d'existence dignes aux secteurs de la population durablement exclus de la répartition des fruits de la croissance – elle-même précisément rendue possible par cette exclusion – *via* des programmes universalistes de redistribution de ressources. On peut citer le plan *Jefes y Jefas de Hogar*, que Saiag identifie comme l'une des causes de la perte de vitesse des clubs de *trueque*, l'*Assignación Universal por Hijos*, mais aussi le *Plan Familias*, le *Seguro de Empleo y Capacitación* ou encore le *Plan Argentina Trabaja* (Féliz, 2011, p. 297-298), comme autant de programmes à travers lesquels l'État réalise ces transferts. Parmi les autres mesures du gouvernement kirchnériste, on compte la nationalisation de la compagnie pétrolière YPF, de la compagnie aérienne *Aerolíneas Argentinas* ainsi que de la poste Argentine, le *Correo Argentino*.

L'objectif assumé est celui d'un « vrai capitalisme »[41] visant promouvoir une « croissance avec inclusion sociale ». Cette modalité de développement doit d'un côté garantir la nouvelle hégémonie de groupes économiques transnationalisés, qui s'en offrent, d'un autre côté, comme les moteurs. Ils sont ainsi sollicités pour contribuer à la croissance de l'industrie extractive et de l'industrie manufacturière; associés au renforcement des infrastructures énergétiques et technologiques; enfin centraux dans la garantie l'accès au crédit à travers une intégration approfondie du système financier local à la dynamique globale d'accumulation du capital. Parmi les arrangements institutionnels qui mettent en œuvre ce projet, on peut citer le *Plan Estratégico Industrial* 2020, le *Plan Agroalimentario y Agroindustrial 2020*, l'accord de 2014 entre la compagnie pétrolière étatique YPF et Chevron pour développer le *fracking* ou encore l'accord de 2015 avec la Chine (Féliz, 2019b, p. 117).

La compensation *via* ces programmes de redistribution du revenu national n'est que partielle. Elle n'est, dans ce cadre, qu'un objectif secondaire, visant à rendre acceptable le projet néo-développmentaliste. Celui-ci est basé de façon structurelle sur la surexploitation de la force de travail, caractéristique des pays périphériques et dépendants dont les capitalistes ne peuvent rivaliser avec leurs concurrents des pays centraux du point de vue technologique. Dans le cadre de la nécessaire reconstruction d'« État social périphérique » ou « précaire », les programmes de redistribution sont certes universels, mais basiques, donc insuffisants (Molina, 2006)[42]. En raison de la crise de 2008 et, plus encore, des prix des matières premières de moins en moins favorables, les limites du réformisme néo-développementaliste se sont manifestées par une réduction des taux de croissance, une reprise de l'inflation et une stagnation, voire une baisse de l'activité dans de nombreux secteurs.

Ainsi, les élections de 2015 clôturent une période de crise transitionnelle du projet néo-développementaliste. Les craintes des fondateurs de la MonedaPAR peuvent se comprendre en rapport avec ce mouvement de contre-révolution néolibérale, qui annonce une période de renforcement de la surexploitation et de l'insertion dépendante de l'économie argentine dans l'économie mondiale, révélant la complémentarité – plutôt que l'opposition – entre néolibéralisme et néo-développementalisme[43]. Pour Féliz, Macri préfigure ainsi l'intensification conservatrice du projet néo-développementaliste plutôt qu'un retour au néolibéralisme. La crise

[38] Cette notion est issue de l'école marxiste de la dépendance, dont une figure majeure est Ruy Mauro Marini (Marini, [1973] 1981). Cette école est engagée dans une discussion critique du structuralisme latinoaméricain (Prebisch, 1986). La notion de surexploitation décrit une situation où la force de travail reçoit un salaire W structurellement inférieur au coût de sa reproduction normal V. L'INDEC estime ainsi qu'au premier trimestre de 2014, 60 % des ménages enquêtés dans le cadre de la *Encuesta Permanente de Hogares* (EPH) ont des revenus inférieurs à 9 800 *pesos*, nettement en-dessous du coût « normal » de reproduction de la force de travail telle qu'on peut l'approcher par le panier de biens basiques (*la canasta familiar*), qui est pour la même période de 10 500 *pesos* mensuels (Féliz, 2019a, p. 89). Elle est à l'origine de vifs débats théoriques contemporains entre économistes marxistes, en lien avec un renouveau des théories de l'échange inégal (Astarita, 2010; Féliz, 2021; Iñigo Carrera, 2007; Katz, 2018, 2019; Lastra, 2018; Osorio, 2014, 2016; Sotelo Valencia, 2017, 2018).

[39] Tel qu'il est couramment exprimé en économie, c'est-à-dire de façon contre-intuitive : un taux de change réel élevé correspond à une situation où la monnaie nationale — en termes réels — « vaut » peu en termes de devises étrangères, c'est-à-dire à une situation de dévalorisation réelle structurelle de la monnaie en question.

[40] Quand la productivité augmente de 50 % depuis l'élection de Néstor Kirchner en 2003 à la réélection de son épouse en 2011, par exemple, les salaires réels de l'ensemble des travailleur·ses croient seulement de 25 %, avec d'importantes disparités entre les travailleur·ses du secteur formel, du secteur informel et du secteur public : les rémunérations réelles de ces dernier·es diminuent de 8 %, tandis que celles des deux autres secteurs progressent (Féliz, 2015a, p. 75).

[41] Un « *capitalisme en serio* », comme l'affirme avec force Cristina Fernández de Kirchner en 2011 : `https://www.casarosada.gob.ar/informacion/archivo/25370-cena-por-el-dia-de-la-industria-en-tecnopolis-palabras-de-la-presidenta-de-la-nacion` (consulté le 3 juin 2022).

[42] Dans la lignée des travaux de Simmel sur la pauvreté comme catégorie relationnelle, dont une implication est que la charité qui crée le pauvre et non l'inverse (Simmel, [1908] 2009), Serge Paugam a montré dans quelle mesure, dans le cas français, on peut parler d'une production institutionnelle de la disqualification sociale (Paugam, 2015). Les différentes formes de « régulation des pauvres » (Paugam et Duvoux, 2008) induisent des trajectoires, presque des « carrières » beckeriennes, différentes. Dans ce contexte, la généralisation de programmes d'assistance sociale universels mais basiques en Amérique Latine, en général, et en Argentine, en particulier, suggère que cette nouvelle conception de l'intervention de l'État social constitue un régime spécifique d'intégration sociale de populations ainsi disqualifiées non plus simplement comme pauvres, mais encore comme « exclues » (Féliz et Díaz Lozano, 2018).

transitionnelle du projet kirchnériste dérive de son incapacité à imposer aux classes populaires le poids de l'ajustement rendu nécessaire par la diminution des taux de profit depuis 2011.

Jouissant d'une légitimité formelle sans base sociale[44], à l'image de Néstor Kirchner, qui a dépassé son faible appui électoral initial par l'introduction de mesures fortes dans le cadre de la réactivation du présidentialisme argentin, Macri gouverne avec une « main de fer ». Pour tenter de dépasser la restriction externe, qui se manifeste par l'indisponibilité de réserves de dollars freinant le rythme de l'accumulation dépendante de capital, contenir l'inflation et limiter les dépenses de l'État, dès le 10 décembre 2015, les mesures se succèdent rapidement : augmentation des prix de l'énergie et des transports (*tarifas*), secteurs que le kirchnérisme a précédemment nationalisés, en réduisant leurs subventions étatiques; capitulation devant les fond-vautours, qui ont racheté les titres de la dette argentine ayant échappé aux négociations de Kirchner et Lavagna, dont ils se servaient pour faire du chantage au pays – cette capitulation ouvre à nouveau à l'Argentine l'accès aux marchés financiers internationaux, ce qui autorise de laisser filer dans une certaine mesure le taux de change pour favoriser les exportations; approfondissement des plans d'investissements dans les infrastructures argentines (routes, trains, production et distribution d'énergie, etc), consolidant ainsi la matrice productive dépendante du pays; tentative de conclure un accord de libre-échange entre le Mercosur et l'Union Européenne; maintien des négociations salariales (*las paritarias*) à un niveau inférieur à l'inflation; réduction progressive des dépenses publiques; etc.

Cette dernière mesure, couplée à la suppression des taxes sur les exportations en 2015, à la diminution des impôts sur les biens personnels des plus riches et à des coupes dans les cotisations sociales patronales en 2017 ainsi que dans les impôts sur les bénéfices des grandes entreprises, vaut à la première période du macrisme le qualificatif de « stratégie gradualiste ». Son échec à restaurer la croissance tout en maintenant l'inflation sous contrôle débouche sur la sollicitation du FMI. Un pré-accord est signé en 2018, comportant la mise à disposition de 50 milliards de dollars. Après plus de douze ans de retrait de la vie politique et économique argentine, le FMI opère ainsi un retour remarqué. Mais la « pluie d'investissements » promise par l'exécutif se laisse toujours désirer. Parmi les grands gagnant·es de l'ajustement orthodoxe macriste figurent les secteurs exportateurs, la banque et le capital financier et les entreprises de services publics (gaz, électricité, transport) (Cantamutto et Schorr, 2016), qui doivent se transformer en autant de vecteurs de subordination du reste de l'économie à la domination sociale du grand capital transnational, acteur central du projet néo-développementaliste.

Le pouvoir kirchnériste fait preuve d'une attitude duale envers les mouvements sociaux, notamment vis-à-vis des trois grands mouvements sociaux qui émergent après 2001 – assemblées de quartiers, organisations de *piqueteros* et entreprises récupérées. Cela permet une forme de « normalisation conflictuelle » (Dinerstein et al., 2008), soit la neutralisation des effets les plus déstabilisateurs de la contestation sociale. L'arrivée au pouvoir de Macri laisse penser que, désormais, même leurs fractions les plus modérées, qui bénéficiaient, à l'époque du kirchnérisme, d'un ensemble d'« alliances, négociation, financement et même intégration » (Ostiguy, 2005, p. 310-11) se verront appliquer le même traitement que les fractions

[43] La *Sociedad Macri* (SOCMA), groupe familial dont Macri dérive sa fortune, connaît une ascension rapide sous la dictature des généraux argentins, passant de la propriété de dix entreprises en 1973 à 46 dix ans plus tard. Le groupe bénéficie notamment d'un ensemble de contrats publics ou encore de remises de dettes décidées par la junte argentine. Mauricio Macri est l'un des cinq héritier·es de ce groupe, qui figure parmi les plus grands d'Amérique Latine. Il a été le président de *Boca Juniors*, l'un des clubs de foot les plus renommés d'Argentine, dont la rivalité avec *River Plate*, autre équipe populaire, est mise en scène de façon comparable aux relations entre l'Olympique Marseillais et le Paris-Saint-Germain.

[44] Macri ne remporte qu'un peu plus de 30 % des suffrages au premier tour lors de son élection.

militantes plus autonomistes : « isolement, marginalisation, répression policière et accent mis sur l'aspect illégal » (ibid., p. 310-11). Le massacre d'Avellanada, soit les meurtres de Kosteki et Santillán, deux jeunes militants *piqueteros*, par la police de la province de Buenos Aires, a lieu en mai 2002, en même temps que l'introduction du *Plan Jefes y Jefas de Hogar*, augurant une vaste redistribution à échelle nationale. Leur conjonction illustre bien la dualité de l'attitude du pouvoir kirchnériste face aux mouvements sociaux, entre intégration par cooptation et répression brutale. Quant à lui, le macrisme opte plutôt directement pour cette dernière : à partir de 2015, c'est donc Avellanada sans *Jefes y Jefas de Hogar*.

Conclusion

La recherche de systèmes monétaires alternatifs n'est pas simplement théorique en Argentine : elle connaît deux réalisations concrètes à grande échelle, qui marquent durablement l'imaginaire politique argentin. Il s'agit, d'une part, des clubs de *trueque*, réseaux d'échanges informels articulés autour d'une monnaie commune, le *crédito*, qui ont presque deux millions et demi usager·es régulier·es au plus fort de la crise de 2001. D'autre part, cela renvoie aux monnaies fiscales introduites par les provinces fédérées argentines pour faire face à leurs contraintes budgétaires aiguisées par la crise.

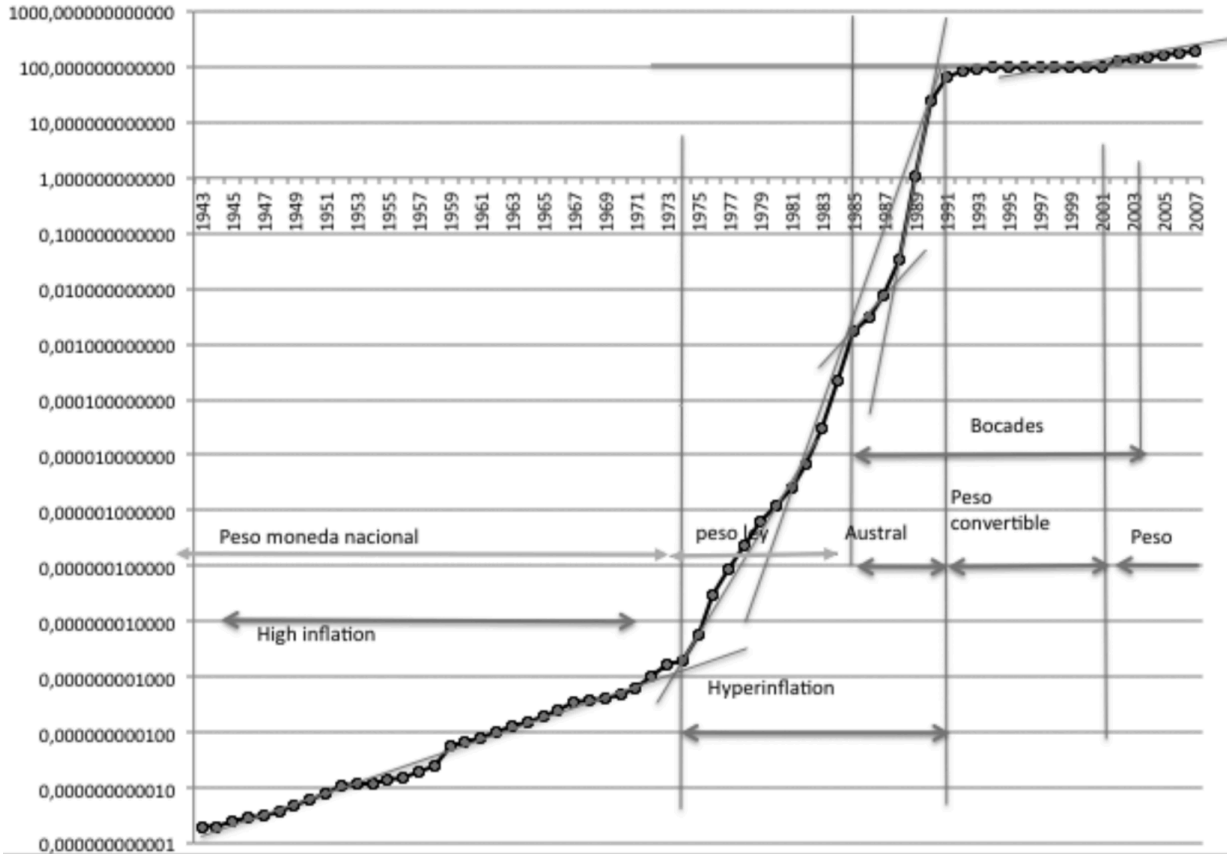


Fig. 2.2 - *Évolution de l'indice des prix à la consommation (1943-2008).*

Source : Reproduit de Théret (2018b, p. 93).

La MonedaPAR s'inscrit ainsi dans l'histoire longue de l'Argentine, qui connaît les difficultés macroéconomiques spécifiques d'un pays à l'insertion périphérique dans la division internationale du travail (Carchedi, 1991). Une des plus spectaculaires manifestations de ce statut subordonné est présentée dans le graphique 2.2 en page 98 : on peut y suivre l'évolution de l'indice des prix à la consommation de 1943 à 2008 et constater le caractère structurel de l'inflation.

Si le graphique s'arrête avant le mandat de Mauricio Macri, qui initie une fois de plus un cycle d'endettement extérieur, *via* l'émission d'obligations à maturité longue en dollar et, et voit les prix s'orienter à nouveau à la hausse tandis que le *peso* argentin chute, la crise de 2001 reste le dernier en date de ces grands troubles argentins (Féliz, 2011). Elle est parfois présentée comme

une séquence pré-révolutionnaire, tant les troubles sociaux sont importants, qui conduisent à une vacance du pouvoir alors que les présidents de quelques jours se succèdent à vitesse accélérée.

Les membres de la MonedaPAR, ceux et celles qui participent aux échanges et non simplement aux aspects techniques, ont une moyenne d'âge relativement élevée. Dans les deux enquêtes par questionnaire respectivement d'une cinquantaine puis d'une centaine de répondant·es, pour un total d'environ trois à quatre cents personnes qui utilisent la MonedaPAR chaque mois, la médiane est très proche d'une moyenne d'âge à cinquante ans.

Comme on peut le lire dans le tableau 2.1 en page 82, qui donne la chronologie des différentes unités monétaires de cours légal en Argentine, une partie importante de la communauté PAR a ainsi connu au moins trois, voire quatre régimes monétaires différents. C'est le cas par exemple de María, enseignante retraitée qui doit néanmoins maintenir une certaine activité professionnelle pour pallier le niveau trop faible de sa pension de retraite.

> María *: Tu vis en France, c'est quoi le taux d'inflation en France ?*
>
> R *: 0,6 %.*
> María *: Eh bien, imagine-toi ce que c'est que de vivre dans un pays où l'inflation dépasse les 20 % mensuels. Je n'en ai aucun souvenir, j'ai plus de 60 ans, je n'ai aucun souvenir d'un moment de paix dans lequel on pouvait être calme et se projeter. Notre monnaie a perdu treize zéros, mais maintenant, avec toute l'inflation qui a eu lieu, je pense qu'elle a déjà dépassé les treize zéros. Tu vois ce que sont que treize zéros ?*
>
> R *: Oui, tu dis de l'*austral *au* peso *?*
> María *: Je suis née avec le* peso moneda nacional, *qui a duré 50 ans. Plus ou moins. Dans les années 60, pardon, les années 70, le* peso *a été changé en* peso ley 18.188. *Et à partir de là, il a commencé à passer du* peso ley *au* peso argentino, *du* peso argentino *à l'*austral, *de l'*austral *à la* moneda convertible, *de cette dernière à la* moneda no convertible.
>
> Entretien le 30 novembre 2019 avec María, 65 ans, prosommatrice de Boedo, enseignante du secondaire retraitée, dans un bar dans le quartier de Flores, quartier « moyen » de Buenos Aires.

La crise de 2001, autrement connue comme l'*Argentinazo*, est comparable du point de vue de la récession et de l'augmentation du chômage à ce qu'endure le peuple grec à l'occasion de la crise des dettes publiques européennes : la pauvreté atteint fin 2002 56 %, le chômage 30 %. Ce contexte extraordinaire débouche sur l'émergence-résurgence de trois phénomènes sociaux inédits, qui font figure, dans des sens divers, d'expériences préfiguratrices de la MonedaPAR : il s'agit des monnaies fiscales provinciales et des clubs de *trueque*, déjà mentionnés, mais aussi des entreprises récupérées. Selon des modalités distinctes, la MonedaPAR hérite de chacun de ces trois phénomènes : c'est l'objet du chapitre suivant.

chapitre 3

Construire un marché alternatif au pays du péronisme

Ce chapitre présente les trois stratégies principales d'implantation de la MonedaPAR, dont la juxtaposition-succession contribue en retour à imprimer à la même infrastructure technologique[1], inchangée, des caractéristiques sociales différentes. La première stratégie se rapporte à la conception de la MonedaPAR comme système de crédit inter-entreprises destiné à renforcer les entreprises récupérées, en première instance, et plus généralement les formes d'autogestion de la production, que ces coopératives relèvent ou non de récupérations d'entreprises (section 3.1).

Devant l'échec de cette première tentative, les promoteur·ices de la MonedaPAR s'inspirent des clubs de *trueque*, fondés sur la consolidation de groupes locaux portant le nom de *nodos* (section 3.2). Le succès de cette deuxième stratégie[2] reste néanmoins relatif dans la mesure où les *nodos* perdurent difficilement et tendent à connaître, sauf exceptions notables, une phase de stagnation, voire de déclin après une période haussière initiale.

Faire en sorte que la MonedaPAR ne soit pas cantonnée à ce que les fondateur·ices désignent comme « l'économie de subsistance »[3] nécessite de trouver des façons de diversifier l'offre de biens et services disponibles contre des *pares*. Une piste explorée consiste à développer un usage proprement *fiscal* de la MonedaPAR. Pour ce faire, les autorités locales doivent en paiement d'une partie des impôts locaux.

Le souvenir de 2001 reste vivace : l'unité de l'espace monétaire argentin a alors été remis en question à travers le surgissement de monnaies privées et sous-étatiques. Introduire un système monétaire non étatique et non bancaire pour faire face à la crise qui vient ou que, du moins, on pronostique, est ainsi inscrit au répertoire d'action des fondateur·ices de la MonedaPAR. Néanmoins, cela s'accompagne de trois grandes innovations : tout d'abord, une liaison initiale avec les entreprises récupérées du MNER, lien avec une partie de l'économie formelle dont les clubs de *trueque* étaient dépourvus (section3.1) ; ensuite, l'utilisation de la *blockchain*, qui préfigure un dépassement technologique des clubs de *trueque* (section 3.2) ; la perspective d'intégration de la MonedaPAR dans des circuits fiscaux locaux (et non provinciaux) (section 3.3).

Ainsi, la MonedaPAR porte successivement la marque des trois phénomènes qui ont resurgi avec vigueur lors de la crise de la convertibilité de 2001 : les récupérations d'entreprises, les clubs de *trueque* et les quasi-monnaies provinciales. À travers l'examen de ces trois stratégies différentes de construction d'un marché alternatif, il s'agit de poser des jalons permettant d'identifier le contenu de la critique sociale que porte finalement la MonedaPAR, donc le contenu exact de cette « alternative » marchande. Entre projet d'un crédit inter-entreprises récupérées, version « anticapitaliste » du WIR suissse (Vallet, 2015) la réalité d'une version *crypto* des *clubes de trueque* des débuts, la spécificité de la MonedaPAR réside dans son caractère hybride.

[1] Voir le chapitre 3 en page 101, consacré à l'articulation entre caractéristiques technologiques de la MonedaPAR et sa gouvernance technico-sociale.

[2] Succès car c'est alors que la MonedaPAR connaît une première véritable extension, tant en termes de nombres d'usager·es, de volume d'échanges que de répartition géographique. On peut se référer aux graphiques 4.7, 4.8 et 4.9, respectivement en pages 203, 204 et 205, montrant les évolutions de la valeur des échanges, du nombre de transactions et de la quantité de comptes créés et actifs, ou encore aux cartes donnant la localisation des groupes locaux à différentes périodes en page 63.

[3] Ce terme indigène convoque la littérature scientifique autour du « travail de subsistance », par exemple Mies (1988) ou encore Collectif Rosa Bonheur (2019).

3.1 Du projet d'un crédit inter-entreprises récupérées...

Le phénomène des entreprises récupérées, forme originale de coopération dans la production que l'on retrouve tant en Argentine qu'en Uruguay ou encore au Brésil, fait figure de matrice originale de la MonedaPAR (sous-section 3.1.1), qui se présente d'abord comme le projet d'un crypto-LETS à échelle nationale (sous-section 3.2.1). Elle est ainsi un avatar de ces créations de l'économie sociale et solidaire qui naissent des spécificités de l'économie populaire (sous-section 3.1.3), dont le développement est concomitant de la continuation néo-développementaliste du projet néolibéral. Cette séquence historique est marquée par la surexploitation de la force de travail, c'est-à-dire par la « la création de conditions de production/reproduction de la force de travail qui ne sont pas durables dans le temps, car insoutenables, ou, pour le dire autrement, qui expulsent les marges et détruisent les capacités (socialement) productives d'une fraction significative de la population » (Féliz, 2019a, p. 211).

En termes marxistes, la MonedaPAR naît comme un outil de résistance face à la généralisation de méthodes d'extraction de survaleur absolue[4] par celles et ceux-là même qui en ont subi les effets directs : les récupérations d'entreprises sont le résultat de la résistance des « surnuméraires » face au projet patronal de leur expulsion hors du circuit de la production.

3.1.1 Les entreprises récupérées, matrice originelle de la MonedaPAR

Les entreprises récupérées[5] sont le creuset originel de la MonedaPAR, puisque celle-ci naît comme le projet d'un système de financement spécifiquement dédié aux ERT, censé leur permettre de relâcher la contrainte monétaire qui pèse lourdement sur leur maintien et leur développement. L'inspiration provient ici de l'expérience suisse du *Wirtschaftsring*, un système de crédit inter-entreprises bientôt centenaire[6], qui rassemble environ 60 000 unités de production, soit un tiers des petites et moyennes entreprises suisses : organisé autour de la banque WIR, il remplit un rôle contra-cyclique, constituant un canal de financement alternatif au franc suisse de cours légal[7].

Il y a déjà des récupérations d'entreprises pré-2001 mais leur nombre bondit la crise et continue de croître sous les gouvernements Kirchner puis sous la présidence Macri jusqu'à atteindre près de 400 entreprises rassemblant environ 16 000 travailleur·ses, ayant statuts de coopérateur·rices ou de salarié·es, en octobre 2018 (Quijoux et Ruggeri, 2019)[8]. Il faut préciser qu'à rebours de certaines lectures de ce phénomène, l'« l'enjeu même de ces mobilisations ouvrières n'[est] pas de *déposséder leur patron*, mais de *conserver leur emploi.* » (Quijoux, 2011, p. 263).

Le processus se répète souvent selon des modalités proches : face à une situation de tension excessive et des dettes financières, fiscales et/ou sociales qui s'accumulent, des patron·nes de petites et moyennes entreprises[9] décident de fermer plus ou moins frauduleusement leurs entreprises, puis d'organiser la récupération des équipements par des biais

[4] La survaleur absolue renvoie à l'augmentation du temps de travail non rémunéré afin d'alimenter les profits qui se traduit par une prolongation de la journée de travail. Ce concept contraste avec celui de survaleur relative, qui spécifie les mécanismes d'obtention de profits supérieurs passant par l'introduction d'innovations technologiques. Si la période de la convertibilité est marquée par la dominance de ces dernières formes, tel qu'on peut le mesurer dans les progrès de la productivité sociale du travail, la séquence kirchnériste contribue à la pérennisation de formes d'emplois précaires et de violations du code du travail qui s'étaient généralisés lors de la crise de la convertibilité. De fait,« environ un tiers de la population (plus de la moitié des enfants) vivent avec des revenus insuffisants et dans des conditions de logement, de services sociaux et de soins précaires et déficients » (Féliz, 2019a, p. 247).

[5] En castillan, *empresas recuperadas por sus trabajadores*, soit ERT.

[6] En français, cercle ou anneau économique. L'acronyme, WIR, signifie également « nous » en allemand. Ce système est fondé en 1934 par des entrepreneurs convaincus par les thèses économiques de Silvio Gesell : il s'agit alors d'organiser un système monétaire fondé sur une usure de la valeur du médium monétaire. Cette option est ensuite abandonnée après la seconde guerre mondiale. L'inflation de l'après-guerre apparaît en effet comme un vecteur suffisant d'érosion de la valeur de la monnaie. Voir `https://www.wir.ch/fr/` (consulté le 14 juillet 2022).

[7] Pour une présentation détaillée, on peut lire Vallet, 2015. Notons qu'il s'agit de la seule monnaie alternative dont on peut discerner un impact méso- voire macro-économique : sa contribution au PIB suisse est ainsi estimée autour de 0,5 % (Stodder, 2009 ; Stodder et B. Lietaer, 2016).

[8] Voir le tableau résumé 3.1 en page 3.1.

[9] Sauf exception, les ERT relèvent des PyMEs, *pequeñas y medianas empresas* en castillan.

Provinces	Nombre d'ERT	% du total	Nombre de travailleur·ses	% du total	Taille moyenne des ERT
Gran Buenos Aires	109	28,5	4 696	29,8	43
Ville Autonome de Buenos Aires (CABA)	71	18,5	2 167	13,8	31
Intérieur de la province de Buenos Aires	49	12,8	2 033	12,9	41
Santa Fe	32	8,4	1 155	7,3	36
Córdoba	25	6,5	1 388	8,8	56
La Rioja	13	3,4	411	2,6	32
Río Negro	10	2,6	362	2,3	36
Entre Ríos	10	2,6	539	3,4	54
Mendoza	9	2,3	259	1,6	29
Chaco	9	2,3	392	2,5	44
Misiones	7	1,8	242	1,5	35
San Luis	7	1,8	278	1,8	40
Corrientes	7	1,8	301	1,9	43
La Pampa	6	1,6	128	0,8	21
Neuquén	6	1,6	922	5,9	154
Chubut	5	1,3	83	0,5	17
Tucumán	3	0,8	33	0,2	11
San Juan	2	0,5	31	0,2	16
Jujuy	1	0,3	80	0,5	80
Santiago del Estero	1	0,3	70	0,4	70
Tierra del Fuego	1	0,3	180	1,1	180
Total	**383**	**100 %**	**15 750**	**100 %**	**40**

Tab. 3.1 - *Entreprises récupérées par province argentine (octobre 2018).*

Reproduit de Colectivo Facultad Abierta, 2018, p. 6-7.
Le Gran Buenos Aires n'est pas une province à proprement parler : il s'agit dans ce cas-là de la partie urbanisée de la province de Buenos Aires limitrophe de la ville autonome de Buenos Aires, soit les vingt-quatre *partidos*, regroupant eux-mêmes plusieurs municipalités, qui constituent le *conurbano bonaerense*. La province de Buenos Aires est donc dans ce tableau désagrégée entre le Gran Buenos Aires et l'intérieur de la province de Buenos Aires, nettement moins densément peuplé.

extra-légaux – concrètement, par l'embauche de personnes extérieures à l'entreprise qui doivent les dérober, souvent de nuit. Cela leur permet d'ouvrir une nouvelle entreprise sous un autre nom, dans une autre localité, hors de portée des anciens salarié·es. Ces dernier·es, qui, bien souvent, ne perçoivent plus totalement leurs salaires depuis le début des difficultés économiques, se retrouvent alors un matin devant l'usine, vide, contremaîtres et patron·nes disparu·es et le portail fermé.

Face à cette rupture insupportable du pacte social aux accents parfois paternalistes qui liait auparavant les patron·nes à « ses » travailleur·sess, ne ressortant pas nécessaire de la figure des travailleur·ses revendicatif·ves, contestataires ou militant·es mais également aussi, ce qui est moins évident, de la figure du « travailleur zélé » (Quijoux, 2011), des formes d'organisations s'instaurent. Il est impensable pour nombre de ces travailleur·ses « modèles » de subir la honte du déclassement, qui les rapprocheraient de ces « néo-prolétaires » contraint·es de vivre de la collecte de cartons dans la rue (les *cartoneros*) ou de ces travailleur·ses sans emploi qui coupent les routes pour se faire entendre (les *piqueteros*).

Or, brutalement, leur discipline individuelle et leur proximité avec les patron·nes ne les protègent plus de l'*ajuste* et des licenciements successifs. Le pacte de confiance implicite entre la direction et « ses » employé·es est rompu. Et des travailleur·ses qui ont souvent consenti antérieurement à une dégradation soutenue de leurs conditions de travail dans une

recherche de gains de productivité surdéterminée par les contradictions macroéconomiques de la convertibilité s'en retrouvent les plus pénalisé·es. Pour s'opposer aux manœuvres frauduleuses des patron·nes, les occupations d'entreprises se multiplient. C'est la période de l'*aguante*, un terme d'argot désignant la résistance face aux épreuves.

Quijoux tire son concept de travailleur·se zélé·e des travaux de la sociologue argentine Fernández Álvarez (2017), qui le dérive elle-même des travaux de Thompson (1971). Il tend à généraliser ses observations dans l'entreprise Brukman à l'ensemble des *recuperadas*. Le sociologue franco-argentin Rotelli (2022) retrouve néanmoins dans le cadre de son travail de thèse une plus grande diversité de profils de travailleur·ses reprenant leur entreprise. Il souligne que nombreux·ses sont celles et ceux qui ont un historique de contestation et d'opposition à leur hiérarchie avant la récupération, comme autant de manifestations d'une « forte conscience de classe »[10].

[10] Communication personnelle, 28 avril 2022.

On peut ainsi retrouver d'autres causes de la reprise d'entreprises dans la littérature académique. Certains travaux insistent plus fortement sur les ruptures intervenant dans les subjectivités des agent·es (Fajn et Bauni, 2003), ce qui a comme corollaire une analyse fine non seulement du moment de la reprise mais encore de l'autogestion de la production elle-même : dans une certaine mesure à rebours de l'approche de Quijoux, Rebón (2005), parmi d'autres, s'interroge explicitement sur le caractère alternatif, c'est-à-dire anticapitaliste, de ces expériences.

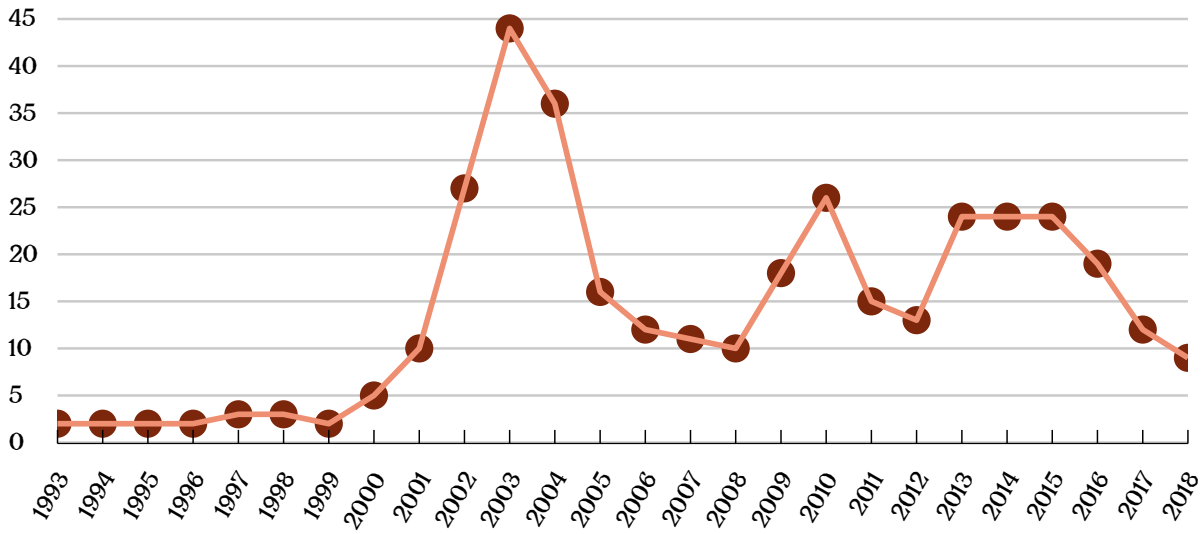


Fig. 3.1 - *Évolution du nombre annuel de récupérations d'entreprises (2001-2018).*

Source : Relevés de Colectivo Facultad Abierta (2018).

Il s'agit moins de thèses opposées mais plutôt des focales différentes, liées à des terrain distincts : Quijoux relativise en effet par avance son propos en soulignant que « si la rupture institutionnelle n'est pas radicale, de nouvelles pratiques proprement autogestionnaires voient le jour [et que] l'impératif de la prise de décision collective devient une imposition nouvelle pour les ouvriers. » (Rotelli, 2022, p. 33). Dans ces différences entre auteur·ices, il faut donc voir surtout des nuances au sein d'une approche globalement commune

dont la caractéristique consiste à rompre avec « le piège d'une certaine illusion du savoir immédiat » (Rotelli, 2022, p. 34), dans la mesure où il faut bien constater, même chez les plus politisé·es des travailleur·ses reprenant leur entreprise, « l'absence totale de projet révolutionnaire préalable » (ibid., p. 34).

Il faut enfin mentionner les travaux de Ruggeri (2017) qui anime le collectif *Facultad Abierta* dont on tire les statistiques descriptives par exemple du graphique 3.1 en page 105, qui propose la définition des entreprises récupérées comme « processus socio-économique qui suppose l'existence préalable d'une entreprise qui fonctionnait sous la forme d'une entreprise capitaliste traditionnelle (et même dans certains cas sous la forme d'une coopérative formelle) dont le processus de faillite ou la tentative de soustraction des machines de la part du patron a mené les travailleurs à entrer en lutte en vue de la faire fonctionner sous des formes autogérées » (ibid., p. 24). Cette définition, comme le note Rotelli (2022) n'est pas tant la définition la plus consensuelle que celle qui « parvient à s'imposer au point de revêtir les apparences de la neutralité » (ibid., p. 14)[11].

De fait, c'est ainsi que l'INAES, l'institut national de l'associativisme et de l'économie sociale (*Instituto Nacional del Associativismo y de la Economía Social*), entité para-étatique alors encore dirigée par Mario Cafiero, homme politique péroniste très impliqué dans la création de la MonedaPAR, définit les ERT : « toute entreprise sous gestion de ses travailleurs et travailleuses, constituée en coopérative de travail et provenant d'une entreprise antérieure, qui, pour faillite, démantèlement, abandon de l'entrepreneur ou autres causes ont entraîné sa fermeture et sa reprise par ses anciens travailleur·ses »[12]. L'institut est une structure mise en place par l'État « face à [la] longue tradition d'association et au regain d'intérêt survenu depuis 2003 » : il a pour fonction d' « enregistrer et orienter aussi bien au niveau de la loi que de la fiscalité tous les acteurs concernés, au premier chef, mutuelles et coopératives » (Quijoux, 2011, p. 217). Le 18 juin 2020, il annonce la création d'une commission consultative technique des entreprises récupérées (*Comisión Técnica Asesora de Empresas Recuperadas*)[13].

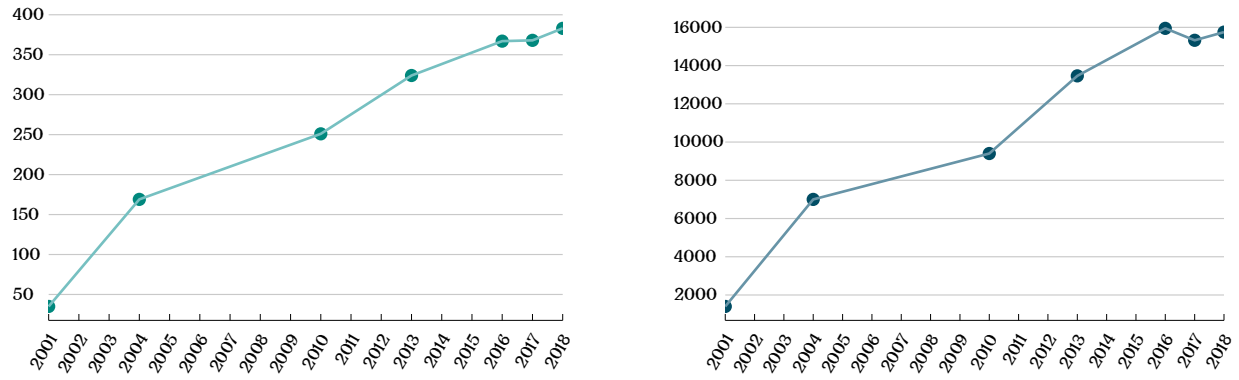
Ainsi, l'ensemble des entreprises récupérées sont avant 2020 d'ores et déjà inscrites auprès de l'INAES, dont elles sont tenues de respecter les consignes et obligations. Les partis trotskistes, très impliqués dans la récupération d'entreprises comme Zanón, ont voulu créer un modèle légal pour les ERT alternatif au statut des coopératives, notamment en raison de la méfiance politique vis-à-vis d'un univers marqué par une attitude conciliante, d'accompagnement des transformations du capitalisme, finalement trop réformiste, sans doute, pour des partis fidèles à l'idéal révolutionnaire. Mais cette consigne fait long feu tandis que les ERT adoptent le modèle des coopératives. La mission du nouvel organisme de l'INAES est de créer et d'actualiser un registre national des entreprises récupérées. Le recensement des ERT, qui est jusqu'ici assuré uniquement par les personnes impliquées dans le programme *Facultad Abierta*, devient ainsi aussi une tâche étatique (Ansol, 2020).

Ce changement d'attitude est postérieur à la fin du macrisme, et au retour d'un kirchnérisme plus centriste qu'auparavant en 2019. Il est sans doute bienvenu pour un secteur qui a dû faire face à la franche hostilité des macristes redoublant celle du pouvoir judiciaire et de ses magistrats.

[11] On peut consulter l'introduction de la thèse de Rotelli (2022) pour une revue de littérature plus détaillée et complète sur les ERT.

[12] Voir `https://www.argentina.gob.ar/inaes/registro-nacional-de-empresas-recuperadas` (consultée le 14 mars 2022).

[13] Depuis le décès de Mario Cafiero, l'INAES est dirigé par un cadre du *Movimiento Evita*, Alexandre Roig (2016), également sociologue spécialiste de la Convertibilité.



(a) *Nombre total d'entreprises récupérées.*

(b) *Nombre de travailleurs dans les entreprises récupérées.*

Fig. 3.2 - *Évolutions d'entreprises récupérées et du nombre de travailleur·es dans les entreprises récupérées (1993-2018).*

Source : Relevés de Colectivo Facultad Abierta (2018).

Les mesures macroéconomiques libérales du gouvernement Macri ont par ailleurs contribué à dégrader la situation des ERT, déjà difficile : envolée des prix du gaz, de l'eau et de l'électricité, baisse de la consommation et de la production, perte du pouvoir d'achat, impacts négatifs de la perte de valeur du *peso*, etc[14]. L'hôtel Bauen, au cœur de Buenos Aires, un haut-lieu du coopérativisme argentin et symbole des entreprises récupérées, ferme ses portes en 2020, asphyxié par les dettes qu'il a été contraint de contracter pour continuer son activité. L'impact économique du confinement pour cause de pandémie mondiale aura eu raison du Bauen.

[14] Il s'agit d'un paradoxe apparent : une conjoncture économique encore plus dégradée telle que la crise de 2001 a au contraire conduit à une accélération des reprises d'entreprises, comme on peut le constater sur le graphique 3.1 en page 105.

De façon générale, le taux d'utilisation du capital (matériel et équipements) est inférieur à la moyenne nationale. Cette situation tient à la fois à l'hostilité du pouvoir judiciaire, d'un contexte macroéconomique international et national défavorable, mais aussi aux conditions mêmes de la reprise : dans bien des cas, il faut en effet aux futur·es coopérateur·ices accepter de prendre en charge[15] les dettes de l'ancienne direction – envers les fournisseur·ses, les ex-salarié·es, l'État, etc – compliquant par avance toute tentative d'assainir le bilan comptable de l'ERT[16]. Par leurs représentant·es des différents regroupements politiques d'ERT, les travailleur·ses de ces entreprises n'ont de cesse d'alerter sur la nécessité de trouver des financements qui permettraient de renouveler le stock de capital et d'opérer des investissements impératifs de mise à niveau des équipements. Depuis la crise de 2001 se développe une progressive fragmentation du mouvement des ERT, dénotant d'une situation de faiblesse des organisations d'ERT, dont les divisions résultant entre autres de conflits sur l'attitude à adopter face au pouvoir kirchnériste ne se réduisent pas après l'arrivée des macristes.

[15] En castillan, *hacerse cargo*.

[16] Il ne s'agit pas cependant du cas général : entre 2003 et 2004, par exemple, des négociations entre les nouveau•elles propriétaires de l'usine et leur ancienne direction ont régulièrement débouché sur un échange de « bons procédés », à savoir un contrat de location de longue durée des murs et de l'équipement productif contre la reprise par leurs ancien•nes salarié•es d'une partie des dettes contracté•es avant la faillite.

3.1.2 Un crypto-LETS à échelle nationale en temps de crise

Début 2017, le MNER ne rassemble plus la majorité des entreprises récupérées. Le MNFRT (*Movimiento Nacional de las Fabricas Recuperadas por sus Trabajadores*, est fondé comme tendance informelle au cours de l'année 2000, puis formalisé comme organisation indépendante en 2003[17] par l'avocat péroniste Luis Caro[18]. Une fois installé au pouvoir, le kirchnérisme tente d'isoler le MNER en suscitant la formation de la FACTA (*Federaci(o)n Argentina de Cooperativas de Trabajadores*

[17] Ce qui suscite en retour la formalisation du MNER qui, avant d'avoir une existence comme véritable mouvement, est un regroupement informel de travailleur•ses partageant des luttes similaires (Rotelli, 2022).

[18] Son site ne fonctionne plus, mais on peut accéder à une archive web *via* le lien suivant : `https://web.archive.org/web/20070218152458/http://www.fabricasrecuperadas.org.ar/` (consulté le 22 avril 2022).

Autogestionados) à partir de 2006[19]. Le fameux hôtel Bauen, originellement du MNER, figure iconique des *recuperadas* et localisé dans le centre de la ville de Buenos Aires, rejoint cette fédération. Enfin, en 2008 est fondée l'ACTRA (*Autogestión, Cooperativismo y Trabajo*)[20], qui a la particularité de ne pas regrouper uniquement des ERT, mais également des coopératives de production « ordinaires ». La logique est moins de structuration nationale que celle d'une implantation territoriale, puisque ces unités de production sont regroupées dans la province de Santa Fe.

Le MNER représente une frange intransigeante du phénomène, « fâchée avec tout le monde »[21]. Luis Caro se voit à l'inverse souvent reprocher ses liens avec un péronisme plutôt conservateur, mais surtout il se présente en 2003 aux législatives sur une liste commune avec le très controversé « Aldo Rico, militaire d'extrême droite à l'origine de deux tentatives de coups d'État contre le gouvernement d'Alfonsín en 1987 et 1988 » (Quijoux, 2011, p. 160).

Sans doute faut-il nuancer l'affirmation de Ruggeri, dans la mesure où le dirigeant du MNER, Eduardo « Vasco » Murúa, cherche quant à lui à se rapprocher de Scioli, le candidat du péronisme défait par Macri lors des élections présidentielles de 2015. Il n'est pas évident de positionner chacune de ces fédérations sur un axe gauche-droite (Rotelli, 2022). Ce qu'on peut dire *a minima* est que le MNER se caractérise, à rebours du MNFRT ou de la FACTA, par une attitude méfiante face à l'institutionnalisation des *recuperadas* : il figure cette « fraction militante autonomiste », moins susceptible d'être cooptée par le pouvoir kirchnériste que leurs opposant·es internes plus modérés, représentés par le MNFRT (Ostiguy, 2005, p. 310-11). Cela s'articule à la volonté de maintenir un certain degré d'informel dans l'organisation : pas de cartes d'adhérent·es au MNER, dont les membres ne sont pas les coopératives formalisées, qui pourraient être représentées par leurs président·es, soit par leurs représentant·es légaux, mais plutôt les travailleur·ses directement.

Il faut cependant préciser à nouveau : le MNER reste un organisme avec un bureau et un président, choisis au cours d'une assemblée générale fondatrice, dont le mandat consiste à faire exister la spécificité de la catégorie d'entreprise récupérées parmi les autres types de coopératives. C'est une différence par exemple avec la FACTA, qui regroupe indifféremment coopératives en général et *recuperadas*. De plus, le dirigeant principal du MNER, Murúa, contrôle depuis 2020 une petite direction publique, à laquelle ils se réfèrent comme la « *Dirección de Empresas Recuperadas* », mais dont le nom officiel est « *Dirección de Programas de Inclusion Económica* »[22]. Plutôt que le refus dogmatique de toute institutionnalisation, on peut y voir la combinaison d'un discours radical articulé à des adaptations pragmatiques au service de l'objectif de représentation des *recuperadas* en tant que *recuperadas*[23].

En entretien, Murúa distingue également, parmi les fondateur·ices de la MonedaPAR, une même dualité de positionnement, entre les partisan·es d'un encadrement légal de la MonedaPAR, ce qui permettrait d'éditer des factures libellées en MPAR, et une frange plus minoritaire, dans laquelle il s'inscrit, qui considère que la question de la validation juridique de l'expérience est un « faux problème »[24]. S'il n'est pas le seul acteur dans le champ des *recuperadas* ou, plus largement, du coopérativisme argentin, le MNER jouit d'un capital politique certain et d'un poids symbolique conséquent (Quijoux, 2011)[25].

19 `https://www.facebook.com/FACTAutogestion/` (consulté le 22 avril 2022).

20 `https://www.facebook.com/federacionactra/` (consulté le 22 avril 2022).

21 Entretien le 7 février 2019 avec Andrés Ruggeri, anthropologue, membre du collectif de recherche *Facultad Abierta* et spécialiste des récupérations d'entreprises.

22 Selon le bulletin officiel, Murúa est *director de programas de inclusion economica* : `https://www.boletinoficial.gob.ar/detalleAviso/primera/232318/20200721` (consulté le 3 juin 2022).

23 Ce qui renvoie, dans une certaine mesure, à la notion d'« institutionnalisation informelle » (Levitsky, 1998, p. 86), que Levitsky utilise pour caractériser la façon dont l'identité politique péroniste s'enracine dans la réalité sociale argentine : « le péronisme est fermement ancré dans la société argentine — tant sur le plan organisationnel qu'en tant qu'identité politique — depuis plus de 50 ans, et malgré des décennies de proscription et de répression, les dirigeants et les militants du PJ ont fait preuve d'un haut degré de loyauté envers le parti. Dans le même temps, la structure interne du PJ a longtemps été fluide et instable, la bureaucratie officielle du parti et les règles et procédures qui y sont associées régulièrement ignorées. Le péronisme se caractérise donc par une combinaison de force et d'endurance d'une part et de fluidité interne et d'informalité d'autre part » (ibid., p. 78).

24 Pour plus de détails, on peut se rapporter à la section 4.3 en page 202.

25 Il s'inscrit dans les courants d'extrême-gauche du péronisme et fait figure d'héritier indirect de groupes comme les *Montoneros*, qui tentent, dans les années 70, d'allier libération nationale et libération sociale (Anguita et Caparrós, 1997 ; Vezzetti, 2002). Il se distingue néanmoins des organisations trotskistes, qui interviennent également en soutien des récupérations d'entreprises en 2001. Celles-ci sont à leur tour les héritières indirectes de formations ayant opté, à l'instar des *Montoneros*, pour la lutte armée contre le « Processus de réorganisation nationale » (Carnovale, 2011). Le couple extrême-gauche péroniste et extrême-gauche trotskiste n'est ainsi qu'un avatar des spécificités de la vie politique argentine, au sein de laquelle le traditionnel axe gauche-droite est redoublé et complexifié par une opposition entre formations péronistes et formations non, voire anti-péronistes, qui se distribuent de l'extrême-droite à l'extrême-gauche. Pour plus de détails, voir la sous-section 2.4 en page 91.

Or, en remportant l'élection présidentielle de 2015, Mauricio Macri met fin à plus de dix ans de pouvoir kirchnériste d'orientation de centre-gauche. Les politiques économiques néolibérales mises en œuvre aggravent rapidement la situation de l'économie argentine, déjà fragilisée par quatre années de stagflation lors du dernier gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner. Dans les premiers mois de 2016, une récession profonde est à craindre. Un groupe de politicien·nes d'opposition, de syndicalistes, d'intellectuel·les et d'indépendant·es commencent à se réunir afin de chercher une solution à l'incertitude grandissante dans laquelle sont plongées les petites et moyennes entreprises et les coopératives de production dans toute leur diversité, parmi lesquelles les entreprises récupérées. Au second semestre 2016, l'Observatoire de la Richesse *Padre Arrupe*[26] est fondé. Les réunions se tiennent les mercredis en fin d'après-midi notamment au « Gran Lío », un bar au sous-sol d'une librairie située au niveau du numéro 150 de la rue Viamonte à Buenos Aires.

Les réflexions s'orientent rapidement vers la recherche d'un système de financement qui doit permettre de fournir la liquidité manquante aux coopératives et aux PyMES de l'économie populaire. L'objectif est la réalisation d'un *Local Exchange Trading System* (LETS) à échelle nationale[27] :

> Murúa *: Au cours des premières réunions avec des* compañeros *ont émergé certaines idées, l'idée de comment en réalité les types te niquent [*te joden*], quand ils convertissent la richesse en monnaie. Parce qu'après ils peuvent la convertir en rareté [...] en la sortant du pays via la fuite des capitaux. Et ainsi, comme nous discutions pas mal la question de la monnaie [*moneda*] est apparue la possibilité de faire une monnaie pour le secteur populaire.*
>
> Entretien le 20 novembre 2019 avec Eduardo « Vasco » Murúa, la soixantaine, dans son bureau de l'IMPA, une entreprise récupérée historique et siège du MNER.

Fin décembre 2016, les premières réunions de formation[28] à l'utilisation du système sont organisées en amont des discussions opérationnelles, non plus au *Gran Lío*, mais au siège du MNER, l'usine récupérée IMPA, toujours les mercredis après-midi vers 17h et de façon hebdomadaire[29].

Le 17 janvier 2017, le logiciel est prêt à être utilisé. Il se télécharge depuis le Play Store[30]. La *blockchain* Bitshares est utilisée comme dispositif de validation des transactions, en construisant sur celle-ci un *User Issued Asset* (UIA). Cette technologie présente un triple intérêt : il n'est plus nécessaire de tenir manuellement le registre des transactions, comme dans les clubs de *trueque* ou d'en confier la gestion à une entité centralisée, comme à une banque commerciale classique ; la falsification de la nouvelle monnaie est impossible ; la transparence est théoriquement garantie par la possibilité d'accéder à l'ensemble des transactions sur internet, *via* l'utilisation d'un « explorateur de blocs » associé à la *blockchain* Bitshares[31].

Il faut d'ailleurs noter que si la MonedaPAR est le projet du MNER, d'autres fédérations d'ERT ont également amorcé une réflexion sur l'opportunité de se doter d'un système de financement alternatif, à l'image de la FACTA, sans que cela ne dépasse le stade des discussions préliminaires fin 2016. D'autre part, le *Red Global de Trueque* (RGT), le principal réseau des clubs de *trueque* est alors toujours en activité, quoique sur une échelle bien réduite par rapport à son extension en 2003. Le sénateur de centre-gauche (ni kirchnériste ni

26 Le révérend Pedro Arrupe (1997-†1991) est un prêtre espagnol qui défendait la nécessité pour les ordres religieux de développer des liens avec les secteurs les plus démunis de la société. Il comptait parmi les soutiens du futur pape Jorge Bergoglio comme leader des jésuites argentins.

27 Quand les LETS anglo-saxons ou leurs équivalents français, les SEL, atteignent rarement plus de quelques centaines de membres.

28 En castillan, *capacitación*.

29 C'est à ce groupe que se rattache la conversation WhatsApp dénommée *PAR* (voir le tableau C.1 en page 443, ligne 15), créée le 16 novembre 2016.

30 Il s'agit d'une reconversion d'un logiciel devant originellement servir de portefeuille électronique à destination du public argentin souhaitant disposer d'une application dédiée pour réaliser des échanges de crypto-monnaies depuis leur téléphone. Voir la figure 0.1 en page 14 pour une capture de l'écran d'accueil de l'application et la section 4.2 en page 179 pour plus de détails sur l'infrastructure de la MonedaPAR.

31 Il en existe un certain nombre. J'ai utilisé `bts.ai`, qui permet d'accéder gratuitement à l'historique de l'ensemble des comptes de Bitshares. Je n'ai cependant pas eu à télécharger directement depuis cet explorateur de blocs les données de transactions de l'ensemble des comptes de la MonedaPAR, ce qui nécessiterait de disposer d'un nœud complet de Bitshares disposant de l'historique de toutes les opérations ayant eu lieu sur la *blockchain* depuis sa mise en service. Les techniciens en charge de l'infrastructure possédant un tel nœud, ils y appliquent un algorithme permettant d'extraire automatiquement l'information pertinente. Naturellement, une partie des informations de la *blockchain* ne figure pas dans les fichiers qu'ils me transmettent : seules les transactions monétaires y sont rapportées, ce qui laisse de côté l'ensemble des autres opérations (validation des comptes par exemple), qui contribuent au fonctionnement du système. Afin de calculer le coût réel de la MonedaPAR, qui ne se limite pas aux frais portant sur les transactions monétaires, j'ai ainsi dû solliciter le gestionnaire d'un autre explorateur de blocs, `https://blocksights.info/`, sans lien avec la MonedaPAR, pour obtenir l'historique total des comptes-maîtres de la MonedaPAR, *gobierno-par* et *federacion-par* notamment. L'historique de ce dernier compte dépasse les 10 000 transactions, ce qui empêche le téléchargement de l'historique de ce type de comptes. Mon contact a en effet l'idée d'en monétiser leur téléchargement. Il m'en a néanmoins fait gracieusement don.

péroniste) Fernando « Pino » Solanas, alors dirigeant du parti *Proyecto Sur*, envisage lui-même un projet de loi visant la création d'une crypto-monnaie nationale afin de financer un système de revenu universel. Mario Cafiero, proche de ce dernier, initie en 2018 une série de discussions sur un autre projet de crypto-monnaie, la Moneda DIGNA. Elle doit permettre de financer de larges travaux de construction de logements afin de résorber au moins partiellement le mal-logement qui contraint de nombreux·ses membres des classes populaires argentines à s'emparer de terrains inoccupés dans la banlieue bonaerense pour y construire des habitations précaires. Ces *tomas* et occupations « illégales » ne manquent jamais de susciter des réactions de la part des possédant·es s'appuyant sur le pouvoir judiciaire et les forces de police pour s'opposer à ses installations, toujours à leurs yeux injustifiées.

Reste que ce projet d'un crypto-LETS national à destination des entreprises récupérées ne voit jamais le jour en l'état : si des liens politiques forts existent en effet entre les entreprises du MNER, ces dernières ne présentent pas une intégration économique suffisamment avancée. En l'absence d'un marché préexistant, la création d'une nouvelle monnaie se révèle naturellement inutile. Il faudrait pouvoir incorporer tout – ou une partie suffisante – des chaînes de valeur des entreprises du réseau pour rendre la nouvelle monnaie attractive. L'année 2017 se conclut ainsi sur un volume d'échanges très faible. Les membres fondateur·ices envisagent un moment de mettre en place un programme similaire au Sardex. Cette monnaie alternative italienne dispose de salarié·es remplissant des fonctions de « fermier·es » (*gatherers*) et d'autres celui de « chasseur·ses » (*hunters*), pour garantir l'extension du marché et, donc, son attractivité. Ils et elles y renoncent néanmoins en raison d'un budget quasiment inexistant et de la difficulté de trouver des financements auprès d'acteur·ices public·ques ou privé·es[32].

[32] Ce qui est perçu comme un paradoxe par les fondateur·ices de la MonedaPAR, qui s'interrogent régulièrement des raisons de ce manque d'intérêt de la part des autorités, notamment du Ministère de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (`https://www.argentina.gob.ar/ciencia`, consulté le 14 juillet 2022), pour un projet qui leur paraît pourtant technologiquement en pointe.

3.1.3 Une monnaie sociale et solidaire pour l'économie populaire

Les notions d'économie sociale et solidaire, d'un côté, et d'économie populaire, de l'autre, font l'objet de discussions entre les chercheur·ses. En fonction des travaux, ils sont tantôt assimilés ou soigneusement distingués. Les acteur·ices, également, en ont leurs usages propres. Il s'agit ici d'examiner tout d'abord ces usages émiques, qui assimilent l'une à l'autre dans le complexe « économie sociale, solidaire et populaire », problématique qui n'existe pas avec autant de prégnance en France. La nécessité de leur distinction est ensuite défendue en se fondant sur la littérature scientifique : on pourrait dire que l'économie populaire est une réalité sociale tandis que l'économie sociale et solidaire est un projet qui s'y applique afin d'en développer les aspects émancipateurs et d'en neutraliser les dimensions excluantes ou stigmatisantes. Sur la base de cette distinction entre les deux concepts, on peut enfin caractériser la trajectoire au sein des différentes instances d'économie populaire de la MonedaPAR, qui lui imprime un contenu propre.

Eduardo Murúa parle lui-même de la MonedaPAR comme d'une « monnaie pour le secteur populaire ». Cette expression renvoie à la fois à une réalité sociale et à un imaginaire politique. La réalité sociale est celle de l'organisation économique qu'adopte le mouvement des travailleur·ses

sans emploi dès 1994, autodénommé *movimiento piquetero*. Elle débouche notamment sur la création du syndicat des travailleur·ses de l'économie populaire, la CTEP [33], dirigé par le médiatique Juan Grabois (Chena, 2018), entre autres organisations socio-politiques qui structurent le secteur. L'imaginaire politique naît à la jonction de cette expression de secteur populaire avec celles de « camp national et populaire »[34] ; de « gouvernements populaires »[35], en référence aux exécutifs dirigés respectivement par Morales en Bolivie, Lula au Brésil, Kirchner en Argentina, Chávez au Venezuela, etc ; de « révoltes » ou « contestations populaires »[36] ; et, bien sûr, de « classe(s) populaire(s) », au singulier ou au pluriel[37].

La MonedaPAR s'insère dans cet imaginaire politique, de façon évidente chez les plus militant·es d'entre elles et eux, à l'image de Federico, enseignant du secondaire responsable de *Comunes*, un front large [38] local proche du kirchnérisme, localisé dans le quartier de Boedo. Il déplore ainsi la persécution politique qu'ont subie « tous les gouvernements populaires dans toute l'Amérique Latine », la répression que subissent les mouvements de contestations populaires du coup d'État qui destitue Evo Morales en Bolivie ou de révolte populaire face au néolibéralisme autoritaire de l'ancien président chilien, Piñera. Il s'inscrit volontiers au sein de la classe populaire, la classe qui « vit de son travail [et] qui jamais ne doivent se retrouver du côté du bourreau, de celui qui retire des droits ».

C'est également le cas chez ceux et celles qui n'ont pas d'activités militantes quotidiennes et se retrouvent néanmoins dans l'appellation de « travailleur·se de l'économie populaire », à l'instar de Danilo, chômeur en situation d'invalidité suite à un accident professionnel[39]. Mario, enseignant-chercheur retraité, oppose le 24 novembre 2019 dans une discussion sur la conversation WhatsApp originelle de la communauté, simplement dénommé *PAR*, deux projets pour le pays, associés à deux matrices productives différentes : « l'un national et populaire, et l'autre profondément réactionnaire, élitiste et oligarchique. ». D'un côté, les demandes et les conquêtes sociales et démocratiques des secteurs populaires, de l'autre, l'oligarchie financiarisée et agroexportatrice, qui parvient à placer son candidat à la tête de l'État en la personne de Mauricio Macri en « conquérant la volonté de portions significatives des secteurs populaires », autrement majoritaires [40]. Des articles de journaux consacrés à la MonedaPAR la présentent comme un outil qui permettra de « créer un marché social digital en lien avec les acteur·ices de l'économie populaire » (Espínola, 2018)[41].

Au sein de cet imaginaire, la transition est souvent faite de l'économie populaire à l'économie sociale et solidaire. Ainsi, Miguel, référent politique d'un mouvement social à Moreno, explique que la MonedaPAR constitue sa première expérience concrète de l'« économie sociale, solidaire et populaire » ou, en castillan « *Economía social, solidaria y popular* », souvent abrégé en ESSyP, qu'il ne connaît jusqu'alors que théoriquement, de par sa formation universitaire :

[33] En castillan, *Confederación de Trabajadores de la Economía Popular*.

[34] En castillan, *Campo nacional y popular*.

[35] En castillan, *Gobiernos populares*.

[36] En castillan, *Revueltas* ou *protestas populares*.

[37] En castillan, *Clas(es) popular(es)*.

[38] Au sens où il n'est pas nécessaire d'adhérer intégralement aux positions officielles des organisations kirchnéristes pour y adhérer. De fait, en entretien en 2019, Federico relate que le nom a changé deux ans et demi auparavant. « Frente Cuidad », le nom originel, renvoyait trop directement aux prises de positions de Cristina Kirchner, qui appelle de ses vœux la formation de fronts citoyens : « c'était trop partial pour beaucoup de riverains, sans participation politique, en raison de cette étiquette kirchnériste, donc il était très difficile de percer ce préjugé initial pour qu'ils viennent et qu'on puisse discuter et échanger avec eux ». Ainsi renommée en *Comunes*, d'après un mot de Néstor Kirchner, affirmant que les militant·es politiques sont des « personnes ordinaires [*común*] avec des responsabilités extraordinaires », la formation doit pouvoir s'adresser tant à des péronistes qu'à des « radicaux, communistes, socialistes, indépendants ou autre ». Les activités de ce groupe consistent notamment à préparer et distribuer des repas gratuits aux personnes sans domicile fixe du quartier dans le cadre de ce qu'ils appellent des *ollas populares*, ou soupe populaire.

[39] Entretien le 2 décembre 2019 avec Danilo, 59 ans, prosommateur et référent du nœud de Guernica dans le centre culturel Maza Madre qui fait office de locaux du nœud de Boedo.

[40] Entretien le 27 novembre 2019 avec Mario, 74 ans, fondateur de la MonedaPAR, au siège de la fédération graphique de la CGT de Buenos Aires, Gráficas, Microcentro.

[41] Publiée le 8 décembre 2018, `https://ladransanchoweb.com.ar/moneda-par-el-trueque-virtual-que-busca-territorio-en-lujan/` (consulté le 24 avril 2022).

R *: Tu avais déjà eu une expérience dans le domaine ?*
Miguel *: Non, j'ai étudié le travail social, donc une partie de ma formation universitaire avait beaucoup à voir avec l'économie populaire, avec les instances de l'économie sociale et populaire, je fais partie d'un mouvement qui s'inscrit dans l'univers de l'économie populaire. Mais la vérité est que c'est la première expérience de ce volume et de ces caractéristiques d'utilisation d'un outil comme celui-ci. Il est vrai que Moreno, par exemple, avait une politique, il y a un institut de développement économique local qui a été à l'initiative de certains projets, l'Indel, qui a mis en place des ferias où il y avait une monnaie sociale qui durait un jour. C'était la monnaie sociale de l'Indel. Pour encourager les achats locaux. Ce jour-là, ils ont donc généré des échanges avec cette devise, puis la monnaie expirait à la fin de la journée.*

Entretien le 18 novembre 2019 avec Miguel, la trentaine, à Moreno, au cours de la réunion plénière de son mouvement, *Barrios de Pie*.

Ce militant kirchnériste de *Comunes* déjà cité, Federico, rapproche également économie sociale et solidaire et économie populaire. Il envisage la MonedaPAR comme « un outil politique d'économie sociale [...] qui permet de dévoiler comment, depuis des circuits solidaires de l'économie sociale, il est possible d'avoir une discussion sur la façon dont se forment les prix » [42]. De même, dans un article dédié au retour du *trueque* dans le *conurbano* bonaerense, plutôt que spécifiquement à son incarnation dans la MonedaPAR, les journalistes caractérisent la réapparition à partir de 2016 d'espaces « d'échanges en marchandises », permettant aux « familles des secteurs populaires de satisfaire leurs nécessités de base, comme la nourriture et l'habillement », comme une « méthode alternative d'économie sociale, plus rentable et efficace que beaucoup de projets conçus du haut vers le bas » (Mora et Loritz, 2019).

Néanmoins, il est nécessaire, d'après Chena (2018), de distinguer l'économie populaire de conceptualisations proches, comme l'économie sociale et solidaire ou l'économie informelle. Tant l'acceptation sociologique traditionnelle, qui envisage l'économie des secteurs populaires à travers l'étude anthropologique des stratégies de survie dans les quartiers marginalisés, que la théorie économique, qui décrit le phénomène comme relevant de l'économie informelle, de la pauvreté, du sous-emploi et de l'exclusion sociale ne parviennent pas à en saisir la spécificité. Ni l'arriération technologique, ni les bas salaires, ou l'inscription dans l'informalité des activités qui en relèvent, d'un côté, ni sa fonction supposée de « refuge » face au manque de dynamisme de la création d'emplois dans le secteur formel ne permettent ainsi se l'expliquer. Ainsi, des travaux sociologiques montrent que l'économie des secteurs populaires est traversée par des logiques d'endettement spécifiques, confinant à de nouvelles modalités financières d'exploitation (Chena et Roig, 2017), donnant lieu à un complexe de relations financières médiatisées par l'argent (Wilkis, 2013).

Les caractérisations de l'économie sociale et solidaire sont nombreuses, reflétant en partie les variations nationales de son développement. On peut la saisir à travers les activités des organisations qui la composent : « les coopératives, les mutuelles et les associations », comme le propose Henri Desroche; à travers ses finalités, qui ne se limitent pas – voire s'opposent à la recherche de profits [43] – pour intégrer directement la question de la satisfaction des besoins sociaux de ses membres; à travers ses modalités,

[42] Les mécanismes de formation des prix sont considérés comme éminemment politiques par le « camp national et populaire », soit le péronisme au sens large, et donc en particulier par les organisations kirchnéristes. C'est également le cas des organisations d'extrême-gauche : l'ensemble de ces forces politique renvoient l'inflation à ce conflit salaires-profits, hypothèse « marxiste » ou « lutte des classes » qu'intègrent les post-keynésiens dans leurs modèles de croissance pour trouver des causes réelles et non seulement monétaires à la hausse des prix. Plutôt qu'un affrontement entre deux forces quasi-naturelles et impersonnelles, celles de l'offre et de la demande, ils relèvent selon ces organisations politiques du pouvoir démesuré de fixation des prix acquis les grands groupes concentrés et financiarisés dominant l'économie argentine. Dans cette perspective, la MonedaPAR devient ainsi une façon de montrer que derrière des apparences de simple lieu de véridiction, de dévoilement du « vrai » prix, le marché est en réalité un lieu de juridiction, où est fixé par autorité plutôt que par concurrence le « juste » prix ou, en l'occurence, l'« injuste » prix. La discussion consiste ainsi à opposer une norme du réel juste prix à cette réalité de l'injuste prix.

[43] Ce qui correspond à la position « italienne », qui préfère parler de *not for profit sector* plutôt que de *non profit sector*, lecture qui à l'inverse prédomine dans le monde anglophone (Defourny et Develtere, 1999).

à savoir autonomie de gestion, processus de décision démocratiques, et la primauté des personnes et du travail sur le capital, notamment dans la répartition des excédents lorsqu'il y en a. Caractérisée par sa pluralité, elle est « est composée d'entreprises et d'organisations dont la spécificité consiste à associer et à regrouper le plus grand nombre de personnes possible au lieu d'actionnaires, afin de répondre aux besoins des membres de l'association » (Lévesque et Vaillancourt, 1996)[44].

[44] Levesque distingue la nouvelle économie sociale et solidaire de l'économie sociale historique, la première réactualisant certaines des caractéristiques de la seconde. Il identifie quatre tendances principales au sein de cette dernière : une école sociale-chrétienne, dérivant de la doctrine sociale de l'Église catholique, privilégiant la consommation et les services ; une école socialiste, très présente dans les pays germaniques et scandinaves, dont l'axe central se rapporte plutôt à la réorganisation des processus de production ; l'école libérale, dont Walras, l'un des économistes fondateurs de l'école néoclassique, est l'un des inspirateurs, qui envisage l'économie sociale comme un moyen du renforcement du rôle du marché dans l'allocation sociale des ressources rares au détriment des mécanismes étatiques de redistribution et de planification ; enfin, une école solidariste, d'où découle l'adjonction du qualificatif « solidaire » à l'économie sociale, qui considère que cette dernière est l'expression de comportements humains relevant du volontariat, du service à son prochain, et de la fraternité.

Quant à l'économie populaire, Razeto et Calcagni (1989) en proposent une typologie fondée sur deux critères : la nature de l'activité et son degré de développement. Ils distinguent ainsi *cinq types d'activités* : les organisations de l'économie populaire (OEP), enracinées dans les quartiers, consacrées tant à la consommation qu'à la production et la distribution de biens et services et fondées sur l'entraide d'un groupe de personnes cherchant à satisfaire leurs nécessités matérielles ; les micro-entreprises, unités de production et commercialisation de biens et services, centrées sur l'unité familiale, mais pouvant impliquer l'embauche de personnes extérieures ; les initiatives individuelles, découlant de l'effort d'une seule personne, sans l'intervention d'un tiers, pour générer sa propre source de travail ; les stratégies d'assistance, intégrant les personnes qui doivent leur subsistance à des organismes philanthropiques ou à la mendicité ; les activités illégales. Le second critère renvoie au *degré de développement des activités*, fonction de l'importance et de la stabilité des revenus dégagés : le premier niveau est celui de la survie, correspondant à des activités ponctuelles ou relevant de l'urgence, « comme celles qui s'organisent suite à une catastrophe naturelle, à des licenciements massifs, à des journées de protestation, etc. » ; le niveau de subsistance, des « activités plus au moins stables qui assurent la satisfaction de besoins essentiels mais qui ne permettent aucune forme d'accumulation » ; enfin, le niveau de croissance, renvoyant à des « activités par lesquelles les participants sont capables d'améliorer leur qualité de vie, soulignent l'importance de certaines pratiques et valeurs telles que la solidarité, la coopération et la liberté de décision, et atteignent certaines formes d'accumulation » (Fonteneau et al., 1999). On aboutit ainsi à la typologie présentée dans le tableau 3.2.

	OEP	Micro-entreprises familiales	Initiatives individuelles	Stratégies d'assistance	Activités illégales
Niveau de croissance	Ateliers auto-gérés	Ateliers productifs	Conducteur de taxi	Organisations de revendication de logements	Trafic de drogues
Niveau de subsistance	Groupes d'achat	Petits magasins	Réparations mineures	Bénéficiaires d'institutions de charité	Vente clandestine
Niveau de survie	Soupes populaires	Recollection de déchets	Vendeurs de rue	Mendicité	Petits vols

Tab. 3.2 - *Typologie des activités relevant de l'économie populaire.*

Source : Reproduit de Razeto et Calcagni (1989).

Arango et al. (2017) estiment à un peu plus de 4,2 millions le nombre de travailleur·ses relevant de l'économie populaire en Argentine, qui se répartissent en 2,2 millions de travailleur·ses à leur compte et/ou bénéficiant de plans sociaux, 1,3 millions réalisant des services domestiques, 0,15 million de travailleur·ses impliqué·es dans des micro-entreprises familiales et, enfin, environ 0,5 million de travailleur·ses non enregistré·es formellement dans des unités de production. Il est ainsi apparent que le

concept d'économie informelle ne peut pas recouvrir la totalité des activités relevant de l'économie populaire [45]. Les ERT, par exemple, sont souvent rapportées à l'économie populaire mais il est discutable d'en faire des instances d'économie informelle. Pourtant, les ERT en partagent certaines caractéristiques.

Ainsi, par-delà la diversité de leurs activités, Chena (2018) isole deux caractéristiques fondamentales de l'économie informelle, renvoyant à la nature des relations de subordination qui y prédominent. D'une part, les travailleur·es qui y sont impliqué·es réalisent leurs activités en dehors du schéma salarial classique. Pour reprendre le nom d'une célèbre usine récupérée, FáSinPat, ils et elles « fabriquent sans patrons » [46]. La seconde caractéristique tient à ce que leurs membres perçoivent de faibles revenus, ce qui implique des capacités limitées de consommation, donc d'accumulation (sous forme de capital ou sous d'autres formes).

C'est la conséquence de leur assujettissement à deux grands mécanismes d'exploitation. *Commerciale*, d'abord : parce qu'il est convenu que leur production est de faible qualité, la valorisation marchande de cette dernière est faible. *Financière*, ensuite : parce qu'on les considère comme insolvables en raison de leurs faibles revenus et de l'absence de toute garantie réelle, ces individus doivent composer avec des taux d'intérêt usuraires : « la première relation asymétrique (acheteur-vendeur) conduit à une faible génération de revenus, ce qui entraîne une sous-consommation et un manque de fonds pour l'investissement et la capitalisation, [la] seconde (créancier-débiteur), les oblige à utiliser une grande partie de leurs revenus pour payer leurs dettes. » (ibid.). Ces deux mécanismes d'exploitation bride le développement autonome de ces formes d'activité en dehors du salariat (formel). Ce qui constitue le point d'entrée des approches sociologiques et économiques traditionnelles, à savoir la faible productivité, les faibles revenus, l'arriération technologique et la marginalisation, n'en sont donc pas des aspects essentiels, mais plutôt les implications logiques de ce rapport contradictoire.

Instrument qui permet à des populations socialement exclues de résoudre partiellement les difficultés liées à leurs faibles revenus découlant d'une redistribution inégale du revenu national, l'économie populaire reconduit dans une certaine mesure ces rapports d'exploitation [47]. Secteur subalterne dans la hiérarchie sociale dominée par le capital financier, l'économie populaire n'est pas l'économie des exclu·es, qui renverrait à un au-delà de la société. De la même façon, le sous-développement n'est pas l'absence de développement, mais une forme spécifique, dominée et inégalitaire de développement induit par la domination impérialiste des pays centraux. L'économie populaire renvoie ainsi à l'inscription inégalitaire de secteurs disposant de plus faibles revenus et de coûts plus importants à l'intérieur de la société.

L'économie populaire est donc à la fois plus et autre chose que l'économie sociale et solidaire dans sa version française telle que théorisée par Laville (2019). La conception qu'en propose ce dernier se centre sur la construction commune de l'offre et de la demande dans le cadre d'une relation réciprocitaire, d'une hybridation entre mécanismes marchands (le marché), mécanismes non marchands (l'État), et mécanismes non monétaires (le don, la réciprocité). Dans ce cadre, la recherche d'un équilibre entre ces trois types de mécanismes correspond à une conceptualisation

45 Toute définition est un enjeu de lutte entre différent·es acteur·ices : les auteur·ices qui tentent d'élaborer ce genre de typologies classent et décrivent, mais ne dévoilent pas un quelconque principe de classement qui permettrait de justifier le choix de tel ou tel ordonnancement de la diversité sensible.

46 FáSinPat signifie *Fábrice sin Patrones* : il s'agit d'une coopérative produisant des tuiles de céramique, localisée dans la province de Neuquén. Elle se constitue suite à la récupération de l'ex-Zanon à partir de 2000, à laquelle ont largement contribué les partis trotskistes argentins. C'est aussi l'une des plus importantes entreprises récupérées du pays, non seulement par son poidssymbolique (Quijoux, 2011),mais encore par sa taille. Si elle n'est plus la plus grande *recuperadas*, puisque des plus de 400 travailleur·ses fin 2005, on n'en compte plus que 118 en 2022 (voir `https://www.argentina.gob.ar/inaes/registro-nacional-de-empresas-recuperadas`, consulté le 24 avril 2022), cela reste supérieur à la moyenne nationale de 40 travailleur·ses par ERT en 2018.

47 Dans le cas des ERT, Quijoux parle d'« auto-exploitation » lorsque les coopérateur·ices se retrouvent à travailler les jours fériés, notamment à l'occasion de la fête du Travail le premier mai : à la main visible de la hiérarchie patronale s'est substituée la main invisible des mécanismes de marchés, autrement plus implacables car impersonnels. C'est d'ailleurs parce qu'il ne suffit pas de s'être débarrassé du patron pour pouvoir être autonome, mais qu'il faut encore supplanter le banquier, que les *recuperadas* du MNER envisagent la constitution d'un crypto-LETS à échelle nationale.

de l'économie sociale et solidaire comme un tiers-secteur, qui permet de corriger les inégalités marchandes. À l'inverse, dans la version latino-américaine d'une économie sociale et solidaire comme pôle de l'économie populaire, l'accent est moins placée sur la complémentarité avec le marché et l'État que sur la « positivité d'une culture émergente qui se définit en opposition à la culture dominante et qui revendiquent des formes alternatives de travail dans le but de consolider les droits collectifs. » (Chena, 2018).

Dans cette optique, les outils issus de l'économie sociale et solidaire, tels que la MonedaPAR, peuvent représenter des points d'appui pour réaliser une « financiarisation qui n'implique pas d'exploitation » (ibid.), permettant de dépasser ces stigmates qui confine l'économie populaire à une forme dominée de l'économie dominante. Dans cette optique, l'économie sociale et solidaire, d'une part, et l'économie populaire, d'autre part, doivent être analytiquement distinguées : le concept d'économie sociale et solidaire renvoie à une « posture normative qui dévoile plutôt des aspirations académiques et politiques que la réalité des conditions matérielles d'existence des secteurs populaires » (ibid.). Elle peut constituer l'un des débouchés possibles du développement de l'économie populaire, mais non sa réalité majoritaire présente.

L'économie sociale dans sa version argentine peut naître comme un pôle organisé de l'économie populaire, structuré autour d'une volonté de contrer ces deux mécanismes, commerciale et financier, d'exploitation. C'est en effet ainsi que l'on peut lire la proposition de la MonedaPAR d'un système de crédit mutuel sans taux d'intérêt : le mécanisme financier d'exploitation est contourné grâce à la construction de la confiance entre les membres du réseau. C"est aussi ce qui transparait dans l'insistance sur la qualité des biens produits et la volonté de pouvoir fixer son prix, de rediscuter de la valeur des choses : le mécanisme commercial d'exploitation se voit neutralisé par la validation des membres les un·es par les autres dans le cadre du système des *avales*[48]. La MonedaPAR, finalement, se présente comme une tentative de dissociation de la financiarisation des ménages argentins des mécanismes d'exploitations qui l'accompagnent, dessinant les contours malheureux d'une dette sans droits (sociaux)[49]

La première stratégie d'insertion de la MonedaPAR se déploie au niveau le plus élevé de la typologie de Razeto et Calcagni, c'est-à-dire au niveau des *recuperadas* en ce qu'elles correspondent plutôt bien à la catégorie d'organisations collectives du niveau de croissance. Elle se révèle pourtant infructueuse, ce qui nécessite l'élaboration d'une nouvelle stratégie d'insertion de cet outil d'économie sociale et solidaire dans l'économie populaire. Cette seconde stratégie se base sur la création des nœuds et débouche sur la structure actuelle du réseau. En janvier 2018, les organisateur·ices de « Proyecto Sierra » de la ville Sierra de los Padres manifestent leur intérêt pour l'initiative, dont ils et elles ont pris connaissance *via* Jose Sbatella[50]. Il est rapidement décidé de mettre en place un nœud à Mar del Plata, une grande ville située à 20 km de Sierra de los Padres. La MonedaPAR prend un détour par « l'économie de subsistance ». Il ne s'agit pas d'un renoncement à la première stratégie : le but reste de créer un marché suffisamment étendu pour pouvoir, dans un second temps, incorporer les entreprises récupérées et autres coopératives intéressées par l'expérience. Il faut noter qu'il s'agit donc d'une modification des pratiques et des normes qu'on désigne à la suite de Mies (1988) comme « économie [ou] travail de subsistance » : la MonedaPAR introduit des logiques marchandes

[48] Voir le chapitre suivant pour plus de détails et, en particulier, la sous-section 4.2.4 en page 196.

[49] Un échange intervenu sur la conversation WhatsApp *Comunidad PAR* révèle le contre-modèle de la MonedaPAR. Juan partage ainsi le 17 avril 2021 une note parue dans le journal national *Página12* sur la façon dont *MercadoPago*, un système de paiement par internet adossé à la plateforme *MercadoLibre* , fonctionnant sur un modèle proche d'*Ebay*, favorise l'inclusion financière des secteurs populaires (voir `https://www.pagina12.com.ar/335638-lo-que-esconde-el-crecimiento-exponencial-de-mercado-pago`, consulté le 24 avril 2022). « Comme les choses seraient différentes avec MonedaPAR, n'est-ce pas ? », conclut-il.

[50] Économiste argentin issu du Parti Communiste, il a travaillé sur les monnaies provinciales, en lien avec des économistes régulationnistes français comme Pepita Ould-Ahmed ou encore Bruno Théret. Il a été également fonctionnaire des Kirchner, avant de se retrouver sous le coup d'accusations de corruption au début du mandat de Macri.

et monétaires dans un ensemble où elles ne sont certes pas exclus, comme le montre bien le collectif Rosa Bonheur dans le cas de Roubaix, mais certainement pas centrales. En effet, le travail de subsistance est « ancré dans une rationalité qui n'est pas celle du marché, même si elle en dépend en partie, dans une économie morale qui articule un système d'échange de biens et de prestations et un système de normes et d'obligations [...] selon une logique de réciprocité. » (Collectif Rosa Bonheur, 2019, p. 157). Il faut donc se demander dans quelle mesure l'économie morale qui sous-tend l'économie de subsistance préexistant à la MonedaPAR est réinvestie et éventuellement reconfigurée par ce paradoxal projet d'une *réciprocité marchande*, par le biais d'une monnaie sociale[51].

D'un modèle de *Business-to-Business* (B2B), le réseau monétaire passe à un modèle *Business-to-Consumer* (B2C) : on part des échanges immédiats des consommateurs pour remonter petit à petit les chaînes de valeur. Dans les termes de la typologie de Razeto et Calcagni, on quitte la première cellule pour se déporter quelque part vers le milieu du tableau, soit un déplacement du niveau de croissance vers le niveau de subsistance, d'une part, et des organisations collectives vers les initiatives individuelles, d'autre part, avec tout au plus quelques micro-entreprises familiales. Ainsi, le *Proyecto Sierra* rassemble des petit·es producteur·ices : la MonedaPAR intervient comme moyen d'échange alternatif entre elles et eux. Une fois un nœud créé par les fondateur·ices de la MonedaPAR, ceux et celles qui intervenaient au niveau du nœud ont toute latitude pour s'organiser comme ils et elles l'entendent. La seule contrainte est le montant total d'argent que peut créer un nœud pour le distribuer à ses membres : son découvert maximum (*aval*) est fixé pour commencer à 30 000 *pares*. L'avantage de cette stratégie est de pouvoir se coordonner avec des organisations sociales réalisant déjà un travail de terrain. L'expérience à grande échelle de l'altérité monétaire *via* les clubs de *trueque* et les monnaies provinciales ainsi que la dégradation continue de la situation économique[52] contribue sans doute à la réceptivité des interlocuteur·ices des fondateur·ices de la MonedaPAR.

À l'été 2019, la MonedaPAR a donc huit nœuds en état de fonctionnement : Chacarita et Boedo, deux quartiers de Buenos Aires ; Moreno et Luján, communes situées en périphérie de la ville, dans le *conurbano* ; Escobar, un peu plus éloigné encore de la capitale, tout proche du delta du Tigre, où le Rio de la Plata se jette dans l'océan ; La Plata, à quelques heures en bus de Buenos Aires, capitale de la province de Buenos Aires ; Gualeguaychú, ville faisant la frontière avec l'Uruguay ; et enfin Mendoza, dans les contreforts des Andes, à la lisière du Chili. Le travail d'« évangélisation monétaire », comme le disent avec humour Mario Cafiero et Juan, progresse en parallèle, leur permettant de nouer des contacts avec des groupes locaux dans les provinces de Missiones, de Río Negro, du Chaco, du Tucumán, dans la seconde ville argentine en termes detaille, Rosario et dans une commune située en périphérie de cette dernière, Ibarlucea. Un *bloque patagonico* est formé au début de l'année 2019 au sud du Río Negro, dans la Patagonie, rassemblant cinq nœud, El Hoyo, Bariloche, El Bolson, Lago Puelo, General Roca ; le nœud de Ramallo est fondé de façon « virtuelle, par vidéo-conférence » ; enfin, des contacts sont pris dans les communes périphériques de Buenos Aires de General Rodriguez, Moron, Florencia Varela, où la vidéo principale de promotion de la MonedaPAR est tournée[53], Canuelas, Hurlingham, Quintana, Tandil, Exaltación, Guernica, ainsi qu'à Villa Gesell, proche de Mar del Plata.

51 La problématique se rapproche de celle de Trespeuch et al. (2019) au sujet aux plateformes d'économie collaborative organisant les échanges entre particuliers : l'alternative courante dans la littérature socio-économique oppose une résolution des problèmes de coordinations du marché par des instruments ou par l'encastrement dans des réseaux sociaux stables, la possibilité d'une articulation entre les deux étant possible. Néanmoins, comme ils le remarquent, « il est atypique que l'instrumentation progresse en même temps que la densité des liens sociaux interpersonnels » (ibid., p. 129). C'est également un premier constat qu'on est tenté de tirer de l'étude de la MonedaPAR, qui dessine en creux la promesse d'une sociabilité marchande enrichissante par le biais de l'organisation d'une monnaie relationnelle et des instruments relativement complexes sur lesquels elle repose, comme le système de découvert (*avales*). On revient sur ces éléments au chapitre 4 en page 161.

52 En quatre ans de gouvernement néolibéral, le taux de change ARS/USD a varié de quasi de 700 %, passant d'environ 10 *pesos* pour 1 dollar en 2015 à 67 *pesos* pour 1 dollar dans le courant d'août 2019.

53 Voir la vidéo YouTube référencée sur le compte de la MonedaPAR `https://www.youtube.com/watch?v=mlbcIATtPmQ` (consultée le le 18 août 2019).

Cette dynamique donne ainsi l'état du réseau fin 2021, tel qu'en témoignent la carte 1.1c du chapitre précédent et l'évolution des principaux indicateurs de la MonedaPAR dans les graphiques 4.7 pour la valeur totale échangée, 4.8 pour le volume total de transactions, et 4.9 pour le nombre de comptes créés et en activité. On peut se référer au tableau 1.1 en page 74 pour plus de détail sur la chronologie de la création des différents nœuds.

Si elle tient ses origines dans la volonté de construire un système de crédit spécifique à des petites et moyennes entreprises autogérées, projet qui la rapproche du WIR suisse (Vallet, 2015), les difficultés rencontrées au cours des premiers mois de son développement l'amène ainsi à se diriger plutôt vers cette économie de subsistance dans laquelle s'est épanoui le *trueque* des années 2000, l'une des plus grandes expériences connues de monnaies sociales (Saiag, 2016), avec qui elle entretient un rapport de filiation problématique.

Elle est notamment organisée de façon similaire à ces derniers, reposant sur des *nodos*, groupes locaux associés à un lieu physique où sont organisées les rencontres et les échanges dans le cadre de *ferias*. Au niveau des discours, également, les deux expériences sont proches, puisqu'est mise en avant la figure du *prosumidor*, contraction de *productor* et *consumidor*, tirée des travaux du « futuriste » Alvin Toffler (Toffler, 1980), qu'utilisent également « les fondateurs des clubs de *trueque* pour désigner leurs adhérents » (Luzzi, 2005, p. 47, note 13). Dans le même temps, elle se veut le dépassement[54] du *trueque*. L'enjeu de l'introduction de la technologie *blockchain* consiste à dépasser ce qui est perçu comme les écueils fatals des clubs de *trueque*. La décentralisation ou, plutôt, la désintermédiation que promet la *blockchain* doit permettre de garantir la confiance en ce nouvel instrument monétaire qu'est la MonedaPAR, pour l'inscrire dans la durée, tout en en rendant possible ce qui doit être une véritable autogestion démocratique, notamment au niveau de l'émission des moyens de paiement. Enfin, le fédéralisme affiché des fondateur·ices de la MonedaPAR, justifié par l'idée que les groupes locaux sont les plus à mêmes de connaître les mesures les plus adaptées à chaque contexte local, entraine une certaine variabilité des configurations : d'un *nodo* à l'autre, les règles et les régulations ne sont pas identiques.

[54] En castillan, *superación*.

3.2 … à des crypto-clubes de trueque

Il y a eu quarante-quatre tentatives d'ouverture de nœud, dont onze n'ont aucune suite[55]. Dix nœuds ont connu une activité réelle mais sont désormais inactifs fin 2021, ce qui laisse donc vingt-deux nœuds actifs à cette date, dont six sont encore au début du processus de fondation et six sont fondés dans l'année. Ainsi, fin 2021, dix nœuds sont réellement stabilisés, qu'on peut encore diviser entre les six qui ont plus de deux ans d'existence et quatre autres, plus récents. Le tableau 3.3 en 119 présente de façon synthétique ces quarante-quatre tentatives de création de nœuds.

[55] Voir le tableau 1.1 en page 74.

Je reviendrai dans un premier temps sur la distinction entre, d'une part, l'usage de la MonedaPAR comme crédit mutuel et son utilisation comme crédit à la consommation à bas coût, car mutualisé (sous-section 3.2.1), avant de discuter des rapports de la MonedaPAR au précédent du *trueque*, oscillant entre reconduction (sous-section 3.2.2) et dépassement (sous-section 3.2.3).

3.2.1 Crédit mutuel et mutuelle de crédit

Le « nœud » d'Escobar est à part dans le tableau 1.1. C'est que, derrière l'utilisation de la même unité monétaire, les logiques sous-jacentes diffèrent. À Escobar, la MonedaPAR est impulsée par la *Mutual MET*[56] une mutuelle de conducteur·ices de bus, de taxis, de camions, etc., et vient remplacer un système de crédit à la consommation à taux (quasi-)zéro fourni par cette même mutuelle. La *Tarjeta Escobar* était une carte analogique, « comme Visa ou Mastercard »[57] qui permettait aux adhérent·es de la mutuelle de réaliser des achats auprès des commerces inscrits dans ce programme. La carte pouvait être chargée jusqu'à 30 % du salaire des membres de la mutuelle.

[56] En castillan, *Mutual Empleados de Transporte Escobar*, voir la page Facebook `https://www.facebook.com/MutualMETEscobar`, consulté le 26 mai 2022.

[57] Entretien le 20 novembre 2019 avec Alejandro, 68 ans, retraité, président de la mutuelle MET et directeur de la direction de *Producción* de la municipalité au local de la mutuelle.

Le système originel fonctionne ainsi : à la fin du mois, lorsque les membres salarié·es perçoivent leurs salaires, Alejandro, le gérant de la mutuelle fait les comptes et effectue des retenues sur les salaires des chauffeur·ices adhérent·es équivalentes au montant de leurs achats du mois, en déduisant également les frais de fonctionnement du système qui alimente les caisses de la mutuelle. Les frais de ces avances sur salaires s'élèvent ainsi, d'après le gérant, à 3 %, ce qui est largement inférieur au prix de marché des prêts à la consommation. Il verse ensuite les sommes aux commerçant·es ayant réalisé des échanges avec les conducteur·ices de bus adhérent·es. En retour, les commerçant·es annulent leur créance sur la mutuelle.

Au premier semestre 2018, Mario Cafiero, la personnalité politique principale de la MonedaPAR, rencontre le maire de Belén de Escobar, qui appartient au *Frente de Todos*, la coalition kirchnériste. Cette commune appartient aux *cordónes* du *conurbano* les plus éloignés de la ville de Buenos Aires. Celui-ci le met en relation avec *Producción*, les services de la mairie en charge du développement économique local. C'est là que travaille Alejandro, président depuis plus d'une dizaine d'années de la mutuelle MET et également ex-président de la chambre locale du commerce. Cette triple inscription d'Alejandro, à la fois dans le champ politique local, dans le champ de l'entreprise et dans le champ du mutualisme, est sans doute un facteur important dans la création de la *Tarjeta Escobar*, ce dispositif qui précède et permet l'introduction de la MonedaPAR : il faut en effet, pour que le circuit

puisse boucler, convaincre en même temps et les employé·es du transport inscrit·es à la mutuelle et un nombre suffisant de commerçant·es.

	Actifs fin 2021	Inactifs fin 2021	*Total*	Sans activité réelle
Activités sur une période supérieure à deux ans	Boedo Guernica La Plata Luján Mendoza Moreno	Bariloche	*7 nœuds*	Capilla del Monte Corrientes El Bolsón El Hoyo Exaltación de la Cruz Miraflores Quintana Ramallo San Juan San Martín Tandil
Activités sur une période comprise entre un et deux ans	Comechingón Paraíso Rosario Traslasierra	Gualeguaychú Mar del Plata Santa Ana	*7 nœuds*	
Activités sur une période inférieure à un an	Alto Valle Posadas Red Federal MyES San Marcos Sierras San Miguel de Tucumán Villa Gesell	Chacarita Lago Puelo Retiro Río Cuarto San Nicolas San Salvador de Jujuy	*12 nœuds*	
Encore dans la phase préliminaire de formation	BTA Rosario Club Arrazabal José C. Paz La Corvaleta UN de Lamos de Zamora Villa Elisa		*6 nœuds*	
Total	*22 nœuds*	*10 nœuds*	*32 nœuds*	*11 nœuds*

Tab. 3.3 - *Classification des nœuds selon leur statut fin 2021 et selon la durée de leurs activités.*

Le nœud d'Escobar n'est pas inclu en raison de sa spécificité.
Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur https://bts.ai.

De fait, la mutuelle est elle-même adossée en grande partie à la *Central de Escobar*, une entreprise de bus qui gère les lignes de bus 291 et 194 : les 200 employé·es de cette entreprise sont également membres de la mutuelle. En 2018, le secteur mutualiste se retrouve confronté à la volonté du gouvernement macriste de faire payer des impôts. Les mutuelles sont en effet historiquement exemptées d'une série d'impôts. Si ces exemptions étaient levées, cela réduirait d'autant l'avantage comparatif de la *Tarjeta Escobar* par rapport aux solutions bancaires traditionnelles de crédit à la consommation.

C'est alors qu'intervient la MonedaPAR : Alejandro y voit une façon de perpétuer le dispositif de *Tarjeta Escobar* à moindre coût, compensant par avance les hausses de coûts que pourrait impliquer pour les mutuelles l'agenda politique macriste, tout en « fluidifiant »[58] son fonctionnement. En effet, l'application de la MonedaPAR lui permet désormais d'envoyer immédiatement à tout membre de la mutuelle qui le demande les sommes en MPAR nécessaires depuis son téléphone. Il a d'ailleurs deux téléphones, d'un côté, le compte du nœud, *moneda-par.nodoescobar*, de l'autre, le compte de la mutuelle, *moneda-par.mutualmet*, qu'il utilise indistinctement comme comptes de gestion, pour envoyer des avances sur salaire aux chauffeur·ses, ou comme comptes personnels, pour réaliser ses propres achats auprès des commerces membres. La comptabilité est tenue par Juan, qui lui envoie un résumé des échanges mensuels afin qu'il puisse aller voir les commerces avec les sommes nécessaires. Le 23 du mois, Alejandro envoie donc les ordres de prélèvement aux entreprises qui versent les salaires aux membres de la mutuelle, et le 10 du mois suivant, il reçoit les chèques correspondants en *pesos* : il commence alors sa tournée des commerces.

[58] En castillan, *agilizando*.

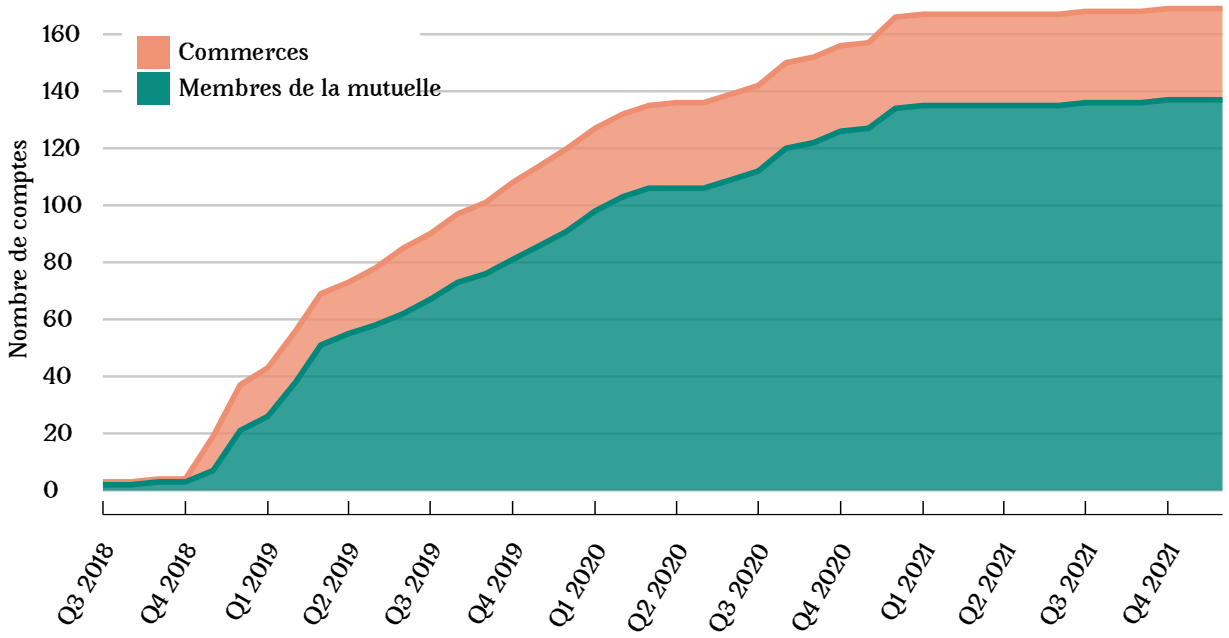


Fig. 3.3 - *Évolution des types de membres du nœud d'Escobar.*

Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur `https://bts.ai`.

> R : *Tu envoie [aux membres] des* pares ?
> Alejandro : *[les membres] signent une autorisation me permettant de déduire l'équivalent en* pesos *de leur salaire. Je prélève 10 000* pesos *à l'entreprise en utilisant cette autorisation […] Quand l'entreprise me les envoie, je vais au magasin et je demande « combien d'argent avez-vous ? ». Et le magasin me dit, prenons un exemple pour que ce soit plus facile,* calzadodelfos, *41 190* pares, *il me dit qu'il avait. J'ai laissé le chèque en* pesos, *et ils m'ont rendu les 41 190* pares. *Et ainsi on ferme le circuit.*
>
> Entretien le 20 novembre 2019 avec Alejandro, 68 ans, retraité, président de la mutuelle MET et directeur de la direction de *Producción* de la municipalité, dans le local de la mutuelle à Belén de Escobar.

Tout le monde s'y retrouve : les membres ont alors accès à un crédit à la consommation à un coût plus faible que la Tarjeta Escobar, qui était déjà largement plus faible que les solutions bancaires usuelles (3 % contre 10 %, d'après Alejandro) ; les commerces ne paient pas d'impôts sur ces transactions, puisque ces dernières relèvent du code du mutualisme[59] ; la mutuelle, quant à elle, perçoit à la fois 3 % des sommes que ses membres demandent comme anticipation de leur salaire mensuel, d'une part, et, d'autre part, bénéficie d'une source supplémentaire de trésorerie, lorsque les participant·es du système commencent à moins recourir à la liquidation des *pares* en *pesos*[60]. Finalement, Macri renonce à son projet de revenir sur les exemptions fiscales du secteur mutualiste : l'introduction de la MonedaPAR aura fait encore baissé le coût de ce système de prêt à la consommation alternatif par rapport à la *Tarjeta Escobar* tout en le fluidifiant.

Cela peut se manifester de deux façons. Il est possible qu'un membre dépense en MPAR une somme inférieure à ce qu'il a demandé comme anticipation sur son salaire, de sorte que la mutuelle conserve les *pesos* en surplus : « cela joue en notre faveur en tant que mutuelle. Parce que

59 La loi 20.231, « loi organique pour les associations mutuelles », datant du 27 avril 1973, exempte les mutuelles de tout impôt indirect. Voir `http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/25000-29999/25392/norma.htm` (consulté le 28 mai 2022).

60 Les opérations de liquidation des *pares* en *pesos* se fait au pair, un *par* contre un *peso*, taux de change théoriquement valable dans l'ensemble du réseau.

j'ai été payé mais je n'ai pas payé. »[61]. Ou alors les commerces eux-mêmes commencent à s'échanger des marchandises contre des *pares*, transactions sur lesquelles ils ne paient toujours pas d'impôts, de sorte que la demande de *pesos* pour liquider les *pares* accumulés en vendant aux membres de la mutuelle se réduit d'autant.

[61] Entretien le 20 novembre 2019 avec Alejandro, 68 ans, retraité, président de la mutuelle MET et directeur de la direction de *Producción* de la municipalité.

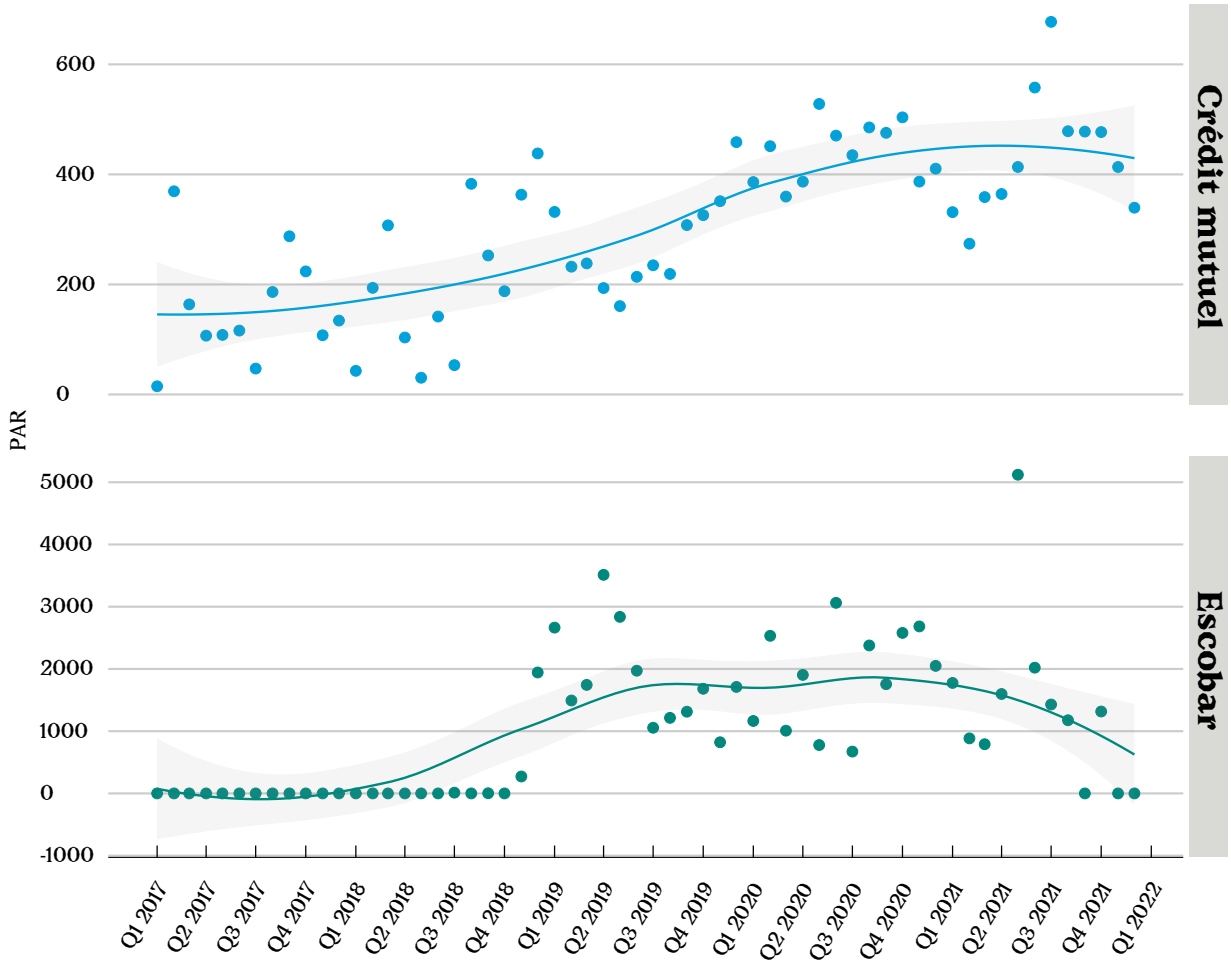


Fig. 3.4 - *Valeur moyenne des transactions mensuelles par compte actif dans le mois (Escobar et Crédit mutuel).*

Les transactions « techniques » sont volontairement laissées de côté. Restent deux types de transactions : les transactions financières, qui correspondent à des flux financiers sans contre-parties matérielles sous forme de biens ou de services échangés, et les transactions réelles, dont les objets sont des marchandises.
Le critère utilisé pour distinguer les premières et des secondes est le suivant : toute transaction impliquant, comme envoyeur ou receveur, un compte-guichet de nœud est considérée comme financière. De cette façon, on capture l'essentiel des transactions financières, par exemple lorsque sont émis depuis le compte-guichet du nœud les montants de bienvenue octroyés aux nouveaux·lles membres.
Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur `https://bts.ai`.

Lorsque je rencontre Alejandro au second semestre 2019, presque trente commerçant·es ont adopté la MonedaPAR. Deux ans plus tard, ils ne sont qu'à peine cinq de plus. Mais, dans le même temps, comme le montre le graphique 3.3 en page 120, du côté de la demande, le nombre de comptes, que ce soit directement ceux des adhérent·es ou des membres de leur famille, a plus que doublé. Au total, fin décembre 2021, le « nœud » regroupe plus de 160 personnes utilisant régulièrement la MonedaPAR. À la différence des participant·es des autres nœuds du système, les usager·es à Escobar sont fixé·es dans un seul rôle, au moins initialement : soit producteur·ice ou fournisseur·ice de biens et services, soit membre de la mutuelle jouissant de la possibilité de demander à cette dernière une avance sur salaire en *pares* à taux zéro. La figure du ou de la prosommateur·ice, importante comme horizon dans les autres groupes locaux de la MonedaPAR, est absente.

De façon similaire, je place le terme de « nœud » entre guillemets, car il s'agit moins ici d'un crédit mutuel, analogue au *trueque* argentin, aux systèmes d'échanges locaux français ou aux *Local Exchange Trading Systems* anglo-saxons, que d'*une mutuelle de crédit*. De façon générale, MonedaPAR a pour statut légal celui d'un « ordre de paiement »[62]. En effet, le système dans son ensemble, soit l'ensemble des nœuds, y compris Escobar, est en réalité adossés à la *Mutual Conexión*. C'est ce partenariat qui a permis l'enregistrement de la MonedaPAR comme système d'ordre de paiement auprès de l'INAES. Théoriquement, cela permet d'éditer des factures libellées en *pares*. Notons que le rôle de cette deuxième mutuelle, qui s'applique à l'ensemble du réseau là où celui de la mutuelle MET se limite à Escobar, n'est pas de fournir aux membres un crédit à la consommation à taux zéro, mais simplement d'assurer un statut légal au système.

[62] En castillan, *orden de pago*.

Si ka mutuelle MET peut utiliser la MonedaPAR pour procurer un crédit à la consommation à taux zéro à ses adhérent·es, c'est qu'elle bénéficie de deux circonstances : d'une part, les émissions en *pares* à Escobar ont comme collatéral les *pesos* des salaires mensuels des membres ; d'autre part, si les acheteur·ses demandent des factures, il est possible de passer par la *Mutual Conexión* pour en éditer, sans que ces transactions ne soient assujetties aux impôts sur la production, au premier chef la TVA, mais aussi l'impôt aux revenus bruts, aux profits annuels, etc.

C'est le cadre juridique du mutualisme, relativement ancien, qui rend cela possible, en particulier l'article 29 de la loi 20.231[63], qui stipule, entre autres :

> Article 29.- Les mutuelles constituées conformément aux prescriptions de la présente loi sont exemptées au niveau national [...] de tout impôt, taxe ou contribution, en relation avec leurs biens et pour leurs actes. Il est entendu que cet avantage s'étend à tous les biens immobiliers appartenant aux associations et lorsque des revenus en sont tirés, à condition que ces revenus soient versés au fond social pour être investis dans les objectifs sociaux déterminés dans les statuts respectifs de chaque association. De même, les intérêts des dépôts effectués dans les institutions mutuelles par leurs membres sont exonérés de l'impôt sur le revenu [...].

[63] Voir `http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/25000-29999/25392/norma.htm` (consulté le 14 juillet 2022).

Il est complété par les articles 765 et 766 du code civil et commercial. Ces derniers rendent possible la création de moyens de paiement autres que la monnaie de cours légal. Ces autres moyens de paiement sont désignés dans le code comme des « choses ». La MonedaPAR est donc assimilée à une marchandise qui fait occasionnellement office de moyen de paiement[64].

> Article 765.- Concept. L'obligation est de donner de l'argent si le débiteur doit un certain montant de monnaie, déterminé ou déterminable, au moment de la constitution de l'obligation. Si par l'acte par lequel l'obligation a été constituée, il a été stipulé de donner une monnaie qui n'a pas cours légal dans la République, l'obligation doit être considérée comme celle de donner des quantités de *choses* et le débiteur peut se libérer en donnant l'équivalent en monnaie légale.
>
> Article 766.- Obligation du débiteur. Le débiteur doit livrer le montant correspondant des espèces désignées.

[64] On retrouve d'ailleurs, de façon intéressante, cette représentation cette fois-ci dans les pratiques des acteur·ices, notamment à Moreno. Voir le chapitre 4 en 161, en particulier la partie sur la saveur de la MonedaPAR.

Notons sans trop anticiper que les impôts que l'inscription au sein du mutualisme permet de contourner sont les impôts dont le montant varie en raison directe du volume de transactions. De fait, les impôts que recouvrent les autorités municipales sont des impôts forfaitaires, qui ne dépendent pas de l'intensité de l'activité. Ainsi, la MonedaPAR se présente comme une

façon d'inciter les commerçant·es ou les producteur·ices, qui maintiennent informelle tout ou partie de leurs activités de production et de vente de façon à réduire les impôts dont ils et elles doivent s'acquitter, à opter plus fréquemment pour inscrire dans l'économie formelle leurs activités en diminuant le coût de la légalité[65]. La MonedaPAR, outil d'économie sociale et solidaire censé développer les aspects les plus émancipateur de l'économie populaire, elle-même largement informelle mais pas uniquement, s'offre comme une façon de formaliser l'économie populaire.

[65] Voir la section 3.3 en page 139 pour une discussion sur les façons dont les autorités municipales pourraient profiter de l'introduction de la MonedaPAR, délimitant les contours de la troisième stratégie de développement du réseau.

Le *par* n'est pas autonome du *peso*. Comme l'exprime Alejandro, « pour [eux], il s'agit d'un service traditionnel d'*orden de pago* que nous passons en MonedaPAR »[66]. C'est en effet précisément la possibilité de convertir les *pares* en *pesos* qui commande l'acceptabilité du système par les commerçant·es.

[66] Entretien le 20 novembre 2019 avec Alejandro, 68 ans, retraité, président de la mutuelle MET et directeur de la direction de *Producción* de la municipalité.

À l'inverse, dans les autres nœuds qui relèvent réellement de formes de crédit mutuel, la convertibilité avec la monnaie de cours légal n'est que théorique : si un *par* vaut un *peso*, c'est surtout pour faciliter la fixation des prix. La valeur du *par*, ou plutôt ce qui lui permet de se maintenir comme équivalent général dans un cercle circonscrit d'échanges, reste fondé sur la capacité productive des membres du réseau. Les institutionnalistes monétaires appellent cela la confiance méthodique, la forme la plus basique de la confiance qui permet à un support monétaire de devenir incarnation sensible de la valeur économique. La confiance n'est donc pas antinomique à une définition de la valeur par le travail : la valeur n'est pas « créée » par la confiance en tant que telle. Néanmoins, elle est essentielle pour que les « capacités productives » des membres de la communauté puissent exprimer la valeur de leur production dans le support monétaire MonedaPAR.

Cette différence de régime entre une mutuelle de crédit et le crédit mutuel est perceptible au niveau des indicateurs. Si Escobar ne rassemble fin décembre 2021 qu'à peine 160 comptes parmi les plus de 3 000 usager·es actif·ves au moins une fois, au plus fort de son activité, il représente à lui seul plus de 50 % de la valeur des échanges mensuels libellés en MPAR. Cela se traduit en une valeur moyenne des transaction par compte actif dans le mois beaucoup plus élevée que dans le crédit mutuelle : 2 000 *par* par compte contre entre 300 et 600 MPAR par compte[67] ; et également en des valeurs moyennes et médianes de transactions nettement supérieures[68].

[67] Voir graphique 3.4 en page 121.

[68] Voir le graphique 3.5 en page 124.

Par ailleurs, là où, comme on le verra notamment dans le chapitre 4 en page 161, les femmes représentent au moins 60 % des membres du crédit mutuel fin décembre 2021, le taux de féminisation suivant de près l'augmentation du nombre de nœuds, à Escobar, les femmes ne représentent qu'entre 8 et 16 % des participant·es aux échanges. Cela découle notamment du fait que les membres de la mutuelle MET s'inscrivent dans un secteur d'activité, le transport de personnes, dont la part de travailleurs masculins est sans doute plus élevé que la moyenne.

Les membres de la *Coordinación Económica* de la MonedaPAR, organisme en charge de produire des statistiques sur l'état du réseau et auquel j'ai participé, parlent d'Escobar comme d'un « système fermé »[69]. L'existence d'Escobar est de fait pratiquement inconnue des prosummateur·ices du système de crédit mutuel. Dans la *blockchain*, il n'y a qu'un seul cas d'interaction entre le système fermé et le système de crédit mutuel, lorsque le 18 juillet 2019, un membre du nœud de Guernica a acheté pour 271 *pares* de marchandises à un commerce d'Escobar.

[69] En castillan, *sistema cerrado*.

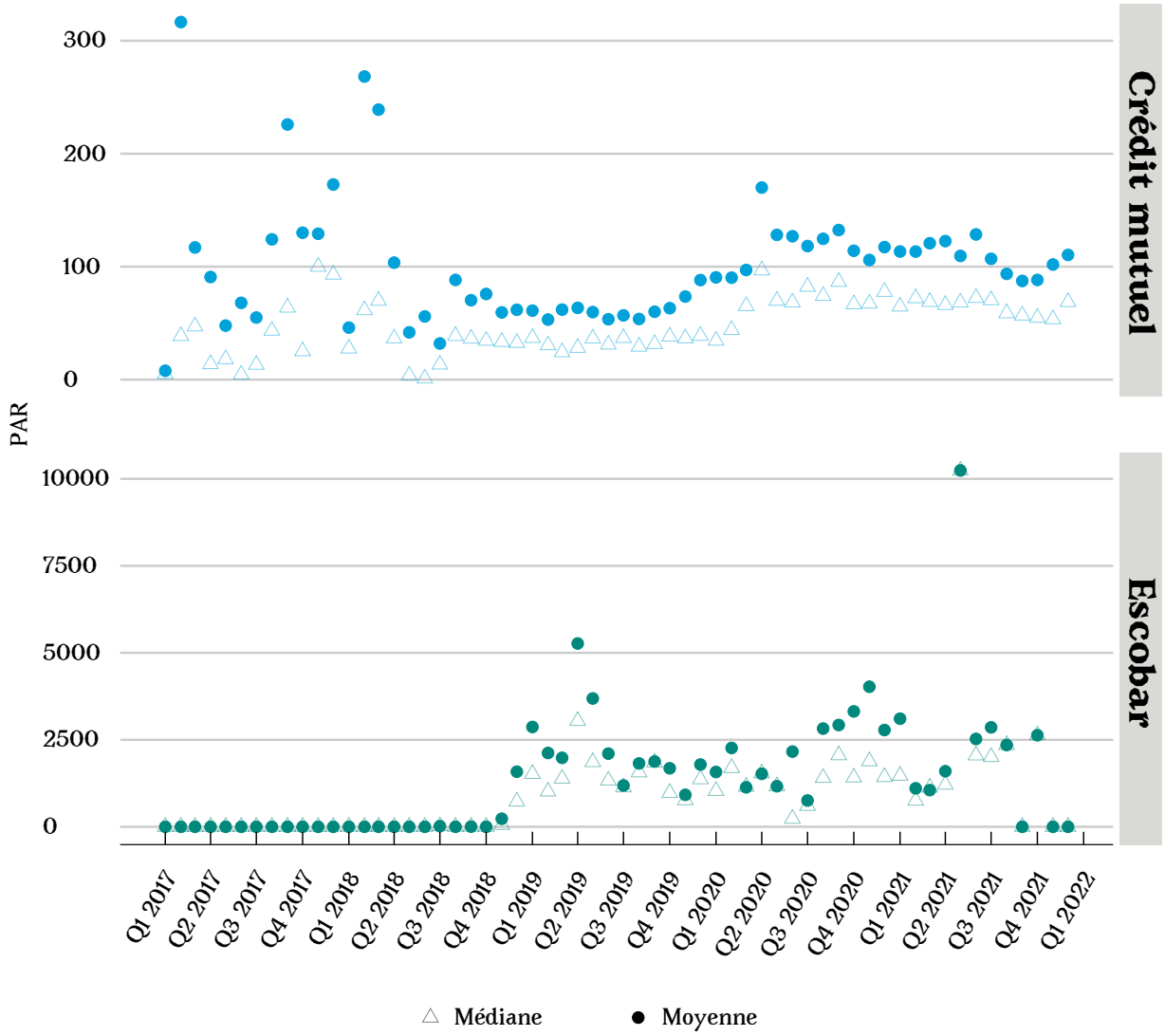


Fig. 3.5 - *Médiane et moyenne de la valeur réelle des transactions mensuelles (Escobar et Crédit Mutuel).*
Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur https://bts.ai.

Cela a suffit pour susciter les alarmes de l'équipe de coordination : si, en effet, les interactions entre les deux systèmes se multipliaient, se créerait immanquablement un écart entre les *pares* dépensés dans le mois et les quantités de *pesos* que la mutuelle prélève des salaires de ses membres pour ensuite les verser aux commerces. Ceci pourrait menacer la confiance méthodique en la MonedaPAR à Escobar. Interrogé sur cet échange, ce membre du nœud de Guernica ne semble n'en avoir aucun souvenir, ce qui est d'autant plus surprenant que Guernica est géographiquement très éloigné d'Escobar. Il est fort peu probable qu'il y soit passé « par hasard ». On y reviendra au chapitre 4 en page 161, mais cet épisode est révélateur de la pluralité des usages de la MonedaPAR et de leurs contradictions potentielles.

3.2.2 Reconduire le *trueque* en le perfectionnant

Comme sytème de crédit mutuel – plutôt que comme mutuelle de crédit, la MonedaPAR se montre néanmoins plus résiliente : alors que l'activité d'Escobar tend à décliner fin 2021, le reste du sous-système crédit mutuel

reste en expansion. La MonedaPAR comme crédit mutuel s'offre comme une réédition du *trueque* des années 2000. On l'a rappelé en introduction, il s'agit de la plus grande expérience de monnaie sociale depuis le renouveau des monnaies alternatives au cours des années 1980. Au plus fort de la crise de la convertibilité qui secoue l'Argentine, ce ne sont pas moins de deux millions et demi d'Argentin·es, sur une population d'environ trente-sept millions[70], qui y recourent directement ou indirectement pour résister à la remise en cause brutale de leurs conditions matérielles d'existence[71].

Quand la droite néolibérale reprend le pouvoir après plus d'une décennie de politiques de centre-gauche, les mêmes causes produisant les mêmes effets, les politiques économiques mises en œuvre, qui rappellent celles qui ont conduits à la crise de la convertibilité, sont concomitantes de la résurgence de pratiques d'échanges évocatrices du *trueque*. Des articles de presse en témoignent, à l'image d'une note parue dans la revue en ligne *El Ohmio* intitulée « Trueque 2.0 en el conurbano » :

> Sous l'ère Macri, un nouveau type d'organisation sociale est en train d'émerger dans la [banlieue de Buenos Aires] (le *conurbano*), dirigé par des femmes qui reprennent la pratique du vieux *trueque* de 2001 : l'échange de biens. Les groupes d'échange, également appelés *trueque*, ont commencé à émerger en 2016, suite aux difficultés rencontrées par les familles des secteurs populaires pour satisfaire les besoins de base tels que la nourriture et les vêtements.

Le groupe *Todas Unidas*, auquel cet article est consacré, rassemble, d'après les deux journalistes, plus de 30 000 femmes, qui s'organisent autour de lieux d'échanges dédiés, les *ferias*. Ce biais genré ainsi que le recours aux *ferias* étaient deux caractéristiques structurantes dans le *trueque* de 2001. En 2016, néanmoins, l'usage des téléphones portables et des réseaux sociaux modifient la dynamique des échanges : alors qu'on se rend auparavant à la *feria* sans nécessairement être certain·e de pouvoir trouver les biens et services souhaités, la coordination entre les participant·es a lieu en amont de la *feria*, ce qui ouvre la possibilité de conclure des accords de principe sur les échanges futurs, à la fois sur la nature, la quantité des marchandises et sur leur prix : « le rendez-vous étant fixé à l'avance, il suffit de trouver l'autre personne et de procéder à l'échange. Grâce à ce dynamisme, ces mères très occupées retournent à leur vie quotidienne avec leurs marchandises en moins de deux heures ». Et les deux journalistes de conclure : « les politiques néolibérales du gouvernement Macri ont encouragé les femmes des secteurs populaires à rééditer l'expérience du *trueque* de 2001, mais maintenant avec de *nouvelles règles et de nouvelles technologies* ».

La MonedaPAR s'inscrit dans ce renouveau général du *trueque*. Sa spécificité réside dans le fait que ces nouvelles règles et technologies ne résultent plus simplement de l'utilisation des réseaux sociaux comme instruments fluidifiant à la fois les échanges et leur contrôle par le biais de la définition de tables d'équivalences, c'est-à-dire de prix. La nouveauté renvoie également à l'usage de la technologie *blockchain* pour créer un marché alternatif, plus juste et solidaire.

La MonedaPAR est qualifiée dans la presse de « proposition de monnaie sociale »[72] ; de « monnaie anti-inflation »[73] ; de « monnaie digitale solidaire »[74] ; voire « alternative »[75] ; ou encore à la fois « sociale [et] complémentaire »[76] ; de « système complémentaire de crédit mutuel enregistré à l'INAES » permettant « l'échange de biens, de services et de savoirs »[77] ; de « premier

70 D'après le recensement de 2001. Celui de 2016 donne quarante millions et le plus récent, en date de 2022, quarante-six millions.

71 Voir le graphique 3.6 en page 126. Sur ce point se manifeste une tendance récurrente parmi les membres de la MonedaPAR, consistant à « arrondir » à l'entier plus que supérieur les métriques portant sur les expériences monétaires alternatives. Un certain optimisme se faisait par exemple sentir au moment où, réuni·es en Assemblée Ordinaire, les membres votent le principe d'une croissance exponentielle (voir la fin de la sous-section 3.3.2 en page 144). De la même façon, le 8 août 2020, Heloisa Primavera, figure du RTS, et Albertina, membre fondatrice du nœud de Boedo, annoncent sur le groupe WhatsApp *Comunidad PAR Lateral* un atelier portant sur « écologie, archétypes et monnaies sociales : une vision féminine » : la présentation de l'événement, rappelant la prolifération des monnaies sociales complémentaires, précise que l'« exemple le plus connu au niveau mondial [en] reste celui des réseaux de *trueque* d'Argentine, qui comprirent plus de 6 millions d'usagers (35 % de la population économiquement active) au début du XXIe siècle ».

72 Rebelión, articles du 11 mars et du 12 décembre 2017 (consultés le 25 mai 2022).

73 Infotechnology, article du 14 novembre 2019 (consulté le 25 mai 2022).

74 Opinión Calificada, article du 15 août 2018 (consulté le 25 mai 2022).

75 Infolítica, article du 21 mars 2019 (consulté le 25 mai 2022).

76 CMDNoticias, article du 4 janvier 2021 (consulté le 25 mai 2022).

77 La Capital, article du 24 janvier 2021 (consulté le 25 mai 2022).

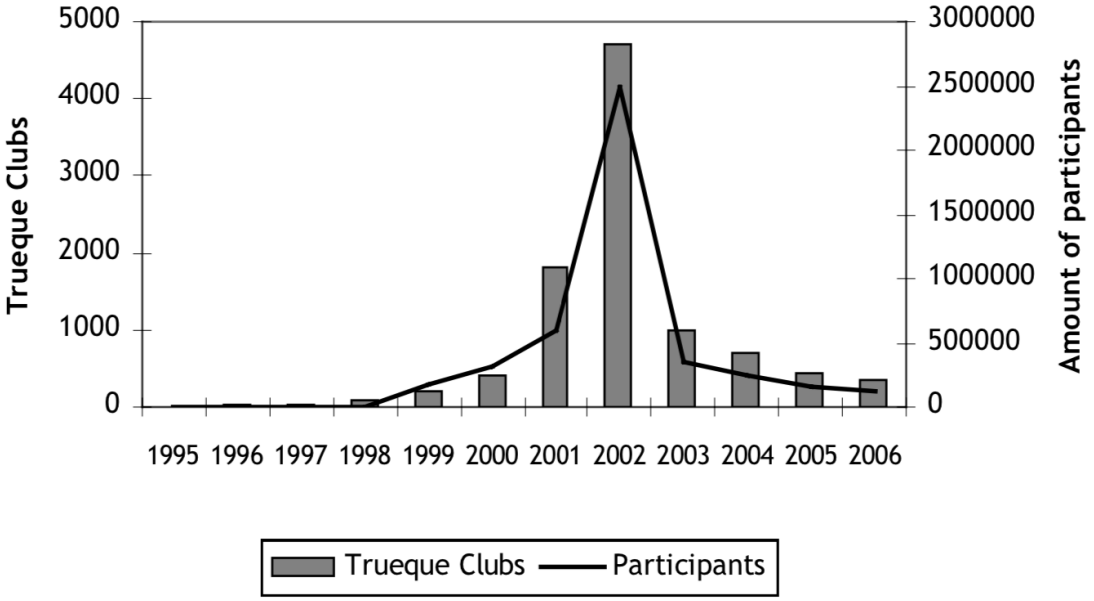


Fig. 3.6 - *Estimation du nombre de clubs de trueque et de leurs participant·es.*

Source : G. M. Gómez (2009, p. 5), synthèse des relevés d'Ovalles (2002, p. 42-5) de 1995 à 2002, de ceux du journal national *La Nación* pour 2003 et des propres estimations de Gómez de 2004 à 2006.

réseau argentin de crédit mutuel fondé sur une blockchain »[78] ; d'« échange solidaire de biens et services (enfin) parvenu aux téléphones portables »[79]. On retrouve ainsi, pour caractériser la MonedaPAR, les mêmes hésitations terminologiques qui suscitent les nombreux efforts d'établissements de typologies dans la recherche académique sur les systèmes monétaires alternatifs. Une formulation revient régulièrement dans les articles de presse étudiés, ce qui suggère qu'il s'agit d'un élément de langage révélant la façon dont les fondateur·ices de la MonedaPAR souhaitent présenter leur propre projet dans la presse :

> MonedaPAR (MPAR) est un système d'échange ou d'achat et de vente de biens et de services par la création d'une unité de compte numérique qui peut être utilisée au sein d'un réseau, où chacun peut échanger ses biens et services sans avoir besoin de monnaie légale. Il fonctionne comme un système de compensation numérique ou de crédit mutuel.
>
> *Mirandas del Centro*, article du 28 juillet 2017, `http://miradasdelcentro.com.ar/home/avanza-la-moneda-par-en-la-region/` (consulté le 25 mai 2022).

Plus spécifiquement, en relation avec le *trueque*, on décrit la MonedaPAR comme un « *trueque* virtuel »[80] ; une « monnaie virtuelle pour faire du *trueque* »[81] ; ou, encore plus explicitement, la MonedaPAR « récupère les succès des clubs de *trueque* »[82] et constitue « le dépassement du *trueque* »[83]. À travers la MonedaPAR, la technologie *blockchain* « est mise au service de l'économie sociale »[84]. Le réseau originel du *trueque*, le *Red General de Trueque*, continue ses activités, à une échelle bien moindre, certes, mais en intégrant les nouvelles possibilités liées aux réseaux sociaux[85], ce qui le rapproche des nouvelles formes de résurgences du *trueque* mentionnées par les deux journalistes de *El Ohmio*. En ce que la MonedaPAR ne recoure pas ni au *trueque directo*, c'est-à-dire à l'échange direct de produits un à un, ni à la circulation de billets physiques[86], elle constitue en effet le dépassement technologique, sinon de l'argent en général[87], au moins du *trueque*.

78 CircularTech, article du 24 février 2018, ou encore Pagina12, article du 4 août 2017 (consultés le 25 mai 2022).

79 El Día Online, article du 4 mars 2019 (consulté le 25 mai 2022).

80 *Ladran Sancho*, article du 8 décembre 2018 (consulté le 25 mai 2022).

81 *CatamarcaYa*, article du 24 mars 2019 (consulté le 25 mai 2022).

82 *El País*, article du 30 septembre 2019 (consulté le 25 mai 2022).

83 *Ansol*, article du 7 novembre 2021 (consulté le 25 mai 2022.)

84 *Lo Nuestro*, article du 8 novembre 2019 (consulté le 25 mai 2022).

85 Entretien réalisé avec Rubén Ravera, le 12 décembre 2019, dans un bar du quartier bonaerense de San Telmo.

Dans la revue de presse consacrée à la MonedaPAR, les mêmes raisons reviennent, qui sont avancées par les fondateur·ices pour expliquer ce recours à la technologie *blockchain*. Partant de la prémisse que c'est principalement la falsification des billets du *trueque* qui a conduit à leur déstabilisation par une dynamique inflationniste incontrôlée[88] et, *in fine*, leur disparition, ils soulignent trois éléments que doit apporter la *blockchain*. En premier lieu, toute falsification est impossible[89]. En second lieu, la traçabilité des transactions ainsi que la possibilité d'intervenir sur le code doit permettre de favoriser une coordination efficace des politiques monétaires des différents groupes locaux, pour s'assurer que ces dernières sont cohérentes à la fois entre elles et avec les objectifs généraux de la fédération des groupes locaux[90]. Là où l'entrée brutale et imprévue de masses conséquentes de *créditos* a pu se révéler fortement déstabilisatrice à l'échelle d'un club de *trueque* donné, le recours à la *blockchain* permet en théorie d'agir immédiatement pour bloquer et inverser ces flux de moyens de paiement si la communauté en décide ainsi ; de surcroit, il est possible de décider d'une revalorisation générale des avoirs en MonedaPAR de façon à suivre et neutraliser l'inflation, ce qui n'est pas sans utilité dans le contexte macro-économique argentin. En troisième lieu, et cela a été l'une des raisons de la scission entre le RGT et le RTS (ibid., p. 59), le manque de transparence sur les décisions et les actions des responsables des différents réseaux peuvent entraîner des tendances au fractionnement de ces réseaux en raison de conflits sur du contrôle de l'émission monétaire et la certification des nouveaux nœuds[91]. La complète transparence sur l'ensemble des opérations dans la communauté PAR est ainsi présentée comme une façon de pallier ce troisième défaut du *trueque* : la *blockchain* favoriserait ainsi le développement de la démocratie directe, l'établissement d'une comptabilité fiable et la possibilité d'un contrôle des actions des représentant·es élu·es et révocables[92].

Ce dépassement technologique du *trueque* correspond en même temps à un certain retour aux sources. Le *trueque*, dans l'esprit de ses promoteur·ices, doit permettre de rendre viable la décentralisation de l'émission monétaire défendue sur la base de deux arguments : d'une part, le refus de la soumission à un pouvoir central et la promotion de l'autonomie locale ; d'autre part, l'hétérogénéité des besoins monétaires locaux sur un territoire gigantesque et la meilleure capacité d'identification de ces derniers par les habitant·es (ibid., p. 56). Quand le RGT et le RTZO ont choisi deux versions différentes d'une centralisation monétaire certaine, supposant notamment des transferts de fonds depuis les lieux d'impression des billets ayant validité dans ces deux réseaux vers les *ferias* affilié·es, le RTS a opté pour ce qui est présenté comme l'esprit originel du *trueque*.

On retrouve dans la MonedaPAR les mêmes aspirations à l'autonomie locale, pouvant aller jusqu'à la volonté d'une complète sécession de tel ou tel groupe local par rapport à l'ensemble du réseau, comme on l'a constaté par exemple dans le nœud de Traslasierra près de Córdoba et la même affirmation que ce sont les habitant·es qui sont les mieux à même de connaître les besoins monétaires locaux. De la même façon, parmi les promoteur·ices et les membres les plus actif·ves de la MonedaPAR figurent nombre d'ancien·nes du *trueque* et, notamment, une des figures du RTS, Heloisa Primavera, qui introduit d'ailleurs dans la MonedaPAR un système de formation (*capacitación*) analogue à celui du *trueque* (Luzzi, 2005, p. 53).

[86] Le RGT, à l'instar de son concurrent, le *Red de Trueque Solidario* (RTS) ou du troisième réseau de l'époque, le *Red de Trueque Zona Oeste* (RTZO), utilisait des billets physiques, la différence se faisant entre le choix d'une centralisation extrême de l'émission de moyens de paiement dans le cas du RGT et du RTZO (ce dernier se limitant aux échanges économiques de la banlieue ouest de Buenos Aires) et une décentralisation de principe dans le cas du RTS, qui devait permettre l'instauration d'un réel fédéralisme monétaire (Saiag, 2016, p. 86). Voir un exemple de billet du RGT dans l'image 3.7 en 128. On peut mentionner, pour finir, l'existence de réseaux de *trueque* qui ne relèvent pas de ces trois grandes fédérations, comme la *Red Ciudadana Argentina* de San Rafael, la *Red de Trueque de la Comarca Andina* dont la monnaie sociale est appelée « Patakon » ou la *Red del Trueque de Venado Tuerto* (Abramovich et Vázquez, 2003).

[87] On a argumenté en introduction que le dépassement ou l'abolition de l'argent ne correspond pas à la modification de la nature matérielle des moyens de paiement.

[88] Cette thèse, que l'on retrouve par exemple dans l'article d'Ansol du 7 janvier 2020, correspond à une opinion courante dans la littérature académique sur le *trueque* (G. M. Gómez, 2009 ; Luzzi, 2005). Saiag (2016, p. 87) plaide néanmoins pour une explication multi-factorielle du déclin du *trueque*. Il s'agit, d'une part, d'éviter les accents « quantitativistes » de cette thèse, qui laisse entendre que c'est la trop grande quantité de moyens de paiement en circulation qui a causé l'inflation des prix, et, d'autre part, pour montrer le caractère heuristique de la théorie institutionnaliste de la monnaie structurée par l'articulation des trois formes de confiance, méthodique, hiérarchique et éthique.

[89] Voir la sous-section 3.2.1 en page 118.

[90] On peut se référer pour plus de détails à la sous-section 3.2.3 en page 131.

[91] Comme le rapporte Saiag, le RGT a mis en œuvre de multiples « stratégies [de déstabilisation] » du RTS, allant de la diffusion de prospectus pour les nœuds du RGT dans les queues à l'entrée des nœuds du RTS, au débauchage des coordinateur·ices du RTS en passant par l'accumulation et la destruction des moyens de paiement propres au RTS (Saiag, 2016, p. 87-88). S'il ne mentionne pas ce que le RTS a entrepris vis-à-vis du RGT, on peut supposer que les membres de ce réseau n'ont pas été en reste.

[92] Au chapitre suivant, en particulier dans la section 4.2 en page 179, on verra dans quelle mesure il faut nuancer cette affirmation. On peut pour l'instant se contenter de souligner que dès 2017, il était communément admis parmi les fondateur·ices qu'il suffisait que l'un des techniciens en charge de l'infrastructure « appuie sur le bouton » pour en finir avec la MonedaPAR (d'après Sylvain Pablo Rotelli, dans une communication personnelle du 14 février 2023).



Fig. 3.7 - *Billet du Red Global de Trueque de 5 créditos.*
Source : Reproduit de Saiag (2016).

À l'occasion d'une des deux enquêtes par questionnaire, une des questions porte sur l'évaluation que font les participant·es de la MonedaPAR du *trueque*. Dans la première enquête par questionnaire réalisée auprès des membres de la communauté PAR de mars à mai 2021, c'est des quasi-monnaies provinciales, ce troisième héritage de la crise de 2001 dont il est question dans la section suivante, que les 54 participant·es ont une opinion la moins favorable, par comparaison à leurs déclarations sur les crypto-monnaies ou sur les *créditos* des clubs de *trueque* [93] . Ainsi, on peut lire sur le graphique 3.13 en page 148 que seuls 14 % d'entre elles et eux déclarent avoir une opinion positive ou très positive de ces expériences monétaires atypiques.

[93] Voir le graphique 3.8 en page 129.

En général, lorsqu'elles ont un avis, les personnes ayant participé à l'enquête ont une vision très positive des clubs de *trueque*. Environ 70 % des répondant·es considèrent que les clubs de troc ont été une initiative positive ou très positive. Ce chiffre passe à plus de 80 % si l'on se concentre uniquement sur les personnes qui affirment avoir effectivement participé au *trueque*.

On peut noter que le *trueque* suscite moins d'indifférence que les crypto-monnaies ou les quasi-monnaies fiscales provinciales, deux autres types de systèmes monétaires alternatifs relevant de logiques différentes : seuls 13 % des participant·es n'ont pas d'opinion à leur sujet, contre 41 % pour les crypto-monnaies et 33 % pour les quasi-monnaies. S'il est évidemment impossible, notamment compte tenu du faible nombre de réponses, d'en inférer que les membres de la MonedaPAR en général tendent à assimiler la MPAR à un crypto-*créditos* ou à un *trueque* 2.0, il faut noter cette appréciation très positive du *trueque*, d'une part, et, d'autre part, la participation d'une partie conséquente des répondant·es – pas moins de 37 % – à des expériences de *trueque* ou de troc direct (*trueque directo*, sans médiation monétaire). De plus, tant les éléments de la revue de presse consacrée à la MonedaPAR que les entretiens, formels ou informels, que j'ai menés avec un certain nombre de membres du système valident cette assimilation.

On a rapporté la contribution de chaque nœud, fin décembre 2021, à la valeur accumulée des échanges, ainsi que leur part dans les usager·es actif·ves, dans le tableau 3.4 en page 130. Sauf à Guernica, où les échanges

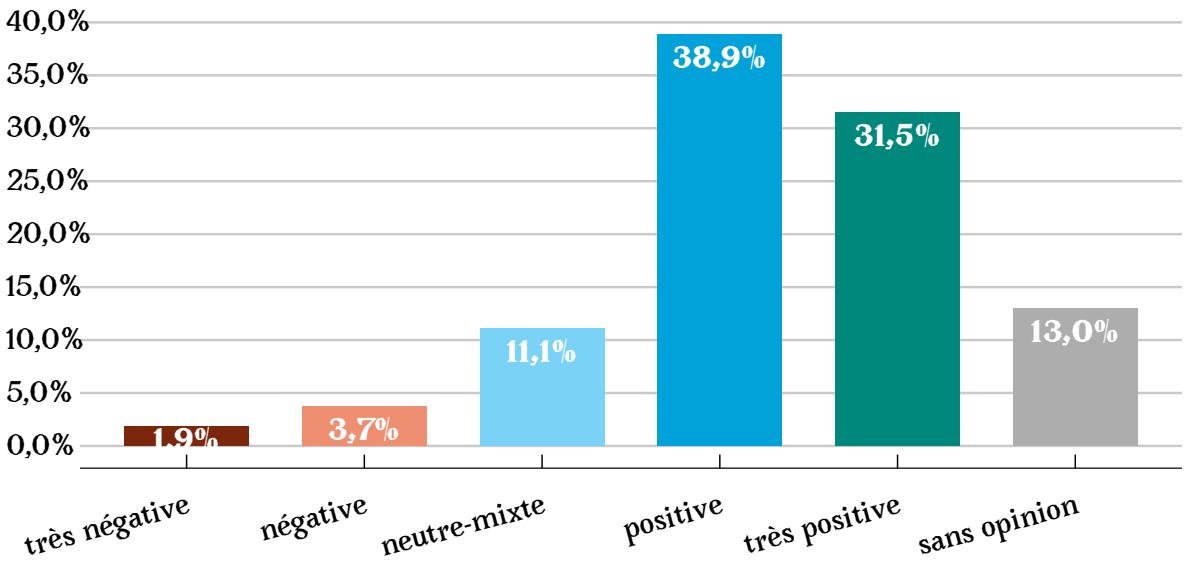


Fig. 3.8 - *Évaluation des clubs de trueque.*

Réponses à la question « Quel bilan faites-vous des clubs de *trueque* ? »
Si l'on prend comme référence le nombre moyen de membres actif·ves dans le mois de mars à mai 2021, soit 308, les 54 répondant·es correspondent à un taux de participation de 17,5 %.
Source : élaboration propre à partir des données de la première enquête par questionnaire (mars-mai 2021).

se font de façon bilatérale, les groupes locaux reprennent l'organisation du *trueque* en *ferias*, lieux de commerce et d'organisation, des foires organisées hebdomadairement ou mensuellement. Il existe bien un site appelé MercadoPAR[94], sur lequel il est théoriquement possible d'acheter en ligne des biens et services, mais il n'a pas donné lieu pour l'instant à une participation significative.

[94] Voir `http://mercado.monedapar.com` (consulté le 27 mai 2022).

Ils en reprennent également le vocabulaire, puisque les membres sont des prosommateur·ices[95] : néologisme forgé par Toffler (1980), ce terme désignait originellement le fait que dans la troisième « vague » de transformations structurelles du capitalisme, la division entre activités de consommation et activités de production, héritée de la révolution industrielle, tendrait à se brouiller. Toffler en veut pour preuve les caisses automatiques dans les supermarchés, qui correspondent selon lui à la substitution aux caissier·es, agent·es de la production, des consommateur·ices. Ces dernier·es deviendraient ainsi producteur·ices des services dont ils et elles bénéficient. Cette évolution vers la figure du prosmmateur·ice serait facilitée par le développement d'internet et des nouvelles technologies. Son résultat serait une baisse permanente de la quantité d'emplois disponibles dans l'économie, et « transfomera[it] jusqu'au rôle que tient le marché lui-même dans notre existence et dans le système mondial » (ibid., p. 333).

[95] En castillan, *prosumidor·a*.

Dans le *trueque* comme dans la MonedaPAR, le terme prend un sens légèrement différent. Plutôt que de désigner une tendance lourde des sociétés à l'époque des nouvelles technologies, il s'agit d'un devenir producteur individuel (Luzzi, 2005, p. 171). Le fonctionnement normal d'une économie capitaliste nie l'identité de producteur·ice des individus, progressivement privé·es de leurs savoirs-faire et de leurs connaissances productives. Un exemple typique pourrait être celui d'Anita, retraitée, investie dans le nœud de Boedo, qui s'impose progressivement comme « la » boulangère du groupe. Il s'agit moins de décrire l'impact de la troisième révolution industrielle des nouvelles technologies que de prescrire comme

émancipatrice la récupération des capacités de production de biens et services que toute personne posséderait à l'état latent.

Nœuds	Part du produit total réel accumulé	Part dans le nombre d'usager·es actif·ves au moins une fois
La Plata	18,15	8,07
Traslasierra	15,32	10,10
Boedo	12,01	4,07
Alto Valle	6,09	2,26
Mar del Plata	4,41	4,74
Posadas	3,86	2,11
Gesell	3,60	2,66
Luján	3,57	2,44
Guernica	2,14	170
Santa Ana	1,91	1,55
Comechingón	1,80	3,48
Bariloche	1,76	5,07
Gualeguaychú	1,65	6,40
Rosario	1,61	1,55
Moreno	1,49	7,77
San Miguel de Tucumán	1,28	0,96
Mendoza	0,85	5,73
Paraíso	0,71	1,41
Red Federal MyES	0,40	1,81
Río Cuarto	0,36	1,22
Retiro	0,27	0,26
Chacarita	0,16	1,26
UN Lomas de Zamora	0,12	0,37
José C. Paz	0,09	0,07
Club Arrazabal	0,07	0,30
San Nicolas	0,07	0,52
Lago Puelo	0,04	0,33
San Marcos Sierra	0,03	0,33
Jujuy	0,02	0,89
BTA Rosario	0,00	0,04
La Corvaleta	0,00	0,07
Autres	16,16	20,46
Total	100 % (4 229 818 MPAR)	100 % (2 703 comptes)

Tab. 3.4 - *Liste des nœuds par contribution au produit total réel de la MonedaPAR (déc. 2021).*

On compare le produit total réel accumulé du crédit mutuel, en excluant donc Escobar, ainsi que les usager·es actif·ves depuis le début, c'est-à-dire ayant réalisé au moins une fois une transaction réelle.
On a sélectionné pour chaque nœud la valeur qui correspond aux échanges portant sur les transactions réelles, en laissant de côté les transferts financiers, par exemple lorsqu'un montant de bienvenue est versé depuis le compte-guichet du nœud à un·e usager·e. Il s'agit d'une approximation puisqu'une partie des versements depuis les comptes-guichets des nœuds correspondent à des transactions réelles portant sur des marchandises concrètes, tandis qu'une fraction des échanges entre usager·es relève de transferts financiers.
Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur https://bts.ai.

De la même façon, les groupes locaux de la MonedaPAR sont des nœuds, des *nodos*, reprenant à leur compte la dénomination utiliséeav pendant le *trueque* et surtout son sous-ensemble, le RTS, sa connotation très démocratique, et sa réalité plus ambigüe. Cortesi définit un *nodo*

comme « une unité autonome et autogérée [qui] établit ses propres règles de fonctionnement [et] met ces règles en adéquation avec les principes et normes du système [et est] considérée comme le germe du réseau » (Cortesi, 2003, p. 184). Dans un nœud, les « décisions sont prises en assemblée (c'est à dire par l'ensemble des membres) et sont mises en œuvre par des commissions ou responsables des tâches décidées » (ibid., p. 184). Saiag souligne néanmoins que les représentant·es dans le RTS ne sont pas nécessairement élu·es : « insister sur les oppositions idéologiques entre les réseaux à partir de l'analyse des modalités de prise de décision au sein des *nodos* et des formes d'engagement en leur sein est réducteur, dans la mesure où si l'engagement militant des participant·es au *trueque* a bien existé, il n'[est] pas partagé par tous » (Saiag, 2016, p. 65-66). De fait, comme on le verra dans la partie suivante, des tensions existent dans la structuration politique de la MonedaPAR : si la légitimité dans le réseau provient en théorie bien des *prosumidores* réuni·es en assemblée générale, les modalités de fonctionnement et de développement de la MonedaPAR amène à nuancer l'idée d'un système crypto-monétaire sous contrôle populaire et démocratique, c'est-à-dire d'un « Bitcoin du peuple ».

Reste qu'en se référant à l'héritage du RTS, la MonedaPAR s'offre comme la continuation de l'esprit originel démocratique et autogestionnaire du vieux *trueque*, à l'encontre des réseaux concurrents du RTS. L'objectif n'est néanmoins pas une reproduction à l'identique : comme le suggère le dépassement technologique figuré par l'utilisation d'une *blockchain* en lieu et place du support papier traditionnel[96], les fondateur·ices s'orientent vers un saut qualitatif qui extrairait la MonedaPAR de cette « économie superficielle de subsistance » qui est celle du *trueque*, volonté dont témoignait déjà leur projet initial d'un crypto-LETS pour entreprises récupérées à échelle nationale[97].

3.2.3 Dépasser le *trueque* et l'économie des « pauvres » ?

Les fondateur·ices expliquent ne pas avoir eu connaissance du *trueque* autre que de l'extérieur, de loin et dans les grandes lignes : les personnes ayant eu une expérience directe avec le *trueque* semblent être arrivées dans une phase ultérieure du projet. Le « par », mot qui, en castillan, signifie le pair ou l'égal, choisi pour désigner l'unité monétaire de la communauté, est également l'acronyme du Programme d'Autosuffisance Régionale[98]. Ce dernier désigne le groupe à l'origine, à partir du premier mai 1995, des nœuds du *trueque*, rassemblé autour de Rubén Ravera, Carlos de Sanzo et Horacio Covas (ibid., p. 50). Juan, l'un des économistes de la MonedaPAR, me rapporte que le choix de ce terme a suscité l'incompréhension et la méfiance des membres actuel·les des clubs héritiers du RGT. Du bord opposé, côté héritier·es du RTS, lorsqu'Heloisa Primavera commence à s'investir dans la MonedaPAR, elle manifeste, toujours d'après Juan, une certaine réticence face à l'appellation de la communauté : figure du RTS, elle s'est opposée frontalement au RGT et à ses anciens camarades comme Rubén Ravera ou Carlos de Sanzo [99].

Cette information est corroborée en entretien par Danilo, inscrit à la fois dans la MonedaPAR et le RGT, qui se montre hésitant à m'emmener avec lui dans l'une des *ferias* du RGT : « entre la MonedaPAR et le RGT, il y a un différent, parce que le RGT pense qu'on lui a volé l'acronyme PAR ». Cette « coïncidence » montre selon lui qu'« aucun des membres fondateurs n'ont été

96 Lucas, l'un des techniciens en charge du développement de l'application affirme en entretien que les *créditos* du *trueque* étaient « en définitive des papiers de merde [*papelitos de mierda*] qui ne permettaient pas de contrôler la masse monétaire, mais qui fonctionnaient néanmoins comme des "prêts" en dollars » (entretien le 11 décembre 2019 avec Lucas, la quarantaine, membre de Waba puis de EOS Argentina, dans un bar du Microcentro, dans le quartier de Retiro).

97 De retour d'une conférence internationale réunissant practicien·nes et chercheur·ses autour des expériences de monnaies sociales, Juan me rapporte sa perception d'un écart entre les objectifs finalement très locaux des promoteur·ices des systèmes monétaires alternatifs espagnols, qui « se contentent de leur centaine d'usager·es sans volonté d'aller au-delà ». À rebours de cette auto-limitation, les objectifs de croissance de la MonedaPAR décidés en assemblée nationale ordinaire le 12 mai 2020 sont ambitieux : d'ici à 2021, les membres de la MonedaPAR souhaitent d'une part *a minima* dupliquer la quantité de nœuds (à l'époque tout au plus sept réellement actifs, un peu plus d'une dizaine si on prend en compte les nœuds créés mais sans activités fortes), objectif qui est atteint fin 2021 puisqu'il y a désormais plus d'une vingtaine de nœuds actifs ; et d'autre part, également passer à un minimum de cent mille participant·es régulier·es, avec comme horizon les deux millions et demi d'utilisateur·ses des clubs de *trueque* à leur apogée. Les objectifs alors définis de croissance de la valeur des échanges se déclinent en un scénario « optimiste » (34 % de croissance mensuel), « neutre » (27 % de croissance mensuelle), « pessimiste » (21 % de croissance mensuelle). Loin des presque quarante-trois millions de *pares* échangés mensuellement prévus dans le scénario « optimiste », fin décembre 2021, le taux mensuel de croissance réel dépasse tout juste les 10 %.

98 En castillan, *Programa de Autosuficiencia Regional*.

99 Echange informel avec Juan le 13 septembre 2021.

ni dans, ni proche du *trueque* ». Son témoignage est d'ailleurs intéressant : responsable du nœud de Guernica, dans la banlieue lointaine de Buenos Aires, il m'explique avoir voulu initialement fonder un nœud du RGT.

> Danilo *: Je connais Ravela, je peux te mettre en contact, oui, mais je ne vais pas te mentir, quand j'ai rencontré Ravela, je voulais mettre en place un nœud RGT. Je lui ai demandé combien de crédits, quelle masse monétaire, quelle masse de* créditos *nous allions gérer […] Il m'a répondu : « d'abord, 450 chacun, une seule fois ». Mais je lui ai dit, « l'inflation de l'extérieur nous ronge » […]. Ils ont dit : « de fait, nous allons fabriquer de [nouveaux] billets ». Moi : « Pourquoi tu ne le fais pas maintenant ? » « Parce que ca nous coûte de l'argent ». Je leur ai dit : « et bien on paie chacun un peu ». « Non, non parce qu'on va changer le système, le lieu, le matériel pour des raisons de sécurité ». Ils sont ici à San Telmo.[…] Je lui dis « on peut faire nos propres billets (*créditos*), je gère avec les* créditos *RGT mais quand je vois que ça me suffit plus pour gérer le nœud, j'en émet des nouveaux ». « Impossible parce que tu t'enfermerais ». Et je leur dit : « oui, mais j'ai besoin de survivre ».*
>
> Entretien le 2 décembre 2019 avec Danilo, 59 ans, prosommateur et référent du nœud de Guernica dans le centre culturel Maza Madre qui fait office de locaux du nœud de Boedo.

Cet extrait suggère que la logique de centralisation de l'émission des moyens de paiement déjà identifiée dans le cas du RGT par Saiag perdure encore aujourd'hui. Les billets sont imprimés selon un protocole défini par les responsables à San Telmo et distribués dans les nœuds affiliés, qui ont interdiction d'émettre eux-mêmes leurs propres moyens de paiement, car cela reviendrait à « s'enfermer ». Par *contrario*, chaque nœud de la MonedaPAR a toute latitude pour déterminer combien doit recevoir chaque nouveau membre du nœud et pour fixer les modalités des émissions successives à partir des fonds que lui a octroyés la fédération[100].

[100] Voir la section 3.3 en page 139.

Du reste, la référence aux clubs de *trueque* reste problématique aux yeux d'un certain nombre de membres – fondateur·ices, référent·es ou simples prosommateur·ices – de la MonedaPAR. D'un côté, dans leurs discussions revient régulièrement l'affirmation que « nous ne faisons pas du *trueque* »[101]. Alternativement, des critiques sont formulés quant à l'inclusion du terme « trueque » sur les *flyers* annonçant une foire utilisant la MonedaPAR. D'un autre côté, la filiation avec les clubs de *trueque* est explicite depuis le début : il s'agit de reprendre le flambeau de l'expérience en s'inscrivant dans le même projet de « réinvention du marché » (Luzzi, 2005), un marché plus solidaire, plus juste. La raison de cette ambiguïté semble être que le *trueque* reste associé dans l'imaginaire collectif à la pauvreté, au déclassement social et à l'une des crises économiques les plus graves qu'a connu le pays au cours des dernières décennies. Anita, retraitée et membre du nœud de Boedo, l'exprime avec beaucoup de clarté : « en général, les nœuds de troc sont des gens beaucoup plus pauvres, nous sommes de classe moyenne, un peu pauvres mais pas tant que ça »[102]. Les éléments de langage que les promoteur·ices de l'initiative communiquent aux médias sont également parlants : dans *El Día Online*, on reconnaît que l'idée est identique au *trueque*, mais c'est pour souligner immédiatement que la mise en application présente des différences considérables, dans la mesure où elle « émerge d'une conception beaucoup plus large de l'échange, de l'économie et des relations entre les personnes »,

[101] En castillan, « *nosotros no hacemos trueque* ».

[102] Entretien le 7 décembre 2019 dans le parc Boedo.

qui veut ainsi fonder un système monétaire qui n'a pas de « connotation nécessairement liée à la crise »[103].

[103] El Día Online, article du 4 mars 2019 (consulté le 25 mai 2022).

En réalité, les participant·es des clubs de *trueque* ont été d'abord et avant tout des représentant·es appauvri·es des classes moyennes, effectivement rejoint·es après 2001 en masse par des membres des classes populaires, mais seulement dans un second temps. Le *trueque* n'a pas en effet commencé en 2001 mais un peu plus de cinq ans auparavant. Originellement, il n'est ni connoté comme système de crise, ni comme monnaie des pauvres, tout à l'inverse. Comme on va le voir, donc, la MonedaPAR tente de se distinguer de ce que le *trueque* est devenu, ou, pour être plus précis, non pas seulement de ce qu'il est réellement devenu, mais de la façon dont on se le représente aujourd'hui. Ce faisant, elle s'apparente à ce que le *trueque* a été au départ.

Par exemple, après avoir rappelé l'arriération technologique des *créditos* du *trueque* en raison de leur caractère analogique, Elena, membre référente du nœud de Lujá, me signale, qu'elle « connaît bien les clubs de *trueque* ». De fait, elle n'y a jamais participé, mais elle en a constaté les conséquences, « vraiment horribles »[104]. Ainsi, lorsqu'on lui « dit que la MonedaPAR est une sorte de *trueque* électronique, [elle voit] rouge »[105]. Il ne faut surtout pas dire aux membres du nœud de Luján qu'ils et elles font du *trueque* : ce serait une « mauvaise appellation »[106]. De façon spécifique, elle associe le *trueque* non seulement à la pauvreté et la crise en général, mais également à des épisodes de falsifications de billets, d'« arnaques » de masse[107] qu'ont subies ceux et celles qui étaient alors le plus dans le besoin et avaient le moins de marges de manœuvre ; ou encore au développement du travail du sexe dans des camionnettes, selon elle disposées à proximité des lieux de *ferias*[108].

[104] En castillan, « *muy feas* ».

[105] En castillan, « *me pongo así de verde* ».

[106] En castillan, « *mala palabra* ».

[107] En castillan, « *estafas* » (entretien le 26 novembre 2019 avec Elena, 57 ans, membre référente du nœud de Luján, professeure du secondaire bénéficiant d'une pension d'invalidité, dans un bar dans le quartier bonaerense de Once).

[108] Il est intéressant de noter qu'il y eu une tentative de proposer sur le MercadoPAR des services sexuels, la place de marché virtuel de la MonedaPAR. Les réactions négatives aboutissant au prompt retrait de l'annonce, ainsi qu'à un point sur ce qui peut ou non être échangé en MPAR participe d'une forme de moralisation du lien marchand, comme on y revient plus en détail au chapitre 6 en page 277.

En entretien, María, qui participe à ce moment-là aux *ferias* du nœud de Boedo, rapporte son expérience dans le nœud de Chacarita, situé dans la ville de Buenos Aires à deux pas de la station de train Federico Lacroze :

> R *: Quand as-tu quitté [les ferias de] l'IMPA ?*
> María *: On a participé tout au long de l'été [2018], mais quant au nœud de Chacarita, il a commencé à fonctionner, il a fonctionné trois fois, mais il s'est retrouvé rapidement paralysé et a fini par disparaître. Parce que les gens qui y étaient voulaient rééditer les clubs de trueque. Et [la MonedaPAR] n'est pas faite pour cela, car nous ne sommes pas dans la situation de 2001.*
> R *: Les gens ont cessé d'y aller ou ils ont décidé de ne plus faire de foires ?*
> María *: Non, ils ont arrêté d'y aller, parce qu'ils ne voulaient pas faire de* trueque*, ils n'en avaient pas besoin. C'était censé être pour les pauvres. Mais non, [la MonedaPAR], ce n'est pas pour les pauvres, car la MonedaPAR est une monnaie complémentaire, c'est pourquoi cette histoire de monnaie sociale ne me paraît pas pertinent.*
>
> Entretien le 30 novembre 2019 avec María, 65 ans, prosommatrice de Boedo, enseignante du secondaire retraitée, dans un bar dans le quartier de Flores, quartier « moyen » de Buenos Aires.

Elle oppose dans la suite de l'entretien cette monnaie « des pauvres » au modèle du WIR suisse déjà mentionné. Pour elle, la MonedaPAR doit émuler cette expérience de monnaie moins sociale que complémentaire, dont la population est composée de PME plutôt que d'individus. Le système du WIR est centralisé autour d'une « une banque coopérative [...] avec des intérêts, à la différence que les intérêts sont plus bas ». Cette dernière « accorde

des crédits et contribue à l'équilibre financier du système ». Le caractère complémentaire du WIR par rapport au franc suisse, manifeste notamment dans son léger impact contra-cyclique, est évident pour María, qui souligne que lorsque « franc suisse baisse, le WIR monte ». Cette compréhension de la MonedaPAR comme monnaie complémentaire est également ce qu'avance Elena, cette responsable du nœud de Luján déjà citée, qui y voit une façon de pallier les contractions de la masse monétaire en *pesos*. C'est d'ailleurs comme « monnaie complémentaire digitale » qu'elle présente l'initiative à ses ami·es et autres connaissances, et non comme monnaie sociale, encore moins comme *trueque* virtuel, à rebours de l'opinion journalistique la plus répandue dans la revue de presse[109].

Ce n'est donc pas seulement que la MonedaPAR constitue un dépassement technologique des clubs de *trueque*, puisqu'elle est infalsifiable. Elle correspond surtout à un projet – au moins pour certain·es de ses membres– d'alternative monétaire différant de ce que représente le *trueque*. C'est peut-être María qui le dit de façon la plus explicite : une monnaie sociale vise à « aider les pauvres » ; une monnaie complémentaire, quant à elle, à attaquer les « riches » et leurs possessions, ces « quantités si grandes d'argent »[110], qui dérivent selon elle de leur capacité à spéculer et à extraire une rente de l'économie dite « réelle ». Dans une pure logique quantitativiste, María assène en effet que la masse monétaire s'en voit réduite, générant un risque de déflation dans les circuits de la monnaie de cours légal, ce qui peut être compensé par l'injection de nouvelles unités de monnaie complémentaire ; et, inversement, lorsque le système financier cherche à se débarrasser de quantités excessives de moyens de paiement, il suffit de retirer des unités de monnaies complémentaires pour désamorcer les pressions inflationnistes.

Tant María qu'Elena ont en tête les même profils lorsqu'elles critiquent l'assimilation de la MonedaPAR à une monnaie sociale et, *in fine*, au *trueque*. María mentionne la paralysie puis la disparition du nœud de Chacarita. Elena souligne que ce sont les difficultés de croissance de la MonedaPAR qui ont amené en réaction l'idée de « rencontrer les gens des clubs de *trueque* qui continuent de fonctionner, comme par exemple à Chacarita où un petit groupe, des origines, reste actif ». Et les faits semblent leur donner raison : la tentative de faire renaître le *trueque* à Chacarita a fait long feu[111].

En quoi réside finalement la différence, selon les acteur·ices, entre la MonedaPAR et le *trueque*, au-delà de l'évidente divergence technologique ? Dans le *trueque*, pour María, on apprenait de nouvelles compétences plutôt que de simplement commercialiser celles qu'on avait déjà. À l'inverse, elle souhaite pouvoir proposer à des entreprises ses services de conseils, au lieu de se retrouver à vendre des beignets fourrés « maison »[112]. La MonedaPAR se différencie ainsi du *trueque* en ce qu'elle est ouverte non pas seulement aux personnes individuelles mais également à des unités de production plus grandes et plus complexes, qu'elle ne relève pas d'une logique d'urgence et qu'elle ne se limite pas à des *ferias* présentielles. En pratique, ces trois points de différenciation sont assez peu vérifiés : la première stratégie d'insertion dans le monde des entreprises récupérées a conduit à un échec certain ; l'urgence existe bel et bien pour au moins une partie des membres de l'expérience, d'extraction plus populaire ; le MercadoPAR et les échanges hors des *ferias* restent relativement peu développés.

109 Entretien le 26 novembre 2019 avec Elena, 57 ans, membre référente du nœud de Luján, professeure du secondaire bénéficiant d'une pension d'invalidité, dans un bar dans le quartier bonaerense de Once.

110 « Parce qu'on dirait que les monnaies sociales sont là pour aider les pauvres mais ce n'est pas la question en fait. La pauvreté, tout le monde en parle, mais personne ne se demande ce qu'il en est des riches, pourquoi il y a tant de riches ? Je veux dire, pas pourquoi sont sont-ils si nombreux, mais pourquoi ces riches ont-ils une telle masse d'argent ? C'est ça la question. Personne ne se la pose. » (entretien le 30 novembre 2019 avec María, 65 ans, prosommatrice de Boedo, enseignante du secondaire retraitée, dans un bar dans le quartier de Flores, quartier « moyen » de Buenos Aires).

111 Voir l'encadré 3.1 en page 135.

112 En castillan, *empanadas caseras*.

Encadré 3.1 : Chacarita : la tentative de faire renaître le trueque tel quel

Situé au 4181 Avenida Federico Lacroze, le nœud de Chacarita, du nom du quartier, représente une tentative d'introduire la MonedaPAR dans un lieu emblématique du *trueque*. Il s'y est tenue à l'époque une *feria* bihebdomadaire, les mercredis et samedis. Selon les organisateur·ices, la fréquentation est alors passée d'environ trois cents personnes dans les premiers temps à presque 5 000 en 2002. Relevant du RGT, une certaine autonomie décisionnelle semble avoir été maintenue vis-à-vis des « autorités monétaires », dont le conflit avec le RTS est alors connu (Ford et Picasso, 2002). Saiag (2016, p. 244) signale aussi la présence d'une expérience de *trueque* au cœur de ce quartier de Buenos Aires à mi-chemin entre les quartiers plus riches du nord et les quartiers plus pauvres *intra muros*.

Les locaux et l'espace dans lesquels a alors lieu la *feria* ont été cédé par un organisme étatique, l'ONABE, *Organismo nacional de Administración de Bienes del Estado* à une mutuelle d'ex-prisonnier·es politiques. La *Mutual Sentimiento* dispose ainsi de trois étages du bâtiment et bénéficie de la mise à disposition du *Calpón*, espace d'agriculture urbaine. Les perspectives sont alors ambitieuses : il s'agit de mener à bien différents projets, tous liés au *nodo* « La Estación », telle que la mise en place d'un institut de formation pour les micro-entrepreneur·ses ou d'un centre de santé doté d'une pharmacie dans laquelle il serait possible de se procurer des médicaments en échange de *créditos*.

L'expérience n'est alors pas exempte des problèmes plus généraux des clubs de *trueque*, comme la rareté relative de biens de première nécessité et l'apparition d'un commerce de *créditos* en échange de *pesos*. La composition sociale du *nodo* ne détonne pas plus : on y retrouve une majorité de personnes au chômage ou rencontrant des difficultés professionnelles conséquentes. Leur niveau d'études (la majorité avait au moins fini le secondaire), ainsi que le fait que pratiquement tous·tes sont propriétaires de leur maison (Cassano et al., 2003, p. 28) suggèrent qu'il s'agit de fractions appauvries des classes moyennes bonaerenses, parmi lesquelles sont sur-représentées les femmes.

Ainsi, en 2019, le nœud de la MonedaPAR n'est pas à Chacarita une construction *ex nihilo* : les membres fondateur·ices font partie de la *Mutual Sentimiento* et/ou du *Calpón Agroecológico*.

La première entité est cette mutuelle fondée au retour de la démocratie post-1983 par des ancien·nes militant·es de l'ERP-PRT. Les activités de cette mutuelle consiste en un soutien aux ex-prisonnier·es politiques de la dictature militaire, solidarité qui s'étend aux ex-membres du péronisme révolutionnaire (notamment, ex-*Montoneros*). On y trouve une radio autogérée, des cours du soir pour adultes, des cours de formations diverses, des lieux de réunions politiques. Moins « trotskistes » désormais que partisan·nes de « l'autogestion », les membres de la *Mutual Sentimiento* restent critiques du pouvoir kirchnériste. Quant à lui, le *Calpón* est un lieu de *feria* permanente dont les membres produisent des aliments *bio* (fromages, viande, maté et confiture, fruits et légumes, vins, etc.), et où l'on trouve une *huerta*, c'est-à-dire un potager communautaire où les habitant·es peuvent venir cultiver leurs légumes au cœur de la ville. En sus de ces deux activités, le *Calpón* organise aussi périodiquement une foire « agroécologique », avec un nombre de producteur·ices plus important que dans la *feria* permanente. Les prix sont plus élevés que pour les produits classiques, mais la qualité des produits exposés semble supérieure.

La localisation a changé depuis l'époque du *trueque* : les deux entités ont été déplacées au 4181 Avenida Federico Lacroze, consistant en des bâtiments accolés à la gare ferroviaire, plus précisément entre celle-ci et la *villa*, le nom argentin des bidonvilles, située au nord. Le gouvernement macriste a en effet souhaité utiliser les anciens locaux des deux groupements pour réaliser des opérations immobilières. La bataille politique qui s'en est suivie leur a permis d'obtenir le droit à un relogement décent. Il a été nécessaire de transplanter l'ensemble du potager pour une somme « pas exactement modique », d'après un historique du *Calpón*. De fait, d'après ce que m'ont rapporté·es ses usager·es, le *Calpón* semble avoir connu des jours meilleurs : il y a moins de passage qu'avant, moins de producteur·ices, sans mentionner des conflits politiques internes nettement plus prégnants qui menacent la pérennité du lieu.

À la différence de nombreux autres nœuds, je ne suis pas témoin de ses *ferias* libellées en MPAR : j'assiste seulement à deux réunions de préparation, qui s'inscrivent dans une longue série commencée en octobre 2018 environ. Le temps de gestation est beaucoup plus long que pour d'autres nœuds comme Moreno ou Boedo. D'après Juan, l'*ethos* de ces militant·es politiques pour beaucoup très aguerri·es explique sans doute le caractère très procédurier de leurs échanges. Ils veulent s'assurer de disposer d'une « charte du prosommateur » très détaillée et explicite afin de fixer par avance le cadre de fonctionnement du nœud. Par rapport à Boedo, ce peut être aussi que les potentiel·les participant·es sont plus hétérogènes en termes de milieux sociaux : Chacarita est situé dans Buenos Aires, entre une *villa* et des quartiers de classes moyennes, là où Boedo semble plus homogène. Par rapport à Moreno, la construction se veut moins verticale : les militant·es sont moins kirchnéristes ou de centre gauche qu'issu·es d'une extrême-gauche prônant une forme d'autogestion importante. Ainsi les réunions de préparation sont ouvertes à tous·tes, il n'y a pas de *mesa ejecutiva* formalisant la distinction entre référent·es et simples participant·es comme à Moreno.

La figure centrale des réunions de préparation à l'introduction de la MonedaPAR est Carla, la dirigeante de la *Mutual* et la gérante du *Calpón*. Elle cristallise autour d'elle les conflits : avec un acheteur régulier des produits du *Calpón* qui lui fait un procès teinté de sexisme en pleine réunion de préparation, avec les responsables du potager partagé aux velléités d'autonomisation vis-à-vis de la direction politique qu'elle incarne (notamment est en cause leur ralliement à des initiatives de *verdurazo*, c'est-à-dire de distribution de légumes gratuits organisées par des acteur·ices kirchnéristes et alliés devant le palais présidentiel sur la Plaza de Mayo pour protester contre la vie chère). « Kirchnériste » est dans la bouche de Carla une critique : elle l'utilise contre un des participant·es régulier·es aux réunions de préparation : « même si tu es kirchnériste, je t'aime bien ». La culture politique de Carla semble bien différente de celle qui prévaut à Moreno, où les organisations de centre-gauche kirchnériste, ou non-kirchnériste, mais proches, dominent ; ou encore à Boedo, où les participant·es ont la critique facile contre les trotskistes et la gauche marxiste, dont les références sont plutôt Keynes et Gesell, qui sont favorables à Kirchner, tout en critiquant régulièrement l'extractivisme associé au projet néo-développementaliste des gouvernements kirchnéristes.

Mais les positions de Carla ne sont pas nécessairement hégémoniques : María, qui est aussi à Boedo, participe aux réunions de préparations et répète plusieurs fois la phrase de Keynes selon laquelle « les générations futures apprendront plus de Gesell que de Marx ». Cela dit, il semble bien y avoir un noyau dur autour de Carla, dont María ne fait pas partie, et dont la culture politique est relativement critique du kirchnériste, relativement plus favorable à la gauche marxiste et très teintée d'autonomisme. Une attention méticuleuse est consacrée à ce que la parole circule bien pendant ces réunions, que les hommes ne fassent pas de longs monologues, que les voix discordantes soient écoutées jusqu'au bout, que les doutes ou les incompréhensions (notamment ceux, nombreux, de María) fassent l'objet d'une explication. Cela contraste avec Moreno, où la question ne se pose pas en raison de la distinction assumée entre référent·es et participant·es, ainsi qu'avec Boedo, où la question ne semble pas se poser pas avec la même intensité.

ien n'est en tout cas laissé au hasard dans le projet de création d'un nœud de la MonedaPAR : il s'agit créer une nouvelle *feria*, qui doit venir se rajouter à – et éventuellement fusionner avec – la *feria* agroécologique du *Galpón* ; les produits doivent être échangés avec des prix à pourcentage minimum de MPAR (40 % est initialement proposé) ; l'ensemble doit s'adosser à une véritable « école du prosommateur », pour que les participant·es se mettent à produire des produits utiles à la communauté et ne se contentent pas d'acheter ailleurs ce qu'ils et elles y revendent, la *reventa* ayant été l'un des problèmes majeurs des clubs de *trueque*. Est notamment mentionné l'exemple des bocaux en verre, les *frascos* : quelqu'un·e qui se retrouverait sans emploi dans l'économie formelle et voudrait participer du nœud MonedaPAR de Chacarita pourrait avoir comme activité la récupération des bocaux de verres usagés, leur stérilisation pour les revendre ensuite aux producteur·ices de confitures artisanales et autres produits en bocaux.

La date de lancement est arrêtée à la fête nationale du Dia de la Patria, le 25 mai 2019, où l'on célèbre la révolution de mai de 1810 qui marque le début de la prise d'indépendance par rapport à l'Espagne. Parodiant la citation célèbre de Cristina Kirchner, qui a affirmé que « la Patrie, c'est l'autre » (en castillan, « *la Patria es el otro* »), ils et elles proposent d'organiser un repas collectif du plat à base de lentilles que l'on consomme habituellement à cette date, le *locro*. Cet événement s'appelle ainsi : *la Patria es el locro*, soit « la patrie, c'est le *locro* ». Les fondateur·ices du nœud fournissent les ingrédients nécessaires à l'élaboration du plat, dont des portions sont vendus contre des *pares* créés pour l'occasion et crédités sur les comptes des nouveaux participant·es.

Mais l'expérience fait long feu : si une périodicité mensuelle est initialement envisagée, l'expérience ne se répète que deux fois, avant de définitivement s'arrêter. Il n'y a tout simplement pas assez de participant·es. L'histoire du *trueque* ne peut se répéter. À l'époque, la publication d'un *flyer* annonçant la prochaine tenue d'une *feria del trueque* par le *nodo trueque Chacarita* suscite des réactions virulentes sur *PAR*, le groupe WhatsApp des fondateur·ices. Certain·es refusent cette association directe de la MonedaPAR au *trueque* : « nous ne sommes pas et ne proposons pas de *trueque* ». D'autres plaident en revanche pour une acceptation du terme de *trueque* par les *compañeros* de Chacarita, qui « se sentent plus à l'aise avec cette expression, même s'ils ne font pas de *trueque* puisqu'ils utilisent la MonedaPAR » (Groupe WhatsApp *PAR*, le 11 juillet 2019). Avec la disparition de Chacarita se distend la relation directe avec les clubs de *trueque* du passé : de fait, la majorité des nœuds réellement pérennes ne renvoient pas à des lieux emblématiques du *trueque*. À l'image de Chacarita, à l'inverse, la MonedaPAR fait également long feu dans la localité de Florencio Varela, où se sont tenues de grandes *ferias* lors de la crise de 2001.

C'est d'ailleurs peut-être cette proximité qui rend nécessaire de nier avec d'autant plus de vigueur l'assimilation de la MonedaPAR et du *trueque* en affirmant que la « MonedaPAR n'est pas le club de *trueque* du passé »[113]. De même, à l'occasion de la première assemblée ordinaire de la MonedaPAR le 12 mai 2020[114], font consensus des formules telles que : « c'est du *trueque* mais ce n'est pas le *trueque* »[115] ; ou encore « générer quelque chose comme le *trueque* »[116] ; ou enfin « repartir du *trueque* mieux préparés », c'est-à-dire avec une technologie qui n'était pas disponible il y a vingt ans[117].

Accepter l'assimilation directe de la MonedaPAR à une sorte de « crypto-trueque » risque d'agir comme repoussoir pour de potentielles personnes qui pourraient être autrement intéressées par l'expérience (entre autres, les maires). L'appropriation de l'héritage du *trueque* doit conduire à son dépassement : il faut reprendre certaines pratiques du *trueque*[118] en choisissant de ne pas adopter les pratiques celles, de type « mafieux », qui ont permis au *trueque* de croître[119]. Pour les personnes les plus proches du *trueque*, comme Heloisa Primavera, l'objectif est celui d'un « *trueque* sans arnaques »[120]. De fait, à l'image de Danilo inséré tant dans le RGT que dans PAR, de nombreux acteur·ices circulent entre ces espaces qui présentent une forme de continuité, ce qui induit une circulation des produits également, puisque se vendent en *pares* des marchandises issues du RGT ou du *trueque directo*. Au-delà de la revendication d'une filiation avec le *trueque* que certain·es, à rebours d'Elena et María, revendiquent sans problème, dans l'ensemble des nœuds observés, la tendance est à aller au-devant des autres formes d'échanges informels ou alternatifs au sein de l'économie populaire. Cela implique d'aller au-devant des *truqueros*, à la fois pour faire croître la MonedaPAR en les intégrant, mais également pour profiter des connaissances de celles et ceux qui ont eu une longue expérience des *ferias* et du *trueque*.

Mais ce refus de l'assimilation directe à l'« économie des pauvres », une économie faites de pures contraintes matérielles, se retrouve aussi dans les discours des héritier·es du RGT. C'est évidemment le cas de Rúben Ravera, qui ironise sur la facile équation médiatique *trueque* = *pauvreté*[121] et rappelle aux journalistes qu'il ne faut pas confondre les *ferias* en général et les clubs de *trueque*. Mais d'autres sont encore plus précis·es, qui refusent

113 En castillan, « *la MPAR no es el club del trueque del pasado* ».

114 Ce n'est bien sûr pas la première réunion, ni même la première assemblée, puisque de tels rencontres ont lieu régulièrement depuis 2016, mais simplement de la première assemblée ordinaire statutaire. Voir la section 6.3 en page 311 du chapitre suivant pour plus d'information sur la structuration sociale de la MonedaPAR.

115 En castillan, « *es trueque pero no es el trueque* » (carnet de terrain, 12 mai 2020).

116 En castillan, « *generar un hecho como el trueque* » (carnet de terrain, 12 mai 2020).

117 En castillan, « *repartir del trueque mejor preparados* » (carnet de terrain, 12 mai 2020).

118 En castillan, « *rescatar algunas prácticas de las redes del trueque de los años '90* » (groupe WhatsApp *PAR*, 13 novembre 2020).

119 En castillan, « *el trueque creció GRACIAS a prácticas mafiosas que elegimos no adoptar* » (groupe WhatsApp *Comunidad PAR*, 3 août 2020).

120 En castillan, « *trueque sin trampas* » (groupe WhatsApp *Comunidad PAR*, le 3 août 2020).

121 En castillan, « *trueque = pobreza* » (groupe WhatsApp *Red Global del Trueque*, le 16 juin 2021).

l'assimilation du *trueque* à des foires de *manteros*, c'est-à-dire de vendeurs à la sauvette. Formellement, il s'agit du même type d'argument que ceux qu'on retrouve dans la communauté PAR, mais là où au sein de cette dernière, on considère la monnaie digitale adossée à la *blockchain* comme une garantie de transparence et comme une assurance que l'échec du *trueque* ne peut se répéter, les actuel·les membre du RGT rejettent les « délirantes monnaies électroniques et autres LETS »[122].

[122] Groupe WhatsApp *Red Global del Trueque*, le 16 juin 2021.

Ce rejet commun à la MonedaPAR ou au RGT de l'équation avec l'« économie des pauvres » n'est pas surprenant. Il y a bien sûr le refus du stigmate, mais on retrouve aussi une dualité déjà présente à l'époque de l'apogée des club de *trueque* (Cassano et al., 2003) : par exemple, dans le cas du nœud de *trueque* de Chacarita, deux grands types de représentations peuvent être retracées parmi les participant·es. Les premier·es considèrent que le *trueque* est un « un lieu de pauvres pour les pauvres », où l'on n'accepte de se rendre pour faire son *shopping* que contraint·es et forcé·es par les dures nécessités matérielles, en ayant une conscience aigüe qu'on se mélange ainsi avec d'autres, d'extraction sociale plus basse. À l'inverse, un autre ensemble de participant·es envisagent de façon positive leurs activités au sein du *trueque* : c'est un endroit où on s'émancipe partiellement des contraintes matérielles, où l'on reconstruit des relations sociales et où l'on peut faire valider son travail par d'autres, ouvrant la voie à sa valorisation. Deux conceptions du *trueque* s'opposent : lieu de déclassement contre espace de (re)qualification.

À l'heure actuelle et compte tenu des espaces sociaux dans laquelle elle circule principalement, la MonedaPAR est de fait, sinon de droit, une sorte de « crypto-trueque », le dépassement réel qu'elle pourrait représenter par rapport au *trueque* restant pour l'instant de l'ordre de la potentialité plus que d'un fait achevé : tout au plus dispose-t-on d'une technologie compliquant *a priori* la falsification monétaire et pouvant faciliter la coordination entre les nœuds et la transparence de cette gouvernance. Présenter la MonedaPAR comme la « *superación del* trueque », c'est-à-dire le « dépassement du *trueque* », comme le fait un article de Ansol[123] relève donc plus de l'objectif que de l'état de fait. D'ici à ce que la seconde stratégie permette l'intégration d'autres acteur·ices que des personnes individuelles, la MonedaPAR reste « un club de *trueque* dont la monnaie s'appelle le *par* »[124], représentant un retour aux origines qui se présente comme un dépassement, la chance de rejouer la partie, de repartir à zéro. Plutôt qu'un véritable dépassement de l'« économie des pauvres », la MonedaPAR, tout comme l'actuel RGT se rapprochent de ce qu'a été le *trueque* des débuts, à savoir un outil pour les classes moyennes de pallier la dégradation progressive de leurs conditions de vie et de leur pouvoir d'achat associé à des conceptions idéologiques fortes (localisme, autogestion, écologie et, peut-être plus fortement qu'à l'époque, féminisme, etc.).

[123] *Ansol*, article du 7 novembre 2021 (consulté le 25 mai 2022.)

[124] Entretien le 27 novembre 2019 avec Mario, 74 ans, fondateur de la MonedaPAR, au siège de la fédération graphique de la CGT de Buenos Aires, Gráficas, Microcentro.

« Sembrar semillas », semer des grains : c'est ainsi que Mario Cafiero décrit cette activité, un activisme à basse intensité mais constant, passant par des conférences régulières[125] dans une variété de lieux (universités, syndicats, organisations de coopératives, centre culturel de la coopération, etc.). Des discussions ont eu lieu pour ouvrir des nœuds dans des universités, comme celle de José C. Paz ou de Moreno, en direction des étudiant·es, ainsi que dans des syndicats, comme les deux CTA[126] ou la CTEP[127] : si ces projets se pérennisent, leurs dynamiques seraient sans doute très distinctes

[125] En castillan, *charlas*.

[126] La *Central de Trabajadores Argentinos* est née en 1992 d'une scission de la CGT, syndicat longtemps hégémonique et historiquement lié au péronisme, suite à un désaccord avec la ligne officielle de soutien au président péroniste et néolibéral Carlos Menem. Elle est très présente dans le secteur public, mais pas seulement. En 2014, elle se divise entre la CTA *de los Trabajadores* menée par Yasky, dirigeant kirchnériste de la CTERA, syndicat d'enseignant·es, et la CTA *Autónoma*, dirigée par Micheli, s'appuyant sur le « cœur » original de la CTA constitué l'ATE, syndicat de travailleur·ses du secteur étatique. Un conflit ultérieur oppose Micheli à des opposant·es réuni·es autour de « Cachorro » Godoy de l'ATE y Claudia Baigorria, de la CoNaDU Histórica. Micheli finit par rejoindre avec sa fraction la CTA *de los Trabajadores* puis la CGT en 2019.

[127] la *Confederacíon de Trabajadores de la Economía Popular* est un syndicat des travailleur·ses de l'économie populaire, très présent parmi les travailleur·ses indépendant·es précarisé·es qui s'occupent de la récupération des cartons dans les rues de Buenos Aires, d'où leur nom de *cartoneros*.

des nœuds précédemment cités. De la même façon, les fondateur·ices n'ont jamais cessé de tenter d'établir des contacts durables avec des coopératives de consommation, ainsi qu'avec des autorités municipales, afin de dépasser les écueils du détour par le *trueque* et l'économie de subsistance, c'est-à-dire la seconde stratégie. Considérer du potentiel devenir fiscal de la MonedaPAR en lien avec les coopérations de consommation permet ainsi de comprendre de quelles façons les acteur·ices envisagent de ne pas reproduire l'expérience du *trueque*. Plutôt qu'un dépassement, cette troisième stratégie consiste essentiellement en un contournement du *trueque*.

3.3 Au-delà de l'économie de subsistance

Le détour des entreprises récupérées vers le *trueque* permet à la MonedaPAR de connaître enfin un certain développement. Cette dernière reste néanmoins confinée à l'« économie de subsistance », ce qui ne satisfait ni les fondateur·ices, ni un certain nombre de membres, au-delà de celles et ceux qui soulignent les insuffisances du *trueque*. La MonedaPAR pourrait en partie récupérer la logique de luttes entre fractions des classes dominantes qui sous-tend les monnaies fiscales provinciales. Néanmoins, l'identification directe à ces expériences, qui ferait de la MonedaPAR une politique publique alternative, reste compliquée à la fois en raison du souvenir encore vivace de la dernière vague de quasi-monnaies au cœur de la crise de 2001 mais aussi en raison de l'insertion de la MonedaPAR dans des espaces exprimant une forme de critique aux espaces politiques kirchnéristes et péronistes. Il s'agit en effet de refuser ce qui en est perçu comme la logique dominante : tout attendre de l'État et avoir une pleine confiance a-critique en la direction de ce mouvement notoirement vertical. Le devenir fiscal de la MonedaPAR n'est ainsi pas garanti, même si sur le plan économique il représente bien une modalité de développement viable de l'initiative.

Dans un premier temps, je reviendrai d'un point de vue théorique sur ce qu'implique toute tentative de garantir la valeur de ce signe de crédit, au sens marxiste du terme, qu'est la MonedaPAR (sous-section 3.3.1). Dans un second temps, je présenterai les quasi-monnaies fiscales provinciales, sources d'inspiration de cette troisième stratégie de développement du réseau, leurs effets et leurs limites (sous-section 3.3.2). Enfin, j'exposerai la façon dont les acteur·ices conçoivent ce devenir fiscal ainsi que l'avancée de ses réalisations parcellaires (sous-section 3.3.3).

3.3.1 Garantir la valeur de la MonedaPAR

La théorie marxiste oppose le concept de monnaie-marchandise aux signes de valeur qui peuvent s'y substituer adéquatement, à condition que certaines proportions soient de fait respectées (Duménil, 1978, p. 112). La monnaie au sens marxiste du terme a une valeur au sens où elle a un coût de production En effet, elle désigne un bien reproductible qui, par la conjonction de dynamiques marchandes horizontales et de décisions verticales car souveraines (Starosta et Caligaris, 2017 ; Tran, 2015), est posée comme la forme concrète de l'équivalent général. C'est précisément parce que la monnaie-marchandise a une valeur qu'elle circule. À l'inverse, les signes de valeur, comme le papier-monnaie étatique ou les monnaies sociales comme la MonedaPAR, ne sont pas produites au sens où une marchandise l'est : ils n'ont de valeur que parce qu'ils circulent (Marx, [1859] 2002, p. 87-88).

Les signes de valeur se divisent à leur tour en deux grands ensembles, qui résultent respectivement des fonctions de l'argent comme moyen de circulation et comme moyen de paiement : les signes monétaires et les signes de crédit. Le papier-monnaie d'État tient son origine dans la dématérialisation progressive que la monnaie-marchandise subit comme moyen de la circulation marchande. Les pièces de monnaie – ou tout autre instrument monétaire *produit* – s'usent par le simple fait qu'elles changent de main, de sorte qu'elles tendent à ne devenir que des signes d'elles-mêmes. La possibilité du papier-monnaie d'État n'est que le développement de

cette propriété immanente de la circulation marchande. Il « représente, en principe, une valeur réelle : une certaine quantité d'or, en tant que matière monétaire socialement validée, incarnation autonomisée de la valeur, existant sous forme d'élément du Trésor public » (Bihr, 2001a, p. 323). Il est ainsi « un *signe monétaire*, le signe d'une valeur effective et garantie » (ibid., p. 323).

A l'inverse, la monnaie de crédit n'est qu'un signe de crédit. Elle apparaît d'abord sous la forme de monnaie commerciale se doublant rapidement d'un système d'escompte et de réescompte avant de prendre la forme de monnaie bancaire et de se ramifier en monnaie fiduciaire (billet de banques, etc.) et monnaie scripturale (chèques, écritures bancaires, etc.). La valeur des signes de crédit ne dépend pas simplement de sa surface de circulation, comme c'est le cas du papier-monnaie. Elle engage encore la crédibilité de l'émetteur·ice, en l'occurrence des banquier·es, d'une part, et du système bancaire dans son ensemble, de l'autre. Elle n'est en effet « qu'un signe de valeur potentielle, un *signe de crédit* et non pas un *signe monétaire*, un signe de valeur réelle, comme le papier-monnaie d'État » (ibid., p. 324). Le système de crédit naît à partir du système monétaire, dont il permet de relâcher, de distendre, à la fois dans le temps et dans l'espace social, la contrainte monétaire, sans jamais pouvoir la supprimer tout à fait. La monnaie de crédit n'est en effet « que *promesse d'argent*, qui ne deviendra argent véritable que si la marchandise dont elle représente la valeur parvient à se vendre, bref si cette dernière satisfait en définitive aux exigences de la contrainte monétaire » (ibid., p. 324). Si cette réalisation de la marchandise n'a pas lieu, la monnaie de crédit se révèle n'être que « monnaie de singe », monnaie fictive.

Il en résulte d'ailleurs trois origines « monétaires » possibles de l'inflation. Cela nuance les conceptions hétérodoxes de l'inflation, qui tendent à ramener ce phénomène à des causes essentiellement réelles, de façon à prendre le contrepied strict du monétarisme de la théorie dominante. Selon ces conceptions hétérodoxes, à rebours une explication unilatéralement monétaire de l'inflation, la lutte des classes, sous la forme du conflit de répartition du revenu, contribue, à rendre compte tant de la continuation d'un phénomène inflationniste que de sa résolution (Lavoie, 2015 ; Théret, 2007b,c). Néanmoins, on peut arguer que ce facteur est en réalité externe par rapport à la théorie économique : il est analysable (on peut saisir la façon dont il se reflète dans le système conceptuel) mais non-théorisable (il n'y a pas de lois de la lutte des classes comme il y a une loi de la chute tendancielle du taux de profit). Du point de vue du théorisable, uniquement, l'inflation ne peut se saisir que comme la diminution de la valeur d'échange de l'argent, soit comme l'augmentation de l'équivalent monétaire de l'heure de travail. Cela ne peut résulter que de trois causes : soit les conditions de production dans la branche produisant la monnaie-marchandise évoluent, de sorte que la valeur de l'or diminue (Brickell, 1984) ; soit les proportions entre la masse de signes monétaires en circulation, comme le papier-monnaie, et son ancrage réel[128] dans les réserves d'argent véritable sont violées (Fal'kner, 2020) ; soit, enfin, d'une part, les anticipations des banquiers sont déjouées en trop grand nombre, conduisant à un déséquilibre entre la création de monnaie de crédit qu'ils ont opérée et la valeur réalisée des marchandises qu'elle a servies à produire, et, d'autre part, la banque centrale intervient pour *socialiser* ces pertes, de sorte que la crise de réalisation prend la forme d'une inflation rampante (De Brunhoff, 1979).

128 Au sens de réellement produite et reproductible, c'est-à-dire qui correspond à un instrument dont l'existence résulte de la dépense de temps de travail et qui pourrait être reproduit par ce même biais.

Les explications hétérodoxes, qui n'identifient que des causes « réelles » et non monétaires à l'inflation, se positionnent de la sorte dans le domaine des « causes externes » (Duménil, 1978, p. 137), relevant de l'analysable et non du théorisable. Si ces analyses sont cruciales pour rendre compte de tel ou tel phénomène inflationniste dans les détails, de la même façon que les causes externes d'une crise économique donnée sont multiples et contingentes mais restent décisives pour en obtenir une intelligence satisfaisante, elles ne peuvent donner lieu à une connaissance des lois de l'inflation. Ces dernières renvoient nécessairement à l'intériorité du concept, c'est-à-dire au théorisable.

La contrainte monétaire correspond à « la nécessité dans laquelle se trouve toute marchandise, en tant que produit d'un travail *privé*, de se valider *socialement*, d'établir son caractère de valeur, par sa confrontation (son échange avec l'argent en tant que seule matérialisation socialement reconnue de la valeur, en tant qu'incarnation fétichiste de cette dernière » (Bihr, 2001a, p. 318). Le système de crédit, qui naît à partir du système monétaire, permet d'en assouplir la rigidité en reportant dans le temps et dans l'espace social cette contrainte, sans jamais parvenir à s'en détacher complètement. En tant qu'elle correspond à une anticipation d'une création nouvelle de valeur, la monnaie de crédit est particulièrement adaptée aux exigences de la circulation des marchandises comme produits du capital, qui est *valeur en procès*. Mais cette accroissement de valeur reste dépendant de la sanction monétaire, soit des lois de la circulation marchande. La forme spécifiquement capitaliste de l'argent ne peut pas plus s'émanciper « de la base du système monétaire que le protestantisme des fondements du catholicisme » (Marx, [1894] 1976, p. 547).



Fig. 3.9 - *La source des* pares *dans la conception originelle.*

Source : présentation du projet dans sa phase initiale https://prezi.com/4ripjswgecs1/que-es-moneda-par/ (consulté le 9 août 2022).

La MonedaPAR se divise en deux sous-systèmes : d'une part, la mutuelle de crédit d'Escobar, où la MonedaPAR circule car elle est adossée à la certitude d'un prélèvement sur les salaires mensuels des membres ; d'autre part, le crédit mutuel qui regroupe l'ensemble des autres nœuds, où la MonedaPAR n'a pas d'autres « contre-parties réelles » que la promesse des capacités productives des prosommateur·ices. La différence entre ces deux sous-ensembles réplique la distinction entre signes monétaires et signes de crédit.

Dans la municipalité d'Escobar, la MonedaPAR circule d'autant mieux qu'elle n'est que la représentation d'un instrument monétaire d'une fiabilité supérieure, le *peso* argentin, dont la viabilité dépend elle-même de son rapport à la monnaie internationale, le dollar étatsunie (Astarita, 2005). Conformément à la conception marxiste des signes de valeur, la MonedaPAR agit comme un moyen de circulation des marchandises et sa valeur dérive de sa surface de circulation, qui, elle-même, dépend de la conversion assurée à un terme fixé et connu par tous·tes des *pares* en *pesos*. On dira qu'il s'agit là du mécanisme régulateur, c'est-à-dire de la loi, qui explique la consolidation de ce que les économistes institutionnalistes appellent la confiance méthodique. Celle-ci n'apparaît plus comme le dernier terme, cause ultime de la valeur d'une « monnaie » jamais qualifiée qualitativement par rapport aux trois types d'instruments monétaires que distingue la théorie marxiste de l'argent (monnaie-marchandise, signe de valeur, signe de crédit).

Dans le crédit mutuel, s'il existe un taux de change nominal théorique, dont la fonction principale consiste à faciliter la fixation des prix, aucun mécanisme de conversion réelle n'est introduit. Les acteur·ices de la MonedaPAR s'engageant effectivement dans des opérations de conversion d'une unité en une autre font l'objet d'une certaine tolérance, mais ces activités sont globalement découragées. La MonedaPAR n'est plus de façon prédominante signe de valeur réelle, mais signe de crédit : elle fonctionne comme moyen de paiement, elle est pure anticipation de valeur future. La différence avec la monnaie de crédit exprimée en *pesos* tient à ce que le report dans le temps de la contrainte monétaire n'a pas de terme : les lignes de crédit que peuvent utiliser les prosommateur·ices n'ont pas d'échéances auxquelles elles doivent être impérativement remboursées. Le report dans l'espace social de la contrainte monétaire se configure de façon similaire : tous·tes sont solidaires des conséquences d'une sur-émission de monnaie de crédit qui ne conduirait pas à une augmentation du volume de marchandises vendues. La seule différence réside dans le fait que les décisions d'octroi des lignes de crédit font – théoriquement – l'objet de décisions collectives et ne sont pas le fait d'un·e seul·e. S'il n'y a pas de privatisation des bénéfices, reste la question de la socialisation des pertes, soit du risque de crédit. On verra dans les chapitres suivants les différents dispositifs qui permettent de réguler ce risque en l'absence d'échéances des prêts et de taux d'intérêt. D'après des archives tirées du site, le mécanisme originellement envisagé consiste en une création de *pares* lorsqu'une transaction est conclue. Le texte figurant dans l'image 3.9 stipule que :

> les *pares* sont créés automatiquement comme résultats de transactions réelles. A la différence du *peso*, personne ne peut créer de la monnaie s'il n'a rien à offrir.

Positionner la MonedaPAR comme signe de crédit assure une plus grande marge de manœuvre dans la réorientation des activités productives qu'appellent de leurs vœux les promoteur·ices de l'initiative. A l'inverse, les monnaies locales complémentaires françaises (MLC) sont encadrées par un dispositif législatif spécifique : l'impératif de garder en réserve l'équivalent en euros des unités de MLC mises en circulation selon un taux de change nominal de 1 à 1 correspond à une réduction des MLC des signes de crédit qu'elles pouvaient être à des signes de valeur réelle. Si cela renforce indubitablement leur fiabilité, on les prive ainsi de tout pouvoir d'anticipation d'une création de valeur future et l'on réduit considérablement leurs possibilités de réorienter les activités de production. Néanmoins, en contre-partie de ce plus grand pouvoir d'action se pose à la MonedaPAR un problème de fiabilité. Initialement, il est envisagé de le réduire en postulant ce mécanisme plutôt surprenant de génération des unités monétaires non pas comme cause mais comme conséquence de la conclusion de transactions marchandes. Si ce mécanisme a été abandonné, de sorte qu'il n'en a jamais question sur le terrain, il reste qu'il exprime une certaine conscience du risque toujours potentiel de désajustement entre la masse de *pares* créés comme monnaie de crédit et la valeur réalisée des marchandises effectivement échangées par les prosommateur·ices.



Fig. 3.10 - *Exemple des produits du Mercado Territorial à destination des membres du nœud de Boedo.*

Source : groupes WhatsApp de Boedo.

Ces dernier·es ont coutume de souligner qu'il existe bien une contre-partie « réelle » des unités de MonedaPAR dans le système de crédit mutuel. A défaut des *pesos* d'Escobar, ce sont les capacités productives potentielles des membres qui en constituent le collatéral. On mesure la difficulté, par comparaison avec la mutuelle de crédit d'Escobar, d'assurer la constitution de la confiance méthodique (Orzi, Porcherot et al., 2021). Cela se traduit de fait en une valeur unitaire des transactions et une valeur moyenne des transactions par usager·e [129] beaucoup plus faible dans le crédit mutuel que dans la mutuelle de crédit d'Escobar. L'objectif de relâcher la contrainte monétaire qui pèse sur les conditions de vie des membres de la MonedaPAR reste ainsi largement virtuel par le fait que la surface de circulation du crédit mutuel est limitée. La consolidation de la confiance méthodique, c'est-à-dire la garantie, pour les usager·es, que les *pares* peut leur donner accès à un ensemble de biens et services correspondants à leurs besoins, est cruciale, surtout en l'absence de l'existence d'une contre-partie directe en argent de rang supérieur comme à Escobar.

[129] Voir 3.5 et 3.4 respectivement en pages 124 et 121.

MONEDA PAR - NODO BOEDO

PRODUCTOS Y SERVICIOS	CANTIDAD DISPONIBLE	MONTO EN PARES	OBSERVACIONES
Pizarras magneticas	10	800 Pares x Unidad	Medida 30 cm x 40 cm
Pizarras magneticas	10	1200 Pares x Unidad	Medida 40 cm x 60 cm
Clases de Yoga con elementos y Ashtanga	5	1900 Pase Libre mensual	
Libro de Poesías "Susurros y suspiros"	20	400 Pares x Unidad	
Libro de Radioteatro "Tu voz en el Aire"	20	400 Pares x Unidad	
Libro de Cuentos "Nombre de Mujer"	60	400 Pares x Unidad	
Talleres Literarios, Narrativa, Poesía, Ficcion.	30	150 Pares x Hora	
Chales / Remeras / Chalecos	8 (en total)	1300 Pares x Unidad	
Bufanda	8	600 Pares x Unidad	
Ponchos	6	1300 Pares x Unidad	
Gorros + Bufandas	6	800 Pares el Conjunto	
Gorros / Boinas / Mitones	21 (en total)	400 Pares x Unidad	
Morrales	5 (foto)	600 Pares x Unidad	
Clases de violin	15	400 Pares x clase	
Clase de Canto	15	300 Pares x clase	
Taller de Narracion Oral	30	400 Pares por mes	
Taller cuenta cuentos		400 Pares por mes	
Tarta de Ricota	10	400 Pares x Unidad	Freezadas
Pasta Frola de Membrillo	10	350 Pares x Unidad	Freezadas
Libros Editorial Ciccus	100	Precios diversos	
Blends	60	550 Pares x Unidad	Líneas de Chai, Mediterráneo, Patagónico
Clases de Yoga - Preparación física - Acroyoga	15	500 Pares x clase / 2000 Pares el pase libre mensual	
Mermeladas (Frutas de estación)	15	200 Pares x Unidad o 2 x 370 Pares	Naranja o Frutilla

Fig. 3.11 - *Catalogue de l'offre des membres du nœud de Boedo au Mercado Territorial.*

Source : groupes WhatsApp de Boedo.

Plusieurs voies sont explorées pour pallier cette situation. La première consiste à assurer un approvisionnement de certains nœuds de la MonedaPAR en biens de première nécessité reposant sur l'initiative individuelle de certain·es des membres les plus impliqué·es. C'est le cas de Roberto, qui investit des *pesos* pour faire l'acquisition de légumes et d'œufs issus de l'agriculture et de l'élevage biologique auprès de ses voisin·es, qu'il écoule ensuite dans les nœuds de Boedo et de La Plata. Cette solution n'est évidemment que temporaire, d'autant plus que cela l'amène à accumuler en grand nombre des *pares* dont il n'a pas l'utilité et qu'il ne souhaite du reste ne surtout pas accumuler, puisque l'esprit général consiste à valoriser la circulation plutôt que l'accumulation [130]. La seconde solution commence à être déployée au sortir du premier confinement argentin : elle consiste à s'arrimer à des coopératives de consommation, de façon à garantir l'approvisionnement de certains nœuds, comme celui de Boedo, en une

[130] Cela l'amène à s'engager à consacrer périodiquement une partie de ces *pares* inutilisés à l'achat des marchandises des prosommateur•ices dont la production ne trouve pas preneur•se à l'issue des *ferias*, même s'il n'en a pas plus l'utilité. Il se convertit ainsi virtuellement en une instance d'achat en dernier ressort à l'échelle de quelques nœuds.

quantité minimale de biens de première nécessité. Il s'agit simplement de la systématisation à un niveau collectif de l'initiative individuelle de Roberto. De la même façon, les prosommateur·ices du nœud de Boedo mettent à disposition leur production aux membres de la coopérative de consommation *Mercado Territorial*[131] : cours de yoga ou de violon contre sac de légumes biologiques, comme le suggère la liste des produits proposés par les membres de Boedo [132] et le produit-phare du réseau *Mercado Territorial*[133].

La troisième stratégie revient à assurer une extension de la surface circulatoire de la MonedaPAR comme moyen de paiement, non pas en l'adossant à des *pesos* effectifs ou simplement aux capacités productives potentielles des membres, mais aux circuits fiscaux des autorités municipales. De simple signe incertain de crédit, la MonedaPAR peut ainsi bénéficier ainsi d'un certain cours forcé si certaines municipalités se mettent à accepter les *pares* en paiement des impôts locaux. C'est la troisième source de la MonedaPAR, car cette idée renvoie directement aux différentes vagues des quasi-monnaies, ou monnaies fiscales provinciales, qui resurgissent périodiquement au cours de l'histoire argentine lorsque les contraintes budgétaires qui pèsent sur les exécutifs des provinces fédérées ou, à un niveau inférieur, sur les autorités municipales, se font trop lourdement sentir.

131 D'après sa page sur un site du gouvernement, il s'agit d'une des « expériences d'intermédiation solidaire pionnières dans l'organisation de circuits socio-économiques courts qui relient de petits producteurs populaires aux consommateurs, dans le cadre d'un échange qui dépasse le plan strictement économico-commercial, engageant ainsi la constitution de liens sociaux plus profonds en rapport avec l'alimentation et leurs implications en termes d'améliorations de la qualité de vie de toutes et tous ». On pourra se référer à `https://www.argentina.gob.ar/noticias/mercado-territorial-un-circuito-de-consumo-solidario` (consulté le 27 juillet 2022).

132 Voir l'image 3.11 en page 143.

133 Voir l'image 3.10 en 142.

3.3.2 Le précédent des quasi-monnaies fiscales provinciales

L'apparition de monnaies alternatives à l'occasion de la crise de 2001 est une résurgence plutôt qu'une émergence : « depuis l'indépendance argentine au cours de la décennie de 1810, la pluralité monétaire et les problèmes de convertibilité du papier-monnaie ont marqué son histoire (Bordo et Vegh, 2002 ; Grinfeld, 1910 ; Irigoin, 2000 ; Louge, 2015). » (Théret, 2020a, p. 16)

On ne saurait par exemple réduire les émissions par les gouvernements provinciaux de monnaies fiscales complémentaires à la seule situation d'urgence engendrée par le retournement du cycle. L'Argentine a en effet connu plusieurs épisodes d'émissions conséquentes de monnaies circulant aux côtés de la monnaie de cours légal (Théret, 2018b). En 2001, certaines monnaies provinciales, comme les *Bocade*[134] de Salta ou Tucumán, deux provinces situées au nord-ouest du pays, près de la frontière avec la Bolivie, circulent déjà depuis de nombreuses années.

Dans les deux provinces, les quasi-monnaies fiscales connaissent le passage à l'*austral* sous le gouvernement du radical Raúl Alfonsín en 1985, l'introduction du *peso convertible* en 1991 et, finalement, la fin de la convertibilité du *peso* en dollar en 2003 avec la mise en circulation du *peso*, encore aujourd'hui la monnaie nationale de l'Argentine (Théret, 2018a). De plus, le *Bocade salteño* a circulé parallèlement au *peso ley 18.188* dans les dernières années de la dernière dictature des généraux argentins.

134 En castillan, *Bono de Cancelación de Deudas*, obligation de remboursement de la dette.



(a) *Bocade de Salta émis en peso ley puis converti par apposition de tampon en austral.*



(b) *Bocade de Tucumán de 10 centimes d'austral émis en 1985.*



(c) *Bocade de Tucumán de 10 000 australes émis en 1991.*



(d) *Bono de Fomento de Tucumán de 1 peso moneda nacional émis en 1915.*



(e) *Bocade de Tucumán de 1 peso convertible émis en 1993.*



(f) *Bocade de Tucumán de 5 peso desdolarizado émis en 2001.*

Fig. 3.12 - *Différentes émissions de monnaies provinciales dans les provinces de Salta, sur la première ligne, et Tucumán, sur la seconde ligne.*

Source : Reproduit de Théret (2020a).

Mais au-delà de ces deux quasi-monnaies fiscales, l'Argentine a connu un épisode antérieur d'émission, entre 1890 et 1933, à l'époque du *peso moneda nacional* (Théret, 2020a) et de l'âge d'or de la croissance agroexportatrice de l'Argentine [135]. Selon Théret, il faut ainsi distinguer deux périodes de circulation de monnaies provinciales en Argentine [136], et au moins quatre vagues successives correspondant avec cinq générations successives de monnaies de cours légal (Théret, 2018b) : le *peso moneda nacional* (1881-1970), le *peso ley 18.188* (1970-1982), le *peso argentino* (1983-1985), l'*austral* (1985-1991) et, enfin, le *peso* actuel (1992-2003), qui a lui-même connu deux phases, la période de convertibilité avec le dollar de 1991 à 2001, et le *peso desdolarizado* de 2001-2003, lorsque la parité avec le dollar est abandonné.

135 Voir un exemple de billet en page 145.

136 On peut se référer à l'encadré 3.2 en page 147 pour plus de détails sur la première vague.

La deuxième vague est plus hétérogène que la première, puisqu'elle correspond à pas moins de trois régimes monétaires différents et à trois vagues d'émissions distinctes, en même temps qu'elle est plus resserrée dans le temps, sur la période 1984-2003 :

> l'*austral* durant les années 1985-1991, le *peso convertible* de 1992-2000 et le *peso* dédollarisé de 2001-2003 [...]. Chaque changement de vague correspond à une crise au niveau du régime monétaire fédéral et à un changement de ce régime : crise hyperinflationniste de l'*austral* et passage au *peso convertible* en 1991-1992 ; crise déflationniste violente du régime de convertibilité et dédollarisation du *peso* en 2001-2002. La vague née en 1984 correspond également à une crise hyperinflationniste et à un changement de régime monétaire fédéral avec l'adoption de l'*austral* (Théret, 2020a, p. 17).

Salta, Tucumán, La Rioja et Jujuy initient la première des trois vagues d'émissions, en émettant des bons adossés à l'*austral*. À partir de l'instauration d'une nouvelle caisse d'émission en lieu et place de la banque centrale, résultant de l'application du *plan de convertibilidad* de 1991, le pays sort de l'hyperinflation qui a mis fin à l'*austral*. Ce dernier s'échange sur la base d'un rapport de 10 000 *australes* pour une unité de la nouvelle monnaie, le *peso*. Dans les années qui suivant, huit nouvelles provinces, Catamarca, Córdoba, San Juan, Río Negro, Mendoza, Formosa, Misiones et Corrientes, auxquelles se rajoutent Jujuy et Tucúman, issues de la période précédente, mettent en circulation des quasi-monnaies dans un contexte de tension progressive des finances publiques. À partir de l'intensification de la crise de convertibilité en 2001, le phénomène apparaît de plain-pied dans le débat public en raison de la décision en 2001 de la province de Buenos Aires d'émettre le *patacón*, décision que répliquent rapidement les provinces d'Entre Ríos et le Chaco.

La fin de la convertibilité entre *peso* et dollar intervient dans un contexte de forte récession et de révoltes menaçantes pour les élites en place. En janvier 2022, la province de San Luis décide, dans ce contexte de forte dévaluation du *peso* d'émettre sa monnaie, le *san luis*. Chubut et Tierra del Fuego complètent en 2003 cette liste de six nouvelles provinces de la troisième vague, qui viennent se ranger aux côtés des douze provinces des deux vagues précédentes continuant ou reprenant leur activité d'émission [137]. Au total, les trois vagues sont ainsi constituées respectivement de quatre, dix puis dix-huit provinces [138]. À la fin de cette deuxième période, la majorité des vingt-quatre entités fédérés de la République argentine se sont dotées de leur propre quasi-monnaie fiscale (ibid., p. 23-47).

137 Salta, Tucumán, La Rioja, Jujuy, Catamarca, Córdoba, San Juna, Río Negro, Mendoza, Formosa, Misiones et Corrientes.

138 Pour être tout à fait exhaustif, il faut rajouter le *lecop*, émis directement par le gouvernement fédéralvia le *Banco Nac(i)on* déjà mentionné.

Encadré 3.2 : La première vague des quasi-monnaies provinciales

La première période de circulation de monnaies fiscales provinciales correspond au régime monétaire fédéral fondé sur le *peso moneda nacional*. En 1890 est créée une caisse d'émission arrimant le *peso* sur l'or suite à une double crise bancaire (faillite entre 1887 et 1889 des principales banques provinciales. Ces dernières étaient « garanties » par l'État, au sens où leurs billets avaient cours dans l'ensemble du pays et étaient couverts par des émissions d'obligations fédérales) et financière. Si ce nouveau régime monétaire permet de stabiliser la macroéconomie argentine, il se traduit par une centralisation de l'émission de la monnaie de cours légal et par une surévaluation du *peso*. Cela entraîne un phénomène de rareté monétaire pénalisant les provinces les plus éloignées du « port », c'est-à-dire Buenos Aires, qui fait office d'interface entre le pays et le reste du monde (Théret, 2020b). En 1899, un émigré autrichien dont les écrits sur l'« ordre économique naturel » sont une référence pour nombre d'expériences de monnaies sociales, y compris dans la MonedaPAR, Silvio Gesell, donne son nom à la réforme Gesell-Tornquist de 1899. Cette réforme réduit le taux de couverture en or des émissions de *pesos* de 100 % à 40 %, résolvant partiellement la rareté des moyens de paiement.

Dès 1904, cependant, une loi interdisant à la banque du trésor, le *Banco de la Nación Argentina* d'octroyer des prêts à l'industrie, à la construction de logements et au commerce modifie le rapport de forces entre les deux fractions principales de la bourgeoisie argentine. Même s'il s'agit d'une simplification pour les besoins de l'exposition et qu'il ne faudrait pas envisager cette division comme une opposition nette et tranchée, celle-ci se divise en fractions plus ou moins dominantes en fonction de leur accès au pouvoir d'État et de leur contrôle politique et économique du port de Buenos Aires (Peña, 2012 [1968-73]), dont le contenu socio-économique précis varie en fonction des périodes historiques.

Avant cela, brièvement favorisées par la réforme Gesell-Tornquist de 1899, les bourgeoisies provinciales qui sont alors les fractions dominées de la bourgeoisie argentine, les moins liées au commerce extérieur et aux intérêts économiques étrangers, se voient obligées de concéder du terrain suite à la loi de 1905. Les monnaies fiscales provinciales de la première vague d'émission sont introduites alors dans les provinces de Santa Fe, Corrientes, Santiago del Estero, Mendoza, San Juan, Tucumán, Salta et Jujuy, soit dans huit des vingt-quatre entités fédérées actuelles de la République (vingt-trois provinces et la *Cuidad Autonoma de Buenos Aires*). Il faut rappeler qu'avant la conquête des territoires des peuples indigènes, *mapuches* et autres, du sud de l'Argentine tout au long du xixe siècle, l'Argentine compte seulement quatorze provinces fédérées. Les émissions de monnaies fiscales provinciales concernent dès lors la majorité du creuset de la nation argentine, à l'exception de la cité de Buenos Aires. Dès 1890 et jusqu'en 1933, ces quasi-monnaies fonctionnent comme ainsi un outil des bourgeoisies provinciales dans la lutte asymétrique qui les oppose aux classes dominantes *porteñas*.

La génération suivante de monnaies provinciales est postérieure à l'émergence du péronisme, dans les franges les plus conservatrices duquel la fraction dominée de la bourgeoisie argentine trouve dans une certaine mesure une expression politique (Théret, 2020b). L'opposition entre bourgeoisies provinciales et bourgeoisie *porteña* qui contrôle le port et l'État reste valide : les premières introduisent des quasi-monnaies de façon à pallier leur illiquidité, d'autant que l'État fédéral ne leur verse pas toujours en temps et en heure la totalité des recettes fiscales qui leur est légalement dû.

Si l'assimilation de la MonedaPAR au *trueque* est problématique aux yeux de nombres acteur·ices, le rapprochement avec les quasi-monnaies va encore moins de soi :

> R *: D'ailleurs, comme tu as perçu cet épisode des quasi-monnaies et l'intervention ultérieure du FMI en sortie de crise ?*
>
> Lucas *: Alors oui, avant l'unification de la monnaie, il y avait douze [quasi]-monnaies voire plus, et le FMI les a toutes supprimées. Le problème des quasi-monnaies, et je suis sûr que tu es d'accord, c'est qu'elles ont été imposées… tout d'abord, c'était une imposition, ce n'était pas volontaire, en période de crise. Il y avait ainsi un mauvais biais, à l'inverse, quand le système est volontaire, c'est bien, même en période de crise, mais un système obligatoire est différent. Parce que si tu peux choisir de jouer dans un écosystème, personne ne t'oblige à l'utiliser. [Un tel système] a beaucoup plus de valeur, c'est pour ça qu'il faut essayer de découpler [la MonedaPAR] des systèmes obligatoires.*
>
> R *: Oui, la MonedaPAR serait plus proche des clubs de* trueque *que des quasi-monnaies.*
>
> Lucas *: Oui, même si les gens avaient des nécessités, ils entraient volontairement [dans les clubs de* trueque*). À l'inverse, les quasi-monnaies, c'était « à partir d'aujourd'hui le salaire est payé moitié en* pesos*, moitié en… ». Donc des mauvais souvenirs, tout le monde voulait s'en débarrasser.*
>
> *à* Entretien le 11 décembre 2019 avec Lucas, la quarantaine, membre de Waba puis de EOS Argentina, dans un bar du Microcentro, dans le quartier de Retiro.

Dans la première enquête par questionnaire réalisée auprès des membres de la communauté PAR de mars à mai 2021, c'est des quasi-monnaies provinciales que les 54 participant·es ont l'opinion la moins favorable par comparaison à leurs déclarations sur les crypto-monnaies ou sur les *créditos* des clubs de *trueque*[139]. Ainsi, on peut lire sur le graphique 3.13 que seul·es 14 % d'entre elles et eux déclarent avoir une opinion positive ou très positive de ces expériences monétaires atypiques.

[139] Voir le graphique 3.8 en page 129.

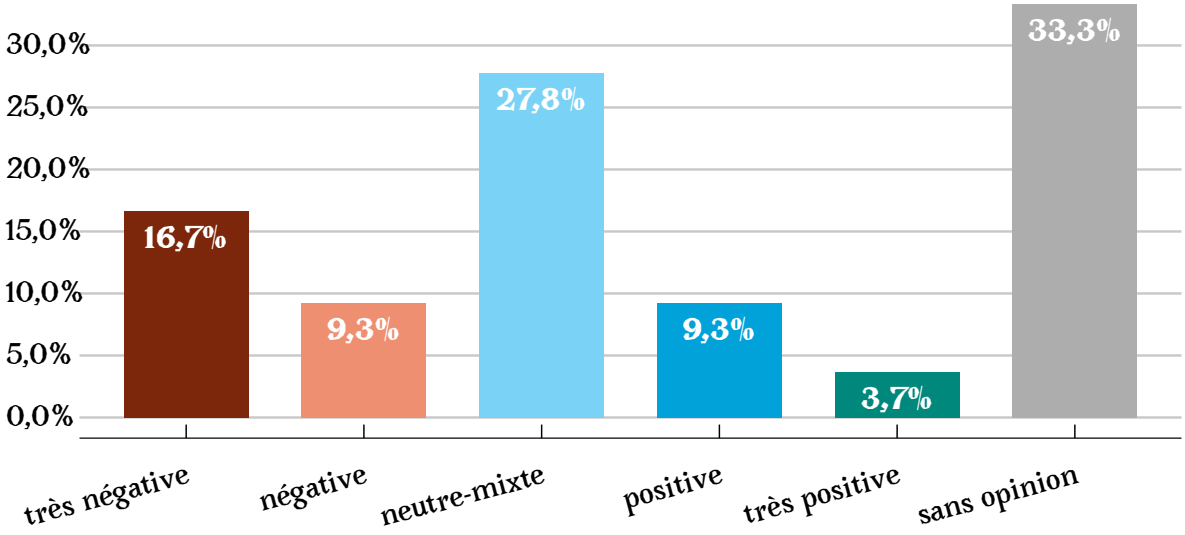


Fig. 3.13 - *Évaluation des quasi-monnaies (première enquête, mars-mai 2021).*

Réponses à la question « Quel bilan faites-vous des quasi-monnaies provinciales, comme le *lecop* ou le *patacón* ? »
Si l'on prend comme référence le nombre moyen de membres actif·ves dans le mois de mars à mai 2021, soit 308, les 54 répondant·es correspondent à un taux de participation de 17,5 %.
Source : élaboration propre à partir des données de la première enquête par questionnaire (mars-mai 2021).

De manière générale, il en est assez peu question sur les réseaux sociaux de la MonedaPAR (WhatsApp, Telegram, etc.). Une autre question de ce questionnaire portait d'ailleurs sur l'utilisation de monnaies alternatives antérieurement ou parallèlement à la MonedaPAR. Si nombre des 54 participant·es déclarent être passé·es par les clubs de *trueque*, voire pratiquer le *trueque directo*, soit un troc au sens strict, sans détour monétaire, tout au plus trois personnes soulignent avoir utilisé les monnaies provinciales.

Les entretiens semi-directifs réalisés auprès de membres de la MonedaPAR vont dans le même sens. La plupart des enquêté·es, dont la grande majorité vit à Buenos Aires, soit dans la ville, soit dans la province, connaît quelqu'un qui connaît les monnaies provinciales, mais ne les ont pas, pour la plupart, utilisées. Les raisons diffèrent : certain·es, dont le niveau d'instruction et la nature des emplois occupés dénotent d'un ensemble de capitaux relevant d'une position de classe relativement élevée, bénéficient en 2001 de contrats de travail suffisamment protecteurs lors de la période de circulation à grande échelle des monnaies provinciales, car ils et elles travaillent alors dans de grandes entreprises multinationales ; d'autres, dont le niveau d'instruction est plus faible et dont la trajectoire professionnelle est plus discontinue et relève d'une inscription dans l'économie informelle et/ou populaire, à des degrés divers, expliquent n'avoir jamais perçu de salaires en monnaies provinciales.

Le profil des enquêté·es qui annoncent avoir utilisé les monnaies provinciales est celui de travailleur·ses du secteur public, aux différents niveaux de l'appareil d'État et dans une diversité de statuts. La valorisation en entretien des monnaies provinciales est globalement négative : si Natalia, qui travaille alors dans une municipalité, souligne qu'« il y avait des gens pour les accepter et d'autres qui s'y refusaient », en réalité « ce que [tous] faisaient était de faire en sorte de se débarrasser des *patacones* le plus rapidement possible pour les échanger contre des *pesos* »[140]. Une autre enquêtée, María, rapporte que c'est plutôt sa mère, qui, travaillant à l'époque dans l'administration de la province de Buenos Aires, est payée en *patacones*. Elle précise immédiatement que « les gens ont une très mauvaise expérience des monnaies [provinciales] » à cause des *vivos*, ces opportunistes qui ont tiré profit des différents taux de change locaux entre *pesos* et *patacones* afin d'extraire des plus-values sur les opérations de change, dans une dynamique spéculative tout ce qu'il y a de plus classique (Saiag, 2016)[141].

Il est intéressant de noter que les seules personnes qui émettent une opinion à contre-courant – positive – sur les monnaies provinciales apparaissent avoir un goût prononcé pour l'aspect théorique des questions monétaires. C'est le cas par exemple de Mario, enseignant du supérieur retraité, auteur lui-même d'une proposition de système monétaire fondée sur l'étalon KwH : lorsqu'il était travailleur du secteur public, une partie de son salaire lui était payé en *patacón*. Tout comme María, qui, malgré son évaluation initiale négative, souligne que, dans son expérience propre, les *patacones* fonctionnaient très bien, il considère que les quasi-monnaies ont été un pis-aller utile, puisqu'elles ont « sauvé le pays d'un désastre ». C'est d'ailleurs pour cette raison que, selon lui[142], le FMI a posé comme condition à son soutien financier à la sortie de crise du pays le retrait de toutes les quasi-monnaies de la circulation, allant jusqu'à prêter des fonds au gouvernement pour faciliter ce rétablissement de l'unité de l'espace monétaire argentin[143].

Un autre type d'opinion sur les quasi-monnaies existe, venant de personnes intéressées par la MonedaPAR du point de vue des contraintes politiques partisanes auxquelles elles sont soumises du fait de leur action militante. C'est le cas de Miguel, élu en 2019 conseiller municipal dans une commune populaire de la banlieue de Buenos Aires, pour qui la MonedaPAR peut devenir un outil de politique municipale. Cela doit permettre de relâcher la contrainte budgétaire qui pèse sur les possibilités d'action et de transformation sociale de l'équipe municipale. Il souligne néanmoins qu'il ne faudrait pas susciter l'amalgame « dans l'esprit des travailleurs [qu'il] s'agirait au fond de remplacer l'argent physique [...] avec une monnaie virtuelle, ce qui nous ramènerait aux *patacones*, [une] époque très triste pour le pays »[144]. Recevoir des *patacones* a représenté en effet une seconde dévalorisation du salaire en raison de ces *vivos* spéculant sur les différences de taux de change d'un endroit à l'autre.

Au total, le précédent des monnaies fiscales provinciales est nettement moins présent dans les esprits que le sont les clubs de *trueque* et, lorsqu'il l'est néanmoins, hormis quelques cas atypiques, la mémoire qu'on en a est négative. Tant monnaies fiscales provinciales et clubs de *trueque* renvoient à la crise de 2001, aux difficultés économiques et à la pauvreté. Les monnaies fiscales provinciales sont associées à un changement subi et imposé. A l'inverse, les clubs de *trueque* restent rattachés à un choix, contraint, mais réel, au moins au niveau des représentations subjectives des acteur·ices :

140 En castillan, « *sacarnos los patacones de encima* » (entretien réalisé le 19 mars 2020 avec Natalia, 57 ans, prosommatrice et référente de Moreno, successivement employée municipale, au chômage et femme de ménage, sur l'un des lieux de *feria* du nœud de Moreno.

141 « S'il s'agissait de 100 *lecop*, ils leur donnaient une valeur de 50 *pesos* » (entretien le 30 novembre 2019 avec María, 65 ans, prosommatrice de Boedo, enseignante du secondaire retraitée, dans un bar dans le quartier de Flores, quartier « moyen » de Buenos Aires).

142 Entretien le 27 novembre 2019 avec Mario, 74 ans, fondateur de la MonedaPAR, au siège de la fédération graphique de la CGT de Buenos Aires, Gráficas, Microcentro.

143 En 2003, le FMI soutint la promulgation du décret 743/2003, dénommé « Programme d'unification monétaire », visant à « retirer les titres provinciaux [quasi-monnaies] » afin de « d'assurer la réunification monétaire et de garantir la circulation d'une seule unité monétaire ayant cours légal et caractère national ». Ce n'est pas tant « qu'il est impossible de faire une politique monétaire sans unité monétaire (car si c'était le cas, il ne pourrait pas ou ne devrait même pas y avoir de monnaies nationales), mais qu'un tel arrangement institutionnel va à l'encontre des besoins profonds du capital » (Féliz, 2004, p. 131). Sur cette nécessité structurelle d'unification monétaire, on peut se référer au livre de Bryan et Rafferty (2014). Les auteurs y analysent le développement des produits dérivés comme le dépassement de la multiplicité des monnaies nationales *via* la création d'une unité de compte commune endogène.

144 Entretien le 18 novembre 2019 avec Miguel, la trentaine, à Moreno, au cours de la réunion plénière de son mouvement, *Barrios de Pie*.

« même si les gens avaient des nécessités, ils entraient volontairement [dans les clubs *trueque*] ». Cela renvoie à l'idée du choix de l'« écosystème » que Lucas, technicien de la MonedaPAR, développe en entretien : « si tu peux choisir de jouer dans un écosystème, personne ne t'oblige à l'utiliser »[145].

[145] Entretien le 11 décembre 2019 avec Lucas, la quarantaine, membre de Waba puis de EOS Argentina, dans un bar du Microcentro, dans le quartier de Retiro.

S'ils partagent ainsi le même contexte d'émergence, les *créditos* du *trueque* et les *patacones* constituent deux formes polaires d'alternatives monétaires. Dans le premier cas, le *trueque* manifeste – au moins en partie – le souhait d'un « post-capitalisme » (Powell, 2006), c'est-à-dire la recherche d'une reproduction autonome des conditions matérielles d'existence de la population par elle-même. A travers la constitution d'espaces autonomes d'« auto-valorisation » (Cleaver, 1992), les travailleur·ses tentent de se soustraire de leur subordination réelle au capital, tentative facilitée par la crise de reproduction de ce dernier. Comme l'écrit Féliz (2004), « l'expérience de la croissance des monnaies sociales peut se comprendre comme une tentative autonome de la population de chercher à garantir la reproduction de sa propre vie en dehors [et non simplement contre] l'égide du capital ». Par delà les échecs ou les limitations, le *trueque* apparaît indubitablement comme un ensemble d'initiatives ressortant à l'autonomie des exploité·es. Parfois, ce projet de post-capitalisme se révèle n'être qu'un « capitalisme insignifiant » (Powell, 2006), reconduisant des logiques de domination au sein du réseau. Dans d'autres, comme à Poriajhú, non loin de Rosario, un « projet politique d'émancipation des pauvres fondé sur une vision de la solidarité et de la justice sociale inspirée par la théologie de la libération » (Saiag, 2016, p. 137) est consciemment mis en place, qui se traduit par un effort de nivellement des inégalités antérieures plutôt que par leur reconduction et leur amplification. Saiag montre cela prend notamment la forme d'une structure des prix relatifs en *créditos* différant des prix en *pesos* : « les prix relatifs des biens ne suivent pas des mouvements erratiques d'une *feria* à une autre ; ils dépendent de l'unité de compte dans laquelle les transactions sont libellées » (ibid., p. 113,).

A l'inverse, les quasi-monnaies sont introduites par les autorités provinciales (et parfois municipales) pour faire face à la fuite des capitaux, expression de la crise de reproduction du capital social dans le cadre institutionnel de la convertibilité, dont l'impact sur leurs recettes fiscales est fortement négatif. Parce que cela complexifie le bon fonctionnement des administrations, cela remet en cause leur légitimité comme pouvoirs publics face à la population. Le degré de rupture avec la subordination réelle du travail au capital est bien moins moindre – nulle, en réalité, puisqu'il s'agit de favoriser « le processus de production et reproduction à l'échelle restreinte [des] sphères d'influence [des autorités locales] » (Féliz, 2004, p. 128). C'est que l'entrée en crise de la convertibilité implique une divergence entre l'intérêt du capital social, le capital en général, et ceux de nombreux capitaux individuels. D'où la possibilité d'une lecture des monnaies fiscales provinciales comme moyen de résistance de la population, à travers ses représentant·es élu·es, de résister face à la dégradation de leurs conditions de vie : en apparence, les intérêts matériels des travailleur·ses et des capitaux individuels locaux peuvent sembler alignés. L'opposition politique centrale qui structure les initiatives de monnaies fiscales provinciales (Chelala, 2013) n'est pas entre classe capitaliste et classes populaires, mais entre classes populaires et bourgeoisie provinciale, d'un côté ; et classes dominantes du port de Buenos Aires, de l'autre.

Cela suggère que les monnaies fiscales provinciales relèvent de formes de politiques monétaires de collaboration de classe, dans lesquelles les travailleur·ses sont « enrôlé·es »[146] dans un conflit qui ne les concerne pas, dans la mesure où la finalité est la survie de certains capitaux individuels plutôt que d'autres; voire qui les dessert, puisque cette survie nécessite de résoudre la crise de rentabilité du capital, ce qui suppose une dévaluation des éléments du capital avancé, y compris les salaires. Et, de fait, les quasi-monnaies connaissent un rythme accéléré de dévalorisation, malgré leur adossement au système fiscal des autorités provinciales ou municipales, facilitant ainsi la réduction des salaires réels nécessaire à la reprise de l'accumulation. Cette tendance est d'autant plus nécessaire que le cadre rigide de la convertibilité ne laisse qu'une seule option pour dévaloriser en termes réels le *peso* : le taux de change nominal étant fixé, tout le poids de l'ajustement nécessaire retombe sur les prix, d'où la tendance déflationniste précédant le déclenchement de la crise en 2001. Les monnaies fiscales provinciales permettent d'amortir et suppléer à ce mécanisme d'ajustement délétère pour la reproduction du capital[147] *via* la réintroduction de la possibilité de leur dévalorisation, qui contribue à diminuer le coût unitaire du travail et donc à restaurer les conditions d'une reprise de l'accumulation.

[146] En castillan, « *acaudillado/as* ».

[147] De façon générale, la déflation est nettement plus menaçante pour la reconduction des rapports sociaux que l'inflation, tant que cette dernière ne se transforme pas en hyper-inflation.

3.3.3 Un devenir fiscal pour la MonedaPAR ?

La MonedaPAR apparaît prise entre la tentative de reproduire tout en les dépassant les logiques du *trueque* et des projets de l'intégrer à des circuits fiscaux locaux, ce qui la rapprocherait des quasi-monnaies. Ces deux formes d'éclatement de l'unité de l'espace monétaire argentin apparaissent, du point de vue de la théorie marxiste, comme opposées : ici, outils de réduction des salaires réels; là, espaces d'échanges (relativement) autonomes face au capital.

Dans ces conditions se consolide un dilemme : d'un côté, il est certain que l'articulation de la MonedaPAR avec les circuits fiscaux d'autorités municipales permettrait d'élargir la surface circulatoire de l'unité monétaire, renforçant ainsi sa fiabilité par le doublement de sa nature de signe de crédit par celle de signe de valeur réelle, en apportant au crédit mutuel le crédit des pouvoirs publics; d'un autre côté, cela peut impliquer la transformation qualitative d'une expérience qui se veut originellement outil de l'émancipation des travailleur·ses par les travailleur·ses et subordination de leurs priorités à celui des autorités municipales, dans lequel est, par construction, inclue la reproduction des capitaux individuels localisés dans leur sphère d'influence[148]. On retrouve dans une certaine mesure l'arbitrage entre extension et radicalité suggéré en introduction à propos des alternatives monétaires en général.

On peut noter par ailleurs que la MonedaPAR n'est qu'un projet parmi d'autres de Waba[149], qui réunit les techniciens en charge de l'infrastructure de la MonedaPAR. Elle relève de l'un des sept types d'*economic hubs* que ce groupe offre. Parmi ces « domaines divers dans lesquelles se rassemblent utilisateurs ou communautés partageant les mêmes besoins et objectifs »[150], la MonedaPAR est un exemple du pôle de crédit mutuel.

Il y a aussi les pôles de programmes de fidélité, dont une réalisation est le DisCoin à La Plata, d'économie circulaire, à l'exemple du JellyCoin dans la région de Misiones, d'énergie renouvelable, de crédit commercial, de

[148] Pour une conception alternative, qui fait des monnaies fiscales provinciales la préfiguration d'un fédéralisme monétaire pouvant être bénéfique pour des zones monétaires dysfonctionnelles comme la zone euro, on peut se référer à Théret (2015, 2018b) et Théret et Zanabria (2007). Le risque est d'en avoir une conception techniciste, se rapportant à une solution neutre permettant la réalisation d'un objectif consensuel, celui de « résoudre les problèmes de déséquilibre des finances publiques tout en promouvant le développement économique local » (Théret, 2020a, p. 14). Or, par développement économique local et en l'absence de formulation positive de rapports de production alternatifs, on comprend généralement accélération de l'accumulation locale de capital. C'est supposer que l'intérêt d'une minorité à la reconduction des rapports sociaux capitalistes est celui de tous·tes, là où il faut bien reconnaître le caractère irréductible des intérêts de classe (Féliz, 2004, p. 119).

[149] Voir le chapitre 3 en page 101 pour une présentation plus détaillée de ce regroupement à l'origine de la MonedaPAR.

[150] Voir `https://Waba.network/economic-hubs/#x-section-3` (consulté le 24 juillet 2022).

monnaie municipale et, enfin, de banques de temps. DisCoin est indépendant de la municipalité : il résulte de la coopération de plusieurs commerces locaux souhaitant inciter leurs client·es à dépenser localement en distribuant une certaine quantité d'unités monétaires à partir d'un volume d'achats déterminés, unités qui peuvent ensuite être dépensées dans les commerces adhérents au réseau.

JellyCoin, à l'inverse, est développée par les autorités locales. Il s'agit de rémunérer les gestes vertueux des habitant·es, en créditant leur compte d'un certain nombre d'unités monétaires lorsqu'ils et elles apportent la preuve de leur recyclage de déchets domestiques. Ces unités monétaires peuvent ensuite être utilisées pour régler des impôts locaux ou pour faire des achats dans des commerces de la ville.

Les quatre autres pôles n'ont pour l'instant pas donné lieu à des réalisations concrètes. Le pôle d'énergie renouvelable consiste à permettre aux habitant·es d'une localité donnée de s'échanger leur production d'électricité à partir de leurs installations de panneaux photovoltaïques, par exemple. Les ménages produisant un surplus d'électricité reçoivent autant d'unités monétaires que de KwH réinjectés dans le réseau, avec lesquelles ils peuvent acheter des marchandises des commerces locaux et/ou des ménages qui ne peuvent pas produire un surplus d'électricité. Le pôle de crédit commercial correspond à un classique crédit inter-entreprises (Ould-Ahmed, 2007), proche du système du WIR suisse, permettant à des entreprises de ne pas avoir à solliciter de prêts bancaires pour régler leurs fournisseur·ses.

Le pôle de monnaie municipale est directement relié aux autorités municipales, puisqu'il s'agit de récompenser des comportements fiscaux vertueux. Concrètement, lorsqu'un individu règle en temps et en heure son dû et/ou s'il effectue des heures de bénévolat dans les services municipaux, il reçoit des unités monétaires lui permettant de régler d'autres impôts et/ou de faire des achats dans des commerces locaux.

Enfin, le pôle de banques de temps ne présente pas d'innovations majeures par rapport aux systèmes déjà existants : toutes les heures de travail ont la même valeur, les participant·es peuvent utiliser une ligne de crédit d'heures de travail qui leur est octroyée à condition qu'ils et elles s'engagent à fournir des services utiles à la communauté.

L'articulation aux circuits fiscaux locaux des solutions d'alternatives monétaires élaborées par Waba fait dont partie intégrante de leur feuille de route. Néanmoins, la MonedaPAR n'est pas pensée par ses créateur·ices comme l'« economic hub » le plus directement reliée à l'activité des autorités municipales, à l'instar de leur formule de banques de temps, de programmes de fidélité ou de crédit commercial. Les trois autres formules sont connectées aux circuits fiscaux locaux, avec une nuance entre la monnaie municipale, où ils sont centraux, et les formules d'économie circulaire et d'énergie renouvelable, dans lesquels ils occupent une place secondaire.

Cependant, comparant la MonedaPAR avec le système de la municipalité de Marcos Paz [151], l'un des membres de Waba, Lucas, suggère que le différentiel de croissance provient de ce que la MonedaPAR n'a aucune articulation durable avec les autorités municipales et leurs circuits fiscaux :

151 Il s'agit également d'une crypto-monnaie accessible *via* l'utilisation d'un logiciel propriétaire fourni par l'entreprise Koibanx analogue à la *billetera* de la MonedaPAR. Voir `https://www.marcospaz.gov.ar/municipio2/municipio-columna-2/programas/item/2636-activos.html` (consulté le 24 juillet 2022) et pour un article de presse transféré sur les groupes de réseaux sociaux des membres de la MonedaPAR `https://www.cronista.com/finanzasmercados/Un-municipio-lanza-su-criptomoneda-para-impulsar-el-consumo-y-ahorrar-impuestos-20190703-0031.html` (consulté le 24 juillet 2022).

> Lucas : *Parce que si tu me demandes par exemple « pourquoi PAR n'a pas de dynamique de croissance forte ? », ce que je peux te dire, c'est : eh bien, personne ne s'attaque à la MonedaPAR, ce n'est pas un problème qui vient de l'extérieur, c'est un problème qui fait que pour diverses raisons ça n'en finit pas de devenir réellement dynamique. Tout d'abord parce que c'est très complexe, je le comprends parfaitement. Je pense qu'il a une capacité de croissance, comme dans l'exemple de Marcos Paz qui a de plus en plus d'utilisateurs,* Activos Marcos Paz, *parce qu'en fin de compte il y a un acheteur en dernier recours qui est l'État municipal, où c'est très pratique pour un individu de prendre les* Activos *pour payer les impôts. Et donc tout cela circule, la richesse locale reste locale, elle a son endroit. À l'inverse, PAR est isolé. S'il ne trouve pas la façon de boucler le modèle, il va lui être difficile de démarrer.*
>
> Entretien le 11 décembre 2019 avec Lucas, la quarantaine, membre de Waba puis de EOS Argentina, dans un bar du Microcentro, dans le quartier de Retiro.

De fait, des municipalités sont directement l'origine de certains des nœuds du réseaux. C'est le cas à Gualeguaychú, où le maire kirchnériste, Martin Piaggio, décide de l'introduction de la MonedaPAR à partir du second semestre 2018 dans une *feria* organisée sur le site de l'ancienne gare routière par les services municipaux. Ces derniers y tiennent un stand de fruits et légumes issus d'invendus, qu'ils revendent à bas coût et en MonedaPAR. Pas d'intégration dans les circuits fiscaux de la ville néanmoins : pour Juan, qui me détaille cette expérimentation qu'il suit jusqu'à sa clôture sur décision, à nouveau, du maire[152], son intérêt à l'implantation de la MonedaPAR est de pouvoir « savoir ce qu'il se passe dans sa ville », puisque toutes les transactions sont inscrites et accessibles sur la *blockchain*.

[152] Celui-ci y voyait d'abord et avant tout une expérimentation : son objectif, d'après Juan, est de se doter à terme d'un système monétaire parallèle réservé à sa ville.

La perspective est différente à Moreno. Le nœud est issu d'une présentation donnée à l'université locale par les fondateur·ices de la MonedaPAR. Une table exécutive[153] se forme rapidement, rassemblant différentes structures de la ville intéressées par l'expérience, à l'exemple de *Barrios de Pie-Somos Moreno*, le *Movimiento Evita*, le département d'*extención*[154] de l'université, qui est à l'initiative de l'organisation de la présentation par l'équipe des fondateur·ices. Les rassemble une opposition commune à l'ancien maire péroniste de la ville, Walter Festa, qu'ils jugent inscrit trop à droite du péronisme, bien qu'il soit associé à *La Campora*, une organisation kirchnériste créée depuis le pouvoir par le fils des Kirchner, Massimo. De fait, suite aux élections municipales de fin 2019, Walter Festa quitte son office. Ses opposant·es, kirchnéristes également mais situé·es plus à gauche, parviennent à la tête de la mairie, en soutenant Mariel Fernánadez. Militante kirchnériste proche du *Movimiento Evita*, elle est alors candidate pour le *Frente de Todos*, la coalition kirchnériste qui vient de remporter les élections présidentielles contre le président sortant Mauricio Macri. La première foire a lieu début janvier 2019. Par la suite, des foires ont lieu chaque semaine alternativement à la Plaza Franciscanos, à Paso del Rey, au club de sport Ascolta ou encore sur le terrain de la cellule locale de l'association *Gestará*[155].

[153] En castillan, *mesa ejecutiva*.

[154] C'est-à-dire d'articulation des activités de l'université avec la municipalité où elle se trouve.

[155] Elle se définit comme un « groupe d'entreprises sociales et de travailleur·ses autogestionnaires de la République Argentine », et s'inscrit dans « l'économie sociale, populaire, coopératrice et solidaire ». Voir leur page Facebook `https://www.facebook.com/gestaraorg/` (consultée le 19 août 2019) ou leur BlogSpot `https://gestaraorg.blogspot.com` (consultée le 19 août 2019).

D'après Miguel, militant de *Barrios de Pie-Somos Moreno* et devenu conseiller municipal de Mariel Fernánadez, la MonedaPAR doit permettre avec l'impulsion de la mairie de revitaliser les commerces locaux mis à mal par les grandes chaînes de distribution tout en assurant une rentrée

fiscale plus importante pour la mairie, puisqu'il serait plus difficile pour ces commerces de dissimuler leurs recettes en MPAR. De façon similaire à Gualeguaychú, l'idée est d'obtenir une plus grande visibilité pour les autorités municipales sur « ce qu'il se passe dans la ville ». Mais Miguel l'envisage directement comme « outil de politiques municipales » : il s'agirait d'inciter les producteur·ices locaux·les à déclarer correctement leurs revenus. Nombreux·ses sont celles et ceux, en effet, qui écoulent une partie de leur production sans la déclarer, de façon à conserver le statut de *monotributista* et de ne pas être enregistré·es par les services fiscaux comme entreprise. Le *monotributismo* est un statut analogue à l'auto-entreprenariat, et associé à un niveau d'impôts très nettement inférieur à ce que doit acquitter une entreprise. De par l'enregistrement de la MonedaPAR comme service d'ordre de paiement dans le cadre de la *Mutual Conexión*, il devient possible pour ces producteur·ices d'éditer des factures en *pares*, sur lesquelles ne s'appliqueraient plus les impôts liés au volume de ventes, tels que la TVA, l'impôt sur les profits, l'impôt sur les revenu bruts, etc.

Le calcul des organisations de la table exécutive du nœud de Moreno est que ces sommes économisées peuvent être suffisantes pour inciter une proportion non négligeable de producteur·ices à régulariser leur situation. Les recettes fiscales de la ville augmenteraient en raison directe du nombre de faux·ses auto-entrepreneur·ses qui reconnaîtraient être de réelles entreprises. En définitive, la MonedaPAR doit fonctionner comme un outil de transfert de ressources depuis l'État national, dont les recettes diminueraient, aux pouvoirs publics locaux[156].

Dans un second temps, il doit être ainsi envisageable de proposer aux habitant·es de régler leurs impôts locaux en *pares* et de passer tout ou partie des salaires des fonctionnaires municipaux en *par*. La mairie de Moreno est en effet« en faillite, et rencontre des problèmes sérieux pour régler les salaires [de ses fonctionnaires]. ». Le spectre des monnaies provinciales est néanmoins présent :

> Miguel *: Donc, dans ce contexte également, commencer à discuter d'une monnaie complémentaire peut générer une idée fausse chez les travailleurs, par exemple la crainte immédiate que l'argent physique tel que nous le connaissons soit remplacé par une monnaie virtuelle qui nous ramène aux* patacones*. C'était une période très triste pour notre pays et aussi une période de grande dévaluation des salaires. Nous ne voulons pas que cela se produise, nous ne voulons pas que cette panique ait lieu et nous voulons que la monnaie devienne un réel complément de l'économie. En d'autres termes, qu'elle soit quelque chose qui vient améliorer l'économie, et non quelque chose qui vient la remplacer. Si nous parvenons à susciter la confiance de la communauté de Moreno, il sera possible d'en faire un outil.*
>
> Entretien le 18 novembre 2019 avec Miguel, la trentaine, à Moreno, au cours de la réunion plénière de son mouvement, *Barrios de Pie*.

De fait, il devient sans doute d'autant plus impératif de récuser par avance l'assimilation de la MonedaPAR avec une monnaie fiscale municipale que la crise sanitaire et les tensions budgétaires qu'elle entraine relancent le débat sur l'opportunité d'utiliser des quasi-monnaies. Le maire kirchnériste de Zárate, dans la province de Buenos Aires, Osvaldo Cáffaro, annonce en juin 2020 la mise en circulation d'un bon municipal valant 100 *pesos*[157]. A la fin du mois, Tadeo García Zalazar, le maire de Godoy Cruz et adhérent à l'UCR, recommande au gouverneur de la province de

156 Comme me le fait remarquer Miguel, s'il y a bien une redistribution de revenu depuis la province et la nation en direction des municipalités, la loi de co-participation implique que ces ressources sont en réalité bien faibles : le nouvel exécutif à la tête de Moreno « a un besoin impérieux d'agrandir ces ressources ».

157 Cela doit permettre aux commerçant·es de la ville de régler leurs dettes d'impôts locaux qui s'accumulent sous forme d'aliments issus de leur production plutôt que de *pesos*. Ces bons pourraient ainsi être distribués par les autorités municipales de façon discrétionnaire aux administré·es. Ces dernier·es les dépenseraient dans les commerces débiteurs de la mairie, qui se verraient contraints de les accepter, pour ensuite les remettre à la mairie et annuler leurs dettes fiscales. Voir https://www.infobae.com/politica/2020/06/24/el-intendente-de-zarate-emitira-una-estampilla-por-valor-de-100-pesos-y-advierten-que-podria-funcionar-como-una-cuasimoneda/ (consulté le 25 juillet 2022).

Mendoza d'envisager l'introduction d'une quasi-monnaie si l'exécutif fédéral, désormais kirchnériste, se refuse à retourner à la province le montant des recettes fiscales nationales qui lui est pourtant dû en vertu de la loi de co-participation[158]

[158] Voir https://www.mdzol.com/politica/2020/6/17/tadeo-garcia-zalazar-la-cuasimoneda-es-la-herramienta-que-queda-86299.html (consulté le 25 juillet 2022).

Quelques mois plus tôt, en avril 2020, le gouverneur péroniste de droite Schiaretti de la province de Córdoba déclare la mise en circulation de 9 milliards de *pesos* de « *título de cancelación de obligaciones* », que la province peut utiliser pour régler ses fournisseur·ses, et que les habitant·es peuvent utiliser pour s'acquitter des impôts provinciaux [159] . A la même période, les gouverneurs de Chubut et Santa Fe informent la presse qu'ils envisagent également la réintroduction de titres similaires pour pallier la baisse des rentrées fiscales de leurs provinces.

[159] Voir https://www.lapoliticaonline.com/nota/125664-cordoba-lanza-su-cuasimoneda-y-se-espera-que-la-sigan-otras-provincias/ (consulté le 25 juillet 2022).

Dans chacun de ces trois premiers cas, ceux qui réintroduisent ce qui sont de fait des quasi-monnaies déploient également de grands efforts rhétoriques pour souligner qu'il ne s'agit pas de quasi-monnaies. Ils soulignent ainsi soit que les bons ne doivent pas circuler pas au-delà de leur finalité initiale (Zárate) ; soit qu'ils sont exclus des transactions commerciales (Córdoba) ; soit que la mise en circulation de cette nouvelle génération de quasi-monnaies ne répète pas les erreurs du passé (Godoy Cruz). Cela fait écho aux déclarations du président péroniste centriste Alberto Fernández, qui appelle à la prudence en avril 2022, rappelant que les quasi-monnaies sont « bannies en Argentine », qu'elles ont été « une urgence liée à la crise de convertibilité » et qu'il est nécessaire de « faire désormais preuve de prudence ».

En réaction à la diffusion de ces articles de presse sur les groupes WhatsApp de la MonedaPAR, certain·es membres réagissent en soulignant la différence essentielle entre la MonedaPAR et ces nouveaux schèmes de quasi-monnaies : se référant à l'initiative du mairie de Zárate, Roberto, du nœud de La Plata, affirme qu'ils « ne faisaient pas d'*estampillas* », nom que porte le bon de la mairie, et qu'il ne faut « surtout pas entrer dans ce débat ». Une autre personne, investie politiquement au centre-gauche, assimile néanmoins toutes ces alternatives monétaires à des projets « du peuple lui-même », minimisant les différences entre monnaies sociales comme la MonedaPAR et les quasi-monnaies initiées par les pouvoirs publics, l'assimilation étant facilitée par le fait que la plupart des politiques qui promeuvent le retour des quasi-monnaies (sans réellement l'assumer explicitement) sont kirchnéristes ou péronistes, c'est-à-dire, théoriquement, « du peuple »[160]. Quelques mois plus tôt, une autre remarque que cette nouvelle génération de quasi-monnaies n'a « rien à voir avec les monnaies sociales ». À propos spécifiquement du projet *cordobese*, elle souligne que cela permet surtout à l'exécutif provincial de boucler ses comptes en maintenant la même « structure économique conservatrice », conservatrice dans la mesure où, à la différence de la MonedaPAR, on y « promeut la thésaurisation »[161].

[160] Groupe WhatsApp *Comunidad PAR*, le 24 juin 2020.

[161] Groupe WhatsApp *Comunidad PAR Lateral*, 7 avril 2020.

Dans ces discussions fait alors retour la proposition de faire un pas de plus en direction du mutualisme, pour préserver l'autonomie de la MonedaPAR comme monnaie sociale et prévenir son assimilation aux quasi-monnaies. Il s'agirait non plus de simplement adosser le réseau à la *Mutual Conexión*, en incitant ceux des prosommateur·ices désireux·ses d'éditer des factures en *par* à devenir membres de la dite mutuelle, mais encore de se doter d'une structure de mutuelle propre pour la Fédération des Nœuds, l'organe souverain de la MonedaPAR. Dépasser le *trueque* consisterait alors à :

> *établir, au lieu d'un réseau de « nœuds », un réseau de « mutuelles », « institutionnalisant » ainsi les nœuds au sein d'un mouvement d'entraide qui fonctionne dans tout le pays, qui a déjà standardisé ses statuts et règlements, où il existerait également un système de « conventions inter-mutuelles », qui permettrait aux mutuelles existantes de conclure des conventions pour offrir à leurs membres des services d'échange et aux participants prosommateurs d'avoir accès aux services très variés de ces mutuelles.*
> Groupe WhatsApp *Comunidad PAR*, 23 janvier 2020.

Le fait que Mario Cafiero devient, après l'alternance de 2019, directeur de l'INAES, organisme étatique en charge notamment de la régulation des coopératives et des mutuelles, en plus des entreprises récupérées, facilite sans doute ce raisonnement. Toujours est-il que si elle est bien une dimension du programme initial des fondateur·ices de l'initiative, si elle resurgit comme possibilité parmi celles et ceux des membres de la MonedaPAR qui sont les plus lié·es aux autorités locales, l'articulation de la MonedaPAR avec les circuits fiscaux municipaux n'est pas réellement à l'ordre du jour ou, plutôt, ne dépasse pas vraiment le stade des discussions.

C'est sans doute le point sur lequel se fait sentir le plus l'écart entre projet et pratiques réelles. Les opinions des membres de la MonedaPAR sur ces quasi-monnaies varient, certain·es appréciant le caractère progressif d'un instrument qui a permis de résister à la crise, tandis que d'autres rappellent leur imposition par les gouvernements du haut vers le bas, qui s'est traduit par des pratiques d'évitement ou de renchérissement des prix exprimés en quasi-monnaie plutôt qu'en *pesos*. Le devenir fiscal de la MonedaPAR reste pour l'instant potentiel. Toutes ces discussions ont en tout cas la conséquence bien réelle de spécifier le contenu du dépassement que la MonedaPAR opère par rapport aux clubs de *trueque* : la voie mutualiste fait ainsi figure d'une forme d'institutionnalisation du *trueque*.

Conclusion

Reprenons tour à tour les trois « sources » de la MonedaPAR. Tout d'abord, elle naît comme projet de crédit commercial ou crédit inter-entreprises récupérées. Après avoir dépassé la relation salariale en éliminant la fonction de l'entrepreneur, les membres du MNER souhaitent en effet mettre de côté le banquier, en se dotant de leur propre système de financement. L'absence de synergies économiques évidentes rend néanmoins inutile cette monnaie « récupérée ».

Dans un second temps, ce projet d'un crédit commercial autogéré se transforme en une reconduction du *trueque*, tout en tentant d'en figurer un dépassement. La MonedaPAR apparaît dans cette perspective comme un crypto-*trueque* 2.0, qui doit en éviter les écueils. Mais l'assimilation avec le *trueque* reste périlleuse pour nombre de membres, qui préfèrent que la MonedaPAR soit vue comme une monnaie complémentaire et ne se cantonne pas à une monnaie sociale de l'économie populaire de subsistance, bref, qu'elle ne reste pas une « monnaie de pauvres ».

Enfin, des propositions d'arrimer la MonedaPAR aux autorités municipales émergrent, ce qui n'a en soi rien de très surprenant. Comme le note Bihr (2001a, p. 343), « l'éclipse de la forme métallique au projet des monnaies de crédit ne signifie nullement l'abolition de la contrainte monétaire, mais simplement une transformation de son mode d'administration corrélative de la transformation de la médiation monétaire elle-même : [...] le développement des monnaies de crédit en lieu et place de la monnaie métallique a pour condition nécessaire en même temps que pour contrepartie la substitution inévitable de l'État au marché comme médiation centrale par laquelle s'opère cette administration ». Même si l'État est déjà requis dans l'institution de la monnaie métallique, son rôle devient d'autant plus central que progresse la dématérialisation de la monnaie. *In fine*, c'est sur la dette publique, soit sur « la capacité de l'État à l'honorer, donc à lever des impôts, que repose la stabilité des régimes monétaires nés de la dématérialisation de la monnaie » (ibid., p. 344). La MonedaPAR, elle-même le fruit de cette tendance longue de dématérialisation des instruments monétaires, n'échappe pas à ses autres conséquences : « plus le capital s'empare de la médiation monétaire, plus il la plie aux exigences de son procès de reproduction, et plus il la fragilise, et risque de la compromettre, et, avec elle, sa propre reproduction; et plus, par conséquent, l'État joue un rôle décisif dans l'institution de cette médiation, et dans la garantie de la valeur, et, partant, dans la pérennité des conditions de la reproduction du capital » (ibid., p. 344).

Une façon potentielle de renforcer la valeur de ce signe de crédit qu'est la MonedaPAR consiste alors à l'adosser au crédit d'autorités publiques. Seule en effet la monnaie publique valide en dernière instance l'ensemble des signes de crédit, car toute monnaie de crédit est une monnaie privée. Même lorsqu'elles prennent la forme d'un crédit mutuel, les alternatives monétaires, en tant qu'elles sont émissions privées de monnaie qui doivent satisfaire les exigences de la sanction marchande, « ne peuvent donc absolument pas s'émanciper de la monnaie réelle, du système monétaire, même si c'est là leur tendance permanente » (ibid., p. 325), à l'image de la « monnaie de crédit [traditionnelle] et [du] système de crédit qui la développe. ». Cette incomplétude structurelle de la proposition d'émancipation par le crédit

mutuel, dès lors qu'il reste fondé sur la contrainte monétaire, implique une dépendance indépassable au *peso* et explique la récurrence des tentatives d'arrimer le crédit mutuel sur les circuits fiscaux des autorités publiques. Ainsi, la MonedaPAR entretient une relation d'équivalence fonctionnelle potentielle avec les monnaies fiscales provinciales : elle pourrait jouer un rôle similaire de consolidation financière des autorités locales.

Mais l'association des monnaies fiscales avec une dévalorisation de la force de travail imposée de façon verticale par ces mêmes autorités ne joue pas en faveur de l'identification sans médiation de la MonedaPAR à cette forme spécifique d'alternative monétaire qui s'inscrit dans l'histoire longue de l'Argentine. Par ailleurs, et on le verra plus en détail lorsqu'il s'agira de revenir sur la genèse des différents groupes locaux, la MonedaPAR se développe à côté et parfois dans une certaine opposition aux espaces politiques déjà constitués. Une défiance vis-à-vis de l'État transparait dans les discours de nombre de prosommateur·ices dans les groupes sur les réseaux sociaux [162] : il ne faut pas « tout attendre de l'État » et sortir de la logique de lui « réclamer son intervention » pour construire la « communauté organisée ». Ce choix des termes est en soi paradoxal, puisque *La Comunidad Organizada* est justement un livre important de Perón ([1949] 2008), dont l'héritage politique est fortement associé à l'intervention étatique pour favoriser l'organisation de la communauté grâce au leadership du *conductor*.

[162] Certain·es membres de la MonedaPAR optent lors des élections présidentielles de 2015 pour le socialisme argentin, une sensibilité politique allant du centre-gauche au centre-droit et non-péroniste, au premier tour, car ils et elles sont rebuté·es par ce qui apparaissent comme les « dérives autoritaires » de la fin du mandat de Cristina Kirchner.

L'option privilégiée pour transformer en réalité ce projet de dépassement par la *blockchain* du *trueque* et de construction d'une monnaie complémentaire à échelle nationale indépendante de toute identification partisane trop évidente se révèle être ainsi l'approfondissement de la voie mutualiste. Un retour au point de départ, donc, puisque les entreprises récupérées peuvent être incluses dans le mouvement mutualiste au sens large, mais un retour seulement apparent, dans la mesure où le mutualisme est traditionnellement l'aile la plus réformiste du mouvement ouvrier tandis que le MNER se veut, au moins au niveau des discours, porteur d'un projet de bouleversement des rapports sociaux dans le sens de l'« économie des travailleur·ses ».

Néanmoins, on peut retirer de l'analyse du développement en trois stratégies successives de la MonedaPAR la chose suivante : s'il est toujours possible de refuser la convertibilité d'une monnaie alternative avec un autre signe monétaire (signe de valeur ou signe de crédit) plus fiable, à l'image de la MonedaPAR, où il n'existe en théorie aucun marché de change, c'est au prix du confinement de l'initiative à un développement confidentiel. La seule possibilité d'échapper à ce dilemme, si l'on en s'en tient à une économie marchande impliquant la centralité de la sanction monétaire, reviendrait à postuler l'existence d'un système économique parfaitement autonome, soit verticalement intégré, ce qui n'est par définition jamais le point de départ des alternatives monétaires, mais ce vers quoi certaines peuvent tendre.

Il est important de souligner que c'est la volonté de conserver les médiations marchandes qui implique la nécessité de la convertibilité de fait avec le *peso* dont on voudrait pourtant s'autonomiser. « L'utopie qu'un jour il n'y ait que la MonedaPAR, et très peu de *pesos* » [163], dont Natalia, référente et membre d'une des *ferias* du nœud de Moreno, formule le souhait, est structurellement compromis par la reconduction des médiations marchandes qu'implique nécessairement la volonté de construire un marché

[163] Entretien réalisé le 19 mars 2020 avec Natalia, 57 ans, prosommatrice et référente de Moreno, successivement employée municipale, au chômage et femme de ménage, sur l'un des lieux de *feria* du nœud de Moreno.

non capitaliste, un marché juste, idéal, en opposition tant au marché idéel de la théorie économiste dominante, où les prix sont censés dire le Vrai des relations sociales, et le marché réel capitaliste, qui dissimule mal son rôle essentiel dans l'exploitation des un·es par les autres. Pas vraiment d'alternative ici, tout au plus une complémentarité qui menace le projet initial. Cependant, comme on le verra au chapitre 6 en page 277, à côté de la reconduction des médiations marchandes, on peut repérer dans les pratiques des acteur·ices de la MonedaPAR l'émergence de modalités non marchandes de validation sociale des travaux privés et de mises en équivalences des différentes activités les unes avec les autres : bref, on peut identifier des mécanismes régulateurs non marchands, qui permettraient d'émanciper le crédit mutuel de la sanction monétaire s'ils sont développés plus complètement.

Avant d'en venir à ce point crucial et après avoir envisagé l'hybridation de trois formes d'alter-économie (entreprises récupérées, clubs de *trueque*, monnaies fiscales) qui constituent le creuset de la MonedaPAR, il est temps d'évaluer une dimension essentielle de cette promesse de création d'un marché solidaire, marché non capitaliste inscrit dans une forme d'économie morale. Il s'agit de la question de la gouvernance de cet objet hybride qu'est la MonedaPAR, puisqu'elle est à la fois monnaie sociale, faisant la part belle à la démocratisation de la gestion de l'institution du compte et du paiement dans sa forme marchande, et crypto-monnaie, associée à l'inverse à l'utopie d'une institution monétaire entièrement régulée par le code, sans intervention humaine.

chapitre 4

Une gouvernance alternative, entre *crypto* et *social* ?

C'est à l'intersection de trois groupes aux caractéristiques fortement divergentes, le Mouvement National des Entreprises Récupérées (MNER), l'Observatoire de la Richesse Padre Arrupe et des crypto-enthousiastes de l'*Espacio Bitcoin* que naît La MonedaPAR. Ces trois groupes à l'origine de l'initiative ne correspondent pas à ses trois sources, qu'on a identifiées au chapitre précédent, hormis le Mouvement National des Entreprises Récupérées[1], qui renvoie directement aux entreprises récupérées. L'Observatoire de la Richesse Padre Arrupe[2] et les membres de l'*Espacio Bitcoin* originellement regroupés dans cette agence dénommée Waba déjà évoquée[3] sont spécifiques à la MonedaPAR. Le premier groupe, dont les membres s'inscrivent dans l'opposition kirchnériste, c'est-à-dire péroniste de gauche ou centre-gauche, au pouvoir macriste, semble en apparence bien loin du second, inscrit de plain-pied dans l'écosystème crypto en Argentine, à l'idéologie libertarienne diffuse, visant à « retirer le pouvoir aux États »[4].

Si le MNER représente le premier champ d'application de la MonedaPAR, les crypto-enthousiastes sont à l'origine de son infrastructure technique tandis que les figures visibles de l'initiative proviennent de l'Observatoire : Mario Cafiero, au premier chef, mais aussi Juan et quelques autres. Si des superpositions partielles existent entre ces deux derniers groupes, reste que ceux et celles de leurs membres initialement rattaché·es à l'*Espacio Bitcoin* constituent la partie « technique » du réseau tandis qu'aux second·es reviennent de fait les décisions « politiques ». Cela pose d'emblée le problème des relations entre ces deux modalités de gouvernance de l'initiative, c'est-à-dire celui des pouvoirs relatifs du « technique » et du « politique » et de la façon dont leur articulation impacte les modalités de développement de la MonedaPAR. Établir une séparation stricte entre des choix techniques en apparence « neutres » et des décisions collectives fondées sur des prises de décisions démocratiques apparaît à bien des égards artificiel.

Ce chapitre est consacré à la façon dont la gouvernance de la MonedaPAR se stabilise progressivement comme résultat des interactions entre ces trois regroupements. Les objectifs sont en effet différents : se doter d'un système de financement autogéré pour le MNER qui permettrait de pallier en partie les difficultés structurelles rencontrées par le secteur des entreprises récupérées et, probablement, renforcer le poids du MNER au sein de ce même secteur face aux organisations concurrentes ; élaborer un outil de résistance économique destiné à l'ensemble hétérogène des acteur·ices pénalisé·es par les politiques d'inspiration néolibérales de Mauricio Macri pour les syndicalistes, politicien·nes d'opposition et intellectuel·les critiques réunis dans l'Observatoire de la Richesse, afin de préparer peut-être l'après-Macri ; lancer une agence de solutions crypto-monétaires dont la MonedaPAR doit être le premier cas d'usage et donc la vitrine publicitaire pour les membres de l'*Espacio Bitcoin* qui se regroupent d'abord dans Waba et, suite à des conflits internes et un changement de composition de l'équipe, dans *EOS Argentina*. Compte tenu des orientations idéologiques et des intérêts parfois proches mais distincts de ces trois groupes, la question se pose de savoir comment cet improbable « Bitcoin péroniste » a pu voir le jour.

Après les avoir présentés plus en détail et retracé leurs positions initiales et leurs points de convergence, le constat d'une double gouvernance à la fois technique et sociale de la MonedaPAR s'impose (section 4.1). Si ce n'est peut-être pas tant une originalité de l'initiative parmi les différents systèmes monétaires alternatifs, on peut supposer que la dichotomie entre les deux

1 `http://www.mner.com.ar` et `https://www.facebook.com/MovimientoNacionalDeEmpresasRecuperadasMner` (consultées le 24 février 2022).

2 `https://observatorio-riqueza.org` (consultée le 24 février 2022)

3 `https://Waba.network` (consultée le 24 février 2022).

4 Entretien le 11 décembre 2019 avec Lucas, la quarantaine, membre de Waba puis de EOS Argentina, dans un bar du Microcentro, dans le quartier de Retiro.

gouvernances est renforcée à la fois par le caractère relativement complexe de l'infrastructure technique par rapport à d'autres monnaies alternatives et, peut-être avant tout, par la promesse d'une démocratisation de la technique qui accompagne et motive le choix d'une technologie permettant, en théorie, une décentralisation absolue du système de paiement. Tant le Sardex, en Italie, que le WIR suisse ou encore l'Eusko dans le pays Basque, pour ne citer que trois cas de monnaies alternatives au poids important en raison de leur taille, reposent à l'inverse sur une comptabilité centralisée qui n'a pas vocation à être particulièrement scrutée minutieusement par ses membres.

Loin de dépasser le problème du pouvoir des experts et de permettre une véritable démocratisation de la technique, le choix de la technologie *blockchain* exacerbe les tensions entre gouvernance sociale et gouvernance technique. C'est peut-être qu'à défaut de les résoudre, ces tensions en viennent à être posées explicitement. Ce qui rend cela possible est notamment le fait que la MonedaPAR ne repose pas sur le même type de *blockchain* que l'exemple canonique des crypto-monnaies. Là où le Bitcoin mobilise un mécanisme de consensus dénommé PoW, pour preuve de travail, la MonedaPAR se construit sur la *blockchain* de Bitshares, qui incorpore un mécanisme de consensus fondé sur la DPoS ou preuve de participation déléguée. La dimension institutionnelle du Bitcoin, précisément en vertu de ce choix d'un mécanisme de consensus individualisant et superficiellement « neutre », n'est pas apparente[5]. À l'inverse, la DPoS de Bitshares repose sur des processus d'élections permanentes et fait la part belle à une concurrence institutionnalisée entre les acteur·ices du réseau. La MonedaPAR, qui se construit sur la *blockchain* Bitshares, ne s'inscrit pas dans ce qui apparaît le stéréotype de l'univers crypto. La technologie doit permettre de meilleurs processus démocratiques de délibération et de décision en garantissant une information de qualité et en temps réel sur l'état du réseau. On peut se poser néanmoins la question à la fois du coût d'entrée de cette « transparence » et cette « fiabilité », qui doivent faire de la MonedaPAR tout autre chose que le vieux *trueque*, ainsi que de ses effets en termes de pouvoir. La transparence absolue tend-elle à dissoudre toute possibilité de situations de domination ou, au contraire, peut-elle reconduire des formes de pouvoir par d'autres moyens ? C'est finalement poser la question de la dimension politique de la technique (section 4.2).

[5] Bien qu'elle soit tout à fait présente et effective, au point qu'on a pu parler d'une « économie politique du Bitcoin » (Rolland et Slim, 2017).

Après avoir présentée l'infrastructure technique de la MonedaPAR, il s'agit enfin de détailler la façon dont elle est doublée par une gouvernance « sociale » reposant sur des assemblées délibératives et de mandats plus ou moins impératifs dans une logique d'auto-gestion qui s'apparente à une forme de démocratie directe. En effet, s'il existe des élections permanentes dans la *blockchain* Bitshares, tout d'abord, les membres de la MonedaPAR en sont de fait exclu·es, les techniciens seuls interagissant avec le reste de la *blockchain* dans le cadre d'un mandat implicite jamais réellement formalisé. Par ailleurs, le type de démocratie incarnée par Bitshares est de type censitaire, puisque le nombre de vote dont dispose un individu résulte du montant de ses avoirs monétaires, ce qui va à rebours de l'idéal de démocratie directe qui régit la structuration de la gouvernance « sociale ». Enfin, un écart apparaît entre le double objectif de décentralisation et de transparence et, d'une part, la réalité des pouvoirs dont jouissent théoriquement les administrateurs, tous de genre masculin, des comptes de référence du système, *gobierno-par* et *propuesta-par*, ainsi que,

d'autre part, les nécessités de la construction d'un système montaire alternatif (section 4.3).

4.1 Un improbable « Bitcoin péroniste »

Tant les membres de l'*Espacio Bitcoin* que les participant·es de l'Observatoire de la Richesse partagent avec le MNER une certaine distance vis-à-vis de l'interventionnisme étatique. On a évoqué les relations conflictuelles du MNER avec le pouvoir kirchnériste, ainsi que l'inscription dans le mutualisme de l'« anarcho-péroniste » Mario Cafiero, inscription qui se manifeste dans les discussions internes dans la volonté de faire de la MonedaPAR un dépassement mutualiste du *trueque*.

L'objectif est de conjuguer institutionnalisation pérenne et autonomie politique : un *trueque* durable car mutualiste. Même les militant·es des organisations politiques proches de la MonedaPAR, lorsqu'ils et elles prennent la tête de certaines mairies, comme à Moreno, expriment une certaine distance critique vis-à-vis des échelons fédéral ou provincial : la perspective d'articuler la MonedaPAR aux circuits fiscaux locaux consiste à imposer de fait un transfert de ressources fiscales des niveaux les plus élevés des pouvoirs publics vers l'échelon municipal[6].

[6] Voir la section 3.3.3 en page 151 pour plus de détails.

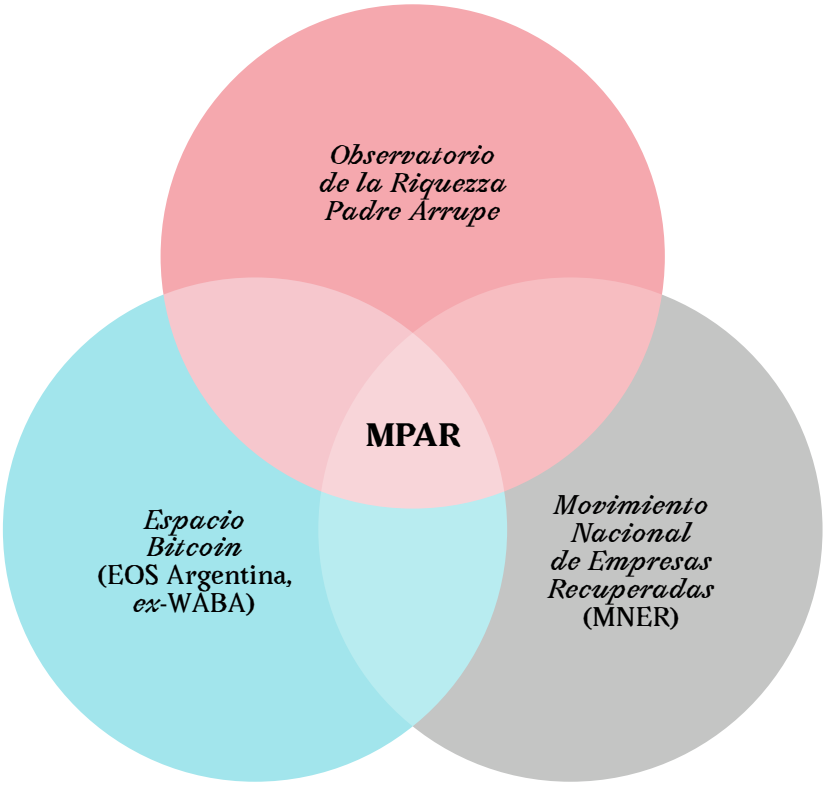


Fig. 4.1 - *Les groupes fondateurs de la MonedaPAR en 2017.*

Dans un premier temps, il s'agira de revenir plus en détail sur cette forme spécifique de péronisme qui est celui des référent·es politiques de l'expérience. Ce péronisme relativement libertaire permet d'opérer une convergence avec des individus souvent politisés à gauche ou au centre-gauche, mais qui ne se reconnaissent pas entièrement dans l'univers symbolique péroniste traditionnel (sous-section 4.1.1). On présentera ensuite les membres de Waba comme la « tendance sociale » de l'écosystème crypto en Argentine, en dépit de l'idéologie libertarienne qui le sous-tend (sous-section 4.1.2). Enfin, on suggérera qu'en raison de leur caractère « hétérodoxe » au sein de leurs propres champs, ces deux composantes dont la réunion donne naissance à la MonedaPAR sont en réalité connectées, bien

de façon relativement distante, et sans que cela ne réduise un certain « choc culturel » lors des premières rencontres (sous-section 4.1.3).

4.1.1 Un péronisme libertaire et écologiste ?

L'idée originelle est de sécuriser des sources alternatives de financement pour cette fraction spécifique du mouvement ouvrier organisé que sont les entreprises récupérées. La séquence politique en Amérique Latine est celle de la fin de la « vague rose » des gouvernements progressistes d'orientation de centre-gauche, remplacés les uns après les autres par des équipes d'inspiration néolibérale.

Macri est ainsi l'un de ces présidents-entrepreneurs, qui, à l'instar de son homologue chilien, Piñera, parviennent au pouvoir alors que s'est clôt le cycle haussier des prix des matières premières. Ce niveau élevé des *commodities* a contribué à la viabilité des politiques réformistes des gouvernements précédents, puisqu'il a créé des marges de manœuvres budgétaires suffisantes pour ménager les classes dominantes tout en finançant des programmes d'ouverture et de consolidation de droits sociaux.

C'est ce passage de relai entre progressisme et néolibéralisme qui incite des figures de la nouvelle opposition à se regrouper au sein de l'Observatoire de la Richesse Padre Arrupe et à s'associer au Mouvement National des Entreprises Récupérées, l'organisation historique qui rassemble à l'origine l'ensemble des entreprises récupérées par leurs travailleur·ses. D'après son site, l'Obervatoire de la Richesse a pour objectif de contribuer à l'édification d'un « nouveau système financier et de communication mondial »[7].

[7] Voir `https://observatorio-riqueza.org` (consulté le 30 juillet 2022).

Le dirigeant du MNER, Eduardo « Vasco » Murúa, et Mario Cafiero, deux fois député national et fils d'un des ministre de l'Économie de Perón, entretiennent une « relation d'amitié, en lien avec le politique »[8]. Il m'explique qu'il s'est rendu à Rome avec d'autres proches de Cafiero pour rencontrer le Pape François. Bien que cela soit tout à fait invérifiable, ce serait de cette rencontre avec leur compatriote argentin, et grâce aux affinités politiques de ce dernier avec le péronisme argentin, que surgit pour la première fois l'idée d'une monnaie sociale spécifique aux *recuperadas*.

[8] Entretien le 20 novembre 2019 avec Eduardo « Vasco » Murúa, la soixantaine, dans son bureau de l'IMPA, une entreprise récupérée historique et siège du MNER.

L'inscription confessionnelle du MNER et de l'Observatoire ne doit ainsi pas être exagérée, mais pas non plus minorée. Eduardo Murúa, qui fait partie des membres de l'Observatoire, raconte en entretien comment l'idée de constituer l'Observatoire de la Richesse est née :

> R *: Par où sont passés les premiers contacts ?*
> Murúa *: [...] En fait, nous étions allés voir le Pape, et nous avions discuté [avec lui] de fonder un observatoire [...]. Nous nous disions que, che, c'est très bien d'étudier la pauvreté, l'Église se charge toujours d'étudier la pauvreté et ce genre de choses, mais nous, nous allions étudier où est la richesse, nous allions observer comment est répartie la production. À partir de ceci, nous avons formé l'observatoire de la richesse.*
>
> Entretien le 20 novembre 2019 avec Eduardo « Vasco » Murúa, la soixantaine, dans son bureau de l'IMPA, une entreprise récupérée historique et siège du MNER.

Amanda, une juriste qui accompagne Murúa et est présente dès les origines du projet, précise que ce voyage n'a pas été seulement l'occasion de fonder cet observatoire :

> R *: C'est [Mario Cafiero] qui a eu l'idée [de la MonedaPAR] ?*
> Amanda *: Oui, et non, en fait l'idée vient du Pape François. Ils sont allés rendre visite au Pape François, les entreprises récupérées, Vasco Murúa, et cet homme, Guillermo Robledo qui est à l'Observatoire de la richesse [...] Eh bien, le Pape nous a proposé, je n'y suis pas allée évidemment, mais eux si, le Pape a proposé un système qui est utilisé en Suisse et des gens de Suisse nous ont conseillés sur la façon de surmonter la crise. La Suisse ! Alors que nous les voyons comme ce pays du premier monde, qui est impressionnant dans sa façon de gérer ses finances. Eh bien, la Suisse, pour surmonter les difficultés qu'elle rencontre, comme tout autre pays, doit les surmonter avec une monnaie alternative. Ils nous ont donc conseillés et une équipe de nos techniciens a mis au point le système.*
>
> R *: Ces techniciens viennent-ils en partie de Suisse ?*
> Amanda *: Non, ce sont les nôtres, les gars, ils sont d'ici mais ils connaissent tout le système. Les Suisses ont conseillé les nôtres et ont élaboré un modèle qui correspond à notre idiosyncrasie, à notre réalité d'entreprises récupérées.*
>
> Entretien le 5 août 2018 avec Amanda, la quarantaine, élève juriste, collaboratrice du MNER et membre fondatrice de la MonedaPAR, dans un bar du Microcentro.

Ainsi, une dimension de la matrice originale de la MonedaPAR a à voir avec la doctrine sociale de l'Église catholique. Cette convergence entre une extrême-gauche anticapitaliste représentée par le MNER et l'Église catholique peut apparaître surprenante. Néanmoins, d'une part, cette convergence représente également une réalité politique française (Pelletier et Schlegel, 2012). D'autre part, la théologie de la libération, incarnée par exemple par le Mouvement des Prêtres pour le Tiers Monde, tient sa source en Amérique Latine. Il s'agit cependant d'un récit de récit, dont la valeur est sans doute moins documentaire que symbolique : la MonedaPAR apparaît alors inscrite dans la doctrine sociale de l'Église et son souci affiché des « humbles »[9].

Il faut rappeler en effet que l'Argentine est un pays de confession catholique, et non un pays laïc, et que le péronisme entretient des liens forts avec l'Église. Ainsi, l'extrême-droite péroniste peut tout autant avoir des relais ecclésiastiques que l'extrême-gauche des *Montoneros*. Le Père Mugica (1930-†1974) a été l'une des figures du mouvement des prêtres pour le Tiers-Monde, courant de la théologie de la libération. Assassiné en 1974 par la Triple A, organe de répression des mouvements gauchistes associant militant·es de l'extrême-droite péroniste et membres des forces de sécurités argentines, il a entretenu des relations avec les futur·es chef·fes *Montoneros*, comme Mario Firmenich (1948-), un temps membre de la Jeunesse Étudiante Catholique dont Mugica était l'un des conseiller·es spirituel·les. Les *Montoneros*, le plus important des mouvements politico-militaires d'extrême-gauche péroniste à l'époque de la dernière dictature civico-militaire, trouve ainsi ses origines dans la convergence de militant·es issu·es d'une scission de Tacuara, mouvement nationaliste étudiant[10], et du mouvement des jeunesses péronistes des provinces de Buenos Aires, Santa Fe et Córdoba[11].

Le MNER s'inscrit explicitement dans cet héritage *montonero*. Un exemple parmi d'autres : dans une vidéo sur la page Facebook du MNER[12], on voit Hugo Chávez, lisant la lettre qu'il a reçue de la part d'Eduardo Murúa.

[9] En castillan, *gente humilde*. Les animateur·ices de la théologie de la libération défendaient la nécessité de la lutte armée contre les gouvernements autoritaires ou dictatoriaux et reprenaient à leur compte certains concepts marxistes. Le Pape François entretient néanmoins un rapport ambigüe avec ce courant (Löwy, 1998).

[10] Ces dernier·es concluent ainsi un long cheminement de l'extrême-droite volontiers antisémite et cléricale vers une version d'extrême-gauche du catholicisme, représentée précisément par la théologie de la libération.

[11] Ces liens entre extrême-gauche péroniste et réseaux ecclésiastique inscrits dans la théologie de la libération sont aussi un facteur de différenciation avec les courants d'extrême-gauche non péroniste, comme le PRT-ERP. Voir la section 2.4 en page 91 pour plus de détails sur l'espace politique argentin et sa bi-dimensionalité spécifique.

[12] Voir `https://fb.watch/bn6lQqlJls/` (consultée le 24 février 2022).

Ce dernier signe : « d'un Argentin péroniste et *montonero* ». L'objectif du MNER, d'après cette même lettre, est de créer un « nouveau système économique capable de dépasser le capitalisme qui ne génère qu'exclusion et mort ». L'option est donc plus explicitement anticapitaliste que du côté de l'Observatoire de la Richesse, où prévaut une orientation simplement anti-financière, mais la direction est similaire.

Le Pape François s'inscrit certes moins dans la théologie de la libération que dans ce qui pourrait être un centre-gauche de l'Église argentine. Critique des politiques néolibérales de Macri, il appelle néanmoins les fidèles argentin·es à s'opposer au projet de dépénalisation de l'avortement porté par le mouvement féministe. Les prises de position du Pape François reviennent ainsi souvent dans les groupes de discussions de la MonedaPAR. Par exemple, sur le groupe *Comunidad PAR*, groupe WhatsApp inter-nœuds, un membre du nœud de Boedo relaie un communiqué du Pape en pleine crise sanitaire exhortant les « mouvements populaires » de travailleur·ses dans le secteur informel à discuter de l'option d'un « salaire universel » devant permettre de reconnaître la contribution essentielle de ces travailleur·ses invisibilisé·es [13]. Presqu'un an plus tôt, la MonedaPAR est présentée sur le groupe WhatsApp des fondateur·ices comme l'un des outils qui permettrait à l'« économie de Francisco » de devenir une réalité [14].

De fait, Juan m'apprend que l'opposition originelle de Mario Cafiero à la légalisation de l'avortement « libre, gratuit et sûr », résultant de sa proximité avec un secteur de l'Église certes de centre-gauche mais néanmoins conservateur, constituent probablement un frein à l'incorporation de nouveaux·lles membres à l'initiative [15].

Cet obstacle n'est manifestement pas absolu, comme en témoignent les réponses aux questions sur l'orientation politique de la première enquête, où la référence au féminisme est récurrente. Les 54 participant·es pouvaient donner jusqu'à trois qualificatifs décrivant leurs conceptions. 18 n'ont en donné aucun, 24 en ont donné un, et les 12 restant·es ont indiqué trois qualificatifs. Il faut être très prudent avec, d'une part, l'ensemble des biais inhérents à un questionnaire sur lequel il est impossible d'opérer des opérations de redressement statistiques afin de viser une forme de représentativité de la population générale des membres de l'initiative et, d'autre part, en vertu de la nature de la question elle-même. Celles et ceux qui n'ont pas répondu à la formulation « comment te définirais-tu au niveau politique ? » ne sont pas nécessairement dépourvu·es de toute opinions politiques. Il est très probable qu'une partie importante n'ait tout simplement pas souhaité répondre.

On peut néanmoins supposer que les répondant·es de l'enquête font partie des plus impliqué·es dans la communauté PAR au moment de l'enquête (deuxième trimestre de 2021). Des opinions exprimées ressort une inscription très nettement marquée au centre-gauche, avec une fréquence similaire de positions non-péronistes [16] de centre-gauche et de positions péronistes. La référence écologiste est centrale, tout comme l'influence des idées libertaires compatibles avec le mutualisme et le coopérativisme. De façon légèrement surprenante, un nombre non négligeable de répondant·es se déclare anticapitaliste, voire trotskiste.

On peut donc conclure que les participant·es, à l'époque, se répartissent au sein de l'espace politique bi-dimensionnel argentin de part et d'autre de la partie gauche de l'axe des abscisses [17]. Une seule personne déclare une

[13] Groupe WhatsApp *Comunidad PAR*, le 12 avril 2020, voir `https://www.infobae.com/coronavirus/2020/04/12/carta-del-papa-a-los-movimientos-populares-del-mundo-tal-vez-sea-tiempo-de-un-salario-universal-que-reconozca-sus-tareas/` (consulté le 30 juillet 2022).

[14] PAR, le 12 mai 2019, voir `https://www.francescoeconomy.org` (consulté le 30 juillet 2022).

[15] Mario Cafiero est décédé début septembre 2019 des suites d'une longue maladie. Les nombreux hommages qui lui sont alors rendus dans les groupes de discussion de la MonedaPAR font explicitement le lien entre son projet politique et les conceptions du Pape François. Par exemple sur le groupe du nœud de La Plata le 13 septembre 2019 : « l'héritage de Mario est inextricablement lié à celui du pape François, de l'économie sociale et solidaire et du président Alberto Fernández, les rêves communs sont le fondement de toute action politique ».

[16] En l'occurence, souvent formulées comme « anti »-péroniste.

[17] Voir le schéma 2.1 en page 93, qui présente l'espace politique argentin divisé en un axe des abscisses gauche-droite et un axe des ordonnées « haut »-« bas », selon la présentation d'Ostiguy (2005).

orientation de centre-droit, et indique avoir été proche du péroniste centriste Duhalde.

La coexistence d'une partie importante du spectre des gauches, des plus radicales aux plus réformistes, d'une part, et des plus péronistes au plus anti-péronistes, d'autre part, est en soi la marque d'un certain « œcuménisme » de gauche de la MonedaPAR. Si on y regarde de plus près, ce qui semble constituer le point commun de ces inscriptions politiques – plutôt que partisanes, puisque trois répondant·es seulement déclarent être actuellement militant·es d'un parti politique – est un complexe constitué de sensibilités écologistes et libertaires. C'est assez cohérent avec les observations ethnographiques, tant sous forme d'observations participantes que par la consultation des fils de discussion sur les réseaux sociaux des membres de la MonedaPAR sur trois ans : j'y croise bien peu de militant·es des différents partis trotskistes, bien peu de militant·es des organisations kirchnéristes (comme *La Campora*) ou philokirchnériste (comme *Patria Grande*), mais j'y constate une opposition commune, d'une part, aux politiques néolibérales du gouvernement macriste et, d'autre part, une politisation importante, avec un consensus apparent sur les questions écologistes et sur la nécessité de ne pas tout attendre de l'État[18].

Cette dimension libertaire de la MonedaPAR transparaît également de nombreux entretiens. Parmi les plus significatifs : Roberto explique qu'« une chose est qu'il y ait des groupes politiques, autre chose serait que l'État s'implique [dans la MonedaPAR] »[19]. Tomas souligne, quant à lui, que « prédomine en Argentine une mentalité étatiste très forte », la raison en étant la persistance du péronisme comme identité politique durable. Les « réflexes » des partis politiques d'opposition, en particulier de gauche ou progressiste consisterait ainsi à « réclamer à l'État [qu'il] défende les droits sociaux, voire qu'il les élargisse » : « il n'y a donc presque pas d'initiative pour résoudre nos problèmes avec nos propres moyens, ce qui serait l'attitude entrepreneuriale. Trop souvent, le réflexe consisterait à penser : "je dépends de l'État, j'ai besoin de l'État, si l'État ne me donne pas ce dont j'ai besoin, je vais me plaindre" »[20]. Le mutualisme et l'« économie sociale, solidaire et populaire » qui lui est associée font ainsi office de convergence entre deux univers aux perspectives originellement opposées : l'écosystème crypto, d'une part, et une certaine opposition péroniste de gauche ou de centre-gauche, qui se retrouve dans la critique de l'État, qui « est dans une position de plus en plus mauvaise pour [étoffer les droits sociaux, qui] a de moins en moins de pouvoir et de moins en moins de ressources. »[21].

On ne devrait sans doute pas être trop surpris·e de retrouver ce genre d'opinions parmi les membres de ce projet qui relève d'une forme d'association informelle, et Mario Cafiero est longtemps la figure visible. Ce dernier se définit lui-même comme « anarcho-péroniste ». Péroniste en effet par tradition et par valorisation des organisations populaires ; mais anarchiste, car il revalorise nettement le rôle du secteur coopérativiste et mutualiste, de l'économie sociale, solidaire et populaire par rapport à l'action étatique dans le processus de changement social. Lors d'une tournée des groupes locaux du centre et du nord-ouest argentin qui ont pris contact avec les membres de la MonedaPAR, j'accompagne Juan et Carlos, membre de l'*Espacio Bitcoin* longtemps impliqué dans la *Coordinación Económica* de la MonedaPAR, bien qu'il n'est pas prosommateur lui-même, à un rendez-vous avec des militant·es du parti justicialiste tucuman. Ces dernier·es se

18 Les enjeux féministes sont bien présents, mais la polarisation de la société argentine au sujet de la légalisation de l'avortement et de l'affirmation des dissidences sexuelles, se répercute dans la MonedaPAR. Des échanges animés ont eu lieu, voyant certain·es s'alarmer de la diffusion d'une très fantasmée « idéologie du genre » portée par des « malades » (en castillan, « *enfermos* ») et d'autres leur répondre tout aussi vigoureusement. Au début de l'année 2019, j'assiste à une interpellation de Mario Cafiero sur les questions féministes lors d'un atelier organisé au local de l'organisation kirchnériste *Comunes* par des militantes kirchnéristes. Cafiero a évolué vers une acceptation de la légalisation de l'avortement. Sur un autre registre, à au moins trois reprises, des hommes ont été exclus de nœuds de la MonedaPAR car ils se seraient rendus coupables de « violence de genre » (en castillan, *violencia de género*).

19 Entretien le 19 décembre 2019 avec Roberto, la quarantaine, architecte travaillant dans un ministère, référent du nœud de La Plata et également participant du nœud de Boedo, dans un bar du Microcentro.

20 Entretien le 16 décembre 2019 avec Tomas, la soixantaine, retraité de l'enseignement supérieur et ancien fonctionnaire provincial, référent et membre du nœud de La Plata, à son domicile dans la banlieue de La Plata, le 16 décembre 2019.

21 Entretien le 16 décembre 2019 avec Tomas, la soixantaine, retraité de l'enseignement supérieur et ancien fonctionnaire provincial, référent et membre du nœud de La Plata, à son domicile dans la banlieue de La Plata. Notons au passage que cette idée que l'État ne peut « plus » tout est tout à fait symptomatique de ce qu'Hély et Moulévrier (2013) dénomment l'ère de la « marchandisation de l'intérêt général », qui constitue la troisième période de l'économie sociale et solidaire. Elle fait suite à la période d'étatisation de l'intérêt général, qui court de l'immédiat après-guerre à la fin des années 70, elle-même précédée par l'apparition et la formalisation de la notion d'intérêt général, du XIXe siècle à la seconde guerre mondiale.

montrent très intéressé·es par l'expérience, y voyant une façon de « faire en sorte que l'argent travaille pour nous, plutôt que l'inverse ».

Après la rencontre, néanmoins, mes deux compagnons de voyage me signifient leur réticence à contribuer au développement d'un nœud de la MonedaPAR sous contrôle de ces militant·es péronistes. Ils n'ont guère goûté la remarque de l'une d'entres elles et eux, qui envisage d'ouvrir le potentiel nœud aux seul·es sympathisant·es péronistes. Cela ressemble trop, selon eux, à une logique de *punteros*, c'est-à-dire de clientélisme. Un·e *puntero/a* est un·e militant·e politique qui se fait le relai des systèmes clientélistes associés à la plupart des partis argentins, en particulier sur le spectre péroniste : « il est à la fois celui qui répartit ou se procure les ressources pour les habitants qui le sollicitent et celui qui vit dans une grande proximité sociale et affective avec ses clients » (Salles, 2006, p. 386, note 7). Juan et Carlos en ont ici une vision essentiellement négative, l'associant à des rapports de manipulation, vision qui est celle du sens commun [22]. En somme, s'il est tout à fait possible pour un groupe politique de s'impliquer dans – voire de tirer profit de – la MonedaPAR, une limite implicite est celle de l'instrumentalisation de l'expérience au service des nécessités de reproduction partisane. La MonedaPAR se veut ouverte et s'inscrit de fait dans une forme d'œcuménisme de gauche, marquée par une orientation libertaire ou plutôt mutualiste-coopérativiste et sensible aux questions écologistes.

[22] On peut se référer au livre de Torres (ibid.) pour une critique des sous-tendus normatifs de ces usages négatifs.

La conformité des nouveaux nœuds avec cette orientation est garantie par la vigilance des fondateur·ices les plus impliqué·es, notamment Mario Cafiero et Juan, qui peuvent tout à fait bloquer la création d'un nœud en n'envoyant jamais les *avales*, c'est-à-dire les autorisations de découvert qui permettent de mettre en circulation les *pares*[23]. En théorie existe une charte de la MonedaPAR, dans le cadre de laquelle les nœuds ont toute latitude, s'ils en acceptent les fondamentaux, de définir des règles spécifiques[24]. Néanmoins, celle-ci consacre des principes généraux dont l'interprétation est laissée relativement ouverte : ainsi de la seule référence à l'orientation politique des membres de la MonedaPAR, au sujet de laquelle il est précisée qu'elle ne doit pas plus être à l'origine de discrimination que « les raisons sexe, de race, de religion, d'origine, d'affiliation syndicale, de handicap ou de santé ». La non-discrimination « doit être garantie dans chaque séquence de production et de commercialisation. ». Il faut noter que cette charte est largement antérieure à la consolidation de la gouvernance sociale de la MonedaPAR présentée dans la section 4.3 en page 202 : la trajectoire de la MonedaPAR est cadrée par le groupe des fondateur·ices au cours de ces réunions de préparation auxquelles je n'assiste pas.

[23] Voir la sous-section 4.2.4 en page 196.

[24] Voir l'annexe E en page 449.

4.1.2 Waba et EOS Argentina, ou la tendance « sociale » de l'univers crypto

Les membres de l'*Espacio Bitcoin* s'inscrivent dans des secteurs relativement éloignés de l'opposition péroniste de gauche au gouvernement macriste. L'*Espacio Bitcoin* offre des locaux à diverses associations ou entreprises qui s'inscrivent dans l'éco-système *crypto* en Argentine. On y trouve par exemple des plateformes d'échange de crypto-monnaies, des fonds d'investissement en crypto-monnaies, des équivalents *crypto* des bureaux de changes physiques comme Ripio[25], des ONG développant des programmes en direction de secteurs dits « défavorisés » de la population argentine, qui

[25] `https://www.ripio.com/ar/` (consultée le 24 février 2022) : « cela te permet d'acheter des *bitcoins*, tu vas dans un bureau de tabac et tu échanges tes pesos contre des *bitcoins* » (Entretien le 11 décembre 2019 avec Lucas, la quarantaine, membre de Waba puis de EOS Argentina, dans un bar du Microcentro, dans le quartier de Retiro).

tentent de voir ce que la technologie *blockchain* peut apporter comme solutions à certains des problèmes structurels auxquels sont confrontées ces derniers, des entreprises de micro-crédits en crypto-monnaies, une entreprise de logiciels mobilisant une version ou une autre de la technologie *blockchain*, une structure qui intègre des actes notariés sur une *blockchain*, etc.

L'*Espacio Bitcoin*[26] est présenté comme un « lieu de rencontre pour la communauté #Bitcoin intéressée par la technologie ». Il se situe à proximité de la Villa 31, non loin de la gare de Retiro qui donne son nom à ce quartier central de Buenos Aires, jouxtant le quartier d'affaires. Lucas, qui assure avec d'autres le maintien de l'infrastructure technologique de la MonedaPAR, m'explique qu'il a été, « en 2012 ou 2013 », co-fondateur de cet espace. Le contexte est alors celui d'une Argentine soumise à un contrôle des changes strict introduit par le dernier gouvernement de Kirchner pour tenter de limiter les fuites de dollars menaçant la stabilité de l'économie argentine, une constante dans l'histoire du pays. Ces restrictions gouvernementales par un gouvernement de centre-gauche visant à limiter la mobilité – déstabilisante – des capitaux expliquent, selon Lucas, que « le concept du Bitcoin est très vite assimilé en Argentine ».

Il offre en effet une façon de contourner ce contrôle des changes, d'où, selon lui, une forte impulsion initiale conduisant à la création de « nombreuses entreprises et *start-ups* ». L''idée de les réunir dans un lieu unique vient ensuite rapidement[27]. Il affirme, dans une réunion publique le 17 avril 2019, consacrée à une présentation sur les possibilités de création de *stablecoins via* Bitshares et EOS, qu'« à ce stade de [sa] vie argentine, [il] fai[t] plus confiance aux *smart contracts* qu'à la Banque Centrale »[28].

A priori, entre ces membres de l'*Espacio Bitcoin*, que rebutent les interventions gouvernementales excessives et qui se décrivent volontiers comme des « hackers anarchistes »[29], et l'univers péroniste dans lequel évoluent tant le MNER que l'Observatoire de la Richesse, les liens ne semblent pas évidents.

De fait, les options politiques diffèrent, telles qu'elles se manifestent par exemple à l'occasion des élections présidentielles de 2019. D'une part, si les partisan·es de Mauricio Macri sont *a priori* tout aussi légitimes que n'importe qui à rejoindre le projet, on a vu que les sensibilités politiques des membres de la MonedaPAR oscillent entre extrême-gauche, péroniste ou trotskiste, et centre-droit, en passant par toute la gamme des positionnements intermédiaires, centre-gauche péroniste et non péroniste (socialiste, par exemple). À Chacarita, lors d'une réunion de préparation du lancement du nœud, un des participant·es formulant des critiques contre la gestion du lieu, qu'il juge trop autoritaire, se voit expulsé de la réunion et reproché d'avoir donné son vote à Macri.

D'autre part, mi-2019, alors que je m'interroge à voix haute dans la voiture qui m'emmène avec Juan et Carlos vers Túcuman à l'occasion de cette tournée de diffusion de l'initiative « Vamos PARa el Norte »[30], sur l'absence de macristes ou, plus généralement, de libéraux de droite, dans la communauté PAR, on me répond que, de fait, si, quelques-un·es ont opté pour le candidat ultra-libéral Espert, de la formation *Despertar*[31]. Cette formation double le gouvernement sortant sur sa droite, l'une de leurs thèses étant, par exemple, que Mauricio Macri n'est qu'une version un peu plus « aimable » de Cristina

[26] `https://www.facebook.com/EspacioBitcoin/` (consultée le 24 février 2022).

[27] Entretien le 11 décembre 2019 avec Lucas, la quarantaine, membre de Waba puis de EOS Argentina, dans un bar du Microcentro, dans le quartier de Retiro

[28] Les *smart contracts*, ou contrats intelligents, sont des programmes informatiques censés reproduire les contrats juridiques. Ils sont souvent déployés sur des *blockchains* et consistent en l'exécution d'un ensemble d'instructions pré-définies. Un code informatique, idéalement produit de façon collective par l'ensemble des acteur·ices d'une *blockchain* donnée, se substitue à l'institution judiciaire. C'est l'une des origines de l'idée très en vogue dans les milieux *cryptos* que le « code est la loi ». Ils sont associés à la création de la *blockchain* Ethereum, créée par le développeur Vitalik Buterin, qui constitue le début de la seconde génération des crypto-monnaies après le Bitcoin.

[29] Carnet de terrain, 10 avril 2019, *Gráficas*.

[30] Qu'on traduirait par : « en route pour le nord ».

[31] Celle-ci change de nom pour devenir *Avanza Libertad* en 2020 : `https://avanzalibertad.com` (consultée le 25 février 2022)

Kirchner. Espert s'est concilié le soutien de figures publiques de premier plan, comme le très médiatique et très libertarien Carlos Milei[32].

En entretien, Lucas, tout comme José, un membre de l'Espacio au profil plus proche de celui d'un commercial que d'un développeur[33], soulignent leur extériorité à ce monde de coopératives de travail, de syndicalistes péronistes et d'entreprises récupérées. Le développement de l'application MonedaPAR est l'occasion de leur constitution sous forme d'une startup *crypto* du nom de Waba, à laquelle va par la suite s'associer Juan.

> R *: Sur la connexion entre EOS et PAR, j'ai compris que vous étiez amis et collègues. Qu'est ce que vous aviez d'autres en commun ?*
> José *: [...] Je connais Lucas depuis l'époque de Bitshares, lorsque nous tentions d'élaborer des projets basés sur la* blockchain. *Et, ensuite, il s'est mis avec Carlos pour fonder ce qui est devenu Waba. Avant que Juan n'arrive, il y avait Lucas, Carlos, qui m'ont ensuite contacté pour réaliser une plateforme pour monnaies complémentaires en* blockchain. *C'est comme ceci que naît le projet avec d'autres entités plus politiques. C'était le projet de la MonedaPAR dont Waba était la partie technologique, donc, dès le début, Lucas et moi étions déjà impliqués dans la MonedaPAR.*
>
> Entretien le 9 mai 2019 avec José, la trentaine, membre de Waba puis de EOS Argentina, de formation commerciale, dans un bar du quartier de Palermo.

L'activité de Waba ne se limite pas au seul soutien technique à la MonedaPAR : il s'agit plus généralement de développer des solutions technologiques permettant à n'importe quelle structure d'élaborer son propre système de financement à partir de la *blockchain* Bitshares, originellement, EOS, ensuite. Lucas entretient de longue date des liens professionnels avec Don Larimer, le fondateur des deux *blockchains*, Bitshares en 2014 et EOS en 2018-2019[34]. Comme on l'a vu dans la section précédente, dans leur *white paper* de 2018, les membre de Waba mentionnent, en plus de la MonedaPAR, cataloguée comme une « zone économique sociale » ou encore comme « crédit mutuel », le cas du Jelly Coin (« zone économique circulaire »)[35] et celui du Discoin (« zone économique locale »).

Le *white paper*[36] met en avant le caractère très flexible de leur solution technologique[37] :

> Grâce à un ensemble de contrats intelligents et d'outils de paramétrage faciles à utiliser, les communautés définiront et personnaliseront les propriétés de leur monnaie. Unité de compte, dénomination, circulation (les règles d'émission et de destruction ainsi que le mécanisme par lequel la monnaie est mise en circulation), critères de réserve, fonte, bonus/malus, etc. seront personnalisés par la communauté en fonction de ses objectifs. La plateforme proposera toutefois des modèles standard prédéfinis : SEL, crédit mutuel, C3, banques de temps, IOUs, programmes de fidélité, etc (Solanas et al., 2018, p. 7)

L'objectif de Waba est de permettre « à chaque communauté d'adapter son marché, sa monnaie, son système monétaire et ses politiques gouvernementales [afin de] cibler des objectifs à triple impact (social, économique et environnemental) ». À terme, les client·es de Waba doivent se multiplier pour finir de constituer un véritable écosystème structuré autour d'une monnaie-*token* maître, le Waba.network Token (WNT). Grâce

32 Si les positions d'Espert ne sont pas toujours exactement celles de Milei, ce dernier devient néanmoins député d'*Avanza Libertad*, ex-*Despertar*, lors des élections de mi-mandat de 2021, réalisant une percée dans la petite bourgeoisie *porteña*. Décrit comme un « bolsonariste anti-système », il bénéficie sans doute d'un report de voix depuis son concurrent de droite, *Juntos por el Cambio*, la coalition électorale de l'ex-président Mauricio Macri : *Avanza Libertad* passe d'environ 400 000 voix (1,43 % des près de 27 500 000 suffrages exprimés en 2019) à un peu plus d'un million de voix (4,33 % des 24 400 000 suffrages exprimés en 2021).

33 Fils de diplomate, issu d'un autre pays latino-américain que l'Argentine mais y résidant depuis plus de dix ans, il m'explique avoir suivi un cursus dans une école de commerce espagnole.

34 Il s'agit d'une version améliorée, plus rapide notamment, de Bitshares.

35 Le Jellycoin est développé en partenariat avec la mairie de Campo Viera dans la province de Misiones. Il s'agit d'un schème de récompenses de gestes « vertueux », en l'occurence, ici, le tri et le recyclage des déchets. Un autre exemple de la même logique est celui des *Activos Marcos Paz*, développés dans une commune de la banlieue de Buenos Aires par l'entreprise Koibanx. Voir `https://www.facebook.com/Activos-Marcos-Paz-409849033191036/` (consultée le 25 février 20219).

36 `https://Waba.network/wp-content/uploads/2018/06/WabanetworkWhitePaper.pdf` (consultée le 25 février 2022).

37 Le terme de C3, pour circuit de crédit commercial, renvoie aux crédits inter-entreprises, dont le WIR suisse est un exemple, mais qu'on peut retracer également aux échanges entre entreprises russes lors des périodes de troubles économiques déclenchés par l'effondrement de l'URSS (Ould-Ahmed, 2007).

à ce « dispositif qui permettra aux communautés, aux développeurs et aux architectes de monnaies communautaires d'utiliser la plateforme Waba.network et de travailler en coopération au développement de nouveaux systèmes monétaires et *civic tech* », la plateforme doit ainsi se transformer en une DAO. Acronyme de *Decentralizaed Autonomous Organization*, c'est-à-dire une organisation décentralisée, il s'agit d'un système disposant d'une structure d'incitations fondée sur l'émission d'un *token* spécifique échangeable contre des monnaies de cours légal, qui permet de rémunérer les initiatives bénéfiques pour le réseau et d'en mobiliser les ressources.

On les a rapidement évoqués au chapitre précédent, des conflits interpersonnels entre les membres de Waba ont néanmoins raison du projet. Le contrat *Genesis*, qui doit frapper un milliard de *tokens* WNT en novembre 2018 et les mettre en vente pour récupérer plus de 700 000 dollars et financer l'essor du projet, ne voit jamais le jour. Ces conflits, dont je n'ai que des échos indirects, semblent tenir à ce que les membres de Waba n'ont pas tous·tes la même vision de l'utilité que doit avoir Waba comme DAO. D'après ceux et celles qui restent proches de la MonedaPAR, regroupé·es désormais dans EOS Argentina, leurs contradicteur·ices l'envisageaient comme un projet « purement commercial ». À l'inverse, les membres d'EOS Argentina mettent en avant une certaine dimension « militante » de leurs actions, d'autant plus lorsqu'il s'agit d'expliquer pourquoi ils et elles financent de fait à fonds perdus le coût de fonctionnement de la MonedaPAR[38].

[38] Voir la section suivante 4.2 en page 179.

Il est bien sûr possible de nuancer : leur intérêt bien compris en tant qu'EOS Argentina consiste justement à promouvoir le développement d'une expérience qu'on peut alors présenter comme leur contribution positive à l'écosystème EOS. En effet, cette *blockchain* représente la continuation de Bitshares avec l'introduction des contrats intelligents[39]. La MonedaPAR doit à terme – mais déjà depuis plus de trois ans – migrer sur EOS pour pouvoir bénéficier des nouvelles potentialités ouvertes par ces dispositifs. Bitshares comme EOS reposent non pas sur un mécanisme de consensus par preuve de travail rendue célèbre par le Bitcoin, mais mobilisent une version déléguée de la preuve de participation. EOS Argentina est l'un des nœuds complets de la *blockchain*, au sens où l'organisation dispose d'un serveur conservant enregistré l'historique entier des transactions d'EOS, historique constamment actualisé. Sans trop anticiper sur la sous-section 4.2.2 en page 183, on peut simplement indiquer que les nœuds complets sont en concurrence permanente pour recevoir le plus de votes possibles des participant·es de la *blockchain*, dont le nombre de votes est proportionnel aux avoirs en EOS. L'enjeu est de devenir un compte témoin, c'est-à-dire choisi pour valider les transactions, recevant pour cette tâche une rémunération additionnelle à chaque bloc de transaction qu'il rajoute à la chaîne de blocs.

[39] En anglais, *smart contracts*.

Reste qu'il n'est pas anodin qu'EOS Argentina choisisse un projet relevant de l'économie sociale et solidaire comme sa marque de fabrique. Cela dénote de leur inscription dans ce qui pourrait être la tendance sociale de l'univers *crypto*. Notons pour finir que l'un des membres de la *Coordinación Económica* de la MonedaPAR, Carlos, participe ainsi à un projet d'une ONG visant à trouver des solutions *crypto* aux questions relatives à l'identité digitale des habitant·es de la Villa 31. Une « villa », en Argentine, est une notion proche de celle de bidonville, ou encore de la version brésilienne, les *favelas*. Située à proximité de la principale station de train de la ville de Buenos Aires, en plein centre, la Villa 31 accueille de nombreuses personnes

migrantes, ou simplement marginalisées au sein de la société argentine. Leurs revenus sont bas et ces personnes travaillent souvent dans l'économie informelle faute de mieux. Les vendeur·ses à la sauvette, que l'on retrouve à bord des trains de banlieue qui partent de la gare limitrophe de Retiro, les bras chargés de marchandises, barres chocolatées, gâteaux, chewing-gums ou encore divers gadgets, sont nombreux·ses à y habiter. Inversement, il est déconseillé aux touristes, notamment occidentaux·les, d'aller se perdre dans ces ruelles étroites, enserrées de bâtiments en cours de construction permanente.

Les membres de cette ONG, à l'image de Carlos, y interviennent : la *blockchain* permettrait de concevoir une architecture digitale autorisant la sauvegarde et l'inaltérabilité des différents documents, d'identité, de propriété, ou autres, de ces populations reléguées. De fait, des habitantes de la Villa 31 collaborant des projets de Carlos participent également au nœud Boedo depuis sa fondation fin 2018-début 2019 : elles sont d'ailleurs à l'initiative de la formation d'un nœud de la MonedaPAR dans la villa elle-même, le *nodo Retiro*[40].

4.1.3 Des univers malgré tout connectés

Le noyau dur d'EOS Argentina est présent dès les premières réunions de préparation de la MonedaPAR. On l'a dit, le choix de cette technologie est apparue comme rassemblant les trois caractéristiques souhaitées : impossibilité de la falsification monétaire, coordination facilitée par l'utilisation d'un outil digital et possibilité d'une transparence accrue sur les décisions et leur mise en œuvre.

Comment expliquer cette convergence entre deux mondes *a priori* si éloignés l'un de l'autre, tant dans l'espace social[41] que dans l'espace politique ?

On peut repérer au moins trois points de contact de diverses natures. La première est une convergence idéologique sur le rôle de l'État. On pourrait parler d'un aspect spécifiquement « libertaire » ou « mutualiste-coopérativiste » des militant·es regroupé·es autour du MNER et de l'Observatoire qui la rend notamment possible. Marina Solanas, la CEO originelle de Waba a des liens familiaux avec Fernando « Pino » Solanas. Son compagnon de l'époque, Alejandro, lié à l'*Espacio Bitcoin*, travaille également à ses côtés dans Waba. Dirigeant jusqu'à son décès en 2020 du *Partido Proyecto Sur*[42], qu'il contribue à fonder en pleine récession économique en 2002, Pino Solanas[43] s'implique en politique au cours des années 90. Inscrit au centre-gauche (non péroniste) de l'échiquier politique, si son parti est membre du *Frente de Todos*[44], la coalition kirchnériste qui permet à Alberto Fernández d'accéder à la Présidence de la Nation, il relève ainsi plutôt d'un progressisme non kichnériste, jouissant d'une certaine autonomie vis-à-vis des organisations centrales du pouvoir kirchnériste. Pino Solanas, qui est successivement député national, candidat à la présidentielle, sénateur national et enfin ambassadeur de l'Argentine à l'UNESCO, apparaît ainsi comme un compagnon de route, critique du kirchnérisme, notamment sur les aspects écologiques de son action au pouvoir, qu'il juge largement insuffisants.

Or, c'est avec Pino Solanas que Mario Cafiero converge lorsqu'il se retrouve relativement marginalisé au sein de péronisme, lui, le fils d'un ministre de l'économie de Perón, pour ses positions trop radicales sur la dette

[40] Entretien le 15 décembre 2019 avec Valentina et Laura, respectivement 28 et 50 ans, membres du nœud de Boedo et fondatrices du nœud de Retiro, couturières, cuisinières, auto-entrepreneuses, dans un bar du Microcentro.

[41] Les membres d'EOS Argentina, le producteur de bloc de la *blockchain* EOS, censée prendre la suite de la *blockchain* Bitshares, vivent plutôt dans les quartiers aisés de la ville. Lors d'une rencontre sur un *rooftop* du Microcentro, à l'occasion d'un événement consacré aux *stablecoins* organisé par cette même équipe autour de la venue de Snyder Miles, je discute avec l'un d'entre eux, qui m'explique tirer la majeure partie de ses revenus de son activité *crypto*. En tant que membre d'EOS Argentina, il gagnerait l'équivalent de 300 à 1 000 dollars par mois pour une seule de ses diverses activités, d'après sa compagne française. Celle-ci, journaliste, me rapporte tirer à l'occasion l'équivalent du minimum légal des salaires (12 500 ARS en mars 2019, soit environ 250 euros, voir `http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/320000-324999/320416/norma.htm`, consultée le 25 février 2022) pour des articles qu'elle publie sur un réseau social sur *blockchain*, `https://steemit.com` (consultée le 25 février 2022), développé par le même créateur de Bitshares et d'EOS, Don Larimer. Il faut enfin noter que l'équipe d'EOS Argentina finance les frais de fonctionnement de la MonedaPAR depuis le début de son existence, qu'ils estiment à environ 500 dollars par semestre. Voir la sous-section 4.2.1 en page 180 pour plus de détails.

[42] Qu'on traduirait par : « Parti Projet Sud ».

[43] Il est d'abord réalisateur de nombreux films-documentaires engagés. L'un d'entre eux, *La Hora de los Hornos* en 1968, se conclut par l'interpellation des spectateur·ices par un prêtre tiers-mondiste appelant à émuler l'exemple d'Ernesto Che Guevara pour chasser les classes dominantes et leurs régimes dictatoriaux du pouvoir. Logiquement interdit en Argentine, il ne devient visionable qu'au retour de la démocratie en 1973, entre la fin de la dictature dénommée la « Révolution Argentine » et le début, en 1976, de la suivante, dite « Processus de Réorganisation Nationale ».

[44] Qu'on traduirait par : « Front de Tous ».

extérieure de l'Argentine, dont il défend alors l'annulation pure et simple. Elle lui apparaît en effet comme illégitime car contractée lors de la dernière dictature du Processus de Réorganisation Nationale. De ce point de vue, il est plus à gauche, donc, que le kirchnérisme. Il partage également avec Pino une sensibilité forte aux questions écologiques et de souveraineté alimentaire. Leur alliance peut néanmoins apparaître à certains égards surprenante, dans la mesure où *Proyecto Sur* est un parti progressiste sur les questions non strictement économiques. Ses militant·es défendent par exemple la légalisation de l'avortement, obtenue en 2021, tandis que Mario Cafiero est lié au secteur de l'Église Catholique argentine proche du Pape François, dont il partage, au moins un temps, l'opposition à toute avancée en matière de droits reproductifs.

Mario Cafiero est impliqué de longue date dans le coopérativisme, notamment par ses liens avec le MNER d'Eduardo Murúa mentionnés précédemment. Il est d'ailleurs nommé directeur de l'Institut National de l'Associativisme et de l'Économie Sociale (INAES) par Alberto Fernández suite à son accession à la Présidence. Cette valorisation du coopérativisme comme troisième voie entre collectivisme et libéralisme est, d'une part, tout à fait assimilable par la matrice idéologique du péronisme, donc du kirchnérisme, Perón s'étant fait en son temps le chantre de l'idéologie justicialiste, cette « troisième voie »[45] entre capitalisme et socialisme. Mais, d'autre part, c'est dans le même temps une actualisation du logiciel idéologique de ce dernier courant, traditionnellement très tourné vers l'intervention de l'État. À rebours de cette tendance de son camp, Mario Cafiero se veut, on l'a dit, « anarcho-péroniste »[46].

[45] En castillan, *tercera vía*.

Si l'on peut parler de la MonedaPAR comme d'un « Bitcoin péroniste », il faut immédiatement nuancer cette dénomination : elle surgit en effet à la croisée de courants proches du péronisme et du kirchnérisme, certes, mais relativement marginaux par rapport à la direction politique des organisations de ces mouvements, dont ils se différencient par leur insistance sur les thèmes écologiques, de souveraineté alimentaire et d'auto-organisation de la communauté ou de coopération entre les producteur·ices direct·es, auxquelles l'État ne peut se substituer intégralement. Il s'agit en effet d'un péronisme « libertaire » critique de l'intervention tout azimut de l'État, d'une part, et avec une forte sensibilité écologiste, d'autre part, ce qui rentre en contradiction avec les politiques néoextractivistes menées par les équipes kirchnéristes lorsqu'elles sont au pouvoir (Féliz, 2015b). Le secteur coopérativiste et mutualiste est pour ce courant comme un véritable acteur de la transformation sociale, qui se montre, enfin, jaloux de son autonomie politique, garantie de son inclusivité. C'est dans cette remise en cause de l'intervention étatique qu'on peut trouver une forme de convergence idéologique avec la défiance, commune dans la communauté *crypto*, à l'égard des gouvernements et des banques centrales mais aussi de toute forme de collusion d'intérêts entre institutions monétaires, comme des banques de second rang, qui peut prendre la forme, par exemple, d'une dénonciation du *crony capitalism*, ce capitalisme de « copinage » honni par les anarcho-capitalistes.

[46] Ce terme apparaît notamment dans un entretien accordé à *La Vanguardia* le 8 octobre 2020, « organe officiel du Parti Socialiste », un de ces autres partis de centre-gauche non kirchnériste. Voir la revue de presse dans le tableau D.1 en page 447 dans les annexes pour le lien.

Cette défiance face à l'État, partagée, pour des raisons diverses, tant par le MNER que par la communauté *crypto*, n'est pas sans susciter, au mieux, une certaine incompréhension attentiste de la part des équipes kirchnéristes lors de leurs rencontres avec les fondateur·ices et promoteur·ices de la MonedaPAR ; et, au pire, une franche défiance[47]. Ainsi, Mercedes Marcó del

[47] En castillan, « *nadie nos dío bola* » — que l'on peut traduire par « personne ne nous écoute réellement » — comme certain·es me le rapportent à l'occasion d'un bilan de ces rencontres à *Gráficas* (Carnet de terrain, le 16 janvier 2019).

Pont, ancienne gouverneuse de la Banque Centrale argentine d'orientation structuraliste et néo-développementaliste, souligne qu'il est impossible de soutenir politiquement la MonedaPAR, dans la mesure où l'expansion de celle-ci constitue une remise en cause de la main-mise de l'État sur la politique monétaire ainsi qu'une réduction de ses recettes fiscales[48].

Si la partie « politique » du projet se trouve dans une certaine marginalité ou extériorité vis-à-vis des équipes dirigeantes du péronisme, il est intéressant que les membres de l'*Espacio Bitcoin* manifestent de façon tout à fait analogue un sentiment de différenciation par rapport à ce qui est perçu comme des opinions communément admises dans « le domaine de la technologie »[49]. D'une part, ils utilisent une *blockchain* fonctionnant sur un mécanisme de consensus alternatif à celui du Bitcoin, moins énergivore mais souvent considérée comme moins « sûre » : plutôt qu'une preuve de travail (*Proof-of-Work*, PoW), il s'agit d'une preuve de participation déléguée (*Delegated Proof-of-Stake*, DPoS)[50]. José oppose deux façons d'envisager une *blockchain*, comme un système « totalement démocratico-social, ce qu'elle est en partie, ou [...] comme le voit la majorité des personnes comme un système financier-spéculatif »[51]. Les membres de l'*Espacio Bitcoin* qui participent à la création de la MonedaPAR veulent se situer entre ces deux positions. Pour José, il est « naïf de penser qu'il n'y a pas de politique dans une *blockchain* ». Même au sein du Bitcoin, il y a des groupes et des conflits d'intérêts, des décisions sur le code, un système de gouvernance[52]. Au sujet du Bitcoin, ils notent ce même paradoxe entre la promesse rhétorique d'une monnaie sans institution et la réalité de dispositifs institutionnels émergents constituant les contours d'un système de gouvernance permettant de prendre des décisions collectives sur les évolutions du code qui, ensuite, régit les affaires courantes. De la même façon, s'amusant de la présentation de la MonedaPAR comme un « Bitcoin péroniste », Lucas ajoute :

> Lucas *: Je ne veux pas le dire, mais bon, c'est un peu comme ça, effectivement. Je ne veux pas le dire parce que, tu vois, ici, beaucoup de personnes dans le domaine de la technologie croient que tout est dépourvu d'intentionnalité [dans l'univers crypto], alors qu'il y en a bien. Et d'ailleurs, les péronistes, ou les politiciens, ont aussi un autre agenda, ils ont d'autres problèmes qui ne sont pas directement liés à la technologie.*
>
> Entretien le 11 décembre 2019 avec Lucas, la quarantaine, membre de Waba puis de EOS Argentina, dans un bar du Microcentro, dans le quartier de Retiro.

En Argentine, Carlos, qui rejoint très vite ce noyau de techniciens constitué de José, Lucas et Samuel, est quant à lui impliqué dans ces programmes sociaux et *cryptos* déjà mentionnés au sein de la Villa 31. C'est d'ailleurs précisément dans la Villa 31 que Juan milite auparavant, s'insérant dans une longue tradition des organisations politiques de gauche d'intervention dans les quartiers populaires. S'il n'est pas certain qu'il y rencontre à ce moment-là Carlos, la Villa 31 est un point de convergence entre les intérêts économiques et les convictions politiques des membres de Waba, puis d'EOS Argentina[53]. L'objectif est de penser des applications sociales de la technologie *blockchain*, plutôt que de contribuer aux mouvements spéculatifs qui affectent négativement la stabilité des crypto-monnaies.

Mais cette convergence idéologique minimale autour de la question de l'écologie et de l'interventionnisme étatique ainsi que cette homologie de position au sein de leurs univers respectifs pouvaient ne pas se traduire en

48 D'après ce que rapporte Juan de sa rencontre avec elle au cours d'une réunion *à Gráficas* (Carnet de terrain, le 16 janvier 2019). Un point de convergence entre les plus anti-péronistes des membres de la MonedaPAR et l'entourage de Mario Cafiero tient à son extériorité vis-à-vis du centre de gravité du mouvement péroniste, qui se traduit en une version mutualiste-coopérativiste et écologiste du péronisme. La même dynamique permet de trouver des points d'accord avec les techniciens venus de l'univers *crypto*, volontiers suspicieux vis-à-vis de l'intervention de l'État. Néanmoins, Juan, confronté à Mercedes Marcó del Pont, donne des gages : il rapporte qu'il a bien précisé au cours de cette rencontre qu'il est « centraliste, qu['il pense] que c'est l'État qui doit guider le processus de développement ».

49 Entretien le 11 décembre 2019 avec Lucas, la quarantaine, membre de Waba puis de EOS Argentina, dans un bar du Microcentro, dans le quartier de Retiro.

50 Voir la section suivante pour plus de détails sur ces deux types de *blockchains*.

51 Entretien le 9 mai 2019 avec José, la trentaine, membre de Waba puis de EOS Argentina, de formation commerciale, dans un bar du quartier de Palermo.

52 C'est ce que Rolland et Slim dénomment la « gouvernance *sur* le code », qui se surimpose à la « gouvernance *par* le code » (Rolland et Slim, 2017).

53 Pour Juan, « le travail territorial [dans la Villa 31] ne peut dépasser la surface. Ici, avec la Moneda [PAR], on va plus en profondeur, on va à la racine des mécanismes d'exploitation financiers » (carnet de terrain, 12 janvier 2018).

rencontre pratique. C'est un membre de l'*Espacio Bitcoin*, lié au péronisme, qui fait le pont entre l'univers des coopératives et des entreprises récupérées, d'une part, et ce groupe de spécialistes en *blockchain* dont font partie José et Lucas. Ainsi, en entretien, Lucas rapporte que le projet MonedaPAR surgit dans une période d'incertitudes professionnelles conséquentes pour ses collaborateurs et lui :

> R *: Et comment êtes-vous entré en contact avec les gens de l'observatoire et des entreprises récupérées ?*
> Lucas *: Par un gars de l'espace, parce que je ne connaissais rien du monde des entreprises récupérées, du coopérativisme, rien. J'étais plutôt dans la technologie, mais j'ai rencontré Juan, Samuel et Carlos. Je pense qu'Samuel est celui qui est venu dire, après avoir commencé à travailler dans l'espace, dans l'ONG, « hey il y a ces gens avec les recuperadas ». Il avait travaillé dans le secteur public, comme conseiller d'un fonctionnaire de la ville. Et il avait de nombreux liens politiques, et c'est là qu'il a découvert que face à la politique monétaire de plus en plus restrictive que la banque centrale commençait à mettre en place, il y avait un groupe d'entreprises récupérées qui voulait se doter de leur propre monnaie, pour faire des échanges entre elles. Et c'est là que nous avons été invités à des réunions, et c'est là que j'ai rencontré Mario.*
>
> Entretien le 11 décembre 2019 avec Lucas, la quarantaine, membre de Waba puis de EOS Argentina, dans un bar du Microcentro, dans le quartier de Retiro.

Samuel participe à l'*Espacio Bitcoin via* Weyni, cette entreprise qui propose des solutions de micro-crédits en crypto-monnaies. Au service de ce fonctionnaire de la ville de Buenos Aires, il accumule ainsi des contacts parmi les différents secteurs du péronisme. « Très connecté », avec « son agenda propre », ses objectifs spécifiques, il fait l'interface entre ces deux mondes, celui des crypto-monnaies et celui de la politique péroniste. Lucas souligne spontanément que ces derniers sont « très éloignés l'un de l'autre », d'une part, et, d'autre part, qu'il considère comme « une bonne chose » qu'ils se rencontrent : « ils ne connaissaient pas notre monde, et nous ne connaissions par le leur »[54].

[54] Entretien le 11 décembre 2019 avec Lucas, la quarantaine, membre de Waba puis de EOS Argentina, dans un bar du Microcentro, dans le quartier de Retiro.

En somme, la MonedaPAR naît en premier lieu de la convergence idéologique de deux groupes venant d'univers très différents ; en second lieu, d'une certaine homologie de positions des deux groupes au sein de leurs univers respectifs, dans lesquels ils détonnent relativement ; et, enfin, de la mise en contact pratique à travers Samuel et Mario Cafiero. De prime abord, le groupe centré autour des *recuperadas*, de l'Observatoire de la Richesse et de Mario Cafiero apparaît comme la partie plus « politique », là où les membres de Waba, d'abord, EOS Argentina, ensuite, semblent confiner à un rôle fondamental, certes, mais purement « technique ». Les premier·es sont de toutes les décisions, participent aux différentes assemblées générales – ordinaires ou extraordinaires – des prosommateur·ices, aux réunions hebdomadaires de la Fédération des Nœuds et, plus tard, de la Coordination Nationale. Les seconds semblent plus en retrait. Ce sont néanmoins eux qui extraient de la *blockchain* les données de transaction à partir desquelles la *Coordinación Económica* produit les statistiques pour la communauté ; qui renvoient les clés privées aux usager·es qui, les ayant perdues, n'ont plus accès à leurs avoirs ; qui appliquent les décisions de la Fédération des Nœuds puis de la Coordination Nationale ; et qui envoient des lignes de crédit aux nouveaux nœuds, ou aux anciens, lorsque ces derniers

ont épuisé celles dont ils disposent. Plus fondamentalement, ce sont eux qui ont codé l'intégralité du système.

Il est vrai que des choix démocratiques ont débouché sur des évolutions du code, à l'exemple de la transformation d'une ligne de crédit correspondant originellement à 1 000 *pares* en 2 500 *pares*. Reste que si l'on se souvient de l'adage de Lawrence Lessig, si souvent repris dans les milieux *crypto*, selon lequel « le code est la loi », la partie « technique » se révèle à l'examen bien plus décisive, donc « politique », qu'on aurait pu le penser. Ce sont les techniciens de EOS Argentina qui sont à l'origine du complexe de la gouvernance par et sur le code (Rolland et Slim, 2017) et qui gèrent l'articulation de la MonedaPAR au code et à l'économie politique de Bitshares/EOS Argentina. Il faut donc maintenant exposer l'infrastructure de la MonedaPAR (section 4.2) pour saisir la dimension *crypto* de la gouvernance du réseau. On termine ce chapitre en examinant la gouvernance « sociale » à travers l'établissement de chartes, de procédures, de règles et d'une structure politique de la MonedaPAR (section 4.3), ce qui permet d'identifier les potentielles contradictions dans la gouvernance de la MonedaPAR résultant de sa nature hybride.

4.2 L'infrastructure de la MonedaPAR : une gouvernance par et sur le code

Une idée courante sur la théorie marxiste de l'argent est qu'elle serait historiquement datée. Son concept de monnaie-marchandise s'appliquerait bien au xixe siècle, lorsque le système de crédit était relativement peu développé comparé à ce qu'il devient par la suite. Selon cette perspective, il y aurait essentiellement deux options : ou abandonner toute référence à la monnaie-marchandise et intégrer au marxisme l'équivalence entre argent et crédit que posent nombres d'autres théories hétérodoxes ; ou tenter de construire une théorie marxiste de la monnaie de crédit (D. Foley, 2005). D'autres auteur·ices voient dans la distinction entre argent et crédit un apport essentiel du marxisme par rapport aux autres lectures hétérodoxes (Bellofiore, 2018a ; De Brunhoff, 1976 ; Germer, 2005 ; Nelson, 2005). Cela les amène à souligner qu'il est possible de rendre compte de la dématérialisation de la monnaie dans une perspective marxiste : elle renvoie alors à la fois à la transformation progressive de la monnaie-marchandise en signes monétaires et à la transition de simples signes de valeur déjà réalisés à des purs signes de crédit[55].

[55] Voir la sous-section 3.3.1 en page 139 pour plus de détails.

L'essor récent des monnaies numériques n'est qu'un autre avatar de ce « processus de dématérialisation des supports monétaires qui caractérise l'histoire de la monnaie, chaque étape constitu[ant] un bouleversement dans la mesure où apparaissent des innovations monétaires privées visant à se substituer aux instruments de l'ordre monétaire existant ou à la compléter » (Dissaux et Fare, 2017). Les crypto-monnaies sont une espèce particulière dont la monnaie électronique est le genre. Elles correspondent à un type spécifique de contestation. Comme l'analysent Lakomski-Laguerre et Desmedt (2015), l'objectif est tout à la fois de contourner les autorités monétaires par le cryptage des données, de naturaliser la monnaie lorsque le mécanisme de consensus associé repose sur le minage et de décentraliser le système de paiement, en rendant superflu le recours aux banques de second rang dans leur double rôle de vérification de la validité des transactions et de création de monnaie de crédit.

Nombre de monnaies dites sociales suivent le mouvement, en adoptant une forme électronique, *a minima*, ou en se développant sur une *blockchain* préexistante, à l'image de la MonedaPAR, ou encore en créant leur propre *blockchain*, comme Duniter en France ou le Léman à la frontière suisse. Ces transformations technologiques ne sont pas neutres, et l'apparition de nouveaux·lles acteur·ices porteur·ses de ces nouvelles solutions techniques peut conduire à l'importation de logiques marchandes dans les monnaies sociales, ou, en tout cas, à des mutations profondes : « certains membres de monnaies locales craignent que cela n'affaiblisse les valeurs éthiques défendues par la communauté. En effet, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication s'accompagne de changements organisationnels voire institutionnels » (Dissaux et Fare, 2017).

Après une présentation de l'origine et du fonctionnement de la technologie *blockchain* (sous-section 4.2.1), on tentera de prendre la mesure de la façon dont l'adossement de la MonedaPAR à une infrastructure *crypto* peut affecter sa dimension sociale en envisageant tour à tour : comment la MonedaPAR s'articule à la *blockchain* Bitshares (sous-section 4.2.2), d'où

provient en réalité l'application MonedaPAR (sous-section 4.2.3) et, enfin, la structure de pouvoir qui résulte de ces deux premières dimensions (sous-section 4.2.4). L'enjeu est de saisir les intérêts des membres d'EOS Argentina à soutenir la MonedaPAR, c'est-à-dire se poser la question des compensations, sinon monétaires, du moins symboliques qu'ils et elles peuvent en retirer. C'est à partir de ces éléments qu'il sera possible de détecter d'éventuelles contradictions entre les dimensions « *crypto* » et « sociale » de l'initiative.

4.2.1 Renaturaliser l'argent : le Bitcoin et sa preuve de travail

La technologie commune au Bitcoin et à la MonedaPAR, la *blockchain*, est l'aboutissement de plusieurs décennies de recherches cryptographiques visant à « mettre au point une monnaie sécurisée et impossible à tracer » (Lakomski-Laguerre et Desmedt, 2015). Avant le Bitcoin sont proposés successivement le « e-cash » (en 1990 par David Lee Chaum), le « Bit Gold » (entre 1997 et 2005 par Nick Szabo) et enfin le « B-Money » (en 1998 par Wei Dai). Ces recherches cryptographiques portant sur la question de la monnaie s'inscrivent elles-mêmes dans « un champ de réflexion beaucoup plus large, qui cherche à assurer, au moyen de protocoles cryptographiques, la confidentialité, l'intégrité et l'authenticité de messages transmis électroniquement » (ibid.).

Ces réflexions débouchent sur une technologie nouvelle : la *blockchain*, un registre distribué capable d'enregistrer tout type d'information. Son importance fait l'objet de débats. Davidson et al. (2018) soutient ainsi « que, quelle que soit la valeur des crypto-monnaies, elles ne sont que la première instanciation de la technologie. ». En théorie, en effet, les potentiels usages de la *blockchain* ne se restreignent pas à sa seule utilisation monétaire. On peut imaginer l'utiliser pour garantir une transparence sur l'origine de tel ou tel autre produit alimentaire (Commandré et al., 2021), pour faciliter l'établissement de cadastres fiables ou encore pour concevoir des systèmes d'identité numérique, à l'exemple du projet de Carlos dans la Villa 31[56]. Néanmoins, comme le montre l'exemple des *Non-Fungible Tokens* (NFT), originellement censés permettre de prouver la propriété de telle ou telle création artistique, pour que soient effectifs des usages non monétaires d'une *blockchain*, le détour par des institutions semble nécessaire. Un titre de propriété absolument garanti n'a pas de valeur si n'existent pas de moyens juridiques ou policiers de réfréner les infractions potentielles.

[56] `Provenance.org` (consultée le 1er avril 2022) propose ainsi d'enregistrer la trajectoire du thon, de la côte à l'assiette. BitLandGlobal, qui cesse ses activités fin 2019, souhaite de son côté améliorer l'enregistrement des propriétés foncières des populations rurales modestes, afin de contrer les tentatives d'expropriation basées sur l'inexistence ou l'insuffisance des titres de propriété existants.

Il apparaît que seules les crypto-monnaies peuvent effectivement s'exonérer de ce détour par des institutions extérieures, dans la mesure où elles incluent leur propre système d'incitation : les participant·es ont intérêt à accorder du crédit à l'information validée par la technologie dans la mesure où cette information a une valeur en monnaies de cours légal. Cela ne veut pas dire que les usages non monétaires de la *blockchain* sont impossibles, mais simplement qu'encore moins que les crypto-monnaies ils ne peuvent faire l'économie des institutions. Si le code est la loi, se pose la question de son domaine de validité, donc des modalités de son application.

Quoiqu'il en soit, ce registre distribué est en principe public, c'est-à-dire accessible et téléchargeable par n'importe qui, à condition d'être équipé·e de suffisamment d'espace de stockage et d'une connexion internet correcte. Les modifications se font de manière décentralisée : il n'y a pas besoin d'un tiers de confiance centralisant et certifiant l'information. L'information

nouvelle, une fois validée par l'ensemble du réseau de façon décentralisée, est inaltérable. Au total, une ***blockchain*** se présente comme une chaîne de blocs (contenant plusieurs opérations) enchâssés les uns dans les autres dans laquelle est enregistrée l'ensemble des états passés du système : elle en offre l'histoire, écrite de manière collective par l'ensemble des usager·es.

Comment fonctionne cette décentralisation et d'où vient cette inaltérabilité qui vaut aux systèmes fondés sur l'utilisation de la ***blockchain*** la qualification de « trust-less » ? Le réseau est fondé autour de nœuds [57] possédant chacun une version complète de la ***blockchain*** et se synchronisant les uns aux autres par internet. Les nouvelles informations à valider sont, dans le cas d'un système monétaire, ***a minima*** les transactions effectuées de manière digitale par les usager·es [58]. Ces transactions sont groupées par blocs de taille définie (un certain nombre de méga-octets), qui sont périodiquement proposés à la validation/certification. Une fois celle-ci effectuée, le nouveau bloc d'information est ajouté à la ***blockchain*** et l'ensemble des nœuds se synchronisent afin d'en conserver la version la plus à jour.

C'est l'existence d'un « mécanisme de consensus » qui permet de se passer d'une autorité centrale choisissant les informations nouvelles qui sont considérées comme valides. La nature spécifique de ce mécanisme est un critère de différenciation des ***blockchains*** : il existe ainsi une variété de processus cryptographiques permettant d'organiser la validation/certification décentralisée de l'information. En utilisant la terminologie institutionnaliste, on pourrait dire que le code informatique remplace le rôle des autorités monétaires dans l'établissement de la confiance hiérarchique en la monnaie, qui en constitue la crédibilité et en fonde la légalité.

Par exemple, le Bitcoin utilise une version spécifique de la « preuve de travail » [59]. Valider un bloc de transaction suppose pour les nœuds du réseau de résoudre un problème cryptographique complexe grâce à la puissance de calcul du matériel informatique dont ils disposent [60]. Ce processus est appelé « minage », ce qui vaut aux nœuds tentant de résoudre ce problème le nom de « mineurs », et au Bitcoin la caractérisation d'« or digital ». Lorsque ce problème est résolu, le nouveau bloc d'information est validé et ajouté à la chaîne des blocs. Une émission monétaire a alors lieu pour récompenser le travail (***work***) dont le ou la mineur·se victorieux·se a apporté la preuve (***proof***). Les mineur·ses sont essentiel·les au maintien de l'intégrité du réseau et de son caractère décentralisé. L'émission monétaire fournit les incitations nécessaires garantissant un flux contenu de candidat·es à la validation des blocs de transactions, qui apportent au réseau la puissance de calcul de leur matériel informatique : la sécurité du système étant fonction de la puissance totale de calcul, plus il y a de personnes en concurrence, plus le système est fiable. Le choix d'un mécanisme de consensus particulier se résout donc au choix d'un schème d'incitations spécifique.

C'est en effet l'ampleur du réseau qui est à la source de l'inaltérabilité de la ***blockchain***, quel que soit le mécanisme de consensus choisi : pour en modifier le contenu, c'est-à-dire pour la « hacker », à la différence du registre d'une entité centralisée comme celui d'une banque, par exemple, il serait nécessaire de modifier simultanément l'ensemble des répliques de la totalité de la ***blockchain*** (et pas seulement le bloc visé) stockées sur des milliers d'appareils interconnectés. C'est aussi ce qui garantit sa pérennité : si

[57] Que les *nodes* des *blockchain* correspondent au même terme que les *nodos* du *trueque* et de la MonedaPAR est une coïncidence. Néanmoins, on peut sans doute avancer que cela correspond à des conceptions de l'organisation sociale similaire : tant les *blockchains* que le *trueque* ou la MonedaPAR se représentent comme des réseaux plus ou moins décentralisés.

[58] Sur la *blockchain* Bitshares, comme sur les autres *blockchain* existent un certain nombre d'autres opérations, qui ne sont pas des transactions à proprement parler. Voir le tableau 4.1 en page 190 pour plus de détails sur les opérations nécessaires au bon fonctionnement de l'infrastructure de la MonedaPAR au-delà des simples transactions en MPAR.

[59] PoW, pour *Proof-of-Work*.

[60] Il faut calculer l'empreinte du bloc-candidat, ou somme de contrôle, au moyen d'un hashage SHA-256. Cette empreinte intègre une difficulté : il faut que l'empreinte calculée soit inférieure à une certaine valeur. Cette difficulté est rendue plus exigeante tous les 2016 blocs, de sorte que le nombre de tentatives nécessaires au calcul d'une empreinte correcte augmente exponentiellement avec le temps. Modifier un bloc antérieur devient ainsi pratiquement impossible dans la mesure où cela nécessiterait de recalculer les empreintes non seulement du bloc que l'on souhaite modifier, mais encore de tous les autres blocs qui s'y sont enchâssés depuis sa « production » initiale. Le réajustement de la difficulté vise à prendre en compte l'augmentation de la puissance de calcul du réseau de façon à ce que la durée moyenne de validation d'un bloc, c'est-à-dire le temps nécessaire à la génération d'une empreinte adéquate, soit de 10 minutes pour l'ordinateur ou le groupe d'ordinateur (appelé parfois « fermes ») le plus puissant du réseau.

un nœud rencontre des problèmes techniques, par exemple en raison d'une coupure d'électricité, le réseau ne s'en retrouve pas affecté car la *blockchain* est simultanément stockée dans sa totalité sur plusieurs appareils différents, qui reçoivent la dénomination de nœuds complets[61]. Faire cesser l'émission de *bitcoins* ne peut pas se faire de la même manière qu'il a été possible de demander aux provinces argentines imprimant leur propre monnaie fiscale complémentaire de fermer physiquement les presses d'impressions : il faudrait en effet couper le courant de l'ensemble des appareils stockant la *blockchain* Bitcoin.

En même temps, plus le nombre de mineur·ses est grand, plus la probabilité du « problème des 51% » est faible : celui-ci découle de la structure même de la preuve de travail. Si un nœud individuel pavient à posséder plus de 51% de la puissance de calcul totale du réseau, il est alors théoriquement capable de manipuler à sa guise le registre des transactions passées et donc le solde des comptes des usager·es. La probabilité que ce risque se matérialise est en principe en raison inverse du nombre d'acteur·ices en concurrence pour la validation des transactions et de leur puissance de calcul cumulée.

À cet égard, l'augmentation tendancielle du cours du Bitcoin doit jouer théoriquement comme une garantie supplémentaire de l'inaltérabilité de la chaîne de blocs[62]. Elle rend en effet l'activité de minage de plus en plus rentable, ce qui est susceptible d'amener à la création de nouveaux nœuds et donc à l'augmentation de la puissance totale du réseau[63].

Les différentes *blockchains* se différenciaient selon le type de mécanisme de consensus mis en œuvre et selon les règles spécifiques de ces derniers. Par exemple, la spécificité de la preuve de travail du Bitcoin se présente sous deux aspects corrélés. D'une part, la complexité de ce problème, généré par le code de la *blockchain*, s'adapte en fonction des variations de la puissance de calcul totale du système. Celle-ci découle du nombre de nœuds entrés dans le système et des caractéristiques techniques de leurs matériels informatiques. Le temps moyen de résolution, résultante de ces deux facteurs, reste proche des dix minutes : « ainsi, plus il y a de mineurs et plus ceux-ci ont du matériel de minage puissant, plus la difficulté augmente » (Lakomski-Laguerre et Desmedt, 2015). À cela s'ajoute le fait que le montant exact de la « récompense » octroyée au nœud qui a résolu le premier le problème suit une loi de décroissance fixée de manière exogène et figée dans le code informatique. Les quatre premières années, ce sont 50 *bitcoins* qui sont émis pour chaque bloc validé. Les quatre années suivantes, ce total est divisé par deux, tombant ainsi à 25 *bitcoins* par validation de bloc, et ainsi de suite. De cette façon, le taux annuel d'émission monétaire est fixé par avance, et décroit avec le temps.

D'autre part, le volume total de *bitcoins* potentiels est fixé par avance à vingt-et-un millions. Compte tenu du rythme de décroissance du taux annuel d'émission de *bitcoin*, la totalité des *bitcoins* sera « minée » aux alentours de l'année 2140.

On a dit que les crypto-monnaies, telles qu'elles s'incarnent en premier lieu dans le Bitcoin, résultent d'une volonté de naturalisation de l'argent. Celle-ci est associée au double mouvement de résorption de la création de monnaie de crédit et de contournement total du système monétaire traditionnel et hiérarchisé. Bihr (2001a, p. 315-344) souligne dans quelle mesure ce dernier résulte de la nécessaire reprise en main étatique de la médiation monétaire,

61 EOS Argentina est l'un de ces *full nodes* pour la *blockchain* EOS.

62 Le fait que cette augmentation tendancielle est depuis un an environ plutôt une baisse tendancielle suscite logiquemetn de nombreuses interrogations quant à la viabilité du système.

63 Théoriquement, seulement, car, de fait, le cours élevé du *bitcoin* est également associé à une concentration des acteur·ices dans une poignée de fermes de minage, au fur et à mesure que la complexité du problème cryptographique à résoudre évince les acteur·ices individuel·les en élevant le seuil minimal de puissance de calcul nécessaire pour avoir une chance de valider au moins un bloc de transactions de temps à autre (Rolland et Slim, 2017). Des configurations des valeurs simultanément prises par la variation du cours du Bitcoin, le montant de l'émission monétaire unitaire et le coût unitaire de la puissance de calcul existent, pour lesquelles cette tendance haussière du Bitcoin peut avoir un effet averse sur la sécurité du réseau. Qu'elles ne se soient pas matérialisées pour l'instant peut se comprendre par le fait qu'au-delà de l'infrastructure socio-technique du réseau (sa gouvernance par le code), il faut prendre en compte la superstructure (gouvernance sur le code) découlant de la différenciation des groupes d'acteur·ices dans l'écosystème Bitcoin. Cette double dimension de gouvernance par et sur le code est à l'origine d'une « couche » supplémentaire de régulation (ibid.), soit de l'émergence endogène de dispositifs institutionnels au cœur d'un système monétaire qui s'en voudrait pourtant dépourvu.

de plus en plus fragilisée au fur et à mesure que le capital s'en empare. La contradiction, qui risque toujours de devenir antagonisme et de se résoudre brutalement par une crise, tient à ce que le capital implique la médiation monétaire, car il doit nécessairement passer par la forme marchandise pour pouvoir se réaliser, mais que la monnaie-marchandise est relativement inadéquate du point de vue de sa logique.

Comme valeur s'auto-valorisant, c'est-à-dire mouvement de la valeur en procès, en effet, le capital trouve dans la monnaie de crédit la forme la plus adéquate de supports monétaires. Mais la monnaie de crédit n'étant que promesse d'argent, si le développement du système de crédit permet l'extension de l'échelle de l'accumulation, cela se fait au prix de l'accroissement corrélatif du « risque et [de] l'ampleur du déséquilibre éventuel » (Duménil, 1978, p. 359).

Les lois marchandes simples, réglant la circulation des marchandises, c'est-à-dire l'existence d'un équivalent général qui permet à la contradiction interne valeur-valeur d'usage de la marchandise de s'extérioriser en opposition entre marchandise – pure valeur d'usage – et monnaie – pure incarnation de la valeur – , continuent de régir les échanges de marchandises produits du capital, quelque ce soit le développement du système de crédit et le rapport entre signes de valeur réalisée et signes de crédit. Sans marchandise, le capital ne peut être pensé comme mouvement, c'est-à-dire pour ce qu'il est dans son concept.

Dépasser la médiation monétaire suppose donc de dépasser la production capitaliste, en particulier, et le capital, en général[64] : « pour la loi économique, la mutation historique représente ce au-delà de quoi elle subsiste, [elle] exprime ce qu'il y a d'intangible au sein de la mutation elle-même et traduit la *permanence* de la valeur explicative d'un système conceptuel » (Duménil, 1978, p. 150). On peut donc inclure l'apparition du Bitcoin et de son mécanisme de consensus fondé sur une preuve de travail dans le système conceptuel marxiste : il y a naturalisation de l'argent au sens où on tente de recréer une monnaie-marchandise de façon artificielle, une monnaie absolument distincte du système de crédit, qui doit ainsi représenter directement de la valeur réalisée plutôt qu'une simple promesse de valeur future; cette naturalisation des instruments monétaires peut se lire comme l'affirmation du contenu intangible des lois de la circulation des marchandises, qui requièrent une « monnaie pleine », au sens où il ne s'agit pas d'une simple promesse d'argent, mais d'une valeur déjà réalisée. Il n'est alors pas surprenant de voir le Bitcoin prendre de l'importance après la crise de 2008, c'est-à-dire à un moment où la médiation monétaire est particulièrement mise à mal par sa subordination aux exigences contradictoires de la reproduction élargie du capital.

[64] Puisque les deux concepts ne sont pas identifiables : il peut y avoir — et, de fait, il y a eu — capital, par exemple au sein de « secteurs capitalistiques » (Braudel, 1985), sans qu'il soit nécessaire de présupposer une production de type capitaliste. De fait, Marx précise bien que le capital marchand, dans ses deux dimensions de capital commercial et de capital porteur d'intérêt, précède la production capitaliste. C'est encore ce que montre Banaji (2010) dans le cas de l'Antiquité romaine, à rebours des interprétations primitivistes de Finley (1999). En retour, non seulement la production capitaliste est le seul type de production qui réalise pleinement les lois de la marchandise : sans production capitaliste, les prix ne sont pas systématiquement réglés par le temps de travail socialement nécessaire, comme le remarque, du reste, DiQuattro (2007) à propos de l'économie de petit·es producteur·ices des colonies britanniques d'Amérique du Nord avant la Révolution Américaine. C'est également le seul type de production qui réalise pleinement les lois du capital.

4.2.2 Bitshares comme « système d'exploitation » de la MonedaPAR

Bitcoin et Ethereum utilisent originellement des preuves de travail différant par les règles gouvernant le temps moyen de validation des blocs et le volume monétaire total potentiel : la validation des blocs est plus rapide dans Ethereum que dans Bitcoin. Certaines crypto-monnaies utilisent une preuve de travail proposant un problème dont la résolution a une utilité en soi, au-delà de la contribution au maintien de l'intégrité du réseau. Par

exemple, la preuve de travail devient preuve de recherche (PoR) dans la mesure où la puissance de calcul combinée du réseau est mise au service de la recherche mathématique sur les nombres premiers par le calcul de chaînes de Cunningham (*Primecoin*) ou à l'analyse du fonctionnement des protéines (*Curecoin*) (Tichit et al., 2017)

Quant à elle, la MonedaPAR est fondée à l'heure actuelle sur la *blockchain* Bitshares, à laquelle est associée une crypto-monnaie spécifique du même nom. Celle-ci met en jeu un mécanisme de consensus qualitativement différent de celui du Bitcoin et d'Ethereum. Il s'agit en effet d'une « preuve d'enjeu ou de participation déléguée »[65]. Son principe est qu'il existe un groupe réduit de nœuds dotés de la capacité de valider les transactions, dits nœuds témoins (*witnesses*). Pour être nœud témoin, il faut remplir deux conditions : être un nœud complet et être choisi parmi les autres nœuds complets par le biais d'une procédure de vote en continu. La concurrence entre les nœuds témoins pour valider les blocs et recevoir la récompense associée est moins coûteuse en énergie que celle à laquelle donne lieu l'utilisation de la preuve de travail du Bitcoin[66]. Le temps de validation des blocs est également plus court.

Bitshares dispose ainsi de vingt-et-un de ces nœuds témoins, qui reçoivent comme mandat le maintien de l'intégrité du réseau par la validation correcte des blocs de transactions, d'où le D dans DPoS, pour « déléguée » : la vérification des bloc est déléguée aux nœuds témoins choisis parmi les nœuds complets. Le nœud particulier qui recevra l'opportunité de valider tel nouveau bloc de transaction est tiré au hasard parmi ces vingt-et-un candidats[67].

La probabilité d'être choisi est inversement proportionnel au nombre de blocs récents qu'un nœud donné a validé, afin que tous les nœuds témoins valident en moyenne le même nombre de blocs. La concurrence entre les nœuds est donc de nature différente que dans une *blockchain* fondée sur une preuve de travail. Il ne s'agit pas de résoudre le plus rapidement possible un problème cryptographique complexe, mais plutôt de recevoir suffisamment de votes de la part de l'ensemble des acteur·ices du réseau pour franchir le seuil et être ainsi doté de la capacité de valider les transactions.

La preuve d'enjeu déléguée est en réalité une version modifiée de la preuve d'enjeu[68]. On n'y trouve pas des « mineur·ses » mais des « validateur·ices ». Dans une *blockchain* à preuve d'enjeu simple, un nœud a d'autant plus de probabilité d'être le prochain à pouvoir valider un bloc de transaction et de recevoir la récompense afférente, qu'il a beaucoup « en jeu » (*at stake*). Dans cette version « pure » de la preuve d'enjeu, l'enjeu est fonction du nombre d'unités de la crypto-monnaie en question que possèdent les acteur·ices.

Comme l'expliquent les fondateurs du Peercoin, la première crypto-monnaie ayant introduit une preuve d'enjeu, « d'un point de vue philosophique, l'argent est une forme de "preuve de travail" du passé et devrait donc pouvoir à lui seule se substituer à la preuve de travail » (S. King et Nadal, 2012)[69]. Le principe est que le bloc finalement choisi et ajouté à la chaîne des blocs est celui qui incorpore le plus d'« enjeu ». On suppose ainsi que la mesure de la richesse en crypto-monnaie est un bon indicateur de l'implication d'un·e usager·e particulier·e dans le réseau et que cette implication est une garantie contre toute tentative de mettre en péril le système par des manipulations. Concrètement, chacun pièce possédée par les différents nœuds a une certaine probabilité de pouvoir être utilisée comme un vote pour « signer » le bloc qui sera ajouté à la chaîne des blocs

65 DPoS, pour *Delegated Proof-of-Stake*.

66 On a pu ainsi estimer que la consommation annuelle des mineur·ses du Bitcoin avoisinent 14,7 TWh, ce qui correspond à la consommation d'énergie du Monténégro (12 TWh) pour un peu plus de 287 millions de transaction par an : « comparativement Visa, assurant 141 milliards de transactions annuellement annonce un coût énergétique de 187,5 GWh, soit 80 fois moins (Dumas et al., 2022) » (Tichit, 2021, p. 42-43).

67 Il y a donc autant de nœuds témoins dans Bitshares que de millions de bitcoins minables au total.

68 PoS pour *Proof-of-Stake*.

69 Il est intéressant de noter la convergence entre la conception marxiste de la valeur, donc de la monnaie, et le point de vue « philosophique » dont il est fait mention. Plus précisément, l'existence de la monnaie tient à la nécessité, dans une société fondée sur l'échange généralisé des biens, d'exprimer l'échangeabilité des marchandises. Le travail consacré à leur production doit se présenter, ou encore s'exposer (*sich darstellen*, à distinguer de *sich vorstellen*, se représenter dans, ou *repräsentieren*, être représentée par, autres concepts utilisés par Marx) dans des quantités monétaires — et devenir par là-même *abstrait*, de telle sorte que derrière la monnaie, mesure extrinsèque de la valeur, il y a toujours le travail abstrait, mesure intrinsèque de la valeur. Reste à savoir qui a effectivement réalisé cette dépense de travail qui se fige sous une forme monétaire

parmi tous les blocs possibles. Le bloc qui reçoit le plus d'enjeu est ajouté à la *blockchain* et un nouveau « tour » commence.

Dans une PoS, l'acteur·ice le ou la plus riche dispose de la plus grande probabilité d'être choisi·e pour valider le prochain bloc de transaction, donc de recevoir la récompense et de devenir encore plus riche. Comme le fait de posséder un volume important de crypto-monnaie n'est pas une garantie suffisante contre les risques de manipulations, certaines *blockchains* fondées sur ce mécanisme de consensus utilisent une méthode de pondération permettant de relativiser l'avantage permanent autrement conféré à l'acteur·ice le ou la plus riche[70].

Dans le cadre d'une DPoS, les avoirs monétaires des acteur·ices sont autant de votes qu'ils et elles peuvent affecter à tel ou tel nœud complet pour lui permettre d'accéder au rang de nœud témoin. Plus un nœud complet est riche et plus ses allié·es le sont également, plus il a de chances de parvenir et se maintenir dans ce statut. La preuve d'enjeu déléguée est donc une façon d'éviter que le ou la plus riche puisse directement devenir le ou contrôleur·se ultime de la *blockchain* : il ne suffit plus d'être riche, il faut encore que les autres participant·es considèrent favorablement les activités des candidat·es au statut de nœud témoin et attribuent leurs « votes » en conséquence. Cette couche intermédiaire relativise le caractère intrinsèquement censitaire des PoS et rajoute une sécurité supplémentaire pour prévenir la réalisation du problème des 51 %. Comme l'explique José, membre de EOS Argentina :

> R *: Il y a la preuve de travail, la PoS, quoi d'autre ?*
> José *: Je ne sais pas comment dire en castillan PoS. Et comme troisième preuve, la preuve de l'enjeu déléguée [DPoS]. Je pense que le plus démocratique est le DPoS. La PoW fonctionne parce qu'il faut y mettre des ressources, la PoS à l'inverse est la plus vulnérable aux attaques, parce qu'il peut être aisé d'acheter dans une crypto-monnaie de petite taille [au sens de capitalisation du volume total d'unités monétaires en circulation] 51 % de la monnaie.*
>
> R *: Oui, car vu de loin, le PoS ressemble à une démocratie pure : chacun a son propre vote, alors que la DPoS ressemble plus à un gouvernement représentatif, et moins à une démocratie directe. Mais ce que tu me dis, c'est que c'est l'inverse ?*
> José *: Ce qu'il se passe, c'est que tu vois les choses d'un point de vue social, moi je les vois plutôt d'un point de vue technique, de la sécurité du réseau. Je ne pense pas que la PoS soit aussi sûre que la DPoS, car dans la DPoS, tu choisis 21* block producers.
>
> Entretien le 9 mai 2019 avec José, la trentaine, membre de Waba puis de EOS Argentina, de formation commerciale, dans un bar du quartier de Palermo.

Il est intéressant de remarquer les réticences de José à comparer la PoS et la DPoS selon leur degré de démocratie dans le fonctionnement du système. La question se pose effectivement au début en termes purement techniques, revenant à déterminer laquelle des deux versions de *blockchains* est la plus sûre. Pour lui, il est quelque peu abusif de considérer que Bitshares ou EOS, qui reposent tout deux sur une DPoS, sont plus « démocratiques » que le PeerCoin, qui utilise une preuve d'enjeu simple. Néanmoins, un de ses collègues d'EOS Argentina, Lucas, ne partage pas tout à fait ses réticences :

[70] Les *blockchain* PoS se distinguent ainsi les unes des autres selon la définition de ce qui constitue « l'enjeu ». Au-delà de la définition très simple qu'en donne le Peercoin, puisque c'est simplement le montant des avoirs monétaires, on peut le mesurer au nombre de transactions que fait un•e usager•e dans une période de temps donnée : c'est le choix du ReddCoin qui introduit la preuve d'enjeu en fonction de la vélocité (PoSV). La preuve de possession (PoH) attribue à l'inverse les droits de validation des blocs aux usager•es qui conservent le plus longtemps les unités monétaires, l'inconvénient logique est qu'on favorise ainsi encore plus les comportements de thésaurisation, ce qui peut être un problème si l'objectif est de développer la circulation monétaires et les échanges marchands. Il existe encore la preuve d'importance (PoI), la preuve d'enjeu minimum/temps (PoMAS), la preuve d'enjeu/temps (PoST), la preuve d'utilisation (PoU), etc. On peut mentionner aussi des systèmes alternatifs à la fois aux PoS et aux PoW, fondés sur des preuves d'autorité (PoA), des preuves de capacité ou de stockage (PoC ou PoStockage), des preuves de coopération (PoC), des preuves d'activité (PoA), des preuves de récupération (PoR), des preuves de valeur (PoV) ou encore des preuves de destruction (PoB pour *Proof-of-Burn*). Il existe enfin des *blockchains* mixtes qui articulent une version de la preuve d'enjeu avec la preuve de travail (PoS-PoW) ou encore de la preuve de destruction et de la preuve d'enjeu (PoB-PoS) (Tasca et Tessone, 2019). DPoS, PoS et PoW ainsi que leurs hybrides se partagent la majorité des crypto-monnaies connues, les autres mécanismes de consensus demeurant pour la plupart au stade expérimental.

R *: Et donc ce sont les nœuds asiatiques qui gèrent principalement Bitshares, sur laquelle la MonedaPAR court, c'est ça ?*
Lucas *: Oui, et par rapport à EOS, disons que la gouvernance décentralisée [...], ça consiste en un système qui est une sorte de ploutocratie, si tu as dix* tokens*, et moi un, ta voix a plus de poids. C'est raisonnable, ou disons, que ça peut être raisonnable, mais c'est sûr qu'on a jamais essayé un système du type « une personne une voix ».*

R *: La plutocratie, c'est Bitshares et EOS ?*
Lucas *: Dans EOS aussi, oui. Dans toutes les* blockchains*, en fait, sauf dans Bitcoin, qui est comme une gouvernance* de facto *pour moi, parce qu'ils disent qu'il n'y a pas de gouvernance. Mais c'est des conneries ! Il en existe bien une, mais elle n'est pas explicite, alors dans EOS et dans Bitshares, elle est explicite. On peut ne pas aimer ça, mais c'est clair comme de l'eau de roche. Si tu as un* token*, il vaut un vote. Si tu en as une centaine, ça vaut une centaine [...]. Comment les équivalents de ces décisions sont-elles prises dans le Bitcoin ? Au sens où comment on se pose la question de « hé, on va incorporer cette nouvelle chose, on va changer ceci ». Toutes ces décisions d'exécution, de gouvernance, on ne sait pas comment c'est, ça n'a pas été formalisé. Alors ils disent « c'est anarchique ». Mais non, c'est faux ! [...] En tout cas, tu t'es renseigné toi, on dirait.*

R *: Oui, Juan m'a demandé de préparer une sorte de FAQ pour les personnes qui veulent s'inscrire mais qui ne connaissent pas les cryptos.*
Lucas *: Oui, en BTS, c'est un monstre assez complexe. C'est intéressant, disons, ce qui se passe à l'intérieur. EOS est plus vide mais tu peux construire des monstres plus complexes encore [...]. Mais la question de la ploutocratie, tu ne peux pas vous en sortir. Personne n'a encore essayé une forme de gouvernance distribuée, où chaque entité, chaque utilisateur, tout ce qu'il dit vaut un, quel que soit le nombre de jetons qu'il possède.*

Entretien le 11 décembre 2019 avec Lucas, la quarantaine, membre de Waba puis de EOS Argentina, dans un bar du Microcentro, dans le quartier de Retiro.

L'existence d'une gouvernance non formalisée, mais opérante, dans le Bitcoin, en dépit de sa présentation usuelle comme crypto-monnaie sans institutions, est précisément ce que montrent Rolland et Slim (2017). La différence entre le Bitcoin, d'une part, et Bitshares et EOS, de l'autre, consiste pour Lucas essentiellement dans le fait que ce qui est invisibilisé dans les systèmes à preuve de travail est explicite dans les systèmes à preuve d'enjeu et, à plus forte raison, dans les systèmes à preuve d'enjeu déléguée, dans la mesure où il y existe un mécanisme de vote continu permettant de sélectionner les nœuds témoins.

Les nœuds complets sont donc incités à « faire de la politique », comme le reconnaît José au sujet du système de vote permettant d'introduire des modifications[71] dans les paramètres-clés de la *blockchain*, par exemple dans le montant de la rémunération que reçoivent les nœuds témoins lorsqu'ils valident un bloc :

[71] Elles sont appelées les *proposals*. On trouvera des exemples sur le lien suivant : `https://bitsharestalk.org/index.php?PHPSESSID=c1c7172738509ae18570149e73aec363&board=75.0` (consulté le 1er août 2022).

> R *: Les* proposals *ont une date limite ?*
> José *: Oui, ils durent deux ou trois mois. C'est toujours une consultation, ça ne se fait pas automatiquement. S'il y a un soutien massif, la proposition est adoptée. La* blockchain *est composée d'individus, il y a donc forcément de la politique à l'intérieur. Ce serait naïf de penser que dans une* blockchain, tout est parfait, *qu'il n'y a pas de politique. Le code tente de fixer des règles qui ne peuvent pas être enfreintes, mais au sein de ces règles, il y a des êtres humains qui essaient d'en tirer profit. Alors bien sûr, je suis sûr qu'il y a des intérêts des groupes de pouvoir économique qui veulent avoir le plus de voix possibles, qui veulent contrôler ce qui se passe dans EOS ou Bitshares. Et ça converge avec... je veux dire, c'est normal.*
>
> R *: Et ce serait naïf de penser que le code suffit pour la gouvernance donc.*
> J *: Exactement, et cela peut arriver avec le Bitcoin avec les mineurs, chacun a ses intérêts. Il y a donc un système de gouvernance, il y a un système de décision, et comme toute société, il y a des influences des pouvoirs politiques et économiques sur la* blockchain, *aussi virtuelle soit-elle.*
>
> Entretien le 9 mai 2019 avec José, la trentaine, membre de Waba puis de EOS Argentina, de formation commerciale, dans un bar du quartier de Palermo.

Le Bitcoin, avec sa PoW, reste « l'or digital [...], le roi [des crypto-monnaies] ». À l'inverse, les crypto-monnaies reposant sur des mécanismes de consensus alternatif, preuve d'enjeu simple ou preuve d'enjeu déléguée, sont loin derrière en termes d ecapitalisation. Mais cette domination du Bitcoin, qu'on peut constater en regardant sa part de marché dans les transactions portant sur des crypto-monnaies, par exemple sur un site comme CoinMarketCap [72], dissimule mal, selon Lucas, son « arriération technologique » : non seulement la preuve de travail est très énergivore, mais encore le Bitcoin est mono-usage. À l'inverse, tant Bitshares et EOS sont des « monstres relativement complexes [qui] sont très flexibles ». On peut y héberger une grande variété de projets[73]. S'il est possible de coder des contrats intelligents dans EOS et non dans Bitshares[74], toutes deux peuvent être conçues comme des « systèmes d'exploitations » permettant à tout·e usager·e qui le souhaite de créer son propre *token*, c'est-à-dire son propre système monétaire. Les transactions de ce crypto-*token* sont alors validées comme les transactions effectivement libellées en *bitshares* et l'ensemble de toutes les opérations qui ont cours dans la *blockchain* selon le mécanisme de consensus de preuve d'enjeu délégué. EOS et Bitshares apparaissent alors comme des *blockchains* de *blockchains*, tandis que la *blockchain* Bitcoin ne permet pas d'héberger des systèmes dérivés, comme Bitshares, ou des *smart contracts*, comme EOS.

[72] coinmarketcap.com (consultée le 11 mars 2022).

[73] Entretien le 11 décembre 2019 avec Lucas, la quarantaine, membre de Waba puis de EOS Argentina, dans un bar du Microcentro, dans le quartier de Retiro.

[74] Lucas présente EOS comme l'évolution naturelle de Bitshares, le « Raichu de Pikachu ».

Pour faire fonctionner un crypto-*token* sur la plateforme Bitshares, il est nécessaire de posséder de l'« essence » : une autre rémunération des nœuds témoins, au-delà du montant qu'ils reçoivent à la validation des transactions, consiste en une taxe libellée en *bitshares* et imposée sur chacune des opérations. On peut ainsi calculer le coût de fonctionnement théorique de la MonedaPAR en rapportant l'évolution de la valeur en dollar du *bitshares* (graphique 4.2 en page 188) au montant des taxes imposées sur chacune des transactions en MonedaPAR tel qu'il figure dans la base de données de transactions. C'est précisément la faible capitalisation du *bitshares* par rapport au *bitcoin* qui rend la MonedaPAR viable, car l'« essence » y est donc à un prix tout à fait abordable.

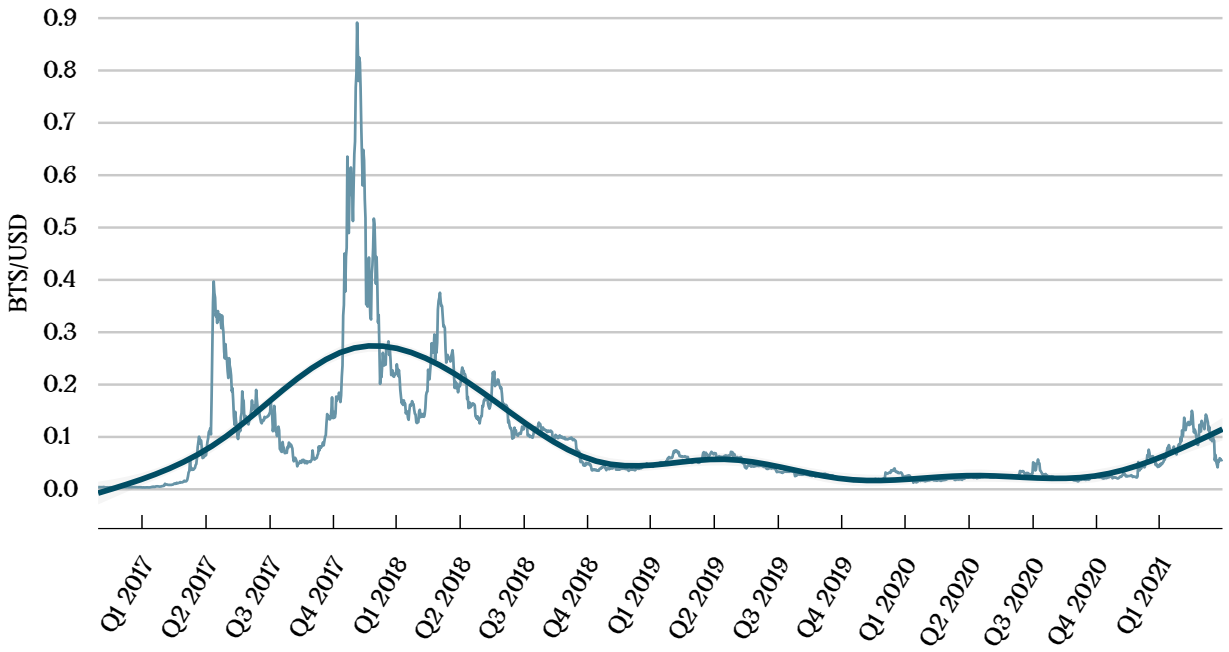


Fig. 4.2 - *Taux de change BTS/USD (2017-2021).*

Il s'agit du taux de change quotidien à l'ouverture de la période d'échange (taux de change « open »).
Source : https://coinmarketcap.com/currencies/bitshares/historical-data/.

Les montants précis de ces taxes sont susceptibles de varier pour chacun des différents types d'opérations : les acteur·ices du réseau peuvent ainsi faire des *proposals* pour les faire évoluer. Ils sont de fait modifiés entre les débuts de la MonedaPAR en 2017 et la fin de la collecte des données en décembre 2021. Si je n'ai pas pu accéder à l'historique de ces évolutions, la valeur de ces taxes figure à chacune des lignes de transactions de la base de données de transaction qu'on peut extraire *via* un explorateur de blocs de Bitshares, comme `bts.ai`. Ces évolutions des frais de transactions en *bitshares* sont représentées dans le graphique 4.3 en page 189.

Le coût unitaire d'une transaction en MonedaPAR est le produit du montant en vigueur actuellement appliqué sur les transactions de *tokens* en vertu des décisions de la communauté Bitshares et du *Core Exchange Rate* (CER), paramètre que peuvent faire varier les créateur·ices et propriétaires du *token* MonedaPAR. Ainsi, si les acteur·ices s'accordent pour augmenter les frais de transactions, il est toujours possible pour les gestionnaires d'un *token* de ne pas répercuter la hausse sur les usager·es qui s'en acquittent en MonedaPAR, en diminuant d'autant le taux de change entre BTS et MPAR. Les gestionnaires du *token* en question s'acquittent dans tous les cas du montant de *bitshares* requis, mais ils ou elles reçoivent en échange un nombre plus réduit d'unités du *token* à partir des comptes des usager·es qui réalisent des transactions libellées en ce *token*.

Pour être tout à fait complet et calculer le coût théorique de la MonedaPAR en dollar, il faut rajouter aux frais de transactions les frais appliqués aux autres opérations qui ne sont pas des transferts d'unités monétaires, mais qui sont tout aussi essentielles au bon fonctionnement de la MonedaPAR. Chaque fois qu'un nouveau compte est créé, il faut en effet le valider pour lui permettre de réaliser des transactions avec les autres usager·es. Cette opération a un coût. On a recensé les différentes opérations nécessaires à la

MonedaPAR dans le tableau 4.1, avec leurs coûts respectifs au 1er avril 2022, et le nombre de fois que chacun des deux comptes-maîtres de la MonedaPAR, *gobierno-par* et *propuesta-par*, y ont eu recours[75].

[75] On présente à la sous-section 4.2.3 en 191 avec plus de détails les différentes opérations et la « division du travail » de chacun de ces deux comptes-maîtres. Cette division du travail est dans une certaine mesure factice, car les deux comptes sont gérés par la même équipe.

On peut constater que les opérations les plus coûteuses sont celles qui ont à voir avec la création de nouveaux *assets*, c'est-à-dire des crypto-*tokens* à la base d'un système monétaire courant sur Bitshares, ou la transformation d'un compte en *life-time member*, ce qui a deux avantages : réduire le coût de chaque opération ; permettre de créer des comptes affiliés en les référant à ces comptes-maîtres, comptes affiliés qui sont, dans ce cas, ceux des usager·es de la MonedaPAR. Notons pour finir qu'il est possible pour les deux comptes-maîtres d'annuler un transfert monétaire à l'intérieur de la MonedaPAR, pour un coût qui, au 1er avril 2022, est relativement modique : moins de dix BTS, donc moins de un dollar.

On peut finalement convertir le montant total de ces frais occasionnés par le fonctionnement de la MonedaPAR et obtenir son coût théorique, mensuel tel qu'il figure sur le graphique 4.4, et accumulé, sur le graphique 4.5. Coût théorique, car l'hypothèse implicite qui permet de construire ce graphique est que les propriétaires du *token* MonedaPAR font instantanément l'acquisition des *bitshares* nécessaires à l'acquittement des frais d'opérations au taux de change BTS/USD en vigueur au moment où l'opération est réalisée (graphique 4.2). S'ils et elles disposent d'un fond de *bitshares* achetés auparavant à plus faible coût que le niveau courant du taux de change, alors le coût théorique surestime le coût réel en dollar de la MonedaPAR.

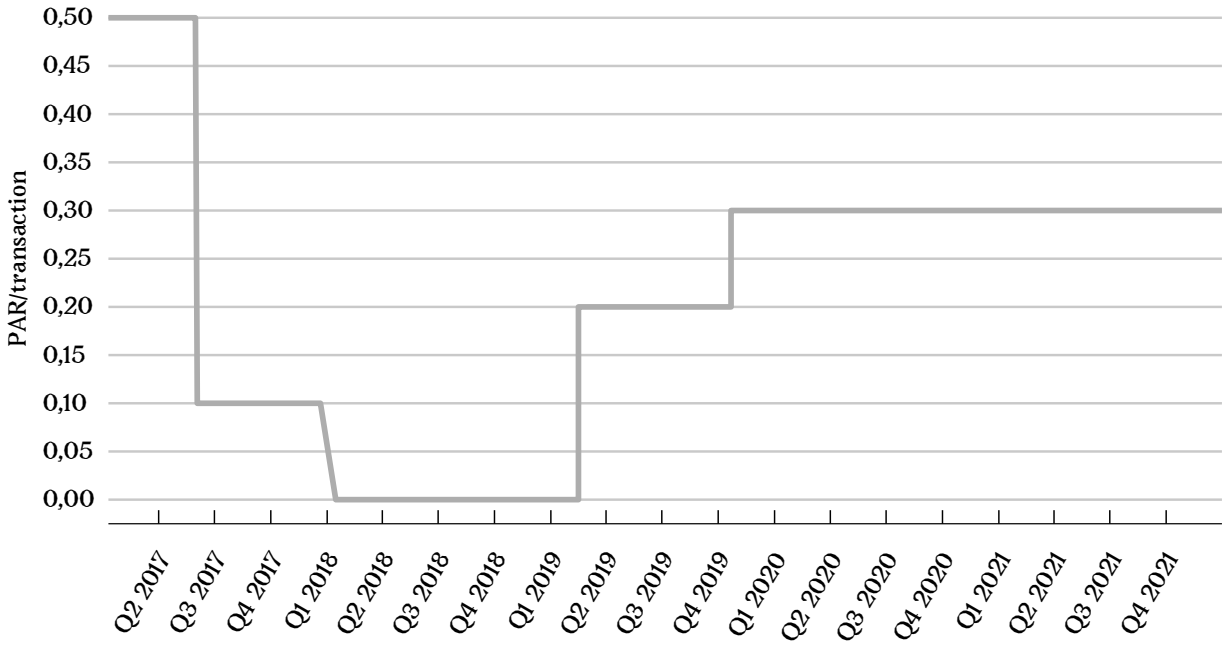


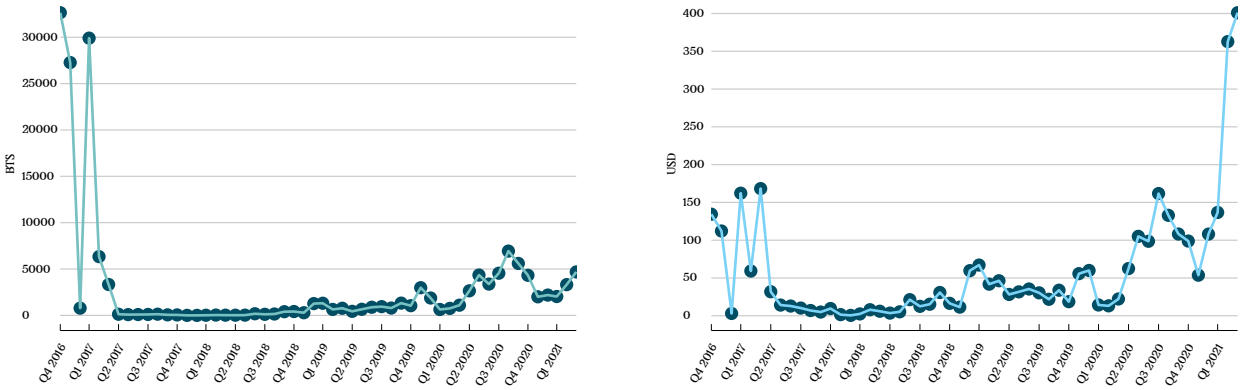
Fig. 4.3 - *Coût unitaire en bitshares d'une transaction dans la MonedaPAR.*

Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur https://bts.ai.

N°	Type d'opération	Coût de base en BTS (pour un *life-time member*, au 1er avril 2022)	gobierno-par (ID : 1.2.150830)	propuesta-par (ID : 1.2.151476)
0	transfer	0,17	128	5 072
5	registrar	0,96	1	5 629
6	account update	0,48	480	5
7	whitelist account	0,96	2 309	4 464
8	account upgrade	5 791,31	1	1
10	asset create	723 914,13	6	-
11	asset update	0,96	18	17
14	asset issue	0,17	2 262	1
15	asset reserve (burned)	0,01	30	-
16	asset fund fee pool	0,96	9	2
22	create proposal	1,93	22	7
24	delete proposal	0	5	-
33	vesting balance withdrawal	0,96	16	21
38	override transfer	9,65	46	-
43	asset claim fees	9,66	3	-
47	asset claim pool	0,97	1	4

Tab. 4.1 - *Type d'opérations sur la blockchain Bitshares (au 1er avril 2022).*

Source : élaboration propre à partir de https://wallet.bitshares.org/#/explorer/fees (consulté le 4 avril 2022).



(a) *En BTS.*

(b) *En USD.*

Fig. 4.4 - *Coût de fonctionnement mensuel de la MonedaPAR (BTS et USD).*

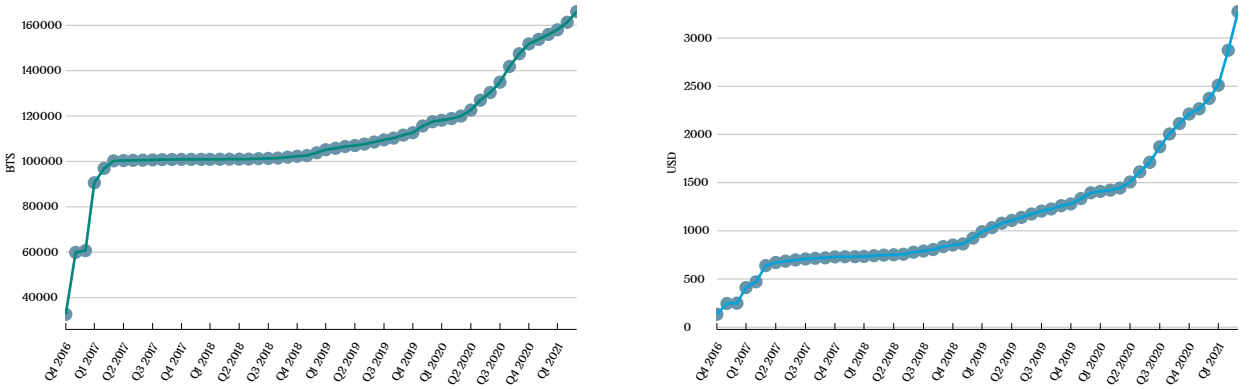
Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur https://bts.ai.

Les données manquent pour pouvoir rajouter le reste de l'année 2021, de début 2017 à début 2021, le coût théorique correspond donc à un montant accumulé d'un peu plus de 3 000 dollars, ce qui représente environ 375 dollars par semestre. Lucas m'indique qu'il recharge tous les semestres les fonds des comptes-maîtres de la MonedaPAR, d'où sont prélevés les frais d'opérations, d'un montant très proche de ce résultat. On peut donc en conclure que le coût théorique calculé au graphique 4.5 est proche du coût réel, sans doute car, hormis une période de forte hausse en 2017, la valeur du *bitshares* en dollar est restée relativement stable jusqu'en 2021 :

R *: Et tu sais combien d'argent vous mettez chaque mois pour transformer les Bitshares en MPAR ?*
Lucas *: Non, je ne garde pas de trace, ça n'arrive pas tous les mois non plus, ça se remplit, on remplit le fond de BTS, l'autre jour je l'ai rempli parce qu'il était vide, et on a mis cent dollars de plus, ou deux cents dollars [...].*

R *: Donc, vous avez essentiellement des frais fixes d'environ 100 à 200 $ tous les trois mois, que vous convertissez en* bitshares *et que vous accumulez ensuite sous forme de MPAR, fonds accumulés vous ne l'utilisez pas. Vous économisez en MPAR, donc vous convertissez des dollars en MPAR.*
Lucas *: Exactement.*

Entretien le 11 décembre 2019 avec Lucas, la quarantaine, membre de Waba puis de EOS Argentina, dans un bar du Microcentro, dans le quartier de Retiro.



(a) *En BTS.* **(b)** *en USD.*

Fig. 4.5 - *Coût de fonctionnement accumulé de la MonedaPAR (BTS et USD).*

Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur https://bts.ai.

4.2.3 Une application de *cripto-cueva* reconvertie

Si les frais de fonctionnements de la MonedaPAR sont modiques, 375 dollars par semestre compte tenu du reste de revenus tirés de leur activité en *crypto* qui dépasse les 1 000 euros mensuels par personne, reste qu'il faut bien les acquitter. De fait, chaque usager·e, sur chaque transaction qu'il ou elle opère, acquitte de frais de transaction libellés en *pares*. Ces unités monétaires alimentent un fonds associé aux comptes-maîtres de la MonedaPAR, qui doivent en échange acquitter l'équivalent en *bitshares* des frais de transaction calculés en *par*, en passant d'une unité à l'autre au moyen du *Core Exchange Rate* qu'eux-mêmes ont défini.

Il est vrai que les membres d'EOS Argentina n'ont pas nécessairement acheté les *bitshares* nécessaires en échange d'espèces sonnantes et trébuchantes : avant de faire fonctionner un nœud complet d'EOS Argentina, ils gèrent un nœud complet de Bitshares et continuent à le faire en parallèle de leur nouvelle activité sur EOS. Comme tout nœud complet, ils peuvent prétendre à des rémunérations en *bitshares* en fonction de certains critères, la façon la plus évidente étant de devenir un des nœuds témoins du réseau. S'ils n'ont certainement pas pu obtenir l'ensemble des *bitshares* nécessaires au fonctionnement de la MonedaPAR de cette manière, le coût modique en dollar d'une unité de bitshare, en particulier à partir de 2019, c'est-à-dire à

partir du moment où la MonedaPAR prend son essor réel avec la mise en place de la seconde stratégie de détour par le *trueque*, facilite la prise en charge *pro bono* de ces frais de fonctionnement.

Se pose encore la question des motivations des membres d'EOS Argentina de subventionner ainsi un projet. Peut-être envisagent-ils, dans un futur plus ou moins lointain, une fois l'expérience devenue réellement stable et dynamique, de se faire rémunérer en demandant aux autorités du réseau, Fédération des Nœuds ou Coordination Nationale, de leur transférer les sommes nécessaires au règlement des frais de transactions, en rajoutant éventuellement un *premium* pour rémunérer leur travail essentiel. Je n'ai néanmoins trouvé aucune trace de cette perspective dans les données ethnographiques : si cette voie est peut-être envisagée dans les tout premiers moments de l'expérience, dès 2018, elle est écartée[76].

D'autant qu'en réalité, depuis 2019, les techniciens parlent de passer la MonedaPAR de la plateforme Bitshares à la plateforme EOS. Les cinq « monnaies-sœurs », auxquelles les membres de la MonedaPAR se réfèrent parfois comme aux « filles de la pandémie », car elles sont en partie créées au plus fort des restrictions sanitaires[77], courent toutes les cinq sur la plateforme EOS. Elles sont des monnaies de seconde génération présentant le double avantage de pouvoir s'articuler à des contrats intelligents[78] et d'être théoriquement moins coûteuses au total que la MonedaPAR.

Le fonctionnement d'EOS par rapport à Bitshares diffère en effet : en lieu et place de l'« essence », il faut faire l'acquisition de « bande passante »[79], qui est une fonction directe de la puissance de calcul que chaque nœud complet d'EOS ajoute au réseau :

> R *: Et donc les transactions seraient moins chères si la MonedaPAR était en EOS ?*
> Lucas *: Dans EOS, cela devrait coûter moins cher par transaction parce que dans EOS… Voyons voir, la communauté PAR détermine elle-même combien elle veut facturer sur les transactions, si elle veut mettre zéro, elle le peut. Pourquoi ? Parce que la bande passante du réseau [EOS] que PAR va utiliser pourrait être subventionnée. En fait, tu attribues un* slot *à la MonedaPAR, comme par exemple 1 000 transactions par jour, et ensuite tu peux faire payer tes utilisateurs si tu veux les faire payer, tu peux mettre des frais de transactions. Mais tu peux mettre aussi zéro.*
>
> Entretien le 11 décembre 2019 avec Lucas, la quarantaine, membre de Waba puis de EOS Argentina, dans un bar du Microcentro, dans le quartier de Retiro.

Passer de Bitshares à EOS, quant aux coûts de fonctionnements de la MonedaPAR, représente le passage d'une tarification fonction du volume de transactions *ex post* à une tarification au forfait *ex ante*. Cela consiste à réserver un volume prédéfini de transactions pour la MonedaPAR à partir de la « bande passante » dont dispose le nœud EOS Argentina. Les membres d'EOS Argentina continueraient de subventionner tout autant la MonedaPAR qu'elle soit sur Bitshares ou sur EOS.

En fait, qu'elle passe par Bitshares ou EOS, cette opération de conversion de dollars en *pares*, dont ils ne font pas usage pour l'instant, peut être vue comme une conversion de capital monétaire en capital symbolique. La MonedaPAR est l'un des « rares projets réellement sociaux » de Bitshares et/ou EOS : soutenir ce projet permet à la partie technique d'accumuler

76 Il leur est par ailleurs tout à fait possible d'utiliser les *pares* accumulés par les deux comptes-maîtres pour financer une partie de leur consommation personnelle en se rendant sur les places de marché utilisant la MPAR ou en passant par le MercadoPAR. De fait, c'est ce que fait Carlos à au moins une occasion. Lui qui ne produit ni ne vend donc rien en MPAR se rend au nœud de Boedo pour approvisionner notre groupe de trois qui partons dans le nord de l'Argentine pour rencontrer des groupes de personnes intéressées par l'expérience dans le cadre du voyage *Vamos PARa el Norte*.

77 Il s'agit du *Muyu*, en Equateur, de la *Luna* en Colombie, du *Sol* en Uruguay mais aussi du *Pétalo* au Chili ainsi que le *Coop* à Rio Cuarto, dans la province argentine de Córdoba. Voir l'image 4.6 en page 193.

78 Par exemple : si l'indice des prix à la consommation dans l'économie nationale dépasse un certain seuil, un contrat intelligent peut permettre d'augmenter simultanément et automatiquement l'ensemble des avoirs de chaque usager•e. On introduit ainsi une indexation de l'épargne des membres sur l'inflation.

79 En castillan, *ancho de banda*.

du capital symbolique, de faire la preuve qu'ils réalisent une contribution positive à l'écosystème Bitshares-EOS. Cela peut se traduire par un retour sur investissement, cette fois-ci sous forme monétaire, puisqu'un nœud complet devenu nœud témoin reçoit des rémunérations additionnelles lorsqu'il valide un bloc de transaction.



Fig. 4.6 - *Les cinq monnaies-sœurs de la MonedaPAR.*

Source : Récupérée d'une présentation devant l'assemblée ordinaire annuelle des prosommateur·ices d'octobre 2021.

La différence qualitative principale entre Bitshares et EOS, du point de vue de ce groupe de techniciens, au-delà du fait que cela leur coûterait moins cher en subventions, tient à ce qu'ils pourraient accumuler dans EOS Argentina du capital sous forme d'équipements. À l'heure actuelle, les subventions sont à fonds perdus : elles représentent une pure dépense, sans contrepartie d'accumulation de capital sous forme d'équipements. La bande passante d'EOS qui remplace l'essence de Bitshares dépend à l'inverse des capacités installées en équipements informatiques. Ainsi, les frais de fonctionnement de la MonedaPAR seraient en fait confondus avec les frais d'investissement en capital constant. C'est la troisième accumulation de capital, au-delà de l'accumulation d'un capital symbolique valable au sein des communautés Bitshares ou EOS, qui peut, éventuellement, donner lieu à l'accumulation d'un capital monétaire sous forme de crypto-monnaies.

La MonedaPAR fonctionne en fait comme le produit publicitaire d'EOS Argentina, un exemple de ces solutions techniques qu'ils peuvent offrir à partir de la *blockchain* EOS[80]. Ils souhaitent développer une solution de systèmes monétaires alternatifs clé en main, avec une grande variété de spécifications possible : « tu entrerais sur une page, tu te connecterais, tu choisirais les caractéristiques souhaités, tu mets ta marque, ton logo, tu introduits un taux de fonte, tu optes pour un crédit mutuel, ensuite tu publies sur le marché, le marché apparaît directement sur les applications des autres usagers, et pour les administrateurs, tu aurais l'écran de gestion de ton système monétaire directement depuis ton application, et voilà ! ». La MonedaPAR en est la version d'essai, « générique »[81].

Si Lucas considère la MonedaPAR comme une expérience « intéressante », pour laquelle il a un « certain attachement », il y a des raisons de penser que cela va au-delà du simple fait que la MonedaPAR est le premier cas d'usage concret de leur solution technique.

[80] José explique ainsi que « dans le cas où, comme dans la MonedaPAR, il y a une communauté intéressante, on pense qu'il est bon de leur offrir gratuitement nos services, même si on pourrait s'orienter vers un modèle *freemium* où il y aura tant d'utilisateurs par jour, tant de transactions par jour, la MonedaPAR n'en relèverait peut-être pas, parce que la MonedaPAR nous la faisons gratuite, parce qu'on a décidé de la subventionner ».

[81] Entretien le 11 décembre 2019 avec Lucas, la quarantaine, membre de Waba puis de EOS Argentina, dans un bar du Microcentro, dans le quartier de Retiro.

R *: Et pourquoi PAR parmi tous les projets ?*
Lucas *: Parce que pour moi, la MonedaPAR est le plus difficile de tous. Parce qu'il n'y a pas de municipalité derrière, il n'y a pas de gouvernement, c'est le plus difficile de tous car c'est celui qui veut jouer au même niveau qu'une banque centrale. En d'autres termes, il n'y a personne qui l'accepte comme paiement des impôts, [et] il a une table de décision assez horizontale. Donc, pour moi, c'est le plus complexe, donc c'est celui qui peut… C'est celui qui ressemble le plus à une banque centrale, c'est une banque centrale communautaire.*

Entretien le 11 décembre 2019 avec Lucas, la quarantaine, membre de Waba puis de EOS Argentina, dans un bar du Microcentro, dans le quartier de Retiro.

La « portée est nationale », à rebours des autres projets qu'accompagne l'équipe d'EOS Argentina, comme le JellyCoin, le DisCoin, ou la monnaie alternative dont le maire de Gualeguaychú aimerait disposer, après avoir fait l'expérience de la MonedaPAR. Ainsi, la MonedaPAR pourrait être ce système qui fait le lien entre ces différents projets locaux, qui règle les questions de « liquidités internes » en garantissant l'inter-convertibilité de ces unités monétaires entre elles. Pour Lucas, ce pourrait donc être une « banque centrale communautaire », ce qui implique, si l'on poursuit l'analogie, que les autres projets développés par EOS Argentina fonctionneraient comme des banques de second rang.

Au-delà de ces perspectives ambitieuses, on peut penser que ce que représente la MonedaPAR – une expérience *bottom-up*, qui ne reçoit de l'aide ni des pouvoirs publics, ni d'acteur·ices du secteur privé – est tout à fait assimilable au sein des conceptions idéologiquement informées des participant·es de l'écosystème *crypto*. On a mentionné l'habituelle opposition aux autorités monétaires traditionnelles, qui n'a d'égale que la défiance envers des banques de second rang et des autres acteur·ices du système financier classique[82]. La MonedaPAR est une expérimentation de plus, qui prend place dans ce grand « laboratoire d'expériences numériques où on peut tenter plein de choses très rapidement » que constitue la *crypto*[83].

De fait, l'application de la MonedaPAR est elle-même issue d'une expérience antérieure, qui n'a pas bien fonctionné. À l'origine, elle s'appelle LimeWallet et est une application de portefeuille, qui doit permettre aux propriétaires de *cryptos* de les échanger depuis leur téléphone. En parallèle de ses études d'ingénierie électronique, Lucas travaille d'abord pour « trois fois rien quatre heures par semaine »[84] dans une entreprise d'automatisation industrielle, Festalpin. L'articulation entre études et travail devenant de plus en plus complexe, Lucas abandonne à la fois ses études à la *Universidad de Tecnológica Nacional* et son travail à Festalpin, entre-temps vendue à Siemens : il veut se mettre à son compte, et fonde avec un ami une entreprise de logiciels pour l'industrie en 2008. En 2010, alors qu'il travaille pour une société spécialisée dans l'échange de monnaies[85], il découvre le *whitepaper* de Bitcoin. Il faut « en faire quelque chose ». Cela prend d'abord la forme d'un projet de casino en *crypto*, qui échoue et ensuite celle d'un projet d'*exchange* distribué. La confidentialité des échanges doit y être garantie, les développeurs recouvrant simplement une commission sur chacune des transactions. L'échec de cette seconde tentative, qui connaît néanmoins une certaine activité entre 2012 et 2013, correspond au moment où Lucas découvre les créations *cryptos* de Larimer, le fondateur de Bitshares, Steemit et, bien plus tard, EOS. L'avantage par rapport au Bitcoin : sa

82 En entretien, Lucas est d'ailleurs explicite là-dessus. Il s'agit d'« enlever le contrôle de la création des banques, c'est à dire avoir 100 % de réserves obligatoires ».

83 Entretien le 11 décembre 2019 avec Lucas, la quarantaine, membre de Waba puis de EOS Argentina, dans un bar du Microcentro, dans le quartier de Retiro.

84 En castillan, « *por dos mangos cuatro horas* ». *Mangos* est un terme d'argot difficile à traduire. Il désigne en tout cas une petite somme d'argent insuffisante.

85 Une entreprise de *Forex*, pour *Foreign Exchange*.

stabilité, et l'existence d'un certain nombre *stablecoins* construits à partir de Bitshares, qui ajoutent encore de la stabilité aux taux de changes.

Lucas et ses collègues et amis passent ainsi à Bitshares et créent LimeWallet, qui combine logique de bureau de change, de portefeuille et d'épargne sous forme de *stablecoins*. L'idée est de faciliter l'adoption des *cryptos* en incitant les usager·es à épargner en *cryptos*. Ainsi, on peut constituer une épargne libellée en dollars, matérialisée par un certain volume de *cryptos*. Cette épargne peut ensuite être utilisée pour réaliser des paiements en *cryptos* : Lucas et son équipe convertissent alors les *cryptos* en dollars pour les fournir aux client·es sollicitant ces transactions.

Cela rend possible la constitution de stocks de dollars qui ne figurent dans aucun bilan bancaire, puisqu'ils sont chargés sur la *blockchain* Bitshares. De façon symétrique, cela permet aussi de se créer une épargne de *cryptos*, à condition d'en acceptant la variabilité, tout en pouvant payer en dollar. Puisqu'on peut concevoir une variante de ce système pour chaque monnaie de cours légal, l'équipe de Lucas tente même d'associer un *stablecoin* spécifiquement argentin à leur application de portefeuille : le BITARS constitue certes une « très mauvaise expérience » mais représente néanmoins la première introduction d'un *stablecoin* fondé sur le *peso* argentin. Un « laboratoire » qui en préfigure d'autres : il s'agit alors de disposer de pesos enregistrés sur la *blockchain* sans aucune médiation bancaire. Dans les deux cas, à l'achat d'une unité du *stablecoin* est reçu l'équivalent à cet instant en collatéral *crypto* des sommes investies, disons cent dollars. Au moment de la vente du *stablecoin*, l'équipe de Lucas envoie aux client·es les sommes en *cryptos* nécessaires pour arriver à cent dollars, qui représentent ce que ces dernier·es ont originellement investi.

L'outil *crypto* doit permettre à cet égard de contourner les restrictions gouvernementales sur le change. Les dispositifs usuels sont les *cuevas*[86], les bureaux de change informels où les Argentin·nes peuvent bénéficier du taux de change *peso*/dollar *blue*, dont la différence avec le dollar officiel peut varier entre 50 % et 75 %, voire atteindre les 100 % en fonction de la dureté des contrôles de changes renforcés à partir de 2011 par un pouvoir kirchnériste aux abois face aux fuites de capitaux. Selon les périodes, ces entités sont plus ou moins réprimées ou tolérées, sans que cela ne change grand chose quant à leur permanence. Elles sont toujours en dehors de toute réglementation formelle, bien qu'« une grande partie d'entre elles font partie d'institutions financières dûment enregistrées : des bureaux de changes, des banques et jusqu'à un consultat africain ont fait l'objet de sanctions ces dernières années pour avoir maintenu une double structure » (Sánchez, 2013, p. 33), ce qui remet en question une dichotomie stricte entre les opérations de changes illégales et légales. Les agent·es qui font le lien entre *cuevas* et client·es sont les *arbolitos*, posté·es dans les rues du centre et rabattant ces dernier·es vers les *cuevas*. Elles reposent également sur l'activité des *coleros*, qui font l'acquisition de dollars dans les agences gouvernementales ou dans les pays limitrophes.

[86] Soit littéralement : grottes.

L'ensemble de ces agent·es envisagent leurs activités comme « prohibées, mais ni immorales ni criminelles » (Sánchez, 2018). Le dollar *blue* n'est ainsi pas identique au dollar *negro* : « alors que le dollar *negro* désignerait l'argent entaché par son origine et lié à des réseaux de trafic illégal de biens ou de personnes (qu'il faut "blanchir" pour le rendre interchangeable), le dollar *blue* proviendrait de pratiques commerciales (financières et commerciales)

légitimes du point de vue éthique et d'individus liés au monde du travail » (Sánchez, 2013, p. 36). Sa couleur bleue[87] condense ainsi « l'existence d'un espace hybride entre le blanc (en référence au dollar officiel) et le noir, espace en tension permanente avec ces deux autres formes de circulation » (ibid., p. 34). LimeWallet constitue ainsi une variante de plus sur ce dégradé chromatique allant du blanc au noir. Une *cripto-cueva*, en somme, avec moins de commissions et plus de flexibilité pour déplacer l'argent d'un pays à l'autre.

[87] Il existe aussi le *dolar celeste*, d'un bleu plus clair que le dollar *blue*.

Bien sûr, il faut avoir du recul sur ce récit d'une progressive transition vers l'univers *crypto* et sa promesse de travail autonome pour ne pas prêter flanc à l'illusion biographique. Néanmoins, il est intéressant de constater comment l'application MonedaPAR est issue d'une reconversion d'une expérience antérieure, qui échoue en 2015 :

> Lucas *: [...] Et d'un coup apparaît ce groupe de personnes qui voulaient avoir leur propre monnaie pour les entreprises récupérées, alors on s'est dit, mais attends, il faut un* token, *une monnaie, on a Bitshares, dont on connaît bien la* blockchain. *Voyons-voir, ouvrons les tiroirs, qu'est-ce qu'on a ? Et c'est là que l'histoire de la MonedaPAR commence, disons.*
>
> Entretien le 11 décembre 2019 avec Lucas, la quarantaine, membre de Waba puis de EOS Argentina, dans un bar du Microcentro, dans le quartier de Retiro.

2015 est en effet à la fois l'année des élections présidentielles et des première réunions du groupe fondateur de la MonedaPAR. Lucas et ses associés subissent à ce moment le contrecoup de l'« hiver *crypto* ». Ils perdent les fonds investis dans le développement de LimeWallet tandis que le cours du Bitcoin est divisé par cinq en raison de l'introduction de mesures de réglementation par les autorités monétaires chinoises. C'est alors *via* Samuel qu'ils rentrent en contact avec l'Observatoire de la Richesse et le MNER et qu'ils élaborent le système monétaire original de la MonedaPAR.

4.2.4 Tout le pouvoir à *gobierno-par* et *federacion-par* ?

Celui-ci n'est pas constitué du seul *token* MONEDAPAR, qui n'en est que la face visible. Il s'articule en réalité à cinq autres *tokens*, résumés au tableau 4.2 en page 197, qui sont autant d'*User-Issued Assets*[88]. On compte quatre *tokens* qui sont des *avales*, des autorisations de découvert : lorsqu'un·e usager·e en reçoit et l'active, il ou elle voit apparaître sur sa *billetera* le montant de son autorisation de découvert. Derrière ce changement, deux opérations : le *token* d'*aval* retourne au compte-maître émetteur, *propuest-par* ; le compte de l'usager·e est crédité en retour du montant adéquat de DESCUBIERTOPAR envoyé par *gobierno-par*, l'autre compte-maître.

[88] `https://dev.bitshares.works/en/master/bts_guide/tokens/uia.html?highlight=User%20Issued%20Asset` (consulté le 8 août 2022).

Les montants des *avales* ont évolué, accompagnant la mutation de la MonedaPAR d'un système de crédit inter-entreprises récupérées à un crypto-club de *trueque* : l'autorisation de découvert la plus basse est passée de 1 000 à 2 500 *pares*, ce qui permet aussi d'accompagner l'inflation en *pesos* qui se répercute en partie en *pares* ; dans l'autre sens, l'autorisation de 10 000 est passée à 5 000. C'est que la taille des autorisations de découvert est en effet originellement pensée pour s'adapter au type de coopératives intégrant le réseau : 100 000 pour les plus grandes, 30 000 pour les entreprises de taille moyenne, 10 000 pour une équipe de quelques personnes, et 1 000 pour les

auto-entrepreneur·es. De fait, l'*aval* de 100 000 n'a jamais été utilisé, tandis que celui de 30 000 s'est transformé en une autorisation de découvert à usage quasi-exclusif des *billeteras* de nœuds et le *token* de 10 000 passe à 5 000.

Caractéristiques	MONEDAPAR	DESCUBIERTO PAR	MONEDA PAR.AI	MONEDA PAR.AX	MONEDA PAR.AXXX	MONEDA PAR.AC
Identifiant	1.3.1236	1.3.1237	1.3.1319	1.3.1322	1.3.1320	1.3.1321
Nature	Token principal	Token de découvert	Autorisation de découvert de 2 500 PAR (avant juin 2021, 1 000 PAR)	Autorisation de découvert de 5 000 PAR (avant juin 2021, 10 000 PAR))	Autorisation de découvert de 30 000 PAR	Autorisation de découvert de 100 000 PAR
Utilisation	Nœuds et individus	Nœuds et individus	Individus	Individus	Principalement nœuds	Jamais utilisé
Compte émetteur	gobierno-par	gobierno-par	propuesta-par	propuesta-par	propuesta-par	propuesta-par
Stock (⁺)	6 623 700	6 623 700	10 000	1 000	1 000	1 000
Stock maximum (⁺)	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000
Core Exchange Rate (CER, ⁺/BTS)	0,38	1	1	1	1	1
Fond pour frais de transactions (BTS)	1 638	0,16	0,19	0,18	0,19	0,19
Fond de revenu non réclamé par l'émetteur (⁺)	13 243	0	0	0	0	0
Permissions activées						
L'émetteur peut se retransférer les actifs à lui-même	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Les détenteurs doivent être inscrits sur une liste blanche		✓	✓	✓	✓	✓
L'émetteur doit approuver tous les transferts		✓	✓	✓	✓	✓
Désactiver les transactions confidentielles			✓	✓	✓	✓
Possibilité d'introduire une taxe sur les opérations de change						

Tab. 4.2 - *Description des tokens PAR (au 1er avril 2022).*

Sources : https://bts.ai/asset/MONEDAPAR, https://bts.ai/asset/DESCUBIERTOPAR, https://bts.ai/asset/MONEDAPAR.AI, https://bts.ai/asset/MONEDAPAR.AX, https://bts.ai/asset/MONEDAPAR.AXXX, https://bts.ai/asset/MONEDAPAR.AC.

Quasi-exclusif, car on compte quelques usager·es au statut spécial qui bénéficient d'une telle autorisation de découvert : c'est le cas de Roberto, usager inter-nœud, référent du nœud de La Plata participant également de façon soutenu au nœud de Boedo ; le nœud de Mendoza, quant à lui, n'ayant pas de compte spécifique, c'est le référent du nœud qui gère les envois de *pares* de bienvenue ainsi que les autorisations de découvert aux nouveaux·lles membres depuis son compte personnel qui bénéficie ainsi d'une autorisation de 30 000 *pares* ; c'est encore le cas à Escobar, où l'on a vu qu'Alejandro utilise indistinctement le compte du nœud, dénommée *moneda-par.nodoescobar*, et le compte de la mutuelle, *moneda-par.mutualmet*, comme ses comptes personnels et les comptes de gestion de ce cas spécifique d'implémentation de la MonedaPAR.

L'immense majorité des usager·es commence néanmoins avec une autorisation de 1 000, qui est revalorisée à 2 500 en juin 2021. Certain·es, désormais, reçoivent également l'autorisation de 5 000 (anciennement 10 000). D'autres, en revanche, n'ont jamais eu d'autorisation de découvert[89].

Il y a une division du travail entre *gobierno-par* et *propuesta-par*. Le premier compte crée l'ensemble des six *tokens*[90], pour ensuite déléguer le 10 avril 2017 la gestion des quatre *tokens* d'*avales* au second. Ce dernier possède la majorité des autorisations de découvert non activées des quatre types[91], AI (2 500 *pares*), d'AX (5 000 *pares*), d'AXXX (30 000 *pares*) et d'AC (100 000) *pares*. Les deux comptes-maîtres sont, selon des modalités différentes, les uniques sources de la liquidité dans la MonedaPAR : leur articulation constitue ainsi l'analogue de ce que serait la banque centrale de la MonedaPAR.

Propuesta-par peut déléguer l'envoi d'autorisations de découvert en envoyant des *tokens* AI, AX, AXXX et AC à des usager·es. De fait, d'après les données disponibles sur l'explorateur de blocs `bts.ai`, les 1 000 *tokens* AC, qui n'ont jamais été utilisés, restent dans les avoirs de *propuesta-par*. Les *tokens* AXXX se partagent entre fondateur·ices, *propuesta-par* et quelques nœuds : Traslasierra en a ainsi une dizaine. Les *tokens* AX se partagent de la même manière, avec une plus forte présence de nœuds en fonctionnement, comme Traslasierra, Moreno, Alto Valle, Villa Gesell ou encore Luján, pour n'en citer qu'une partie. Enfin, les 10 000 *tokens* AI sont encore plus fréquemment délégués par *propuesta-par* aux comptes des fondateur·ices, des nœuds, ainsi, ce qui est nouveau, de personnes impliquées depuis longtemps dans la MonedaPAR : il s'agit du *token* utilisé le plus souvent pour donner des autorisations de découvert aux membres du réseau[92].

Comme on peut le constater dans le tableau 4.1 en page 190, *propuesta-par* a transféré plus de 5 000 fois des *tokens* tandis que *gobierno-par* n'a réalisé que 128 opérations de ce type[93] : ces transferts depuis *gobierno-par* portent uniquement sur des unités de MPAR et de BTS, tandis que le premier compte envoie également les autorisations de découvert en plus des BTS. L'envoi de BTS aux usager·es est nécessaire pour permettre à ces dernier·es de payer les frais de transactions sur toutes les opérations qui ne relèvent pas de simples transferts de *pares* d'un compte à l'autre. Les transferts de *pares* sont en effet le seul type d'opération où les frais de transactions sont libellés en *pares* et convertis en BTS au taux de change en vigueur, le *Core Exchange Rate* (CER) qui est au premier avril 2022 de 0,38 *pares* pour 1 BTS. Originellement, le CER de la MPAR est de 1 MPAR/BTS, du 27 décembre 2016 au 1er avril 2017, date à laquelle il passe à 1,89 MPAR/BTS. Le 4 mai 2017, il est fixé, définitivement, à 0,38 MPAR/BTS. Tous les autres actifs ont un CER de 1. C'est la dernière opération de paramétrage des actifs[94] par *gobierno-par*.

Sur ce même tableau, on constate que si *propuesta-par* est le compte qui transfère les autorisations de découvert, c'est néanmoins *gobierno-par* qui émet les unités de MPAR et DPAR lorsque ces *avales* sont activés par les usager·es : le premier compte n'émet qu'une seule fois des actifs, tandis que *gobierno-par* a réalisé 2 262 opérations de ce type[95]. En revanche, c'est *propuesta-par* qui enregistre les comptes des usager·es : il a réalisé 5 629 fois cette opération[96]. Mais il ne suffit pas qu'un compte soit enregistré : pour qu'il puisse recevoir des *avales*, les activer puis interagir avec les autres

89 C'est un facteur de distinction des deux nœuds étudiés plus en détail, Boedo et Moreno, comme on l'envisagera au chapitre 4 en page 161.

90 MPAR et DPAR sont créés le 27 décembre 2016 et sont divisibles jusqu'au centime. Les quatre autres actifs sont créés le 28 mars 2017 comme des entiers non divisibles, ce qui est cohérent avec leur nature : on ne peut envoyer des fractions d'autorisations de découvert. Il s'agit de l'opération 10, *asset create*, qui coûte au 1er avril 2022 723 914,13 BTS d'après le tableau 4.1.

91 Les stocks d'autorisations de découvert non activés sont créés par *gobierno-par* le 6 avril 2017 pour AI, AX et AXX avant le transfert de leur gestion à *propuesta-par* quatre jours plus tard. Le stock de 1 000 AC est créé le 14 juin 2020 par ce dernier compte, qui en a la gestion depuis plus de trois ans. Ils n'ont néanmoins pas été utilisés pour l'instant.

92 Voir la sous-section 4.3.1 en page 202 pour plus de détails sur l'utilisation par les usager·es de ces découverts.

93 Il s'agit de l'opération de type 0.

94 Cela correspond à l'opération de type 11, *asset update*, dans le tableau 4.1.

95 Il s'agit de l'opération de type 14, *asset issue*.

96 Ce qui correspond au dernier point de données de la série des comptes enregistrés dans le graphique 4.9 en page 205. Dans le tableau 4.1 en page 190, il s'agit de l'opération de type 5, *registrar*.

usager·es, il lui faut encore être validé : *propuesta-par* réalise ainsi 4 464 opérations de validation, *gobierno-par* 2 309.

La séquence de transactions pour obtenir un découvert est donc la suivante : *propuesta-par* enregistre un nouveau compte ; l'un ou l'autre des deux comptes-maîtres valide ce nouveau compte ; *propuesta-par* envoie une autorisation de découvert au compte en question, ainsi que des BTS ; ce dernier accepte l'autorisation de découvert, opération dont il paie les frais de transactions avec les BTS reçus ; *gobierno-par* envoie les quantités appropriées de MPAR et DPAR ; le *token* d'autorisation de découvert est renvoyé du compte d'usager·e à *propuesta-par*. Les opérations mobilisées sont donc : *registrar*, *whitelist account*, *transfer* deux fois (envoi de l'*aval* et de BTS) et, à nouveau, *transfer* trois fois (MPAR, DPAR, retour de l'*aval* à *propuesta-par*). Sept opérations, dont les frais afférents, rapportés dans le tableau 4.1, représentent au 1er avril 2022 au minimum[97] 3,6 BTS, soit moins d'un demi-dollar à cette époque.

[97] Une partie des opérations ne sont pas réalisées par des *lifetime members*, statut réservé aux deux comptes-maîtres. Le passage à ce statut a un coût important : 5 791,31 BTS au 1er avril 2022 d'après le tableau 4.1. Il s'agit de l'opération 8, *account upgrade*. Elle permet néanmoins de réduire le coût des autres opérations à une fraction de ce que paient les comptes simples de Bitshares.

Pour résumer la division du travail entre les deux comptes-maîtres : *gobierno-par* a créé tous les actifs, gère les transferts de MPAR et DPAR et peut valider les comptes d'usager·es ; *propuesta-par* gère désormais les actifs d'autorisation de découvert, qu'il possède et qu'il peut envoyer aux usager·es, il enregistre les nouveaux comptes, peut les valider comme *gobierno-par* et de fait les valide deux fois plus souvent que ce dernier.

L'information la plus intéressante qu'on peut retirer de l'étude des six actifs de la MonedaPAR tient aux permissions associées à chacun d'entre eux. On en a rapporté l'essentiel dans le tableau 4.2 en page 197. Lorsqu'on crée un actif sur la *blockchain* Bitshares, il est possible de lui associer un certain nombre de spécifications, qu'on peut ensuite choisir d'activer ou non. Cette opération de paramétrage a un coût : il s'agit de l'opération 11, *asset update*, qui figure sur le tableau 4.1 en page 190. On peut constater qu'il y a 35 opérations de paramétrage des six actifs de la MonedaPAR, la dernière étant effectuée par *propuesta-par* le 5 mai 2017, et porte sur l'actif AC. Cela consiste à associer un certain entier numérique à chaque actif. Ainsi, assigner l'entier 1 signifie que chaque transaction de cet actif se voit affectée des frais de transactions. Si on rajoute quatre, et qu'on lui fixe donc l'entier 5, en plus des frais de transactions qu'il reçoit, le compte émetteur peut se retransférer les actifs créés à lui-même. Si l'on souhaite que ce dernier compte soit la seule entité capable de transférer le *token*, il faut rajouter 8, etc. Ces opérations de paramétrages sont cruciales : on peut y voir des modalités techniques d'exercice du pouvoir. Il n'a jamais été, à ma connaissance, question de débats collectifs au sein de la MonedaPAR sur ces opérations. De fait, je n'ai rencontré aucun·e prosommateur·ice ayant conscience de ces enjeux ou même simplement connaissance de ce système. C'est notamment à travers ces opérations que les techniciens ont un rôle « politique » d'organisation des règles du jeu, derrière leur apparence neutre de simples « facilitateur·ices ».

Actuellement, les permissions associées aux actifs et effectivement activées sont les suivantes : les comptes émetteurs peuvent se retransférer les actifs depuis les comptes des usager·es ; les autorisations de découvert et DPAR doivent être validées par les comptes-maîtres pour que les usager·es puissent les recevoir ; chaque transaction de ces cinq actifs doit faire l'objet d'une validation par les comptes-maîtres ; les transactions confidentielles sont impossibles. Si cette dernière permission doit garantir la transparence à la fois sur l'historique des transactions et sur les avoirs de chaque

compte (à condition qu'on connaisse les pseudos utilisés par les membres de la MonedaPAR), ce qui correspond à l'une des trois différences qui justifient la distinction, selon les fondateur·ices, entre le *trueque* et la MonedaPAR qui en représenterait le dépassement, les trois autres permissions confèrent aux comptes-maîtres de la MonedaPAR un pouvoir presque illimité sur les comptes des usager·es.

En théorie, les avoirs de tout membre peuvent être ainsi transférés intégralement à *gobierno-par* : il suffit de mettre en place une opération de type 38, *override transfer*, pour un coût unitaire au 1er avril de 2022 de 9,65 BTS, soit à peu près un dollar. De fait, *gobierno-par* a réalisé 46 fois cette opération depuis le début de l'expérimentation, entre le 1er janvier 2017 et le 29 juin 2020, comme on peut le lire dans le tableau 4.1. Dix-sept comptes en ont fait l'objet. Ces transactions inversées portent néanmoins uniquement sur des BTS que ces comptes d'usager·es ont reçu, et dont ils ou elles n'ont pas l'usage, puisque c'est depuis les deux comptes-maîtres que se règlent en BTS les frais de transactions occasionnés par le fonctionnement de la MonedaPAR. Ce pouvoir d'expropriation potentiel dépasse de loin ce que le *corralito*, c'est-à-dire des limites sur les montants hebdomadaires pouvant être retirés des comptes en *peso*, et le *corralón*, c'est-à-dire la pesification de l'épargne argentine, ont pu représenter. Il n'a cependant jamais été utilisé pour l'instant.

Si l'on rajoute à cela le fait que les fondateur·ices ont un registre des clés privées de chacun·e des usager·es, ce qui leur permet en théorie de se connecter à loisir aux comptes de ces dernier·es, il semble bien que tout le pouvoir est dans les mains de *gobierno-par* et de *propuesta-par*. La question se pose donc de savoir comment et par qui ces comptes sont administrés. En l'occurrence, seule l'équipe de techniciens y a accès. Ils participent à la gouvernance sur le code de la *blockchain* Bitshares en raison directe des BTS dont ils font l'acquisition pour financer la MonedaPAR. Cette gouvernance sur le code double de façon d'autant plus importante la gouvernance du code en Bitshares que le mécanisme de consensus fait beaucoup plus explicitement droit à des processus politiques de décisions collectives que dans Bitcoin. Ils convertissent ainsi du capital monétaire en capital symbolique, afin d'accéder au statut de nœud témoin validant les opérations de la dite *blockchain*. Enfin, ils ont toute latitude de modifier les paramètres du code spécifique de la MonedaPAR, puisqu'ils ont accès aux deux comptes-maîtres du réseau.

Finalement, comment peut-on caractériser le type d'infrastructure technologique de la MonedaPAR ? Il apparaît qu'elle relève d'une *blockchain* privée ou semi-privée, à l'image des projets de monnaies digitales de banque centrale (Danezis et Meiklejohn, 2015). Caliskan (2020) distingue quatre types de crypto-monnaies, selon que la *blockchain* associée est ouverte ou privée, et selon que la comptabilité est réalisée de façon ouverte ou fermée. Bitshares combine une *blockchain* ouverte, au sens où toute personne peut y effectuer des transactions, et une comptabilité ouverte, car tout·e acteur·ice peut contribuer à la validation des transactions. La MonedaPAR conserve l'aspect de comptabilité ouverte, puisque les transactions en *pares* sont validées par les acteur·ices de la *blockchain* Bitshares, mais il s'agit d'une initiative « privée », au sens où, pour échanger, il faut être autorisé·e par les comptes-maîtres du réseau, *propuesta-par* et/ou *gobierno-par*. Elle se présente en réalité un complexe de six *User-Issued Assets*, ou crypto-actifs, courant sur la *blockchain* Bitshares : il ne s'agit ainsi pas d'une crypto-

monnaie sociale dotée de sa propre ***blockchain*** au sens strict du terme, comme l'est à l'inverse la crypto-monnaie sociale française G1 qui court sur une ***blockchain*** dédiée dénommé Duniter[98].

[98] Il faut prononcer « June ». Voir `https://duniter.fr/g1/` (consulté le 9 août 2022).

4.3 De la Fédération des Nœuds à la Coordination Nationale

Mais la MonedaPAR dispose d'une autre structure de gouvernance : la souveraineté revient en théorie de l'assemblée des prosommateur·ices, source de la légitimité de l'organe exécutif, d'abord la Fédération des Nœuds puis, suite à une réorganisation, la Coordination Nationale. Cet organe supervise le travail des commissions ou « équipes opératives » comme la *Coordinación Económica* à laquelle j'ai participé, commissions censées être confinées à un rôle purement technique. Cette structure de gouvernance qu'on peut appeler « sociale » s'est progressivement structurée en parallèle de l'essor du système à partir de 2019 avec la mise en place de la seconde stratégie, au fil des assemblées ordinaires et extraordinaires qui ont été convoquées.

Il s'agira de montrer brièvement comment s'est structurée cette gouvernance sociale (sous-section 4.3.1), pour en examiner ensuite le contenu (sous-section 4.3.2). Enfin, on pourra discuter des articulations de la gouvernance technique de la MonedaPAR, présentée à la section présente, à la gouvernance sociale dont il sera ici question (sous-section 4.3.3).

4.3.1 Une structuration progressive

En décembre 2021, le produit total de la MonedaPAR s'élève à presque 25 millions de *pares* (nominaux), échangés au travers de quelques 40 000 transactions. Dans le même temps, plus de 5 500 comptes ont été créés ; 3 000 d'entre eux ont réalisé au cours de ces quatre ans d'existence de la MonedaPAR au moins une fois une transaction, le nombre d'usager·es actif·ves au mois oscillant entre 200 et 400 la dernière année, après avoir connu une certaine croissance depuis les débuts en janvier 2017.

On a rapporté dans les graphiques 4.7 en page 203, 4.8 en page 204 et 4.9 en page 205 respectivement la valeur accumulée des échanges en *par*, le nombre accumulé de transactions et enfin l'évolution du nombre de comptes créés, le nombre de comptes qui ont réalisé au moins une fois une transaction et le nombre de comptes mensuellement actifs.

Ces trois graphiques couvrent une période allant de la création de la MonedaPAR en janvier 2017 à l'arrêt de la collecte des données en décembre 2021. Sur le deuxième axe des abscisses, on a placé les dates de création et les noms des principaux *nodos*, ces groupes locaux dont la progressive constitution a permis le développement de l'expérience[99].

[99] Au chapitre 1, le tableau 1.1 en page 74 présente de façon plus détaillée l'ensemble des quarante-quatre tentatives de créations de nœuds.

Ces transactions sont de trois types : réelles, portant sur des échanges de marchandises ; financières, relevant de transferts de fonds ; techniques, entre les comptes « techniques » de la MonedaPAR. Ainsi, une transaction est *réelle* lorsqu'elle intervient entre deux usager·es. Elle est *financière* lorsqu'elle implique les comptes-guichets des nœuds ou les comptes-maîtres. C'est le cas des envois de fonds depuis *gobierno-par* vers les comptes-guichets des nœuds, ou encore lorsque *propuesta-par* transfère des autorisations de découvert aux comptes-guichets des nœuds ou aux comptes des usager·es. Quand *federacion-par*, qui gère le *Fondo PAR*, alimenté par *gobierno-par* et *propuesta-par* et qui doit servir à financer le développement du réseau, rémunère les membres des commissions, par exemple les formateur·ices de

Capacitación en charge des activités de formation des futur·es usager·es, la transaction est également considérée comme financière. Le même critère s'applique lorsque *federacion-par* paie les responsables des nœuds, les secrétaires et les trésorier·es, etc.. Enfin, une transaction est dite *technique* lorsqu'elle implique l'un des nombreux comptes techniques de la MonedaPAR, comme *prueba-par*, ou les comptes des techniciens en charge du maintien de l'infrastructure *crypto*, comme *belo*.

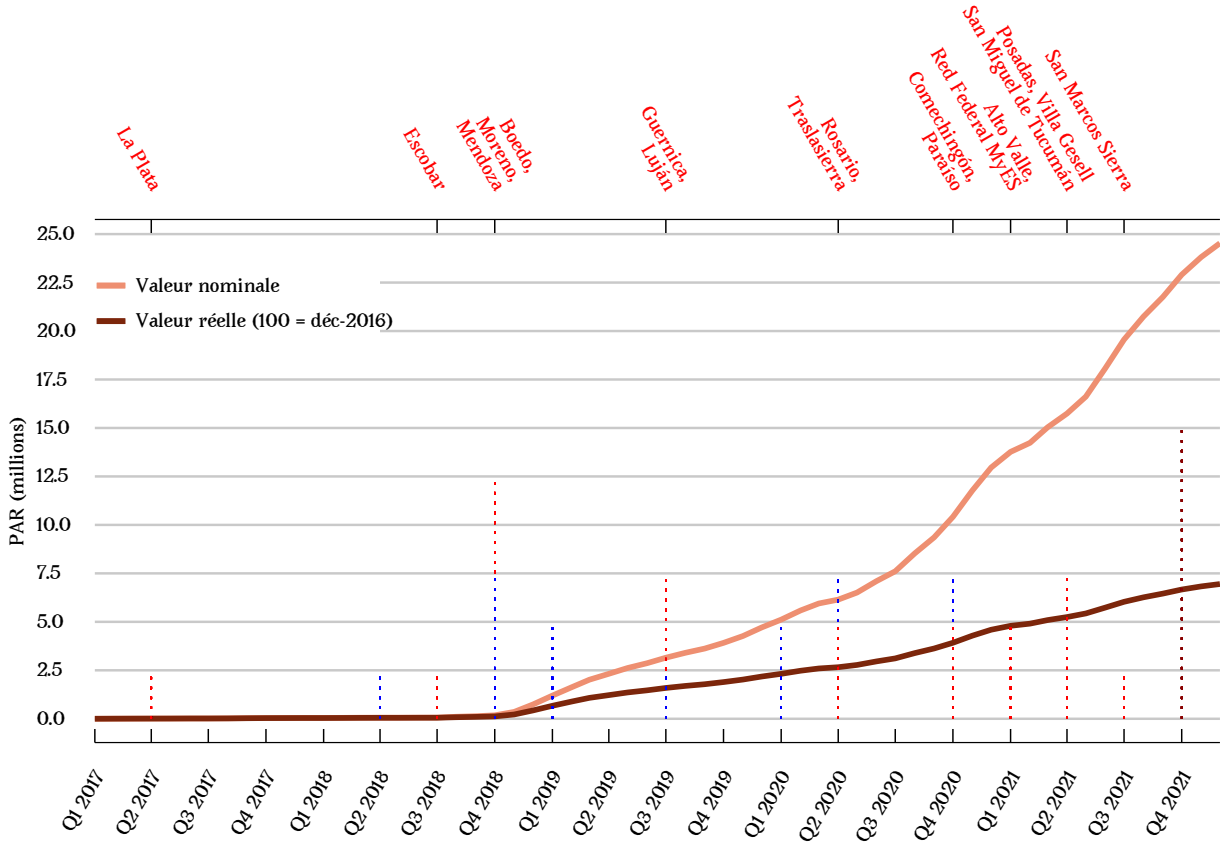


Fig. 4.7 - *Valeur nominale et valeur réelle des transactions libellées en MPAR.*

On a utilisé l'indice des prix à la consommation au niveau national de l'Indec.
Les segments en pointillés correspondent aux dates de fondations des nœuds. En rouge, les nœuds encore actifs aujourd'hui, en bleu les nœuds désormais inactifs mais qui ont connu une réelle activité en leur temps. En rouge foncé, on a reporté, sans les nommer, les six nœuds en cours de formation à partir du dernier trimestre de 2021. On laisse donc de côté les dix nœuds n'ont pas donné lieu à des développements significatifs.
Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur `https://bts.ai`.

Ainsi, ces quelques 25 millions de *pares* échangés se décomposent en décembre 2021 en 16,4 millions *pares* de transactions réelles, 8,1 millions de *pares* de transactions financières et environ 1 500 *pares* de transactions techniques. Ce faible montant de transactions techniques s'explique par le fait qu'à côté de l'unité monétaire principale, *MONEDA-PAR*, existent les quatre autres *tokens* d'autorisations de découvert, *MONEDA-PAR.AI*, *MONEDA-PAR.AX*, *MONEDA-PAR.AXX* et *MONEDA-PAR.AXXX*. Activées ou non, ces autorisations de découvert représentent la majorité des transactions dites techniques. Les 40 472 transactions réalisées fin décembre 2021 se décomposent ainsi en 37 523 transactions réelles, 2 865 transactions financières et 84 transactions techniques.

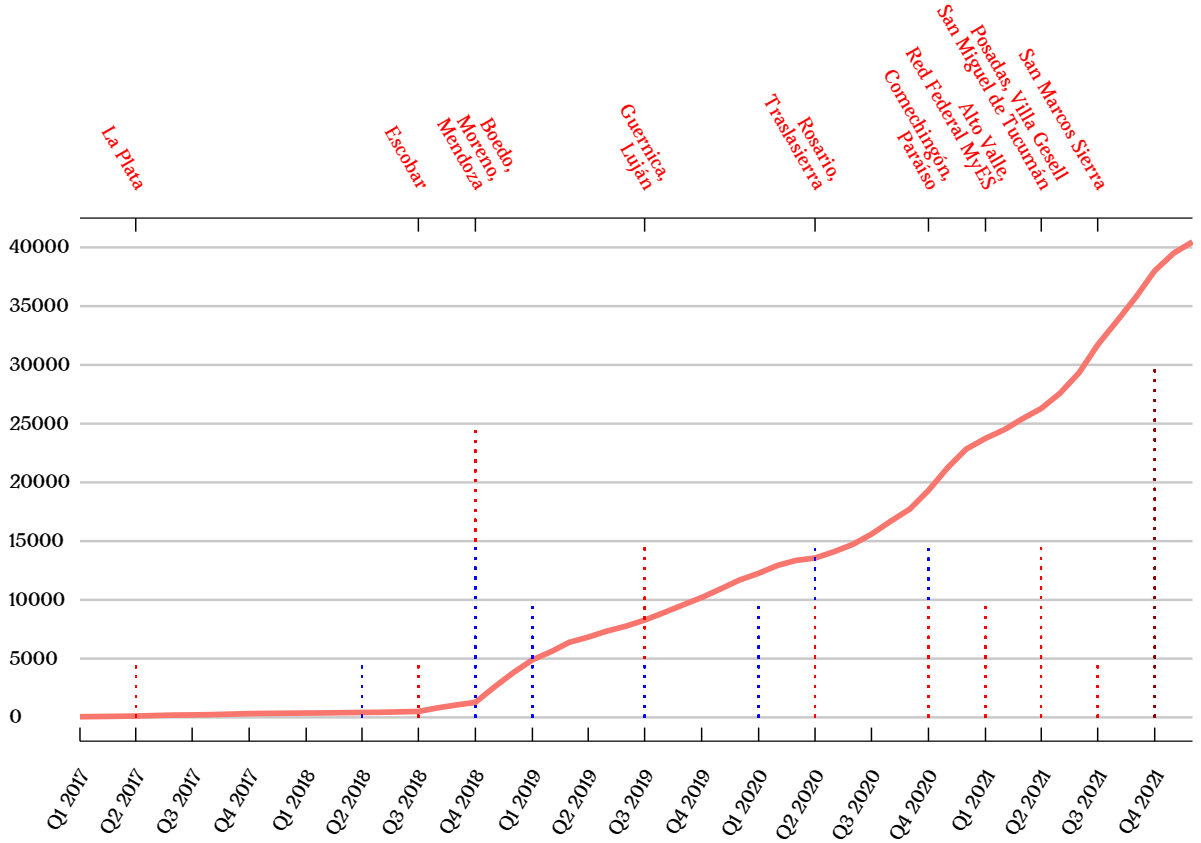


Fig. 4.8 - *Nombre de transactions libellées en MPAR.*

Les transactions considérées sont de trois types : techniques (maintenance et test de l'infrastructure), financières (montants de bienvenus et autres flux ne donnant pas lieu à des échanges matériels) et réelles (donnant lieu à des échanges de biens et services matériels).
En rouge, les nœuds encore actifs aujourd'hui, en bleu les nœuds désormais inactifs mais qui ont connu une réelle activité en leur temps. En rouge foncé, on a reporté, sans les nommer, les six nœuds en cours de formation à partir du dernier trimestre de 2021. On laisse donc de côté les dix nœuds n'ont pas donné lieu à des développements significatifs.
Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur `https://bts.ai`.

Sur le graphique donnant l'évolution de la valeur des transactions, on a présenté également la valeur « réelle », en déflatant par l'indice national des prix à la consommation fourni par l'Indec, l'institut argentin de statistiques. Pondérer cet indice en fonction de l'implantation géographique de la MonedaPAR, concentrée, à l'image de la population argentine, dans la ville et la province de Buenos Aires, ne modifie pas substantiellement les résultats.

On verra néanmoins, à partir de relevés ethnographiques à l'occasion d'observation des échanges, que les prix en *pares* sont probablement plus rigides ou, pour reprendre l'expression d'usage en économie, « visqueux » (*sticky*) que les prix en *pesos*, de sorte que la véritable valeur « réelle » accumulée des transactions libellées en MPAR se situe plus probablement quelque part entre ces deux courbes[100].

[100] Pour ce développement, on peut se référer au chapitre 4 et, en particulier, à la sous-section 4.3.3 en page 217.

Quant aux comptes, ils sont de quatre types : les comptes enregistrés, les comptes acceptés, les comptes actifs au moins une fois, et les comptes actifs mensuellement. Un compte est enregistré lorsqu'un·e potentiel·le usager·e remplit le formulaire d'inscription *via* l'application de la MonedaPAR. Il faut ensuite que ce compte soit accepté par le compte-maître *propuesta-par*. Une fois qu'il est ainsi ajouté à la *white-list* des comptes d'usager·es il est autorisé à recevoir des autorisations de découvert, même si, comme on l'a vu au tableau 4.2 en page 197, il n'est pas nécessaire d'être validé·e pour réaliser des échanges de MPAR. Les comptes actifs au moins une fois sont les

comptes qui ont réalisé, depuis janvier 2017, au moins une transaction réelle, avec un·e autre usager·e, ou une transaction financière, par exemple s'ils ont reçu un montant de *pares* de bienvenue depuis le compte-guichet du nœud auxquels ils sont rattachés à leur entrée dans le réseau. Les comptes actifs mensuellement sont les comptes qui ont réalisé au moins une transaction impliquant des *pares* au cours du mois écoulé.

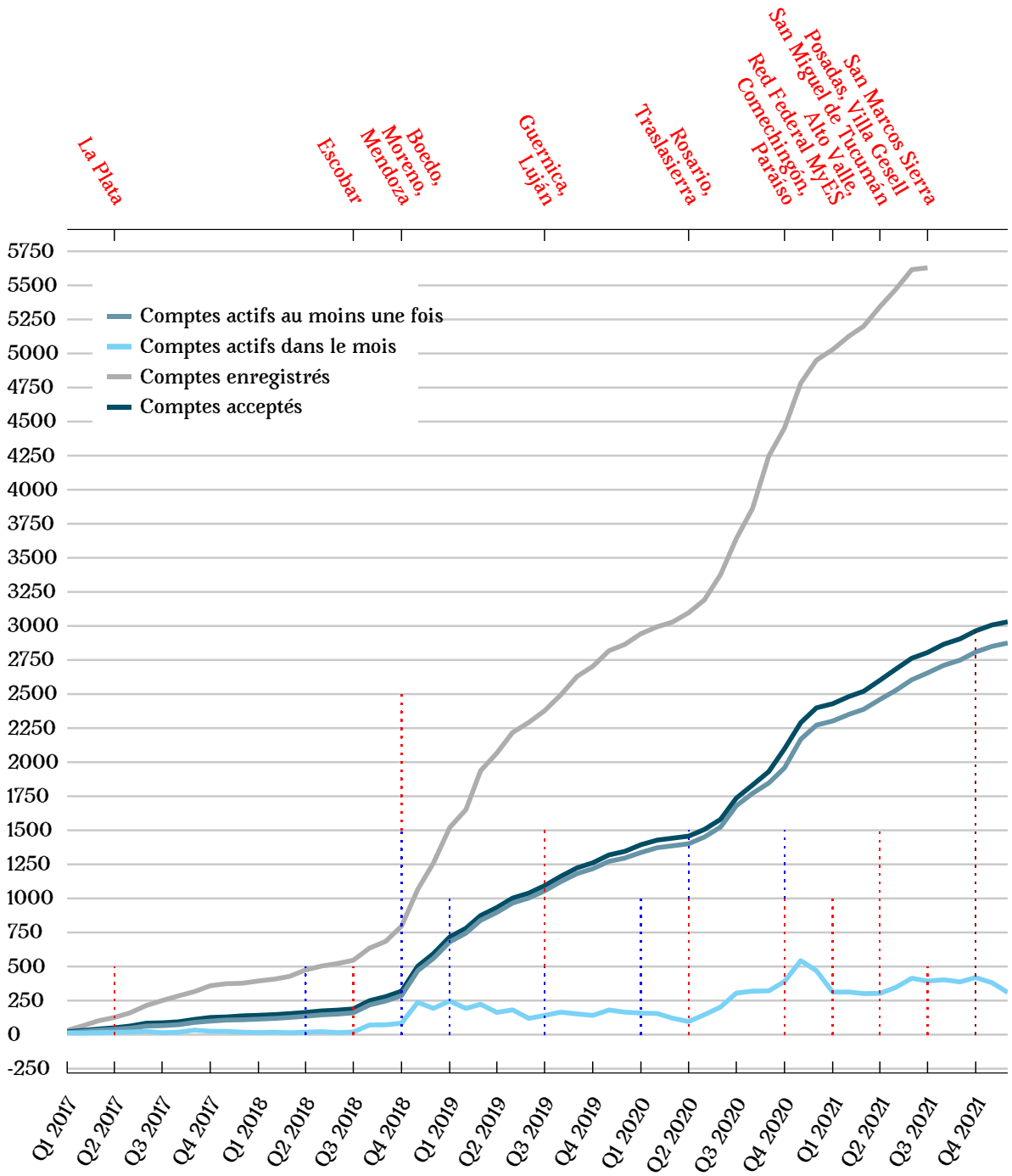


Fig. 4.9 - *Les comptes de la MonedaPAR.*

Lorsqu'un compte est enregistré *via* l'application, il doit encore être accepté (*white-list*) par l'un des deux comptes-maîtres du réseau, *propuesta-par*. Tous les comptes existants ne sont pas nécessairement acceptés.
Un compte actif est un compte accepté qui a fait au moins une transaction depuis sa création et sa validation par *propuesta-par*. S'il a réalisé au moins une transaction dans le mois écoulé, il est alors actif dans le mois. Tous les comptes acceptés n'ont pas nécessairement été actifs, ne serait-ce qu'une seule fois.
Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur `https://bts.ai`.

Les transactions réelles comme les transactions financières se divisent à nouveau entre les transactions qui relèvent du système fermé d'Escobar, où la MonedaPAR fonctionne comme un crédit à la consommation à taux zéro, c'est-à-dire comme une mutuelle de crédit, et le réseau de crédit mutuel proprement dit. Les échanges entre les deux systèmes ne sont pas souhaitables, car ils relèvent de logiques hétérogènes. À Escobar, les *pares* en circulation ont comme collatéral des *pesos* prélevés des salaires des membres ; dans le crédit mutuel, le seul collatéral réside dans le potentiel de production de biens et services utiles à la communauté de l'ensemble des *prosumidores*, terme par lequel se désignent les membres de ce système. En quatre ans d'existence, il y a eu tout au plus trois transactions imprévues entre les deux systèmes : on peut donc les considérer en pratique comme étanches.

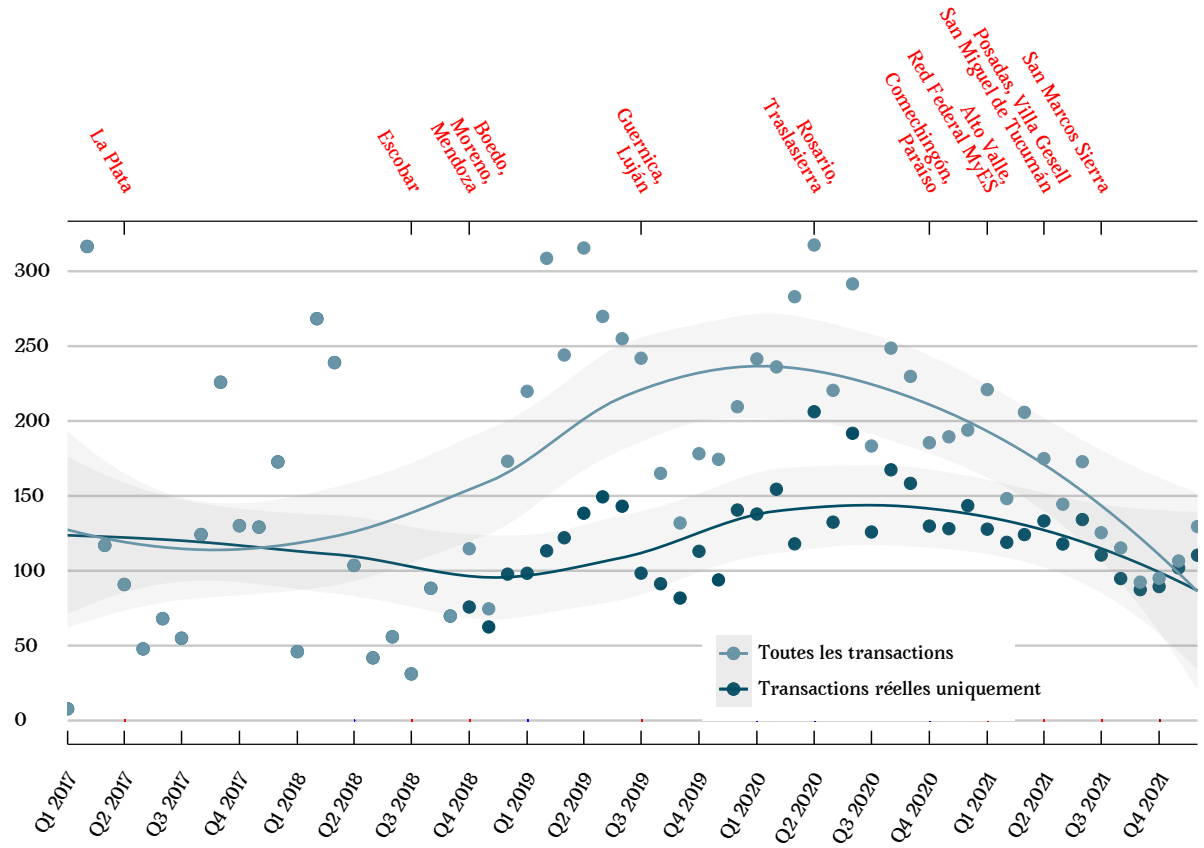


Fig. 4.10 - *Moyenne de la valeur réelle des transactions mensuelles dans la MonedaPAR (Escobar et Crédit mutuel).*

On a pris en compte ici uniquement deux types de transactions : les transactions financières, qui correspondent à des flux financiers sans contre-parties matérielles sous forme de biens ou de services échangés, et les transactions réelles, dont les objets sont des marchandises.
Toute transaction impliquant, comme envoyeur ou receveur, un compte-guichet de nœud est considérée comme financière. De cette façon, on capture l'essentiel des transactions financières, par exemple lorsque sont émis depuis le compte-guichet du nœud les montants de bienvenue octroyés aux nouveaux·lles membres.
Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur https://bts.ai.

On a rapporté sur les graphiques 4.10 en page 206, 4.11 en page 207 et 4.12 en page 209 respectivement la valeur mensuelle réelle moyenne, la valeur mensuelle réelle médiane et la valeur mensuelle réelle moyenne par usager·e actif·ve des transactions, en distinguant les transactions réelles de l'ensemble des transactions (financières et réelles) dans chacun des deux sous-systèmes. Pour obtenir ces valeurs réelles à partir des valeurs nominales, on a utilisé l'indice national des prix à la consommation : comme les prix en *pares* semblent connaître moins de variations que les prix en *pesos*, il faut donc envisager ces courbes comme les *minima* des « vraies » valeurs de ces

trois indicateurs. On emploie donc le terme de réel en deux sens différents : des quantité monétaires sont réelles lorsqu'elles sont déflatées par un indice des prix, par opposition aux valeurs nominales ; les transactions sont réelles lorsqu'elles portent sur des échanges de marchandises, par opposition aux transactions techniques ou financières.

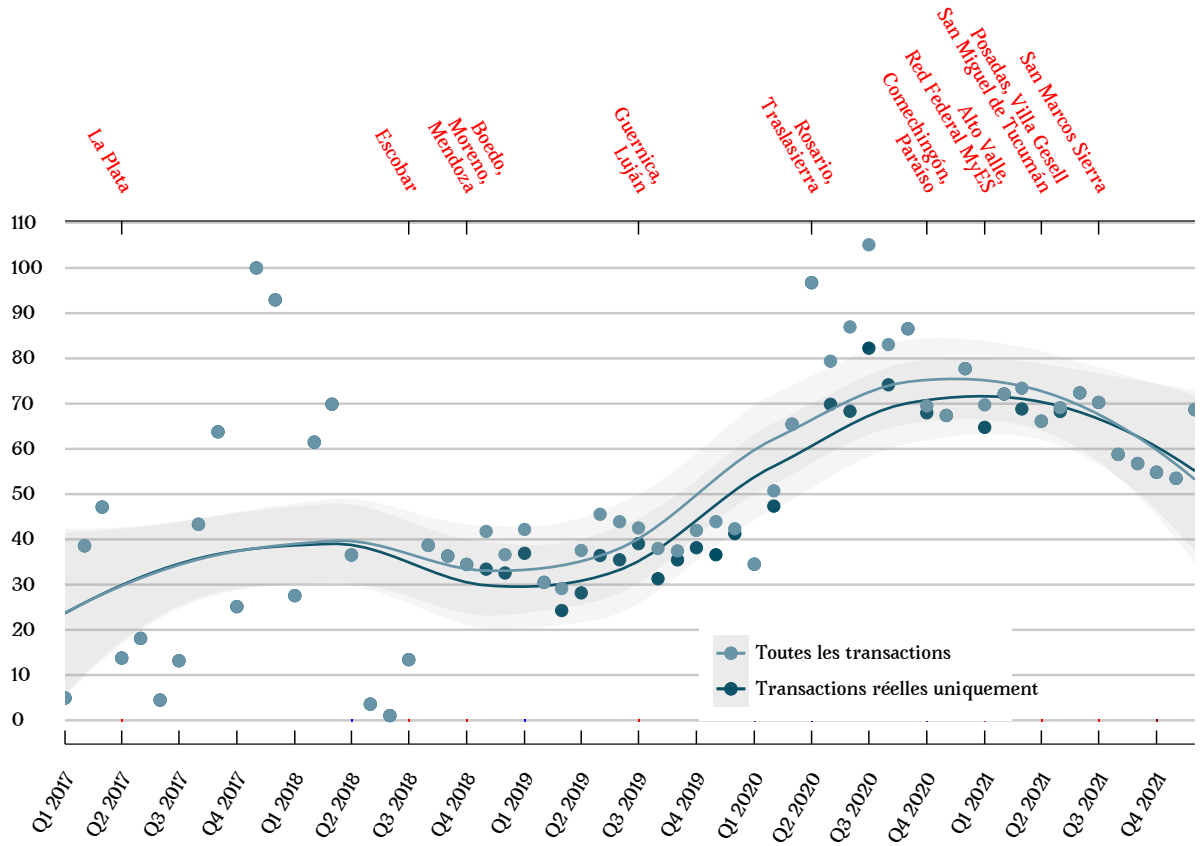


Fig. 4.11 - *Médiane de la valeur réelle des transactions mensuelles (Escobar et Crédit mutuel).*

Il y a deux types de transactions : les transactions financières, qui correspondent à des flux financiers sans contre-parties matérielles sous forme de biens ou de services échangés, et les transactions réelles, dont les objets sont des marchandises.
Toute transaction impliquant, comme envoyeur ou receveur, un compte-guichet de nœud est considérée comme financière. De cette façon, on capture l'essentiel des transactions financières, par exemple lorsque sont émis depuis le compte-guichet du nœud les montants de bienvenue octroyés aux nouveaux·lles membres.
Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur `https://bts.ai`.

Plusieurs faits notables se dégagent de ces six graphiques. Tout d'abord, on observe une tendance à l'augmentation des flux de comptes actifs dans le mois. Trois périodes peuvent être distinguées : avant fin 2018-début 2019, où l'expérience n'a alors pas encore pris, à partir de ce moment-là jusqu'au second trimestre de 2020, qui correspond à une période de croissance des principaux indicateurs, et à partir de mi-2020 jusqu'à fin 2021, où ces indicateurs entrent dans une phase de stabilisation relative.

Sur la fin de la seconde période, l'Argentine met en place un confinement national à partir du 19 mars 2020 pour lutter contre la propagation de la Covid-19, qui n'est totalement relâché que le 17 juillet. C'est le Grand Buenos Aires, soit la ville autonome de Buenos Aires et les 24 communautés de communes adjacentes, qui sort en dernier de ces restrictions. Cette zone concentre à la fois presque un tiers de la population du pays et trois des seize nœuds de la MonedaPAR alors actifs (Boedo, Luján, Moreno). Avant la fin de ce confinement, le nombre de comptes actifs dans le mois part à nouveau à

la hausse, de façon concomitante à la création de Rosario, Traslasierra et de trois autres nœuds qui ne prospèrent néanmoins pas.

Traslasierra est un des nœuds qui contribue le plus au réseau. Certain·es en parlent comme la « locomotive cordobaise » : ses débuts marquent la troisième et dernière période, qui s'étend donc de mi-2020 à fin-2021, au cours de laquelle le nombre d'usager·es actif·ves dans le mois se stabilise à un niveau supérieur aux deux périodes précédentes.

Si la valeur moyenne des transactions, une fois prise en compte l'inflation, suit plutôt un cycle, la valeur médiane, quant à elle, semble bien avoir atteint un palier plus élevé fin décembre 2021 qu'au début de l'expansion de l'expérience début 2019. De fait, malgré l'augmentation du nombre de comptes actifs dans le mois et la hausse des prix en *pesos* qui se répercute dans la MonedaPAR, la valeur moyenne par compte actif ne diminue pas[101].

Ce dernier indicateur est analogue au PIB par habitant : en effet, les consommations intermédiaires étant négligeables dans la MonedaPAR, on peut considérer que la somme de la valeur des transactions est une bonne approximation de la somme des valeurs ajoutées. L'expérience semble donc bien s'être stabilisée après le passage du projet d'un crédit inter-entreprises récupérées à la réalité de clubs de *trueque* 2.0. Il faut noter l'écart considérable entre le nombre de comptes enregistrés et le nombre de comptes validés, qui peuvent recevoir une autorisation de découvert : de fait, au cours de leur activité dans la MonedaPAR, les comptes validés réalisent dans leur immense majorité au moins une transaction réelle, au sens de portant sur des biens et services.

Fin décembre 2021, l'état du réseau est présenté au graphique 4.13 en page 210. On peut constater que la MonedaPAR est nettement structurée autour d'un *cluster* central constitué des nœuds de CABA et de la Province de Buenos Aires : Chacarita, Boedo, La Plata, Retiro, Moreno, Luján, Guernica et, dans une moindre mesure, Villa Gesell. De fait, les prosommateur·ices circulent facilement d'un nœud à l'autre. Linda vit ainsi à Morón, commune située une station plus proche de la ville de Buenos Aires que Moreno. Elle est écrivaine et retraitée : si cela lui fait moins loin de se rendre aux *ferias* de Moreno, elle semble trouver plutôt à Boedo sa clientèle, qui lui achète ses livres.

En dehors de ce *cluster* central, les nœuds de Comechingón, Posadas, Río Cuarto et Traslasierra, s'ils ne sont pas localisés dans la même région, puisque les uns relèvent de la province de Córdoba, les autres de celle de Chubut, sont néanmoins relativement proches géographiquement. La création de Traslasierra précède celles des trois autres. Si je connais moins ces nœuds, puisqu'ils sont fondés alors que je ne peux déjà plus réaliser de séjours de recherche en Argentine, ils relèvent d'un même espace d'inter-connaissance, structuré autour de formes locales d'économie sociale et solidaire, comme l'« économie du bien commun »[102].

Les rameaux non libellés ou les cercles isolés de la couleur de la province de Buenos Aires ou, dans une moindre mesure, de la Ville Autonome de Buenos Aires, qui y sont nettement plus nombreux que dans les autres provinces, représentent soit les tentatives manquées de fonder des nouveaux nœuds dans la région, soit les usager·es qui se sont rapproché·es à un moment donné de l'expérience sans s'y maintenir dans le temps. D'où cette apparence d'éclatement dans le plan de ces deux couleurs, par comparaison aux autres

101 Il faut prendre avec précaution les mesures de la valeur des transactions en MPAR déflatées par les prix en ARS. Au-delà de la possibilité que les prix en MPAR ne suivent pas exactement les prix en ARS, il y a surtout l'objection théorique, fondamentale, que chercher les grandeurs « réelles » en déflatant par un indice des prix revient à mélanger deux systèmes dont les déterminations sont contradictoires : on veut raisonner, dans le cadre du seul système économique possible, celui fondé sur le concept de valeur, en termes de valeurs d'usage, soit précisément ce qui ne peut y être pris en compte. Ainsi, « la *croissance économique*, le lieu commun de la science économique contemporaine, pose un problème qui se définit en termes de *valeur d'usage*, et dont une théorie de la reproduction, même élargie, ne suffit pas à rendre compte » (Duménil, 1978, p. 392). Pour lever cette objection, il ne suffit pas, comme Keynes y invite les économistes, à raisonner uniquement en termes monétaires : il faut au contraire ramener le nominal, c'est-à-dire les sommes monétaires, au réel, c'est-à-dire à leur origine, donc au déploiement d'un volume déterminé d'heures de travail productif. Au lieu de la classique bipartition entre réel et nominal, la théorie marxiste suggère une tripartition entre les grandeurs économiques nominales, les grandeurs économiques réelles, et l'ensemble des déterminations matérielles, qui interagissent avec le système économique de la valeur, mais de façon externe (ibid., p. 63) : du point de vue économique, on ne peut dire que fort peu de choses sur la valeur d'usage et uniquement sur la façon dont elle interfère avec la valeur.

102 Avant le livre éponyme de Tirole, et dans une perspective totalement différente, le danseur et économiste autrichien Christian Felbert (Felber, 2015) propose un système économique alternatif. Il s'apparente à un modèle de socialisme de marché proche des élaborations de, par exemple, Schweickart ([2002] 2011) ou Andréani (2001). La question écologique y est centrale. L'économie du bien commun est un mouvement qui veut dépasser l'opposition entre capitalisme et socialisme et qui s'inscrit plus généralement dans les mouvements pour des économies alternatives aux côtés de l'économie bleue, de l'économie circulaire, de l'économie de communion, proche de la doctrine sociale de l'Église, etc. Les membres du mouvement caractérisent le système actuel moins comme un système d'économie de marché ou comme capitaliste, mais plutôt comme un socialisme du capital. Y prévaudrait une approche « féodale » de l'héritage qui conduit de générations en générations à la reproduction d'inégalités de patrimoine indues (Felber, 2017).

provinces, dans lesquelles la MonedaPAR est rassemblée autour d'un ou deux nœuds centraux, comme à Córdoba autour de Traslasierra, à Chubut autour de Comechinón, à Mendoza autour du nœud de Mendoza, à Río Negro autour de Bairloche, ou encore à Entre Ríos autour de Gualeguaychú.

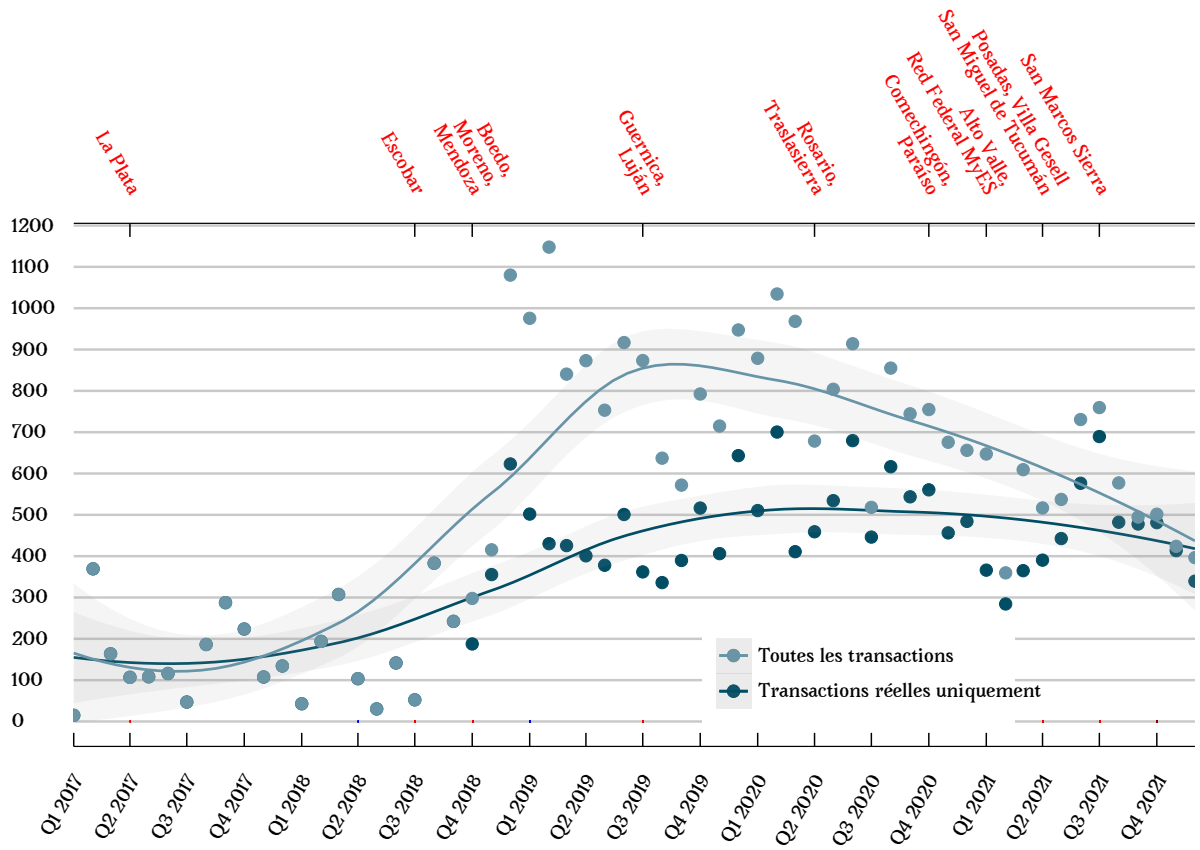


Fig. 4.12 - *Valeur moyenne des transactions mensuelles par compte actif dans le mois.*

On n'a représenté que deux des trois types de transactions : les transactions financières, qui correspondent à des flux financiers sans contre-parties matérielles sous forme de biens ou de services échangés, et les transactions réelles, dont les objets sont des marchandises.
Toute transaction impliquant, comme envoyeur ou receveur, un compte-guichet de nœud est considérée comme financière. De cette façon, on capture l'essentiel des transactions financières, par exemple lorsque sont émis depuis le compte-guichet du nœud les montants de bienvenue octroyés aux nouveaux·lles membres.
Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur `https://bts.ai`.

Le nœud de Mar del Plata, première tentative réussie de fonder un nœud avant fin 2018-début 2019[103], mérite une mention à part. La distance dans le plan avec les nœuds de la province et de la ville de Buenos Aires reflète en partie son éloignement géographique avec ces derniers, mais pas uniquement : en effet, le nœud de Villa Gesell est proche de Mar del Plata et, pourtant, sur le plan, il est plus fortement connecté à Boedo, Guernica, La Plata, etc, que Mar del Plata. De fait, les liens orangés entre Villa Gesell et Mar del Plata indiquent que certain·es des membres de Mar del Plata aux débuts contribuent désormais au nœud de Villa Gesell : fondé en avril 2021, il prend ainsi partiellement la suite de Mar del Plata[104].

[103] Après Tandil, qui n'apparaît pas dans le graphique car cette dernière tentative est restée lettre morte.

[104] Ce dernier cesse ses activités en mai 2019 suite à des conflits politiques internes. On revient sur ce point au chapitre 5 en page 5.

L'existence d'usager·es « inter-nœuds » ainsi que la résurgence d'anciens nœuds échoués à proximité et sous de nouveaux noms doit conduire à ne pas exagérer la rigidité de cette partition du réseau : la MonedaPAR n'est pas une expérience stabilisée, comme l'on pourrait s'en douter au regard de sa brève durée d'existence. Plus que la fixation de l'expérience autour de quelques nœuds centraux, c'est bien plutôt une certaine fluidité non seulement des transactions, mais encore des membres et même des nœuds qui prime.

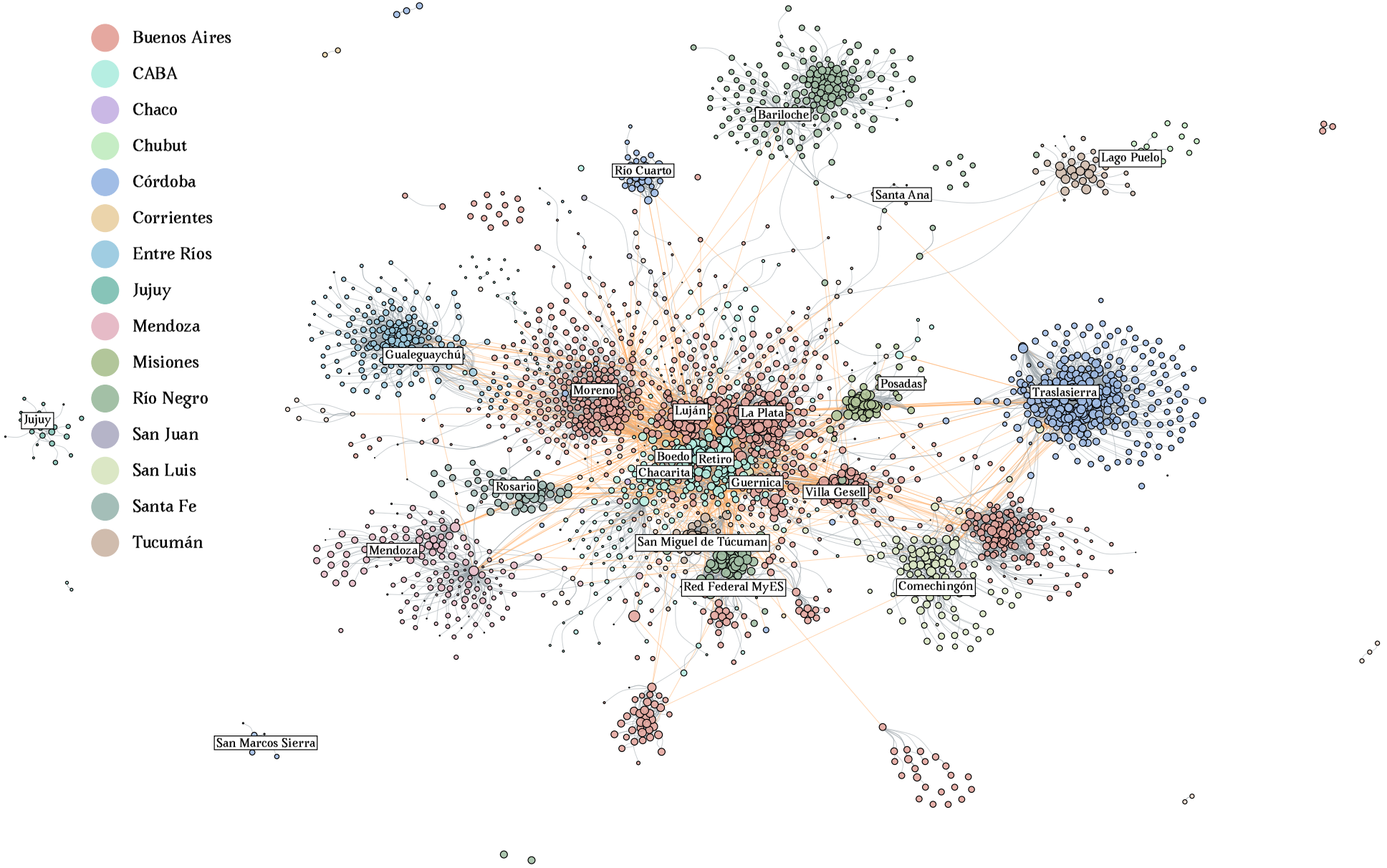


Fig. 4.13 - *Le réseau de la MonedaPAR par province.*

Les points sont les membres de la MonedaPAR. Leur taille est log-proportionnelle à la valeur cumulée de leurs ventes fin décembre 2021.
Les lignes représentent les liens d'échanges entre les membres. Les liens intra-nœuds sont en gris, en orange clair les liens inter-nœuds. Leur largeur est log-proportionnelle à la valeur des échanges.
Les vingt-deux nœuds qui sont ou ont été actifs sont représentés.
Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur https://bts.ai.

4.3.2 L'intermédiation d'une monnaie « sans intermédiaire »

Fondé en janvier 2019, à peu près en même temps que Boedo ou Moreno, le nœud de Bariloche fait partie en réalité d'un ensemble constitué par les nœuds d'El Bolsón, de General Roca, d'El Hoyo [105], ainsi que le nœud de Lago Puelo, qu'on peut repérer sur le plan. Ces cinq nœuds doivent former, dans l'esprit de leurs fondateur·ices, au premier plan desquel·les Joaquín, le « bloque patagónico ». Joaquín se voit déjà à la tête de la banque centrale MPAR pour la Patagonie. Militant politique de longue date, il organise l'occupation illégale de terrains et la construction de logements pour des communautés dans une région où le gouvernement argentin et ses forces de sécurité se confrontent dans des affrontements parfois meurtriers avec les Mapuches et les peuples originaires. Ces derniers luttent contre l'expropriation légale de leurs terres au bénéfice de grand·es propriétaires privé·es [106]. La MonedaPAR s'insère ainsi dans le cadre d'une lutte contre un mouvement contemporain d'*enclosures*, soit ce qu'Harvey, à la suite de Luxemburg ([1913] 2020), analyse comme « l'expropriation par dépossession » (Harvey, 2004).

Joaquín et son groupe participent dès les premières réunions de préparation de la MonedaPAR. Ils et elles ont notamment des liens à la fois avec les référent·es de Mendoza et du MNER, dont ils et elles semblent partager un certain désintérêt de la question de l'institutionnalisation de la MonedaPAR. En entretien, Eduardo Murúa évoque deux orientations qui structurent la MonedaPAR : lui-même dit se rattacher au courant « plus anarchiste » qui s'oppose à la conception « plus institutionnelle », en fait légaliste, au sens où un des objectifs est de fournir un cadre légal à la MonedaPAR [107] :

> Murúa : *Et au sein de tout cela, de nous tous qui réfléchissons à la MonedaPAR, il n'y a pas une vision idéologique très forte, tu comprends ? Il y en a qui sont plus institutionnels, plus étatiques, d'autres sont plus anarchistes. Il y a donc des différences là aussi. Il n'y a pas de bloc hégémonique clair. Si la MonedaPAR est un instrument, alors chacun de nous fait des choses différentes, ce en quoi chacun croit. Ces deux courants ne se sont pas encore exprimés avec force. Le courant institutionnel a davantage de poids que le courant plus anarchiste, si tu veux, ou plus populaire. Ce courant est toujours plus difficile parce que nous sommes un… nous sommes tous un peu désorganisés.*
>
> Entretien le 20 novembre 2019 avec Eduardo « Vasco » Murúa, la soixantaine, dans son bureau de l'IMPA, une entreprise récupérée historique et siège du MNER.

Le *bloque patagónico* et le groupe des fondateur·ices de Buenos Aires, qui se rattachent au « courant plus institutionnel » rentrent rapidement dans une forme de conflit larvé. Chaque fois que l'un·e des fondateur·ices mentionne les progrès du réseau en oubliant les nœuds de Patagonie, la réaction est immédiate. Ainsi le 22 septembre 2019, sur l'un des groupes de la MonedaPAR, deux référent·es de Bariloche signalent : « il faut être plus attentif à la contribution du Sud, qui fait aussi sa part […] le Sud aussi existe ! » Il s'exprime avec plus de force en une campagne de dénonciation calomnieuse fin 2019, visant l'un des membres de ce groupe, accusé de détourner à son profit des fonds en dollars censément reçus pour financer l'expérience. Que ces dollars n'aient jamais existé [108] finit par stopper la diffusion de cette rumeur.

105 Ces derniers nœuds n'apparaissent pas dans les différentes représentations de la MonedaPAR car ils sont sans activité interne réelle.

106 Entretien réalisé le 4 janvier 2019 avec Joaquín, 53 ans, référent du nœud de Bariloche, dans un bar du Microcentro. Lors de mon premier séjour en Argentine entre 2017 et 2018, Santiago Maldonado, militant originaire de la province de Buenos Aires, trouve la mort dans le cadre d'un affrontement avec les forces de sécurité réprimant une manifestation exigeant la libération d'un activiste mapuche emprisonné suite à une campagne dirigée contre les intérêts du groupe italien *Benetton*. Son rachat en 1991 de la *Compañia de Tierras del Sud Argentino* est l'origine d'une lutte de plusieurs décennies, qui voit des organisations des peuples originaires revendiquer la récupération de leurs terres ancestrales qu'ils considèrent illégitimement accaparées.

107 Ce qui est obtenu en décembre 2017 lorsque l'INAES valide l'inscription de la MonedaPAR au registre des ordres d'achats encadrés par le code du mutualisme, ce qui permet désormais d'éditer des factures en MPAR.

108 De fait, une plainte récurrente des fondateur·ices consiste à souligner les difficultés à convaincre les institutions, ministères ou autre, de l'intérêt de financer le développement de l'expérience, même au sein des secteurs proches politiquement. En dépit du caractère « innovant » de la MonedaPAR en raison de son caractère *crypto*, le ministère des sciences et de l'innovation a toujours fait la sourde oreille. Le temps dédié à l'expansion du réseau est réalisé « *a pulmón* », c'est-à-dire gratuitement, sur le temps libre des membres les plus convaincu·es.

À une autre occasion, entre octobre 2020 et février 2021, le groupe de Joaquín impulse de façon très volontariste la création de pseudo-nœuds[109], visant à relancer le *bloque* qui est alors en perte de vitesse. Pseudo-nœuds, car ils ne reçoivent jamais l'aval sous la forme d'autorisations de découvert. Recevant pour fonctionner 5 000 *pares* du compte du nœud de Bariloche, leurs noms sont ceux de quartiers périphériques de San Carlos de Bariloche. Il s'agit probablement surtout de réaliser un coup politique[110] : fin 2020, l'organe directeur de la MonedaPAR est constitué par la Fédération des Nœuds, qui se réunit tous les mercredis. Elle rassemble des représentant·es choisi·es selon des modalités propres à chaque groupe local. Tous·tes les participant·es ont le droit à la parole, mais seul·es ceux et celles qui y figurent pour le compte des nœuds réellement actifs peuvent exercer un pouvoir décisionnel à raison d'un vote par nœud actif.

109 Au total six : allunruca, nahuelhue1, barrionahuelhue2, alunruncasol, marginguemes et barriobellavista1.

110 En septembre 2020, les référent·es de la Patagonie ont fait la demande à la fédération d'un « nombre substantiel d'autorisations de découvert [sans] expliquer plus en détail pourquoi ils en ont besoin. » (carnet de terrain, 12 novembre 2020).

Conformément au nombre de *billeteras* avec autorisation de découvert de 30 000 MPAR dont ils disposent, les représentants du *bloque patagónico* revendiquent cinq nœuds : Bariloche, El Hoyo, Lago Puelo, El Bolsón et General Roca. Dans les statistiques de la *Coordinación Económica*, néanmoins, seul Bariloche est réellement actif, Lago Puelo l'ayant été mais uniquement pour une courte période tandis que les trois autres n'ont jamais réellement fonctionné. Pire, depuis août 2019, la valeur totale des échanges à Bariloche est nulle, ce qui obère le droit de vote de ces représentant·es. La création de ces six nouveaux nœuds peut potentiellement déboucher sur l'octroi de droits de vote additionnels et, finalement, sur la prépondérance du *bloque* au sein de la Fédération des Nœuds. Lorsque Bariloche et ses pseudo-nœuds réalisent des échanges d'une valeur supérieure à 160 000 MPAR en novembre 2020, propulsant Bariloche en tête du classement des nœuds les plus actifs du réseau, l'incrédulité est de mise. Les réunions du mercredi de la Fédération des Nœuds étant précédées par la réunion de la *Coordinación Económica*, on me demande de vérifier les chiffres : comment est-il possible que « Bariloche, en si peu de temps et avec les problèmes qu'on lui connaît, soit le plus grand nœud » ?[111]

111 Carnet de terrain, décembre 2020.

Parallèlement, la Fédération des Nœuds demande de façon récurrente à la *Coordinación Económica* de définir des critères « objectifs » pour établir qu'un nœud est actif ou inactif. De fait, Bariloche finit par s'éteindre progressivement. En avril 2021, le volume d'échanges a déjà fortement baissé, la dernière transaction ayant lieu en août 2021. Il est intéressant de constater que les motifs avancés tant par l'équipe des fondateur·ices que par les référent·es de Bariloche sont formellement similaire : ici, on reproche à Joaquín « certains comportements », des modalités de constructions politiques très verticales, quasi-« dictatoriales », au sein desquelles les référent·es de chaque quartier répondent à l'organe de direction central sans véritable contrôle démocratique. De fait, lorsqu'une membre de son groupe contacte les promoteur·ices buenos-airien·nes de la MonedaPAR sans passer par Joaquín, ce dernier devient « furieux » : il a en effet décidé – et annoncé – que le nœud de Bariloche « n'utilisera plus la MonedaPAR »[112].

112 Carnet de terrain, 11 décembre 2020.

En retour, Joaquín n'est pas en reste. Sur un fil Télégram consacré à une autre expérience – française, cette fois – de crypto-monnaie sociale, fil que rejoignent fin septembre-début octobre 2021 plusieurs référents locaux masculins de la MonedaPAR, la conversation porte sur les points de divergences entre cette dernière, la G1, et la MonedaPAR. Le promoteur de la G1 soutient que la MonedaPAR n'est pas un logiciel libre, ce qui est partiellement vrai, puisque les techniciens d'EOS Argentina ont fait le choix

d'un logiciel *freemium*, et qu'elle n'est pas écologique, car elle est fondée sur la *blockchain* Ethereum, qui utilise comme mécanisme de consensus une preuve de travail similaire à celle du Bitcoin, ce qui est faux[113]. Est reproché aux promoteur·ices de la MonedaPAR un manque de « transparence » et l'on spécule sur les raisons qui les ont amené·es à tenter de « garder ainsi le contrôle sur la structure », les exposant à des risques de sécurité : la centralisation des clés privées facilite le travail du *hacker* qui souhaiterait abattre le système en vidant les comptes des avoirs. C'est dans ce contexte de comparaison des deux crypto-monnaies sociales arbitrée par un représentant de l'expérience concurrente que Joaquín met en avant sa connaissance de la MonedaPAR : « c'était libre au début, et ensuite ça s'est verticalisé, ce qui dans notre expérience à Río Negro a tout compliqué, avec des *compañeras/os* qui ont été laissés en plan, beaucoup de petits chefs »[114].

Dans les deux cas, ainsi, le reproche adressé à la partie adverse consiste à souligner ses déficiences démocratiques, sa déviation de l'idéal d'une gouvernance horizontale. C'est exactement le même type de critiques qui justifie *a posteriori* la scission du RTS et du RGT : Heloisa Primavera, porte-parole du RTS, reproche au RGT son centralisme exagéré, sa bureaucratisation, qui se manifeste alors concrètement dans un contrôle total sur l'émission monétaire.

Qu'en est-il au sein de la MonedaPAR ? La première assemblée extraordinaire du 10 juin 2020 fixe tout d'abord différents rôles au sein de l'équipe de gestion de la Fédération des Nœuds. Il y a désormais un poste établi de Coordinateur·ice National·e, assisté·e d'un·e Sous-Coordinateur·ice : il revient au ou à la premier·e la responsabilité de la « représentation institutionnelle du projet », tandis que le ou la second·e doit l'assister dans ses tâches de coordination interne avec les autres responsables. Le ou la Secrétaire doit coordonner les assemblées ordinaires et extraordinaires ainsi que les réunions de l'équipe de gestion, rédiger les comptes-rendus et maintenir à jour le registre des usager·es[115]. Le ou la secrétaire gère les tâches de coordination avec la *Mutual Conexión*, qui fournit depuis décembre 2017 à la MonedaPAR son encadrement légal comme ordre de paiement auprès de l'INAES. Viennent ensuite quatre aires thématiques : la *Coordinación Económica* (Coordination Économique), qui s'occupe des tâches statistiques et garantit la circulation de l'information quant aux expériences de construction des nœuds ; *Coordinación de Capacitación* (Coordination de Formation), dans laquelle s'investit notamment Heloisa Primavera, forte de son expérience dans le *trueque*, qui s'assure que les nouveaux·lles membres disposent de connaissances suffisantes sur le fonctionnement des systèmes de crédit mutuel en général et de la MonedaPAR en particulier, notamment en ce qui concerne les valeurs spécifiques qui sous-tendent le projet ; la *Coordinación de Comunicación* (Coordination de Communication), qui doit « faire en sorte que le projet apparaisse dynamique et actif » ; la *Coordinación de Asuntos Institucionales* (Coordination des Relations Institutionnelles), enfin, qui assiste le ou la Coordinateur·ice national·e dans sa tâche de représentation du projet et a la charge des relations institutionnelles avec les « organisations sociales, les municipalités, les universités, les associations civiles et les autres collectifs qui peuvent être intéressés » par le projet. Cette dernière coordination est le point d'entrée des nouveaux nœuds dans le réseau, les assistant dans les premières étapes et les redirigeant à la Coordination de Formation.

113 Pour vérifier cette information, il suffit de faire une recherche sur « MonedaPAR » *via* un moteur de recherche quelconque. On est ainsi amené·e à supposer que la personne en question n'a pas réellement tenté de confirmer cette information. Plus surprenant est le fait que s'ils participent à la suite de la discussion, les quelques cinq membres de la MonedaPAR ne réagissent pas à cette assertion. Ils ne sont pourtant pas de simples membres : référents de nœuds depuis au moins plusieurs mois à date, si l'on ne peut pas s'attendre à ce qu'ils connaissent l'intégralité de l'infrastructure technique de la MonedaPAR décrite à la section précédente, on aurait pu penser que ils soient au moins conscients du fait que la MonedaPAR utilise la *blockchain* Bitshares. Cela constitue un indice additionnel du caractère paradoxalement « obscur » de cette transparence rendue possible par la *blockchain*.

114 Groupe Telegram *Moneda Libre Conosur*, le 2 juin 2021.

115 C'est ce registre qui me permet, dans le cadre de mes tâches au sein de la *Coordinación Económica*, d'assigner un nœud à chaque usager·e avec une précision raisonnable : cette donnée n'est en effet pas disponible directement dans la *blockchain*.

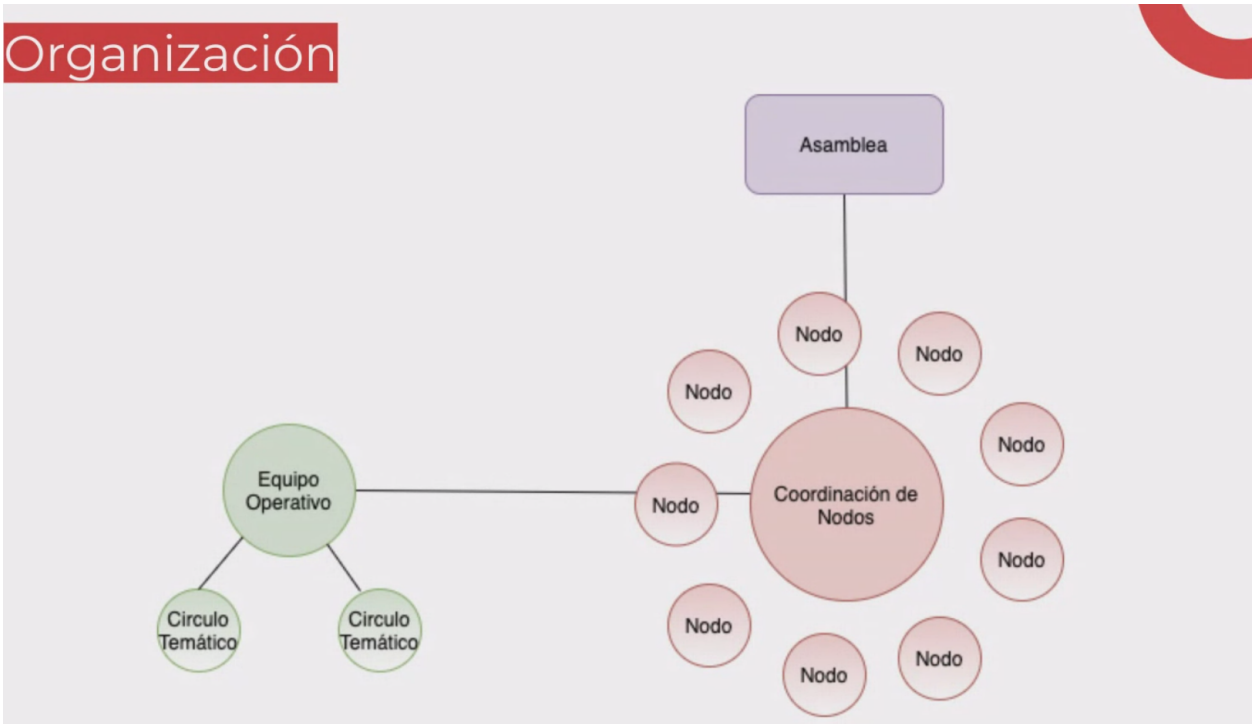


Fig. 4.14 - *Organisation actuelle de la MonedaPAR.*

Source : Document présenté lors de la seconde assemblée ordinaire de la MonedaPAR le 31 mars 2021.

Cette équipe de gestion de la Fédération des Nœuds constitue ainsi un premier pas vers la formalisation de tâches définies au sein des réunions opérationnelles du mercredi, auxquelles assistent les représentant·es de chaque nœud et dans lesquelles seul·es les représentant·es des nœuds actifs ont le droit de vote. Peu de temps après le conflit avec Bariloche, la seconde assemblée ordinaire de la MonedaPAR du 31 mars 2021 introduit de nouvelles modalités de fonctionnement, toujours valables actuellement. Comme on peut le constater sur l'image 4.14 en page 214, tirée de la présentation réalisée par le Coordinateur National de l'époque, la Fédération des Nœuds se transforme en Coordination des Nœuds, bientôt dénommée Coordination Nationale. Il s'agit de l'exécutif de la MonedaPAR, et ses réunions sont désormais ouvertes à tous·tes les membres. Les votes y sont moins décisifs, car est parallèlement établi que l'exécutif a un rôle d'exécution des grandes orientations décidées par l'Assemblée des Prosommateur·ices, réunie ordinairement, une fois par an, ou extraordinairement, dès lors qu'un *quorum* minimum est validée : le mandat devient impératif. Répondant à une membre qui souligne que l'assemblée risque de n'être que « formellement souveraine » dans la mesure où la pratique consiste jusqu'alors surtout à informer les assemblées des décisions prises par la Fédération des Nœuds, le Coordinateur National précise que, désormais, la Coordination Nationale est non seulement ouverte à tous et toutes, mais encore qu'il ne s'agit plus « d'un espace de décision, mais [d']un espace de création, qui pourra conclure à la nécessité d'une nouvelle Assemblée pour prendre des décisions » [116]. Dans sa tâche d'application des décisions de l'Assemblée, la Coordination s'appuie sur l'Équipe Opérationnelle, dont la composition est arrêtée pour un an au sein des assemblées ordinaires. Cette Équipe Opérationnelle, enfin, organise le travail des Cercles Thématiques, c'est-à-dire des Coordinations Économique, de Formation, de Communication et de Relations Institutionnelles, qui n'ont normalement qu'un rôle purement technique, sans pouvoir décisionnel.

[116] Carnet de terrain, 31 mars 2021.

On peut faire l'hypothèse qu'échaudé·es par le conflit avec Bariloche et, de toute façon, conscient·es des risques inhérents aux modalités de construction plutôt informelles qui prévalent jusqu'alors, les participant·es des réunions du mercredi de l'ancienne Fédération des Nœuds, ont senti la nécessité d'une structuration plus explicite, favorisant des prises de décisions plus transparentes et théoriquement plus horizontales. Tout se passe comme si l'introduction de la technologie *blockchain* ne se suffisait pas à elle-même pour garantir la réalisation des promesses de transparence et de traçabilité qui y sont associées et qui justifient la présentation de la MonedaPAR comme le « dépassement du *trueque* ».



Fig. 4.15 - *Le crédit mutuel dans sa conception originelle.*

Source : présentation du projet dans sa phase initiale https://prezi.com/4ripjswgecs1/que-es-moneda-par/ (consulté le 9 août 2022).

Reste que cette formalisation de la gouvernance de la MonedaPAR équivaut à une nouvelle intermédiation. La promesse faite au tout début de l'expérience, lors des réunions de fondations, consiste à l'inverse en l'idée d'un système « sans intermédiaires », dans lequel la « base monétaire s'autorégule en fonction des limites que fixent les membres », tandis que le « montant des autorisations de découvert est décidé par l'ensemble des mêmes membres d'un nœud donné », comme on peut le lire sur l'image 4.15. La quatrième proposition figurant sur cette image renvoie à l'idée que les *pares* sont créés au moment de la conclusion d'une transaction : en pratique, comme on l'a rappelé en discutant de l'image 3.9 (page 141), les unités monétaires sont créées en amont, puisqu'elles découlent de l'octroi de lignes de crédit tant aux comptes des nœuds qu'aux comptes des usager·es.

Ce que cette dernière exprime néanmoins est la recherche d'un mécanisme d'ajustement automatique des sommes de signes de crédit et de la valeur théorique des biens et services échangés. Le refus de toute intermédiation relève d'une idée analogue. Elle naît de la convergence inédite de deux critiques du système bancaire d'origines très différentes. L'une, crypto-libertarienne, soutient que les manipulations réalisées par les banquier·es en lien avec le pouvoir politique interdisent aux mécanismes marchands de dire le Vrai de la structure économique sous-jacente ; l'autre, plus « sociale », insiste sur le caractère injuste de ces derniers mécanismes dans le cadre du monopole privé sur la création monétaire. Ce monopole favorise structurellement les couches les plus fortunées de la société, tandis que s'accumulent d'un côté les invendus et, de l'autre, les besoins sociaux non satisfaits. Ces deux critiques, qui conçoivent le marché soit comme un lieu de véridiction idéel soit comme un lieu de juridiction idéal, s'accordent néanmoins sur le diagnostic et sur la solution : il faut retirer le pouvoir de création monétaire des mains des banquier·es et des gouvernant·es, pour le remettre directement, c'est-à-dire « sans intermédiaire », dans les mains du « peuple ».

Ce n'est donc finalement pas le refus de toute intermédiation, mais le refus de certaines médiations, qu'on pourrait rapidement caractérisées comme « dominantes ». De la même façon, Rolland et Slim (2017) montrent que ce refus, qui sous-tend le projet du Bitcoin, dissimule en réalité mal la réalité d'une structure institutionnelle, sinon explicite, au moins essentielle au bon fonctionnement de ce système monétaire alternatif. Ce refus rhétorique de toute intermédiation doit donc se lire comme le souhait d'une institution monétaire alternative.

Corrientes, 20 de abril de 2021.-

Área de Economía de la Federación Nacional

De nuestra mayor consideración:

Nos dirigimos a Uds. con el objeto de solicitar los avales para 20 prosumidores que formarán parte del nodo de la Red Corrientes Red MERCOSUR, como también el Descubierto de la Billetera del Nodo. El nombre de usuario de la billetera electrónica es: "**nodoredcorrientes**"

A su vez, informamos que hemos culminando una etapa de capacitación en Moneda Par. La actividad que surgió de la capacitación de Heloisa Primavera en la Red Federal MyES, la desarrollamos con referentes de la Red Corrientes Red MERCOSUR. De este modo, decidimos conformar un nodo provincial para luego avanzar con formación de nodos locales en distintos departamentos de la provincia.

Finalmente mencionamos que la Red Corrientes Red MERCOSUR, se desempeñó como Organización Administradora y Ejecutora de Microcrédito con el Programa "Padre Carlos Cajade" de la CONAMI desde 2008 al 2016. Por otro lado, la Red organizó diversas ferias locales y regionales de economía social y solidaria, como también se realizaron 76 marcas colectivas con el Programa de Marcas Colectivas de MDS y el INTI, además de la articulación con Programas nacionales y Municipios de la Provincia de Corrientes para favorecer el desarrollo del sector.

Sin otro particular, saludo con distinguida consideración.

[redacted]
Coordinador
Red Corrientes Red MERCOSUR

E-mail: redcorrientesredmercosur@gmail.com

Fig. 4.16 - *Exemple de demande d'avales.*
Source : partage au sein du groupe WhatsApp de la *Coordinación Económica.*

Il y a donc bien des modalités d'intermédiation alternative, « communautaire », plutôt qu'une absence de toute intermédiation. On observe par ailleurs un phénomène de politisation du technique, qui voit des instances censées être purement opérationnelles prendre des décisions qui impactent la politique interne du système. Ainsi, les autorisations de découvert sont techniquement octroyées par la *Coordinación Económica* : y figure en effet un membre d'EOS Argentina, qui réalise les envois des *avales* à partir des comptes-maîtres du réseau. En théorie, cette coordination est politiquement subordonnée à la Coordination Nationale, qui doit normalement être destinataire des demandes d'envoi de lignes de crédit. Un exemple – très formalisé néanmoins par rapport aux autres demandes, qui transitent habituellement par des messages informels – en figure dans l'image 4.16 (page 216).

En l'absence de règles précises du montant d'*avales* à envoyer, qui pourrait être défini en fonction d'un nombre de participant·es, de leur nature (individus, coopératives, PyMES, etc.) ou du type d'usage qu'on veut leur donner, c'est la *Coordinación Económica* qui a le dernier mot sur le montant finalement généré[117]. C'est encore à la *Coordinación Económica* qu'il faut s'adresser pour obtenir de nouveau mots-clés permettant de restaurer son compte si l'on a perdu l'ancien jeu. On retrouve la même dynamique que sur la question de la définition d'un nœud actif : des décisions purement techniques ont *in fine* des conséquences politiques.

[117] L'absence de règles explicites est à l'origine de conflits entre les membres des différents Cercles Thématiques. Ainsi, les responsables de la formation manifestent en une occasion leur insatisfaction à se retrouver en porte-à-faux en raison de l'écart entre les montants qu'elles ont promis aux membres d'un nouveau nœud et ceux qui sont finalement envoyés par la *Coordinación Económica*. La question se pose de savoir, selon elles, qui est ce « magicien d'Oz » qui décide, seul, de la création monétaire et en fonction de quels critères.

Ainsi, si les nœuds ont une autonomie dans la définition de leur réglementation, de leur stratégie et de leurs procédures de décisions, c'est dans le cadre des critères nationaux d'attribution des autorisations de découvert. Il y a un dédoublement des règles, tant sur les modalités de paiements (le niveau national favorise le 100 % MPAR) ; sur le taux de change nominal (le niveau national valide une parité du *par* et du *peso* tout en refusant tout marché de change) ; sur les rémunérations associées aux différents rôles des structures locales et des structures nationales (le niveau national rémunère ses membres par création monétaire et uniquement en *pares* selon des montants fixés en assemblée) ou encore sur l'origine des produits et leur nature (le niveau national réprouve le travail sexuel, par exemple, ou la vente de drogues, et favorise la production propre plutôt que simplement la *reventa* dans la MonedaPAR de produits achetés en dehors).

4.3.3 Quel contrôle social sur la gouvernance sur le code ? Convergences et divergences des gouvernances

Premier élément de confrontation des deux gouvernances, la structure des permissions associée aux six actifs constituant l'infrastructure de la MonedaPAR donne de fait tout le pouvoir aux deux comptes-maîtres et à leurs gestionnaires. Incidemment, ces derniers ne figurent pas en tant que tels sur l'organigramme décidé lors de l'assemblée extraordinaire du 31 mars 2021. S'ils interviennent, c'est au sein des Cercles Thématiques ou comme participant·es des réunions régulières de la Coordination Nationale.

Il y a néanmoins un coût politique à l'utilisation de ces permissions : la *Coordinación Económica* est sollicitée en août 2020 pour estimer les sommes de *pares* immobilisées, c'est-à-dire qui figurent dans les soldes des comptes sans mouvement depuis plusieurs mois. La volonté des participant·es de la Fédération des Nœuds est alors de constituer un *Fondo PAR*, alimenté,

d'un côté, par ces *pares* immobilisés et, d'un autre côté, par les frais de transactions que les comptes-maîtres reçoivent automatiquement chaque fois qu'un échange a lieu.

Le *Fondo PAR* constitue ainsi l'utilisation trouvée de ces fonds immobilisés : il doit permettre d'une part de financer le développement national du réseau, en participant à la rémunération des personnes occupant l'un ou l'autre des rôles de la structure[118] ; il peut aussi être sollicité par les nœuds qui nécessitent un investissement en MPAR, que ce soit pour régler tout ou partie des rémunérations de leur propre structure interne, ou pour toute autre tâche. Ainsi, au 3 mars 2021, La Plata, Boedo et Moreno ont sollicité pour 91 400 *pares* de fonds. Il est doté d'un·auditeur·ice titulaire et d'un·e suppléant·e, qui réalisent les rapports dans les assemblées des prosommateur·ices.

Ces frais s'accumulent en effet depuis plusieurs années sur le solde de ces deux comptes :

> R *: Qu'est-ce que vous faites avec ces* pares *des frais de transaction aujourd'hui ?*
> Lucas *: On ne les sort pas de là, les* pares *restent là, ils s'accumulent, à la fin c'est comme si on contractait automatiquement la base monétaire, si tu veux le voir ainsi. Ils sont coincés là et accumulés. On n'en a encore fait aucun* claim *sur ces* pares.
>
> R *: Et quelle serait l'utilisation qui pourrait être faite de ces fonds ?*
> Lucas *: Et à un moment donné, j'imagine qu'ils pourraient servir à quelque chose. Je ne sais pas vraiment, je ne suis pas tellement dans la gestion quotidienne de la MonedaPAR, disons, de la communauté, mais j'ai aidé à la lancer, j'ai assisté aux premières réunions. Dès le début, dans la conception de la MonedaPAR, dans l'Observatoire de la Richesse et puis je suis aussi allé dans les communautés, je parlais, et puis je suis revenu à ce que je connais, qui est plus la question technique.*
>
> Entretien le 11 décembre 2019 avec Lucas, la quarantaine, membre de Waba puis de EOS Argentina, dans un bar du Microcentro, dans le quartier de Retiro.

En théorie, il suffit de demander à la *Coordinación Económica* d'établir une liste des comptes qui n'ont pas réalisé de mouvements dans les derniers mois : ensuite, à partir de *gobierno-par*, il est aisé de mettre en place des opérations de type *override transfers* pour récupérer automatiquement l'intégralité des fonds immobilisés. Néanmoins, ce n'est pas l'option choisie : comme le précise le rapport des deux auditeur·ices du *Fondo PAR* devant l'assemblée extraordinaire du 31 mars 2021, les 370 000 *pares* initiaux de ce fonds sont en réalité une nouvelle création monétaire. Il s'agit d'éviter « une intervention arbitraire des comptes sans mouvement »[119]. Techniquement possible, cette opération de récupération automatiques des avoirs n'apparaît pas politiquement souhaitable, *a fortiori* au pays du *corralito* et du *corralón*. On peut supposer que si une telle intervention avait eu lieu, le caractère alternatif des intermédiations de la MonedaPAR aurait été interrogé.

Le lexique est un second élément sur laquelle se manifeste une divergence entre les deux gouvernances. Juan m'indique en une occasion un potentiel *quiproquo* sur le choix d'appeler le compte-maître originel de la MonedaPAR

[118] En juin 2021, néanmoins, il est calculé que si les responsables de l'Équipe Opérationnelle doivent toucher 2 500 *pares* par mois, et les membres des Cercles Thématiques 1 500, sur les dix mois où l'on propose de rémunérer les personnes en charge, de juillet 2021 à avril 2022, les fonds nécessaires sont de 240 000 *pares*. Il reste à cette époque 92 500 *pares* disponible dans la partie *Fondo Nacional*, qui constitue la moitié du *Fondo PAR* à tout instant. Une nouvelle création monétaire de 147 500 *pares* est donc nécessaire pour rémunérer les rôles à hauteur de ce qui a été convenu en assemblée. Notons par ailleurs que le montant de ces rémunérations évolue avec le temps : de novembre 2020 à mars 2021, il n'y a qu'un type de rémunération, fixé à 1 541 *pares* mensuels.

[119] Carnet de terrain, 31 mars 2021.

gobierno. Utilisé comme un terme technique, il est cependant trop marqué pour l'introduire directement dans l'organigramme de la MonedaPAR, puisqu'il connote une forme de gouvernement centralisé au sein d'un réseau qui attire ses membres sur la base d'une promesse d'auto-gouvernement. C'est ainsi plutôt le compte *federacion-par* qui est mis en avant. C'est depuis ce compte en effet qu'est administré le *Fondo PAR* et que sont envoyées les rémunérations aux membres de l'Équipe Opérationnelle et des Cercles Thématiques. Mais il n'est en réalité qu'un compte usager traditionnel : il ne peut créer de *pares* que dans la limite de la ligne de crédit qu'il a reçue de *propuesta-par* et *gobierno-par*. Parler de fédération plutôt que de gouvernement est cependant plus acceptable ou, plutôt, mieux aligné avec le projet d'un système monétaire décentralisé et horizontal, géré de façon démocratique.

En février 2020, sur le groupe WhatsApp inter-nœud *Comunidad PAR*, un débat porte sur la question proche de savoir si la MonedaPAR se définit comme monnaie ou comme communauté. Depuis le début de ce travail, d'ailleurs, j'oscille entre les termes de réseau, expérience, initiative, projet, système monétaire ou communauté : le fait que la terminologie n'est pas arrêtée ne correspond pas une erreur mais renvoie à l'état relatif d'indétermination dans lequel se trouve la MonedaPAR, qui est investie par des projections hétérogènes. Comme le dit l'un des participant·es de cette discussion[120], « dans la pratique convergent des personnes de visions différentes : la liberté républicaine comme non domination, la [notion péroniste de] communauté organisée, l'éthique thomiste opposée à l'usure, certains féminismes, l'Économie du Bien Commun, jusqu'à l'égoïsme de "Schiller, Stirner, Landaeur et Nietzsche", comme le disait Gesell ». Dans la discussion, l'assimilation de la MonedaPAR à une monnaie ou un marché revient à l'envisager comme une fin en soi. C'est avec cette idée que certain·es participant·es déclarent s'être intéressé·es à l'expérience. L'autre vision consiste à la voir comme un moyen qui doit permettre d'établir la communauté, soit la monnaie comme outil de construction communautaire. Dans la première logique, on en reste à l'idée de marchés alternatifs, soit du pôle le moins « radical » des monnaies alternatives où figurent par exemple le Sardex ou le WIR ; dans l'autre, on se rapproche de ce que sont les SEL français ou les LETS anglo-saxons. Réinventer la monnaie peut même permettre de s'en exonérer totalement : une fois la communauté (re)construite, il n'est plus besoin, à cette échelle réduite, de se doter d'une médiation marchande pour organiser la production communautaire (Laacher, 2003).

120 Groupe WhatsApp *Comunidad PAR*, le 17 février 2020.

Néanmoins, comme le remarquent d'autres participant·es, il ne s'agit pas nécessairement d'une « dichotomie entre promouvoir une monnaie et promouvoir une communauté » : la « souveraineté monétaire » est un outil indispensable de tout groupe qui vise l'« autonomie communautaire »[121]. Dans une logique de diffusion, précise un membre du cercle thématique dédié à la communication, il peut être plus intéressant de parler de MonedaPAR que de ComunidadPAR, de façon à ce que « s'investissent des personnes qui se sentent plus en phase avec la partie "monnaie" du projet (pour des raisons de nécessités [matérielles], peut-être), et qu'à partir de cette intégration on puisse envisager d'agrandir la "communauté". ». Ce schéma en deux étapes trouve alors un écho chez d'autres participant·es, qui expliquent présenter la MonedaPAR comme une « monnaie » à leurs connaissances pour « qu'elles ne prennent pas peur », car il y a « beaucoup de personnes que la thématique communautaire ne mobilise pas immédiatement ».

121 Groupe WhatsApp *Comunidad PAR*, 15 février 2020.

Enfin, un dernier participant souligne que cette opposition entre monnaie et communauté évoque la division qui s'est faite jour à l'époque du *trueque* entre le RGT et le RTS : le premier s'est révélé être un projet plus « commercial », tandis la nature du second a été plus « communautaire ». L'un a développé des « pratiques de *marketing* multi-niveaux », qui rendent possible la monopolisation de l'émission monétaire, le second a visé plutôt un « développement organique avec un contrôle monétaire pour éviter les décalages » [122]. L'hétérogénéité entre les deux perspectives lui paraît indépassable : de fait, lorsque les *créditos* des deux réseaux commencent à se mélanger dans la circulation, les dynamiques inflationnistes les ont déstructurés tous les deux (Saiag, 2016, p. 69, 89).

[122] Groupe WhatsApp *Comunidad PAR*, 17 février 2020.

Si ce compte-rendu des divisions dans le *trueque* est nuancé dans la littérature scientifique, notamment par Saiag (ibid.), dans la mesure où les mécanismes démocratiques censés être plus activement promus dans le RTS que dans le RGT n'ont pas toujours dépassé l'ordre des discours, il reste que cette opposition entre un projet marchand et un projet communautaire marque fortement les perspectives des membres de la MonedaPAR. Cette dichotomie fait écho à un conflit intervenu au sein du groupe des techniciens en charge de l'infrastructure. Si ces derniers subventionnent apparemment sans contre-partie le fonctionnement du système, c'est, on l'a vu, car ils espèrent convertir ces investissements de capital monétaire en capital symbolique au sein de la *blockchain* Bitshares, qui leur permettrait de réunir suffisamment de votes des autres acteur·ices de la *blockchain* pour parvenir au statut de nœud témoin et, ainsi, recevoir la possibilité de valider des blocs de transactions en en dérivant un revenu.

On a également vu comment la MonedaPAR fonctionne comme leur projet-pilote, qui doit leur permettre de se faire connaître comme agence de création et *design* de monnaies alternatives de tout type. Une division s'est néanmoins faite jour entre une première partie de Waba, qui envisage la MonedaPAR, peut-être de façon trop unilatérale pour la seconde partie, comme un instrument d'auto-promotion au service du développement de leur *start-up*. Les second·es continuent d'accompagner le projet sous la forme d'EOS Argentina là où les premier·es s'en écartent. Le 10 avril 2019, au cours d'une réunion du groupe fondateur à Gráficas, j'apprends que la signification officieuse de Waba est *We Are Banking Argentina*. Un an plus tard, Juan s'étonne de cette information : « pour éviter plus de problèmes, il vaut mieux simplement mentionner qu'à l'origine de la MonedaPAR se trouvent des membres de l'*Espacio Bitcoin* ». L'objectif de ceux et celles qui s'éloignent de la MonedaPAR est, à l'origine, de fonder une plateforme de change de Bitshares et de se rémunérer sur les transactions.

La « monnaie vient avant la communauté » [123] mais, sans communauté, la monnaie n'est que projet marchand fort peu alternatif, ce qui pourrait expliquer la division du groupe des techniciens en deux et le départ de Waba pour EOS Argentina. Avec l'idée de communauté vient tout un système de valeurs[124], des connaissances basiques sur ce que sont les thèses geselliennes sur la nécessaire fonte de la monnaie pour restaurer l'équilibre économique et lutter contre l'usure, sur ce qu'est une *blockchain*, sur ce qu'est un·e prosommateur·ice. Ces connaissances s'articulent en un lexique spécifique, qui apparaît bien éloigné de ce qui pourrait avoir cours dans la communauté *crypto*. Ainsi, on parle d'*aprecio* plutôt que de *precio*, prix : il s'agit « de l'exercice de la bienveillance et du respect envers l'autre prosommateur, en appréciant ce qu'il fait, comment il le fait, avec quoi il le fait » [125]. On parle

[123] Groupe WhatsApp *Comunidad PAR*, 15 février 2020.

[124] On peut se référer à l'annexe E en page 449 pour la charte de la MonedaPAR, précédée de celle du *trueque* des débuts, avant la séparation d'avec le RTS. Les parallèles sont nombreux et apparents.

[125] Groupe WhatsApp *Monedas Sociales Ibero*, 19 juin 2021.

encore de « Produit Intérieur Doux » (PID) par opposition au Produit Intérieur Brut (PIB) : l'idée est de rendre visible le fait qu'on est toujours deux dans une relation d'échange, de sorte que la valeur d'une transaction est enregistrée deux fois, une fois comme vendue, une autre fois comme achetée. Enfin, pour donner un dernier exemple, la Communauté PAR est un « groupe de personnes qui consolide et/ou génère des liens d'échange productifs entre elles en adoptant la MonedaPAR ».

Il est évident que ces innovations lexicales sont simplement formelles du point de vue des processus économiques qu'elles désignent : le PID n'est que la multiplication par deux du PIB, l'*aprecio* s'incarne finalement en une quantité de monnaie tout comme le *prix*, la communauté reste fondée sur l'échange de marchandises, c'est-à-dire sur un marché. Mais cela renseigne sur ce qui pourrait être l'encastrement langagier souhaité de la MonedaPAR. La monnaie y est conçue non comme un lien social dégradé, formel, vide ou fétichisé, mais comme le lien social par excellence. La présenter comme « monnaie avant la communauté » permet de faire de l'espace pour les nouveaux·lles membres. Il est tout à fait possible de ne pas maîtriser l'ensemble des codes et du lexique. Mais l'accès à la monnaie doit être le premier pas pour entrer dans une forme de socialisation monétaire, qui doit ensuite réagir sur les conceptions originelles que ces nouveaux·lles membres ont de la monnaie. L'objectif semble être celui d'une rupture épistémologique par la pratique. La MonedaPAR est monnaie, parce que la monnaie n'est pas l'idée qu'on s'en fait.

Le troisième élément est que ces innovations lexicales ne sont pas toujours uniquement formelles. Un exemple en est le débat sur l'opportunité d'introduire un système de réputation, par lequel chaque membre se verrait attribuer une note synthétisant l'opinion qu'ont de lui ou elle les autres membres du réseau. L'obtention d'une note positive conditionnerait les possibilités individuelles de création monétaire et d'octroi de lignes de crédit à d'autres. L'idée est que les membres dignes de confiances, c'est-à-dire *avalisé·es* par la communauté, doivent pouvoir *avaliser* les nouveaux·lles intégrant·es. Avant d'être ligne de crédit, l'*aval* désigne donc un système de consolidation de confiance réciproque. Introduire des scores de réputation permettrait, dans l'esprit des techniciens, d'introduire un mécanisme de décentralisation des décisions concernant l'extension du réseau à de nouvelles personnes ou de nouvelles localités. Leur objectif est d'aller dans le sens d'une DAO, c'est-à-dire d'une Organisation Autonome Décentralisée[126]. Seule y primerait la gouvernance par et sur le code : pas de gouvernance centralisée, même sous-tendue par des procédés de démocratie directe et/ou de représentation exécutive tournante et mandats impératifs.

[126] DAO signifie *Decentralized Autonomous Organisation.*

Ce système n'est cependant pas introduit tant qu'il n'est pas possible « d'y incorporer les valeurs de l'économie sociale et solidaire » [127]. La proximité est peut-être trop grande avec les pratiques de *social scoring* ou de notation-client qui sont monnaie courante dans le « capitalisme de plateformes » (Srnicek, 2018). On retrouve ce type de dispositif sur les plateformes de consommation collaborative (Blablacar, Drivy, etc), dont la MonedaPAR se rapproche plus que d'autres types de plateformes comme Uber ou Deliveroo (Trespeuch et al., 2019).

[127] Carnet de terrain, mai 2018.

Les effets indésirables sont nombreux, notamment en ce que cela favorise des pratiques d'« auto-dumping » : les nouveaux·lles arrivant·es peuvent consentir, par exemple sur une plateforme de bricolage, à « des tâches

non rentables et difficiles, pour construire un capital de notation qui leur permette d'accéder à des tâches intéressantes et correctement payées » (Dujarier, 2019). C'est précisément la crainte de voir des dynamiques analogues se généraliser dans la MonedaPAR qui conduit à l'écartement (au moins provisoire) d'un système de réputation. En tant que tel, cela relève d'une forme de subordination de la gouvernance *crypto* à la gouvernance sociale, puisque les objectifs de la seconde sont sacrifiés pour préserver les valeurs qui sous-tendent la seconde.

Néanmoins, et c'est le quatrième et dernier point sur les relations entre ces deux gouvernances, il faut dire un mot sur la mise en œuvre concrète de la transparence promise par l'utilisation de la *blockchain*. On l'a dit, il s'agit de ce qui permet aux acteur·ices de bien marquer leur spécificité vis-à-vis du *trueque*.

On retrouve un thème important de la littérature en sciences de gestion : la transparence « faciliterait la compréhension et stimulerait la connaissance, la participation des citoyens, des consommateurs et des membres des organisations » (Commandré et al., 2021, p. 3). Clé de la bonne gouvernance, pratique démocratique au potentiel émancipateur, on peut la définir comme « un principe d'organisation de grande envergure qui influence considérablement le comportement social [mais peut susciter] de nouvelles formes de fermetures, de manipulation, de contrôle ou de surveillance » (Christensen et Cheney, 2015). Commandré et al. (2021) soulignent qu'elle est la base de « régimes politiques ou de tendances de gestion [discutées] sous les désignations de "néolibéralisme" (Adriany et Newberry, 2022; Garsten et De Montoya, 2008; Strathern, 2000), de "responsabilité sociale des entreprises" (Christensen, Morsing et al., 2010) ou de "politiques de visibilité" (Flyverbom et al., 2015; Zyglidopoulos et Fleming, 2011) »[128].

[128] Cette discussion doit beaucoup à des échanges informels avec Ysé Commandré, doctorante en sciences de gestion et du management à Montpellier au MRM, sous la direction de Sophie Mignon et Catherine Macombe. Sa thèse est consacrée à l'étude du « recours à la *blockchain* pour la transparence alimentaire et ses incidences pour les producteurs agricoles ». Voir `https://www.theses.fr/s210617` (consulté le 4 novembre 2022).

Il n'est pas surprenant de retrouver cette centralité de la transparence au cœur d'une alternative monétaire si l'on se souvient que ces expériences peuvent relever de cette cité par projet, qui est caractéristique du néolibéralisme (Blanc, 2015). C'est de ce fait d'une critique du néolibéralisme dans les termes de ce dernier qu'on peut inférer une ambiguïté d'essence de ces expériences.

Elles oscillent en effet entre recherche d'une alternative radicale et réalité d'une complémentarité avec le mode de production qu'elles visent à critiquer, dont elles partagent les formes sociales. L'objectif n'est pas de dépasser le marché, mais en quelque sorte de l'opposer à lui-même ou, plutôt, d'opposer au marché idéel des économistes dominants, régime de véridication « dans la mesure où, à travers l'échange, il permet de lier la production, le besoin, l'offre, la demande, la valeur, le prix, etc. » (Foucault, [1979] 2004, p. 33), à une norme de marché idéal, régime juridictionnel qui s'incarne dans la notion de marchés solidaires encastrés dans des logiques de réciprocité permettant de réguler les prix et la concurrence (Orzi, 2012b; Plasencia et Orzi, 2007).

Dans des termes foucaldiens, si la constitution de l'économie comme science de gouvernement qui caractère la modernité libérale constitue le « grand déplacement de la véridiction juridique à la véridiction épistémique » (Foucault, [1979] 2004, p. 333), on pourrait voir dans la MonedaPAR une paradoxale tentative d'inverser le mouvement en s'appuyant sur les mêmes ressources que ce qui l'alimente. Une transparence au service du Juste, en somme, car l'on pose le diagnostic que les prix marchands ne disent que

très imparfaitement le Vrai des valeurs, voire dénaturent ces dernières systématiquement.

En entretien, Lucas met en avant cet aspect paradoxal d'une critique de la biopolitique qui s'articule dans la même grammaire que cette dernière. Alors que nous évoquons ensemble la MonedaPAR comme un « Bitcoin péroniste », il précise qu'il hésite à le dire aussi clairement car, d'une part, les « personnes impliquées dans les questions technologiques » entretiennent encore l'idée que les choses peuvent être dépourvues de toute intention et, d'autre part, parce que les péronistes ont un agenda spécifique qui n'est pas uniquement lié à la technologie :

> R *: Un agenda contradictoire avec les questions technologiques ?*
> Lucas *: Non, pas nécessairement. En fait, adopter un type de technologie comme la* blockchain *implique de renoncer au pouvoir, de renoncer, je ne sais pas comment le dire… ça implique de pouvoir être audité, c'est-à-dire d'être plus responsable. La traçabilité… Je pense donc que c'est intéressant, peu importe le secteur politique qui adopte cette technologie, l'important est que quelqu'un le fasse. Pour les comptes publics, pour la banque centrale, pour n'importe quoi, c'est utile.*
>
> R *: Moins de manœuvres.*
> Lucas *: Absolument, c'est le véritable gouvernement ouvert. Il n'y a plus à demander qu'on nous dise les choses une fois que celles-ci se sont passées. Elles ont lieu, et tu les vois directement en train de se faire et c'est auditable pour tout le monde, et les règles sont claires, donc si quelqu'un veut tricher, il ne peut pas. Si quelqu'un inverse l'histoire, tous le remarquent. C'est l'origine de ma façon d'aborder la MonedaPAR.*
>
> Entretien le 11 décembre 2019 avec Lucas, la quarantaine, membre de Waba puis de EOS Argentina, dans un bar du Microcentro, dans le quartier de Retiro.

« Céder du pouvoir », accepter l'auditabilité, la traçabilité des décisions : la ***blockchain*** y est ici conçue classiquement comme une technologie de la transparence, qui se fonde sur une « acceptation non-critique de la transparence » (Commandré et al., 2021). Comme le montrent Commandré et al. (ibid.), à rebours des projections, dans le cas de certaines filières alimentaires où la ***blockchain*** doit favoriser la traçabilité des produits dans l'intérêt supposé des consommateur·ices, la transparence « ne permet pas systématiquement de prévenir ou de réduire le pouvoir mais peut l'exacerber ». La raison en est que l'accès au registre distribué est coûteux et complexe. Une relation asymétrique se met en place entre les contrôleur·ses qui sont les plus à même de contrôler les actions des producteur·ices, tandis que ces dernier·es adoptent des formes d'auto-discipline sans ni maîtriser les modalités de ce qui est rendu transparent, ni pouvoir contrôler les contrôleur·ses. Ainsi, les hiérarchies préexistantes entre les acteur·ices de ces filières tendent à être reconduites.

L'exemple du panoptique que Foucault reprend de Bentham lui permet précisément à mettre en avant ce « lien entre pouvoir et transparence », dès lors qu'on conçoit le pouvoir non dans son unique dimension verticale, mais également de façon horizontale. La promesse de transparence associée à la ***blockchain*** peut être synonyme de centralisation, à rebours de l'autre promesse centrale de cette technologie, celle de décentralisation et de

suppression des tiers de confiance : « pour certains usages, la *blockchain* finit par prendre les caractéristiques d'un véritable panoptique (Bentham, [1791] 2009 ; Foucault, 1977) et non celles d'un panoptique inversé (Robb et al., 2020) ou d'un panoptique horizontal (Borel, 2016). » (Commandré et al., 2021).

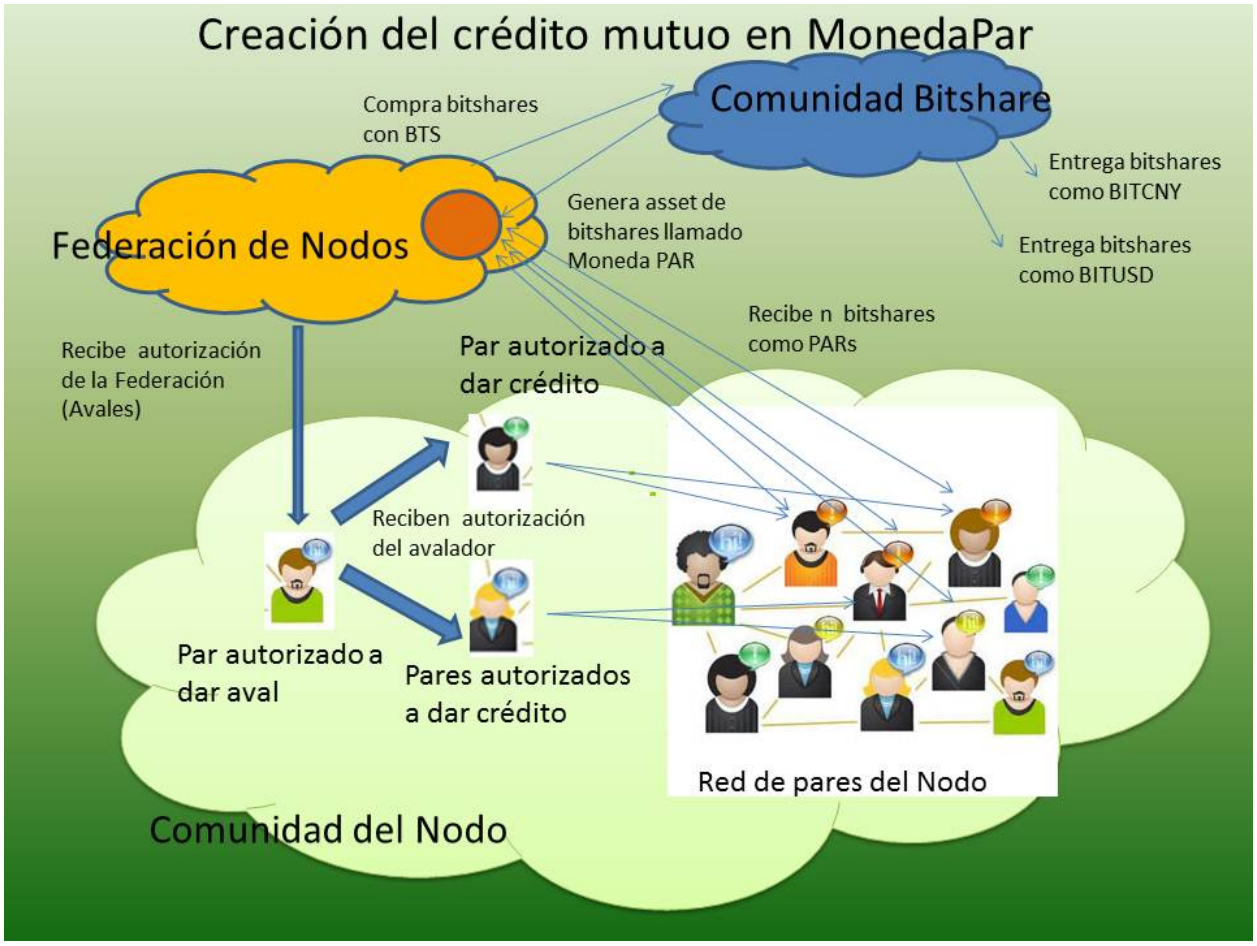


Fig. 4.17 - *Schéma de la création monétaire dans les représentations des membres de la MonedaPAR.*
Source : partage dans les groupes WhatsApp de la MonedaPAR et présentation lors d'une assemblée locale du nœud de Luján (juin 2020).

Le schéma 4.17 en page 224 illustre ce processus dans le cas de la MonedaPAR. Présenté à l'occasion d'une assemblée locale du nœud de Luján, il explicite ce que peut être la conception par les prosommateur·ices de l'infrastructure technique du système. L'ensemble de l'architecture composée des six actifs ainsi que des deux comptes-maîtres est masquée derrière le concept d'*aval* et de MPAR, d'une part, et de Fédération des Nœuds, d'autre part. *Gobierno-par* et *propuesta-par* et les permissions qui leur donnent tout pouvoir sur les six actifs de la MonedaPAR disparaissent du champ de vision, tandis qu'un certain nombre d'erreurs factuelles sont commises. Il est par exemple erroné d'affirmer que les usager·es de la MonedaPAR reçoivent des *bitshares* sous forme de *pares*, comme si leurs avoirs avaient une quelconque validité sur un marché des changes en crypto-monnaies en dehors de la communauté.

Plutôt qu'un panoptique inversé, dans le cadre duquel les participant·es alternent les rôles de surveillant·es et surveillé·es, ou horizontal, où l'ensemble des acteur·ices ne sont plus simplement tour à tour, mais simultanément surveillant·es et surveillé·es, ce qui génère une situation de

surveillance de tous·tes par tous·tes, cela s'apparente bien à un panoptique classique. De fait, aucun·e des enquêté·es avec lesquel·les des entretiens ont été conduits ne m'ont rapporté avoir jamais consulté la *blockchain*. Le seul cas, à ma connaissance, où les données de la *blockchain* sont mobilisées est celui Traslasierra. Le travail de la *Coordinación Económica* y est redoublé par une production locale de statistiques permettant aux référent·es du nœud de réaliser un suivi des membres qu'ils et elles appellent les *acumulos* et les *vivos*. Les premier·es accumulent des quantités de MPAR supérieures à un certain seuil tandis que les second·es sont ces membres qui, à l'inverse, se maintiennent en permanence dans une situation débitrice vis-à-vis de la communauté sans jamais apporter suffisamment de marchandises utiles au réseau pour pouvoir équilibrer leurs soldes.

Néanmoins, même dans ce cas, les référent·es de Traslasierra travaillent à partir des données élaborées par la *Coordinación Económica*. Cette dernière est elle-même dépendante de l'extraction par les membres d'EOS Argentina de l'information pertinente depuis la *blockchain* Bitshares. En effet, s'il est vrai que toute l'information de l'activité de la MonedaPAR y figure, il y a un coût non négligeable de sélection des opérations qui en relèvent à l'exclusion de toutes les autres, auxquelles elles sont mêlées dans le registre de bloc.

Les membres d'EOS Argentina sont donc la source de toute l'information statistique de la communauté : ce sont eux qui décident de « ce qu'il faut rendre visible ou invisible et à l'attention de quels acteur·ices » (ibid.). Dans les faits, des seize opérations visibles dans le tableau 4.1 en page 190, qui ont été au moins une fois mobilisées dans l'histoire de la MonedaPAR, la base de données de transaction générée par les techniciens à l'attention de la *Coordinación Económica* n'en comporte que deux, à savoir les opérations de type 0, *transfer*, et de type 14, *asset issue*.

Pour construire les graphiques portant sur le coût réel de la MonedaPAR, il m'a été nécessaire de trouver une source d'informations plus proche de la *blockchain* en passant par le gestionnaire de `https://blocksights.info/`. Ce dernier connaît la MonedaPAR mais n'est pas lié aux techniciens de cette dernière. Cela m'a permis d'obtenir l'historique total des comptes-maîtres de la MonedaPAR, *gobierno-par* et *federacion-par* notamment. De même, c'est *via* des explorateurs de blocs que j'ai pu reconstituer la structure des autorisations associées à chacun des *tokens* constitutifs de la MonedaPAR et leurs implications en termes de contrôle.

La communauté PAR compte pourtant des personnes pour qui les questions de confidentialité et de protection des données personnelles sont importantes : alors que la *Coordinación Económica* diffuse le premier questionnaire élaboré par mes soins à l'ensemble de la communauté, se manifestent des réticences à remplir ce questionnaire dans certains nœuds très actifs. L'approche serait trop apparemment celle d'un « cabinet sociologique », étudiant les individus comme des « rats de laboratoire », plutôt qu'une enquête réellement « communautaire ». D'autres précisent qu'ils et elles ne souhaitent pas répondre aux questions – optionnelles – portant sur l'implication politique, syndicale ou associative présente ou passée, sur le niveau de revenu ou encore sur les orientations idéologiques [129]. Néanmoins, de façon similaire aux résultats de Commandré et al. (ibid.), l'une des caractéristiques de cette transparence dans le cas de la MonedaPAR qui la différencie du panopticon benthamien tient à ce que les individus

[129] Carnet de terrain, 12 février 2021.

n'intègrent pas cette surveillance potentielle dans leurs comportements. Les modalités de la surveillance semblent échapper aux prosommateur·ices. Ils et elles ne prennent ainsi pas la mesure du degré nettement plus intense de ce contrôle par rapport à ce qui a cours dans le système bancaire, puisque n'importe qui peut avoir accès non seulement aux avoirs de tout membre, mais encore à son historique de transactions complets, avec dates, montants et partenaires.

Lucas souligne que la *blockchain* implique que les acteur·ices originellement les plus puissant·es acceptent de céder du pouvoir. Les modalités de contrôle associées à la transparence n'impliquent néanmoins pas, dans le cas de la MonedaPAR, que ce pouvoir disparaisse. Il est plutôt cédé à d'autres, dont l'identité est plus floue, plus difficile à cerner comme conséquence même du régime de pouvoir fondé sur cette obscure transparence. Si les membres d'EOS Argentina ne sont pas une entreprise multinationale qui aurait tout intérêt à instrumentaliser la promesse de transparence de la *blockchain* au service du maintien des hiérarchies préexistantes, reste que le potentiel émancipateur de la technologie demeure dans le cas de la MonedaPAR largement virtuel. Rares sont celles et ceux qui ont le temps et les capitaux nécessaires pour s'emparer des données disponibles sur la *blockchain*. En l'absence d'une politique active de décentralisation de l'acquisition et du traitement de l'information, c'est le caractère centralisateur de la transparence qui prend le dessus.

Conclusion

Improbable « Bitcoin péroniste », la MonedaPAR cumule les paradoxes et les contradictions. Elle fait le lien entre des univers idéologiques aux antipodes, des péronistes de gauche, favorables à des restrictions sur le libre mouvement des capitaux et désireux·ses de construire une économie politique des travailleur·ses qui ferait la part belle à des formes d'auto-gestion de la production et la circulation, et des crypto-libertarien·nes plutôt inscrit·es à droite de l'échiquier politique, loin de toute structuration péroniste. Ainsi, à l'origine projet d'application d'opérations de changes sur monnaies de cours légal et crypto-monnaies, elle se constitue en système visant à contrecarrer les mouvements les plus spéculatifs du capital en imposant une inconvertibilité de fait entre les *pares* et les *pesos* argentins.

De plus, elle mobilise une technologie originellement pensée pour dépolitiser et renaturaliser la gestion de l'institution monétaire, qui doit servir à l'inverse à faire de la MonedaPAR une monnaie politique par excellence. La politique monétaire est censée en effet faire l'objet, en théorie, d'une forme d'auto-gestion. Dans cette logique, incarnant un refus des intermédiations traditionnelles qui structurent le système monétaire et financier, elle conduit à la reconstitution d'intermédiations faisant l'objet d'un contrôle démocratique renforcé, s'inscrivant dans la recherche d'une forme de démocratie directe aux antipodes de la doctrine d'indépendance des banques centrales.

Pourtant, enfin, en contradiction avec ce refus du pouvoir des expert·es et malgré l'apparente subordination de la gouvernance technique, par et sur le code, à la gouvernance sociale constituée de ces nouvelles intermédiations, il n'existe pas de dispositifs de contrôle qui permettraient que la promesse de transparence associée à la technologie soit autre chose que synonyme de centralisation. L'aspect démocratique de l'expérience repose ainsi essentiellement sur un auto-contrôle des techniciens, découlant de leurs intérêts bien compris.

Ces contradictions ne sont pas de simples non-sens : elles s'indexent à la nature paradoxale d'un projet qui ne tente pas de contourner le fétichisme associé aux mécanismes marchands en tant que tel, mais oppose au marché idéel de la théorie économique dominante (Bénicourt et Guerrien, 2008) une norme de marché idéal. Cette tension découle du bilan d'une insuffisance des mécanismes de marché par rapport à leur promesse même de mécanismes de véridiction. Laissés à eux-mêmes, les prix qui en dérivent valorisent excessivement des activités négatives, aux yeux des prosommateur·ices de la MonedaPAR, tandis que d'autres activités dont la contribution sociale est positive sont sous-valorisées, voire non reconnues comme travaux productifs.

C'est par rapport à cette critique générale que doit se comprendre la volonté d'introduire un système de rémunération pour les membres les plus impliqué·es dans la structure de la MonedaPAR : une expérience qui vise à donner de la valeur à celles et ceux qui travaillent pour la communauté *a pulmón*, c'est-à-dire bénévolement, ne peut reposer elle-même sur du travail gratuit comme déni de travail (Simonet, 2018).

Peut-on critiquer par projet un régime de pouvoir qui relève de la cité par projet ? Le point de convergence des deux courants – péroniste et crypto-libertarien – à l'origine de la MonedaPAR se trouve dans une critique non

seulement des pratiques bancaires usuelles mais aussi de ce que peut l'État. Cette remise en question de la légitimité d'un certain type d'intervention étatique est au cœur de ce que Hély et Moulévrier (2013) décrivent comme le troisième âge de l'économie sociale et solidaire, correspondant à la privatisation de l'intérêt général.

Tout l'enjeu des deux chapitres suivants est de rentrer dans le détail du projet alternatif de la MonedaPAR à travers les usages qu'en font les participant·es, qu'on indexe à leurs caractéristiques socio-démographiques. Monnaie qui n'aime pas l'argent, et en cela analogue aux SEL français et aux LETS anglo-saxons, elle se rapproche du pôle radical du spectre des alternatives monétaires repéré en introduction et tente d'incarner une forme de travestissement du lien marchand, selon ses trois modalités d'euphémisation, de dévoiement et, finalement, de parodie.

chapitre 5

Un vrai sac de nœuds

Après avoir envisagé le contexte d'émergence de la MonedaPAR, comme crypto-monnaie sociale inscrite dans un pays à l'insertion périphérique dans l'économie internationale (chapitre 2), on a discuté de la consolidation du projet à travers la succession de trois stratégies (chapitre 3).

Elle fait de la MonedaPAR un projet à mi-chemin entre renouveau du *trueque* et monnaie fiscale complémentaire. Le chapitre précédent (chapitre 4) a été l'occasion de préciser les raisons de cet entre-deux, puisque la MonedaPAR naît de la convergence entre une forme insolite d'« anarcho-péronisme » et des tendances sociales du crypto-libertarianisme. En découle une relation complexe entre l'infrastructure technique et sa gouvernance, d'une part, et, d'autre part, les régulations socio-politiques qui se sont progressivement stabilisées.

On peut se demander si cette structuration socio-technique se reflète dans les pratiques des acteur·ices. On peut partiellement capturer ces dernières par le biais de la base de données de transaction disponible sur la *blockchain* en l'articulant à une table d'assignation d'un genre et d'un nœud à chaque usager·e. Peut-on parler de la stabilisation d'une division du travail entre les nœuds et à l'intérieur des nœuds ? Y a-t-il notamment des effets de conjoncture ou de génération ?

Pour répondre à ces questions, on présentera d'abord des indicateurs agrégés et désagrégés, pour en inférer le constat d'une forte instabilité, ou, pour être plus positif, de fluidité de la MonedaPAR (section 5.1). Afin de le préciser, on réalise ensuite une analyse en composantes principales (ACP) sur les différents états des nœuds à chaque mois de leur existence. Cette analyse permettra d'identifier les contours de l'espace inter-temporel de la MonedaPAR. À défaut de pouvoir faire une typologie des nœuds, on peut au moins en tirer une typologie des états des nœuds (section 5.2). Les limites de l'approche strictement quantitative amènent enfin à croiser ces résultats avec les données de l'enquête ethnographique. On envisage alors la comparaison de deux nœuds, Boedo, et de Moreno. Le premier est à la fois central dans l'espace de l'ACP et moyen au sens de rassemblant des membres des classes moyennes urbaines argentines. C'est précisément cette dernière caractéristique qui en fait un nœud « marginal » du point de vue du projet des acteur·ices, visant plutôt à développer un système monétaire pour l'économie populaire[1]. Situé dans la banlieue pauvre de Buenos-Aires, Moreno correspond à l'inverse plutôt bien à ce projet, dans la mesure où il s'agit d'une commune « marginale » du point de vue de ses caractéristiques géographiques et socio-économiques : mais le nœud de Moreno apparaît relégué aux marges de l'espace inter-temporal des nœuds de la MonedaPAR que l'ACP permet d'explorer (section 5.3).

[1] On l'a envisagé avec plus de détails dans la sous-section 3.1.3 en page 110.

Encadré 5.1 : Les types de comptes de la MonedaPAR

L'attribution du genre se fait à partir des pseudos associés à chaque compte. On distingue six types de comptes : femme (ou collectif à majorité de femmes) ; homme (ou collectif à majorité d'hommes) ; indéterminé ; compte technique ou de nœud ; collectif paritaire et collectif indéterminé.

Pour une grande partie des pseudos, l'opération est aisée. Pour une minorité d'entre eux, dont les pseudos ne renvoient pas à des prénoms facilement identifiables, le procédé consiste alors à rechercher des comptes sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram essentiellement, mais aussi d'autres plateformes comme Github) correspondant au même pseudo, et à se baser sur les photos diffusées pour attribuer un genre à l'usager·e. Ce procédé laisse malgré tout environ 7,5 % des 3 030 comptes (comprenant usager·es et comptes techniques, comme les comptes-guichets des nœuds) apparaissant dans la base de données fin décembre 2021.

Les collectifs renvoient souvent à des coopératives de production : comme elles disposent souvent d'au moins une page sur les réseaux sociaux, il est possible d'identifier le genre majoritaire des membres. Lorsqu'il semble que les femmes sont plus nombreuses que les hommes, on les insère dans la catégorie des femmes. Lorsque qu'aucune tendance ne se dégage, on les classe comme collectif paritaire. Enfin, lorsqu'aucune information sur le genre des membres n'est disponible, on les classe dans la catégorie des collectifs indéterminés. On identifie ainsi 49 collectifs paritaires ou indéterminés et à peu près autant de collectifs à majorité d'hommes ou de femmes.

Le faible nombre de collectifs à dominante de genre clairement identifiée ainsi que leur répartition à peu près égale entre dominante masculine et dominante féminine explique pourquoi on ne les distingue pas dans deux nouvelles catégories à part et pourquoi on inclut à l'inverse ces collectifs dans les catégories homme ou femme. L'unique biais est qu'on en vient à sous-estimer légèrement le nombre de personnes qui sont réellement impliquées au moins une fois dans la MonedaPAR. Compte tenu du nombre total de comptes actifs au moins une fois, à savoir 3 030, le biais n'est sans doute pas important.

Cette table de correspondance est donc approximative, mais compte tenu du faible poids quantitatif des collectifs et du fait que seuls 7,5 % des comptes d'usager·es individuels restent « indéterminés » du point du vue du genre, l'approximation semble acceptable.

Type	Quantité	%
Femme (ou collectif à majorité féminine)	1671	55,1
Homme non(ou collectif à majorité masculine)	997	33,0
Indéterminé	229	7,5
Comptes techniques (guichets des nœuds, ...)	84	2,8
Collectif paritaire	27	0,9
Collectif indéterminé	22	0,7
Total	3030	100,0 %

Tab. 5.1 - *Les types de comptes.*

Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur https://bts.ai.
Dans les graphiques sur le taux de féminisation, on a écarté d'emblée tous les comptes techniques ou de nœuds en ne considérant que les transactions ayant lieu entre deux usager·es, c'est-à-dire ce qu'on a défini comme des transactions réelles par opposition aux transactions financières et aux transactions techniques. Compte tenu de la faible proportion de collectifs, paritaires ou au genre dominant indéterminé, ils sont regroupés dans les graphiques suivants en une seule catégorie : « autres types de comptes ».

5.1 L'instabilité de la MonedaPAR

On observe à partir de fin 2018-début 2019 un véritable tournant, puisque la MonedaPAR connaît pour la première fois un essor réel grâce à ce détour par ce qu'ont été les clubs de *trueque*. Il est ainsi possible d'identifier des tendances au niveau agrégé (sous-section 5.1.1). Elles masquent néanmoins à la fois une forte hétérogénéité des indicateurs lorsqu'on se place à l'échelle des nœuds et une absence apparente de structure bien définie (sous-section 5.1.2).

5.1.1 Quelques tendances agrégées...

Au-delà de l'augmentation du nombre de comptes actifs dans le mois, du nombre de transactions ou encore de la valeur réelle des transactions portant sur des biens ou services, le graphique 5.1 en page 232 montre l'évolution du taux de féminisation[2] dans la MonedaPAR. Si les hommes sont majoritaires dans la phase initiale qui court de 2017 à fin 2018, à partir de l'implantation de la seconde stratégie, les femmes représentent une proportion stable, proche

[2] Voir l'encadré 5.1 en page 231 pour plus de détails sur le procédé d'identification du genre de chaque usager·e.

des deux tiers, du stock de comptes qui sont actifs au moins une fois depuis le début.

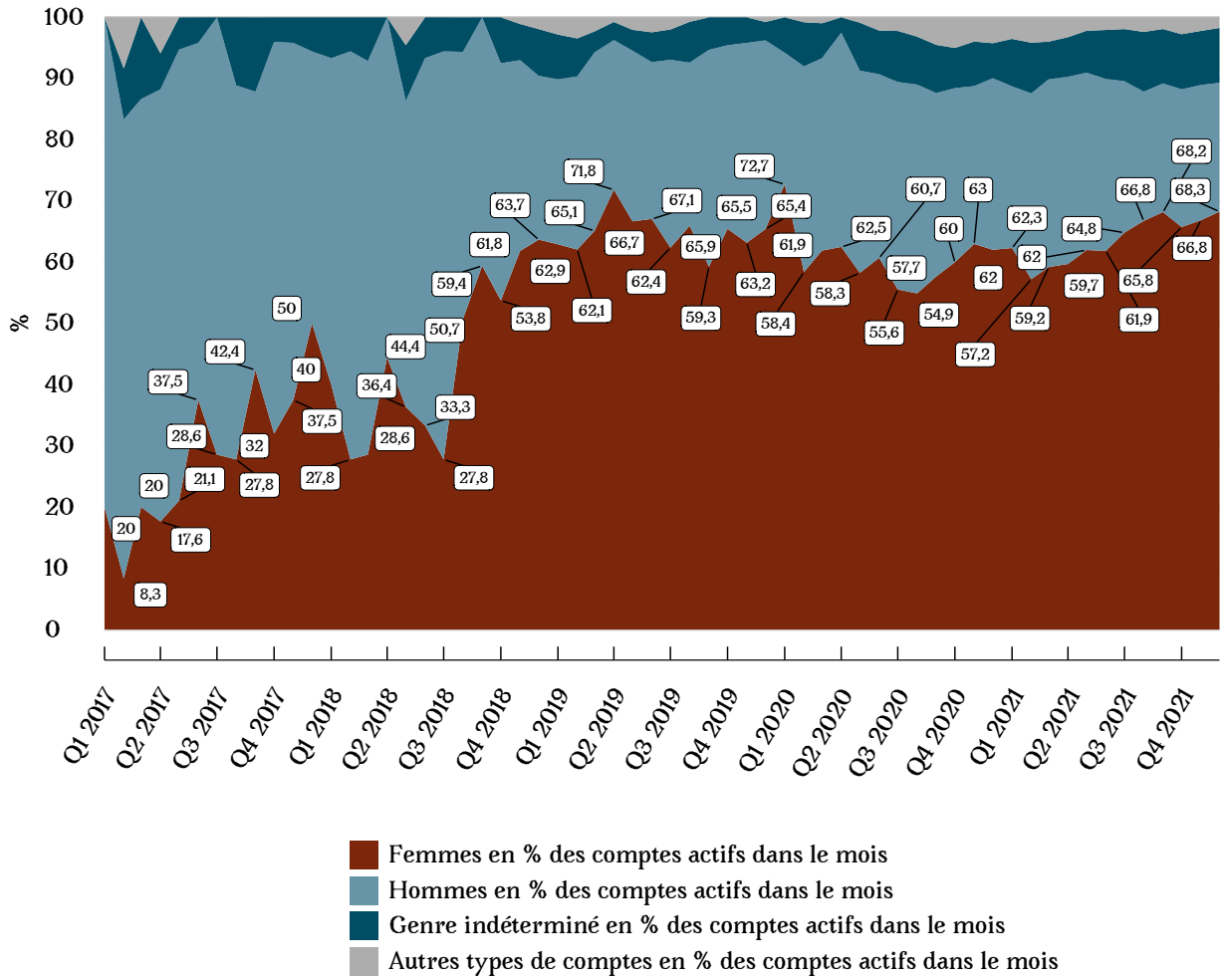


Fig. 5.1 - *Composition de genre des comptes actifs dans le mois.*

Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur `https://bts.ai`.

Cela est également apparent sur la représentation de la MonedaPAR comme réseau sur le graphique 5.2 (page 233). On y constate visuellement des divergences de composition de genre entre les nœuds.

Ainsi, le nœud de Guernica est presque composé exclusivement d'hommes, tandis que les femmes sont très présentes à Moreno ou à Gualeguaychú. Traslasierra ou La Plata sont dans une position intermédiaire entre ces deux pôles. La forte féminisation de Mar del Plata, le premier nœud réellement fonctionnel de la MonedaPAR, confirme que, dès le détour par le *trueque* acté, les femmes supplantent les hommes[3].

Une autre tendance apparemment stable porte sur l'évolution de l'inégalité des avoirs des usager·es. Initialement plutôt concentrés dans quelques comptes, la MonedaPAR a connu, parallèlement à son expansion, une certaine égalisation du pouvoir d'achat disponible en *pares*[4].

[3] On peut également constater que les comptes dont on n'a pas su identifier le genre sont peut-être un peu plus fortement présents à Traslasierra et à La Plata qu'ailleurs. Néanmoins, ils ne sont pas spécifiquement concentrés en un ou plusieurs points. Ainsi, cette limite de la procédure d'assignation d'un genre à chaque usager·e, déjà faible quantitativement, puisque représentant moins de 7,5 % des comptes actifs au moins une fois, n'est que peu susceptible de biaiser le reste de l'analyse.

[4] Lorsque l'indice de Gini vaut un, un seul individu possède 100 % de la variable considérée. À l'inverse, un Gini de zéro correspond à une situation d'égalité parfaite.

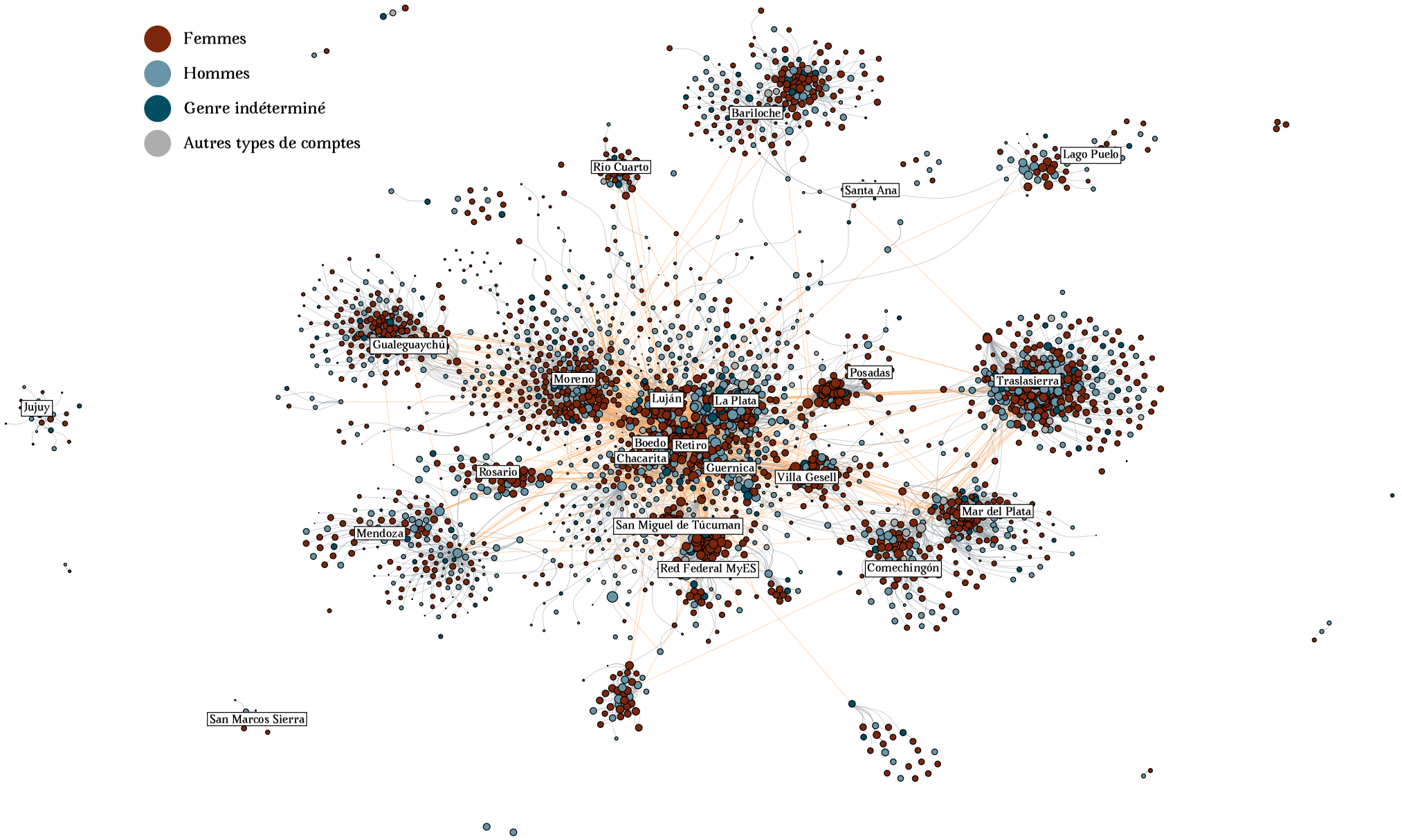


Fig. 5.2 - *Le réseau de la MonedaPAR par genre.*

Les points sont les membres de la MonedaPAR. Leur taille est log-proportionnelle à la valeur cumulée de leurs ventes fin décembre 2021.
Les lignes représentent les liens d'échanges entre les membres. Les liens intra-nœuds sont en gris, en orange clair les liens inter-nœuds. Leur largeur est log-proportionnelle à la valeur des échanges.
Les vingt-deux nœuds qui sont ou ont été actifs sont représentés.
Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur https://bts.ai.

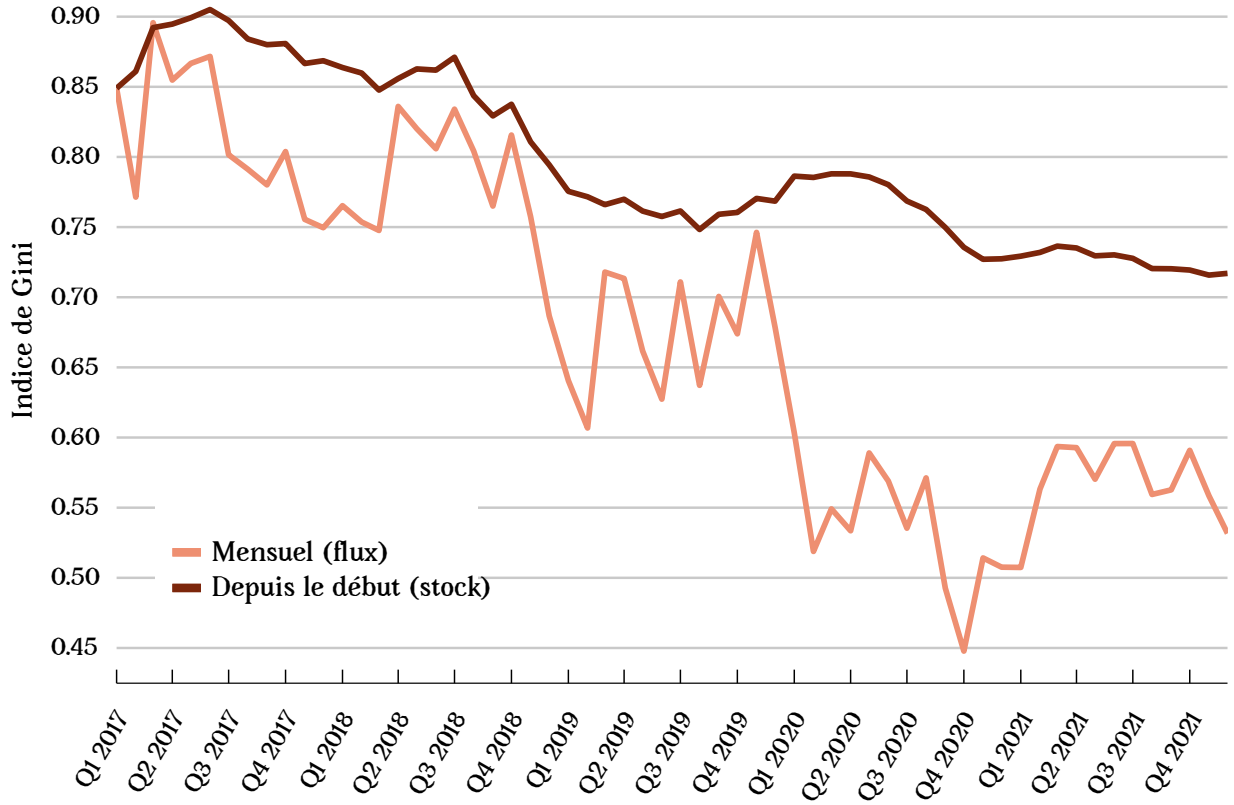


Fig. 5.3 - *Indices de Gini dans le Crédit Mutuel.*

Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur `https://bts.ai`.

On peut faire l'hypothèse que cela correspond à la diffusion des *pares* auparavant immobilisés en grand nombre sur quelques comptes, celles et ceux des promoteur·ices du projet. En effet, certain·es disposent d'autorisations de découvert normalement réservées aux comptes des nœuds, ce qui implique un pouvoir d'achat supérieur à 30 000 *pares*, tandis que les nouveaux·lles arrivant·es se voient initialement offrir soit quelques centaines de *pares* de bienvenue, soit un découvert autorisé d'au plus 1 000 *pares*. Cela correspond également à l'introduction des autorisations de découvert de 5 000, qui élève mécaniquement le pouvoir d'achat médian en MPAR.

Toujours est-il que la tendance est à la baisse, mais que le niveau reste élevé. Pour mettre en perspective ce chiffre, on peut rappeler que, d'après les données de la Banque Mondiale, le Brésil et la Colombie, deux pays d'Amérique Latine notoirement inégalitaires, ont en 2020 respectivement un Gini de 0,489 et de 0,542. La même année, le Gini en Argentine est de 0,423, tandis que la France et l'Allemagne sont à 0,324 et 0,317[5].

La troisième tendance qu'on peut identifier porte sur l'usage des autorisations de découvert. On peut constater sur le graphique 5.4 en page 235 que, par-delà les fluctuations, le taux d'utilisation moyen du découvert, calculé comme la moyenne des ratios entre les balances négatives individuelles et les montants de découvert autorisé assignés à chaque usager·e, est sur un sentier de croissance. Au-delà d'une potentielle diversification des biens et services accessibles en *pares* et de l'intensification des échanges, on peut y voir un effet d'une connaissance meilleure de la pratique du crédit mutuel. Améliorer la compréhension la

[5] Voir `https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.GINI?name_desc=false` (consulté le 15 août 2022). Évidement, comparaison ne vaut pas raison : le nombre d'usager·es de la MonedaPAR n'a rien à voir avec la population d'un pays, même petit, et les *pares* ne sont qu'une partie de la richesse des individus. Il ne s'agit pas de suggérer que la MonedaPAR pourrait se comparer à une économie « nationale » de très petite taille puisque les logiques sont très différentes. Simplement, il y a dans la MonedaPAR l'idée d'une égalité des membres, qu'on peut supposer se traduire dans une forme d'égalisation des avoirs monétaires. Le détour par les indices de Gini vise uniquement à montrer qu'il n'en est rien.

spécificité du crédit mutuel par rapport aux systèmes monétaires usuels est en tout cas au cœur des missions de la Coordination de Formation, cercle thématique associé à l'*Equipo Operativo* qui gère les affaires courantes de la MonedaPAR[6].

[6] Voir le schéma 4.14 en page 214 pour une représentation de la

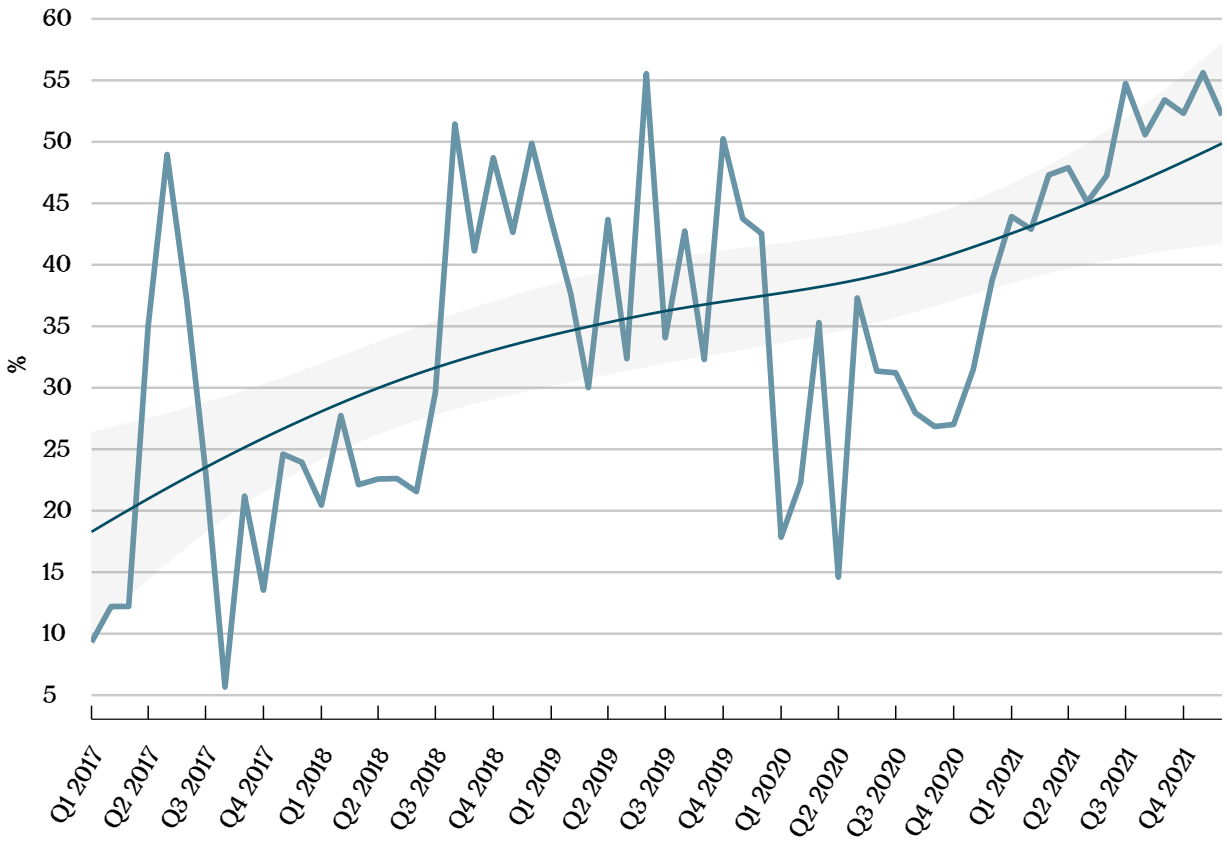


Fig. 5.4 - *Intensité moyenne d'utilisation des découverts autorisés.*

Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur `https://bts.ai`.

5.1.2 … masquant une forte volatilité au niveau des nœuds

Au-delà de ces trois tendances relativement stables, la MonedaPAR demeure dans un état d'indétermination conséquent qu'on peut saisir à travers la forte volatilité des indicateurs. Pour commencer, le graphique 5.6 en page 238 donne l'évolution de la proportion des comptes avec découvert autorisé dans les comptes actifs dans le mois écoulé, et, parmi eux, ceux qui, effectivement, utilisent cette autorisation de découvert. Il faut constater ici l'absence d'une tendance claire au niveau agrégé et le fait que les usager·es qui font usage du découvert autorisé restent minoritaires dans la MonedaPAR, bien que la proportion de celles et ceux qui pourraient en faire usage augmente avec le temps.

Dans un système de crédit mutuel « pur », les découverts des un·es sont les soldes positifs des autres. Dans la mesure où la MonedaPAR réplique la structure hiérarchisée des systèmes monétaires usuels, avec le complexe *gobierno-par* et *propuesta-par* en guise de banque centrale et les *billeteras* des nœuds comme banques de second rang, si l'on ne regarde que les soldes des simples usager·es, on ne trouvera pas un équilibre exact entre le nombre de *pares* dûs et le nombre de *pares* accumulés. Une partie

des *pares* en circulation résulte de l'utilisation par les nœuds de leur ligne de crédit de 30 000 *pares* octroyés par les comptes-maîtres.

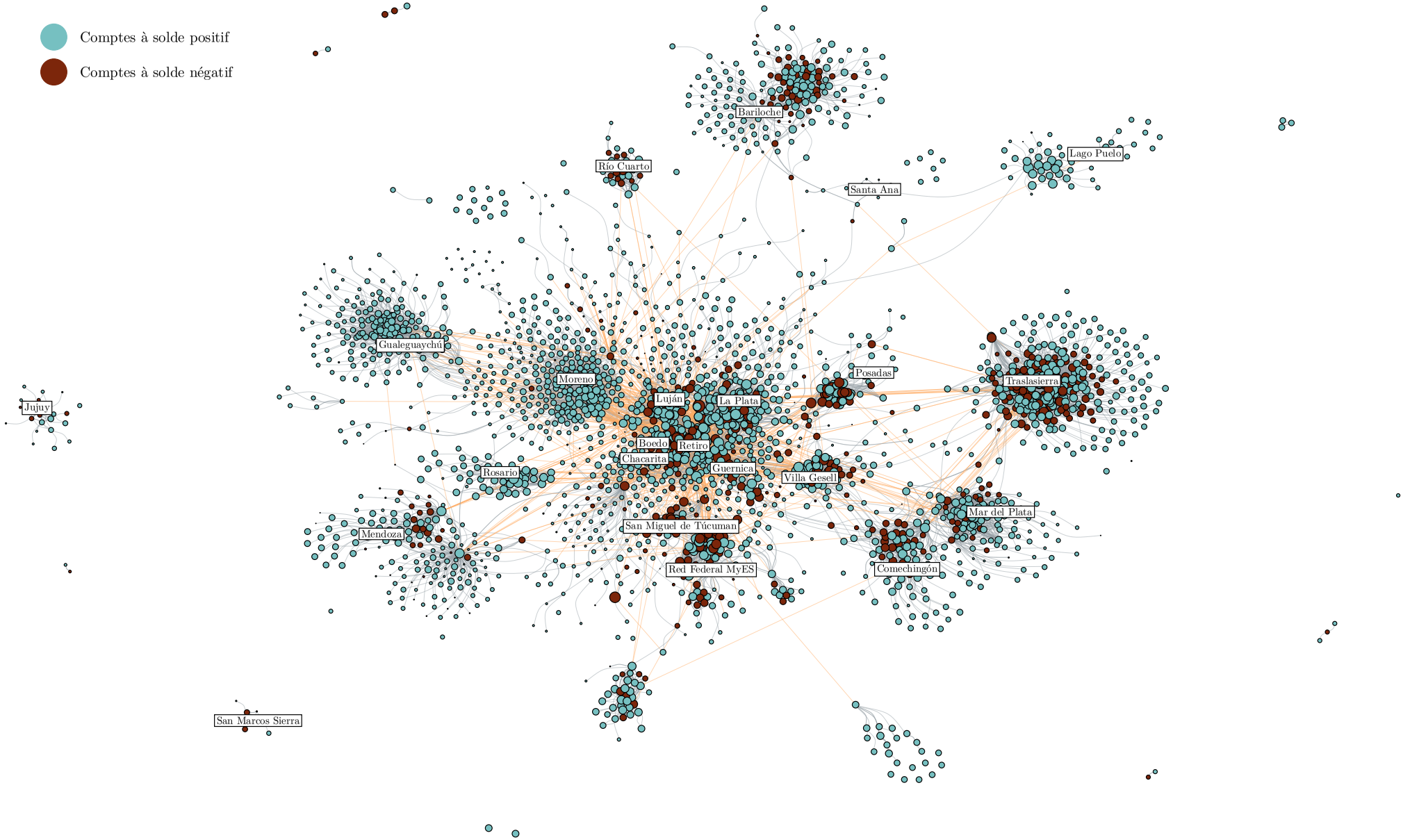


Fig. 5.5 - *Le réseau de la MonedaPAR par statut des soldes.*

Les points sont les membres de la MonedaPAR. Leur taille est log-proportionnelle à la valeur cumulée de leurs ventes fin décembre 2021.
Les lignes représentent les liens d'échanges entre les membres. Les liens intra-nœuds sont en gris, en orange clair les liens inter-nœuds. Leur largeur est log-proportionnelle à la valeur des échanges.
Les vingt-deux nœuds qui sont ou ont été actifs sont représentés.
Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur https://bts.ai.

C'est peut-être ce qui peut expliquer le faible nombre de comptes effectivement en négatif fin 2021 sur le graphique 5.5 en page 237[7]. La faible proportion de comptes en négatif suggère une certaine saturation monétaire : si la MonedaPAR reste insuffisamment développée aux yeux de certain·es de ses membres, ce ne semble pas tant être dû à une insuffisante quantité de monnaie en circulation.

[7] La période allant de 2017 à 2019 recouvre la préhistoire de la MonedaPAR, soit la tentative d'application puis l'échec de la première stratégie. On peut voir au graphique 4.9 en page 205 l'évolution du nombre de comptes actifs dans le mois, c'est-à-dire le dénominateur du ratio présenté au graphique 5.6, et constater que sa première croissance réelle a lieu entre le dernier trimestre de 2018 et le premier trimestre de 2019

On peut également lire sur ce graphique qu'il y a des spécificités selon les nœuds. Certains n'ont (presque) aucun·e membre en déficit, à l'image de Gualeguaychú, Moreno, Rosario, Lago Puelo ou encore La Plata. On verra que cela résulte de divergences dans les pratiques locales d'octroi des autorisations de découvert. Une fois celles-ci mises à disposition des nœuds par la fédération, les groupes locaux sont souverains dans la définition des modalités d'octroi des *avales* : certains, comme Moreno et Gualeguaychú, n'en attribuent pas à la grande majorité des usager·es, à l'inverse d'autres, comme La Plata, qui les distribuent équitablement, sans qu'un usage soutenu en soit pour autant fait, comme ce pourrait être le cas inversement à Boedo.

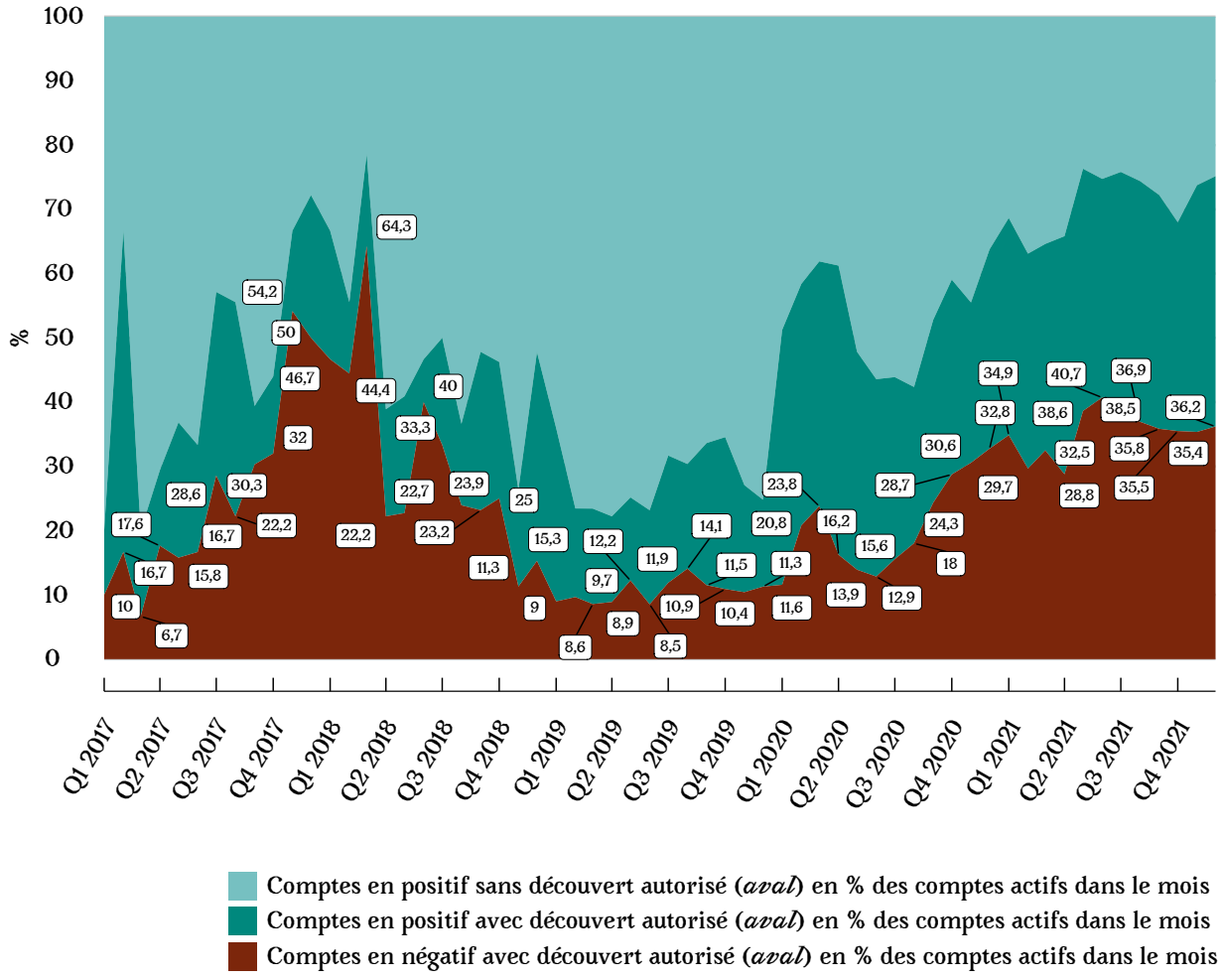


Fig. 5.6 - *Comptes débiteurs et créditeurs dans les comptes actifs dans le mois.*

Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur `https://bts.ai`.

On pourrait aussi rapporter ces divergences à des dynamiques productives différentes : si, par exemple, les membres de Boedo tendaient à s'acheter entre elles et eux une partie plus importante des biens-capitaux

et des consommations intermédiaires nécessaires que les membres de Moreno, alors les premier·es seraient sans doute plus souvent en déficit que les second·es. Il leur faudrait en effet utiliser leurs autorisations de découvert pour initier une production dont la vente en fin de période permettrait tout à la fois de rétablir l'équilibre de leur solde et de réaliser un profit éventuel. Boedo serait dans ce cas un peu plus avancé que Moreno dans la réalisation d'une petite production marchande aux marges du capitalisme argentin.

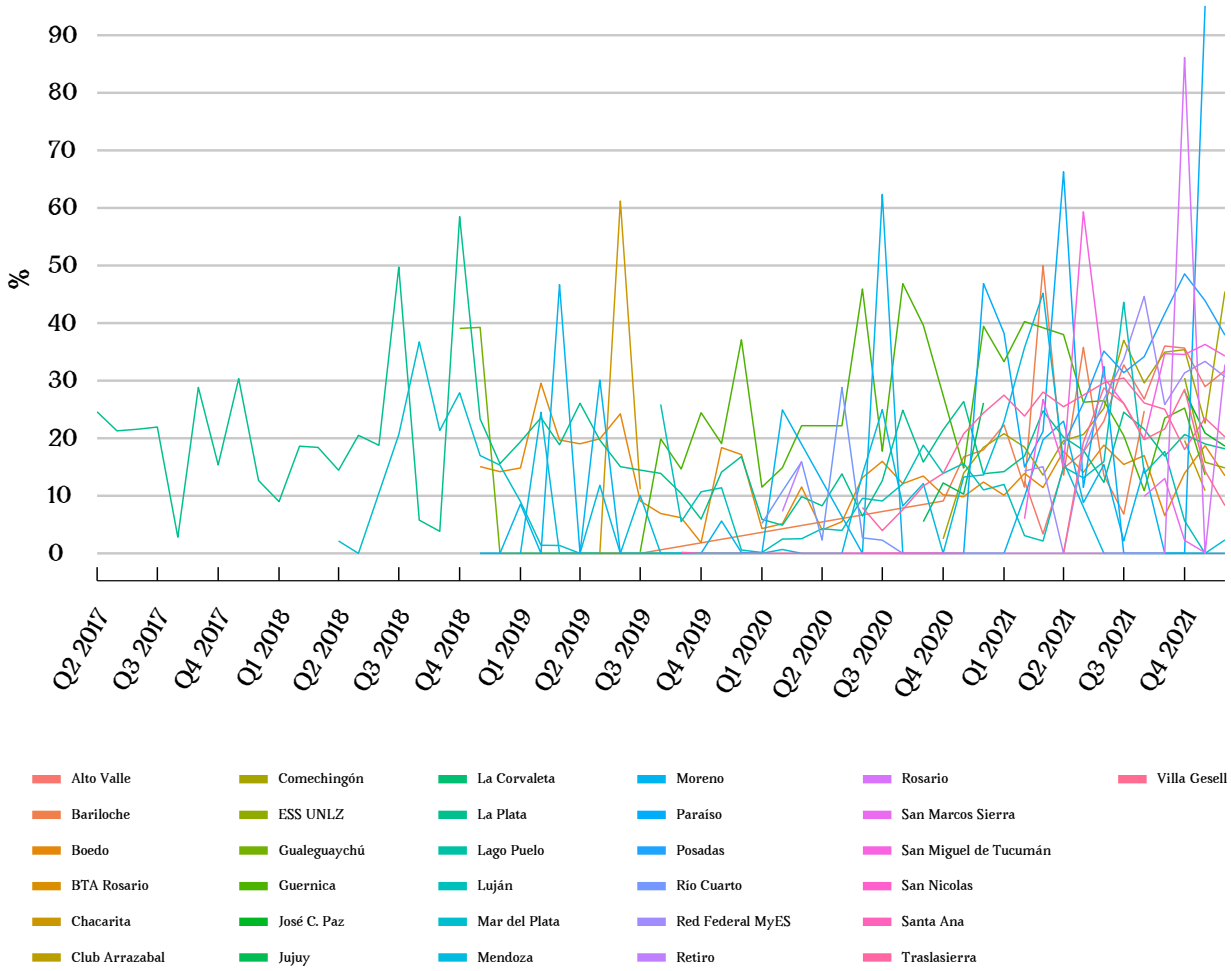


Fig. 5.7 - *Taux d'utilisation moyen du découvert selon les nœuds.*

Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur https://bts.ai.

Néanmoins, force est de constater que cet idéal d'une petite production marchande sans rapport salarial reste très largement virtuel. La plupart des membres achètent leurs consommations intermédiaires et leurs biens-capitaux (quand ils existent réellement) en dehors de l'économie en *pares*, où ils et elles se contentent de venir échanger leurs productions finales.

C'est déjà plus que ce qui a été le cas entre les entreprises récupérées qui, certes, entretiennent des liens politiques forts, mais pas ou peu de liens économiques, de sorte que l'introduction d'une monnaie alternative, en l'absence de « marchés » préexistants, n'est pas d'une grande utilité. Néanmoins, ce « marché » en MPAR reste pour l'instant très « superficiel », cantonné à la consommation finale avec très peu d'intégration verticale des productions des membres. Originellement pensées pour un réseau

d'entreprises en autogestion étant toutes les clientes ou les fournisseuses des autres, c'est-à-dire un réseau à intégration verticale forte, il n'est donc pas surprenant que les autorisations de découvert soient finalement à la fois sous-utilisées et, encore, sous-utilisées de façon différentes selon les nœuds, compte tenu de l'état actuel de la MonedaPAR.

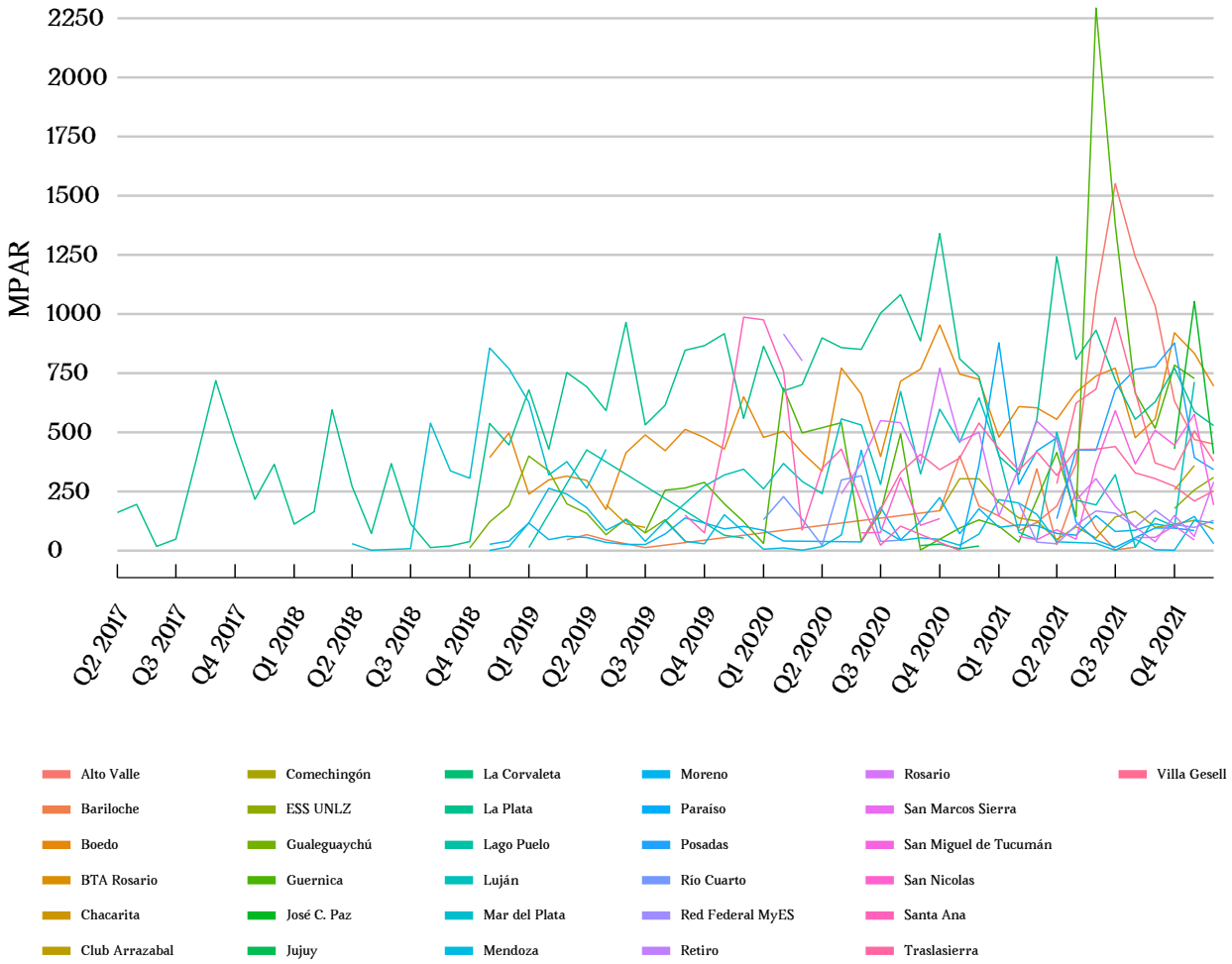


Fig. 5.8 - *Valeur moyenne des transactions mensuelles par compte actif dans le mois selon les nœuds.*
Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur `https://bts.ai`.

Au-delà de cette absence de tendance sur le nombre de comptes utilisant leur découvert, dès lors qu'on se place au niveau des nœuds, il n'y a pas de structure claire immédiatement apparente dans les données. La MonedaPAR n'est pas une expérience stabilisée. Elle connaît certes une première expansion à partir de fin 2018-début 2019, ce qui correspond à la mise en place de la seconde stratégie identifiée au chapitre 3, c'est-à-dire le passage d'un projet de crédit inter-entreprises récupérées à un crypto-*trueque*. Néanmoins, cette expansion ne correspond pas à une stabilisation. La crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, qui s'est traduite en Argentine par un confinement du 20 mars au 29 novembre 2021, n'apparaît pas dans les données.

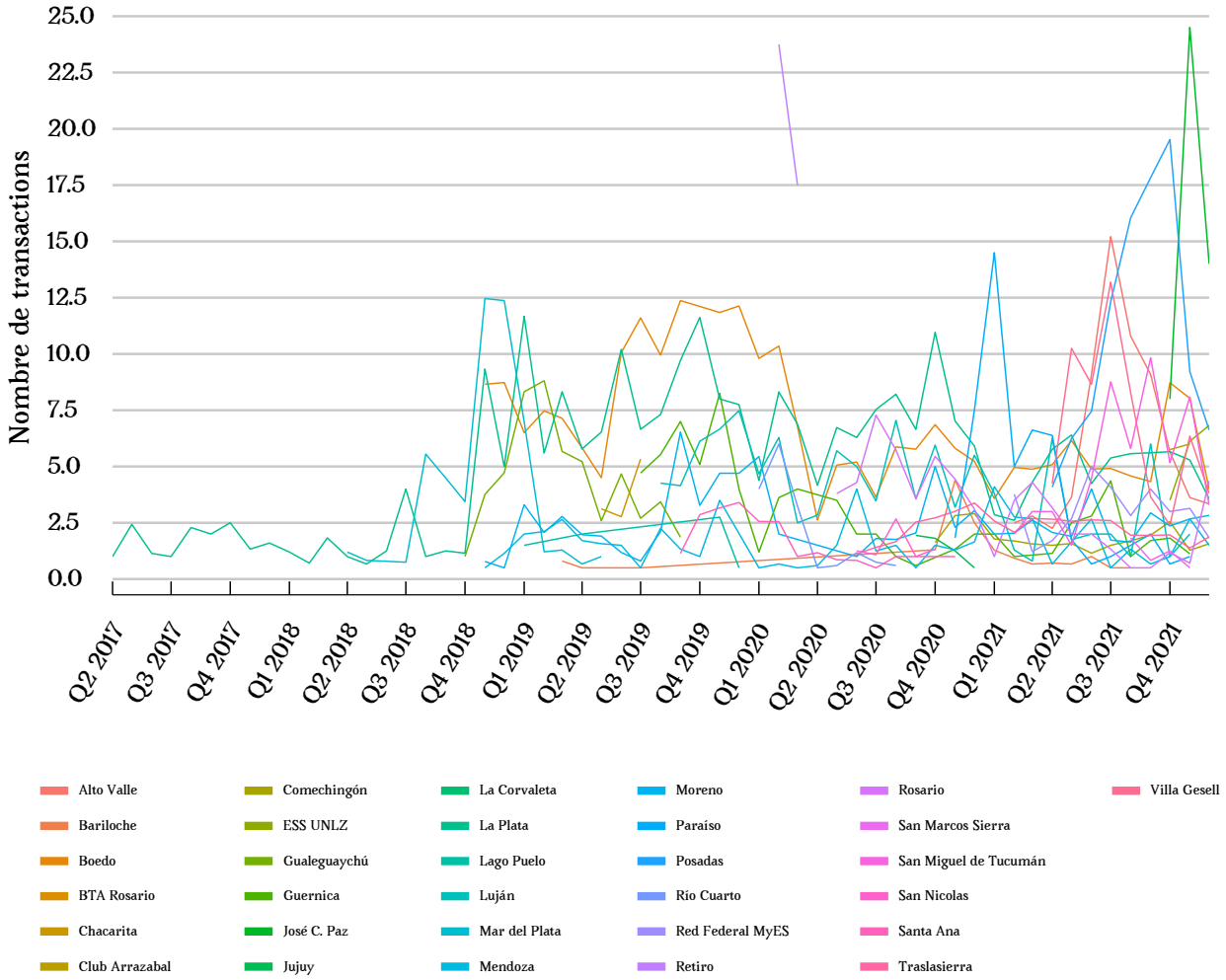


Fig. 5.9 - *Nombre moyen de transactions mensuelles par compte actif dans le mois selon les nœuds.*

Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur `https://bts.ai`.

Ainsi, que l'on désagrège le taux d'utilisation moyen du découvert selon les nœuds (graphique 5.7 en page 239), ou la valeur moyenne des transactions mensuelles par compte actif dans le mois (graphique 5.8 en page 240), ou encore le nombre moyen de transactions mensuelles (graphique 5.9 en page 241), on ne peut déceler ni stabilité, ni saisonnalité des données, ni constitution de types de nœuds différents, ni, encore, effets de la date de création. Que l'on décide de prendre des médianes plutôt que des moyennes, le résultat ne change guère (graphique 5.10 en page 242).

Des quarante-quatre nœuds identifiés, on ne retient pas Escobar pour les raisons déjà mentionnées et on ne dispose de séries ni sur Villa Elisa, car il s'agit d'un nœud encore en formation, ni sur El Hoyo, Corrientes, Tandil ou Quintana, car ces nœuds n'ont pas eu d'activités notables. L'analyse en composantes principales (ACP) retient donc trente-huits nœuds. Pour chaque nœud, on a ensuite sélectionné les données correspondant à sa durée d'existence, identifiée sur le graphique 1.1 en page 74. Lorsqu'un nœud a eu une activité intermittente, on a retiré ces mois de non-activité : c'est le cas notamment de Bariloche, Moreno ou encore Guernica.

Ainsi, les individus de l'ACP sont des nœuds-mois : on en a retenu quatre cent trente pour constituer ce qui pourrait être l'espace inter-temporel de

la MonedaPAR. L'objectif initial était d'évaluer s'il était possible de dresser une typologie des nœuds. Le résultat principal est qu'une telle entreprise est impossible : tout au plus peut-on identifier des configurations plus ou moins stables entre lesquelles l'ensemble des nœuds oscille au cours de leur existence. Plutôt qu'une typologie des nœuds, on peut donc faire une typologie des états qu'ils peuvent occuper.

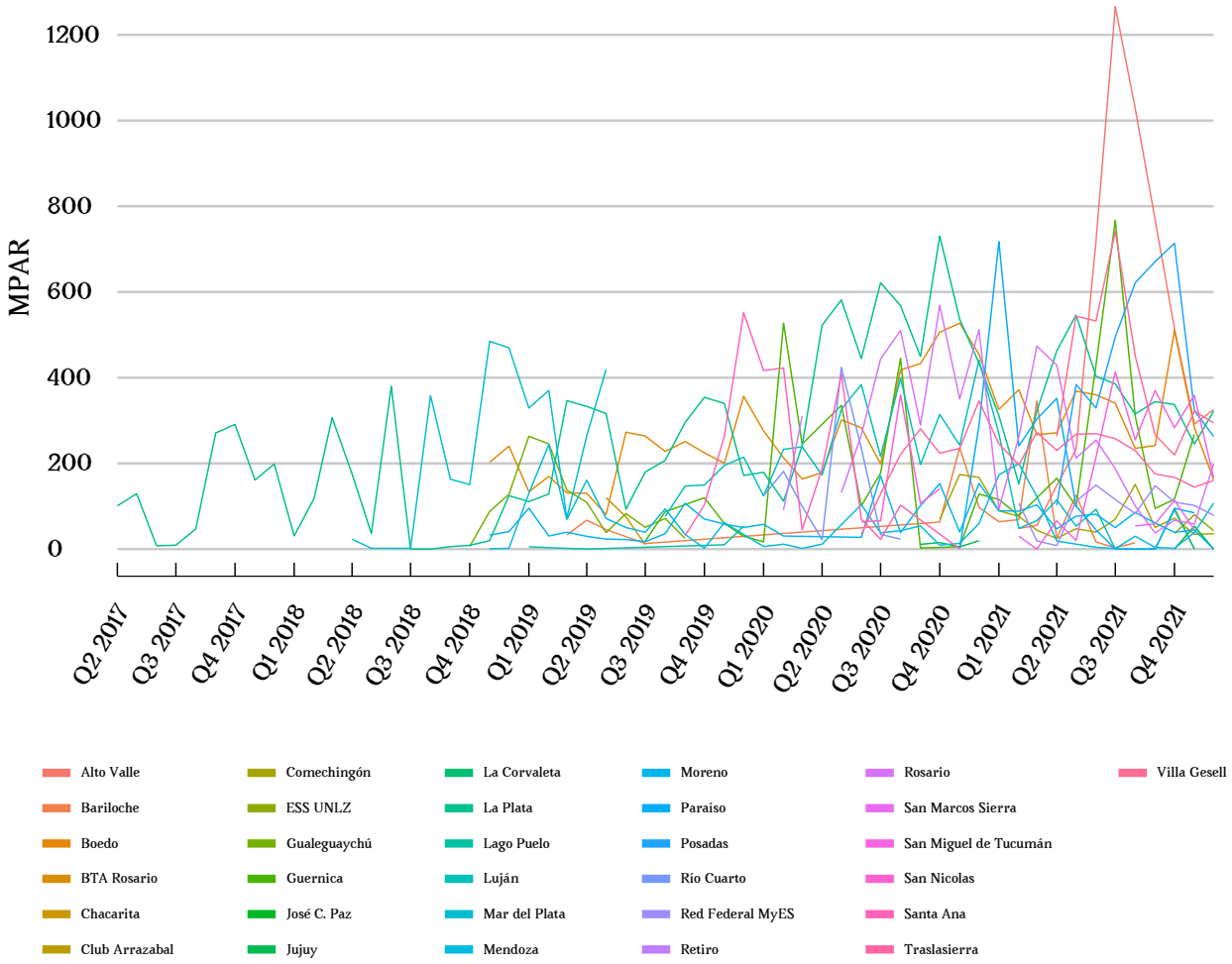


Fig. 5.10 - *Valeur médiane des transactions mensuelles par compte actif dans le mois selon les nœuds.*
Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur `https://bts.ai`.

5.1.3 Repérer les usages monétaires dans les différents états des nœuds

On a retenu onze variables actives, trois variables quantitatives supplémentaires – le taux de féminisation, l'âge des nœuds et le taux de masculinisation – et deux variables qualitatives supplémentaires – la région et le semestre. Ces deux dernières variables ne sont pas représentées sur le graphique des variables de l'ACP (graphique 5.11 en page 244), car elles ne mettent en évidence aucune structure particulière.

Les onze variables actives sont regroupées en quatre groupes. Il y a d'abord cinq variables structurelles : nombre de transactions mensuelles par compte actif dans le mois, produit mensuel réel total, pourcentage de comptes

actifs disposant d'une autorisation de découvert, le degré de centralisation et l'écart moyen de pouvoir d'achat. On les a dénommées structurelles, car elles renseignent moins sur les usages de la MonedaPAR dans les nœuds que sur l'évolution de leurs caractéristiques fondamentales dans le temps.

L'écart moyen de pouvoir d'achat est mesuré par l'indice de Gini portant sur le pouvoir d'achat disponible des comptes actifs dans le mois. Le degré de centralisation est un indicateur classique en analyse de réseaux : il s'agit de la centralisation de degré des « nœuds-mois », les « individus » de l'ACP. Standardisée pour varier entre 0 et 1, il s'agit de la généralisation au réseau – un nœud à un mois donné de son existence – de la centralité de degré des individus du réseau – ici, les prosommateur·ices actif·ves dans le mois dans un nœud en particulier – qui correspond « au nombre de liens (taille de réseau d'un acteur) » (Lazega, 2014, p. 42). Plus un individu est central de ce point de vue, plus il est « actif dans le système »[8]. Un réseau avec une centralisation de degré de 1 est une étoile, où un individu central connecte l'ensemble des autres individus, qui ne sont en relation qu'avec lui.

[8] Il existe d'autres concepts de centralité, notamment la centralité de proximité, le « minimum de pas qu'[un acteur] doit effectuer pour entrer en contact avec les autres acteurs du système » (Lazega, 2014, p. 42),ou la centralité d'intermédiarité, « basé sur l'idée d'un contrôle exercée par l'acteur sur les interactions entre deux autres acteurs » (ibid., p. 43). La centralité de proximité renseigne sur l'autonomie d'un individu : plus il est proche des autres, moins il est susceptible d'être dépendant d'un ou plusieurs autre(s) acteur·ice(s) pour rentrer en contact avec tous·tes les autres. La centralité d'intermédiarité indique quels sont les individus qui figurent comme passage obligé sur les chemins que doivent emprunter les autres pour échanger.

Lazega (ibid.) indique que « les analystes de réseaux se sont demandés si et comment ces mesures de la centralité représentent une opérationnalisation de la notion de pouvoir (Cook et al., 1983; Daniel et Burkhardt, 1992; Markovsky et al., 1988; Marsden et Lin, 1982; Mizruchi, 1994), c'est-à-dire dans quelle mesure un acteur peut convertir une position centrale, où il bénéficie d'une forte concentration de ressources, en échanges avantageux, en accumulation de statut et en capacité de (re)définir les règles du jeu » (Lazega, 2014, p. 47). La question du pouvoir dans la MonedaPAR est complexe, en raison du doublage des échanges commerciaux par une gouvernance sociale, qui, elle-même, entretient des rapports ambivalents avec l'infrastructure technique, et celles et ceux qui en définissent les règles. Il n'est pas certain que la forte centralité d'un individu signifie que ce dernier en retire une forme de domination sur le reste des membres du nœud. Cela signifie néanmoins que cet individu réalise la majeure partie de l'activité d'un nœud à une date donnée. *A minima*, ainsi, on peut lire cet indicateur comme une indication sur la forme d'un nœud à un moment donné : plus il est centralisé, plus un individu est en situation d'acheteur ou de vendeur en dernier ressort, ce qui ne correspond pas à l'objectif d'une décentralisation des échanges de la MonedaPAR.

Les trois autres groupes renvoient aux usages de la MonedaPAR. La moyenne du pouvoir d'achat réel capte son usage comme réserve de valeur, c'est-à-dire sa thésaurisation. Le pourcentage de compte actifs dans le mois utilisant effectivement leur autorisation de découvert ainsi que le taux d'utilisation moyen des *avales* capturent respectivement le caractère extensif et le caractère intensif de l'usage de la MonedaPAR comme moyen de paiement, c'est-à-dire son usage comme crédit mutuel au sens strict. La vitesse de circulation et le produit mensuel réel par compte actif renvoient, quant à eux, au caractère extensif et intensif de l'usage de la MonedaPAR non comme signe de crédit mais comme pur signe de valeur réalisée, c'est-à-dire comme moyen de circulation. On calcule la vitesse de circulation de façon conventionnelle comme le ratio de la valeur des transactions sur douze mois et la masse monétaire à l'instant de la mesure, conçue comme la sommes des dépôts et des lignes de crédits des comptes actifs au moins une fois dans l'univers considéré, soit comme la somme de leur pouvoir d'achat disponible.

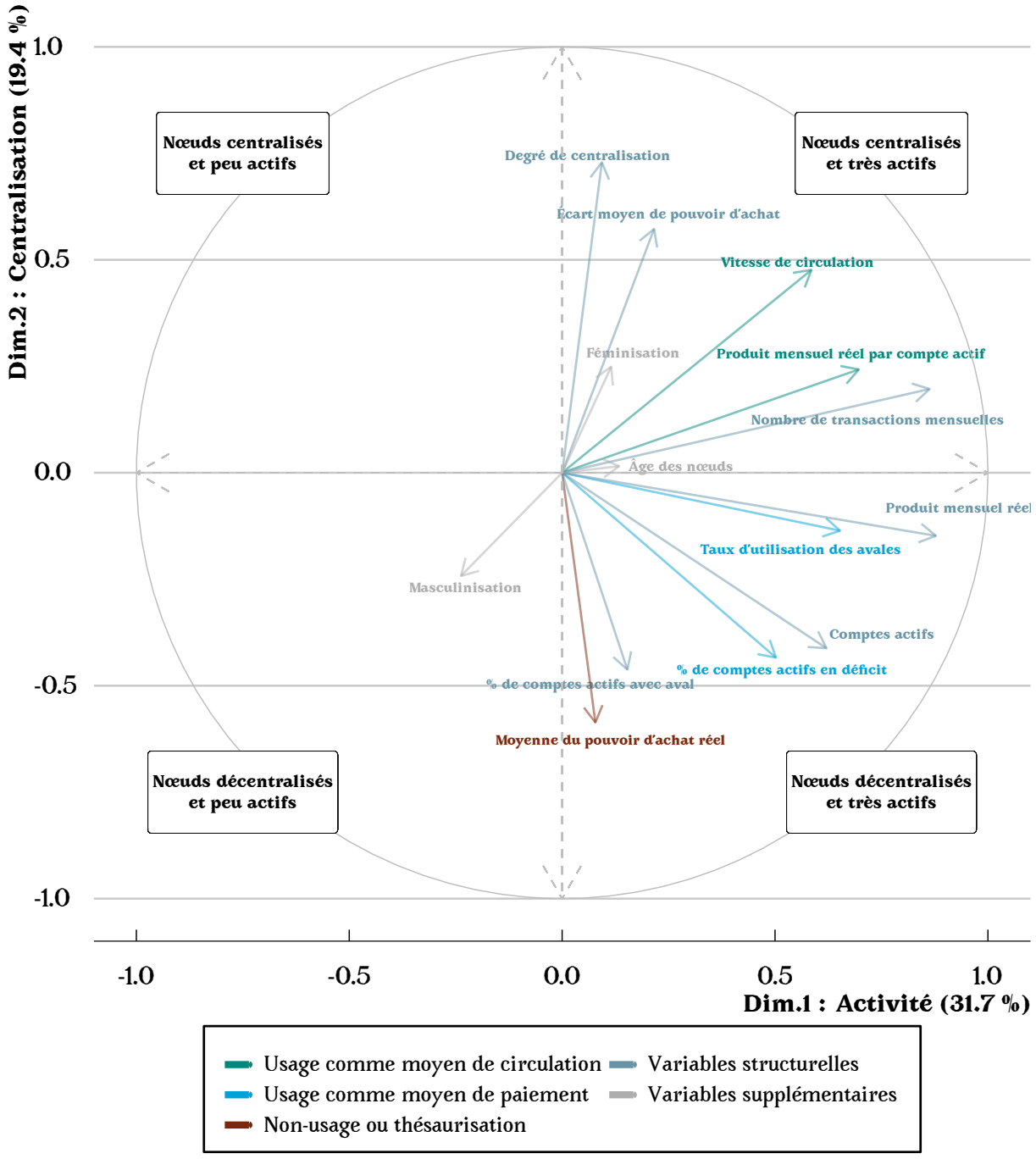


Fig. 5.11 - *Graphique des variables de l'ACP.*

Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur `https://bts.ai`.

Il faut enfin signaler qu'on a effectué une double pondération sur les données. Pour diminuer le poids des nœuds les plus anciens, qui apparaissent autant de fois qu'ils ont de mois d'existence, ce qui déforme mécaniquement l'ACP, on a pondéré chaque individu par l'inverse de son âge final. Pour diminuer le poids des nœuds plus petits, on a pondéré chaque individu par le nombre d'usager·es actif·ves dans le mois. Cette double pondération a ensuite été normalisée.

5.2 L'espace inter-temporel de la MonedaPAR

On reviendra d'abord sur les résultats de l'analyse en composantes principales (sous-section 5.2.1), qui permet d'identifier un espace inter-temporel de la MonedaPAR structuré par un axe d'activité et un axe de centralisation. Ensuite, on présentera une classification ascendante hiérarchique (CAH) sur les résultats de l'ACP qui permet d'identifier non des types de nœuds mais de dresser une typologie de leurs états possibles (sous-section 5.2.2).

5.2.1 Activité et centralisation

Les deux axes principaux expliquent plus de 50 % de la variance des données, ce qui exprime la forte corrélation entre les onze variables explicatives. Ce résultat n'a rien de surprenant, dans la mesure où elles sont toutes construites à partir d'un jeu de données élémentaires, à savoir la base de données de transaction brutes, une table d'assignation des nœuds et une table d'assignation des genres.

Le troisième axe an quant à lui, une inertie de 12,7 %. Le « critère du coude » amène à sélectionner les deux premières composantes principales[9]. Le critère de Kaiser ouvre la possibilité de considérer la troisième[10].

La troisième composante est néanmoins difficile à interpréter. Elle semble capturer l'âge des nœuds, d'un côté, et de l'autre, la moyenne du pouvoir d'achat réel qui est mécaniquement corrélée au pourcentage de comptes actifs dans le mois disposant d'une autorisation de découvert. Il pourrait constituer un axe mesurant le degré de thésaurisation. Néanmoins, dans la mesure où la moyenne du pouvoir d'achat réel contribue négativement au second axe, et compte tenu de l'inertie de ce potentiel axe, on considère qu'il est suffisant de ne conserver que deux axes.

Le premier axe, qui explique 31,7 % de la variance des données, capture le degré d'activité des nœuds. Plus un nœud réalise à la fois un grand volume et une valeur élevée d'échanges, plus il compte, dans une moindre mesure, d'usager·es actif·ves, plus il sera positionné sur la droite du plan. Dans la mesure où l'on a choisi les pondérations de façon à réduire la sur-représentation des nœuds les plus anciens, cet axe est bien un axe de taille et non d'âge. De fait, la variable d'âge est certes parfaitement alignée à cet axe, mais elle n'y contribue que de façon minime, ce qui valide le choix initial de pondération. Il est intéressant de remarquer que le taux de masculinisation contribue négativement à cet axe[11], tandis que la proportion de femmes présentes a certes une contribution positive, mais celle-ci reste minime. Elle est notamment plus faible que celle de l'âge. Les hommes sont sur-représentés dans les nœuds les moins actifs, ce qui confirme le constat qu'une corrélation entre l'essor de la MonedaPAR début 2019, l'accroissement conséquent de la part de femmes, et le succès relatif de la seconde stratégie : la MonedaPAR semble bien être une monnaie féminine.

Dans la mesure où ce premier axe capture le degré d'activité des nœuds, il n'est pas étonnant que lui soient fortement corrélés le taux d'utilisation moyen des autorisations de découvert ainsi que le produit mensuel réel par compte actif dans le mois. L'introduction de la seconde composante permet de distinguer néanmoins deux types de nœuds actifs, qui correspondent à l'usage

[9] L'algorithme ordonne les dimensions en fonction de leur inertie. Les plus informatives apparaissent ainsi en premier. Le « critère du coude » consiste « à retenir les dimensions avant la rupture de la pente de l'inertie » (Avouac et Harari-Kermadec, 2021, p. 66).

[10] Il permet de calculer un seuil correspondant à l'inertie totale divisée par le nombre de dimensions. Seules les composantes principales « dont l'inertie est supérieure à la moyenne » (Avouac et Harari-Kermadec, 2021, p. 66). Ici, il y a dix dimensions, le seuil est donc fixé à 9,1 %. On pourrait donc conserver le troisième axe, dont l'inertie est supérieure.

[11] Avec toujours la même réserve que 7,5 % des comptes n'ont pu recevoir de genre. Après vérification, néanmoins, ce biais semble, compte tenu des concentrations, essentiellement capté par le nœud de Traslasierra, qui a un fort poids dans la mesure où il s'agit à la fois d'un nœud jeune et d'un nœud très actif.

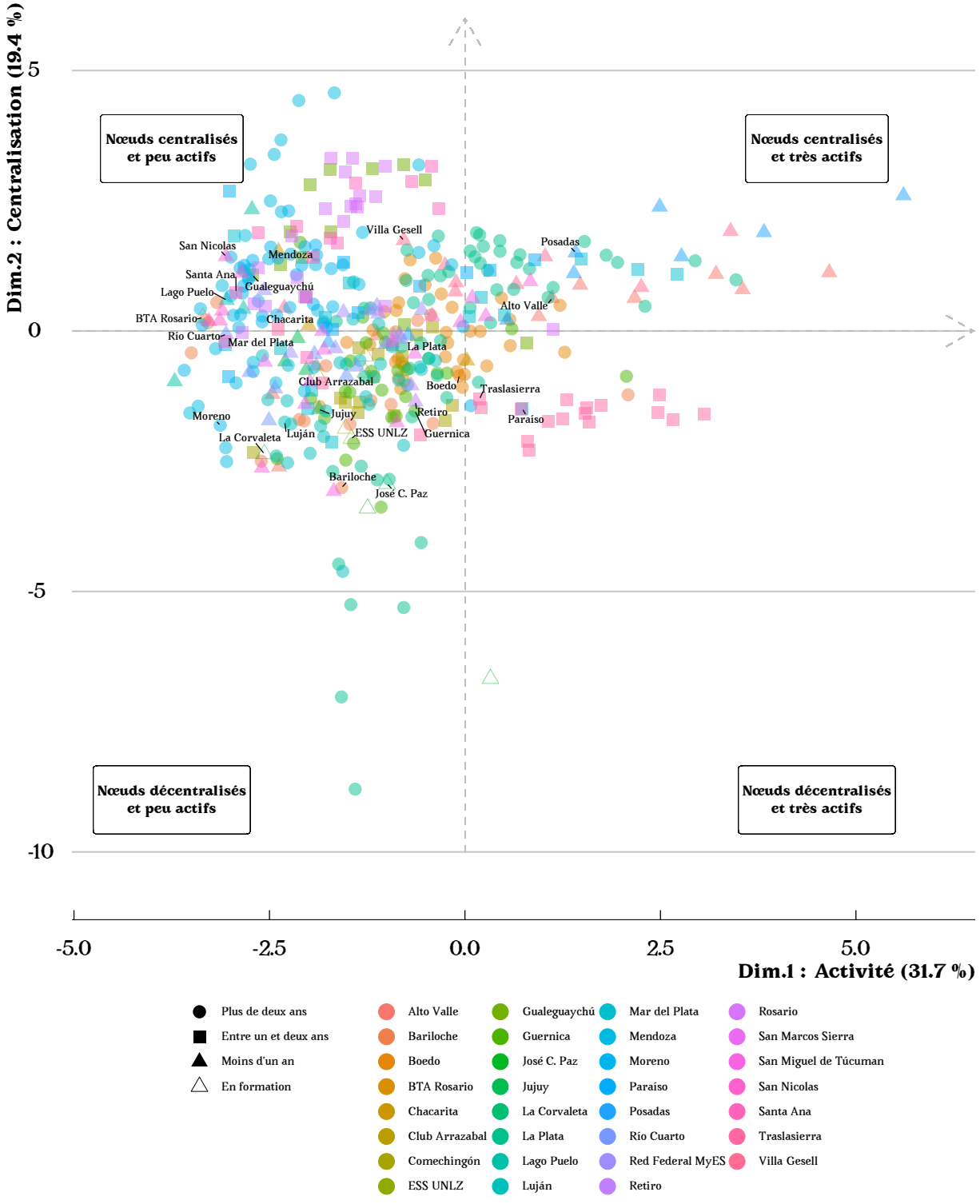


Fig. 5.12 - *Graphique des individus de l'ACP par nœud et durée d'existence.*

Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur https://bts.ai.

de la MonedaPAR comme signe de valeur réalisée, c'est-à-dire comme moyen de circulation, et à son usage comme signe de crédit, c'est-à-dire comme moyen de paiement.

Cette seconde composante correspond au degré de centralisation des nœuds. On constate que les nœuds les plus centralisés sont aussi les nœuds les plus inégaux en termes d'écart moyen de pouvoir d'achat, ce qui n'est pas tout à fait inattendu. À défaut de donner un ascendant socio-politique aux individus les plus centraux, la centralisation d'un nœud permet au moins à ces derniers de réaliser une accumulation d'argent plus intense. On peut faire l'hypothèse que la causalité va aussi dans l'autre sens : les inégalités résultent dans ce cas d'un manque d'activité du nœud, par exemple si l'offre de biens et services n'y est pas adaptée aux besoins sociaux solvables, d'où découle une forte centralisation du nœuds. Les individus les plus centraux sont alors les individus qui, envers et contre tout, parviennent à réaliser quelques échanges.

Notons qu'il peut y avoir deux causes de ce désajustement entre offre et demande : soit la diversité des marchandises est insuffisante; soit marchandises et besoins sociaux correspondants sont bien présents simultanément, mais les potentiel·les acheteur·ses ne sont pas suffisamment solvables; soit les deux. On verra que cela conduit à deux explications antagoniques du manque de croissance de la MonedaPAR, auxquelles s'indexent deux solutions également opposées, une voie qui cherche à générer l'offre d'abord, la demande ensuite, une école « macriste » ou « libérale-conservatrice » et une autre plus « keynésienne », qui se propose de faire l'inverse[12].

[12] Entretien avec Danilo, prosommateur de Boedo et Guernica, et référent de Guernica, 59 ans, le 2 décembre 2019 à Maza Madre, le lieu des *ferias* du nœud de Boedo.

Contribuent en sens opposé à cet axe de la centralisation la moyenne du pouvoir d'achat réel et le pourcentage de comptes actifs avec *avales*. Ces deux variables sont en partie mécaniquement liées, puisque l'activation d'autorisation de découvert augmente le pouvoir d'achat réel. C'est d'autant plus le cas que les *avales* distribués sont de même taille. De fait, les deux types d'*avales* communément utilisés sont ceux correspondant à 1 000 ou 5 000 *pares*, d'où la forte corrélation entre ces deux variables. Les nœuds les moins centralisés, donc les moins inégaux, sont aussi les nœuds où la moyenne du pouvoir d'achat réel est la plus élevée. Les inégalités dans la MonedaPAR sont donc spécifiques : une distribution des avoirs inégalitaire est une distribution où la moyenne des dits avoirs n'est pas très élevée. À l'inverse, plus la moyenne du pouvoir d'achat réel est élevée, moins les nœuds en question sont inégalitaires, ce qui laisse envisager que les inégalités sont d'autant plus fortes que le pouvoir d'achat total disponible dans le nœud est faible, c'est-à-dire plus le groupe local en question est collectivement « pauvre ».

Ce second axe de centralisation est ainsi également un axe opposant les nœuds les plus « riches » aux nœuds les plus « pauvres » en termes de réserves accumulées. C'est d'ailleurs cette caractéristique qu'exprime plus spécifiquement la troisième dimension, et qu'on peut relier à l'âge : les nœuds les plus anciens sont, selon cet axe, également les nœuds les plus riches. Cela confirme la redondance partielle de ce troisième axe et justifie qu'on l'écarte de l'analyse.

Les graphiques des individus rassemblés par nœud (graphique 5.12 en page 247) ou, pour plus de lisibilité, par région (graphique 5.13 en page 249) mettent en évidence le caractère mouvant ou non-stabilisé de cet espace inter-

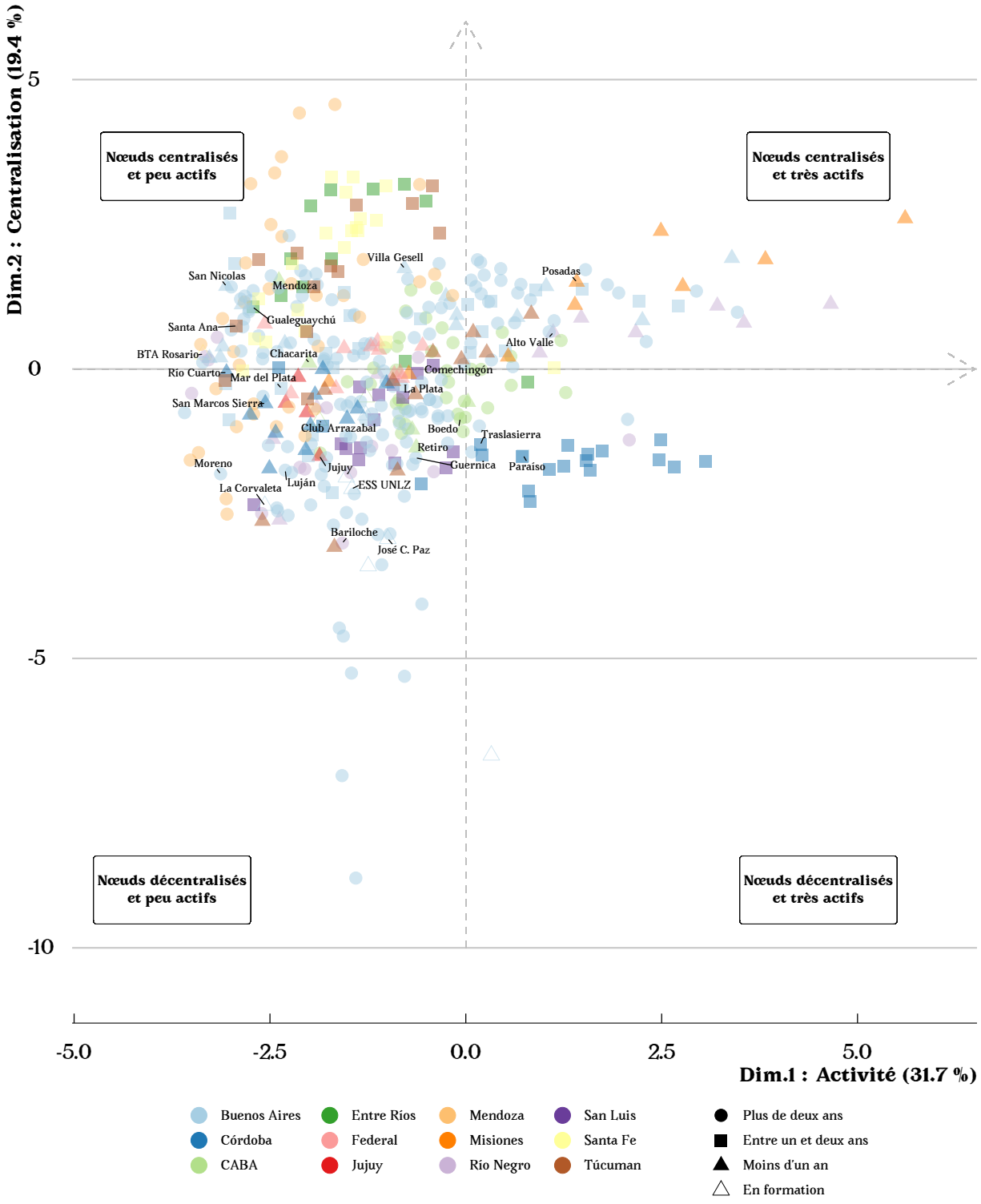


Fig. 5.13 - *Graphique des individus de l'ACP par région et durée d'existence.*

Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur https://bts.ai.

temporel de la MonedaPAR. Aucune spécificité très explicite ni de nœud, ni même de région n'est apparente, pas plus qu'une trajectoire particulière en fonction de l'âge des nœuds tels qu'on les a classés dans le tableau 3.3 en page 119 au chapitre 3. Cela est une confirmation qu'il n'est possible de réaliser qu'une typologie des états des nœuds, correspondant aux positions qu'ils peuvent successivement occuper dans le plan, plutôt qu'une typologie des nœuds en eux-mêmes.

En retour, cela confirme la pertinence de la première composante, qui n'est pas simplement un effet mécanique opposant les nœuds inactifs aux nœuds les plus actifs comme on opposerait les grandes agglomérations et les villages. Un même nœud peut, au cours de son histoire, connaître tous les degrés d'(in)activité. Ainsi, Alto Valle oscille le long de l'axe des abscisses de gauche à droite, comme on peut le constater en observant sa position de départ, située dans le quadrant nord-est et sa dernière position, dans le quadrant sud-ouest, sur le graphique 5.14 en page 251. Ce dernier rapporte les nœuds-mois, individus de l'ACP, selon leur âge.

Les nœuds, lorsque leur dernière position est aussi la date de leur disparition et non simplement celle de la fin de la collecte des données, se « dirigent » vers l'ouest, où l'on observe une concentration de losanges. Ainsi, la disparition d'un nœud n'est pas brutale, elle se fait graduellement. La seule exception est peut-être Retiro, mais il n'a duré qu'une poignée de mois. Inversement, les nœuds actifs se dirigent logiquement vers l'est.

Le quadrant le plus dense est celui des nœuds les plus décentralisés et peu actifs, qui concentrent donc la majeure partie des nœuds-mois. Il est suivi de celui des nœuds centralisés mais toujours peu actifs. Enfin, les quadrants des nœuds actifs ne rassemblent à eux deux qu'une petite partie de l'ensemble des individus : le quadrant le plus centralisé, qui correspond à un usage plus intensif de la MonedaPAR comme signe de valeur réalisée, c'est-à-dire comme moyen de circulation, regroupe plus de nœud-mois que le dernier quadrant, celui de la MonedaPAR comme crédit mutuel.

Sur ce point, une tendance se dessine donc. Après être sortis de la région d'inactivité située sur la gauche du plan, et échappés au piège du non-usage, c'est-à-dire, ici, de la thésaurisation, les nœuds les plus actifs se partagent en deux. Certains, les plus nombreux donc, s'orientent plus vers un usage de la MonedaPAR comme signe de valeur réalisée ; d'autres font un usage plus prononcé des possibilités ouvertes par le crédit mutuel, dans lequel la MonedaPAR est signe de crédit.

Il est à cet égard notable qu'il y ait moins de nœuds qui optent pour cette dernière option que pour la première, ce qui se reflète dans la plus forte concentration de ronds signalant la dernière position des nœuds actifs au nord de l'axe des abscisses par rapport au nombre qu'il y a au sud : le potentiel de la MonedaPAR comme système de crédit mutuel apparaît sous-utilisé.

5.2.2 Une typologie des états des nœuds

En appliquant l'algorithme de classification ascendante hiérarchique (CAH) sur les deux premières dimensions, on obtient de façon nette trois états possibles des nœuds (graphique 5.15 en page 253). Le critère du coude conduit à retenir trois groupes. On peut distinguer quatre groupes si on partage en deux le groupe des nœuds les plus actifs selon l'axe horizontal :

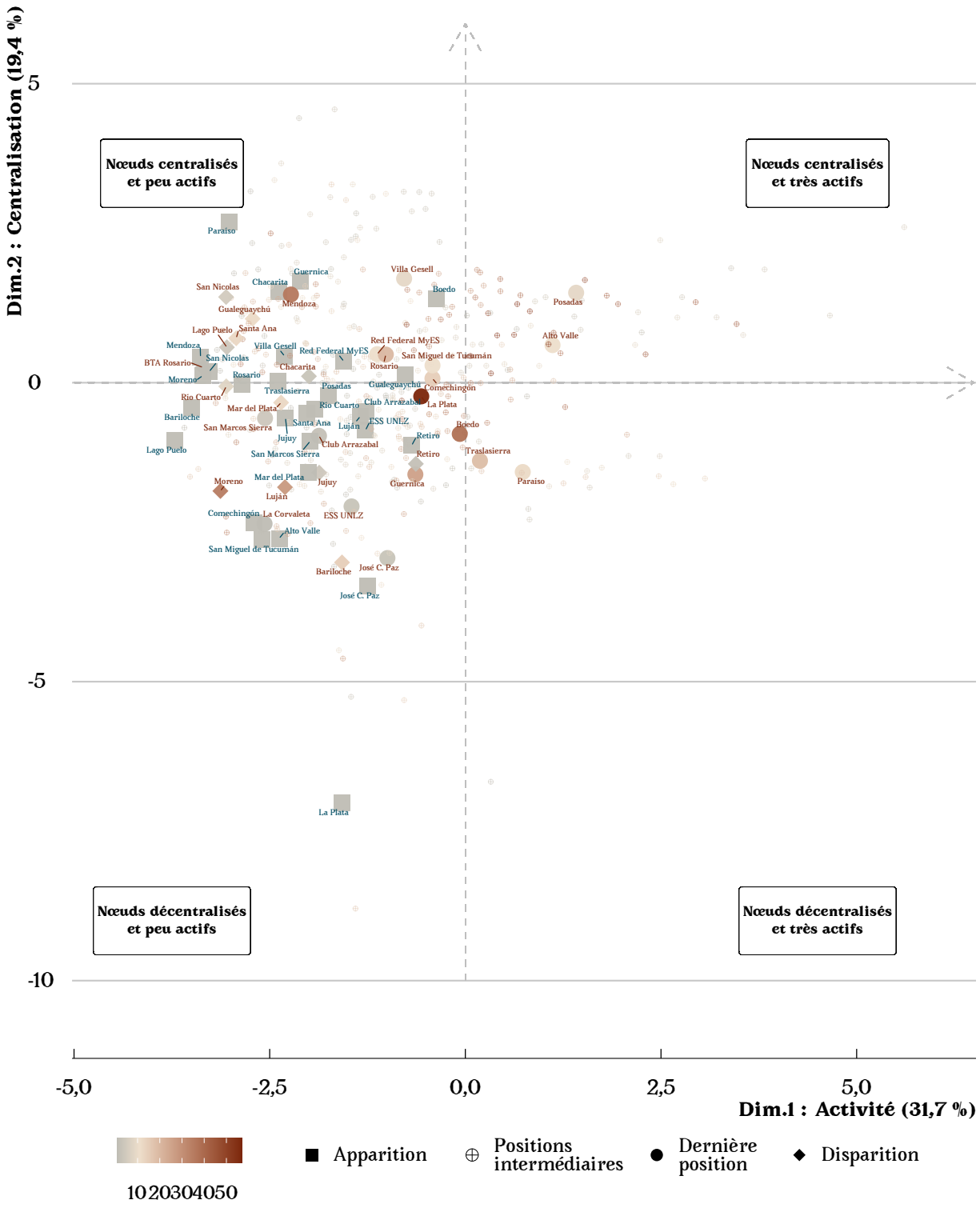


Fig. 5.14 - *Graphique des individus de l'ACP selon leur âge.*

Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur `https://bts.ai`.

les deux sous-groupes rassembleraient, d'une part, les nœuds qui font le plus usage de la MonedaPAR comme crédit mutuel; d'autre part, les nœuds qui l'utilisent comme simple moyen de circulation sans trop faire usage des possibilités ouvertes par les autorisations de découvert distribuées.

La CAH oppose donc ce groupe des nœuds actifs, inscrits sur un sentier de croissance, à deux autres groupes de nœuds que rassemblent leur sous-activité par rapport à la moyenne. Dans un second temps, ces deux autres groupes de nœuds s'opposent entre eux selon leur degré de centralisation. Les nœuds peu actifs les moins centralisés sont plus « riches » en termes de pouvoir d'achat thésaurisé que les nœuds peu actifs mais très centralisés, comparativement plus « pauvres » : le partage entre ces deux ensembles se fait de façon très nette selon l'axe des abscisse.

Concernant les usages monétaires, il est intéressant de constater que c'est donc le degré de thésaurisation, c'est-à-dire de non-usage de la MonedaPAR, qui différencie le plus clairement des ensembles de nœuds-mois. L'opposition entre l'usage de la MonedaPAR comme signe de valeur, analogue à du papier-monnaie de cours forcé, ou comme signe de crédit, analogue à la monnaie de crédit créée quotidiennement par le secteur bancaire, n'intervient que de façon secondaire.

La comparaison des graphiques 5.16 et 5.17 montrent l'absence d'impact clair de la date actuelle sur les positions des nœuds de la MonedaPAR : il ne semble pas y avoir d'effets ni de saisonnalité, ni de conjoncture. Par contre, un léger effet de génération peut être distingué. Les tout premiers nœuds de la MonedaPAR, en bleu foncé (correspondant à une date de création en 2017) et en bleu clair (en 2018) passent au cours de leur existence d'un côté ou de l'autre de l'axe des abscisses. Ils peuvent occasionnellement connaître un certain développement, sans que ce dernier ne repose significativement sur un usage de la MonedaPAR comme crédit mutuel, paradoxalement. La génération de 2019, en blanc cassé, ne connaît pas de développement significatif et apparaît plus centralisée, plus inégalitaire et plus « pauvre » que les autres. La génération de 2020, en orange clair, comporte des nœuds faisant un usage supérieur à la moyenne de la MonedaPAR comme moyen de paiement. Enfin, la génération de 2021 s'offre comme le miroir inversé de la précédente, puisqu'elle comporte des nœuds qui font plutôt usage de la MonedaPAR comme moyen de circulation, qui sont aussi des nœuds relativement plus décentralisés, plus égalitaires et plus « riches » que la moyenne.

Quant à l'absence de structures stables qui opposeraient non plus des états des nœuds mais les nœuds en eux-mêmes, il est tout à fait possible que l'on rencontre en réalité les limites des données disponibles avant tout. On a construit plus de deux cents indicateurs à partir, d'une part, des données de transactions et à partir, d'autres part, des tables d'assignation d'un nœud et d'un genre à chaque usager. Parmi ces indicateurs, on retrouve des indicateurs économiques simples : volume et valeur des transactions ; nombre de comptes actifs; balance commerciale; moyenne; médiane; écart-type; maximum et minimum de la valeur unitaire des transactions ainsi que de la valeur des transactions par compte actif dans le mois. Il y a également des indicateurs plus développés, comme le taux d'ouverture ou de couverture, calculés à partir de la balance commerciale et du produit total du nœud; la vitesse de circulation, calculée comme le ratio de la valeur des transactions sur une période donnée (un an ou un mois) et de la masse

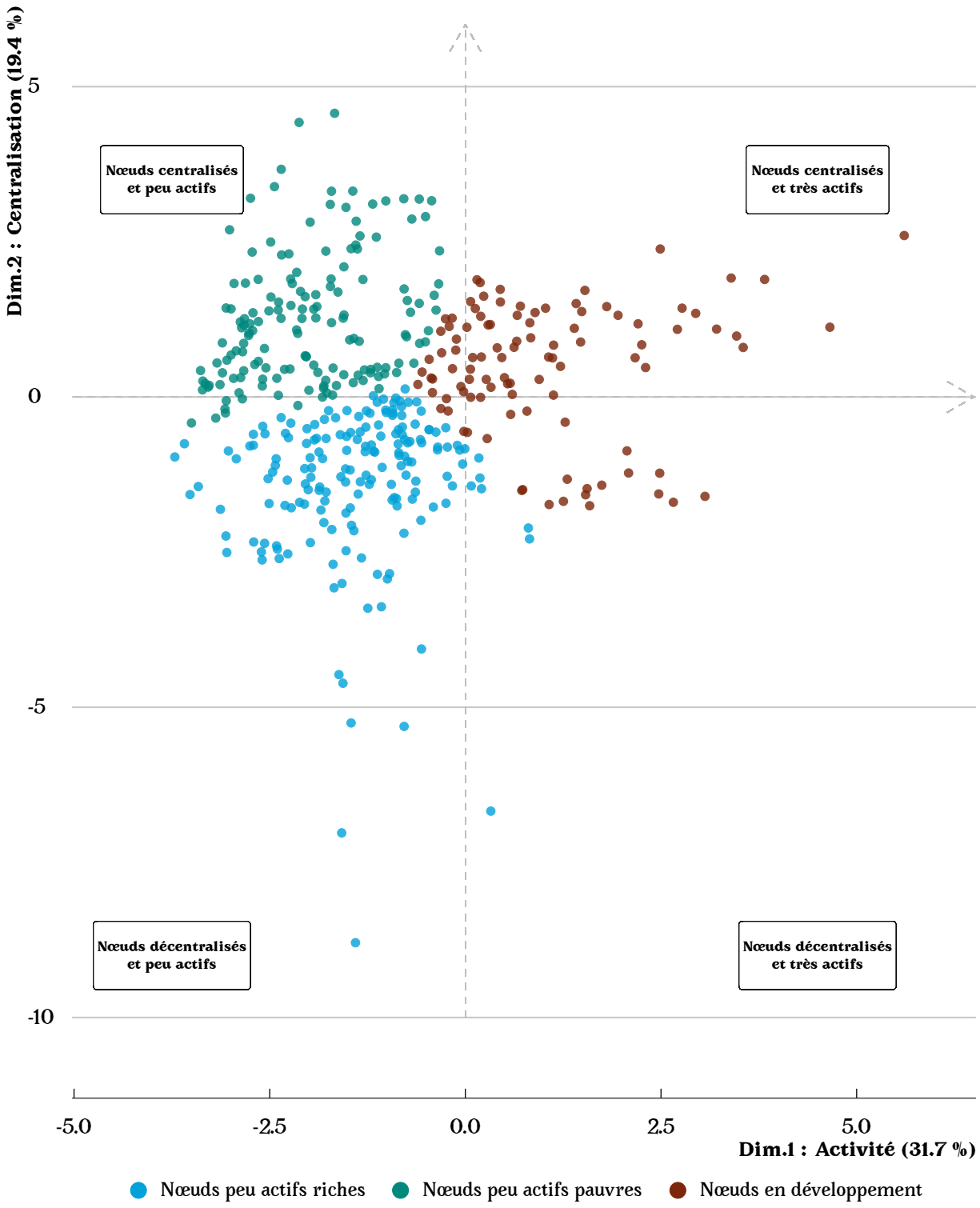


Fig. 5.15 - *Graphique des individus de l'ACP selon la classification issue de la CAH.*

Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur https://bts.ai.

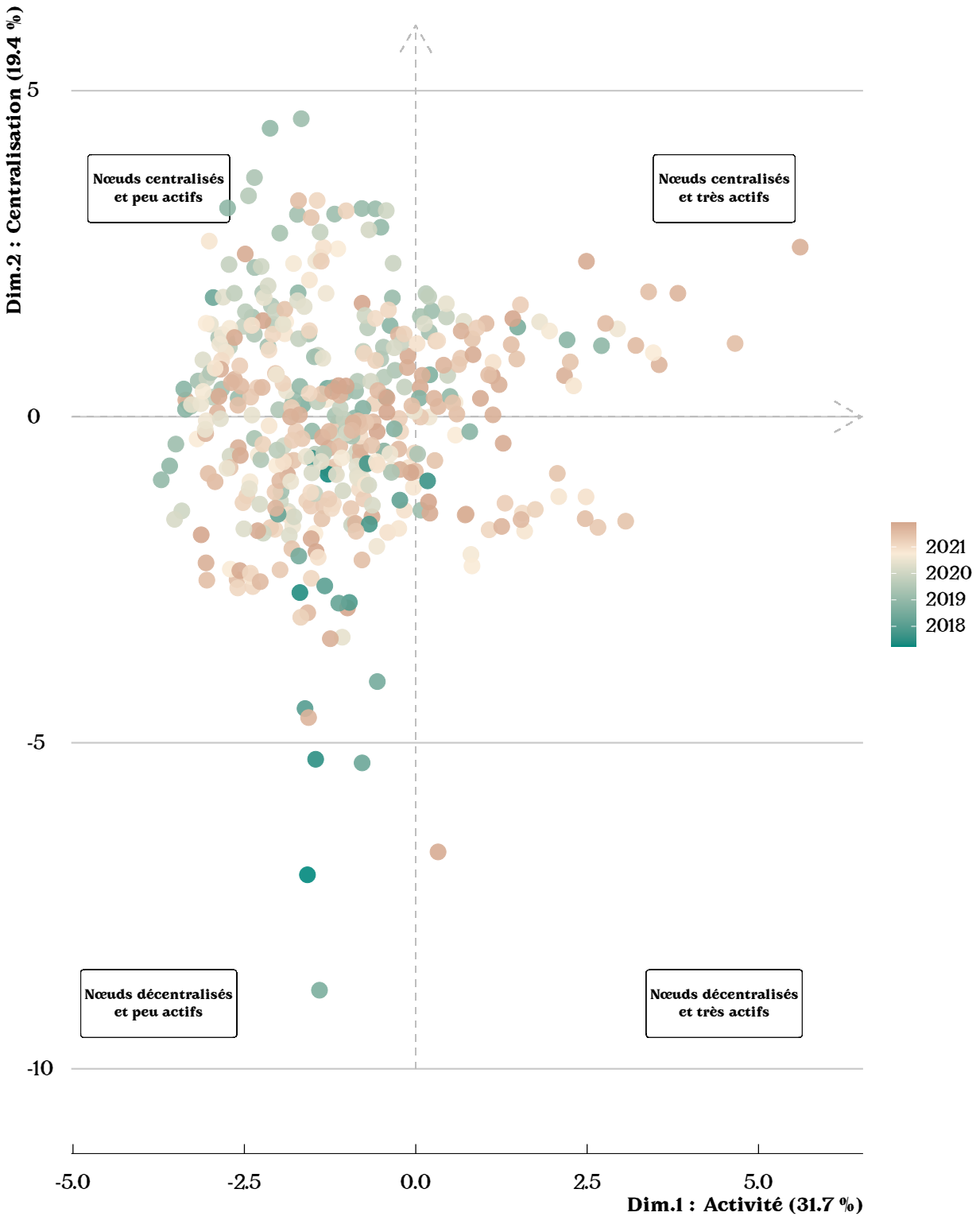


Fig. 5.16 - *Graphique des individus de l'ACP selon la date.*

Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur https://bts.ai.

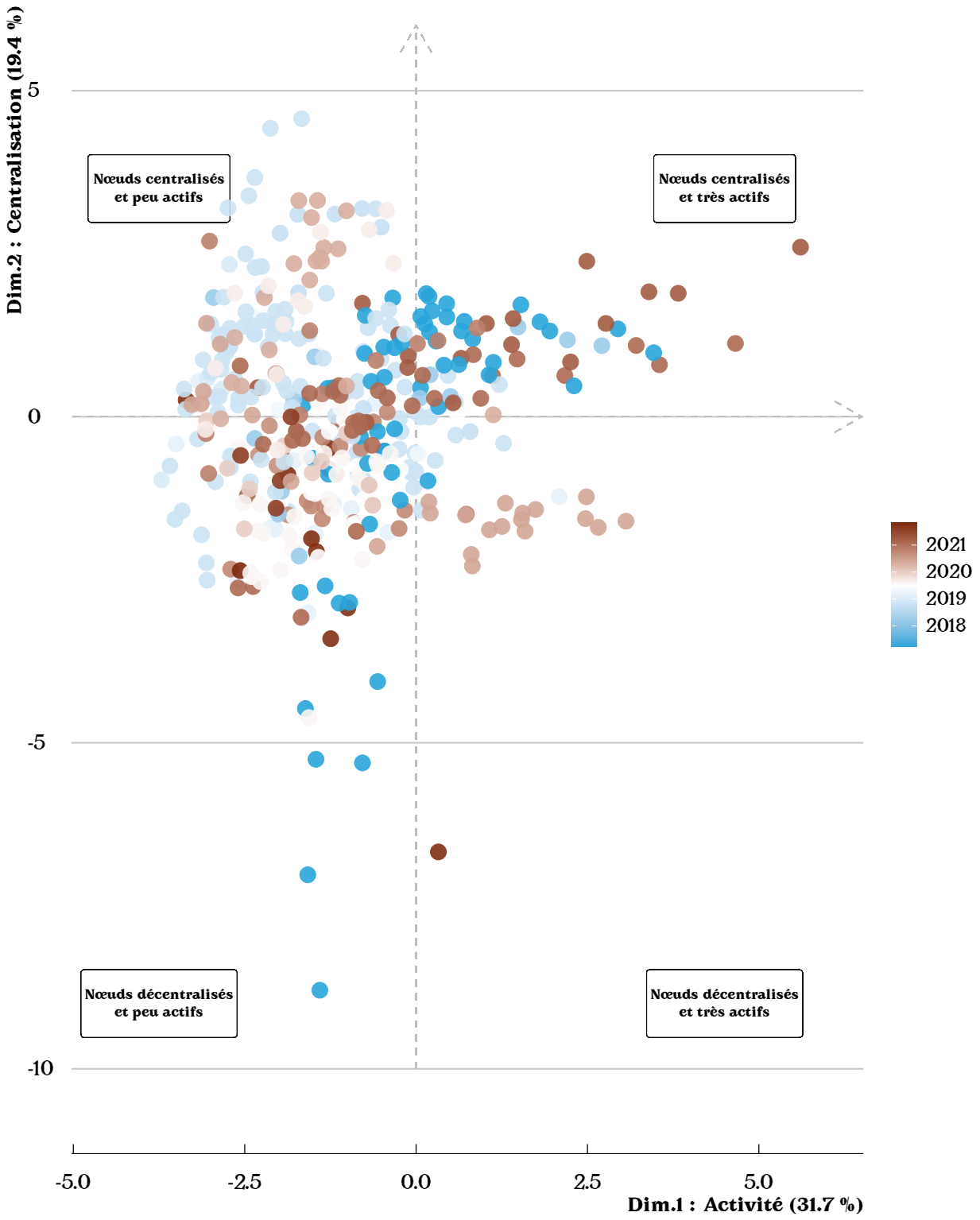


Fig. 5.17 - *Graphique des individus de l'ACP selon la date de création.*

Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur https://bts.ai.

monétaire calculée à partir du volume de *pares* disponibles des comptes actifs au cours de cette période; le pourcentage de comptes en positif ou en négatif, disposant d'une autorisation de découvert (*aval*) ou non; ou encore le taux d'utilisation moyen de ces autorisations de découvert.

À ceux-ci s'ajoutent des indicateurs plus socio-économiques, comme des indicateurs de présence et de continuité de chaque usager·e, dont on peut en tirer une moyenne au niveau de chaque nœud; un indice d'inégalité, l'indice de Gini; ou le taux de féminisation de chaque nœud. On dispose aussi d'une variable géographique, en attribuant une province de l'Argentine à chacun des nœuds. On dispose également d'indicateurs temporels, à la fois l'âge des nœuds ainsi que la période de mesure de chaque indicateur. Enfin, on dispose d'indicateurs d'analyse de réseau : réciprocité; centralité de degré; transitivité; modularité entre les communautés repérées grâce au récent algorithme *infomap*; assortitativité en fonction d'une variété de critères (genre, degré, volume de transactions, continuité, présence); diamètre (pondéré par le nombre de transactions, ce qui implique une proximité plus grande des partenaires commerciaux plus fréquents); distance moyenne; densité, etc.

Il n'est cependant pas possible de construire des indicateurs portant sur la nature des biens et services échangés, ce qui permettrait d'identifier par le biais de méthodes quantitatives des types de nœuds, par exemple des nœuds de services qui s'opposeraient à des nœuds où sont échangés plutôt des biens basiques. Je n'ai pas plus de connaissance exhaustive de l'origine des biens et services échangés. En particulier, j'ignore la proportion des marchandises, nœud par nœud, qui relèvent de la revente ou de la production individuelle. Les modalités de paiements (100 % en *pares*, moitié *pares* moitié *pesos*, troc direct, etc.) constituent un sujet qui revient souvent dans les discussions des membres de la MonedaPAR : la base de données de transaction ne permet pas d'en avoir connaissance. Si les relevés ethnographiques ainsi que la connaissance de la localisation de chaque nœud permet d'avoir une idée du niveau socio-économique probable moyen des participant·es, on ne dispose cependant pas non plus d'indicateurs précis sur les revenus, sur le statut d'activité, sur le niveau d'éducation, sur la composition du foyer ou sur l'âge.

De la même façon, il n'y a pas de relevés systématiques de l'orientation politique, nœud par nœud, des participant·es, tout au plus un faisceau d'indices relevant de données hétérogènes, partiellement discutées au chapitre 4. De façon similaire, la structuration interne des nœuds (existence d'un bureau, d'un·e président·e, d'un·trésorier·e, d'un·secrétaire, ou de tout autre rôle défini) n'a pas pu faire l'objet d'un codage complet. Je ne sais pas si, pour l'ensemble des nœuds, des rémunérations en *pares* ou en *pesos* sont associées à ces rôles et, le cas échéant, leurs montants. Articuler ces résultats à un travail ethnographique peut permettre ainsi de dépasser les limites inhérentes à un travail purement statistique.

5.3 Du centre aux marges

On peut s'appuyer sur le résultat de l'ACP pour justifier du choix des nœuds de Boedo et Moreno pour la collecte de données ethnographiques. Le graphique 5.18 en page 257 donne l'évolution dans l'espace inter-temporel de la MonedaPAR des deux nœuds. On y rapporte également les dates des trois séjours de terrains aux périodes correspondantes des trajectoires dans le plan de Moreno et Boedo[13]. On peut constater que Boedo fait figure de nœud « moyen » tandis que Moreno est un cas typique de nœud plus marginal, plus centralisé, inégalitaire et « pauvre » que la moyenne. De fait, Boedo figure successivement dans les trois groupes issus de la CAH, tandis que Moreno ne s'extrait qu'exceptionnellement du groupe des nœuds peu actifs et « pauvres ».

[13] Le premier séjour a lieu de décembre 2018 à janvier 2019; le second, d'avril 2019 à mai 2019; le dernier, enfin, d'octobre à novembre 2019.



Fig. 5.18 - *Trajectoires de Boedo et Moreno dans le graphique des individus.*

Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur https://bts.ai.

On a souligné à la sous-section 1.2.4 du chapitre 1 qu'une approche comparative est possible notamment en raison du fait qu'il y a des mobilités

inter-nœuds de part la proximité géographique des deux nœuds, qui délimite les contours d'un espace d'inter-connaissance (Glaser et Strauss, [1967] 2010). Quand Boedo rassemble des participant·es aux niveaux d'éducation et de revenu dénotant une inscription dans les classes moyennes supérieures argentines, Moreno est un nœud du *conurbano*, où se concentrent des populations comparativement plus pauvres que dans la ville de Buenos Aires.

Au-delà de cette différence du point de vue de la classe, la proportion de femmes et d'hommes est comparable dans les deux nœuds, comme le met en évidence le graphique 5.19 en page 258. La durée d'existence, puisque les deux sont fondés fin 2018-début 2019, bien que l'activité à Moreno soit un peu plus discontinue qu'à Boedo, est également similaire.

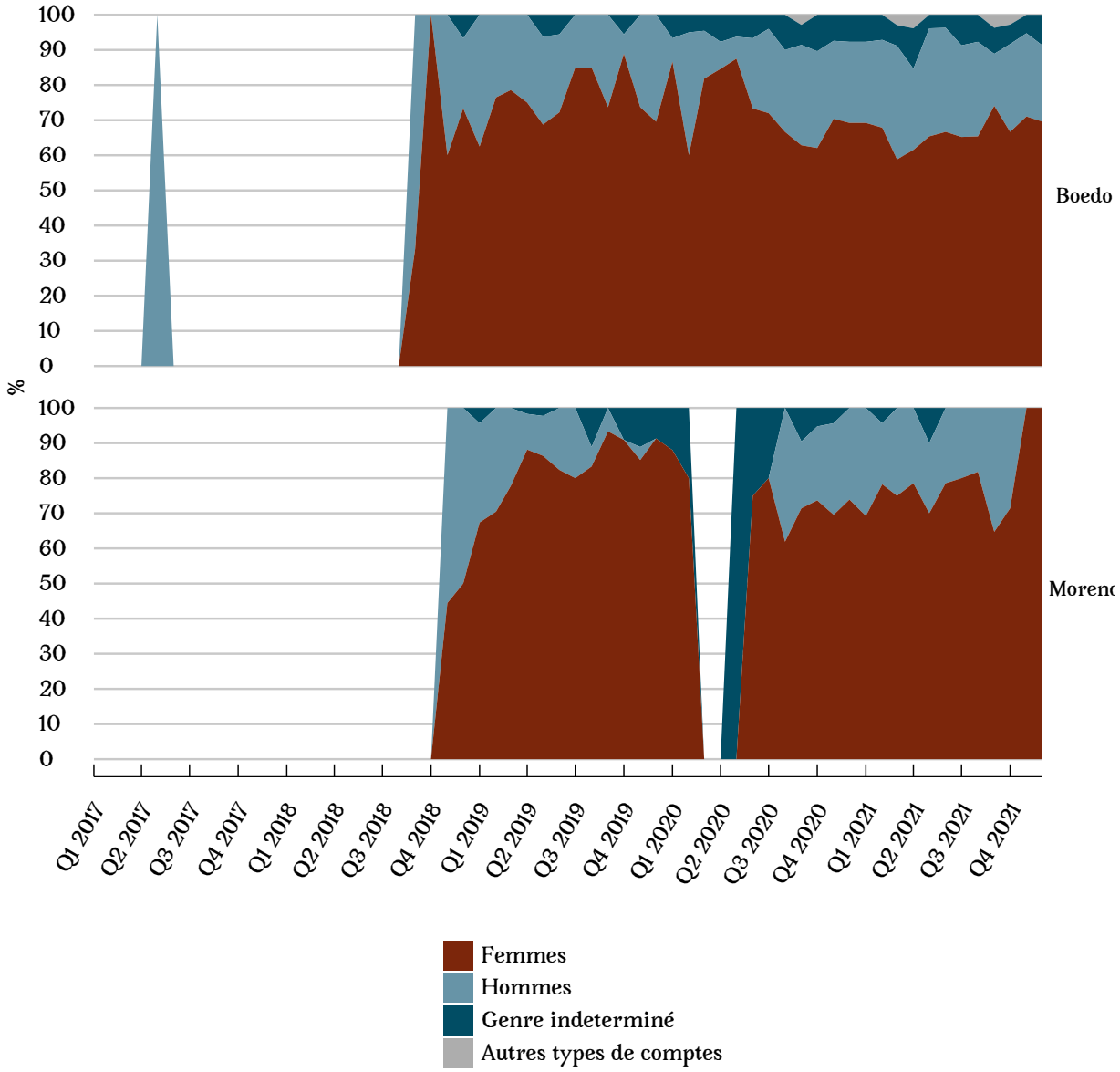


Fig. 5.19 - *Composition de genre des comptes actifs dans le mois.*

Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur https://bts.ai.

Les graphiques 5.20 et 5.21, respectivement en pages 259 et 260, montrent une différence essentielle entre les deux nœuds : si à Boedo, nombre d'autorisations de découvert sont distribuées aux membres dès 2018, si bien que fin 2021, ce sont plus de 90 % des participant·es actif·ves

dans le mois qui disposent d'un *aval*, rien de tel à Moreno. Ce n'est qu'au bout de deux ans d'existence, fin 2020, que les premières autorisations de découvert sont envoyées, sans qu'elles ne fassent d'ailleurs l'objet d'une utilisation réelle. Le taux moyen d'utilisation du découvert reste nul, tandis que tout au plus 50 % des participant·es en décembre 2021 disposent de tels *avales*.

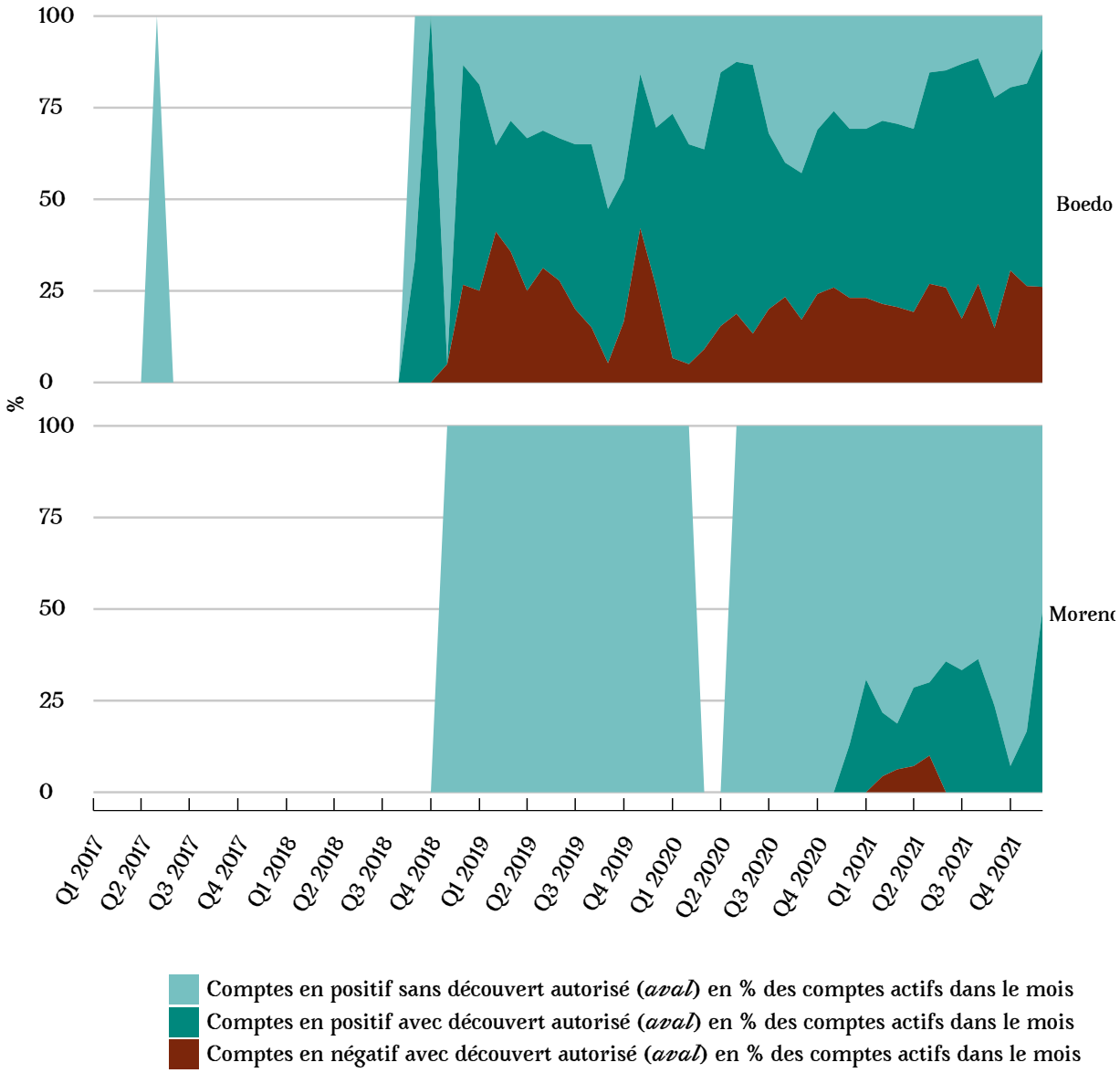


Fig. 5.20 - *Comptes débiteurs et créditeurs parmi les comptes actifs dans le mois (Boedo et Moreno).*

Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur https://bts.ai.

On envisagera d'abord en quoi Boedo apparaît comme un nœud « moyen » dans les représentations des acteur·ices et central au sein de l'ACP (sous-section 5.3.1), avant de discuter du positionnement marginal de Moreno, tant du point de vue des représentations que de l'ACP (sous-section 5.3.2). Enfin, de la même façon qu'on identifie des tendances sur certains indicateurs socio-économiques, comme le taux de féminisation ou le taux d'utilisation moyen des *avales*, les nœuds de Boedo et de Moreno exemplifient la relation spécifique qu'entretient la MonedaPAR avec la politique partisane. Leur comparaison permettra aussi de préciser l'orientation idéologique de la

MonedaPAR. Si l'argent n'est pas neutre d'un point de vue économique, à rebours de ce qu'affirme la théorie dominante, reste qu'il semble bien faire l'objet ici d'une forme de neutralisation politique active (sous-section 5.3.3).

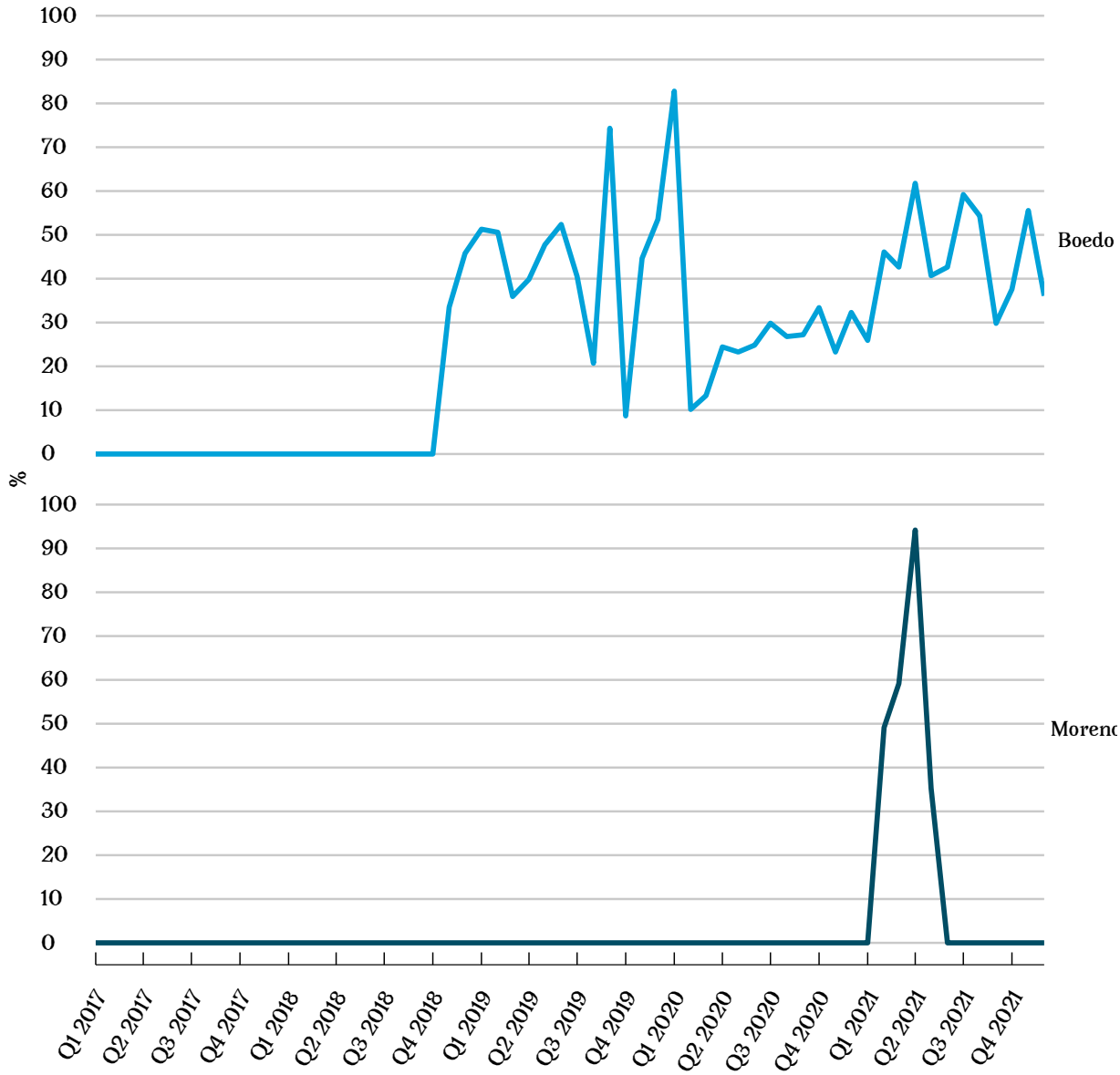


Fig. 5.21 - *Intensité moyenne d'utilisation des découverts autorisés (Boedo et Moreno).*

Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur https://bts.ai.

5.3.1 Boedo, un nœud « moyen » et central

Boedo et Almagro, les deux *barrios* qui forment la *comuna* 5, font figures de quartiers moyens, situés géographiquement et en termes de revenus à mi-chemin entre le nord plutôt aisé (Belgrano, Palermo, Recoleta, Villa Urquiza dans une moindre mesure), et le sud plus modeste (Flores, Barracas, Parque Avellaneda, La Boca, etc). De fait, c'est ainsi que mes informateur·ices me les présentent : le *nodo Boedo* serait un nœud « de classe moyenne », regroupant des personnes qui « n'ont pas [réellement] besoin de la MonedaPAR », où il n'y a pas l'« urgence » qu'il peut y avoir dans d'autres nœuds.

Le nœud fonctionne depuis le début novembre 2018. Deux personnes sont à l'origine du nœud : il s'agit d'abord Amanda, élève avocate d'une quarantaine d'années, qui travaille avec Eduardo Murúa, le leader du *Movimiento Nacional de Empresas Recuparadas* ; la seconde fondatrice est Albertina, consultante en administration un peu plus âgée et très impliquée dans le mouvement de l'« économie du bien commun » initié par Christian Felbert[14] . Cette dernière s'est incorporée dans un second temps au projet. À l'inverse, Amanda est une habituée des réunions du groupe fondateur, qui se tiennent d'abord au siège du MNER, l'IMPA, entreprise récupérée historique, avant d'être transférées au siège de la Fédération Graphique de la CGT, le premier syndicat argentin.

[14] Voir la note 101 en page 208 pour plus de détails sur ce mouvement.

Lorsque Albertina y interroge l'assemblée sur la possibilité de créer un nœud à l'intérieur de la ville de Buenos Aires, elle rapporte s'être sentie comme mise au défi par ce groupe de « messieurs, presque tous des hommes, tous assez âgés, mais très préparés [...] venant des coopératives et de ce monde plus démocratique », qui lui ont répondu : « si tu souhaites essayer, vas-y ! ». Suite à quoi, elle contacte des ami·es, des connaissances, des « dirigeants sociaux du quartier » pour faire une première réunion d'information. Cependant, note-t-elle, ce ne sont pas n'importe quel·les membres des organisations du quartier qui viennent alors assister à la réunion et s'investissent ensuite dans la structuration du nœuds :

> *Écoute, des réunions d'information ont été organisées, et nous avons donc proposé à des gens du quartier, différents référents du quartier, mais les référents les plus importants n'ont pas participé parce que c'est comme s'ils avaient déjà leur logique, leur structure, ils font... Tu vois ce que je veux dire ? Les gens d'en bas, qui n'avaient pas de position de pouvoir [dans les organisations], eux sont venus.*
>
> Entretien réalisé le 5 décembre 2019 avec Albertina, 56 ans, prosommatrice et référente du nœud de Boedo, à Maza Madre, lieu des *ferias* du nœud.

De fait, un certain nombre de membres d'organisations politiques participent régulièrement aux réunions du nœud. L'une d'elle est Rosa, membre de *Nuevo Encuentro*, une organisation politique de gauche proche du kirchnérisme. D'après Albertina, on l'interroge souvent, au sein de son organisation d'origine, sur sa participation à la MonedaPAR :

> *Ils deviennent jaloux. Mais ça marche comme ça, tu vois ce que je veux dire ? Si tu as des heures à consacrer au militantisme, pourquoi ne les mets-tu pas ici avec nous, pourquoi vas-tu [aux ferias du nœud de Boedo] ? Parce qu'ils sont dans la vieille logique, il n'y a pas moyen, non. Ils ne voient pas cela comme quelque chose qui pourrait leur donner du pouvoir.*
>
> Entretien réalisé le 5 décembre 2019 avec Albertina, 56 ans, prosommatrice et référente du nœud de Boedo, à Maza Madre, lieu des *ferias* du nœud.

De fait, le nœud de Boedo se construit au milieu des organisations politiques locales, qui connaissent l'initiative, mais qui manifestent au mieux un certain intérêt pour cette tentative[15], tout en demeurant « *en las suyas* », c'est-à-dire à leurs affaires ; et au pire une « jalousie » certaine, d'après Albertina, vis-à-vis de l'implication de certaines de leurs membres dans cet autre organisation. La MonedaPAR se ainsi positionne comme espace d'organisation concurrent, d'autant plus qu'elle est nettement indépendante :

[15] En castillan, « *ponen fichas a la MonedaPAR* », littéralement miser « sur » la MonedaPAR.

les réunions ont lieu dans le centre culturel de Maza Madre, au rez-de-chaussée de la maison d'Albertina, qu'elle met à disposition de divers groupes qui souhaitent y faire des réunions en échange d'une contribution minimale au loyer.

Une rue plus loin se trouve le local d'une organisation kirchnériste, *Comunes*, dont l'une des activités centrales consiste en la préparation et la distribution de repas aux personnes sans abri du quartier. Lors d'un entretien avec l'un de ses référent·es, Federico, celui-ci manifeste un vif intérêt pour la MonedaPAR, allant même jusqu'à évoquer une réunion de lancement « inter-quartier » de la MonedaPAR avec l'objectif de donner une impulsion à l'initiative au-delà du seul quartier de Boedo. Suite aux élections municipales de mai 2019, en effet, l'alliance kirchnériste, le *Frente de Todos*, a réussi à (re)gagner un certain nombre de mairies de *comunas* dans Buenos Aires. Je croise d'ailleurs à Maza Madre des élu·es municipaux nouvellement élu·es de *La Campora*, l'une des composantes de ce front. Mais quand j'interroge Albertina sur la question, elle n'est au courant de rien. Et dans les faits, cette réunion n'aura jamais lieu, ce que semble déjà anticiper Albertina lors de notre entretien en évoquant la venue de ces élu·es de *La Campora* :

> *Je pense qu'ils ont vu que nous pouvons vraiment améliorer beaucoup ces groupes de trueque [qu'ils organisent]... Et aussi rendre tout transparent, pour qu'il n'y ait pas d'abus, tu vois, nous pouvons faire des choses très intéressantes. Mais on verra s'ils osent, parce que tu vois, il y a toujours des craintes et des problèmes. Mais bon, ce serait très intéressant de voir ce qui se passe dans les autres nœuds parce que... J'ai l'impression que lorsque la MonedaPAR est mise en place par une structure qui a déjà une logique de fonctionnement, cela n'en finit plus de démarrer, et ils ne parviennent pas à se développer.*
>
> Entretien réalisé le 5 décembre 2019 avec Albertina, 56 ans, prosommatrice et référente du nœud de Boedo, à Maza Madre, lieu des *ferias* du nœud.

Cet extrait suggère que le nœud de Boedo surgit et se consolide à côté et en concurrence d'une série d'espaces d'organisation politique préexistants. C'est d'ailleurs ce qui explique peut-être pourquoi le nœud, s'il se maintient avec une constante remarquable dans le temps, ne parvient guère à s'étendre et à conserver ses nouveaux membres. La participation mensuelle maximale est ainsi de 45 personnes un an tout juste après la formation du nœud, au mois de novembre 2019, chiffre qui peut être dû à l'organisation d'une *feria* anniversaire. Mais il ne s'agit que d'une fraction des 90 personnes qui sont actives à un moment ou à un autre [16], ce qui implique un *turnover* important. De fait, en moyenne, les *ferias* ne réunissent qu'une vingtaine de personnes. Les membres du nœud de Boedo n'en finissent pas de tenter d'« articuler » avec d'autres groupes actifs dans le quartier. Son caractère « moyen » dans la MonedaPAR, car central dans l'espace inter-temporel des nœuds, qui redouble son inscription comme quartier de classe moyenne dans la structure de classe argentine, renseigne en retour sur le degré de développement du projet.

[16] De janvier 2017 à fin novembre 2020.

Amanda, qui fait partie du groupe fondateur et qui vit dans le quartier, sert au début de relai entre le nouveau nœud et le groupe des fondateur·ices. Elle se retire néanmoins rapidement par la suite. Un conflit personnel semble en être à l'origine, qui l'amène à déporter ses efforts vers la structuration de la MonedaPAR en Patagonie [17], où le référent est celui qui est devenu son

[17] Le *bloque patagónico*, appellation utilisée de façon ironique par certain·es membres du groupe fondateur, rassemblant plusieurs nœuds en réalité assez peu actifs. On a discuté le conflit qui l'oppose en 2020 au groupe des fondateur·ices, et se conclut par la cessation des activités de la MonedaPAR en Patagonie au chapitre précédent, en particulier à la sous-section 4.3.2 en page 211.

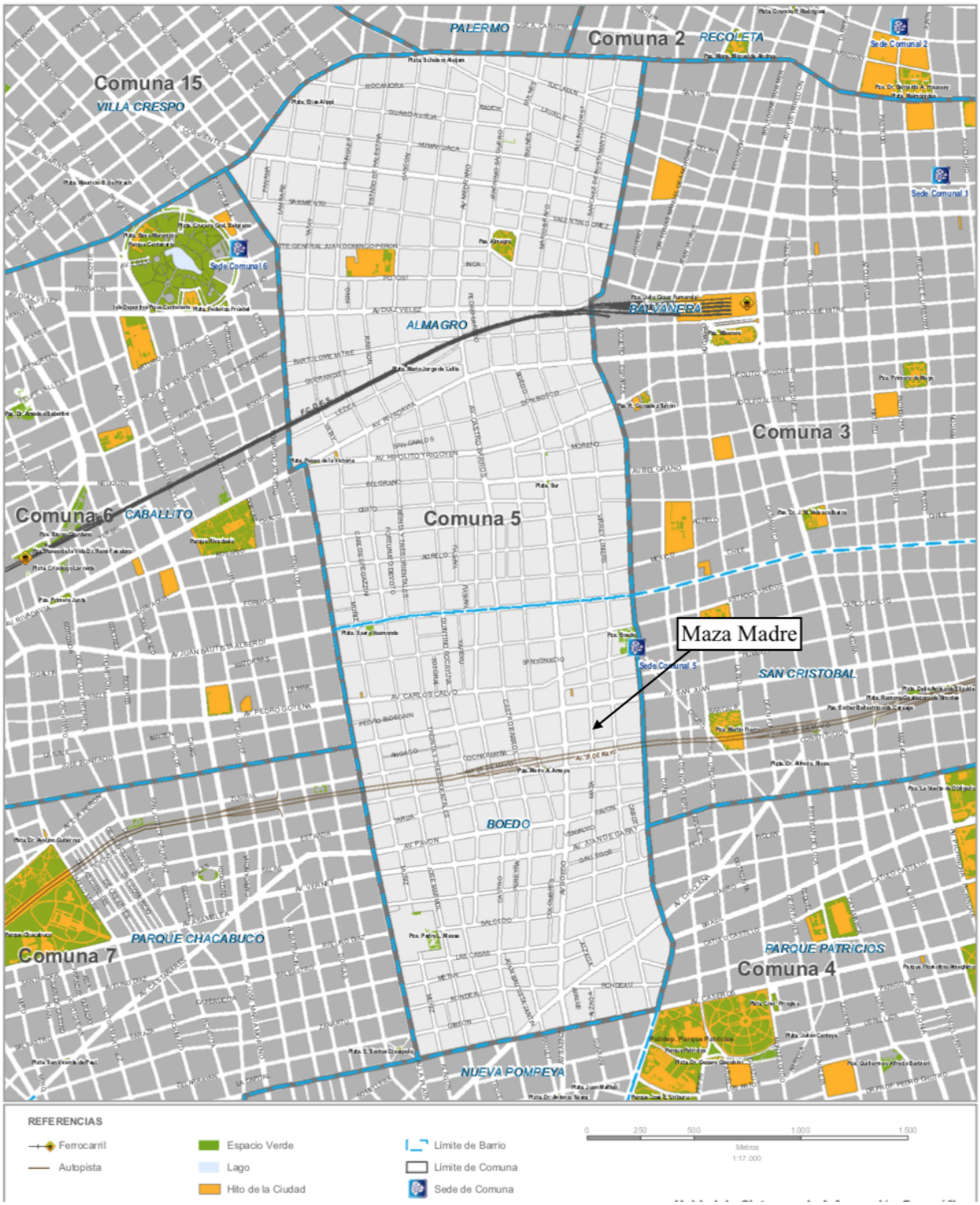


Fig. 5.22 - *Plan de la comuna 5 et localisation du lieu des ferias du nœud Boedo.*

Source : Mapas de la Cuidad, consulté le 1er février 2021 https://www.buenosaires.gob.ar/innovacion/ciudadinteligente/gestiondigital/mapas.

compagnon, Leonardo Rifo. Elle semble garder de cette éviction une certaine amertume à l'encontre d'Albertina, mais aussi des économistes spécialistes des monnaies alternatives qui participent régulièrement aux réunions du nœud, auxquels elle reproche d'être trop « intellectuels », et trop peu versé·es dans la réalisation concrète d'actions pratiques, ce qui serait, à l'inverse, le propre des promoteur·ices de la MonedaPAR en Patagonie.

La maison d'Albertina, où se tiennent les réunions, est une bâtisse plutôt ancienne, avec patio intérieur et grande hauteur sous le plafond. Nous nous réunissons au rez-de-chaussée, dans deux grandes pièces qui communiquent par deux portes battantes, toujours ouvertes. La première pièce, qui sert de lieu d'assemblée car s'y trouvent canapés et fauteuils, donne sur la rue, mais les volets des deux fenêtres sont toujours fermés, la seconde, équipée d'une table de ping pong et d'étagères accrochées au mur, est le lieu de la *feria*. La moyenne d'âge est élevée, il n'y a que quelques rares trentenaires, et une forte représentation de personnes retraitées. Les femmes sont majoritaires, mais avec une présence masculine non négligeable, à la différence des *ferias* du nœud de Moreno, tout du moins celles de la Plaza Franciscanos, où je réalise la majorité de mes observations dans le nœud Moreno.



Fig. 5.23 - *Flyer d'invitation à la première rencontre du nœud Boedo fin 2018.*

Source : groupes WhatsApp de Boedo.

La première réunion à laquelle j'assiste, en janvier 2019, débute par l'assemblée générale des membres du nœud. Les biens apportés par les participant·es ne sont alors pas encore déballés. Dès avril 2019, les deux moments s'inversent : les participant·es apportent dans des sacs plus ou moins grands les biens à échanger, les disposent sur la table de ping-pong et les étagères sur les murs, assortis souvent, mais pas toujours, d'étiquettes indiquant leurs prix. Les échanges se font normalement à 100 % en *pares*, c'est la règle affichée – elle n'est cependant pas absolument contraignante, puisque Fernando, un prosommateur retraité d'une soixantaine d'années, me propose du miel biologique 50 % en *pesos* et 50 % en *pares*. Il se montre d'ailleurs très « commerçant », insistant longuement sur la qualité de ses produits, là où les autres participant·es font preuve de plus de retenue ou d'un certain détachement par rapport aux produits qu'ils et elles exposent.

On y offre des aliments, des vêtements, des produits ménagers, des produits artisanaux non comestibles (sacs, bougies, boucles d'oreilles), des produits artisanaux comestibles apparemment de bonne facture (miel, confiture), des produits de beauté, des services (massages notamment), etc. Il existe également une liste des nécessités du nœud, où les participant·es renseignent leurs possibilités de production ainsi que leurs nécessités. Les nouveaux membres reçoivent au début 300 *pares*, montant qui monte ensuite à 600 et se stabilise à 800 *pares*. La plupart des participant·es sont également avalisé·es par le nœud : le compte-guichet du *nodo* leur a octroyé une autorisation de découvert individuelle, un *aval*, de 1 000 MPAR.

Une contribution au loyer du lieu leur est demandée, au début calculée et libellée en *pesos*, à raison d'une centaine de *pesos* par personne. Par la suite, comme l'indique Albertina, on règle en *pares*, en divisant le montant du loyer par le nombre de personnes présentes lors des *ferias* : par exemple,

lors de la rencontre du 4 décembre 2019, Albertina reçoit un total 735 *pares* en tout, provenant de onze comptes différents[18] ; il s'agit d'ailleurs de sa seule rentrée de *pares*, puisqu'elle-même, ce jour-là, ne vend rien. Dans une troisième étape, le compte du nœud prend en charge la différence entre ce que peuvent régler les usager·es, et le montant total du loyer. Finalement, cela débouche sur l'établissement d'un système de *membresía*, impliquant le versement mensuel par chaque membre du nœud d'une participnonation aux frais généraux, dont font partie la location du centre culturel. Ainsi, Albertina commence à percevoir son loyer depuis le compte du nœud directement. Si la dégradation de la situation sanitaire entraîne la suspension des rencontres en présentiel, en plus de cette contribution au loyer réglée depuis le compte-guichet du nœud, Albertina reçoit aujourd'hui une rémunération mensuelle de 1 541 *pares* chaque mois depuis le compte-guichet de la fédération au titre des responsabilités qu'elle assure au sein du fonctionnement de la MonedaPAR.

18 Ils ne correspondent pas nécessairement au nombre total de participant•es, puisque certain•e usager•es se partagent un compte à deux ou trois. D'autres, à l'inverse, possèdent plusieurs comptes, dont ils et elles ont successivement perdu les clés. En présentant les graphiques montrant l'évolution du nombre de comptes, on suppose que ces biais sont d'une faible importance quantitative et qu'ils se compensent au moins en partie.

Ces autorisations de découvert sont récemment augmentées à 5 000 MPAR pour la plupart des participant·es. L'une des raisons avancées est la nécessité d'accompagner la hausse des prix en *pesos*, qui se répercute sur les prix en *par*, puisqu'une grande partie des consommations intermédiaires nécessaires à la production des marchandises échangées lors des *ferias* n'y sont pas disponibles. Par exemple, Azul, qui vend des pains « maison »[19], doit acheter sa farine dans des supermarchés classiques.

19 En castillan, *casero*.

Mais il s'agit possiblement aussi de la conclusion d'un débat interne à l'ensemble de la MonedaPAR, dont j'ai pu observer quelques épisodes. Hernán est le référent du nœud de Guernica participant de temps en temps aux *ferias* de Boedo. Pendant les assemblées du nœud de Boedo, qui font suite aux *ferias*, il oppose une conception « keynésienne » à une vision plus « libérale » de la construction du marché. On peut rapprocher cette oppposition aux deux causes qui peuvent expliquer la faible activité d'un nœud – problème de débouchés donc de pouvoir d'achat disponible et/ou problèmes d'approvisionnement du nœud en biens et services considérés comme utiles par les participant·es – repérées pendant la discussion sur l'ACP. Selon lui, ce qui explique la faible variété des marchandises disponibles, en particulier l'inexistence de certains produits coûteux, comme des véhicules, des services de construction ou de réparation, est l'insuffisance du pouvoir d'achat libellé en MPAR, conséquence du faible montant des liquidités en circulation. Il faudrait ainsi créer un grand volume de liquidités pour permettre au marché de se développer. Mais cela va à l'encontre de la conception « libérale », en fait même « macriste » et « conservatrice ». Cette conception sous-tend, selon lui, les actions des fondateur·ices, qui cherchent à respecter une certaine mesure dans l'émission des moyens de paiement afin de soutenir la crédibilité de la MonedaPAR[20].

20 Rappelons que les *clubes de trueque* s'effondrent en raison de conflits autour de l'émission des moyens de paiement, qui conduisent à la constitution de trois réseaux concurrents dans la ville et la province de Buenos Aires, le RGT, le RTS et le RZTO. La falsification des billets, facilitée par le fait qu'il s'agit d'objets physiques, constitue un autre facteur de la perte de crédibilité des monnaies du *trueque*. Saiag (2016) montre que l'effondrement du *trueque* a plus à voir avec ces conflits et cette falsification massive qu'avec l'augmentation du volume des moyens de paiement en soi. Néanmoins, il reste que cet épisode apparaît aux membres de la MonedaPAR comme le résultat malheureux d'une sur-émission déraisonnée.

Roberto, l'un des membres fondateur du nœud de La Plata, joue à Boedo un rôle à part : venant de la Plata avec des caisses des légumes biologiques remplissant son coffre de voiture, il vend et achète en masse Il est le seul à posséder une autorisation de découvert de type « nœud » : à la différence des autres usager·es, qui disposent de 1 000 ou 5 000 *pares* de découvert, il peut « créer » jusqu'à 30 000 *pares*. La plupart du temps, les produits sont déjà réservés *via* le groupe WhatsApp avant même que la réunion ne commence, ce qui lui garantit des débouchés. Architecte de formation, il aimerait pouvoir un jour louer ses services en MonedaPAR, mais, en attendant, il se transforme en marchand itinérant de fruits et légumes. Il prend beaucoup la parole lors

des réunions, et est souvent force de propositions, cherchant notamment à faire « sortir » le nœud de Maza Madre pour le faire « rentrer » dans le quartier, c'est-à-dire s'établir de façon quasi-permanente dans les parcs et les autres lieux de foire du quartier et se mettre en lien avec les autres organisations socio-politiques.

Lors des réunions d'avril 2019, c'est également lui qui propose des tentatives de définition du nœud, en utilisant d'autres nœuds comme contre-exemples : Boedo serait plus « horizontal » que Moreno, qui s'est doté d'une table de coordination [21] où se réunissent les représentant·es des groupes socio-politiques et où la frontière semble plus ferme entre participant·es et organisateur·oces ; les membres de Boedo seraient moins « procéduriers » qu'à Chacarita, structuré autour de la mutuelle *Sentimientos* et du *Calpón Agroecoloógico*. C'est d'ailleurs cette flexibilité organisationnelle qui leur aurait permis de faire fonctionner le nœud beaucoup plus rapidement[22], alors même que les premiers jalons sont posés au même moment pour les deux nœuds.

5.3.2 Aux marges de la MonedaPAR : le *nodo* Moreno

Se rendre à Moreno consiste à se déplacer vers les marges : marge géographique, d'abord, parce que cette commune est située dans le *conurbano* de la ville de Buenos Aires ; marge socio-économique, ensuite, car les habitant·es de la commune parmi lesquel·les se recrutent les membres du nœud sont nettement moins bien doté·es en capitaux, économiques mais aussi scolaires et universitaires, au moins, que les membres de Boedo ; marge de la MonedaPAR, enfin, puisque Moreno reste cantonné au groupe des nœuds les moins actifs, les plus pauvres et les plus centralisés au sein de l'espace inter-temporel de l'expérience, et occupe un espace beaucoup moins central que Boedo au cours de son existence.

Pour se rendre à Moreno, dans la banlieue de Buenos Aires [23], il faut prendre un train pendant plus d'une heure et demie. Le péronisme domine la politique municipale de longue date. L'ancien maire[24], Walter Festa, est militant de *La Campora*, mouvement politique kirchnériste [25]. En mai 2019, les élections municipales permettent à Mariel Fernández, elle-même également issue du péronisme[26], d'accéder à la mairie. Walter Festa passe dans l'opposition péroniste à cette nouvelle équipe municipale, elle-même péroniste.

La MonedaPAR fait l'objet d'une première présentation donnée à l'université locale par des représentant·es de son groupe fondateur à la fin du premier semestre de 2018, répondant à une invitation des services d'*extención* de l'université, en charge de l'inscription de l'université dans le tissu urbain[27]. À l'issue de cette réunion, les futur·es organisateur·ices du nœud établissent une *mesa ejecutiva*, ou table de coordination.

Une commune opposition à la gestion de la ville par Walter Festa les rassemblent : ils et elles participent par la suite de la coalition, elle-même issue du péronisme, qui met fin à la gestion antérieure en mai 2020. Y figure notamment une scission de 2008 de *Barrios de Pie*[28], mouvement socio-politique créé au cours de la crise de 2001, qui prend ensuite le nom de *Somos Moreno*[29]. Ce mouvement se rapproche alors de *Somos*, l'organisation de Victoria Donda [30], elle-même issue d'une scission ultérieure de 2018 de *Barrios de Pie* [31] ? Les raisons de ces deux scissions sont similaires,

21 En castillan, *mesa ejecutiva*.

22 Dès décembre-janvier pour Boedo, tandis que Chacarita fait sa réunion de lancement fin mai 2019.

23 En castillan, le *conurbano*.

24 En castillan, *intendante*.

25 Cette organisation politique est fondée depuis le pouvoir, puisque son référent principal est Maximo Kirchner, le fils des époux Kirchner. L'objectif est alors de doter le parti de gouvernement d'une base militante propre, sur laquelle s'appuyer pour faire face aux luttes de pouvoir au sein du mouvement péroniste. Elle a fourni nombre de fonctionnaires loyaux·les au kirchnérisme.

26 Médecin, fondatrice d'une maternité utilisant entre autres des méthodes naturelles localisée à Moreno, ex-collaboratrice de Walter Festa dans les négociations avec la Province de Buenos Aires pour le lancement d'un plan de construction de logements, elle est également la référente féministe du *Movimiento Evita* et l'épouse du « Gringo » Castro, secrétaire général de la CTEP, un syndicat des travailleur·ses de l'économie populaire (voir `https://www.eldisenso.com/politica/la-ctep-va-por-todo-en-moreno/`, consulté le 16 août 2022). Quelques mois avant l'élection, elle est encore coordinatrice générale de l'IMDEL, l'institut municipal de développement local, qui administre le programme de subventions sociales et d'activation des chômeurs et des inactifs de longue durée *Cooperativistas Argentina Trabaja*. Enfin, elle est également présidente du *Banco Social de Moreno*, entité de micro-crédits pour promouvoir l'économie populaire de la ville.

27 L'université de Moreno fait partie des universités du *conurbano* créées par le gouvernement de Néstor Kirchner, dans une tentative de rompre avec l'hégémonie de l'Université de Buenos Aires (UBA) et de faciliter l'accession des habitant·es du *conurbano* à l'enseignement supérieur. Les enfants des classes populaires et moyennes basses y sont mieux représenté·es qu'à la UBA en centre-ville, et leur coloration politique est plus marquée à gauche : alors que la UBA est très disputée entre trotskistes, radicaux (un parti de centre-droit, historiquement l'identité d'opposition démocratique principale au péronisme), kirchnéristes, macristes et autres libéraux, les universités du *conurbano* accueillent des expressions de mouvements de l'extrême-gauche au progressisme non kirchnériste de centre-gauche en passant par toutes les organisations du kirchnérisme.

28 Littéralement, « Quartiers Debouts ».

29 C'est-à-dire « Nous Sommes Moreno » : `https://www.facebook.com/Somos-Moreno-2421954091153645/` (consulté le 15 août 2022).

bien qu'elles ont lieu à des époques différentes : à chaque fois, c'est sur la question de l'alliance électorale, en particulier, et, plus généralement, du rapprochement politique avec le kirchnérisme que les divergences se font jour. En prévision des élections municipales de mai 2019, *Somos Moreno* et *Somos* entrent dans un processus de fusion, actant la convergence de leurs positions politiques et constituant, aux côtés d'autres organisations inscrites dans la gauche du péronisme, comme le *Movimiento Evita*[32], une alternative péroniste à la gestion péroniste de la ville.

La première *feria* a lieu début janvier 2019 au club de sport Alcotra. Les membres de la *mesa ejecutiva* tentent ensuite de varier chaque semaine les lieux des *ferias*. Sur la carte 5.24 en page 268, quelques-uns de ces lieux de *ferias* sont indiqués : la Plaza Franciscanos, à Paso del Rey, le club de sport Alcotra ou encore le terrain de la cellule locale de l'association *Gestará*[33]. D'après Miguel, membre de *Somos Moreno* et alors candidat au poste de conseiller municipal, la MonedaPAR pourrait permettre avec l'impulsion de la mairie de revitaliser les commerces locaux mis à mal par la concurrence des grandes chaînes de distribution tout en assurant une rentrée fiscale plus importante pour la mairie.

Le mouvement du maire[34] de l'époque, *La Campora*, est suspecté de tentatives de désorganisation du nœud[35]. La MonedaPAR s'insère donc dans un jeu de rivalités politiques locales. Elle est initialement portée par des étudiant·es militant·es de l'université, qui l'utilisent comme outil de plus pour leur action politique dans ces quartiers très populaires. La MonedaPAR s'inscrit ainsi dans la même logique que les cours d'alphabétisation, des soupes populaires et autres outils plus traditionnels de leur intervention.

Lors de la première *feria* au club de sport Alcotra, on peut trouver certain nombre d'aliments (mais impossible d'acheter les *empanadas* préparées sur le lieu en MPAR), et quelques services (location de voiture, cours d'anglais). Les vêtements de seconde main, qui sont présents en quantité dans la seule *feria* qui perdure, celle de la *Plaza Franciscanos*, occupent une place relativement réduite dans l'offre du jour. L'idée est de greffer la MonedaPAR sur une *feria* qui se fait originellement en *pesos*, en offrant la possibilité d'échanger en MPAR (intégralement ou selon un pourcentage fixé par les participant·es). Au final, ce seront environ l'équivalent de 10 000 MPAR sur les 20 000 créés pour l'occasion qui changent de mains au cours de cette première *feria* de la MonedaPAR à Moreno.

J'assiste également à une occurrence de la *feria* mensuelle de la cellule locale de l'organisation de coopérateur·ices *Gestará* : les membres paient une cotisation pour s'inscrire à l'association et viennent proposer leurs marchandises sur un lieu dédié (sans payer le lieu en sus de la cotisation d'inscription à l'association). L'organisation de l'espace est plus structurée que celle de l'unique *feria* qui se maintient par la suite, celle de la Plaza Franciscanos, et se rapproche de ce qu'on a pu voir au club de sport Alcotra : il y a des tables, des prix affichés sur des étiquettes où la nature des marchandises offertes est indiquée. Toutes les participantes (encore une fois, beaucoup de femmes) n'acceptent pas nécessairement les *pares* : les foires sont l'occasion d'une publicité à l'adresse de celles et ceux qui n'ont pas encore l'application. Quand on peut acheter en MPAR, c'est uniquement pour une partie du prix. Et lorsque je souhaite acheter des confitures artisanales, le prix total est différent si l'on choisit de payer intégralement en *pesos* ou moitié

30 Femme politique de centre-gauche, elle compte parmi ces centaines d'enfants dérobé•es par la dictature militaire à ses opposant•es une fois ces dernier•es emprisonné•es voire exécuté•es. Leurs enfants sont alors élevé•es par des familles proches du régime. Il s'agit pour les militaires « d'éradiquer le mal subversif à sa racine ».

31 Cette dernière scission a pour cause des divergences avec Humberto Tumini, actuel président de *Barrio de Pie-Movimiento Libres del Sur*, et ex-militant de l'ERP-PRT. Le mouvement emmené par Donda a alors pris le nom de *Barrios de Pie-SOMOS*.

32 Il s'agit d'une organisation issue du mouvement *piquetero*, se définissant comme « l'aile révolutionnaire du kirchnérisme », qui choisit le nom de la première épouse de Juan Domingo Perón : Eva Perón, elle-même d'extraction très populaire. Le mythe populaire veut qu'Eva Perón porte la voix des secteurs les plus défavorisés de la société argentine auprès de son époux. Les mouvements armés d'extrême-gauche péronistes se sont revendiqués de la figure d'Eva Perón contre l'aile droite ou d'extrême-droite du péronisme, incarnée par Lopez Rega et Isabela Perón, la seconde épouse de Perón.

33 « Groupe d'entreprises sociales et de travailleur•ses autogestionnaires de la République Argentine », ils et elles revendiquent une inscription dans « l'économie sociale, populaire, coopératrice et solidaire » : `https://www.facebook.com/gestaraorg/`, leur BlogSpot `https://gestaraorg.blogspot.com` ou encore leur site `https://gestara.com.ar` (consulté le 17 août 2022).

34 Miguel dénonce l'hypocrisie et l'éloignement de ce dernier des secteurs populaires que Walter Festa prétend défendre : au lendemain de son élection, Walter Festa se serait « enfermé dans son *country* ». Ce dernier terme renvoie à des villas opulentes, souvent situées dans des quartiers privés, qui, à Moreno comme dans d'autres communes du *conurbano*, côtoient les habitats de fortunes dépourvus d'accès au réseau municipal de gaz, d'électricité ou d'eau courante. Les occupant•es de ces derniers sont souvent employé•es comme domestiques dans les *countries* de leurs riches voisin•nes.

35 Ce n'est pas la première fois que les tentatives de construction de groupes locaux de la MonedaPAR sont prises dans des jeux de rivalités entre forces politiques : à Mar del Plata, c'est déjà *La Campora* qui est soupçonnée par les fondateur•ices du nœud de manœuvrer pour en empêcher la consolidation.

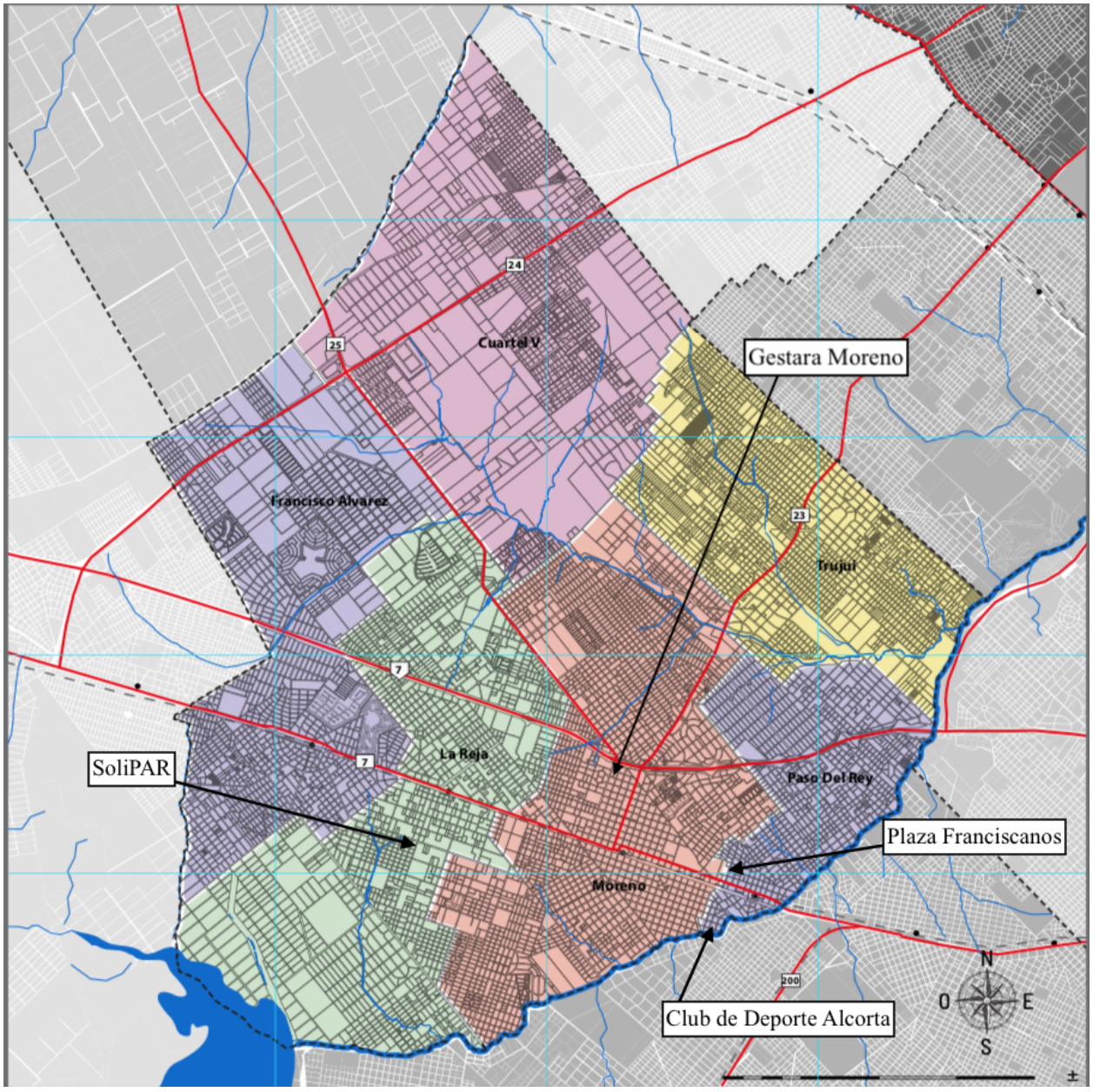


Fig. 5.24 - *Localisations de quelques ferias du nœud de Moreno.*

Source : *Instituto de Desarrollo Urbano, Ambiental y Regional*, http://iduar.moreno.gob.ar/mapas/ (consulté le 1er février 2021).

ARS moitié MPAR : il passe de 100 équivalent *pesos* à 120 *pesos/pares*. C'est un comportement que Juan me décrit comme « indésirable ».

Les biens ici sont des aliments, préparés (*empanadas*, confitures) ou non (légumes, fruits), des vêtements et de la ferronnerie (bijoux ou autres). J'y vend aussi deux livres sur les monnaies alternatives que m'a confié Arturo, un chercheur spécialiste des monnaies alternatives et membre du nœud de Boedo, me proposant de les vendre 100 % en *pares*. Cependant, un des deux livres m'est payé intégralement en *pesos* par une sociologue de l'université de Moreno, qui m'a accompagnée pour l'occasion : elle n'a en effet plus de MPAR (elle n'est pas formellement « prosommatrice », c'est-à-dire qu'elle n'a pas de revenus réguliers en MPAR car elle ne vend rien pour l'instant). Je joue ainsi pour l'occasion le rôle de bureau de change, acceptant des *pesos* et envoyant des *pares* sur le compte d'Arturo. L'autre personne qui m'achète le livre est la fille de la propriétaire du terrain et responsable de la cellule locale de *Gestará*.



Fig. 5.25 - *Flyer d'invitation à la feria du 27 avril 2019 du Club Alcotra, partido de Moreno.*

Source : groupes WhatsApp de la MonedaPAR.

Rapidement, cependant, les exigences de la campagne municipale prennent le pas et la MonedaPAR passe au second plan. Après les débuts très prometteurs de la première *feria* au Club Alcotra, au cours de laquelle plus de 20 000 *pares* sont distribués en une fois à une soixantaine de participant·es, à raison de 300 *pares* chacun·e, les *ferias* cessent de se tenir. L'observation d'Albertina semble validée : lorsque la MonedaPAR est investie par des groupes qui possèdent déjà « leur propre logique », le projet n'en finit jamais de commencer. On peut mentionner ainsi trois des lieux de *ferias* qui disparaissent : la chapelle d'une église évangéliste ; le club Alcotra, ce club de sport communautaire qui ouvrait ses portes aux *feriantes* ; la *feria* de *Gestará*.

Seule se maintient la *feria* de Plaza Franciscanos, où se réunissent deux fois par semaine, le mardi et le vendredi, un groupe essentiellement composé de femmes. Sur les quelques 250 participantes du groupe WhatsApp correspondant, une soixantaine de personnes sont régulièrement présentes pour échanger des biens et services, soit en nature, soit contre des *pesos*, soit, plus rarement, contre des *pares*. Lorsque je m'y rend au second semestre de 2019, les coordinatrices du groupe m'assurent qu'une quarantaine de personnes ont téléchargé l'application de la MonedaPAR et qu'une vingtaine l'utilisent régulièrement. Cela correspond peu ou prou aux données disponibles sur la *blockchain*. Néanmoins, certaines ont d'abord cru à une arnaque [36], visant à prendre le contrôle sur leur téléphone et permettre à des tiers de prélever leurs *pares* directement depuis leurs comptes. S'ajoutant à d'autres facteurs plus structurels, comme le coût des données mobiles, le manque d'opportunités d'échange en raison de la redondance des marchandises disponibles, l'existence d'autres formes de règlement, cette crainte explique la prévalence toute relative de la MonedaPAR dans ce lieu.

[36] En castillan, *estafa*.

Les prosammatrices de la Plaza créent un groupe WhatsApp spécifique, *PAR Franciscanos*, qui redouble le groupe WhatsApp du groupe de *trueque* plus large. Les deux groupes WhatsApp ont un fonctionnement similaire : on peut y poster des annonces, et arranger des échanges avant même que les *ferias* ne se tiennent. Le groupe WhatsApp général connaît en plus

des fermetures périodiques : on ne peut y publier que la veille des jours de *feria*, afin, disent les organisatrices, de limiter les messages hors-sujet. Avant l'alternance à la tête de l'exécutif municipal, elles m'expliquent insister beaucoup sur la nécessité de laisser la place aussi propre après qu'avant les *ferias*, afin de ne pas donner à la mairie un prétexte pour interdire ces rencontres. Il faut aussi éviter que les voisin·es de la place se plaignent du bruit ou du désordre : l'ancienne équipe municipale laissait faire, sans soutenir. L'absence de participation directe à la gestion de ces *ferias* de la Plaza Franciscanos de militant·es des organisations concurrentes de l'ancien maire est peut-être une des raisons qui explique la persistance de cette tête de pont de la MonedaPAR à Moreno, tandis que les autres lieux de *ferias*, plus explicitement initiés par ces militant·es, ne persistent pas dans le temps. Par ailleurs, cette situation induit une relative autonomie des participantes de Franciscanos. Néanmoins, à la différence de Boedo, elles ne contrôlent pas directement le compte, la *billetera* du nœud. Elles ne peuvent pas ainsi elles-mêmes envoyer des *pares* de bienvenue aux nouvelles membres, mais doivent solliciter le trésorier du nœud par message, pour que ce dernier crédite ensuite le compte des nouvelles venues. Elles ne contrôlent pas non plus l'attribution d'autorisations de découvert, dont elles restent toutes dépourvues jusqu'à une date très récente. La masse monétaire est donc très réduite, puisqu'à l'époque où je me rends régulièrement sur la place, les nouvelles participantes ne reçoivent que 100 *pares* de bienvenue. Ce dernier élément explique d'ailleurs le positionnement de Moreno à un niveau relativement élevé le long de l'axe vertical de l'ACP reflétant le degré de centralisation et la « pauvreté » du nœud en termes d'avoirs.

Lors de la première *feria* au club Alcotra, je suis témoin d'un échange entre Miguel et un représentant du groupe fondateur de la MonedaPAR, portant sur le montant à distribuer aux participant·es de cette *feria*. Miguel, militant impliqué dans des organisations locales, lui-même étudiant à l'université de Moreno, considère qu'octroyer 500 *pares* est excessif. Sans expliciter ce qu'il entend par là, il suggère que cela représente des sommes trop importantes pour ces participant·es, dans la mesure où cela pourrait susciter un effet d'aubaine négatif et encourager les comportements opportunistes. Entre les lignes se lit comme une méfiance quelque peu paternaliste vis-à-vis des pratiques monétaires des membres des classes populaires, dont l'organisation de Miguel vise pourtant à défendre les intérêts. À l'époque, un euro vaut environ 40 *pesos*. Le choix est donc le suivant : distribuer ou 7,5 euros ou 16,5 euros à chacune des personnes présentes. À titre de comparaison, le nœud de Boedo m'octroie 300 MPAR de bienvenue, montant forfaitaire qui est ensuite rapidement passé par la suite à 600, puis à 800. Le nœud de Luján, plus récent, a immédiatement commencé à donner 600 MPAR à chacun·e, ainsi qu'une autorisation de découvert de 1 000 *pares* et des discussions ont débouché sur une augmentation de ces deux sommes, de façon à accompagner la dynamique inflationniste des prix en *pesos*. Le nœud de Moreno a, à l'inverse, suivi une trajectoire inverse : de 300 *pares*, le montant forfaitaire de bienvenue est ensuite abaissé à 100. Seules certaines participantes, bénéficiant sans doute d'une certaine confiance des initiateur·ices du nœud, se voient octroyer un montant de 500



Fig. 5.26 - *Photographie prise lors d'une feria au Club Alcotra en janvier 2019, partido de Moreno.*

Source : Carnet de terrain.

pares. C'est le cas, par exemple, de Natalia, qui fait partie des référent·es de la *feria* Franciscanos.

[37] En castillan, « *acá no se cobra el lugar* ».

La participation est gratuite : « ici, on ne paie pas le lieu »[37]. C'est un point que les organisatrices des *ferias* de la Plaza Franciscanos aiment à souligner. À la différence des *ferias* de Boedo qui ont lieu dans un endroit clos, à la location duquel il est nécessaire de contribuer, les membres de Moreno peuvent venir à leur guise sur la Plaza Franciscanos pour y proposer leurs marchandises. Lorsqu'on arrive sur la place, il faut s'enregistrer avec son numéro de téléphone auprès des coordinatrices. Si les biens sont réservés par avance sur le groupe WhatsApp, de façon analogue à Roberto qui écoule par avance l'intégralité de ses marchandises en enregistrant les commandes des membres du nœud de Boedo, les coordinatrices peuvent ainsi indiquer à chaque participante où se trouvent leurs partenaires commerciales. Les noms de celles qui annoncent qu'on vient avec des biens mais manquent finalement à l'appel se retrouvent sur une « liste noire » actualisée, à la main, dans un cahier. Lorsqu'on se retrouve trop de fois sur cette liste, c'est la suspension, voire l'exclusion du groupe WhatsApp et des *ferias* en général. C'est la sanction pour avoir fait venir « pour rien » d'autres participantes. Venir sur la place est en effet coûteux : il faut souvent payer les transports publics, puisque les participantes sont peu nombreuses à disposer d'un moyen de locomotion. D'après les organisatrices, ces « 20 *pesos* » que coûtent un aller-retour en bus ne sont pas anecdotiques dans le budget des participantes. La « liste noire » diminue le risque de payer le billet « pour rien ».

Les marchandises proposées sur cette place sont très redondantes : il s'agit principalement de vêtements, de jouets et, très rarement, d'aliments. En avril 2019, quelques semaines avant l'élection municipale, des membres de la *mesa ejecutiva* encore dans l'opposition locale évoquent, au cours d'une réunion des représentant·es des nœuds pour présenter l'initiative à des maires péronistes d'autres communes, susceptibles d'être intéressé·es par l'expérience, qu'ils ont réussi à faire adopter le principe de prix en partie en ARS, en partie en MPAR. Ils souhaitent désormais faire en sorte qu'une partie de la production soit « réservée » pour l'achat en MPAR à 100 %. Dans les faits, les modes de règlement à Franciscanos, plusieurs mois après ces annonces, restent d'une grande variété : il est possible de payer en *pesos* ; de faire du 50/50, soit de régler moitié en *pesos* moitié en nature, c'est-à-dire contre d'autres marchandises ; de payer complètement en nature, ce qui constitue du troc à proprement parler. À l'inverse, je ne rencontre pas une telle diversité des modes de règlement à Boedo : les valeurs des marchandises sont exprimées en unités monétaires, *pesos* ou *pares*, tandis que le « trueque directo », le troc au sens strict et originel du terme, semble absent.

5.3.3 Tenir à distance la politique

Les genèses de chacun des nœuds diffèrent. À l'origine se trouvent généralement des conférences données par les membres fondateur·ices de la MonedaPAR, qui suscitent l'intérêt des participant·es et leur intégration à l'initiative sous forme de nouveau groupe local. À l'exception de celui de Boedo, tous les nœuds actifs sont fondés en lien avec des organisations préexistantes. L'objectif est de fournir aux acteur·ices de l'économie populaire des liquidités pour pallier la raréfaction du *pesos* dans ces secteurs de la société argentine : c'est l'aspect « sociale et solidaire » du projet. Les

échanges ont lieu lors de *ferias*, foires, organisées hebdomadairement ou mensuellement. Il existe un site appelé MercadoPAR, où il est théoriquement possible d'acheter des biens et services, mais il reste peu mobilisé, en partie à cause de dysfonctionnements techniques mais aussi en raison de la dynamique actuelle de l'initiative qui reste très centrée sur les rencontres physiques des membres ainsi que de l'utilisation par ces derniers de groupes WhatsApp pour les achats hors-*feria*.

Les dates de fondation des deux nœuds étudiés sont proches : fin 2018, début 2019, soit un an après l'échec de la première stratégie d'implémentation de la MonedaPAR comme facilité de crédit pour la centaine d'entreprises récupérées du MNER. La première réunion de Boedo a lieu début novembre 2018 dans le centre culturel Maza Madre, celle du nœud de Moreno début janvier 2019. À ce moment-là, mon premier contact avec le terrain remonte déjà à plus de six mois. Une première « génération » de nœuds a commencé à fonctionner dans la Province de Buenos Aires, à La Plata (capitale provinciale) et à Mar del Plata (ville située au sud de La Plata), notamment. Si le nœud de La Plata maintient une activité soutenue jusqu'à aujourd'hui, celui de Mar del Plata, confronté à des difficultés à la fois internes et externes, a alors quasiment cessé d'exister. Sa croissance initiale se révèle pourtant très forte : au cours du second semestre de 2018, il représente plus de 50 % de la valeur totale des échanges libellés en *pares*.

Boedo et Moreno sont donc des nœuds de « seconde génération », fondés au moment où le groupe fondateur fait le bilan des résultats en demi-teinte de la première génération. Une des conclusions qui est alors tirée de la persistance de La Plata et de la disparition de Mar del Plata réside dans la nécessité d'une certaine mesure à avoir vis-à-vis des groupes politiques locaux. En effet, si la stratégie d'implémentation dans des groupes déjà constitués s'est révélée plutôt efficace dans ces deux premières tentatives, la nature des groupes de La Plata et de Mar del Plata diffère. Dans les deux cas, il existe une certaine proximité avec des formations politiques plutôt inscrites au centre-gauche ou à gauche de l'arc politique : à La Plata, les réunions se tiennent dans un centre culturel du *Frente Popular Darío Santillán* ; à Mar del Plata, les organisateurs du *Proyecto Sierra*, qui rassemble des petits producteurs locaux, ont connu l'initiative par l'intermédiaire de José Sbatella, un économiste argentin issu du *Partido Comunista Argentino* et proche de Mario Cafiero.

Mais le degré de proximité avec la politique partisane varie d'un nœud à l'autre, puisqu'il s'agit uniquement de l'utilisation d'un lieu associé à une organisation politique dans le cas de La Plata, sans identification directe ou explicite à cette organisation. À l'inverse, les membres du groupe de Mar del Plata sont fortement associé·es à la cellule locale du PCA. Or, celui-ci entretient localement un rapport de rivalité politique avec une organisation concurrente, *La Campora*, également inscrite au centre-gauche. Cette dernière voit d'un mauvais œil l'utilisation partisane qui pourrait être faite de la MonedaPAR par les membres locaux·les du PCA afin, par exemple, d'affermir leur ancrage territorial.

Par ailleurs, le débat idéologique interne au nœud de Mar del Plata semble être nettement plus intense que ce qui a cours à La Plata : ainsi, les deux coordinateur·ices du groupe, aux références libertaires, refusent par principe l'inclusion de petites unités de production où est présent le rapport salarial. Selon ces dernier·es, la MonedaPAR ne doit pas contribuer à la reconduction

de relations d'exploitation de cette nature entre les membres. L'initiative doit être réservée aux unités de production dans lesquelles prévalent des relations *a priori* égalitaires, c'est-à-dire des coopératives de production. Cette option politique plus nettement anticapitaliste des référent·es de Mar del Plata rentre en contradiction avec la volonté d'implantation large du groupe fondateur de *Gráficas*.

À l'occasion d'une des réunions du groupe fondateur, au moment de la transition entre les nœuds de première et de seconde génération, Juan précise que la MonedaPAR n'est pas d'emblée « un projet anticapitaliste » mais, de façon moins « ambitieuse », au moins « anti-banques », tout en ménageant, au moins rhétoriquement, la possibilité à plus long terme d'une transition de cette dernière position vers la première[38]. Le projet doit pouvoir s'adresser aussi aux petit·es patron·nes, notamment aux petit·es commerçant·es. À Mar del Plata, la conjonction de ces divergences internes et de l'hostilité externe de *La Campora* semble ainsi avoir amené la plupart des petit·es producteur·ices à se retirer graduellement des *ferias*. Le volume des échanges a alors amorcé une lente décrue, débouchant sur la cessation des activités du nœud, effective en juin 2019.

[38] Carnet de terrain, 16 janvier 2019.

À l'inverse, les membres de La Plata ont un profil idéologique moins marqué, ou plus inclusif. Les deux fondateurs du nœud s'intéressent de longue date aux systèmes monétaires alternatifs. Avant leur investissement dans la MonedaPAR, ils participent aux tentatives de structuration d'un nœud de la *Faircoin* et de sa *Bank of Commons*, autre exemple de crypto-monnaie sociale. Selon eux, la croissance des inégalités sociales et la récurrence des crises résident dans une configuration inadaptée du système monétaire et financier qui, au lieu de servir le « bien commun », est capturé par des groupes d'intérêts privés. La « banque », et non les « patron·nes », est ainsi identifiée comme l'origine des maux contemporains. Si l'utopie d'une forme de petite production marchande, où l'autogestion de la production serait la norme, reste présente, elle n'implique pas en pratique d'opposition à l'intégration de petit·es commerçant·es, qui sont de fait présent·es aux *ferias* de La Plata.

Il faut dire que la taille des deux groupes diffère : le groupe de La Plata regroupe au début moins d'une dizaine de personnes et ne commence réellement à s'étoffer qu'à la fin de 2018 ; le groupe de Mar del Plata, à l'inverse, compte d'emblée avec une participation mensuelle d'une cinquantaine de membres jusqu'au mois de janvier 2019, à la suite duquel le nombre de participant·es s'est effondré. Néanmoins, alors qu'à cette date le groupe de La Plata compte désormais plus de cinquante membres, il ne s'y manifeste pas d'opposition aussi tranchée à l'inclusion de petit·es patron·nes dans le nœud, comme cela a d'emblée été le cas à Mar del Plata. De fait, dans les discussions sur les stratégies d'expansion à envisager revient souvent l'idée d'aller à la rencontre des petit·es commerçant·es de La Plata, pour tenter de les convaincre qu'ils et elles ont intérêt à adopter la MonedaPAR.

Cela permet de souligner comment et pourquoi l'attitude des membres fondateur·ices de la MonedaPAR s'est modifiée, ou plutôt, nuancée, vis-à-vis de la stratégie précise de construction de nœuds locaux.

D'une part s'est affirmée l'idée qu'il faut « faire flèche de tout bois » et éviter de donner un profil idéologique trop marqué à la MonedaPAR. Ainsi, le projet peut rester aussi « inclusif » que possible en se fondant sur le plus petit dénominateur commun : l'opposition aux règles dominantes du jeu monétaire,

qui favorise la domination de l'industrie financière sur les autres secteurs de l'économie. Ce dernier point est ensuite rapidement présenté comme un antagonisme entre « l'économie réelle » et « l'économie financière ».

En effet, dans ses versions les plus extrêmes, donc les plus explicites, ce n'est plus l'opposition entre capital et travail qui fait l'objet de la lutte de classe dans laquelle la MonedaPAR prétend s'inscrire, mais l'opposition entre les « producteur·ices », patron·nes et salarié·es au coude à coude, et les « financier·es ». L'usure, le propre de la fraction financière du capital, et non plus le capital en tant que tel, devient ainsi l'adversaire qui soude la communauté PAR, ce qui implique une certaine collaboration de classe entre les capitalistes « industriel·les » et les travailleur·ses.

Cette matrice idéologique est d'autant plus soutenable que la position dominée de l'Argentine dans la division internationale du travail, comme pays soumis à l'impérialisme des centres d'accumulation capitaliste, implique que ces « bourgeois·ses productif·ves » sont à la tête de petites entreprises « nationales », indûment « exploitées » à la fois par les capitalistes financiers de Wall Street ou de la City et les grandes corporations multinationales étrangères. De fait, elle présente un isomorphisme avec le logiciel idéologique du péronisme et de sa variante kirchnériste : une alliance de classe entre les travailleur·ses argentins et la bourgeoisie « nationale » serait nécessaire pour lutter contre l'impérialisme financier étranger.

D'autre part, le corollaire de ce processus de clarification des objectifs du projet implique aussi qu'une certaine distance devient de rigueur avec la politique partisane dans la conception précise de la construction des groupes locaux. En effet, si le péronisme reste une identité politique hégémonique en Argentine, il suscite également des réactions de rejet très fortes. L'identification trop directe de la MonedaPAR à une forme de « Bitcoin péroniste », risque d'en réduire l'audience. C'est ainsi qu'il faut lire les réticences d'un des techniciens en charge de l'infrastructure technique de la MonedaPAR, Lucas, rapportées dans la section 4.1 du chapitre précédent. De plus, la disparition du nœud de Mar del Plata semble faire la preuve que les jeux de concurrences entre organisations politiques locales peuvent avoir des impacts négatifs sur l'expérience. Instrument au service de l'économie populaire, la MonedaPAR ne doit pas être instrumentalisée[39].

Boedo et Moreno sont construits sur ces fondements-là. Or, un double parallèle existe entre La Plata et Boedo, d'une part, et Moreno et Mar del Plata, de l'autre. Les membres fondateur·ices de Boedo s'inscrivent, comme à La Plata, dans une certaine distance vis-à-vis des organisations politiques et relèvent de la même façon des couches moyennes de la société argentine. À Moreno, à l'inverse, la construction du nœud se fait en lien avec des organisations politiques locales. Moreno connaît une trajectoire similaire à celle de Mar del Plata : avec le temps, la collaboration avec ces organisations se fait moins fluide car celles-ci sont prises dans la vie politique locale, notamment dans la préparation des échéances électorales, ce qui entraîne un certain désinvestissement de leur part dans le projet. Elles tendent de toute façon à ne le percevoir que par le biais de l'usage qu'il pourrait en être fait[40], au service de leurs objectifs politiques.

[39] Voir la sous-section 4.1.2 en page 170 pour plus de détails.

[40] À l'image de Miguel, l'un des référent·es d'une de ces organisations, qui m'explique que la MonedaPAR permettrait de réduire l'informalité de l'économie locale, en proposant aux petit·les producteur·ices de payer une partie de leurs impôts locaux en MonedaPAR. Cela doit les inciter à déclarer plus fidèlement leurs revenus. Voir la sous-section 3.3.3 en page 151 pour plus de détails.

Conclusion

On peine à identifier une typologie des nœuds de la MonedaPAR. Deux lectures de ce constat d'une forte volatilité des indicateurs mensuels sont néanmoins possibles : soit il existe en réalité un jeu d'indicateurs qui permettraient d'identifier des structures qui émergent et se stabilisent ; soit il faut tirer les conséquences de ce constat d'instabilité économique des nœuds, notamment du point de vue des possibilités d'« autonomie communautaire »[41] ouvertes par la MonedaPAR et revendiquées par de nombreux·ses membres. Ces deux hypothèses ne sont d'ailleurs pas exclusives. L'existence d'une stabilisation socio-politique des nœuds (stabilité de la composition de classe, de la structure de gouvernance interne, des accords sur les modalités de règlement, sur la provenance des biens, etc.) est compatible avec le constat d'une absence de spécialisation des nœuds et d'une forte irrégularité des variables économiques et des quelques variables plus sociologiques (composition de genre notamment) que l'on a pu identifier.

[41] Voir la sous-section 4.3.3 en page 217.

C'est notamment à ce titre que le détour par la pratique ethnographique peut s'avérer fertile : elle permet d'avoir accès à ces informations invisibles à travers la seule base de données de transactions. Au-delà de la structuration technique, d'une part, et socio-politique, d'autre part, dont il a été question au chapitre 4, c'est en articulant les données quantitatives avec les données ethnographiques qu'on peut nuancer ce constat d'une absence de structuration proprement économique stable de la MonedaPAR. À ce stade, en effet, la conclusion qui s'impose est celle d'une alternative qui n'en est pas vraiment une, dans la mesure où sa division instable du travail apparaît à la fois comme le résultat et la cause de sa difficile expansion au-delà de l'économie de subsistance du *trueque* et ne semble pas permettre une reproduction des conditions d'existence de ses membres autonome par rapport aux exigences du capital financier dont ils et elles font la critique.

À la fois la genèse et le mode de fonctionnement du nœud de Boedo diffèrent grandement de ce qu'il se joue à Moreno. Les membres des classes moyennes y sont majoritaires, la fondation du nœud ne s'est pas fait en lien avec des organisations préexistantes, le mode de prise de décision est au moins en apparence relativement horizontal, ce qui peut expliquer aussi le grand nombre de participant·es disposant d'une autorisation de découvert. Par ailleurs, à la différence de Moreno, les *ferias* ont lieu dans un espace fermé, Maza Madre, et payant, puisque la gérante du lieu, Albertina, demande une contribution aux présent·es[42].

[42] Ce dernier point invite à nuancer le constat d'horizontalité dans la prise des décisions. Albertina occupe bien une place à part dans ce nœud : qu'elle assure ou non des tâches de coordination du groupe (trésorière, secrétaire, etc.), elle perçoit de toute façon un revenu mensuel pour la location de l'espace.

Par ailleurs, à la différence de Boedo, les membres actives du nœud de Moreno sont exclusivement des femmes d'extraction nettement plus populaire. Il est inhabituel que l'une d'entre elles occupe un emploi dans l'économie formelle. Elles ne disposent pas de tous les outils qui leur permettraient de gérer collectivement le fonctionnement de la MonedaPAR à Moreno. En particulier, elles restent tributaires des décisions de la *mesa ejecutiva*, où des hommes militants sont majoritaires et pris dans des logiques électorales locales qui tendent à reléguer la MonedaPAR au second plan.

Enfin, si ce qui pousse ces femmes à se rendre sur la Plaza Franciscanos est en partie la possibilité d'acquérir à moindre coût des biens et services utiles pour « l'économie de la maison », ce n'est pas la seule motivation

qu'elles avancent : en premier lieu, c'est aussi l'occasion de se permettre quelques petites dépenses ne relevant pas du strict nécessaire, c'est-à-dire de la simple reproduction physique des personnes ; mais aussi, la dimension de convivialité est au moins aussi, voire plus importante, dans les récits qu'elles m'en font. On va sur la place pour retrouver des amies, partager un maté, se divertir. Les contraintes économiques n'épuisent pas le sens de leur investissement dans la MonedaPAR. Inversement, dans le nœud « moyen » de Boedo, où l'urgence n'est pas, selon les fondateur·ices, aussi pressante, les motifs matériels sont bien présents, à l'image d'Anita, qui prolonge grâce à la MonedaPAR son activité de boulangère amatrice qu'elle a initiée pour compléter sa retraite, grignotée par l'inflation constante.

Autrement dit, loin d'une certaine grille de lecture misérabiliste qui réduirait les motifs de l'implication de ces femmes dans la construction d'une monnaie alternative aux seuls impératifs économiques, la MonedaPAR est aussi un moyen, pour elles, de réintroduire du jeu dans la mécanique impersonnelle des échanges marchands, dans sa double dimension ludique et de marges de manœuvre. Inversement, à rebours de la grille de lecture opposée, relevant d'une forme de populisme méthodologique, les nœuds des classes moyennes ne sont pas dénués de toute motivation matérielle.

On a dit que Boedo fait figure de nœud central et moyen à la fois du point de vue de ses caractéristiques géographiques et socio-économiques, mais encore du point de vue de l'espace inter-temporel des positions des nœuds. Les rapports entre les deux se renversent d'un autre point de vue, celui du projet des fondateur·ices, tout à fait central : les habitant·es de Moreno, où les classes populaires sont bien plus représentées, constituent le public-cible de la MonedaPAR, bien plus que les habitant·es de Boedo, où les nécessités matérielles se font moins pressantes. Ce qui doit être « marginal », du point de vue des acteur·ices, est au cœur de la MonedaPAR ; ce qui devrait être au contraire « central » reste relégué à la périphérie de la réalité de l'initiative. La MonedaPAR ne parvient pas tout à fait à réaliser l'inversion dont elle est le projet : les possibilités de renforcer l'économie populaire par un outil issu de l'économie sociale et solidaire restent pour l'instant en grande partie virtuelles.

Si la MonedaPAR ne correspond pas (encore ?) à ce qu'on en dit, c'est peut-être qu'il faut la concevoir d'un autre point de vue pour comprendre ce qu'elle fait à ses membres et ce qu'ils et elles en font. Le chapitre suivant reviendra sur ce paradoxe entre choix « militant » et contraintes économiques qui se développe en une inversion manquée entre centre et périphérie. On propose d'en rendre compte en conceptualisant la MonedaPAR comme une tentative de travestissement « solidaire » du lien marchand.

chapitre 6

Une monnaie qui n'aimait pas l'argent

Mentionné à la fin du chapitre précédent, le débat portant sur la meilleure qualification de la MonedaPAR, comme monnaie ou comme communauté, a été l'occasion de clarifier la conception spécifique que les acteur·ices se font de la monnaie. Si une partie d'entre elles et eux l'envisagent initialement de façon tout à fait classique comme l'agent de la dissolution des liens sociaux, les autres en font le lien social par excellence, de façon tout à fait convergente et, parfois, explicite, avec les thèses de l'institutionnalisme monétaire sur la monnaie comme institution fondatrice de l'ordre économique et comme fait social total, à travers la configuration de laquelle c'est la structure de la totalité sociale qui s'exprime. Ainsi, certain·es auteur·ices-phares de l'institutionnalisme monétaire peuvent être cité·es, à l'instar d'Orléan (2011).

Une implication commune aux deux positions tient à ce que la MonedaPAR est présentée comme un projet solidaire d'« entraide » et de « recréation du lien social » : si les premier·es insistent sur la différence essentielle entre construction monétaire alternative et construction communautaire, tandis que les second·es les envisagent comme deux moments articulés l'un à l'autre, le constat partagé est celui d'une rupture du lien social causée par le fonctionnement de l'argent dans les sociétés capitalistes. La MonedaPAR apparaît alors comme un projet soit d'abord monétaire soit directement communautaire pour rompre l'isolement caractéristique de la subjectivité marchande. Le diagnostic est que la cause de cet isolement tient moins à la propriété privée des moyens de production qu'à la propriété privée des moyens de paiement, idée que l'on retrouve également dans la littérature de l'institutionnalisme monétaire. Les relations marchandes ne sont pas en cause : ce sont les modalités de l'institution monétaire qu'il faut modifier pour « faire en sorte que la monnaie travaille pour nous, plutôt que l'inverse », comme le souligne un responsable du Parti Justicialiste de Túcuman lors d'une réunion de présentation de l'expérience en mai 2019[1].

[1] Carnet de terrain, mai 2019

L'inscription du projet dans l'économie sociale et solidaire (ESS) se fait jour à nouveau : en effet, la MonedaPAR apparaît comme une association de fait, qui « participe à la diffusion de l'idéal de "travail solidaire" » (Hély et Moulévrier, 2013, p. 129). Elle en partage l'« ambivalence intrinsèque [entre] "idée de solidarité" comme fondement de l'État social contemporain et instrument de légitimation de l'ordre économique capitaliste » (ibid., p. 37). Cette ambivalence résulte de son syncrétisme doctrinal, puisqu'elle puise ses origines tant dans le mouvement ouvrier du xixe siècle que dans les encycliques catholiques. C'est ce qui explique qu'elle « dispose d'une faculté d'adaptation perpétuelle qui lui permet de présenter des visages différents, selon la conjoncture, bien que toujours en accord avec sa tradition humaniste : soit comme alternative au capitalisme par sa fonction critique (dénonciation des inégalités sociales, de la crise environnementale, de l'exploitation salariale, de la consommation hédoniste, etc.), soit comme fondement de l'ordre économique par les pratiques qu'elle invente et que le capitalisme se ré-approprie (patronage, paternalisme, responsabilité sociale). » (ibid., p. 12)[2].

[2] De fait, on a vu au chapitre 3 comment les monnaies fiscales provinciales relèvent en partie d'une forme de récupération des contestations monétaires issues de la « société civile », pour le dire vite, c'est-à-dire ni d'origine bancaire ou commerciale ni d'origine étatique.

Hély et Moulévrier (ibid.) distinguent trois périodes de l'ESS, qui correspondent à trois étapes du capitalisme et de formes d'intervention de l'État dans l'économie : la civilisation de l'intérêt général, du xixe siècle jusqu'en 1945, voit la formalisation de cette notion et la récupération des idéaux des mutuelles ouvrières par la doctrine solidariste, idéologie officielle de la Troisième République; l'étatisation de l'intérêt général,

jusqu'à la fin des années 1970, qui correspond à une subordination de l'ESS à l'organisation étatique de la solidarité; la marchandisation de l'intérêt général, s'indexant sur une forme de privatisation du public, à partir de la fin des années 1970. Si la MonedaPAR, par certains de ses aspects, notamment ses influences idéologiques, relève du mutualisme et des coopératives ouvrières de la première période, le fait qu'elle émule une forme de critique de l'intervention de l'État l'inscrit de plain-pied dans la troisième période. Celle-ci voit en effet, parallèlement à la revalorisation de l'initiative privée [3], une érosion progressive de la légitimité de l'État « à agir seul pour et au nom de la collectivité » (Hély et Moulévrier, 2013, p. 47).

[3] Rozier (2001) propose ainsi de parler d'« entreprise-providence ».

Encadré 6.1 : Prosommatrices et référentes

Les quatre entretiens sur lesquels je me suis plus particulièrement appuyé pour rédiger ce chapitre ont été réalisés entre octobre et décembre 2019. Natalia a cinquante-sept ans. Vivant à Moreno, loin dans le *conurbano*, elle a été dans la période récente successivement employée municipale, au chômage et femme de ménage. Elle a repris des études pour obtenir une *licenciatura* de travail social, titre universitaire qui correspond plus ou moins au master du système LMD. Elle est l'une des coordinatrices de la Plaza Franciscanos à Moreno et a récemment été promue aux fonctions de sous-secrétaire de la MonedaPAR au niveau national. Elle reçoit désormais, comme Albertina de Boedo, 1 540 *par* chaque mois pour ses tâches, que lui vire le compte-guichet de la fédération. Elle est l'une des seules participantes de Moreno à disposer d'une autorisation de découvert de 1 000 *par*, qu'elle a reçue fin décembre 2018, et l'une des seules à avoir reçu un montant forfaitaire de bienvenue de 500 *par* lorsqu'elle a commencé à s'investir dans la MonedaPAR.

Albertina a à peu près le même âge. Titulaire d'une *maestria*, qui fait office de spécialisation après l'obtention d'une *licenciatura*, correspondant à un niveau intermédiaire entre master et doctorat dans le système LMD, elle a une activité de conseil de management alternatif à destination des entreprises qui souhaitent revoir leurs pratiques de management. Propriétaire du local où se tiennent les rencontres du nœud de Boedo, elle perçoit désormais une rémunération fixe du même montant, elle dispose néanmoins d'une version améliorée de l'autorisation de découvert, puisque la ligne de crédit qui lui a été attribuée s'élève à 5 000 *par* depuis début février 2020. Elle a bénéficié non pas d'un seul versement forfaitaire de bienvenue mais de trois versements de 300 *par* chacun depuis le compte-guichet du *nodobuenosaires* fin octobre et début novembre 2018, dans les débuts du nœud Boedo.

Yolanda, quant à elle, ne dispose que de 186 *par* sur son compte. Âgée de cinquante-neuf ans, elle a une activité de coiffeuse-esthéticienne et vit dans le *conurbano* dans le *partido* de Moreno et a arrêté les études après le lycée. Elle ne dispose pas d'autorisation de découvert et n'a reçu que 100 *par* de bienvenue que lui a envoyés le trésorier du nœud de Moreno sur demande de Natalia. María, qui a navigué entre les nœuds de Boedo et de Chacarita, dispose quant à elle de 8 700 *par* ainsi que d'une autorisation de découvert améliorée de 5 000 *par* depuis fin janvier 2020.

À la différence d'Albertina, il ne s'agit pas d'une mise à jour d'une autorisation de découvert simple de 1 000 *par* attribuée à une date antérieure. Comme elle s'en explique, dans la mesure où n'existait pas de demande solvable en *pares* pour ses compétences, elle a préféré ne pas demander jusqu'ici d'autorisation de découvert. Albertina et María ont créé leurs comptes respectifs à peu près en même temps, autour de la date de création du nœud de Boedo. Par rapport à Natalia, qui ouvre son compte en janvier 2019, Yolanda s'incorpore beaucoup plus tardivement, en novembre 2019.

C'est dans un autre sens, donc, que María, soixante-cinq ans, retraitée, ex-enseignante dans le secondaire et titulaire d'une *licenciatura* peut être dite marginale dans le nœud de Boedo par rapport à Albertina : si cette dernière ainsi que Natalia, de Moreno, ont réalisé chacune environ 500 transactions, María n'a participé qu'à 43 d'entre elles, chiffre du même ordre de grandeur que les 77 transactions de Yolanda. Elle manifeste une certaine distance vis-à-vis du projet PAR, qu'elle semble trouver intéressant sans qu'il ne satisfasse tout à fait à ce qui lui apparaît nécessaire pour lutter contre l'hégémonie de ce qu'elle appelle « l'économie financière » sur « l'économie réelle ». À l'inverse, Albertina est très enthousiaste à l'égard de ce « laboratoire d'initiative sociale ».

Le nouvel esprit du capitalisme correspond en même temps à une nouvelle forme de sa critique légitimante, ou légitimation critique par le biais de l'ESS. Noiriel (1988) montre que dès le début du xxe siècle, les configurations les plus paternalistes de l'ESS découlent de la nécessité de fidéliser la main d'œuvre, au sein, par exemple, de l'industrie métallurgique. La rationalité est différente aujourd'hui, « puisque le contexte actuel n'est plus celui d'une pénurie de main d'œuvre mais davantage de la nécessité de donner un autre sens à l'activité productive que celui de la subordination du capital » (Hély et Moulévrier, 2013, p. 43). La dimension de légitimation de l'ESS passe alors par la « valorisation de la contribution positive de l'entreprise pour la collectivité en termes de lutte contre l'exclusion, de protection de l'environnement et de respect des droits fondamentaux » (ibid., p. 43). À l'heure du capitalisme financiarisé et du développement des « *bullshit jobs* » (Graeber, 2019), c'est dans la « promotion de [la] fonction "citoyenne" dans la prise en charge des

problèmes sociaux » (Hély et Moulévrier, 2013, p. 43) que se situe la recherche de la justification morale de l'ordre social.

Si la MonedaPAR n'est pas, à strictement parler, une entreprise d'ESS, elle reste inscrite dans cette nouvelle forme de la fonction de légitimation de l'ESS. Elle ne promeut en effet pas de critique du salariat en tant que tel, s'indexe sur la minoration du rôle de l'État et ses membres reconduisent les formes économiques marchandes sans les interroger. Tout au contraire, le projet est plutôt celui d'une recréation d'un marché « alternatif », car solidaire, sans que ne soit pris en compte le lien interne nécessaire entre médiations marchandes et production capitaliste.

Il faut donc se doter d'un concept du lien marchand pour problématiser ce que les membres de la MonedaPAR tentent de réaliser. Sur ce point, la socio-économie est traversée par une « tension entre différentes approches du lien marchand » (Trespeuch et al., 2019, p. 127).

D'une part, il y a la perspective de la Nouvelle Sociologie Économique (NSE) qui se développe à partir de Granovetter (1985). Elle défend, « contre la fiction sous-socialisée de l'*homo œconomicus* néo-classique, que les liens économique sont souvent encastrés dans la vie sociale » (Trespeuch et al., 2019, p. 127)[4]. Plutôt que de mettre en évidence le caractère historiquement situé de cette forme de subjectivité[5], la NSE vise surtout à mettre en évidence « l'inscription des échanges dans des réseaux sociaux durables, dans des systèmes d'obligations et de valeurs plus ou moins formalisés » (Trespeuch et al., 2019, p. 127). Le lien marchand est ainsi conçu comme une fiction qui ne tient pas par elle-même, qui nécessite, pour se maintenir, le pouvoir des structures sociales (Steiner, 2005), celui des règles (Eloire, 2010), des réseaux relationnels (Comet, 2007) ou encore de la morale (Zelizer, 2005).

D'autre part, la seconde conceptualisation du lien marchand évoque une résurgence dans la socio-économie de la perspective formaliste en anthropologie économique. Cette dernière s'oppose tant à l'anthropologie marxiste qu'à l'anthropologie substantive de Polanyi et ses disciples. Cette seconde perspective substitue à la dichotomie entre don et marchandise, qui permet de caractériser des structures sociales qualitativement différentes, la notion transhistorique de bien (Gregory, [1982] 2014, p. xxiii). Par rapport à l'approche de la NSE, elle résulte d'un déplacement d'objets. Quand les travaux sur l'encastrement « ont privilégié des univers où les relations sociales sont, à divers degrés, fortes, personnelles, émotionnelles, durables et sur des biens et services pour lesquels les enjeux moraux sont particulièrement saillants (la recherche d'emploi, l'assurance-vie, le sang, le commerce équitable) » (Trespeuch et al., 2019, p. 128), les théoricien·nes de l'« économie culturelle » « se sont portés sur des univers fortement instrumentés (marchés financiers, marchés de gros, grande distribution) » (ibid., p. 128). Il s'agit bien d'une résurgence de la problématique de l'anthropologie économique formaliste plutôt que d'une simple reconduction. En effet, si le langage des « biens » – et la théorie de la valeur associée – est bien repris, cela ne signifie pas d'acceptation non critique de la notion d'*homo œconomicus*. Au contraire, les travaux pionniers de cette approche (Appadurai, 2009 ; Callon et Latour, 1997) conceptualisent l'archétype du marché non comme l'antithèse du lien social, « l'absence totale de lien [...] mais [comme] la fiction d'un lien social marchand » (Chantelat, 2002, p. 537).

C'est à ce titre que, de façon provocante, Callon (1998) écrit que l'« *homo œconomicus* existe bel et bien ». Il s'évoque désormais au pluriel et sous

[4] Cette fiction sous-socialisée de l'*homo œconomicus* néo-classique renvoie à l'une des trois illusions générées par le processus de réification associée aux liens marchands : voie médiane entre l'individualisme méthodologique wébérien et le collectivisme holiste durkheimien, la sociologie marxiste est relationnelle, au sens où elle considère comme premiers les rapports sociaux plutôt soit les individus, soit les institutions (Vandenberghe, 2007). De ces rapports sociaux découlent, d'une part, des formes historiquement spécifiques d'objectivité et, d'autre part, des formes tout aussi historiquement spécifiques de subjectivité, c'est-à-dire de conscience (Postone, 2009). L'objectivité marchande est la marchandise, tandis que la forme de subjectivité associée est celle de l'*homo œconomicus*. C'est une thèse similaire que développe d'ailleurs Orléan (2005) dans une discussion critique avec la NSE.

[5] Ce à quoi s'atèle à l'inverse les approches marxistes des institutions : on peut se référer aux travaux de Joachim Hirsch sur ce sujet et, plus largement, au débat allemand sur la dérivation de l'État, qui vise à dégager des principes méthodologiques d'une pensée marxiste des institutions (Bonnet et Piva, 2020).

le nom nouveau d'« agencements marchands » (Callon et Muniesa, 2005), combinant trois caractéristiques : il a lieu entre deux étranger·es; il porte sur un bien ou service circonscrit, échangé contre une somme d'argent de valeur équivalente; lorsque l'interaction prend fin, les individus sont quittes. Le lien marchand pur, anonyme, ponctuel n'a plus le rôle de postulat qu'il joue dans l'économie néoclassique mais doit s'analyser comme un résultat d'un processus de rationalisation dont on peut décrire les étapes et les modalités, que ce soit par des institutions (Fligstein, 2001; François, 2011), des dispositifs collectifs de calcul (Callon et Muniesa, 2003; Muniesa et al., 2007) ou des dispositifs marchands (Cochoy, 2004; Cochoy et Dubuisson-Quellier, 2000) qui font de cette fiction des économistes une réalité sociale (Bernard de Raymond, 2010; Garcia, 1986; MacKenzie et Millo, 2003; Muniesa, 2000).

Dans leur étude des plateformes de consommation collaborative, Trespeuch et al. (2019) opposent ces deux conceptions du lien marchand comme deux alternatives. Ils et elles soulignent que le caractère paradoxal de ces plateformes tient à leur promesse de « sociabilité enrichissante » (ibid., p. 129) qui n'explicite cependant pas si les « problèmes de coordination du marché sont résolus par des instruments [ou si] ils le sont *via* des réseaux sociaux stables » (ibid., p. 128). Il est en effet « atypique que l'instrumentation progresse en même temps que la densité des liens sociaux interpersonnels » (ibid., p. 128). Cette problématique découle directement de cette tension que ces auteur·ices identifient entre les théories de l'encastrement et les descriptions des échanges marchands purs[6].

Il existe une troisième façon de concevoir le lien marchand, dérivant de la théorie marxiste du fétichisme et particulièrement adaptée à nos objets. Dans cette conception, le travestissement est intrinsèque au lien marchand : pour « tenir », sa nature ne peut se manifester que de façon déformée, voire renversée. Il ne s'agit plus de savoir si le lien marchand moderne n'est qu'une illusion, comme dans la NSE, ni non plus de montrer en quoi il correspond à une construction réelle, toujours imparfaite, mais toujours renouvelée, comme dans les travaux des théoricien·nes de l'« économie culturelle ». L'enjeu est plutôt de comprendre la nécessité des apparences (plutôt que l'illusion), articulant ainsi les deux conceptions apparemment antagoniques précédemment mentionnées. Cette idée introduit la problématique du décalage entre la réalité du lien social marchand et sa représentation. Les apparences sous lesquelles s'offre le lien marchand sont essentielles. Elles sont autant d'"« erreurs pratiques » : erreurs parce qu'elles dissimulent la nature réelle du lien marchand, par exemple lorsque la nécessité d'échanges inégaux du point de vue des quantités de travail est masquée derrière l'apparence d'échanges d'équivalents monétaires; mais pratiques, parce qu'elles permettent la formation d'anticipations induisant des comportements fonctionnels à la reproduction des rapports marchands. La fiction crée alors la réalité : elle n'est pas qu'une idée fausse, une simple illusion, elle a une efficacité propre de par son caractère erroné[7].

Dans cette conception, le travestissement est donc le caractère général de tout lien marchand, c'est-à-dire d'échanges décentralisés d'équivalents monétaires permettant de valider socialement des activités de production effectuées de façon privée. Pour pouvoir fonctionner, le marché capitaliste ne peut pas dire ce qu'il est réellement. Il a besoin d'une fiction utile. On peut alors suggérer que ce qui différencie les types de liens marchands tient moins à ce qu'ils sont ou encastrés ou « purs » mais à des modalités diverses

[6] Si cette divergence découle d'abord d'une différence d'objets, qui suggère une forme de régionalisation des théories, on peut voir également dans cette tension moins une potentielle opposition qu'une articulation à retrouver entre deux moments du lien social marchand moderne. Ainsi, j'aurais pu analyser la MonedaPAR dans une optique critique à l'aune de cette notion émique d'« entraide » et de « recréation du lien social ». Mais, plutôt que faire une sociologie du dévoiement de cette entraide, il apparaît plus pertinent, au regard de la norme d'un marché idéal qui indexe les pratiques et les discours des acteur·ices, de traiter de la fonction de la MonedaPAR comme légitimation-contestation de l'ordre social à travers la notion de travestissement du lien marchand, pour éviter le double écueil de misérabilisme et de populisme méthodologique.

[7] La théorie du fétichisme réalise une double opération de critique de l'*homo œconomicus*, conçu comme forme de conscience fétichiste spécifique aux économies marchandes, et de démonstration du caractère nécessaire de cette fiction. De plus, elle rend compte de l'origine des formes de subjectivité marchandes, qu'elle retrace non simplement aux formes économiques capitalistes mais aux rapports de production marchands en général : c'est parce qu'on produit pour la vente que se développent nécessairement des formes de consciences fétichistes. Enfin, cette idée de la nécessité de la fiction, qu'on a évoquée en introduction comme la marque du marxisme constructiviste par rapport aux traditions plus économicistes ou mécanistes, introduit la problématique du décalage entre la réalité du lien social marchand et sa représentation. Plus précisément, dans une société capitaliste où l'objectif de la production n'est pas simplement la vente, mais la vente avec profit, c'est-à-dire la valorisation du capital avancé, la fiction d'un lien social marchand égalitaire et démocratique, pur et tendu vers l'efficacité, dissimule sa réalité de médiation essentielle du cycle du capital. C'est ce que Duménil (1978, p. 101) dénomme la « structure ouverte » du capital, par rapport au processus de la marchandise qui, lui, « s'avère d'une rationalité suffisante en elle-même » pour que sa structure conceptuelle soit « fermée sur elle-même ». À la différence de la marchandise, qui peut être saisie à partir des seules lois marchandes, c'est-à-dire des lois de l'échange, ainsi que leur contraire, qu'elles sécrètent nécessairement, c'est-à-dire des lois de la circulation, le concept de capital ne peut être « saisi sans qu'il soit fait retour aux lois marchandes », d'où l'ouverture de sa structure et l'existence d'un décalage entre la nature intime du capital et sa médiation marchande.

de travestissement de ces liens. Dans la MonedaPAR, ces dernières dans la MonedaPAR renvoient à une forme de travestissement solidaire, qui oppose un idéal normatif de ce que devrait être le lien marchand à la conception idéelle qui est celle à la fois des économistes néoclassiques et des descriptions de l'échange marchand « pur ».

Ainsi, les descriptions d'échanges marchands purs s'offrent comme l'explication dont les représentations émiques des économistes néoclassiques deviennent réalité. La théorie des agencements marchands décrirait un aspect des liens marchands modernes, qui correspond à la façon dont, sur les marchés étudiés, les rapports de production marchands se reflètent dans la conscience des individus. En découle ainsi une vision normative, idéelle du marché, analogue à ce que Foucault ([1979] 2004) décrit comme le passage du marché comme lieu de juridiction au marché comme lieu de véridiction. Dans la MonedaPAR, à l'inverse de ce qui est le cas des plateformes de consommation collaborative, les échanges de marchandises peuvent être répétés et l'information ne circule pas *via* des commentaires anonymes. Au premier abord, la MonedaPAR semble plus justiciable des théories de l'encastrement plutôt que de la description des échanges purs. De fait, on pourrait s'attacher à décrire la modalité de l'encastrement des échanges en MPAR. Néanmoins, ce qui m'intéresse ici tient à ce que les acteur·ices orientent leurs pratiques à partir de l'opposition à cette norme idéelle de l'*homo œconomicus* et du marché qui dit le Vrai, une norme idéal d'un marché solidaire qui dit le Juste. Ils opposent ainsi une Utopie à une Idée, mais ces deux modalités de régulation « institutionnelle »[8] des frictions et contradictions entre les choses réifiées et les personnes ou le monde matériel qui les mettent en mouvement et les sous-tendent partagent la même origine : la forme marchande de la production sociale[9].

Cette opposition entre deux normes – idéelle et idéale – de régulation des contradictions entre les aspects formels et matériels[10] des rapports de production peut être saisie dans la façon dont les pratiques et les discours des acteur·ices de la MonedaPAR articulent un travestissement spécifique des liens marchands. Ne pas considérer cette expérience d'ESS « d'emblée et exclusivement comme un monde de valeurs » (Hély et Moulévrier, 2013, p. 5), mais plutôt comme la mise en œuvre « de "mentalités économiques" différentes au service, plus ou moins contraint, d'une organisation sociale postindustrielle ordonnée pour partie autour de la systématisation des échanges économiques capitalistes et de la structuration des marchés » (ibid., p. 11) permet ainsi de ne pas considérer comme un « postulat [ou comme] résultat des recherches » (ibid., p. 5) la dimension alternative du projet. C'est plutôt par l'« ordinaire des interactions [et] par les mécanismes d'appropriation de logiques *a priori* inconciliables (le marché et la solidarité) » (ibid., p. 5) qu'on peut analyser cette expérience d'alter-économie paradoxale qu'est la MonedaPAR.

À travers notamment l'analyse des pratiques et des discours de membres de Boedo et Moreno, on se propose de décliner ce qui fait le caractère « solidaire » du travestissement du lien marchand[11] à l'œuvre de la MonedaPAR en trois moments.

En premier lieu se donne à voir une euphémisation de la sociabilité marchande qui consiste à faire passer les formes économiques marchandes comme quelque chose d'autre qu'elles-mêmes, quelque chose qui leur est

8 Entendue au sens large de coutumes, organisations artificielles et lois (Sasaki, 2021, p. 191).

9 L'échange marchand au sens de Marx ne se résume ainsi ni simplement à la réalité de l'encastrement social des liens marchands, à la Granovetter, ni à sa dimension de fiction utile contribuant à la construction toujours renouvelé de l'*homo œconomicus* comme agencement marchand, à la Callon et Muniesa : il les inclut comme ses deux moments.

10 Comme le soutient Saito (2017),la critique marxiste du capitalisme se fonde sur une analyse des relations étroites entre « catégories économiques formelles [et] les dimensions physiques et matérielles de la nature » (ibid., p. 16). La « destruction de la nature sous le capitalisme » est précisément la « manifestation de découlant de la transformation formelle capitaliste de la nature ». C'est à la condition de penser les relations entre les *Formbestimmungen* (déterminations de forme) et le *Stoffwechsel* (métabolisme) que l'on peut saisir que l'« l'écologie de Marx s'avère être non seulement une composante immanente de son système mais aussi une base méthodologique utile pour analyser la crise écologique mondiale actuelle » (ibid., p. 16).

11 Ce chapitre doit beaucoup à un travail mené conjointement avec Marine Snape, doctorante en sociologie (`https://www.theses.fr/s214473`, consulté le 9 février 2023). Elle travaille notamment sur *Jobbycat*, une plateforme de services de proximité (*jobbing*) qui met en relation des client·es souhaitant faire réaliser une tâche et des *jobbers*, renvoyant à une population d'environ mille individus qui s'engagent à répondre à cette demande contre rémunération. Il s'agit d'une plateforme exclusivement parisienne, qui se positionne comme une entreprise sociale et solidaire. Grâce aux technologies de l'information, elle prétend faire la promotion de la solidarité et du lien social. C'est au cours de discussions sur nos deux terrains qu'est née l'idée d'une comparaison de nos terrains : la MonedaPAR tout comme *JobbyCat* sont présentés comme des « laboratoires d'innovation sociale ». En dépit de différences essentielles, puisque *JobbyCat* est une entreprise parisienne tandis que la MonedaPAR est une association de fait argentine sans aucun soutien financier, les deux expériences m'apparaissent relever d'une même tentative de travestissement solidaire du lien marchand. Ce travail en commun a donné lieu à une communication à l'occasion des doctoriales de socio-économie organisées en octobre 2022 à Science Po Paris par le Réseau Thématique 12 de l'Association Française de Sociologie et est actuellement à nouveau en chantier en vue d'une publication dans la *Revue Française de Socio-Économie*.

étranger. Il s'agit en somme d'une atténuation de la norme idéelle (Trespeuch et al., 2019) (section 6.1).

En second lieu, cette euphémisation s'oriente vers une tentative de dévoiement de la norme idéelle du lien marchand, passant par sa réinscription dans un ensemble de valeurs solidaires, de coopération plutôt que de concurrence, de prix justes plutôt que de prix seulement vrais (Orzi, 2012b ; Plasencia et Orzi, 2007) : on fausse cette norme en lui donnant un caractère qu'elle n'a pas (section 6.2).

En troisième lieu, parce que l'horizon de la transformation sociale se limite à une simple réinvention « solidaire » du marché, ce dévoiement reste incomplet. Cela donne finalement lieu à une parodie de la sociabilité marchande, dans la mesure où sont malgré tout reconduites les lois de la circulation marchande dont il s'agit pourtant de faire la critique (Hély et Moulévrier, 2013). Le dévoiement n'est qu'imitation, au sens où, si l'on tente de modifier les caractères du contre-modèle, on ne parvient qu'à le faire sur un mode caricatural (section 6.3).

En définitive, il s'agit ainsi d'envisager la façon dont les acteur·ices se jouent de la sociabilité marchande (euphémisation) pour tenter de la déjouer (dévoiement) mais ne parviennent qu'à la rejouer (parodie).

6.1 Se jouer du lien marchand : l'euphémisation de la sociabilité marchande

L'euphémisation est ici envisagée comme l'opération dont le réencastrement du lien marchand est le résultat. Elle consiste à attribuer au lien marchand « pur » des caractéristiques qu'il ne possède pas en propre. On peut la saisir à travers trois dimensions. L'euphémisation passe ainsi d'abord par une volonté de rematérialisation des échanges, qui ne doivent plus avoir lieu entre deux parfait·es inconnu·es, quittes de tout compte une fois la transaction conclue (sous-section 6.1.1). Dans un second temps, elle correspond à un réenchantement des échanges, qui consiste en l'adjonction d'autres finalités non strictement matérielles à l'échange de biens et services en *pares* (sous-section 6.1.2). Enfin, elle s'articule à un ensemble émergent de normes définissant les pratiques acceptables et les limites éthiques de la MonedaPAR (sous-section 6.1.3).

6.1.1 Rematérialiser et relocaliser les échanges

De façon plus générale, la MonedaPAR fonctionne d'autant mieux qu'elle ne résulte pas de la création *ex nihilo* de groupes constitués d'inconnu·es mais s'insèrent dans des réseaux de sociabilité qu'elle participe à connecter plus avant et à renforcer en retour. La dimension de rematérialisation et de relocalisation des échanges s'inscrit ici comme une volonté de contourner le caractère impersonnel du lien marchand « pur ». Loin d'être un échange entre deux inconnu·es, les transactions en *pares* se font au sein d'un groupe de pairs et la conclusion d'un accord commercial ne signifie pas la fin de la relation, mais sa relance. De fait, il est très fréquent que le prix total ne soit pas intégralement payé en une fois. À bien des occasions, les dettes s'accumulent et font l'objet d'un règlement une fois la *feria* terminée et que chacun·e a réintégré ses quartiers. Plutôt que des dispositifs techniques automatiques et algorithmiques, c'est précisément cette importante sociabilité, à la fois condition et conséquence des échanges en MPAR, qui alimente cette confiance permettant le report dans le temps des règlements.



Fig. 6.1 - *Flyer d'invitation aux ferias du nœud Boedo.*
Source : groupes WhatsApp de Boedo.

On retrouve cette opposition à une conception impersonnelle du lien marchand jusque dans les représentations monétaires des enquêtées mentionnées dans l'encadré 6.1. Ainsi, María avance une conception organiciste de l'institution monétaire. L'argent serait à la société ce que le sang est au corps humain, c'est-à-dire un liquide vital, dont la continuité de la circulation est une condition nécessaire au bon fonctionnement de l'organisme. Dans cette perspective, l'industrie financière devient une excroissance maligne, qui, parce qu'elle bloque la circulation de l'argent et le distribue de façon inappropriée, menace la santé du corps social. Ce n'est pas la seule à raisonner en termes d'opposition économie réelle et économie financière. Albertina défend un projet de « *hack* » du système financier ou,

plus précisément, un contournement de ce dernier par la multiplication de systèmes monétaires parallèles, dont le nœud qu'elle organise chez elle n'est qu'une prémisse parmi d'autres possibles. Cela permettrait de se poser à nouveaux frais la question de la valeur des choses, de rendre réflexive leurs valorisations usuelles.



Fig. 6.2 - *Exemple de biens proposés lors d'une feria du nœud Boedo.*

Source : Carnet de terrain.

De même que María, Albertina se dit insatisfaite du fonctionnement du marché, qui attribue un excédent de valeur à des choses qui, à ses yeux, n'en ont pas, voire qui ont une valeur négative, comme les services d'un banquier, et les choses qui ont une valeur insuffisamment reconnue, comme les services des enseignant·es en général, des professionnel·les du domaine sportif ou de la culture. Le marché, laissé à lui-même, tendrait ainsi à valoriser excessivement les choses qui endommagent le corps social. Albertina s'oppose à une conception mécaniste de l'économie. Loin d'être une entité séparée des individus qui la composent, l'économie n'est que la résultante, selon elle, de la multitude des micro-interactions individuelles. Toute tentative de comparer la valorisation des activités humaines donnée par le marché à une forme de loi naturelle, comme la loi de la gravité, lui apparaît parfaitement illégitime.

Apparaît ainsi une parenté entre la conception organiciste de l'économie de María et l'opposition à la vision de l'économie comme une sphère autonome, dont les règles s'imposeraient comme des lois naturelles aux individus. Elles ont en commun l'idée qu'il est possible d'intervenir activement dans l'économie pour en rétablir l'équilibre. L'économie est ce que les gens en font. L'argent, au cœur de la métaphore organiciste de María, en est l'instrument central. Modifier les règles du jeu monétaire permettrait ainsi de sortir des logiques et des comportements marchands, traditionnels, qui incitent à concevoir toute relation entre les individus à l'aune de ce qui est possible d'en retirer comme avantage pour soi, impliquant un désavantage pour l'autre.

L'existence de l'argent comme forme sociale n'est pas remise en cause en tant que telle. Seul son fonctionnement est à modifier; à l'argent de l'industrie financière, il faut opposer les communs monétaires, dans une logique proche de ce que défendent les promoteur·ices des Systèmes d'Échanges Locaux (SEL) en France, que certain·es chercheur·ses présentent en conséquence comme des formes d'échange « sans argent » (Servet, 1999). À rebours du schéma marxiste traditionnel, le conflit central, que la constante reproduction de l'argent comme forme sociale dominante de la richesse favorise, n'oppose pas les travailleur·ses aux propriétaires des moyens de production. Lui est substitué un antagonisme entre économie « réelle », produisant la « vraie » richesse, et économie « financière », dont les titres de propriété sont « fictifs » et justifient une ponction légale sur l'économie réelle au risque de l'étouffer.

R *: Dans quelle mesure cette différence [entre prix et valeur] que tu dresses a à voir avec la façon dont on paie, c'est-à-dire 100 % en MPAR ou moitié MPAR-moitié* peso *ou 100 % en* peso.
Albertina *: Toi, par exemple, par rapport à ce* replanteo *de la valeur, en soi tu pourrais le faire en* peso. *Disons que tu ne me donnes un cours de français, on pourrait évidemment dire « voyons combien ça coûte sur le marché » et tu sais que le marché aujourd'hui vraiment il dévalorise beaucoup ce genre d'activité et moi, par exemple, je suis pas d'accord avec ça, alors je vais te payer plus, je vais te payer le double [du prix de marché]. Toi tu vas sans doute me dire « franchement merci, parce que j'aurais pas pu te demander plus que ce que dit le marché parce qu'évidemment tu peux toujours aller voir un autre prof, mais c'est vrai que le prix de marché ne me rend pas heureux, je ne peux rien acheter avec ça, même pas une bière avec un ami », tu vois ? Donc on peut se mettre d'accord sur un autre prix, un prix qui nous rende tous les deux plus heureux, parce que moi je sens que je te rémunère correctement, toi tu es plus heureux parce qu'on te valorise, ça te suffit. Et d'ailleurs on pourrait déjà commencer à réfléchir si cette valeur horaire, rapportée au total d'un mois, correspond à un salaire mensuel pour toi qui te permette de vivre dignement.*

R *: Les prix pourraient être plus élevés.*
Albertina *: Oui, et même si c'est en* peso, *peu importe la modalité, tu vois ? Il s'agit de sortir de la logique du marché qui peut-être dévalorise des choses qu'il ne devrait pas dévaloriser et parce que le marché ce n'est pas un dieu, ce n'est pas la loi de la gravité.*

Entretien le 5 décembre 2019 avec Albertina, 56 ans, prosommatrice et référente de Boedo, à *Maza Madre*, le centre culturel servant de lieu de *feria* du nœud de Boedo.

Modifier les règles du jeu monétaire ne vise donc pas à sortir du monde marchand en tant que tel mais à limiter les excès du capitalisme moderne, à le moraliser en substituant en partie à la sanction marchande des « conversations » entre acteur·ices, qui ne seraient donc plus réduits à leur seul rôle marchand. Il s'agit de parvenir à un « accord mutuel » sur la valeur des choses[12] : la refondation des règles du jeu se dit dans leur castillan *replanteo*, dont la dérivation à partir du verbe « plantear » en connote le caractère très discursif.

Il apparaît ainsi que c'est par la matérialisation et la relocalisation des échanges que les règles du jeu monétaires peuvent faire l'objet d'une remise en question. Il y a en effet des « choses qui n'ont même pas de prix de marché mais qui valent beaucoup pour nous autres », par exemple le travail des enseignant·es, dévalorisé par rapport à celui des banquier·es, pourtant à l'origine d'une contribution négative à la société, ou le travail de soin, par exemple auprès « des grands-parents », activités qui ne sont pas même reconnu comme du travail. C'est à travers la discussion et la négociation que l'on peut ainsi parvenir à des prix qui « nous rendent mutuellement heureux » :

[12] La critique sociale, à la fois dans ses finalités et ses moyens, se veut donc interne : hanger les choses de l'intérieur en créant des espaces, en quelque sorte. L'argent est ainsi considéré dans une perspective essentiellement instrumentale : ce qui prime est sa fonction de médium des échanges et de moyen de revalorisation. On est ici très proche de la conception de l'argent dominante dans le champ économique. L'argent devient nécessaire pour dépasser les limites structurelles du troc, lors du développement des échanges; par ailleurs, pourraient rajouter ces deux enquêtées, il serait possible d'utiliser autrement un même instrument monétaire ou, alternativement, d'utiliser une autre configuration de l'institution monétaire pour permettre une certaine moralisation de la vie économique limitant les excès du capitalisme financiarisé.

6.1.2 Réenchanter les échanges : la saveur de la MonedaPAR

En parallèle de cette rematérialisation des échanges, échanges qui pourraient pourtant, du strict point de vue technologique, être réalisés de façon entièrement virtuelle, le marché fait l'objet d'une forme de

réenchantement, par l'introduction d'une forte dimension sociale et communautaire.

Cette réinscription communautaire du lien marchand est l'occasion de faire valoir des principes d'organisation socio-économique différents de ceux qui régissent la vie économique usuelle. On a déjà mentionné que les prosommateur·ices parlent d'appréciation plutôt que de prix[13], que la construction monétaire est en rapport avec l'objectif d'une reconstruction communautaire, à rebours du récit de la modernité qui présente l'argent comme l'agent de la dissolution du lien social. En elle-même, la conjonction du néologisme prosommateur·ice, soulignant la volonté de revenir sur l'ossification de la distinction entre producteur·ice et consommateur·ice, avec l'idée d'une « monnaie de pairs » est parlante. Le lien marchand réencastré dans la communauté ne doit plus être l'occasion de figer les identités individuelles dans des rôles prédéfinis ni celle de l'abus de position, où l'un·e profite de l'autre[14].

[13] En castillan, *aprecio* plutôt que *precio*.

[14] En castillan, « *uno no se debe aprovechar del otro* » (Carnet de terrain, 16 mai 2019).

Il est néanmoins remarquable qu'à l'acquisition d'une « saveur communautaire », la MonedaPAR semble perdre ses caractéristiques monétaires. Ainsi, vivant à Moreno, commune nettement plus populaire que Boedo, Natalia et Yolanda ont toutes deux des compétences d'esthéticienne, auxquelles s'ajoutent pour Natalia des compétences de couturière et pour Yolanda des compétences de coiffeuse. Elles rapportent alterner entre emploi et chômage, entre lesquels elles jonglent grâce à une diversité d'activités secondaires leur permettant de se dégager des revenus. Natalia a travaillé pour la mairie de Merlo, une commune adjacente à celle de Moreno, et a été comme une représentante de commerce de Vanessa Duran ou de Monique (marques de beauté).

À la différence de María et Albertina, ce qu'elles savent produire peut être immédiatement commercialisé dans le réseau PAR. Il leur est en effet plus facile de trouver des acquéreur·ses de bonnets aux couleurs de l'équipe nationale de football que de vendre des services de conseil aux entreprises. Elles n'ont ainsi pas eu besoin d'apprendre de nouveaux savoirs-faire pour participer aux échanges. Paradoxalement, il apparaît que c'est la dévalorisation marchande des activités professionnelles de ces deux femmes issues des classes populaires par rapport à celles des deux autres enquêtées, membres des classes moyennes, qui facilite l'investissement des premières dans la MonedaPAR à la fois en tant que consommatrices et en tant que productrices.

La filiation avec les clubs de *trueque* est assumée et n'est pas problématique comme elle apparaît dans le discours de María[15], qui reproche aux fondateur·ices de la MonedaPAR de ne pas voir que leur initiative n'est pas une « monnaie pour les pauvres », mais une monnaie complémentaire dont l'horizon doit être au moins celui du WIR suisse. Natalia mobilise de fait la référence au *trueque* dans le cadre de stratégies rhétoriques visant à la construction d'un groupe utilisant régulièrement la MonedaPAR dans leurs échanges : elle associe ainsi la MonedaPAR aux *créditos* du *trueque*. Cette référence permet à Natalia de faire le pont entre l'utilisation de billets de *pesos* dans les transactions des *feriantes* et l'utilisation de la MonedaPAR. En effet, les *feriantes* de la place Franciscanos à Moreno ne sont pas habituées à considérer une monnaie virtuelle comme du « vrai » argent. Tout se passe comme si l'acte d'achat ne leur coûtait rien,

[15] La conception qu'ont Natalia et Yolanda du *trueque* est aux antipodes de l'idée quelque peu misérabiliste que s'en fait María. Il est vrai que les clubs de *trueque* rassemblent des personnes *humbles* (en castillan, *humildes*). Cependant, les raisons qui amènent Yolanda et Natalia à évoluer dans cet univers ne sont pas uniquement subies. La nécessité externe, l'absence d'emploi, existe. Mais le sentiment d'appartenance à une communauté apparaît tout aussi important. Natalia rapporte par exemple comment le groupe de la *feria* lui a offert un soutien émotionnel (en castillan, *grupo contenedor*) face à l'aggravation de l'état de santé puis au décès de sa mère. Une autre raison est également l'ennui, le temps à tuer : on va sur la place retrouver des amies, partager un maté, et non pas simplement guidée par les seules nécessités de la privation matérielle. L'air de rien, on s'y procure aussi des biens et services moins chers.

car elles ne reconnaissent pas la MonedaPAR comme une monnaie à part entière.

Pour faire face à cette situation, Natalia développe plusieurs stratégies. D'abord, une stratégie de concession, en utilisant le terme « échanger X contre MPAR » plutôt que d'expliciter qu'il s'agit bien d'« acheter tel objet avec des *pares* ». Ensuite, une stratégie de réduction au connu, en présentent la MonedaPAR comme une expérience analogue au *trueque* et aux *papelitos* qui y avaient cours. La MonedaPAR serait en quelque sorte l'évolution du *trueque*, cette fois-ci avec une dimension technologique plus prononcée, qui présente l'avantage d'interdire toute possibilité de vol ou de falsification des unités monétaires. Enfin, elle met en place un certain nombres de dispositifs visant à faciliter la consolidation de la confiance méthodique (Aglietta et Orléan, 2002).

L'achat et la consommation font l'objet d'une forme de réenchantement grâce cette monnaie alternative. Elle introduit d'une part une dimension ludique et communautaire. D'autre part, elle permet de repousser dans une certaine mesure les limites de la consommation, en relâchant partiellement la contrainte budgétaire. Que la MonedaPAR ne se limite pas simplement à la substitution d'achats qui auraient mobilisé sinon des *pesos*, mais induit aussi un certain nombre d'échanges *sui generis*, m'a également été signalé par Roberto [16]. La MonedaPAR lui permet de s'offrir un massage, d'acheter des cadeaux pour ses enfants pour Noël ou à d'autres occasions. De la même façon, Rosa, militante kirchnériste et membre du nœud de Boedo, m'a indiqué qu'elle avait, grâce à la MonedaPAR, fait l'acquisition de poupées artisanales qu'elle a ensuite pu offrir à ses petit·es-enfant·es. La construction d'une communauté, qui fonde la MonedaPAR, et que la MonedaPAR renforce en retour (« la MonedaPAR nous unit ») est primordiale pour les acteur·ices, dimension qui transcende les différences d'extraction sociale. Cela m'est également restitué d'une autre façon : Yolanda et Natalia m'ont à plusieurs reprises indiqué que le choix de l'unité monétaire induit une certaine « saveur » (*sabor*), qui est transmise aux marchandises qu'on acquiert :



Fig. 6.3 - *Flyer d'invitation aux ferias de la Plaza Franciscanos, partido de Moreno.*

Source : Groupes WhatsApp de Moreno.

> *Ce n'est pas la même chose de manger des légumes que quelqu'un a fait poussé dans sa maison et que te les a vendu en échange de MPAR, ou qui te les a échangé contre des MPAR; ils ont une autre saveur qu'aller au magasin de fruits et légumes pour les acheter à un commerçant.*
>
> Entretien réalisé le 19 novembre 2019 avec Natalia, 57 ans, prosommatrice et référente de la *feria* des Franciscanos à Moreno, sur la place de la *feria*.

Lorsque Natalia substitue l'expression « échanger X contre des *pares* », qui désigne un échange en nature, c'est-à-dire un troc, à l'expression « acheter X avec des *pares* », spécifique à un échange monétaire [17], elle ravale implicitement la MonedaPAR au même statut que les biens et services utiles qu'elle permet d'acquérir. Ni tout à fait monnaie, ni tout à fait marchandise, la MonedaPAR est « objet utile » et possède des caractéristiques matérielles spécifiques analogues à ce contre quoi on l'échange ou on la « troque ».

[17] La marchandise qui représente sa valeur en une quantité donnée de l'autre est la « forme-relative », tandis que l'autre est la « forme-équivalente » : la première est tout à fait marchandise, l'autre est entièrement monnaie et c'est ce rapport de polarité qui les constituent l'une comme marchandise, l'autre comme monnaie. À l'inverse, dans le troc, les biens échangés ne sont pas réellement des marchandises, c'est-à-dire unités contradictoires d'une valeur et d'une valeur d'usage. C'est en effet en tant qu'objets utiles, soit en tant que valeurs d'usage, qu'ils sont troqués (Marx, [1867] 1993, p.149 et p.199).

Ainsi, paradoxalement, il apparaît que c'est parce que la MonedaPAR n'est pas tout à fait ou pas du tout reconnue comme argent au sens propre, comme le sont à l'inverse les billets de *pesos*, qui demeurent le « vrai » argent, même pour des participantes de longue date de la MonedaPAR, que cette monnaie alternative acquiert une « saveur » que ne possède pas le *peso*, ou en tout cas, pas visiblement (Zelizer, 1994). L'incertitude portant sur le caractère monétaire de la MonedaPAR est ce qui fait positivement sa différence avec le *peso* : c'est parce que ce n'est pas du « vrai » argent qu'elle permet de réenchanter, d'introduire du jeu dans les rapports marchands.

C'est à l'opposé de la suggestion d'Albertina, du nœud de Boedo, qui considère que la dénomination des sommes monétaires, c'est-à-dire le choix de l'unité de compte dans laquelle les acteur·ices expriment la valeur économique, est finalement sans grande importance pour sa perspective de « *hack* » du système financier, qui vise à réajuster et corriger la valorisation dominante de telle ou telle activité. Ici, c'est parce qu'une unité de compte donnée n'est pas réellement reconnue comme « équivalent général », c'est-à-dire comme incarnation sensible de la valeur économique, qu'elle peut se faire le vecteur d'autres valeurs. La question se pose de savoir si la MonedaPAR pourrait à la fois devenir du « vrai » argent tout en demeurant ce moyen de réenchantement des rapports marchands et de mise à distance de la brutalité inhérente à l'acte d'achat (Aglietta et Orléan, [1982] 1984).

Quoi qu'il en soit, il est remarquable que, dans un nœud de classe moyenne, cette contradiction potentielle n'émerge pas, que la MonedaPAR ne soit qu'un moyen parmi d'autres possibles de la transformation sociale tandis que, dans un nœud plus populaire, la transformation sociale, si minimale soit-elle, ne semble pouvoir se faire que contre le *medium* monétaire en tant que tel. Natalia rapporte qu'elle parvient à satisfaire pourtant un pourcentage non négligeable – 20 % ou 30 % – de ses nécessités mensuelles en *par*, plus élevé[18] que ce que peut déclarer Albertina[19].

[18] Même si dans un second temps, après l'entretien, elle revient sur ce pourcentage en le rabaissant à 10 %.

[19] María n'est au moment de l'entretien ni productrice ni consommatrice car elle ne se connaît pas de talents effectivement commercialisables en MPAR.

L'en-« jeu » de la MonedaPAR est plus sérieux pour certain·es membres du nœud populaire par rapport au nœud de classe moyenne, où la MonedaPAR n'apparaît parfois que comme un supplément d'âme. Dans le discours de Natalia, l'objectif n'est pas simplement de créer une monnaie complémentaire : il s'agit de contribuer à « faire disparaitre le billet [de *pesos*] », ce qui passe par un contrôle scrupuleux de la fixation des prix par les autres participantes. On peut faire l'hypothèse que l'accès plus restreint au *peso* des membres du nœud Moreno par rapport à celui dont bénéficient les participant·es de Boedo peut expliquer cette attitude différente par rapport au *peso* : dernière des notions similaires (créer la communauté, aide mutuelle, crédit mutuel), dans le premier cas se dessine un monde sans *peso*, ou dans lequel l'argent n'occupe plus qu'une place minimale ; dans le second, la MonedaPAR n'est vu que comme un complément du *peso*, ou simplement comme innovation sociale dans laquelle il est plus facile d'expérimenter des modifications des règles de valorisation, qui, à terme, devraient être portées au *peso*.

Ni tout à fait argent, ni tout à fait marchandise, la MonedaPAR est en tout cas « objet utile », et possède des caractéristiques matérielles spécifiques analogues à ce contre quoi on l'échange. C'est ainsi parce que la MonedaPAR n'est pas tout à fait ou pas du tout reconnue comme argent au sens propre qu'elle a une « saveur ».

6.1.3 Moraliser le marché

La pratique d'enchères solidaires, la fixation de prix-plancher ou la constitution de grilles tarifaires suggèrent que rematérialisation et réenchantement des échanges s'accompagnent également d'une moralisation du lien marchand.

En premier lieu, cette moralisation se traduit dans la volonté de pratiquer des prix « justes » plutôt que simplement « vrais ». On a dit que tant María qu'Albertina voient dans la MonedaPAR un outil qui permettrait de rediscuter des valeurs des choses. Ces valeurs sont conçues dès lors comme entités distinctes de leurs prix (Boltanski et Esquerre, 2017). De la même façon, la pratique d'enchères solidaires, dans le cadre desquelles le minimum des prix est articulé à un maximum à Moreno indique que rematérialisation et réenchantement des échanges passent également par une moralisation du lien marchand. Dans certains nœuds de la MonedaPAR, afin de faire la preuve que l'expérience permettant aux vendeuses qu'aux acheteuses de gagner en pouvoir d'achat, des biens sont mis aux enchères (*subastas*) 100 % en *par* au cours des *ferias*. Les prix font l'objet d'une régulation en sous-main : les organisatrices recensent les prix des marchandises équivalents dans les commerces de la zone, pour éviter les envolées de prix. En instaurant un maximum du prix fixé à l'avance, elles s'efforcent ainsi de se rapprocher de ce que serait un prix « juste » pour les deux parties de l'échange. De fait, les prix 100 % en *par* restent inférieurs ou, dans le cas le moins favorable, égaux aux prix pratiqués par les commerces de la zone.

L'impossibilité théorique de spéculer sur le taux de change de la MonedaPAR, à rebours de ce qui pouvait avoir lieu dans le *trueque* (Saiag, 2016), ainsi que l'interdiction de la *reventa* – théorique, également, puisque dans les faits elle reste occasionnellement pratiquée – contribue à épurer de la MonedaPAR des aspects du *trueque* les plus proches du lien marchand usuel.

En second lieu, la moralisation ne porte pas seulement sur le niveau des prix ou sur le rejet de la spéculation sur le change ou sur les marchandises, mais porte encore sur une clarification des limites éthiques du marché. Il ne suffit pas de pratiquer les prix « justes », il faut encore échanger les « bonnes » choses. Les drogues ne constituent ainsi pas des marchandises susceptibles d'être échangées en MPAR, à l'instar des aliments issus de l'agriculture intensive en raison de son large usage des pesticides. Dans les chartes de certains nœuds, la provenance biologique[20] des aliments est stipulée comme une condition *sina qua non* de leur commercialisation.

[20] C'est-à-dire issu d'une agriculture paysanne opposée à l'agro-industrie et à son utilisation d'engrais artificiels. La MonedaPAR apparaît comme un moyen en vue de parvenir à une alimentation saine.

L'interdiction porte plus fortement sur la publicité qu'on peut faire de certains produits. Ainsi, le 15 novembre 2018 apparaît sur le MercadoPAR une annonce de services sexuels proposé par une personne s'identifiant comme homme. Cela suscite immédiatement une controverse sur le groupe WhatsApp des fondateur·ices, le groupe *PAR*. Sans que ne soit jamais explicitée la nature de l'offre litigieuse, des membres soulignent que le MercadoPAR n'est pas « le lieu pour une publication de cette sorte », qu'elle ne leur paraît pas « adaptée ».

Ce micro-événement est d'ailleurs à l'origine d'une réflexion sur les « conditions de services » qui doivent être stabilisées dans les chartes des nœuds. L'un des participant·es souligne qu'il « faut se préparer à un grand débat avec les crypto-libertariens », autre occasion de divergence entre les

deux sources de la MonedaPAR, anarcho-péroniste et sociale, d'une part, crypto-libertarienne et technique, de l'autre, qui correspondent à deux conceptions antagoniques du marché comme lieu de juridiction ou lieu de véridiction. Roberto signale ainsi qu'on « ne devrait pas pouvoir considérer [des services sexuels] comme un travail, mais comme un signe d'amour », de sorte qu'une telle annonce constitue « un attentat contre l'érotisme », réduit à une simple « transaction bancaire ». Or, « sans *eros*, il n'y a pas de communauté ».

Ce n'est en effet pas pour lui un travail « digne », bien qu'on puisse soutenir la constitution de syndicats de travailleur·ses sexuel·les de façon à obtenir une amélioration de leurs conditions de travail. Ce débat se ramifie rapidement, certain·es participantes végétarien·nes en profitant pour indiquer qu'ils n'avaient pas apprécié les « blagues » sur le ChoriPar. Il s'agit d'un événement organisé à Florencio Varela. Cette municipalité a été un haut-lieu du *trueque* au début du millénaire. Peu de temps avant mon entrée sur le terrain, une tentative infructueuse de fondation d'un nœud de la MonedaPAR s'est matérialisée par une fête axée sur l'idée que la MonedaPAR permettrait de faire profiter à tous et toutes d'un *choripan*, un sandwich typiquement argentin, très courant dans les manifestations et autres événements publics, consistant essentiellement en un sandwich fourré d'une saucisse souvent de mauvaise qualité.

D'autres soulignent que c'est lorsque qu'une monnaie permet « d'accéder aux vices qu'elle commence à s'apprécier », qu'on peut comprendre au double sens de prendre de la valeur économique et de faire l'objet d'appréciations positives de la part de ses usager·es. Le conflit est en fait classique, il renvoie à l'apparence réelle de consentement mutuel nécessaire à l'établissement des liens marchands, composante essentielle du projet de la MonedaPAR, qui vise précisément à constituer une monnaie fondé sur l'accord libre de pairs.

Alors, question de « liberté individuelle » ou nécessité de régulation communautaire sur le « type de services et de produits il est possible d'échanger dans la MonedaPAR » ? Au-delà de la question morale, décisive pour certain·es qui proposent par la suite comme critère que les publications dans la MonedaPAR soient accessibles aux mineurs, d'autres vont souligner de façon plus tactique qu'il en va surtout de l'« image de l'expérience » : laisser faire cela, c'est donner à nos adversaires « l'excuse parfaite pour eux de nous attaquer avec les quatre cavaliers de l'apocalypse, trafic de drogue, blanchiment d'argent, terrorisme et pédophilie »[21].

[21] Carnet de terrain, 15 décembre 2018.

Cette annonce d'offre de services sexuels par le travailleur lui-même est finalement retiré du site MercadoPAR et son auteur banni. Moins qu'« ingénieuse et sympathique », elle est finalement considérée majoritairement comme une « provocation ». Elle a en tout cas suscité une série d'expériences de pensée : que se passerait-il si des services d'avortement étaient proposés[22], ou des drogues[23], ou des contrats d'assassinat.

[22] L'avortement libre, légal et sûr ne fait alors pas encore partie de la loi, puisqu'il n'est légalisé qu'en 2020. Il n'est formellement autorisé qu'en cas de viol, de non-viabilité de l'embryon ou de risques sur la vie de la personne *gestante*.

[23] D'après l'un des participant·es au débat, pourquoi l'alcool en serait alors exclu ? À moins que, suggère-t-il, la construction de la communauté se fasse en important les délimitations « arbitraires » tracées au sein des substances psychotropes.

Cette « opportunité fantastique de démontrer comment une communauté organisée peut créer un instrument spécifique d'échange pour tout ce dont on a besoin ou que l'on désire », comme le définit alors l'un des participant·es du débat, est à son sens « perdue » en raison du « puritain intérieur de tous les amis du Pape qui se trouvent sur ce groupe [WhatsApp] ». De fait, cela semble avoir contribué à l'éloignement de ce dernier participant : il est introuvable dans les nœuds buenos-airiens de la MonedaPAR. Lorsque je cherche à le rencontrer, il me précise qu'il n'est même pas à proprement parler

un « compagnon de route ». Le courant « anarcho-péroniste » l'a emporté sur la sensibilité plus « crypto-libertarienne ». La conclusion de ce micro-événement est qu'il revient à l'assemblée des nœuds de résoudre la question des « limites éthiques de la MonedaPAR », ce qui devient effectivement le cas dans les mois suivants.

Il faut mentionner un dernier type de moralisation de la MonedaPAR. Au-delà des prix « justes », des pratiques spéculatives « impropres » ou de l'exclusion de certains types de marchandises « mauvaises », l'expérience est sous-tendue par l'encouragement de la circulation de l'argent plutôt que de son accumulation. Cela découle du diagnostic que la source des crises économiques tient à une mauvaise répartition du circulant résultant du monopole privé sur la création monétaire. Il y a ici néanmoins un paradoxe avec un autre élément du projet, celui de fournir du crédit à taux zéro à l'ensemble de la communauté. Comment s'assurer que les individus qui font usage de leurs lignes de crédit vont bien tenter de réduire leurs déficits en fournissant au réseau des marchandises utiles quand il n'y a pas de dispositifs visant à s'assurer du remboursement, sinon sous forme monétaire, au moins sous forme de valeurs d'usage ?

Un premier élément de réponse est que la proximité entre les participant·es et l'absence d'anonymat favorise des formes de contrôle social implicite. De fait, à l'occasion d'une *feria* de Boedo, une participante signale qu'elle n'ose pas réellement utiliser son autorisation de découvert comme elle le ferait sur une ligne de crédit bancaire classique, car elle a l'impression que cela reviendrait à « profiter de la communauté »[24]. Si on peut y voir l'effet de ce contrôle social implicite, ce n'est pas non plus souhaitable d'un point de vue strictement économique, puisque cela stérilise une partie importante du pouvoir d'achat théoriquement disponible sous forme de lignes de crédit et limite l'usage de la MonedaPAR comme crédit mutuel.

[24] Il est remarquable que ce point de vue soit celui d'une femme plutôt que d'un homme membre. Tout se passe comme s'il était nécessaire de neutraliser, même — voire surtout — au sein d'une monnaie alternative « le soupçon qui naît dès que [les femmes] semblent trop proches de l'argent » (Lazarus, 2021, p. 62).

Le nœud de Traslasierra a mis en place un dispositif plus explicite. Il permet de résoudre partiellement ces tensions entre, d'une part, circulation et absence de termes des crédits communautaires et, d'autre part, entre contrôle social implicite et nécessité de l'usage des lignes de crédit pour que la MonedaPAR soit un réel crédit mutuel. Utilisant les statistiques produites à partir de la base de données de transactions par la *Coordinación Económica*, le nœud s'est doté d'un écran de supervision. Y sont notamment enregistré·es les individus resté·es en position déficitaire depuis plus de deux mois, qualifié·es de « vivos », et celles et ceux qui, à l'inverse, tendent à la thésaurisation permanente.

Quand les second·es « retirent du pouvoir d'achat aux autres », les premier·es « profitent de la solidarité communautaire ». Ces deux extrêmes, circulation excessive et thésaurisation maximale, ne sont pas souhaitable du point de vue du projet de la MonedaPAR, mais de façon asymétrique. Les seuils d'alarme sont en effet différents : en mai 2021, du moins, le seuil en négatif est fixé à -3 000 tandis qu'en positif, il commence à partir de 9 000 *pares* accumulés.

Ces dimensions morales de la MonedaPAR ne sont pas purement discursives. Des exclusions, permanentes, comme dans le cas du travailleur sexuel, ou temporaires, ont été en effet décidées. Ainsi, les nœud de Boedo, de La Plata et de Luján écartent temporairement, à au moins une occasion, des membres masculins de leurs groupes auxquels sont reprochés des

agissements sexistes « contraires aux valeurs de la MonedaPAR ». De façon moins intense, les « vivos » et « acumulos » de Traslasierra font l'objet de rappels : les référent·es du nœud croisent la table des pseudos des membres avec celle de leurs informations personnelles pour « gagner en gouvernamentalité ».

Ainsi, selon trois modalités distinctes – rematérialisation, réenchantement et moralisation – et de façon d'autant plus efficace que la ***blockchain*** met à disposition des acteur·ices un ensemble d'informations inaccessibles dans l'ancien *trueque*, la MonedaPAR est associé à un processus de réencastrement du marché. Si les membres de la MonedaPAR débattent de la question de savoir s'ils font partie d'une simple monnaie ou d'une communauté, la réalité de régulations sociales de type communautaires plutôt que légales indique que la seconde option a le plus de validité. Cela positionne la MonedaPAR aux côtés de l'ESS au sens large, mais également des formes d'économie collaborative qui n'en relèvent pas toujours mais qui trouvent leur fondement théorique dans une « remise en cause de l'échange marchand » (Borel et al., 2015).

6.2 Déjouer le lien marchand : le dévoiement de la sociabilité marchande

Cette remise en cause en effet ne consiste pas simplement à faire passer le lien marchand pour autre chose que ce qu'il est. Il ne s'agit donc pas d'une simple euphémisation : la MonedaPAR correspond au projet d'une véritable transformation du contenu de ce lien, qu'on se propose de saisir à travers la notion de dévoiement. De fait, la MonedaPAR contribue à une émancipation partielle et paradoxale de certain·es de ses membres (sous-section 6.2.1). Au-delà des personnes, elle repousse les limites de la valeur comme forme économique subordonnée à l'impératif de valorisation du capital pour légitimer les activités « marginales » (sous-section 6.2.2). Ces dernières apparaissent comme du travail gratuit car elles font l'objet d'un « déni de travail » (Simonet, 2018) en raison de caractéristiques matérielles qui les rendent inadéquates aux exigences formelles du capital (Saito, 2017, p. 89). Enfin, à côté de la valeur comme principe régulateur tant de l'allocation des forces de travail que de la répartition de la production sociale y émergent des principes régulateurs coopératifs, non marchands (sous-section 6.2.3).

6.2.1 Une émancipation partielle et paradoxale

Le projet explicite de la MonedaPAR est de créer un outil au service de l'économie populaire et de ses organisations, dans un contexte spécifique où le travail informel et de subsistance (Collectif Rosa Bonheur, 2019 ; Mies, 1988) est nettement plus développé qu'en France. En somme, il s'agit de proposer un outil permettant d'améliorer les conditions matérielles d'existence des participant·es et favoriser ainsi une certaine émancipation de ses dernier·es. Lazarus (2021, p. 61) souligne que « dès qu'elle concerne les femmes, la question de l'argent, pourtant essentielle à leur émancipation dans une société monétarisée et capitaliste, rencontre celle, plus classique, des limites que les sociétés doivent mettre à l'hégémonie de l'argent », ce qui renvoie à la conception traditionnelle de l'argent comme « colonisateur d'espaces qui devraient rester incommensurables ». Du point de vue d'une monnaie alternative dans laquelle les femmes sont majoritaires, on peut se demander dans quelles mesures les pratiques remettent en question cette *folk* théorie des transformations causées par l'extension des rapports marchands (Maurer, 2006, p. 18).

Si l'on ne retrouve pas de traces évidentes de ces trois soupçons qui affectent les femmes lorsqu'on les envisagent dans leurs rapports à l'argent – soit jugées impures « si elles possèdent de l'argent » (Lazarus, 2021, p. 61), ou encore « incompétentes, frivoles et dépensières » (ibid., p. 61) dans leur gestion de leurs ressources monétaires, ou enfin « affectées par le manque, pauvres et dépendantes » (ibid., p. 61) lorsqu'elles en sont relativement dépourvues, il reste néanmoins que la MonedaPAR bénéfice d'abord à ses membres masculins. De plus, elle ne parvient que de façon très insatisfaisante à améliorer le quotidien des individus : de façon générale, sur les cinq ans d'existence de l'expérience, parmi les usager·es ayant réalisé au moins une vente dans l'année, trois membres sur quatre ne parviennent qu'à retirer un maximum égal à 10 % de la *Canasta Básica Alimentaria* (CBA) annuelle[25]. Enfin, les hommes qui bénéficient le plus de la MonedaPAR

[25] La *Canasta Básica Alimentaria* correspond aux revenus nécessaires pour garantir un apport nutritionnel minimal. Elle permet de définir le seuil de l'indigence, en-dessous duquel un apport énergétique de 2 750 kcal par adulte équivalent (un homme de 30 à 59 ans à activité physique modéré) n'est plus accessible. Voir `https://www.indec.gob.ar/ftp/cuadros/sociedad/EPH_metodologia_22_pobreza.pdf` (consulté le 18 août 2022).

semblent le faire « aux dépens » des autres, et notamment des femmes les plus impliquées. Voyons tour à tour ces trois points.

Si on ne dispose pas d'informations sur l'origine ou le niveau socio-économique des membres de la MonedaPAR, les graphiques du chapitre précédent rapportant l'évolution de la part des femmes et des hommes parmi les usager·es actif·ves dans le mois montre que, dès l'introduction de la seconde stratégie, c'est-à-dire le détour par le *trueque*, les femmes deviennent majoritaires. Elles représentent en effet peu ou prou deux tiers des usager·es réalisant au moins une transaction dans le mois.

Néanmoins, tout se passe comme si la MonedaPAR était une conception masculine mais une réalisation féminine. Ainsi, les techniciens rencontrés sont tous des hommes, qui sont également majoritaires dans l'équipe initiale de promoteur·ices. À l'inverse, les prosommateur·ices sont plutôt des prosommatrices, ce qui se reflète dans la répartition de genre des entretiens que j'ai réalisé. De plus, les hommes réellement prosommateurs, au sens où ils ne sont pas uniquement impliqués dans la gouvernance socio-politique (membres des cercles thématiques ou de l'équipe opérative) ou dans la gestion de l'infrastructure technique, se différencient des femmes prosommatrices selon plusieurs axes.

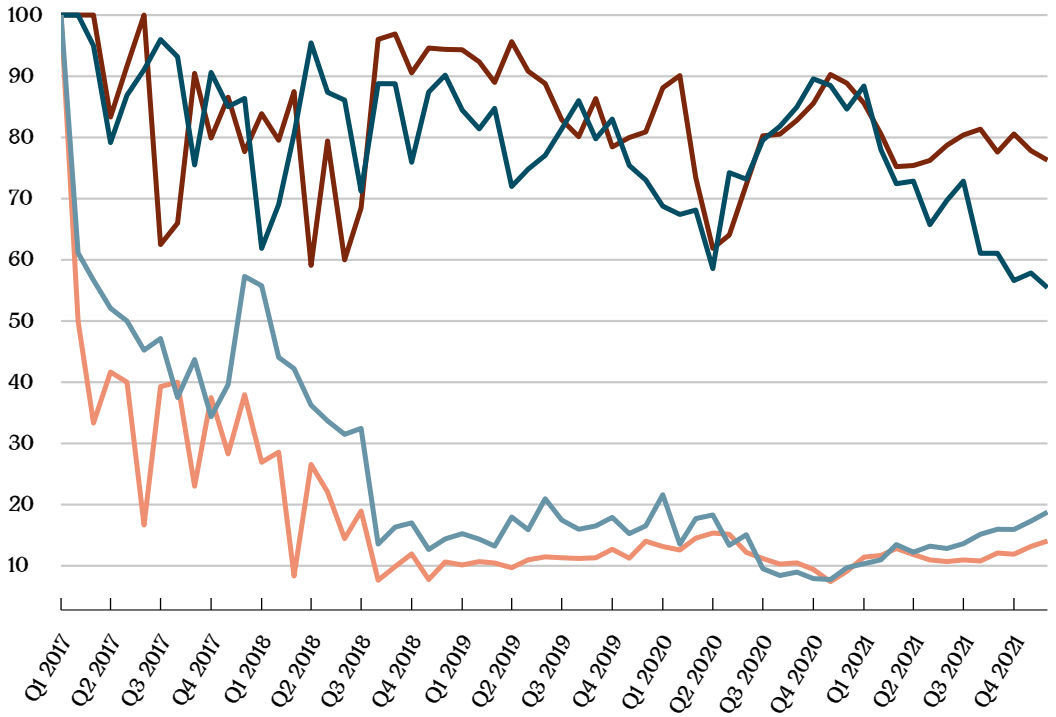
En premier lieu, ils sont moins nombreux à disposer d'un découvert : en décembre 2021, ils représentent un tiers des usager·es ayant réalisé une transaction depuis le début, mais seulement 27 % des usager·es disposant d'un découvert. Si la différence disparaît lorsque l'on regarde non plus le stock mais le flux, c'est-à-dire que l'on se restreint aux seul·es usager·es ayant réalisé au moins une transaction en décembre 2021, ils font en moyenne moins usage de leurs *avales*[26].

En second lieu, Les hommes disposent en moyenne d'un découvert plus important que les femmes : en stock, 3 885 *pares* contre 3 375 *pares* pour les femmes ; en flux, la différence est encore plus importante fin décembre 2021, 5 027 *pares* contre 3 529 *pares*. Des dix usager·es à disposer d'un découvert de type « nœud », c'est-à-dire de 30 000 *pares*, sept sont des hommes. Parmi les quatre qui ont un *aval* de 10 000, trois sont des hommes. Si l'on rajoute à cela que les hommes, lorsqu'ils sont en positif, ont accumulé en moyenne plus de *pares* que les femmes (3 783 contre 3 373), il n'est pas surprenant que l'ensemble des hommes disposent en moyenne d'un pouvoir d'achat supérieur que les femmes (5 927 contre 3 997).

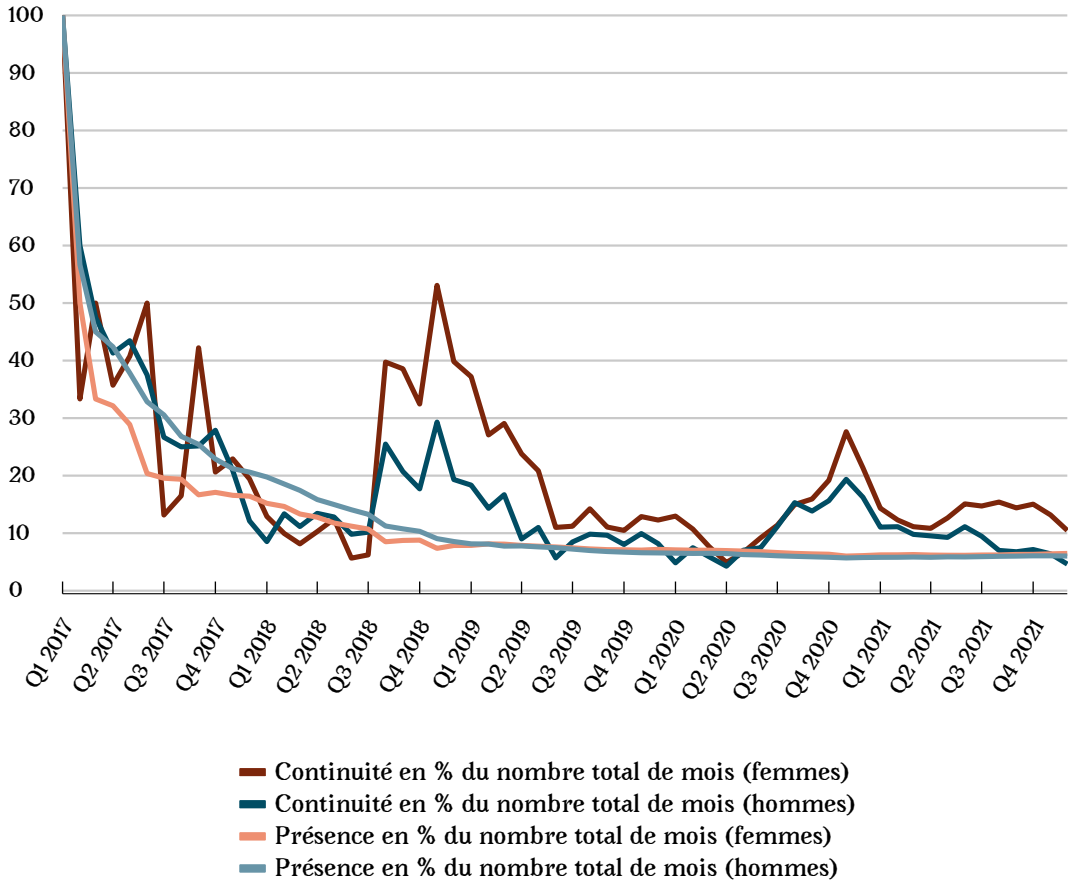
En troisième lieu, cela n'empêche pas qu'en moyenne, les femmes réalisent à la fois plus de ventes et d'achats que les hommes : au total, ces derniers réalisent en moyenne 24 transactions contre 34 pour les femmes. Si l'on regarde non plus le volume de transactions, mais la valeur des ventes et des achats, la différence reste orientée dans le même sens : en moyenne, les hommes ont vendu pour 5 496 MPAR (contre 5 992) et acheté pour 5 559 MPAR (contre 5 961). L'écart est néanmoins moindre du point de vue de la valeur des ventes que par rapport à leur volume selon le genre : la valeur unitaire d'une transaction masculine typique est donc supérieure à celle des femmes, ce qui suggère qu'il y a des différences qualitatives entre les marchandises fournies par les hommes et celles que commercialisent les femmes, différences qualitatives qui permettent d'importer la sous-valorisation marchande des activités féminines[27].

[26] Ainsi, en flux fin décembre 2021, leur taux d'utilisation moyen du découvert autorisé, est 14,2 % contre 28,1 % pour les femmes. En stock, depuis le début jusqu'à fin décembre 2021, c'est 22,1 % contre 24,2 %, ce qui suggère que les hommes disposant d'*avales* et en faisant usage qui arrêtent de participer à l'expérience le font à un moment où ils sont en position déficitaire, tandis que les femmes de caractéristiques identiques le font à partir d'un surplus, après avoir « rendu » à la communauté plus en valeur que ce qu'elles n'en ont reçu.

[27] Ainsi, le fait qu'en dépit de ventes de valeur en moyenne moins élevées, les hommes aient un pouvoir d'achat moyen plus élevé suggère que cet effet découle d'abord et avant tout de la sur-représentation des hommes parmi les usager·es qui disposent d'autorisations de découvert de type « nœud », 30 000 ou 10 000 *pares*. Originellement, les différents niveaux des *avales* doivent s'adapter aux différences qualitatives entre les unités de production qui s'inséraient dans la MonedaPAR. L'*aval* de 100 000 MPAR, jamais utilisé, est pensé pour les entreprises de taille moyenne, l'*aval* de 30 000 pour les entreprises de taille plus réduite tandis que les coopératives et autres unités de production comptant seulement une poignée de membres doivent recevoir des autorisations de 10 000 *pares* et que les producteur·ices individuel·les doivent disposer de 1 000 *pares* de crédit. Pour l'assignation d'une partie des autorisations de découvert supérieures ou égales à 10 000, il y a un effet de structure : les fondateur·ices se sont retrouvé·es rapidement à la nécessité de disposer de fonds considérables en MPAR pour pouvoir « lancer » de nouveaux nœuds, en attendant qu'une *billetera* de nœud soit constituée, et les hommes sont sur-représentés parmi ces membres fondateur·ices. Mais cela n'explique pas la totalité de la sur-représentation masculine parmi les détenteur·ices d'*avales* supérieurs.



(a) *Parmi les comptes actifs dans le mois.*



(b) *Parmi les comptes actifs au moins une fois depuis le début.*

Fig. 6.4 - *Indicateurs de présence et de continuité selon le genre.*

Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur https://bts.ai.

Ce sont également les femmes membres qui, d'après les graphiques 6.4a et 6.4b en page 296, sont en moyenne à la fois plus présentes que les hommes, lorsqu'on fait la moyenne du nombre de mois de présence par individu en pourcentage du nombre total de mois d'existence du nœud auquel l'individu est rattaché·e, tandis que leur présence est en moyenne plus continue que celle des hommes, lorsqu'on prend la moyenne du nombre de mois de présence sans interruption et qu'on la rapporte au nombre de mois de présence total par individu pour en calculer un pourcentage[28].

[28] Ces deux énoncés sont surtout valables sur les usager•es actif•ves dans le mois (graphique 6.4a en page 296). La différence en termes de présence moyenne est moins pertinente si l'on regarde l'ensemble des membres qui ont été actif•ves une fois depuis le début (graphique 6.4b en page 296), mais le caractère plus continu de la présence des femmes par rapport à celles des hommes reste valide.

En 2022, lors d'une présentation à l'occasion d'une réunion de la Coordination Nationale, les membres de la *Coordinación Económica* présentent un graphique représentant la valeur moyenne des achats mensuels par compte actif dans le mois en pourcentage de la *Canasta Básica Alimentaria* (CBA). On reproduit cette série sur le graphique 6.5 en page 297, en distinguant selon le genre des participant·es actif·ves dans le mois. Si les femmes réalisent en moyenne plus de transactions que les hommes et vendent et achètent à la fois en moyenne plus que les hommes, qu'elles utilisent plus intensément les autorisations de découvert dont elles disposent en quantité plus réduite que les hommes et qu'elles sont à la fois plus présentes et de façon plus continue que les hommes, ce sont les usagers masculins actifs dans le mois qui retirent de la MonedaPAR une quantité en moyenne plus importante de valeur économique. Sur le graphique mentionné, en effet, la courbe bleue est, pour la majorité des mois, supérieures à la courbe rouge.

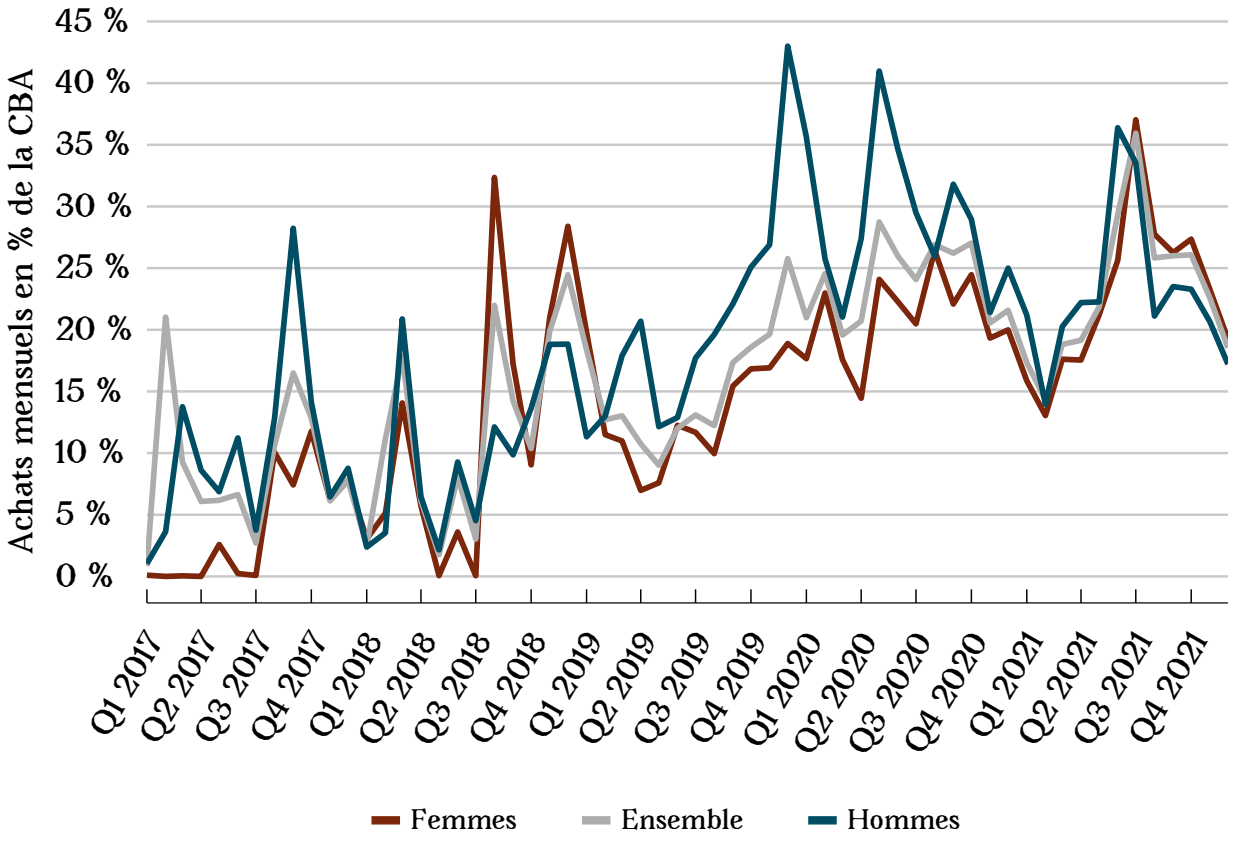


Fig. 6.5 - *Achats mensuels par compte actif dans le mois en % de la Canasta Básica Alimentaria selon le genre.*

Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur `https://bts.ai` ainsi que des séries de l'Indec, accessibles sur `https://www.indec.gob.ar/indec/web/Nivel3-Tema-4-43` (consulté le 18 août 2022).

Ce graphique ne révèle qu'une partie de la réalité. D'une part, il ne tient pas compte du fait qu'un même usager·e n'est pas nécessaire actif·ve tous les mois. D'autre part, il rapporte la valeur moyenne mensuelle des achats aux seuls comptes actifs dans le mois. Néanmoins, une partie importante des usager·es actif·ves dans l'année ne réalisent que très peu d'achats, voire aucun, échouant à s'intégrer de plain-pied à la communauté. Bref, si la MonedaPAR apparaît disposer d'un certain impact sur les conditions matérielles d'existence de ses membres, c'est que ce graphique ne prend en compte parmi ces dernier·es que ceux et celles pour lesquel·de fait les l'expérience fonctionne et qui sont donc très actif·ves.

Le graphique 6.6 en page 299 rapporte la distribution selon le genre des achats annuels en pourcentage de la CBA pour tous·tes les membres ayant réalisé au moins un achat dans l'année considérée, éliminant une partie importante du biais mentionné. On peut constater qu'en effet rares sont les comptes dont l'impact qu'a la MonedaPAR sur leurs conditions matérielles d'existence oscille autour de la moyenne du graphique précédent 6.5 en page 297. Les moyennes qui y figurent sont donc très nettement tirées par des individus marginaux. Ainsi, en 2020, au cours de l'année, un usager uniquement, Roberto de La Plata, retire de son activité dans la MonedaPAR l'équivalent de plus de cinq fois la valeur de la CBA annuelle[29].

De façon générale, sur les cinq ans d'existence de la MonedaPAR et malgré un mouvement de hausse, trois membres sur quatre ne parviennent qu'à retirer un maximum égal à 10 % de la CBA annuelle. Les femmes les plus extrêmes sont moins « extrêmes » que leurs contreparties masculines et ce, aux deux bouts des distributions annuelles : elles sont moins nombreuses parmi ceux et celles qui en retirent une proportion substantielle de la CBA et sont également moins nombreuses parmi celles et ceux qui n'en retirent quasiment rien. Ce dernier point, associé à des distributions féminines plus larges que les distributions masculines, est une nouvelle indication que la MonedaPAR est d'abord une communauté féminine : les femmes y sont plus présentes et leurs comportements sont plus proches des comportements « normaux » que ceux des hommes.

Au regard de ce graphique, on peut donc en conclure à un certain impact de la MonedaPAR sur les conditions matérielles d'existence des femmes qui en sont membres bien qu'il soit nécessaire de préciser que ceux qui en retirent le plus sont certains hommes. Dans tous les cas, ceux et celles qui en retirent un apport substantiel de valeur, donc, potentiellement, de valeurs d'usage, sont une minorité : à peine un·e membre parmi quatre retire plus de 10 % de la CBA annuelle, à la fois en général et plus spécifiquement en 2021[30].

Pour compléter l'analyse, il faut encore rapporter la distribution des achats annuels à la distribution des ventes annuelles, usager·e par usager·e. Il est en effet possible qu'un groupe de genre tende à contribuer au réseau en terme monétaire plus que ce qu'il en retire. De fait, c'est bien une telle tendance qui apparaît sur le graphique 6.7 en page 300. À partir de 2019 et de l'expansion réelle de la communauté, sauf en 2020 où la situation est légèrement renversée mais de peu, les femmes du dernier quartile[31] réalisent moins d'achats par rapport à leurs ventes annuelles que les hommes du dernier quartile. On pourrait ainsi dire que les hommes qui bénéficient réellement de cette expérience, dont l'opérationnalisation empirique correspond aux hommes du dernier quartile, sont en quelque

[29] Il s'agit cependant de son chiffre d'affaires brut, puisqu'il vend intégralement en *pares* ce qu'il achète ailleurs en *pesos* en appliquant une marge pour rémunérer son activité de transport.

[30] Cela est d'autant plus faible qu'en réalité ce graphique n'intègre que les membres qui ont réalisé au moins un achat au cours de l'année considérée. La proportion parmi les usager•es actif•ves dans l'année des membres qui se créent un compte mais ne réalisent qu'une ou plusieurs ventes baisse avec le temps : elle passe de 50 % (sur 106 comptes actifs) en 2017 à 16,4 % (sur 1 051 comptes actifs) en 2021. Cette même année, la moitié des membres de la MonedaPAR actif•ves dans l'année et ayant réalisé au moins un achat ne retirent de l'expérience que 3 % de la CBA annuelle. Si l'on prend maintenant l'ensemble des membres actif•ves, ayant réalisé un achat ou non, la médiane passe à un peu moins de 2 %, avec une différence de moins de 0,1 % en faveur des femmes.

[31] C'est-à-dire les femmes qui retirent de la MonedaPAR plus que 75 % de l'ensemble des membres ayant réalisé au moins un achat dans l'année considérée. On opère cette réduction car l'un des résultats des graphiques précédents est qu'une partie très minime des usager•es de la MonedaPAR bénéficient réellement de l'expérience. On veut avec la présente analyse évaluer si, dans ce sous-groupe de ceux qui en bénéficient, il y a des différence selon le genre.

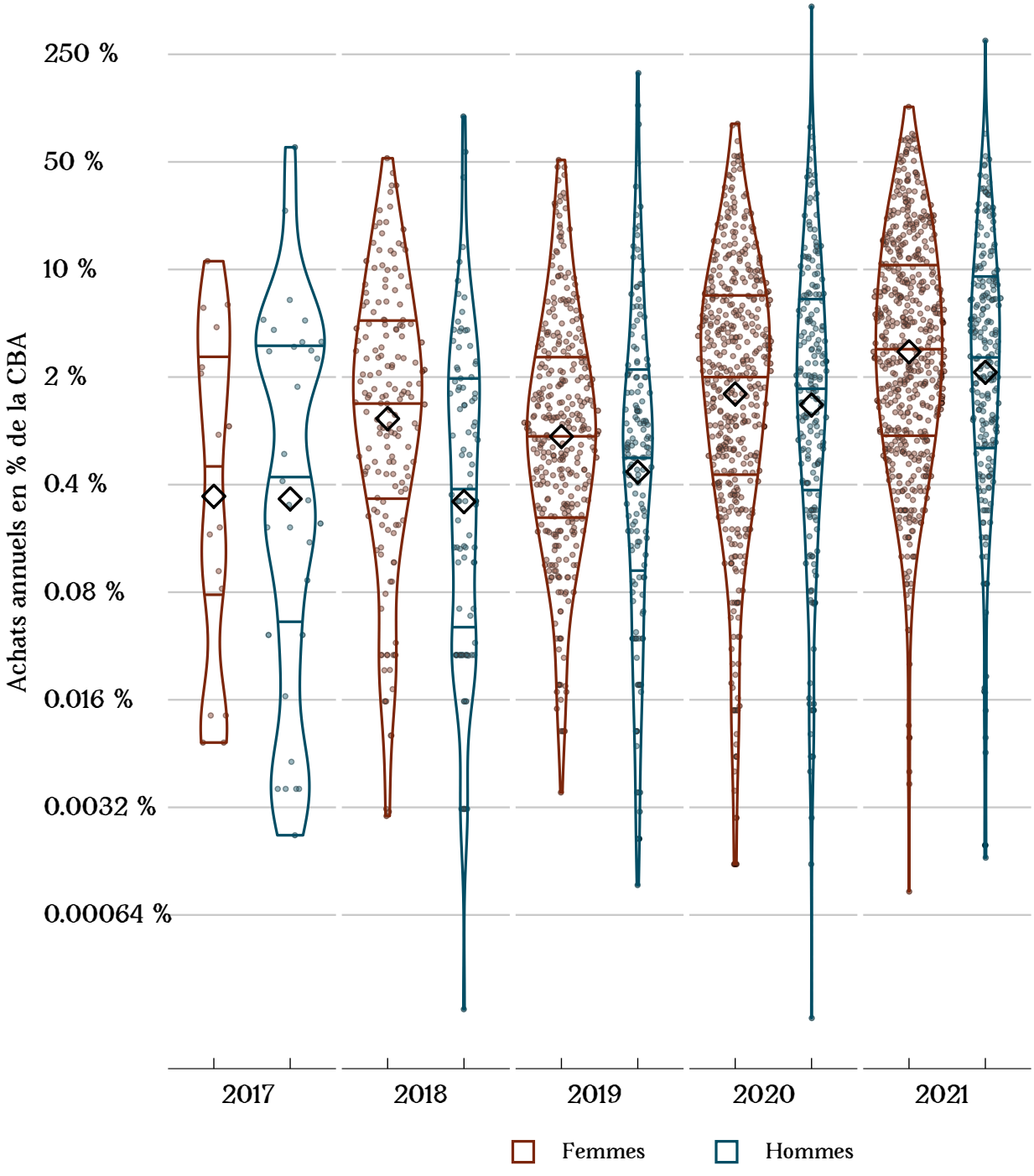


Fig. 6.6 - *Distribution des achats annuels en % de la Canasta Básica Alimentaria selon le genre.*

On a appliqué une transformation logarithmique sur l'axe des ordonnées pour garder les valeurs les plus extrêmes tout en maximisant la lisibilité du graphique. Par conséquent, on a aussi laissé de côté l'intégralité des comptes qui n'ont rien acheté dans l'année considérée.
Les lignes au sein des violons donnent les quartiles tandis que le losange noir indique la moyenne dans la sous-population considérée.
Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur https://bts.ai ainsi que des séries de l'Indec, accessibles sur https://www.indec.gob.ar/indec/web/Nivel3-Tema-4-43 (consulté le 18 août 2022).

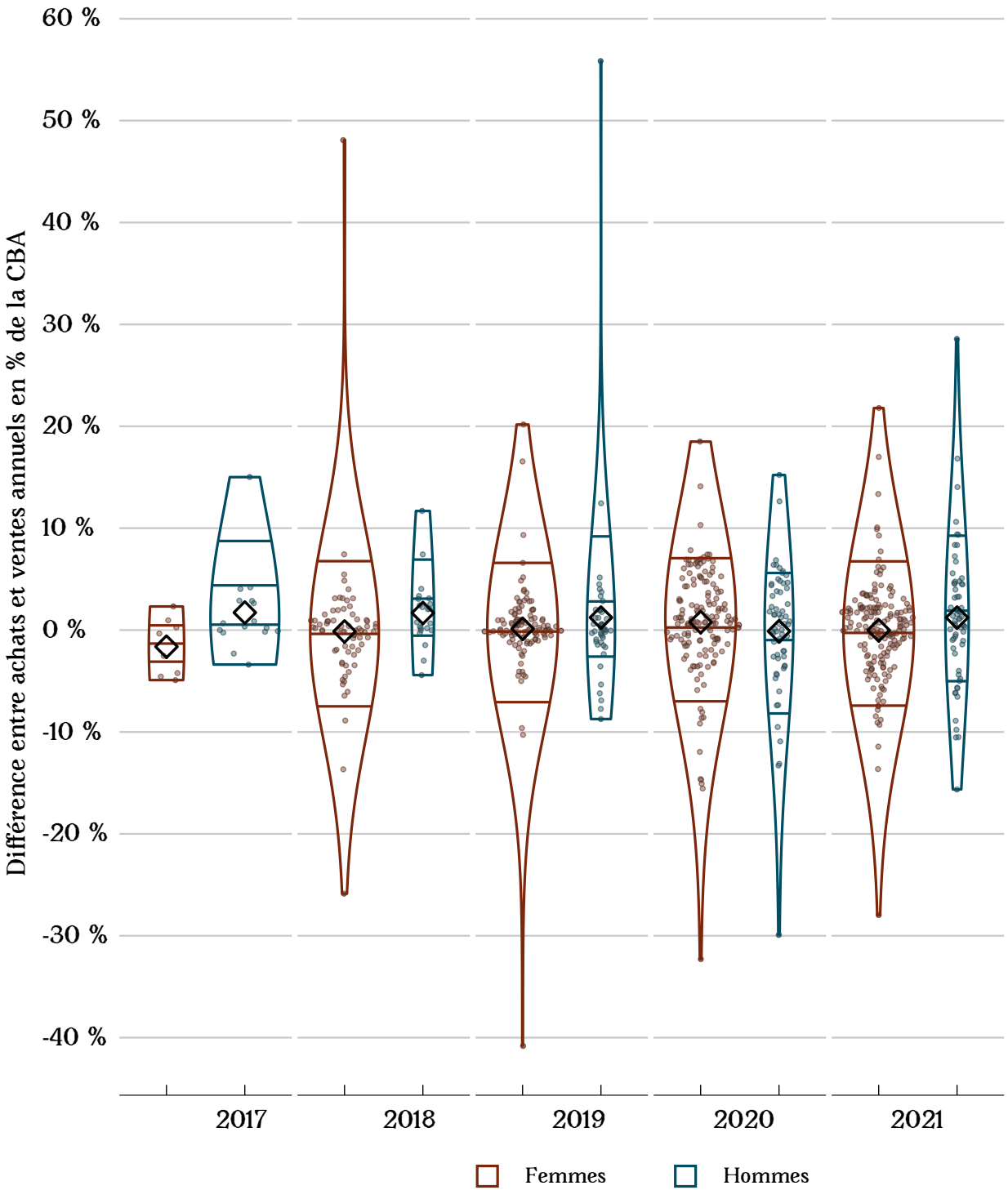


Fig. 6.7 - *Distribution de la différence entre les achats et les ventes annuels en % de la Canasta Básica Alimentaria selon le genre (achats annuels >= Q3).*

On a représenté uniquement les individus du dernier quartile de la distribution de l'ensemble de la population à l'année. Aucune transformation logarithmique n'a été appliqué car la distribution était moins extrême, ce qui signifie que les membres achetant beaucoup vendent également beaucoup. Les lignes au sein des violons donnent les quartiles tandis que le losange noir indique la moyenne dans la sous-population considérée.
Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur https://bts.ai ainsi que des séries de l'Indec, accessibles sur https://www.indec.gob.ar/indec/web/Nivel3-Tema-4-43 (consulté le 18 août 2022).

sorte « subventionnés » par le reste de la communauté, en particulier par les femmes qui retirent effectivement quelque chose de substantiel de de leur participation au réseau.

Au total, la MonedaPAR est par son origine une initiative masculine, par sa composition une communauté féminine, par son fonctionnement une structure sous domination masculine et par ses résultats un projet qui favorise parmi ses membres réellement actif·ves les hommes plutôt que les femmes. L'émancipation de la contrainte budgétaire antérieure des membres est donc à la fois partielle, au sens où elle n'est véritablement effective que pour une partie réduite des usager·es, et paradoxale, car en dépit de la sur-représentation féminine, ce sont des hommes qui, du point de vue de la valeur économique de leurs transactions, en bénéficient le plus[32].

6.2.2 Légitimer les activités de marge : contribuer à l'économie de la maison

Cependant, pour pouvoir tirer de ces graphiques des conclusions en termes de valeurs d'usage et non seulement en termes de valeur, il faudrait connaître la structure des prix dans les différents nœuds. Il n'est pas en l'état possible de construire un indice unifié des prix de la MonedaPAR. Mais l'analyse des discussions WhatsApp a permis de récupérer des informations sur le prix unitaire d'un certain nombre de marchandises comparables à la fois dans le temps et entre les nœuds.

Ainsi, on a relevé 385 prix, entre 2019 et début 2022, relevant de 7 nœuds différents[33], portant sur des biens plutôt que des services, sur des produits alimentaires principalement et, parmi ces derniers, sur des produits alimentaires dont le degré d'élaboration parfois conséquent n'empêche pas leur mesure dans une unité physique définie. On a globalement laissé de côté les plats préparés, comme les marinades d'aubergines, car leur prix est unitaire et les quantités pouvant correspondre à une unité sont susceptibles de varier[34].

On se souvient que du point de vue de la valeur seule, il n'est possible de dresser, *via* l'ACP, qu'une typologie des états des nœuds plutôt qu'une typologie des nœuds. On a suggéré alors que ce caractère fluide de l'espace inter-temporel de la MonedaPAR résulte au moins en partie d'un manque de données. L'ACP est en effet volontairement limitée à des indicateurs appartenant au domaine de l'économie politique, c'est-à-dire à des déterminations relevant du système de la valeur. Le relevé des prix dans les groupes WhatsApp comble – partiellement – ce manque, en renseignant sur les détermination matérielles et non plus simplement formelles des transactions libellées en MPAR. Indépendamment de l'aspect quantitatif de ce relevé, qu'on envisage plutôt dans le chapitre suivant dans la section 7.2 en page 368, ce travail me permet d'identifier des spécificités des nœuds en termes de valeurs d'usage.

Ainsi, il est frappant de constater la quasi-absence, dans les nœuds buenos-airiens (ville et province), d'offres de biens d'équipement (barbecue, lit, matelas, moteur, meubles, etc.) ou de services relevant d'activités assignées à la classe des hommes (menuiserie, bricolage, mécanique, construction et réparation du gros-oeuvre des édifices, etc.). À l'inverse, des offres de ce type sont nettement plus présentes dans les nœuds de Bariloche ou de Mendoza. La

[32] Certains de ces résultats doivent être nuancé. D'abord, parce que le point le plus extrême dans les distributions masculines pour les années 2019, 2020 et 2021, soit les trois années de fonctionnement réel de la MonedaPAR, est Roberto, membre et référent du nœud de La Plata et également participant au nœud de Boedo. En 2020, il apparaît avoir obtenu par le biais de ses achats l'équivalent de cinq fois la CBA annuelle. De fait, sa position n'est pas déficitaire : ses ventes sont également conséquentes. Cette année-là, par exemple, il a vendu pour presque 5,2 fois la CBA annuelle. En réalité, ses activités relèvent de formes de conversion de son épargne en ARS en épargne en MPAR, dans un premier temps et par le biais de ses ventes : il achète des produits alimentaires à des producteur·ices locaux·les qui ne font pas encore partie de la MonedaPAR pour assurer au nœud La Plata d'abord, Boedo ensuite, et, dans une moindre mesure, Moreno, un certain approvisionnement en valeurs d'usage utiles pour toutes et tous. Il s'agit d'une conversion de *pesos* en *pares* car il ne recouvre jamais les *pesos* initialement investis. On peut y voir la seule opération « de change » considérée comme légitime dans la communauté. Il utilise ensuite cette épargne en MPAR parfois pour tout autre chose que simplement l'acquisition de valeurs d'usage. Ainsi, en septembre 2020, il explique sur le groupe WhatsApp principal de La Plata qu'il vient « tout juste d'injecter 6 634 *pares* à différents *compas* [...] de façon pédagogique », c'est-à-dire pour montrer comment fonctionne le crédit mutuel et sa mise en pratique par les autorisations de découvert. La Plata est en effet caractérisé par un taux d'usage du découvert autorisé faible. Par ailleurs, Roberto agit souvent comme acheteur en dernier ressort pour fidéliser les nouveaux·lles participant·es malchanceux·ses, dont les marchandises ne trouvent pas preneur·se immédiatement. Ainsi, une partie de l'activité de ces hommes « extrêmes » constituent en réalité des dépenses de maintien et de fonctionnement du réseau. On nuance ainsi la conclusion d'un système monétaire bénéficiant plus aux hommes les plus actifs qu'aux femme les plus actives mais on renforce la conclusion d'un système dont le fonctionnement est globalement tributaire des comptes extrêmes, appartenant à des hommes.

[33] Par nombre décroissant de prix relevés, La Plata, Luján, Boedo, Moreno, Guernica, Mendoza, Bariloche.

seule exception, dans les nœuds buenos-airiens, est Guernica. Sa composition de genre est de fait nettement plus masculine que les autres : fondé en juillet 2019 et toujours actif fin 2021, les femmes y constituent en moyenne 23,3 % des usager·es actif·ves dans le mois. C'est de fait très comparable à Mendoza (32,5 %) et, dans une moindre mesure et à condition qu'on se restreigne aux mois réellement actifs du nœud, à Bariloche à partir de 2020 (59,5 %). Dans les trois cas, la proportion des femmes est inférieure à la moyenne de l'ensemble du réseau[35].

Dans les nœuds de Luján, Boedo et La Plata, on trouve à l'inverse une profusion de produits alimentaires, la plupart biologiques et artisanaux, souvent végétariens[36]. Il y a donc des fruits et légumes frais, des fruits secs; du sucre, de la farine, de l'huile; du pain, du lait, des oeufs; des épices et des herbes aromatiques; de la bière artisanale, du vin « bio-dynamique », des confitures « maison » ou du miel local; toute une variété de plats préparés (marinade d'aubergines, *empanadas* de soja, gâteaux) ou semi-préparés (*milanesas* de *seitan*, pain à hamburger, pré-pizzas). Au-delà des produits alimentaires, on retrouve des vêtements et accessoires vestimentaires artisanaux, notamment des masques pendant la pandémie, mais également des gants, des écharpes, des bonnets ou des pulls. Il faut mentionner toute une gamme de produits d'hygiène et de soin, parmi lesquelles des produits paramédicaux, relevant assez régulièrement de médecines dites « alternatives ». Enfin, les prosommateur·ices de ces trois nœuds peuvent faire l'acquisition d'engrais amélioré (parfois selon des méthodes bio-dynamiques), de plantes de jardin, de potager ou d'intérieur, ou encore de compost.

Les mêmes tendances se retrouvent à Moreno, mais avec une variation supplémentaire : le niveau socio-économique des participant·es est plus faible que dans les trois autres nœuds et les artisan·es sont rares. De fait, sur la place Franciscanos, les prix sont souvent moins élevés, on retrouve plus de produits basiques, en plus petit volume et de plus petite taille. La place de la revente est plus importante, certaines participantes profitant de la MonedaPAR pour écouler des *tupperwares* ou des vêtements usagés qu'elles gardaient chez elles auparavant. Les produits frais sont supplantés par la farine, l'huile ou le sucre. J'y deviens lors du premier séjour de terrain le commis de Roberto. J'achète à ce dernier une vingtaine de kilogrammes de légumes et de fruits pour les apporter ensuite sur la place Franciscanos. Je suis, à de rares exceptions, le seul à proposer ce type de marchandises. Lorsqu'une autre participante en vend également, elles ne proviennent pas d'une petite exploitation agricole, éventuellement coopérative, mais de son jardin, les volumes étant ainsi nettement moins importants qu'à Luján, nœud auquel concourent un certain nombre de coopératives agricoles, ou à celui de La Plata, approvisionné notamment en quantité conséquente par Roberto et d'autres producteur·ices locaux·les qui participent au nœud.

Néanmoins, des services de soins esthétiques (manucure, etc.) ou de coiffure sont aussi présents à Moreno : les échanges ne portent pas uniquement sur les biens de première nécessité, ce qui le rapprochent des trois autres nœuds, où l'on peut s'inscrire à des cours de yoga, de cirque, d'écriture ou solliciter les avis d'un comptable professionnel, suivre des cours du soir en économie, voire s'engager dans des séances d'« équilibrage énergétique ».

Ainsi, on peut se demander si l'euphémisation du lien marchand qui découle de l'aspect ludique et communautaire de la MonedaPAR, très explicite

[34] Ce relevé souffre de quelques limitations. On laisse de côté les offres de marchandises dont l'unité de compte est imprécise, lorsqu'on parle non pas de kilogramme, par exemple, mais de « pot de confiture ». Les vêtements sont difficiles à homogénéiser pour la même raison, tout comme Les produits médicaux ou paramédicaux qu'il est compliqué de comparer dans le temps. Les marchandises relevant d'activités plus traditionnellement masculines, comme la mécanique ou la réparation du gros-œuvre d'un édifice ou l'équipement lourd, lit, frigo, matelas, ne font que rarement l'objet d'une tarification explicite : s'il y a bien des offres (en nombre néanmoins restreint), elles sont assorties de la proposition d'établissement d'un devis en fonction des besoins des client·es. Les services, enfin, combinent de façon générale l'hétérogénéité des prestations, la difficulté de trouver une unité de compte commune et des politiques de tarification compliquant encore la comparaison avec les biens matériels, puisqu'un cours de yoga peut valoir deux fois plus si l'on préfère opter pour un forfait de sessions plutôt que d'un abonnement au mois. Tout au plus peut-on donc comparer l'évolution dans le temps d'un même type de service.

[35] Voir le graphique 5.1 en page 232.

[36] Je n'ai pu repérer que deux annonces portant sur des produits animaux, à La Plata sur du poulet et à Boedo pour du poisson.

à Moreno, n'en fait pas une monnaie *domestique*. Le double discours de Natalia, qui substitue l'échange à l'achat et le jeu aux transactions marchandes, est en effet associé à un objectif de soutien et de renforcement de « l'économie domestique », de l'économie « de la maison ». Yolanda souscrit aussi à cette vision. Elle indique ainsi sur le flyer d'invitation à la *feria* SoliPAR qu'elle se prépare à organiser dans son jardin à la Reja en novembre 2019 : « aide ton économie familiale ! ». Il n'est pas anodin que la grande majorité des participantes, et encore plus à Boedo qu'à Moreno, soient de genre féminin. À Boedo, c'est une femme qui initie le nœud, prenant au mot le groupe des fondateur·ices, essentiellement composé d'hommes d'âge mur. À Moreno, ce sont encore trois femmes qui tiennent à bout de bras la MonedaPAR, alors que les militant·es des organisations politiques qui l'y introduisent dans un premier temps s'en sont ensuite détourné·es. Si l'on pose, dans une perspective sociologique, qu'une monnaie est définie par ses usages, alors on peut faire l'hypothèse de la MonedaPAR comme « monnaie féminine » ou, en tout cas, se poser la question du caractère sexué de cette monnaie alternative (Guerin, 2002).

C'est d'ailleurs ainsi que Pereyra (2007) présente le *crédito* du *trueque*, sur la base d'une enquête de terrain menée entre juillet et décembre 2003. De façon similaire à ce qu'on observe dans les nœuds de la MonedaPAR, les femmes constituent la majorité des participant·es. Par ailleurs, la nature des marchandises proposées reflète une continuité avec les travaux domestiques que les participantes effectuent chez elles (plats cuisinés, petite production artisanales notamment). Comme le souligne également Saiag (2016), le *trueque* « s'inscrit ainsi pleinement dans la division sexuée du travail » des foyers argentins, au sein de laquelle les femmes ont en charge la grande masse du travail domestique tandis que les hommes s'occupent de « subvenir aux besoins monétaires des foyers à travers un emploi à plein temps hors du foyer »(ibid.). La dégradation de la situation économique de l'Argentine au début des années 2000 remet en cause la position masculine usuelle dans cette division sexuée du travail, en raison d'une réduction drastique des emplois disponibles et d'une diminution globale de leur qualité. La possibilité pour les femmes de participer aux clubs de *trueque* tout en assurant la garde des enfants, qu'on retrouve effectivement en nombre sur la place Franciscanos, fait de ces espaces des domaines spécifiquement féminins. Et si cette participation induit un alourdissement de la masse de travail à effectuer, puisque les participantes du *trueque* n'abandonnent pas pour autant leurs charges au sein du foyer, Pereyra considère qu'elle est néanmoins source d'*empowerment*, de par l'indépendance financière accrue des participantes vis-à-vis des revenus de leurs conjoints, ce qui peut contribuer à améliorer leur pouvoir de négociation au sein du foyer pour celles d'entre elles qui se trouvent engagées dans un couple hétérosexuel.

De fait, espère Natalia, progressivement les participantes se rendront compte que la MonedaPAR peut leur être véritablement utile en ce qu'elle leur permet de faire l'acquisition de biens qui « aident à l'économie de la maison ». Le terme d'économie doit être entendu au sens large comme au sens restreint : la MonedaPAR doit leur permettre d'augmenter le nombre de valeurs d'usage qu'elles peuvent consommer mais doit également venir renforcer leurs processus domestiques de production, par exemple lorsqu'une participante achète de la farine avec laquelle elle confectionne des biscuits qu'elle vend ensuite en *pares*. Il s'agit donc de construire méthodiquement un marché restreint aux seules membres de la MonedaPAR. Elles occupent

d'ailleurs, sur la place Franciscanos, une place centrale, à la fois parce que les coordinatrices du lieu ont toutes un compte de MonedaPAR, parce qu'il existe un deuxième groupe WhatsApp de la *feria* Franciscanos uniquement destiné aux annonces en MonedaPAR et enfin parce que les enchères ont lieu au centre de la place, en surplomb des autres participantes, dont Natalia et ses amies s'efforcent de susciter l'intérêt, notamment en occupant de manière assez explicite l'espace sonore. C'est ç travers la constitution de cette entité, tout à la fois marché et communauté, ou, comme le souligne Natalia, « commune-unité », que se fondent les prémisses de la confiance méthodique de la MonedaPAR (Théret, 2007a).

On peut rapporter une anecdote à ce sujet. Accompagné par l'un des membres du groupe fondateur, économiste de formation, je me rend sur la Plaza Franciscanos lors d'un séjour de terrain mi-2019. Ce dernier n'a alors encore jamais fait le déplacement sur la place qu'il découvre en même temps que moi : ses contacts avec le nœud Moreno sont passés jusqu'ici par les membres de la *mesa ejecutiva* où figurent les représentant·es des organisations politiques. En faisant avec moi le tour de la place et en constatant la redondance et la faible qualité apparente des marchandises proposées, il manifeste un certain désarroi : il ne se l'est « pas imaginé ainsi ». Il y a effectivement loin entre ce qu'il se joue sur la Plaza Franciscanos et la première mouture de la MonedaPAR comme crédit inter-entreprises récupérées à échelle nationale, qui doit fédérer dans une communauté monétaire autogérée unique les initiatives éparses de pratiques démocratiques de l'économie. Plus tard, il me confie que pour s'étendre, la MonedaPAR doit, à terme, s'extraire de cette « économie de la subsistance », pour être « prise au sérieux »[37]. Cela pose en creux la question du contenu précis de l'opposition entre économie réelle et économie financière. Selon ses fondateur·ices, par exemple, cette opposition définit le caractère « anti-banques » de la MonedaPAR. On pourrait dire que cette vision relève encore d'une conception plutôt masculine de l'économie, dans laquelle ne sont reconnues comme « économiques » que les activités qui, fortuitement, sont souvent le fait d'hommes. Une autre dimension de cette opposition se fait jour dans les discours de María et Albertina à Boedo et, plus encore, dans ceux de Yolanda et Natalia à Moreno. Les exemples choisis par Albertina d'activités que la MonedaPAR doit permettre de revaloriser sont plutôt parlants : elle fait, en effet, référence aux institutrices, à l'enseignement sportif, à la culture en général.



Fig. 6.8 - *Photographie prise lors d'une feria sur la Plaza Franciscanos en mai 2019, partido de Moreno.*
Source : Carnet de terrain.

[37] On a vu au chapitre 3 en page 101 les limites de ce processus : la MonedaPAR reste un crypto-*trueque*.

En particulier, elle s'insurge contre l'« antiquité » de certaines conceptions des hommes politiques proches de la MonedaPAR. Évoquant la proposition de son mari, professeur de sport, de donner des cours aux enfants d'Exaltación de la Cruz, elle se montre agacée des réactions des membres des organisations politiques locales qui se proposent d'y construire un nœud : ces dernier·es trouvent la proposition « formidable » mais se montrent réticent·es à l'idée de rémunérer le professeur. Ils et elles préfèrent qu'il travaille, au moins au début, bénévolement ou, selon l'expression argentine, « à poumons »[38], pour attirer les habitant·es et former la communauté. Une fois celle-ci constituée, il

[38] En castillan, « *a pulmón* ».

pourrait être alors soutenable de discuter de la rémunération de son travail. Son activité peut donc bien être reconnue comme ayant une valeur mais ne peut pas en recevoir, ce qui correspond à une figure hybride du travail gratuit comme « déni de travail » (Simonet, 2018). Tout se passe comme si, pour Albertina, la MonedaPAR n'était pas seulement un moyen de défendre l'économie réelle des petites et moyennes entreprises et des coopératives, mais encore de reconnaître une valeur économique à ce dont les conventions sociales dominantes de la valeur nient le caractère productif. Plus qu'une monnaie féminine, la MonedaPAR pourrait ainsi avoir aussi une dimension de « monnaie féministe ».

Cette hypothèse fournit un éclairage sur une opposition qu'Danilo, référent du nœud de Guernica, nœud plutôt masculin, qui participe occasionnellement aux *ferias* des autres nœuds, dresse entre une conception « keynésienne » et une conception « libérale » du développement de la MonedaPAR. Cette opposition se ramène à la question du sens de la causalité entre création des moyens de paiement et production de biens et services : la première conception suppose qu'une émission suffisamment importante de monnaie stimulerait une production d'une valeur équivalente de marchandises tandis que la seconde met plutôt en avant la nécessité de disposer d'une base productive solide avant d'envisager la création des moyens de paiement permettant la réalisation effective de cette production potentielle.

Danilo propose des services de réparation automobile, d'entretien et de réfaction [39] des lieux de vie. Ces activités, très intensives en temps de travail, et, surtout, ne pouvant que difficilement être segmentées en petites unités pour être vendues « au détail », ne trouvent pour l'instant pas de demande *solvable* suffisante pour pouvoir être commercialisées en MPAR. Il défend ainsi l'idée d'une émission bien plus conséquente, dans l'espoir que cela entrainera une extension suffisante du marché pour que les besoins sociaux en termes de réparation et de construction puissent devenir solvables. À l'inverse, les plantes d'intérieurs et d'extérieurs, les plats préparés ou encore les pâtisseries, entre autres produits, que proposent les participantes du nœud de Moreno, qui constituent une extension explicite de leur travail domestique, trouvent facilement preneur·ses en raison de leurs prix modiques. La dévalorisation des activités considérées comme féminines joue ici à rebours : c'est parce que ces activités sont faiblement reconnues dans les conventions marchandes dominantes de la valeur qu'elles s'épanouissent aisément au stade de développement actuel de la MonedaPAR.

[39] En castillan, « *arreglo* ».

À ce titre, la MonedaPAR est la lointaine héritière des *piqueteras*, ces femmes de quartiers populaires qui, quand au début des années 2000 « l'économie officielle s'est effondrée, alors que de nombreuses entreprises et même des banques, mettaient la clé sous la porte et que les gens n'avaient aucune possibilité de récupérer leur épargne » (Federici, 2022, p. 204) ont contribué à faire émerger « une économie différente, "féminine" [qui] s'inspirait de la logique du travail domestique mais s'organisait collectivement dans l'espace public de façon à rendre visible la dimension politique et la valeur sociale du travail reproductif » (ibid., p. 204).

6.2.3 Des principes régulateurs non marchands ?

Si on suit Hély et Moulévrier (2013), le caractère alternatif d'une expérience d'économie sociale et solidaire ne peut se fonder qu'en ce qu'elle permet non seulement l'émergence de principes régulateurs non marchands, mais encore leur généralisation. Or, ils montrent comment le caractère « alternatif » défendu par les partisan·es de l'ESS n'est pas évident dans la mesure où celle-ci naît avec l'expansion des rapports marchands, dont elle n'est qu'une figure particulière. Dans quelle mesure peut-on alors parler d'émergence de principes régulateurs non marchands ? Ils peuvent être de trois types : porter sur les façons de valider socialement certaines activités comme utiles ; relever de modalités d'évaluation alternatives des travaux ; ou encore renvoyer aux mécanismes de répartition des valeurs d'usage[40].

L'émancipation partielle et paradoxale dont il est question dans la sous-section 6.2.1 renvoie d'abord à une augmentation du pouvoir d'achat que certain·es membres retirent de leur participation à l'expérience. Elle a néanmoins un caractère contradictoire en ce que, d'une part, elle permet de donner de la valeur à des activités qui ne sont pas – ou insuffisamment – reconnues comme productives et, d'autre, part, en ce que cet accès élargi à des moyens de reproduction matérielle se fait sous la forme marchande. Ainsi, il y a lieu d'envisager la MonedaPAR à l'aune du risque « d'hypermonétarisation de la société » que Blanc (2018a) associe à la multiplication des monnaies alternatives. Il l'identifie à un aspect particulier « d'un mouvement plus large de financiarisation » (ibid., p. 112), ce qui met en lien le développement des monnaies alternatives avec la littérature qui discute des mutations qu'a connu le capitalisme depuis les années 1980.

De ce point de vue, on peut dire que cette « marchandisation de[s] productions domestiques [...] où la personne devient productrice directe de biens ou services marchands en complément d'une activité salariée ou à défaut de celle-ci » (ibid., p. 112) qu'entraîne ce mouvement d'hypermonétarisation peut être considérée aussi comme une façon de réduire la non-reconnaissance du caractère productif des activités considérées comme féminines, dont les féministes matérialistes montrent combien elle participe à la reproduction de rapports de genre inégaux (Delphy, 2015). Pour émanciper le travail du salariat, peut-être faut-il d'abord être reconnu comme faisant partie de l'économie marchande (Friot et Zech, 2014).

De fait, dans la MonedaPAR, la marchandisation de la production domestique des membres de la MonedaPAR ne semble pas pour l'instant induire une dissolution de la communauté, qui la réduirait à une collection d'individus entrepreneurs d'eux-même dont « la vente de sa production conditionne le maintien de son activité dans la communauté monétaire alternative » (Blanc, 2018a, p. 112). Un certain mode de gestion communautaire de la concurrence émerge en effet. Par exemple, Natalia et Yolanda, dont les compétences se recouvrent en partie, se répartissent les *ferias* où l'une propose les services de manucure que pourrait également proposer l'autre, de façon à ne pas entrer dans un rapport de concurrence trop explicite. De la même façon, Yolanda rapporte décider de ne pas apporter sur la place de la *feria* des produits qu'une autre participante a déjà annoncé proposer. C'est encore ce que suggère Albertina, lorsqu'elle évoque les possibilités ouvertes par la MonedaPAR de constituer une entité prenant en charge les risques sociaux sous la forme d'un *Seguro PAR* :

40 Le passage par la théorie correspond à la nécessité de se doter d'un cadre théorique capable de penser en positif le caractère alternatif des rapports de production, c'est-à-dire de restituer ce que peuvent être dans leur concept des principes régulateurs marchands, d'un côté, ou non marchands, de l'autre, au-delà de leurs réalisations concrètes toujours imparfaites. Il ne s'agit pas de reconstituer des idéaux-types, c'est-à-dire l'ordonnancement de la diversité sensible. Réfléchir au concept de principes régulateurs non marchands consiste plutôt à exposer les « rapports réels [...] dans la mesure où ils traduisent leur propre type général » (Marx, [1894] 1976, p. 149-150). Duménil (1978) note que si l'usage du terme « type » rapproche le concept marxiste du type idéal wébérien, cela permet surtout de « mettre en évidence la différence de nature fondamentale qui sépare ces deux totalités » (ibid., p. 382). En effet, Weber, tentant d'élaborer un idéal type du « travail à domicile » à partir de données sur la façon dont les paysan·nes peuvent traiter avec les marchand·es capitalistes, écrit que « l'image qui suit est un "type idéal" obtenu à partir des conditions rencontrées dans différentes industries et en divers endroits. » (M. Weber, [1904] 1964, p. 70, note). La totalité wébérienne est ainsi celle de la « diversité observée » là où la totalité marxiste est « celle du rationnel » (Duménil, 1978, p. 382) : les représentations mentales qui en procèdent ne résultent pas d'une juxtaposition d'observations empiriques, dont on extrairait le plus petit dénominateur commun de façon inductive ; elles correspondent à l'appréhension du phénomène qui résulte de l'articulation des lois internes structurelles définissant les concepts de l'économie politique. L'appropriation du rationnel est première et fournit les outils élémentaires qui doivent permettre d'appréhender le sensible. On pourrait dire, en utilisant les termes de Bhaskar ([1975] 2008), que l'on appréhende l'actuel, c'est-à-dire les phénomènes, à travers leur manifestation empirique au moyen des concepts résultant de l'appropriation rationnelle du réel, défini comme l'ensemble des « principes régulateurs » dont la combinaison et l'actualisation conditionnent les « faits » empiriques.

elle avance ainsi l'idée d'un prélèvement sur chaque transaction de façon à alimenter un fond permettant de verser une rémunération minimale aux membres qui, pour une raison ou pour une autre, ne pourraient maintenir leur contribution matérielle à la communauté.

Mais la question du maintien de liens communautaires face au pouvoir dissolvant de la monétisation n'est pas la même question que celle de l'émergence de principes régulateurs non marchands. Comment, dans une logique inférientielle rétroductive dont on a développé en introduction la spécificité par rapport à la démarche hypothético-déductive et à la démarche inductive[41], peut-on conceptualiser la loi de la valeur comme principe de régulation marchand des activités de production ? Et comment envisager sur cette base les caractéristiques que doivent avoir d'autres principes régulateurs pour être non marchands ?

Reprenant Roubine[42], Tran souligne que la forme marchande de la production sociale se caractérise « par le recouvrement de trois déterminations sociales, qui, en soi, sont distinctes : 1) celle du travail social ; 2) celle de l'égalisation des travaux , 3) celle de l'égalisation des produits du travail » (Tran, 2003a, p. 51). Le travail abstrait n'est ainsi pas le travail social en général : il résulte du procédé marchand de la reconnaissance de l'utilité des travaux, qui passe par leur égalisation sur le marché des produits avec une quantité déterminée d'équivalent général. Le travail abstrait est donc le travail qui s'affirme comme social parce qu'il se présente comme travail égal. De façon similaire, le travail abstrait n'est non plus le travail égal en général : le procédé marchand d'égalisation des travaux passe par l'égalisation non pas directement des travaux entre eux, mais de leurs résultats. Ainsi, le travail abstrait correspond au résultat du processus de socialisation des travaux qui passe par leur égalisation à travers l'égalisation des produits de ces travaux sur le marché. C'est une forme spécifique à la fois du travail social et du travail égal.

En retour, toute société nécessite d'une part un procédé de « mise à égalité des travaux [...] puisque la répartition du travail social requiert toujours un mode de comptabilisation qui égalise les dépenses de travail indépendamment de leur utilité particulière » (ibid., p. 51). D'autre part, « la mise à égalité des produits du travail est un procès qui existe dans toute société, puisque toute distribution du produit social requiert un mode d'évaluation des produits » (ibid., p. 52). Le premier processus règle la question de l'allocation des capacités de production d'une société donnée, le second celle de la répartition des résultats de cette allocation. La spécificité de la valeur comme principe régulateur de la production sociale est qu'elle mêle ces deux processus analytiquement distincts en un même phénomène réel, c'est-à-dire la production pour la vente : l'abstraction des travaux concrets qui est en même temps la socialisation des travaux privés commence par l'achat de capital constant et de forces de travail, passe par la production elle-même avant de trouver son mot final dans la vente des marchandises, étape essentielle sans laquelle les dépenses de travail ne comptent pas comme travail socialement validé comme utile (Porcherot, 2019).

Par contraste, tout processus de reconnaissance d'une utilité sociale à une activité donnée qui ne passe pas par sa vente, c'est-à-dire par la confirmation de son caractère égal, relève d'un principe régulateur non marchand organisant la production. De la même façon, toute modalité d'égalisation des travaux qui ne passe pas l'égalisation de leurs produits en échange

[41] L'opposition entre la connaissance par concept marxiste et celle permise par les idéaux-types wébériens renvoie à l'opposition entre méthodologie rétroductive et inductive. Ce n'est pas simplement que les chercheur•ses engagé•es dans un travail empirique envisageraient les données de terrain à l'aune de concepts ou prénotions déjà constituées, qu'il s'agirait d'amender au cours du processus d'analyse, comme l'explique Saiag (2016). C'est plutôt que les outils nécessaires à l'appréhension rationnelle d'un phénomène résultent justement d'un autre processus que le travail sur les données empiriques. Ainsi, en introduction, on a souligné que le fait que la monnaie ne peut simplement être définie comme le plus petit dénominateur commun entre tout ce qui semble avoir un usage monétaire. Elle ne pouvait pas non plus être définie à partir des représentations qu'en ont les acteur•ices, sinon il serait nécessaire de définir la monnaie comme toutes ces formes d'instruments de crédit qui permettent de compter et de payer. À l'inverse, l'argent doit être construit comme rapport de production spécifique à la forme marchande de la production sociale. Cela permet en retour de distinguer des institutions non marchandes du compte et du paiement, dans le cas de formations sociales non marchandes, et l'institution monétaire, c'est-à-dire la forme spécifiquement marchande du compte et du paiement. De la même façon, ce n'est pas parce que les acteur•ices ne parlent pas de principes régulateurs non marchands que ces derniers n'existent pas de fait.

[42] Ce dernier fonde ce qui pourrait être la tradition constructiviste du marxisme (Sobel, 2016), pour laquelle la théorie de la valeur ne peut être ni réduite à la théorie de la monnaie, ni se penser en dehors d'elle. Ce rapport dialectique de la valeur et de la monnaie dans la lecture roubinienne du marxisme est visible jusque dans la structure de sa production théorique puisqu'il redouble ses *Essais sur la théorie de la valeur de Marx* (Roubine, [1928] 2009) par les *Essais sur la théorie monétaire marxiste* (Roubine, [1926] 2017).

de monnaie relève d'un principe régulateur non marchand organisant la répartition. Par là-même, il est apparent que si l'on peut parler de principe régulateur marchand au singulier, il faut passer au pluriel pour discuter de principes régulateurs non marchands, dans la mesure où ces derniers se caractérisent précisément par la distinction des trois déterminations dont la confusion constitue la valeur comme forme du travail abstrait[43].

La loi de la valeur, principe régulateur marchand, est donc une modalité historiquement spécifique de validation sociale des activités, correspondant à la fois à un principe d'ajustement des capacités de production en fonction des besoins qui opère de façon médiate à travers les transferts de capitaux des branche les moins rentables vers les branches les moins rentables, un principe de répartition des produits du travail qui opère de façon médiate à travers la vente des marchandises, d'où découle un mécanisme tout aussi spécifique d'extraction du surtravail en même temps que le principe de sa dissimulation derrière l'apparence de relations marchandes « égalitaires »[44]. Les médiations marchandes, qui imposent l'expression du travail socialement nécessaire non en son unité propre, mais en une unité externe, les quantités de monnaie, font par là-même perdre la mesure du travail nécessaire et du surtravail, ce qui est inédit comparé aux modes de production antérieurs.

Dans quelle mesure peut-on alors parler d'émergence de principes régulateurs non marchands dans la MonedaPAR? On a dit qu'ils peuvent être de trois types : ils peuvent porter sur les façons de valider socialement certaines activités comme utiles; relever de modalités d'évaluation alternatives des travaux; ou encore renvoyer aux mécanismes de répartition des valeurs d'usage.

On pourrait envisager l'existence d'un maximum et d'un minimum des prix, en particulier dans le cas des enchères solidaires de Moreno, mais qu'on a retrouvé dans d'autres nœuds également, notamment à Boedo, comme la marque d'une rationalité économique non marchande. De même, l'interdiction de la formation d'un marché des changes est évocatrice de tels mécanismes. En effet, la seule opération de conversion légitime consiste en l'achat de marchandises en *pesos* et leur revente en MPAR[45]. L'absence d'un marché des changes protège la MonedaPAR de l'économie libellée en *pesos* ou dollars, et notamment des impératifs de valorisation des capitaux qui s'y meuvent. Enfin, un même mouvement pourrait se voir dans les propositions d'Danilo, parfois reprises dans les groupes WhatsApp de la MonedaPAR d'introduire un « salaire minimum, vital, mobile et digne » en *pares*, qui fournirait une base pour attribuer une valeur à l'heure de travail dans le réseau. Cela permettrait à son équipe « fierrero », qui se consacre notamment à « l'échange de pièces détachées de voitures, de motos et de vélos » ainsi qu'à leur remise en état, de pouvoir plus facilement fixer un prix à leurs prestations[46]. À l'heure actuelle, la valorisation de l'heure de travail est en grande partie laissée à la libre appréciation de chacun·e, c'est-à-dire finalement à la régulation par la loi de la valeur.

Néanmoins, ni le maximum-minimum des prix, ni l'interdiction du marché des changes, ni la fixation d'un prix de l'heure de travail ne relèvent en tant que tel de principes régulateurs non marchands : à la fois le point de départ et la mise en cohérence finale des activités de production reste l'acte de vente. De la même façon, la moralisation du lien marchand qui se manifeste notamment à travers l'affirmation de limites éthiques de la MonedaPAR, restreignant les marchandises qui peuvent être commercialisées en *pares*,

[43] Samary (1988),dans son analyse critique du modèle yougoslave, met en avant un point similaire. Elle souligne que le travail socialement nécessaire, donc l'« unité économique de la marchandise », « recouvre en dernière analyse un triple jugement dont les mécanismes sont unifiés et cachés par le marché : jugement sur les coûts, jugement sur la demande, et de façon imbriquée aux deux premiers, jugements sur les rapports sociaux "efficaces" pour une société donnée » (ibid.).

[44] Dans son étude des transformations de l'objet de la théorie économique dans le cadre de la première tentative de construire une économie post-capitaliste, Preobrazhenksi souligne bien qu'il est « impossible de séparer le mécanisme régulateur de la structure économique dans laquelle il se présente » (Preobrajensky, [1927] 2021, p. 85). Cela signifie que « les différences dans la répartition du travail sont déterminées par le fait que la satisfaction de la demande sociale est subordonnée aux conditions d'existence du système donnée, de telle sorte qu'on ait une répartition des forces productives qui reproduise le système donné dans toute sa particularité historique, en plus de sa fonction, commune à toutes les structures économiques, de satisfaire à cette demande » (ibid., p. 85). Ainsi, symétriquement, « l'entreprise capitaliste ne peut exister, en règle générale, et aussi socialement nécessaire soit-elle, sans faire de profit [...]. Dans notre économie d'État, la répartition du travail ne pourrait être maintenue si elle était réglée par la loi de la valeur, et pas davantage si la loi de la dépense de travail jouait sous sa forme pure, c'est-à-dire si la production pour la demande prévalait » (ibid., p. 85). C'est que « la répartition du travail existante doit aussi répondre à sa fonction de reproduire le système donné, celui de l'économie d'État collective, sur une échelle élargie, en dépit du fait que techniquement et économiquement, l'économie d'État soit jusqu'à présent plus faible que le capitalisme, et que la reproduction élargie de relations d'un certain type, liées au niveau arriérée de la technique, est tout à fait irrationnelle du point de vue de la loi de la valeur mondiale, et ne peut avoir lieu que sur la base d'une lutte contre cette loi » (ibid., p. 85).

[45] Bien que la *reventa* soit théoriquement également réprouvée, c'est bien pourtant le cœur de l'activité de Roberto et ce qui lui permet de réaliser en 2020 des achats représentant plus de cinq fois la CBA annuelle.

[46] Groupe WhatsApp *Comunidad PAR*, le 10 août 2021.

relève plus d'un encadrement du fonctionnement de la loi de la valeur, qui reste le principe régulateur dominant, que de l'affirmation de principes régulateurs alternatifs et potentiellement antagoniques.

Il en va autrement pour une autre série de dispositifs. Ainsi, le nœud de Boedo envisage la constitution, grâce à leur partenariat avec le *Mercado Territorial*, d'un « panier d'aliments »[47]. Composé notamment de légumes, ce panier doit toujours être disponible en quantités suffisantes pour l'ensemble des participant·es des *ferias*[48]. Il s'agit de la concrétisation d'une idée récurrente consistant à établir un revenu universel minimum en MPAR. La différence est sa nature n'est pas monétaire, puisqu'il ne s'agit pas d'une quantité minimale de valeur dont doivent pouvoir disposer des prosommateur·ices, mais d'une quantité minimale d'objets utiles : la production du nœud s'oriente ainsi de façon directe, non médiate, vers la satisfaction des besoins sociaux, bien qu'elle reste financée par le pouvoir d'achat des usager·es.

[47] Voir la sous-section 3.2.3 du chapitre 3 en page 131.

[48] Groupe WhatsApp *Nodo Boedo*, 20 mai 2020 et 31 décembre 2020.

La marchandise, comme unité, ne domine plus, puisqu'on organise la production de valeurs d'usage en fonction de besoins sociaux clairement identifiées; la monnaie « n'est plus le moyen par lequel le travail privé est reconnu comme social » (Samary, 1988), puisque la validation de ces activités résulte de la décision collective d'assurer aux prosommateur·ices un panier minimal de biens. La vente n'est que la vérification de la satisfaction effective de besoins sociaux antérieurement définis : même dans le cadre d'une régulation non marchande de la production sociale, dans la mesure où la forme typique de la crise en régime socialiste n'est pas la suraccumulation de capital mais la « mauvaise (sur/sous) production de valeurs d'usage [résultant] d'un gaspillage de travail humain » (ibid.), il est nécessaire que « le jugement de l'usager-consommateur [s'exprime], l'acte d'achat [pouvant] être un des moyens d'une telle vérification [d'où] il ne découle pas la nécessité que la monnaie soit le seul ou le meilleur moyen de jugement » (ibid.). Le principe régulateur marchand est dans le cas de cette *canasta básica* en MPAR bien confiné à un rôle secondaire : il s'articule à des principes régulateurs non marchands émergents.

On peut tenir un raisonnement similaire sur des dispositifs portant non plus sur le résultat des activités, mais sur ces activités de production elles-mêmes. Ainsi, au cours de la pandémie, tant Boedo que La Plata ou encore Luján se dotent de services de livraison des marchandises échangées pendant des *ferias*, qui ont lieu de façon virtuelle, ou à l'occasion d'interactions bilatérales hors *ferias*. Cela permet de maintenir une certaine continuité des échanges malgré les restrictions sanitaires. Il est intéressant de noter que les livreur·ses sont généralement rémunérés·es par les *billeteras* des nœuds, c'est-à-dire par création monétaire, plutôt que par une retenue sur le prix de vente[49] : on peut voir dans cette création monétaire un acte de validation sociale d'un service considéré collectivement comme socialement utile, dont la validation ne doit pas découler des seules décisions individuelles. À proprement parler, donc, les livreurs ne vendent pas leur force de travail, puisqu'il n'y a pas de marché pour leurs services, mais plutôt une décision collective d'organisation d'un service de livraison, associée à un financement *ex ante* et non *ex post* (Harribey, 2016). De façon analogue, les activités de coordinateur·ice, trésorier·e ou secrétaire du nœud voient au moins à Boedo leurs rémunérations fixées en fonction du cours de la *yerba*, à partir de laquelle on prépare le *maté*, infusion typique[50]. Elles sont également financées par création monétaire, d'abord depuis les *billeteras* des nœuds

[49] Rien de tel à Moreno, où les membres du nœud se donnent généralement rendez-vous à mi-chemin lorsque les *ferias* ne peuvent se tenir en présentiel.

[50] Carnet de terrain, 19 novembre 2019. C'est aussi par référence au cours de la *yerba* qu'est fixé le coût de loyer du lieu de *feria* de Boedo : en novembre 2019, il est convenu que cela doit représenter 5 paquets de *yerba* et demi, soit environ 650 *pesos*.

concernés et, bientôt[51], à partir du compte de la fédération, *federacion-par*. Les membres de Boedo instaurent par ailleurs un système d'adhésion[52]. Celui-ci est certes optionnel, mais il est de fait largement suivi et garantit à la *billetera* du nœud des rentrées mensuelles d'argent.

On a, dans cette série de dispositifs, des exemples de mécanismes non marchands de répartition des valeurs d'usage (les paniers de biens) et de validation sociale non marchande des activités (services de livraison et tâches d'administration des nœuds). Ces validations sociales non marchandes d'activités déterminées correspondent partiellement à des mécanismes alternatifs d'égalisation des travaux. En effet, le caractère social de ces activités précède leur caractère égal, tandis que c'est à l'inverse de l'égalisation des travaux que découle leur caractère social dans le cadre de la loi de la valeur. Néanmoins, leurs rémunérations sont évaluées en une unité de compte fétichisée, la MonedaPAR, plutôt que directement en temps de travail, ce qui dénote de la subordination de ces principes régulateurs non marchands au cadre général fixé par la valeur.

51 Voir la sous-section 4.3.2 du chapitre 4 en page 211.

52 En castillan, *membresía*.

6.3 Rejouer le lien marchand : la parodie de la sociabilité marchande

Si la loi de la valeur laissait dans la MonedaPAR la place à des principes régulateurs non marchands capables de se déployer de façon autonome, alors on pourrait effectivement conclure que le dévoiement du lien marchand associé au projet constitue en plus une sortie, localisée et partielle, certes, mais réelle, du marché[53].

Rien de tel dans la MonedaPAR. Tout au plus peut-on dire l'existence de rapports majoritairement marchands et non spécifiquement capitalistes modifie uniquement les modalités d'application de la loi de la valeur. Si l'ajustement de la production aux besoins des membres ne se fait évidemment pas en fonction de la rentabilité des activités, le principe régulateur reste la valeur[54], puisque la vente de marchandises conditionne les possibilités d'obtention de valeurs d'usage additionnelles, sauf cas exceptionnels comme les responsables des nœuds et les livreur·ses.

La valeur d'usage enserre ainsi de fait le mouvement d'autonomisation caractéristique de la valeur comme forme des produits du travail[55] : à l'inverse de la production capitaliste, dont la finalité est interne et auto-référentielle, la production dans la MonedaPAR trouve sa finalité en dehors d'elle-même, ce qui entrave la mutation des rapports marchands qui s'y déploient en rapports de production capitalistes (Bihr, 2001b, p. 172).

Dans cette perspective, cette recherche d'un travestissement solidaire du lien marchand mise au service d'une économie de l'entraide révèle sa troisième dimension de parodie. L'euphémisation du lien marchand moderne, qui se développe en une tentative de dévoiement, visant à détacher le marché du capital, ne parvient finalement qu'à imiter de façon caricaturale son contre-modèle et ce, de trois façons différentes : d'une part, elle est associée au retour de la rémunération à la tâche et bute sur les contradictions inhérentes à la volonté paradoxale d'abolir le marché par le biais du marché (sous-section 6.3.1) ; cela s'accompagne d'une reconduction des dominations marchandes de genre (sous-section 6.3.2) ; enfin, cela débouche sur les processus de différentiations internes entre producteur·ices caractéristiques de la loi de la valeur comme régulation non maîtrisée des activités de production (sous-section 6.3.3).

6.3.1 Le retour des tâches et le caractère indépassable de la contradiction entre travail privé et travail social dans le cadre de la production marchande

Plutôt que la coexistence antagonique de deux ensembles de principes régulateurs, on observe une domination de la loi de la valeur, dont la mise en forme est modifiée et encadrée par des pratiques solidaires, ce qui ne l'empêche pas de garder son efficacité. L'idéal affiché est celui d'une petite production marchande, où les producteur·ices direct·es reçoivent la totalité de la valeur de leur production, sans déduction sous forme de profits d'exploitation ou d'intérêt financier. Les individus ont la fonction de petit·es marchand·es, rémunéré·es *de facto* à la tâche, ce qui correspond à une extension des rapports marchands en-deçà du rapport salarial.

[53] Cela correspondrait à une situation où deux ensembles de principes régulateurs co-existeraient pacifiquement au sein d'une même structure économique, chacun avec leur domaine de validité pour leurs catégories propres, en correspondance une à une : le « produit » face à « marchandise » ; la « mesure par le temps de travail » face à « valeur » ; la « comptabilité » face au « marché » ; le « surproduit » face à la « plus-value » (Preobrajensky, [1927] 2021, p. 105). La Nouvelle Politique Économique (NEP) de la direction bolchévique consistait entre autre en une réforme monétaire visant à favoriser et accélérer la circulation monétaire pour s'extraire d'un contexte de crise, ce qui est très proche le projet de la MonedaPAR. À propos de la coexistence d'une production marchande stimulée par la NEP et d'un secteur étatique non marchand, Preobrajensky (ibid.) soutenait à la fois l'existence et l'antagonisme irréductible de la loi de la valeur et des principes régulateurs non marchands contre les économistes qui, comme Boukharine, n'envisageait qu'un « rajeunissement, un remplacement de la loi de la valeur par le principe de planification » (ibid., p. 82), ou, de façon contradictoire, que « l'accumulation socialiste ne peut être opposée à la loi de la valeur, parce que [l'économie soviétique] se développe "sur la base de relations de marché" » (ibid., p. 86).

[54] À la différence de la circulation de marchandises produits du capital, dont la finalité n'est ni la consommation des individus, ni la valeur en tant que telle, ni même la survaleur, mais bien la reconstitution du capital avancé, la circulation des valeurs d'usage dans la MonedaPAR est de façon minoritaire une circulation en vue de l'extraction d'un profit, et principalement à Escobar, en raison de l'intégration dans le réseau de petites et moyennes entreprises capitalistes avec rapport salarial. Dans un nombre un peu plus important de cas, il s'agit d'une production pour la valeur, c'est-à-dire pour l'enrichissement personnel du ou de la producteur·ice, dans le cas des coopératives de production qui y trouvent un débouché additionnel pour leurs produits, et que l'on retrouve notamment dans les nœuds de Luján et La Plata, mais très peu et de façon uniquement épisodique à Boedo, et pas du tout à Moreno ou à Guernica. Mais dans la plupart des cas, l'objectif des échanges n'est ni le profit ni l'enrichissement, mais l'acquisition de valeurs d'usage de façon à satisfaire une partie des besoins de consommations des membres.

Il s'agit en soi d'un retour à la forme pure du rapport salarial, qui se présente précisément sous la forme d'un rapport marchand (Didry, 2018, 2019). L'exploitation est ainsi dissimulée sous une apparence de relation innocente d'égalité entre les parties, apparences d'un pur échange marchand, dans lesquelles les deux parties, les marchand·es capitalistes et les travailleur·ses principal·es, sont placé·es sur un pied d'égalité. Toute trace d'extraction d'un volume déterminé de surtravail disparaît derrière l'échange d'équivalents stricts. L'absence de patron·ne identifiable est associée à la difficulté de la prise en compte de ces formes de travail dans la réglementation. Revenant sur le cas des midinettes[56], Didry (2013) montre comment cette fraction de la classe ouvrière a été à l'avant-garde d'une lutte qui débouche sur la « formalisation du contrat de travail dans cette France de 1900 » : obtenant la reconnaissance de leur situation de fait de salariées, elles rentrent grâce à deux lois en 1915, puis en 1917, dans « l'âge du salariat » (ibid., p. 81), ce qui leur permet ensuite de négocier un salaire horaire minimum. Leur mobilisation collective ouvre la voie à l'extension des conventions collectives aux autres corps de métiers.

Ainsi, le mouvement d'autonomisation de la valeur portée par l'extension des relations marchandes favorise le passage à une rémunération à la tâche ainsi que la dissimulation de tout rapport d'inégalité réelle entre les quantités d'heures de travail échangées sous forme de sommes équivalentes de monnaie. De la même façon que les gains de productivité à l'époque moderne résultent moins de la seule dynamique du capital que des résistances qui lui sont opposées, le passage au salaire horaire et à la reconnaissance d'une situation de subordination donc d'exploitation n'est pas automatique. La MonedaPAR favorise logiquement un retour « au salariat en-deçà du contrat de travail » (ibid., p. 64), c'est-à-dire à un retour aux tâches. Il n'y a ainsi aucune garantie que des échanges strictement équivalents d'un point de vue monétaire correspondent effectivement à des échanges justes, au sens où les quantités de travail effectives qui sont sous-jacentes sont égales. Il n'y a par construction d'ailleurs aucune façon de savoir précisément, à moins de réaliser un relevé des heures de travail effectivement consacrées à la production commercialisée en MPAR ainsi que des prix correspondants, qui, parmi les prosommateur·ices, parvient à retirer plus du fonds productif commun que ce qu'il ou elle n'y verse. La seule conclusion est que cette situation est la norme et les échanges d'équivalents réels, c'est-à-dire en temps de travail, sont l'exception fortuite. Derrière le droit des producteur·ices direct·es à la totalité du produit de leur travail se dissimule la normalité d'une situation paradoxale où les échanges d'équivalents monétaires correspondent nécessairement à des échanges de non-équivalents en heures de travail.

Par suite, parce que ce retour à la forme pure, donc marchande, du rapport salarial doit être « solidaire » pour être conforme au projet originel des fondateur·ices, la MonedaPAR vient buter sur les antinomies caractéristiques d'une volonté d'abolir l'opposition entre l'argent et la marchandise tout « en éternisant la production marchande » (Marx, [1867] 1993, p. 99, note 40). On se souvient que la garantie, pour les acteur·ices, de la valeur du crédit mutuel libellé en MPAR ne tient pas à la promesse d'un remboursement futur du prêt, mais à l'engagement de chaque prosommateur·ice de fournir à la communauté des valeurs d'usage de valeur économique équivalente à son utilisation du découvert autorisé. De cette façon, tout se passe comme si la monnaie trouvait son collatéral dans les marchandises ou, plus exactement,

[55] Dans son concept, la valeur tend à devenir sa propre fin. C'est précisément pour cela que Duménil (1978) peut écrire qu'elle trouve son développement naturel dans le concept de capital, qui n'est rien d'autre que de la valeur se conservant et s'auto-valorisant (en apparence) d'elle-même. Il rajoute que les lois mêmes du concept de capital ne se réalisent complètement que dans le cadre d'une production capitaliste reposant sur le capital industriel. Les formes antérieures de capital relevaient exclusivement du capital marchand, soit commercial ou bancaire, et ne réalisaient pas toutes les lois du capital en tant que rapport de production parce qu'elles étaient limitées à la sphère de la circulation et ne pénétraient que de façon limitée dans la sphère de la production proprement dite. En particulier, elles ne prenaient que marginalement le contrôle, en le refaçonnant, du processus de travail concret lui-même : le capital marchand sans capital industriel est ainsi limité à la subsomption formelle du travail, sans jamais parvenir, de par ses propres limites, à la subsomption réelle. Lénine (1982, p. 253) écrit dans la même veine que tous les germes de la production capitaliste sont contenus dans l'échange de produits du travail comme équivalents : « Marx, dans *Le Capital*, analyse d'abord le rapport de la société bourgeoise (marchande) le plus simple [...], l'échange des marchandises. L'analyse fait apparaître dans ce phénomène élémentaire [...] toutes les contradictions (respective les germes de toutes les contradictions) de la société contemporaine. L'exposé nous montre ensuite le développement (et la croissance et le mouvement) de ces contradictions et de cette société dans la somme de ses diverses parties, depuis son début jusqu'à sa fin » (ibid., p. 253).

[56] Ce terme désignaient des couturières et modistes au début des années 1900, approvisionnant directement parfois, mais le plus souvent indirectement les grands magasins. Leur appellation provient du fait que ces jeunes couturières avaient l'habitude de « faire dînette » sur les bancs publics à midi.

dans les capacités de production de marchandises des membres. L'avantage de ce système de taux d'intérêt nul est qu'on suppose supprimée la source de l'exploitation, parce qu'on ne l'explique que par l'existence de l'intérêt financier. Ainsi, en assujettissant la valeur de l'argent aux marchandises, on empêcherait la marchandise et l'argent de se développer en capital, c'est-à-dire qu'on « empêcher[ait] le travail producteur de valeur d'échange d'aboutir, en se développant, en travail salarié » (Marx, [1859] 2002, p. 203).

On a vu que l'échange d'équivalents, lorsque ces derniers sont mesurés en monnaie, n'empêche absolument pas l'existence de transferts de valeur, dès lors qu'à un même prix peut correspondre des quantités de travail différentes. De sorte que derrière l'apparence de rapports égaux entre prosommateur·ices peut se dissimuler la réalité d'une extraction (involontaire) de surtravail des un·es sur les autres en dépit des valeurs « solidaires » du marché réinventé. Mais plus encore, la contradiction tenant à supprimer la distinction entre argent et marchandise en inventant une « bonne » monnaie solidaire se noue plus particulièrement dans cette pratique relativement courante consistant à établir des seuils minimaux de vente par individu. Il faut garantir aux prosommateur·ices dont les marchandises n'auraient pas trouvé preneur·se à la fin de la *feria* l'achat de leurs invendus.

Ce dispositif relève au début de l'initiative de quelques individus, comme Roberto, avant d'être systématisé par l'intervention des *billeteras* des nœuds, qui fonctionnent alors comme acheteurs en dernière instance. La logique initiale renvoie à une volonté de fidélisation des nouveaux·lles arrivant·es. Mais cette configuration est aussi évocatrice du projet de Banque du Peuple que Proudhon élabore en réaction à la crise économique qui frappe l'Europe en 1847. Moyennement une adhésion au prix modique, les membres de la Banque du Peuple peuvent alors avoir accès à un crédit à taux d'intérêt très faible, qui ne doit couvrir que les frais de fonctionnement de la structure : la banque doit émettre des signes monétaires par escompte de traites commerciales, émission qui en fait la titulaire des marchandises qu'un individu A s'est engagé à fournir à l'individu B (Yuki, 2021b, p. 39). Cela est censé permettre la circulation de signes monétaires sous des formes adaptées dans des régions de la structure économique qui en sont dépourvues à une époque où les petites coupures sont quasi inexistantes et où les banques font surtout des prêts aux capitalistes. Cette organisation collective des opérations de crédit privés de petite échelle doit alors permettre le développement de relations égales entre les parties, inciter à donner un usage productif au crédit à taux quasi nul qu'elles reçoivent dans la mesure où elles sont toutes solidaires du risque de mévente. La valeur des signes monétaires émis par la Banque est ainsi fondé non sur l'encaisse de réserves monétaires sous forme de métaux précieux, mais sur les capacités de production des membres : la « promesse de paiement, qui n'est que d'ordre privé dans le cas de traites commerciales, est effectivement convertie en une promesse collective de paiement entre l'ensemble des membres » (Yuki, 2021d, p. 41).

Le problème de ce genre de schéma est mis en évidence à l'époque par Marx[57] : le postulat fondamental est que l'ensemble des heures de travail sont intégralement validées socialement. À l'inverse, dans la circulation marchande classique, c'est parce que le produit d'un travail privé trouve preneur·se qu'il est en partie ou en totalité validé comme temps de travail social, avec la possibilité que le temps de travail représenté dans le prix de vente excède même le temps de travail effectivement dépensé : ce cas où le

[57] Bien qu'il assimile peut-être trop vite le modèle proudhonien, fondée sur l'échange décentralisé de marchandises, avec les projets des socialistes ricardiens théorisant les bons de travail proposant un vaste entrepôt dans lequel les travailleur·ses viendraient déposer leurs produits et retirer leurs biens de consommation (Fujita, 1993, p. 30).

temps de travail commandé par une activité de production excède son temps de travail incorporé, pour reprendre les termes smithiens, correspond au cas d'une unité de production plus productive que la moyenne sociale. Dans ce cadre, un même bien ne peut pas avoir plusieurs expressions de valeur : si un·e artisan·e A met dix heures à produire une table et un autre, B, cinq, alors la table vaut sept heures et demie de travail.

Dans le modèle proudhonien comme dans la MonedaPAR, tout se passe comme si la table pouvait valoir à la fois dix heures et cinq heures de travail, puisque le montant de crédit accordé aux membres correspond non à la moyenne sociale, qui devrait être calculée sur l'ensemble des producteur·ices, mais la moyenne individuelle de l'historique de ventes d'un·e producteur·ice donné·e. L'anté-validation communautaire des marchandises via l'octroi du crédit mutuel valide ainsi de façon implicite une pluralité de valeurs d'échange possibles pour ces dernières sans réellement constituer une résolution de la contradiction entre travail privé et travail social alternative à la résolution marchande, qui aligne les prix des marchandises sur le temps de travail socialement nécessaire, c'est-à-dire la moyenne pondérée des coûts de production individuels. En d'autres termes, le schème proudhonien qui fonde les dispositifs de crédit mutuel implique une confusion entre valeur et prix, sans voir que les valeurs, c'est-à-dire les coûts individuels de production, régulent seulement indirectement le prix de vente final *via* la double médiation du travail socialement nécessaire, qui renvoie à la fois à la moyenne pondérée des coûts individuels de production lorsque l'offre et la demande sont égales, ce qui définit le prix de production, et aux divergences entre offre et demande, qui induisent une nouvelle différence entre prix de production et prix de marché (Tran, 2003b, p. 107)

Le résultat inévitable est qu'il se forme des invendus : l'incertitude intrinsèque à l'échange monétaire, qui inclut la possibilité de la mévente, ne peut qu'être repoussée grâce au crédit mutuel et non annulée tout à fait, puisqu'il s'agit d'une contradiction propre à toute forme marchande de la production sociale, dérivant du fait que le travail privé est la forme du travail social et ne peut devenir réellement travail social que de façon médiate, par la vente des produits du travail. Des schèmes d'achats des invendus sont donc voués à se développer au fur et à mesure que l'écart entre les conditions de production individuelles, auquel se rajoute la possibilité d'un écart entre l'offre de produits et les besoins sociaux, est en permanence renouvelé sans jamais trouver une résolution. Dans la MonedaPAR, ces invendus finissent parfois par trouver preneur·se, mais c'est dans une certaine mesure une illusion : Roberto, dont on se souvient qu'il dispose d'une épargne en MPAR conséquente résultant de ses opérations incessantes de revente en MPAR d'aliments issus de l'agriculture biologique achetés en *pesos*, m'explique en entretien qu'il a coutume d'acheter les invendus dont le nœud s'est porté acquéreur même s'il « n'en avait pas besoin » à strictement parler : quand il n'a « besoin de rien », il achète malgré tout les invendus « pour faire un cadeau à quelqu'un »[58].

Mais la nécessité d'une résolution de la contradiction entre travail privé et travail social ne s'en trouve pas annulée. De façon tout à fait similaire, la notion émique de *vivos* dans le nœud de Traslasierra, ces individus qui se maintiennent pour plusieurs mois de suite dans une position déficitaire excédent un seuil donné, représente une autre tentative de résolution indirecte et finalement impossible de cette contradiction. C'est également selon cette ligne qu'on peut comprendre la proposition d'Heloisa Primavera

[58] Une forme d'euphémisation se donne ainsi à voir ici et permet de repousser dans le temps la contradiction liée de façon intrinsèque au crédit mutuel, qui consiste à valider *ex ante* l'ensemble du potentiel productif de chacun·e, sans prendre garde au fait que cela peut signifier valider des valeurs différentes pour une même valeur d'usage lorsque celle-ci est produite par des individus dont la productivité du travail est variable (Yuki, 2021b, p. 44).

sur le groupe WhatsApp du nœud de Boedo le 8 janvier 2020 que les membres accumulant plus de 2 000 MPAR sur leurs comptes les « prêtent de façon fractionnée à ceux qui en ont besoin [afin] d'éviter que le nœud rentre dans une situation d'illiquidité ». Il est frappant à cet égard qu'elle considère qu'« acheter pour faire des cadeaux », pour offrir[59] est « essentiel à l'extension du marché ». Une dernière proposition pour tenter de résoudre cette accumulation d'invendus résultant de la multiplication des valeurs d'échange implicites pour une même valeur d'usage, situation qui découle nécessairement de l'anté-validation directe des travaux privés qu'on traite comme immédiatement sociaux par l'octroi d'autorisations de découvert, est avancée par Roberto : il faudrait établir des « corridors inter-nœuds », de façon à pouvoir écouler là les marchandises qui ne trouvent pas preneur·se ici.

Ainsi, tout à leur entreprise de réinvention d'un marché idéal face à ce qu'ils et elles perçoivent comme un fonctionnement dévoyé du marché lorsque celui-ci est une médiation essentiel, un moment de l'accumulation de capital, les acteur·ices de la MonedaPAR se retrouvent confronté·ées aux contradictions propres à toute production marchande : les travaux privés ne peuvent s'affirmer comme parties des activités socialement validées que par la vente, soit la réalisation, des marchandises. Les différents dispositifs, qui reposent à des degrés variables sur l'initiative individuelle[60] ou des décisions collectives[61] ne font que reporter dans le temps la nécessité de la résolution de cette contradiction, sans parvenir à la dépasser, précisément parce que le seul principe régulateur disponible reste la loi de la valeur. Il n'y a pas d'autres procédures de validation sociale des travaux privés[62].

En somme, dans la MonedaPAR tout se passe comme si l'on cherchait à produire « les produits [...] comme marchandises » (Marx, [1859] 2002, p. 63) tout en les échangeant autrement que comme marchandises. C'est que l'on souhaite maintenir la production marchande, et donc la forme privée du travail social, c'est-dire le fait que les activités de production sont réalisées à l'initiative de producteur·ices formellement indépendant·es, tout en garantissant à l'ensemble des producteur·ices que leur production serait immédiatement sociale[63]. C'est en effet ainsi que l'on souhaite garantir à chacun·e un droit total sur la valeur de sa production et que l'on pense supprimer l'exploitation. Néanmoins, sans se donner les moyens concrets visant à s'assurer que leurs dépenses de travail, d'une part, sont normales, correspondant à la moyenne pondérée des coûts individuels, et, d'autre part, répondent à des besoins sociaux clairement identifiés en amont de la production, la loi de la valeur garde toute son efficacité. Ainsi, derrière l'apparence d'échanges d'équivalents monétaires, il est assuré que s'échangent en réalité des quantités de travail concrets inégales, et l'on maintient en place le cadre qui permet à certain·es de vivre du surtravail d'autres.

6.3.2 La reconduction des dominations marchandes de genre

La MonedaPAR propose de favoriser le développement d'échanges justes car « égaux » entre ses membres. Il est cependant tout à fait possible que le solde d'un groupe soit positif, c'est-à-dire qu'il vende plus, en tant que groupe, que ce qu'il vend, ce qui suppose que l'autre groupe se trouve dans une position déficitaire. C'est précisément un déséquilibre de ce genre que l'on a mis à jour dans la sous-section 6.2.1. Les ventes annuelles du groupe des hommes les plus actifs sont moins importantes que leurs achats annuels,

[59] Elle rapporte avoir acheté 90 % de ses cadeaux pour Noël au sein de la communauté. En entretien, elle m'explique qu'elle achète régulièrement des biens dont elle « n'a pas besoin », de façon à conserver une certaine répartition plus ou moins égalitaire de la liquidité dans le nœud.

[60] Par exemple, l'achat de biens ne correspondant pas à des besoins individuels ou le prêt de liquidités entre membres.

[61] Lorsque ces mêmes opérations sont réalisées depuis les comptes-guichets des nœuds.

[62] Le développement logique consisterait à transformer le nœud ou un certain individu dans la limite de son épargne en *pares* en « acheteur universel, l'acheteur non seulement de telle ou telle marchandise, mais de toute marchandise [ce qui implique] qu'il soit aussi le vendeur universel, non seulement le dock où l'on dépose toutes les marchandises, non seulement le magasin général, mais le possesseur des marchandises au sens où le sont tous les autres négociants » (Marx, [1980] 2018, p. 111). Paradoxalement, cette absence de confrontation directe avec la contradiction entre travail privé et travail sociale déboucherait dans une situation de socialisation intégrale non seulement de la circulation, mais de la production : vendeur et acheter universel, le compte-guichet du nœud ou de l'individu qui se prête à cette fuite en avant doit devenir également « le producteur universel [...] ou bien elle serait le gouvernement despotique de la production et l'administration de la distribution, ou bien [il] ne serait en fait rien d'autre qu'un organisme tenant la comptabilité de la société travaillant en communauté » (ibid., p. 113). On peut noter que dans cette situation finale dans laquelle débouche la fuite en avant, la contradiction entre travail privé et travail social est bien levée : mais c'est parce que l'on présuppose la disparition totale du travail privé plutôt que la résolution de cette contradiction par des voies non marchandes, parce que, partant de la communauté des moyens de paiement dans un contexte marchand, on est inéluctablement amenée à présupposer « communauté des moyens de production » (ibid., p. 113).

qu'ils financent grâce à une autorisation moyenne de découvert en moyenne plus élevée que celle des femmes[64].

Ce constat d'une absence d'équivalence exacte dans les échanges entre les femmes et les hommes actif·ves suggère l'existence d'écarts encore plus grands si l'on prend en compte non plus la monnaie, mesure externe de la valeur, mais le temps de travail, mesure immanente de la valeur. En effet, il est probable que la valorisation plus élevée des activités masculines par rapport aux activités féminines, ce qui correspond à une « productivité du travail en valeur » plus élevée, soit reconduite.

De fait, c'est précisément parce que certaines activités masculines ont un coût unitaire trop grand qu'Danilo, de Guernica, propose d'opter pour une construction « keynésienne » de la MonedaPAR, qui doit passer par une distribution beaucoup plus large de liquidités de façon à rendre solvable un certain nombre de besoins sociaux qui constitueraient autant de débouchés pour son activité de bricolage et de mécanique. Il est à cet égard intéressant de noter que mi-2021, la Coordination Nationale décide finalement de suivre les recommandations d'Danilo : sont octroyées des autorisations de découvert de type nœud, c'est-à-dire de 30 000 *pares* chacune, à un certain nombre de membres de Guernica. Ce projet-pilote s'accompagne d'un suivi des valeurs d'usage qui doivent en devenir commercialisables de façon à s'assurer que cette création monétaire a bien un usage productif et non purement inflationniste. On retrouve là un autre exemple de régularisation du potentiel contradictoire que constitue l'anté-validation des capacités de production potentielles des membres, qui court toujours le risque de se révéler des paris erronés lorsqu'elle ne débouche pas sur la réalisation d'une valeur correspondante de marchandises vendues.

On se souvient que les femmes sont minoritaires dans le nœud de Guernica. De fait, parmi les membres de ce nœud, ce sont principalement des hommes qui ont reçu cette autorisation de découvert. Ainsi, l'assignation de certaines activités à l'un ou l'autre genre est de fait reconduite dans la MonedaPAR : dans un objectif d'intégrer le plus de personnes possibles à l'expérience, la valorisation différentielle des activités considérées comme masculines et, de fait, principalement réalisées par des hommes n'est pas réduite, puisque les individus sont libres de choisir leurs activités et s'engagent donc dans la production de ce que leur socialisation de genre les a amené à maîtriser.

Par ailleurs, ces socialisations de genre ne se manifestent pas qu'au niveau du type d'activités que réalisent les hommes et les femmes de la MonedaPAR, c'est-à-dire qu'elles ne se limitent pas à la sphère de la production. Elles se traduisent dans des comportements différenciés dans ce qu'on a coutume d'appeler la sphère de la circulation. Le nœud de Guernica est un nœud très masculin et bloqué dans son développement par le fait que les activités de production de ses membres sont plus « coûteuses », parce que masculines, que dans le reste de la MonedaPAR, où les femmes sont majoritaires. Je n'ai pas eu accès au groupe WhatsApp du nœud de Guernica dont Danilo est référent, nœud qui, du reste, n'organise pas ni *feria* ni assemblée décisionnelle. Le nœud apparaît essentiellement structuré autour de ce dernier, qui est d'ailleurs à l'origine des groupes WhatsApp *Comunidad PAR* et *Comunidad PAR Lateral*. Anciennement dénommées *ConurPAR* et *ConurPAR Lateral*, ils ont pour vocation de rassembler en un même groupe les prosommateur·ices buenos-airien·nes de la MonedaPAR.

63 Dans la *Contribution*, Marx commente le projet du socialiste ricardien britannique Gray, soulignant que ce dernier propose que « la société sous la forme de la banque rend[e] les individus indépendants des conditions de l'échange privé, et, d'autre part, laisse ces mêmes individus continuer de produire sur la base de l'échange privé » (Marx, [1859] 2002, p. 63). La logique interne de cette proposition théorique amène son auteur à « nier les unes après les autres les conditions de la production bourgeoise, bien qu'il veuille seulement "réformer la monnaie engendrée par l'échange de marchandises". » (ibid., p. 63). Il transforme ainsi « le capital en capital national, la propriété foncière en propriété nationale, et si l'on y regarde de près, on s'aperçoit que non seulement sa banque reçoit des marchandises d'une main et délivre de l'autre des certificats de livraison de travail, mais qu'elle règle encore la production elle-même » (ibid., p. 63). On a là un exemple typique de critique adressée par Marx aux projets de réformes monétaires avancés par des socialistes de son temps. Il ne s'agit pas pour lui de présenter toute réforme monétaire comme inefficace car contradictoire, mais plutôt de dégager les conditions d'efficacité réelle des réformes monétaires. L'enseignement qu'il en tire est à cet égard clair : pour qu'une réforme de l'institution du compte et du paiement soit capable de réellement modifier les rapports de production et supprimer la possibilité de l'exploitation, il faut sortir du cadre imposé par la forme marchande de la production sociale, donc viser la consolidation de principes régulateurs non marchands plutôt que la seule réforme de la loi de la valeur dans un sens « solidaire ».

64 Sur une autre plateforme très féminine, Etsy, Jourdain (2018) note que lechiffre d'affaires mensuel moyen des hommes, très minoritaires en nombre, est plus élevé, en raison de la manifestation des différences genrées en termes de division du travail sous la forme de différences de prix de vente moyen.

Leur fondateur souhaite ainsi développer les échanges inter-nœuds, ou, plutôt, disposer d'une plus grande visibilité sur les différents lieux de *ferias* : il est en effet très mobile, et accoutumé à la *reventa*, c'est-à-dire à la revente en *pares* de produits achetés ailleurs, que ce soit dans d'autres nœuds de la MonedaPAR ou tout à fait en dehors du réseau. De cette façon, il peut profiter des opportunités de gains découlant des « disjonctions » entre échelles de valeurs (Guyer, 2004).

Saiag (2016, p. 119) montre que ces disjonctions se reflètent dans des structures de prix relatifs qui diffèrent en fonction des places d'échanges. Il oppose ce fait aux théories instrumentales de la monnaie, dans laquelle il range, à la suite d'Orléan (2011), les conceptions monétaires marxistes. Ainsi, il souligne que c'est uniquement à la condition de considérer la monnaie comme un « système d'évaluation des dettes plutôt que de mesure de la valeur » (Saiag, 2016, p. 145), qu'on peut rendre compte du fait que les prix relatifs varient d'une sphère d'échange à l'autre, précisément en raison de modalités différentes d'évaluations des dettes qui découleraient de systèmes de valeurs sociales distincts[65].

Quoiqu'il en soit de leurs causes, il est indéniable que ces divergences de structures de prix relatifs génèrent des possibilités marginales de gain, résultant de la mise en œuvre concrète des arbitrages familiers de la théorie économique (Drelon, 2009 ; G. M. Gómez, 2010). Et tous·tes les participant·es aux échanges « pas égaux vis-à-vis de ces opportunités car tous ne sont pas à même de jouer sur les interface entre sphères monétaires » (Saiag, 2016, p. 120), ce qui pose la « question des rapports de domination que la pluralité monétaire permet de reproduire ainsi que celle de la régulation éventuelle de ces espaces afin de créer des espaces dans lesquels les stratifications qui prévalent à l'extérieur sont suspendues » (ibid., p. 120).

De fait, Danilo, de par sa mobilité, peut tirer profit de ces opportunités de gains là où les pratiques marchandes des prosommatrices de Boedo, et plus encore de Moreno, se situent à l'opposé de cette démarche : ces dernières visent plutôt à commercialiser, donc à faire reconnaître comme travail productif, des activités qui, auparavant, n'étaient même pas intégré à ces échelles de valeur, puisqu'elles font structurellement l'objet d'un déni de travail. La MonedaPAR comme crypto-*trueque*, que cela consiste d'ailleurs en une reconduction ou un véritable dépassement du *trueque*, délimite les contours d'une économie des marges dans un double sens : au sens où elle s'insère et est utilisée par des personnes tendanciellement reléguées aux marges du salariat ; au sens où elle permet la reconnaissance comme travail productif d'activités situées au-delà des marges du travail salarié, soit l'ensemble des activités de reproduction. C'est tout le sens positif de la notion de prosommateur·ice telle qu'elle est définie par les acteur·ices, qui désigne le résultat d'un recouvrement par l'individu de ses propres capacités de production, ce qui passe nécessairement par leur reconnaissance comme travail en tant que tel, apte à recevoir une expression monétaire (Bihr, 2001b, p. 256).

Ainsi, l'absence d'équivalence entre les ventes et les achats monétaires, groupe de genre par groupe de genre, qui constitue une forme de « subvention » de fait du groupe des hommes les plus actifs par le reste de la communauté, est amplifiée par la reconduction de la valorisation différentielle du temps de travail des hommes par rapport à la valeur moyenne des heures de travail relevant d'activités « féminines ». Mais

[65] Même s'il est indéniable qu'il n'y a « d'expression de la valeur indépendante de la monnaie » (Saiag, 2016, p. 145),ce dont d'ailleurs rend compte la théorie marxiste, l'argument peut surprendre. Il postule en effet une séparation nette entre la production et la circulation, qui constitueraient deux moments disjoints, autonomes et non articulés du processus de reproduction sociale, et l'on aurait tout loisir d'opter soit pour l'un soit pour l'autre pour édifier des théories de la valeur et des prix. À rebours d'une compréhension unilatérale du « primat de la production » qui y est structurant, la théorie marxiste vise au contraire à saisir l'unité des deuxprocessus (Duménil, 1978) et est tout à fait capable d'expliquer des variations de structures de prix relatifs d'une sphère d'échange à l'autre sans invoquer des mystérieux systèmes différenciés d'évaluation des dettes. Les prix, dans cette conception, résultent en effet tant des caractéristiques des unités de production du point de vue de la production (composition organique, niveau de productivité, objectif de taux de rentabilité, etc.) que de leurs caractéristiques circulatoires (vitesse de rotation moyenne des fonds avancés, rapport de la période de production à la période de circulation, libération du capital constant, etc.), pour ne se limiter qu'aux catégories économiques, c'est-à-dire théorisables. Ces dernières n'épuisent pas l'ensemble des facteurs susceptibles de peser sur la détermination des prix relatifs, puisqu'elles sont également le prisme au travers desquelles les déterminations analysables mais non théorisables, impactent le niveau des prix, comme le montre bien Duménil (1978, p. 63) dans le cas de l'impact des forces productives sur la valeur des marchandises. Ces catégories sont analysables mais non théorisables, au sens où elles n'ont pas de lois économiques, car elles relèvent de catégories externes à l'économie politique : il s'agit de l'ensemble des déterminations matérielles-techniques des éléments de la production et de la circulation, la lutte des classes, le rapport à l'État, etc. (Saito, 2017, p. 106).

l'absence de neutralisation de la structuration marchande-patriarcale dans la production peut se doubler encore de la reconduction de possibilités différentiels de gains marginaux liés au degré de mobilité variable selon les groupes de genre. Compte tenu du fait que les hommes ont moins à leur charge l'ensemble des activités reproductrices, ce temps supplémentaire dont ils disposent peut se traduire en autant d'opportunités de profiter des disjonctions d'échelles de valeur comme autant d'occasion de réaliser des gains monétaires additionnels.

Il y a donc tout lieu de penser que l'absence de dispositifs explicites visant à la réduction des inégalités marchande de genre et de classe, qui se traduisent dans la valorisation différentielle des heures de travail de chaque groupe social, implique une situation générale d'échange inégal. Non seulement les femmes les plus actives « subventionnent » d'un point de vue monétaire les hommes les plus actifs, mais même dans le cas d'échanges monétaire strictement équivalents, les heures de travail des femmes valent moins que les heures de travail des hommes. De la même façon, les heures de travail des femmes d'extraction populaire valent moins que celles des femmes issues de couches plus aisées. Boedo, ce « nœud où n'y a pas de nécessité [comme ce serait le cas à Moreno] », bénéficie de ces dynamiques, en notant un cas classique d'ambivalence résultant de l'intersection de deux systèmes de domination constitué par les hommes d'extraction populaire majoritaire à Guernica : en tant qu'hommes, leur heure de travail vaut plus que celle de femmes engagés dans des activités traditionnellement considérées comme féminines, et donc dévalorisées ; en tant que membres des classes populaires argentines, leur heure de travail vaut moins que les services proposés par d'hommes d'extraction plus élevée, qui ont par exemple suivi un cursus universitaire et peuvent dispenser des cours d'économie ou de comptabilité.

6.3.3 La différentiation marchande interne des *pares*

En effet, de par sa forme marchande[66], la MonedaPAR ne se contente pas de reconduire les inégalités de genre. Comme toute production marchande, elle repose sur l'échange inégal, et induit une différenciation interne entre les participant·es. Derrière l'égalité dans la circulation que promeut la MonedaPAR à travers le crédit mutuel, se cache la reconduction et l'amplification de l'inégalité face aux conditions de production.

Ainsi, même dans le cadre d'une production marchande apparemment simple, au sens où les marchandises ne sont pas le produit de capitaux visant à leur conservation et leur auto-valorisation, la possibilité d'une divergence entre les deux mesures de la valeur, temps de travail et monnaie, est la règle plutôt que l'exception[67].

La raison en est double : d'une part, les dynamiques propres à toute production marchande, à partir d'une situation initiale d'inégalité des conditions individuelles de production, est de reconduire ces différences. D'autre part, l'adéquation de l'offre sociale aux besoins sociaux solvables ne se fait pas directement, mais par le biais d'une série d'ajustements, induisant une trajectoire de convergence vers une situation d'équilibre théorique où l'offre serait identique à la demande solvable pour toutes les marchandise. Ces ajustements permettent, au passage, aux unités de production faisant face à une demande excédentaire par rapport à leur offre de réaliser des prix de marché supérieurs aux prix de production. Derrière l'égalité dans la

66 Le propre de la valeur, ce qui en fait un concept social historiquement spécifique, ce n'est pas le fait de rapporter un travail concret à un autre comme égaux alors qu'ils sont qualitativement distincts, ce n'est pas non plus le caractère de dépense de travail humain qui détermine son versant quantitatif par la mesure de la durée, ce n'est pas enfin le fait que la valeur est un dispositif de validation sociale des travaux. La spécificité de la valeur ne tient pas ni à ses aspects de « travail égal en général, temps de travail en général [ou] travail social en général » (Tran, 2003a, p. 61), mais précisément sa forme, c'est-à-dire le fait que pour devenir travail égal, social, et déterminé quantitativement, les travaux effectués dans le cadre d'une production marchande ont besoin de prendre la forme monétaire, c'est-à-dire de recevoir indirectement une valeur à travers le prix de leurs produits.

67 C'est ce qui explique que Mandel, dans son introduction à l'édition française de la *La Nouvelle Économique* de Preobrajensky, souligne que la Nouvelle Politique Économique mise en place en URSS après la période de communisme de guerre implique un développement inégal et combiné des différentes couches de la paysannerie : à rebours des positions d'un Boukharine, qui défendait le passage au socialisme « à pas de tortue » à travers l'extension de rapports marchands non capitalistes de façon tout à fait similaire aux expériences de monnaies alternatives, « l'enrichissement de la paysannerie ne se faisait pas de façon "harmonieuse", mais — phénomène inévitable dans le cadre de la petite production marchande ! — devait prendre la forme d'une concentration des moyens de production et du surplus entre les mains d'une partie de la paysannerie et de l'appauvrissement, voire de la prolétarisation progressive, d'une autre partie de la paysannerie » (Preobrajensky, [1927] 2021, p. 44). Mandel cite les chiffres d'une intervention de Kamenev au 13ème congrès du PCUS de 1924, qui mettait en évidence que 8 % des fermes, correspondant à seulement 14 % des paysan·nes, détenaient 25 % du bétail et 34 % des machines agricoles. Il mentionne également le calcul de Stroumiline qui montrait en 1923 que seule 15 % à 20 % des paysan·nes disposaient de surplus agricoles commercialisables.

circulation que promeut la MonedaPAR à travers le crédit mutuel, se cache donc, en sus de leur reconduction, encore l'amplification des inégalités face aux conditions de production.

Le résultat est une nécessaire différentiation interne qui introduit des inégalités réelles entre des membres qui sont formellement des *pares*, c'est-à-dire des pairs. C'est ce qui rend l'exploitation possible en-deçà du contrat de travail salarial : dès lors que l'échange d'apparents équivalents monétaires dissimulent un échange inégal d'heures de travail, découlant de l'absence de tout mécanisme visant à s'assurer d'une valorisation égale de toute heure de travail, alors une partie des membres réalisent à travers leurs prix de vente une partie du surtravail des autres. L'exploitation n'est pas annulée par le crédit mutuel, mais prend d'autres formes. L'ensemble des procédures sociales qui permettent de contrôler la formation des prix de façon à ce qu'elle soit un peu plus « solidaire » ne permettent qu'une régulation *ex post* de cette situation structurelle d'échange inégal, sans que ne soit garantie la convergence vers une situation d'égalité réelle[68].

Dans l'espace inter-temporel de la MonedaPAR et en dépit d'une tendance à la réduction de l'écart moyen des avoirs disponibles des membres au niveau agrégé[69], cette dernière variable est corrélée avec le niveau d'activité des nœuds, comme on le constate sur le graphique de l'ACP 5.11 en page 244. L'écart moyen de pouvoir d'achat contribue certes bien plus à l'axe vertical reflétant le degré de centralisation des nœuds, résultat somme toute assez logique, mais il est également positivement corrélé à l'axe horizontal reflétant leur niveau d'activité et ce, même si l'on a pondéré les individus de l'ACP de façon à distinguer l'effet de la longévité des nœuds, qui apparaissent dans l'ACP autant de fois qu'ils comptent de mois d'existence, de leur niveau d'activité. Ainsi, l'axe horizontal reflète réellement le niveau d'activité seul, et non une combinaison entre longévité et activité.

On peut également le saisir au niveau de la différence de structure de prix de marchandises similaires entre les nœuds. A la différence des nœuds de La Plata, Boedo et, dans une moindre mesure, Luján, le nœud de Moreno est un nœud de classe populaire. Les niveaux de prix pratiqués s'en ressentent. Pour ne donner qu'un exemple issu de relevés partiels lors de séances d'observation participante, les plantes vendues à Moreno sont nettement moins chères que celles qu'on s'échangent tant à Boedo qu'à La Plata. Le relevé des prix disponibles dans les groupes WhatsApp des nœuds de Boedo, La Plata, Luján et Moreno confirme les observations. On peut constater sur le graphique 6.9 (en page 320) que le prix unitaire d'un *alfajor*, friandise d'origine andalouse mais typique en Argentine, est nettement plus réduit à Moreno et Luján par rapport à Boedo et La Plata[70].

Cette conclusion est confortée par le graphique 6.10 en page 321, rapportant, en plus du prix unitaire de l'*alfajor*, le prix de trois autres marchandises, les feuilles de maté, le sucre et les *chipa*, autre friandise typique en Argentine.

On peut donc saisir de façon empirique l'effet de la différentiation des producteur·ices inhérente à toute production marchande. Or, cette forme spécifique de la production sociale s'accompagne nécessairement de la légitimation de cette différentiation, ce qui en rend la critique d'autant plus difficile, sans parler de sa correction (Gomes, 2018). Saiag (2016) rapporte à cet égard un épisode significatif des contradictions d'un projet marchand de correction des inégalités engendrées par les liens marchands.

[68] Ainsi, G. Gómez (2012) mentionne, dans le cas du *trueque*, que « lorsque les prix en *créditos* des aliments de base étaient trop élevés, certaines coordinatrices [des clubs de *trueque* faisaient pression sur les vendeurs pour qu'ils les baissent ou conseillaient aux participants de ne pas les acheter. » (ibid., p. 192). L'équivalent dans la MonedaPAR, dont la taille est nettement plus réduite que les clubs de *trueque* et donc les contraintes sociales de type communautaire plus importantes, peut être retracé à ces dispositifs déjà mentionnés de maximum et minimum des prix ou encore aux tentatives d'indexation des prix selon le cours en *pesos* de produits symboliques, comme la *yerba maté*.

[69] Voir le graphique 5.3 en page 234.

[70] S'il est probable que cela reflète en partie le coûts des consommations intermédiaires, compte tenu de la prédominance de produits biologiques, souvent plus coûteux à La Plata, ce ne peut être la seule explication, puisqu'à Luján l'orgine biologique des produits est également importante. Cela peut refléter par ailleurs des différences de taille, mais, de ce qu'on a pu observer, il n'y a pas sur ce point de grandes variations entre Boedo et Moreno. Enfin, le fait que les relevés s'étalent sur une année pourrait indiquer que la différence de prix découle simplement de l'inflation des prix des consommations intermédiaires. Néanmoins, que l'on prenne l'évolution de la *Canasta Básica Alimentaria*, de la *Canasta Básica Total*, l'indice des prix à la consommation dans la province de Buenos Aires ou dans l'ensemble du pays, les prix n'ont fait que doubler entre début 2020 et fin 2021. On peut donc en conclure à l'existence d'une structure de prix différentes selon la nature de classe de chaque nœud : pour un même bien basique, les prix sont plus élevés dans les nœuds de classe moyenne que dans les nœuds de classe populaire.

Suite à la crise de 2001, les plans sociaux du gouvernement kirchnériste, comme le *Plan Jefes y Jefas de Hogar* contribuent à la perte de vitesse du *trueque*, affecté par ailleurs par des dynamiques inflationnistes difficilement contrôlables. « Devant la diminution du nombre de participants après la mise en route des *planes*, les responsables du RGT procèdent entre juillet et août 2002 au remplacement des moyens de paiement en circulation par de nouveaux billets, plus difficiles à falsifier, imputant l'inflation à la falsification des *créditos*. » (Saiag, 2016, p. 85).

Il y a cependant une limite du montant d'anciens *créditos* qu'un individu pouvait échanger contre des nouveaux : on considère en effet que « le comportement des participants en possession d'une somme importante de *créditos* [va] à l'encontre de la réciprocité (elle-même considérée comme opposée à l'"accumulation"). » (ibid., p. 85). L'un des dirigeant·es du RGT, Luis Nicolas Laporte, attaque en assemblée ces individus, leur reprochant, à l'occasion de la Journée nationale du *trueque* et de l'économie solidaire, d'accumuler aux dépens des autres participant·es.

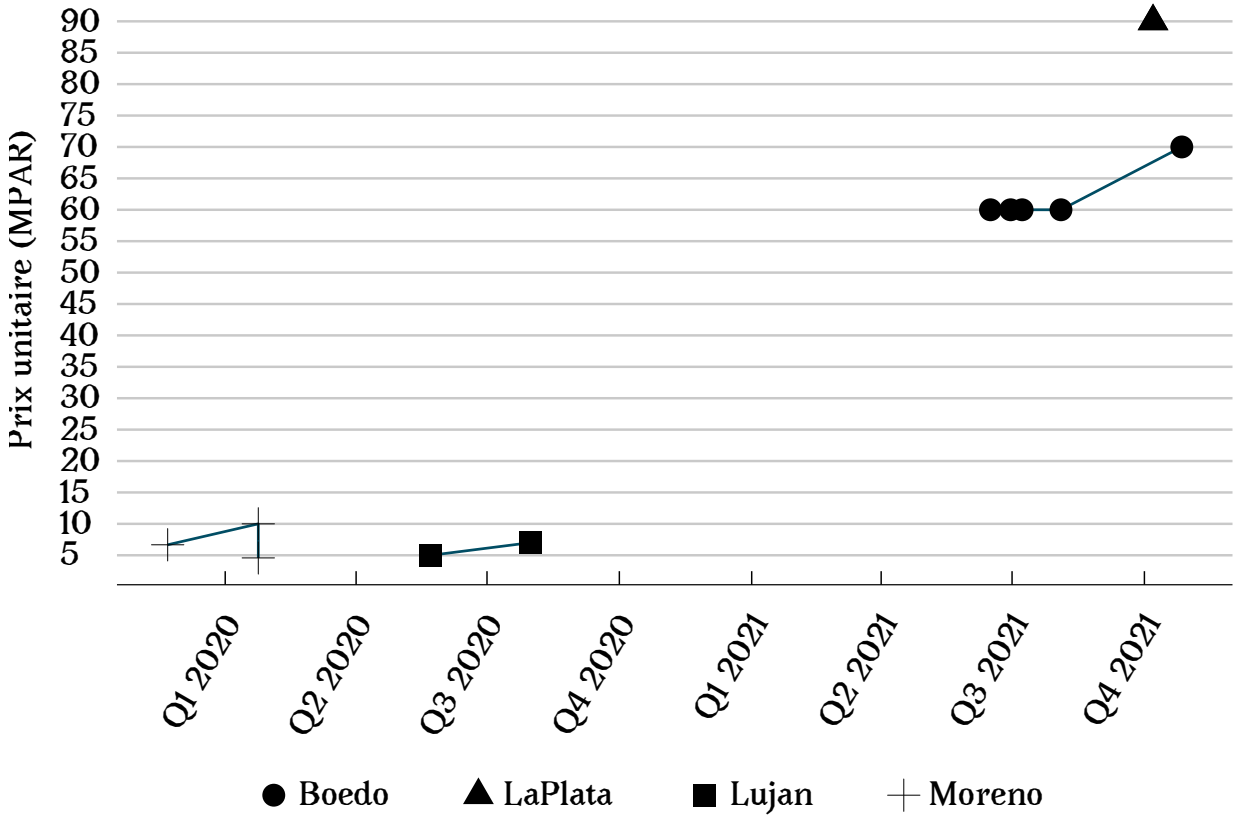


Fig. 6.9 - *Prix unitaire d'un alfajor dans différents nœuds (2020-2021).*

Source : élaboration propre à partir des prix accessibles sur les groupes WhatsApp des différents nœuds.

Mais le « discours militant invoqué par Laporte (la promotion de la réciprocité vue comme l'antithèse du marché et de l'accumulation est étranger à un certain nombre de participants » (ibid., p. 85), qui considèrent s'être fait·es voler ou spolier. Ainsi, Graciela répond à Laporte en soulignant qu'« il se trompe [...], ce n'est pas nous qui nous nous trompons [en accumulant des *créditos*], car j'ai également accumulé, comme tant de gens, des *créditos*, et je ne l'ai pas fait en spéculant, je l'ai fait en travaillant » (ibid., p. 85).

Loin d'être nécessairement la conséquence d'une spéculation pure et simple, par exemple via des pratiques de change considérées comme illégitimes, ni même le résultat de ces opportunités de gains marginaux dérivant de la disjonction d'échelles de valeur, l'accumulation dans ce cas paradigmatique d'une petite production marchande résulte tout simplement du travail des participant·es.

Plus précisément, il résulte du fait que certain·es participant·es sont confronté·es à des conditions de valorisation plus favorables que d'autres, soit que la composition organique de leur activité est faible et/ou que les fonds qu'ils et elles doivent avancer pour produire ont une vitesse de rotation rapide, soit qu'ils et elles produisent des marchandises pour lesquelles la demande est forte, soit le tout en même temps.

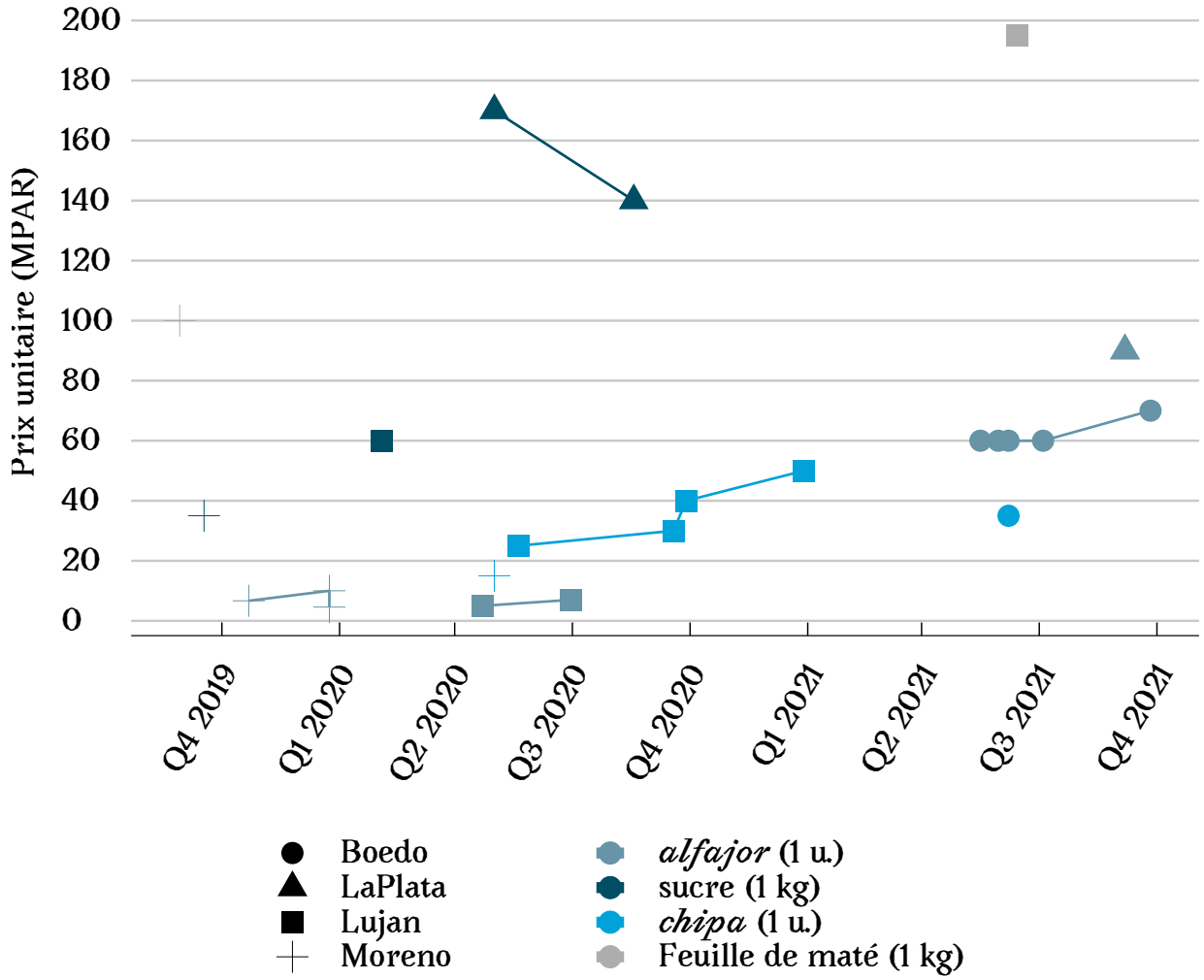


Fig. 6.10 - *Prix unitaire quatre produits dans différents nœuds (2019-2021).*

Source : élaboration propre à partir des prix accessibles sur les groupes WhatsApp des différents nœuds.

S'il ne parvient pas à un niveau aussi dramatique que cet épisode, que « beaucoup de participants évoque pour explique leur éloignement du *trueque* » (ibid., p. 85), on retrouve le même genre de dynamique dans la MonedaPAR à travers le contrôle des *acumulos* dans le nœud de Traslasierra ou simplement la récurrence des remarques sur les groupes WhatsApp visant à inciter les individus dont la balance en MPAR est excédentaire à réinjecter les *pares* dans la circulation, que ce soit par l'achat de choses dont ils et elles

n'ont pas nécessairement besoin ou encore par des prêts « solidaires » d'une partie de leurs fonds accumulés à d'autres, en déficit.

Il est apparent qu'il s'agit tout au plus de modalités de gestion de cette contradiction entre promotion d'un idéal de réciprocité, de *pares* et réalité de mécanismes induisant par leur fonctionnement normal une forme de différentiation entre les participant·es, sur laquelle ces dernier·es n'ont qu'un contrôle indirect et *ex post*. La menace d'une « crise de confiance éthique » (Saiag, 2016, p. 85) apparaît donc structurelle aux expériences de monnaies alternatives telle que la MonedaPAR, puisque la finalité d'une réciprocité réelle est incompatible avec les moyens employés pour y parvenir[71].

De fait, ces dispositifs *ex post* qui contribuent à réduire la différentiation interne des *pares* semblent souvent passer par la constitution de rôles de référent·es et ainsi l'élargissement de la structure de gouvernance interne du réseau. Cela entraîne une nouvelle contradiction entre la nécessité de réguler les échanges et le fait que cela correspond à du temps de travail improductif, au sens où il ne produit pas de valeurs d'usage, mais néanmoins indispensable. Comme l'un des principes de la MonedaPAR consiste précisément à rendre visible l'invisible et à valoriser ce qui n'avait pas ou peu, avant, de valeur, des schèmes de rémunérations de ces heures de travail ont été mis en place, qui ne se limitent pas au niveau de la Coordination Nationale, simplement, mais se répliquent au niveau des nœuds. Ainsi, à Boedo, les trois personnes qui remplissent les rôles de coordinateur·ice, trésorier·e et secrétaire reçoivent une rémunération pour leur travail. La source de ces fonds est d'abord trouvée dans le compte du nœud, puis, avec l'institutionnalisation des schèmes de rémunérations et le passage de la fédération des nœuds à la Coordination Nationale, c'est depuis le compte *federacion-par* que sont désormais rémunéré·es ces quasi-« fonctionnaires » de la MonedaPAR.

Il est ainsi intéressant de remarquer que l'extension des liens horizontaux du marché s'accompagne de la consolidation d'une forme de verticalité, garante de la gestion des contradictions naissant des formes sociales marchandes et des modalités spécifiques de leur travestissement solidaire[72]. L'émergence d'une gouvernance résulte précisément de ce travestissement qu'on envisage comme intrinsèque à tout lien marchand. Le travestissement correspond à un conflit entre apparence et essence, délimitant les contours d'une unité contradictoire. Dans sa variante spécifique à la MonedaPAR, il tient à la nécessité de réguler le rapport entre l'apparence de ce lien marchand, qui doit être « solidaire », et sa réalité, qui est de suivre le cours d'un développement inégal et combiné.

Or, ces schèmes de rémunération sont source d'une nouvelle série de conflits, tenant à ce que leurs bénéficiaires jouissent ainsi d'une forme de rente sur la production de tous·tes les autres membres. Ces rémunérations tendent à apparaître comme des rentes illégitimes en raison de leur rapprochement avec d'autres formes de rentes. Au sujet de la rente foncière dont bénéficie la personne qui met à disposition son centre culturel pour les *ferias* de Boedo, Heloisa Primavera me rapporte en entretien :

71 Cette problématique est sans doute beaucoup moins importante dans le cas des monnaies alternatives que l'on qualifie en introduction de plus proche du pôle le moins radical dans le continuum des expériences monétaires alternatives en introduction, comme le WIR suisse ou le Sardex italien. Nulle trace, en effet, d'opposition de principe à tout type d'accumulation, puisque ces expériences intègrent plutôt la défense d'une certaine accumulation capitaliste plus « familiale » ou à « échelle humaine », celle des PME et des « petit·es » capitalistes, contre l'accumulation financière des grands capitaux concentrés.

72 De la même façon, l'État capitaliste s'est consolidé en parallèle du développement du capitalisme, incapable, de lui-même, de garantir la reproduction des médiations dont il est dépendant. Ainsi, Bihr (ibid., p. 337) montre comment « l'appropriation capitaliste de la monnaie » appelle l'intervention de l'État pour contrôler le développement des monnaies de crédit, au-delà de son rôle traditionnelle de définition et garantie de l'étalon monétaire officiel, de création du numéraire, d'institution du cours forcé du papier-monnaie et du contrôle de la masse en circulation de ce dernier. L'intervention étatique découle de ce que « plus le capital s'empare de la médiation monétaire, plus il la plie aux exigences de son procès de reproduction, et plus il la fragilise et risque de la compromette, et, avec elle, sa propre reproduction » (ibid., p. 344). Dans le cas des monnaies alternatives radicales au sens de promouvant un idéal de réciprocité, la mise à mal de la médiation monétaire dérive de qu'il est de plus en plus complexe de concilier la différentiation intrinsèque aux échanges marchands et la réciprocité ou l'égalité entre les membres, contradiction qui pourrait devenir antagonique sous la forme d'une crise de confiance éthique.

> Fran *: La propriétaire [du lieu de feria] de Boedo, elle touche la rente foncière alors moi si tu as lu un peu de marxisme, tu sais que ca, ça m'agace énormément qu'on touche pour l'utilisation d'un espace qui est un espace loué.*
>
> R *: Elle produit d'autre chose ?*
> Fran *: Rien, elle offre la maison et de temps en temps, elle met des écharpes et un jour elle a mis quelques tableaux qu'elle avait, qu'on lui avait donnés mais personne n'en a voulu alors elle ne les met plus. Donc ce n'est pas un bon exemple de prosommatrice, car elle achète grâce à sa rente.*
> Entretien réalisé le 23 novembre 2019 avec Fran, 67 ans, dans un bar du Microcentro, prosommatrice du nœud de Boedo.

L'introduction d'une forme de rotation des postes atténue cette contradiction, n'a cependant pas permis d'empêcher tout à fait les départs. Ainsi, en octobre 2020, Paola déclare sur le groupe WhatsApp de Luján qu'elle quitte la communauté, suite à une discussion téléphonique avec Elena, l'une des référentes principales du nœud :

> Paola *: Je viens de raccrocher avec Elena... et je lui disais que j'ai décidé de ne pas participer à la mutuelle, ni au projet avec le marché territorial; je lui ai dit ce que je pensais d'une monnaie alternative, la valeur que j'y attache... Ce que cela signifie pour moi : que cela passe par l'action collective et dans l'échange concret entre égaux que je ne suis pas d'accord avec le développement d'une bureaucratie interne, parce que c'est plus de la même chose. Donc j'ai décidé de ne plus participer, je vais quitter le groupe... ceux qui ont mon contact et veulent faire du* trueque*, je resterai au même endroit, comme toujours.*
> *[...]*
> Elena *: Paola, tu m'avais parlé du marché territorial, etc, mais que tu m'as aussi dit que tu allais continuer avec les échanges... En fait nous avions dit qu'on se verrait jeudi... il semble qu'aujourd'hui soit le jour des malentendus... Ce sont tous des sujets à discuter en personne, pas par WhatsApp...*
> Paola *: Elena, tu m'as dit que la monnaie n'est pas seulement l'échange marchand, et que derrière l'action concrète, il y a toute une organisation (j'appelle ça la bureaucratie). J'ai décidé de me retirer parce que je choisis de ne pas continuer à participer au moins à ce nœud, qui est maintenu actif par la coordination (mutuelle, marché territorial, etc.), et peu par l'échange concret.*
>
> Échange le 10 octobre 2020 sur le groupe principal du nœud de Luján, *Prosumidores Par Lujan*.

L'exploitation « en-deçà du contrat de travail » (Didry, 2013) est intrinsèque à toute production marchande : dès lors que l'échange d'équivalents monétaires apparents dissimule un échange inégal d'heures de travail, découlant de l'absence de tout mécanisme visant à s'assurer d'une valorisation égale de toute heure de travail, alors certain·es réalisent à travers leurs prix de vente une partie du surtravail des autres. L'exploitation n'est pas annulée par le retour à un lien marchand pur, en apparence dépourvu de rapport de subordination, mais prend d'autres formes.

On a signalé l'existence de contrôles sur la formation des prix de façon à ce qu'elle apparaisse plus « solidaire ». De la même façon, la valorisation de la circulation et le rejet de l'accumulation se traduisent dans des dispositifs d'incitation des membres en surplus de *pares* à dépenser ces derniers pour éviter la concentration du pouvoir d'achat dans les mains de quelques-un·es ou à les mettre à disposition des membres déficitaires par le biais de « prêts

solidaires », naturellement à taux zéro. Ces dispositifs ne permettent qu'une régulation *ex post* de cette situation structurelle d'échange inégal, sans que ne soit garantie la convergence vers une situation d'égalité réelle.

Au total, parce que le travestissement, soit le divorce entre apparence et essence, est consubstantiel au lien marchand, instaurer un lien marchand solidaire implique de mettre en place les conditions d'un travestissement solidaire. En découle une contradiction entre l'idéal réciprocitaire d'une monnaie de pairs et la réalité des dynamiques de différentiation intrinsèque à toute production marchande. La gestion de cette contradiction passe par l'introduction de dispositifs de contrôle des prix, de vérification de la qualité des biens et, de façon générale, de l'accumulation individuelle, afin d'éviter la crise de confiance éthique. L'euphémisation du lien marchand se combine ici à son dévoiement.

Mais celui-ci reste toujours imparfait, se résolvant essentiellement en une forme de parodie, où l'on voit émerger une verticalité de façon endogène à travers le déploiement des liens horizontaux, verticalité qui reconduit la contradiction entre idéal et réalité marchande à un autre niveau. Elle prend alors la forme d'une critique du travail improductif des rentier·es découlant de la bureaucratisation de la MonedaPAR. Si elle apparaît antagonique dans la conscience des acteur·ices avec le développement organique du réseau à travers « l'action collective et les échanges concrets », on peut soutenir que l'émergence de la verticalité découle nécessairement des contradictions de l'échange marchand « horizontal », dans le même sens que l'on peut dire que l'État moderne naît des nécessités de l'échange capitaliste. Le caractère parodique de la recréation marchande du lien social provient alors du caractère paradoxale de la notion d'« entraide marchande ».

Conclusion

Dans la conception marxiste, la nature du lien marchand découle des modalités de son travestissement. L'essence est tributaire de l'apparence, forme dans laquelle elle se manifeste et devient efficace. Pour comprendre ce que fait le lien marchand, il faut donc comprendre comment il se présente. J'ai décrit ici une tentative de présentation solidaire du lien marchand, qui m'a permis de problématiser les effets sur les parties prenantes et d'évoquer les potentialités de ces expériences qui se veulent alternatives au lien marchand habituel, mais en partagent la grammaire. La conception peut être rapprochée de la notion polanyienne de désencastrement de l'économique : le lien marchand est conçu dans sa nouveauté radicale, son caractère historiquement spécifique et finalement sa nature contradictoire.

J'ai ainsi montré comment les modalités « solidaires » du travestissement du lien marchand au cœur du projet de la MonedaPAR délimitent un cadre au sein duquel les contradictions propres à la production marchande se meuvent face à des tentatives de résolution toujours partielles. Ainsi, l'euphémisation du lien marchand induit des dispositifs de contrôle, visant à rendre à l'échange marchand sa « saveur » et à en tracer des limites éthiques. C'est à partir de cela que s'amorce le début d'un véritable dévoiement du lien marchand et que l'on assiste non seulement à des modalités de régulation internes à la forme marchande, mais encore à l'émergence de principes régulateurs non marchands.

Ces principes régulateurs non marchands renvoient à des modalités de socialisation des travaux qui ne passent pas par l'égalisation de leurs produits contre des sommes monétaires. Ils induisent une distinction entre socialisation des travaux, égalisation des travaux, et mise en équivalence de leurs produits : les travaux ne sont plus sociaux parce qu'ils sont égaux et ils ne sont plus égaux parce que les marchandises auxquelles ils donnent lieu sont égalisées.

Néanmoins, le caractère antagonique entre principes régulateurs non marchands et loi de la valeur, qui constitue le principe marchand de régulation des activités de production, interdit qu'il se donne une forme de coexistence paisible entre ces deux ensembles. De plus, la MonedaPAR correspond à un projet non de dépassement mais de réinvention du lien marchand, soit au souhait de nouvelles modalités de travestissement du lien marchand. Son dévoiement ne peut être que partiel, et les principes régulateurs non marchands, que dominés et secondaires.

C'est qu'il n'y a pas de résolution réelle de la contradiction entre travail privé et travail social, ce qui induit toute une série de caractéristiques spécifiques de la MonedaPAR. La loi de la valeur y garde son efficacité et conduit à l'accumulation d'invendus difficilement absorbables. Les valorisations marchandes différentielles selon la classe et le genre sont reconduites. Enfin, la différentiation des individus marchands n'est pas neutralisée, elle est amplifiée et sécrète sa légitimité de façon endogène : les *acumulos* peuvent toujours répondre aux reproches qui leur sont fait de trop accumuler qu'il s'agit simplement du résultat de leur travail productif. Du point de vue de la légalité marchande, c'est tout à fait juste. Elle conduit enfin à la structuration d'une forme de verticalité nécessaire à la gestion de cette contradiction première.

Finalement, la MonedaPAR s'offre comme une forme paradoxale de reconduction du mouvement de désencastrement de l'économique par le biais d'un encastrement alternatif, de la même façon que la sociabilité progresse paradoxalement au même rythme que l'instrumentation dans les plateformes d'économie collaboratives étudiées par Trespeuch et al. (2019). Du reste, Machado (2011) montre que la notion d'encastrement au cœur de la Nouvelle Sociologie Économique inspirée des travaux de Granovetter (1985) n'est pas identique au concept polanyien. L'encastrement à la Granovetter renvoie simplement aux modalités d'institutionnalisation des liens marchands, ce qu'on saisit ici à travers la notion de travestissement « solidaire » du lien marchand. Pour Polanyi, en revanche, le désencastrement désigne la spécificité des liens économiques dans les sociétés capitalistes modernes par rapport aux sociétés antérieures et non ce qui leur est commun : le désencastrement de l'économique n'est pas une simple illusion, dont les socio-économistes auraient tout loisir de montrer le caractère partiel en soulignant le fait que tout marché est une construction sociale[73].

A l'inverse, chacun a leur manière, les deux conceptualisations du lien marchand dominantes dans la socio-économie correspondent à sa banalisation. La réarticulation de la notion d'encastrement social des liens marchands et de la théorie des agencements marchands à travers le concept marxiste de fétichisme permet de renouer avec l'inspiration critique de Polanyi et de comprendre comment la MonedaPAR peut faire progresser le désencastrement polanyien par l'extension des relations marchandes qu'elle favorise tout en correspondant à une forme de réencastrement à la Granovetter.

Comme initiative d'économie sociale et solidaire, la MonedaPAR en partage le caractère « consubstantiel au capitalisme [dont] elle est partie prenante du mode d'organisation sociale qu'il constitue » (Hély et Moulévrier, 2013, p. 125). Il apparaît plus intéressant, pour saisir les potentialités des monnaies alternatives, de partir du constat qu'elles partagent avec l'objet de leur critique, le capitalisme financiarisé, néolibéral ou tardif, les mêmes formes sociales, tant de subjectivité (l'individu marchand comme forme du sujet) que d'objectivité (la marchandise comme forme du produit du travail). Plutôt que de partir du postulat d'une « économie plurielle » ou « alternative », cela revient à considérer qu'il faut caractériser les différences de « mentalités économiques » mises « au service, plus ou moins contraint, d'une organisation sociale postindustrielle ordonnée pour partie autour de la systématisation des échanges économiques capitalistes et de la structuration des marchés » (ibid., p. 20).

À rebours de Laacher (2003), qui décrit les systèmes d'échanges locaux, les SEL, dont la logique est proche de celles des clubs de *trueque*, comme une forme d'« utopie anticapitaliste » en acte, Powell (2006) et Powell (2002) souligne, quant à lui, la coexistence, au sein du *trueque*, de trois logiques : un capitalisme en perfectionnement, permettant de « générer de l'activité économique dans les interstices de l'économie dominante » ; un capitalisme insignifiant (*petty*), analyse défendue par les détracteur·ices du *trueque* qui soutiennent que ce dernier n'a fait que renforcer la marginalisation des dépossédé·es ; une alternative post-capitaliste, dans la mesure où s'y expérimentent des formes d'économie solidaire.

De façon similaire, il apparaît adéquat de donner ainsi leur juste place aux transformations qui accompagne le développement de la MonedaPAR, ce

73 Le désencastrement polanyien renvoie à la spécificité de l'apparence du marché capitaliste par rapport aux échanges dans les formations sociales pré-capitalistes et constitue en réalité une élaboration de la théorie marxiste du fétichisme. Celle-ci détaille comment les relations entre les humains en viennent à prendre la forme de relations entre les choses et comment ces relations chosifiées commencent à agir comme des sujets, imposant des contraintes sur les sujets réels de l'action desquel·les elles dérivent pourtant. La coordination marchande induit ainsi une forme de domination impersonnelle des catégories économiques sur les producteur·ices direct·es, qu'aucune tentative de réencastrement à la Granovetter, fut-ce elle « solidaire », ne peut réellement dépasser. Ainsi, le réencastrement à la Polanyi n'est pas la même chose que l'encastrement de Granovetter : il n'est pas simplement la démonstration de l'épaisseur social de tout lien marchand, mais l'idée que l'économique ne cesse d'imposer ses lois au reste du corps social que si la coordination marchande des unités de production est remplacée par d'autres formes de coordination. L'émergence partielle de telles formes au sein d'une tentative frustrée d'instauration d'un marché solidaire représente néanmoins la possibilité d'une bifurcation. Polanyi ne fait pas le constat d'une différence de degré entre le lien marchand et les autres types de relations sociales, ni la façon dont l'*homo œconomicus* est une construction sociale imparfaite, mais réelle. Il propose une critique radicale de la forme marchande de la production sociale, qui n'est au mieux qu'une étape transitoire.

qui suppose qu'une conception critique doit s'accompagner d'une perspective possibiliste (Guérin et al., 2019). Il est indéniable, à ce stade l'analyse, que la MonedaPAR constitue moins un projet anti-capitaliste, comme elle peut être présentée parfois[74], qu'une initiative alter-capitaliste, étant entendu que toute production marchande tend à se développer en production capitaliste. Elle n'incorpore pas de critique du rapport salarial, situe la contradiction fondamentale non entre travailleur·ses et non-travailleur·ses, mais entre producteur·ices, c'est-à-dire travailleur·ses et capitalistes actif·ves d'un côté, et capitalistes passifs ou financiers de l'autre. Elle est en fait « anti-banque » et oppose un capitalisme industriel de PME au capitalisme financiarisé du capital concentré transnational, à travers la recherche d'une « bonne monnaie » qui permettrait au premier de prendre le pas sur le second.

[74] Ainsi, le 22 juillet 2020, deux membres fondateurs de la MonedaPAR participent d'une émission de radio, au cours de laquelle leur hôte présente la MonedaPAR comme une alternative entre capitalisme et communisme, ce que semblent valider ses invités. Voir `https://fmraicesrock.org/2020/07/22/moneda-par-alternativa-capitalismo/` (consulté le 9 août 2022).

Mais elle se limite pas à ce seul enjeu. La comparaison entre les nœuds de Boedo et Moreno suggère que les usages sociaux de la MonedaPAR sont déterminés par l'inscription des membres dans la configuration spécifique des rapports de classe de la société argentine, tels qu'ils sont eux-mêmes informés par l'insertion dominée de ce pays dans la division internationale du travail (Amin, 2011; Féliz, 2011; Kohler et Tausch, 2002; Raffer, 1987). La MonedaPAR apparaît ainsi, dans le nœud de classe moyenne, comme un moyen de résistance contre l'impérialisme financier des classes dominantes des pays centraux, tandis qu'à Moreno, les participantes d'extraction plus populaire y voient plutôt une façon de construire une économie où le *peso*, de la circulation duquel elles sont largement exclues, lui aurait cédé le pas.

La MonedaPAR se maintient actuellement à un niveau de développement très modeste. Neuf nœuds réellement actifs, 2 000 personnes seulement ayant effectué une transaction depuis le début du projet et à peine 500 participant·es régulier·es. Si les réalisations sont en-deçà des anticipations du groupe fondateur, qui a dû faire preuve de souplesse dans la conception de stratégies d'implémentation, d'un point de vue plus qualitatif, elle permet le déploiement de pratiques monétaires diversifiées. Leur dénominateur commun réside dans la construction d'un rapport de réflexivité critique vis-à-vis des prix marchands, amenant les participant·es à expliciter ce qui constitue à leurs yeux la véritable « valeur » des choses et de mettre en pratique ainsi une recherche du « juste prix ».

Ce rapport réflexif n'est pas uniquement quantitatif, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas seulement de mettre à disposition des membres des valeurs d'usage à des prix plus faibles que dans les commerces classiques. Il intègre également des perspectives de revalorisation d'activités dont le caractère productif n'est que partiellement – ou pas du tout – reconnu, ce qui peut faire de cette monnaie féminine de par le genre majoritaire de ses membres un relai d'une forme de critique féministe de l'économie dominante et de ses conventions de la valeur, précisées alors comme celles d'un « patriarcat producteur de marchandises » (Scholz, 2000)[75].

[75] Reste que les rapports de genre ne font pas l'objet d'une inversion dans la MonedaPAR. Si, comme on l'a dit, on ne retrouve pas trace évidente des trois soupçons d'impureté, d'incompétence ou d'indigence (Lazarus, 2021) qui marquent les représentations des relations des femmes à l'argent, la MonedaPAR bénéficie d'abord à des hommes et, lorsque ce n'est pas le cas, c'est uniquement en raison de la dévalorisation monétaire des activités féminines, soit de leur reléguation « dans les zones [des espaces marchands] les moins favorables » (Lazarus, 2021, p. 62) que les femmes membres s'en trouvent avantagées.

Ainsi, les usages sociaux ne sont pas seulement déterminés par la position de classe des membres mais sont également traversés par les rapports sociaux de genre. Émerge une divergence entre le projet initial du groupe des fondateur·ices, dans lequel les hommes sont majoritaires, et les pratiques des participant·es, dont la racine tient peut-être à ce que les un·es et les autres entendent par « économie réelle ». Tous et toutes l'opposent à l'économie « financière », source des inégalités sociales et cause de la récurrence des crises qui malmènent la société argentine, mais les premier·es semblent

surtout la rapprocher d'une économie des « producteurs », petit·es capitalistes dominé·es et travailleur·ses au coude à coude, tandis que les second·es y associent plutôt un sens qui renvoie à « l'économie du foyer ».

Récapitulons : au-delà des considérations quantitatives, du point de vue qualitatif, la MonedaPAR n'est pas une utopie anticapitaliste, parce qu'elle participe à la reconduction de la forme-valeur. Néanmoins, en s'insérant aux marges du marché capitaliste, elle pousse la forme-valeur dans ses limites, en y intégrant des activités qui en avaient été exclues. Derrière l'opposition factice entre capital industriel et capital financier, se dessine une autre critique, plus fondamentale, qui interroge cette fois-ci la valeur elle-même. D'autres formes de socialisation non marchande y émergent ainsi. Il s'agit maintenant d'aller plus loin dans cette perspective possibiliste, en essayant de comprendre en quoi ces dynamiques pourraient constituer une bifurcation potentielle au-delà de la valeur. Pour ce faire, il est nécessaire de montrer la pertinence empirique des catégories économiques marxistes, car elles permettent de saisir l'ampleur et les limites de cette bifurcation.

chapitre 7

Vers une théorie marxiste de la sécession monétaire

On souhaite ici développer une perspective possibiliste sur la MonedaPAR. Elle se fonde sur la théorie monétaire marxiste [1]. Or, les expériences monétaires alternatives font rarement l'objet d'un traitement théorique à partir de ces catégories. D'un côté, les marxistes tendent à ignorer ces expériences : si on l'a souvent déformé, le « primat de la production » de la théorie marxiste peut effectivement être compris de façon restrictive et unilatérale comme l'idée que seules des transformations des rapports de production seraient en mesure de modifier de façon substantielle les modalités d'échange. De ce point de vue, l'égalité d'accès aux moyens de paiement, qui est le point de départ de nombre d'alternatives monétaires, n'est alors conçue que comme le résultat de la socialisation des moyens de production : il serait vain d'essayer de modifier les modalités de la circulation sans s'attaquer à la sphère de la production. De l'autre, tant les practicien·nes des monnaies alternatives que nombre de travaux scientifiques portant sur ces objets tendent à rejeter le cadre marxiste comme inadéquat. Ainsi, la référence au mot de Keynes selon lequel le « monde apprendra plus de l'esprit de Gesell que de Marx » est récurrent dans les échanges entre prosommateur·ices de la MonedaPAR. Quant aux travaux scientifiques, le lien entre les expériences actuelles et les courants socialistes non – voire anti – marxistes[2] entraîne un certain désintérêt pour la théorie monétaire marxiste (Blanc, 2002 ; Ferreira, 2011 ; Fujita, 1993 ; Louge, 2015 ; Yuki, 2021b).

Les systèmes d'échanges locaux, dans leur version française, ou les *Local Trading Exchange Systems* (LETS), dans leur version anglo-saxonne (North et al., 2019, p. 2-6), mais plus encore les banques de temps (Neary et G. Taylor, 2016, p. 117) s'apparentent aux projets de réformes monétaires des proudhonien·nes et des socialistes ricardien·nes fondés sur l'échange équitable et les bons de travail. L'autre source théorique alimentant tant les pratiques que les recherches se trouve dans les perspectives keynésiennes d'une réforme du capitalisme afin de favoriser le développement de l'économie « réelle » par rapport aux bulles financières (Kennedy, 1995, 2012 ; Kennedy, B. A. Lietaer et Rogers, 2012 ; B. Lietaer, 2012, 2013 ; B. A. Lietaer et Dunne, 2013 ; B. Lietaer et Kennedy, 2008 ; Pettifor, 2017). La troisième matrice souvent mobilisée provient enfin dans des travaux néo-polanyiens, qui revisitent les distinctions entre marché, échange et commerce ainsi que le schéma du désencastrement de l'économique (Blanc, 2006a, 2018b ; Dutraive et Théret, 2017 ; Orzi, 2012b ; Plasencia et Orzi, 2007 ; Saiag, 2014 ; Servet, 1993).

L'argent n'apparaît pas comme quelque chose qu'il faut dépasser en soi, mais plutôt une institution transhistorique dont il s'agit de modifier les règles afin de garantir à la fois l'égalité réelle des échanges et le droit légitime du producteur·ice direct·e à la totalité de la valeur de sa production. Plutôt que de l'abolir, il faut le réinventer : la spécificité du capitalisme ne résulterait pas de l'introduction, au sein d'échanges marchands, du rapport salarial, mais du dogme de l'unicité monétaire. La théorie monétaire marxiste, structurée autour du concept d'équivalent général, intégrerait de façon acritique ce dernier dogme, révélant ainsi son caractère inadéquat pour penser les alternatives monétaires (Orzi, 2012a, p. 109). Finalement, la théorie marxiste serait fondée sur une définition de la argent comme marchandise, là où il faudrait l'envisager comme un « rapport social » (ibid., p. 109). L'argent comme rapport social constituerait un concept suffisamment plastique pour permettre de fonder de véritables « marchés non capitalistes » (Orzi et

[1] La raison en est son concept très spécifique d'argent, ni marchandise comme les autres, comme dans la théorie économique dominante, ni dette, comme dans nombre de conceptions hétérodoxes. Ce concept d'argent comme anti-marchandise permet à Marx de développer non une théorie de la monnaie de crédit mais une théorie monétaire du crédit. Celle-ci intègre le caractère historiquement spécifique de l'argent comme forme marchande de l'institution du compte et du paiement. Les lois de cette forme spécifique du compte et du paiement ne sont réalisées complètement que dans le cadre de la production capitaliste et non de la circulation simple de marchandise. La théorie marxiste évite ainsi deux écueils symétriques : construire une théorie de l'évanescence de l'argent comme dans la théorie dominante ; ou, à l'inverse, élaborer une idée de l'universalité du fait monétaire.

[2] Pourtant, Marx n'est pas en soi opposé aux réformes monétaires. Il critique simplement les schémas avancés par ses contradicteur·ices socialistes, car ils lui semblent reposer sur une conception erronée de la nature de l'argent comme rapport social de production. Ainsi, les socialistes utopiques, tant les socialistes ricardien·nes britanniques que les proudhonien·nes et, plus tard, Gesell, « ont négligé la nécessité de l'argent comme détour pour assurer l'acceptation sociale et ont postulé que le travail social idéal devait devenir directement réel, c'est-à-dire l'argent » (Makoto, 2004). Cela conduit à des contradictions courantes qui contrarient le développement des alternatives monétaires contemporaines (Yuki, 2021a). Ainsi, les banques de temps constituent la variété peut-être la plus radicale, en ce qu'elles se fondent sur l'égalisation des activités de chacun·e des membres et semblent loin de des accumulations de capital à petite échelle reconduites par des expériences plus massives comme le WIR et le Sardex. Par exemple, « une heure d'activité du jardinier vaut une heure d'activité du professeur de français » (Danglade et Beitone, 2017). Dès lors néanmoins qu'il y a deux jardiniers, l'un plus productif que l'autre, il est légitime de se demander si et pourquoi « les membres du groupe [continueraient-ils] à s'adresser au jardinier le plus lent [ce qui amène] à s'interroger sur les modalités de la coordination des choix individuels » (ibid.).

Plasencia, 2007, p. 26), c'est-à-dire « solidaires » et sans rapport salarial, sans que ne soit envisagée la possibilité que l'échange marchand contienne en soi tous les germes des rapports capitalistes, notamment à travers la possibilité d'échange inégal des quantités de travail concrètes.

Ainsi, Hornborg (2019), économiste écologiste partisan des alternatives monétaires, écrit qu'une « critique générale de l'argent semblera incompréhensible aux personnes qui ne peuvent pas voir que la conception de l'argent est une chose sur laquelle nous avons un choix, [ce qui] illustre simplement à quel point notre imagination a tendance à être limitée par les artefacts qui régissent actuellement nos vies » (ibid., p. 150). Critiquant les propositions d'abolition tant de l'argent que des marchés par les défenseur·ses de modèles de socialisme non marchand (Nelson et Timmermann, 2012; Rubel et Crump, 1987), il soutient que « l'argent peut être redéfini de façon à que sa logique interne soit d'augmenter la diversité et la soutenabilité tout en réduisant les inégalités sociales » (Hornborg, 2019, p. 150). D'où d'ailleurs la mobilisation de Polanyi : il faudrait repartir du constat que l'argent moderne n'est pas, comme on a pu le penser originellement, *all-purpose*, mais qu'il existe au contraire toute une variété d'instruments monétaires *specific-purposes* (Blanc, 2006a). Ce constat constitue en effet la matrice à partir de laquelle on peut passer d'une pluralité monétaire subie et hors de tout contrôle démocratique vers une forme de planification de la pluralité monétaire visant à augmenter la résilience des systèmes socio-économiques. Certain·es auteur·ices en soulignent d'ailleurs le caractère analogue avec les écosystèmes, dans lesquels diversité rime avec soutenabilité tandis que l'unification autour d'un même principe est signe de dépérissement (B. A. Lietaer et Dunne, 2013). L'unicité de l'argent est alors présentée comme une caractéristique intrinsèque du capitalisme, de sorte qu'« en abandonnant la logique d'une monnaie unique, global et d'usage général [*general purpose*], on [en] déferait les fondations même » (Hornborg, 2019, p. 150).

De fait, ce que l'hétérodoxie monétaire envisage comme l'universalité ou la quasi-universalité du fait monétaire relève plutôt de l'universalité ou de la quasi-universalité du compte et du paiement, puisque peu de sociétés en apparaissent tout à fait dépourvues. Du point de vue de la théorie marxiste, il y a néanmoins des discontinuités à introduire au sein de ce caractère transhistorique du compte et du paiement : chaque mode de production est accompagné par la formation d'une certaine « mentalité calculatoire » (Bryer, 2019), qui détermine la forme historiquement spécifique que prennent le compte et le paiement. La mentalité calculatoire est celle de la classe dominante et renvoie à une « façon spécifique de calculer et de contrôler le surtravail » (ibid.) : à chaque mode de production sa mentalité calculatoire, puisqu'un mode de production, pour Marx, n'est rien d'autre qu'une certaine méthode d'extraction du surtravail adéquate au niveau de développement des forces productives[3].

À chaque mode de production est associé ainsi un type de comptabilité différent. Elle constitue une représentation quantitative de la mentalité calculatoire que la classe dominante impose à travers les rapports sociaux de production et la configuration des institutions, en particulier, donc, de l'institution monétaire. La comptabilité antique étant fondée sur une conception du surplus comme somme de valeurs d'usage, on tient logiquement des comptes des recettes et dépenses pour chacune de ces dernières : il n'y a de ce point de vue pas de différences entre les flux

[3] C'est précisément en vertu de cette adéquation que les forces productives se développent. Dans la lecture comptable de la loi de la valeur, la causalité qui fonde la théorie matérialiste des modes de production est la suivante : la lutte des classes définit la mentalité calculatoire en vigueur ; celle-ci détermine les rapports sociaux de production ; ceux-ci se manifestent à travers des formes phénoménales spécifiques ; de cette dernière dérive l'idéologie, c'est-à-dire des représentations adéquates à la reproduction du contrôle de la classe dominante. Dans le capitalisme, un élément de l'idéologie est par exemple l'idée que le capital (financier) est capable de produire de lui-même de la valeur. Ainsi, les rapports sociaux de production sont configurés par la mentalité calculatoire et sont représentés dans des formes phénoménales. Potentiellement contradictoires avec leur contenu, elles sont ces « erreurs pratiques » des comptables capitalistes, qui transcrivent les rapports sociaux de production dans leurs livres de comptes sans nécessairement s'en rendre compte. IL n'y a donc pas d'un côté l'« infrastructure » sans phrase et de l'autre côté la « superstructure » sans contenu :« la mentalité calculatoire sous-tend les rapports sociaux idéologiquement inversés dans la structure des discours sur leurs formes phénoménales, [qui sont] représentées dans les comptes des capitalistes » (Bryer, 2019).

« monétaires » et les flux en valeurs d'usage. La comptabilité féodale représente un progrès de la distinction entre valeur et valeurs d'usage, puisqu'elle correspond à une unification de ces valeurs d'usage saisies à travers ce qui leur est commun, c'est-à-dire le fait de représenter des dépenses de travail : l'objectif du seigneur est de maximiser la différence entre les recettes et les dépenses de ses domaines. La rente féodale peut prendre la forme de flux de temps de travail, dans le cas de la corvée, ou de flux de valeur économique, lorsque les travailleur·ses féodaux·les sont formellement « libres ». Reste que dans les deux cas, ces producteur·ices auto-suffisant·es, ce en quoi ils et elles se différencient de l'esclave antique, livrent au seigneur cette rente féodale que Marx envisage comme la « forme primitive du profit », ce pour quoi une comptabilité des flux de valeur en partie simple suffit. Au mode de production capitaliste correspond l'invention de la comptabilité en partie double : plutôt que de se contenter d'enregistrer uniquement les flux, soit de valeurs d'usage, comme dans le mode de production antique, ou de valeur économique, comme dans le mode de production féodal, il devient essentiel de rapporter ces flux de valeur à la valeur du stock d'actifs qui permettent de les générer.

Ces différentes formes de comptabilité renvoient à des représentations distinctes du processus de production : le « revenu » du propriétaire est d'abord envisagé comme quantités d'effets, biens ou services, utiles; il est ensuite unifié sous forme de rente, directement mesurée en temps de travail ou indirectement par une quantité d'instruments monétaires, c'est-à-dire représentant de la valeur économique; une fois ce dernier flux rapporté aux actifs, il prend la forme de profits capitalistes. Le surtravail, c'est-à-dire les quantités de travail dont ne bénéficient pas les travailleur·ses direct·es, prend dans chaque mode de production des formes spécifiques, qui correspondent à autant de mécanismes d'extraction du surtravail distincts et à des « mentalités calculatoires » différentes. Bryer (2019) s'attache ainsi à montrer comment le compte et le paiement ont des configurations spécifiques à chaque mode de production, se reflétant dans des façons distinctes de dresser la comptabilité des unités de production, c'est-à-dire de se représenter le surplus économique, l'objectif de la production, la façon de tenir les producteur·ices direct·es responsables[4] pour la bonne marche de la production et donc leur statut : travail esclave, servile ou salarié[5].

La théorie marxiste de l'équivalent général insiste sur la spécificité historique de l'institution du compte et du paiement[6]. L'argent est la forme spécifiquement marchande du compte et du paiement, qui devient essentiel lorsque la comptabilité en partie double et la mentalité calculatoire capitaliste associée se généralisent. Loin de réduire l'argent à son origine dans les relations de dette qui font tenir ensemble toute totalité sociale ou, à l'inverse, de faire de l'argent une simple marchandise, il est possible de tirer du *Capital* une théorie institutionnelle de l'équivalent général. Celui-ci n'est pas simplement un « rapport social » indéterminé mais « un rapport social de production » essentiel de toute économie marchande.

Ainsi, cette approche permet de penser la nature du compte et du paiement lorsqu'ils sont soumis à la loi de la valeur (Dardot, 2014; Tran, 2003a). Dans ce cadre, à l'inverse du mode de production esclavagiste, où il correspond au respect de quotas de biens et services (valeurs d'usage) et du mode de production féodal, où il renvoie à l'extraction d'une rente monétaire, le but de la production dans le capitalisme est la valorisation du capital avancé au moins à hauteur de la rentabilité courante.

[4] En anglais, *accountable for*.

[5] Ainsi, là où la comptabilité antique dénote d'une production orientée vers l'accumulation d'objets utiles (au maître), les seigneurs féodaux visent avant tout l'extraction d'une rente. Plutôt que le produit total de l'exploitation, ces dernier·es prennent en considération le produit *net* (Bryer, 2019), quelque soit sa nature matérielle précise (temps de travail, marchandises, instruments monétaires). Quand les maîtres antiques ne tiennent pas leurs contremaîtres responsables de la réalisation d'un excédent, soit d'un « revenu » de leurs exploitations, mais plutôt de la réalisation de quotas de production fixés *ex ante*, l'exigence d'une rente, le *liberatio*, des seigneurs féodaux correspond à l'attente que les revenus excèdent les dépenses. La comptabilité antique, fondée sur les encaissements et les décaissements, dont le but est avant tout la production d'objets utiles via l'instauration de quotas de production, est remplacée par une comptabilité plus « avancée », fondée sur une nouvelle notion consolidée de « revenu », c'est-à-dire sur des comptes de recettes et de dépenses.

La mentalité calculatoire propre au capitalisme peut ensuite se décliner en une diversité de « mentalités économiques » (Hély et Moulévrier, 2013, p. 20). Celles-ci peuvent éventuellement entretenir des rapports apparemment antagoniques, comme le montre l'exemple des formes d'économie sociale et solidaire dans toute leur diversité. Mais il n'en reste pas moins que ce conflit entre mentalités économiques classique ou « solidaire » ont en partage la même mentalité calculatoire, c'est-à-dire la même forme du compte et du paiement, le mode associé d'extraction du surtravail et la finalité de la production.

Ainsi, dans la mesure où la MonedaPAR s'offre comme une critique interne des coordinations marchandes, qui consiste à résoudre les problèmes qui en découlent par des moyens marchands, on pourrait dire qu'elle oppose une mentalité économique fondée sur le marché comme lieu de juridiction à une autre mentalité économique, qui voit dans le marché un lieu de véridiction. L'opposition se situe en quelque sorte entre prix « justes » et prix « vrais » : elle se déploie dans le cadre de la mentalité calculatoire propre au capitalisme. Ces deux mentalités économiques relèvent en effet de la même mentalité calculatoire : elles sont deux représentations inversées des rapports sociaux de production formellement déterminés par la mentalité calculatoire capitaliste. L'objectif dominant de la production n'est ni la consommation, ni la valeur, ni même la survaleur, mais le rapport d'un flux sur un stock, c'est-à-dire le taux de profit[7], et ce, afin de permettre aux unités de production classiques ou « alternatives » de reproduire leur capital avancé. Cette mentalité calculatoire est caractérisée par l'initiative privée, l'apport privé de capital, qui ôte à la délibération collective les décisions d'investissement. L'acceptation de la loi de la valeur comme principe régulateur des relations entre unités de production, c'est-à-dire le caractère marchand des coordinations économiques, en est le principe unifiant[8].

Les analyses antérieures ont mis à jour la coexistence de deux perspectives antagoniques articulées au cœur de la MonedaPAR. Elles sont structurelles, au sens où elles ne sont pas soutenues par des groupes délimités d'acteur·ices entretenant entre eux des rapports politiques. De fait, au cours d'un même entretien, un·e acteur·ice peut passer de l'un à l'autre, de la même façon qu'au niveau collectif, la MonedaPAR est alternativement présentée de façon ambitieuse comme une solution anticapitaliste permettant de dépasser l'opposition « stérile entre capitalisme et communisme [d'État] »[9] ou comme un simple projet « anti-banques », c'est-à-dire opposé à la déformation financière du capitalisme mais sans opposition de principe au salariat. Cette hésitation-dualité dérive de la structure d'un projet qui oppose au capitalisme ses propres médiations marchandes, qu'on tente de travestir de façon solidaire.

La raison principale pour laquelle le dévoiement du lien marchand ne parvient pas à être réellement autre chose qu'une parodie « solidaire », un supplément d'âme de la forme-valeur, est le caractère interne de cette critique. La théorie marxiste précise que l'institution monétaire ne réalise ses lois propres, à travers l'action de la loi de la valeur, que dans le cadre du capitalisme. À l'inverse, dans les rares cas d'existence de sociétés de petite production marchande fondées sur des producteur·ices indépendant·es, la loi de la valeur n'est pas entièrement réalisée, dans la mesure où les prix restent en partie régulés par d'autres éléments que les seuls coûts de production. La MonedaPAR est un projet de (re)constitution d'une telle petite production

[6] On peut distinguer au moins trois grands types de théories monétaires dans la science économique : l'approche orthodoxe, échouant à penser la monnaie en dehors du cadre restrictif d'une théorie instrumentale de la monnaie qui la réduit à un simple arrangement technique neutre visant à faciliter les échanges ; l'approche hétérodoxe, qui assimile sans médiation la monnaie au crédit et ne peut ainsi plus saisir la spécificité de l'institution du compte et du paiement dans le mode de production capitaliste ; l'approche marxiste, qui distingue monnaie et crédit et développe une théorie du devenir marchand du compte et du paiement dans le cadre du capitalisme, devenir marchand qui n'est alors plus considéré comme le dernier mot de leur histoire. Chaque champ théorique développe une certaine conception des racines de la crise dans les économies marchandes ainsi qu'un ensemble de solutions. L'approche orthodoxe considère que la monnaie n'est pas assez libéralisée et trop sous le contrôle du politique : elle défend l'indépendance des banques centrales voire la dénationalisation de la monnaie. L'approche hétérodoxe distingue marché et capitalisme. Ce dernier ne serait qu'une forme dévoyée de l'économie marchande en raison de l'introduction du rapport salarial. La nature de ce dernier est essentiellement asymétrique à rebours de l'échange marchand entre pairs. Ainsi, la racine des crises tiendrait à une mauvaise gestion de l'institution monétaire et à l'inégalité d'accès aux moyens de paiement qui génère à la fois des famines monétaires et cette conjonction périodique absurde de capacités de production inutilisées et d'accumulation d'invendus, d'une part, et, d'autre part, de besoins sociaux non satisfaits. L'approche marxiste, enfin, situe la contradiction non au cœur de la circulation et dans l'institution monétaire, mais au niveau du rapport de production capitaliste. Ces derniers définissent deux classes d'intérêts antagoniques. Dans ce cadre, ces deux classes sont irréconciliables. Tout au plus leur unité contradictoire peut-elle être rétablie brutalement à l'occasion de crises périodiques. La socialisation des moyens de production signifie alors à la fois le dépassement du salariat et la transformation des coordinations marchandes en modalités de coordination non marchandes. En d'autres termes, il s'agit de l'institutionnalisation de principes régulateurs non marchands, qui renvoient à une configuration non marchande du compte et du paiement.

[7] Il est certain qu'il n'y a pas de calcul d'objectif de taux de profit dans la MonedaPAR. Néanmoins, les prosommateur·ices rapportent de façon courante l'excédent du prix total au-delà du coût de leurs consommations intermédiaires aux sommes qu'ils et elles ont dû avancer pour initier leur production. Lorsque le prix de vente de cette dernière est mixte, c'est-à-dire une partie payée en *pesos* et une partie en *pares*, il est intéressant de noter que la convention communément admise est que la moitié du prix du vente représente les consommations intermédiaires tandis que l'autre moitié, réglée en *pares*, représente la valeur nouvelle créée par le ou la prosommateur·ice par son travail.

marchande. La loi de la valeur qui définit la forme marchande de l'institution du compte et du paiement n'y est cependant pas abolie, mais simplement non parfaitement réalisée, bloquée par des contre-tendances. C'est à l'aune d'une théorie qui fournit une critique radicale des modalités marchandes de coordination entre unités de production qu'il faut considérer les arguments avancés en faveur de la MonedaPAR en particulier et des expériences de monnaies alternatives en général.

L'objectif de ce dernier chapitre consiste donc à prendre le contre-pied tant de l'unilatéralisme marxiste, qui se désintéresse des monnaies alternatives, que du rejet du marxisme, parfois repérable dans les discours des théoricien·nes et practicien·nes des systèmes monétaires alternatifs. Il s'agit d'articuler la théorie marxiste avec les thèses de l'institutionnalisme monétaire. Ces dernières, comme on l'a envisagé précédemment, convergent dans une large mesure tant avec les pratiques qu'avec les conceptions des initiateur·ices de monnaies alternatives et comptent, de fait, parmi les références théoriques des promoteur·ices de la MonedaPAR. Certaines des propositions centrales de ces deux théories de l'institution monétaire apparaissent contradictoires. Comment, en effet, articuler l'idée d'une quasi-invariance anthropologique de la monnaie comme conjonction du compte et du paiement, centrale dans le corpus de l'institutionnalisme monétaire, et la thèse marxiste de l'abolition-dépassement de l'argent, entendu comme rapport de production essentiel du mode de production capitaliste ?

Notre position est que ces propositions ne sont pas contradictoires, mais renvoient à des concepts de « monnaie/argent » hétérogènes. Notre proposition consiste à faire le détour par la proposition d'un système de compte et de paiement, c'est-à-dire de la monnaie au sens des institutionnalistes, mais non marchand, c'est-à-dire correspondant à un dépassement de l'argent au sens marxiste. Restituer la logique des *Grundprinzipien kommunistischer Produktion und Verteilung* est ainsi une façon d'élaborer cette articulation entre institutionnalisme monétaire et marxisme.

Les *Grundprinzipien*, parus en 1930, ont un statut de document programmatique. Ses auteur·ices s'inscrivent dans un courant marxiste hétérodoxe, le conseillisme [10]. Né au cours de la révolution bolchévique, ce courant est progressivement marginalisé par le stalinisme au sein du communisme international. Il constitue une position intermédiaire entre ce qu'on appelle alors la social-démocratie, tant son courant radical [11] que réformiste [12], et la tradition anarchiste révolutionnaire. Ce texte est d'abord une intervention dans les controverses internes au marxisme sur les problèmes pratiques de la construction du socialisme en Russie soviétique. A ce titre, il est aussi une contribution originale au débat sur la possibilité d'un calcul économique socialiste rationnel. Cependant, pour ce qui nous intéresse ici, il constitue surtout un précurseur oublié des expériences monétaires alternatives [13].

À la différence des expériences de monnaies alternatives, leur discussion s'articule autour de l'idée que l'argent n'est ni la source ni l'essence des rapports sociaux capitalistes mais le lieu du reflet fétichisé de ces derniers, qui s'y présentent sous la forme d'inversions pratiques. Le fétichisme lié aux rapports de production capitalistes est en effet fonctionnel à la reproduction de ces rapports. Ainsi, la volonté de Gesell de rabaisser l'argent au rang de toutes les autres marchandises ou celle de Proudhon de faire de toute

[8] Voir en particulier la section 6.3 en page 311 du chapitre 6.

[9] Dans une émission de radio du 22 juillet 2020, deux membres fondateurs de la MonedaPAR la défendent ainsi comme alternative entre capitalisme et communisme (voir `https://fmraicesrock.org/2020/07/22/moneda-par-alternativa-capitalismo/`, consulté le 9 août 2022).

[10] Un représentant connu en est Mattick (1971) mais on peut citer également Gorter (1974), Korsch (2013), Pannekoek ([1946] 1974), Rubel et Crump (1987) et Rühle (2013) ou encore Castoriadis (1978) et Lefort (1986) lorsqu'ils animaient *Socialisme et Barbarie*.

[11] La Troisième Internationale, c'est-à-dire aussi bien le trotskisme que le stalinisme.

[12] La Seconde Internationale.

[13] Celles-ci se revendiquent plutôt des anarchistes réformistes, qui, à rebours de l'anarchisme révolutionnaire, proposent de réformer le marché plutôt que de l'abolir (Yuki, 2021b).

marchandise un équivalent général, directement social, sont « inutiles et idéalistes » (Nelson, 2001, p. 46). On ne peut détrôner l'argent que si l'on transforme d'abord les rapports de production, c'est-à-dire les modalités de coordination des unités de production.

C'est à partir de ces thèses que l'on se propose de développer une perspective possibiliste sur la MonedaPAR. Dans un premier temps, on montrera comment, à partir de cette lecture à la fois unitaire et comptable de la loi de la valeur, on peut obtenir une mesure empirique des catégories économiques marxistes (section 7.1). Une fois le cadre posé, on reviendra sur certains des principaux arguments usuellement mobilisés en faveur des monnaies alternatives en général et de la MonedaPAR en particulier (section 7.2). Enfin, on mettra en perspective ces développements avec les conceptions conseillistes, qui permettent d'identifier la forme que pourraient prendre des principes régulateurs non marchands (section 7.3). Une perspective possibiliste renvoie à l'horizon d'une transformation qualitative du compte et du paiement ouvrant la possibilité d'une socialisation des marchés, voie médiane entre socialisme non marchand et socialisme de marché (Elson, 1988).

7.1 Le contenu empirique des catégories marxistes

Il s'agit de restituer la structure de la théorie monétaire marxiste à partir d'une lecture à la fois unitaire et comptable. L'enjeu est de montrer que les catégories économiques marxistes[14] ont un contenu empirique et ne sont pas de nature purement heuristique ou interprétative : elles peuvent donc être utilisées pour expliciter ce que pourrait être une voie de transcroissance des expériences monétaires alternatives telles que la MonedaPAR vers une transformation qualitative de l'institution du compte et du paiement. Ce chapitre propose ainsi une méthodologie permettant de calculer le taux d'exploitation général. À partir de cette méthodologie, et sous réserve de disponibilité de données sur les temps de travail, on pourrait mesurer l'évolution des taux d'exploitation individuels des participant·es d'expériences de monnaie alternative, d'une part, et, d'autre part, reconstruire la structure de ce qui pourrait être une « monnaie » réellement alternative, c'est-à-dire fondée sur des modalités de coordination non marchande qui permettent de dépasser la contradiction entre travail privé et travail social.

La lecture de la loi de la valeur ici proposée est d'abord unitaire[15] au sens où elle n'accepte pas le divorce entre le monde des valeurs et le monde des prix qui amène les néo-ricardien·nes à rejeter la valeur comme redondante (Steedman, 1980). La valeur — mesurée en heure de travail — est dans ce cadre toujours exprimée en même temps en grandeurs monétaires. Cette dualité des mesures interne et externe de la valeur modifie les termes du problème de la transformation des valeurs en prix de production : en effet, si les valeurs sont toujours déjà exprimées en unités monétaires, la contradiction supposée entre livre I et livre III (von Böhm-Bawerk, 1896) disparait. Il n'y a pas de procédures de transformation des intrants, c'est-à-dire du capital constant C et du capital variable V, car ceux-ci ne sont pas exprimés en temps de travail mais sont toujours déjà exprimés en monnaie (Husson, [1980] 2018 ; Mandel, 1962). Le concept-clé est ici celui d'équivalent monétaire de l'heure de travail[16].

Cette lecture est comptable, ensuite, dans la mesure où elle ne vise ni à reconstruire une comptabilité marxiste alternative aux Comptes Nationaux, à l'image de la littérature initiée par Shaikh et Tonak (1996), mais ne se résume pas non plus à accepter tels quels les agrégats conventionnels, à l'image d'une autre lecture unitaire, la Nouvelle Interprétation (Duménil, 1980 ; D. K. Foley, 1982). La distinction-clé est ici celle du travail productif et du travail improductif.

Laibman (1992) montre qu'il existe dans la littérature quatre grandes façons de comprendre cette distinction. Physique, d'abord : le travail productif serait celui qui produit des biens, tandis que les services seraient nécessairement le résultat d'un travail improductif. Socio-économique, ensuite : le travail productif serait celui de la classe ouvrière, le travail improductif rassemblerait les activités des classes moyennes ou, encore, « petites-bourgeoises ». Évaluatif : le travail productif désignerait les activités socialement utiles destinées à persister dans une société post-capitaliste là où le travail improductif renverrait aux activités qui doivent disparaître. Enfin, analytique : le travail productif est celui dont les salaires sont payés à partir d'un capital cherchant à se valoriser, il est source de reproduction simple ou élargie du capital ; le travail improductif est, quant à lui, payé à partir d'un revenu, il est improductif au sens d'improductif de capital. Selon

[14] Celles-ci ne sont valides que dans le cadre d'une production capitaliste. Par contre, de la même façon que la valeur a une forme d'« existence antédiluvienne », ces catégories historiquement spécifiques sont des formes de concepts transhistoriques, donc sous-déterminés, mais qui font l'unité des différents modes de production. Ainsi, comme l'écrit Marx dans sa fameuse lettre à Kugelmann du 11 juillet 1868, « n'importe quel enfant sait que toute nation crèverait qui cesserait le travail, je ne veux pas dire pour un an, mais ne fût-ce que pour quelques semaines. De même un enfant sait que les masses de produits correspondant aux diverses masses de besoins exigent des masses différentes et quantitativement déterminées de la totalité du travail social. Il est *self-evident* [il va de soi] que la *forme déterminée* de la production sociale ne supprime nullement cette *nécessité* de la *répartition* du travail social en proportions déterminées : c'est *la façon dont elle se manifeste* qui peut seule être modifiée. Des lois naturelles ne peuvent pas être supprimées absolument. Ce qui peut être transformé, dans des situations historiques différentes, c'est uniquement la forme sous laquelle ces lois s'appliquent. Et la forme sous laquelle cette répartition proportionnelle du travail se réalise, dans un état social où la connexité du travail social se manifeste sous la forme d'un *échange privé* de produits individuels du travail, cette forme, c'est précisément la *valeur d'échange* de ces produits. ». Comme on le montre en restituant l'argumentaire des conseillistes, au concept de travail socialement nécessaire, on doit donc trouver un équivalent historiquement spécifique à une économie post-capitaliste qui permet de comprendre comment se manifeste cette « nécessité de la répartition du travail social en proportions déterminées ». Les conseillistes l'appellent travail social moyen et explorent la façon dont il diffère de la forme capitaliste de la répartition du travail social par le biais du travail socialement nécessaire.

[15] Elle s'inscrit dans la lignée des travaux de Roubine, dont l'œuvre est, avec les écrits de jeunesse de Marx, redécouverte au cours des années 1970. On peut en distinguer trois grands groupes (Likitkijsomboon, 1995) : l'école unoïste, dont Itoh (1980, 1988) est un représentant éminent ; l'école roubinienne, avec par exemple les travaux d'Arthur (1979, 1986) ; enfin, un ensemble d'auteur·ices qui se reconnaissent dans « l'approche théorique de la forme-valeur », auxquels on peut rajouter, comme quatrième école, les perspectives de la *Neue Marx-Lektüre* (Heinrich, 1999).

[16] En anglais, MELT pour *Monetary Equivalent of Labour-Time.*

Laibman, l'approche spécifique de Marx se rangerait plutôt dans la catégorie analytique.

Il considère cependant que ce dernier ne propose pas d'explications probantes permettant « de classer les salaires de certaines catégories des travailleurs comme faisant partie de la survaleur » (ibid., p. 71). Impossible à opérationnaliser, la distinction ne pourrait pas être vérifiée et devrait donc être rejetée comme « une marque résiduelle issue de l'économie bourgeoise ». L'approche comptable de Brickell (1984) et Bryer (2017) apparaît pourtant à même d'opérationnaliser la distinction de façon adéquate.

Marx définit le taux d'exploitation s comme le rapport du surtravail ST et du travail nécessaire TN :

$$s = \frac{ST}{TN} \tag{7.1}$$

L'unité de mesure primitive, « immanente », de ST et TN est temporelle. On peut l'exprimer en heures, dans la mesure où la journée de travail H, quelque soit le mode de production, se divise entre une partie rémunérée, le travail nécessaire, et une partie non rémunérée, le surtravail.

$$H = ST + TN = (1 + s)TN \tag{7.2}$$

À ce stade, il s'agit d'une théorie générale de l'exploitation qui s'applique également à toutes les sociétés de classes, voire à tout mécanisme d'extraction du surtravail permettant à certain·es de vivre aux dépens d'autres, comme dans le cadre des rapports patriarcaux. Ce qui fait la spécificité de l'exploitation capitaliste vis-à-vis des rapports de production féodaux ou esclavagistes tient à sa forme (Tran, 2003a), qui se manifeste à travers une façon spécifique de tenir les comptes des unités de production (Bryer, 2019).

Dans le mode de production capitaliste, ce n'est pas simplement le revenu qui compte, mais encore le retour sur investissement, sur le capital avancé, c'est-à-dire le taux de profit. A la suite de Sombart (1902), Chiapello (2007) insiste sur le lien intrinsèque entre naissance de la « notion de capitalisme » et apparition de la comptabilité en partie double, qui constitue une nouvelle étape dans l'évolution des formes de comptabilité : ce ne sont plus des quotas de production qui règlent la production, ni même le seul objectif d'un excédent sur les dépenses, mais bien celui d'une rémunération suffisante du capital avancé par le ou la propriétaire (Bryer, 2017).

Ainsi, la forme sociale du surtravail ST dans le mode de production capitaliste est la survaleur SV, dont la mesure est les profits Pr, tandis que le travail nécessaire TN se manifeste dans le capital variable V, dont la mesure est les salaires W. La journée de travail du travailleur collectif prend alors la forme de la valeur nouvellement créée au cours du processus de production, c'est-à-dire se mesure par la valeur ajoutée (nette) VA. Le temps de travail se représente sous forme de valeur qui s'exprime, dans les prix, de sorte que ces derniers sont la mesure du temps de travail (Tran, 2003a)[17].

$$VA = SV + V = Pr + W = (1 + s)W \tag{7.3}$$

On montrera d'abord comment une lecture unitaire et comptable de la loi de la valeur permet d'opérationnaliser, grâce au concept d'équivalent

[17] Un taux d'exploitation de 300 % signifie alors que sur une journée de neuf heures, trois correspondent au temps de travail nécessaire que les travailleur·ses reçoivent sous forme de salaire (c'est donc le pouvoir d'achat de son salaire), et six donnent la mesure du surtravail qui pourra éventuellement être réalisé sous forme de profits.

monétaire de l'heure de travail (sous-section 7.1.1), la distinction entre travail productif et travail improductif de façon à rétablir le contenu empirique de la division de la journée de travail entre travail nécessaire et surtravail, ou, du point de vue de leur forme dans le mode de production capitaliste, le capital variable et la survaleur (sous-section 7.1.2). Ensuite, on présentera la méthodologie de Brickell (1984) pour lire dans les Comptes Nationaux les agrégats marxistes (sous-section 7.1.3). Sur la base de cette méthodologie, on calculera ainsi le taux d'exploitation général sur la base de la comptabilité nationale de l'économie française (sous-section 7.1.4). Enfin, on en déduira des mesures des taux d'exploitation sectoriels et individuels (sous-section 7.1.5), ce qui permet de revenir sur le statut du secteur non marchand (Artous, 2013 ; Darmangeat, 2016b ; Harribey, 2013a ; Husson, 2016).

7.1.1 L'équivalent monétaire de l'heure de travail

La Nouvelle Interprétation (NI) introduit le concept d'équivalent monétaire de l'heure de travail, qu'on désigne ci-après par σ. Véritable clé de conversion entre les deux mesures de la valeur, dualité indépassable dans le cadre d'une production marchande, il permet notamment de comparer les taux d'exploitation sectoriels, qui ne se réduisent aux ratios apparents entre valeur ajoutée et masse des salaires d'une branche donnée (Amin, 2011).

Ce concept permet de repartir de la rupture que Marx réalise par rapport à ses prédécesseurs classiques. Si ces derniers proposent une théorie de la grandeur de valeur, ils restent indifférents à la question de la forme (ici monétaire) des catégories économiques. Ainsi, à rebours de ces derniers, l'approche unitaire reprend l'idée que les quantités monétaires sont simplement une forme sociale spécifique des quantités de travail mises en œuvre, ce qui découle de l'idée que seul le travail « crée » de la $-$ ou, plus exactement, « se représente » en $-$ valeur.

La proposition de la NI consiste donc à mesurer l'équivalent monétaire de l'heure de travail par la productivité horaire courante, définie par le ratio des heures travaillées H dans l'économie et de la valeur ajoutée nette VA [18] :

$$\sigma = \frac{VA}{H} \tag{7.4}$$

Cela implique que les salaires W donnent directement la mesure monétaire du travail nécessaire TN qui se représente, dans le mode de production capitaliste, comme capital variable V : $W = V = \sigma TN$ [19]. De la même façon, les profits Pr sont la mesure du surtravail ST, qui se représente comme survaleur SV : $Pr = SV = \sigma ST$.

Selon les théoricien·nes de la NI, la théorie marxiste est d'abord une théorie comptable agrégée. Marx est tout à fait conscient que les prix diffèrent généralement des valeurs, que ce soit en raison de structures du capital des unités de production, l'inadéquation entre la production et les besoins sociaux solvables, de situations de monopole, l'impact de la finance et des formes fictives de capital, l'existence d'une rente foncière, la hiérarchie des salaires et ses différentes causes, l'échange inégal entre les pays impérialistes et les pays dominés, entre autres causes (Amin, 2011 ; Brickell, 1984). Au niveau global cependant, dans la mesure où les sommes monétaires sont simplement la forme qu'adoptent les heures de travail effectivement réalisées, puisqu'on

[18] VA est donc aussi le Produit Intérieur Net, somme des valeurs ajoutées nettes.

[19] La NI suggère donc qu'il n'est pas contradictoire de dire, d'un côté, que la valeur de la force de travail détermine les salaires, c'est-à-dire la valeur d'échange de la force de travail, et, de l'autre, qu'on ne peut mesurer la première qu'à partir de la seconde. En effet, tant les capitalistes que les travailleur·ses ne sont confronté·es qu'aux salaires monétaires. La valeur de la force de travail n'a pas d'existence dans le monde sensible, tandis que la valeur d'échange de la force de travail s'incarne bien dans une quantité d'instruments monétaires. La perception par les travailleur·ses d'un écart potentiel entre ce qui leur apparaît nécessaire et le niveau de leurs salaires fonde simplement le conflit de classe et la dynamique des revendications salariales, d'où la détermination du travail nécessaire sur les salaires. Mais il n'est pas nécessaire de mesurer cette valeur-objectif de travail nécessaire : les capitalistes agissent comme si les salaires étaient de fait le travail nécessaire (pour eux), puisque la seule chose qui compte à leurs yeux est qu'ils et elles doivent les débourser.

produit pour vendre, tous ces écarts se compensent et les catégories marxistes sont parfaitement mesurables.

Ainsi, les trois égalités marxistes fondamentales sont par définition toujours valides au niveau agrégé. En d'autres termes, si le prix d'une marchandise donnée ne correspond pas nécessairement à sa valeur, sauf cas particuliers, au niveau agrégé, l'idée que seul le travail est producteur de valeur implique que : s'il y a i marchandises, correspondant à i branches de production, i) la somme des prix p_i est toujours égale à la somme des valeurs l_i ; ii) la somme des profits pr_i est toujours égale à la somme des survaleurs sv_i ; iii) le taux de profit général mesuré en quantités monétaires est toujours égal au taux de profit mesuré en valeur.

$$\begin{cases} \sum p_i = \sum l_i \\ \sum pr_i = \sum sv_i \\ R = \frac{Pr}{A} = \frac{SV}{C+V} \end{cases} \tag{7.5}$$

A est la valorisation comptable des actifs réels possédés par la classe capitaliste, c'est-à-dire la somme des prix du capital constant C, qui se partage en capital constant fixe CF et capital constant circulant CC[20], et du capital variable V ; SV est la survaleur et les profits Pr sa mesure ; la valeur globale L est la somme des valeurs des marchandises l_i, c'est-à-dire la somme du capital constant c_i, du capital variable v_i et de la survaleur sv_i dans lesquels se décomposent les valeurs de toutes les marchandises ; le prix global P est la somme des prix des marchandises, c'est-à-dire la somme du capital constant global C et du capital variable global V valorisés au taux de profit général R.

[20] Il s'agit donc de la somme de la fraction de la valeur des installations de capital fixe consommées au cours du processus de production et des consommations intermédiaires (Schmitt et Cencini, 1976).

On peut donc écrire les décompositions de la valeur et du prix de la production annuelle comme suit :

$$\begin{cases} L = C + V + SV = C + (1+s)V \\ P = (C+V)(1+R) \end{cases} \tag{7.6}$$

On se situe pour l'instant au niveau d'abstraction du capital en général qui est celui du livre I du *Capital* (Bihr, 2001b, p. 134) : le taux d'exploitation donne la mesure de l'affrontement entre le macro-employeur (la classe capitaliste) et le macro-travailleur (la classe des travailleur·ses). La représentation qu'en donnent les identités comptables précédentes sera suffisante dans le cas où il n'y aurait qu'un·e seul·e employeur·se dans l'économie employant la totalité de la force de travail pour produire une seule marchandise composite.

En réalité, l'unité du capital se manifeste dans son contraire apparent, c'est-à-dire dans la pluralité des capitaux individuels[21]. Le livre II et le livre III du *Capital* articulent ainsi des niveaux d'abstractions de moins en moins élevés.

[21] C'est la raison pour laquelle la loi de la valeur ne se manifeste que de façon détournée. Les « révolutions de valeur » affectant les prix des différentes marchandises composant le produit final sont déclenchées par le jeu des prix de marché, ce qui conduit ce que Marx appelle l'économie « vulgaire » à faire de la loi de l'offre et de la demande la loi fondamentale de l'économie. La perspective est biaisée, les variations des prix des marchandises semblent dépendre bien plus de ce qu'il se joue dans la sphère de la circulation (situations de monopoles de différentes natures et d'intensités fluctuantes, etc.) que des déterminations relevant de la sphère de la production. Confondant le phénomène et sa cause, ces économistes « vulgaires » ne peuvent que constater le niveau changeant de l'offre et de la demande sans pouvoir les expliquer (Bénicourt et Guerrien, 2008 ; Keen, 2001), ce qui leur interdit de discerner la baisse tendancielle du taux de profit découlant de la loi de valeur et, bien sûr, ce qui fait l'unité essentielle de la classe dominante par-delà les rapports de concurrences que ses membres entretiennent, à savoir l'appropriation capitaliste du surtravail de la classe des travailleur·ses.

Le passage d'un niveau d'abstraction à l'autre nécessite de reformuler les concepts élaborés au niveau précédent (Tran, 2003b). Le taux d'exploitation prend ainsi la forme du taux de profit général $R = \frac{SV}{C+V}$. La survaleur se transforme en sa mesure empirique, les profits, dont on doit isoler la clé de répartition entre les capitaux de branches ; enfin l'identité comptable de la valeur du produit doit être modifiée pour obtenir celle des prix (de production) de branche et rendre compte des divergences entre les valeurs

de branche $l_i = c_i + v_i + sv_i$ et les prix (de production) de branche $p_i = (c_i + v_i)(1 + R)$.

En effet, comme on l'a dit, l'égalité entre prix et valeur n'est valide qu'au niveau agrégé. En supposant un taux d'exploitation $(1 + s)$ uniforme entre les branches et une adéquation de la production sociale aux besoins sociaux solvables, c'est-à-dire l'égalité entre l'offre et la demande des branches, ces dernières diffèrent entre elles par leur vitesse de rotation du capital avancé et par leur composition organique du capital $co_i = \frac{c_i}{v_i+s_i} = \frac{c_i}{(1+s)v_i}$ ou, ce qui revient au même, par leur composition en valeur $cv_i = \frac{c_i}{v_i}$. L'égalité entre valeur et prix n'est valide au niveau méso-économique que dans le cas particulier où tant la vitesse de rotation du capital avancé d'une branche que sa composition organique sont identiques respectivement à la vitesse de rotation globale du capital avancé et à la composition organique globale du capital[22].

Si l'on ne prend en compte par exemple que la composition organique, en supposant que les vitesses de rotation du capital avancé branche par branche sont identiques, alors une branche dont la composition organique est inférieure à la composition organique moyenne a un prix de production situé en-dessous de sa valeur de branche : une partie du surtravail que l'employeur de branche extorque à ses employé·es est réalisée ailleurs dans l'économie, à savoir par les branches dotées d'une composition organique supérieure à la moyenne. La participation de segments de capitaux de structures différentes au sein d'un même espace de valeur induit donc des « transferts » implicites de valeur d'une branche à l'autre[23].

Cette carte des « transferts » de valeur n'est pas visible puisqu'on ne peut pas observer directement les divergences méso-économiques entre valeurs de branche et prix (de production) de branche. Il n'y a de mesures empiriques immédiates que des prix et non pas des valeurs de branche. L'équivalent monétaire de l'heure de travail σ permet précisément de rendre visible ces « transferts » implicites de valeur d'une branche à l'autre. On peut en effet calculer la valeur de branche d'une branche i donnée en calculant l'équivalent monétaire des heures de travail employées dans la branche à l'aide de l'équation (7.4) :

$$l_i = c_i + v_i + sv_i = c_i + \sigma h_i \tag{7.7}$$

Il faut rajouter que les prix effectifs ne sont des prix de production qu'à condition de supposer que chaque branche produit juste ce qu'il faut pour satisfaire les besoins sociaux solvables, ce qui correspond à l'égalité entre l'offre et la demande de chaque branche et donc à l'égalité des taux de profit de branche. S'il y a des divergences entre les taux de profit de branche, comme c'est le cas dans la réalité, il faut en déduire que le prix effectif, qu'on peut observer – le prix de marché – diverge du prix de production. Il n'est pas nécessaire, cependant, d'ajouter cette dimension à ce stade de l'analyse, car elle ne constitue qu'une contre-tendance déformant la carte des « transferts » implicites de valeur d'une branche à l'autre. Ainsi, l'employeur·se de branche dont la composition organique du capital est plus faible que la moyenne peut malgré tout réaliser sous forme de profits une partie plus importante du surtravail extorqué aux travailleur·ses de la branche en question s'il ou elle fait face à une demande excédentaire et/ou s'il ou elle parvient à établir des restrictions à l'ajustement de l'offre, par exemple sous la forme de barrières

22 Cela correspond à la problématique de la transformation des valeurs en prix de production, qui se pose donc au niveau du capital compris comme une pluralité de capitaux individuels en concurrence les uns avec les autres. Il faut noter qu'il ne s'agit pas du niveau d'abstraction le plus bas exploré par Marx, encore moins le niveau d'abstraction le plus faible, donc le plus proche de la réalité sensible, que l'on peut concevoir. À ce stade, en effet, l'économie n'est divisée qu'entre différentes branches de production, chacune élaborant un type spécifique de marchandise. La concurrence entre les capitaux est ici inter-branches, bien qu'en réalité il est nécessaire de diviser à leur tour les capitaux de branches en segments de capitaux pour proposer un modèle plus complet de la concurrence intégrant aussi son aspect interne aux branches. À un niveau encore moins élevé, il faut intégrer le rapport foncier pour saisir la division des profits issus de l'extraction de surtravail entre la catégorie phénoménale de profits et celle de rente (Iñigo Carrera, 2007).

23 À l'inverse, si des segments de capital moins productifs car ayant une composition organique du capital inférieure à la moyenne s'extraient de ce référentiel commun, par exemple en se mouvant dans un nouveau système monétaire alternatif, la diffraction des conditions de la rentabilité qui en découle peut leur permettre de limiter les pertes et de réaliser une partie plus importante du surtravail qu'ils extorquent à leurs travailleur·ses. Tant l'existence d'une diversité de monnaies nationales — plutôt qu'une seule monnaie mondiale (Bryan et Rafferty, 2014) — que la multiplication des monnaies alternatives peut ainsi se comprendre à l'aune de la nécessité de reproduction (au moins simple) qu'ont les segments de capitaux comme incarnation des nécessités objectives du capital social. Multiplier les espaces de valeur fait passer à un niveau supérieur cette diffraction des conditions de rentabilité qui déterminent leurs possibilités de reproduction. La contre-partie est que cela neutralise partiellement le mécanisme de mise hors marché des segments de capitaux les moins productifs, qui est pourtant à l'origine de la dynamique d'augmentation de la productivité du travail dans le cadre du capitalisme.

à l'entrée. De plus, à partir de n'importe quel système de prix de marché, on peut reconstituer le système des prix de production qui lui correspond (Laure van Bambeke, 2013).

Reste que ces dés-ajustements entre offre et demande sont cruciaux pour comprendre comment la loi de la valeur devient effective. En effet, lorsque la demande adressée à une branche excède son offre, le prix de marché, qui correspond au prix de vente effectif de la dite branche, s'élève au-dessus de son prix de production, entrainant une amélioration de sa rentabilité. Cette situation est susceptible de susciter des transferts – explicites, cette fois-ci – de capitaux d'une branche à l'autre : si les capitalistes ignorent tout de la loi de la valeur et des concepts qui lui sont liés, comme la composition organique ou le taux d'exploitation, ils et elles sont guidé·es par les différentiels de rentabilité. Leurs « erreurs pratiques », qui dérivent de la nature fétichiste de toute production marchande en général, donc du capitalisme en particulier, sont fonctionnelles à la reproduction du capital comme rapport global de production (Bihr, 2001b, p. 124). À terme, un tel transfert de capitaux est de nature à augmenter l'offre de la branche, ramenant le prix de marché vers son prix de production. Bien sûr, on peut aussi imaginer une situation dans laquelle les transferts de capitaux sont, pour diverses raisons, trop faibles, voire inexistants : dans ce cas, ce sont les conditions de production de la branche qui se dégradent, par exemple par la mise en fonctionnement d'équipements datés et moins productifs. Le prix de production tend alors vers le prix de marché[24].

Entre ces deux cas polaires, il est évidemment possible de concevoir tout une gamme de combinaisons aboutissant au même résultat : les branches *tendent* à avoir la même rentabilité par unité de capital investie, convergence qui n'est jamais achevée, car l'offre et la demande ne s'ajustent pas parfaitement et que tout transfert correctif de capitaux d'une branche à l'autre est susceptible de générer à son tour un nouveau déséquilibre entre offre et demande dans une autre branche. Cet état de déséquilibre sans cesse renouvelé explique pourquoi le taux de profit général R n'apparaît que comme une image floue. En d'autres termes, le taux de profit général se réalise dans son contraire, c'est-à-dire dans la diffraction des conditions de la rentabilité, ce qui tend à dissimuler derrière les rapports de concurrence qu'entretiennent les capitalistes le fait fondamental de leur unité dans l'exploitation de la classe des travailleur·ses [25] . Cette diffraction des conditions de rentabilité, qui découle donc du fonctionnement normal de la loi de la valeur, est portée à un niveau supérieur lorsqu'on prend en compte la partition du capital social non plus seulement au niveau du rapport inter-branches ou intra-branches mais encore entre zones monétaires distinctes articulées les unes aux autres par des taux de change[26]. De ce point de vue, les expériences de monnaies alternatives peuvent jouer le rôle de « membranes » de protection permettant aux capitaux[27] relativement arriérés d'un point de vue technologique de subsister : c'est précisément de cette façon qu'il nous semble possible d'analyser la MonedaPAR et de réévaluer certains des arguments traditionnellement avancés en défense de ce genre d'expérimentation[28].

L'introduction de l'équivalent monétaire de l'heure de travail permet enfin aux tenant·es de la NI de proposer une mesure simple du degré d'exploitation des travailleur·ses. La mesure du travail nécessaire TN, qui se représente comme capital variable V, est à trouver dans les salaires W, tandis que celle du surtravail, qui se représente comme survaleur SV se résume aux profits

[24] Ainsi, à strictement parler, le problème de la transformation des valeurs en prix de production est plutôt celui de la détermination mutuelle des prix de production et des prix de marché, co-détermination qui est le moteur des « révolutions de valeur », soit de la dynamique du capital. Ainsi, le prix de production ne joue pas le « rôle de pivot de la gravitation au sens classique du terme puisque le prix de marché gravite autour d'un prix de production qui lui-même se modifie au cours du processus de marché » (Tran, 2003b, p. 128). Loin de s'opposer à la loi de la valeur comme cadre alternatif de détermination du prix des marchandises, la loi de l'offre et de la demande s'offre ainsi comme l'opérateur de la loi de la valeur, c'est-à-dire ce par quoi cette dernière acquiert son effectivité. Grâce à cette formulation, Marx parvient à faire une synthèse des théories économiques centrées sur le moment de l'échange, aujourd'hui la théorie néoclassique, et de l'économie politique classique, qui tend à l'inverse à négliger la question de la réalisation des marchandises sur le marché (Tran, 2003a). De la même façon, loin d'être fixé une fois pour toute dans la seule sphère de la production ou de ne relever que de celle de la circulation, le taux d'exploitation est un indicateur synthétique de l'articulation entre production et circulation (Rodríguez-Herrera, 2021).

[25] Le caractère fétichiste des rapports de production capitalistes en masquent la réelle nature et génère leur légitimation, puisque la source de la valeur semble moins être le temps de travail que les avances privées de capital et que les travailleur·ses, en vertu même de la nature marchande du salariat, semblent recevoir leur « juste » part. La perte de mesure quantitative de la dimension de l'exploitation découle de la dualité des mesures de la valeur : au niveau des catégories économiques pratiques, il semble impossible et surtout impensable de rapporter des quantités d'heure travaillées à des sommes monétaires.

[26] On peut distinguer au moins trois théories marxistes récentes du taux de change, dont il pourrait être intéressant de faire une recension pour voir si elles pourraient être intégrées les unes aux autres : la perspective classique-marxiste de Shaikh (2016), utilisée par Féliz (2011) pour rendre compte de la crise argentine de la Convertibilité en 2001 ; l'école iñiguiste, dont le rejet du nationalisme méthodologique propre à de nombreuses théories économiques hétérodoxes est un apport crucial (Ferroni, 2019 ; Iñigo Carrera, 2013) ; l'approche de Carchedi (1991), récemment reprise par Carchedi et Roberts (2021) pour rendre compte de l'impérialisme du point de vue économique, qui s'inscrit plus clairement que les deux précédents dans une lecture à la fois unitaire et temporaliste de la loi de la valeur (Freeman et Carchedi, 1996).

[27] Ou, ce qui revient au même, aux travailleur·ses indépendant·es possédant leurs moyens de production.

[28] Voir la section 7.2 en page 368 et, en particulier, la sous-section 7.2.2 en page 373.

Pr. Avec ω et π respectivement les parts des salaires et des profits dans la valeur ajoutée nette :

$$s = \frac{SV}{V} = \frac{\frac{Pr}{VA}}{\frac{W}{VA}} = \frac{\pi}{\omega} \tag{7.8}$$

Ou, en réécrivant l'équation (7.8) :

$$1 + s = \frac{VA}{W} = \frac{1}{\omega} \tag{7.9}$$

Le taux d'exploitation pour la NI est donc inversement proportionnelle à la valeur de la facture salariale rapportée à la valeur ajoutée nette, c'est-à-dire au Produit Intérieur Net.

Les conventions internationales actuelles régissant la construction des Comptes Nationaux amènent à mesurer la production non marchande à son coût de production, que l'on additionne au produit intérieur brut marchand pour former une métrique permettant des comparaisons internationales, dans la mesure où le volume et la nature de la production non marchande varie grandement d'un pays à l'autre.

Ces conventions sont néanmoins inadéquates du point de vue de la mesure de l'équivalent monétaire de l'heure de travail. Gouverneur (1994, 70 et 294) soutient qu'il faut, pour mesurer ce dernier, rapporter la valeur ajoutée nette du secteur marchand aux seules heures de travail des travailleur·ses du même secteur. Il ne s'agit pas de soutenir que le secteur non marchand ne produit rien [29]. Au contraire, il fournit nombre de biens et services potentiellement très utiles, voire cruciaux, au processus de reproduction sociale et, en particulier, de reproduction de la classe des travailleur·ses. Qui plus est, moins directement soumis à la contrainte de dégager la rentabilité courante[30], le coût de production des biens et services non marchands tend à être plus faible que ce qui serait le cas si la production de ces biens et services était assurée par le secteur privé[31].

Plus simplement, l'argument est qu'il n'y a pas, par définition, de vente du produit du secteur non marchand. Autrement dit, si la force de travail des travailleur·ses de ce secteur prend bien une forme monétaire, puisque ces dernier·es reçoivent un salaire, leur temps de travail total n'a pas d'équivalent monétaire en tant que tel. De fait, les salaires des travailleur·ses du secteur non marchand sont ainsi financés par des prélèvements sur la valeur ajoutée nette marchande, ce qui constitue un financement de la production du secteur non marchand[32]. Sauf à supposer que les travailleur·ses du secteur non marchand ne travaillent pas plus longtemps que l'équivalent en heures de travail de leurs salaires, ce qui ne peut être que démontré et non supposé, tout l'enjeu est de pouvoir rapporter le prélèvement qu'opère le secteur non marchand sur le secteur marchand pour payer ses travailleur·ses à celui qu'opère l'ensemble de l'économie sur les travailleur·ses du secteur non marchand. On verra dans la sous-section 7.1.4 en page 353 comment l'équivalent monétaire de l'heure de travail permet de penser une contribution positive de l'heure de travail sans avoir besoin du concept hétérodoxe de « valeur non marchande »[33].

En conséquence, avec VA_{nm} la valeur comptable de la production non marchande et H_{nm} le temps de travail des travailleur·ses du secteur non marchand, il faut, pour être cohérent avec la structure de la NI, préciser la

[29] Le secteur non marchand ne se réduit pas à la seule production publique, mais intègre aussi le secteur associatif, le « tiers » secteur.

[30] Ce qui ne veut pas dire qu'il en est tout à fait débarrassé, comme l'attestent les contre-réformes successives des services publics, par exemple en France, visant à réduire et compresser toujours plus les coûts de production non marchands, c'est-à-dire les salaires.

[31] En tant que classe, les capitalistes ne « perdent » donc pas nécessairement à ne pouvoir assurer de façon marchande la fourniture de biens et services tels que l'éducation ou la santé :« dans la mesure où le salaire des travailleurs de la santé est constamment ramené au niveau du revenu d'existence minimum, le coût de la couverture médicale est plus faible pour les travailleurs que ce qui aurait été le cas si ces travailleurs recevaient un salaire égal à la valeur totale de leurs services. En conséquence, le niveau de revenu d'existence minimum de tous les travailleurs, qui incorpore la moyenne statistique des prestations de soins, est d'autant plus réduite que la couverture médicale est bon marché. Ainsi, tous les employeurs rémunérant leurs travailleurs au niveau du revenu d'existence minimum bénéficient d'un surplus augmenté par le coût réduit des soins de santé qui découle de leur provision par le secteur non marchand » (Brickell, 1984, p. 423).

[32] Auquel, du reste, les travailleur·ses du secteur non marchand contribuent, puisqu'ils paient également impôts et cotisations sociales.

[33] Hétérodoxe, en effet, car si l'on part de la Nouvelle Interprétation et l'importance donnée au concept de forme de la valeur, on ne peut parler, *stricto sensu*, de création de valeur non marchande. La valeur n'est en effet que la forme sociale de quantités de travail lorsque les produits du travail sont vendus sur le marché. « Créer » de la valeur signifie simplement faire réaliser à ses marchandises leur « saut périlleux ». A ce titre, parce que la production non marchande ne fait pas l'objet d'une vente, il n'y a pas à proprement parler de « valeur non marchande ». Tout au plus peut-on parler d'une vente de la force de travail non marchande. Leur production est directement sociale : son saut est « assuré » (Harribey, 2013b), au sens où il n'y a pas de risque de non-réalisation de la production puisqu'elle est financée *ex ante* par les prélèvement obligatoires. Évidemment, si un·e boulange·e produit une baguette pour la vendre mais ne parvient pas à l'écouler, alors il n'y a pas eu de création de valeur, il y a eu simplement une perte de temps (et d'argent). Ainsi, il n'y a pas de raison de supposer que les travailleur·ses du secteur non marchand ne sont pas exploité·es et qu'on ne pourrait pas mesurer le degré de leur exploitation. C'est d'ailleurs conforme au projet de Delphy de fonder une théorie générale de l'exploitation : la création de valeur n'est qu'un mécanisme parmi d'autres d'extorsion du surtravail, dont les théoriciennes féministes matérialistes ont exploré certaines des autres formes contemporaines (Delphy, [1998] 2013a,b ; Guillaumin, 1972 ; Juteau et Laurin, 2008 ; Simonet, 2018).

définition de l'équivalent monétaire de l'heure de travail comme suit :

$$\sigma = \frac{VA - VA_{nm}}{H - H_{nm}} \tag{7.10}$$

Le taux d'exploitation moyen est alors donné par l'inverse de la part des salaires des travailleur·ses du secteur marchand dans la valeur ajoutée nette marchande. En faisant l'hypothèse la plus prudente – et la moins favorable pour notre propos –, à savoir que le revenu mixte est entièrement à intégrer aux salaires, on peut donc calculer pour l'économie française une série du taux d'exploitation $1 + s = \frac{1}{\omega}$.

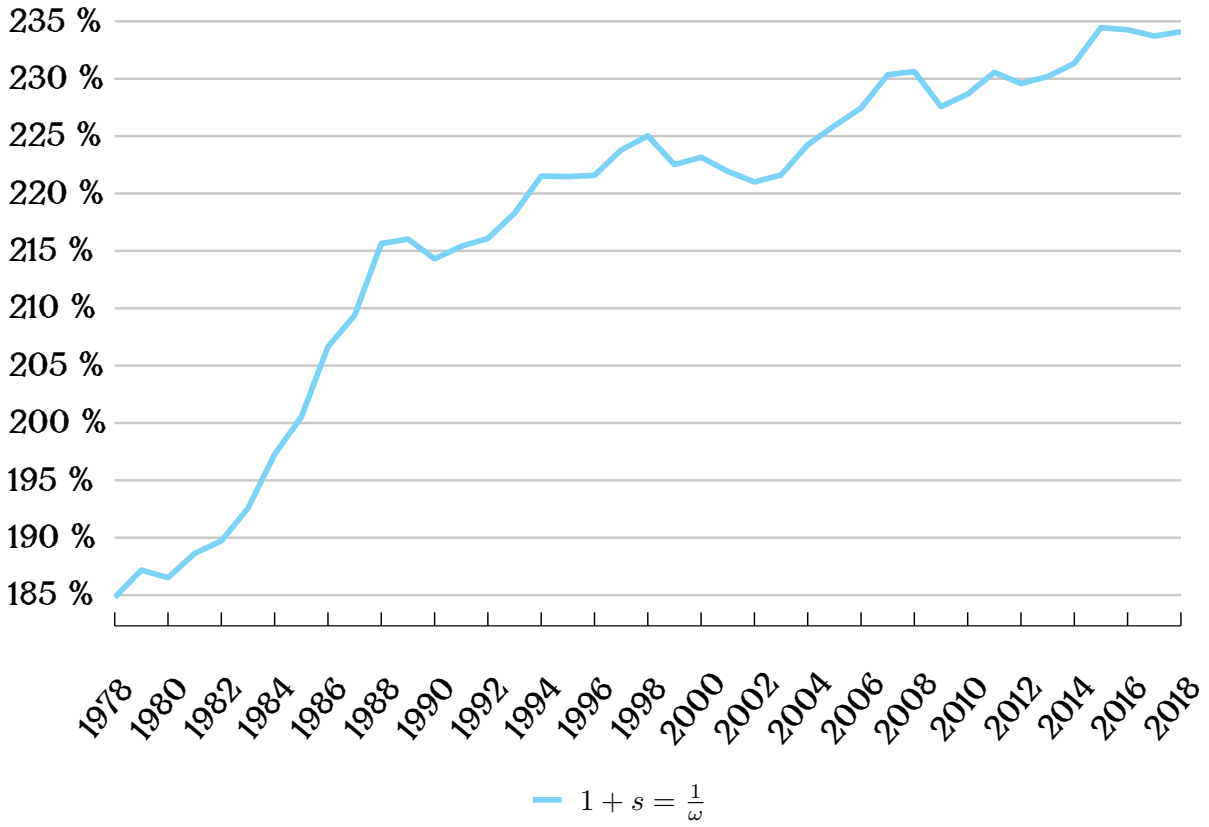


Fig. 7.1 - *Mesure simple du taux d'exploitation par la Nouvelle Interprétation.*

Source : élaboration propre à partir des données de l'INSEE, *Comptes de la Nation 2019*.

Sur le graphique 7.1 en page 343, on lit un taux d'exploitation d'environ $1+s = 230\%$ en 2018. Cela implique que, cette année-là, en moyenne, pour une journée de travail donnée de sept heures, par exemple, chaque travailleur·se consacre un peu moins de quatre heures de sa journée aux profits, tandis que l'équivalent en valeur de son salaire est produit en un peu plus de trois heures.

7.1.2 Le coût de reproduction du capital social comme mesure du travail nécessaire

L'utilisation de l'équivalent monétaire de l'heure de travail est une première étape en vue de l'opérationnalisation empirique des catégories marxistes. La seconde étape consiste à délimiter les contours des trois groupes de travailleur·ses, qui représentent en réalité trois fonctions

distinctes du travailleur collectif. Un détour par les liens entre comptabilité et marxisme permet de réaliser cette seconde étape. Deux auteurs sont à cet égard important. Il y a d'abord l'approche d'un auteur auquel il n'est pas, à notre connaissance, fait référence dans la littérature : John Stuart Brickell, économiste marxiste anglais, publie en 1984 un travail sous le titre de A Book-Keeping Perspective on the Law of Value. Bien que contemporain des premiers travaux de la Nouvelle Interprétation, Brickell n'y fait jamais référence. Pourtant, non seulement ses élaborations théoriques sont tout à fait compatibles avec une lecture unitaire de la loi de la valeur, mais elles constituent encore un apport original à ce débat, qui ouvre des perspectives intéressantes en termes de mesure empirique des catégories marxistes.

Le deuxième auteur est Bryer (2017, 2019), qui montre comment la théorie marxiste de la valeur est en réalité une théorie des pratiques comptables capitalistes. Ces dernières constituent aux yeux de Marx certes des « erreurs pratiques », mais elles sont nettement plus intéressantes d'un point de vue théorique que les « erreurs théoriques » des économistes « vulgaires », car elles sont aux prises avec la réalité des formes fétichisées de l'économie capitaliste : elles leur sont fonctionnelles (Bihr, 2001b, p. 119). La théorie marxiste de la valeur vise précisément à expliquer ce que les comptables font sans le savoir.

Récemment, Chiapello (2007) revisite la thèse de Sombart (1902) selon laquelle l'invention de la comptabilité en partie double est essentielle au développement du capitalisme. Pour Chiapello, Marx tire sa théorie de la valeur de l'observation des pratiques comptables de son temps. La comptabilité en partie double produirait ainsi la « notion de capitalisme » ainsi que sa critique, la théorie marxiste. L'économie politique tout comme sa critique auraient ainsi une dette intellectuelle considérable à l'égard de la comptabilité, puisqu'elles lui devraient leurs concepts.

Bryer (2017) inverse la thèse de Chiapello : ce n'est pas la même chose de considérer que Marx tente d'expliquer les pratiques comptables à partir de sa théorie de la valeur que d'avancer qu'il tire cette dernière des premières. Selon lui, si les concepts centraux de l'économie politique, à l'image de la notion de capital comme un « fonds », dérivent en partie de la comptabilité, tout en ayant subi des modifications dans le processus de leur appropriation par les économistes, la critique de l'économie politique est différente : à l'inverse de Chiapello, qui considère que Marx dérive sa théorie de la valeur de la comptabilité, il montre dans son livre comment on peut dériver une théorie de comptabilité de la conception marxiste de la valeur.

Ainsi, le couple travail productif/improductif et le prélèvement des salaires des travailleur·ses improductif·ves sur la survaleur produite par les travailleur·ses productif·ves expliquent la distinction comptable courante entre les coûts directs et indirects (ou généraux) de production[34] et les coûts indirects ne relevant pas de la production[35]. Dans le cadre de la méthode de calcul des « coûts complets » pour déterminer le coût de revient d'un produit vendu, prenant en compte à la fois les coûts directs et les coûts indirects, le premier type de coûts indirects est usuellement capitalisé par les comptables et assimilé aux inventaires, donc ramené aux coût de production et rajouté aux coûts directs.

[34] En anglais, *productive overheads*.

[35] En anglais, *non-production overheads*.

Le second type, à l'inverse, n'est pas affecté au coût de production, mais directement déduit du profit brut pour donner le profit net ou la marge opérationnelle. Ou, dans les termes de Sutton, auteur d'un manuel

de référence de comptabilité, « la pratique consistant à capitaliser les coûts de production et à passer immédiatement en charges tous les coûts non liés à la production est ancienne, [la] justification en est que seuls les coûts de production ajoutent directement de la valeur au produit » (Sutton, 2004, p. 245-246). Si l'on suit Bryer, il n'est pas nécessaire de reconstruire les catégories marxistes à partir des catégories usuelles en introduisant un critère extérieur qui, par ailleurs, ne fait pas consensus (Laibman et Rowe, 1982). A l'inverse, il faut rétablir les connexions entre les catégories comptables et les catégories marxistes, qui expliquent les critères utilisés par les premières.

Avant de montrer comment cette perspective permet de délimiter les salaires des travailleur·ses productif·ves non plus au niveau d'une entreprise mais au niveau d'une économie donnée, rappelons brièvement la définition de la dépréciation : autrement appelée amortissement, elle désigne le processus de récupération de l'argent dépensé dans l'acquisition de marchandises. Comparée au revenu, il s'agit du coût des actifs dont l'utilisation a permis de générer le revenu. Si ce revenu est supérieur à la charge d'amortissement, alors le surplus est du profit[36].

[36] Au sujet de la dépréciation, il faut noter qu'il s'agit de la récupération de la valeur des actifs consommés et non de celle des actifs eux-mêmes dans leur matérialité. Évidemment, les capitalistes peuvent, s'ils et elles le souhaitent, remplacer ces derniers à l'identique : « le remplacement ou non des actifs consommés dans le processus de production est une autre question, tout à fait distincte de celle de l'amortissement » (Brickell, 1984, p. 31). De fait, « lorsqu'un actif est *liquidé*, sa valeur, comme le mot le suggère, devient capable de prendre une forme entièrement nouvelle » (ibid., p. 32).

Si l'on se place au niveau d'abstraction le plus élevé, c'est-à-dire au niveau du capital comme totalité, il faut agréger toutes les unités de production en une seule gigantesque macro-firme fictive employant l'ensemble des travailleur·ses. Au nominateur du taux de profit général apparaît alors simplement la masse de surtravail réalisée sous forme de survaleur, c'est-à-dire de profits. Au dénominateur doivent figurer les actifs réels utilisés par la classe capitaliste dans sa double entreprise d'extraction du surtravail et de sa réalisation sous forme de survaleur, mesurée par les profits. Il s'agit de l'agrégation des sommes que les capitalistes doivent avancer pour engager le processus de production.

On peut additionner les coûts de production, nets de la consommation de capital fixe, des capitalistes individuel·les, pour les sommer ensuite à leurs stocks éparpillés de capital fixe : dans ce cas, les consommations intermédiaires, qui renvoient à des échanges internes à la classe capitaliste, s'annulent. Au niveau du capital comme totalité, il n'y a par définition, ni vente ni achat, sauf entre le capital et les travailleur·ses lors de l'achat-vente de la force de travail, puisqu'il y a simplement une macro-firme verticalement intégrée réalisant en interne tout le processus de transformation, depuis la matière brute jusqu'au produit fini : le capital circulant, dont la distinction avec le capital fixe relève non de la sphère de la production mais de la sphère de la circulation (Tombazos, 1994), c'est-à-dire de l'existence d'une circulation de marchandises à l'intérieur de la classe capitaliste, disparaît[37].

[37] Ainsi, les consommations intermédiaires, la partie circulante du capital constant, sont « absorbées » dans sa partie fixe. Additionner les consommations intermédiaires de chacun·e des capitalistes individuel·les à leurs stock de capital fixe reviendrait à compter deux fois une portion de la valeur du capital constant et donc à sous-estimer le taux de profit réel $R = \frac{SV}{A}$. Néanmoins, il faut les prendre en compte dans le calcul du taux de profit apparent $r = \frac{SV}{Z(A)}$ pour saisir notamment ses relations avec le taux d'intérêt $i = \frac{SV}{A+F}$ avec A la valorisation comptable des actifs réels, F la valorisation des actifs financiers et $Z(A)$ la valorisation comptable des actifs réels lorsque celle-ci incorpore l'application des marges de profits des micro-employeur·ses, c'est-à-dire lorsqu'on ne se place plus simplement au niveau du capital social mais à celui de sa division en segments de capitaux à la fois inter- et intra-branche.

Ainsi les dépenses de production, au niveau des capitalistes comme classe, se résument simplement au montant des salaires que la classe capitaliste doit acquitter pour renouveler la valeur de son stock d'actifs et, ainsi, la maintenir constante : « la valeur comptable des actifs employés est leur coût de production pour l'employeur, [le] seul coût des actifs pour l'employeur en tant que tout – le macro-employeur – est leur coût salarial. » (Brickell, 1984, p. 13).

Les actifs réels des capitalistes sont donc constitués, d'une part, par le capital constant C, soit la somme de la valeur du capital fixe de chaque unité de production, et, d'autre part, de W_a, qui est une partie des salaires W versés au

cours de la période et qui représente le coût de reproduction simple des actifs employés. W_a représente donc les salaires des travailleur·ses productif·ves, soit le temps de travail nécessaire de la production annuelle : $A = C + W_a$. C'est la somme du travail mort et du travail vivant[38].

On peut alors définir deux métriques. D'une part, le temps de maturation agrégé y des éléments qui le compose ; d'autre part, le taux de dépréciation d :

$$y = \frac{A}{D} \tag{7.11}$$

$$d = \frac{D}{A} \tag{7.12}$$

Si l'on calcule en année, de sorte que la charge de dépréciation est annuelle, le temps de maturation représente le nombre d'années qui seraient nécessaires, dans les conditions actuelles du processus de valorisation tel qu'il se manifeste conventionnellement dans les livres de comptes des capitalistes, pour que la classe capitaliste liquide l'intégralité de son stock de capital constant sous forme monétaire. Le temps de maturation ne correspond donc pas à la durée de vie utile agrégée du capital constant, qui dépend des caractéristiques techniques des actifs, des modalités de leur utilisation ainsi que du progrès technique débouchant régulièrement sur l'obsolescence d'une partie des capacités de production installées : il s'agit plutôt de la mesure comptable du temps de rotation du capital constant. Si, par exemple, $A = 1\,000$ et $D = 100$, la classe capitaliste « liquide » 10 % de la valeur de ses actifs sous forme monétaire chaque année : elle peut estimer d'un point de vue conventionnel qu'il lui faudra 10 ans pour transformer son capital investi sous forme de capital productif en capital monétaire.

Les conditions de ce processus de valorisation sont donc définies en premier lieu par la charge de dépréciation D. Elle est égale aux salaires des travailleur·ses engagé·es dans le travail de remplacement des actifs consommés, c'est-à-dire les travailleur·ses productif·ves, que l'on a écrit W_a. Plus W_a est grand, plus vite les sommes immobilisées sous forme de capital constant se transforment à nouveau en capital-argent[39]. D'autre part, la mesure du capital constant des unités de production est simplement la valeur du capital fixe net telle que la donne les Comptes Nationaux K[40]. Le temps de maturation de la totalité du capital avancé est définie par $y = \frac{A}{D} = \frac{K+W_a}{W_a}$.

La charge de dépréciation D, égale aux salaires de travailleur·ses productif·ves, n'est qu'une partie de la facture salariale totale W. De la même façon que les comptables font des distinctions entre les différents types de travailleur·ses d'une entreprise, Marx la divise en trois grands groupes. Au niveau d'une entreprise comme au niveau agrégé, il y a, d'une part, les travailleur·ses productif·ves de valeur, qui produisent les biens de consommations ordinaires consommés à la fois par les capitalistes et les travailleur·ses, assurant ainsi la reproduction simple de l'appareil de production ; les travailleur·ses qui produisent les nouveaux biens-capitaux, c'est-à-dire qui participent à l'accumulation de capital sous forme de moyens de production, soit à la reproduction élargie ; et, enfin, le groupe des travailleur·ses dont les salaires représentent des dépenses improductives de revenu (du point de vue des capitalistes). En effet, ces dépenses ne permettent pas d'accumuler leur capital sous une forme durable mais servent simplement à garantir un niveau suffisant de demande effective pour permettre l'écoulement de la production annuelle de marchandises

[38] Le capital constant entre donc en tant que stock dans la définition du taux de profit : il y entre tout entier, comme C, et non seulement sous la forme de la portion de sa valeur c qui passe au cours de l'exercice dans la valeur du produit final. Le capital constant, c'est-à-dire les actifs employés, n'est que la forme prise par l'application antérieure de plusieurs couches successives de dépenses de travail humain. Ils matérialisent du travail déjà réalisé. c, la perte de valeur de C, qui passe dans le prix du produit, est déterminée par leur coût de reproduction mesuré par la charge conventionnelle de dépréciation annuelle $D = W_a$.

[39] On peut noter, incidemment, qu'au niveau du capital social, c'est-à-dire du macro-employeur, le concept de composition organique du capital est ainsi identique au concept de vitesse de rotation, puisque la sphère de la circulation est réduite au seul échange entre capitalistes et travailleur·ses : c'est lorsque l'on prend en compte la pluralité des capitaux, à la fois de façon inter-sectorielle et intra-sectorielle, que ces deux concepts se distinguent et deviennent deux facteurs distincts de divergences des prix et des valeurs.

[40] Il s'agit du stock de capital fixe net au début de la période au cours de laquelle il se déprécie. Autrement dit, il faut décaler la série du capital net d'un an, puisque les Comptes Nationaux ont généralement un concept de capital fixe net en fin de période plutôt qu'en début de période.

ordinaires et donc d'expliciter sous forme monétaire le surtravail implicite dans les masses de marchandises ordinaires amenées au marché pour éviter la crise de réalisation.

Dans cette perspective, seul le premier groupe A est productif de valeur tandis que le second groupe B ne l'est que de façon indirecte ou, plutôt, différée, puisque les biens-capitaux serviront à produire dans les périodes de production ultérieures de nouvelles marchandises de consommation ordinaire. Le troisième groupe C est improductif au sens où sa production est consommée en l'état par les capitalistes : ces dernier·es ne peuvent utiliser les biens et services produits par le groupe C pour engager de nouveaux·lles travailleur·ses. Ils et elles en ont seul·es l'usage (Brickell, 1984). Les salaires du groupe B et C font partie de la survaleur : les capitalistes ne font pas payer une seconde fois aux travailleur·ses le coût de l'investissement ou celui de leurs dépenses improductives de revenu, puisqu'ils et elles les financent déjà à partir du surtravail extorqué aux travailleur·ses du groupe A. W_a est ainsi l'expression du capital variable V, la forme capitaliste du travail nécessaire TN, et correspond à la charge de dépréciation calculée sur les actifs employés.

L'enjeu est alors de savoir comment délimiter les contours de ces groupes. Cela a donné lieu à une littérature de comptes nationaux marxistes (Basu, 2017). Baudelot et al. (1979), sur des données françaises, distinguent ainsi consommation ordinaire et « surconsommation ». Shaikh et Tonak (1996) reconstruisent une comptabilité nationale marxiste à partir de données états-uniennes en différenciant activités de production, activités de circulation (transport des marchandises, publicité, banques et assurances etc.), et activités relevant de la consommation sociale (forces de sécurité, administration, justice, etc.), ces deux derniers groupes d'activités étant considérés nécessaires à la reproduction sociale mais comme ne produisant pas de « valeur ». Une limite de cette approche est la difficulté de sa généralisation. Si, par exemple, Shaikh et Tonak justifient point par point leur choix de ranger telle branche d'activité dans l'un ou l'autre des trois secteurs fondamentaux, l'entreprise est conséquente et sans cesse à renouveler au fil de la modification de la structure de la production[41].

L'approche comptable que nous proposons ici ne se situe pas dans cette tradition pour la raison mentionnée ci-dessus : plutôt que de reconstruire des catégories comptables proprement marxistes à partir de la façon propre à chaque auteur·ice de comprendre la distinction entre travail productif e travail improductif, il nous paraît plus intéressant de revenir à la distinction de Marx avec l'idée qu'il s'agit simplement d'un compte rendu théorique des pratiques concrètes des comptables capitalistes. Opérationnaliser cette distinction n'a dès lors plus rien de mystérieux, puisqu'il suffit de rétablir sa connexion avec les pratiques de ces dernier·es.

[41] De plus, ils considèrent que le périmètre national est le périmètre adapté pour mesurer l'exploitation, c'est-à-dire s'inscrivent dans une forme de nationalisme méthodologique dont d'autres auteurs marxistes, par exemple l'école iñiguiste, font la critique (Starosta, 2016). Cela laisse de côté la question de l'exploitation des travailleur•ses des autres pays par les capitalistes installé•es, par exemple, sur le territoire français et donc les discussions autour de la question de l'échange inégal et de la super-exploitation des travailleur•ses du Sud global (Katz, 2018).

7.1.3 Les agrégats marxistes dans les Comptes Nationaux

Cette division tripartite de la force de travail est une division conceptuelle, même si elle se développe sur la base des déterminations matérielles, distinguant des types d'activités rappelées ci-dessus[42]. Elle correspond aux trois secteurs fondamentaux d'une économie capitaliste caractérisée par les trois types de marchandises qui y circulent. Les « marchandises ordinaires » sont utilisées pour rémunérer la force de travail et, marginalement, pour satisfaire les besoins de consommations ordinaires de la classe capitaliste.

[42] C'est parce que ce sont des fonctions du travailleur collectif, qui n'a, par définition, qu'un seul taux de salaire horaire, que les taux de salaire horaire de chacun des trois groupes sont posés comme égaux. Cela reflète l'unicité du taux d'exploitation, puisque l'exploitation est d'abord un rapport de classe, avant d'être une donnée individuelle.

Les « produits » recouvrent les marchandises qui ne font pas l'objet d'une dépense de consommation finale et intègrent à la fois les matières premières, les consommations intermédiaires et les équipements fixes, soit les « biens-capitaux ». Leur transfert d'une entreprise à une autre constitue une simple modification de la répartition des actifs utilisés à l'intérieur de la classe capitaliste. Enfin, les « marchandises de luxe » ne sont achetées que par les membres de cette dernière : elles ne rentrent pas dans la composition du salaire matériel des travailleur·ses. Les marchandises ordinaires sont des « biens salariaux », tandis que produits et marchandises de luxes constituent les « biens de surplus », au sens où ils ont pu être produits parce qu'il existait un surplus de marchandises ordinaires disponible.

Cela ne dit rien de leur utilité sociale en général. En particulier, la triple distinction ici introduite n'implique pas qu'une société rationnelle ne pourrait pas faire bon usage des talents et des compétences des travailleur·ses du groupe C. Elle renseigne simplement leur fonction dans la reproduction de la société de classe actuelle. En particulier, que les forces de police jouent un rôle central dans la protection de l'exploitation capitaliste ne signifie pas qu'il ne serait pas nécessaire de disposer de forces de sécurité dans un autre ordre social. Autrement dit, l'enjeu n'est pas de ne plus produire de surplus, selon l'idée que sans surplus, aucune exploitation n'est alors possible, mais plutôt d'envisager des modalités alternatives de décision sur les usages qui en sont fait. Le problème ne réside pas ainsi dans la production d'un surplus, mais plus simplement dans le fait que son utilisation soit soustraite à la délibération collective et soit fonction de la nécessité de reconduire l'accumulation de capital.

Ainsi, on connaît la valeur de la dépréciation D des actifs utilisés : dans les termes des Comptes Nationaux, la consommation de capital fixe CCF donne donc la mesure du travail nécessaire, c'est-à-dire des salaires des travailleur·ses productif·ves. Brickell définit la mesure monétaire du travail nécessaire comme ce qui est nécessaire du point de vue des capitalistes, comme le coût de reproduction du capital social[43]. Le reste de la facture salariale fait partie des profits de la classe capitaliste.

Les salaires du groupe B sont mesurés, quant à eux, par l'investissement net, c'est-à-dire, dans les catégories usuelles de la comptabilité nationale, par la formation nette de capital fixe[44]. Quant aux salaires du groupe C, correspondant aux dépenses improductives de revenu[45], il s'agit alors de la différence entre la facture salariale totale[46] et les salaires des deux autres groupes A et B.

Plutôt que de reconstituer des Comptes Nationaux marxistes à partir d'un critère idiosyncrasique distinguant travail productif et travail improductif, comme le font Shaikh et Tonak (1996), dans l'approche comptable, la répartition effective de la classe laborieuse dans les trois groupes est reconstituée à partir des Comptes Nationaux comme suit, avec $FNCF$ la formation nette de capital fixe, $FBCF$ la formation brute de capital fixe, RM le revenu mixte, W les salaires, $X - M$ le solde commercial et CCF la consommation de capital fixe :

[43] En produisant à chaque période un nombre suffisant de marchandises ordinaires, de façon à dégager un surplus, la classe capitaliste use une partie de ses actifs. Si elle veut éviter de voir son stock d'actifs se réduire de période en période, elle est contrainte de verser l'équivalent de la charge de dépréciation en salaires aux travailleur·ses du groupe A. Leur fonction consiste alors à reproduire la valeur initiale du stock d'actifs. La valorisation conventionnelle de l'usure matérielle découlant de l'utilisation des moyens de production est l'unique véritable coût de production pour la classe capitaliste.

[44] Ce groupe de travailleur·ses réalise les travaux d'extension ou de reproduction élargie. Si leur temps de travail ne joue pas de rôle dans la production de marchandises ordinaires, il permet à une accumulation net d'actifs. Il s'agit donc d'un pur *intrant*, auquel ne correspond pas tout de suite un *extrant* de biens et services consommables.

[45] Si le groupe A et B sont engagés, directement et indirectement, dans la production de marchandises ordinaires, la production du groupe C n'entre pas dans la composition matérielle du salaire des travailleur·ses : le groupe C produit des marchandises « de luxe » au sens de marchandises de surplus. La classe capitaliste consomme ainsi directement par exemple « le travail du soldat, du majordome, du bureaucrate, etc [...] à son coût salarial puisqu'il serait inutile qu'[elle] applique une marge bénéficiaire sur un travail qu'[elle] est elle-même appelée à consommer plutôt que de le revendre à la main-d'œuvre » (Brickell, 1984, p. 72). Ce qui ne veut pas dire qu'il ne puisse pas y avoir de marges de profit — donc d'accumulation — dans l'industrie du luxe à strictement parler. Simplement, la marge de profit de l'industrie du luxe renvoie au partage de la survaleur au sein de la classe capitaliste, c'est-à-dire au niveau des échanges entre micro-employeurs. Au niveau de la classe, ces échanges se compensent. Il faut bien voir ce qu'on entend habituellement par consommation de luxe, ou encore consommation ostentatoire, qui renvoie à l'industrie du luxe à strictement parler, ne constitue qu'une partie de ces dernières : le groupe C désigne plus généralement l'ensemble des travailleur·ses dont les activités concourent à la reproduction et l'approfondissement de la domination capitaliste sur la société. Sont donc inclus les services des « comptables, directeurs, contremaîtres, gardiens et tout le personnel que l'employeur utilise pour superviser, contrôler et discipliner la main-d'œuvre en général » (ibid., p. 132).

[46] Non seulement les salaires en tant que tels, mais également les revenus mixtes, dans le cadre de l'approximation que nous proposons ici. Voir ci-dessous le début de la sous-section 7.1.4 en page 353.

$$W_a = CCF \tag{7.13}$$

$$W_b = FNCF + (X - M) \tag{7.14}$$

$$W_c = (W + RM) - (CCF + FNCF) = (W + RM) - FBCF \tag{7.15}$$

On rajoute à l'investissement net la balance commerciale, pour prendre en compte les effets du commerce international sur l'investissement national parce qu'on prend ensuite des données d'une économie nationale, la France, pour appliquer la lecture comptable proposée, sacrifiant en cela au nationalisme méthodologique qui est aussi celui de Shaikh et Tonak (ibid.) et de la plupart des travaux tentant de reconstruire des comptabilités nationales marxistes. Ce nationalisme méthodologique est contradictoire avec l'approche *top-down* du *Capital*, au sens où Marx pose d'abord le travailleur collectif et son taux d'exploitation pour ensuite passer au niveau inférieur des branches de production et, de là, au niveau individuel de chaque travailleur·se, le taux d'exploitation du travailleur collectif étant alors spécifié à nouveau comme taux d'exploitation moyen (Tran, 2003a,b). En toute logique, le niveau adéquat d'application de notre méthodologie devrait être un ensemble d'économies nationales dont la balance des paiements avec le reste du monde est nulle, c'est-à-dire qu'il faudrait prendre le contre-pied du nationalisme méthodologique. De là, il serait ensuite possible de calculer, à partir de données sur les niveaux de vie et les conditions de travail dans chaque pays, les taux d'exploitation nationaux et ainsi de suite. L'inclusion du solde de la balance commerciale dans la facture salariale du groupe B de travailleur·ses n'est donc qu'un expédient pour minimiser les biais découlant de l'application de la méthodologie de calcul du taux d'exploitation à une économie nationale. Cela revient en effet à supposer que l'ensemble de la valeur réalisée en France, dans le cas présent, est créée en France, soit qu'il n'y a pas de transferts de valeur entre pays dominants et pays dominés.

Le tableau 7.1 en page 349 résume le propos. Le temps de travail du groupe A est l'intrant essentiel qui permet d'obtenir le produit de marchandises ordinaires Q, avec σ l'équivalent monétaire de l'heure de travail :

Input	**Output**	**Revenu**	**Utilisation**		**Consommation**
de	*de*	*comme*	*comme*		*par*
Temps de travail (groupe A)	Biens de consommation ordinaire	Dépréciation	Remplacement		Groupe A
		Profit	Investissement net		Groupe B
			Consommation	Biens de consommation ordinaires	Employeur
				Biens de luxe	Groupe C

Tab. 7.1 - *Distribution macroéconomique des dépenses I.*

Source : reproduit de Brickell (1984).

L'intrant fondamental H_a permet de produire Q, l'output de marchandises ordinaires, qui constitue le revenu primaire de la classe capitaliste. Il se divise ensuite entre la dépréciation et les profits nets proprement dit. La dépréciation est la rémunération des travailleur·ses du groupe A, réalisant le travail de remplacement des actifs consommés lors de la production de Q. C'est la mesure du temps de travail nécessaire :

$$Q = H_a.\sigma \tag{7.16}$$

Q est la somme des revenus des travailleur·ses du groupe A, D, et des revenus du capital Pr :

$$Q = D + Pr \tag{7.17}$$

Une fois acquitté son coût de production, c'est-à-dire D, la classe capitaliste a les options suivantes pour consommer le surplus $Q - D = Pr$ « 1) consommer des biens de consommation ordinaires ; 2) accumuler des actifs ; 3) consommer directement les services de travailleur·ses, a) dans la sphère domestique , b) au sein des entreprises ; 4) consommer des biens de luxe ; 5) accumuler des biens durables de luxe » (Brickell, 1984, p. 420). Les profits se divisent donc en 1) CO_p la consommation par les capitalistes de marchandises ordinaires ; 2) W_b les salaires des travailleur·ses permettant l'accumulation nette d'actifs réels ; 3) W_c les salaires des travailleur·ses renvoyant aux options 3)a), 3)b), 4) et 5) auxquelles la classe capitaliste peut recourir pour donner une utilité au surtravail qu'elle extorque au groupe A. La classe capitaliste doit recourir au groupe C lorsqu'accumuler toujours plus d'actifs réels reviendrait à faire passer leur temps de maturation au-delà de leur durée de vie utile, ce qui est naturellement inacceptable du point de vue capitaliste puisque cela signifie réaliser des pertes[47]

[47] Ainsi, dans la mesure la satiété est vite atteinte quant à ses besoins ordinaires de consommation, CO_p n'a pas l'incidence macroéconomique que possède W_c.

$$Pr = CO_p + W_b + W_c \tag{7.18}$$

On peut ainsi réécrire le tableau 7.1 en page 349 en utilisant ces symboles :

Input	**Output**	**Revenu**	**Utilisation**		**Consommation**
de	*de*	*comme*	*comme*		*par*
H_a	Q	D	Remplacement		W_a
		Pr	Investissement net		W_b
			Consommation	Biens de consommation ordinaires	CO_p
				Biens de luxe	W_c

Tab. 7.2 - *Distribution macroéconomique des dépenses II.*

Source : reproduit de Brickell (ibid.).

Le niveau de consommation de la classe capitaliste est déterminé par le solde du revenu total Q une fois déduit l'investissement brut, qui correspond, quant à lui, à la somme de l'amortissement W_a et de l'investissement net W_b. Ainsi, l'utilisation de la somme des valeurs ajoutées nettes, c'est-à-dire du Produit Intérieur Net, comme le fait la Nouvelle Interprétation, comme mesure de la production annuelle, peut être trompeuse. Parce que le PIN se partage entre part des profits et part des salaires, il est adapté à une conception de la production de la valeur économique dans laquelle capital et travail ont le même statut de « facteurs de production ». Si l'on utilise, plutôt que le PIN, l'indicateur fourni par la valeur des marchandises ordinaires produites dans l'année, c'est-à-dire Q, c'est une toute autre image de l'économie qui se fait jour, dans laquelle une classe exploite le travail d'une autre, parce que cette dernière est en possession du seul facteur de production – et uniquement de celui-ci : sa force de travail.

Pour passer des agrégats usuels de la comptabilité nationale aux agrégats marxistes, il faut partir de l'idée que l'ampleur de l'exploitation est dissimulée dans les premiers, car on rapporte toute la facture salariale, sans faire de distinction, au produit intérieur net marchand. De la même façon qu'on a distingué trois fonctions distinctes du travailleur collectif, il faut désagréger le produit intérieur net marchand pour isoler la mesure des marchandises ordinaires, qui sont la production des travailleur·ses du groupe A. Le produit intérieur net marchand est en effet la somme de la mesure monétaire des marchandises ordinaires, Q, de la valeur des biens-capitaux qui fonctionneront comme nouveaux intrants à la prochaine période de production, $FNCF$, mais aussi la valeur des biens et services consommés uniquement par les capitalistes, correspondant à la production du groupe C.

Pour illustrer le propos, on peut reprendre l'exemple numérique de Brickell (ibid., p. 423-427). La colonne 1 du tableau 7.3 en page 351 présente les Comptes Nationaux d'une économie fictive possédant les caractéristiques (arbitraires) suivantes. Le produit intérieur net[48] correspond à la somme des revenus gagnés, c'est-à-dire les salaires, et les revenus d'exploitation[49], que sont les profits. Il est donc de $9,6+10,8=20,4$. Les dépenses de consommations finale correspondent à la différence entre le revenu et l'épargne, soit $18,0$. La classe capitaliste a une épargne nette de $2,4$, qui correspond aux bénéfices non distribués. Dans la mesure où le revenu total correspond à la production totale, l'épargne de la classe capitaliste est équivalente à son investissement net : c'est aussi le salaire du groupe B W_b. Enfin, les dépenses de consommation finale se partagent entre marchandises ordinaires, pour $12,0$, et marchandises « de luxe », pour $6,0$.

[48] On peut bien sûr faire le même exercice en partant du produit intérieur brut, et en réalisant les modifications adéquates.

[49] Ce que Brickell dénomme les *unearned incomes*.

		1	2	3
Salaires		10,8	10,8	10,8
Surtravail :				
	groupe A	9,6	9,6	9,6
	groupe B	-	-	9,6
	groupe C	-	24,0	24,0
Revenu		20,4	44,4	54,0
Epargne		(2,4)	(2,4)	(2,4)
Dépenses totales		18,0	42,0	42,0
Consommation :				
	ordinaire	12,0	12,0	12,0
	de luxe	6,0	30,0	30,0
Consommation totale		18,0	42,0	42,0
Investissement net		2,4	2,4	12,0
Produit		20,4	44,4	54,0
Surtravail/Salaires		$\frac{9,6}{10,8}$	$\frac{33,6}{10,8}$	$\frac{43,2}{10,8}$
	Soit $s=$	89 %	311 %	400 %
Produit/Salaires		$\frac{20,4}{10,8}$	$\frac{44,4}{10,8}$	$\frac{54,0}{10,8}$
	Soit $(1+s)=$	189 %	411 %	500 %

Tab. 7.3 - *Le taux d'exploitation et les conventions de la comptabilité nationale.*

Source : reproduit de Brickell (ibid.).

En supposant dans le tableau 7.3 ci-dessous que $CO_p = 1,2$, $W_a = 2,4$, $W_b = 2,4$ et $W_c = 6$, le taux d'exploitation réel est calculé comme suit :

$$s = \frac{Profit}{Depreciation} = \frac{CO_p + W_b + W_c}{W_a} = \frac{9,6}{2,4} = 400\% \tag{7.19}$$

Si l'on accepte la définition des salaires utilisée dans la comptabilité nationale, qui correspond à l'équation (7.9), soit à la définition du taux d'exploitation par la Nouvelle Interprétation, alors le dénominateur devient égal à $W = W_a + W_b + W_c$, ce qui correspond à un taux d'exploitation de :

$$s = \frac{Profit}{Salaire} = \frac{9,6}{10,8} = 89\ \% \tag{7.20}$$

La démarche de Brickell consiste à expliciter le surtravail des groupes B et C de travailleur·ses. En effet, même lorsqu'il est liquidée sous forme monétaire, leur surtravail ne renvoie pas à une création de valeur supplémentaire qui correspondrait à un volume de marchandises de consommation ordinaires. Le surtravail du groupe B, qui prend la forme de biens-capitaux, n'est transformé en marchandises ordinaires que lorsque ces nouveaux biens-capitaux arrivent à maturité. Quant au groupe C, même lorsqu'une marge de profit est appliquée aux salaires, cela correspond à redistribution du surplus de marchandises ordinaires au sein de la classe capitaliste plutôt qu'à une création de marchandises ordinaires supplémentaires.

Cet ajustement est effectué dans la colonne 2. Le revenu et le produit national augmentent car on y intègre explicitement la valeur de la production des travailleur·ses du groupe C, plutôt que de les enregistrer à leurs coûts salariaux. Ce surtravail est calculé en appliquant à la facture salariale de ce groupe le taux d'exploitation réel, soit $6*4 = 24$. Le taux d'exploitation apparent passe donc de 89 % à :

$$s = \frac{Profit}{Salaire} = \frac{33,6}{10,8} = 311\ \% \tag{7.21}$$

La raison de l'écart subsistant entre taux d'exploitation réel et taux d'exploitation apparent tient à ce que la production du groupe B reste toujours évaluée à son coût salarial plutôt qu'à sa pleine valeur. De fait, « normalement, le travail d'investissement ne prendra toute sa valeur que lorsqu'il apparaîtra en temps voulu comme produit de marchandises ordinaires » (Brickell, 1984, p. 425). Cela revient, à rebours des conventions usuelles, à envisager l'investissement net non comme une des composantes de la production annuelle, c'est-à-dire comme un extrant, mais plutôt comme un intrant au stock d'actifs. Il ne s'agit pas d'un coût du produit annuel courant. Autrement dit, il ne fait partie ni du revenu, ni du produit. Que la classe capitaliste décide ou non d'investir, cela ne change rien à la valeur de la production courante. L'investissement courant n'est que le coût de la production future : « si l'employeur choisit de ne réaliser aucune dépense d'investissement, son bénéfice s'élève malgré tout à $33,6$ » (ibid., p. 426).

On retrouve ici la distinction entre liquidation du surplus en profits, c'est-à-dire la naissance du capital, et accumulation de ce capital sous une forme ou une autre, c'est-à-dire la transformation de la forme de ce capital en une autre, plus utile à la classe capitaliste. Le produit intérieur (net ou brut), tel qu'il est usuellement construit, amalgame ainsi ce qui est effectivement consommé dans l'année écoulée et ce qui le sera dans les prochaines périodes de production. Cela tend à masquer la nature séquentiel de l'accumulation de capital (Husson, [1980] 2018).

Il y a deux façons de procéder à ce dernier ajustement. On peut, conformément à cette conception de l'investissement net comme intrant, ôter sa mesure à la fois aux profits et aux salaires :

$$s = \frac{Profit}{Salaire} = \frac{42,0 - (10,8 - 2,4)}{(10,8 - 2,4)} = \frac{33,6}{8,4} = 400\ \% \tag{7.22}$$

L'autre option consiste à donner sa pleine valeur aux dépenses d'investissement, dans la mesure de la *production* annuelle uniquement, c'est-à-dire de multiplier l'investissement net par le taux d'exploitation : $W_b.(1 + s) = 12$.

$$s = \frac{Profit}{Salaire} = \frac{42,0 + 12 - 10,8}{10,8} = \frac{54,0 - 10,8}{10,8} = 400\ \% \tag{7.23}$$

De ce qu'une partie du surtravail ne prend pas la forme monétaire, il ne faut pas en conclure qu'il y a des travailleur·ses « qui produisent » et d'autres qui sont purement des coûts. Les travailleur·ses qui ne sont pas directement engagé·es dans la production de marchandises ordinaires sont tout autant exploité·es que celles et ceux qui le sont, et avec la même intensité. Introduire des distinctions entre l'exploitation des travailleur·ses (productifs) et l'oppression des travailleur·ses (improductif·ves), comme le font Shaikh et Tonak (1996), revient à implicitement accepter l'essentiel des conventions usuelles des comptes nationaux qu'ils s'efforcent pourtant de reconstruire, afin d'isoler les agrégats marxistes.

7.1.4 Du taux d'exploitation général...

On peut désormais construire une lecture unitaire du taux d'exploitation fondée, à la différence des autres approches unitaires, sur la distinction comptable entre travail productif et improductif. Faute de données suffisantes pour l'appliquer sur la MonedaPAR ou une autre expérience monétiare alternative, on applique la méthode de calcul du taux d'exploitation aux données des Comptes Nationaux de l'INSEE de 1978 à 201. Cela permet d'en comparer les résultats à ceux de la Nouvelle Interprétation, présentés dans le graphique 7.1 en page 343, avant de montrer comment on peut en tirer des modalités de comparaison des taux d'exploitation individuels et de branches. En particulier, on montre comment cela permet de dégager une synthèse de la position marxiste hétérodoxe d'Harribey (2013a), qui introduit le concept de « valeur non marchande » et les positions de ses contradicteur·ices, qu'il qualifie de « marxistes orthodoxes ».

Du point de vue des revenus, la somme des valeurs ajoutées nettes VA (soit le produit intérieur net) se partage entre W, les rémunérations des salariés (revenu du travail), ENE, l'excédent net d'exploitation (revenu du capital) et RM, le revenu mixte, en faisant abstraction des impôts sur la production et les importations nets de subventions. Se pose la question de savoir de quelle catégorie fondamentale – salaires ou profits – relèvent les revenus mixtes. La question de l'intégration du revenu de ces entités prend d'autant plus d'importance que les formes atypiques d'emplois se développent, principalement dans les pays centraux, ou que l'on se place dans le cadre de pays, où ces dernières intègrent une part importante de la population de longue date, comme dans les économies périphériques.

$$VA = W + RM + ENE \tag{7.24}$$

La théorie néoclassique envisage travail et capital comme deux facteurs de production à part entière, c'est-à-dire comme deux sources de création de valeur de même statut. Elle amène donc à considérer la nécessité de diviser revenu mixte entre la part qui est créée grâce à du travail et celle qui découle de l'utilisation de biens-capitaux. Dès lors, il devient nécessaire de rajouter aux profits des sociétés une partie du revenu mixte, c'est-à-dire de la valeur ajoutée captée par les unités de productions ne relevant pas d'une structure capitaliste typique, comme les entreprises uni-personnelles, les coopératives de production ou encore les partenariats. Ne pas le faire reviendrait, dans ce cadre théorique, à considérer que les travailleur·ses non-salariés utilisent uniquement le facteur de production « travail » et pas du tout de capital.

À rebours de ce cadre théorique, la théorie marxiste implique que l'intégralité du revenu mixte relève de la catégorie des salaires. Le critère pertinent est ici la séparation du producteur·ice direct·e de ses moyens de productions. Dans les unités de production où celle-ci est absente, il n'y a pas d'exploitation au sens strict : le revenu d'un·e producteur·ice indépendant·e n'est pas divisé entre travail nécessaire et surtravail. Néanmoins, les rapports commerciaux qu'il ou elle entretient avec d'autres unités de production, où cette séparation existe, peuvent bien souvent se révéler être des rapports salariaux « déguisés » : il existe un « salariat en-deçà du contrat de travail » (Didry, 2013). Il faut distinguer les formes de mobilisation de la force de travail, qui peuvent renvoyer à des encadrements juridiques variés, de la forme sociale fondamental du travail, qui est, dans le cadre capitaliste, travail salarié (Banaji, 2002).

On peut raisonner de la façon suivante : si la valeur de la production d'un·e producteur·ice indépendant·e est égale à son prix, alors il ou elle reçoit du fonds productif exactement ce qu'il ou elle y verse, cas que Marx discute explicitement (Jones, 2020). Cela suppose que le taux de dépréciation de ses moyens de production, c'est-à-dire le ratio entre ses dépenses de production et la valeur comptable de ses actifs, est égale au taux de dépréciation agrégé de l'économie. Or, « dans le cas le plus courant, les indépendants travaillent avec des équipements moins avancés que les entreprises qui achètent la force de travail avec laquelle ils sont en concurrence » (ibid., p. viii, note 15). Ainsi, il y a de bonnes raisons de supposer leur taux de dépréciation est supérieur au taux de dépréciation agrégé.

Le prix de vente de leur production intègre ainsi un crédit implicite de survaleur, qui est réalisé par celles des unités de production situées en aval dans la chaîne de production dont le taux de dépréciation du capital est inférieur à celui des indépendant·es. Par conséquent, les indépendant·es qui travaillent dans des branches d'activité dont le taux de dépréciation est supérieur à la moyenne[50] produisent en réalité de la survaleur pour le capital : « Il est clair que lorsque Marx semble dire qu'ils ne produisent jamais de plus-value, il suppose en fait que les prix sont égaux aux valeurs (comme il le fait dans la majeure partie du premier livre du *Capital*), car il n'aurait pas pu expliquer la manière dont ils produisent de la survaleur sans avoir déjà rendu compte de la transformation des valeurs en prix (c'est-à-dire sans avoir fait passer "la science avant la science"). » (ibid., p. viii, note 15)

[50] Ou, ce qui est la même chose, dont le temps de maturation des actifs ou la composition en valeur du capital est inférieur à la moyenne.

Pour cette raison, l'ensemble du revenu mixte est intégré dans les salaires. De la même façon, l'identification des revenus du capital qui apparaissent sous la forme déguisé de salaires a lieu une fois avoir déterminé le taux d'exploitation, et non pas avant. Cela va à rebours d'autres auteur·ices (Astarian et Ferro, 2019; Le Masne, 2018), qui commencent par exclure de la facture salariale la masse des hauts salaires, au motif que ces derniers seraient réellement des profits. Pour notre part, une fois taux d'exploitation et équivalent monétaire de l'heure de travail calculés, on peut isoler le revenu horaire au-delà duquel on vit du surtravail des autres[51]

Si, néanmoins, ce raisonnement était incorrect, notons qu'intégrer tout le revenu mixte dans les salaires représente l'hypothèse la moins favorable : si on se trompait dans notre raisonnement, cela conduirait simplement à une sous-estimation du taux d'exploitation réel, de la même façon que ne pas distinguer, dans la consommation de capital fixe, entre ce qui relève de la consommation de capital fixe des branches produisant les marchandises ordinaires et celles qui produisent des marchandises « de luxe » conduit à une surévaluation de l'équivalent monétaire du temps de travail nécessaire, donc à une sous-estimation, en définitive, du taux d'exploitation[52].

En omettant désormais les indices m, puisqu'on ne va prendre que les parties de chaque catégorie relevant de l'économie marchande, on définit donc la facture salariale totale W comme la somme des salaires et des revenus mixtes. Conformément au tableau 7.3 en page 351, on calcule donc la valeur de la production annuelle de marchandises ordinaires en utilisant l'équation, avec Co les dépenses de consommation finale et $FBCF$ l'investissement total :

$$Q = PIB - FBCF - (X - M) - (W - FBCF) = Co - (W - W_a - W_b) = Co - W_c \tag{7.25}$$

Les profits sont donnés par :

$$Pr = Q - W_a \tag{7.26}$$

Enfin, le taux d'exploitation est simplement le rapport entre la valeur des marchandises ordinaires et la mesure monétaire du travail nécessaire :

$$(1 + s) = \frac{Q}{W_a} \tag{7.27}$$

On peut comparer cette série avec la mesure simple du taux d'exploitation définie comme l'inverse de la part salariale dans le produit intérieur net proposée par la Nouvelle Interprétation, présentée au graphique 7.1 (en page 343). Si en 2018, les deux séries sont proches, bien que la mesure comptable reste supérieure, environ 230 % pour la mesure simple et 255 % pour la mesure comptable, les évolutions sont très différentes, avec notamment une cyclicité beaucoup plus grande de la mesure comptable, qui reflète de façon plus rapprochée le mouvement d'expansion associée à l'affirmation de l'hégémonie du capital financier à partir des années 1980, l'établissement d'un plateau à partir de la fin des années 1980 et un blocage progressif de l'augmentation du taux d'exploitation débouchant sur la crise financière de 2008. Au plus fort de la période néolibérale dans sa phase conquérante, un taux d'exploitation de 300 % implique une division d'une journée de travail de sept heures en 2,3 heures pour le travail nécessaire et

[51] Une partie des salaires fait partie des profits en effet en deux sens : une partie relève non du coût de production des marchandises ordinaires, mais de l'utilisation que fait la classe capitaliste de son surplus, soit l'accumuler sous forme de biens-capitaux (facture salariale du groupe B), soit le liquider sous forme de production de biens et services de luxe (facture salariale du groupe C). Par ailleurs, l'hypothèse d'une uniformité du revenu horaire, évidemment valable au niveau du travailleur collectif, c'est-à-dire au niveau de la confrontation fondamentale entre les classes, doit être levée lorsqu'on passe au niveau d'une pluralité de travailleur·ses : à des revenus horaires différents, pour la même quantité d'heures travaillées, correspondent des taux d'exploitation différents. L'hypothèse d'un taux d'exploitation uniforme que fait Marx dans le *Capital* est donc valide (Cogliano, 2023) : il est à la fois une tendance résultant des mouvements de travailleur·ses d'une occupation à une autre ainsi que le niveau agrégé à partir duquel on peut déduire la distribution des taux d'exploitation sectoriels ou individuels, de la même façon que c'est du temps de travail socialement nécessaire exprimé dans le prix de production que l'on peut déduire les coûts individuels de production, et non l'inverse (Tran, 2003a).

[52] En effet, comme on peut le lire dans le tableau 7.3 en page 351, le taux d'exploitation $1 + s$ correspond au ratio $\frac{Q}{CCF}$, soit de la valeur des marchandises ordinaires et de la consommation de capital fixe. Or, Q est simplement la consommation agrégée $Co = PIB - FBCF - (X - M)$ à laquelle on a retiré la valeur des marchandises « de luxe » $W_c = W - W_a - W_b = W - FBCF$. Ainsi, le taux d'exploitation peut être détaillé comme $1 + s = \frac{PIB - W - (X - M)}{CCF}$. Si on surestime non seulement la mesure monétaire du travail nécessaire CCF mais encore la facture salariale totale W, on sous-estime le taux d'exploitation.



Fig. 7.2 - *Mesure comptable du taux d'exploitation.*

Source : élaboration propre à partir des données de l'INSEE, *Comptes de la Nation 2019*.

presque 5 heures pour le surtravail. Rien de tel, à l'inverse, sur la mesure simple de la Nouvelle Interprétation, qui suit une croissance imperturbable tout du long de la période et ne semble pas ainsi reliée au mouvement cyclique de l'accumulation de capital (Féliz, 2011).

Par ailleurs, parce que la Nouvelle Interprétation ne fait pas de différences entre les trois fonctions du travailleur collectif, elle est contrainte de considérer que le surtravail global prend intégralement la forme monétaire. Ainsi, le rapport du surtravail à la survaleur, sa forme monétaire, est nécessairement égal à l'unité. À l'inverse, dans l'approche comptable, une partie du surtravail, celui des groupes B et C, n'est pas explicitée [53]. Le graphique 7.3 en page 357 donne l'évolution de ce ratio dont la formule est $\frac{ST}{SV} = \frac{W}{W_a} = \frac{W}{CCF}$. Logiquement, les deux mesures – simple et comptable – du taux d'exploitation sont d'autant plus proche que ce ratio est faible.

[53] « La population active du groupe C s'accroît avec le taux de surplus. Comme une grande partie du surtravail de la main-d'œuvre du groupe C n'est pas explicité [sous forme de profits], le degré d'exploitation du travail est de moins en moins apparent dans les Comptes Nationaux à mesure que le développement économique progresse. En d'autres termes, plus le taux de surplus est élevé, plus grande est la proportion de la main-d'œuvre totale dont le surtravail n'est pas explicité, de sorte que le profit est inférieur au surplus par une marge croissante » (Brickell, 1984, p. 424).

7.1.5 ... aux taux d'exploitation sectoriels et individuels

Si Brickell n'utilise pas explicitement le concept d'équivalent monétaire de l'heure de travail, on peut néanmoins l'articuler à sa lecture comptable de la loi de la valeur. On sait que le temps de travail du groupe A est $H_a = (1+s)TN_a$, avec TN_a le temps de travail nécessaire du groupe A et $(1+s)$ le taux d'exploitation. Si la rémunération de ces travailleur·es s'exprimait dans la même unité que leur production, par exemple s'ils et elles produisent

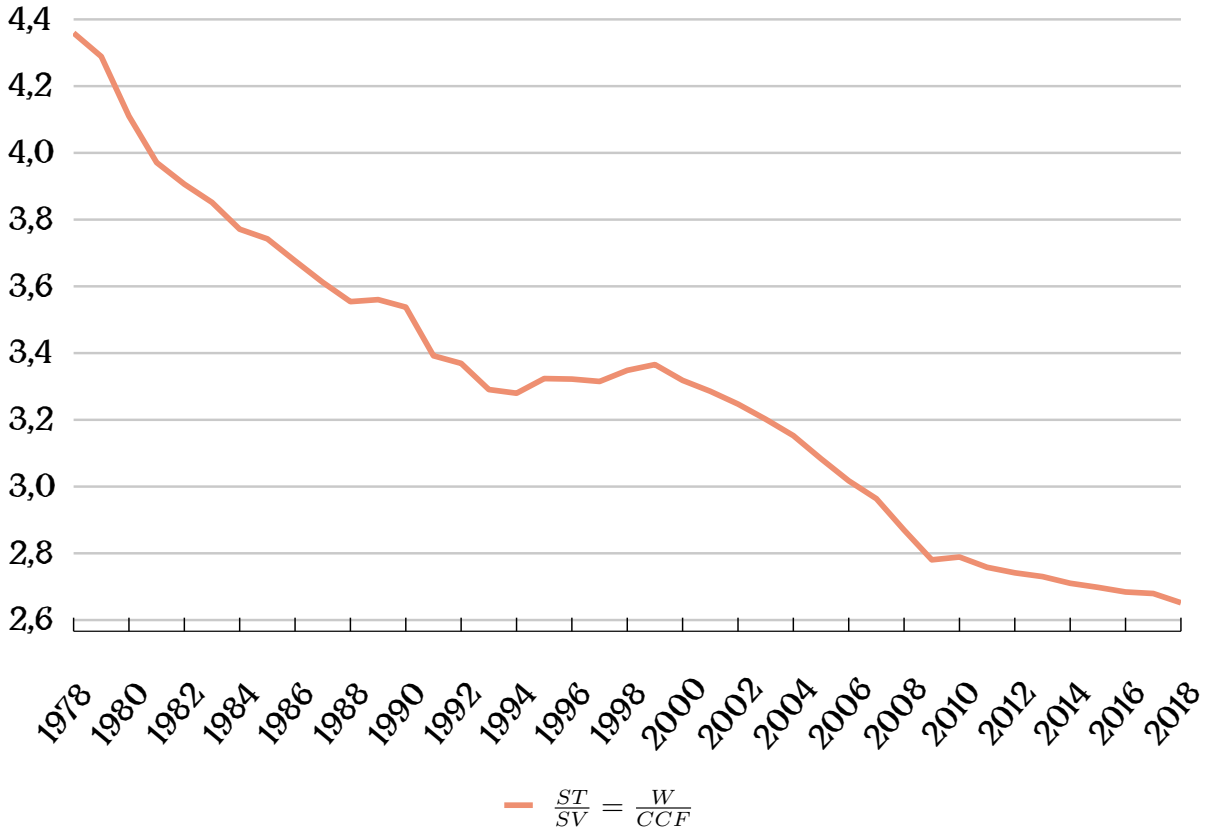


Fig. 7.3 - *Évolution du rapport entre le surtravail total et la survaleur.*

Source : élaboration propre à partir des données de l'INSEE, *Comptes de la Nation 2019*.

du pain et que leurs salaires consistent en quantités de pain, le niveau de leurs salaires donnerait exactement la mesure de leur temps de travail nécessaire $W_a = TN_a$. Dans une économie monétaire caractérisée par la dualité des mesures de la valeur, heures de travail et monnaie, la chose n'est pas si claire. Pour calculer le temps de travail nécessaire, il faut donc introduire l'équivalent monétaire de l'heure de travail, en rapportant la valeur de la production totale Q de pain (ou marchandises ordinaires) à son coût de production mesuré en heures, soit simplement le temps de travail du groupe À H_a. L'équivalent monétaire de l'heure de travail est alors la productivité horaire du travail dans le secteur des marchandises ordinaires :

$$\sigma = \frac{Q}{H_a} \tag{7.28}$$

Le travail nécessaire (pour l'un ou l'autre des groupes de travailleur·ses, ou l'ensemble de la classe laborieuse) s'écrit :

$$TN = \frac{W}{\sigma} \tag{7.29}$$

Le salaire horaire (dans le secteur marchand) articule donc taux d'exploitation et équivalent monétaire de l'heure de travail :

$$wh = \frac{W}{H} = \frac{\sigma}{(1+s)} \tag{7.30}$$

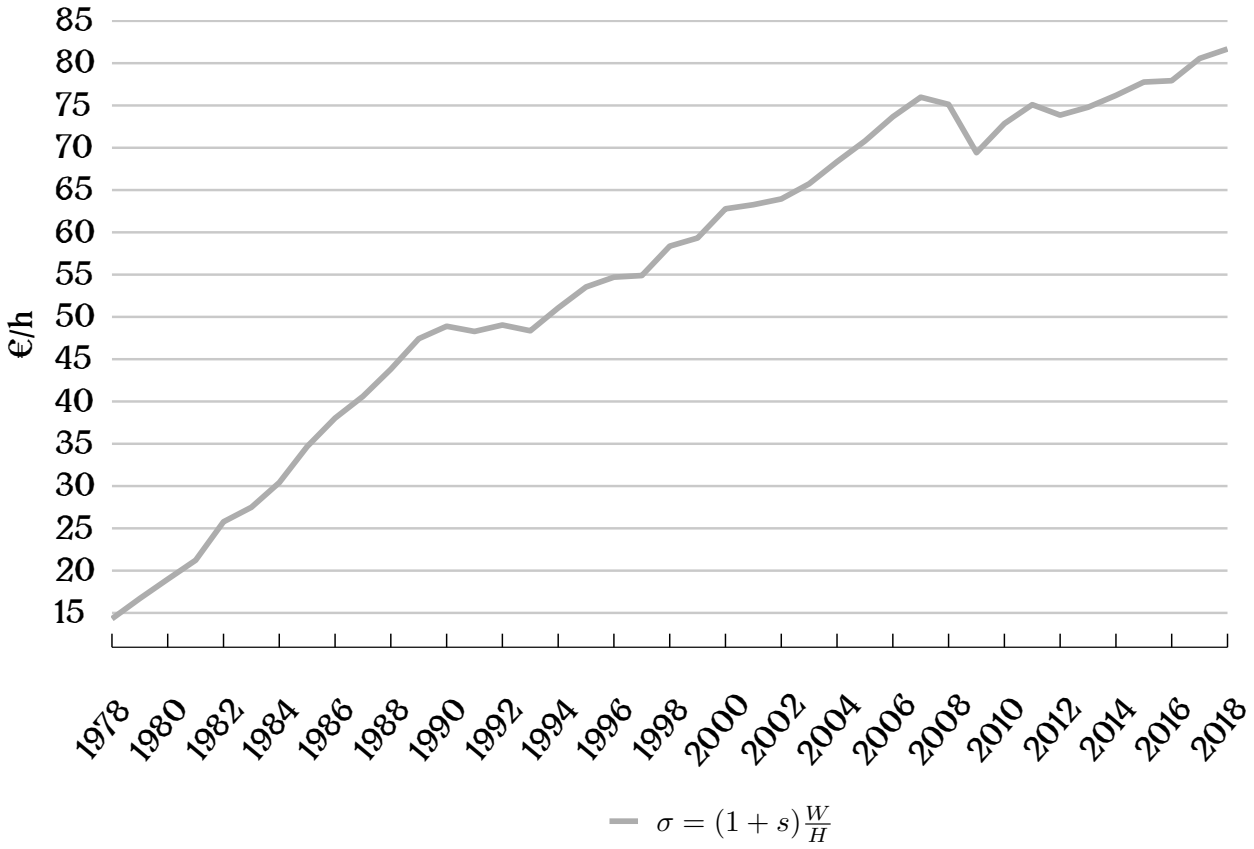


Fig. 7.4 - *Évolution de l'équivalent monétaire de l'heure de travail.*
Source : élaboration propre à partir des données de l'INSEE, *Comptes de la Nation 2019*.

Le graphique 7.4 (en page 358) donne quant à lui l'évolution de l'équivalent monétaire de l'heure de travail. Il permet de convertir la distribution des salaires horaires dans la population française en une échelle des taux d'exploitation individuels coupée en son milieu : d'un côté se rangent les personnes dont le temps de travail et la rémunération horaire implique qu'elles soient exploités ; de l'autre celles qui retirent du fonds productif de la société plus que ce qu'elles n'y apportent et qui vivent donc du travail d'autres. Cela permet donc de passer d'une comparaison relative des niveaux de salaires à une comparaison en niveau absolu des degrés de l'exploitation à travers la récupération de l'unité des deux mesures, immanente et externe, de la valeur, qui apparaissent respectivement au dénominateur et au numérateur de la formule du revenu horaire.

On peut calculer le revenu horaire qui correspond à un degré d'exploitation nul et à un degré d'exploitation moyen pour une durée annuelle effective du travail moyenne. Leur évolution est donnée par le graphique 7.5 en page 359. Il ne s'agit pas de la durée moyenne en équivalent temps plein, mais la durée moyenne effective dans le niveau de laquelle se reflète donc la structure de l'emploi entre temps pleins et les différents types de temps partiels. On trouvera le détail des calculs dans l'encadré 7.1 en page 361.

Le graphique 7.6 en page 360 montre l'évolution des niveaux revenus horaires super-bruts, soit le revenu net augmenté des cotisations sociales salariales et patronales, mais sans prendre en compte les rémunérations en nature ou à prix réduits offertes par les employeur·ses à leurs salarié·es,

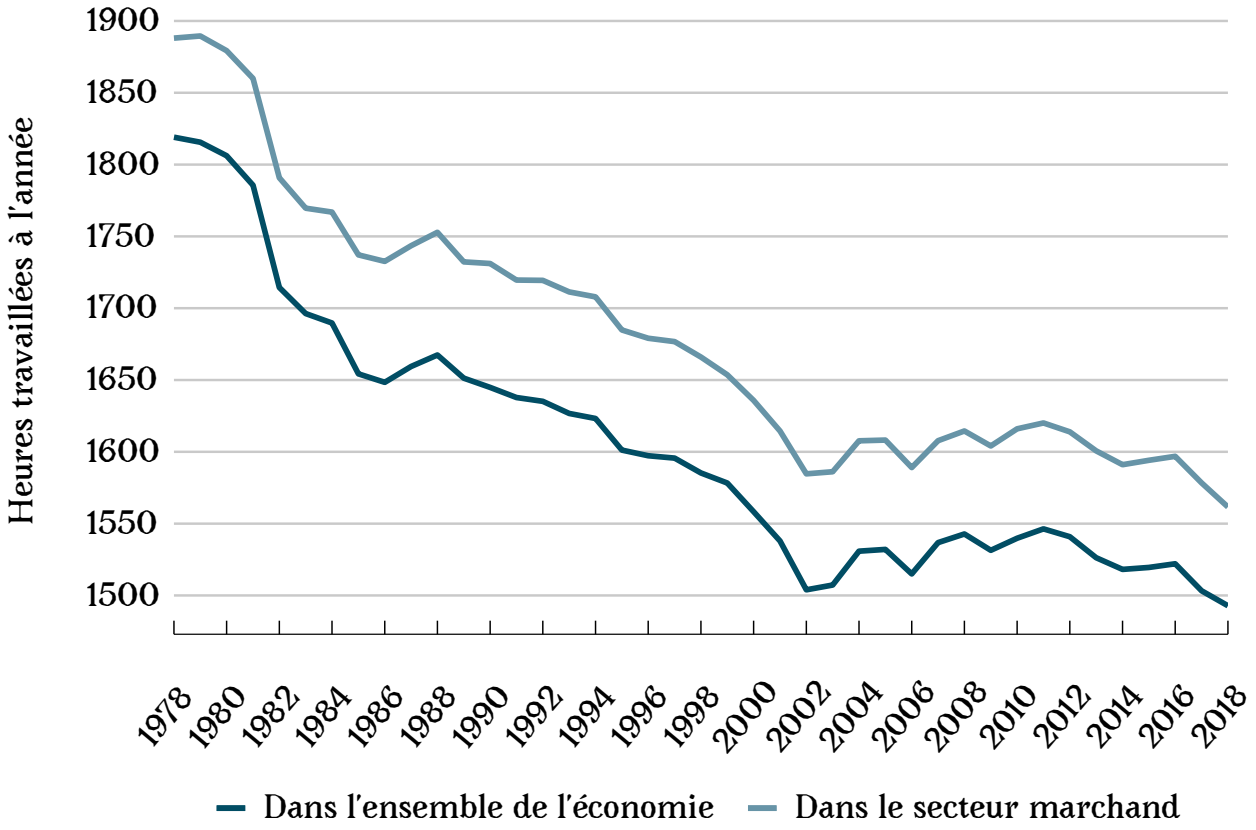


Fig. 7.5 - *Évolution de la durée annuelle effective du travail.*

Source : élaboration propre à partir des données de l'INSEE, *Comptes de la Nation 2019*.

correspondant à un taux d'exploitation nulle, d'une part, et moyen, de l'autre, pour une personne dont la durée annuelle effective du travail correspond exactement à la moyenne nationale pour une année donnée.

Il est intéressant de noter qu'en 2018, le revenu d'exploitation moyen correspond peu ou prou au revenu correspondant au niveau de vie médian calculé par l'INSEE, qui est pour cette année de 19 250 € annuel pour une personne seule. Inversement, au-dessus d'un revenu super-brut d'environ 10 000 € par mois en 2018, on retire du fonds productif de l'économie française plus que l'on y verse. Si l'exploitation est à son niveau viable maximum, compte tenu du niveau de développement de la productivité sociale, alors le revenu correspondant à un taux d'exploitation moyen correspond à ce que Brickell appelle le revenu d'existence minimum, qui apparaît ainsi proche du niveau de vie médian en 2018[54].

Sakamoto et Kim (2010) proposent une autre approche pour déterminer si tel groupe social est plus ou moins exploité plutôt qu'un autre. Ils estiment deux modèles économétriques permettant de déterminer, d'une part, quel pourcentage de la valeur ajoutée produite par le groupe de référence est dans les faits produite par un groupe social donné et, d'autre part, quelle est la relation entre leurs revenus.

Dans ce cadre, l'exploitation nulle se définit dans ce cadre par le fait que « les travailleurs d'une catégorie particulière sont payés exactement en fonction de leur productivité marginale (en moyenne) » (ibid.), c'est-à-dire lorsque leur différentiel de productivité marginale par rapport au groupe de

[54] Toutes les personnes gagnant moins que ce revenu ne sont pas en capacité de renouveler pleinement leur force de travail, tandis que celles qui se situent au-dessus bénéficient de meilleurs conditions de vie que ce qui serait strictement nécessaire pour assurer la reproduction simple du système économique. Le niveau du revenu d'existence minimum dépend donc du degré d'inégalité dans la distribution des revenus. Notons une nouvelle fois que l'ensemble de ce raisonnement repose sur le postulat erroné que l'échange inégal entre économies nationales est nul, soit que la réalisation de la valeur dans l'économie française correspond à la création de valeur qui y a lieu. Comme la France fait partie des pays centraux, il y a tout lieu de penser que la prise en compte de l'échange inégal déplacerait ces courbes vers le bas, c'est-à-dire, en particulier, que certains déciles de revenu renverraient non plus à un taux d'exploitation positif mais passerait du côté des déciles exploiteurs.

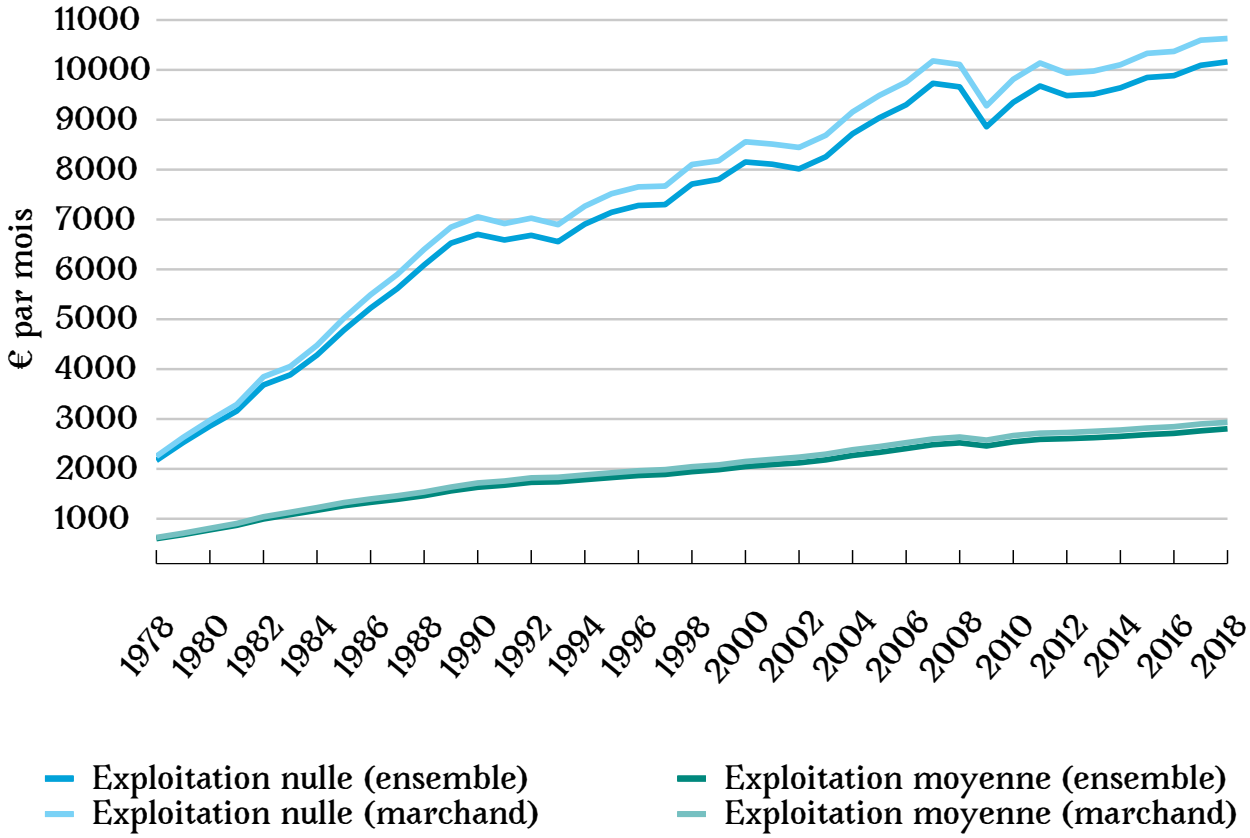


Fig. 7.6 - *Évolution du niveau de revenu individuel correspondant à un taux d'exploitation nul et à un taux d'exploitation moyen pour une durée annuelle effective du travail moyenne.*

Source : élaboration propre à partir des données de l'INSEE, *Comptes de la Nation 2019*.

référence est exactement égal au différentiel de leurs revenus par rapport à ce même groupe. Les exploité·es sont ici les groupes qui sont « sous-payés » dans la mesure où leur productivité marginale est plus élevée que leurs revenus, tandis que les exploiteur·ses sont celles et ceux qui sont dans la configuration inverse : « dans ce cas, le groupe de travailleurs concernés bénéficie de l'exploitation d'autres groupes de travailleurs ou obtient des récompenses que les autres groupes de travailleurs ne reçoivent peut-être pas » (Sakamoto et Kim, 2010, p. 29).

Ils trouvent ainsi, sur des données états-uniennes et sur le seul secteur manufacturier que les femmes ont une productivité marginale correspondant à 85 % de celle des hommes, tandis que leurs revenus représentant en moyenne 46 % de ceux des hommes. Le groupe des femmes apparaît alors comme exploité et celui des hommes comme exploiteur. L'intérêt de cette approche pour ces auteurs est qu'elle « contraste avec la vision marxiste qui part de l'hypothèse théorique que seuls les capitalistes bénéficient de l'exploitation et qu'aucun groupe de salariés ne peut jamais être exploiteur » (ibid., p. 22).

Néanmoins, la vision marxiste, à rebours de ce que ces auteurs affirment, permet tout à fait de prendre en compte l'exploitation d'une partie des salarié·es par une autre. L'exploitation renvoie à la dimension macroéconomique : elle ne se limite pas simplement à l'enceinte des entreprises où existe le rapport salarial. C'est aussi une caractéristique du cadre que nous proposons. La différence avec ce qui précède est double : d'une

part, il est possible pour certains groupes sociaux de bénéficier de meilleurs conditions de vie que la moyenne, c'est-à-dire d'être moins exploités que le niveau moyen d'exploitation, sans pour autant que ces avantages matériels les positionnent comme exploiteurs ; d'autre part, nous ne ramenons pas tant les salaires à la valeur ajoutée, c'est-à-dire une grandeur monétaire à une autre grandeur monétaire, que les salaires aux heures de travail.

Encadré 7.1 : L'échelle des revenus horaires comme échelle des taux d'exploitation

Pour trouver $wh_{s=0}$, le revenu horaire correspondant à un degré d'exploitation nul pour une durée annuelle effective du travail moyenne, avec hn la durée annuelle effective du travail par tête, on résout :

$$(1+s) = \frac{hn - \frac{wh_{s=0}}{\sigma}}{\frac{wh_{s=0}}{\sigma}} = 0 \tag{7.31}$$

Soit en réarrangeant et en transformant ce revenu annuel en revenu mensuel :

$$wh_{s=0} = \frac{hn\sigma}{12} \tag{7.32}$$

Pour trouver $wh_{\bar{s}}$, le revenu horaire correspondant à un degré d'exploitation moyen pour une durée annuelle effective du travail moyenne, on résout :

$$(1+s) = \frac{hn - \frac{wh_{\bar{s}}}{\sigma}}{\frac{wh_{\bar{s}}}{\sigma}} \tag{7.33}$$

Soit en réarrangeant pour isoler $wh_{\bar{s}}$:

$$wh_{\bar{s}} = \frac{hn\sigma}{12(2+s)} \tag{7.34}$$

Le cadre qu'utilisent Sakamoto et Kim (ibid.) est en effet fondé sur les outils de l'économie néoclassique qui ne peut penser l'exploitation qu'en termes de rentes, à savoir précisément en termes de différence entre ce qui est légitimement dû, fixé par la productivité marginale, et ce qui est effectivement perçu. Il s'agit donc d'une conception technique de la distribution des revenus, qui peut être utilisée comme justification idéologique de l'inégalité des revenus : à la limite, on peut défendre les hauts revenus en expliquant qu'ils sont dûs à la haute productivité marginale de leurs titulaires.

Le problème de cette approche, d'un point de vue marxiste, est qu'elle suppose qu'il serait possible de définir en termes monétaires la contribution de chaque individu ou groupe à la production sociale. La productivité marginale se définit ainsi comme le revenu obtenu de la vente du produit supplémentaire qui est produit à la suite des heures supplémentaires travaillées par un type donné de travailleur·ses, après avoir pris en compte les quantités des autres intrants qui sont consommées dans le processus de production. Mais cela suppose que l'intégralité des heures de travail utilisées par une entreprise donnée se représente dans la valeur de sa production. Or, en raison des différences de structure des capitaux, dont les taux de dépréciation d_i ainsi que les vitesses de rotation pour une période donnée n'ont pas de raison d'être identiques (Tombazos, 1994), la règle est à la divergence des prix et des valeurs.

Autrement dit, si toutes les entreprises ont exactement la rentabilité courante, les unités de production dont les actifs se déprécient à un rythme

plus élevé ou dont la vitesse de rotation est plus rapide que la moyenne de l'économie ne peuvent réaliser qu'une partie du surtravail qu'elles dérobent à leurs travailleur·ses. Le prix de vente de leur production incorpore ainsi un « crédit » de valeur, qui est explicité en profits monétaires par les unités de production dont le ratio du capital employé et des dépenses de production est plus élevé et/ou dont la vitesse de rotation est plus lente [55]. Il y a appropriation collective par l'ensemble des entreprises du surplus produit par les travailleur·ses, mais la marge de profit d'une entreprise donnée n'est pas constituée uniquement du surtravail de « ses » travailleur·ses.

55 Ceci n'est valable que si l'existence d'une demande excédentaire par rapport à l'offre des capitaux antérieurs ne se manifeste pas. Cette dernière permet aux capitaux contraints par la concurrence des capitaux à concéder une partie du surtravail de leurs travaillleur·ses d'en retenir une partie en pratiquant des prix de marché plus élevés que le prix de production.

La valeur ajoutée générée par un·e travailleur·se, soit sa productivité marginale mesurée en unités monétaires, ne donne ainsi pas nécessairement la mesure exacte de la valeur qu'il ou elle a réellement produite. Si un groupe structurellement plus exploité qu'un autre, c'est-à-dire dont le revenu horaire est inférieur à celui de ce dernier, constitue l'essentiel de la main d'œuvre dans les entreprises ou les branches d'activité dont le prix de la production est en-deçà de la valeur de la production, alors la productivité marginale de ce groupe exploité doit nécessairement être plus faible que la moyenne. En raisonnant en termes uniquement monétaires, on importe ainsi les inégalités de salaires dans l'analyse et on minimise l'intensité de l'exploitation des groupes travaillant dans les branches peu « productives », où les bas salaires sont souvent la norme.

C'est un problème qui affecte par exemple les mesures de la valeur de la production du travail domestique par les économistes féministes. Compte tenu un volume d'heures de travail domestique ventilé en fonction des types d'activités, il existe au moins deux stratégies d'estimation de l'équivalent monétaire de ces heures de travail : soit on valorise chaque heure en fonction du prix de marché de l'activité à laquelle elle correspond, soit on lui impute la valeur des revenus qu'aurait pu gagner la personne qui effectue cette activité si elle consacrait plutôt son temps de travail domestique à son activité professionnelle. L'évaluation par le prix de marché a le défaut d'importer dans le calcul la sous-valorisation marchande des activités dites « féminines », c'est-à-dire de laisser les inégalités de genre biaiser le calcul. L'évaluation par le coût d'opportunité a, quant à elle, le défaut de reconduire les inégalités de revenus à l'intérieur de la classe des femmes, inégalités de classe ou de race notamment. Ainsi, dans ce dernier mode de calcul, la valeur du temps de travail domestique d'une cadre supérieure sera nécessairement plus élevée que celui d'une employée de maison, ce qui est problématique dans n'importe quel cadre théorique qui ne considère pas que les inégalités de revenu sont justifiées par des différentiels de productivité marginale (Jany-Catrice et Méda, 2011).

Dans ces approches, le point de référence reste la valorisation marchande en unités monétaires. Nous proposons de faire le trajet inverse, c'est-à-dire ne pas tenter de donner une valeur monétaire au travail, mais plutôt chercher à mesurer l'équivalent en heures de travail d'une grandeur monétaire donnée. L'exploitation capitaliste, dont la spécificité est la nature monétaire des mécanismes à l'œuvre, n'apparaît alors plus comme le point de référence de toute forme d'exploitation : sa spécificité est au contraire résorbée pour la ramener à ce qui est commun à toute exploitation, c'est-à-dire l'appropriation du travail d'un groupe par un autre groupe (Delphy, 2015).

Plutôt que donner un prix à un temps de travail qui n'en a pas par nature, il serait tout à fait envisageable de proposer un taux d'exploitation propre au

travail domestique, en rapportant le temps de travail domestique total des hommes à celui des femmes, pour ensuite le comparer au taux d'exploitation de l'un et l'autre groupe découlant de leurs revenus horaires et de leur temps de travail dans l'économie capitaliste. Il n'est peut-être pas nécessaire de mener à bien l'estimation de modèles économétriques complexes pour déterminer si les femmes sont plus exploitées que les hommes, dans la mesure où l'on sait que la classe des femmes effectuent plus de temps de travail domestique que les hommes et ont, à temps de travail égal, un revenu horaire plus faible [56].

On peut réaliser le même type d'exercice en prenant comme unité d'analyse non les individus mais les branches d'activité[57]. Pour calculer le taux d'exploitation de chaque branche, on ne peut pas comparer la valeur ajoutée de cette branche aux salaires qui y sont versés, car ce serait présupposer que tout le surtravail extrait dans cette branche y est aussi réalisé ou explicité sous forme de survaleur, c'est-à-dire de profits (Amin, 2011). Il faut plutôt rapporter les heures totales travaillées à l'équivalent en heures de travail des salaires qui y sont versés[58].

Cette approche par branche de la question de l'exploitation peut permettre aussi de revenir sur le débat sur la valeur de la production de la branche non marchande. Selon Harribey (2013a), trois courants s'opposent. Les économistes libéraux considèrent que l'État et le non marchand en général financent leurs activités par une ponction réalisée par le biais de prélèvement obligatoires sur l'économie marchande sans contre-partie. Les conventions de la comptabilité nationale imputant un prix égal au coût de cette production, la productivité des travailleur·ses de cette branche est par définition nulle ; d'où, selon cet auteur, le discours consistant à mettre en avant le « poids » que représentent ces prélèvement obligatoires sur l'économie marchande et, donc, l'impérieuse nécessité de leur réduction.

Pour contrer cette perspective libérale justifiant la succession des plans d'austérité, il soutient que ces travailleur·ses produisent la valeur qui les rémunèrent. Le troisième courant est celui de ce qu'il appelle les « marxistes orthodoxes » [59] , qui maintiennent la distinction marxiste entre valeur et richesse. Selon ces dernier·es, si les travailleur·ses de la branche non marchande produisent, à l'instar de tous les autres travailleur·ses, des biens et services utiles, c'est-à-dire s'ils et elles produisent de la « richesse », il n'est pas possible de parler de « valeur non marchande », dans la mesure où la valeur n'est rien d'autre que le prix de vente des produits du travail et où, par définition, cette « vente » est purement conventionnelle dans le cas de la production non marchande.

L'approche comptable permet de proposer une synthèse de ces deux positions marxistes. Les travailleur·ses de la branche non marchande produisent ainsi bien du surplus, susceptible en théorie d'être explicité sous forme de survaleur, comme tous les travailleur·ses.

La différence tient à ce que ce surplus n'est pas explicité sous forme monétaire, c'est-à-dire qu'il n'existe pas comme valeur : il est consommé directement, soit par les membres de la classe dominante dans le cas des activités non marchandes relevant du groupe C, c'est-à-dire de la production de biens et services « de luxe » (forces de sécurité, système judiciaire, etc), soit par l'ensemble des classes, dans le cas des activités non marchandes produisant des biens et services relevant de la consommation ordinaire, comme c'est le cas des travailleur·ses de l'éducation et de l'enseignement

[56] Si l'on souhaite donner malgré tout une valeur monétaire au travail domestique, une troisième stratégie consiste à lui appliquer l'équivalent monétaire de l'heure de travail calculé dans la mesure du taux d'exploitation capitaliste, dans la mesure où le travail domestique relève dans son immense majorité de la production de biens et services ordinaires, c'est-à-dire relèverait du groupe A si les tâches qui le compose étaient réalisées dans l'économie marchande. L'ordre de grandeur change nettement dans ce cas : les quelques 60 milliards d'heures de travail domestique (totales, c'est-à-dire effectuées à la fois par les hommes et par les femmes) en 2010 (Roy, 2012) correspondraient ainsi non à seulement 33 % du PIB de cette année-là mais à 210 % (avec un équivalent monétaire de l'heure de travail d'environ $\sigma = 70$ pour 2010). D'après les données de cette enquête, les femmes effectuent 64 % de ce temps de travail total.

[57] L'INSEE distingue les branches des secteurs d'activité : « une branche (ou branche d'activité) regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits (ou produisent des services) qui appartiennent au même item de la nomenclature d'activité économique considérée. Au contraire, un secteur regroupe des unités statistiques (entreprises, unités légales) classées selon leur activité principale » Voir `https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1560` (consulté le 9 février 2023).

[58] Les heures totales incluent à la fois le temps de travail des salarié•es et des indépendant•es, pour être cohérent avec l'intégration de l'ensemble du revenu mixte dans les salaires.

[59] Les principaux articles de ce pan du débat, interne au marxisme, sont Artous, 2013, 2014 ; Bidet, 2003 ; Darmangeat, 2016a,b, 2017 ; Harribey, 2013b, 2016, 2017b ; Husson, 2013, 2016.

supérieur ou encore de la santé, dans la mesure où leur production est impliquée dans le renouvellement de la force de travail.

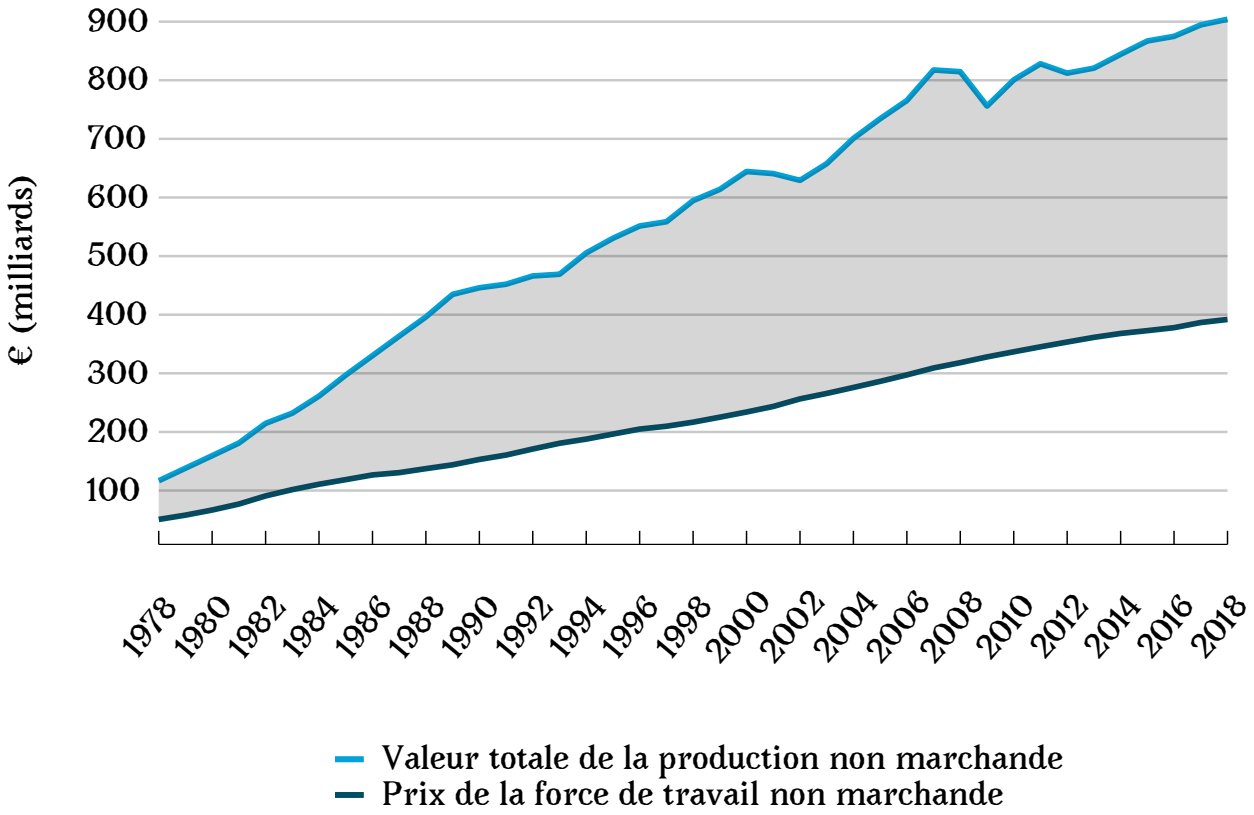


Fig. 7.7 - *Évolution de la valeur totale de la production non marchande.*
Source : élaboration propre à partir des données de l'INSEE, *Comptes de la Nation 2019*.

Dans tous les cas, elle n'intègre pas directement ni la composition matérielle du salaire des travailleur·ses, ni celle des profits puisqu'il s'agit d'une provision non marchande d'effets utiles, dont l'effet, s'il existe, ne se traduit qu'indirectement et est de toute façon capturé synthétiquement par les indicateurs marxistes[60]. Il n'y a pas donc pas plus d'ajustements à faire sur le taux d'exploitation calculé précédemment[61].

La notion de « valeur non marchande » nous semble relever de la même problématique que celle qui guide les mesures usuelles de calcul de la valeur du travail domestique : elle va du travail à la valeur, alors qu'il est possible – et plus fidèle à l'objet de la théorie marxiste de l'exploitation – une fois que l'on dispose de l'équivalent monétaire de l'heure de travail obtenue par confrontation des prix et des heures au niveau macroéconomique, d'aller des grandeurs monétaires micro ou méso-économiques aux quantités de travail de même niveau. On peut alors comprendre en un tout autre sens la remarque d'Harribey : « et pourtant, ils produisent » (Harribey, 2017b). Ces travailleur·ses produisent bien des « effets utiles » ; il est possible, en utilisant l'équivalent monétaire de l'heure de travail σ, de calculer l'équivalent monétaire de leur production l_{nm} sur la base de leur temps de travail total H_{nm} :

$$l_{nm} = \sigma H_{nm} \tag{7.35}$$

60 On veut dire par là que les grandeurs marchandes, par exemple Q la valeur des marchandises ordinaires ou encore D la dépréciation des actifs réels ou même A la valeur de ces actifs réels possédés par la classe capitaliste ne peuvent pas ne pas être impactées par l'ampleur, la nature et l'état des services publics.

61 D'autres travaux mesurent, sur la base d'un critère idiosyncrasique toujours spécifique de la distinction entre travail productif et improductif, le taux d'exploitation en deux temps : d'abord mesure au niveau de la distribution primaire des revenus, ensuite correction pour prendre en compte la distribution secondaire (Aglietta, 1982 ; Shaikh et Tonak, 1996). Notre position consiste à soutenir qu'il n'est pas nécessaire de faire cela, puisque l'impact de la distribution secondaire détermine déjà le niveau des catégories comptables usuelles à partir desquelles on calcule le taux d'exploitation.

Dans le graphique 7.7 en page 364, l'intervalle entre les salaires (incluant le revenu des indépendant·es) des travailleur·ses de la branche non marchande et la valeur de leur production ainsi calculée représente la valeur du surplus implicite, c'est-à-dire la valeur de leur surtravail. On peut représenter la même information en contrôlant pour la variation des effectifs de la branche non marchande. On rapporte alors la durée annuelle effective du travail à l'équivalent monétaire du salaire moyen des travailleur·ses w_{nm} de cette branche (soit leur temps de travail nécessaire tn_{nm}), dont la formule est donnée par :

$$tn_{nm} = \frac{w_{nm}}{\sigma} \tag{7.36}$$

On observe ainsi sur le graphique 7.8 une première période allant jusqu'au début des années 2000 d'augmentation de l'intensité de l'exploitation de ces travailleur·ses, correspondant à une extension de l'aire grisée, suivie d'une seconde période où le taux d'exploitation semble se réduire, progressivement puis brutalement dans les suites de la crise financière de 2008.

Cette évolution peut apparaître surprenante, compte tenu de la faible progression des revenus des travailleur·ses de la branche non marchande, notamment due au gel du point d'indice et autres mesures de réduction de la facture salariale non marchande. En fait, cela correspond à la baisse de la valeur d'échange de l'argent, soit de l'équivalent monétaire de l'heure de travail, en raison de la diminution de l'expression monétaire de la production de marchandises ordinaires résultant de la crise financière. Pour un niveau de revenu horaire constant, cela implique une augmentation de son équivalent en heures de travail.

Néanmoins, si le revenu horaire de ces travailleur·ses est supérieur à la moyenne nationale (environ 35 euros par heure en 2018 contre 32 euros par heure en moyenne pour l'ensemble de l'économie), on peut se poser la question de la mesure par l'INSEE du temps de travail dans la branche non marchande, où les formes de travail gratuit ou dissimulé prolifèrent, que ce soit dans les administrations et les services publics ou dans le monde associatif (Hély, 2009).

C'est une limite de l'utilisation des catégories agrégées de la comptabilité nationale : leur validité repose sur les procédures d'ajustements utilisées par les comptables nationaux, que ce soit pour évaluer le travail dissimulé ou l'activité économique informelle, grise, ou illégale. On peut sans doute faire le même argument sur l'estimation du temps de travail réel des travailleur·ses indépendant·es, qu'ils et elles soient auto-entrepreneur·ses ou autre, dans la mesure où ces dernier·es ne bénéficient pas d'un contrat de travail stipulant une durée effective du travail. Si la série du volume total d'heures travaillées rapportée dans les Comptes de la Nation sous-estime le volume réel dans des proportions variant d'une branche à une autre, la comparaison inter-branche est sujette à caution.

Le surtravail dans la MonedaPAR Il serait possible de tirer plus d'applications de cette lecture unitaire et comptable de la loi de la valeur, par exemple pour en discuter les implications vis-à-vis des théorisations féministes matérialistes ou marxistes du travail domestique et de sa « valeur » (Delphy, [1998] 2013a,b; Fortunati, 2022; Vogel, [1983] 2022). Pour la tâche qui nous intéresse ici, les éléments fondamentaux présentés

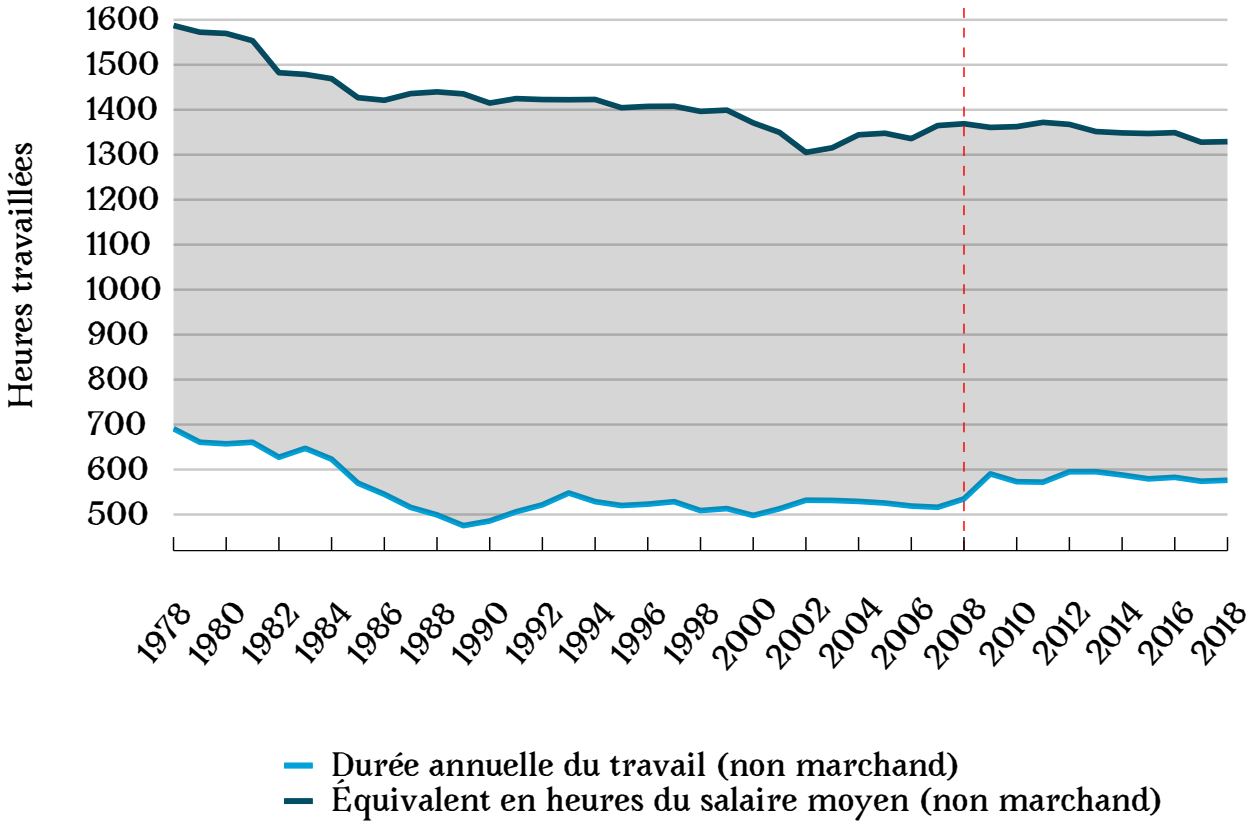


Fig. 7.8 - *Évolution de l'exploitation moyenne dans le secteur non marchand.*
Source : élaboration propre à partir des données de l'INSEE, *Comptes de la Nation 2019*.

sont suffisants. En particulier, la dualité des mesures de la valeur, que l'équivalent monétaire de l'heure de travail articule, constitue le fondement de l'idée, esquissée dans la sous-section 6.2.1 et développée plus amplement dans la section 6.3 : c'est parce que toute production marchande suppose nécessairement une mesure duale de la valeur sans que ne soit apparent la clé de conversion qui permet de passer des heures aux sommes monétaires et vice-versa, bref, qui permette d'en prendre la mesure, qu'il était possible de soutenir que, dans la MonedaPAR, les dominations marchande de genre sont reconduites dans le cadre d'une différenciation interne des prosommateur·ices. Ce n'est pas parce qu'il n'y a plus apparemment de rapport salarial que l'exploitation a disparu : il est plus que probable qu'une partie des membres de la MonedaPAR profite du surtravail des autres[62].

Si on ne peut pas isoler précisément de quelles personnes il s'agit en l'absence d'informations sur les heures de travail qui permettraient de calcul l'équivalent monétaire de l'heure de travail en *pares*, les trois constats que les hommes les plus investis sont « subventionnés » en termes monétaires par le reste de la communauté, que l'heure de travail féminine coûte moins cher que l'heure de travail masculine et que les prix sont moins élevés dans les nœuds dans lesquels sont majoritaires les membres des classes populaires indiquent au moins la direction de l'exploitation interne à la communauté PAR : les hommes d'extraction plus aisée et plus investis que la moyenne bénéficient des apports implicites du surtravail des autres profils de prosommateur·ices, de sorte qu'il ne suffit pas de proposer un crédit à taux

62 De même que les travailleur·ses du secteur non marchand, les « indépendant·es » en général, peuvent faire l'objet d'une exploitation, même s'ils et elles sont formellement autonomes, à l'image des travailleur·ses à domicile exploité·es par les marchands capitalistes. Les canuts, formellement indépendant·es au sens où ils et elles possédaient la grande majorité de leurs moyens de production, à savoir, les moyens de travail, entretenaient des relations commerciales avec les soyeux lyonnais, qui leur fournissaient la matière première de leur activité, c'est-à-dire l'objet de travail. Mais ces liens commerciaux, de par la position de force des soyeux lyonnais, tendaient à se transformer en « salaire déguisé » (Banaji, 2010) ou en « salariat en-deçà du contrat de travail » (Didry, 2013). Les formes contemporaines d'« uberisation » du travail et la montée des formes atypiques de travail peuvent sans doute être vues comme une résurgence de ce salariat déguisé (Abdelnour, 2017).

zéro et de reconstituer une petite économie marchande sans rapport salarial pour supprimer l'exploitation.

Ainsi, même si les participant·es les plus investi·es retirent bien des revenus supplémentaires de leur implication dans ce système monétaire alternatif, c'est-à-dire compensent en partie l'exploitation dont ils et elles font l'objet dans la zone monétaire en *pesos*, se rejoue au sein de la MonedaPAR des inégalités fondées sur des rapports d'exploitation internes. L'introduction de l'équivalent monétaire de l'heure de travail permet d'aller en direction de cette théorie générale de l'exploitation dont Delphy (2015) formule le projet. L'exploitation capitaliste dans le cadre d'un contrat de travail salarié n'est plus le modèle de toute exploitation mais simplement une forme parmi d'autres, et certainement pas la plus claire ou encore « pure » : en allant de l'argent au travail, on peut quantifier les formes d'exploitation propres aux rapports de production marchands et les rapporter aux autres formes d'exploitation, par exemple patriarcale. En effet, toutes ces modalités d'extraction du surtravail ont ceci en commun de permettre à certain·es de vivre du surtravail d'autres. Maintenant que le cadre théorique marxiste a été plus amplement développé, l'enjeu est de reconsidérer quelques-uns des autres arguments habituellement mobilisés pour justifier les monnaies alternatives à partir de celui-ci, rarement mobilisé pour ce faire.

7.2 La MonedaPAR dans une perspective possibiliste

Les quelques études quantitatives portant sur les monnaies alternatives mettent en avant un bilan mitigé : l'impact économique est indiscernable, sauf dans le cas des plus grandes expériences, comme le WIR suisse dont on peut identifier une contribution au PIB suisse inférieur à 1 % (Vallet, 2015) ; les bénéfices écologiques sont réduits (Michel et Hudon, 2015). Les avantages semblent en fait circonscrits au niveau individuel. De façon tout à fait convergente avec ce qu'on a pu identifier dans le cas de la MonedaPAR, pour leurs membres les plus impliqué·es, les gains en termes de capitaux économiques, sociaux ou relationnels peuvent être substantiels (Blanc, 2018a). Initialement favorables à ces tentatives d'isoler « des flux d'argent démocratiquement contrôlés par rapport au capital mondial » (Mellor, 2005, p. 36), certain·es auteur·ices en concluent à un bilan relatif d'échec de ces nombreuses expériences monétaires alternatives dans leur état actuel (Hornborg, 2019, p. 149).

Cela ne signifie évidemment pas qu'elles n'ont aucun impact, mais plutôt qu'elles n'ont pas nécessairement celui pour lequel elles ont été originellement pensées. C'est cette tension entre le modèle et la réalité qu'il s'agit ici d'explorer, en discutant de trois arguments classiquement invoqués en défense des monnaies alternatives en général et de la MonedaPAR en particulier. Cet examen ne prétend pas à l'exhaustivité, mais se concentre sur les arguments qui semblent les plus structurants. À chaque fois, il s'agit de les remettre en perspective par rapport au cadre théorique marxiste explicité dans la section précédente.

En premier lieu, la MonedaPAR est présentée comme une façon de résoudre les déséquilibres découlant d'une répartition inadaptée du circulant dans l'espace social, débouchant sur des « famines monétaires ». De façon corollaire, on soutient parfois que la vitesse de circulation de l'argent serait plus grande dans les monnaies alternatives, ce qui en constituerait un avantage décisif par rapport aux monnaies de cours légal, dont la thésaurisation déboucherait sur ces situations de famines monétaires. On montre que, d'un point de vue marxiste, on confond ici conséquence et cause et que ces déséquilibres résultent du fonctionnement normal des rapports sociaux marchands lorsqu'ils sont un moment de la valorisation du capital (sous-section 7.2.1).

En second lieu, néanmoins, la création de sous-espaces de valeur par le biais de monnaies alternatives peut conduire à plus ou moins consciemment un saut qualitatif du point de vue de la diffraction des conditions de la rentabilité[63]. L'introduction d'une monnaie alternative permet d'introduire une nouvelle « membrane » de protection simplifiant la reproduction de tels segments de capitaux en les extrayant partiellement du référentiel au sein duquel ils sont les moins productifs. On peut donc comprendre comment, d'un point de vue marxiste, la construction de systèmes monétaires alternatifs peut débloquer partiellement les dynamiques économiques. La raison n'en est cependant pas qu'on a ajusté adéquatement la quantité de signes monétaires en circulation, mais plutôt qu'en diffractant les conditions de la rentabilité, on a rendu praticable des activités qui ne l'étaient auparavant plus, ce qui ouvre la voie vers la possibilité – circonscrite – d'une

63 On a vu que le taux général de profit ne se réalise que dans son contraire, c'est-à-dire n'apparaît que sous la forme d'une image floue, la tendance de fond des transferts de capitaux entre les différentes unités de production en fonction des différentiels de rentabilité tendant à réaliser effectivement la péréquation des taux de profit sans y parvenir jamais puisque l'économie est toujours en dehors de l'équilibre. Parce que les prix de marché ne sont jamais totalement égaux aux prix de production, même les segments de capitaux les plus arriérés peuvent, s'ils bénéficient d'une demande excédentaire et/ou d'une offre trop rigide, réaliser le taux de profit général voire plus.

inversion de l'échange inégal [64] qui pénalise les secteurs de l'économie populaire dans lesquels s'insère la MonedaPAR (sous-section 7.2.2).

En troisième lieu, la contre-partie de la valorisation de la circulation marchande au détriment de l'accumulation de capital se révèle être un rejet absolu de tout type d'accumulation. Cela constitue un frein à l'amélioration des conditions de production, soit du temps de travail socialement nécessaire dans ces secteurs populaires, qui est pourtant la cause de leur situation défavorable dans l'espace de valeur en *peso*. C'est que l'on s'oppose non au capital en général, mais au capital financier et à ses exigences de rémunération des fonds avancés sous forme d'intérêts. La critique de l'intérêt composé se révèle ainsi une critique de la croissance économique, selon l'idée qu'il faudrait croître pour rembourser ses dettes, soit une critique, donc, de l'accumulation de capital. Si cela permet de réduire les possibilités d'enrichissement individuel aux dépens de la communauté, l'existence d'un surplus ne correspond pas nécessairement à une accumulation en termes de valeur, qui en est uniquement sa forme marchande. La conséquence de la « difficulté [découlant du refus d']utiliser l'argent comme capital » (Orzi, 2010, p. 161) est que la MonedaPAR demeure un simple signe de la circulation, qui permet la reproduction simple des conditions de la production des prosommateur·ices et empêche la reproduction élargie du capital, mais c'est au prix de l'abandon de toute forme de reproduction élargie, c'est-à-dire de toute croissance non capitaliste de l'appareil de production (sous-section 7.2.3).

[64] C'est-à-dire de l'échange de quantités inégales d'heures de travail concrètes derrière des échanges d'équivalents monétaires.

7.2.1 De la famine monétaire...

Les promoteur·ices de la MonedaPAR situent dans le manque de circulant la cause des troubles économiques. Ils conçoivent la constitution d'une monnaie alternative comme une façon de lutter contre les fuites de valeur, les transferts d'argent vers la finance, qui génèrent en retour un manque d'argent dans l'économie réelle et le non-sens de la coexistence, d'un côté, de capacités de production inutilisées et, de l'autre, de besoins sociaux insatisfaits. Par conséquent, la solution sélectionnée consiste à réinjecter des masses de circulant dans ces régions de l'économie qui en sont dépourvues en raison de ce qui est perçu comme le parasitisme des marchés financiers. Cloisonner l'équivalent général, en introduisant la médiation d'un nouveau taux de change contrôlable dans une certaine mesure, permettrait ainsi d'instaurer une forme de protectionnisme monétaire local (Blanc, 2008).

Cette position évoque les théories des anarchistes réformistes, Proudhon et Gesell en tête plutôt que Bakounine ou Malatesta. En effet, tant les proudhonien·nes que leurs successeur·ses gesellien·nes envisagent, à rebours tant de l'orthodoxie marxiste que des positions des anarchistes plus radicaux, que la source de l'exploitation réside dans l'échange inégal dont on situe les causes au cœur de la circulation en omettant le rôle joué par la configuration marchande de la sphère de la production. Le mécanisme sous-jacent ne serait pas la différence entre le temps de travail total et le travail nécessaire, délimitant un volume de surtravail que les capitalistes parviennent à expliciter par le biais de leurs taux de marges sous forme de profits monétaires. Il tiendrait plutôt à l'asymétrie entre l'argent et les marchandises, qui permet au marchand d'argent d'imposer un prix positif à l'argent et de s'assurer un revenu d'exploitation par le biais de taux d'intérêt positif. Ce serait précisément ce monopole sur l'émission des moyens de

paiement qui constituerait l'origine des « famines monétaires » (Théret, 2007a)[65].

Ce point commun entre Proudhon et Gesell les amène à développer deux modalités – formellement distinctes mais partant de la même problématique et donc, au fond, identiques – , de revenir sur ce privilège exorbitant du marchand d'argent. De façon remarquable, leur dualité renvoie simplement à la polarité du lien entre argent et marchandise (Tran, 2015) qu'ils ne théorisent pas explicitement, à rebours de Marx qui en fait l'analyse notamment en forme de critique des conceptions monétaires déficientes des socialistes utopiques. En effet, ils ne conçoivent pas l'argent comme la forme polaire de la marchandise, comme la marchandise universelle qui, simultanément, est posée par les autres marchandises particulières comme équivalent générale et qui pose en retour les produits des travaux humains non seulement comme effets matériels et immatériels utiles, mais encore comme porte-valeurs, c'est-à-dire comme marchandises[66].

Ainsi, Proudhon propose simplement d'élever toutes les marchandises au rang d'argent : la Banque du Peuple doit permettre cette anté-validation sociale sans conditions de toute la production de ses membres. À l'inverse, Gesell préconise de dégrader l'argent pour le rendre « périssable » à l'instar des autres marchandises, *via* l'introduction d'un taux de fonte réduisant la valeur d'échange d'un instrument monétaire au fil du temps. Dans les deux cas, l'idée est de favoriser la circulation des marchandises et l'égalité des individus marchands au détriment de l'accumulation ou thésaurisation, dont ils ne distinguent pas clairement les fonctions, et de l'exploitation des producteur·ices direct·es par les marchand·es d'argent. L'un veut faire des marchandises de l'argent, l'autre de l'argent une marchandise. Dans sa critique des conceptions du socialiste ricardien Darimon, Marx délimite les non-sens dans lesquels tombent tout projet visant à abolir les contradictions propres à la production marchande, comme la contradiction entre travail privé et validation sociale qui définit la contrainte monétaire, sans abolir la production marchande elle-même :

> « Telle est la dernière analyse à laquelle Darimon réduit l'antagonisme : supprimez le privilège de l'or et de l'argent, rabaissez-les au rang de toutes les autres marchandises, voilà ce que Darimon décide en dernière instance. Alors vous serez débarrassées des inconvénients spécifiques de la monnaie [...]. Ou plutôt conférez à toutes les marchandises le monopole que l'or et l'argent possèdent actuellement en exclusivité. Laissez exister le Pape, mais faites Pape de tout un chacun [...]. Supprimez l'argent tout en ne le supprimant pas! Supprimez le privilège exclusif que possède les [métaux-argent] du fait de leur exclusivité en tant qu'argent, mais transformez toutes les marchandises en argent, c'est-à-dire donnez-leur à toutes ensemble une propriété, qui, une fois séparée de cette exclusivité, n'existe plus » (Marx, [1980] 2018, p. 83).

Cette propriété spécifique des instruments monétaires est précisément de représenter du travail immédiatement social, tandis que les marchandises de façon générale sont les produits de travaux privés qui doivent encore être validées socialement, justement au cours de leur aliénation dans l'échange marchand contre un volume déterminé de ces instruments monétaires qui sont le travail immédiatement social. Ainsi, ni Proudhon, ni Gesell ne saisissent le caractère antithétique du rapport entre argent et marchandise, ce qui les amène à formuler des « tâches impossibles » pour les projets de

65 Le taux d'intérêt est bien un mécanisme d'exploitation dans le cadre de la théorie marxiste, mais il s'agit d'une fonction secondaire, dont la conception dérive du mécanisme principal d'extraction via l'application d'un taux de marge (Potts et Amstrong, 2020). Voir également Chena et Roig (2017).

66 De sorte qu'il n'y a pas vraiment de sens à affirmer que les marxistes partagent avec leurs adversaires néoclassiques une conception instrumentale de l'argent, qui serait conçu comme surgissant de l'échange marchand : au contraire, marchandise et argent entretiennent un rapport polaire — ou encore sont pris dans une unité contradictoire — dans laquelle c'est la relation qu'entretiennent les deux pôles qui définit l'un des pôles comme représentation sensible de la valeur, c'est-à-dire l'argent, et l'autre comme valeur d'usage, c'est-à-dire marchandise (particulière). Au final, toute la théorie marxiste du devenir marchand du compte et du paiement découle non pas, comme dans la fable du troc, des contraintes techniques du troc, mais de l'analyse du caractère contradictoire de l'unité entre valeur d'usage et valeur.

transformation sociale, une impossibilité qui vaut ici au sens d'impossibilité logique.

C'est ce genre de tâches impossibles que se fixent les promoteur·ices des monnaies alternatives, ce qui les amènent à trouver des façons partielles et insuffisantes de gérer la contradiction entre travail privé et travail social dont on a vu des exemples dans le cas de la MonedaPAR[67]. C'est l'espoir de constituer un commerce véritablement équitable, qui est bien une idée qui naît de la généralisation des rapports marchands, mais qui reste virtuelle en vertu de leur structure-même (Yuki, 2021a). Or, à rebours de ce que défend par exemple Graeber (2014), qui constitue une autre source de référence commune de ces expériences, il n'y a pas dans la perspective de « bon » marché qui aurait été usurpé par le développement du capital et/ou de son garant, l'État, c'est-à-dire le garant des intérêt collectifs des capitalistes. Avec ce dernier auteur, on « découvre » que le « scandale secret du capitalisme [est] qu'à aucun moment, il n'a été organisé essentiellement autour d'une main d'œuvre libre » (ibid.) ; que le rapport salarial n'a que les apparences d'un rapport marchand entre égaux (Cartelier et Benetti, 1980)[68] ; ou, encore, que l'argent, étant essentiellement une promesse de paiement (Ingham, 2004), il s'agit de se réapproprier cette dette dont les gains sont privatisés et les pertes socialisées. Le quotidien est usurpé par le développement du capital-dette-État-finance, et par l'organisation collective, il sera possible de supprimer cette usurpation.

En définitive, les perspectives des anarchistes réformistes consistent en ceci : plutôt que de supprimer l'origine de la contrainte monétaire, soit de la validation sociale *ex post* des travaux privés, elles visent à la neutraliser ou à la contourner. S'ils n'envisagent pas de remettre en question la nature marchande des mécanismes de coordination entre unités de production, c'est que le marché leur apparaît comme le garant des libertés individuelles contre le risque d'une centralisation du pouvoir, idée que l'on retrouve également dans les conceptions des prosommateur·ices de la MonedaPAR[69].

Il s'agit de garantir des débouchés aux petit·es producteur·ices et de les libérer des contraintes financières qui les assujettit aux marchand·es d'argent. Comme le discutent des membres de la MonedaPAR en mai 2018 sur le groupe WhatsApp originel, Le logiciel marxiste serait caduque : comme l'affirme avec force par exemple Mario Cafiero, « en dépit du caractère extraordinaire de son travail, Karl Marx n'a pas pu anticiper quelque chose d'aussi improbable que la subordination du capital industriel par le capital financier » ; il aurait tout au plus été capable « de décrire le problème mais se révèle incapable d'avancer une solution », soutient un autre participant·e à la discussion, tout simplement parce qu'il « ne parle jamais de capital financier » dans ses travaux, rappelle un troisième[70]. Quelques mois plus tard, en juillet 2019, María, cette prosommatrice de Boedo (et, antérieurement Chacarita) dont il a été question au chapitre 4, articule les critiques geselliennes de l'intérêt aux positions de Calvin et autres variétés de condamnations religieuses de l'usure. L'ordre économique naturel, titre du maître-ouvrage de Gesell, n'inclut pas le capital financier, qui n'en est qu'une perversion parasitaire artificielle.

Certain·es acteur·ices vont ainsi plutôt blâmer le poids de l'intérêt composé, tribut indu que devrait acquitter l'« économie productive » au capital financier « improductif », ce qui expliquerait à la fois le niveau excessif des prix et leurs tendances haussières permanentes. Il serait nécessaire

67 Voir la sous-section 6.3.1 en page 311.

68 Alors que, précisément, à moins de considérer que les apparences sont inessentielles, comme dans l'interprétation dualiste de la loi de la valeur dont Cartelier et Benetti (1980) s'efforcent de faire la critique, les apparences (*Erscheinung*) ne sont pas de simples semblants (*Schein*) et sont centrales dans la constitution des formes sociales et de leurs actions réciproques (Sobel, 2016).

69 On l'a notamment noté dans la sous-section 6.1.3 en page 290, portant sur les contradictions entre la tentative de moraliser le marché en imposant des régulations sociales sur les marchandises échangées ou leurs modalités de règlement et la volonté de laisser le libre jeu à l'expression des libertés individuelles.

70 Groupe WhatsApp *PAR*, le 15 mai 2018.

d'appliquer à la monnaie une usure pour la rendre analogue – moins durable – que les biens et services qu'elle permet d'échanger, argument qui fonde la perspective d'une « monnaie fondante ». Sa valeur diminuerait avec le temps, incitant sa mise en circulation au plus vite. L'offre de moyens de paiement augmentant, le taux d'intérêt engagerait une tendance baissière et les capacités productives jusqu'alors oisives en raison d'une monnaie excessivement chère pourraient désormais être mobilisées. En réduisant la rente qu'extrait le capital financier sur l'économie « productive », on tend ainsi vers le plein-emploi.

D'autres, dotés d'une formation économique plus classiquement universitaire, vont mobiliser les conceptions postkeynésiennes de la monnaie endogène et de l'incertitude radicale. Ce serait également une offre insuffisante de moyens de paiement qui conduiraient à l'accumulation de capacités productives inutilisées, mais la raison en serait moins les caractéristiques matérielles de la monnaie, trop « durable » par rapport aux biens et services, que les anticipations excessivement pessimistes des acteur·ices et, au premier chef, des « investisseurs », qui se constitueraient des stocks de moyens de paiement, « trésors » thésaurisés qui seraient autant de garanties permettant de faire face à l'incertitude radicale caractéristique des économies modernes. L'insuffisance de la demande agrégée causée par des décisions d'investissement sous-optimales pourraient ainsi être compensée par l'introduction de nouveaux moyens de paiement, comme une sorte de relance keynésienne classique, une relance qui ne serait plus décidée depuis l'État, mais plutôt depuis la société civile. Alternativement, il est parfois fait référence au pouvoir de fixation des prix des grandes entreprises bénéficiant d'une situation de monopole, dont l'implication, dans le cadre marxiste, est la capacité de maintenir le prix effectif, le prix de marché, à un niveau durablement supérieur au prix de production : leurs marges sont excessives par rapport au taux de marge « normal » calculé par référence à ce qu'il serait nécessaire pour maintenir l'économie dans sa trajectoire de plein-emploi.

Il y a bien sûr des contradictions entre ces différents apports théoriques, voire des incompatibilités. Gesell, en bon commerçant, est prioritairement intéressé par la disponibilité de moyens de circulation peu coûteux, ce qui le place dans une filiation, certes problématique, mais filiation tout de même, avec Ricardo et, donc, avec l'économie orthodoxe et sa conception déficiente de l'argent. Il le définit ainsi prioritairement par rapport à sa fonction dans la circulation des biens et services ; s'il reconnaît que l'argent n'est pas neutre, car il est le moyen de l'extraction d'une rente financière sur l'économie « productive », sa proposition d'une monnaie « fondante » vise précisément à instaurer ou restaurer cette neutralité de l'argent, cruciale pour l'édifice théorique de l'économie orthodoxe.

Keynes et surtout ses héritier·es post-keynésien·nes, s'ils et elles rejoignent Gesell au niveau des propositions politiques, s'en séparent sur ces questions plus théoriques. Certes, ils et elles tendent à défendre une perspective analogue soutenant la possibilité d'une réforme de l'économie capitaliste pour en corriger ses travers, qui sont analysés à travers le même prisme d'un antagonisme et d'une extériorité entre « finance » et « économie productive » : il s'agit aussi de combattre la « financiarisation » de l'économie qui consacre à la domination du capital financier sur le capital productif. Mais sur le plan théorique, l'argent n'est ni neutre, ni neutralisable et ce n'est de toute façon pas souhaitable, à rebours des propositions de Gesell..

Au niveau de la pratique des promoteur·ices de la MonedaPAR, ces contradictions du corpus théorique de référence ne deviennent pas antagoniques : elles importent peu pour l'action quotidienne. En fonction de l'interlocuteur·ice, on fait référence à tel ou tel corpus, en allant jusqu'à tel ou tel niveau de détail. L'essentiel est ailleurs et constitue le dénominateur commun de Gesell, Keynes et Marx : il y a un problème au niveau de la monnaie, ce qui constitue bien une intuition empiriquement fondée, pour laquelle il n'est nul besoin d'études avancées en sciences économiques puisque la configuration du système monétaire actuel, loin de réduire les inégalités sociales et non content de les reconduire, apparaît les amplifier. Peu importe au fond l'origine précise de cette « famine monétaire » dans les secteurs populaires de la société argentine : les explications théoriques peuvent varier grandement d'un acteur à l'autre et même, dans le discours d'un même acteur. En tout cas, on s'accorde pour mettre la monnaie au centre tant du problème que de la solution.

7.2.2 … à l'échange inégal

En fait, de la même façon que la relation antithétique qui définit une unité contradictoire entre argent et marchandise ne fait pas partie des fondements théoriques des promoteur·ices des monnaies alternatives, une autre unité contradictoire, qui en est d'ailleurs le produit dérivé, est saisie comme une simple opposition de deux entités autonomes. En effet, de la même façon que l'unité contradictoire de l'argent et de la marchandise n'est en soi que l'extériorisation, la mise en mouvement de l'unité contradictoire de la valeur et la valeur d'usage qui définit le concept marxiste de marchandise, l'unité contradictoire des fractions industrielles et financières du capital dérive de l'unité contradictoire entre argent et marchandise. Quand le capital industriel est la mise en mouvement des marchandises, le capital financier est celle de l'argent. Le pôle « marchandise » de l'échange devient à la fois la matière première et la finalité de l'activité du capital indsutriel; le pôle « argent » ceux du capital financier : il n'y a pas donc d'intérêts antagoniques entre ces deux fractions du capital social, mais une complémentarité fonctionnelle.

L'autonomisation du capital financier par rapport au capital industriel ne peut pas plus être absolue que le système de crédit ne peut s'émanciper de la contrainte monétaire. Simplement, cette autonomisation relative est la source de la « représentation courante du capital financier comme "mauvais" capital parasitaire opposé au "bon" capital industriel (ou même marchand), le premier vivant au détriment du second qui seul produit de la richesse » (Bihr, 2001b, p. 83), représentation qui « n'est donc pas totalement erronée » (ibid., p. 83). Effectivement, le capital financier tend à développer le système de crédit au-delà des nécessités strictes du capital industriel. Mais cette apparence, qui n'est pas donc une simple semblance ou illusion, « occulte le lien indissoluble qui les lie : car il ne peut y avoir de développement du capital industriel sans développement du capital-argent de prêt (plus largement sans développement du crédit) ni par conséquent sans formation du capital fictif, avec la fièvre spéculative qui le saisit régulièrement » (ibid., p. 83). Capital financier et capital industriel sont « deux formes d'existence et de développement du capital social » (ibid., p. 83), prises dans une unité contradictoire, donc dialectique et source de la dynamique économique.

Reste que les promoteur·ices des monnaies alternatives perçoivent bien la façon dont cette contradiction se manifeste. L'idée d'injecter des sommes monétaires supplémentaires dans une sous-région de l'économie affectée de famine monétaire tout en l'insularisant du reste de l'économie ***via*** l'introduction d'un nouveau taux de change vise à remettre en service les capacités productives que les conditions de valorisation du capital ne permettent plus d'utiliser. On a dit que les apparences ne sont pas inessentielles : si elles sont autant d'« erreurs pratiques » tant qu'on n'en fait pas la théorie, elles sont fonctionnelles, c'est-à-dire qu'elles ont une effectivité. En dépit d'un diagnostic erroné, il est donc possible que les monnaies alternatives parviennent à réaliser partiellement leur objectif de revitalisation et de protection des économies locales. Comment pourrait-on le comprendre ?

Il faut d'abord partir du constat que ce qui apparaît comme des fuites de valeur vers la finance n'est que « le résultat de la dynamique de l'argent comme capital : le capital-argent se dirige vers les régions dont la productivité du travail est plus développée que la moyenne de l'économie, [processus] qui se reflète en partie dans les mouvements du capital bancaire, puisque le crédit s'oriente vers les régions les plus avancées, mais également en flux de capitaux "réels", c'est-à-dire, en investissements productifs qui se concentrent dans les régions les plus compétitives » (Féliz, 2003, p. 93). Cela dérive du fait que les marchandises circulent comme des produits du capital : elles doivent rapporter à leurs producteur·ices au moins la rentabilité moyenne, et cette rentabilité moyenne induit le décrochage entre la création de valeur et la réalisation de valeur dont on a rappelé les raisons et les implications dans la section 7.1 en page 336.

Même si l'on faisait l'hypothèse qu'un concours de circonstances improbables débouchait sur une convergence rapide et sans nouveau déséquilibre de l'économie vers son état d'équilibre, celui-ci ne serait absolument pas stationnaire. On a vu que l'égalisation des conditions de rentabilité entre les branches résulte de l'apparition de différences dans les conditions de production intra-branches, par exemple lorsqu'un capitaliste introduit une nouvelle technique permettant de faire baisser ses coûts de production, ou qu'il parvient à extorquer à ses travailleur·ses plus de surtravail qu'auparavant. Ainsi, le même mécanisme qui conduit à l'égalisation des rentabilités des branches et donc l'arrêt des flux de capitaux inter-branches découle de la permanence de la recomposition des capitaux individuels à l'intérieur d'une branche. Ainsi, « l'ajustement de l'offre à la demande annule les surprofits et sous-profits de marché, mais laisse subsister les surprofits et sous-profits individuels [et] à la différence de l'analyse des prix de production, les mouvements de capitaux ne cessent-ils pas lorsque l'offre recouvre la demande sur le marché » (Tran, 2003b, p. 134-135). Dans cette conception plus réaliste de la concurrence capitaliste, opposant non pas les branches mais les segments de capitaux aussi bien intra- qu'inter-branches, « les capitaux continuent à affluer vers les segments à surprofits et à refluer des segments à sous-profits, déstabilisant toute situation d'équilibre de marché » (ibid., p. 134-135).

La formation des prix de marché effectifs ainsi que les mouvements de capitaux s'expliquent ainsi à partir du concept de capital et du moment de la concurrence des capitaux qu'il induit, puisque le capital est nécessairement fractionné en une multitude de capitaux individuels entretenant des rapports d'attraction (centralisation et concentration) et de répulsion (concurrence)

qui les définit comme des parties du tout qu'est le capital social (Bihr, 2001b). La loi de l'offre et de la demande se révèle être ici la forme d'apparition de la loi de la valeur, qui l'explique, et en même temps sa modalité de réalisation, parce que c'est en raison des dés-ajustements entre offre et demande que les mouvements de capitaux réduisent les prix de marché aux prix de production, eux-mêmes résultant de la moyenne pondérée des coûts de production individuels des capitaux en concurrence à l'intérieur d'une même branche. Le point à retenir est qu'en dépit de l'apparence d'un système de prix de production décrivant une économie stationnaire à l'équilibre, la réalité est celle de la constance des mouvements de capitaux vers les unités les plus productives, donc à la recomposition permanente des conditions de la production. Par sa description de la loi de la valeur, Marx s'offre un théoricien du déséquilibre dynamique intrinsèque du capitalisme (Freeman et Carchedi, 1996).

Ainsi, ce qui apparaît aux promoteur·ices des monnaies alternatives comme un manque de circulant causé par l'excroissance maligne de la finance est en réalité le résultat normal de la concurrence des capitaux individuels en recherche de la rentabilité la plus élevée possible. Cette mobilité des capitaux vide les régions les moins productives de l'économie tant de capital-argent que de capital productif ou de capital-marchandises, c'est-à-dire des trois formes fonctionnelles du capital correspondant aux trois moments de son cycle $A - P - M$ (Tombazos, 1994). La tendance à l'égalisation des taux de profits des segments de capitaux correspond de fait à un « transfert de valeur (de survaleur) des capitaux placés dans les meilleures conditions de valorisation (basse composition organique, vitesse de rotation rapide) vers les capitaux placés dans les conditions de valorisations moins intéressantes (composition organique du capital plus élevée, vitesse de rotation plus lente) » (Bihr, 2001b, p. 41). Les premiers produisent en quelque sorte leur survaleur en partie au profit des seconds. L'échange inégal est la règle des échanges marchands, c'est même d'ailleurs la condition de la reproduction élargie des entreprises, secteurs et branches les plus capitalistiques. Ce transfert de surtravail implicite dans les prix de vente qui, créé en amont, est réalisé sous forme monétaire en aval des chaînes de valeur, se révèle la source finale des transferts réels qui privent des régions entières de l'économie du capital dans ses trois formes fonctionnelles.

D'où la tendance fondamentale d'une économie capitaliste au développement inégal et combiné des branches et secteurs qui se prolonge en développement inégal et combiné des différents territoires, régions ou nations : « à côté de branches, de secteurs, de territoires caractérisés par un puissant développement capitaliste doivent coexister des branches, secteurs, territoire où le développement capitaliste ne peut et ne doit prendre que des formes élémentaires » (ibid., p. 41). Ainsi, le « sur-développement relatif des premiers n'est possible que grâce au sous-développement relatif des seconds, et inversement, le second est rendu nécessaire par le premier » (ibid., p. 41). L'échange inégal n'est pas une violation de la loi marchande de la valeur dérivant d'un monopole illégitime et dysfonctionnel de l'émission des moyens de paiement par les marchand·es d'argent, mais résulte logiquement de son fonctionnement normal, c'est-à-dire des règles de toute production marchande, simple ou développée (Mandel, 1962).

Dans cette perspective, les monnaies alternatives constituent autant de tentatives de sécession monétaire visant à établir des sous-espaces de valeur autonome afin de rompre les chaînes de dépendance qui reproduisent de

façon structurelle le sous-développement : « le mécanisme du marché fait circuler l'argent directement vers les [unités de production] qui peuvent vendre dans des conditions avantageuses (soit en raison de leur technologie de pointe, de leur accès au crédit, à l'information, aux connaissances, etc., bref, des conditions qui peuvent être plus ou moins économiques mais qui sont sans aucun doute liées au pouvoir), ou indirectement vers le secteur public (par le biais des impôts) » (Plasencia et Orzi, 2007, p. 152, note 98). À l'inverse, « les [unités de production] des secteurs populaires ne disposent pas de ces avantages : ni accès à la technologie, ni à la connaissance, ni au crédit, ni au capital social, et elles sont liées au pouvoir, en général, depuis une position subordonnée » (ibid., 152, note 98).

Cette subordination est en effet facilitée par l'unicité monétaire organisée par les États (Féliz, 2003, p. 87). C'es d'ailleurs l'origine du moment de vérité des théories selon lesquelles la source des troubles économiques tient au dogme de l'équivalent général. Parce que l'unicité n'est pas en soi la cause de cette subordination, cela en montre également le caractère partiel ou unilatéral : l'accumulation de capital peut tout à fait être reconduite dans un contexte de pluralité monétaire, bien que sans doute de façon moins « rationnelle ». L'unicité du taux de rentabilité courante permet de calculer les coûts objectifs unité de production par unité de production. S'il n'est plus unique, les conditions de rentabilité de référence qui structurent anticipations et comportements s'en voient diffractées, tandis que se constituent plusieurs référentiels de valeur complexifiant les transferts de capitaux vers les régions les plus productives. Cette dynamique, qui est la cause à la fois de la croissance capitaliste (gains de productivité indéniable) et de son caractère contradictoire (la crise comme résultat de la croissance, développement du sous-développement, etc.), ne disparaît, mais est peut-être moins efficace.

Le résultat est ambigu : d'une part, on supprime les avantages du capital, sans avoir pu encore constituer un système économique alternatif faisant la preuve de son caractère économiquement supérieur au capitalisme (Preobrajensky, [1927] 2021, p. 125). D'autre part, en compliquant l'application de l'aiguillon de la loi de la valeur, on peut effectivement rendre rationnel l'utilisation de capacités de production qu'il était auparavant impossible d'employer de façon rentable. Si l'argent est le résultat de la circulation des marchandises, de telle sorte qu'un manque d'argent indique une faible circulation de marchandises, il est concevable que modifier les conditions qui induisent la circulation des marchandises permette de reconstituer une circulation monétaire plus importante. Mais la cause de cette transformation ne réside alors pas du tout dans la mise en circulation de nouveaux signes monétaires. Plutôt, elle consiste en la diffraction des conditions de la rentabilité résultant de l'utilisation d'un nouveau instrument monétaire et en l'instauration d'une membrane qui protège les segments de capitaux les moins productifs en les extrayant partiellement du référentiel de valeur qui les pénalise.

On retrouve le moment de vérité des thèses de l'approche monétaire : « l'accord monétaire transforme le groupe de producteurs différenciés qui s'échangent en un corps collectif [...] et ceci est le résultat du fait même de l'acceptation par tous du même représentant de la valeur » (Orléan, 2017, p. 113). La constitution d'un nouveau « espace partagé d'évaluation » (ibid., p. 113) peut donner lieu à une dissociation de la dynamique d'application de la loi de la valeur dans cet espace par rapport à l'espace de valeur dont il

est originaire. C'est que « la loi de l'uniformité du prix n'est valable que pour une économie monétaire unifiée particulière » (ibid., p. 113). Tout l'enjeu porte donc sur le caractère réellement dissocié ou non de l'économie en *pares* par rapport à l'économie en *pesos*.

7.2.3 Le problème-« capital » de la MonedaPAR

À cet égard, si la parité nominale du *par* et du *peso* facilite la fixation des prix, elle freine l'apparition de modalités d'application de la loi de la valeur différentes de celles qui régissent l'économie en *peso*. L'équivalence $1MPAR = 1ARS$ risque ainsi de réduire les avantages intrinsèques de la sécession monétaire, puisqu'on importe dans l'espace de valeur délimité par la MonedaPAR précisément ces valorisations des activités productives impliquées par l'échange inégal des quantités de travail concrètes qui défavorisent les membres de la MonedaPAR, de façon différenciée selon leurs caractéristiques de classe et de genre, notamment, dans l'économie libellée en *peso*.

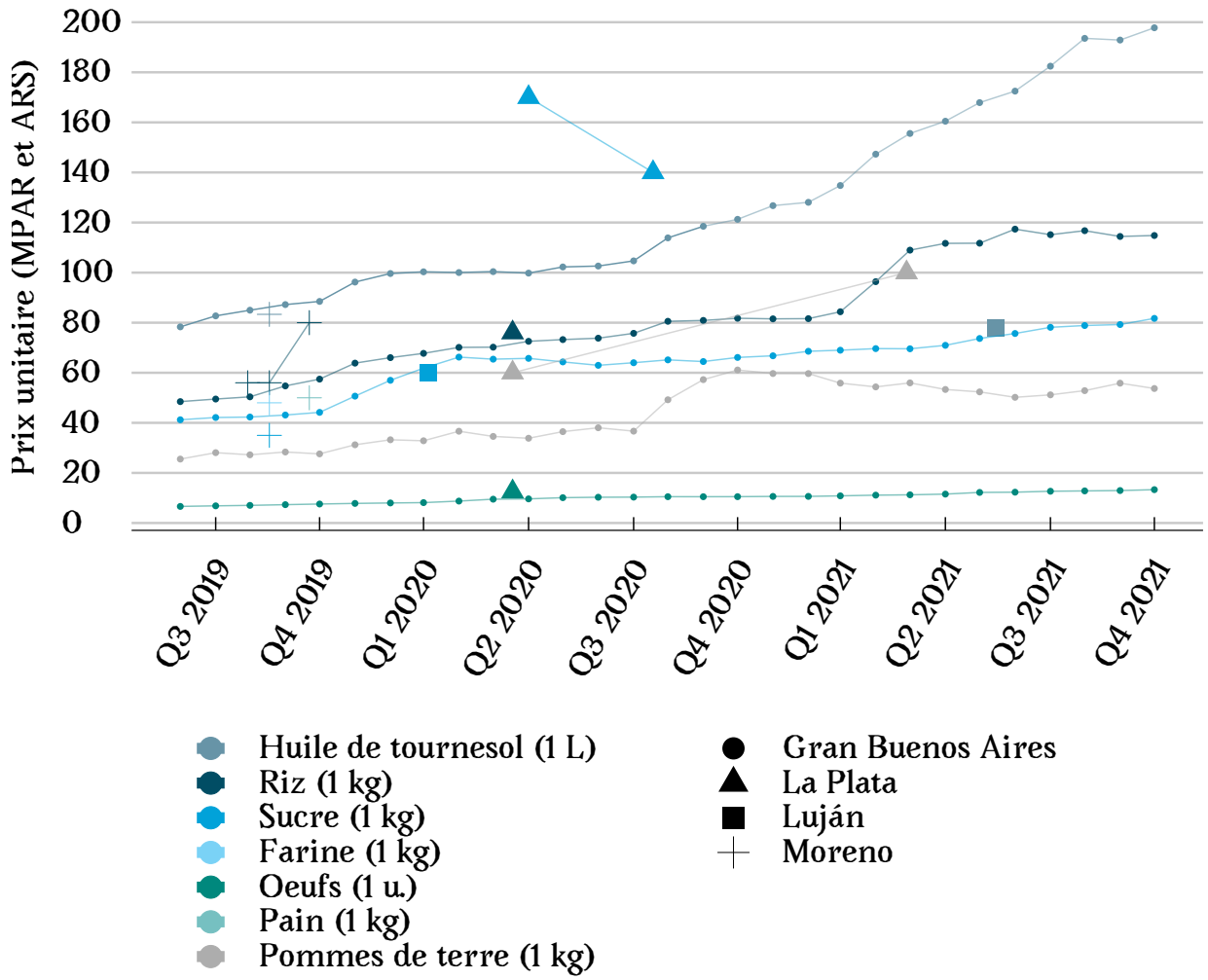


Fig. 7.9 - *Comparaison des prix en MPAR et en ARS de quelques éléments de la CBA (2019-2021).*

Source : élaboration propre à partir des prix accessibles sur les groupes WhatsApp des différents nœuds.

La récurrence des discussions visant à modifier le taux de change de la MonedaPAR et du *peso* peut se comprendre ainsi comme la perception de ce

problème d'un découplement uniquement partiel, incapable de réaliser toutes ses potentialités. Ainsi, Danilo, le référent de Guernica, propose en 2020 d'instaurer un taux de change local spécifique à son nœud : la MonedaPAR *fuerte* entretiendrait un rapport avec le *peso* de 1 à 100. Cela doit permettre de revaloriser la force de travail dévalorisée par les dynamiques affectant l'économie en *peso*[71]. En novembre 2021, à nouveau, les membres de La Plata discutent d'une proposition de Lucas, ce technicien en charge de l'infrastructure technique du réseau, de diviser par 100 les prix en *peso* pour obtenir les prix en *par*, soit de retirer deux zéros à la MonedaPAR. Cette proposition, dont Roberto se fait le relai, ne manque pas de susciter toute une série de réactions contradictoires. L'un note que la parité du *par* au *peso* en serait abandonnée, ce qui pourrait conduire à une diminution des prix libellés en *par* en « conscience » ; un autre met en avant les difficultés que cela représenterait à l'heure de calculer les équivalents en *par* des marchandises originellement vendues en *peso*[72]. L'idée, répond Roberto, est « de se découpler peu à peu [de l'économie en *peso*] ». Un troisième membre s'inquiète de la dévalorisation du *peso* mais accepte d'en discuter le principe. Tout l'enjeu, souligne Roberto, est « d'arrêter de penser en *peso* et de commencer à penser en *par* », ce à quoi une quatrième membre lui rétorque que les déséquilibres n'en seraient en rien résolus[73].

[71] Carnet de terrain, mai 2020.

[72] Ce qui constitue le lot d'un nombre important de prosommateur·ices, par exemple de ces coopératives agricoles et autres artisan·es commercialisant leurs produits tant en *par* qu'en *peso*.

[73] Groupe WhatsApp *ComParTir*, 16 novembre 2011.

Il est certain qu'une simple modification nominale du taux de change n'a pas de raison de se traduire nécessairement en une dynamique différente des prix en *par* par rapport aux prix en *peso*. Une telle dynamique autonome, dont la finalité serait de revaloriser la force de travail des prosommateur·ices, serait à même, pour ce faire, d'inverser de façon réelle l'échange inégal auquel ces dernier·ces sont sujet·tes dans l'économie en *peso*. Laisser intacte la parité maintient la MonedaPAR dans un rapport de complémentarité avec le *peso*. Or, la possibilité d'une application différente de la loi de la valeur reste dans ce cas purement virtuelle et, avec elle, l'intérêt matériel de la sécession monétaire. Pour espérer avoir un impact réel, et ne pas être le véhicule de la reconduction « solidaire » des rapports de domination, une monnaie alternative doit devenir réellement concurrente de la monnaie de cours légal, et non seulement complémentaire (Saiag, 2016).

En même temps, c'est précisément ce caractère complémentaire qui permet à la MonedaPAR de connaître un développement, sans doute modeste, mais persistant. La parité facilite la fixation des prix tout en incitant des unités de production de petite taille mais produisant des biens et services essentiels, comme les artisan·es et coopératives de production d'aliments, à voir dans la MonedaPAR un nouveau marché dans lequel commercialiser leurs produits.

Une véritable quadrature du cercle apparaît : pour avoir un effet concret, il faut devenir réellement concurrent ; mais pour se développer et espérer avoir un effet concret, il faut rester complémentaire. Au final, la MonedaPAR se maintient dans un entre-deux, ni complètement autonome, ni complètement arrimée, mais toujours maintenue dans une situation de développement subordonné, ce qui constitue pourtant précisément la situation à laquelle les promoteur·ices souhaitent mettre fin.

On peut revenir sur les relevés de prix effectués dans les groupes WhatsApp de Boedo, Luján, Moreno et La Plata pour essayer de voir si les prix en *par* sont plus ou moins découplés des prix en monnaie de cours légal. En comparant l'évolution des prix de quelques éléments de la *Canasta*

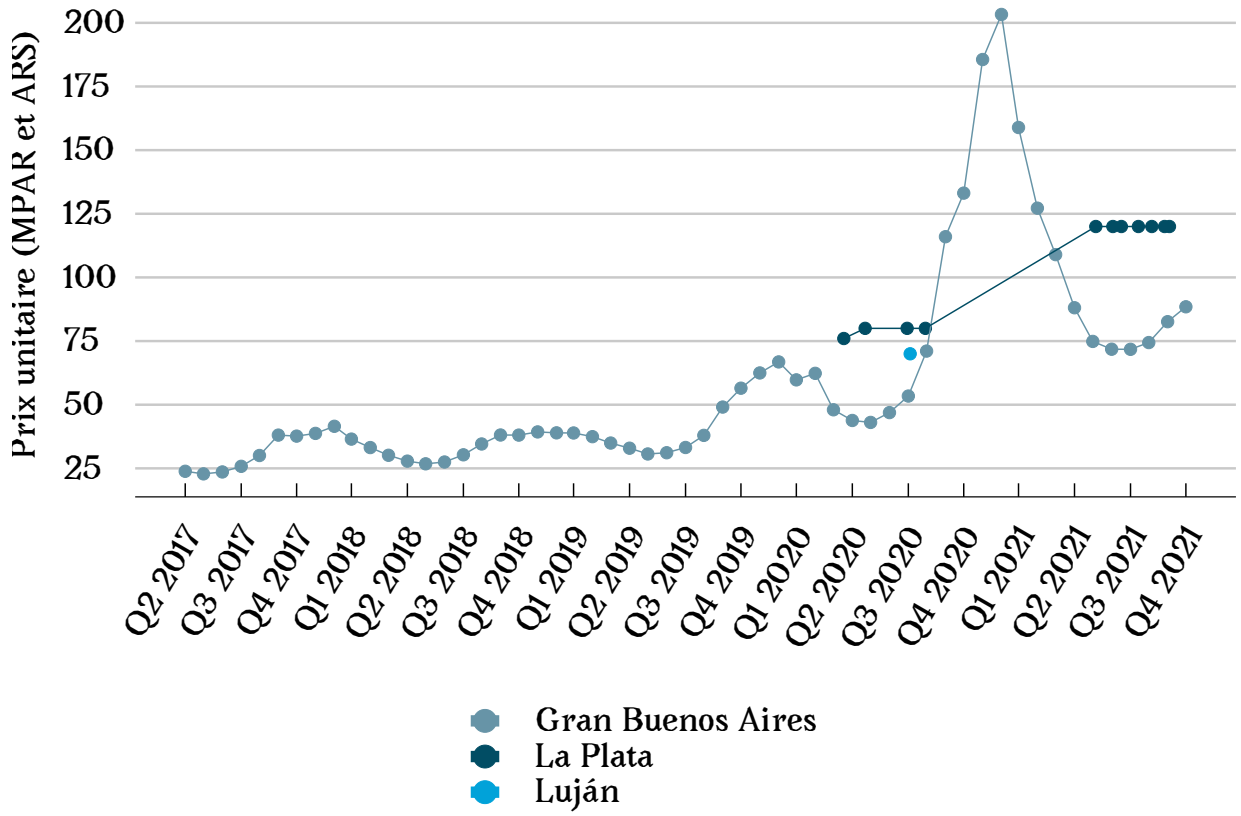


Fig. 7.10 - *Comparaison des prix en MPAR et en ARS d'un kg de citrons (2017-2021).*

Source : élaboration propre à partir des prix accessibles sur les groupes WhatsApp des différents nœuds.

Básica Alimentaria qu'on a repéré dans les différents nœuds, présentée sur le graphique 7.9 (en page 377), on peut constater que la situation est contrastée d'une marchandise à l'autre. Si l'une des deux mesures du prix des œufs est tout à fait alignée sur prix moyens pratiqués au même moment, d'après l'Indec, dans la province de Buenos Aires, la situation est inversée à Moreno, où les œufs en *par* sont plus onéreux qu'en *peso*. On peut en dire à peu près autant sur les autres biens. Les disparités nœuds à nœuds apparaissent souvent plus importantes, lorsque les données disponibles permettent de les calculer, qu'entre les prix en *par* et les prix en *peso*. C'est le cas par exemple du sucre entre La Plata et Luján. Les pommes de terre à La Plata sont plus chères de façon générale que leurs équivalents en *peso* mais les deux prix évoluent de façon conjointe.

Dans le nœud de Moreno, ces éléments de la CBA, lorsqu'ils sont présents, ne renvoient pas à une production de type *casera* ou artisanal, à l'inverse de Luján ou La Plata où un plus grand nombre de coopératives de production et d'artisan·es sont présent·es. Au total, il est intéressant de noter que c'est dans ce nœud que l'écart entre les prix en *par* et en *peso* est le moins grand : cette observation va dans le sens de l'idée selon laquelle c'est à la condition de ne pas être un simple nœud d'échange de marchandises acquises par d'autres façons à l'extérieur mais de posséder des capacités de production en propre qu'un désaccouplement de l'expression de la loi de la valeur en *par* par rapport à ce qu'il se passe en *peso* peut avoir lieu.

En même temps, comme le suggère déjà l'évolution en *peso* et en *par* des pommes de terre, si les niveaux peuvent différer, ce qui reflète

l'autonomisation des conditions de production en MonedaPAR, la dynamique est proche. La constitution d'un sous-espace de valeur protecteur de l'échange inégal ne semble que partiellement réalisée. On peut en voir un autre exemple sur le graphique 7.10 (en page 379), qui compare l'évolution du prix du kilogramme de citrons en *par* et en *peso* : l'évolution va dans le même sens. La MonedaPAR semble demeurer pour l'instant essentiellement une annexe de l'espace de valeur en *peso*, sans que ne se manifestent des dynamiques de bifurcation clairement perceptibles. De telles dynamiques constitueraient autant d'indications que le projet de protéger l'économie locale de ce qui apparaît comme des « ponctions » de la finance, mais qui est en réalité le simple fonctionnement normal de l'échange inégal résultant du fonctionnement de la loi de la valeur, est effectivement au moins partiellement réalisé, ce qui est loin d'être actuellement le cas.

On peut *a minima* noter que la variabilité des prix du kilogramme de citrons est moins forte, ce qui va dans le sens des observations de terrain, qui suggéraient que les prix en *par* sont plus « visqueux » que les prix en *peso*. On peut donc faire l'hypothèse qu'avec le temps et la déformation de la structure des prix en *peso*, la structure des prix en *par* en viendra à adopter un profil distinct par suite de transformations cumulatives, réalisant ainsi, au moins partiellement, la promesse d'autonomisation de l'espace de valeur en *par* par rapport à l'espace en valeur en *peso*.

On ne peut pas mesurer ici le taux d'utilisation des capacités de production. On peut cependant supposer qu'il a augmenté, puisque, de fait, une partie des membres se sont découvert·es de nouvelles activités productives tandis que d'autres, déjà engagé·es dans la production, comme les artisan·es et autres coopératives de production, ont trouvé dans la MonedaPAR de nouveaux débouchés. Le taux d'utilisation des capacités de production est une variable-clé pour juger de l'efficacité proprement économique de l'introduction d'une monnaie alternative. Le désaccouplement de la structure des prix relatifs en est une autre, comme le remarque déjà Saiag (2016) au sujet des clubs de *trueque*. La connaissance précise du prix du produit total, de sa décomposition entre consommations intermédiaires et valeur ajoutée, ainsi que de sa désagrégation en « branches », dont l'unité est définie par l'homogénéité de la marchandise associée, est un premier élément qui permettrait de calculer tant l'équivalent monétaire de l'heure de travail que le taux d'exploitation (disons : de surplus) du travailleur collectif dans la MonedaPAR. Disposer ensuite du volume d'heures effectivement travaillées ainsi que de sa structure en fonction des branches, voire des individus, constitue le second élément nécessaire à ce calcul. Sur cette base, on pourrait enfin estimer la potentielle inversion de l'échange inégal que permet l'introduction de la MonedaPAR. Il s'agirait alors d'évaluer dans quelle mesure réaliser des opérations commerciales dans une monnaie alternative autorise les producteur·ices direct·es à revendiquer une portion plus grande de la valeur de leur production.

Bien sûr, ce calcul n'a de validité que du point de vue des dimensions réelles et nominales des variables économiques. Une toute autre question est de savoir si la MonedaPAR permet effectivement à ses membres d'améliorer leur niveau de vie, c'est-à-dire de disposer d'un plus grand nombre de valeurs d'usage. Le désaccouplement d'un espace de valeur alternatif rassemblant les unités de production pénalisées dans l'espace de valeur d'origine parce qu'elles sont moins productives que la moyenne peut conduire à des prix plus élevés qui ne reflètent pas tant une meilleure valorisation de l'heure de

travail que des conditions de production dégradées. Le taux d'exploitation ou de surplus pourrait bien être proche de zéro, si cela s'accompagne d'une productivité matérielle du travail plus faible, c'est-à-dire du nombre de valeurs d'usage produites par heure de travail, il n'est pas certain que le bilan d'ensemble soit positif du point de vue du niveau de vie des participant·es : cela dépend de si les sommes de valeur supplémentaires qu'ils peuvent retirer de leur activité font plus que compenser le niveau de prix plus élevé en raison d'un coût moyen de production, soit d'un temps de travail socialement nécessaire plus élevé.

De fait, l'objectif de réduction du taux d'exploitation, qui se traduit dans la volonté que les membres puissent disposer d'une partie plus importante de la valeur de leur production grâce à la délimitation d'un sous-espace de valeur relativement autonome, signifie aussi une réduction du taux de surplus, autrement dit une réduction des possibilités de reproduction élargie et donc d'expansion de ce sous-système de valeur. Même si elle parvient à être autre chose qu'une annexe du *peso*, reste que la MonedaPAR risque de demeurer purement confidentielle en vertu de la structure-même du projet de réforme du marché. En effet, la valorisation de la circulation s'accompagne d'une condamnation de l'accumulation ou thésaurisation. Accumuler, ce serait « profiter de la communauté » ou encore « retirer du pouvoir d'achat aux autres *pares* »[74].

[74] Groupe WhatsApp *Comunidad PAR Lateral*, 2 avril 2020.

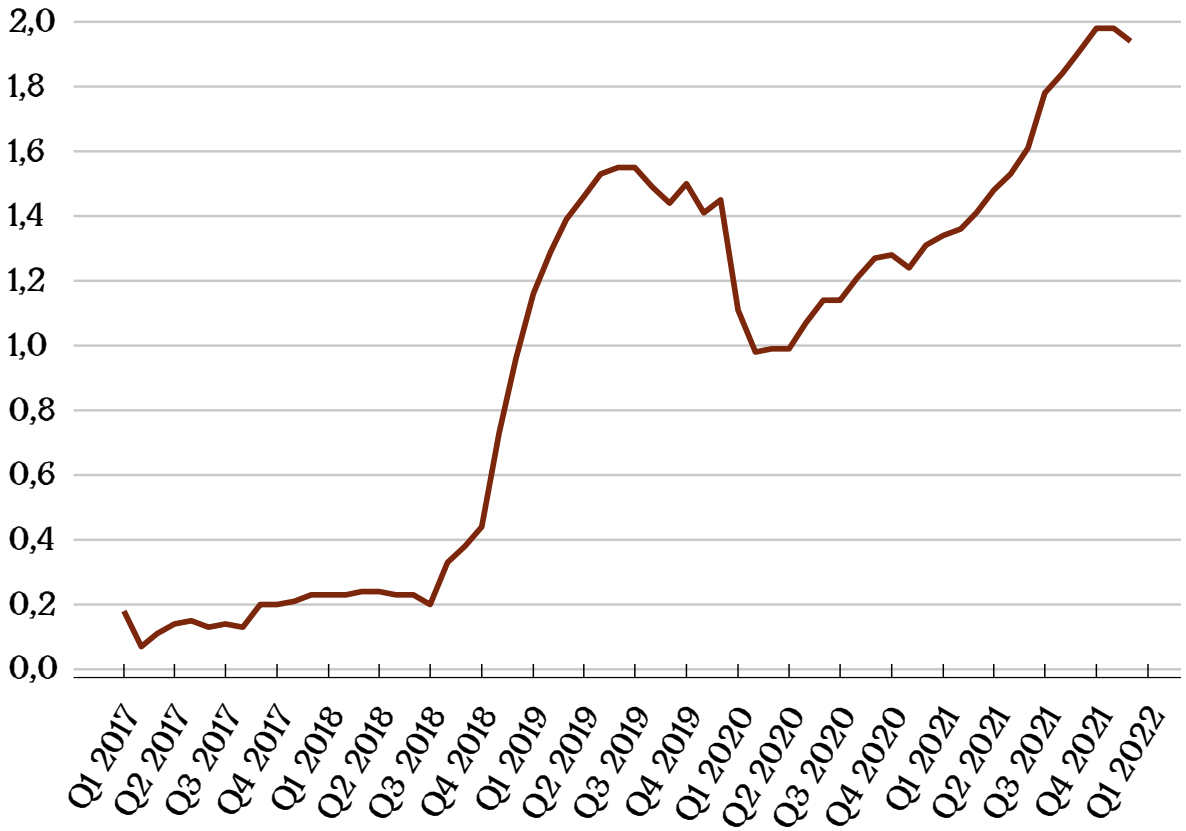


Fig. 7.11 - *Évolution de la vitesse de circulation de la MonedaPAR dans le crédit mutuel.*

Source : élaboration propre à partir des données de transactions de la MonedaPAR disponibles sur `https://bts.ai`.

Cependant, l'accumulation de capital sous l'aiguillon de la valeur est la source de la croissance du volume de valeurs d'usage, donc de l'amélioration contradictoire, partielle et limitée, mais existante, du niveau de vie. Les

expériences de monnaies alternatives partent du constat tout à fait juste de l'impact négatif de la loi de la valeur, à la fois inégalitaire, parce que le sous-développement des un·es est la condition du surdéveloppement des autres, et absurde, parce qu'elle conduit à la coexistence de capacités de production inutilisables dans les conditions de la rentabilité courante et de besoins sociaux insatisfaits. Mais, ensuite, tout se passe comme si elles tentaient « d'évincer l'action salutaire pour l'économie non organisée de la loi de la valeur, avec ses moins comme avec ses plus, [sans] remplacer de façon correspondante l'activité régulatrice de cette loi par une autre loi propre, de façon permanente » (Preobrajensky, [1927] 2021, p. 125). Preobrajensky (ibid.) a en tête une économie planifiée de façon non marchande et tente d'isoler quelle pourrait être cette autre loi régulatrice alternative à la loi de la valeur. Rien de tel dans les expériences de monnaies alternatives, puisqu'elles ne se proposent que d'atténuer les effets négatifs de la loi de la valeur en en modifiant les modalités d'application. Mais en en modifiant les modalités d'application, elles courent toujours le risque de perdre la source de ce qui fait la dynamique de croissance capitaliste sans proposer d'alternative.

Au fond, il n'y a pas de réel contre-modèle et, précisément parce qu'on récuse non l'accumulation de capital uniquement mais tout type d'accumulation en général, les possibilités d'extension élargie du sous-espace de valeur sont minces. De fait, il n'y a pas d'accumulation marchande non capitaliste : accumuler sur la base de la loi de la valeur conduit nécessairement au renversement de la circulation marchande simple dans laquelle l'argent n'est que la médiation tandis que la finalité est la valeur d'usage, en circulation de marchandises produits du capital : le circuit $M - A - M$ s'inverse en $A - M - A'$, la production de marchandises ne devenant plus qu'un moyen au service de l'accumulation illimitée de la (sur)valeur.

Marginalité et confidentialité, dans ce cadre, apparaissent bien le destin normal des monnaies alternatives, à moins que ne se constituent en leur sein des instances de centralisation du surplus, à l'image du *Fondo PAR*, qui représente en théorie les intérêts collectifs des prosommateur·ices du réseau. Encore faudrait-il ensuite décider d'aller consciemment et délibérément à l'encontre de la loi de la valeur. Mais cela supposerait d'aller à l'encontre de la version marchande des libertés individuelles à laquelle les prosommateur·ices restent attaché·es et que l'initiative collective, plutôt que privée, soit à l'origine de la mise en marche des activités de production, ce qui suppose un accord sur les fins et les moyens.

Du reste, sans aller jusque-là, considérer que le manque de circulant n'est pas tant que le symptôme et la manifestation d'un blocage de l'accumulation dont les causes sont ailleurs, mais bien la source de la crise conduit certain·es promoteur·ices des monnaies alternatives à présenter la vitesse de circulation de l'argent [75] comme l'une des causes du dynamisme des économies : « la vitesse de circulation peut être comprise comme l'efficacité avec laquelle une monnaie génère l'activité économique. » (De La Rosa et Stodder, 2015). Cet argument est très controversé, même pour d'autres partisan·nes des réformes monétaires [76]. Il permet à ses auteur·ices de fonder une nouvelle défense des monnaies alternatives : plutôt que de tenter de mesurer dans quelle mesure elles permettent d'augmenter le taux de capacités d'utilisation grâce à la diffraction des conditions de rentabilité résultant de toute sécession monétaire, plutôt que d'essayer de saisir dans quelle mesure cela conduit à une inversion de l'échange inégal et à une

[75] Usuellement, pour calculer par exemple la vitesse de circulation de l'euro, on rapporte un indicateur de la masse monétaire à une date donnée à la valeur nominale totale des transactions au cours des douze derniers mois. On peut lire cet indicateur comme une « mesure de l'intensité de l'utilisation de la monnaie » (Martignoni, 2016).

[76] Certes, il est tout à fait possible qu'une vitesse de circulation élevée ne soit qu'un symptôme d'une économie dynamique. Mais une telle vitesse de circulation peut aussi correspondre à des situations d'hyperinflation, c'est-à-dire à une configuration pathologique de l'économie, comme le montre Orléan (2007) dans son étude de l'hyperinflation sous la République de Weimar. En fait, la vitesse de circulation est, d'un point de vue marxiste, vide de tout contenu théorique univoque.

élévation du volume de valeurs d'usage disponible aux membres, il suffirait de comparer la vitesse de circulation des monnaies alternatives par rapport aux monnaies de cours légal pour en conclure à une supériorité des premières sur les dernières. En arrière-plan figure l'idée que la spéculation, donc la thésaurisation et l'accumulation qui caractérisent les monnaies de cours légal, en l'absence de tout mécanisme dissuasif ou favorisant explicitement la circulation, conduirait à une circulation plus lente des signes monétaires. Une partie croissante serait immobilisé sous forme de trésors ou de capital fictif.

Ces auteurs calculent ainsi une vitesse de circulation de l'euro en 2012 de 0,65 en rapportant le produit intérieur net de la zone euro à la masse monétaire M2, c'est-à-dire à la somme des billets et pièces de monnaies en circulation, des dépôts à vue, immédiatement disponibles pour les titulaires des comptes bancaires correspondants, ainsi que les dépôts à terme inférieur à deux ans et les comptes d'épargnes. Ils comparent alors cet indicateur au ratio de la valeur des transactions et de la masse monétaire en circulation dans un réseau monétaire alternatif, le RES Catalogne, qu'ils calculent pour l'année 2013 : la vitesse de circulation du RES étant de 1,56, soit plus deux fois plus rapide que celle de l'euro, les auteurs en concluent à l'efficacité des monnaies alternatives pour stimuler l'économie.

Mais il y a des biais. Lafuente-Sampietro (2019) montre que les deux auteurs rapportent le produit total du RES Catalogne au seul Produit Intérieur Brut, soit la somme des valeurs ajoutées brutes, omettant l'ensemble des consommations intermédiaires. La somme de la valeur des transactions d'une monnaie alternative ne correspond cependant pas au PIB mais au produit total, c'est-à-dire non pas à la seule somme des valeurs ajoutés, mais à la somme du prix total de la production. Or, lorsqu'on rapporte une partie du produit total de la France[77] à l'agrégat M2, celle-ci trouve une vitesse de circulation de l'euro de 2,68 en 2016.

La comparaison avec la vitesse de circulation de la SoNantes, une monnaie locale complémentaire française, inverse ainsi l'argument de de De la Rosa et Stodder : en 2018, la vitesse de circulation de cette monnaie est de 1,21, soit plus de deux fois moins élevée que celle de l'euro en France[78]. Pour calculer la vitesse de circulation de la MonedaPAR dans chacun des nœuds et dans l'ensemble du réseau, on rapporte la valeur totale des échanges sur douze mois glissants aux sommes monétaires mises en circulation, c'est-à-dire à la somme des autorisations de découvert et des balances positives des prosommateur·ices.

Le graphique 7.11 en page 381 donne l'évolution de la vitesse de circulation de la MonedaPAR dans le crédit mutuel, c'est-à-dire en excluant Escobar. On peut noter ainsi que la vitesse de circulation générale de la MonedaPAR est à son plus haut point nettement inférieure à la vitesse de circulation d'une monnaie de cours légal comme l'euro en France en 2016 : 1,94 contre 4,72[79].

Ainsi, faire de la vitesse de circulation la cause du dynamisme économique n'est pas seulement tout à fait discutable d'un point de vue théorique, elle est en plus une stratégie de défense inadéquate des monnaies alternatives. C'est précisément en raison de leur caractère d'annexe confidentielle des espaces de valeur exprimés en monnaies de cours légal que la vitesse de circulation y est plus faible. Il n'y a pas de logique d'accumulation, ni simplement marchande, parce que ce n'est pas possible, ni non capitaliste, parce que ce n'est pas le projet. Et pour cette raison, la part des consommations

[77] L'autrice n'utilise pas le produit total disponible dans les Comptes de la Nation, mais les résultats pour l'année 2016 de l'enquête ESANE de l'INSEE, qui compile les données comptables des entreprises localisées en France à l'exclusion de l'agriculture et de l'industrie financière et du secteur des assurances. Son estimation est donc une borne basse de la vitesse de circulation réelle de l'euro.

[78] Lafuente-Sampietro remarque enfin qu'il faudrait peut-être même utiliser l'agrégat monétaire M1 pour calculer la vitesse de circulation des monnaies de cours légal, c'est-à-dire la somme des billets, des pièces et des dépôts immédiatement disponibles. En effet, la philosophie qui sous-tend les initiatives de monnaies alternatives, à savoir qu'il n'est pas censé y avoir un volume d'épargne important, puisque l'un des objectifs premiers de ces projets est de se doter de moyens de paiement circulant le plus rapidement possible, de façon à activer les capacités de production inutilisées dans l'économie en raison d'une insuffisance de la demande. Si l'on fait à nouveau les calculs pour la France en 2016 sur la base de cette nouvelle définition du dénominateur de la vitesse de circulation, alors la vitesse de l'euro est encore plus rapide, puisqu'elle s'établit à 4,72.

[79] Par contre, elle est supérieure à la mesure de la vitesse de la SoNantes que calcule Lafuente-Sampietro, qui s'établit à 1,21 pour l'année 2018.

intermédiaires dans le produit total est faible, par comparaison aux monnaies de cours légal, ce qui explique leur vitesse de circulation élevée. Les échanges en MonedaPAR consistent d'abord et avant tout à valider et circuler de la valeur nouvellement créée, c'est-à-dire de la valeur ajoutée[80]. Le potentiel transformateur de ces expériences est alors d'autant plus limité que, si elles tentent de neutraliser les dynamiques de l'accumulation capitaliste, elles « ne fournissent pas d'alternatives pour l'acquisition des biens nécessaires au développement des unités de production associées, ce qui constitue une forte limitation lorsqu'il s'agit de penser au bien-être de leurs communautés et à la durabilité du système » (Orzi, 2010, p. 163).

Au total, en dépit d'un diagnostic erroné, situant dans le mouvement de l'argent la racine des crises économiques, la formation d'un sous-espace de valeur relativement autonome par le biais de l'implémentation d'une monnaie alternative peut en théorie effectivement contribuer à une augmentation du taux d'utilisation des capacités productives et réduisant ainsi l'absurdité de voir coexister invendus et besoins sociaux insatisfaits. Cette augmentation découle d'une diffraction des conditions de rentabilité, qui est en retour d'autant plus réussie que l'autonomisation de ce sous-espace de valeur est important, donc que la sécession monétaire est effective.

Mais cette perspective d'un protectionnisme monétaire protégeant les économies locales les plus défavorisées par l'échange inégal intrinsèque au fonctionnement de la loi de la valeur devient difficilement réalité, dans la mesure même où le développement d'une monnaie alternative suppose dans une large mesure sa complémentarité avec la monnaie de cours légal, ne serait-ce que pour faciliter tant la fixation des prix que la commercialisation des marchandises, et que cette complémentarité en retour constitue une contre-tendance bloquant la nécessaire autonomisation de ce sous-espace de valeur. Ce dernier tend ainsi à demeurer une simple annexe de l'espace de valeur d'origine. Quand bien même il parviendrait à intégrer verticalement un grand nombre d'activités, de sorte qu'un plus grand nombre de chaînes de valeur pourraient s'y développer, reste qu'en tentant de modifier les modalités d'application de la loi de la valeur qu'on considère à juste titre inégalitaires et absurdes, on se prive de ce qui constitue le moteur du dynamisme des économies capitalistes sans proposer d'alternative. On ne peut choisir entre les plus et les moins de la loi de la valeur, sauf à accepter de s'en tenir à la reproduction simple de la communauté monétaire dissidente. Confondre tout surplus avec le profit et toute accumulation avec l'accumulation de capital pour leur préférer la simple circulation des signes monétaires revient ainsi à condamner dans une large mesure les expériences de monnaies alternatives à n'être, sinon tout à fait, en tout cas au moins largement des sous-espaces de valeur confidentiels et marginaux, dont la relative expansion n'est le fruit que du volontarisme de quelques-uns sans dynamique endogène de croissance.

80 Il est intéressant de constater que celles et ceux qui, parmi les prosommateur·ices, mobilisent une proportion importante de consommations intermédiaires dans leurs activités de production estiment avoir besoin, de façon conventionnelle et approximative, de 50 % du prix de vente pour reconstituer la valeur de leur capital constant. D'après les données de l'INSEE, les consommations intermédiaires représentent également environ la moitié du produit total français. La différence dans ce cas vient d'une fait d'une part que les prosommateur·ices dont le capital constant représente une portion importante de leur coût de production total ne sont pas majoritaires, et d'autre part, qu'ils récupèrent la plupart du temps en *peso* les sommes correspondantes : ils pratiquent le « miti-miti », c'est-à-dire moitié du prix en *par*, moitié du prix en *peso*, car ils ne trouvent pas à se procurer généralement dans leur nœud de rattachement les consommations intermédiaires adéquates, de sorte que la valeur de ces dernières n'intègre pas la somme de la valeur des transactions en *par*.

7.3 Un système du compte et du paiement non marchand

Les analyses précédentes suggèrent que la MonedaPAR est un projet visant à abolir les contradictions propres à la production marchande tout en maintenant la production marchande ce qui limite son caractère alternatif. Les conseillistes [81] mènent précisément une réflexion sur ce qui pourrait constituer des principes régulateurs non marchands capable de se substituer à la loi de la valeur et d'opérer ainsi cette transformation qualitative de l'institution du compte et du paiement. C'est ce dépassement qualitatif de l'argent qui pourrait constituer son abolition. La constitution d'une nouvelle « mentalité calculatoire » (Bryer, 2019) associée à cette nouvelle comptabilité qui y serait associée représenterait une articulation entre conception marxiste et conception institutionnaliste du compte et du paiement.

[81] Les auteurs du document analysé, les *Grundpinzipien*, sont tous des hommes. En conséquence, l'accord reste au masculin. Cela ne veut évidemment pas dire que les organisations conseillistes sont exclusivement masculines.

Au-delà des conflits portant sur la définition des règles du jeu monétaire dans un cadre strictement marchand[82], les conseillistes suggèrent qu'un autre enjeu porte plus précisément sur la redéfinition des conventions comptables qui définissent le cadre dans lesquels ces conflits sur les règles du jeu peuvent avoir lieu. De façon tout à fait similaire, Richard et Rambaud (2021) soutiennent ainsi que ce qui définit en propre le capitalisme a moins à voir avec la propriété privée des moyens de production, l'existence d'un marché du travail, ou simplement des médiations marchandes à strictement parler qu'avec l'existence d'une véritable « constitution comptable internationale » (ibid., p. 166), qui implique les trois autres éléments habituellement mobilisés dans les définitions du capitalisme et qui contraint les capacités d'action des capitalistes, favorisant le caractère fonctionnel de leurs « erreurs pratiques ».

[82] Ce qui constitue l'objet de nombre de travaux relevant de l'analyse monétaire (Cartelier, 1995) ou de l'approche monétaire (Alary, Blanc et al., 2016).

Des principes régulateurs non marchands doivent résoudre trois problèmes : comment valider socialement certains biens et services comme utiles pour en justifier la production ; comment comparer les travaux concrets, donc hétérogènes, entre eux ; comment répartir les produits de ces travaux et, donc, vérifier que ce qui a été produit correspond bien aux besoins sociaux. Le premier problème est explicitement exclu de l'analyse des *Grundprinzipien* : la raison en est que cela relève bien plus d'une question politique qui ne peut trouver de solutions théoriques en dehors de toute construction pratique d'une société différente.

Sur ce point, ils se limitent à suggérer qu'une économie socialiste doit se fonder sur des coopératives de production gérées par des conseils d'unités, qui se fédèrent en branches de production – qu'ils dénomment « cartels » – elles-mêmes administrées par des conseils de branche et fédérées à leur tour par l'établissement d'un conseil des producteur·ices. Si les conseils d'unités et les conseils de « cartels » ont à charge respectivement le processus de production au niveau des unités de production et du « cartel », sur la base des informations sur les coûts de production individuels que fournit la statistique sociale générale, le conseil des producteur·ices déterminent les grandes orientations économiques, c'est-à-dire le Plan. Mais les conseillistes s'en tiennent à ces quelques remarques, qui découlent de l'idée marxiste selon laquelle le « travail associé » doit supplanter le « travail salarié ». Ils ne s'égarent pas à préciser les modalités de relations entre les différents conseils, les processus de prises de décisions et les orientations générales que le Plan

doit établir : ce serait, pour le coup, par trop « faire bouillir les marmites de l'avenir ».

Seuls les deux autres enjeux sont justiciables, d'après les auteur·ices du document, d'une analyse théorique. Il ne s'agit pas de prévoir le détail du fonctionnement d'une société post-capitaliste. À rebours des propositions des socialistes utopiques, on ne peut rien dire sur la matière, la chair, les nerfs et les muscles, pour ainsi dire, d'une société post-capitaliste. Cependant, sur la base-même de la connaissance du fonctionnement d'une économie capitaliste que fournit la critique de l'économie politique, on peut envisager l'ossature de ce qu'en serait une alternative post-capitaliste.

On présente donc en trois temps l'argumentaire des *Grundprinzipien* : en premier lieu, on expliquera pourquoi ils jugent nécessaire de réfléchir à la structure de l'institution socialiste du compte et du paiement et comment elle permettrait de résoudre la question de l'hétérogénéité des activités de production, c'est-à-dire de la mise en cohérence de la sphère de production, mise en cohérence qui se fait, dans le cadre du capitalisme, sous la forme de l'échange inégal (sous-section 7.3.1) ; en second lieu, on montrera comment ils envisagent la répartition de leurs produits entre les producteur·ices et la question du surplus permettant de réaliser ce que ne peut que difficilement réaliser une monnaie alternative de par sa structure-même, à savoir la reproduction élargie des conditions de la production (sous-section 7.3.2) ; enfin, on discutera de la fonction de cette statistique sociale générale établie de façon décentralisée qui est à même de se substituer au marché dans la mesure où elle remplit mieux les mêmes fonctions sans en avoir les travers (sous-section 7.3.3).

7.3.1 Le travail social moyen, unité de compte et moyen de paiement non marchand

Les thèses conseillistes s'opposent aux conceptions des deux courants de la social-démocratie. Entre les conceptions du courant réformiste, incarné par la Seconde Internationale socialiste, et celles du courant radicale, les bolchéviques, il n'existe pour eux que des différences de degré. Plutôt que de concevoir le communisme comme l'« association des producteurs libres et égaux » (Marx, [1867] 1993), les deux courants de la social-démocratie identifient socialisation et nationalisation et voient dans l'État l'élément central de la réorganisation de la vie économique. L'unique divergence porte donc sur les moyens : là où les bolchéviques envisagent d'abord une économie en nature[83], les partisan·es de la Seconde Internationale optaient plutôt pour une forme de socialisme de marché. Kautsky, en réaction à la thèse de von Mises ([1935] 1975) prétendant démontrer que le socialisme interdit tout calcul économique rationnel, en conclut à l'impossibilité d'une comptabilité centralisée fondée sur le temps de travail et à la nécessaire institution d'une monnaie socialiste, prolongeant les catégories économiques du capitalisme dans son modèle du socialisme.

83 Ces conceptions sont tirées des développements de ceux que les conseillistes appellent les « économistes naturalistes », parmi lesquels ils rangent Hilferding et Neurath, et auxquels on pourrait ajouter des auteurs russes tels que Tchayanov (Magnin et Nenovsky, 2020).

À rebours de cette fausse alternative entre économie en nature et économie « socialiste » monétaire, les conseillistes remarquent que tout échange décentralisée n'est pas nécessairement monétaire au sens de Marx ; que si un centre planificateur ne peut pas accéder facilement aux comptes des organisations d'entreprises, les travailleur·ses eux-mêmes connaissent leur propre comptabilité ; qu'en conséquence, l'alternative entre

économie en nature et économie monétaire réside dans l'acceptation du postulat du socialisme comme d'une économie centralisée. Dès lors qu'on opte pour la conception que se faisait Marx du socialisme comme « association », alors une comptabilité en heures de travail est tout à fait envisageable.

Ils se fondent notamment sur les *Gloses Marginales*, auxquels on fait aussi référence comme à la *Critique du Programme de Gotha* (Marx, [1875] 2008a). En 1875, les deux principales organisations socialistes allemandes fusionnent. Le projet de programme fait, selon Marx, la part trop belle aux thèses « étatistes » de Lasalle, qui incluent également l'idée que le socialisme doit permettre de restituer aux producteur·ices direct·es les « fruits intégraux de leurs travail », idée qu'on retrouve également dans les propositions des anarchistes réformistes comme Proudhon ou Gesell. Pour tenter de corriger ce qu'il perçoit comme une erreur théorique, Marx avance une esquisse de comptabilité socialiste, reprenant en partie la critique qu'il a faite des perspectives de ses contradicteur·ices « utopiques », au premier chef, les proudhonien·nes : il n'est ainsi pas pertinent d'identifier le socialisme avec la disparition du surtravail. Même en régime socialiste, il reste nécessaire de travailler plus longtemps que ce qui est strictement nécessaire pour assurer la reproduction individuelle des travailleur·ses. Il faut tout autant financer les « faux frais généraux » de la production et notamment l'assistance aux personnes qui ne peuvent travailler, le financement des services publics, etc.

Ce qui change est le point suivant. Dans une économie capitaliste, en raison de la contradiction entre travail privé et travail social qui découle de la structure marchande de la production, existe une dualité des mesures de la valeur qui empêche de pouvoir rapporter directement le temps de travail fourni à la rémunération que l'en reçoit en échange. Le calcul de l'équivalent monétaire de l'heure de travail est nécessaire pour pouvoir révéler l'ampleur de l'exploitation. À l'inverse, dans une économie socialiste les producteur·ices direct·es doivent connaître précisément la division de leur temps de travail entre travail nécessaire et surtravail. C'est pourquoi il faut trouver des modalités de coordination non marchandes entre unités de production, de façon à pouvoir réellement dépasser cette contradiction, et non simplement tenter de la contenir, comme dans les systèmes monétaires alternatifs qui opposent le Marché au Capital. Si l'on parvient à socialiser les travaux concrets en amont de l'échange de leurs produits, alors le rapport du surtravail et du travail nécessaire peut être immédiatement connu. Le surtravail, dans une économie socialiste, sert ensuite à financer services publics et droits sociaux généraux. En effet, à la différence des autres unités de production, la production de celles qui relèvent des services publics n'a pas de ratio d'échange : si elle est librement mise à disposition des travailleur·ses, il faut néanmoins la financer, ce qui suppose qu'il y a du surtravail. La « révolution sociale » doit surtout consister en le « rétablissement du rapport exact entre le producteur et son produit », et non en la disparition du surtravail en soi.

En fait, à la façon de Marx avec Proudhon, les conseillistes sympathisent avec les objectifs des socialistes utopiques, lointains ancêtres des expériences de monnaies alternatives, mais cherchent à fonder la « nébuleuse entraide mutuelle », qui est précisément « nébuleuse » faute qu'en soit précisée le fondement. Il ne suffit pas, selon eux, de proclamer le principe « exaltant » de l'association censé réaliser la fusion organique de la production et de la distribution des produits, encore faut-il préciser la base matérielle de cette

union. Bref, « l'égalité n'est pas un concept éthique », qu'on pourrait proclamer par décrets, il s'agit d'un « concept économique ».

C'est ce qui les amène à envisager l'heure de travail social moyen comme catégorie économique commune à la production et à la distribution. Le rapport entre le temps de travail réellement fourni et le temps de travail perçu sous forme de salaires doit être fixé. Les coopératives de production[84] auraient ainsi pour prérogative d'émettre des bons de travail en proportion du travail fourni par les coopérateur·ices. Comment font-ils pour dépasser la critique de Marx à Proudhon? Comment résolvent-ils véritablement la contradiction entre travail privé et travail social que les systèmes de crédit mutuel ne font que reconduire dans une perpétuelle fuite en avant?

On a dit que Marx ne critique pas en soi les bons de travail des socialistes utopiques. Au moment de la rédaction des *Grundprinzipien*, les conseillistes ne disposent pas de ces carnets de préparation du *Capital* que sont les *Grundrisse* (Marx, [1980] 2018), dont la diffusion a été beaucoup plus tardive. Ces carnets n'auraient sans doute fait que renforcer leur compréhension de Marx comme un théoricien du travail social moyen, catégorie économique fondamentale du socialisme. Ce que Marx reproche aux bons de travail des socialistes utopiques tient surtout à ce que ces dernier·es les introduisent sans toucher aux modalités de coordination marchande, qui renvoient à une économie où la réalisation des marchandises n'est jamais donnée *ex ante*. Or, dit Marx, vouloir rémunérer les travailleur·ses exactement à la mesure de leur temps de travail réellement fourni implique qu'il y ait une institution qui garantisse la réalisation de toutes les marchandises et, surtout, de marchandises identiques à des « prix » différents, puisqu'il n'y a pas de raison que toutes les marchandises soient produites dans les conditions moyennes[85].

Ainsi, la valeur, en tant que travail socialement nécessaire et en raison de la nature marchande de la production capitaliste, n'existe qu'en tant que moyenne et ne coïncide avec les prix effectifs que de façon purement accidentel. Les prix généralement ne reflètent ni les coûts de production moyens d'une branche, ni, par extension, les coûts de production individuels de chaque unité de production. Les socialistes utopiques font donc fausse route en pensant qu'il suffit d'introduire des bons de travail pour rétablir l'égalité entre les producteur·ices : ils sont obligés de présupposer que la dimension proprement marchande de la production est alors évacuée, par exemple, dans le cas de Proudhon, *via* l'instauration d'une Banque du Peuple censée garantir l'achat de la production de tous·tes les producteur·ices associé·es. Ce qui manque est un mécanisme permettant d'égaliser les heures de travail effectives, soit le coût de production de chaque unité de production, avec la moyenne pondérée de ces heures de travail, soit le coût social d'une marchandise donnée.

Prenant acte de cette critique, Kautsky en vient au constat de l'impossibilité pour un centre planificateur de réunir immédiatement toute l'information nécessaire au calcul du coût social des marchandises. Il en conclut à la nécessité d'un système monétaire socialiste plutôt que d'un système de bons de travail. Les conseillistes soulignent que cette comptabilité directement en temps de travail que ne peut connaître le centre planificateur qu'au prix d'un effort prolongé – et par ailleurs sans cesse à renouveler dès lors qu'avec le progrès technique les coûts de production moyens de chaque branche évoluent – , les unités de production en possèdent tous les

84 C'est la seule forme possible que peuvent prendre les unités de production, une fois que le « travail associé » a supplanté le « travail salarié » (Cukier, 2018).

85 Dans une économie capitaliste, la valeur, définie par le travail socialement nécessaire, c'est-à-dire la moyenne pondérée des conditions individuelles de production des organisations d'entreprises regroupées par branche de production, détermine le prix de marché effectif des marchandises. Mais d'une part, les circonstances particulières de la réalisation des marchandises, lorsque par exemple la demande sociale solvable excède la production, peuvent faire dévier les prix effectifs des valeurs théoriques. Et d'autre part, la structure même d'une économie marchande dirigée vers le profit implique que les prix de production vont dévier des valeurs théoriques en raison de la différence de structures des capitaux de branche : les branches qui nécessitent proportionnellement plus de capital constant que de travailleur·ses vont voir leur prix de production s'établir au-dessus de leur valeur de branche théorique. Ainsi, Marx situe dans la vente des marchandises l'origine d'une série de divergences — entre valeur de branche et prix de production, entre prix de production et prix de marché — qui débouche finalement sur la possibilité de voir apparaître des choses avec un prix, mais sans valeur, c'est-à-dire des choses qui ne sont pas reproductibles, pour lesquelles il n'existe pas, même théoriquement, une moyenne pondérée des coefficients techniques des organisations d'entreprise qui les produiraient, ce qui est le cas par exemple des œuvres d'arts.

éléments. Toute la question est de savoir comment les inciter à dévoiler leur information privée sur leurs coûts de production, de façon à calculer, produit par produit, en amont de leur échange final, le temps de travail social moyen nécessaire à leur production. Si l'on connaît en effet les coûts de production individuels, on peut alors calculer le coût moyen de production des coopératives réalisant le même produit.

Il faut trouver quoi faire des écarts entre les coûts individuels et le coût moyen. Sur ce point, les conseillistes ne se contentent pas de suggérer qu'il doit y avoir une tendance à la convergence vers la moyenne. L'existence nécessaire d'une dualité marchande des mesures de la valeur les amène à conclure à la nécessité d'une unification des mesures de la valeur à travers la catégorie de temps de travail social moyen : ce qui est le cas sous le capitalisme fonctionne dans une certaine mesure comme le négatif qui permet de proposer ce qui peut être l'ossature d'une économie socialiste. On peut de même observer que le capitalisme est nécessairement fondé sur l'échange inégal, qui implique que les entreprises les plus productives d'une branche donnée à réalisent une partie du surtravail des travailleur·ses des entreprises moins productives. Le négatif de cette situation est esquissé par la proposition des conseillistes, consistant à mettre en place un dispositif de redistribution en sens inverse, des unités les plus productives vers les unités les moins productives, de façon à garantir la reproduction simple de l'ensemble de la branche après chaque période de production.

Dans le cadre capitaliste, ces transferts vers les entreprises les plus productives aboutit généralement au rachat ou à la faillite, soit deux modalités de mises hors marché des entreprises les moins productives. C'est notamment l'origine de l'élévation contradictoire de la productivité du travail : il existe des incitations à innover – et à adopter les dernières innovations si l'on ne compte pas soi-même parmi les capitalistes innovant·es – qui résulte de la menace de la disparition. De la proposition des conseillistes, il ne faut pas en conclure que ces incitations sont absentes, ce qui reviendrait à associer de façon curieuse socialisme et stagnation. Leurs modalités changent : ce ne doit plus être la menace de la disparition qui doit inciter les unités de production à innover ; c'est au conseil des producteur·ices de décider si telle ou telle unité de production voire branche entière doit croître ou décroître, en fonction des besoins sociaux estimés et des objectifs politiques. Ce qui apparaît dans le capitalisme comme la loi aveugle du marché doit devenir ainsi le fruit de délibérations collectives et d'une gestion consciente des finalités et des moyens de l'économie.

Les équations suivantes sont les contre-parties dans cette économie post-capitaliste des équations de la section 7.1 (en page 336) pour une économie capitaliste. Les symboles grecs, plutôt que latins, sont là pour matérialiser le changement.

Les deux équations suivantes représentent le processus de production d'une coopérative i dans le cartel j. μ_i^j sont les moyens de production utilisés[86] parmi lesquels on peut distinguer entre les moyens de travail ϕ_i^j qui durent plus d'un cycle de production, soit les équipements, outils et machines, et les objets de travail psi_i^j qui sont intégralement consommés au cours du processus de production, soit matières premières et matières auxiliaires[87] ; η_i^j représente les heures de travail réalisées dans la coopérative i dans le cartel j[88] ; λ_i^j représente le « prix » de la production de la coopérative i du cartel j[89], soit son « chiffre d'affaire » brut, mesuré directement en heures

[86] Ils correspondent au capital constant de l'entreprise (ou de la branche) i dans une économie capitaliste c_i, qui se divise également entre capital constant fixe cf_i et capital constant circulant cc_i.

[87] Objets et moyens du travail sont les deux composantes des moyens de production. Cette distinction qui relève de la sphère de la production, est le fondement matériel de la plus usuelle distinction entre moyens de production fixes et moyens de productions circulant. Au sujet de la première distinction, Marx écrit « Matériau brut [*Rohmaterial*] et matières auxiliaires [*Hülfsstoffe*] perdent [...] la figure autonome sous laquelle ils sont entrés comme valeurs d'usage dans le processus de travail. Il en va tout autrement des moyens de travail proprement dits [*eigentlich*]. Un instrument, une machine, un atelier, un récipient, etc., ne servent dans le processus de travail qu'aussi longtemps qu'ils conservent leur figure [originelle] et entrent aujourd'hui encore dans le processus de travail exactement sous la même forme qu'hier. » (Marx, [1867] 1993, p. 198).

[88] Cela correspond au symbole h_i désignant les heures de travail fournies par les travailleur·ices de l'entreprise (ou de la branche) i.

[89] On met prix entre guillemets puisqu'à l'évidence ce ratio d'échange, qui correspond à la fois à la valeur individuelle l_i de l'entreprise (ou de la branche) i et à son prix de production p_i. Le prix est la déformation de la valeur sous l'effet de l'impératif d'égale rentabilité des différents segments de capitaux dans le capitalisme, impératif qui est nécessairement absent dans une économie post-capitaliste : la dualité des mesures de la valeur découlant de la forme marchande de la production est résorbée et unifiée. Le « prix » socialiste ne joue donc pas le même rôle que le prix (de production ou de marché) capitaliste du point de vue de la mise en cohérence des activités de production, d'une part, et de la production et de la circulation, de l'autre, ce qui justifie les guillemets. On parlera par la suite également de ratios d'échange (sans guillemets) pour renvoyer à ce « prix » socialiste.

de travail ; enfin, ce « prix » correspond à une certaine quantité matérielle de biens et services $delta_i^j$ produite par la coopérative i dans le cartel j :

$$\mu_i^j + \eta_i^j = \lambda_i^j \equiv \delta_i^j \tag{7.37}$$

$$\phi_i^j + \psi_i^j + \eta_i^j = \lambda_i^j \equiv \delta_i^j \tag{7.38}$$

En retirant les indices i, on obtient la représentation du processus de production au niveau du cartel j, où δ^j renvoie à la quantité matérielle de biens ou de services produite par l'ensemble des coopératives qui composent le cartel :

$$\phi^j + \psi^j + \eta^j = \lambda^j \equiv \delta^j \tag{7.39}$$

Les majuscules des lettres grecques dans l'équation suivante sont là pour signaler qu'il s'agit maintenant non plus de la représentation du processus de production micro- ou méso-économique, mais directement du processus macro-économique de reproduction sociale. Φ et Ψ représentent respectivement les moyens et les outils de travail, mesurés en heures de travail ; H est le temps de travail du coopérateur·ice global·e ; Λ est le « prix » global de la production[90] :

$$\Phi + \Psi + H = \Lambda \tag{7.40}$$

[90] Qu'on ne peut plus dire correspondre à un hypothétique produit matériel Δ puisqu'on ne se place plus au niveau d'un processus de production micro- ou méso-économique, caractérisé par l'homogénéité de la production.

Dans le cadre d'une économie capitaliste, la valeur ajoutée nette n'est que la forme que prennent nécessairement les heures de travail réalisées au cours de la période de production en raison de la forme marchande de la production. Dans le cadre d'une économie post-capitaliste, où la dualité des mesures de la valeur n'existe plus et, à strictement parler, la valeur non plus puisqu'elle est elle-même cette dualité (Tombazos, 1994), le temps de travail global H est la source du renouvellement du stock de moyens de production (reproduction simple) ; de l'addition de nouveaux moyens de production à ce stock (reproduction élargie) ; de la production de biens et services utiles qui ne font pas l'objet d'un échange *ex post* mais d'un financement *ex ante*, c'est-à-dire ce qu'on appellerait les services publics et la sécurité sociale et ce que les conseillistes appellent les entreprises publiques ou encore de « travail social général ». Elles s'opposent à ce qu'ils appellent les « entreprises productives » qui renvoient aux coopératives qui ne fournissent pas « gratuitement » leur production, c'est-à-dire les coopératives qui tirent les moyens de leur reproduction de l'échange *ex post* de leur production au « prix » fixé par l'équation (7.37)[91].

[91] Entre les deux se trouvent une troisième catégorie hybride de coopératives en transition : les entreprises « mixtes ». En transition, car il s'agit d'entreprises dont le coût de production, à la suite des gains de productivité découlant d'un usage rationnel et concerté des ressources, est presque devenu négligeable, ce qui les rapprochent des entreprises publiques, mais est encore suffisamment important pour justifier le financement de leur reproduction comme entreprises mixtes par l'échange *ex post* de leur production plutôt que *ex ante* comme les entreprises publiques. Si cette catégorie est cruciale pour les conseillistes d'un point de vue dynamiques, puisque l'augmentation de la productivité doit, d'après eux, conduire à une diminution du secteur des entreprises productives et une augmentation corrélative des entreprises publiques, on peut l'ignorer en raison des besoins plus limités du développement qui nous intéresse ici.

Ce dispositif de redistribution au sein des cartels des coopératives les plus productives vers les moins productives doit permettre la reproduction en l'état du cartel et contourner la nécessité tant des rachats que des faillites. Il fait intervenir le calcul non marchand du « facteur de productivité » de chaque unité de production. Il s'agit du ratio du coût individuel d'une unité de production donnée au coût social moyen du cartel. Le travail social moyen est le pendant socialiste de la catégorie capitaliste travail socialement nécessaire : là où cette dernière ne se manifeste qu'en moyenne, de façon purement accidentelle, le travail social moyen résulte de la jonction horizontale des

coopératives, qui se structurent alors en cartel en fonction de la nature de leur production et mettent en commun, au niveau du cartel, leurs comptabilités privées.

La clé pour dépasser la contradiction entre travail privé et travail social et résoudre l'hétérogénéité des travaux concrets sans passer par la sanction marchande, donc en amont de l'échange final des produits est l'idée selon laquelle il n'y a pas de « secret commercial » sous le socialisme. C'est cette dimension décentralisée du fonctionnement des bons de travail conseillistes comme unité de compte socialiste qui distingue le système des conseillistes tant des conceptions des théoricien·nes soviétiques, comme Strumilin ou Smet[92], du projet réformiste de Kautsky de construire un système monétaire socialiste combinant État fort et production pour la vente sur le marché ou, encore, des perspectives des socialistes utopiques qui envisagent des bons de travail dans un cadre marchand sans État fort, c'est-à-dire une petite production marchande simple, non capitaliste.

[92] Si ces dernier·es proposent alors alternativement des bons de travail ou des bons d'énergie ou encore une articulation des deux, les équivalences fondamentales sont définies de façon centralisée, soit précisément ce que les conseillistes rejettent (Tartarin, 1980).

Encadré 7.2 : Facteur de productivité et transferts intra-cartels

On calcule la productivité de chaque coopérative comme l'inverse de leur coût unitaire $\gamma_i^j = \frac{\delta_i^j}{\mu_i^j + \eta_i^j}$. $\frac{\gamma_i^j}{\gamma_i^j}$ est donc le « taux de productivité » de chaque coopérative, avec γ_i^j la productivité de la coopérative i et $\gamma^j = \frac{\delta^j}{\mu^j + \eta^j}$ la productivité moyenne du cartel. γ^j est la productivité moyenne du cartel et donc également l'inverse du « prix » à laquelle la production des coopératives du cartel est échangée, c'est-à-dire l'inverse du temps de travail social moyen. Ce « taux de productivité » est son « facteur de productivité », il permet de calculer les transferts entre le cartel j et une coopérative i donnée :

$$\bar{\gamma}_i^j = \frac{\gamma_i^j - \gamma^j}{\gamma^j}(\mu_i^j + \eta_i^j) \tag{7.41}$$

Cette coopérative i du cartel j échange sa production au « prix » commun à l'ensemble des coopératives du cartel j, c"est-à-dire à $\frac{1}{\gamma^j} = \frac{\mu^j + \eta^j}{\delta^j}$. Son « chiffre d'affaire » brut est donc, avec δ_i^j la quantité de biens et/ou services que la coopérative i produit :

$$\frac{1}{\gamma^j}\delta_i^j = \frac{\gamma_i^j}{\gamma^j}(\mu_i^j + \eta_i^j) \tag{7.42}$$

Son bilan total :

$$\bar{\gamma}_i^j + \gamma^j \delta_i^j = \mu_i^j + \eta_i^j \tag{7.43}$$

Si $\bar{\gamma}_i^j$ est négatif, cela signifie que la coopérative i est plus productive que la moyenne du cartel. $\gamma^j - \gamma_i^j$ dans (7.41) est alors négatif : la coopérative en question reverse au cartel les bons de travail qui lui reste une fois avoir budgété ses intrants pour la prochaine période de production, c'est-à-dire $\mu_i^j + \eta_i^j$. Cela finance les transferts du cartel vers les coopératives moins productives que la moyenne qui permettent d'équilibrer le budget de ces dernières.

On peut formaliser la proposition des conseillistes dans le tableau suivant, en faisant figurer les principales grandeurs pour d'un cartel constitué de deux coopératives 1 et 2, la première étant moins productive que la seconde, et sans distinguer les moyens et les objets de travail, rassemblés dans la catégorie μ.

Il manque ainsi 15 à l'entreprise 1 pour racheter l'ensemble des intrants et initier la prochaine période de production. Inversement, l'unité 2, plus productive, dégage, en distribuant sa production au prix en vigueur, un revenu additionnel de 15 qui ne lui est pas strictement nécessaire pour sa reproduction. Au niveau du cartel, le solde est toujours nul. De la même façon, dans le cadre d'une branche d'une économie capitaliste, le solde sera également nul. La différence, néanmoins, est que la redistribution se fait

Coopérative	Moyens de production μ_i^j	Heures de travail η_i^j	Coût de la production λ_i^j	« Chiffre d'affaire » de la production $cu^j \delta_i^j$	Quantités produites δ_i^j	Travail social moyen $\varrho^j = \frac{l^j}{\delta^j}$	Productivité du travail $\gamma_i^j = \frac{\delta_i^j}{\lambda_i^j}$	Transfert du cartel vers la coopérative $\varrho^j \delta_i^j - \lambda_i^j$
1	50	50	100	85	100	0,85	1	+ 15
2	50	20	70	85	100	0,85	1,42	-15
Cartel	100	70	170	170	200	0,85	1,18	-

Tab. 7.4 - *Coopération socialiste intra-cartel.*

dans l'autre sens, des régions les moins productives vers les régions les plus productives, ne résulte pas d'une décision consciente des produteur·ices associé·es mais du jeu des forces de marché et reste parfaitement indécelable. À rebours de ce que proposent les conseillistes, tout se passe comme si les entreprises les moins productives « finançaient » la plus-value extra de l'entreprise la plus productive par une réduction de leur taux de profit. L'introduction de la nouvelle technique de production dans une entreprise donnée dévalorise la production des autres entreprises.

Ici, le coût de production du cartel correspond au « chiffre d'affaire » du cartel, car il n'est opérée aucune retenue sur ce dernier. Les conseillistes notent, à la suite de Marx, qu'il est néanmoins tout aussi nécessaire d'opérer une telle retenue dans une société socialiste que dans une société capitaliste. À la différence des entreprises productives, les entreprises publiques « fournissent leurs services "gratuitement", ils sont à la disposition de tous, à la mesure des besoins » (GIK, 1930, 62, notre traduction), de sorte que la distribution des résultats de leur activité se fait « sans mesure économique » (ibid., 62, notre traduction).

Au niveau inter-branche, ce qui prévaut en régime capitaliste, est la tendance à l'égalisation des taux de profit de branche. Dans le cadre de la proposition conseilliste, puisque toute heure de travail vaut la même chose, il en découle une inégalité des « taux de surplus » des cartels. L'ossature d'une économie post-capitaliste s'obtient à nouveau comme par négatif de l'analyse par la critique de l'économie politique du mode de production capitaliste : là où prime, dans ce dernier, la tendance à égaliser les taux de profit des segments de capitaux, doit prévaloir la tendance à l'égalisation de la « valeur » des heures de travail, à la façon de ce que construisent les banques de temps, qui présupposent d'emblée d'une heure de travail ménager vaut une heure de soins dentaires. Il s'agit en quelque sorte de remplacer la péréquation des taux de profit des segments de capitaux par la péréquation des taux de rémunération des travailleur·es.

Ces taux de surplus correspondent à la contribution de chaque cartel au financement des entreprises publiques, qui ne facturent pas leur production *ex post* comme les entreprises productives. Les cartels qui emploient relativement plus de travailleur·ses en proportion des heures de travail que représentent leurs moyens de production ont ainsi un « taux de surplus » plus élevé que les cartels qui en emploient moins. Une telle situation de différentiels de taux de profit, dans une économie capitaliste, entraînerait des transferts de capitaux des branches mobilisant relativement plus de travailleur·ses que d'équipements et de matières premières et auxiliaires que la moyenne vers les branches qui en utilisent plus. Rien de tel ici, puisque c'est l'initiative collective, dont les conseillistes, prudent·es, ne décrivent pas les modalités, plutôt que l'initiative privée qui décide de l'ouverture et

la fermeture de coopératives ou de cartels, sur la base des besoins sociaux estimés.

Un tel mouvement n'a pas lieu d'être dans le cadre de la proposition conseilliste dans la mesure où l'affectation des moyens de production n'est pas réalisée en fonction du rendement de l'investissement. L'objectif des décisions de production n'est plus une rentabilité maximum du capital avancé, c'est-à-dire la production de survaleur, mais la production de valeur. On cherche ainsi à rendre toutes les heures de travail social directement égales. Il n'y a plus péréquation du taux de profit, mais péréquation des salaires horaires.

7.3.2 Des échanges défétichisés plutôt que l'aliénation par la vente

Si l'on s'en tient au concept institutionnaliste d'argent, il y a donc bien une institution monétaire de la société socialiste, régie par des règles du jeu spécifiques. Les coopératives de production émettent des bons de travail sur la base des déclarations des producteur·ices associé·es : parce que l'émission monétaire découle ainsi de la révélation de l'information privée sur les conditions de la production coopérative par coopérative, la catégorie de travail social moyen peut être calculée, au niveau du cartel, en amont de l'échange des produits du travail. C'est une différence majeure avec le travail socialement nécessaire qui, lui, ne se réalise qu'à travers le jeu des fluctuations permanentes du prix de marché et du prix de production de branche dans un cadre capitaliste. C'est ainsi en ce sens que la statistique sociale générale, qui recueille ces informations privées en amont de l'échange des produits, peut se substituer au marché comme modalité non marchande de coordination entre les unités de production. D'une certaine façon, le concept de travail social moyen est la contre-partie empirique du concept purement théorique, dans le cadre du capitalisme, de la « valeur de branche ». Il a une existence empirique précisément dans la mesure où l'impératif d'égale valorisation des segments de capitaux est remplacé par celui de l'égale rémunération des heures de travail : la dualité capitaliste des mesures de la valeur est en effet résorbée dans l'unicité de l'unité de compte socialiste. La disparition de cette dualité est la raison pour laquelle on ne peut pas parler des bons de travail conseillistes comme de l'argent au sens marxiste du terme.

La différence entre le schème conseilliste, d'une part, et les propositions anarchistes réformistes, précurseur·ses des expériences de monnaies alternatives, tient à ce que la modification de l'institution monétaire est explicitement le moyen de la modification des rapports de production, c'est-à-dire des modalités de coordination entre les unités de production. L'échange des produits, qui a toujours lieu, n'est plus de nature marchande dans la mesure où la socialisation des travaux privés et l'abstraction des travaux concrets a désormais lieu en amont de l'échange, au sein de la comptabilité commune du cartel qui consiste en des virements des coopératives les plus productives aux entreprises les moins productives. La décision de fermer certaines de ces dernières n'est plus le résultat « automatique » de méventes, c'est-à-dire des forces du marché « fétichisées », mais doit résulter des décisions du conseil du cartel. Ce dernier dispose, pour ce faire, d'une vision claire et précise, grâce à la statistique sociale générale, des écarts de productivité coopérative par coopérative.

Mais le travail social moyen ne se contente pas d'unifier en une seule comptabilité les coopératives dans la sphère de la production. Les conseillistes justifient également son utilisation en termes d'émancipation individuelle. Il s'agit non seulement de proportionner les volumes de moyens de paiement prenant la forme de bons de travail aux volumes d'heures effectivement travaillées pour pallier les risques de non-bouclage du système économique [93] mais encore cela permet de s'assurer que la répartition de la production sociale entre les membres de la société ne devienne un moyen de reconduction d'un nouveau type de domination d'un groupe sur un autre. Au « facteur de productivité » qui caractérise chaque coopérative par rapport aux autres coopératives du cartel correspond le « facteur de consommation individuelle » ou encore « facteur de paiement », qui doit permettre à chaque travailleur·se de connaître précisément le rapport entre son temps de travail total et ce qu'il perçoit, lorsqu'il déclare ces heures à la statistique sociale générale, sous forme de bons de travail.

[93] Ce type de dés-ajustements est la première condition formelle des crises des économies de type marchand (Marx, [1867] 1993).

Le socialisme pour les conseillistes n'implique pas en effet que l'on reçoive exactement la même quantité de temps de travail en rémunération que de temps de travail fourni. En effet, il existe des unités de production qui, déjà dans le cadre capitaliste, ne se financent pas à partir de la vente *ex post* de leur production, mais plutôt à partir de prélèvements obligatoires *ex ante*. Le facteur de consommation individuelle ou facteur de paiement donne la clé de la division de la journée de travail entre ce qui est reçu sous forme de rémunération, soit le travail nécessaire, et ce qui est utilisé pour financer le fonctionnement des coopératives publiques ou encore de travail social général. Le même taux s'applique en principe à l'ensemble des travailleur·ses. Pour le calculer, on défalque les heures de travail effectuées par les travailleur·ses des entreprises de travail social général des heures de travail annuelles. Les rémunérations réelles des travailleur·ses, qu'ils soient dans des coopératives publiques ou « productives » correspond à une fraction de leur temps de travail total.

Si l'on reprend par exemple les données des Comptes de la Nation utilisées dans la section 7.1 en utilisant l'équivalent monétaire de l'heure de travail qui est de $\sigma = 81,6$ euros par heure en 2018, on peut chiffrer pour le secteur marchand, l'analogue de ce que les conseillistes appellent les coopératives productives, l'équation (7.39) :

$$4\,462,0 + 23\,680,4 + 31\,556,0 = 59\,698,4 \; millions\; d'heures\; de\; travail \qquad (7.44)$$

Le secteur non marchand, l'analogue capitaliste des coopératives de travail social général des conseillistes, peut être représenté en appliquant l'équation (7.39) :

$$806,1 + 1\,857,7 + 11\,086,7 = 13\,750,5 \; millions\; d'heures\; de\; travail \qquad (7.45)$$

Les coopératives productives prélèvent sur la production annuelle mise à disposition pour les échanges, l'analogue du produit total marchand, l'équivalent matériel de $28\,142,4$ millions d'heures de travail. Reste disponible une masse de produits représentant alors $31\,556$ millions d'heures de travail. Les coopératives de travail social général prélèvent alors leurs moyens de

production, c'est-à-dire l'équivalent de $2\,663,8$ millions d'heures de travail. La reproduction des moyens de production tant des coopératives productives que de travail social général étant désormais assurée, ce qui reste du produit total annuel est destiné à la consommation individuelle, soit l'aspect matériel de $28\,892,2$ millions d'heures de travail. La question est alors de savoir ce que cela représente pour chaque travailleur·se.

Encadré 7.3 : Le facteur de consommation individuelle

Avec μ^{tsi} l'équivalent en heures de travail des moyens de production utilisés par les coopératives de travail social général au cours de leur processus de production, η^{tsi}, η^{p} et H respectivement le temps de travail des travailleur·ses de ces dernières coopératives, des coopératives productives et de l'ensemble des travailleur·ses, la formule du facteur de consommation individuelle est donc :

$$\rho = \frac{\eta^{p} - \mu^{tsi}}{\eta^{p} + \eta^{tsg}} = \frac{\eta^{p} - \mu^{tsg}}{H} \tag{7.46}$$

Sur cette base, la possibilité d'une reproduction élargie de type non capitaliste se fait par modification du facteur de consommation individuelle. Si le conseil général des producteur·ices décide d'étendre l'appareil de production de 10 %, alors il suffit de modifier le facteur de consommation comme suit pour dégager les ressources permettant cette reproduction élargie qui reste hors d'atteinte des expériences de monnaies alternatives en raison de leur opposition abstraite du Marché au Capital : $\rho = \frac{\eta^{p} - \mu^{tsg} - 0,1(\Psi + \Phi)}{H}$, avec Φ et Ψ respectivement les moyens de travail et les objets de travail utilisés au niveau de l'ensemble de l'économie.

Les conseillistes notent par ailleurs que le domaine des entreprises de travail social général a vocation à s'élargir, au fur et à mesure que les forces productives, libérées du carcan des rapports de production capitalistes, se développent. Une fois que le coût unitaire moyen d'une branche donnée, ou simplement d'une firme donnée, aura suffisamment baissé, le conseil de branche ou le conseil d'entreprise, selon les cas, pourra demander le rattachement de l'entreprise en question au secteur des entreprises de travail social général, qui mettent « gratuitement » leur production à la disposition de tous, et sont financées par des prélèvement obligatoires.

Progressivement, même dans le cadre d'une reproduction simple de l'appareil de production, le facteur de paiement individuel devrait donc diminuer, sans pouvoir disparaitre tout à fait puisque seules peuvent devenir des entreprises de travail social général les entreprises qui satisfont à des besoins généraux. Les conseillistes prévoient qu'il y aura toujours un reste, correspondant aux besoins particuliers et irréductiblement individuels des membres de la société. L'institution non marchande du compte et du paiement doit garantir aux individus la même marge de manœuvre que leur permet l'institution marchande du compte et du paiement. Ainsi, les conseillistes espèrent tracer la voie de la socialisation, un horizon régulateur qui doit orienter les efforts des conseils : faire en sorte que l'heure de travail individuelle joue de moins en moins le rôle de mesure de la répartition individuelle des produits communs.

Les conseillistes concluent en soulignant que « grâce à un tel procès de production et de répartition, il n'est besoin de personne pour déterminer la part du produit social qui revient à chaque consommateur individuel. On n'a pas affaire, ici, à une répartition qui découle de la production matérielle elle-même. Le rapport du producteur au produit réside dans les choses elles-mêmes et c'est justement à cause de cela qu'il n'incombe à personne d'allouer quoi que ce soit. C'est d'ailleurs là aussi ce qui explique qu'une telle économie peut se passer totalement d'un appareil d'État. Toute la production et toute la distribution se situent sur un terrain réel, parce que les producteurs et les consommateurs peuvent, précisément grâce l'existence de ce rapport, diriger et gérer eux-mêmes tout le procès économique » (GIK, 1930, p. 38).

Les travailleur·ses des coopératives productives ont donné $31\,556,0$ millions d'heures de leur temps ; dans les coopératives de travail social général, $11\,086,7$ millions d'heures, ce qui représente un volume global de $42\,642,7$ millions d'heures. Il n'en reste néanmoins que $28\,892,2$ millions pour la consommation individuelle. Du produit total de la force de travail, il n'en demeure donc qu'une partie équivalente à $\frac{28\,892,2}{42\,642,7} = 0,67$ % à la disposition de l'ensemble des travailleur·ses. Les coopératives ne peuvent donc pas payer à ces dernier·es le produit intégral de leur force de travail, mais seulement $0,68$ %. C'est le facteur de consommation individuelle : un·e travailleur·se travaillant 140 heures par mois ne recevra donc, sous forme de bons de travail, que $94,85$ heures dont il ou elle a ensuite tout loisir de décider de l'utilisation[94].

On peut poursuivre les élaborations des conseillistes sur la plus grande efficacité de la statistique sociale générale comme modalité de coordination non marchande se substituant au marché. En effet, dans le cas coopératives productives, les conseillistes rejettent tout mécanisme « de marché »[95]. Ce n'est pas simplement que la confrontation de l'offre et de la demande ne joue plus qu'un rôle secondaire de vérification que la production sociale

[94] On peut rapporter le « taux de surplus » correspondant au taux d'exploitation effectif en France en 2018 : $\frac{140}{94,85} = 147$ % contre $(1+s) = \frac{Q}{W_a} = 255$ %, avec la différence supplémentaire que, dans le schème conseilliste, l'ensemble des travailleur·ses est sujet au même taux de surplus là où le taux d'exploitation varie en fonction des individus selon leur rémunération horaire.

[95] Ils reprochent également aux économistes « naturalistes » comme Neurath de faire trop peu de cas de la répartition des produits, ou, plutôt, de vouloir en faire la seule responsabilité d'un centre de statistiques chargé d'établir des besoins individuels de consommation.

correspond bien aux besoins sociaux, c'est qu'elle a disparu tout à fait. C'est que, pour eux, le marché capitaliste est incapable , en raison des rapports de production inégalitaires qui le sous-tend, de fournir une mesure adéquate des besoins sociaux. La raison en est, d'une part, que tous les besoins sociaux ne sont, par définition, pas solvables; et, d'autre part, que l'objectif de la vente n'est pas de satisfaire à ce sous-ensemble solvable des besoins sociaux, mais plutôt de rémunérer convenablement le propriétaire du capital. À l'inverse, les besoins sociaux dans une économie post-capitaliste doivent être « solvables » – dans le cadre de ce qui a été produit – et les besoins sociaux directement estimés pour élaborer les plans de production des coopératives au sein d'un cartel donné ainsi que pour déterminer si tel ou tel cartel doit croitre ou décroitre.

Pour informer les coopératives de production des souhaits des consommateur·ices, ils s'en remettent à l'expérience russe des coopératives de consommation au cours de la RévolutionBolchévique mais semblent bien accorder au problème de la validation des activités de production considérées comme utiles une attention bien moindre qu'à la question de l'unité organique de la production, d'une part, et de la distribution, d'autre part, puisqu'ils se contentent de répéter l'idée générale du marxisme sans en préciser les modalités de sa concrétisation : « le communisme devra d'abord créer les organes à travers lesquels se manifesteront les désirs et les exigences des consommateurs. Ce que le capitalisme ne connaît pas, les besoins des travailleurs, devient pour le communisme, la ligne directrice de la production » (GIK, 1930).

On peut estimer que la tendance à la réduction des cartels rassemblant des coopératives productives dénotant des progrès de la socialisation des activités de production implique à terme une taille du problème nettement plus réduite que l'on pourrait sinon, à structure productive inchangée, envisager. Néanmoins, il reste qu'il semble y avoir là une dimension insuffisamment prise en compte. On peut s'appuyer sur une tentative de mise en pratique à grande échelle de cette société de coopératives qu'ils dépeignent : l'économie yougoslave à l'époque du titisme, étudiée par Samary (1988). S'il est resté traversé de contradictions[96], s'est posée de fait la question de l'instauration de mécanismes alternatifs aux mécanismes de marché pour permettre l'expression des besoins sociaux. Autrement dit, comment faire pour s'assurer que l'on produit les choses nécessaires, et en quantité et qualité adéquates ?

[96] Dont la principale est la contradiction entre le principe de la démocratie à l'intérieur de l'entreprise et le maintien d'un système de Parti-État unique, qui ne permettait pas la réalisation de l'autogestion à l'échelle nationale (Samary, 1988).

Dans la conclusion de son étude sur l'économie yougoslave, Samary (ibid.) écrit « le travail socialement nécessaire qu'analyse Marx recouvre en dernière analyse un triple jugement dont les mécanismes sont unifiés et cachés par le marché : jugement sur les coûts, jugement sur la demande, mais aussi, de façon imbriquée aux deux premiers, jugements sur les rapports sociaux "efficaces" pour la société donnée ». Elle note que « l'unité économique de la marchandise incorpore tout cela à la fois ». Dans la proposition conseilliste, qui ne connaît pas de marchandises mais uniquement des produits, l'un de ces trois jugements est identifié et isolé : la jonction horizontale, en cartel, et verticale, en filière, des comptabilités des coopératives permet de calculer concrètement le travail social moyen de chaque produit permettant de créer comme une carte des coûts de production. Le cas des coopératives de travail social général montre qu'il existe d'autres rapports sociaux « efficaces » que la livraison individuelle de la production et la dynamique de socialisation qu'appellent de leur vœux les conseillistes va dans le sens de l'extension de la livraison « gratuite », ou,

plutôt, financée par prélèvement obligatoires, à une partie de plus en plus importante des activités de production[97].

Reste à savoir comment isoler et introduire le jugement sur la demande. Samary remarque que si la crise de surproduction marchande menace toujours les sociétés capitalistes en vertu des contradictions liées à la production pour le profit, c'est bien plutôt la « mauvaise (sur/sous) production de valeurs d'usage et le gaspillage de travail humain » (Samary, 1988) qui menace la société socialiste[98].

En premier lieu, on peut remarquer que le principe d'une rémunération tendanciellement égale de chaque heure de travail améliore sensiblement la capacité des marchés des produits de consommation finale à capter les besoins sociaux. À la différence d'une économie capitaliste où les besoins solvables sont avant tout ceux des catégories sociales les plus fortunées (Féliz, 2011), puisqu'il faut compresser le niveau des salaires afin de pouvoir dégager des profits, dans le schème conseilliste, la répartition égalitaire du pouvoir d'achat doit en principe permettre d'exprimer de façon plus adéquate les besoins sociaux ne relevant de besoins génériques.

D'autre part, l'acte d'achat, tout en étant une façon d'exprimer le « jugement de l'usager-consommateur ou entreprise recevant un bien productif », n'est déjà plus, dans le schéma conseilliste, le « seul [et moins encore] le meilleur moyen de jugement ». La problématique de la réalisation des produits ne se pose pas, et c'est d'ailleurs pour cela qu'ils ne sont pas marchandises. La connaissance des coûts de production moyens de chaque branche est une socialisation des travaux privés alternative à la socialisation marchande, qui passe par l'acte d'achat des différentes activités. Ainsi, laisser les prix refléter une insuffisance de la production, soit que l'on produit trop, pas assez ou mal un produit donné, ne revient pas à réintroduire des échanges fétichisés d'équivalents, c'est-à-dire des échanges de marchandises.

Ce qui est inaccessible dans une société capitaliste est dans ce cadre parfaitement connu : les jugements sur les coûts et sur la demande ne sont pas imbriqués comme ils le sont dans la catégorie capitaliste de prix de marché. Les coûts de production moyens, c'est-à-dire le travail social moyen produit par produit, sont publics. C'est une différence avec ce qu'il se passe dans une économie capitaliste, où cette catégorie n'a pas d'existence concrète, et où la seule chose que connaissent les entreprises, au-delà des prix de marché, sont leurs propres coûts individuels de production.

L'écart entre le ratio d'échange effectif, le « prix », et le travail social moyen pour un produit donné peut ainsi fournir des indications précieuses sur l'inadéquation de la production sociale aux besoins dans le secteur des coopératives de production. « La hausse de prix libres ne doit pas nécessairement conduire à des investissements en ordre dispersé dans une branche "profitable" » (Samary, 1988) qui constitue le mécanisme capitaliste d'ajustement de l'offre à la demande (Tran, 2003b), puisque l'aiguillon de la production n'est plus le taux de profit. Comme le souligne Samary, cette différence peut au contraire « être prise en considération pour faire une étude spécifique de marché évitant l'anarchie des surproductions marchandes » (Samary, 1988).

Pour s'assurer que les bons de travail ne soient plus un moyen d'accumulation privée, on peut penser un mécanisme de transfert inter-cartel analogue à celui que proposent les conseillistes au niveau intra-cartel.

[97] Ils envisagent d'étendre ce mode de financement aux « conseils économiques et politiques, de l'assistance médicale, de l'enseignement, etc. [aux] transports des personnes [...] et à tous les produits palpables et mesurables » (GIK, 1930).

[98] « Plus que dans tout autre société, le socialisme exige des jugements de valeur sur la qualité du travail et sur sa quantité du point de vue du travailleur citoyen en tant que producteur et en tant que consommateur. Le risque peut être assumé collectivement. Mais il faut en même temps pouvoir rectifier les défauts, les erreurs, dégager du point de vue du système l'équivalent du "travail socialement nécessaire". La vérification de la qualité et des besoins effectivement satisfaits est indispensable » (Samary, 1988).

Une fois actée l'inadéquation de la production aux besoins sur la base de la constatation de différence entre les ratios d'échange et les coûts de production moyen de certains produits, cela impliquerait un transfert de fonds des cartels dont le bilan est positif sur les comptes des cartels débiteurs, pour en permettre la reproduction. Dans un second temps, des transferts d'actifs réels, sous formes de travailleur·ses de ces seconds cartels vers les premiers pourraient avoir lieu de façon à agrandir la production des cartels créditeurs et réduire celle des cartels débiteurs. L'unité de compte, ne pouvant plus être l'objet d'enjeux spéculatifs, demeure alors « un moyen de circulation, de vérification de l'usage effectif d'une dépense sociale » (Samary, 1988).

Cette réintroduction d'une forme de mécanismes marchands n'implique pas le retour d'un fétichisme de la marchandise, puisque les trois jugements imbriqués dans l'unité de la marchandise peuvent être isolés et distingués. On demeure ainsi dans le cadre d'une économie « monétaire » non marchande de production[99]. L'abolition de la monnaie capitaliste apparaît alors moins comme la disparition de toute unité de compte que comme l'enrichissement de l'information transmise au travers de l'unité de compte socialiste, qui rend public à la fois les « prix » et les « coûts », donc leur différence, information autrement inaccessible dans le cadre d'une production marchande.

Par ailleurs, ces mécanismes marchands limités peuvent constituer un moyen utile pour faire converger la valorisation sociale de chaque heure de travail, condition nécessaire et suffisante de l'égalisation des rémunérations horaires, que les conseillistes se contentent de postuler sans préciser les modalités permettant d'y parvenir. Plutôt que de postuler que chaque heure de travail vaut d'emblée la même chose, en laissant les ratios d'échange réagir à la confrontation du pouvoir d'achat global, de sa répartition et des besoins sociaux qu'identifient les consommateur·ices, on peut mesurer à la clôture de chaque période de production les avancées de l'égalisation de la valeur de chaque heure de travail, en générant à chaque période des informations précieuses aux conseils de cartels regroupant les coopératives productives.

À partir des écarts entre « prix » effectifs et travail social moyen, il est possible de calculer combien de biens et services manquent ou sont superflus : les conseils de cartels et le conseil général des producteur·ices disposent ainsi d'une mesure précise, en quantités matérielles de biens et services excédentaires ou déficitaires, pour prendre les décisions d'adaptation la production des cartels en fonction de l'état connu des besoins, là où, dans une économie capitaliste, toute cette information se résout à un différentiel de taux de profit, qui n'est pas en mesure de renseigner précisément sur l'ajustement de l'offre et de la demande à effectuer[100].

La possibilité de divergence des ratios d'échange effectif et du travail social moyen, qui revient à accorder aux coopératives productives une certaine liberté de fixation des « prix », se limiterait à renseigner ainsi à chaque période sur les positions respectives de la production et des besoins : les décisions de transferts de ressources d'un cartel à l'autre ou de réorganisation des coopératives, à l'intérieur des cartels, relèveraient uniquement de décisions des producteur·ices réuni·es en conseils plutôt que de résulter des transferts en ordre dispersé de capitaux à la recherche de la meilleure rentabilité d'une branche à l'autre, comme c'est le cas dans une économie capitaliste.

99 Bryer (2019) souligne qu'une telle économie socialiste, fondée sur la propriété collective des moyens de production et dépourvue de marché du capital, est en principe tout à fait capable d'allouer les ressources de façon rationnelle, à rebours de l'opinion de von Mises ([1935] 1975) qui conclue à l'impossibilité d'un calcul économique socialiste. D'une part, il note que l'efficacité informationnelle du marché du capital est à la fois sujette à débat (O'Neill, 1989) et que son efficacité allocative dépend des méthodes capitalistes traditionnelles de comptabilité (recherche du taux de profit maximum). D'autre part, la proposition des conseillistes augmentée de « marchés » pour les biens et services combinerait à la fois leur efficacité informationnelle (connaissance des ratios d'échange effectif) et l'efficacité allocative liée à la connaissance des coûts de production moyens.

100 C'est ce qui amèneBénicourt et Guerrien (2008) à conclure que les transferts de capitaux d'une branche à l'autre, guidés par les différentiels de rentabilité, n'ont pas les vertus harmonieuses et stabilisatrices dont la théorie néoclassique les pare.

7.3.3 La statistique sociale générale comme rapport de production

On l'a dit, Marx critique les « trafiquages monétaires » des réformateur·ices socialistes, prodigues en projets de transformation du système monétaire, mais fautif·ves, à ses yeux, de se donner une production marchande tout en tentant, contradictoirement, d'en contourner les conditions nécessaires. Il reconnaît que la configuration spécifique de l'institution monétaire capitaliste à un moment donné n'est pas neutre, puisqu'« il se peut que les différentes formes de l'argent correspondent mieux à la production sociale à diverses étapes » (Marx, [1980] 2018, p. 79). Cependant, « tant qu'elles demeurent des formes de l'argent et tant que celui-ci demeure un rapport de production essentiel, aucune ne peut abolir les contradictions inhérentes au rapport monétaire, elles ne peuvent au contraire que les représenter sous une forme ou sous une autre » (ibid., p. 79).

Ainsi, tant que l'argent reste un rapport de production central, il n'est pas possible de dépasser les contradictions inhérentes à toute production marchande et, en premier lieu, la première condition formelle des crises, à savoir la contradiction, toujours susceptible de devenir antagonique, entre marchandise et monnaie, c'est-à-dire entre travail privé et travail social. Indépendamment des causes spécifiques qui initient un retournement économique, celui-ci se manifeste toujours par une mévente généralisée. Si l'on suit cette idée, abolir la monnaie, c'est essentiellement faire en sorte que la monnaie cesse d'être un « rapport de production essentiel », ce qui suppose de lui substituer un autre dispositif, idéalement plus « performant ». Le système de prix effectifs de marché doit cesser d'être l'unique façon qu'ont les producteur·ices pour se rapporter les uns aux autres.

Plutôt que vers l'économie néoclassique, c'est du côté de l'école autrichienne qu'on peut trouver une description du fonctionnement du système des prix qui, malgré ses écueils et ses non-dits, peut être articulée à la conception marxiste de l'argent comme rapport de production[101].

Hayek insiste sur le fait que le système des prix permet aux agent·es de ne pas avoir besoin de beaucoup d'informations pour pouvoir élaborer leurs plans de production : « dès lors qu'un acteur économique découvre un ensemble de faits qui modifient son évaluation d'un produit, les effets de cette réévaluation se propagent dans tout le système, entraînant le prix du produit à la hausse ou à la baisse, sans que personne d'autre n'ait besoin de connaître les nouveaux faits » (Morozov, 2019, p. 46).

En d'autres, termes, si les prix transmettent une information, celle-ci portent surtout sur les positions actuelles des différent·es agent·es – souvent fondées sur des perceptions erronées du présent et de l'avenir – de tous·tes les agent·es économiques les un·es par rapport aux autres : tout se passe comme si le système des prix donnait « un cliché aérien d'une bataille militaire en cours » (ibid., p. 47). Ce cliché, évidemment, relaie une information, mais cette information n'est pas, comme l'interprètent à tort les auteurs néoclassiques qui tentent d'intégrer des idées hayékiennes dans leurs développements, une somme totale et précise de l'information privée sur les conditions de production et de circulation des marchandises circulant dans l'économie dont disposent les agent·es économiques qui prennent part à la bataille.

[101] Les néoclassiques tronquent les thèses hayékiennes. Ils développent une vision « informationnelle » du système des prix basée sur une lecture très sélective des textes de l'école autrichienne : « le système de prix [serait] le seul endroit où l'information peut résider » (Morozov, 2019, p. 46). Mais ce revient à traiter le « système de prix comme un simple "transporteur" d'informations et, ensuite, [supposer] qu'il est le seul transporteur dans le système capitaliste » (ibid., p. 46), ce qui n'est pas ce que dit Hayek et, avec lui, les théoricien·nes de l'école autrichienne. Pour un résumé des positions de l'école autrichienne et un historique des erreurs d'interprétation qu'en ont fourni les différents courants de l'économie informationnelle, on peut se référer à Thomsen (2002). Pour une discussion détaillée de la thèse hayékienne du marché comme phénomène d'auto-organisation, on peut lire Debray (2016).

C'est précisément cette pauvreté informationnelle du système de prix qui explique à la fois la défense du capitalisme par l'école autrichienne – contrairement au planificateur soviétique, il n'est nul besoin que les agent·es s'engagent dans une coûteuse tâche de récupération de l'information nécessaire à leurs calculs – et sa critique par l'école marxiste : le fétichisme de la marchandise et ses conséquences – perte de la mesure de l'exploitation, rapports entre producteur·ices objectifiés, impossibilité d'organiser la production sur la base des besoins sociaux, caractère cyclique du capitalisme – empêche la transmission d'un « cliché aérien » tout à fait adéquat ; et, même si le cliché était exact, en vertu de la nature compétitive des marchés, le problème de la coordination entre les agent·es n'en serait pas pour autant résolu.

Hayek traite en effet la question de la distribution de l'information comme une solution au problème de la coordination. Ainsi, il suggère par exemple que les variations des taux d'intérêt, à condition que le marché du capital-argent soit laissé libre de s'ajuster sans intervention extérieure, pourraient permettre de résorber ce caractère cyclique dans des limites acceptables et éviter ainsi les crises. Ces variations du taux d'intérêt distribueraient indirectement selon lui l'information sur les plans de production de l'ensemble des producteur·ices[102].

C'est ce qui amène Hayek à considérer que l'explication de ces dernières provient non du système de crédit en tant que tel mais de conditions contingentes qui font qu'il ne peut remplir adéquatement son rôle. Comme l'écrit O'Neill (1989), le problème peut cependant être résumé ainsi : « l'information dont un producteur doit être informé pour éviter la surexpansion de la production d'un bien n'est pas le niveau général de la demande de crédit, mais le niveau de la demande parmi les concurrents » (ibid., p. 207). Or, c'est la demande globale de crédit qui détermine le taux d'intérêt, « et non les demandes relatives dans les différentes industries » (ibid., p. 207). Ainsi, « une augmentation de la production planifiée d'un certain bien par un groupe de concurrents se traduira par une variation proportionnelle des taux d'intérêt uniquement si la variation de la demande de crédit par ce groupe est identique à celle constatée dans l'ensemble de l'économie, c'est-à-dire si les taux de variation de la demande de crédit sont uniformes dans toute l'économie » (ibid., p. 207). Ce ne peut être qu'un cas très particulier et parfaitement accidentel[103].

Ce raisonnement peut être généralisé aux autres marchés. L'information que fournissent les variations de prix est le rapport entre l'offre et la demande. Pour élaborer adéquatement leurs plans de production pour la période suivante, les producteur·ices ont besoin néanmoins d'une information qui leur reste inaccessible : la réaction de leurs concurrent·es. Faute de la connaître, réagissant tous·tes ensemble au même signal de prix, il n'y a aucune raison que des plans de production des producteur·ices élaborés indépendamment les uns des autres ne conduisent pas à une crise de surproduction, d'autant que l'augmentation de la demande de capital-argent ne peut pas jouer, comme Hayek le suggère, ce rôle. D'autre part, même s'ils disposaient de cette information supplémentaire qui ne passe pas par le système des prix, en vertu de la nature compétitive de toute société marchande, rien ne contraint les producteur·ices à ajuster leurs plans de production les uns par rapport aux autres.

102 Si une entreprise donnée constate une augmentation des taux d'intérêt, elle pourrait en déduire ainsi que ses concurrent·es prévoient d'étendre leur production, ce qui débouche sur une augmentation de la demande de crédit. Parce que l'intérêt financier se déduit des profits anticipés, l'expansion anticipée en serait ainsi freinée, et le cycle économique ne déboucherait pas sur une crise de surproduction.

103 Ainsi, « en supposant que les variations de la demande de crédit soient inégales, il est tout à fait possible que la surproduction se produise même si le système de crédit fonctionne de manière "satisfaisante", [de sorte que] le système de crédit ne communique pas les informations pertinentes. Pour cette raison, nous ne devons pas chercher à expliquer le cycle économique par un écart par rapport à un système de crédit idéal » (O'Neill, 1989, p. 207).

La critique marxiste de l'argent comme rapport de production essentiel d'une économie marchande est donc double : d'une part, en raison de la nature fétichiste des prix, le cliché aérien qu'il fournit est trop inexact ; d'autre part, même s'il était exact, le problème de la coordination entre les producteur·ices n'en est pas pour autant résolu (ibid., p. 209). Contrairement à une présentation standard de la critique marxiste du marché, celle-ci ne porte pas en réalité sur la supposée plus grande efficacité d'une allocation *ex ante* des ressources, assimilée au Plan, *versus* une allocation *ex post* des ressources telle que, supposément, l'effectue le marché. Selon cette présentation erronée de la critique marxiste, le problème résiderait dans l'anarchie de la production : une économie post-capitaliste serait à l'inverse capable « d'anticiper la demande plutôt que d'y répondre anarchiquement » (ibid., p. 201).

Si telle était l'analyse de Marx, elle serait proprement intenable. D'une part, « l'idée que l'on puisse se fier entièrement à la régulation économique *ex ante*, que l'on puisse planifier la production de telle sorte que la demande future soit toujours anticipée, n'est plausible que dans le contexte d'une économie statique et simple » (ibid., p. 201). En raison de la nature complexe et changeante des économies modernes, l'incertitude sur la demande et les ressources futures est la règle : il faut donc un « régulateur économique a posteriori, un mécanisme de rétroaction, qui permette d'ajuster les plans à la lumière des changements économiques imprévus » (ibid., p. 201). D'autre part, « il est faux de croire que dans une économie de marché, les acteurs se contentent de répondre, *a posteriori*, aux changements économiques » (ibid., p. 201). Au contraire, les entreprises planifient constamment leur production pour anticiper (et même façonner) la demande future.

La critique marxiste du marché peut être reformulée plus adéquatement comme une critique de la défense hayékienne du marché. « L'économie de marché n'est pas une économie sans plans » (ibid., p. 201), le problème n'est pas l'absence de plan mais que « le marché, en vertu de sa nature concurrentielle, bloque la communication des informations et ne parvient pas à coordonner les plans des producteurs » (ibid., p. 209). Abolir l'argent, c'est trouver une solution plus performante à ce double problème d'information et de coordination. La statistique sociale générale des conseillistes pourrait se substituer au système des prix dans son rôle de véridiction[104] et de coordination entre les producteur·ices[105].

Comme on l'a dit, les *Grundprinzipien* dépeignent une économie de coopératives de production émettrices de bons de travail. Cette émission de moyens de paiement remplit la double fonction de rémunération des travailleur·ses en proportion de leur temps de travail effectif et de formation d'une statistique sociale générale. Celle-ci est établie de façon décentralisée : il ne s'agit pas d'une économie de commande, à partir d'un centre en charge de la planification globale, mais il ne s'agit pas non plus d'une forme de socialisme de marché. Des produits circulent, mais ils ne circulent pas en tant que marchandise et, de la même façon, les moyens de paiement ne sont pas de l'argent au sens marxiste du terme, puisqu'ils ne font pas circuler de la valeur d'échange, bien qu'ils constituent de l'argent au sens institutionnaliste du terme, puisqu'ils permettent de compter et de payer.

Dans la proposition conseilliste, la statistique sociale générale donne à chaque instant le système des coûts de production ; elle renseigne les producteur·ices sur les plans de production des autres coopératives du

[104] Il s'agit de non pas de dire juste, mais dire le « vrai », le « vrai » de la demande, le « vrai » des coûts de production, autrement dit, le « vrai » de la valeur (Foucault, [1979] 2004), même si, finalement, comme on l'a vu, ce caractère « vrai » des prix est incomplet.

[105] On peut rajouter à ces deux problèmes un troisième qui est que le système des prix donne des prix à des choses qui n'ont pas de valeur, au sens où elles ne sont pas susceptibles d'être reproduites dans le cadre d'un processus de valorisation du capital, en commençant par la force de travail, qui n'a que la forme d'une marchandise imaginaire, mais également la terre et tout ce que les économistes orthodoxes appellent improprement le « capital naturel », les objets non reproductibles comme les œuvres d'arts, etc.

cartel ; enfin, elle introduit un mécanisme intra-cartel d'ajustement des plans de production les uns aux autres. Le « cliché aérien » est d'autant plus exact que la coopération se substitue à la concurrence : il n'est pas nécessaire à des producteur·ices donné·es de passer par la vente effective de leur production ou, plutôt, par une série d'actes de vente répétés, pour connaître leur position relativement aux autres producteur·ices du cartel et aux consommateur·ices. En effet, chaque coopérative connaît d'emblée son facteur de productivité. Celui-ci est connu car les coopératives, pour rémunérer leurs membres, doivent déclarer fidèlement les heures effectivement travaillées, ce qui donne lieu à une émission de moyens de paiement proportionnelle à ces dernières en fonction du facteur de consommation individuelle. Par ailleurs, chaque coopérative connaît en plus l'écart, positif ou négatif, qui sépare ses coûts unitaires de production du coût unitaire moyen.

De fait, les *Grundprinzipien* précisent la façon dont les relations intra-cartels entre les unités de production doivent avoir lieu – l'exact inverse de ce qu'il se passe dans une branche capitaliste, régie par la loi de la valeur. De plus, s'il apparaît qu'une coopérative réalise des excédents anormaux, compte tenu de son facteur de productivité et de la norme du travail social moyen de la branche, alors cela signifie simplement que son facteur de productivité a été sous-estimé. En réalité, cette coopérative est plus productive que ce qui a été anticipé. Une révision de son facteur de productivité et, par suite, un abaissement du coût de production moyen du cartel suffit pour rétablir l'équilibre. Si, à l'inverse, une coopérative a sous-estimé ses coûts unitaires de production, cela apparaît immédiatement, puisque le transfert de bons de travail venue des unités les plus productives du cartel ne lui permet pas de racheter les actifs nécessaires à l'initiation d'une nouvelle phase de production. Dans l'un ou l'autre cas, les écarts par rapport aux coûts individuels de production annoncés sont décelables par simple vérification comptable et ne peuvent donc perdurer.

Néanmoins, la proposition est peu disserte sur la façon dont les cartels de production s'articulent les uns aux autres. Dans une économie capitaliste, s'il n'est pas possible de comparer les branches en utilisant leurs productivités matérielles, puisqu'elles produisent par définition des biens et services de nature différente, donc non commensurables, la seule métrique autorisant une comparaison est le taux de profit (Carchedi, 1991) [106]. Dans le schéma conseilliste, le taux de profit n'est pas l'aiguillon de la production : il ne peut donc pas non plus servir de point de comparaison de la rationalité de l'utilisation des ressources des branches.

Ainsi, on peut suggérer, d'une part, que la seule métrique qui peut permettre de comparer les branches entre elles est donc non plus la péréquation des taux de profits, qui entraine l'inégalité des salaires horaires, mais la péréquation des rémunérations horaires, qui implique, comme nous l'avons vu, l'inégalité des taux de surtravail, puisque le facteur de consommation individuelle est par hypothèse le même pour toute heure de travail. Ainsi, ce que ne précisent pas les conseillistes, c'est que pour passer d'une situation où les rémunérations horaires sont différentes, à une situation où elles sont identiques, il est nécessaire également de modifier de façon itérative la structure des « prix », ou, plutôt des ratios d'échange des produits. Autrement dit, s'il y a bien une période de transition, son objectif spécifique est de travailler à développer les forces productives libérées du carcan de l'égale rémunération du capital de façon à rendre la valeur sociale de chaque heure de travail identique. L'égalité des rémunérations n'est donc

106 Il n'y a, en effet, pas de sens de comparer la productivité matérielle d'un verger, exprimée en nombres de fruits par heure de travail, et celle d'un atelier de menuiserie, exprimée en pièces de menuiseries fabriquées à l'heure. Ce problème, qui est celui de la comparaison de travaux privés hétérogènes, est résolu dans le cadre d'une économie capitaliste par la possibilité de comparer une branche à une autre en fonction de leur taux de profit.

pas le point de départ, mais ne peut être que l'implication de la rupture systématique avec la loi de la valeur (Bryer, 2019).

D'autre part, une fois que l'égalité des rémunérations des heures de travail est devenue économiquement viable, reste toujours la possibilité que les producteur·ices d'un cartel donné s'accordent pour surestimer systématiquement leurs coûts de production, de façon à réduire, unilatéralement et aux dépens de l'ensemble des autres cartels du système, l'intensité de leur travail. Il n'existe pas d'équivalent au niveau inter-cartels du facteur de productivité qui sert d'index de comparaison des coopératives d'un même cartel. Mais, dans le cadre d'une économie post-capitaliste, ce qui fait cependant commun à l'ensemble des cartels est qu'ils ont toutes un coût de production moyen et un ratio d'échange effectif. On peut donc les comparer en fonction des écarts qui apparaissent entre ces deux métriques. Un cartel qui pratique un coût social moyen trop élevé par rapport aux besoins sociaux verrait apparaître un écart négatif entre son travail social moyen et son « prix », signal d'alerte qui appellerait une « étude de marché spécifique » (Samary, 1988) pour en identifier les causes et prendre les mesures nécessaires. Par ailleurs, le conseil général des producteur·ices dispose d'une façon de discipliner les cartels en fixant des objectifs généraux de travail social moyen cartel par cartel dans le cadre d'une planification indicative et sur la base d'un objectif de quantités de biens et services à produire.

Ainsi, dans une certaine mesure, la possibilité de libre fixation des prix des cartels rassemblant les coopératives productives, en opposition aux coopératives publiques ou de travail social général, peut configurer ce « régulateur économique *a posteriori*, [...] mécanisme de rétroaction [permettant] d'ajuster les plans à la lumière des changements économiques imprévus » dont O'Neill (1989) souligne la nécessité pour toute économie complexe et soumise au changement technique, capitaliste ou post-capitaliste. Cette réintroduction limitée de mécanismes en apparence marchands permet ainsi de répondre à un point aveugle de la proposition originelle des conseillistes.

Dans cette perspective, on peut se demander comment ce rapport de production non marchand alternatif à l'argent peut éviter de s'ériger à nouveau, à la façon des prix fétichistes, en régent de la production et de la distribution des produits. De la même façon que les supposés « lois du marché » apparaissent comme des forces quasi-naturelles qui contraignent les actions des agent·es – ce qui est précisément ce contre quoi les membres de la MonedaPAR souhaitent effectuer leur *replanteo* de la valeur comme façon de reprendre la main sur les catégories économiques – ne peut-on pas imaginer que les producteur·ices soient à nouveau pris dans les « lois de la statistique sociale générale »? L'une des objections adressées aux *Grundprinzipien* revient justement à demander quels sont les gardes-fous qui empêcheraient à cet institut de la statistique sociale générale, chargé d'établir en continu la carte des coûts moyens de production de chaque branche, de se (re)constituer en organe centralisé dirigeant la production (Bourrinet, 2016). À la « main invisible » du marhcé se substituerait ainsi la main visible des statisticien·nes.

Dans une certaine mesure, les conseillistes peuvent sembler éluder la question en se contentant de remarquer d'une part que les tendances centralisatrices visant la captation du pouvoir sont la conséquence inéluctable

d'une nouvelle société qui reste, au moins dans un premier temps, marquée par les stigmates de l'ancienne, et d'appeler à la plus grande vigilance face à ces tendances. Cependant, ils notent également que, dans son principe, cette comptabilité générale n'est que cela, un institut d'enregistrement des flux de produits d'une entreprise à l'autre : « il est vrai qu'elle est le point central vers lequel convergent tous les rayons du processus économique mais elle n'a aucun pouvoir sur l'appareil économique » (GIK, 1930). Elle n'est en effet qu'une coopérative de travail social général parmi d'autres, dont « l'une des fonctions est de régler la consommation individuelle par le facteur de consommation individuelle » (ibid.). En particulier, « elle n'a aucune possibilité de diriger ou de gérer l'appareil de production et ne possède aucun droit de disposition de celui-ci » (ibid.), puisque ces tâches reviennent aux différents conseils des producteur·ices et des consommateur·ices : un début de réponse à cette question consiste ainsi à souligner que la fonction essentielle que remplit la statistique sociale générale tient à sa capacité de fournir l'information adéquate permettant de coordonner les plans de production des coopératives de façon rationnelle, soit, en un mot, qu'elle est l'opératrice de la défétichisation de la production et de la circulation, condition nécessaire mais non suffisante à l'institutionnalisation d'une économie post-capitaliste[107].

En fait, la statistique sociale générale présente certaines similarités avec la technologie moderne de la *blockchain*. Tout comme celle-ci, la comptabilité sociale générale est établie, non par un centre chargé de centraliser l'information pour la diffuser en retour aux agents, mais de façon décentralisée : chaque collectif de production se charge de déclarer ses coûts totaux et unitaires de production pour que le coût unitaire moyen de chaque produit puisse être calculé automatiquement au niveau de chaque cartel, les facteurs de productivité et donc les transferts intra-cartels des unités les plus productives vers les moins productives également. D'ailleurs, les collectifs de production, en déclarant les heures à la statistique sociale générale, reçoivent en retour l'autorisation de délivrer les bons de travail à leurs membres, compte tenu des heures réellement effectuées et du facteur de paiement, ou facteur de consommation individuelle, dont le niveau reflète les progrès de la socialisation de l'économie. Tout comme une *blockchain*, l'information est – en théorie – librement accessible par l'ensemble des agent·es du réseau. Elle est également infalsifiable, ou, tout du moins, les fausses déclarations sont immédiatement repérables et peuvent faire l'objet d'un correctif sur la base d'un consensus établi autour des règles à respecter pour faire partie du réseau. Enfin, la gouvernance sur la statistique sociale générale se fait, toujours théoriquement, de façon horizontale.

Si ce parallèle est accepté, alors on peut relire la réponse des conseillistes à la question de savoir comment éviter que la statistique sociale générale devienne un organe de gouvernement. Loin de conduire nécessairement à l'inflation incontrôlée des effectifs de la statistique sociale générale, celle-ci peut être ramenée à l'établissement d'un registre public décentralisé, alimenté spontanément par les agent·es du réseau. Leur incitation première à divulguer ces informations privées que sont la connaissance des données techniques est de se voir délivrer des bons de travail, d'une part ; et, de l'autre, de pouvoir reconstituer le stock d'actifs matériels nécessaire à la reprise de l'activité au cours de la prochaine période de production.

En d'autres termes, la fonction essentielle que remplit la statistique sociale générale tient à sa capacité de fournir l'information adéquate permettant de

107 Elle n'a pas de pouvoir de contrôle général, car « la base du processus de production et de distribution est une base matérielle à partir de laquelle toute la société peut contrôler entièrement l'ensemble de l'économie » (GIK, 1930). Ainsi, la comptabilité sociale générale apparaît d'abord comme un « point central, d'où l'économie ne peut être ni dirigée, ni administrée, mais d'où on peut en embrasser la totalité » (ibid.). Finalement, la constitution d'une unité organique de la production et de la distribution, le « fait que toute transformation de l'énergie humaine au cours du processus économique finisse par aboutir à un organisme qui l'enregistre » (ibid.) apparaît aux conseillistes comme « la plus haute synthèse de la vie économique » (ibid.) et une réalisation importante de la révolution sociale, en donnant aux producteur·ices l'information nécessaire à la conduite de leur vie commune, information déjà présente, mais jusqu'ici compactée de façon illisible dans les catégories économiques capitalistes de profits, de prix de marché et de coûts de production individuels.

coordonner les plans de production des coopératives de façon rationnelle. Elle est ainsi l'opératrice de la défétichisation de la production et de la circulation, condition nécessaire mais non suffisante à l'institutionnalisation d'une économie post-capitaliste. Morozov (2019) remarque que « lorsque les économistes autrichiens répondent aux défenseurs actuels de la planification centrale en notant que tout système non capitaliste – même un système ancré dans la puissance du *Big Data* – ne pourrait battre l'efficacité du système de prix que s'il créait également de nouvelles modalités de comportements et de cadres interprétatifs, ils n'ont pas tort » (ibid., p. 46). En d'autres termes, il faut constituer un ensemble de normes, de règles et de coutumes pour soutenir ces modalités de coordination non marchandes, de la même façon que le système de prix tire son efficacité du fait qu'« une grande partie de la complexité réelle de la concurrence est traitée et réduite ailleurs dans le système économique » (ibid., p. 46)[108]. Au-delà du dépassement de l'institution marchande du compte et du paiement se pose la question de la configuration d'une « mentalité calculatoire » non-capitaliste, dont on ne peut, à l'image de Bryer (2019), anticiper que l'ossature[109].

Puisque production et distribution sont organiquement liées en ce qu'elles possèdent la même catégorie fondamentale, plus personne n'a à allouer quoi que ce soit. Il n'y a pas de centre qui décide de l'échelle des salaires, de la politique des prix, des moyens de financer l'accumulation publique de capital visant à faire fonctionner l'État, les coopératives publiques et financer le système de protection sociale. L'unité de compte apparaît tout à la fois comme une garantie contre la domination politique et comme un dispositif permettant de rendre plus efficace la vie économique[110].

Ainsi, l'institution non marchande du compte et du paiement, soit l'unité de compte socialiste, est à la fois une nécessité économique, au sens où, en garantissant qu'à chaque bon de travail émis correspond un produit représentant une somme équivalente d'heures de travail social moyen, et une nécessité éthique. Le compte garantit à l'individu une autonomie vis-à-vis du reste de la société, tout en lui permettant de devenir réellement l'un·e des propriétaires collectif·ves des moyens de production.

Au total, les conseillistes décrivent ce que les institutionnalistes appelleraient une économie monétaire de production, au sens où elle est structurée autour de l'institution du compte et du paiement, mais que les marxistes préciseraient en ajoutant qu'elle est non marchande. S'il y a bien de la « monnaie » au sens institutionnaliste du terme, il n'y a pas d'« argent » dans sa conception proprement marxiste, puisqu'il n'y a ni échanges marchands, ni valeur : les quantités de travail effectivement réalisées sont socialisées non par l'échange d'équivalents, condition d'émergence concrète de la valeur, mais par la jonction des comptabilités privées des coopératives. On en déduira que l'argent au sens de Marx est une forme spécifique du concept institutionnaliste de monnaie. Ainsi, il n'est pas contradictoire de repérer dans l'histoire des sociétés humaines une quasi-universalité du compte et du paiement, tout en proposant l'abolition de sa forme spécifiquement capitaliste. D'où on peut aussi tirer une définition positive de l'abolition marxiste de l'argent : loin d'être simplement la disparition du compte en tant que tel, elle est sa transformation, et, plus précisément, sa défétichisation, de sorte que les ratios d'échange n'apparaissent plus comme des rapports entre des choses, mais bien comme des rapports entre producteur·ices. De façon équivalente, on pourrait dire que l'abolition de l'argent a lieu lorsque la forme fétichisée du compte cesse d'être un rapport

108 Morozov précise que, « premièrement, il s'appuie sur les normes, coutumes et règles plus larges du capitalisme, internalisées depuis longtemps par les participants au marché — par exemple, la compréhension que la réduction des coûts est une tactique importante pour survivre sur un marché concurrentiel » (Morozov, 2019, p. 46), ce qui réduit le champ des réponses potentielles et facilite la coordination sociale. Ainsi, « tant que la recherche de la rentabilité reste l'objectif primordial de l'ensemble du système, chacun sait à quoi s'attendre » (ibid., p. 46). Si cette condition n'est pas remplie, le système de prix perd immédiatement sa magie coordinatrice, « car les changements de prix deviennent illisibles, tout comme la photographie aérienne du champ de bataille devient inintelligible si l'une des parties professe soudainement le pacifisme » (ibid., p. 46). Si « le système de prix peut accomplir tant de choses avec si peu de moyens, [c'est] précisément parce que les acteurs économiques n'ont pas besoin de sortir un manuel ou de consulter leur thérapeute pour savoir ce qu'il faut faire lorsque les prix changent. » (ibid., p. 46).

109 Par exemple, ce qui précède suggère qu'elle elle doit prendre la forme d'une comptabilité dont l'objectif n'est pas la maximisation du profit individuel conçu comme le rapport d'un flux sur un stock, mais l'égale rémunération des heures de travail dans le cadre d'une satisfaction directe des besoins sociaux exprimés.

110 Un centre planificateur ne sait jamais exactement quelles peuvent être les conséquences de réserver telle partie de la production annuelle à un fonds d'accumulation visant à élargir l'appareil de production. Même la reproduction simple n'est pas garantie, puisqu'il ne peut connaître le niveau de consommation nécessaire dès lors que le rapport entre les producteur·ices et leur produit n'est pas explicite : l'agence de planification court toujours le risque de sous-estimer le niveau de consommation compte tenu des masses de biens et services produits.

de production, pour être remplacée par un autre mécanisme de socialisation des travaux effectifs.

Une statistique sociale générale pour la MonedaPAR Du point de vue technologique, la *blockchain* que la MonedaPAR utilise comme système d'exploitation pourrait esquisser les contours de la statistique sociale générale des conseillistes. En recensant les heures de travail réalisées des prosommateur·ices dans la production des différentes valeurs d'usage qu'on peut acquérir contre des *pares* et en émettant en proportion des *pares*, elle garantirait effectivement la disparation d'échanges de quantités d'heures de travail inégales.

L'hétérogénéité des heures de travail des membres de la MonedaPAR serait ainsi réduite en amont de l'échange effectif des valeurs d'usage. La dévalorisation des heures de travail féminines et/ou des membres des classes populaires pourrait ainsi être explicitement traitée et, si les membres de la MonedaPAR le souhaitent, neutralisée[111]. La seconde question, celle de la répartition des produits des activités de production, est déjà esquissée au sein de l'expérience, par exemple à travers la fixation d'une *Canasta Básica* en *pares* à Boedo grâce à sa collaboration avec le *Mercado Territorial*. L'émission des *pares* en proportion du temps de travail que les membres déclarent garantirait à chacun·e un pouvoir d'achat en raison directe de son implication dans la MonedaPAR[112].

Quant au dernier enjeu que doivent résoudre des mécanismes de coordination non marchand, à savoir la sélection des activités de production considérées comme socialement utiles, les membres de la MonedaPAR ont déjà, sans doute sans le penser comme tel, posé quelques jalons[113] : s'ils et elles sont capables de décider que les tâches d'administration internes des nœuds, des Cercles Thématiques et de la Coordination Nationale ou, encore, les services de livraison sont nécessaires, il ne semble pas y avoir d'obstacles infranchissables à étendre cette logique à d'autres activités de production.

Cela supposerait une standardisation des activités de production qui ont cours dans la MonedaPAR, de façon à pouvoir établir des cartels au sein desquels et entre lesquels les mécanismes de transferts entre unités de production envisagés par les conseillistes pourraient avoir cours. En délimitant les contours d'une accumulation non capitaliste, le problème-« capital » de la MonedaPAR découlant de la priorité unilatérale donnée à la circulation plutôt qu'à l'accumulation pourrait recevoir un début de résolution. Le frein qu'elle impose sur son développement serait ainsi progressivement levé sans que cela n'implique un renouveau de la différentiation marchande[114] des *Pares*, comme s'auto-dénomment parfois les membres de l'expérience.

Évidemment, cette standardisation de l'appareil de production n'est envisageable qu'au prix d'une actualisation profonde des perspectives politiques associées à la MonedaPAR. À l'image de la « nébuleuse entraide mutuelle », ce *replanteo* de la valeur que souhaitent effectuer les membres de la MonedaPAR ne peut recevoir une base rationnelle que s'il est fondé sur une unité de compte qui réalise l'articulation organique de la production et de la circulation et qui implique la reconnaissance de l'égalité de droit de toute heure de travail. Le degré de socialisation du travail que cela implique est alors en soi contradictoire avec les intérêts individuels immédiats des producteur·ices engagé·es dans des activités mieux valorisées socialement.

111 Voir la sous-section 6.3.2 en page 315.

112 On a vu à l'inverse au chapitre précédent, en particulier à la sous-section 6.2.1 en page 294 que les femmes, pourtant plus régulièrement actives que les hommes, en retirent moins de valeur.

113 Voir en particulier au chapitre précédent la sous-section 6.2.3 en page 306.

114 On peut se référer à la sous-section 6.3.3 en page 318 et, en particulier, à l'épisode rapporté par Saiag (2016) sur un début de crise de confiance éthique au sein du *trueque* causé précisément par les contradictions qu'implique la priorité unilatérale donnée à la circulation dans cette expérience monétaire alternative.

Il ne s'agit donc pas d'une simple question technique : de la même façon que les institutionalistes envisagent la configuration de l'institution monétaire comme un enjeu de luttes sociales, la redéfinition, à un niveau plus profond, du fonctionnement de l'unité de compte elle-même – modalités de coordination entre unités de production qu'elle rend possible – suppose un conflit entre groupes sociaux que les théoricien·nes n'ont pas à anticiper. On peut simplement remarquer que si la MonedaPAR entretient une certaine idée du « travail associé », celle-ci ne se développe pas sur la base d'une critique frontale et explicite du « travail salarié ». Les producteur·ices indépendant·es s'accommodent tout à fait de l'existence – réduite mais réelle – de rapports salariaux dans la communauté. L'association du travail se veut marchande. Pour les conseillistes, cette conception de la liberté individuelle favorise surtout les petit·es producteur·ices relativement mieux placé·es antérieurement dans l'économie en *pesos* : ce qui est reconnu comme ayant de la valeur est ce que ces dernier·es veulent bien reconnaître – par leurs achats et leur pouvoir de fixation des prix – comme « utile ».

Conclusion

Marx s'est appuyé sur les « erreurs pratiques » des capitalistes pour entreprendre une critique des conceptions théoriques des économistes politiques. L'articulation de l'interprétation unitaire de la valeur et d'une lecture de Marx comme comptable critique esquisse un dépassement d'un double écueil : d'une part, en donnant un contenu empirique aux catégories marxistes, elle permet de contourner des objections courantes, comme celles de Delphy, qui tendent à en faire des concepts à portée purement heuristique, ou encore, exclusivement qualitatifs (Milios, 2009) ; d'autre part, en précisant la relation entre catégories marxistes et catégories comptables usuelles comme une relation de primauté explicative, les premières explicitant la théorie de la valeur implicite dans les secondes, elle complète l'opérationalisation de la théorie marxiste.

L'équivalent monétaire de l'heure de travail est la clé de conversion qui unit les deux mesures, immanente et externe de la valeur. Il permet de passer du niveau agrégé du ou de la travailleur·se global·e aux distributions des taux d'exploitations, qu'elles soient sectorielles ou individuelles. Les inégalités de revenu sont des inégalités de taux d'exploitation. Grâce à ce coefficient, il devient possible de convertir la hiérarchie des rémunérations horaires en une échelle des taux d'exploitations. On ne rajoute en soi aucune information nouvelle, mais on présente différemment l'existant, à ceci près qu'on peut alors calculer, pour tout volume donné d'heures travaillées, le niveau de revenu correspondant à un taux nul d'exploitation, soit le niveau de revenu au-delà duquel l'individu ou le secteur verse moins au fonds productif de la société sous forme d'heures de travail qu'il n'en retire sous forme de rémunération.

Ce point permet notamment de réintégrer dans l'analyse le cas du secteur non marchand, qui est exclu de la mesure des agrégats utilisés pour calculer le taux d'exploitation. S'il existe des objections au concept de « valeur non marchande », il n'en découle pas que les prélèvements obligatoires représentent un prélèvement net de la sphère non marchande sur la sphère marchande. Il faudrait encore montrer que les travailleur·ses du secteur non marchand reçoivent plus du fonds productif de la société sous forme de rémunérations qu'ils n'y versent sous forme de quantités d'heures travaillées (et validées politiquement *ex ante*). Autrement dit, il y a un flux en sens inverse, auquel on peut, grâce à l'équivalent monétaire de l'heure de travail, imputer un équivalent monétaire pour le comparer au flux des prélèvements obligatoires finançant ce secteur.

On peut en résumer quelques apports théoriques. D'une part, la distinction entre les trois groupes de travailleur·ses selon l'usage final de leur production permet de concevoir qu'une partie des profits sont enregistrés comme des salaires dans les comptes nationaux, ce qui correspond à l'idée de Kalecki selon laquelle les capitalistes gagnent ce qu'ils dépensent tandis que les travailleur·ses dépensent ce qu'ils gagnent. L'essentiel de la demande agrégée prend ainsi sa source dans les décisions d'investissement et de consommation des capitalistes, qui « produisent » leur revenu à mesure de leurs dépenses. Cela permet également de concevoir que le seul coût réel au niveau de la classe capitaliste se résume à la consommation de capital fixe, c'est-à-dire à la facture salariale dont ils doivent s'acquitter s'ils souhaitent éviter un déclin de la valeur de leurs actifs.

Par ailleurs, l'équivalent monétaire de l'heure de travail permet de contourner l'opposition entre rapports commerciaux et rapports salariaux pour malgré tout calculer des taux d'exploitation individuels. Dès lors que l'on va non plus du travail vers la valeur, mais des grandeurs monétaires vers les quantités de travail, on peut mesurer l'exploitation des travailleur·ses indépendant·es dont l'exploitation n'a pas lieu au sein de l'unité de production, mais passe par des prix de marché inférieurs à la valeur totale de leur production. On peut prendre ainsi la mesure du « salariat déguisé » (Banaji, 2010, p. 146). Cela permet également de concilier la thèse marxiste de l'unicité du taux d'exploitation agrégé et le fait de l'inégalité des revenus, qui correspondent à autant d'intensités différentes de l'exploitation[115].

L'avantage théorique est double. D'une part, on peut concevoir que « le capitalisme fonctionne à travers une multiplicité de formes d'exploitation *basées* sur le travail salarié » (ibid., p. 145), c'est-à-dire que le travail salarié n'est pas une forme d'exploitation capitaliste parmi d'autres possibles[116]. D'autre part, cela autorise une nouvelle réduction, non plus des formes individuelles spécifiques d'exploitation à la forme fondamentale du travail salarié, mais encore de cette dernière à la formule générale de l'exploitation : l'existence d'une différence entre le temps de travail total et le temps de travail qui rémunère effectivement les producteur·ices.

Reste que ce mode de calcul du taux d'exploitation et de l'équivalent monétaire de l'heure de travail pose plusieurs questions, qui sont autant de prolongements possibles de l'approche comptable et unitaire ici avancée.

En premier lieu, le caractère conventionnel des catégories de la comptabilité nationale implique une série de difficultés, dont la première est le caractère fragile de la comparaison des taux d'exploitation de branche lorsque la différence entre volume mesuré et volume effectif d'heures travailleur·ses n'est pas la même d'une branche à l'autre[117].

Par ailleurs, la consommation de capital fixe est calculée par l'INSEE sur la base de la méthode de l'inventaire permanent : il ne s'agit pas de l'agrégation des déclarations de chacune des unités de production quant aux amortissements de leurs équipements. Même s'il en était ainsi, Delaire et al. (2011) montrent comment la législation fiscale peut fausser les pratiques d'amortissement en introduisant la possibilité d'un sur-amortissement des équipements des branches agricoles, notamment des tracteurs, que les agriculteur·ices peuvent amortir beaucoup plus vite que leur durée de vie économique utile normale. Cela leur permet de déduire de leurs profits des sommes plus importantes et fonctionne comme une politique de subventions déguisées au bénéfice du secteur agricole : « l'exonération des plus-values (différence entre le produit de la vente d'un bien amortissable et sa valeur comptable), associée à l'option de l'amortissement fiscal dégressif sur une durée plus courte que celle de l'obsolescence réelle du bien, accentue le "raisonnement fiscal" de l'investissement, tant à l'achat que durant son utilisation » (ibid.). La conséquence de ce « raisonnement fiscal » de l'investissement est la constitution d'un parc de tracteurs d'occasion conséquents, provoquant un « *turn-over* irrationnel du matériel » (ibid.)[118].

En second lieu, se pose la question du niveau adéquat de calcul. Nous avons ici laissé de côté la question des relations commerciales entre pays, et considéré que la France était une économie fermée. En toute logique, conformément à l'approche *top-down* qui est, pour le dire vite, celle de l'exposé du *Capital*[119] le niveau adéquat devrait être un ensemble

[115] En particulier, on peut identifier des groupes sociaux qui sont moins exploités que la moyenne sans pour autant rentrer immédiatement dans la catégorie de ceux qui versent moins au fonds productif de l'économie qu'ils n'en retirent par le biais de rémunérations très élevés.

[116] Il y a ainsi une distinction à faire entre les « formes individuelles spécifiques d'exploitation » et la forme fondamentale de l'exploitation capitaliste qui les unit : d'un côté, donc, les « moyens par lesquels le travail salarié est recruté, exploité et contrôlé par les employeurs » (Banaji, 2010, p. 145) et, de l'autre, la « subsomption du travail sous le capital » (ibid., p. 145), cette dernière n'apparaissant clairement que dans le cas du travail salarié associé à un contrat de travail explicite, tandis que cette vente fondamentale de la force de travail peut être dissimulée par des arrangements plus complexes.

[117] On peut mentionner également les problèmes de rétropolation qui affectent toute série statistique sur plusieurs années (Pionnier, 2009).

[118] Incidemment, cet exemple montre bien qu'une critique des conventions comptables en vertu de leur caractère toujours potentiellement inadéquats ou arbitraires vis-à-vis des processus économiques sous-jacents, ici la durée de vie utile des équipements agricoles, reste un peu courte. Ces conventions sur l'amortissement comptable de ces équipements ont des conséquences économiques bien réelless. Ainsi, elles ne viennent pas seulement se surimposer à d'hypothétiques processus économiques purs, mais contribuent à leur formation. Il s'agit ainsi d'un autre cas d'interpénétration de la superstructure au cœur de l'infrastructure, qu'on a déjà noté au sujet du droit (Banaji, 2010) et qui relativise la portée de la critique de Gislain (2003) quant à l'incapacité du marxisme à développer une pensée de l'institution.

[119] Au sens où Marx pose d'abord le travailleur collectif et son taux d'exploitation, pour ensuite passer au niveau inférieur des branches de production, et, de là, au niveau individuel de chaque travailleur, le taux d'exploitation du travailleur collectif étant alors spécifié à nouveau comme taux d'exploitation moyen (Tran, 2003a,b).

d'économies nationales dont la balance des paiements avec le reste du monde est nulle. De là, il serait ensuite possible de calculer, à partir de données sur les niveaux de vie et les conditions de travail dans chaque pays, les taux d'exploitations nationaux et ainsi de suite. Au-delà de la question de la disponibilité de ces données sur l'ensemble des pays, se pose celle de savoir comment unifier ces grandeurs exprimées dans des unités monétaires différentes. Sans doute faudrait-il opter non pour les taux de change nominaux, à travers la structure desquels s'expriment les rapports de domination entre pays centraux et pays périphériques (Amin, 2011 ; Cope, 2019 ; Kohler et Tausch, 2002), mais plutôt pour une conversion en termes de parité de pouvoir d'achat, par exemple sur la base des données disponibles dans les *Penn Tables* (Lederman et al., 2015)[120].

En troisième lieu, il faudrait proposer un traitement plus explicite des canaux de transmissions entre les différents types de prélèvements obligatoires et leurs usages, d'une part, et, d'autre part, les agrégats marxistes ainsi reconstitués. Ici, les cotisations sociales sont comptabilisées dans les salaires, ce qui est cohérent avec l'idée qu'il s'agit du salaire global de l'ensemble des travailleur·ices, occupé·es, au chômage ou inactifs. Les impôts sur la production et les importations, en revanche, font partie des profits. La question de la répartition secondaire et des impôts sur les revenus, sur la consommation ou sur le patrimoine n'est pas envisagée. C'est un point donc à affiner tant théoriquement qu'empiriquement pour ajuster la mesure du taux d'exploitation[121].

En tout cas, la restitution du cadre théorique marxiste permet de poser les premiers jalons de ce qui pourrait être une théorie marxiste de ces sécessions monétaires opérées par les monnaies alternatives. Sans en faire des solutions-miracles mais sans non plus en ignorer le potentiel impact, il s'agit d'aboutir à une évaluation nuancée de ces tentatives de rompre le cercle mortifère de l'autovalorisation sans fin du capital. On a repéré dans le cas de la MonedaPAR la coexistence antagonique de deux ensembles de principes régulateurs de la reproduction sociale : d'une part, la loi de la valeur, valable dans toute économie marchande, d'autre part, un ensemble de modalités alternatives d'évaluation des activités de production jugées utiles, de mise en équivalence de ces activités et de répartition de leurs produits.

Le caractère antagonique de cette coexistence tient à ce qu'à ces deux ensembles de principes régulateurs correspondent des modalités d'allocation distinctes des capacités productives et de répartition du résultat de la production entre les producteur·ices. Cet antagonisme est par ailleurs asymétrique : l'horizon de la transformation sociale envisagée est essentiellement marchand, au sens où l'on cherche à (re)créer au moyen de l'égalité face à l'émission des moyens de paiement une communauté de petit·es producteur·ices marchand·es, avec une place réduite pour le rapport salarial (même si aucune critique explicite n'en est fait) ; la loi de la valeur, et les allocations des capacités productives et répartition des produits qui en découlent, domine les principes régulateurs non marchands, dont l'essence consisterait à ajuster la production directement aux besoins sociaux en ne réservant à l'échange marchand qu'un rôle secondaire de confirmation des anticipations initiales. Ceux-ci ne peuvent être qu'émergents et n'impacter essentiellement que les modalités d'application de la loi de la valeur sans en entamer la prévalence. En particulier, l'échange inégal de quantités de travail concrètes dissimulé derrière l'échange d'équivalents monétaires apparents y est la règle plutôt que l'exception : la MonedaPAR ne supprime

120 À partir de la description des économies nationales en termes de distribution des taux d'exploitation nationaux dont on disposera alors, resterait à savoir comment articuler ces constats avec une théorie unifiée de l'échange inégal, dont les mécanismes explorés par la littérature sont multiples et non nécessairement congruents.

121 Si les impôts permettent de payer des travailleur·ses produisant des biens et services consommés tant par les capitalistes que les travailleur·ses, à l'image de l'Éducation Nationale ou de l'Enseignement Supérieur et la Recherche, une étude récente a chiffré à environ 200 milliards d'euros par an le soutien public aux profits privés, constituant un véritable État social implicite au bénéfice exclusif des groupes dominants (Abdelsalam et al., 2022).

pas la possibilité de l'exploitation de certain·es par d'autres, et reconduit les dominations de genre et de classe tout en tendant à les amplifier de façon endogène.

La théorie marxiste permet alors de penser les conditions de possibilité d'une réforme monétaire véritablement efficace, précisément grâce au concept d'argent comme anti-marchandise d'où dérive l'idée d'un équivalent monétaire de l'heure de travail. L'argent est une médiation indispensable de la reproduction de toute société marchande. La dualité des mesures de la valeur sur laquelle elle se fonde masque le véritable antagonisme, entre capital social et travailleur·se global·e, et explique à la fois le moment de vérité et le caractère en définitive inadéquat des arguments en faveur des monnaies alternatives. Ainsi, l'antagonisme fondamental, en vertu précisément du fétichisme de la marchandise, apparaît comme un antagonisme opposant les spéculateurs du capital financier aux agents·es réellement productif·ves, capitalistes actifs et travailleur·ses. L'opposition factice entre économie « réelle » et économie « financière » fait perdre toute trace de l'antagonisme irréductible entre ceux qui travaillent et ceux qui vivent de leur surtravail.

Mais il y a également un moment de vérité dans cette assertion : si ce n'est pas tant la marchandisation de l'argent et sa mise au service du financement d'activités spéculatives qui est à l'origine des crises, si « l'ennemi principal » (Neary et G. Taylor, 2016, p. 63) n'est pas « l'intérêt payé aux spéculateurs » (ibid., p. 63), il reste qu'il est au demeurant vrai que les médiations marchandes en elles-mêmes constituent un mécanisme d'extraction du surtravail, permettant à certain·es « de gagner de l'argent sans ne réaliser aucun travail en contrepartie » (ibid., p. 63). De la même manière, si la « famine monétaire » n'est pas tant la cause de la crise que la conséquence du blocage de l'accumulation de capital en vertu même de son caractère contradictoire, de sorte qu'il est illusoire d'espérer en sortir définitivement en injectant simplement des masses monétaires relevant d'un ou plusieurs types dans la circulation, il reste qu'il faut bien envisager une transformation de l'institution du compte et du paiement pour espérer de ne plus y être soumis·e.

De la même façon que l'échange de marchandises est une forme spécifique de l'échange d'équivalents, la monnaie capitaliste est aussi une forme spécifique de l'institution du compte et du paiement, qui résulte du fait que c'est l'échange d'équivalents lui-même qui valide la participation des volumes d'heures de travail effectivement réalisées comme faisant part de la production sociale (Tran, 2003a). Par contraste, les conseillistes, à la façon d'Owen, mais à l'inverse de Proudhon et des autres socialistes ricardien·nes, ne se placent plus dans le cadre de la production marchande. Ils présupposent une autre façon de valider des heures de travail effectives, qui passe par le calcul du travail social moyen comme moyenne des coûts individuels de production des coopératives productives regroupées au sein d'un même cartel, assorti d'un dispositif de redistribution des unités de production les plus productives vers les moins productives de façon à ce que ces dernières, qui ont un coût de production plus élevé que la moyenne sociale, puissent aussi se reproduire, racheter les éléments nécessaires à la reprise de la production.

Autrement dit, s'il s'agit d'une économie monétaire (au sens des institutionnalistes) sans marché (au sens de Marx), c'est que l'unité de

compte n'est pas l'objet et le moyen du fétichisme de la marchandise : à travers le rétablissement immédiatement apparent du rapport exact entre le temps travaillé et le temps rémunéré, les ratios d'échanges entre deux produits donnés ne se donnent plus à voir comme un rapport entre des choses matérielles, entre leurs propriétés « naturelles », mais bien comme des ratios de temps de travail social moyen, c'est-à-dire comme des rapports entre des humains : « les relations sociales existant entre les hommes et leurs travaux, entre les hommes et les produits de leurs travaux, demeurent ici d'une simplicité transparente tant dans la production que dans la distribution » (Marx, [1867] 1993, p. 90). Ce qui n'est qu'immanent, dans l'économie capitaliste, soit la mesure de la valeur par le temps de travail socialement nécessaire, se met à jouer, en devenant travail social moyen, moyenne effective et non seulement tendanciellement réalisée, un double rôle : d'une part, il règle la production en permettant d'ajuster ce qui est produit aux besoins exprimés et, d'autre part, il détermine le pouvoir de consommation individuelle dont dispose chaque individu comme une fonction de son temps de travail total.

Pas de marché du capital, donc, pas non plus, à plus forte raison, de marché du travail. Mais pas non plus de marchés des biens de consommations : c'est le premier des trois points qui posent question dans les *Grundprinzipien*. En supposant immédiatement économiquement soutenable l'égalité des rémunérations, les conseillistes s'opposent certes aux différentes conceptions, dominantes en leur temps, de la nécessité d'une période de transition entre capitalisme et communisme, une étape inférieure qu'il est convenu d'appeler socialisme. Mais ils semblent commettre l'erreur qu'ils reprochent aux partisan·es de la « nébuleuse entraide mutuelle », qui vantent le principe « exaltant » de la libre association sans en penser les conditions matérielles : ils présupposent en effet un niveau de développement des forces productives dans chaque branche tel que toute heure de travail peut être reconnue socialement équivalente.

S'ils sont tout à fait justifiés de considérer que de l'équivalence sociale de chaque heure de travail découle la possibilité de l'égalité des rémunérations, pour Marx, l'égalité des rémunérations n'est pas le but, mais la conséquence et la mesure de la socialité direct du travail, de l'équivalence sociale de chaque heure de travail. Il ne s'agit pas de quelque chose qui peut être décrété, car les changements politiques durables doivent être fondés dans des changements du mode de production, c'est-à-dire une modification consciente des rapports de production et des forces productives. Une façon de construire les fondements matériels, économiques, de l'impératif socialiste de l'égale rémunération des heures de travail, peut consister ainsi à fixer aux cartels rassemblant les coopératives productives des objectifs de travail social moyen, en permettant au prix de marché effectif de s'en écarter, de façon à introduire un mécanisme de vérification *ex post* que les activités de production correspondent bien à des besoins sociaux effectifs.

Ainsi, en second lieu, il n'est pas certain, même après la période de transition et dans cette perspective de modification simultanée et durable des rapports et des forces de production, qu'il soit possible de faire l'économie de l'efficacité informationnelle relative du système des prix pour les biens et les services faisant encore l'objet d'un financement *ex post*, c'est-à-dire non encore socialisés dans le cadre de coopératives de travail social général. Permettre aux ratios d'échange de s'ajuster au rapport des besoins exprimés au volume et la qualité de la production ne signifie pas cependant pas un

retour à la loi de la valeur. En premier lieu, en effet, le temps de travail social moyen reste connu et n'est pas dissimulé, comme l'est le temps de travail socialement nécessaire, derrière les prix de marché. En second lieu, l'ajustement de l'offre et la demande n'est pas le privilège exclusif de l'apport privé de capitaux et ne se fait pas sur la seule base informationnelle des différentiels de taux de profit entre les cartels. En troisième lieu, on peut établir des transferts inter-cartels pour permettre aux cartels dont la production est excédentaire de pouvoir se reproduire. Enfin, l'information sur les plans de production des différentes coopératives, tant au sein d'un cartel donné que d'un cartel à l'autre, sont connus et peuvent faire l'objet d'une coordination non marchande visant à satisfaire les besoins sociaux exprimés de façon la plus adéquate possible.

Au final, la défense hayékienne du mécanisme de marché se retourne : parce qu'elle dépasse à la fois l'imprécision de ce « cliché aérien d'un champ de bataille » tout en ouvrant la possibilité d'une réelle coopération entre unités de production, la statistique sociale générale propose des modalités de coordination plus efficaces que l'impersonnelle « main invisible » du marché ou l'arbitraire « main visible » du planificateur central. Il est possible en effet d'y lire les fondements d'un mécanisme alternatif tout à la fois à la validation *ex ante* par décisions politiques et à la validation marchande *ex post* de la socialité des heures de travail effectuées (Harribey, 2013a). C'est l'articulation d'une institution monétaire (au sens institutionnaliste) non marchande fondée sur une comptabilité des heures de travail établie de façon décentralisée qui constitue l'apport original des conseillistes à ce qu'il est convenu d'appeler le débat sur la possibilité d'un calcul socialiste rationnel. Ce dernier ne peut ainsi être fondé que sur l'explicitation de ce qui est implicite dans le cadre d'une économie capitaliste : l'égalité de droit des heures de travail, qui est au fondement de la distinction marxiste des concepts de valeur et prix.

Conclusion générale

Objet singulier de par la synthèse qu'il se propose de réaliser entre clubs de *trueque*, entreprises récupérées et quasi-monnaies provinciales, et les caractéristiques sociales des groupes qui le fondent, le « Bitcoin péroniste » n'est pas prêt de remplacer le *peso argentino*. Mais on ne doit pas s'arrêter à ce constat de marginalité certaine. Il essaime en effet dans toute l'Argentine et, au-delà des frontières nationales, au Pérou, à la Colombie, à l'Uruguay, au Chili et à l'Équateur. Par ailleurs, il opère la synthèse des deux grands types de contestation monétaire contemporaine : les crypto-monnaies et l'idéologie libertarienne qui leur est souvent associée, d'une part ; d'autre part, les monnaies alternatives de type social, qui favorisent la circulation plutôt que l'accumulation et envisagent la (re)construction d'un nouveau système monétaire comme une façon de réorienter les activités de production et les valorisations des biens et services produits dans l'économie.

Quel bilan peut-on donc faire de la MonedaPAR ? On peut organiser le propos selon cinq dimensions et envisager tour à tour l'impact macroéconomique de l'expérience ; ses implications microéconomiques au niveau des conditions de vie de ses membres ; son effet sur les représentations et les pratiques monétaires de ces dernier·es ; la façon dont elle esquisse une inversion – partielle, sans doute, mais réelle – de l'échange inégal qui pénalise les diverses unités de production individuelles ou collectives relevant de ce qu'on appelle « l'économie populaire » ; sa signification comme « monnaie féminine », enfin, du point de vue de la forme-valeur des produits du travail humain.

Tout d'abord, les groupes locaux de la MonedaPAR restent trop réduits pour qu'on puisse mesurer un quelconque impact de la MonedaPAR sur la macroéconomie argentine. Cela ne signifie pas que cela est en soi impossible : de fait, le WIR suisse, qui est le modèle de la première stratégie de développement de la MonedaPAR, a un effet contra-cyclique sur l'économie suisse. Sa contribution au PIB du pays est mesurable et estimée à un peu moins de 1 %. La troisième stratégie est de fait une tentative de synthèse de la première, renvoyant à l'implantation dans les *recuperadas* et la seconde, qui est celle de la construction des *nodos* : en passant par les circuits fiscaux des autorités municipales et les coopératives au sens large, tant de production que de consommation, les *nodos* pourraient finalement constituer un marché suffisamment ample et divers pour que les entreprises récupérées du MNER, voire au-delà, puissent y trouver des possibilités effectives de commercialisation de leur production.

Reste qu'il s'agit pour l'instant de potentialités non réalisées. Néanmoins, la MonedaPAR a d'ores et déjà un impact sur les conditions matérielles d'existence de certain·es de ses membres. Si une majorité de personnes ne réalisent que quelques échanges, pour ensuite s'éloigner définitivement de l'expérience, ou n'ont qu'une participation marginale et épisodique, celles et ceux qui sont les plus investi·es et de façon la plus régulière parviennent de fait à retirer une proportion déterminée de la *Canasta Básica Alimentaria*, qu'on pourrait rapprocher du RSA français Celle-ci reste certes faible, puisque qu'un membre sur quatre seulement retire un montant supérieur à 10 %, mais n'est pas tout à fait négligeable et augmente avec le temps. Si l'on a remarqué à ce propos la reproduction des inégalités de genre et de classe ainsi que leur amplification, on peut en tout cas souligner que la participation suivie à la MonedaPAR peut donner lieu à l'accumulation de nouvelles compétences productives. Alternativement,

elle ouvre la possibilité de valoriser d'une nouvelle façon les savoirs-faire pratiques des membres. Au total, par les liens entre personnes qu'elle reconduit ou crée, qui correspondent en soi à la (re)constitution d'un capital social inédit, et à défaut d'avoir un impact macroéconomique, l'expérience permet donc l'accumulation et l'entretien à la fois des capitaux économique et technique de ses membres.

Elle va néanmoins au-delà des seuls capitaux sociaux, économiques ou techniques. Tout au long de l'enquête apparaissait les effets d'une repolitisation de l'argent au niveau des représentations monétaires des membres, ce qui ne peut pas ne pas informer leurs pratiques par la suite. Que l'on parle de *replanteo* de la valeur des choses, de l'idée que l'économie est organique et non mécanique, de questionnement du pouvoir monopolistique de fixation des prix, on entretient l'idée que l'institution monétaire a des règles sur lesquelles il est possible d'effectuer des choix. Bien sûr, il faudrait pouvoir prendre la mesure de l'écart entre l'avant et l'après pour conclure sur l'ampleur de cette dénaturalisation de l'argent dans les représentations des membres. Il est évident que la causalité va aussi dans l'autre sens, à savoir que l'on se rapproche de la MonedaPAR parce qu'on a déjà ces préoccupations. Néanmoins, il est indéniable que la participation à la MonedaPAR les reconduit à un niveau supérieur.

Dans le même temps, certaines contradictions entre *Pares* ne sont sciemment pas posées. Le rapport salarial ne fait par exemple l'objet d'aucune critique collective. En dépit des orientations individuelles plus clairement anticapitalistes de certain·es membres par rapport à d'autres qui se reconnaissent jusque dans le centre-droit non péroniste de l'échiquier politique voire les perspectives libertariennes d'un Espert, c'est la « mentalité calculatoire » (Bryer, 2019) capitaliste qui reste dominante. Il s'agit moins de dépasser le marché que de l'opposer au capital, ce qui ne peut prendre la forme que de la reconstitution d'un capitalisme « insignifiant » (Powell, 2006), à échelle plus réduite, plus proche des membres et plus incarné. Si, derrière l'opposition rhétorique du marché au capital se trouve réellement une opposition entre un capitalisme plus « humain » et celui, « sans âme » des grandes entreprises multinationales et du capital financier, reste que l'introduction de nouveaux moyens de paiement dans des zones de l'économie sujettes à la « famine monétaire » peut effectivement entraîner un regain de dynamisme économique. Ce n'est pas seulement que l'introduction des *pares*, signes de crédit, simples promesses de réalisation future de valeur, augmente le pouvoir d'achat effectif des participant·es. C'est aussi que le système en lui-même figure une membrane protectrice autour de ces secteurs relevant de l'« économie populaire », structurellement défavorisés par l'échange inégal qui est à la racine de la croissance capitaliste. Les conditions de la rentabilité passent à un niveau supérieur de diffraction : la participation à la MonedaPAR esquisse un début de sortie du référentiel dans le cadre duquel se détermine l'objectif « normal » de rentabilité, inadéquat pour que les forces de travail de ces secteurs utilisent pleinement leurs moyens de production.

Enfin, la MonedaPAR comme système monétaire n'est pas une fin en soi : pour nombre de prosommateur·ices, il s'agit aussi d'un outil de (re)construction communautaire, permettant de renouer le « lien intime » – ce « *gemütlich Link* » dont parle Marx – entre les producteur·ices, d'une part, et avec leurs moyens de production, c'est-à-dire leur conditions de subsistance, d'autre part. L'expérience exprime la volonté d'une

reproduction autonome des conditions de subsistance de ses membres. À cet égard, elle correspond à un projet de désaliénation, dans une double dimension antiproductiviste et antipatriarcal. Antiproductiviste, d'abord : la reconstitution du lien intime entre les producteur·ices permet la réconciliation des facteurs de la production que l'accumulation de capital avait séparé en raison de la « rupture métabolique » spécifique qu'entraîne la production pour le marché[122]. Antipatriarcal, ensuite : par de-là leurs désaccords, féministes marxistes et matérialistes s'accordent pour parler d'un caractère genrée de la valeur comme forme sociale dominante des travaux humains. Pour Scholz (2019), le capitalisme est intrinsèquement patriarcal car la valeur est la dissociation et la dissociation la valeur. Pour passer à l'existence et réaliser le bouclage d'un mode de production cohérent, la production de valeur suppose nécessairement la dissociation d'une autre série d'activités, d'attitudes et d'émotions etc., rejetée en dehors de ce qu'on envisage désormais comme le « travail productif ». Les activités de cette série dissociée et amplement assignées aux femmes font alors l'objet d'un « déni de travail » (Simonet, 2018), bien qu'elles soient essentielles à la production de valeur, puisqu'elles produisent ces forces de travail qui se représentent ensuite en quantités monétaires, c'est-à-dire en valeur.

Cette rupture propre au capitalisme du « lien intime » entre producteur·ices et entre ces dernier·es et leur environnement est un thème central dès les premiers écrits de Marx. Dès les Manuscrits de 1844, plus précisément dans *Carnets Parisiens*, rédigés entre mai et août 1844, la catégorie d'« aliénation » apparaît[123].

C'est ce qui explique qu'« à la place de rapports mutuels librement consentis et de coopération émerge une concurrence antagonique et atomique pour la survie » (Saito, 2017, p. 30). Pour Marx, c'est la propriété privée des moyens de production – et non simplement une configuration déficiente de l'institution monétaire sous le capitalisme – qui est la cause de cette aliénation. L'objection classique est sa potentielle circularité[124]. Si cette contradiction était avérée, alors c'est peut-être bien plutôt sur la propriété privée des moyens de paiement qu'il faudrait porter la réflexion[125].

Néanmoins, elle peut être dépassée si l'on envisage les éléments plus économiques des *Carnets*. Marx y contraste ainsi les modes de production capitaliste et féodal. Le premier a ceci d'inédit que le but de la production n'est plus directement la satisfaction des besoins humains, seigneurs d'abord, sujets ensuite, mais la seule valorisation du capital. Cette « nouvelle rationalité de la production » résulte de la généralisation de la production marchande, qui devient inévitablement production pour le profit du fait-même de sa généralisation (Duménil, 1978, p. 347). La domination de classe se transforme : du très personnel pouvoir du seigneur sur son serf, elle devient celle des impersonnelles catégories économiques. Si Marx écrit ainsi que les rapports de production capitalistes-marchands sont des carcans pour les forces productives de la société, c'est au sens où ce caractère impersonnel de la régulation des activités de production s'oppose tout à fait à toute tentative de régulation consciente de l'appareil de production (Sasaki, 2021, p. 140). Seule une telle régulation pourrait pourtant résorber la « rupture métabolique », c'est-à-dire garantir le caractère soutenable de la reproduction sociale, d'une part ; et, d'autre part, prendre en compte de façon satisfaisante l'ensemble des activités humaines nécessaires à la reproduction sociale, et non seulement les activités relevant de l'économie formelle.

122 L'origine de ce concept se trouve dans les travaux des écosocialistes de « seconde génération » (Saito, 2017, p. 11), notamment Burkett (1999) et Foster (2000). Il est appliqué à une grande variété de thématiques, comme l'écoféminisme (Salleh, 1997), le changement climatique (Clark et York, 2005 ; Weston, 2014), l'impérialisme écologique (Foster et Clark, 2004) ou l'écologie marine (Clausen et Clark, 2005 ; Longo, 2012 ; Longo et al., 2015). en dehors des auteur•ices strictement marxistes, Klein (2015) l'utilise dans sa critique des causes capitalistes du réchauffement global.

123 L'interprétation standard en distingue quatre formes. Il y a d'abord le constat que l'acte d'appropriation dans le cadre de la production conduit en réalité à une perte de l'objet produit. C'est l'aliénation du produit du travail, soit l'aliénation des humain•es vis-à-vis de la nature. La seconde aliénation renvoie au fait que, comme le produit de leur activité ne leur appartient pas, les travailleur•ses sont aliéné•es vis-à-vis d'eux/elles-mêmes, vis-à-vis de leur activité productive. Le troisième type d'aliénation est celle de l'espèce vis-à-vis de l'individu. La dimension universelle du travail humain se perd dans le développement du travail aliéné. Enfin, de l'aliénation des producteur•ices vis-à-vis de la nature, vis-à-vis d'eux/elles-mêmes et vis-à-vis de leur « essence générique » (*Gattungswesen*) se déduit la quatrième forme d'aliénation, l'aliénation de l'humain vis-à-vis de l'humain.

124 Tummers (2013, p. 26) se demande « comment la propriété privée peut être à la fois un effet de et un facteur qui influence l'aliénation ? » (ibid., p. 26) De même, Feuerlicht (1978, p. 130) pense identifier une « contradiction fatale » dans le fait que « le jeune Marx considère la propriété privée tantôt comme la cause, tantôt comme l'effet ou le symptôme de l'aliénation » (ibid., p. 130).

125 Comme le font selon des modalités distinctes tant les membres de la MonedaPAR que les institutionnalistes monétaires.

La MonedaPAR, même de façon inachevée et contradictoire, exprime précisément une volonté, à échelle réduite, de régulation consciente du métabolisme social. Ce n'est pas anodin ni fortuit si l'on voit y coexister le fait que nombre des participant·es ont des convictions écologiques fortes ; que les aliments sont dans leur immense majorité censées provenir d'exploitations agricoles aux pratiques respectueuses de l'environnement ; que les membres souhaitent, par le biais des *pares*, pouvoir rediscuter collectivement de la valeur des choses ; qu'il y a une majorité de femmes, dont les activités relèvent généralement du « dissocié », de cette non-valeur qui permet à la valeur d'exister ; que, précisément, ce que commercialisent ces dernières figure bien souvent un prolongement de leurs activités domestiques. À travers leur tentative de transformer la monnaie pour construire de « marchés solidaires », il semble que les membres de la MonedaPAR interrogent dans la pratique la valeur, comme forme sociale actuellement dominante des produits du travail humain, et ce qu'elle laisse structurellement dans l'ombre : l'amplification de la « rupture métabolique » entre les humains et leur environnement ; l'ensemble des activités sociales tout à fait nécessaires du point de vue de la reproduction sociale mais qui pourtant n'ont pas, ne peuvent pas être reconnues comme activités productrices de valeur parce que la forme-valeur est inadéquate du point de vue de leurs caractéristiques matérielles

Bien sûr, ces deux contradictions sont absolues au sens où on ne peut réellement les résoudre en réaménageant un peu la forme-valeur : il faut la dépasser tout à fait pour réintroduire une régulation plus respectueuse entre les humains et leur environnement, d'une part, et entre les humains entre elles et eux, d'autre. Reste que la MonedaPAR – et on serait tenté de généraliser au moins aux alternatives monétaires qui relèvent du pôle radical identifié en introduction – apparaît inclure un potentiel d'alternative non pas simplement monétaire, mais d'alternative à l'argent. Si le capitalisme correspond à la dissolution extrême de l'unité originelle des humains avec la nature, alors on peut comprendre le projet communiste et, en particulier, l'abolition-dépassement de l'argent comme la tentative de recréer consciemment une certaine unité. D'où la valorisation positive que Marx fait des coopératives et autres associations ouvrières de son temps : si elles ne sont d'aucune manière suffisante à réaliser la transformation des rapports de production qu'il appelle de ses vœux, elles sont autant de reconstitutions locales de ce lien intime des producteur·ices entre eux et entre ces dernier·es et leur environnement qui était le propre du mode de production féodal, mais débarrassés – du moins en théorie – des rapports de dépendances du serf au seigneur.

Abolir le fétichisme des rapports de production. Ce qu'on a défini comme une institution non marchande du compte et du paiement est positivement caractérisée par le fait qu'elle permet cette régulation consciente du métabolisme entre producteur·ices et entre ces dernier·es et leur environnement. Il nous faut donc nous distinguer de deux thèses : d'une part, celle qui identifie communisme et économie sans unité de compte ; d'autre part, l'idée, courante dans la littérature sur les alternatives monétaires, qu'abolir l'argent c'est abolir l'accumulation tout court et favoriser la circulation des valeurs d'usage. La seconde thèse[126] a déjà fait l'objet d'une discussion critique dans la sous-section 7.2.3 en page 377 du chapitre précédent. Il ne reste donc qu'à discuter la première.

[126] L'idée proche que la monnaie est abolie s'il n'y a pas d'accumulation n'est en soi pas spécifique aux monnaies alternatives puisqu'on la retrouve déjà dans les débats économiques autour de l'introduction de mécanismes de décentralisation dans l'économie planifiée soviétique, par exemple chez Pavlevski (1969). Néanmoins, ce que rejette le dernier auteur n'est pas n'importe quel type d'accumulation, comme c'est inversement le cas dans les monnaies alternatives, mais l'accumulation réalisée de façon privée de capital, c'est-à-dire de droits de tirage sur le (sur)travail des autres.

Il est vrai qu'on peut verser au crédit de cette dernière que l'identification du communisme à une économie dépourvue de tout étalon unifié réglant les échanges est courante [127]. En réalité, néanmoins, la naturalisation de l'économie russe dans la période du communisme de guerre apparaît moins comme la mise en pratique d'un plan préétabli que les conséquences inévitables d'une désorganisation complète de la production dans le cadre d'une guerre où chaque partie prenante émet ses propres unités monétaires et punit de mort les individus trouvés en possession d'unités monétiares des camps adverses. Les mesures de naturalisation de l'économie promues par le gouvernement bolchéviques apparaissent surtout « prises dans l'urgence, sous la pression des masses et pour pallier les effets injustes de "l'impôt d'émission" [résultant du financement de l'État par impression massive de papier-monnaie] » (Després, 2007). D'ailleurs, la « première mesure n'a pas été une mesure de naturalisation, mais la fixation de prix administrés pour les produits de première nécessité, accompagnée de la difficile mise sur pied d'un système de répartition des produits rationnés par des coopératives de consommation » (ibid.)[128].

L'économie soviétique n'avait pas restauré ce « lien intime » entre producteur·ices. Le métabolisme de la reproduction sociale n'était qu'imparfaitement explicité et rendu par les organes de planification. Le rapport direct entre les producteur·ices et leurs produits n'était pas rétabli et la dualité des mesures de la valeur n'était pas résorbée. C'est pourquoi on peut bien, en effet, parler d'une économie hybride, dans laquelle des principes régulateurs non marchands existent et font concurrence à la loi de la valeur, tandis que celle-ci persiste grâce au maintien de cette dualité des mesures de la valeur qui caractérise l'argent comme l'institution fétichiste du compte et du paiement : plutôt que d'une économie naturelle, il est plus juste de parler d'une « organisation non marchande, mais utilisant la monnaie » (Després, 2007). C'est tout à fait conforme à l'objection de Marx aux socialistes utopiques et à leurs projets de réformes monétaires intégrant des modalités marchandes de coordination entre unités de production. Le point crucial que défend Marx tient en fait à ceci : pour réellement traiter ces symptômes dont les formes de manifestation sont monétaires, une réforme monétaire est nécessaire mais pas suffisante, car elle doit dériver d'une transformation des rapports de production fondamentaux. Transformer le compte et le paiement n'est ainsi possible que si des principes régulateurs non marchands, c'est-à-dire des modalités de coordination tant sur la production que sur les besoins sociaux et sur leur ajustement sont envisagés et deviennent effectivement hégémoniques.

L'argent est-il donc un fait social total ou un rapport de production dépassable ? Tout dépend sans doute de la question qu'on veut poser. On a, on peut et on pourrait vivre « sans monnaie » (Servet, 2017). Mais il est difficile d'envisager de vivre sans institution du compte ou paiement, sauf à une échelle très réduite. *Aufhebung* est un terme hégélien que Marx s'approprie de façon critique. Il articule de façon indissoluble un moment négatif – en finir avec ce qui est aboli – et un moment positif – promouvoir « de façon neuve ce qui a pu être acquis [...] de valide » (Sève, 2018, p. 113). Or, le terme français de dépasser a ce « mérite singulier [...] précisément d'être un rare mot français à posséder ensemble, de façon très dialectique, un sens positif-conservateur (passer dans) et un sens négatif-éliminateur, porté par le préfixe dé-, comme dans décomposer, déconstruire, défaire, démolir, démonter, détruire, dévaluer et tant d'autres verbes en dé- » (ibid., p. 119)[129].

127 Par ailleurs, il est également vrai que, dans les premières années de la révolution bolchévique, certain·nes de ses dirigeant·es présentent la naturalisation progressive de l'économie, conséquence de l'implosion de l'appareil de production de l'ancien empire tsariste dans un contexte de guerre civile comme un projet délibéré des nouvelles autorités. Au cours de cette période, de nombreux·ses théoricien·nes élaborent des propositions de comptabilité (non de monnaie) alternatives (Tartarin, 1980). Dans l'*ABC du communisme*, manuel de vulgarisation du marxisme, N. I. Boukharine et Preobrajensky ([1919] 1968) envisagent l'édification d'une économie débarrassée des marchés et des prix (Einzig, 1920) où la production ne se ferait plus pour le projet, mais ferait l'objet d'un ajustement méticuleux vis-à-vis des besoins sociaux (Durand et Keucheyan, 2019). Quant le premier se fait par la suite le chantre du socialisme de marché, l'autre se révèle déjà un fervent partisan de la « nullification de la monnaie » (Magnin et Nenovsky, 2020), c'est-à-dire d'émissions massives de papier-monnaie visant à réduire à néant la valeur des instruments monétaires et, ainsi, entamer irrémédiablement le pouvoir des anciennes classes possédantes. Preobrajensky prophétise ainsi que « dans les archives de la grande révolution prolétarienne, à côté des fusils, des carabines et des mitrailleuses de notre époque qui ont terrassé les ennemis du prolétariat, la "mitrailleuse" d'imprimerie du Narkomfin, qui a bombardé les arrières du système monétaire du système bourgeois, transformant la circulation monétaire du régime bourgeois en un moyen de détruire ce régime et en une source de financement de la révolution, occupera une place d'honneur ».

128 De fait, le système d'émission associé à des prix administrés se consolider comme la doctrine économique officielle des pays dits du « socialisme réel ». Le projet khmer rouge de passage au communisme intégral sans passer par l'étape inférieure socialiste distinguée par l'orthodoxie marxiste-léniniste s'accompagne certes d'une volonté d'élimination totale et immédiate de toute forme d'échange monétaire (ibid.), mais il se révèle tenir plus « monstre de Frankenstein mêlant capitalisme d'État et socialisme non marchand » (ibid.) que d'une forme « pure » de communisme.

129 Il est vrai que le terme allemand — *Aufhebung des Geldes* — présente des difficultés substantielles de traduction. Lefebvre le traduit systématiquement par « abolition de l'argent » dans sa traduction du *Capital* de 1980, néanmoins dans le sens de « supprimer en conservant ». Plusieurs décennies plus tard, pour la nouvelle traduction de 2016, il fait sienne l'opinion de Sève, selon laquelle il est faux de croire qu'« un terme théorique allemand pourrait être rendu en tout contexte par un même terme français, ce qui est en réalité impossible, les aires de sens des termes conceptuels n'étant en règle générale pas superposables entièrement d'une langue à l'autre » (ibid., p. 115).

L'abolition de l'argent renvoie ainsi au dépassement de l'institution marchande du compte et du paiement. L'unité de compte socialiste doit venir prendre la relève de l'unité de compte marchande. Le travail social moyen est le prolongement par métamorphose des monnaies marchandes, auxquelles il doit se substituer, sans que cela n'implique une suppression pure et simple du compte : « dépasser, c'est tout autant rendre caduc pour pouvoir aller au-delà, prendre la place, remplacer en renvoyant au passé, sens fort, activement négatif, qui récuse toute réduction "dépassementiste" ou unilatéralement conservatrice » (ibid., p. 119). À ce titre, il peut être intéressant d'évoquer trois termes allemands que Marx et Engels associent souvent à – ou utilisent conjointement d' – *Aufhebung*. Ils configurent trois acceptions possibles de ce terme, qui permettent de caractériser plus précisément ce qu'il se joue dans les alternatives monétaires telles que la MonedaPAR et en quel sens on pourrait parler d'émergence d'alternatives à l'argent au sein de ces expériences : *Auflösung* ; *Abschaffung* (ou encore *Beseitigung*) ; *Erhebung*.

Le premier terme renvoie moins à une suppression qu'à « un processus naturel de lente extinction » (ibid., p. 122), c'est-à-dire à un dépérissement. Seul le moment négatif est en scène et renvoie à un processus de progressive dissolution. C'est bien à ce sens-là que fait référence Natalia, cette référente prosommatrice de la Plaza Franciscanos du nœud de Moreno, lorsqu'elle envisage un remplacement progressif du *peso* par les *pares* afin de parvenir à un monde où le *peso* est réduit à la portion congrue ou tout à fait absent. À l'inverse, les perspectives des deux enquêtées de Boedo, évoquées notamment au chapitre 6, ne parviennent pas à ce niveau, puisqu'elles envisagent au mieux un *hack* du *peso* par la présence de la MonedaPAR ou encore une simple complémentarité du *pares* avec le *peso*, sur le modèle du WIR suisse. Appliqué aux alternatives monétaires, il renverrait tout au plus à celles d'entre elles qui se pensent explicitement au moins aussi comme alternatives et non seulement complémentaires. Tout l'objet du concept de travestissement solidaire du lien marchand consistait à montrer qu'une telle perspective ne peut que rester, en l'état, inachevée : on ne peut lutter contre le fétiche monétaire en recréant un autre fétiche (Bihr, 2001b, p. 94). Réinventer le marché dans le cadre d'une perspective assumée de pluralité monétaire a sans doute un caractère subversif du point de vue des exigences profondes du capital, qui renvoient plutôt à l'unification maximum des espaces de valeur. Reste que ces expériences « constituent une forme abstraite de régulation sociale qui perpétue plutôt qu'elle ne dépasse le fétichisme des marchandises et que la lutte pour restaurer l'humanité doit être précédée par le développement de formes d'organisation sociale et de conscience sociale grâce auxquelles l'humanité peut placer les forces productives sous contrôle conscient » (Neary et G. Taylor, 2016, p. 97).

Le deuxième terme renvoie à « un acte décisoire entraînant suppression immédiate » (Sève, 2018, p. 121). Le moment négatif-éliminatoire reste toujours seul, mais cette fois-ci, il est immédiat, le résultat d'une décision souveraine d'une ou plusieurs individualités, plutôt que le résultat d'un lent dépérissement. Engels l'utilise pour faire la critique des perspectives anarchistes de destruction de l'État bourgeois, qu'il reconnaît avoir partagé avec Marx dans sa prime jeunesse : dans une lettre de juillet 1871 à l'anarchiste Cafiero, il écrit que « l'"abolition" (*Abschaffung*) de l'État est une vieille phrase de la philosophie allemande dont nous avons beaucoup usé lorsque nous étions encore de naïfs jeunots [*einfältige Jünglinge*] ».

Appliqué aux alternatives monétaires, il renvoie aux expériences les plus radicales, généralement de taille très réduite, dans lesquelles, une fois la communauté recréée grâce à l'instauration de liens de confiances entre les membres, maintenir une institution du compte et du paiement devient superflue. Les relations économiques peuvent suivre leur cours sans. Les échanges continuent mais ce ne sont plus à proprement parler des échanges de marchandises. Dans ces expériences où l'on retrouve souvent des LETS ou des SEL, l'alternative monétaire est le moyen de la reconstruction de liens communautaires qui la rendent finalement superflu (Laacher, 2003). C'est d'ailleurs pour la même raison qu'il est difficile d'imaginer une économie large et complexe se passer d'une unité de compte : celle-ci joue le rôle de pacification et d'ordonnancement des relations sociales lorsque la société devient trop large pour que tous·tes ses membres se connaissent et entretiennent des liens de confiance (Aglietta et Orléan, [1982] 1984).

En tentant de subordonner le plus possible le mouvement d'expansion de la valeur à la valeur d'usage, c'est-à-dire aux besoins sociaux sous leur forme marchande, on supprime sans doute la nécessité des crises pour n'en garder que la possibilité. Mais cette nécessité des crises pour le capitalisme est double : elles sont d'abord inéluctables ; mais elles sont aussi utiles, au sens où elles permettent de restaurer les conditions de rentabilité qui ouvrent alors la voie à une nouvelle phase haussière du cycle. Préférer le marché au capital, c'est retirer ce qui fait la dynamique des économies marchandes, c'est donc se limiter à la reproduction simple et à une certaine marginalité. La dissolution de l'argent est toujours inachevée, précisément parce que le dépassement dont il est question se limite à passer à côté et puis devant. Le fétichisme de ce qui a été dépassé n'en est en rien supprimé, c'est-à-dire qu'il a été reconduit. Reste qu'on peut néanmoins reconnaître aux alternatives monétaires la volonté de contenir la valeur. Si elles ne se donnent pas les moyens de leurs objectifs les plus radicaux, elles peuvent de fait jouer un rôle de défense des conditions matérielles d'existence des individus lors d'une crise économique, à l'image de la crise de 2001 ; participent de la repolitisation des représentations de l'argent en la dénaturalisant ; esquissent un mouvement vers la réunion de ce qui a été séparé par le mouvement de la valeur, les producteur·ices entre elles et eux, les producteur·ices et leur environnement, les activités productrices de valeur et leur condition de possibilité, les activités dissociés.

L'*Auflösung* de l'argent ne peut finalement être complètement réalisée qu'à condition de la concevoir comme *Erhebung*, c'est-à-dire comme élévation. Ce troisième terme est utilisé par Marx pour évoquer le dépassement des contradictions du système monétaire que le système de crédit parvient à réaliser en les élevant. L'unité de compte socialiste doit ainsi jouer le rôle de l'unité de compte marchande, mais en « l'*Aufhebung* révolutionnaire inclut expressément dans la suppression la conservation-transformation d'acquis historico-sociaux, ceux-là même qui ont fait mûrir l'exigence révolutionnaire, avant tout le développement ininterrompu des moyens de production et de l'individualité humaine » (Sève, 2018, p. 125)[130].

[130] L'argent doit passer *dans* (*in*) ou passer *à* (*zu*) au travail social moyen.

Il apparaît ici que le concept de valeur comme « dispositif de justification ou de critique des prix des choses » (Boltanski et Esquerre, 2017) est tout à fait compatible avec le concept marxien de valeur. On a reproché à Marx un certain substantialisme dans son concept de la valeur, c'est-à-dire d'en faire une substance que les choses posséderaient en soi, comme une qualité naturelle, qui préexisterait donc à l'échange (Orléan, 2011). Mais le fait que ce

dernier qualifie cette « substance », qu'est, à ses yeux, la valeur, de « sociale » suggère qu'une autre lecture, non ricardienne (De Brunhoff, 1973b), de la loi de la valeur peut être faite. La valeur au sens marxiste pourrait être alors rapprochée de la notion de convention sociale (Poulain, 1992), dont l'existence pratique résulte de la configuration marchande du processus de reproduction sociale (Tran, 2003a)[131].

En somme, dès lors qu'on adopte une conception informationnelle de l'institution marchande du compte et du paiement, on peut en déceler les insuffisances : non pas sa nature fragmentaire, mais d'abord le fait que les prix de marchés ne donnent pas l'information adéquate pour ajuster les plans de production privés entre eux, d'une part, et à la magnitude des besoins sociaux, d'autre part ; le fait, ensuite, que même si c'était le cas, rien dans le fonctionnement concurrentiel des mécanismes marchands de coordination ne garantit que cet ajustement aurait lieu. Abolir l'argent, c'est simplement substituer à l'enregistrement marchand des conditions de la production et des besoins sociaux une comptabilité alternative plus nette et plus détaillée.

Une typologie marxiste des formes de comptabilité. Les différents modes de production ont en partage des nécessités transhistoriques capturées par des concepts qui restent sous-déterminés, en attente de leur mise en forme :

> Si l'on ramène [...] le salaire à sa base générale, c'est-à-dire à la fraction du produit de son propre travail qui entre dans la consommation individuelle de l'ouvrier ; si l'on libère cette part de l'entrave capitaliste et qu'on l'élargit jusqu'à atteindre le volume de consommation que, d'une part, la productivité sociale existante permet (c'est-à-dire la force productive sociale de son propre travail en tant que travail réellement social) et que, d'autre part, requiert le plein épanouissement de l'individu ; si, en outre, on réduit le surtravail et le surproduit à la mesure qu'exige, dans des conditions de production données de la société, la constitution d'un fonds d'assurance et de réserve et aussi l'élargissement constant de la reproduction à la mesure des besoins sociaux ; enfin, si l'on inclut dans la première rubrique (travail nécessaire) et la seconde (surtravail) la quantité de travail que ceux qui sont aptes à travailler sont tenus d'accomplir pour les membres de la société qui ne sont pas encore ou ne sont plus en état de travailler ; en résumé, si l'on dépouille le salaire aussi bien que la plus-value, le travail nécessaire aussi bien que le surtravail de leur caractère spécifiquement capitaliste, toutes ces formes disparaissent et il ne reste que leurs bases qui sont communes à tous les modes de production sociale (Marx, [1894] 1976, p. 789).

Les comptabilités antique, féodale et capitaliste ne diffèrent ainsi pas par leur contenu, qui est toujours le même, à savoir des processus de travail concrets. Elles diffèrent par leur forme, c'est-à-dire par leur façon de capturer ces activités de production et d'en fournir une représentation comptable qui permet de les contrôler. La typologie polanyienne des systèmes monétaires (Blanc, 2018b) pourrait alors s'intégrer dans un effort plus large de typologie marxiste des formes de comptabilité (Bryer, 2019).

La typologie polanyienne explore les différents visages que peut prendre l'institution marchande du compte et du paiement, à laquelle correspond la comptabilité capitaliste. Peu importe l'identité de l'agent·émetteur·ice d'argent ou ses différents buts, la comptabilité en partie double et le contrôle des processus de production en vue d'obtenir un taux de rentabilité maximum reste la référence. La typologie marxiste replace la comptabilité capitaliste

[131] Dans cette perspective, la loi de la valeur correspondrait simplement à une théorie des dispositifs dont l'objet spécifique vise à fournir des justifications du niveau des prix et des salaires sous contrainte d'une rémunération au moins normale du capital avancé. La péréquation des taux de profit, par exemple, n'est alors plus réduite à une simple hypothèse simplificatrice utilisée par les économistes pour décrire une situation d'équilibre entre les différentes branches de production de marchandises. Elle apparaît aussi — avant tout — comme une contrainte pratique, celle d'un seuil de rémunération minimale des capitaux engagés, fixé par le taux d'intérêt en vigueur, qu'intègrent les comptables et les managers des entreprises capitalistes dans leurs calculs d'objectifs de coûts, par rapport auxquels ils et elles organisent le contrôle des processus de production (Bryer, 2017). Loin alors de « tenir la valeur pour une propriété à la fois substantielle et mystérieuse des choses » (Boltanski et Esquerre, 2017), façon de voir dont Bolstanski et Esquerre remarquent qu'elle « a imprégné l'économie classique » (ibid.), la théorie proposée par Marx est surtout une tentative d'exposer de façon systématique les pratiques comptables des entreprises capitalistes soumis à la loi de la concurrence, qui n'est que la manifestation et la réalisation de la loi de la valeur (Brickell, 1984). Ainsi, la divergence apparente entre les compréhensions sociologiques et économiques de la valeur peut être réduite en adoptant la proposition de « structuralisme pragmatique » de Boltanski et Esquerre (2017) : ce qu'on entend par « valeur » résulte dans les deux cas des représentations et des pratiques des acteur·ices, qui se différencient par leur position dans les rapports de production. Le concept de « valeur » au sens marxiste est simplement ce dispositif qu'opposent les managers et les comptables des entreprises capitalistes aux travailleur·ses, qui élaborent en retour des dispositifs concurrents (Friot, 2012b ; Harribey, 2013a). On peut ainsi lire les projets de monnaies alternatives comme autant de façon de proposer des conventions de la valeur alternatives aux conventions dominantes.

en regard des façons de tenir les comptes des unités de production qui l'ont précédée et ouvre la réflexion sur ce que peut être une comptabilité socialiste, correspondant à l'institution non marchande du compte et du paiement, c'est-à-dire sur la statistique sociale générale et le travail social moyen. Plutôt que la recherche d'alternatives monétaires, c'est une telle comptabilité alternative qu'il faudrait rechercher. Ce travail en a proposé une esquisse à partir de la proposition conseilliste[132].

Le travail social moyen permet de dépasser la dualité des mesures de la valeur qui caractérise l'institution marchande du compte et du paiement. Par là-même, il est vecteur de désaliénation : explicitant le rapport direct entre les producteur·ices et leur produit, il rétablit ce « lien intime » entre les producteur·ices et leur environnement que la production pour la survaleur a rompu. Là où les valeurs de branche et les prix de production ne sont que des abstractions théoriques, puisque seuls les prix de marché effectifs sont observés dans une économie capitaliste, un système social fondé sur le travail social moyen permet de distinguer ce qui, dans les ratios d'échange effectifs, est dû aux coefficients techniques et ce qui relève d'un dés-ajustement entre production sociale et besoins sociaux. Quand « les prix de marché constituent le seul accès aux réalités techniques des unités de production privées » (Camarinha Lopes, 2019, p. 18), qu'ils déforment de façon systématique, la statistique sociale générale permet de socialiser les quantités d'intrants, et notamment les quantités de travail, en amont de l'échange des produits.

Remplacer le marché comme mécanisme de coordination entre les unités de production suppose donc de rendre ces données techniques visibles avant la circulation proprement dites : la statistique sociale générale, parce qu'elle restaure le lien intime entre producteur·ices et leur environnement, apparaît comme une condition nécessaire de tout projet de « planification économique » (ibid., p. 18). Par là-même, le travail abstrait disparait comme abstraction concrète, c'est-à-dire disparait comme valeur. L'unité de compte socialiste, le travail social moyen, permet de prendre systématiquement le contre-pied du fonctionnement de la loi de la valeur : ce doivent être directement les besoins sociaux – et non plus indirectement à travers la catégorie de retour sur investissement des avances privées de capitaux – qui règlent la production.

Si l'organisation de la circulation se transforme, c'est en regard d'une transformation tout aussi fondamentale dans la production. Ce qui n'est que virtuelle dans une économie capitaliste, à savoir l'égalité de droit de toute heure de travail, devient une réalité concrète comme horizon régulateur de la production. Dans le capitalisme, le travail complexe est réduit en travail simple à travers les plus ou moins de l'échange marchand. Roubine ([1926] 2017) note ainsi que Marx ne tente pas de dégager « une mesure permettant au chercheur théorique d'affirmer l'égalité entre les produits échangés » ou, ce qui revient au même, l'égalité entre des travaux de complexité différente, donc de calculer *ex ante* leur facteur de proportionnalité. Au contraire, il constate le fait que cette égalité est réalisée de façon pratique à travers la multiplicité des actes d'échange : c'est du résultat du processus de circulation, c'est-à-dire les prix effectifs, qu'on peut inférer le degré de « complexité » de certains travaux par rapport à d'autres, plus « simples ». Ainsi, le travail complexe n'est plus naturalisé comme ces activités qui requièrent des qualifications ou des compétences supérieures, mais renvoie à la capacité de certain·es producteur·ices à imposer une valorisation de leur travail plus élevé que la moyenne. Pour le dire autrement, la complexité des

132 Plutôt que spécifiquement l'argent, c'est plutôt le compte en général qui apparaît garantir la liberté des agent·es économiques. En écho aux thèses simméliennes, Roubine ([1926] 2017) écrit ainsi « les jetons qui, dans la société socialiste, donneront aux individus le droit de tirer du fonds productif de la société n'importe quel produit en quantité déterminée, ne feront pas moins bien que l'argent d'aujourd'hui pour remplir le rôle de "garantir la liberté de choix des biens économiques", [mais] ils ne détermineront pas directement les motivations et les actions des producteurs et, pour cette raison, ils ne seront pas de la "monnaie" au sens actuel du terme » (ibid., p. 656). Marx ne dit pas autre chose lorsqu'il écrit « que la "monnaie-travail" d'un Owen, par exemple, n'est pas plus "monnaie" qu'un billet de théâtre [puisqu']Owen présuppose du travail immédiatement socialisé, ce qui est une forme de production diamétralement opposée à la production marchande » (Marx, [1867] 1993, note 50 p.108). Le bon de travail d'Owen « se limite à constater la participation individuelle du producteur au travail commun ainsi que la mesure individuelle où il peut prétendre à la partie du produit commun destinée à la consommation » (ibid., note 50 p.108). Ce qui fait la spécificité de l'argent, c'est qu'elle permet de tenir la comptabilité des choses comme porte-valeurs, c'est-à-dire des produits comme marchandises, comptabilité qui doit permettre la circulation de la valeur à travers les prix des marchandises. À l'inverse, dans la mesure où « le capital-argent disparait en production socialisée » (Marx, [1885] 1977, p. 313), les producteurs « pourront, si l'on veut, recevoir des bons en échanges desquels ils prélèveront sur les dépôts sociaux de consommation une quantité correspondant à leur temps de travail [mais] ces bons ne sont pas de l'argent [car] ils ne circulent pas » (ibid., p. 313).

travaux est une question qui renvoie moins à une production plus dense de valeur mais à une réalisation d'un montant plus élevé de valeurs d'échange à temps de travail égal[133].

Le dépassement de l'argent, qui est résorption de la dualité des mesures la valeur, rend possible un développement des forces productives, entendues non pas de façon caricaturale comme niveau technique de la productivité sociale, mais comme régulation consciente des activités de production. Le capitalisme construit ainsi de façon virtuelle l'égalité des travaux humains, tendance qui n'est jamais complètement réalisée car il n'y a pas de régulation consciente des activités de production. Le passage de l'argent au travail social moyen apparaît alors comme le moyen par lequel il devient possible de décider de la complexité des travaux plutôt que d'en remettre la réduction aux mécanismes marchands : l'égalité de droit des travaux humains peut ainsi devenir égalité de fait à travers l'égalisation des rémunérations horaires. C'est l'appréhension directe du processus de reproduction sociale que permet la statistique sociale générale qui doit assurer que l'égalité de droit de toute heure de travail se transforme en égalité de fait.

L'égalité des rémunérations des travailleur·ses associé·es constituent ainsi l'une des propositions sans doute les plus polémiques des conseillistes. Pourtant, elle découle logiquement de leur concept d'institution non marchande du compte et du paiement qu'ils tirent de Marx. En creux, on mesure ce que le passage de la comptabilité en partie double capitaliste fondée sur la dualité des mesures de la valeur à la comptabilité socialiste résultant de l'unité organique de la production et de la circulation à travers la catégorie de travail social moyen suppose en termes de rapport de force. Les monnaies alternatives peuvent contribuer à son établissement à travers le questionnement permanent auxquelles elles soumettent la médiation monétaire et la mentalité calculatoire à laquelle elle correspond. Mais il leur faut aller au-delà d'elles-mêmes pour réellement esquisser les fondements d'une nouvelle mentalité calculatoire fondée sur autre chose que la recherche permanente du taux de rentabilité le plus élevé, mentalité calculatoire sans laquelle le système des prix ne peut jouer son rôle de moyen de coordination des unités de production privées.

Les institutionnalistes défendent l'idée que l'objet de la lutte des classes est la configuration de l'institution monétaire, c'est-à-dire la définition de ce qui est considérée comme la liquidité absolue, les modalités d'émission donc d'accès à cette liquidité et les procédures de règlement entre agent·es débiteur·es et agent·es créditeur·ses (Cartelier, 1995). La lecture comptable de la loi de la valeur rejoint cette perspective tout en l'élargissant : l'objet de la lutte des classes, étant donné le cadre fixé par le niveau de développement tant quantitatif que qualitatif atteint par les forces productives, est plutôt la définition de la mentalité calculatoire qui doit dominer, par rapport à laquelle à la fois les rapports de production, les formes phénoménales et l'idéologie – c'est-à-dire les idées dominantes d'une époque – prennent forme. De son adéquation avec les rapports de production dépend la capacité de la mentalité calculatoire en vigueur à entraîner une augmentation du surplus, donc un développement quantitatif et qualitatif des forces productives, développement qui érode petit à petit cette adéquation. La lutte des classes reste le facteur causal décisif, tandis que le niveau de développement des forces productives sont le facteur fondamental, pour reprendre la distinction de Sève mentionne en introduction. Simplement, elle ne définit pas uniquement la configuration des institutions mais, en

133 « Le fait que le blé soit égal au fer sur le marché ne signifie pas que le théoricien doive démontrer où se situe leur égalité, ou ce qui les rend égaux. Le théoricien rencontre un fait précis et il est obligé de l'expliquer. Cela signifie que, en observant le fait de l'égalisation entre le blé et le fer, il se demande : ce phénomène se distingue-t-il par le fait qu'il a le caractère d'être constant et régi par des lois, et si oui, quelle est sa cause, c'est-à-dire quels sont les phénomènes qui conditionnent l'existence et les changements du phénomène donné ? L'objectif n'est pas de montrer ce qui rend le blé et le fer égaux, mais plutôt de révéler le fait social objectif de l'égalisation marchande du blé et du fer — c'est la tâche de l'économiste théorique » (Roubine, [1926] 2017, p. 632).

amont, la mentalité calculatoire, qui configure, entre autres, la forme que prennent le compte et le paiement.

Autrement dit, pour revenir à la métaphore de l'infrastructure et de la superstructure, la lutte des classes définit cette mentalité calculatoire qui structure à la fois l'étage « inférieur » et l'étage « supérieur » d'une société donnée et qui constitue par là-même leur unité. Marx développe son idée de l'unité des forces productives et des rapports sociaux de production, d'une part, et de l'interaction entre l'infrastructure et la superstructure dans un passage de la préface de la *Contribution à la Critique de l'Économie Politique* :

> [1] Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. [2] L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. [3] Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. [4] Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. [5] À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété, au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. [6] De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent les entraves. [7] Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. [8] Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure [...]. [9] Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses au sein même de la vieille société. [10] C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir (Marx, [1859] 2002).

Bryer en propose une paraphrase qui explicite le rôle joué par la mentalité calculatoire et la lutte des classes dont l'issue en détermine la sélection : tout d'abord, « [1] les hommes organisent socialement la production selon des "rapports" déterminés, des méthodes déterminées d'extraction du surtravail, qu'ils ne choisissent pas comme individus, mais qui "correspondent" au degré de développement des forces productives disponibles, c'est-à-dire des rapports qui sont les mieux adaptés pour maximiser le surtravail extrait ». Pris ensembles, « ces rapports sociaux constituent la "structure économique", la "base concrète" de la société. À chaque structure économique, à chaque façon de contrôler l'extraction du surtravail, "correspondent des formes de conscience sociales déterminées" ou, en d'autres termes, une mentalité calculatoire déterminée ».

Dans un troisième temps, « [3 et 4] le contrôle social de la production selon une mentalité calculatoire donnée "conditionne" d'autres formes de conscience générale. En d'autres termes, la mentalité calculatoire qui sous-tend les rapports sociaux de production fournit le cadre conceptuel dans

lequel opère la "superstructure" des institutions non économiques et des idées, comme le droit de propriété, les coutumes et les conventions comptables, entre autres formes d'idéologie, qui justifient et stabilisent les rapports de production et l'extraction du surplus ». Nul productivisme, puisque le rôle fondamental des forces productives est délimité du rôle décisif des rapports de production, donc de la mentalité calculatoire dominante : « [5] La classe dominante contrôle les rapports sociaux de production afin de générer du surtravail et [...] ces rapports développent donc inévitablement les forces productives. [6] Les rapports sociaux de production, leur mentalité calculatoire et leur système de contrôle finissent par "entrer en contradiction avec les" – c'est-à-dire imposer une limite aux – surplus, devenant des "entraves" qui limitent l'extraction du surtravail ».

Ainsi, c'est la lutte des classes dont l'enjeu est l'imposition d'une organisation spécifique du processus de reproduction sociale à travers l'affirmation d'une mentalité calculatoire parmi d'autres possibles qui règle l'évolution des sociétés : « [7, 8 et 9] lorsque cette limite est atteinte et reconnue comme telle, une "époque de révolution sociale" s'ouvre [...]. Au-delà de la lutte des classe quotidienne, cette lutte des classes révolutionnaire oppose ceux qui profitent du mode de production actuel et ceux qui pourraient profiter d'un nouveau mode de production. Ces derniers sont victorieux lorsqu'ils disposent de l'organisation et des ressources suffisantes et, lorsqu'ils le sont, ils imposent de nouveaux rapports sociaux de production fondés sur une nouvelle mentalité calculatoire associée à un système de contrôle [des processus de travail] inédit, ce qui augmente les excédent et conduit à un nouveau développement des forces productives ». Finalement, « [10] L'"humanité résout" le problème du progrès en sélectionnant de nouveaux rapports sociaux de production adéquats au niveau de développement des forces productives disponibles, "déjà présentes" » (Bryer, 2019).

Le concept de mentalité calculatoire et la lecture comptable de la loi de la valeur sont essentiels pour articuler marxisme et institutionnalisme monétaire. Parce que ce concept refuse le primat économiciste des forces de production, il permet de penser le caractère instituant de l'institution ; parce qu'il laisse jouer un rôle fondamental, à défaut d'être décisif, aux forces de production, il évite un certain « volontarisme institutionnel », qui échoue également à penser le caractère institué de l'institution. En somme, c'est en se rapportant à la mentalité calculatoire capitaliste que l'on peut comprendre les formes de subjectivité et d'objectivité propres à ce mode de production, c'est-à-dire les individus marchands et les marchandises. Par rapport aux autres institutionnalismes, le marxisme possède l'avantage comparatif de son concept de rapports de production. La genèse des institutions renvoie ainsi à la lutte des classes. *In fine*, c'est en revenant à celle-ci, c'est-à-dire à la question de savoir laquelle des fractions de la société contrôle le processus de reproduction sociale et en détermine la forme, que l'on peut comprendre la genèse des conventions et des pratiques comptables. Plus que l'argent donc, c'est bien la comptabilité, c'est-à-dire la représentation quantitative de la mentalité calculatoire dominante, qui est un enjeu de luttes sociales.

Il s'agit donc de substituer la mentalité calculatoire dominante par une autre, ce qui fonde une nouvelle configuration de l'institution du compte et du paiement. Une mentalité calculatoire réellement alternative doit correspondre à une comptabilité socialiste, écologiste et féministe, au sens, d'une part, où économie « formelle » et domestique sont, par la résorption de la dualité des mesures de la valeur, ramenées à ce qui fait leur unité, le temps

de travail ; et, d'autre part, au sens où le rétablissement du rapport direct des producteur·ices à leur produit doit permettre une régulation consciente des rapports entre les producteur·ices et leur environnement. C'est à l'aune de cette définition non productiviste du concept de forces productives qu'il faut lire le passage précité : le développement de ces dernières que les rapports de production capitalistes entravent, n'est pas simplement équivalent à une augmentation des biens et services produits, c'est-à-dire que le concept de forces productives n'est pas équivalent au concept de productivité du travail ; il correspond d'abord et avant tout à la production de biens et services soutenables d'un point de vue écologique et capable de satisfaire adéquatement les besoins sociaux. Bref, lever les « entraves », c'est revenir sur la « rupture métabolique » qu'opère nécessairement le capitalisme. Pour ce faire, abolir l'argent, c'est finalement enrichir l'unité de compte.

annexe A

Les débats méthodologiques des institutionnalismes monétaires

Dans le chapitre méthodologique, en page 43, on distingue la position inter-disciplinaire de ce travail avec les perspectives des deux courants principaux de l'institutionnalisme monétaire contemporain (Porcherot, 2019). Quand l'approche monétaire d'Orléan et Aglietta favorise une forme d'uni-disciplinarité (section A.1), l'analyse monétaire de Cartelier et Benetti propose plutôt une approche pluri-disciplinaire (sous-section A.2).

A.1 Uni-disciplinarité de l'approche monétaire

Il s'agit dans les deux sous-parties suivantes de contraster ce projet inter-disciplinaire avec deux autres propositions alternatives d'articulation entre économie et sociologie que l'on retrouve dans l'institutionnalisme monétaire français. L'approche monétaire se rapporte à l'idée d'une science sociale unifiée, qui s'inscrit dans le projet plus général de l'économie des conventions : « [elle] vise une intégration qui concerne tout autant les sciences économiques que sociales ou politiques [...]. Plutôt qu'une approche pluri- ou multi-disciplinaire qui joindrait simplement les contributions de disciplines différentes, notre perspective cherche à traverser les frontières entre économie et sociologie pour dégager des fondements communs aux deux disciplines et les reconsidérer » (Eymard-Duvernay et al., 2006, p. 1-2). Soucieux d'anticiper les critiques, Orléan souligne que cette façon d'envisager la théorie comme reflétant « l'unité du règne social [...] ne milite nullement pour la suppression des traditions disciplinaires, y compris néoclassiques, lesquelles sont porteuses d'exigences méthodologiques et de connaissances dont la science sociale ne saurait se priver, mais pour leur intégration progressive dans une même perspective d'analyse » (Orléan et Diaz-Bone, 2013).

C'est qu'il ne faut pas confondre cette perspective uni-disciplinaire avec un certain impérialisme de la science économique dominante, consistant en la préemption d'objets traditionnellement non « économiques », comme les comportements électoraux ou encore l'analyse de la déviance, et leur intégration à l'appareillage méthodologique de l'économie néoclassique. Gary Becker, notamment, est souvent associé à cette entreprise, dont il se justifie en soulignant que, premièrement, toute action humaine, pour pouvoir être saisie par le discours scientifique, doit être rationnelle ; que la science de la rationalité par excellence – Lionel Robbins l'a bien montré – est la théorie économique néoclassique ; donc, partant, toute action humaine peut – voire doit – être interprétée comme le résulta d'un programme d'optimisation d'une fonction d'utilité sous-jacente.

Impérialisme économique, donc, d'autant que pour ses partisan·es, il ne va pas de soi que la science économique dominante fait partie des sciences sociales au même titre que par exemple la sociologie ou les sciences politiques. Le modèle épistémologique est bien plutôt recherché du côté d'une conception popérienne datée de la scientificité des sciences dites « dures ». L'application de la théorie néoclassique aux comportements illégaux, par exemple, serait ainsi gage de rigueur scientifique et de neutralité, puisque les équations viennent se substituer à la subjectivité des chercheur·ses. Godelier, parmi tant d'autres, montre comme cette définition de l'économie comme science de la rareté échoue à saisir « l'économique comme tel et le dissout dans une théorie formelle de l'action finalisée où rien ne permet plus de distinguer l'activité économique de l'activité orientée vers la recherche du plaisir, du pouvoir ou du salut. [En effet], si toute action finalisée devient en droit économique, aucune ne le reste en fait » (Godelier, 1965, p. 35).

En réaction, la Nouvelle Sociologie Économique (NSE) s'efforce de porter la contradiction sur le terrain de la science économique dominante (Granovetter, 2004 ; Swedberg, 1994). Elle ne s'attache plus simplement à décrire le cadre institutionnel de l'économique, mais développe à l'inverse « des analyses sociologiques de thèmes économiques fondamentaux, tels que les marchés, les contrats, la monnaie, le commerce et la banque » (Orléan, 2005, p. 281).

Néanmoins, note Orléan, l'idée de l'unité des sciences sociales « sous l'égide d'une sociologie générale », ne figure pas de façon explicite. Au contraire, si la NSE rejette dans son programme scientifique l'approche économique orthodoxe comme relevant d'un pur jeu mathématique sans rapport avec la réalité, elle le fait selon des modalités qui, finalement, reconduisent la division traditionnelle du travail entre économie et sociologie : au fond, à l'image de la NSE, la théorie néo-classique serait un angle analytique

possible parmi d'autres, dont la validité interne n'est pas interrogée. Même si ses tenant·es l'estiment épistémologiquement supérieur à celui de l'économie standard, ils n'ont en soi rien à proposer aux économistes (Graça, 2005).

À rebours de cette position par trop défensive, Orléan propose de partir de l'hypothèse que la sous-socialisation des agents dans les modèles walrasiens correspond à un fait social bien réel, résultant de l'autonomisation relative de l'économique comme champ de l'activité humaine. Plutôt que de souligner que toute activité économique est de toute façon encastrée dans des liens sociaux, il s'agit de voir en quoi la séparation marchande « n'est pas qu'un fantasme walrasien » (Orléan, 2005, p. 292). Autrement dit, l'économie standard a un moment de vérité : si ce qu'elle conçoit comme un comportement rationnel n'est certainement une donnée trans-historique, il reste que l'extension des liens marchands tend à faire de la fiction de l'*homo œconomicus* une réalité partielle. La séparation marchande du processus de reproduction sociale produit ainsi des formes de subjectivités qui lui sont fonctionnelles. Si l'économie standard n'envisage pas leur caractère historiquement situé, il est tout aussi unilatéral de supposer que l'*homo œconomicus* n'existe pas du tout.

Cette idée d'une efficience propre du lien marchand, au-delà de son encastrement dans d'autres rapports sociaux, est proche de la conception de Callon et Latour (1997). Ces derniers définissent le lien marchand comme un agencement combinant trois caractéristiques : il s'opère entre deux étrangers ; il implique un échange d'équivalents stricts médiatisé par une quantité de monnaie ; il ne subsiste pas après la complétion de la transaction. Le lien social marchand est dans ce cadre (et à la différence de l'économie néoclassique qui l'assume sans l'interroger) certes une « fiction » (Chantelat, 2002, p. 537), mais c'est une fiction dont la mise en scène a des effets sociaux réels : « ce qui est mis en scène sur le marché, c'est l'échange fondé sur une relation dyadique et instantanée entre acheteurs et vendeurs (entre la demande et l'offre) qui ne se connaissent pas. Les échangistes restent bien étrangers l'un à l'autre au sens où ils communiquent sans rien connaître de la biographie de l'autre » (ibid., p. 537).

En termes marxistes, on dirait que le fétichisme de la marchandise a des effets bien réels, en tant qu'il est le résultat d'une « structure sociale qui privilégie la relation aux objets » (Orléan, 2005, p. 292). Les relations entre les acteur·ices conservent leurs atours impersonnels, même une fois que la sociologie économique des réseaux est parvenue à en démontrer l'encastrement. Autrement dit, la perspective unidisciplinaire avancée par l'économie des conventions consiste à concevoir ce qu'on pourrait appeler l'impersonnalisation des liens sociaux comme une forme spécifiquement marchande de socialisation : les individus marchands ne sont pas « sous-socialisés », ils émulent au contraire une subjectivité bien définie, adéquate à la forme-marchandise que prennent les objets, produits du travail humain. Ce lien entre sociologie économique et économie des conventions, d'une part, et l'approche de Marx, d'autre part, a été mis en évidence par Steiner (2000), qui montre que les deux corpus partagent une démarche en deux étapes, d'abord démonstration du caractère social des faits économiques, ensuite explication sociologique des comportements économiques.

Dissocier lien social et lien personnel permet par exemple à Sciardet de jeter un éclairage sur la rationalité économique marchande et d'y discerner la coexistence de « deux raisons distinctes, celle de l'échangiste, qui vend pour acheter, et celle du commerçant, qui achète pour revendre » (Sciardet, 2003), l'amenant à « revenir sur la distinction entre une approche sociologique des populations engagées dans le commerce et l'approche formelle de l'échange » (ibid.). Il développe ainsi une théorie sociologique de l'impersonnel à partir de l'étude des séquences de transaction des brocanteur·ses de Saint-Ouen, qui implique que l'impersonnel n'est pas l'inverse du social, mais seulement l'une de ses configurations possibles.

Notons en passant que le concept d'encastrement qu'utilise la NSE, tel que l'a formulé Granovetter (1985) n'est pas identique à celui de Polanyi, ce qui a des conséquences sur la façon de comprendre ce qui constitue la spécificité des économistes capitalistes modernes : si celle-ci n'est qu'une version de l'économique parmi d'autres, tout aussi « encastrée », comment saisir l'origine de la prééminence apparente de l'économique sur les autres champs d'activité sociale ? La NSE identifie institutionnalisation et encastrement, tandis que pour Polanyi, le désencastrement correspond à une modalité d'institutionnalisation de l'économique, qu'il s'agit pour l'économie des conventions et pour ce

que pourrait être un institutionnalisme marxiste, de saisir dans sa positivité spécifique (Machado, 2011, p. 136).

À rebours de tout impérialisme économique, l'uni-disciplinarité proposée depuis l'économie des conventions dessine les contours d'un dépassement des divisions disciplinaires à travers la formulation d'une théorie non standard de l'action, dont l'un des grands noms de la NSE reconnaît qu'elle lui fait défaut (Beckert, 2003, p. 770). Dépassement qui ne doit pas s'entendre comme une négation : les conventionnalistes parlent à ce sujet de saisir la monnaie à travers un « kaléidoscope uni-disciplinaire ».

Ces différentes lectures du thème du désencastrement chez Polanyi sont directement liées à l'idée, centrale dans ce travail, que l'institution du compte et du paiement existe sous différentes formes et que toutes les désigner comme autant de formes d'argent tend à brouiller les termes du débat. Si l'optique est ici inter-disciplinaire plutôt qu'uni-disciplinaire, il reste que l'on voudrait retenir de l'économie des conventions l'idée du désencastrement comme modalité spécifique d'institutionnalisation de l'économique, puisqu'elle est compatible avec celle de l'affirmation concomitante d'une forme sociale spécifique de l'institution du compte et du paiement, l'argent. Sans trop anticiper, il peut être utile d'indiquer que les différentes formes sociales que peut prendre l'institution du compte et du paiement peuvent être ramené à autant de modèles de comptabilité, de sorte que la généralisation de l'usage de la comptabilité en partie double correspond à la stabilisation de la forme marchande du compte et du paiement, que l'on désigne ici comme l'argent, et dont Marx a fourni une théorie spécifique (Bryer, 2019).

A.2 Pluri-disciplinarité de l'analyse monétaire

L'analyse monétaire, initiée par Cartelier et Benetti, est le deuxième courant de l'institutionnalisme monétaire et propose une seconde modalité des relations entre l'économie et les autres sciences sociales. Ils insistent ainsi sur la nécessité de distinguer les discours disciplinaires : ce que dit l'économie sur l'institution monétaire ne peut être formulé par la sociologie et vice-versa. Cartelier reproche ainsi aux économistes institutionnalistes, insistant sur la centralité de la dette, de proposer *in fine* une nouvelle genèse de l'argent, c'est-à-dire un nouveau récit mythique des origines de l'institution monétaire. Certes, ce dernier diffère de la fable du troc ou des modèles orthodoxes contemporains de recherche dans la tradition de Kiyotaki et Wright (1993). Mais cette divergence porte uniquement sur le mécanisme qui régule la concurrence entre les instruments monétaires prétendants à la représentation de la liquidité absolue. L'approche monétaire remplace les interactions simplement rationnelles ou stratégiques de l'approche standard par des interactions mimétiques pour expliquer alternativement l'origine de la monnaie (Lordon et Orléan, 2008) ou de la coexistence de plusieurs monnaies (Lamarche-Perrin et al., 2018). Proposer une genèse mimétique de l'institution monétaire est tout à fait dans la lignée du projet uni-disciplinaire de l'économie des conventions, visant notamment à proposer une théorie de l'action alternative à la théorie de l'agent rationnel, qui fournirait le socle commun des sciences sociales.

L'objection de Cartelier ne se situe cependant pas à ce niveau. Il soutient que la science économique ne peut rien dire de la nature ou de l'origine de l'argent, soit de la forme marchande de l'institution du compte et du paiement. Pas plus qu'on ne peut expliciter les postulats d'un jeu de langage donné, la science économique ne peut développer un discours sur ce qui la fonde comme discipline (Cartelier, 2018, p. 47-49), sauf à s'exposer à la circularité qui affecte les tentatives de recherche de micro-fondations de l'institution du compte et du paiement.

En effet, la condition pour que les comportements mimétiques des acteur·ices expliquent l'émergence d'un ou plusieurs équivalents généraux tient à un « désir de monnaie » (Orléan, 2013, p. 53) commun à tous les participant·es du marché. À ce niveau-là, on pourrait se dire que ce désir de posséder ce qui incarne la richesse absolue est spécifique à la société marchande et provient de la constitution spécifique de l'individualité marchande décrit par Marx au chapitre 2 du livre I du *Capital*. Mais plus loin, s'appuyant sur Mauss ([1914] 1974), Orléan montre que la notion de monnaie tient son origine dans le talisman. Chose sacrée, son pouvoir magique est transformé en pouvoir d'achat précisément et uniquement parce que tous les participant·es le désirent ; et ils le désirent, parce qu'ils pensent que les autres le désirent également.

Le désir de monnaie devient alors parfaitement général, en même temps que le concept de monnaie perd toute spécificité puisqu'il renvoie finalement au désir du désir de l'autre. Pour échapper à cette régression tautologique, les fondateurs de l'analyse monétaire en reviennent à Wittgenstein : « sur ce dont on ne peut pas parler, il faut garder le silence » (Wittgenstein, [1921] 1993).

À toute entreprise de genèse logique de la forme marchande de l'institution du compte et du paiement, ils substituent ainsi le postulat keynésien de la monnaie du *Treatise on Money* : il n'est pas d'économie sans compte ni paiement, ainsi l'argent est donc à la fois non-neutre, au sens où les variables monétaires impactent les grandeurs réelles, et essentiel, au sens où il n'est pas possible de concevoir un équilibre a-monétaire. Le concept d'argent n'est pas du tout une chose, mais simplement le système du compte et du paiement en tant qu'il résulte d'une décision politique. Derrière la monnaie se trouverait en dernière instance l souverain, qui institue à proprement parler l'économique. L'économie, objet de la science économique, se définit alors précisément dans ce jeu dont les limites sont posées par l'institution politique de la monnaie. Elle n'est que cela, mais, en retour, elle l'est entièrement.

La spécificité du discours économique tiendrait en ce qu'il met en œuvre des concepts quantitatifs (valeurs, prix, richesse, taux d'intérêt, masse monétaire, etc.) entre lesquels l'élaboration de relations vise à « expliciter, reproduire ou interpréter quantitativement les relations sociales qui se donnent à voir comme des grandeurs » (Cartelier, 2017, p. 14). Son objet propre renvoie au « caractère "quantitatif" de certaines relations existant entre les personnes » (ibid., p. 14). Ailleurs, il écrit que « plutôt que de chercher la réponse correcte à la question de la nature de l'argent, il apparaît plus adéquat de partir des relations sociales dont le contenu est monétaire [ce qui] revient à étudier un ensemble de relations sociales dont la caractéristique commune est d'être réalisées par des biais monétaires » (Cartelier, 2018, p. 223). En d'autres termes, l'économique serait l'ensemble des paiements monétaires, sans nul besoin de faire plus référence à une quelconque théorie générale de l'action humaine, que la rationalité qui en définit le contenu soit de type purement procédurale, stratégique ou encore mimétique.

La sociologie économique, à l'inverse, mobiliserait des concepts plus qualitatifs, comme la confiance, la cohésion sociale, le pouvoir, etc. Cette définition ramassée des différences entre sociologie et économie n'implique pour les tenant·es de l'analyse monétaire « ni supériorité, ni infériorité » (Cartelier, 2017, p. 14). Elle vise uniquement à définir le lieu propre de chaque science, faute de quoi une tentative interdisciplinaire serait toujours menacée, d'une part de verser dans l'approximation conceptuelle, d'autre part, de fonder le développement d'un nouvel impérialisme d'une science sociale vers les autres.

De cette distinction, il semble en découler que s'il peut y avoir un traitement quantitatif de variables qualitatives, de sorte qu'une sociologie quantitative serait concevable, la science économique, à l'inverse, est exclusivement quantitative (Steiner, 1985, p. 619). Ou plutôt : sa dimension qualitative est extrêmement restreinte et limitée au moment fondateur de l'explicitation des règles du compte et des paiements, soit de l'explicitation du cadre du jeu. Un tel projet pourrait être qualifié de pluri-disciplinaire, puisqu'elle conduit essentiellement à une juxtaposition « d'une multiplicité de points de vues (scientifiques) [qui] n'est pas contingente » (Cartelier, 2018, p. 227), mais renvoie à la complexité intrinsèque des sociétés modernes : non seulement une science sociale générale serait une « utopie », mais elle ne pourrait pas saisir adéquatement son objet.

Ces définitions sont assurément conformes à la volonté des partisan·es de l'analyse monétaire de formuler une théorie monétaire générale qui ne soit pas contingente des caractéristiques des instruments monétaires, à rebours de ceux qui élaborent une théorie pour la monnaie métallique, une autre pour la monnaie de crédit, etc. Néanmoins, il me semble que la perte de spécificité du concept d'argent utilisé va encore plus loin : il n'y a plus aucune différence entre les formes non marchandes et la forme marchande de l'institution du compte et du paiement, si ce n'est le degré d'autonomie relative du domaine appelé « économie » vis-à-vis des autres sphères d'activité sociale.

On constate seulement le désencastrement. Mais il s'agit alors d'une différence parfaitement externe à leur concept d'argent. Les formes non marchandes du compte et du paiement n'apparaissent alors que comme la préhistoire de la forme marchande, elle-même faisant implicitement figure de fin de l'histoire, puisque le concept d'argent de Benetti et Cartelier résulte directement selon eux de la nature complexe

des sociétés modernes dans lesquelles les échanges d'équivalents se font de façon décentralisée, soit découle directement de la séparation marchande. Tout se passe comme si tout mécanisme de coordination décentralisée entre unités de production autonomes était nécessairement marchand, ce qui n'est pas fondamentalement éloigné des thèses hayékiennes sur l'ordre spontané du marché. À rebours de cette position, repartir de la conception marxiste de l'argent comme forme spécifiquement marchande de l'institution générale du compte et du paiement permet d'ouvrir la problématique : parce qu'elle permet de poser la question d'une institution non marchande du compte et du paiement, des mécanismes de coordination décentralisés non marchands sont dès lors concevables.

annexe B

Liste des entretiens réalisés

Une *licenciatura* correspond à cinq ans d'études supérieures. La *segundaria* est le lycée. La *maestria* renvoie à une spécialisation de un à deux ans que l'on réalise après la *licenciatura*. Le *terciario* peut être rapprochée des parcours type IUT : plus court qu'une *licenciatura* (généralement trois ans), il n'ouvre pas la voie à une carrière universitaire tandis que l'on peut passer de la *licenciatura* au *doctorado*, c'est-à-dire au doctorat.

	Nom	Date	Lieu	Statut	nœud (si pertinent)	Âge	Genre	Activité(s) professionnelle(s)	Etudes
1	Amanda	5 août 2018	Dans un bar, Microcentro	Fondatrice	-	47	F	Juriste	Licenciatura
2	Roberto	19 nov. 2019	Dans un bar, Microcentro	Prosommateur, référent	La Plata	43	M	Architecte dans un ministère	Licenciatura
3	Yolanda	21 nov. 2019	Chez elle, Moreno	Prosommatrice	Moreno	59	F	Coiffeuse-esthéticienne	Segundaria
4	Natalia	19 nov. 2019	Sur la place Franciscanos	Prosommatrice, référente	Moreno	57	F	Successivement employée municipale, au chômage et femme de ménage	Licenciatura incomplète
5	Elena	26 nov. 2019	Dans un bar, Once	Prosommatrice, référente	Luján	57	F	Invalide (partiel), professeure du secondaire	Terciario
6	Heloisa Primavera	28 nov. 2019	Chez elle, Olivos	Prosommatrice, référente	Boedo	77	F	Retraitée, enseignante-chercheuse	Doctorado
7	María	30 nov. 2019	Dans un bar, Flores	Prosommatrice	Luján	65	F	Retraité, professeure du secondaire	Licenciatura
8	Azul	1 déc. 2019	Dans un parc, Merlo	Prosommatrice	Moreno, Boedo	66	F	Retraitée, écrivaine	?
9	Danilo	2 déc. 2019	Maza Madre, Boedo	Prosommateur, référent	Guernica	59	M	Invalide (partiel), compétences multiples	Secundaria incomplète
10	Albertina	5 déc. 2020	Maza Madre, Boedo	Prosommatrice, référente	Boedo	56	F	Conseil en entreprise	Maestria
11	Anita	7 déc. 2019	Dans le parc Boedo	Prosommatrice	Boedo	71	F	Retraitée	Licenciatura
12	Alejandra	7 déc. 2019	Chez elle, Boedo	Prosommatrice	Boedo	68	F	Retraitée, écrivaine	?
13	Camila	11 déc. 2019	Chez elle, Zona Sur	Prosommatrice	Boedo	22	F	Coopérative d'aliments préparés végétariens	?
14	Rosa	11 déc. 2019	Dans un bar, Boedo	Prosommatrice	Boedo	64	F	Retraitée, institutrice	Licenciatura
15	Sofia	12 déc. 2019	Dans un bar, Boedo	Prosommatrice, référente	Boedo	50	F	Juriste dans un ministère	Licenciatura
16	Valentina	15 déc. 2019	Dans un bar, Microcentro	Prosommatrice	Boedo	28	F	Couturière, cuisinière, auto-entrepreneuse	Segundaria
17	Laura	15 déc. 2019	Dans un bar, Microcentro	Prosommatrice	Boedo	50	F	Couturière, cuisinière, auto-entrepreneuse	?
18	Tomas	16 déc. 2019	Chez lui, La Plata	Prosommateur, référent	La Plata	60	M	Retraité, enseignant-chercheur, employé public	Doctorado

	Nom	Date	Lieu	Statut	nœud (si pertinent)	Âge	Genre	Activité(s) professionnelle(s)	Etudes
19	Joaquín	4 janv. 2019	Dans un bar, Microcentro	Référent	Bariloche	53	M	?	?
20	Miguel	18 nov. 2019	Assemblée générale de *Somos Moreno*, Moreno	Référent	Moreno	35	M	Conseiller municipal	Licenciatura
21	Alejandro	20 nov. 2019	Local de la mutuelle MET, Escobar	Référent	Escobar	68	M	Retraité, président de la mutuelle MET	Licenciatura
22	Eduardo Murua	20 nov. 2019	Entreprise récupérée IMPA, Almagro	Fondateur	-	?	M	MNER, INAES	?
23	Mario	27 nov. 2019	Gráficas, Microcentro	Fondateur	-	74	M	Retraité, enseignant-chercheur	Licenciatura
24	Federico	28 nov. 2019	Local militant, Boedo	-	-	41	M	Professeur du secondaire	Licenciatura
25	Renata	6 déc. 2019	Dans son bureau, à l'université nationale de Moreno	Référente	Moreno	51	F	Enseignante-chercheuse	Licenciatura
26	José	9 mai 2019	Dans un bar, Palermo	EOS Argentina	-	38	M	Consultant en *blockchain*	Business School
27	Lucas	11 déc. 2019	*Espacio Bitcoin*, Microcentro	EOS Argentina	-	41	M	Développeur *blockchain*	Licenciatura incomplète
28	Rubén Ravera	12 déc. 2019	Dans un bar, San Telmo	Red Global de Trueque	-	60	M	?	?

Tab. B.1 - *Entretiens réalisés.*

annexe C

Réseaux sociaux et sites internet

Réseau		Nom	Création	Membres (départs+retraits)	Nature	Insertion	Retrait
WhatsApp	1	MonedaPAR Oficial	8 juin 2020	39 (9)	Canal de diffusion de la MonedaPAR « *Este es el grupo de difusión institucional de todas las actividades y eventos de MonedaPAR* ».	8 juin 2020 (lien d'invitation)	
	2	PAR Nodo La Plata	15 déc. 2018	62 (103+1)	Groupe du nœud La Plata	15 déc. 2018 (ajout par admin)	-
	3	Compartir (ex-ParLaPlata lateral)	30 sept. 2019	16 (23)	Groupe latéral du nœud La Plata « *Cultura..Educacion..Trabajo* ».	11 mai 2020 (lien d'invitation)	
	4	MonedaPAR Nodo Bariloche	18 déc. 2018	15 (39+1)	Groupe du nœud Bariloche	11 avril 2019 (ajout par admin)	-
	5	MonedaPAR Nodo Mendoza	18 fév. 2019	18 (22)	Groupe du nœud Mendoza « *Nodo Virtual de Intercambio Productores-Consumidores con MonedaPAR Mendoza* ».	20 mai 2019 (ajout par admin)	
	6	MonedaPAR Patagonia	12 déc. 2019	5 (23)	Groupe des nœuds de Patagonia	12 déc. 2019 (lien d'invitation)	
	7	Nodo Boedo (ex-MAZAPARES Nodo CABA 1)	25 oct. 2018	65 (72+1)	Groupe du nœud Boedo « *Grupo de intercambio del primer Nodo de MonedaPAR en Caba. Disponible para avisos, pedidos y comentarios de interés para el crecimiento del nodo.* ».	17 avril 2019 (ajout par admin)	
	8	Nodo Boedo colaterales (ex-MAZAPARES colaterales)	5 fév. 2019	15 (5)	Groupe latéral du nœud Boedo « *Grupo de participantes del Nodo Mazapares con interés en compartir temas no vinculados al funcionamiento del nodo, MonedaPAR y/o monedas sociales.* ».	5 mai 2019 (ajout par admin)	-
	9	Feria Nodo Boedo	01 juil. 2020	56 (8)	Groupe d'organisation des *ferias* virtuelles du nœud Boedo « *Feria los Miércoles de 9 a 21 o* `https://padlet.com/nodoboedo/catalogo2021` »	15 juin 2021 (lien d'invitation)	
	10	Prosumidores Luján	29 août 2019	31 (42+2)	Groupe du nœud Luján	27 nov. 2019 (ajout par admin)	14 oct. 2021 (retiré par admin)
	11	*NODO LuJan* CoLateral	30 déc. 2019	19 (9)	Groupe latéral du nœud Luján	30 déc. 2019 (lien d'invitation)	
	12	PAR Moreno	20 oct. 2019	43 (21)	Groupe du nœud Moreno	7 déc. 2019 (ajout par admin)	-
	13	PAR EN FRANCISCANOS	25 mars 2019	12 (61)	Canal de diffusion du nœud Moreno (Franciscanos) « *Utilizamos la MonedaPAR que es trueke virtual y mucho mas* ».	31 mai 2019 (ajout par admin)	
	14	FRANCISCANOS	29 déc. 2018	254 (78+57)	Groupe de la *feria* générale de la Place Franciscanos	7 avril 2019 (ajout par admin)	31 avril 2019 (retiré par admin)
	15	PAR (ex-Par)	16 nov. 2016	32 (28)	Groupe inactif, originellement utilisé pour les réunions au Gran Lío, puis à l'IMPA, puis à Gráficas	10 mai 2018	

Réseau		Nom	Création	Membres (départs+retraits)	Nature	Insertion	Retrait
	17	Comunidad PAR (ex-ConurPar)	11 oct. 2019	71 (69+2)	Groupe inter-nœuds « *Grupo de formación, información , y aporte de ideas, sólo relacionados con MonedaPAR, para los prosumidores que utilizamos MonedaPAR, para la interconexión de los nodos y los prosumidores entre si, y para la publicación de necesidades y ofrecimientos de productos, servicios y saberes.* https://padlet.com/ramoninterpar/6bys4dttp5nf6nzb; https://padlet.com/ramoninterpar/rhhtwkye4cdtco44 ».	23 oct. 2019 (lien d'invitation)	
	18	Comunidad PAR Lateral (ex-ConurPar-Lateral)	11 nov. 2019	30 (27)	Groupe latéral inter-nœuds « *Grupo creado para los prosumidores del sistema MonedaPAR ,que quieran canalizar la difusión de información e ideas de cualquier índole* ».	11 nov. 2019 (lien d'invitation)	
	19	InterPar	28 fév. 2020	90 (51)	Groupe inter-nœuds « *CLASIFICADOS PAR, QUE NECESITO Y QUE OFREZCO EN PAR -tambien prestar, donar, regalar.* https://padlet.com/ramoninterpar/6bys4dttp5nf6nzb; https://padlet.com/ramoninterpar/rhhtwkye4cdtco44 ».	5 juin 2020 (lien d'invitation)	
	20	Federal PAR	25 août 2021	58 (6)	Groupe inter-nœuds « *Intercambio de Servicios y Saberes* https://padlet.com/ramoninterpar/6bys4dttp5nf6nzb »	3 sept.2021 (lien d'invitation)	
	21	Ad Hoc	31 déc. 2019	11 (21+2)	Groupe thématique annexe « *Grupo creado* ad hoc *para los que estamos de acuerdo con la despenalización y/o legalización del aborto y apoyamos al gobierno de Alberto y Cristina, con el objetivo de aportar ideas fuerza que, luego de votadas, serán documentadas en PDF para su viralización y su elevación a las autoridades. El primer debate es Educación y Nutrición.* ».	31 déc. 2019 (lien d'invitation)	
	16	PopuPar	2 mars 2020	11 (9)	Groupe thématique annexe « *Están todos bienvenidos sean ustedes mismos, publiquen, intercambien, piensen, donaciones, artículo de lo que tengan, MonedaPAR es una forma de acercarte al pueblo todo sin descriminacion, de sexo, religión, política, ayudemos a los que no saben a saber* ».	5 juin 2020 (lien d'invitation)	
	22	Moneda Social Ibero	30 avril 2021	115 (12)	Groupe thématique annexe« *Un grupo dedicado a hablar aspectos técnicos de monedas sociales. Favor de mantener un sentido común y de evitar desviarse demasiado de nuestro enfoque principal* ».	11 juin 2021 (lien d'invitation)	
	23	Argentxs Políticxs	11 nov. 2019	17 (57)	Groupe thématique annexe « *Grupo que apoya al gobierno de Alberto y Cristina, para información y formación político- social- sindical, debate de ideas y elaboración de propuestas.* »	11 oct. 2020 (lien d'invitation)	

Réseau		Nom	Création	Membres (départs+retraits)	Nature	Insertion	Retrait
	24	El Argento	14 avril 2018	14 (34)	Groupe thématique annexe « *Grupo de "trueque" o "intercambio" sin dinero, solo mediante instrumentos de cambio inconvertibles y monedas sociales* ».	18 fév. 2020 (ajout par admin)	
	25	Red Global de Trueque	11 sept. 2016	57 (54+5)	Groupe des coordinateurs du Red Global de Trueque, premier réseau des clubs de troc	12 déc. 2019 (ajout par admin)	
Telegram	26	Coord. Economía PAR (ex-Vamos PARa el Norte)	19 nov. 2019	5	Groupe de la *Coordinación Económica* de la MonedaPAR	19 nov. 2019 (ajout par admin)	
	27	Nodo Silvio Gesell MonedaPAR	13 avril 2021	84	Groupe du nœud de Villa Gesell	17 nov. 2021	
Facebook	28	MonedaPAR	3 juil. 2017	3791	Page de la MonedaPAR « *MonedaPAR es una moneda digital que te permite comprar y vender sin tener que usar pesos. Es un sistema de intercambio de bienes, de servicios, de tiempo y también de crédito mutuo, que usa como medio cancelatorio de obligaciones a la moneda virtual MONEDAPAR ($PAR).* »		
	29	MonedaPAR Argentina	11 avril 2019	395	Groupe privé de la MonedaPAR « *Grupo que nuclea nodos de MonedaPAR, la idea es que podamos intercambiar experiencias y enterarnos de las novedades de los otros nodos.* »		
	30	MonedaPAR Tandil	31 juil. 2017	156	Page du nœud de Tandil « *PAR ES UNA MONEDA COMPLEMENTARIA AL PESO PERMITE COMPRAR Y VENDER EN LA RED DE MERCADOPAR, SIN NECESIDAD DE USAR PESOS NI DINERO BANCARIO.* »		
	31	MonedaPAR Nodo Exaltación	13 janv. 2019	215	Page du nœud de Exaltación « *Otra MonedaPARa otra economía. MonedaPAR es una moneda digital que permite comprar y vender sin tener que usar pesos.* »		
	32	MonedaPAR - Nodo La Plata	29 mars 2019	185	Page du nœud de La Plata « *Somos una comunidad organizada que formamos parte de MonedaPAR, una moneda digital, alternativa y complementaria al peso que nos permite realizar un intercambio justo de bienes y servicios.* »		
	33	Par LaPlata	28 juil. 2020	103	Page du nœud de La Plata « *Red de compras formada por una comunidad de productores y consumidores para potenciar nuestro trabajo. Nosotres somos Nodo La Plata.* »		
	34	MonedaPAR Bariloche/Bolsón/ Lago Puelo	17 janv. 2019	67	Groupe public des nœuds de Patagonia		

Réseau		Nom	Création	Membres (départs+retraits)	Nature	Insertion	Retrait
	35	MonedaPAR BARILOCHE	29 oct. 2020	77	Groupe privé du nœud Bariloche		
	36	MonedaPAR, somos nodo Boedo	11 fév. 2021	25	Groupe public du nœud de Boedol		
	37	MonedaPAR nodo Boedo	24 janv. 2020	25	Groupe privé du nœud de Boedo		
	38	MonedaPAR nodo Lujan	20 août 2019	189	Page du nœud de Luján		
	39	MonedaPAR Nodo Luján	15 sept. 2019	35	Groupe privé du nœud de Luján « *MonedaPAR es un sistema de intercambios o compraventa de bienes y servicios mediante la creación de una unidad de cuenta digital que puede ser usada dentro de la red, en la que todos podemos intercambiar nuestros bienes y servicios sin necesidad de dinero de curso legal. MonedaPAR nació de la necesidad de un grupo de PyMEs y empresas recuperadas de crear un mercado donde colocar sus productos en épocas de recesión.* »		
	40	MonedaPAR Moreno	15 nov. 2018	336	Page du nœud de Moreno		
	41	MonedaPAR nodo Comechingón	20 oct. 2020	584	Page du nœud de Comechingón		
	42	MonedaPAR Nodo Chacarita	30 mai 2019	352	Page du nœud de Chacarita		
	43	Nodo Gesell MonedaPAR	21 avril 2021	191	Groupe public du nœud de Villa Gesell		
	44	NODO SENILLOSA-MonedaPAR	3 août. 2020	67	Groupe public du nœud Senillosa « *hola son las primeras/os que se suman a este grupo, el primer momento hasta que nos entreguen las billeteras virtuales nos vamos a manejas con trueque directo o sea cosa x cosa,yo les voy a ir mandando videos informativos de como se estan manejando en nodos de otras partes del pais,gracias x unirse* »		
Twitter	45	MonedaPAR - Nodo Mar del Plata	1 août 2018	24	Page twitter du nœud La Plata		
	46	Nodo Boedo	1 déc 2018	39	Page twitter du nœud de Boedo « *Nodo pionero MonedaPAR en CABA, también conocido como nodo CABA1. Nacio el 06/11/2018.* »		
Divers	47	MonedaPAR			Site officiel de la MonedaPAR https://monedapar.com.ar/		
	47	Mercado PAR			Site officiel du Mercado PAR http://mercado.monedapar.com.ar/		

Tab. C.1 - *Sites et réseaux sociaux observés (consulté le 17 nov. 2021).*

Les départs et retraits des groupes WhatsApp sont comptabilisés à partir de mon insertion dans les groupes.

annexe D

Revue de presse autour de la MonedaPAR

Journal	Type	Lien	Date de publication
FM Ayres		https://www.fmayres.com.ar/articulo/moneda-par-intercambio-justo-equitativo-y-honesto	?
La Tinta		https://latinta.com.ar/2017/03/nace-en-la-argentina-monedapar-propuesta-de-dinero-social/	10 mars 2017
Rebelión		http://www.rebelion.org/noticia.php?id=223958	11 mars 2017
ANDigital		https://www.andigital.com.ar/economia/item/60210-crean-moneda-complementaria-para-facilitar-intercambio-de-bienes-y-servicios-en-una-comunidad	11 avril 2017
Miradas del Centro		http://miradasdelcentro.com.ar/home/avanza-la-moneda-par-en-la-region/	28 juil. 2017
Pagina 12		https://www.pagina12.com.ar/53217-moneda-de-pares	4 août 2017
-		https://rebelion.org/la-moneda-virtual-llego-para-quedarse/	12 déc. 2017
ABC Hoy		http://www.abchoy.com.ar/leernota.php?id=145285&titulo=moneda_par_una_experiencia_que_crece	15 fév. 2018
Miradas del Centro		http://miradasdelcentro.com.ar/home/crece-desde-el-pie-hacia-alrededores-la-experiencia-de-moneda-par/	17 fév. 2018
CircularTech		Sauvegarde locale car lien brisé	24 fév. 2018
CNCT (Confederaicón Nacional de las Cooperativas de Trabajo)		Sauvegarde locale car lien brisé	6 juil. 2018
Mirador Virtual		http://miradorvirtual.com.ar/encuentro-moneda-par-en-mar-del-plata/	9 juil.2018
Punto Noticias		https://puntonoticias.com/difunden-en-mar-del-plata-las-caracteristicas-y-aplicaciones-de-monedapar/	9 juil. 2018
Opinion Calificada		http://opinioncalificada.com.ar/archivos/1453	15 août 2018
El Diario de Moreno		http://moron.enorsai.com.ar/economia-nota-29843-la-unm-brindo-una-charla-debate-sobre-la-moneda-social-monedapar.html	23 oct. 2018
IEFE (Instituto de Estudios Fiscales y Económicos		http://www.iefe.org.ar/2018/10/24/monedas-virtuales-analisis-de-la-experiencia-de-argentina/	24 oct. 2018
Ladran Sancho		https://ladransanchoweb.com.ar/moneda-par-el-trueque-virtual-que-busca-territorio-en-lujan/	8 déc. 2018
El Cordillerano		https://www.elcordillerano.com.ar/noticias/2019/01/19/74993-con-moneda-par-infieren-que-la-economia-social-rondaria-el-30-por-ciento	19 janv. 2019
El Día Online		https://www.eldiaonline.com/moneda-par-el-intercambio-solidario-bienesy-servicios-que-llego-los-celulares-n645292	4 mars 2019
Infolítica		https://infolitica.com/crisis-crece-en-la-plata-la-nueva-moneda-digital-y-alternativa-moneda-par/	21 mars 2019
Los Andes		https://www.losandes.com.ar/innovacion-una-moneda-virtual-para-hacer-trueque/	23 mars 2019
Diario Contexto		https://www.diariocontexto.com.ar/2019/03/26/par-conoce-la-app-que-crece-como-moneda-alternativa-para-esquivar-la-crisis/@	26 mars 2019

Journal	Type	Lien	Date de publication
El Argentino		https://www.diarioelargentino.com.ar/noticias/195020/La-moneda-PAR%2C-el-nuevo-sistema-de-intercambio-que-se-aplica-en-la-ciudad	9 avr. 2019
Los Andes		https://www.losandes.com.ar/article/view/?slug=moneda-social-40	14 avr. 2019
GalaxiaY2K		Sauvegarde locale car lien brisé	4 mai 2019
ITUNews		https://news.itu.int/blockchain-for-marginalized-people/	30 oct. 2019
Diario Lo Nuestro		https://www.diariolonuestro.com.ar/single-post/2019/11/09/Con-un-pa%C3%ADs-en-default-Mario-Cafiero-rompe-tradiciones-econ%C3%B3micas-para-recuperar-producci%C3%B3n-y-consumo	9 nov. 2019
Infotechnology		https://www.infotechnology.com/online/Son-argentinos-e-inventaron-una-moneda-anti-inflacion-como-funciona-y-para-que-sirve-20191114-0005.html	14 nov. 2019
Parabuenosaires.com		https://parabuenosaires.com/como-funciona-moneda-par-la-tecnologia-que-busca-frenar-la-perdida-de-valor-del-peso/#.YZZgxi3pMWo	20 nov. 2019
anSOL		https://ansol.com.ar/2020/01/07/moneda-par-la-superacion-del-trueque/	7 janv. 2020
Diaro de Cuyo		https://www.diariodecuyo.com.ar/sanjuan/San-Martin-pone-en-marcha-una-moneda-virtual-para-hacer-trueque-20200624-0085.html	25 juin 2020
Economía Solidaria		https://www.economiasolidaria.com.ar/san-juan-mutual-conexion-impulsa-billetera-virtual/	29 juin. 2020
-		https://www.economiasolidaria.com.ar/mutual-conexion-la-red-de-redes/	20 juil. 2020
La Vanguardia		http://www.lavanguardiadigital.com.ar/index.php/2020/10/08/moneda-par-la-utopia-practica-de-mario-cafiero/	8 oct. 2020
La Capital		https://www.lacapital.com.ar/economia/una-moneda-el-intercambio-bienes-servicios-y-saberes-n2637542.html	24 janv. 2021
El País		https://elpais.com/planeta-futuro/alterconsumismo/2021-09-30/moneda-par-recuperando-exitos-de-los-clubes-de-trueque.html	30 sept. 2021
El Cuidadano		https://www.elciudadanoweb.com/moneda-par-una-criptomoneda-social-nacida-en-argentina/	21 avr. 2021
CMD Noticias		https://cdmnoticias.com.ar/2021/10/04/otra-economia-es-posible-moneda-par-ya-esta-en-san-marcos-sierras/	4 oct. 2021

Tab. D.1 - *Notes et articles de presse autour de la MonedaPAR (non exhaustif).*

annexe E

Chartes du *trueque* et de la MonedaPAR

On reproduit ici d'abord la déclaration de principes du RGT (De Sanzo et al., 1998), datant d'avant la rupture entre RGT, RTS et RTZO, dans sa traduction par Luzzi (2005), ensuite un document de la MonedaPAR au statut équivalent, intitulé « MonedaPAR — Organisations et Valeurs ». La Coordination Nationale n'existe alors pas encore : l'organe dirigeant de la MonedaPAR est la Fédération des Nœuds. Y siègent des représentant·es de chaque nœud, seul·es celles et ceux dont le nœud est réellement actif peuvent participer aux décisions et les réunions ne sont pas ouvertes à tout·e prosommateur·ice.

E.1 Déclaration de principes du RGT

- Notre réalisation en tant qu'êtres humains n'a pas besoin d'être conditionnée par l'argent.
- Nous ne cherchons pas à promouvoir des articles ou des services, mais à nous entraider en vue de donner un sens supérieur à notre vie, à travers le travail, la compréhension et un mode d'échange juste.
- Nous affirmons qu'il est possible de remplacer la concurrence stérile, le profit et la spéculation par la réciprocité entre les personnes.
- Nous croyons que nos actes, nos produits et nos services peuvent répondre à des normes éthiques et écologiques plutôt qu'aux impératifs du marché, de la consommation et de la quête de profits à court terme
- Les seules conditions pour être membre du Red Global de Trueque sont d'assister aux réunions de groupe, de se former et d'être producteur et consommateur de biens, services et savoirs, dans le cadre des recommandations des Cercles de qualité et de développement personnel.
- Nous affirmons que chaque membre est seul responsable de ses actes, produits et services.
- Nous considérons qu'appartenir à un groupe n'implique aucun lien de dépendance, étant donné que la participation individuelle est libre dans tous les groupes du réseau.
- Nous affirmons qu'il n'est pas nécessaire que les groupes s'organisent formellement, de manière stable, étant donné que le caractère même de réseau implique un roulement permanent des rôles et des fonctions.
- Nous croyons qu'il est possible de combiner l'autonomie des groupes, dans la gestion de leurs affaires internes, avec la validité des principes fondamentaux qui confèrent l'appartenance au réseau.
- Il nous semble recommandable que nous, les adhérents, ne soutenions pas et n'apportions pas d'aide financière — en tant que membres du réseau — à une cause différente de celui-ci, pour ne pas nous écarter de nos objectifs fondamentaux.
- . Nous affirmons que le meilleur exemple est notre conduite à l'intérieur du réseau et dans notre vie en dehors de celui-ci. Nous respectons la confidentialité des affaires privées et sommes prudents dans le traitement public des questions concernant le réseau qui pourraient affecter son développement.
- Nous croyons profondément en l'idée de progrès comme conséquence du bien-être durable du plus grand nombre de personnes de l'ensemble des sociétés.

E.2 MonedaPAR — Organisation et Valeurs (déc. 2019)

À propos de la MonedaPAR

MonedaPAR est un système de crédit mutuel pour l'échange de biens, de services et de connaissances basé sur la technologie *blockchain*, qui est opérationnel depuis mai 2017. L'objectif ultime de MonedaPAR est la création d'un système monétaire complémentaire qui favorise l'autonomie et la résilience des communautés, en améliorant l'économie de tous les acteurs dont l'accès au crédit est restreint par le système bancaire traditionnel.

MonedaPAR permet l'échange de biens, de services et de connaissances par la création de crédit communautaire. Ce type de système est appelé crédit mutuel car le crédit reçu par les prosommateurs n'est pas accordé par une organisation centralisée – comme les banques – mais par le reste des participants – c'est-à-dire la communauté – de manière horizontale et décentralisée. Dans le cas de la monnaie PAR, le crédit est à taux zéro : l'utilisation du découvert n'implique pas le paiement d'intérêts.

Le PAR ne fonctionne pas comme l'« argent » traditionnel ou d'autres actifs financiers. Il fonctionne uniquement comme un moyen d'échange au sein du réseau et sert à garder une trace de la quantité de valeur - le travail – qui a été fournie et de celle qui a été reçue. Le fait qu'une personne ait un solde négatif de PAR implique nécessairement qu'un autre membre du système en ait un positif. Par conséquent, la somme de tous les soldes est toujours égale à zéro. C'est-à-dire qu'il n'y a pas de richesse financière nette au sein du système.

Le système utilise une technologie de base de données distribuée appelée *blockchain*. Cette technologie permet que (a) tous les enregistrements – soldes et transactions – ne soient pas centralisés dans une seule entité, mais répartis sur des milliers d'ordinateurs à travers le monde, et (b) que la sécurité et l'incorruptibilité du système soient garanties. Tous les documents comptables sont publics, transparents et sécurisés. Elles ne peuvent être modifiées par aucun acteur du réseau. Tous les utilisateurs peuvent vérifier la légitimité de la distribution des garanties et les performances économiques de tout autre utilisateur.

MonedaPAR fonctionne actuellement dans onze villes d'Argentine : Buenos Aires, La Plata, Guernica, Exaltación de la Cruz, Moreno, Escobar, Luján, Bariloche, Gualeguaychú, Santa Ana (Tucumán) et Mendoza.

À propos de la gouvernance de MonedaPAR : la Fédération des Nœuds

La Fédération des Nœuds est l'organe directeur de MonedaPAR au niveau national. Sa mission est de définir les objectifs du projet et les stratégies pour les atteindre. Ses fonctions consistent à définir les principes et les valeurs du projet, et à les mettre à jour en fonction de l'évolution du champ d'action.

La Fédération est composée de représentants de chacun des nœuds (un représentant par nœud) qui remplissent les deux conditions suivantes : i) ils ont accompli trois mois d'opérations soutenues ; ii) ils ont formalisé l'utilisation de la Monnaie PAR dans leur zone d'influence. Cette formalisation consiste à signer un accord de réciprocité avec l'*Asociación Mutual Conexión*, qui lui fournit sa structure juridique afin que les opérations de la MonedaPAR soient encadrées dans l'orbite du mutualisme.

La Fédération est également composée d'un représentant de l'*Observatorio de la Riqueza Padre Arrupe* (organisation fondatrice du projet MonedaPAR), d'un représentant du groupe de techniciens qui a développé et maintient le logiciel sur lequel fonctionne MonedaPAR, et d'un représentant de l'*Asociación Mutual Conexión*.

La Fédération sera dirigée par un coordinateur et un sous-coordinateur, qui seront chargés des tâches de gestion. Leurs tâches comprennent : i) la convocation de l'assemblée ordinaire ; ii) la convocation des assemblées extraordinaires ; iii) la convocation des réunions de travail ; iv) la création de commissions pour traiter de questions spécifiques ; v) la coordination de la stratégie d'expansion territoriale du projet ; vi) l'interaction avec les nouveaux nœuds jusqu'à ce qu'ils fassent partie de la Fédération.

La Fédération définit dans l'Assemblée ordinaire les responsables de deux domaines spécifiques avec des fonctions exécutives qui concernent MonedaPAR au niveau national : l'économie et la communication. Le secteur économique est chargé du processus de création monétaire de la MonedaPAR et vise une croissance équilibrée de la Fédération. Le secteur communication est chargé de définir et de mettre en œuvre une stratégie de communication pour faciliter le travail de la Fédération et des nœuds. Ces deux secteurs disposeront d'une autonomie de fonctionnement au quotidien en raison des tâches qui leur incombent. Afin de préserver les intérêts du projet, les responsables de chacun de ces deux domaines rendent compte au coordinateur de la Fédération.

La Fédération tient son assemblée ordinaire annuelle en mars. C'est là que sont élus le coordinateur, le sous-coordinateur et les responsables des secteurs économique et communication. Les résultats de l'année précédente sont également évalués et les objectifs et stratégies de l'année à venir sont définis.

La Fédération tient une Assemblée Extraordinaire sur convocation de la coordination ou lorsqu'un des membres parvient à faire soutenir sa demande par 30 % des membres. Les raisons pour lesquelles une Assemblée extraordinaire peut être convoquée peuvent être variées, mais la condition nécessaire est qu'il y ait une question sur laquelle un vote est nécessaire. Pour d'autres questions qui ne nécessitent pas la prise d'une décision, comme la nécessité de traiter un problème ou un conflit spécifique, des réunions peuvent être convoquées.

E.2.1 À propos des nœuds

Les nœuds MonedaPAR sont les organes par lesquels le projet se développe au niveau local. Les nœuds sont responsables des fonctions suivantes : i) création de monnaie par l'octroi de crédits à leurs membres ; ii) être la porte d'entrée à MonedaPAR pour les personnes vivant dans leur zone d'influence ; iii) conception et exécution de la stratégie d'expansion dans leur zone d'influence ; iv) communication et diffusion de leurs activités et des nouvelles du projet au niveau national dans leur zone d'influence.

Les étapes à suivre pour la constitution d'un nouveau nœud sont les suivantes : i) demande à la Fédération ; ii) approbation par la Fédération ; iii) rédaction de l'acte constitutif ; iv) signature de la convention avec l'*Asociación Mutual Conexión*. Une fois qu'un nœud a été formé, la Fédération se réserve le droit de suspendre ses opérations si, lors d'une Assemblée Extraordinaire, un vote est effectué en ce sens.

Les nœuds ont l'autonomie de définir, par le biais d'une constitution et de règlements, l'utilisation de la monnaie PAR et la manière dont elle est mise en œuvre. L'organe directeur de chaque nœud peut définir les conditions d'accès au service pour chacun de ses membres. Cela implique que les nœuds peuvent établir un système d'adhésions ou de cotisations que les membres doivent payer pour accéder aux services offerts par le nœud - par exemple, l'organisation de foires. Tant la valeur des cotisations que la forme de paiement – en *pares* ou en *pesos* – et l'administration des fonds sont définies par le gouvernement du nœud.

Les nœuds ont également l'autonomie de définir leur système de gouvernance et leur mécanisme de prise de décision. La seule exigence de la Fédération est que, une fois sa création formalisée (par la signature de l'accord avec l'*Asociación Mutual Conexión*), le nœud désigne son représentant au sein de la Fédération.

Le seul aspect sur lequel l'organe directeur du nœud n'a pas d'autonomie est l'émission monétaire. Les décisions d'émission, mises en œuvre par l'octroi de garanties, doivent être convenues avec le responsable du secteur économique désignée par la Fédération. En effet, d'après les leçons tirées d'autres expériences historiques, les déséquilibres monétaires dans un nœud peuvent rapidement se propager aux autres. Par ailleurs, le compte d'administration du nœud est lui-même un compte dont le niveau de découvert est défini en concertation avec le chef du secteur économique. L'existence d'un découvert implique que la capacité de dépense de ce compte est limitée et, par conséquent, qu'il faut établir des mécanismes grâce auxquels ce compte, comme les autres, tend à être équilibré.

Dans le domaine de la communication, les nœuds disposent d'une plus grande autonomie pour définir leurs stratégies, même s'il doit y avoir une cohérence avec la stratégie de communication au niveau national. Cela signifie que les nœuds peuvent mettre en œuvre leur stratégie de communication sans avoir à consulter le responsable de la communication de la Fédération, mais qu'ils doivent se conformer aux décisions de la Fédération si celle-ci considère que les actions de communication du nœud interfèrent avec la stratégie nationale. En ce sens, le secteur communication de la Fédération fournira l'assistance et le matériel dont les nœuds peuvent avoir besoin pour faciliter les tâches de diffusion.

E.2.2 Principes et valeurs

Sentiment d'appartenance à la communauté. Il s'agit de la principale valeur de référence de l'ensemble du système et doit servir de guide dans la conception, les décisions et les actions à entreprendre. Ce principe stipule que les actions de l'individu sont toujours évaluées en fonction de leurs effets sur l'ensemble de la communauté.

Coopération. Nous soutenons que le bien commun est atteint grâce aux efforts conjoints de tous les individus. Travailler ensemble permet d'atteindre les objectifs de la communauté et travailler en communauté permet d'atteindre les objectifs individuels.

Commerce équitable. Dans le commerce équitable, les droits des personnes et de la nature priment sur la recherche du profit. Des conditions de travail décentes et la non-discrimination pour des raisons de sexe, de race, de religion, d'origine, d'affiliation politique ou syndicale, de handicap ou de santé doivent être garanties dans chaque séquence de production et de commercialisation. Nous encourageons la création d'opportunités pour les producteurs qui, dans le cadre du marché traditionnel, sont dans une position désavantageuse. Nous veillons à l'établissement de prix équitables. Le prix équitable est un prix qui a été convenu mutuellement, qui fournit une rémunération socialement acceptable et que les producteurs considèrent comme juste ; il doit s'agir d'un prix qui peut être soutenu par le marché.

Soutien mutuel. Comme capacité à canaliser les demandes de ceux qui se trouvent dans des situations objectives de difficulté et comme engagement à trouver des solutions d'intérêt commun, pour l'augmentation du bien-être collectif de toute la communauté.

Réciprocité. Comme règle d'or dans les relations avec tout le monde et entre toutes les parties prenantes. La réciprocité, c'est donner sans perdre et recevoir sans prendre. Règle selon laquelle chacun a, d'une part, le droit à un traitement équitable et, d'autre part, le devoir et la responsabilité d'assurer le même traitement aux autres. L'éthique de la réciprocité entre les individus est la base de la coexistence pacifique, de la légitimité, de la justice et du respect entre les personnes, ainsi que la base fondamentale du concept des droits de l'homme.

Participation. Le droit de tous les prosommateurs à jouer un rôle actif dans la réalisation des objectifs individuels et collectifs est reconnu.

Confiance. Elle est la base des échanges économiques et des relations sociales au sein du réseau.

Développement harmonieux. Compris comme l'équilibre entre tous les éléments qui composent la communauté, où les personnes, l'environnement et tous les êtres vivants ont la même dignité et un traitement équitable.

Partage des connaissances acquises. Chaque nœud met à la disposition du reste du réseau les enseignements tirés de l'expérience, afin que chaque espace où opère la PAR puisse se nourrir du chemin parcouru par les autres partenaires. La création d'un espace d'apprentissage communautaire est encouragée.

Transparence et information. Chaque membre a le droit reconnu de disposer de toutes les informations pertinentes sur les activités du nœud, afin d'évaluer ses propres choix et décisions. Il est également très important pour les producteurs de disposer d'informations sur la consommation au sein du réseau. Ces informations doivent être facilement accessibles.

Solidarité. Nous concevons la solidarité comme la co-responsabilité de tous les membres dans chaque situation qui concerne le projet, et non comme un don du haut vers le bas. À travers ce concept de solidarité, nous cherchons à faire en sorte que le lien réciproque entre les personnes soit fondamentalement caractérisé par un sentiment de co-responsabilité pour le progrès de la société dans son ensemble, et pour la qualité de vie de chacun de ses membres, en cherchant à étendre au maximum l'exercice concret de la liberté personnelle et collective.

Bibliographie

Abdelnour, S. (2017). *Moi, petite entreprise : les auto-entrepreneurs, de l'utopie à la réalité*. Presses Universitaires de France (cf. p. 366).

Abdelsalam, A. et al. (2022). *Un capitalisme sous perfusion*. IRES (cf. p. 410).

Abramovich, A. L. et G. Vázquez (2003). « La experiencia del trueque en la Argentina : otro mercado es posible ». Seminario de Economía Social (Instituto de Estudios y formación de la CTA) (cf. p. 127).

Adriany, V. et J. Newberry (2022). « Neuroscience and the Construction of a New Child in Early Childhood Education in Indonesia : A Neoliberal Legacy ». In : *Current Sociology* 70.4, p. 539-556 (cf. p. 222).

Aglietta, M. (1982). *Régulation et crises du capitalisme. L'expérience des États-Unis*. Calmann-Lévy (cf. p. 31, 364).

Aglietta, M. et A. Orléan [1982] (1984). *La violence de la monnaie*. 2e éd. Presses Universitaires de France (cf. p. 16, 47, 289, 422).
– éd. (1998). *La Monnaie souveraine*. Odile Jacob (cf. p. 6, 16).
– (2002). *La Monnaie : entre violence et confiance*. Odile Jacob (cf. p. 18, 288).

Aglietta, M. et L. Scialom (2002). « Les risques de la monnaie électronique ». In : *L'Économie politique* 14.2, p. 82-5 (cf. p. 33).

Alary, P. et J. Blanc (2013). « Monnaie et monnaies : pluralité et articulations ». In : *Revue française de socio-économie* 12.2, p. 15-25 (cf. p. 4).

Alary, P., J. Blanc et al., éd. (2016). *Théories françaises de la monnaie : une anthologie*. Presses Universitaires de France (cf. p. 4, 16, 385).

Albert, M. et R. Hahnel (1999). *Looking Forward : Participatory Socialism for the XXIth Century*. South End (cf. p. 38).

Althusser, L. (1976). « Idéologie et appareils idéologiques d'état ». In : *Positions, 1964-1975*. Éditions Sociales, p. 67-125 (cf. p. 49).
– [1965] (2005). *Pour Marx*. La Découverte (cf. p. 30).
– [1965] (2014a). « Du Capital à la philosophie de Marx ». In : *Lire Le Capital*. Sous la dir. de L. Althusser et al. Presses Universitaires de France, p. 1-80 (cf. p. 55).
– [1965] (2014b). « L'objet du Capital ». In : *Lire Le Capital*. Sous la dir. de L. Althusser et al. Presses Universitaires de France, p. 245-418 (cf. p. 24, 55).

Amable, B. (2003). *The Diversity of Modern Capitalism*. Oxford University Press (cf. p. 14).

Amin, S. (2011). *La loi de la valeur mondialisée : pour un Marx sans rivages*. Le Temps des cerises (cf. p. 327, 338, 363, 410).

Andréani, T. (2001). « Le socialisme de marché : problèmes et modélisations ». In : *Dictionnaire Marx contemporain*. Sous la dir. de J. Bidet et E. Kouvelakis. Presses Universitaires de France, p. 223-242 (cf. p. 39, 208).

Andréani, T. et M. Féray (1993). « De l'autogestion au socialisme associatif ». In : *Actuel Marx* 14.2, p. 113-134 (cf. p. 38).

Anguita, E. et M. Caparró (1997). *La Voluntad. Una historia de la militancia revolucionaria en la Argentina*. T. 1. 3 t. Norma (cf. p. 108).

Ansol, E. (2020). « Las empresas recuperadas tendrán su registro nacional en el Estado ». In : *Ansol. Popular* (cf. p. 106).

Appadurai, A. (2009). *The Social Life of Things : Commodities in Cultural Perspective*. Cambridge University Press (cf. p. 29, 280).

Arango, Y. A., P. I. Chena et A. Roig (2017). « Trabajos, ingresos y consumos en la economía popular ». In : *Cartografías del Sur* 6 (Diciembre), p. 1-18 (cf. p. 113).

Archer, M. S. (1995). *Realist Social Theory : The Morphogenetic Approach*. Cambridge University Press (cf. p. 58).

Arensberg, C. M. et K. Polanyi (1957). *Trade and Market in the Early Empires : Economies in History and Theory*. Free Press (cf. p. 23).

Arthur, C. J. (1979). « Dialectic of the Value Form ». In : *Value : The Representation of Labour in Capitalism*. Sous la dir. de D. Elson. CSE Books (cf. p. 336).
– (1986). *Dialectics of Labour : Marx and His Relation to Hegel*. Blackwell (cf. p. 336).

Artous, A. (2013). « Jean-Marie Harribey, la « sphère non marchande » et la théorie de la valeur de Marx ». In : *Contretemps* (cf. p. 338, 363).
– (2014). « À nouveau sur J.-M. Harribey, la « sphère non marchande » et la théorie de la valeur de Marx ». In : *Contretemps* (cf. p. 363).

Astarian, B. et R. Ferro (2019). *Le ménage à trois de la lutte des classes*. Éditions de l'Asymétrie (cf. p. 355).

Astarita, R. (2005). « Concepciones sobre el dinero, el rol del oro y cuestiones monetarias ». In : *Realidad Económica*, p. 17-26 (cf. p. 141).
– (2009). « Ciclos económicos en la Argentina de los noventa ». In : *Revista Herramienta* 16 (cf. p. 85).
– (2010). *Economía política de la dependencia y el subdesarrollo : tipo de cambio y renta agraria en la Argentina*. Universidad Nacional de Quilmes Editorial (cf. p. 95).

Avouac, R. et H. Harari-Kermadec (2021). « French Universities - A Melting Pot or a Hotbed of Social Segregation? A Measure of Polarisation within the French University System (20072015) ». In : *Economie et statistiques* 528-529, p. 63-83 (cf. p. 246).

Ayache, M. et H. Dumez (2011). « Le codage dans la recherche qualitative une nouvelle perspective? » In : *Le Libellio d'Ægis* 7 (2 - Été), p. 33-46 (cf. p. 70).

Banaji, J. (2002). *Agrarian Change in Late Antiquity : Gold, Labour, and Aristocratic Dominance : Gold, Labour, and Aristocratic Dominance*. Oxford University Press (cf. p. 354).
– (2010). *Theory as History : Essays on Modes of Produciton and Exploitation*. Brill (cf. p. 36, 183, 366, 409).

Barrot, J. et D. Authier (1976). *La Gauche communiste en Allemagne : 1918-1921*. Payot (cf. p. 38).

Basu, D. (2017). « Quantitative Empirical Research in Marxist Political Economy ». In : *Journal of Economic Surveys* 31.5, p. 1359-1386 (cf. p. 347).

Basualdo, E. (2006). *Estudios de historia económica argentina. Deuda externa y sectores dominantes desde mediados del siglo XX a la actualidad*. Siglo XXI (cf. p. 90).

Baubeau, P. (2015). « Monnaie des pauvres, monnaie des riches au XIXe siècle ». In : *Revue d'économie financière* 120.4, p. 211-216 (cf. p. 26).
– (2020). « Les petits billets de 1864 à 1879 : une « innovation dangereuse », mais pour qui? » In : *Dialogues d'histoire ancienne* 20 (Supplément), 203_234 (cf. p. 26, 35).

Baudelot, C., R. Establet et J. Toiser (1979). *Qui travaille pour qui ?* Maspero (cf. p. 347).

Beckert, J. (2003). « Economic sociology and embeddedness : how shall we conceptualize economic action? » In : *Journal of Economic Issues* 37.3, p. 769-787 (cf. p. 432).

Beitone, A. (2019). « Les monnaies alternatives? Mais alternatives à quoi? » In : *Les Possibles* 20 (Printemps), p. 1-4 (cf. p. 8-10).

Bellofiore, R. (2017). « Between Schumpeter and Keynes : The Heterodoxy of Paul Marlor Sweezy and the Orthodoxy of Paul Mattick ». In : *Continental Thought & Theory* 1.4, p. 72-111 (cf. p. 88).

– (2018a). *Le avventure della socializzazione : dalla teoria monetaria del valore alla teoria macro-monetaria della produzione capitalistica*. 6. Mimesis (cf. p. 179).
– (2018b). « The Adventures of *Vergesellschaftung* ». In : *Consecutio Rerum* 3.5, p. 503-540 (cf. p. 26).

Benetti, C. (1985). « Économie monétaire et économie de troc : la question de l'unité de compte commune ». In : *Économie appliquée* 38.1, p. 85-109 (cf. p. 28).

Benetti, C. et J. Cartelier (2013). « After Thirty Years... » In : *New Contributions to Monetary Analysis : The Foundations of an Alternative Economic Paradigm*. Sous la dir. de F. Ülgen. Routledge, p. 19-26 (cf. p. 50).

Bénicourt, E. et B. Guerrien (2008). *La théorie économique néoclassique : microéconomie, macroéconomie et théorie des jeux*. La Découverte (cf. p. 227, 339, 398).

Bentham, J. [1791] (2009). *Panopticon or the Inspection-House*. Kessinger (cf. p. 224).

Bernard de Raymond, A. (2010). « Dispositifs d'intermédiation marchande et politique des marchés. La modernisation du marché des fruits et légumes en France, 1950-1980 ». In : *Sociologie du travail* 52.1, p. 1-20 (cf. p. 281).

Berthoud, A. (2013). « Nominalism and Money in C. Benetti and J. Cartelier ». In : *New Contributions to Monetary Analysis : The Foundations of an Alternative Economic Paradigm*. Sous la dir. de F. Ülgen. 79. Routledge, p. 31-53 (cf. p. 27, 37, 50).

Bhaskar, R. [1979] (1998). *The Possibility of Naturalism*. Routledge (cf. p. 58-59).
– [1975] (2008). *A Realist Theory of Science*. Routledge (cf. p. 57, 306).

Bidet, J. (2003). « L'activité non marchande produit de la richesse, non du revenu, Note à propos d'une thèse de Jean-Marie Harribey ». In : *La Pensée* 363.1, p. 1-15 (cf. p. 363).

Bihr, A. (2001a). *La reproduction du capital. Prolégomènes à une théorie générale du capitalisme*. T. 1. 2 t. Page Deux (cf. p. 140-141, 157, 182, 322).
– (2001b). *La reproduction du capital. Prolégomènes à une théorie générale du capitalisme*. T. 2. 2 t. Page Deux (cf. p. 45, 311, 317, 339, 341, 344, 373, 375, 421).

Bizeul, D. (1998). « Le récit des conditions d'enquête : exploiter l'information en connaissance de cause ». In : *Revue française de sociologie* 39.4, p. 751-787 (cf. p. 45).

Blanc, J. (1998). « Les monnaies parallèles. Approches historiques et théoriques ». Thèse de doctorat en sciences économiques. Université Lumière-Lyon II (cf. p. 7, 16-17, 20-22, 25, 28, 53).
– (2002). *Silvio Gesell, socialiste proudhonien et réformateur monétaire*. preprint (cf. p. 38, 330).
– (2006a). « Karl Polanyi et les monnaies modernes : un réexamen ». In : *Contributions à une sociologie des conduites économiques*. Sous la dir. de G. Lazuech et P. Moulévrier. L'Harmattan, p. 51-66 (cf. p. 330-331).
– (2006b). « Les monnaies sociales : un outil et ses limites. Introduction générale ». In : *Exclusion et liens financiers : Monnaies sociales, rapport 2005-2006*. Sous la dir. de J. Blanc. Economica, p. 11-23 (cf. p. 8, 13).
– (2008). « Fongibilités et cloisonnements de la monnaie ». In : *L'argent des anthropologues, la monnaie des économistes*. Sous la dir. de M. Selim et al. L'Harmattan, p. 29-54 (cf. p. 26, 369).
– (2011). « Classifying "CCs" : Community, Complementary and Local Currencies' Types and Generations ». In : *International Journal of Community Currency Research* 15 (Section D), p. 4-10 (cf. p. 7).
– (2013). « Penser la pluralité des monnaies à partir de Polanyi : un essai de typologie ». In : *Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*. Sous la dir. d'I. Hillenkamp et J.-L. Laville. Erès, p. 241-270 (cf. p. 27).
– (2015). « Contester par projets. Le cas des monnaies locales associatives ». In : *Revue de la régulation* 18 (Automne) (cf. p. 9, 13, 222).
– (2018a). *Les monnaies alternatives*. La Découverte (cf. p. 6-7, 10-11, 306, 368).
– (2018b). « Making Sense of the Plurality of Money : A Polanyian Attempt ». In : *Monetary Plurality in Local, Regional and Global Economies*. Sous la dir. de G. M. Gómez. Routledge, p. 48-66 (cf. p. 27, 330, 423).

Blanc, J. et M. Fare (2012). « Les monnaies sociales en tant que dispositifs innovants : une évaluation ». In : *Innovations* 38.2, p. 67-84 (cf. p. 4).

Bloch, M. et J. P. Parry (1989). « Introduction ». In : *Money and the Morality of Exchange*. Sous la dir. de J. P. Parry et M. Bloch. Cambridge University Press, p. 1-32 (cf. p. 18, 30).

Boltanski, L. et E. Chiapello [1999] (2011). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Gallimard (cf. p. 9).

Boltanski, L. et A. Esquerre (2017). *Enrichissement. Une critique de la marchandise*. Gallimard (cf. p. 50-51, 290, 422-423).

Boltanski, L. et L. Thévenot (1991). *De la justification. Les économies de la grandeur*. Gallimard (cf. p. 9).

Bonnet, A. et A. Piva, éd. (2020). *Estado y Capital : el debate alemán sobre la derivación del Estado*. Dado ediciones (cf. p. 280).

Bordo, M. D. et C. A. Vegh (2002). « What If Alexander Hamilton Had Been Argentinean? A Comparison of the Early Monetary Experiences of Argentina and the United States ». In : *Journal of Monetary Economics* 49.3, p. 459-494 (cf. p. 144).

Borel, S. (2016). « Le panoptisme horizontal ou le panoptique inversé ». In : *Terminal* 118 (cf. p. 224).

Borel, S., D. Massé et D. Demailly (2015). « L'économie collaborative, entre utopie et big business ». In : *Esprit* 416.7, p. 9-18 (cf. p. 293).

Borrits, B. (2018). *Au-delà de la propriété : pour une économie des communs*. La Découverte (cf. p. 62).

Bossone, B. et al. (2015). « Free Fiscal Money : Exiting Austerity without Breaking up the Euro ». In : *Associazione Paolo Sylos Labini* (cf. p. 3).

Boukharine, N. [1914] (2010). *L'économie politique du rentier. La théorie de la valeur et du profit de l'école autrichienne*. Syllepse (cf. p. 21, 56).

Boukharine, N. I. et E. Preobrajensky [1919] (1968). *ABC du communisme*. Maspero (cf. p. 420).

Bourrinet, P. (2016). *The Dutch and German Communist Left (1900-68) : "Neither Lenin nor Trotsky nor Stalin !"-"All Workers Must Think for Themselves !"* Brill (cf. p. 38, 403).

Bourseiller, C. (2003). *Histoire générale de l'ultra-gauche*. Denoël (cf. p. 38).

Bowles, S. et H. Gintis (1998). *Recasting Egalitarianism : New Rules for Communities, States and Markets*. Verso (cf. p. 38).

Braudel, F. (1985). *La dynamique du capitalisme*. Arthaud (cf. p. 183).

Brickell, S. J. (1984). *A Book-Keeping Approach to the Labour Theory of Value*. Test Market Edition (cf. p. 86-87, 140, 337-338, 342, 345, 347-352, 356, 423).

Bryan, D. et M. Rafferty (2014). *Capitalism with Derivatives : A Political Economy of Financial Derivatives, Capital and Class*. Palgrave MacMillan (cf. p. 149, 340).

Bryer, R. (2017). *Accounting for Value in Marx's Capital : The Invisible Hand*. Lexington (cf. p. 51, 337, 344, 423).
– (2019). *Accounting for History in Marx's Capital : The Missing Link*. Rowman & Littlefield (cf. p. 331-332, 337, 344, 385, 398, 403, 405, 417, 423, 427, 432).

Burawoy, M. (2003). « Revisits : An Outline of a Theory of Reflexive Ethnography ». In : *American Sociological Review* 68.5, p. 645-679 (cf. p. 56).

Burawoy, M. et E. Olin Wright (2021). *Pour un marxisme sociologique*. Éditions Sociales (cf. p. 25, 35, 38, 52).

Burkett, P. (1999). *Marx and Nature : A Red and Green Perspective*. Springer (cf. p. 418).

Burling, R. (1962). « Maximization Theories and the Study of Economic Anthropology ». In : *American Anthropologist* 64.4, p. 802-821 (cf. p. 23).

Caliskan, K. (2020). « Data Money : The Socio-Technical Infrastructure of Cryptocurrency Blockchains ». In : *Economy and Society* 49.4, p. 540-561 (cf. p. 200).

Callon, M. (1998). *The Laws of the Markets*. Blackwell (cf. p. 280).

Callon, M. et B. Latour (1997). « « Tu ne calculeras pas ! » Ou comment symétriser le don et le capital ». In : *Revue du MAUSS* 9.1, p. 45-70 (cf. p. 280, 431).

Callon, M. et F. Muniesa (2003). « Les marchés économiques comme dispositifs collectifs de calcul ». In : *Réseaux* 21.122, p. 189-233 (cf. p. 281).
– (2005). « Peripheral Vision : Economic Markets as Calculative Collective Devices ». In : *Organization Studies* 26.8, p. 1229-1250 (cf. p. 281).

Calvo, G. A., A. Izquierdo et E. Talvi (2006). « Sudden Stops and Phoenix Miracles in Emerging Markets ». In : *American Economic Review* 96.2, p. 405-410 (cf. p. 84).

Calvo, G. A. et E. Talvi (2005). *Sudden Stop, Financial Factors and Economic Collpase in Latin America : Learning from Argentina and Chile*. preprint (cf. p. 84).

Camarinha Lopes, T. (2019). « The Transformation Problem of Values into Prices : From the Law of Value to Economic Planning ». In : *New Proposals* 10.1, p. 29-42 (cf. p. 424).

Canelo, P. V. et A. G. Castellani (2016). « ¿El imperio de los CEO ? Una radiografía del primer gabinete nacional del Gobierno de Macri ». In : *Plan Macri : Argentina gobernada por las corporaciones*. Sous la dir. d'A. Lijalad. Continente, p. 129-36 (cf. p. 94).

Canelo, P. V., A. G. Castellani et J. N. Gentile (2018). « Articulación entre elites económicas y elites políticas en el gabinete nacional de Mauricio Macri (2015-2018) ». In : *Elites y captura del Estado. Control y Regulación en el Neoliberalismo Tardío*. Sous la dir. de D. García Delgado, C. R. del Ferrier et B. de Anchorena. Flacso Argentina, p. 117-35 (cf. p. 94).

Cantamutto, F. J. et M. Schorr (2016). « Ensayo sobre la dependencia de la economía argentina ». In : *Realidad Económica* 302, p. 118-141 (cf. p. 96).

Carchedi, G. (1991). *Frontiers of Political Economy*. Verso (cf. p. 98, 341, 402).

Carchedi, G. et M. Roberts (2021). « The Economics of Modern Imperialism ». In : *Historical Materialism* 29.4, p. 23-69 (cf. p. 341).

Carnovale, V. (2011). *Los combatientes. Historia del PRT-ERP*. Siglo XXI (cf. p. 82, 108).

Carrera, J. I. (2002). « Estancamiento, crisis y deuda externa : evidencias de la especificidad de la acumulación de capital en la Argentina ». In : *Ciclos en la Historia, la Economía y la Sociedad* 12.23, p. 3-38 (cf. p. 85).

Cartelier, J. (1985). « Théorie de la valeur ou hétérodoxie monétaire : les termes d'un choix ». In : *Économie appliquée* 38.1, p. 63-82 (cf. p. 28).
– (1995). *La monnaie*. Flammarion (cf. p. 17, 37, 385, 425).
– (2013). « Beyond Modern Academic Theory of Money ». In : *New Contributions to Monetary Analysis : The Foundations of an Alternative Economic Paradigm*. Sous la dir. de F. Ülgen. Routledge, p. 155-171 (cf. p. 16).
– (2017). *L'intrus et l'absent. Essai sur le travail et le salariat dans la théorie économique*. Presses Universitaires de Paris Nanterre (cf. p. 16, 37, 433).
– (2018). *Money, Markets and Capital : The Case for a Monetary Analysis*. Routledge (cf. p. 37, 59, 432-433).

Cartelier, J. et C. Benetti (1980). *Marchands, salariat et capitalistes*. La Découverte (cf. p. 16, 22, 47, 371).

Cassano, D. et al. (2003). *Trueque y economía solidaria*. Universidad Nacional de General Sarmiento Editorial (cf. p. 135, 137).

Castoriadis, C. (1978). *Les carrefours du labyrinthe*. Seuil (cf. p. 334).

Cavallo, D. F. et G. Mondino (1995). *Argentina's Miracle : From Hyperinflation to Sustained Growth*. World Bank (cf. p. 83).

Chantelat, P. (2002). « La Nouvelle Sociologie Économique et le lien marchand : des relations personnelles à l'impersonnalité des relations ». In : *Revue française de sociologie* 43.3, p. 521-556 (cf. p. 280, 431).

Chelala, S. (2013). « La fragmentación monetaria en el noreste de la Argentina ». In : *Cayapa* 26, p. 58-82 (cf. p. 150).

Chena, P. I. (2018). « La economía popular y sus relaciones determinantes ». In : *Cuadernos de la Facultad de Humanidades y Ciencias Sociales de la Universidad Nacional de Jujuy* 53, p. 205-228 (cf. p. 111-112, 114-115).

Chena, P. I. et A. Roig (2017). « L'exploitation financière des secteurs populaires argentins ». In : *Revue de la régulation* 22 (Automne) (cf. p. 112, 370).

Chiapello, E. (2007). « Accounting and the Birth of the Notion of Capitalism ». In : *Critical Perspectives on Accounting* 18.3, p. 263-296 (cf. p. 337, 344).

Christensen, L. T. et G. Cheney (2015). « Peering into Transparency : Challenging Ideals, Proxies, and Organizational Practices ». In : *Communication Theory* 25.1, p. 70-90 (cf. p. 222).

Christensen, L. T., M. Morsing et O. Thyssen (2010). « The Polyphony of Corporeate Social Responsability. Deconstructing Accountability and Transparency ». In : *Academy of Management Annual Meeting Proceedings*. Academy of Management Annual Meeting. 1. New York, p. 1-6 (cf. p. 222).

Clark, B. et R. York (2005). « Carbon Metabolism : Global Capitalism, Climate Change, and the Biospheric Rift ». In : *Theory and society* 34.4, p. 391-428 (cf. p. 418).

Clausen, R. et B. Clark (2005). « The Metabolic Rift and Marine Ecology : An Analysis of the Ocean Crisis within Capitalist Production ». In : *Organization & Environment* 18.4, p. 422-444 (cf. p. 418).

Cleaver, H. (1992). « The Inversion of Class Perspective in Marxian Theory : From Valorisation to Self-Valorisation ». In : *Open Marxism* 2, p. 106-144 (cf. p. 150).

Cochoy, F. (2004). *La captation des publics : c'est pour mieux te séduire, mon client...* Presses Universitaires du Mirail (cf. p. 281).

Cochoy, F. et S. Dubuisson-Quellier (2000). « Les professionnels du marché : vers une sociologie du travail marchand ». In : *Sociologie du travail* 42.3, p. 359-368 (cf. p. 281).

Cockshott, P. et A. Cottrell [1993] (2000). *Towards a New Socialism*. Spokesman (cf. p. 38).

Coggiola, O. (2006). *Historia del trotskismo en Argentina y América Latina*. Ediciones ryr (cf. p. 94).

Cogliano, J. F. (2023). « Marx's Equalised Rate of Exploitation ». In : *Cambridge Journal of Economics* (cf. p. 355).

Colectivo Facultad Abierta (2018). *Las Empresas Recuperadas por los trabajadores en el gobierno de Maurício Macri. Estado de situación a octubre de 2018* (cf. p. 62, 104-105, 107).

Colectivo Voces de Alerta (2011). *15 mitos y realidades de la minería transnacional en la Argentina*. El Colectivo ; Herramienta (cf. p. 94).

Collectif Rosa Bonheur (2019). *La ville vue d'en bas. Travail et production de l'espace populaire*. Amsterdam (cf. p. 102, 116, 294).

Comet, C. (2007). « Capital social et profits des artisans du bâtiment : le poids des incertitudes sociotechniques ». In : *Revue française de sociologie* 48.1, p. 67-91 (cf. p. 280).

Commandré, Y., C. Macombe et S. Mignon (2021). « Implications for Agricultural Producers of Using Blockchain for Food Transparency, Study of 4 Food Chains by Cumulative Approach ». In : *Sustainability* 13.17, p. 1-22 (cf. p. 180, 222-225).

Commons, J. R. (1924). *Legal Foundations of Capitalism*. MacMillan.
— (1934). *Institutional Economics*. MacMillan (cf. p. 19).

Cook, K. S. et al. (1983). « The Distribution of Power in Exchange Networks : Theory and Experimental Results ». In : *American Journal of Sociology* 89.2, p. 275-305 (cf. p. 243).

Cope, Z. (2019). *The Wealth of (Some) Nations. Imperialism and the Mechanics of Value Transfer*. Pluto (cf. p. 410).

Cortesi, J. (2003). « La Red de Trueque Solidario ». In : *Trueque y economía solidaria*. Sous la dir. de S. Hintze. 181-206, p. 181-206 (cf. p. 131).

Coulmont, B. (2017). « Le petit peuple des sociologues. Anonymes et pseudonymes dans la sociologie française ». In : *Genèses* 107.2, p. 153-175 (cf. p. 75).

Coutrot, T. (2020). « Socialisme, marchés, autogestion : un état du débat ». In : *Les Possibles* 23 (Printemps), p. 17 (cf. p. 38).

Coutrot, T. et B. Théret (2019). « Système fiscal de paiement complémentaire : un dispositif pour renverser l'hégémonie ». In : *Revue française de socio-économie* 1.22, p. 163-170 (cf. p. 3).

Crotty, J. (2019). *Keynes against Capitalism : His Economic Case for Liberal Socialism*. Routledge (cf. p. 86).

Cukier, A. (2018). *Le travail démocratique*. Presses Universitaires de France (cf. p. 388).

Dalton, G. (1965). « Primitive Money ». In : *American Anthropologist* 67.1, p. 44-65 (cf. p. 23).

Damill, M., R. Frenkel et L. Juvenal (2003). « Las cuentas públicas y la crisis de la convertibilidad en la Argentina ». In : *Desarrollo Económico* 43.170, p. 203-230 (cf. p. 84).

Damon, F. H. (2002). *Kula Valuables. The Problem of Value and the Production of Names*. 162. Editions de l'EHESS (cf. p. 55).

Danezis, G. et S. Meiklejohn (2015). *Centrally Banked Cryptocurrencies*. url : http://arxiv.org/abs/1505.06895 (visité le 03/06/2019). preprint (cf. p. 200).

Danglade, N. et A. Beitone (2017). « Les monnaies locales entre repli communautaire et libéralisme économique ». In : *Les Possibles* 14 (Été), p. 1-14 (cf. p. 9, 330).

Daniel, B. et M. Burkhardt (1992). « Centrality and Power in Organizations ». In : *Networks and Organizations*. Sous la dir. de N. Nohria et G. E. Robert. Harvard Business School Press, p. 191-215 (cf. p. 243).

Dardot, P. (2014). « La valeur n'est pas une substance ». In : *La tyrannie de la valeur, Débats pour le renouvellement de la théorie critique*. Sous la dir. d'E. Martin et M. Ouellet. Ecosociétés, p. 264-312 (cf. p. 31, 34, 332).

Darmangeat, C. (2016a). « L'inestimable valeur du marxisme. Réponse à la réponse de Jean-Marie Harribey ». In : *Contretemps* (cf. p. 363).
– (2016b). *Le profit déchiffré : trois essais d'économie marxiste*. La Ville Brûle (cf. p. 338, 363).
– (2017). « De quoi le travail productif est-il le nom ? » In : *Les Possibles* 15 (Hiver), p. 1-11 (cf. p. 363).
– (2018a). « La pirogue et le grenier. Les déterminants techno-économiques de la transition aux paiements ». In : *Artefact* 6, p. 133-151 (cf. p. 24, 55).
– (2018b). « Paiements, esclavage et exploitation : éléments d'un triptyque ». In : *Cahiers d'économie Politique / Papers in Political Economy* 75.2, p. 227-253 (cf. p. 24).

Davidson, S., P. De Filippi et J. Potts (2018). « Blockchains and the Economic Institutions of Capitalism ». In : *Journal of Institutional Economics* 14.4, p. 639-658 (cf. p. 180).

De Brunhoff, S. (1973a). *La politique monétaire : un essai d'interprétation marxiste*. Presses Universitaires de France (cf. p. 10).
– (1973b). « Marx as an A-Ricardian : Value, Money and Price at the Beginning of Capital ». In : *Economy and Society* 2.4, p. 421-430 (cf. p. 49, 423).
– (1976). *Marx on Money*. Urizen (cf. p. 10, 19, 24-25, 34, 179).
– (1979). *Les rapports d'argent*. Presses Universitaires de France (cf. p. 10, 28, 140).
– (1981). *État et capital*. Maspero (cf. p. 10).

De La Rosa, J. et J. Stodder (2015). « On Velocity in Several Complementary Currencies ». In : *International Journal of Community Currency Research* 19 (Section D), p. 114-127 (cf. p. 382).

De Sanzo, C., H. Covas et H. Primavera (1998). *Reinventando el Mercado : la experiencia de la Red Global de Trueque en Argentina*. Programa de Autosuficiencia Regional (cf. p. 450).

Debray, É. (2016). « L'ordre social spontané. Étude des phénomènes d'auto-organisation dans le champ social ». Thèse de doctorat en philosophie. Université Paris Ouest Nanterre La Défense (cf. p. 399).

Defourny, J. et P. Develtere (1999). « Origines et contours de l'économie sociale au Nord et au Sud ». In : *L'économie sociale au Nord et au Sud*. Sous la dir. de P. Develtere, J. Defourny et B. Fonteneau. De Boeck, p. 25-50 (cf. p. 112).

Delaire, G., P. Bonhommeau et D. Gaboriau (2011). « La fiscalité du bénéfice réel agricole doit-elle continuer de subventionner l'accumulation des moyens de production ? » In : *Économie rurale* 323 (Mai-Juin), p. 77-81 (cf. p. 409).

Delphy, C. [1998] (2013a). *L'ennemi principal : économie politique du patriarcat*. T. 1. 2 t. Syllepse (cf. p. 342, 365).
– [2001] (2013b). *L'ennemi principal : penser le genre*. T. 2. 2 t. Syllepse (cf. p. 342, 365).
– (2015). *Pour une théorie générale de l'exploitation : des différentes formes d'extorsion de travail aujourd'hui*. Syllepse (cf. p. 306, 362, 367).

Després, L. (2007). « La crise monétaire de la première transition russe (1918-1924) ». In : *La monnaie dévoilée par ses crises. Crises monétaires en Russie et en Allemagne au XXe siècle*. Sous la dir. de B. Théret. T. 2. 2 t. Éditions de l'EHESS, p. 51-80 (cf. p. 420).

Devine, P. (1988). *Democracy and Economic Planning : The Political Economy of a Self-Government Society*. Polity (cf. p. 38).

Didry, C. (2013). « Les midinettes, avant-garde oubliée du prolétariat ». In : *L'Homme et la Société* 189-190.3, p. 63-86 (cf. p. 312, 323, 354, 366).
– (2018). « Les Factory Acts dans Le Capital. Une écologie juridique du travail ». In : *Droit & philosophie* 10, p. 93-111 (cf. p. 312).
– (2019). « Du louage d'ouvrage au contrat de travail, une autre histoire du droit du travail ». In : *Le Droit Ouvrier*, p. 1-8 (cf. p. 312).

Dinerstein, A. C., D. Contartese et M. Deledicque (2008). « ¿Reemplazando al municipio, al sindicato, a la ONG y al partido político ?: Notas de investigación sobre la innovación organizacional en las organizaciones de trabajadores desocupados en Argentina ». In : *Realidad Económica* 234, p. 50-79 (cf. p. 96).

DiQuattro, A. (2007). « The Labor Theory of Value and Simple Commodity Production ». In : *Science & Society* 71.4, p. 455-483 (cf. p. 25, 183).

Dissaux, T. et M. Fare (2017). « Jalons pour une approche socioéconomique des communs monétaires ». In : *Économie et institutions* 26 (cf. p. 179).

Douet, Y. (2018). « Le problème du dépérissement du droit chez Marx et Engels ». In : *Droit & philosophie* 10, p. 23-40 (cf. p. 29).

Drelon, S. (2009). « Le club de troc de Roca Negra, une expérience particulière du troc en Argentine : étude des modes de production et de la circulation des biens et leur impact sur les rapports de valeur et d'échange ». Thèse de doctorat en sciences sociales. Université de Paris 5 (cf. p. 317).

Dubigeon, Y. (2017). *La démocratie des conseils : aux origines modernes de l'autogouvernement*. Klincksieck (cf. p. 38).

Dujarier, M.-A. (2019). « Le sens de l'entrepreneuriat de soi sur les places de marché numériques de bricolage ». In : *Nouvelle revue de psychosociologie* 27.1, p. 65-77 (cf. p. 222).

Dumas, J.-G. et al. (2022). *Les blockchains en 50 questions : Comprendre le fonctionnement de cette technologie*. Dunod (cf. p. 184).

Duménil, G. (1978). *Le concept de loi économique dans* Le Capital. Maspero (cf. p. 16, 29, 51, 54, 86-87, 139, 141, 183, 208, 281, 306, 312, 317, 418).
– (1980). *De la valeur aux prix de production : une réinterprétation de la transformation*. Economica (cf. p. 31, 336).

Duménil, G. et D. Lévy (2006). *Argentina's Unsustainable Growth Trajectory : Center and Periphery in Imperialism at the Age of Neoliberalism*. preprint (cf. p. 85).

Durand, C. et R. Keucheyan (2019). « Planifier à l'âge des algorithmes ». In : *Actuel Marx* 65.1, p. 81-102 (cf. p. 420).

Dutraive, V. et B. Théret (2017). « Two Models of the Relationship Between Money and Sovereignty : An Interpretation Based on John R. Commons's Institutionalism ». In : *Journal of Economic Issues* 51.1, p. 27-44 (cf. p. 330).

Einzig, P. (1920). « The Monetary Economy of Bolshevism ». In : *The Economic Journal* 30.117, p. 123-126 (cf. p. 420).

Eloire, F. (2010). « Une approche sociologique de la concurrence sur un marché. Le cas des restaurateurs lillois. » In : *Revue française de sociologie* 51.3, p. 481-517 (cf. p. 280).

Elson, D. (1988). « Market Socialism or Socialization of the Market ? » In : *New Left Review* I/172 (Nov.-Dec.), p. 3-44 (cf. p. 335).
– (1993). « Pour la socialisation du marché ». In : *Actuel Marx* 14.2, p. 89-106 (cf. p. 38).

Espínola, A. (2018). « Moneda Par : el trueque virtual que busca territorio en Luján ». In : *Ladran Sancho* (cf. p. 111).

Eymard-Duvernay, F. et al. (2006). « Valeurs, coordination et rationalité ». In : *L'économie des conventions, méthodes et résultats*. Sous la dir. de F. Eymard-Duvernay. T. 1. 2 t. La Découverte, p. 23-44 (cf. p. 430).

Fajn, G. et N. Bauni (2003). *Fábricas y empresas recuperadas : protesta social, autogestión y rupturas en la subjetividad*. Centro Cultural de la Cooperación (cf. p. 105).

Fal'kner, S. A. (2020). *Le Papier-monnaie dans la Révolution française. Une analyse en termes d'économie d'émission*. Sous la dir. de S. Aberdam et L. Després. Trad. par A. Berelowitch. Garnier (cf. p. 140).

Fassin, D. (2008). « Introduction. L'inquiétude ethnographique ». In : *Les politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques*. Sous la dir. de D. Fassin et A. Bensa. La Découverte, p. 7-15 (cf. p. 56).

Federici, S. (2022). *Réenchanter le monde. Féminisme et politique des communs*. Trad. par N. Grunenwald. Entremonde (cf. p. 305).

Felber, C. (2015). *Change Everything : Create an Economy for the Common Good*. Zed Books (cf. p. 208).
– (2017). *Money - The New Rules of the Game*. Springer (cf. p. 208).

Felipe, J. et U. Kumar (2011). *Unit Labor Costs in the Eurozone : The Competitiveness Debate Again*. preprint (cf. p. 2).

Féliz, M. (2003). « Pluralidad de monedas en la Argentina en crisis ». Mémoire de master en Sociologie Economique. Universidad Nacional de San Martín (cf. p. 374, 376).
– (2004). « Teoría y práctica de la pluralidad monetaria ». In : *Economía, Teoría y Práctica* 21, p. 107-133 (cf. p. 149-151).
– (2011). *Un estudio sobre la crisis en un país periférico. La economía argentina del crecimiento a la crisis, 1991-2002*. El Colectivo (cf. p. 84-86, 88-90, 94-95, 98, 327, 341, 356, 397).
– (2015a). « Limits and Barriers of Neodevelopmentalism : Lessons from the Argentinean Experience, 2003-2011 ». In : *Review of Radical Political Economics* 47.1, p. 70-89 (cf. p. 95).

– (2015b). « Renta extraordinaria e industrialización en el neodesarrollismo : límites y alternativas : Argentina, 2003-2012 ». In : *Economia Ensaios* 29.1, p. 8-24 (cf. p. 94, 175).
– (2019a). *El tiempo que nos tocó. Dependencia, crisis y luchas sociales en la Argentine reciente*. El Colectivo (cf. p. 95, 103).
– (2019b). « Neodevelopmentalism and Dependency in Twenty-first-Century Argentina : Insights from the Work of Ruy Mauro Marini ». In : *Latin American Perspectives* 46.1, p. 105-121 (cf. p. 95).
– (2021). « Notes For a Discussion on Unequal Exchange and the Marxist Theory of Dependency ». In : *Historical Materialism* 29.4, p. 114-152 (cf. p. 95).

Féliz, M. et J. A. Díaz Lozano (2018). « Trabajo, territorio y cuerpos en clave neodesarrollista. Argentina, 2002-2016 ». In : *Perfiles Latinoamericanos* 26.52 (cf. p. 81, 95).

Fernández Álvarez, M. I. (2017). *La política afectada. Experiencia, trabajo y vida cotidiana en Brukman recuperada*. Prohistoria (cf. p. 105).

Ferreira, N. (2011). « De la réforme du système monétaire à la monnaie sociale : l'apport théorique de P.J. Proudhon (1809-1865) ». In : *L'Actualité économique* 86.2, p. 205-225 (cf. p. 330).

Ferroni, M. F. (2019). « La determinación del tipo de cambio a luz del contenido mundial de la acumulación de capital ». Mémoire de master en économie du développement. Universidad Nacional de San Martín (cf. p. 341).

Feuerlicht, I. (1978). *Alienation : From the Past to the Future*. Greenwood (cf. p. 418).

Finchelstein, F. (2012). *La Argentina fascista : los orígenes ideológicos de la dictadura*. Sudamericana (cf. p. 79).

Finley, M. I. (1999). *The Ancient Economy*. University of California Press (cf. p. 183).

Firth, R. (1939). *Primitive Polynesian Economy*. Routledge (cf. p. 23).

Fligstein, N. (2001). *The Architecture of Markets. An Economic Sociology of Twenty-FirstCentury Capitalist Societies*. Princeton University Press (cf. p. 281).

Flyverbom, M., L. T. Christensen et H. K. Hansen (2015). « The Transparency-Power Nexus : Observational and Regularizing Control ». In : *Management Communication Quarterly* 29.3, p. 385-410 (cf. p. 222).

Foley, D. (2005). « Marx's Theory in Historical Perspective ». In : *Marx's Theory of Money : Modern Appraisals*. Sous la dir. de F. Moseley. Palgrave MacMillan, p. 36-49 (cf. p. 179).

Foley, D. K. (1982). « The Value of Money the Value of Labor Power and the Marxian Transformation Problem ». In : *Review of Radical Political Economics* 14.2, p. 37-47 (cf. p. 31, 336).

Fonteneau, B., M. Nyssens et A. S. Fall (1999). « Le secteur informel : creuset de pratiques d'économie solidaire ? » In : *L'économie sociale au Nord et au Sud*. Sous la dir. de P. Develtere, J. Defourny et B. Fonteneau. De Boeck, p. 159-78 (cf. p. 113).

Ford, M. et M. Picasso (2002). « Representaciones sociales acerca de la pobreza, el trabajo y la identidad ». In : Las Caras de la Pobreza. Universidad Católica Argentina, p. 233-253 (cf. p. 135).

Fortunati, L. (2022). *L'Arcane de la reproduction : femmes au foyer, prostituées, ouvriers et capital*. Entremonde (cf. p. 365).

Foster, J. B. (2000). *Marx's Ecology : Materialism and Nature*. New York University Press (cf. p. 418).

Foster, J. B. et B. Clark (2004). « Ecological Imperialism : The Curse of Capitalism ». In : *Socialist Register 2004 : The New Imperial Challenge*. Sous la dir. de L. Panitch et C. Leys. Monthly Review Press, p. 186-201 (cf. p. 418).

Foucault, M. (1977). *Language, Counter-Memory, Practice. Selected Essays and Interviews*. Sous la dir. de D. F. Bouchard et S. Simon. Cornell University Press (cf. p. 224).
– [1979] (2004). *La Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France, 1978-1979*. Sous la dir. de F. Ewald, A. Fontana et M. Sellenart. Gallimard ; Seuil (cf. p. 5, 222, 282, 401).

François, P. (2011). *Vie et mort des institutions marchandes*. Presses de Sciences Po (cf. p. 281).

Freeman, A. et G. Carchedi, éd. (1996). *Marx and Non-Equilibrium Economics*. Edward Elgar (cf. p. 341, 375).

Frenkel, R. et M. Gonzalez Rozada (2000). *Balance of Payments Liberalization : Effects on Growth, Employment and Income in Argentina*. preprint (cf. p. 83).

Friedenthal, T. (2013). « El dinero : naturaleza, génesis y funciones, un estudio de los fundamentos para su conocimiento presente en el capital de Marx ». Thèse de doctorat en sciences économiques. Universidad de Buenos Aires (cf. p. 44).

Friot, B. (2010). *L'enjeu des retraites*. La Dispute (cf. p. 37).
– (2012a). *L'enjeu du salaire*. La Dispute (cf. p. 37).
– (2012b). *Puissances du salariat*. La Dispute (cf. p. 26, 423).

Friot, B. et F. Lordon (2021). *En travail. Conversations sur le communisme*. La Dispute (cf. p. 34, 48).

Friot, B. et P. Zech (2014). *Émanciper le travail*. La Dispute (cf. p. 306).

Fujita, . (1993). *Purdon to Gendai [Proudhon and Our Time]*. Sekai Shoin (cf. p. 313, 330).

Galiani, S. et al. (2003). « Great Expectations and Hard Times : The Argentine Convertibility Plan ». In : *Economía* 3.2, p. 109-160 (cf. p. 85).

Garcia, M.-F. (1986). « La construction sociale d'un marché parfait ». In : *Actes de la recherche en sciences sociales* 65.1, p. 2-13 (cf. p. 281).

Garsten, C. et M. L. De Montoya (2008). *Transparency in a New Global Order : Unveiling Organizational Visions*. Edward Elgar (cf. p. 222).

Germer, C. (2005). « The Commodity Nature of Money in Marx's Theory ». In : *Marx's Theory of Money : Modern Appraisals*. Sous la dir. de F. Moseley. Palgrave MacMillan, p. 21-35 (cf. p. 179).

Ghigliani, P. (1998). « La Federación Gráfica Bonaerense y la irrupción del peronismo ». In : *Sociohistórica* 3.4, p. 23-46 (cf. p. 62).
– (2018). « Los dilemas de la democracia sindical : la Federación Gráfica Bonaerense (1966-1975) ». In : *Relatos de luchas. Contribuciones a la historia del movimiento obrero*. Sous la dir. d'A. Belkin. Desde el Subte, p. 34-47 (cf. p. 62).

GIK (1930). *Grundprinzipien kommunistischer Produktion und Verteilung*. mimeo (cf. p. 38, 392, 395-397, 404).

Gislain, J.-J. (1990). « Marx : quelle critique radicale de l'économie politique ? » In : *Un Siècle de marxisme : avec deux textes inédits de Karl Polanyi*. Sous la dir. de L. Beaudry, C. Deblock et J.-J. Gislain. Presses de l'Université du Québec, p. 51-76 (cf. p. 34).
– (2003). « L'émergence de la problématique des institutions en économie : » in : *Cahiers d'économie Politique / Papers in Political Economy* 44.1, p. 19-50 (cf. p. 19, 31-32, 35-36, 40, 45, 409).

Glaser, B. G. et A. L. Strauss [1967] (2010). *The Discovery of Grounded Theory : Strategies for Qualitative Research*. Aldine Transaction (cf. p. 258).

Glover, D. (1999). « Defending Communities : Local Exchange Trading Systems From an Environmental Perspective ». In : *IDS Bulletin* 30.3, p. 75-82 (cf. p. 14).

Godelier, M. (1965). « Objet et méthodes de l'anthropologie économique ». In : *L'Homme* 2.9, p. 32-91 (cf. p. 22, 430).
– (1969). « La « monnaie de sel » des Baruya de Nouvelle-Guinée ». In : *L'Homme* 2.5, p. 5-37 (cf. p. 55).

Godley, W. et M. Lavoie [2006] (2012). *Monetary Economics : An Integrated Approach to Credit, Money, Income, Production and Wealth*. 2e éd. Palgrave MacMillan (cf. p. 59).

Gomes, B. (2018). « La plateforme numérique comme nouveau mode d'exploitation de la force de travail ». In : *Actuel Marx* 63.1, p. 86-96 (cf. p. 319).

Gómez, G. (2012). « La formación de los precios en las Redes de Trueque ». In : *Moneda social y mercados solidarios : la moneda social como lazo social*. Sous la dir. de R. Orzi. Ciccus, p. 177-200 (cf. p. 319).

Gómez, G. M. (2009). *Argentina's Parallel Currency : The Economy of the Poor*. Pickering & Chatto (cf. p. 126-127).
– (2010). « What Was the Deal for the Participants of the Argentine Local Currency Systems, the *Redes de Trueque* ? » In : *Environment and Planning* 42.7, p. 1669-1685 (cf. p. 317).

Gómez, G. M. et J. de Wit (2015). « Contestations and Contradictions in the Argentine Redes de Trueque ». In : *Revue de la régulation* 18 (Automne) (cf. p. 9).

Gorter, H. (1974). *Offener Brief an Den Genossen Lenin*. Verlag Assoc. (cf. p. 334).

Gouverneur, J. (1994). *Les fondements de l'économie capitaliste : introduction à l'analyse économique marxiste du capitalisme contemporain*. L'Harmattan (cf. p. 342).

Graça, J. C. (2005). « Afinal, o que é mesmo a Nova Sociologia Económica? » In : *Revista Crítica de Ciências Sociais* 73, p. 111-129 (cf. p. 431).

Graeber, D. (2014). *Debt : The First 5,000 Years*. Melville House (cf. p. 44, 371).
– (2019). *Bullshit Jobs : The Rise of Pointless Work, and What We Can Do about It*. Penguin (cf. p. 279).

Granovetter, M. (1985). « Economic Action and Social Structure : The Problem of Embeddedness ». In : *American Journal of Sociology* 91.3, p. 481-510 (cf. p. 48, 280, 326, 431).
– (2004). « Les institutions économiques comme constructions sociales : un cadre d'analyse ». In : *Analyse économique des conventions*. Sous la dir. d'A. Orléan. Presses Universitaires de France, p. 119-134 (cf. p. 430).

Greco, T. (2009). *The End of Money and the Future of Civilization*. Chelsea Green Publishing (cf. p. 33).

Gregory, C. A. [1982] (2014). *Gifts and Commodities*. 2e éd. Academic Press (cf. p. 55, 280).

Grinfeld, I. (1910). « Monetary Experiences of the Argentine Republic ». In : *Political Science Quarterly* 25.1, p. 103-122 (cf. p. 144).

Grosdidier, J. (2019). « Euro « juridique » et pluralité monétaire : quelques réflexions sur la compatibilité du projet de monnaie fiscale complémentaire au droit de l'Union ». In : *Revue française de socio-économie* 22.1, p. 185-193 (cf. p. 3).

Grosgeorge, M. (2015). « La monnaie des économistes et l'argent des sociologues ». In : *Idées économiques et sociales* 182.4, p. 4-5 (cf. p. 18).

Guerin, I. (2002). « Le sexe de la monnaie ». In : *Journal des anthropologues* 90-91, p. 213-230 (cf. p. 303).

Guérin, I., I. Hillenkamp et C. Verschuur (2019). « L'économie solidaire au prisme du genre : une analyse critique et possibiliste ». In : *Revue française de socio-économie* 22.22, p. 107-124 (cf. p. 327).

Guillaumin, C. (1972). *L'idéologie raciste. Genèse et langage actuel*. T. 2. Institut d'études et de recherches interethniques et interculturelles (cf. p. 342).
– (1981). « Femmes et théories de la société : remarques sur les effets thériques de la colère des opprimées ». In : *Sociologie et sociétés* 13.2, p. 19-32 (cf. p. 40).

Guttmann, R. (2016). *Finance-Led Capitalism*. Palgrave MacMillan (cf. p. 3).

Guyer, J. I. (2004). *Marginal Gains : Monetary Transactions in Atlantic Africa*. University of Chicago Press (cf. p. 317).

Hanson, N. R. (1958). *Patterns of Discovery*. Cambridge University Press (cf. p. 54).

Harribey, J.-M. (2008). « Travail, valeur et monnaie : dépoussiérage des catégories marxiennes appliquées à la sphère non marchande ». In : *L'Homme et la Société* 170-171.4, p. 127-150 (cf. p. 37).
– (2011). « La valeur, ni en surplomb, ni hors-sol ». In : *Revue de la régulation* 10 (Automne) (cf. p. 76).
– (2013a). *La richesse, la valeur et l'inestimable. Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*. Les Liens Qui Libèrent (cf. p. 18, 338, 353, 363, 413, 423).
– (2013b). « Le saut périlleux et le saut assuré, ou comment dépasser une croyance marxiste au sujet des services non marchands. Éléments de réponse à Antoine Artous ». In : *Contretemps* (cf. p. 342, 363).
– (2015). « Discussion de la « monnaie complémentaire » dite « fiscale » ». In : *Les Possibles* 8 (Automne), p. 43-50 (cf. p. 3).
– (2016). « Les deux espaces de valorisation en tension. Réponse à Christophe Darmangeat ». In : *Contretemps* (cf. p. 309, 363).
– (2017a). « Du travail à la monnaie, essai de perspective sociale de la valeur : Examen critique de la vision autoréférentielle de la valeur et de la monnaie ». In : *Économie et institutions* (cf. p. 76).
– (2017b). « Et pourtant ils produisent... Eléments de réponse à Michel Husson ». In : *Contretemps* (cf. p. 363-364).

Harvey, D. (2004). « Le « Nouvel Impérialisme » : accumulation par expropriation ». In : *Actuel Marx* 35.1, p. 71-90 (cf. p. 211).

Heinrich, M. (1999). *Die Wissenschaft vom Wert : die Marxsche Kritik der politischen Ökonomie zwischen wissenschaftlicher Revolution und klassischer Tradition*. Westfälisches Dampfboot (cf. p. 336).

Hély, M. (2009). *Les métamorphoses du monde associatif*. Presses Universitaires de France (cf. p. 365).

Hély, M. et P. Moulévrier (2013). *L'économie sociale et solidaire : de l'utopie aux pratiques*. La Dispute (cf. p. 5, 9, 169, 228, 278-280, 282-283, 306, 326, 333).

Hernandez, L., N. Jonker et A. Kosse (2017). « Cash versus Debit Card : The Role of Budget Control ». In : *Journal of Consumer Affairs* 51.1, p. 91-112 (cf. p. 12).

Herskovits, M. J. (1952). *Economic Anthropology. A Study in Comparative Economics*. Alfred A. Knopf (cf. p. 23).

Heymann, D. (2000). *Políticas de reforma y comportamiento macroeconómico : la Argentina en los noventa*. preprint (cf. p. 83).

Hillenkamp, I. (2013). « Le principe de householding aujourd'hui. Discussion théorique et approche empirique par l'économie populaire ». In : *Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*. Sous la dir. d'I. Hillenkamp et J.-L. Laville. Erès, p. 215-240 (cf. p. 27).

Holloway, J. (2015). « Read Capital : The First Sentence : Or, Capital Starts with Wealth, Not with the Commodity ». In : *Historical Materialism* 23.3, p. 3-26 (cf. p. 26).

Hornborg, A. (2019). *Nature, Society, and Justice in the Anthropocene : Unraveling the Money-Energy-Technology Complex*. Cambridge University Press (cf. p. 331, 368).

Husson, M. (2013). « Un livre inestimable. A propos de J-M. Harribey, « La richesse, la valeur et l'inestimable » ». In : *Contretemps* (cf. p. 363).
– (2016). « Comptabilité nationale et valeur non-marchande ». In : *Contretemps* (cf. p. 338, 363).
– [1980] (2018). « Value and Price : A Critique of Neo-Ricardian Claims ». In : *Capital & Class* 42.3, p. 517-535 (cf. p. 31, 336, 352).

Hütten, M. et M. Thiemann (2017). « Moneys at the Margins–From Political Experiment to Cashless Societies ». In : *Bitcoin and Beyond : The Challenges and Opportunities of Blockchains for Global Governance*. Sous la dir. de M. Campbell-Verduyn. Routledge, p. 1-27 (cf. p. 33).

INDEC (2003). *¿Que es el Gran Buenos Aires ?* (Cf. p. 71).
– (2012). *Censo nacional de población, hogares y viviendas 2010. Resultados definitivos* (cf. p. 72).

Ingham, G. (1999). « Money as a Social Relationship ». In : *Critical Realism in Economics : Development and Debate*. Sous la dir. de S. Fleetwood. Psychology, p. 103-124 (cf. p. 27).
– (2000). « "Babylonian Madness" : On the Sociological and Historical "Origins" of Money ». In : *What Is Money ?* Sous la dir. de J. N. Smithin. Routledge, p. 16-41 (cf. p. 27).
– (2004). *The Nature of Money*. Polity (cf. p. 27, 371).

Iñigo Carrera, J. (2007). *La formación económica de la sociedad argentina. Renta agraria, ganancia industrial y deuda externa. 1882-2004*. T. 1. 2 t. Imago Mundi (cf. p. 95, 340).
– (2013). *El capital : razón histórica, sujeto revolucionario y conciencia*. Imago Mundi (cf. p. 341).

Irigoin, M. A. (2000). « Inconvertible Paper Money, Inflation and Economic Performance in Early Nineteenth Century Argentina ». In : *Journal of Latin American Studies* 32.2, p. 333-359 (cf. p. 144).

Itoh, M. (1980). *Value and Crisis : Essays on Marxian Economics in Japan*. Monthly Review Press (cf. p. 336).
– (1988). *Basic Theory of Capitalism : Forms and Substance of the Capitalist Economy*. Palgrave MacMillan (cf. p. 336).

Jany-Catrice, F. et D. Méda (2011). « Femmes et richesse : au-delà du PIB ». In : *Travail, genre et sociétés* 26.2, p. 147-171 (cf. p. 362).

Jessop, B. (2013). « Credit Money, Fiat Money and Currency Pyramids : Reflections on the Financial Crisis and Sovereign Debt ». In : *Financial Crises and the Nature of Capitalist Money. Mutual Developments from the Work of Geoffrey Ingham*. Sous la dir. de J. Pixley et G. Ingham. Springer, p. 248-272 (cf. p. 29).

Jevons, W. S. (1876). *Money and the Mechanism of Exchange*. D. Appleton (cf. p. 21).

Jones, P. (2020). *The Falling Rate of Profit and the Great Recession of 2007-09. A New Approach to Applying Marx's Value Theory and Its Implications for Socialist Strategy*. Historical Materialism Book Series. Brill (cf. p. 354).

Jourdain, A. (2018). « « Faites de votre passion un métier ». Etsy, une plateforme d'émancipation féminine ? » In : *La nouvelle revue du travail* 13 (cf. p. 316).

Juteau, D. et N. Laurin (2008). « L'évolution des formes de appropriation des femmes : des religieuses aux « mères porteuses » ». In : *Canadian Review of Sociology / Revue canadienne de sociologie* 25.2, p. 183-207 (cf. p. 342).

Kaletsky, A. (2012). *How about Quantitative Easing for the People ?* url : http://blogs.reuters.com/anatole-kaletsky/2012/08/01/how-about-quantitative-easing-for-the-people/ (cf. p. 3).

Kalinowski, I. (2005). « Leçons wébériennes sur la science et la propagande ». In : Weber, M. *La Science, profession et vocation*. Sous la dir. d'I. Kalinowski. Agone, p. 178-300 (cf. p. 40).

Katz, C. (2002). « Una interpretación contemporánea de la ley de la tendencia decreciente de la tasa de ganancia ». In : *Laberinto*, p. 85-100 (cf. p. 85).
– (2018). *La teoria de la dependencia, cincuenta años despúes*. Batalla de Ideas (cf. p. 14, 95, 347).
– (2019). « ¿Actualización o veneración de la Teoría de la Dependencia? » In : *VientoSur*, p. 1-14 (cf. p. 95).

Kavi, S. (2016). « The "Commodity - Money - Commodity" Mutual Credit Complementary Currency System. Marxian Money to Promote Community Trade and Market Economy ». In : *International Journal of Community Currency Research* 20 (Summer), p. 41-53 (cf. p. 37).

Keen, S. (2001). *Debunking Economics : The Naked Emperor of the Social Sciences*. Pluto (cf. p. 339).

Kelman, M. G. (1987). *A Guide to Critical Legal Studies*. Harvard University Press (cf. p. 36).

Kennedy, M. (1995). *Interest and Inflation Free Money : Creating an Exchange Medium That Works for Everybody and Protects the Earth*. Stranger Journalism (cf. p. 330).
– (2012). *Occupy Money : Creating an Economy Where Everybody Wins*. New Society (cf. p. 330).

Kennedy, M. et B. A. Lietaer [2004] (2009). *Regionalwährungen : neue Wege zu nachhaltigem Wohlstand*. 2e éd. Riemann (cf. p. 7).

Kennedy, M., B. A. Lietaer et J. Rogers (2012). *People Money : The Promise of Regional Currencies*. Triarchy Press Limited (cf. p. 330).

Keynes, J. M. [1936] (2013). *The General Theory of Employment, Interest and Money*. Avec la coll. de R. E. S. (Britain). Cambridge University Press (cf. p. 86).

King, M. (1999). « Challenges for Monetary Policy : New and Old ». In : *Quarterly Bulletin-Bank of England* 39, p. 397-415 (cf. p. 33).

King, S. et S. Nadal (2012). *PPCoin : Peer-to-Peer Crypto-Currency with Proof-of-Stake. Peercoin Whitepaper* (cf. p. 184).

Kitagawa, K. (2017). « Political Government and Economic Government in J.R. Commons' Institutional Economics ». In : *Économie et institutions* 26.

Kiyotaki, N. et R. Wright (1993). « A Search-Theoretic Approach to Monetary Economics ». In : *The American Economic Review* 83.1, p. 63-77 (cf. p. 432).

Klein, N. (2015). *This Changes Everything : Capitalism vs. the Climate*. Simon and Schuster (cf. p. 418).

Kliman, A. (2007). *Reclaiming Marx's Capital : A Refutation of the Myth of Inconsistency*. Lexington (cf. p. 31).

Knight, F. H. (1941). « Anthropology and Economics ». In : *Journal of Political Economy* 49.2, p. 247-268 (cf. p. 23).

Kohler, G. et A. Tausch (2002). *Global Keynesianism : Unequal Exchange and Global Exploitation*. Nova (cf. p. 327, 410).

Korsch, K. (2013). *Karl Korsch : Revolutionary Theory*. University of Texas Press (cf. p. 334).

Koshimura, S. (1986). *Fixed Capital and Economic Fluctuations : Theory of Crises and Waves*. T. 1. 2 t. Hakutah-Shoboh (cf. p. 50).

Laacher, S. (2003). *Les SEL : une utopie anticapitaliste en pratique*. La Dispute (cf. p. 14, 219, 326, 422).

Lafuente-Sampietro, O. (2019). « Local Complementary Currencies and the Network Multiplier, a Network Analysis Approach on the Case of the SoNantes ». In : 5th Biennial RAMICS International Congress. Hida-Takayama (cf. p. 383).

Lagos, R. et R. Wright (2005). « A Unified Framework for Monetary Theory and Policy Analysis ». In : *Journal of Political Economy* 113.3, p. 463-484.

Laibman, D. (1992). *Value, Technical Change, and Crisis : Explorations in Marxist Economic Theory*. ME Sharpe (cf. p. 336-337).

Laibman, D. et W. L. Rowe (1982). « Unproductive Labor : Critique of a Concept ». In : *Studies in Labor Theory and Practice, Studies in Marxism* 12, p. 59-77 (cf. p. 345).

Lakomski-Laguerre, O. et L. Desmedt (2015). « L'alternative monétaire Bitcoin : une perspective institutionnaliste ». In : *Revue de la régulation* 18 (Automne) (cf. p. 5, 12, 179-180, 182).

Lalik, P. (2017). « Les monnaies locales sont-elles réactionnaires? » In : *Les Possibles* 15 (Automne) (cf. p. 9).

Lamarche-Perrin, A., A. Orléan et P. Jensen (2018). « Coexistence of Several Currencies in Presence of Increasing Returns to Adoption ». In : *Physica A* 496, p. 612-619 (cf. p. 432).

Landivar, D., C. Mathonnat et A. Tichit (2016). « Classifying Non-Bank Currency Systems Using Web Data ». In : *International Journal of Community Currency Research* 20 (Summer), p. 1-16 (cf. p. 7).

Lange, O. et F. M. Taylor (1956). *On the Economic Theory of Socialism*. Sous la dir. de B. Lippincott. University of Minnesota Press (cf. p. 38).

Lapidus, A. (1993). « Le travail qualifié est-il trop complexe pour se laisser réduire ? Marx sans les conventions ». In : *Revue économique* 44.5, p. 971-990 (cf. p. 35).

Larue, L. (2017). « Les monnaies alternatives contre la justice sociale ? » In : *Les Possibles* 15 (Automne), p. 1-5 (cf. p. 9).

Lastra, F. (2018). « La teoría marxista de la dependencia y el planteo de la unidad mundial. Contribución a un debate en construcción ». In : *Cuadernos de Economía Crítica* 4.8, p. 129-151 (cf. p. 95).

Latour, B. (1983). « Comment redistribuer le grand partage ? » In : *Revue de synthèse* 104.110, p. 203-236 (cf. p. 30).

Laure van Bambeke, V. (2013). *Les méandres de la transformation des valeurs en prix de production. Essai de théorie économique rationnelle*. L'Harmattan (cf. p. 341).

Laurens, S. et F. Neyrat (2010). *Enquêter : de quel droit ? Menaces sur l'enquête en sciences sociales*. Éditions du Croquant (cf. p. 75).

Laurent, A. et V. Monvoisin (2015). « Les nouvelles monnaies numériques au-delà de la dématérialisation de la monnaie et de la contestation ». In : *Revue de la régulation* 18 (Automne) (cf. p. 12).

Laville, J.-L. (2019). *L'économie solidaire*. CNRS Éditions (cf. p. 114).

Lavoie, M. (2015). *Post-Keynesian Economics : New Foundations*. Elgar (cf. p. 140).

Lazarus, J. (2021). « L'argent des femmes. Quelques pistes de recherche ». In : *Sensibilités* 9.1, p. 60-71 (cf. p. 292, 294, 327).

Lazarus, J. et D. De Blic (2021). *Sociologie de l'argent*. La Découverte (cf. p. 7, 14, 17-19).

Lazega, E. (2014). *Réseaux sociaux et structures relationnelles*. Presses Universitaires de France (cf. p. 243).

Le Masne, P. (2018). « D'où vient la théorie de l'exploitation de Marx ? » In : *Cahiers d'économie Politique / Papers in Political Economy* 75.2, p. 43-70 (cf. p. 355).

LeClair, E. E. (1962). « Economic Theory and Economic Anthropology ». In : *American Anthropologist* 64.6, p. 1179-1203 (cf. p. 23).

Lederman, D. et al. (2015). « The Next Generation of the Penn World Table ». In : *American Economic Review* 105.10, p. 3150-3182 (cf. p. 410).

Lefort, C. (1986). *The Political Forms of Modern Society : Bureaucracy, Democracy, Totalitarianism*. MIT Press (cf. p. 334).

Lejeune, C. (2015). *Manuel d'analyse qualitative : analyser sans compter ni classer*. De Boeck (cf. p. 68).

Lemonnier, P. (1992). « Le porc comme substitut de vie : formes de compensation et échanges en Nouvelle-Guinée ». In : *Social Anthropology* 1 (1a), p. 33-55 (cf. p. 55).

Lénine, V. I. (1982). *Textes philosophiques*. Sous la dir. de S. Pelta et F. Sève. Éditions Sociales (cf. p. 312).

Lévesque, B. et Y. Vaillancourt (1996). « La reconnaissance de l'économie sociale comme économie plurielle et comme élément dans la reconfiguration de l'État providence : deux enjeux majeurs ». In : *Le Devoir* (cf. p. 113).

Levitsky, S. (1998). « Institutionalization and Peronism : The Concept, the Case and the Case for Unpacking the Concept ». In : *Party Politics* 4.1, p. 77-92 (cf. p. 108).

Leyshon, A., R. Lee et C. C. Williams, éd. (2003). *Alternative Economic Spaces*. Sage (cf. p. 6).

Lietaer, B. (2012). *Halte à la toute-puissance des banques ! Pour un système monétaire durable*. Odile Jacob (cf. p. 330).

– (2013). *The Future of Money*. Random House (cf. p. 330).

Lietaer, B. A. et J. Dunne (2013). *Rethinking Money : How New Currencies Turn Scarcity into Prosperity*. Berrett-Koehler (cf. p. 330-331).

Lietaer, B. et M. Kennedy (2008). *Monnaies Régionales : de nouvelles voies vers une prospérité durable*. Éditions Charles Léopold Mayer (cf. p. 330).

Likitkijsomboon, P. (1995). « Marxian Theories of Value-Form ». In : *Review of Radical Political Economics* 27.2, p. 73-105 (cf. p. 336).

Lindner, K. et U. Lindner (2021). « How Marx Got Rid of Historical Materialism ». In : *From Marx to Global Marxism : Eurocentrism, Resistance, Postcolonial Criticism*. Sous la dir. de K. Knopf et D. Quintern. Wissenschatlicher Verlag Trier, p. 57-74 (cf. p. 30, 54).

Longo, S. B. (2012). « Mediterranean Rift : Socio-ecological Transformations in the Sicilian Bluefin Tuna Fishery ». In : *Critical Sociology* 38.3, p. 417-436 (cf. p. 418).

Longo, S. B., R. Clausen et B. Clark (2015). *The Tragedy of the Commodity : Oceans, Fisheries, and Aquaculture*. Rutgers University Press (cf. p. 418).

Lordon, F. et A. Orléan (2008). « Genèse de l'État et genèse de la monnaie : le modèle de la *potentia multitudinis* ». In : *Spinoza et les sciences sociales. De la puissance de la multitude à l'économie des affects*. Sous la dir. d'Y. Citton et F. Lordon. Amsterdam, p. 127-170 (cf. p. 4, 432).

Louge, C. F. (2015). *Keynes & Gesell ¿Nuevo paradigma ?: El orden económico natural y breve historia monetaria Argentina*. Errepar (cf. p. 144, 330).

Löwy, M. (1998). *La Guerre des dieux. Religion et politique en Amérique latine*. Éditions du Félin (cf. p. 167).

Luxemburg, R. [1913] (2020). *L'accumulation du capital : Contribution à l'explication économique de l'impérialisme*. Trad. par G. Fondu. Agone (cf. p. 211).

Luzzi, M. (2005). *Réinventer le marché Les clubs de troc face à la crise en Argentine*. L'Harmattan (cf. p. 12, 66, 117, 127, 129, 132, 450).

Machado, N. M. C. (2011). « Karl Polanyi and the New Economic Sociology : Notes on the Concept of (Dis)Embeddedness ». In : *RCCS Annual Review* 3, p. 119-140 (cf. p. 326, 432).

MacKenzie, D. et Y. Millo (2003). « Construction d'un marché et performation théorique ». In : *Réseaux* 122.6, p. 15-61 (cf. p. 281).

Magnin, E. et N. Nenovsky (2020). « Calculating without Money. Theories of in-Kind Accounting of Alexander Chayanov, Otto Neurath and the Early Soviet Experiences ». In : *The European Journal of the History of Economic Thought* 28.3, p. 1-25 (cf. p. 386, 420).

Makoto, N. (2004). « The Theory of Labour Money. Implications of Marx's Critique for the Local Exchange Trading System (LETS) ». In : *Marx for the 21st Century*. Sous la dir. de H. Uchida. Routledge, p. 89-105 (cf. p. 330).

Mandel, E. (1962). *Traité d'économie marxiste*. Éditions Julliard (cf. p. 336, 375).
– (1986). « In Defence of Socialist Planning ». In : *New Left Review* I/159 (Sept.-Oct.), p. 5-37 (cf. p. 38).

Marie, J. (2009). « Régime monétaire et conflit de répartition en Argentine aux origines de la crise de 2001 ». Thèse de doctorat en sciences économiques. Université Paris 8 (cf. p. 82-85, 88).

Marini, R. M. [1973] (1981). *Dialectica de la dependencia*. 5e éd. Era (cf. p. 95).

Markovsky, B., D. Willer et T. Patton (1988). « Power Relations in Exchange Networks ». In : *American Sociological Review* 53.2, p. 220-236 (cf. p. 243).

Marsden, P. et N. Lin, éd. (1982). *Social Structure and Network Analysis*. Sage (cf. p. 243).

Martignoni, J. (2012). « A New Approach to a Typology of Complementary Currencies ». In : *International Journal of Community Currency Research* 16 (Section A), p. 1-17 (cf. p. 7).
– (2016). « Monetary Velocity in a Systemic Perspective : An Approach Towards More Accurate Currency Thinking ». In : *Economic Alternatives* 4, p. 433-446 (cf. p. 382).

Marx, K. [1847] (1948). *Misère de la philosophie. Réponse à la Philosophie de la misère de Proudhon*. Éditions Sociales (cf. p. 35).

Marx, K. [1894] (1976). *Le Capital. Critique de l'économie politique. Le procès d'ensemble de la production capitaliste*. Trad. par A. Cohen-Solal et G. Badia. T. 3. 3 t. Éditions Sociales (cf. p. 36, 86, 141, 306, 423).
– [1885] (1977). *Le Capital. Critique de l'économie politique. Le procès de circulation du capital*. Trad. par G. Badia, E. Cogniot et A. Cohen-Solal. T. 2. 3 t. Éditions Sociales (cf. p. 424).
– [1867] (1993). *Le Capital. Critique de l'économie politique. Le procès de production du capital*. Trad. par J.-P. Lefebvre. T. 1. 3 t. Éditions Sociales (cf. p. 18-19, 25, 288, 312, 386, 389, 394, 412, 424).
– [1859] (2002). *Contribution à la critique de l'économie politique*. Trad. par M. Husson et G. Badia. Éditions Sociales (cf. p. 139, 313, 315-316, 426).
– [1875] (2008a). *Critique du programme de Gotha*. Sous la dir. de J.-N. Ducange et S. Dayan-Herzbrun. Éditions Sociales (cf. p. 387).
– [1857] (2008b). *Introduction à la critique de l'économie politique*. Trad. par M. Husson et G. Badia. L'Altiplano (cf. p. 20, 24-26, 28).
– [1980] (2018). *Manuscrits de 1857-1858 dits « Grundrisse »*. Trad. par J.-P. Lefebvre. Éditions Sociales (cf. p. 33, 35, 315, 370, 388, 399).

Mathieu, A. (2019). « La monnaie fiscale complémentaire comme solution aux politiques d'austérité en Europe ? Une participation au débat ». In : *Revue française de socio-économie* 22.1, p. 171-184 (cf. p. 3).

Mattick, P. (1971). *Marx und Keynes. Die Grenzen des ‚gemischten Wirtschaftssystems'*. Europäische Verlagsanstalt (cf. p. 334).

Maucourant, J. (1993). « Au cœur de l'économie politique, la dette - l'approche de J. R. Commons ». In : *Revue du MAUSS* 9.2, p. 209-218.
– (2000). « Echange, commerce et monnaies dans les économies non modernes - un réexamen de l'approche de Karl Polanyi ». In : *Transeuphratène* 20, p. 9-43 (cf. p. 30).
– (2005). « Le troc et la monnaie dans la pensée de Polanyi ». In : *Autour de Polanyi : vocabulaires, théories et modalités des échanges*. Sous la dir. de P. Rouillard, P. Clancier et F. Joannès. Éditions de Boccard, p. 33-43 (cf. p. 19, 24).

Maurer, B. (2005). *Mutual Life, Limited : Alternative Currencies, Islamic Banking, Lateral Reason* (cf. p. 6).
– (2006). « The Anthropology of Money ». In : *Annual Review of Anthropology* 35.1, p. 15-36 (cf. p. 14, 294).

Mauss, M. [1914] (1974). « Les origines du concept de monnaie ». In : *Oeuvres. Représentations collectives et diversité des civilisations*. T. 2. 2 t. Les Éditions de Minuit, p. 106-112 (cf. p. 432).
– [1950] (2013a). « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques ». In : *Sociologie et anthropologie*. Presses Universitaires de France, p. 145-284 (cf. p. 23).
– [1950] (2013b). *Sociologie et anthropologie*. Presses Universitaires de France (cf. p. 4).

Mehring, F. (1936). *Karl Marx : The Story of His Life*. George Allen & Unwin.

Mehrling, P. (2013). « Essential Hybridity : A Money View of FX ». In : *Journal of Comparative Economics* 41.2, p. 355-363 (cf. p. 12).

Meillassoux, C. (1964). *Anthropologie économique des Gouro de Côte-d'Ivoire. De l'économie de subsitance à l'agriculture commerciale*. Mouton & Co (cf. p. 55).

Mellor, M. (2005). « The Politics of Money and Credit as a Route to Ecological Sustainability and Economic Democracy ». In : *Capitalism Nature Socialism* 16.2, p. 45-60 (cf. p. 368).

Menger, K. (1892). « On the Origin of Money ». In : *The Economic Journal* 2.6, p. 239-255 (cf. p. 21).

Michel, A. et M. Hudon (2015). « Community Currencies and Sustainable Development : A Systematic Review ». In : *Ecological Economics* 116, p. 160-171 (cf. p. 8, 368).

Mies, M. (1988). *Patriarchat und Kapital. Frauen in der internationalen Arbeitsteilung*. Rotpunktverlag (cf. p. 102, 115, 294).

Milios, J. (2009). « Rethinking Marx's Value-Form Analysis from an Althusserian Perspective ». In : *Rethinking Marxism* 21.2, p. 260-274 (cf. p. 408).

Mill, J. S. [1848] (1909). *Principles of Political Economy with Some of Their Implications to Social Philosophy*. Sous la dir. de W. J. Ashley. Longmans, Green and Co (cf. p. 4).

Minsky, H. P. (1957). « Central Banking and Money Market Changes ». In : *The Quarterly Journal of Economics* 71.2, p. 171-187 (cf. p. 19).

Mizruchi, M. S. (1994). « Social Network Analysis : Recent Achievements and Current Controversies ». In : *Acta Sociologica* 37.4, p. 329-343 (cf. p. 243).

Molina, C. G. (2006). *Universalismo basico : una nueva política social para America Latina*. IDB (cf. p. 95).

Mollo, M. d. L. R. (1999). « The Endogeneity of Money : Post-Keynesian and Marxian Concepts Compared ». In : *Research in Political Economy* 17, p. 3-26 (cf. p. 19).

Monvoisin, V. (2013). « What's the Use of Banks, Especially after the Crisis ? » In : *Review of Keynesian Economics* 1.2, p. 195-209 (cf. p. 33-34).

Moore, B. J. (1988). *Horizontalists and Verticalists : The Macroeconomics of Credit Money*. Cambridge University Press (cf. p. 19).

Mora, L. et E. Loritz (2019). « Trueque 2.0 en el conurbano ». In : *El Ohmio* (cf. p. 112).

Morozov, E. (2019). « Digital Socialism ? » In : *New Left Review* 116-117 (Mar.-Jun.), p. 33-67 (cf. p. 399, 405).

Moseley, F. (2016). *Money and Totality : A Macro-Monetary Interpretation of Marx's Logic in Capital and the End of the "Transformation Problem"*. Brill (cf. p. 31).

Muellbauer, J. (2014). « Combatting Eurozone Deflation : QE for the People ». In : *Quantitative Easing Evolution of Economic Thinking as It Happened on Vox*. Sous la dir. de W. J. Den Haan. CEPR Press, p. 163-174 (cf. p. 3).

Muniesa, F. (2000). « Un robot walrasien. Cotation électronique et justesse de la découverte des prix ». In : *Politix* 13.52, p. 121-154 (cf. p. 281).

Muniesa, F., Y. Millo et M. Callon (2007). « An Introduction to Market Devices ». In : *The Sociological Review* 55.2, p. 1-12 (cf. p. 281).

Neary, M. et G. Taylor (2016). *Money and the Human Condition*. Springer (cf. p. 330, 411, 421).

Nelson, A. (2001). « The Poverty of Money : Marxian Insights for Ecological Economists ». In : *Ecological Economics* 36, p. 499-511 (cf. p. 10, 335).
– (2005). « Marx's Objections to Credit Theories of Money ». In : *Marx's Theory of Money : Modern Appraisals*. Sous la dir. de F. Moseley. Palgrave MacMillan, p. 65-77 (cf. p. 55, 179).
– [1999] (2012). *Marx's Concept of Money : The God of Commodities*. Routledge (cf. p. 44).
– (2016). « "Your Money or Your Life" : Money and Socialist Transformation ». In : *Capitalism Nature Socialism* 27.4, p. 40-60 (cf. p. 10).
– (2019). « Money : Top-Down and Bottom-Up ». In : *Capitalism Nature Socialism* 30.3, p. 134-138 (cf. p. 10).
– (2022). *Beyond Money. A Postcapitalist Strategy*. Pluto (cf. p. 10).

Nelson, A. et F. Timmermann (2012). « Non-Market Socialism Today ». In : *Overland* 207.207, p. 76-81 (cf. p. 38, 331).

Nenovsky, N. et C. Sahling (2020). « Political Economy of the Greek Crisis as a Multilevel Game. Reflexions on Yanis Varoufakis' Book, *Adults in the Room. My Battle with Europe's Deep Establishment* ». In : *Revue de la régulation* 27 (Printemps) (cf. p. 3).

Neurath, O. [1925] (2004). « Economic Plan and Calculation in Kind ». In : *Economic Writings : Selections, 1904-1945*. Sous la dir. de T. E. Uebel et R. Cohen. Trad. par T. Uebel et al. Kluwer, p. 405-465 (cf. p. 38).

Noiriel, G. (1988). « Du « patronage » au « paternalisme » : la restructuration des formes de domination de la main-d'œuvre ouvrière dans l'industrie métallurgique française ». In : *Le Mouvement social* 144, p. 17-35 (cf. p. 279).

North, P. (2007). *Money and Liberation : The Micropolitics of Alternative Currency Movements*. University of Minnesota Press (cf. p. 6, 14).

North, P. et al. (2019). *Alternative Currency Movements as a Challenge to Globalisation ? : A Case Study of Manchester's Local Currency Networks*. Routledge (cf. p. 6, 14, 330).

Nove, A. (1991). *The Economics of Feasible Socialism Revisited*. Harper Collins (cf. p. 38).

O'Neill, J. (1989). « Markets, Socialism, and Information : A Reformulation of a Marxian Objection to the Market ». In : *Social Philosophy and Policy* 6.2, p. 200-210 (cf. p. 398, 400-401, 403).

Olin Wright, E. (2010). *Envisioning Real Utopias*. Verso (cf. p. 38, 52).

Olivier de Sardan, J.-P. (1995). « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie ». In : *Enquête* 1, p. 71-109.
– (2000). « Le « je » méthodologique. Implication et explicitation dans l'enquête de terrain ». In : *Revue française de sociologie* 41.3, p. 417-445 (cf. p. 45).
– (2008). *La rigueur du qualitatif : les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Bruylant (cf. p. 44-46, 56, 59).

Orléan, A. (2005). « La sociologie économique et la question de l'unité des sciences sociales ». In : *L'Année sociologique* 55.2, p. 279-305 (cf. p. 16, 47, 280, 430-431).

Orléan, A. (2007). « Crise de la souveraineté et crise de la monnaie : l'hyperinflation allemande des années 1920 ». In : *La monnaie dévoilée par ses crises. Crises monétaires en Russie et en Allemagne au XXe siècle*. Sous la dir. de B. Théret. T. 2. Éditions de l'EHESS, p. 187-229 (cf. p. 382).
– (2011). *L'Empire de la valeur. Refonder l'économie*. Seuil (cf. p. 28, 45, 278, 317, 422).
– (2013). « Money : Instrument of Exchange or Social Institution of Value ? » In : *Financial Crises and the Nature of Capitalist Money. Mutual Developments from the Work of Geoffrey Ingham*. Sous la dir. de J. Pixley et G. C. Harcourt. Palgrave MacMillan, p. 239-264 (cf. p. 432).
– (2016). « La sociologie économique de la monnaie ». In : *Théories françaises de la monnaie : une anthologie*. Sous la dir. de P. Alary et al. Presses Universitaires de France, p. 33-65 (cf. p. 17, 27).
– (2017). « Réflexions sur la théorie marxiste de la monnaie ». In : *Que reste-t-il de Marx... ?* Sous la dir. de C. Colliot-Thélène. Presses Universitaires de Rennes, p. 93-116 (cf. p. 376-377).
– (2018). « De quelques débats à propos de la production marchande chez Marx ». In : *Penser la monnaie et la finance avec Marx. Autour de Suzanne de Brunhoff*. Sous la dir. de R. Bellofiore et al. Presses Universitaires de Rennes, p. 173-213 (cf. p. 25).

Orléan, A. et R. Diaz-Bone (2013). « Entretien avec André Orléan ». In : *Revue de la régulation* 14 (Automne) (cf. p. 16, 430).

Orzi, R. (2010). « La moneda como lazo social. Su potencial en el fortalecimiento de la economía social y solidaria ». Thèse de doctorat en sciences économiques. Universidad Nacional de General Sarmiento (cf. p. 369, 384).
– (2012a). « La moneda social como institución necesaria en la transición hacia "otra economía" ». In : *Moneda social y mercados solidarios : la moneda social como lazo social*. Sous la dir. de R. Orzi. Ciccus, p. 92-176 (cf. p. 330).
– éd. (2012b). *Moneda social y mercados solidarios : la moneda social como lazo social*. Ciccus (cf. p. 222, 283, 330).

Orzi, R. et A. Plasencia (2007). « Principales conceptos y marcos teóricos ». In : *Moneda social y mercados solidarios. Potencial pedagógico y emancipador de los sistemas monetarios alternativos*. Sous la dir. d'A. Plasencia et R. Orzi. Ciccus, p. 23-42 (cf. p. 330).

Orzi, R., R. Porcherot et S. Valdecantos (2021). « Cryptocurrencies for Social Change : The Experience of Monedepar in Argentina ». In : *International Journal of Community Currency Research* 25.1, p. 16-33 (cf. p. 12-13, 143).

Osorio, J. (2014). *Estado, reproducción del capital y lucha de clases - La unidad económico-política del capital*. Instituto de Investigaciones Económicas, UNAM (cf. p. 95).
– (2016). *Teoría marxista de la dependencia : historia, fundamentos, debates y contribuciones*. Universidad Autónoma Metropolitana Editorial (cf. p. 95).

Ostiguy, P. (2005). « Gauches péroniste et non péroniste dans le système de partis argentin ». In : *Revue internationale de politique comparée* 12.3, p. 299-330 (cf. p. 89, 91-93, 96-97, 108, 168).

Ould-Ahmed, P. (2007). « Le troc, signe d'une crise monétaire d'un certain type. Le cas de la Russie (1991-2002) ». In : *La monnaie dévoilée par ses crises. Crises monétaires en Russie et en Allemagne au XXe siècle*. Sous la dir. de B. Théret. T. 2. 2 t. Éditions de l'EHESS, p. 153-182 (cf. p. 152, 172).
– (2008). « Monnaie des économistes, argent des anthropologues : à chacun le sien ? » In : *L'argent des anthropologues, la monnaie des économistes*. Sous la dir. de M. Selim et al. L'Harmattan, p. 10-23 (cf. p. 4, 17-19, 26).

Ould-Ahmed, P. et J.-F. Ponsot (2015). « Contestations Monétaires : Une Économie Politique de La Monnaie : Introduction ». In : *Revue de la régulation* 18 (Automne) (cf. p. 2, 4, 8-9).

Ovalles, E. (2002). « Argentina es el país del mundo en el cual el fenómeno del trueque tiene mayor dimensión social ». In : *Centro de Estudios Nueva Mayoría* (cf. p. 126).

Pacione, M. (1999). « The Other Side of the Coin : Local Currency as a Response to the Globalization of Capital ». In : *Regional Studies* 33.1, p. 63-72 (cf. p. 14).

Palheta, U. (2018). *La possibilité du fascisme : France, la trajectoire du désastre*. La Découverte (cf. p. 79).

Pannekoek, A. [1946] (1974). *Les conseils ouvriers*. Bélibaste (cf. p. 334).

Parry, J. P. et M. Bloch, éd. (1989). *Money and the Morality of Exchange*. Cambridge University Press (cf. p. 26).

Paugam, S. (2015). *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*. Presses Universitaires de France (cf. p. 95).

Paugam, S. et N. Duvoux (2008). *La régulation des pauvres*. Presses Universitaires de France (cf. p. 95).

Pavlevski, J. (1969). « Vers une émancipation de la monnaie en économie planifiée ». In : *L'Actualité économique* 44.4, p. 638-658 (cf. p. 419).

Pelletier, D. et J.-L. Schlegel (2012). *À la gauche du Christ : les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours*. Seuil (cf. p. 167).

Peña, M. (2012 [1968-73]). *Historia del pueblo argentino*. Emecé (cf. p. 147).

Pereyra, F. (2007). « Exploring Gender Divisions in a Community Currency Scheme : The Case of the Barter Network in Argentina ». In : *International Journal of Community Currency Research* 11, p. 98-111 (cf. p. 303).

Perón, J. D. [1949] (2008). *La comunidad organizada*. Instituto Nacional Juan Domingo Perón (cf. p. 158).

Pettifor, A. (2017). *The Production of Money : How to Break the Power of Bankers*. Verso (cf. p. 330).

Piluso, N. (2014). « Postulat de la monnaie et théorie de la valeur chez Marx ». In : *Revue de la régulation* 15 (Printemps) (cf. p. 22, 50).

Pionnier, P.-A. (2009). « Le partage de la valeur ajoutée en France, 1949-2008 : aspects méthodologiques ». In : *Economie et statistique* 422.1, p. 3-30 (cf. p. 409).

Plasencia, A. et R. Orzi, éd. (2007). *Moneda social y mercados solidarios. Potencial pedagógico y emancipador de los sistemas monetarios alternativos*. Ciccus (cf. p. 222, 283, 330, 376).

Polanyi, K. (1957). « The Economy as an Instituted Process ». In : *Trade and Market in the Early Empires : Economies in History and Theory*. Sous la dir. de C. M. Arensberg, K. Polanyi et H. W. Pearson. Free Press, p. 243-269 (cf. p. 22-23).
– (1968). *Primitive, Archaic, and Modern Economics : Essays of Karl Polanyi*. Sous la dir. de G. Dalton. Anchor Books (cf. p. 19, 23).
– (1990). « Marxisme et christianisme (extraits de The Christian Left Study Circle) ». In : *Un Siècle de marxisme : avec deux textes inédits de Karl Polanyi*. Sous la dir. de L. Beaudry, C. Deblock et J.-J. Gislain. Presses de l'Université du Québec, p. 122-124 (cf. p. 30).

Ponsot, J.-F. (2002). « Le Currency board ou la négation de la Banque centrale : une perspective historique du régime de caisse d'émission ». Thèse de doctorat en sciences économiques. Université de Dijon (cf. p. 83).

Porcherot, R. (2019). « Les origines marxiennes de l'institutionnalisme monétaire ». In : *Revue de la régulation* 26 (Automne) (cf. p. 16, 27, 307, 430).

Postone, M. (2009). *Temps, travail et domination sociale*. Fayard (cf. p. 25, 280).

Potts, N. et P. Amstrong (2020). *Time For Informed Change*. preprint (cf. p. 370).

Poulain, É. (1992). « Marx et l'économie des conventions ». In : *Revue économique* 43.3, p. 519-531 (cf. p. 35, 423).

Powell, J. (2006). « Capitalisme insignifiant, capitalisme en perfectionnement ou post-capitalisme ? Enseignements des expériences argentines de troc ». In : *Exclusion et liens financiers : Monnaies sociales, rapport 2005-2006*. Sous la dir. de J. Blanc. Economica, p. 423-442 (cf. p. 150, 326, 417).

Powell, J. (2002). « Petty Capitalism, Perfecting Capitalism or Post-Capitalism ? Lessons from the Argentinean Barter Experiments ». In : *Review of International Political Economy* 9.4, p. 619-649 (cf. p. 326).

Pozsar, Z. (2014). *Shadow Banking : The Money View*. url : https://www.ssrn.com/abstract=2476415 (visité le 03/06/2019). preprint (cf. p. 12).

Prebisch, R. (1986). « Notas sobre el intercambio desde el punto de vista periférico ». In : *Revista de la CEPAL*, p. 195-206 (cf. p. 95).

Preobrajensky, E. [1927] (2021). *La nouvelle économique*. Trad. par B. Joly. Syllepse (cf. p. 308, 311, 318, 376, 382).

Quijoux, M. (2011). *Néolibéralisme et autogestion. L'expérience argentine*. Éditions de l'IHEAL (cf. p. 62, 103-104, 106, 108, 114).

Quijoux, M. et A. Ruggeri (2019). « Les entreprises récupérées face au gouvernement néolibéral argentin ». In : *Mouvements* 97.1, p. 140-148 (cf. p. 103).

Raffer, K. (1987). *Unequal Exchange and the Evolution of the World System*. Springer (cf. p. 327).

Razeto, L. et R. Calcagni (1989). *Para un proyecto de desarrollo de un sector de economía popular de solidaridad y trabajo*. PET & TPH (cf. p. 113, 115-116).

Rebón, J. (2005). *Trabajando sin patrón. Las empresas recuperadas y la producción*. preprint (cf. p. 105).

Richard, J. et A. Rambaud (2021). *Economics, Accounting and the True Nature of Capitalism : Capitalism, Ecology and Democracy*. Routledge (cf. p. 385).

Robb, L., F. Deane et W. Powell (2020). « Panoptic Blockchain Ecosystems : An Exploratory Case Study of the Beef Supply Chain ». In : *Monash University Law Review* 46.2, p. 79-106 (cf. p. 224).

Robbins, J. et D. Akin (1989). « An Introduction to Melanesian Currencies : Agency, Identity, and Social Reproduction ». In : *Money and Modernity : State and Local Currencies in Melanesia*. Sous la dir. de J. P. Parry et M. Bloch. Cambridge University Press, p. 1-40 (cf. p. 18).

Robbins, L. [1932] (1935). *An Essay on the Nature and Significance of Economic Science*. Macmillan (cf. p. 23).

Rodríguez-Herrera, A. (2021). *Travail, valeur et prix : reprise et clôture d'un débat centenaire (1885-1985) à la lumière des textes marxiens*. L'Harmattan (cf. p. 341).

Roemer, J. E. (1994). « A Future for Socialism ». In : *Politics & Society* 22.4, p. 451-478 (cf. p. 38).
– (1996). *Equal shares : Making market socialism work*. Verso (cf. p. 38).

Rogoff, K. (2015). « Costs and Benefits to Phasing out Paper Currency ». In : *NBER Macroeconomics Annual* 29.1, p. 445-456 (cf. p. 33).

Roig, A. (2008). « La création d'une « monnaie éternelle ». Genèse de la convertibilité en Argentine ». In : *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme*. Sous la dir. de F. Lordon. Presses de Sciences Po, p. 91-142 (cf. p. 82).
– (2015). « Separar de si, separar para si : aproximaciones a las prácticas de ahorro domésticas en sectores populares urbanos argentinos ». In : *El laberinto de la moneda y las finanzas. La vida social de la economía*. Sous la dir. d'A. Wilkis et A. Roig. Biblos, p. 195-210 (cf. p. 68).
– (2016). *La moneda imposible : la convertibilidad argentina de 1991*. Fondo de Cultura Económica (cf. p. 83, 106).

Roig, A. et V. Gago (2019). « Las finanzas y las cosas. Una etnografía del endeudamiento popular ». In : *El imperio de las finanzas. Deuda y desigualdad*. Sous la dir. de P. I. Chena et P. P. Biscay. Miño y Dávila, p. 219-34 (cf. p. 68).

Rolland, M. et A. Slim (2017). « Économie politique du Bitcoin : l'institutionnalisation d'une monnaie sans institutions ». In : *Économie et institutions* 26 (cf. p. 163, 176, 178, 182, 186, 215).

Rotelli, S. P. (2022). « Le phénomène d'entreprises récupérées par leurs travailleurs en Argentine sous le prisme de ses organisations politiques de représentation ». Thèse de doctorat en sociologie. Université Paris 1 (cf. p. 105-108).

Roubine, I. I. [1928] (2009). *Essais sur la théorie de la valeur de Marx*. Syllepse (cf. p. 307).
– [1926] (2017). « Essays on Marx's Theory of Money ». In : *Responses to Marx's Capital : From Rudolf Hilferding to Isaak Illich Rubin*. Sous la dir. de R. B. Day et D. Gaido. Brill, p. 619-727 (cf. p. 307, 424-425).

Roy, D. (2012). « Le travail domestique : 60 milliards d'heures en 2010 ». In : *Insee Première* 1423, p. 1-4 (cf. p. 363).

Rozier, S. (2001). « L'Entreprise-providence. Mécénat des entreprises et transformations de l'action publique dans la France des années 1960-2000 ». Thèse de doctorat de science politique. Université Paris 1 (cf. p. 279).

Rubel, M. et J. Crump, éd. (1987). *Non-Market Socialism in the Nineteenth and Twentieth Centuries*. Palgrave MacMillan (cf. p. 10, 38-39, 331, 334).

Ruggeri, A. (2017). *¿Qué son las empresas recuperadas ?: autogestión de la clase trabajadora*. Descontrol Editorial (cf. p. 106).

Rühle, O. (2013). *Karl Marx : His Life and Work*. Routledge (cf. p. 334).

Saiag, H. (2011). « Le trueque argentin au prisme de la dette. Une socioéconomie des pratiques monétaires et financières ». Thèse de doctorat en sciences économiques. Université Paris IX Dauphine (cf. p. 47, 54).
– (2014). « Towards a Neo-Polanyian Approach to Money : Integrating the Concept of Debt ». In : *Economy and Society* 43.4, p. 559-581 (cf. p. 27, 55, 330).
– (2016). *Monnaies locales et économie populaire en Argentine*. Karthala (cf. p. 8, 66, 68, 76, 117, 127-128, 131, 135, 149-150, 220, 265, 290, 303, 307, 317, 319-322, 378, 380, 406).

Saito, K. (2017). *Karl Marx's Ecosocialism : Capital, Nature, and the Unfinished Critique of Political Economy*. New York University Press (cf. p. 282, 294, 317, 418).

Sakamoto, A. et C. Kim (2010). « Is Rising Earnings Inequality Associated with Increased Exploitation ? Evidence for US Manufacturing Industries, 1971-1996 ». In : *Sociological Perspectives* 53.1, p. 19-43 (cf. p. 359-361).

Salama, P. (1975). *Sur la valeur : éléments pour une critique*. Maspero (cf. p. 28).

Salleh, A. (1997). *Ecofeminism as Politics. Nature, Marx and the Postmodern*. Zed Books (cf. p. 418).

Salles, P. O. (2006). « Entre survie et engagement politique, les avatars militants du *trueque* argentin ». In : *Exclusion et liens financiers : Monnaies sociales, rapport 2005-2006*. Sous la dir. de J. Blanc. Economica, p. 481-496 (cf. p. 170).

Sallnow, M. J. (1989). « Precious Metals in the Andean Moral Economy ». In : *Money and the Morality of Exchange*. Sous la dir. de J. P. Parry et M. Bloch. Cambridge University Press, p. 209-231 (cf. p. 18).

Samary, C. (1988). *Le marché contre l'autogestion : l'expérience yougoslave*. Publisud (cf. p. 38, 308-309, 396-398, 403).

Samuelson, P. (1958). *Economics : An Introductory Analysis*. MacGraw-Hill (cf. p. 23).

Sánchez, M. S. (2013). « Tres desmentidas sociológicas sobre el mercado del dólar blue ». In : *Sociales en Debate* 5.31-38, p. 10 (cf. p. 195-196).
– (2018). « ¿Cuánto vale el dólar? El orden social y moral de los mercados cambiarios ilegales ». In : *El poder de (e)valuar. La producción monetaria de jerarquías sociales, morales y estéticas en la sociedad contemporánea*. Sous la dir. d'A. Wilkis. Universidad Nacional de San Martín Editorial, p. 49-65 (cf. p. 195).

Sasaki, R. (2021). *A New Introduction to Karl Marx : New Materialism, Critique of Political Economy, and the Concept of Metabolism*. Trad. par M. Schauerte. Palgrave MacMillan (cf. p. 282, 418).

Sayer, D. (1983). *Marx's Method : Ideology, Science and Critique in* Capital. Harvester (cf. p. 54).

Schmitt, B. et A. Cencini (1976). *La pensée de Karl Marx. Critique et Synthèse*. T. 1. La valeur. 2 t. Castella (cf. p. 31, 339).

Scholz, R. (2000). *Das Geschlecht des Kapitalismus : feministische Theorien und die postmoderne Metamorphose des Patriarchats*. Horlemann (cf. p. 327).
– (2019). *Le sexe du capitalisme : « masculinité » et « féminité » comme piliers du patriarcat producteur de marchandises*. Crise & Critique (cf. p. 418).

Schroeder, R. F. H., Y. Miyazaki et M. Fare (2011). « Community Currency Research : An Analysis of the Literature ». In : *International Journal of Community Currency Research* 15 (Section A), p. 31-41 (cf. p. 7).

Schuler, K. A. (2004). *The Collapse of Argentina's "Convertibility" System : A Failure of Central Banking*. mimeo (cf. p. 83).

Schumpeter, J. A. [1955] (1994). *History of Economic Analysis*. Sous la dir. d'E. B. Schumpeter. London : Routledge (cf. p. 44).

Schwartz, O. (1993). « L'empirisme irréductible. Postface ». In : Anderson, N. *Le Hobo : sociologie du sans-abri*. Nathan, p. 265-305 (cf. p. 55).

Schweickart, D. [2002] (2011). *After Capitalism*. Rowman & Littlefield (cf. p. 38, 208).

Scialom, L. (2003). « Vers une société sans cash ». In : *Anthropolis* 1.2, p. 25-35 (cf. p. 33).

Sciardet, H. (2003). *Les marchands de l'aube : ethnographie et théorie du commerce aux Puces de Saint-Ouen*. Economica (cf. p. 29, 431).

Segura, A. (1995). « Marx et l'économie des conventions. Une contribution critique ». In : *Revue économique* 46.5, p. 1361-1373 (cf. p. 35).

Servet, J.-M. (1984). *Nomismata : État et origines de la monnaie*. Presses Universitaires de Lyon (cf. p. 19).
– (1993). « L'institution monétaire de la société selon Karl Polanyi ». In : *Revue économique* 44.6, p. 1127-1150 (cf. p. 27, 330).
– (1999). *Une économie sans argent : les systèmes d'échange local*. Seuil (cf. p. 10, 14, 285).
– (2013). « Monnaie : quand la dette occulte le partage ». In : *Revue française de socio-économie* 12.2, p. 125 (cf. p. 27).
– (2017). « Pourquoi on ne peut pas vivre sans monnaie. Michel Aglietta (en collaboration avec Pepita Ould Ahmed et Jean-François Ponsot), *La monnaie : entre dettes et souveraineté* , Odile Jacob, Paris, 2016, 460 p. » In : *Revue française de socio-économie* 18.1, p. 185-193 (cf. p. 420).

Servet, J.-M., B. Théret et Z. Yildirim (2016). « Universalité du fait monétaire et pluralité des monnaies. De la confrontation coloniale à la rencontre des sciences sociales ». In : *Théories françaises de la monnaie : une anthologie*. Sous la dir. de P. Alary et al. Presses Universitaires de France, p. 185-234 (cf. p. 23, 26).

Sève, L. [1980] (1983). *Une introduction à la philosophie marxiste, suivie d'un vocabulaire philosophique*. 3e éd. Éditions Sociales (cf. p. 30, 35-36, 54).
– (2018). « Traduire *Aufhebung* chez Marx. Fausse querelle et vrais enjeux ». In : *Actuel Marx* 64.2, p. 112-127 (cf. p. 420-422).

Seyfang, G. (2002). « Tackling Social Exclusion with Community Currencies : Learning from LETS to Time Banks ». In : *International Journal of Community Currency Research* 6.1, p. 1-11 (cf. p. 12).

Seyfang, G. et N. Longhurst (2013). « Growing Green Money ? Mapping Community Currencies for Sustainable Development ». In : *Ecological Economics* 86, p. 65-77 (cf. p. 7, 14).

Sgard, J. (2007). « Hyperinflation et reconstruction de la monnaie nationale : une comparaison de l'Argentine et du Brésil (1990-2002) ». In : *La monnaie dévoilée par ses crises. Crises monétaires d'hier et d'aujourd'hui*. Sous la dir. de B. Théret. T. 1. 2 t. Editions de l'EHESS, p. 46-488.

Shaikh, A. (2016). *Capitalism : Competition, Conflict, Crises*. Oxford University Press (cf. p. 86, 341).

Shaikh, A. et A. Tonak (1996). *Measuring the Wealth of Nations : The Political Economy of National Accounts*. Cambridge University Press (cf. p. 336, 347-349, 353, 364).

Simiand, F. (2006). « La monnaie, réalité sociale ». In : *Critique sociologique de l'économie*. Sous la dir. de F. Simiand. Presses Universitaires de France, p. 215-279 (cf. p. 17).

Simmel, G. [1900] (2007). *Philosophie de l'argent*. Trad. par S. Cornille et P. Ivernel. 2e éd. Presses Universitaires de France (cf. p. 17).
– [1908] (2009). *Les Pauvres*. Sous la dir. de M. Amaury. Presses Universitaires de France (cf. p. 95).

Simonet, M. (2018). *Travail gratuit : la nouvelle exploitation ?* Textuel (cf. p. 227, 294, 305, 342, 418).

Smith, A. [1776] (1991). *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Sous la dir. de D. Diatkine. Trad. par G. Garnier. Flammarion (cf. p. 4).

Sobel, R. (2016). « Fétichisme de la marchandise et ontologie sociale chez Marx. Interprétation essentialiste versus interprétation constructiviste ». In : *Cahiers d'économie Politique / Papers in Political Economy* 1.70, p. 45-74 (cf. p. 26, 36, 307, 371).

Solanas, M. et al. (2018). *Waba.Network. Powered by Blockchain, Driven by Communities*. White Paper. Waba (cf. p. 172).

Sombart, W. (1902). *Der moderne Kapitalismus*. Duncker & Humblot (cf. p. 337, 344).

Sotelo Valencia, A. (2017). *Sub-Imperialism Revisited : Dependency Theory in the Thought of Ruy Mauro Marini*. Brill (cf. p. 95).
– (2018). « Teoría de la dependencia. Una revalorización del pensamiento de Marini para el Siglo XXI ». In : *Revista Rebelión*, p. 1-50 (cf. p. 95).

Srnicek, N. (2018). *Capitalisme de plateforme. L'hégémonie de l'économie numérique*. Lux (cf. p. 221).

Starosta, G. (2016). *Marx's Capital, Method and Revolutionary Subjectivity*. Brill (cf. p. 347).

Starosta, G. et G. Caligaris (2017). *Trabajo, valor y capital : de la critica marxiana de la economía política al capitalismo contemporáneo*. Universidad Nacional de Quilmes Editorial (cf. p. 139).

Steedman, I. (1980). « Heterogenous Labour and "Classical" Theory ». In : *Metroeconomica* 32.1, p. 39-50 (cf. p. 336).

Steiner, P. (1985). « Travail, valeur et prix. Une critique de la théorie de la valeur ». In : *Revue économique* 36.3, p. 615-619 (cf. p. 47, 433).
– (2000). « Marx et la sociologie économique ». In : *Cahiers internationaux de sociologie* 108, p. 57-77 (cf. p. 431).
– (2005). « Le marché selon la sociologie économique ». In : *Revue européenne des sciences sociales* XLIII.132, p. 31-64 (cf. p. 280).

Sterdyniak, H. (2018). *Un projet farfelu : la monnaie fiscale complémentaire*. Le Club de Mediapart. url : https://blogs.mediapart.fr/henri-sterdyniak/blog/230718/un-projet-farfelu-la-monnaie-%20fiscale-complementaire (cf. p. 3).

Stockhammer, E. et D. P. Sotiropoulos (2014). « Rebalancing the Euro Area : The Costs of Internal Devaluation ». In : *Review of Political Economy* 26.2, p. 210-233 (cf. p. 2).

Stodder, J. (2009). « Complementary Credit Networks and Macroeconomic Stability : Switzerland's Wirtschaftsring ». In : *Journal of Economic Behavior & Organization* 72.1, p. 79-95 (cf. p. 103).

Stodder, J. et B. Lietaer (2016). « The Macro-Stability of Swiss WIR-Bank Credits : Balance, Velocity, and Leverage ». In : *Comparative Economic Studies* 58.4, p. 570-605 (cf. p. 103).

Storm, S. et C. W. M. Naastepad (2016). « Structural Divergence and Crisis in the Eurozone : The Role of NAIRU Economics ». In : *Contemporary Issues in Macroeconomics : Lessons from The Crisis and Beyond*. Sous la dir. de J. E. Stiglitz et M. Guzman. Springer, p. 101-128 (cf. p. 2).
– (2015). « Europe's Hunger Games : Income Distribution, Cost Competitiveness and Crisis ». In : *Cambridge Journal of Economics* 39.3, p. 959-986 (cf. p. 2).

Strathern, M. (2000). « The Tyranny of Transparency ». In : *British Educational Research Journal* 26.3, p. 309-321 (cf. p. 222).

Sutton, T. (2004). *Corporate Financial Accounting and Reporting*. Pearson (cf. p. 345).

Svampa, M. et E. Viale (2014). *Maldesarrollo : la Argentina del extractivismo y el despojo*. Katz (cf. p. 94).

Svampa, M. et M. Sola Alvarez (2010). « Modelo minero, resistencias sociales y estilos de desarrollo : los marcos de la discusión en la Argentina ». In : *Ecuador Debate* 79, p. 105-126 (cf. p. 94).

Swedberg, R. (1994). *Une histoire de la sociologie économique*. Desclée de Brouwer (cf. p. 430).

Tartarin, R. (1980). « Le blé, le temps, l'énergie : théories soviétiques de l'abolition de la monnaie, 1917-1921 ». Thèse complémentaire en sciences économiques. Université Paris I (cf. p. 391, 420).

Tasca, P. et C. J. Tessone (2019). « A Taxonomy of Blockchain Technologies : Principles of Identification and Classification ». In : *Ledger* 4, p. 1-39 (cf. p. 185).

Terray, E. (1984). « L'anthropologie marxiste en France entre 1960 et 1980 : essai de bilan ». In : *Les aventures du marxisme*. Sous la dir. de R. Gallissot. Syros, p. 83-90 (cf. p. 55).

Testart, A., éd. (2001). *Aux origines de la monnaie*. Errance (cf. p. 24, 29, 55).

Théret, B. (2007a). « La monnaie au prisme de ses crises d'hier et d'aujourd'hui ». In : *La monnaie dévoilée par ses crises. Crises monétaires d'hier et d'aujourd'hui*. Sous la dir. de B. Théret. T. 1. 2 t. Editions de l'EHESS, p. 17-74 (cf. p. 4, 304, 370).
– éd. (2007b). *La monnaie dévoilée par ses crises. Crises monétaires d'hier et d'aujourd'hui*. T. 1. 2 t. Éditions de l'EHESS (cf. p. 4, 140).
– éd. (2007c). *La monnaie dévoilée par ses crises. Crises monétaires en Russie et en Allemagne au XXe siècle*. T. 2. 2 t. Éditions de l'EHESS (cf. p. 4, 140).
– (2008). « Les trois états de la monnaie. Approche interdisciplinaire du fait monétaire ». In : *Revue économique* 59.4, p. 813-841 (cf. p. 17, 22).
– (2013). « Dettes et crise de confiance dans l'euro : analyse et voies possibles de sortie par le haut ». In : *Revue française de socio-économie* 12.2, p. 91-124 (cf. p. 3).
– (2015). « Vers l'institution de monnaies fiscales nationales dans la zone euro ? » In : *Les Possibles* 7 (Automne), p. 1-7 (cf. p. 3, 151).
– (2018a). « Birth, Life and Death of a Provincial Completary Currency, Tucuman-Argentina (1985-2003) ». In : *Monetary Plurality in Local, Regional and Global Economies*. Sous la dir. de G. M. Gómez. Routledge, p. 153-87 (cf. p. 3, 144).
– (2018b). « Monetary Federalism as a Concept and Its Empirical Underpinnings in Argentina's Monetary History ». In : *Monetary Plurality in Local, Regional and Global Economies*. Sous la dir. de G. M. Gómez. Routledge, p. 84-113 (cf. p. 3, 12, 98, 144, 146, 151).
– (2020a). « El papel moneda de baja denominación emitido por las provincias argentinas, 1890-2003 ». In : *Ciclos en la Historia, la Economía y la Sociedad* 54, p. 5-64 (cf. p. 144-146, 151).
– (2020b). « Le papier monnaie de petites dénominations émis par les provinces argentines entre 1890 et 2003 ». In : *Dialogues d'histoire ancienne* 20, p. 235-287 (cf. p. 3, 12, 147).

Théret, B. et M. Zanabria (2007). « Sur la pluralité des monnaies publiques dans les fédérations. Une approche de ses conditions de viabilité à partir de l'expérience argentine récente ». In : *Économie et institutions* 10-11, p. 9-66 (cf. p. 3, 151).

Thompson, E. P. (1971). « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century ». In : *Past & Present* 50, p. 76-136 (cf. p. 14, 105).

Thomsen, E. F. (2002). *Prices and Knowledge : A Market-Process Perspective*. Routledge (cf. p. 399).

Tichit, A. (2021). *Les monnaies alternatives. De la diversité monétaire à la diversité économique*. Presses Universitaire Blaise-Pascal (cf. p. 8, 184).

Tichit, A., P. Lafourcade et V. Mazenod (2017). « Les monnaies virtuelles décentralisées sont-elles des dispositifs d'avenir ? » In : *Interventions économiques* 59 (cf. p. 12-13, 184).

Toffler, A. (1980). *The Third Wave*. William Morrow & Company (cf. p. 66, 117, 129).

Tombazos, S. (1994). *Le temps dans l'analyse économique : les catégories du temps dans* Le Capital. Société des Saisons (cf. p. 49, 345, 361, 375, 390).
– (2019). *Crise mondiale et reproduction du capital*. Syllepse (cf. p. 87).

Torres, P. J. (2002). *Votos, chapas y fideos : clientelismo político y ayuda social*. La Campagna (cf. p. 170).

Tournay, V. (2011). *Sociologie des institutions*. Presses Universitaires de France.

Toussaint, E. (2020). *Capitulation entre adultes. Grèce 2015 : une alternative était possible*. Syllepse (cf. p. 2).

Tran, H. H. (2003a). *Relire « Le Capital » : Marx, critique de l'économie et objet de la critique de l'économie politique*. T. 1. 2 t. Page Deux (cf. p. 6, 28, 31, 39, 48-50, 54, 307, 318, 332, 337, 341, 349, 355, 409, 411, 423).
– (2003b). *Relire « Le Capital » : Marx, critique de l'économie et objet de la critique de l'économie politique*. T. 2. 2 t. Page Deux (cf. p. 31, 314, 339, 341, 349, 374, 397, 409).
– (2015). « Etat et Capital dans l'exposé du Capital ». In : *Nature et forme de l'État capitaliste : analyses marxistes contemporaines*. Sous la dir. d'A. Artous. Syllepse, p. 53-92 (cf. p. 22, 26, 28, 50, 139, 370).

Trespeuch, M. et al. (2019). « Échanger entre particuliers : construction et euphémisation du lien marchand à l'heure numérique ». In : *Revue française de socio-économie* 22.1, p. 125-150 (cf. p. 116, 221, 280-281, 283, 326).

Tummers, L. (2013). *Policy Alienation and the Power of Professionals : Confronting New Policies*. Edward Elgar (cf. p. 418).

Tyner, J. A. (2020). « "Currency Is a Most Poisonous Tool" : State Capitalism, Nonmarket Socialism, and the Elimination of Money during the Cambodian Genocide ». In : *Genocide Studies and Prevention* 14.1, p. 143-158 (cf. p. 420).

Vallet, G. (2015). « Le WIR en Suisse : la révolte du puissant ? » In : *Revue de la régulation* 18 (Automne) (cf. p. 8, 102-103, 117, 368).

Vandenberghe, F. (2007). « Une ontologie réaliste pour la sociologie : système, morphogenèse et collectifs ». In : *Social Science Information* 46.3, p. 487-542 (cf. p. 58-59, 280).

Varoufakis, Y. (2017). *Conversations entre adultes Dans les coulisses secrètes de l'europe*. Les Liens Qui Libèrent (cf. p. 2).

Vezzetti, H. (2002). *Pasado y presente. Guerra, dictadura y sociedad en la Argentina*. Siglo XXI (cf. p. 108).

Vogel, L. [1983] (2022). *Le marxisme et l'oppression des femmes. Vers une théorie unitaire*. Éditions Sociales (cf. p. 365).

Von Böhm-Bawerk, E. (1896). « Zum Abschluss des marxschen Systems ». In : *Staatswissenschaftliche Arbeiten. Festgaben für Karl Knies*. Sous la dir. d'O. Von Boegnik. Haering, p. 1-78 (cf. p. 336).

Von Hayek, F. A. (1948). *Individualism and Economic Order*. The University of Chicago Press (cf. p. 38).

Von Mises, L. (1949). *Human Action : A Treatise on Economics*. Yale University Press (cf. p. 23).
– [1935] (1975). « Economic Calculation in the Socialist Commonwealth ». In : *Collectivist Economic Planning*. Sous la dir. de F. A. von Hayek. Routledge, p. 87-130 (cf. p. 38, 386, 398).

Weber, F. et C. Dufy (2010). *L'ethnographie économique*. La Découverte (cf. p. 24, 29, 52, 55-57).

Weber, M. [1904] (1964). *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Trad. par J. Chavy. Plon (cf. p. 306).

Weeks, J. (2014). *Capital and Exploitation*. Princeton University Press (cf. p. 25).

Wennerlind, C. (2014). « La monnaie de crédit comme pierre philosophale : la pensée alchimique et la révolution financière ». In : *Les pensées monétaires dans l'histoire : l'Europe, 1517-1776*. Sous la dir. de J. Blanc et L. Desmedt. Classiques Garnier, p. 161-204 (cf. p. 25).

Weston, D. (2014). *The Political Economy of Global Warming : The Terminal Crisis*. Routledge (cf. p. 418).

Wilkis, A. (2013). *Las sospechas del dinero : moral y economía en la vida popular*. Paidós (cf. p. 112).

Williams, C. C. et al. (2001). « The Role of the Third Sector in Paving a "Third Way" : Some Lessons from Local Exchange and Trading Schemes (LETS) in the United Kingdom ». In : *International Journal of Community Currency Research* 5.3, p. 1-11 (cf. p. 14).

Wittgenstein, L. [1921] (1993). *Tractatus logico-philosophicus*. Trad. par G. G. Granger. Gallimard (cf. p. 433).

Yuki, T. (2021a). « Concluding. Reflections on Money and the Market : Possible Lines of Development for Labor Notes Theory ». In : *Socialism, Markets and the Critique of Money*. Springer, p. 247-262 (cf. p. 330, 371).
– (2021b). « Free Credit Versus Value Form Theory : On the Relation Between Proudhon's Market Socialism and Marx's Market Realism ». In : *Socialism, Markets and the Critique of Money*. Springer, p. 33-58 (cf. p. 38, 49, 313-314, 330, 334).
– (2021c). « Reconsideration of Gesell's Critique of Marx's Theory of Capital ». In : *Socialism, Markets and the Critique of Money*. Springer, p. 215-246 (cf. p. 38).
– (2021d). *Socialism, Markets and the Critique of Money*. Springer (cf. p. 313).

Zelizer, V. (1994). *The Social Meaning of Money*. BasicBooks (cf. p. 12, 18, 26, 29, 289).

– (2005). *La signification sociale de l'argent*. Trad. par C. Cler. Seuil (cf. p. 280).

Zyglidopoulos, S. et P. Fleming (2011). « Corporate Accountability and the Politics of Visibility in "Late Modernity" ». In : *Organization* 18.5, p. 691-706 (cf. p. 222).

Liste des symboles

$\bar{\gamma}_i^j$	Transferts entre le cartel j et la coopérative i (heures)
δ^j	Quantités matérielles de biens et/ou services produites dans le cartel j (heures)
δ_i^j	Quantités matérielles de biens et/ou services produites par la coopérative i dans le cartel j (heures)
η^j	Heures de travail effectuées par les travailleur·ses du cartel j (heures)
η^p	Heures de travail effectuées par les travailleur·ses des coopératives productives (heures)
η^{tsg}	Heures de travail effectuées par les travailleur·ses des coopératives publiques ou, encore, de travail social général (heures)
η_i^j	Heures de travail effectuées par les travailleur·ses de la coopérative i dans le cartel j (heures)
$\frac{\gamma^j}{\gamma_i^j}$	Taux ou facteur de productivité de la coopérative i dans le cartel j (coefficient)
γ^j	L'inverse du « prix » unique de la production du cartel j et productivité moyenne de ce même cartel (quantités matérielles/heure)
γ_i^j	Productivité du travail de la coopérative i dans le cartel j (quantités matérielles/heure)
λ	Coût de production du produit global d'une économie socialiste (heures)
λ^j	Coût de production du cartel j (heures)
λ_i^j	Coût de production de la coopérative i dans le cartel j (heures)
μ^j	Moyens de production du cartel j (heures)
μ^{tsg}	Moyens de production des coopératives publiques ou, encore, de travail social général (heures)
μ_i^j	Moyens de production de la coopérative i dans le cartel j (heures)
ω	Part des salaires dans la valeur ajoutée (nette, unités monétaires)
Φ	Moyens de travail globaux d'une économie socialiste (heures)
ϕ^j	Moyens de travail du cartel j (heures)
ϕ_i^j	Moyens de travail de la coopérative i dans le cartel j (heures)
π	Part des profits dans la valeur ajoutée (nette, unités monétaires)
Ψ	Objets de travail globaux d'une économie socialiste (heures)
ψ^j	Objets de travail du cartel j (heures)
ψ_i^j	Objets de travail de la coopérative i dans le cartel j (heures)
ρ	Facteur de paiement ou facteur de consommation individuelle (coefficient)
σ	Équivalent monétaire de l'heure de travail (unités monétaires/heure)
ϱ^j	Temps de travails social moyen ou encore coût unitaire moyen de la production du cartel j (heures/quantité matérielle)
ϱ_i^j	Coût unitaire individuel de la production de la coopérative i dans le cartel j (heures/quantité matérielle)

A Actifs réels possédés par la classe capitaliste (unités monétaires)

C Capital constant (unités monétaires)

c_i Capital constant de la branche i (unités monétaires)

CC Capital constant circulant (unités monétaires)

CCF Consommation de capital fixe (Comptes de la Nation, unités monétaires)

CF Capital constant fixe (unités monétaires)

CO Composition organique du capital (coefficient)

Co Dépenses de consommation finale (Comptes de la Nation, unités monétaires)

co_i Composition organique du capital de la branche i (coefficient)

CO_p Consommation de marchandises ordinaires par la classe capitaliste (unités monétaires)

CV Composition en valeur du capital (coefficient)

cv_i Composition en valeur du capital de la branche i (coefficient)

D Charge de dépréciation des actifs réels de la classe capitaliste (unités monétaires)

d Taux de dépréciation des actifs réels de la classe capitaliste (%)

ENE Excédent net d'exploitation (Comptes de la Nation, unités monétaires)

$FBCF$ Formation brute de capital fixe (Comptes de la Nation, unités monétaires)

$FNCF$ Formation nette de capital fixe (Comptes de la Nation, unités monétaires)

H Heures travaillées (heures)

h_i Heures travaillées dans la branche i (heures)

H_m Heures travaillées dans le secteur marchand (heures)

H_{nm} Heures travaillées dans le secteur non marchand (heures)

hn Durée annuelle du travail par travailleur·se (heures)

K Stock net de capital (Comptes de la Nation, unités monétaires)

L Valeur totale (unités monétaires)

l_i Valeur de branche de la branche i (unités monétaires)

l_{nm} Valeur de branche implicite produite par les travailleur·ses du secteur non marchand (unités monétaires)

P Prix total (unités monétaires)

p_i Prix de production de la branche i (unités monétaires)

pm_i Prix de marché de la branche i (unités monétaires)

Pr Profits (unités monétaires)

Q Produit annuel de marchandises ordinaires (unités monétaires)

R Taux de profit général (%)

RM Revenu mixte (Comptes de la Nation, unités monétaires)

s Taux d'exploitation (%)

ST Surtravail (heures)

SV Survaleur (unités monétaires)

sv_i Survaleur de la branche i (unités monétaires)

TN Travail nécessaire (heures)

tn_{nm} Travail nécessaire des travailleur·ses du secteur non marchand (heures)

V Capital variable (unités monétaires)

v_i Capital variable de la branche i (unités monétaires)

VA Valeur ajoutée (nette, unités monétaires)

VA_m Valeur ajoutée du secteur marchand (nette, unités monétaires)

VA_{nm} Valeur ajoutée du secteur non marchand (nette, unités monétaires)

W Salaires (unités monétaires)

W_a Salaire du groupe A effectuant les travaux de reproduction simple (unités monétaires)

W_b Salaire du groupe B effectuant les travaux de reproduction élargie (unités monétaires)

W_c	Salaire du groupe C correspondant aux activités improductives (de capital) (unités monétaires)
w_{nm}	Salaire moyen des travailleur·ses du secteur non marchand (unités monétaires)
wh	Salaire horaire moyen (unités monétaires/heure)
$wh_{\bar{s}}$	Salaire horaire correspondant au taux d'exploitation moyen pour une durée annuelle du travail égale à la moyenne nationale à la date considérée (unités monétaires/heure)
$wh_{s=0}$	Salaire horaire correspondant à un taux d'exploitation nul pour une durée annuelle du travail égale à la moyenne nationale à la date considérée (unités monétaires/heure)
y	Temps de maturation des actifs réels de la classe capitaliste (années)

Liste des graphiques

0.1 Capture d'écran de l'application MonedaPAR 14

1.1 Localisation des nœuds de la MonedaPAR selon l'année 63
1.2 Gráficas, le siège de la fédération graphique de la CGT de Buenos Aires 64
1.3 Localisation des nœuds buenos-airiens de la MonedaPAR en 2021 65
1.4 Localisation des nœuds de Moreno et Boedo 71

2.1 Les élections de 2003 dans l'espace politique bidimensionnel de l'Argentine 93
2.2 Évolution de l'indice des prix à la consommation (1943-2008) 98

3.1 Évolution du nombre annuel de récupérations d'entreprises (2001-2018) 105
3.2 Évolutions d'entreprises récupérées et du nombre de travailleur·es dans les entreprises récupérées (1993-2018) 107
3.3 Évolution des types de membres du nœud d'Escobar 120
3.4 Valeur moyenne des transactions mensuelles par compte actif dans le mois (Escobar et Crédit mutuel) 121
3.5 Médiane et moyenne de la valeur réelle des transactions mensuelles (Escobar et Crédit Mutuel)124
3.6 Estimation du nombre de clubs de *trueque* et de leurs participant·es 126
3.7 Billet du *Red Global de Trueque* de 5 *créditos* 128
3.8 Évaluation des clubs de *trueque* 129
3.9 La source des *pares* dans la conception originelle 141
3.10 Exemple des produits du *Mercado Territorial* à destination des membres du nœud de Boedo142
3.11 Catalogue de l'offre des membres du nœud de Boedo au *Mercado Territorial* 143
3.12 Différentes émissions de monnaies provinciales 145
3.13 Évaluation des quasi-monnaies (première enquête, mars-mai 2021) 148

4.1 Les groupes fondateurs de la MonedaPAR en 2017. 165
4.2 Taux de change BTS/USD (2017-2021) 188
4.3 Coût unitaire en *bitshares* d'une transaction dans la MonedaPAR (2017-2021) 189
4.4 Coût de fonctionnement mensuel de la MonedaPAR (BTS et USD) 190
4.5 Coût de fonctionnement accumulé de la MonedaPAR (BTS et USD) 191
4.6 Les cinq monnaies-sœurs de la MonedaPAR 193
4.7 Valeur nominale et valeur réelle des transactions libellées en MPAR 203
4.8 Nombre de transactions libellées en MPAR 204
4.9 Les comptes de la MonedaPAR 205
4.10 Moyenne de la valeur réelle des transactions mensuelles dans la MonedaPAR 206

4.11 Médiane de la valeur réelle des transactions mensuelles dans la MonedaPAR 207
4.12 Valeur moyenne des transactions mensuelles par compte actif dans le mois 209
4.13 Le réseau de la MonedaPAR par province 210
4.14 Organisation actuelle de la MonedaPAR 214
4.15 Le crédit mutuel dans sa conception originelle 215
4.16 Exemple de demande d'*avales* 216
4.17 Schéma de la création monétaire dans les représentations des membres de la MonedaPAR . 224

5.1 Composition de genre des comptes actifs dans le mois 232
5.2 Le réseau de la MonedaPAR par genre 233
5.3 Indices de Gini dans le Crédit Mutuel 234
5.4 Intensité moyenne d'utilisation des découverts autorisés 235
5.5 Le réseau de la MonedaPAR par statut des soldes 237
5.6 Comptes débiteurs et créditeurs dans les comptes actifs dans le mois 238
5.7 Taux d'utilisation moyen du découvert dans le mois selon les nœuds 239
5.8 Valeur moyenne des transactions mensuelles par compte actif dans le mois selon les nœuds 240
5.9 Nombre moyen de transactions mensuelles par compte actif dans le mois selon les nœuds . 241
5.10 Valeur médiane des transactions mensuelles par compte actif dans le mois selon les nœuds . 242
5.11 Graphique des variables de l'ACP 244
5.12 Graphique des individus de l'ACP par nœud et durée d'existence 247
5.13 Graphique des individus de l'ACP par région et durée d'existence 249
5.14 Graphique des individus de l'ACP selon leur âge 251
5.15 Graphique des individus de l'ACP selon la classification issue de la CAH 253
5.16 Graphique des individus de l'ACP selon la date 254
5.17 Graphique des individus de l'ACP selon la date de création 255
5.18 Trajectoires de Boedo et Moreno dans le graphique des individus 257
5.19 Composition de genre des comptes actifs dans le mois 258
5.20 Comptes débiteurs et créditeurs parmi les comptes actifs dans le mois (Boedo et Moreno) . 259
5.21 Intensité moyenne d'utilisation des découverts autorisés (Boedo et Moreno) 260
5.22 Plan de la *comuna* 5 et localisation du lieu des *ferias* du nœud Boedo 263
5.23 Flyer d'invitation à la première rencontre du nœud Boedo fin 2018 264
5.24 Localisations de quelques *ferias* du nœud de Moreno 268
5.25 Flyer d'invitation à la *feria* du 27 avril 2019 du Club Alcotra, *partido* de Moreno 269
5.26 Photographie prise lors d'une *feria* au Club Alcotra en janvier 2019 270

6.1 Flyer d'invitation aux *ferias* du nœud Boedo 284
6.2 Exemple de biens proposés lors d'une *feria* du nœud Boedo 285
6.3 Flyer d'invitation aux *ferias* de la Plaza Franciscanos, *partido* de Moreno 288
6.4 Indicateurs de présence et de continuité selon le genre 296
6.5 Achats mensuels par compte actif dans le mois en % de la *Canasta Básica Alimentaria* selon le genre 297
6.6 Distribution des achats annuels en % de la *Canasta Básica Alimentaria* selon le genre . . 299
6.7 Distribution de la différence entre les achats et les ventes annuels en % de la *Canasta Básica Alimentaria* selon le genre (achats annuels >= Q3) 300
6.8 Photographie prise lors d'une *feria* sur la Plaza Franciscanos en mai 2019 304
6.9 Prix unitaire d'un *alfajor* dans différents nœuds (2020-2021) 320
6.10 Prix unitaire de quatre produits dans différents nœuds (2019-2021) 321

7.1 Mesure simple du taux d'exploitation par la Nouvelle Interprétation 343
7.2 Mesure comptable du taux d'exploitation 356
7.3 Évolution du rapport entre le surtravail total et la survaleur 357
7.4 Évolution de l'équivalent monétaire de l'heure de travail 358
7.5 Évolution de la durée annuelle effective du travail 359

7.6 Évolution du niveau de revenu individuel correspondant à un taux d'exploitation nul et à un taux d'exploitation moyen pour une durée annuelle effective du travail moyenne 360
7.7 Évolution de la valeur totale de la production non marchande 364
7.8 Évolution de l'exploitation moyenne dans le secteur non marchand 366
7.9 Comparaison des prix en MPAR et en ARS de quelques éléments de la CBA (2019-2021) . . . 377
7.10 Comparaison des prix en MPAR et en ARS d'un kg de citrons (2017-2021) 379
7.11 Évolution de la vitesse de circulation de la MonedaPAR dans le crédit mutuel 381

Liste des tableaux

1.1 Nœuds de la MonedaPAR par date de création 74

2.1 Entrée en vigueur des monnaies argentines 82

3.1 Entreprises récupérées par province argentine (octobre 2018) 104
3.2 Typologie des activités relevant de l'économie populaire 113
3.3 Classification des nœuds selon leur statut fin 2021 et selon la durée de leurs activités 119
3.4 Liste des nœuds par contribution au produit total réel de la MonedaPAR (déc. 2021) 130

4.1 Type d'opérations sur la *blockchain* Bitshares (au 1er avril 2022) 190
4.2 Description des tokens PAR (au 1er avril 2022) 197

5.1 Les types de comptes 231

7.1 Distribution macroéconomique des dépenses I 349
7.2 Distribution macroéconomique des dépenses II 350
7.3 Le taux d'exploitation et les conventions de la comptabilité nationale 351
7.4 Coopération socialiste intra-cartel 392

B.1 Entretiens réalisés 437

C.1 Sites et réseaux sociaux observés 443

D.1 Notes et articles de presse autour de la MonedaPAR 447

Liste des encadrés

Encadré 1.1 : Le « je » méthodologique 45
Encadré 1.2 : Questions d'anonymat 75
Encadré 3.1 : Chacarita : la tentative de faire renaître le *trueque* tel quel 135
Encadré 3.2 : La première vague des quasi-monnaies provinciales 147
Encadré 5.1 : Les types de comptes de la MonedaPAR 231
Encadré 6.1 : Prosommatrices et référentes 279
Encadré 7.1 : L'échelle des revenus horaires comme échelle des taux d'exploitation 361
Encadré 7.2 : Facteur de productivité et transferts intra-cartels 391
Encadré 7.3 : Le facteur de consommation individuelle 395

Table des matières

Résumé iii

Remerciements vii

Dédicaces ix

Sommaire xii

Introduction générale 1
Contestations. La monnaie comme enjeu de lutte sociale. 2
De quelles alternatives parle-t-on ? 6
La MonedaPAR, monnaie alternative argentine 11
Quel concept de monnaie ? 16
L'argent et les monnaies dans une perspective institutionnaliste 16
L'argent comme conjonction du compte et du paiement, un concept (trop) générique 20
L'argent comme rapport de production marchand 22
Le devenir marchand du compte et du paiement... 28
... et sa transformation du point de vue du marxisme constructiviste 33
Plan de la thèse 40

1 Le terrain et le concept : préliminaires méthodologiques 43
1.1 Inter-disciplinarité, rétroduction et ethnographie 47
1.1.1 Un projet inter-disciplinaire 47
1.1.2 La rétroduction, entre induction et déduction 52
1.1.3 Une pratique économiste de l'ethnographie 56
1.2 Politiques du terrain 61
1.2.1 Premiers contacts 61
1.2.2 L'insertion sur le terrain 64
1.2.3 Données 67
1.2.4 Le choix des nœuds 69

2 De Perón à Macri : le contexte d'émergence de la MonedaPAR 77
2.1 La singularité du péronisme 79
2.2 La « monnaie éternelle » de la Convertibilité 82
2.3 Une lecture marxiste de la crise de la Convertibilité 85
2.4 Un espace politique bidimensionnel 91

3 Construire un marché alternatif au pays du péronisme **101**
3.1 Du projet d'un crédit inter-entreprises récupérées... 103
3.1.1 Les entreprises récupérées, matrice originelle de la MonedaPAR 103
3.1.2 Un crypto-LETS à échelle nationale en temps de crise 107
3.1.3 Une monnaie sociale et solidaire pour l'économie populaire 110
3.2 ... à des crypto-clubes de trueque 118
3.2.1 Crédit mutuel et mutuelle de crédit 118
3.2.2 Reconduire le *trueque* en le perfectionnant 124
3.2.3 Dépasser le *trueque* et l'économie des « pauvres » ? 131
3.3 Au-delà de l'économie de subsistance 139
3.3.1 Garantir la valeur de la MonedaPAR 139
3.3.2 Le précédent des quasi-monnaies fiscales provinciales 144
3.3.3 Un devenir fiscal pour la MonedaPAR? 151

4 Une gouvernance alternative, entre crypto et social ? **161**
4.1 Un improbable « Bitcoin péroniste » 165
4.1.1 Un péronisme libertaire et écologiste? 166
4.1.2 Waba et EOS Argentina, ou la tendance « sociale » de l'univers crypto 170
4.1.3 Des univers malgré tout connectés 174
4.2 L'infrastructure de la MonedaPAR : une gouvernance par et sur le code 179
4.2.1 Renaturaliser l'argent : le Bitcoin et sa preuve de travail 180
4.2.2 Bitshares comme « système d'exploitation » de la MonedaPAR 183
4.2.3 Une application de *cripto-cueva* reconvertie 191
4.2.4 Tout le pouvoir à *gobierno-par* et *federacion-par*? 196
4.3 De la Fédération des Nœuds à la Coordination Nationale 202
4.3.1 Une structuration progressive 202
4.3.2 L'intermédiation d'une monnaie « sans intermédiaire » 211
4.3.3 Quel contrôle social sur la gouvernance sur le code? Convergences et divergences des gouvernances 217

5 Un vrai sac de nœuds **229**
5.1 L'instabilité de la MonedaPAR 231
5.1.1 Quelques tendances agrégées... 231
5.1.2 ... masquant une forte volatilité au niveau des nœuds 235
5.1.3 Repérer les usages monétaires dans les différents états des nœuds 242
5.2 L'espace inter-temporel de la MonedaPAR 246
5.2.1 Activité et centralisation 246
5.2.2 Une typologie des états des nœuds 250
5.3 Du centre aux marges 257
5.3.1 Boedo, un nœud « moyen » et central 260
5.3.2 Aux marges de la MonedaPAR : le *nodo* Moreno 266
5.3.3 Tenir à distance la politique 271

6 Une monnaie qui n'aimait pas l'argent **277**
6.1 Se jouer du lien marchand : l'euphémisation de la sociabilité marchande 284
6.1.1 Rematérialiser et relocaliser les échanges 284
6.1.2 Réenchanter les échanges : la saveur de la MonedaPAR 286
6.1.3 Moraliser le marché 290
6.2 Déjouer le lien marchand : le dévoiement de la sociabilité marchande 294
6.2.1 Une émancipation partielle et paradoxale 294
6.2.2 Légitimer les activités de marge : contribuer à l'économie de la maison 301
6.2.3 Des principes régulateurs non marchands? 306
6.3 Rejouer le lien marchand : la parodie de la sociabilité marchande 311

6.3.1 Le retour des tâches et le caractère indépassable de la contradiction entre travail privé et travail social dans le cadre de la production marchande . . . 311
6.3.2 La reconduction des dominations marchandes de genre . . . 315
6.3.3 La différentiation marchande interne des *pares* . . . 318

7 Vers une théorie marxiste de la sécession monétaire 329
7.1 Le contenu empirique des catégories marxistes . . . 336
7.1.1 L'équivalent monétaire de l'heure de travail . . . 338
7.1.2 Le coût de reproduction du capital social comme mesure du travail nécessaire . . . 343
7.1.3 Les agrégats marxistes dans les Comptes Nationaux . . . 347
7.1.4 Du taux d'exploitation général... . . . 353
7.1.5 ... aux taux d'exploitation sectoriels et individuels . . . 356
7.2 La MonedaPAR dans une perspective possibiliste . . . 368
7.2.1 De la famine monétaire... . . . 369
7.2.2 ... à l'échange inégal . . . 373
7.2.3 Le problème-« capital » de la MonedaPAR . . . 377
7.3 Un système du compte et du paiement non marchand . . . 385
7.3.1 Le travail social moyen, unité de compte et moyen de paiement non marchand . . . 386
7.3.2 Des échanges défétichisés plutôt que l'aliénation par la vente . . . 393
7.3.3 La statistique sociale générale comme rapport de production . . . 399

Conclusion générale 415

A Les débats méthodologiques des institutionnalismes monétaires 429
A.1 Uni-disciplinarité de l'approche monétaire . . . 430
A.2 Pluri-disciplinarité de l'analyse monétaire . . . 432

B Liste des entretiens réalisés 435

C Réseaux sociaux et sites internet 439

D Revue de presse autour de la MonedaPAR 445

E Chartes du trueque et de la MonedaPAR 449
E.1 Déclaration de principes du RGT . . . 450
E.2 MonedaPAR – Organisation et Valeurs (déc. 2019) . . . 450
E.2.1 À propos des nœuds . . . 452
E.2.2 Principes et valeurs . . . 453

Bibliographie 455

Liste des symboles 483

Liste des graphiques 487

Liste des tableaux 489

Liste des encadrés 491

université PARIS-SACLAY
ÉCOLE DOCTORALE
Droit, économie, management (DEM)

Titre : Une monnaie alternative peut-elle être une alternative à la monnaie ?

Mots clés : théorie de la valeur, institutions, monnaies alternatives, crypto-monnaies, économie classique, économie populaire

Résumé : La Grande Récession, initiée par la crise financière mondiale de 2008, voit la résurgence d'expériences monétaires alternatives. Leur point commun principal est un diagnostic partagé : la configuration usuelle des systèmes marchands de compte et de paiement est à l'origine des cycles économiques. Il faut retirer le pouvoir de création monétaire des mains des banques centrales et de second rang.

Cette thèse analyse un cas de convergence entre crypto-monnaies, d'une part, et monnaies sociales, d'autre part. La MonedaPAR naît en Argentine en 2016 et initie une synthèse entre trois phénomènes réapparus avec force au cours de la crise de la convertibilité à partir de 2001, dernière grande crise qu'a connu l'économie argentine : les entreprises récupérées et leur économie politique des travailleurs ; les clubs de troc, qui expriment la volonté d'un contrôle populaire sur les conditions de la circulation ; les quasi-monnaies provinciales, résultat de la remise en cause de l'unicité monétaire de l'espace de valeur argentin, qui se révèle périodiquement non viable notamment en raison de la nature périphérique et dépendante de l'économie argentine.

Il s'agit d'évaluer le caractère alternatif de cette expérience d'économie sociale et solidaire à l'aune d'une théorie rarement mobilisée pour analyser les alternatives monétaires : parce qu'il dispose d'un concept positif de l'institution non marchande du compte et de paiement, le marxisme permet en effet de penser ce qui pourrait être non plus simplement une alternative monétaire, mais une alternative à la monnaie.

Peut-on opposer le Marché au Capital ? Un marché solidaire est-il possible ? La lecture comptable de la loi de la valeur proposée dans cette thèse suggère comment, à partir des expériences d'alternatives monétaires, une modification conjointe des conditions de la circulation et de la production pourrait s'articuler de façon à dépasser l'argent, c'est-à-dire l'institution marchande du compte et du paiement.

Title: Could an alternative currency be an alternative to money?

Keywords: value theory, institutions, alternative currencies, crypto-currencies, classical economics, popular economy

Abstract: The Great Recession, initiated by the global financial crisis of 2008, saw the resurgence of alternative monetary experiments. They share a common diagnosis: the usual configuration of market systems of accounts and payments is at the origin of economic cycles ; there is thus an urgent need remove the power of money creation from the hands of central and second-tier banks.

This thesis analyses a case of convergence between crypto-currencies on the one hand and social currencies on the other. MonedaPAR was born in Argentina in 2016, sketching out a synthesis between three phenomena that reappeared with force during the convertibility crisis from 2001 onwards, the last major crisis experienced by the Argentinian economy. First, recovered enterprises and their political economy of the workers. Second, barter clubs, which express the will for popular control over the conditions of circulation. And third, provincial quasi-currencies, which result from calling into question the monetary unicity of the Argentinian value space which periodically proves to be unsustainable, particularly due to the peripheral and dependent nature of the Argentinian economy.

This thesis' aim is to evaluate the alternative character of such an experiment in social and solidarity economy, in the light of a theory that is rarely used to discuss monetary alternatives. Because it contains a positive concept of the non-market institution of account and payments, Marxism allows us to grasp the contours of what could be not just a monetary alternative, but an alternative to money.

Can Market be opposed to Capital? Are solidarity markets possible? This thesis adopts an accounting perspective on the law of value, to suggest how, on the basis of experiments of monetary alternatives, a joint modification of the conditions of circulation and production could be articulated in such a way as to go beyond money defined as the mercantile institution of account and payments.

École Normale Supérieure Paris-Saclay
4 avenue des Sciences
91190 Gif sur Yvette, France